Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981.

Grégory Busquet

▶ **To cite this version:**

Grégory Busquet. Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981.. Géographie. Université Paris XII Val de Marne, 2007. Français. NNT : . tel-00458305

HAL Id: tel-00458305
https://theses.hal.science/tel-00458305

Submitted on 20 Feb 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS XII – VAL DE MARNE

INSTITUT D'URBANISME DE PARIS

THESE POUR L'OBTENTION DU DOCTORAT NOUVEAU REGIME
EN URBANISME ET AMENAGEMENT

IDÉOLOGIE URBAINE ET PENSÉE POLITIQUE DANS LA FRANCE DE LA PÉRIODE 1958 – 1981

Grégory BUSQUET

Présentée et soutenue publiquement
le 7 décembre 2007

Sous la Direction de Jean-Pierre FREY
Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris

Jury :

Yves CHALAS, Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble, Université Pierre Mendès-France.
Annie FOURCAUT, Professeure à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
Yves GRAFMEYER, Professeur à l'Université Lumière, Lyon II.
Hélène HATZFELD, Maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

REMERCIEMENTS

Qu'il me soit tout d'abord permis, ici, de remercier toutes les personnes qui m'ont aidé à mener à bien cette recherche et sa finalisation, toutes celles qui m'ont épaulé tout au long de ce travail, qui m'ont apporté leur confiance et leur aide.

Je tiens bien évidemment à remercier Jean-Pierre Frey pour avoir dirigé ce travail de thèse. Ses connaissances et son approche pluridisciplinaire de la question urbaine, sa confiance ont été pour ce travail un atout majeur. Je remercie également les membres du jury, Mme Annie Fourcaut, Mme Hélène Hatzfeld, Mr. Yves Chalas et Mr. Yves Grafmeyer, d'avoir bien voulu faire partie du jury de soutenance.

Ma gratitude va également aux membres – chercheurs et personnel – de mon laboratoire, le Centre de Recherche sur l'Habitat (UMR LOUEST 7145), pour le climat de travail et le foisonnement intellectuel dans lequel j'ai pu effectuer ma thèse. Leur expérience et les opportunités qu'ils m'ont offertes, leur exigence et leur aide, qu'elle soit pratique ou scientifique, ont été pour moi inestimables. Chacun à leur manière, ils ont participé à l'achèvement et au bon déroulement de cette thèse. Qu'ils en soient ici vivement remerciés. Je tiens particulièrement à exprimer ma reconnaissance à ceux qui m'ont souvent sorti de mauvais pas : Alain Cabot, Alain Dagand, Pascal Ditishem, Yves Muller, Sabine Starita, Pierre Stiegelman et Bernard Haumont. Ma gratitude va aussi bien évidemment à toutes celles et ceux qui, par leurs conseils, leur soutien, et leurs idées et critiques toujours constructives ont guidé mes pas, à savoir Marie-Hélène Bacqué, Véronique Biau, Martine Bouchier, Yankel Fijalkow et Stéphanie Vermeersch. Je tiens tout particulièrement ici à remercier Jean-Pierre Lévy pour ses conseils, sa présence, sa passion et son amitié.

Evidemment, mes pensées vont à mes « camarades» et amies doctorantes, les « drôles de dames » Maria Achek-Youcef, Céline Barrère et Amélie Flamand, pour l'entre-aide et la solidarité de tous les instants et pour cette aventure en commun. Merci particulièrement à Claire Carriou, pour son soutien précieux dans les moments de doute et surtout pour les échanges fructueux, le partage et tout le travail en commun. Et bon courage à la « relève » et aux nouvelles venues ! Je n'oublie pas non plus les « ex-doctorants » aujourd'hui docteurs pour leurs conseils, Florine Ballif, Muhamad Muhamad Juma, Elise Roy, Sylvain Schoonbaert…

Merci aussi aux personnels et enseignants de l'Institut d'urbanisme de Paris, et notamment à Jean-Claude Driant, Anne Fournier, Hélène Lamicq, Laurent Coudroy de Lille, Thierry Paquot pour leur intérêt pour ce travail. Vifs remerciements également à Antoine Haumont et Henri Raymond, pour leurs témoignages et les heures précieuses qu'ils m'ont consacrées, à Chris Younès pour son soutien. Je remercie également tous les autres que je ne peux citer ici : les chercheurs (ou non) que j'ai pu rencontrer dans le cadre de ce travail, les étudiants architectes ou urbanistes avec qui j'ai pu partager des expériences enrichissantes, mais aussi toutes celles et tout ceux qui m'ont apporté leur amitié tout au long de cette recherche. Sans eux, cette thèse n'aurait pas non plus été possible et leur soutien, leurs idées et questionnements furent souvent pour moi inestimables et j'espère, ici, qu'ils se reconnaîtront. Merci également à Pétros Pétsiméris, mon directeur de maîtrise à Caen et à Brian Plummer de la London Guildhall University pour m'avoir poussé, à l'époque, à poursuivre mon cursus et pour m'avoir initié aux bases de l'urbanisme.

Ma gratitude et mes pensées vont tout particulièrement à mon vieil ami Florent Hérouard qui a su se montrer présent dans les bons comme dans les mauvais moments, pour son soutien, son aide et son écoute, au petit Karol ainsi qu'à Sybille Manzoni, pour son soutien inconditionnel et son amitié.

Remerciements indicibles aussi à ma famille, Rose-Marie et Henri Busquet, mes parents, pour leur soutien moral constant, pour m'avoir poussé, pour leur présence et leur confiance, ainsi que pour m'avoir ouvert leur porte dans la dernière phase de rédaction de cette thèse. Un grand merci également à Claire, Samuel, Benjamin et Coline Busquet pour leur présence, à Brigitte et René Sebbane, pour leur amitié et pour m'avoir un temps recueilli et permis de poursuivre mes recherches dans les meilleures conditions possibles.

Enfin, une reconnaissance toute particulière à Delphine Sebbane, pour son soutien perpétuel, son rôle et son courage dans les moments difficiles, pour sa capacité à me faire avancer et pour avoir accepté et réussi, depuis le début, à partager quotidiennement cette longue entreprise. Sans toi, celle-ci n'aurait pas été possible. Mais ma gratitude envers toi dépasse ce simple cadre…

À Delphine

« Sans doute n'existe-t-il pas de connaissance plus idéologique que la connaissance politique. Toutefois, et il convient de le noter, aucun genre de connaissance n'échappe complètement à l'emprise de l'idéologie. Elle imprègne, en effet, la connaissance perceptive du monde extérieur, celle d'Autrui et du Nous, celle de bon sens, la connaissance technique et scientifique, à différents degrés et, très fortement, la connaissance philosophique. »

Georges Gurvitch, *Les Cadres sociaux de la connaissance*, 1966.

SOMMAIRE

Une table des matières détaillée est présentée en fin d'ouvrage

SOMMAIRE **1**

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS **3**

INTRODUCTION **7**

*** PREMIERE PARTIE * LES IDEOLOGIES ET UTOPIES URBAINES : CONCEPTS ET METHODE** **17**

- CHAPITRE I - DEFINITIONS **19**

I - Vers une définition « idéale-typique » ? 21

II - Les idéologies urbaines et l'utopie 60

- CHAPITRE II - METHODOLOGIE ET CADRE CONCEPTUEL **81**

I - Espace mental et idéologie 81

II - Eléments méthodologiques pour une analyse du discours idéologique 87

*** DEUXIEME PARTIE * LA POLITISATION DES DISCOURS SUR L'URBAIN : LA RENCONTRE MARXISME – SCIENCES SOCIALES – ARCHITECTURE ET URBANISME** **93**

- CHAPITRE I - POLITISATION ET INSTITUTIONNALISATION DE LA SOCIOLOGIE URBAINE FRANÇAISE **99**

I - Les colloques et la question épistémologique 100

II - Les néo-marxismes : la politisation d'une discipline 150

- CHAPITRE II - LA CONTESTATION : « URBANISER LA LUTTE DES CLASSES » **167**

I - L'Internationale situationniste et la revue *Utopie* 167

II - Un Mai 68 urbain ? 184

III - La position des architectes et des urbanistes : l'urbanisme et l'architecture remis en question 235

- CHAPITRE III - L'URBANISATION DU MYTHE REVOLUTIONNAIRE ET LES CONTESTATAIRES : ESPACE ENJEU ET ESPACE INSTRUMENT. **303**

I - Les « mouvements sociaux urbains » 304

II - L'émergence des terrorismes urbains d'extrême gauche européens 351

III - La révolution urbaine 372

*** TROISIEME PARTIE * L'URBANISTATION DES POSITIONS POLITIQUES ET LE STATUT DE L'ESPACE URBAIN : L'ESPACE ALIENE/ALIENANT ET POTENTIELLEMENT LIBERATEUR 375**

- CHAPITRE I - L'URBANISATION DU DISCOURS POLITIQUE ET LES NOUVEAUX THEMES 381

I - L'urbanisation du discours politique (1958-1981) 382

II - Les nouveaux thèmes : cadre de vie, vie quotidienne, autogestion et participation 493

- CHAPITRE II - L'IDEOLOGIE POLITIQUE URBAINE DANS LE DISCOURS POLITIQUE DE GAUCHE 519

I - Le déterminisme spatial et la question du pouvoir 519

II - Figures spatiales de l'aliénation et de la libération 565

CONCLUSION GÉNÉRALE 601

ANNEXES 611

BIBLIOGRAPHIE 637

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DES AUTEURS 671

TABLE DES DOCUMENTS 677

TABLE DES MATIERES 679

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

Laboratoires, équipes de recherche et institutions de recherche et d'enseignement supérieur

CERFI : Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelle.
CERFISE : Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelle du Sud-Est.
CEGS : Centre d'étude des groupes sociaux.
CEMS : Centre d'étude des mouvements sociaux.
CES : Centre d'études sociologiques.
CNRS : Centre national de la recherche scientifique.
CSO : Centre de sociologie des organisations.
CSU : Centre de sociologie urbaine.
DGRST : Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
IFOP : Institut français d'opinion publique.
INED : Institut national d'études démographiques.
INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques.
ISU : Institut de sociologie urbaine.
EHEU : Ecole des hautes études urbaines.
EHESS : Ecole des hautes études en sciences sociales.
ENSBA : Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts.
EPHE : Ecole pratique des hautes études.
IUUP : Institut d'urbanisme de l'Université de Paris.
LSI : Laboratoire de sociologie industrielle.
UP : Unité pédagogique.

Syndicats, associations, partis et groupes politiques.

AD : Action directe.
ADELS : Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale.
ALN : Armée de libration nationale (Brésil).
BR : Brigades rouges (Italie).
CAD : Centre d'action démocratique.
CERES : Centre d'études, de recherches, et d'éducation socialiste.
CFDT : Confédération française démocratique du travail.
CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens.
CGL : Confédération générale du logement.
CGT : Confédération générale du travail.

CIR : Convention des institutions républicaines.

CLER : Comité de liaison des étudiants révolutionnaires.

CMDO : Comité pour le maintien des occupations.

CNCV : Confédération national du cadre de vie.

CNL : Confédération nationale des locataires.

CNT : *Confederación nacional del trabajo* (Espagne).

CNT-AIT : Confédération national du travail – Association internationale des travailleurs.

ESU : Etudiants socialistes unifiés.

FER : Fédération des étudiants révolutionnaires.

FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

FLN : Front de libération nationale (Algérie).

FLN : Front de libération nationale (Viêt-Nam).

GAM : Groupes d'action municipale.

GP : Gauche prolétarienne.

JCR : Jeunesse communiste révolutionnaire.

JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne.

LO : Lutte ouvrière.

MLP : Mouvement de libération du peuple.

MPF : Mouvement populaire des familles.

MPR : Mouvement pour la réforme.

OCI : Organisation communiste internationaliste.

PCF : Parti communiste français.

PCI : Parti communiste internationaliste.

PCMLF : Parti communiste marxiste-léniniste de France.

PCR : Parti communiste révolutionnaire.

PCUS : Parti communiste d'Union soviétique.

PS : Parti socialiste.

PSA : Parti socialiste autonome.

PSU : Parti socialiste unifié.

RPR : Rassemblement pour la République.

IS : Internationale situationniste.

RAF : Fraction armée rouge (RFA).

SDS : *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* (RFA).

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière.

UCRG : Union des Clubs pour le Renouveau de la Gauche.

UGDS : Union de la gauche démocrate et socialiste.

UDR : Union pour la défense de la République.

UDSR : Union démocratique et socialiste de la Résistance.

UEC : Union des étudiants communistes.

UGCS : Union des groupes et clubs socialistes.

UGS : Union de la gauche socialiste.

UJC(ml) : Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes.

UNEF : Union nationale des étudiants de France.

UNR : Union pour la nouvelle république.

Politique et urbanisme

APUR : Atelier parisien d'urbanisme.

DAFU : Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme.

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

DIV : Délégation interministérielle à la ville.

DSQ : Développement social des quartiers.

HLM : Habitation à loyer modéré.

HVS : Habitat et vie sociale.

OREAM : Organisations régionales d'études et d'aménagement d'aires métropolitaines.

MRU : Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

MECV : Ministère de l'environnement et du cadre de vie.

SONACOTRA : Société nationale de construction pour les travailleurs.

LOF : Loi d'orientation foncière..

LOGECO : Logements économiques et familiaux.

PADOG : Plan d'aménagement et d'organisation générale.

POS : Plan d'occupation des sols.

SCIC : Société centrale immobilière de la caisse des dépôts et consignations.

SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.

SDAURP : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne.

ZAC : Zone d'aménagement concertée.

ZAD : Zone d'aménagement différé.

ZUP : Zone à urbaniser en priorité.

Divers

NMS : nouveaux mouvements sociaux.

RDA : République démocratique d'Allemagne.

RFA : République fédérale d'Allemagne

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

USA : Etats-Unis d'Amérique

INTRODUCTION

Henri Lefebvre définissait, en 1973, l'espace comme un produit politique[1] C'est en partant de cette remarque que le thème de notre recherche – l'idéologie politique de l'espace urbain – s'est imposé à nous, par une volonté d'intégrer le facteur des idées politiques dans l'étude des représentations sociales de l'espace urbain. Mais, cette conception d'un espace politique ne doit bien évidemment pas être réduite à l'urbanisme comme acte politique, même si la ville est, entre autres, une construction politique et technicienne et que l'urbanisme est, en France, un instrument au service de la politique (sociale, économique). L'espace comme produit (production et « œuvre ») politique fait aussi référence aux représentations et usages quotidiens de l'espace. Il est, également, un support politique, cristallisant les représentations et les prises de position sur le monde et l'ordre social. Ainsi, l'espace politique renvoie, pour Lefebvre, que nous suivrons sur ce chemin, à un espace pris comme support, objet ou enjeu de stratégies et de luttes antagonistes, voire contradictoires. Mais, ceci n'est pas encore suffisant. Lefebvre définissait l'espace social comme la somme de trois abstractions, se composant, certes, de l'espace « conçu » (celui des architectes, des urbanistes), mais aussi de l'espace « perçu » et de l'espace « vécu » ; ce triptyque participant à sa « production ». Ainsi, la technique, la rationalité, le plan et la projétation, mais aussi les usages et les représentations spatiales participent de sa formation et font de la ville un espace social et politique. Nous nous attacherons, quant à nous, plus aux représentations qu'aux pratiques de l'espace et, plus spécifiquement, aux idéologies spatiales, qui participent à la production de l'espace social. L'on considère, en effet, comme un fait acquis dans les études urbaines, au moins depuis Maurice Halbwachs, que si l'espace matériel agit d'une quelconque manière sur les structures sociales (morphologies, sociabilités, identités, etc.), c'est avant tout par le biais des « représentations » que s'en font les sociétés, les groupes sociaux et les individus en fonction de leurs histoires et de leurs appartenances sociales.[2] L'espace « conçu », reçu, hérité, voire imposé et purement contraignant – pour des habitants considérés comme passifs et neutres –, n'agit pas seul : les représentions servent en quelque sorte de médiations.

Ces représentations, socialement et spatialement déterminées, constituent bel et bien, en plus d'un préalable à l'espace construit, une cause déterminante, parmi d'autres, des pratiques de l'espace, ou des légitimations de ces pratiques, qu'elles soient le fait des urbanistes eux-mêmes, des politiques, ou des habitants et usagers, véhiculées des uns aux autres, produites par les uns, subies et incorporées par les autres. Les réflexions de Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt (1978)[3] sur l'espace urbain

---

[1] LEFEBVRE (Henri) (1973), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, Paris, Anthropos, 2000.

[2] HALBWACHS (Maurice) (1938), *Morphologie sociale*, Paris, A. Colin, 1970, pp. 8-13. Voir aussi HALBWACHS (Maurice) (1950), *La Mémoire collective*, Paris, PUF, 1968, pp. 133-146, ou, plus récemment, RONCAYOLO (Marcel), *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1997.

[3] GARNIER (Jean-Pierre), GOLDSCHMIDT (Denis), *La Comédie urbaine ou la cité sans classe*, Paris, F. Maspero, 1978.

considéré comme instrument et enjeu des luttes politiques et révolutionnaires ont également constitué un point de départ, dans la continuité de l'acception lefèbvrienne de l'espace politique.

Il existerait, ainsi, une **instrumentalisation politique de l'espace** dans les luttes, mais aussi dans son aménagement comme l'affirment les deux auteurs. Mentionnons, d'ailleurs, que l'espace en tant que tel, du moins sa maîtrise et sa connaissance, a toujours été un instrument de pouvoir (militaire, politique, décisionnel)[4], qu'il s'agisse de l'espace physique ou social. En ce qui concerne les représentations socio-spatiales, nous avons, donc, émis l'hypothèse selon laquelle cette notion de pouvoir ne pouvait qu'être prégnante au sein de l'idéologie politique urbaine, c'est-à-dire, entre autres, par la légitimation des pratiques ou leur contestation. L'idéologie spatiale et la vision politique de la ville renverraient, de la sorte, à l'idée du pouvoir (sur la société).

Un contexte urbanistique et politique de transition

Les limites temporelles de l'investigation ont été définies en fonction de cadres institutionnels, tout autant qu'intellectuels et urbanistiques. Le choix s'est porté sur le contexte ou la période dite des « trente glorieuses » en France, dont l'importance tant du côté des idées urbanistiques que politiques n'est plus à démontrer, et qui constitue un temps fort, une charnière du développement idéologique et du contexte politique autour de 1968. Il s'est limité plus spécifiquement à la période 1958-1981, marquant les débuts de la V^{e} République pendant laquelle la gauche se trouve dans l'opposition. Cette période possède également l'avantage, en France, de constituer une « transition » politique autant qu'urbanistique. Politiquement, 1958 marque le retour de Charles De Gaulle au pouvoir, l'apogée et la volonté de modernisation économique et sociale de la France et le début des mouvements de décolonisation (guerre d'Algérie) qui auront une influence incontestable sur la vie intellectuelle et politique en métropole. Les années soixante-dix marquent, quant à elles, l'accession au pouvoir de la « nouvelle droite » giscardienne rompant avec le mode de gouvernance gaullien, jusqu'à à l'avènement de la gauche au niveau national en 1981. C'est aussi l'époque de l'émergence de nombreux mouvements sociaux, du bouleversement politique de 1968 et de la « transition » idéologique de la gauche politique française avec le développement de la « deuxième gauche » et des idées qu'elle porte et diffuse[5], face au déclin relatif du Parti communiste et du mouvement ouvrier.

D'un point de vue urbanistique, surtout, l'année 1958 marque la réglementation des grands ensembles dans le cadre des « zones à urbaniser en priorité », précédant de peu leurs critiques et leur remise en cause. La politique de Reconstruction des villes sinistrées a laissé place à cet urbanisme

[4] LACOSTE (Yves) (1976), *La Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 1985.
[5] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS/PUR, 2005.

d'un type nouveau, à la rénovation des centres anciens et à l'aménagement du territoire.[6] Signe de cette évolution de politique, le ministère de la Reconstruction et du logement devient ministère de la construction à la même date. Quoi qu'il en soit, au tournant des années soixante-dix, la résorption de la crise du logement coïncide avec ce que l'on pourrait appeler une crise de l'urbain. Dans le même temps, les politiques du « cadre de vie » de la période Giscard d'Estaing se mettent en place, prônant la rupture avec la décennie précédente. Loin de faire unité, l'intervalle de temps choisi possède, donc, l'avantage de recouvrir deux grands contextes relatifs aux idées sur la ville et aux politiques urbaines. Il s'agit, pour les résumer, de celui du dirigisme et de la modernisation urbanistiques du régime gaullien et de celui de sa remise en cause, de l'ouverture au libéralisme et à la concertation la décennie suivante. Intellectuellement, les responsables des politiques urbaines et les savants tentent, pendant ces deux décennies, d'appréhender le fait urbain « globalement », puis les ambitions se réduisent aux aspects qualitatifs accompagnés souvent, d'un changement d'échelle, pour aboutir aux politiques publiques sectorielles de la gauche dans les années quatre-vingt.

Loin de constituer une étude purement synchronique portant sur un moment figé de la pensée récente sur la ville et l'urbain, cette recherche aura, entre autres, pour intérêt de suivre l'évolution intellectuelle et les représentations politiques de l'espace urbain, les changements de paradigmes, leurs causes éventuelles, les événements, les termes et idées qui les accompagnent.

La question du statut de l'espace urbain dans la pensée politique : un champ plus qu'un objet

Pour de nombreux auteurs, les « mouvements sociaux urbains » français des années soixante-soixante-dix ont eu une influence politique majeure au point d'influer sur la nature de l'urbanisme tel que nous pouvons le connaître aujourd'hui, le souci de la gouvernance, de la démocratie urbaine et de l'urbanisme participatif. Le contexte de la fin des trente glorieuses constitue quoi qu'il en soit une période où l'enjeu urbain semble (re)devenir une composante essentielle des discours politiques, – conservateurs ou progressistes, réformistes ou « révolutionnaires » –, et ce, dans un contexte français de foisonnement législatif, institutionnel et intellectuel sur la ville. Il est aussi le moment où l'espace devient, on le verra, un enjeu social et politique pour les sciences sociales. L'objet qui nous intéresse constitue le point aveugle de l'histoire urbanistique et urbaine de cette période : la pensée et les représentations urbaines de l'opposition politique, c'est-à-dire la pensée politique de gauche sur la ville, qui se dresse contre l'espace « dominant » imposé et conçu par les autorités de l'époque, pour emprunter encore une fois un terme lefèbvrien repris par Henri Raymond.[7] Il s'agira d'une étude portant sur le discours « critique » d'individus et de groupes sur la ville et sur l'urbanisme, proposant

[6] VOLDMAN (Danièle), *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.
[7] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, 1984.

une vision de l'espace urbain différente de celle du discours officiel, et sur la pensée programmatique émanant des mêmes acteurs et proposant d'éventuelles alternatives à l'état de fait. Car, si le diagnostic orienté d'une situation est le propre du discours politique, les propositions et solutions à apporter en sont l'autre versant, tant il est vrai que le discours politique se cantonne essentiellement à « décrire » (ici, critiquer) et à « prescrire » (ici, proposer une alternative).[8] Si la fin du mandat giscardien est souvent présentée comme annonçant « les politiques de la ville » ultérieures (opérations « Habitat et vie sociale », notamment), c'est bien dans les discours, les idées et les représentations urbaines portés par la gauche pendant les décennies soixante et soixante-dix qu'on peut en remarquer les prémices. En ce sens, nous pouvons, d'ores et déjà, poser l'hypothèse que la pensée de gauche fournit une alternative possible à la ville des trente glorieuses.

Ce sont donc ces discours politiques de gauche au sens large (de l'extrême gauche aux socio-démocrates en passant par l'ultragauche) et leurs rapports à la ville et à l'urbanisme qui ont constitué notre objet d'investigation. Partant des représentations spatiales comprises comme moment du processus de production de l'espace social, notre but est d'aboutir à une compréhension du **statut politique de l'espace urbain**, c'est-à-dire à une conception des liens complexes pouvant exister entre idéologie et espace urbain.

Un panorama plus thématique que chronologique du discours politisé (et politicien) sur la ville, l'urbanisme et l'architecture nous permettra de mieux appréhender les relations entre « espace et politique », dont Henri Lefebvre jetait les bases de l'exploration dès le début des années soixante-dix[9], tout en s'insérant dans le champ plus général d'étude des représentations de l'espace, intéressant à la fois l'urbanisme, la sociologie et la géographie sociale. A travers le raisonnement en termes d'« idéologie », il s'agit en fait de voir comment la pensée politiquement orientée sur l'espace urbain (de l'idéologie à l'utopie), crédite l'espace d'un statut dans l'organisation sociale, ainsi que de déterminer les modalités de ce processus d'idéologisation et la nature de ce statut. L'analyse des discours en fonction de l'idéologie compte aussi s'inscrire dans l'analyse du rapport **représentations de l'espace – espace des représentations** instauré par Lefebvre, puisque les agents et les acteurs étudiés véhiculent, comme le dit Yves Grafmeyer à propos des professionnels de la ville, « des représentations de la ville (savoirs, anticipations, jugements) dans l'exercice même de leur profession ».[10]

---

[8] BOURDIEU (Pierre) (1980), « Décrire et prescrire. Les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique », *in : Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, pp. 187-198.
[9] LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000.
[10] GRAFMEYER (Yves), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 1995.

La ville : instrument ou enjeu ?

L'une de nos hypothèses de départ pourrait se formuler ainsi : les discours politiques et politisés peuvent nous faire découvrir certains aspects de la réalité urbaine et de ses représentations sociales et, à l'inverse, l'objet « urbain » peut aussi nous renseigner sur certaines caractéristiques du champ politique au sens bourdieusien, c'est-à-dire sur le « champ de forces et de luttes », « lieu où s'engendrent, dans la concurrence entre les agents qui s'y trouvent engagés, des produits politiques, problèmes, programmes, analyses, commentaires, concepts, événements, entre lesquels les citoyens ordinaires, réduits au statut de "consommateurs", doivent choisir. »[11] Ainsi, la recherche s'attachera à déterminer ce que l'idéologie peut nous révéler de l'espace, autant que ce que le recours à l'espace peut nous révéler de l'idéologie en termes de pouvoir.

En un mot, il s'agit ici de définir les relations dialectiques complexes entre l'espace urbain et « le » politique : par quels mécanismes l'espace intervient dans le processus idéologique et comment ce dernier s'en empare ? Ce faisant, il s'agira de déterminer le rôle de l'espace urbain dans la stratégie politique, mais aussi les aspects programmatiques et utopiques de ces représentations. La question du statut de la ville dans le discours politique renvoie, ensuite, à celle du statut de **la ville considérée comme enjeux (objet) ou simple instrument (support, outils) social et politique** dans la contestation et dans le discours, qui constitue une des questions centrales du travail. C'est toute la question des représentations politiques de l'espace et, plus précisément, celle des idéologies urbaines, qui se trouve ici posée. A travers elle, c'est l'instrumentalisation politique de l'espace urbain qui peut nous interroger. A savoir, stratégiquement, tactiquement, dans les campagnes électorales ou plus fondamentalement, est-ce que la ville est perçue comme un enjeu ou un simple instrument – moyen – (pour le changement social) dans les représentations et discours politiques de gauche en France ?

Dans la période qui nous intéresse, la vision politique de gauche de la ville témoigne d'une radicalisation croissante du discours et des positions. Au-delà de cette politisation de l'espace et de l'urbanisation des luttes et discours politiques, d'autres questions plus générales ont guidé cette étude . Y'a-t-il une « pensée » urbaine appartenant en propre à la gauche politique ? Et si oui, comment s'inscrit-elle dans le système de pensée et de moyens pour atteindre le changement social, qui est le propre de la pensée dite de gauche ? Quel rôle joue-t-elle dans l'idéologie politique ? Qu'est-ce qui la différencie, le cas échéant, de celle de droite ? Est-elle unanime ou observe-t-on des divergences, des emprunts, des influences (entre discours savants et politiciens, entre partis, entre courants) ? Quelles incidences peut-elle avoir à la fois sur les représentations politiques de la ville et sur l'évolution des politiques d'aménagement tout comme sur les doctrines. Il s'agit d'une histoire sociale des idées

[11] BOURDIEU (Pierre), « La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36- 37, février-mars 1981, p.3.

politiques sur la ville et l'urbain permettant d'étudier les prémices de la politique de la ville mise en place par la gauche à partir de 1981, tout comme ses intentionnalités et ses partis pris.

Implications méthodologiques et corpus

Nous reviendrons plus amplement par la suite sur les méthodes utilisées pour la constitution du corpus et l'analyse des discours. Mentionnons, toutefois, déjà que plusieurs niveaux d'analyse de l'idéologie politique de l'espace entreront en œuvre, correspondant à différents niveaux d'instrumentalisation de l'espace dans le discours. Ainsi, seront analysés les idées de penseurs (les « passeurs », les sociologues) et de groupes, dont les idées ou slogans furent médiatisés à l'époque (avant-gardes, gauchistes), les programmes des partis politiques (constats-critiques et propositions dans un système logique de pensée). Un travail d'archives a été réalisé sur les mouvements politiques, syndicats et groupuscules (l'étude des programmes, des revendications, des prises de positions sur la ville), parallèlement à une relecture des intellectuels marxistes (essentiellement des sociologues s'intéressant à l'urbain et à l'architecture) ou de groupes marquants de cette époque (l'Internationale situationniste, le groupe Utopie). Il a correspondu en quelque sorte à trois champs d'analyse du discours ou à une « histoire croisée » de ces groupes, de la sociologie urbaine et des positions politiques dans leur rapport à la ville et à l'urbanisation, mêlant par conséquent analyses des transferts d'un groupe – d'un milieu – à l'autre, des individus aux autres, mais aussi histoires propres de ces milieux, détermination des points communs tout comme des différences observables concernant leurs prises de position sur la ville.

Nous avons déjà qualifié de « champ » plutôt que d'objet notre thème de recherche. Nous reprendrions volontiers dans le même esprit l'image de la « nébuleuse » (faite d'individus, de groupes, de rencontres, d'influences, d'idées, parfois de consensus ou d'oppositions, voire de confrontations[12]) pour qualifier ce champ d'investigation, En effet, il ne s'agit, ici, en aucun cas d'une monographie sur le discours de tel ou tel groupe, mais plutôt de l'étude des tendances générales, dans un laps de temps assez court, d'un type de pensée particulier propre à des acteurs en interrelations, ce qui explique que les sources puissent n'être ni exhaustives ni « délimitées » à un objet particulier et systématique. Il a, en effet, fallu opérer des choix sur lesquels nous reviendrons au fil de l'argumentation. Nos matériaux d'analyse (documents d'archives, tracts, programmes politiques, revues spécialisées, ouvrages et études sociologiques) sont pour cela constitués de sources de première et de seconde main, certains objets étant plus connus que d'autres et certains demeurant à approfondir (le discours des partis politiques, des syndicats sur la ville, notamment). Le parti pris a été de partir des sources tout en les interprétant à partir d'une méthode que nous allons exposer, l'objet, le « champ » s'étant construit au fur et à mesure, en même temps que le corpus.

[12] Cf. le « champ de force » bourdieusien.

Le statut du « discours » mérite, également, d'être explicité, puisqu'il s'agit en fait d'« écrits » que certains agents adressent à d'autres. Les prises de positions sur la ville des premiers sont évidemment médiatisées et diffusées (par l'intermédiaire de tracts revendicatifs, de programmes). Par l'entrée par ces discours, il s'agira de déterminer les liens existants entre le politique, le spatial et le social dans l'idéologie. Et seule l'entrée par les discours nous a semblé à même de pouvoir nous éclairer sur les représentations et l'idéologie, tout en prenant garde aux interférences relevant uniquement de la « stratégie » politique. Ceci renvoie bien sûr à la constitution du corpus que nous expliciterons un peu plus loin et renvoie également à des types et registre de discours différents qu'il s'agira d'interpréter: des discours savants, théoriques, programmatiques, de légitimation, performatifs (mots d'ordre), publics ou privés (correspondances), internes ou externes (destinés aux édiles, aux militants ou aux masses dans le cas des discours politiques).

Nous avons choisi, malgré les risques que cela comporte, de ne favoriser aucun terrain géographique précis, même si les discours que nous étudierons émanent majoritairement d'acteurs français et parisiens. Des exemples locaux et délimités géographiquement, choisis en fonction de leurs pertinences, viendront, cependant, illustrer le propos général.

Les préceptes de la sociologie de la connaissance nous apporteront un « appareil » conceptuel privilégié qui nous amènera à analyser les différentes formes d'idéologie en fonction des cadres sociaux, des appartenances, mais aussi du contexte historique (pour, entre autres, ne pas « dé-contextualiser » ces idées). Les discours et les pensées sur la ville et l'urbain sont pensés comme structurels et conjoncturels tout à la fois. Les discours et leurs sens diffèrent selon que l'on a affaire aux intellectuels de gauche, aux artistes, aux représentants de la « jeunesse » gauchiste de l'époque, aux politiques de droites ou aux socio-démocrates (l'effet générationnel, développé par Mannheim, n'est pas non plus à négliger[13]), aux politiques institutionnels ou contestataires. La formation et l'émission de la pensée sur la ville dépendent aussi essentiellement du caractère réformiste ou « révolutionnaire » des acteurs et des groupes étudiés. Les concepts utilisés dépendent, en outre, de ceux qui les utilisent.

Les récupérations de concepts et de notions « savantes », par exemple, opérées par le milieu politique accompagnent, souvent, une perversion du sens au point d'être parfois réduits à des « slogans » (le fameux « droit à la ville »). Les cadres sociaux et le positionnement politique pouvant bien évidemment prédéterminer ce qui est dit et pensé, et ce par le biais de l'idéologie. La remise dans leurs contextes (historique, social et politique) d'un certain nombre de conceptions avec, en complément, la prise en compte des cadres sociaux de ces prises de position nous permettra d'observer les évolutions de discours et leurs causes. Quant aux modalités de ces évolutions, elles seront

[13] MANNHEIM (Karl) (1928), *Le Problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

simplement appréhendées par une analyse de contenu de ces discours. Qu'est-il dit ? Qu'est-il proposé ? « D'où parle-t-on », à qui s'adresse-t-on et sous quelles formes ?

Nous adopterons, pour cette analyse des discours, une méthode empruntée aux politistes. Ces discours seront analysés d'un point de vue thématique, rhétorique (il s'agit bien souvent d'une discours dogmatique, démagogique et surtout codé)[14] et du point de vue des cadres d'émission (qui parle ? La place des idées sur la ville dans le système de représentations général sur la société). L'analyse et la déconstruction du contenu du discours seront donc privilégiées par rapport à l'analyse de sa forme.

Idéologie, politisation de la pensée sur la ville et urbanisation du discours sur l'urbain

Les prémices qui ont permis du même coup de cadrer le terrain historique de l'étude peuvent se résumer de la façon suivante : on assiste, avec l'urbanisation accélérée des trente glorieuses, à **une « urbanisation » des postures et des discours politiques, ainsi que du mythe de la révolution, parallèlement à une « politisation » des discours sur la ville** (notons, dès à présent, que nous nommons « urbanisation » du discours politique la place croissante des considérations sur le fait urbain dans ce discours). L'histoire des idées politiques est, ici, essentielle pour comprendre et analyser ces discours et ces pensées. L'apogée du marxisme en France, puis son déclin, le rôle de l'Etat fort et technocratique pendant les décennies étudiées, l'importance de la révolte de mai 68, des idées qu'elle a confortées et de celles qu'elle a fait naître ; tout ceci semble indispensable pour comprendre ces « glissements ». Ce constat nous a amené à privilégier deux objets plus précis de recherche : le discours des intellectuels et gauchistes prenant, dès les années 1950, l'espace urbain comme objet de théories et de revendications, d'une part et celui des partis politiques de gauche pendant les années soixante – soixante-dix, d'autre part.

Un retour réflexif sur les notions d'idéologie, d'idéologie urbaine et d'utopie nous a semblé avant tout nécessaire, tant pour apporter des définitions opératoires de ces concepts pour la partie plus empirique de la thèse – l'analyse des discours – que pour mettre en lumière les caractéristiques fondamentales des phénomènes auxquels ils renvoient, notamment des faits sociaux qui leur sont attachés, de leurs mécanismes et fonctionnements sociaux. Un tour d'horizon des travaux et réflexions – un « états des savoirs » – sur ces concepts, nous amènera donc, dans une première partie pouvant constituer le « cadre conceptuel » de notre analyse, à nous interroger sur les représentations politiques de l'espace urbain en posant l'hypothèse d'une spatialisation de la question sociale par l'idéologie. Nous emprunterons, ainsi, théoriquement et méthodologiquement, à la sociologie de la connaissance,

[14] Centre Universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *Discours et idéologie*, Paris, PUF, 1980.

telle que l'ont développée chacun à leur manière Karl Mannheim et Georges Gurvitch[15], dans un essai de contribution à une redéfinition de l'espace urbain d'un point de vue politique. Il s'agira à la fois de définir notre conception de l'idéologie urbaine tout autant que de définir le statut de l'espace dans l'idéologie (quel rôle y joue-t-il et comment y intervient-il ?)

Munis de cet appareillage théorique et méthodologique, nous aborderons ensuite, dans une deuxième partie, l'étude de l'objet à proprement parler et, en premier lieu, cette « politisation » des réflexions sur l'urbain. Nous étudierons, ainsi, dans un premier temps le phénomène de l'institutionnalisation de la sociologie urbaine française pendant ces deux décennies, en nous attardant sur les différents épisodes, auteurs, écrits et équipes de recherches qui participent à cette radicalisation de la pensée sur la ville, par le biais de la critique de l'urbanisme et, notamment, de l'application de la pensée marxiste à la France contemporaine. La pensée radicale sur la ville sera, par la suite, abordée par les formes de contestation de la ville moderne et de l'urbanisme, prioritairement à travers les discours et productions d'avant-garde révolutionnaires et artistiques. Les gauchistes et ces avant-gardes, dont les idées passent pour purement utopiques et déconnectées des réalités sociales, politiques et économiques, produisirent, toutefois, du discours, dont il s'agira d'interpréter le statut, supposé influant et innovant. Les questions du statut des avant-gardes dans la propagation idéologique ainsi que celle de l'appropriation de l'espace, symbolique ou tactique, dans les pratiques et les discours gauchistes (par les revendications) pourra ainsi nous permettre de mieux saisir comment la pensée politique s'empare de la question urbaine à partir de la critique architecturale ou sociale des villes et d'étudier selon quelles modalités la question de l'urbanisme arrive au cœur de la contestation. Les interrelations entre développement et positions des sciences sociales, pensée gauchiste sur la ville et effets générationnels[16] (notamment chez les architectes et urbanistes) seront mises en avant pour expliquer ces processus.

Nous verrons aussi comment, à partir du « moment » 68, se développent les « mouvements sociaux urbains » qui ne sont pas sans interpeller les sociologues tout en participant à la radicalisation de leurs réflexions et à la transformation des contestations et revendications urbaines. Le concept de « révolution urbaine » fait, ainsi, son chemin sous différentes formes, tendant à rompre avec les mouvements plus traditionnels et à renouveler le discours politique. La radicalisation de mouvements gauchistes français et européens et leur entrée dans le « terrorisme d'extrême gauche », souvent étudié mais jamais dans son rapport à l'espace, et dont l'analyse clôturera cette deuxième partie, illustrent de

[15] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956 ; GURVITCH (Georges) (1966), *Les Cadres sociaux de la connaissance*, Anthony, Editions Tops/H. Trinquier, 2001

[16] SIRINELLI (Jean-François) (1987), «Effets d'âge et phénomène de génération dans le milieu intellectuel français ; (1989), « Génération et histoire politique », *in : Comprendre le XX*^{e} *siècle français*, Paris, Fayard, 2005.

manière paroxystique cette instrumentalisation politique croissante de l'espace urbain qui se réalise parallèlement à une urbanisation du mythe révolutionnaire.

Enfin, dans une troisième partie, nous étudierons l'autre versant de ce phénomène, celui que nous nommerons « urbanisation » des discours politiques, et ce, à partir des discours des syndicats, d'associations et de groupuscules héritiers de mai 68 et surtout des partis politiques de gauche. Après un bref tour d'horizon des idées politiques qui ont guidé les grandes politiques d'aménagement urbain, du gaullisme à Giscard d'Estaing, nous analyserons, autant dans les discours de l'extrême gauche que de la gauche réformiste, ce qui relève du constat et de la critique sur la ville existante et de son aménagement, puis, essentiellement à partir des discours politiques programmatiques, des solutions et propositions à envisager. En plus du Parti socialiste, du Parti communiste français et des syndicats ouvriers s'intéressant peu ou prou à la question du logement (ou de la ville), nous focaliserons notre attention sur la « deuxième gauche » émergente dans les années soixante et, notamment, sur le Parti socialiste unifié (PSU)[17], véritable laboratoire d'idées sur la ville faisant, d'une certaine manière, le lien entre le gauchisme et la gauche institutionnelle au tournant des deux décennies.

Nous verrons, ainsi, comment des notions comme le «cadre de vie », la « vie quotidienne », l' « autogestion », la « participation », contaminant l'ensemble de l'espace public, participent à l'évolution de l'appréhension politique de la ville, tant dans les politiques menées que dans leurs contestations (changement d'échelles, de gouvernance). L'exemple de la pensée du PSU nous permettra, encore, de constater une évolution idéologique sur la ville et, surtout, de déterminer en quoi consiste cette idéologie, quels sont ses termes, ses mécanismes et ses attributs et si elle se concrétise dans un discours simplement revendicatif, utopique ou programmatique. Nous démontrerons comment cette idéologie relève, également, d'aspects appartenant à l'utopie telle que traditionnellement définie. Nous verrons, de la sorte, de quelle manière et selon quelles modalités, l'espace acquiert un statut primordial dans les positions et le discours politiques de gauche, bien sûr, mais surtout, politiquement, dans l'organisation sociale, et pourrons émettre des conclusions sur son statut d'instrument ou d'enjeu politique.

[17] Parti fondé en 1960 par des dissidents de la SFIO socialiste et du PCF.

* PREMIERE PARTIE *

LES IDEOLOGIES ET UTOPIES URBAINES :

CONCEPTS ET METHODE

- CHAPITRE I -
DEFINITIONS

> *« La culture du XIX^e^ siècle a toujours ressenti la non-productivité du travail intellectuel comme une faute que les idéologies d'avant-garde s'efforceront d'effacer. Transformer l'idéologie en utopie devient alors un impératif catégorique. Pour survivre, l'idéologie doit se nier en tant que telle, briser les formes sous lesquelles elle s'est fixée, et se projeter toute entière dans la "construction du destin". En ce sens, l'autocritique de l'idéologie, c'est le projet de contrôler les formes du développement par le moyen de l'*idéologie réalisée. *»*
>
> Manfredo TAFURI (1973), *Projet et utopie de l'avant-garde à la métropole*, trad., Paris, Dunod, 1979.

Les auteurs sont nombreux, qu'ils soient philosophes (Louis Althusser, Paul Ricœur) ou sociologues (Karl Mannheim, Joseph Gabel, Raymond Boudon), voire partagés entre les deux disciplines (Karl Marx, puis plus tard Raymond Aron, Jürgen Habermas, Henri Lefebvre), à avoir théorisé le concept d'idéologie. On notera, pour un certain nombre d'entre eux, la volonté de traiter l'idéologie et l'utopie sur le même plan conceptuel : c'est le cas de Karl Mannheim à la fin des années vingt[1], de Joseph Gabel dans les années soixante-dix[2], d'Henri Lefebvre dans les années soixante – soixante-dix[3] ou encore de Paul Ricœur dans les années quatre-vingt.[4]

Nous essaierons ici succinctement, après avoir effectué un tour d'horizon des théories de l'idéologie et de l'utopie, de nous placer dans le même présupposé, selon lequel utopie et idéologie, bien que radicalement différentes l'une de l'autre, sont indissociables dans l'analyse, surtout lorsqu'il

---

[1] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956.
[2] GABEL (Joseph), *Idéologies*, Tome 1 : *Recueil de textes partiellement extraits de divers revues et publications, 1948 – 1972*, Paris, Anthropos, 1974.
[3] LEFEBVRE (Henri) (1971), *L'Idéologie structuraliste*, Paris Anthropos, 1975 ; *Sociologie de Marx*, Paris, PUF, 1966.
[4] RICŒUR (Paul) (1986), *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 2005.

s'agit de l'espace. Nous pourrons alors voir en quoi l'espace peut être producteur et support d'idéologies et d'utopies, mais aussi comment celui-ci peut être instrumentalisé par ces mêmes idéologies et utopies (en quoi elles se saisissent de l'espace, et, dans ce cas précis, si ce dernier constitue un instrument ou un enjeu, le support ou « l'objet » de ces idéologies et utopies), et, plus simplement, en quoi consistent réellement les idéologies et utopies spatiales.

Pour cela, nous reprendrons une méthode déjà éprouvée en tentant d'élaborer des définitions « idéale-typiques » et « compréhensives » de l'idéologie et de l'utopie urbaines, en partant de définitions d'un certain nombre d'auteurs représentatifs, afin de nous forger nos propres définitions des deux termes et d'expliciter quelles acceptions nous utiliserons ; exercice, qui, pour reprendre les propos de Joseph Gabel – qui a pratiqué cette méthode avant nous pour définir « l'idéologie »[5] - « n'est pas à proprement parler le préalable du travail scientifique mais une dimension de ce dernier. […]. La synthèse [étant] ici une étape vers l'objectivité. »[6] Le choix des définitions retenues ne sera bien sûr pas totalement neutre, mais nous garderons présent à l'esprit notre volonté d'avoir le regard le plus ouvert possible sur les diverses conceptions, souvent contradictoires, toujours dans ce souci d'objectivité, faute d'exhaustivité. Nous croiserons pour cela les définitions apportées par quatre principaux corpus disciplinaires[7] : la philosophie (notamment la philosophie marxienne et marxiste, mais aussi les philosophes ou épistémologues non marxistes ayant amplement abordé ces concepts[8]), les sciences politiques[9], mais surtout la sociologie (sociologie de la connaissance, sociologie politique.[10]) et les sciences de l'espace et de l'urbain – autrement dit, la recherche urbaine (sociologie urbaine, géographie sociale, philosophie de la ville, urbanisme, voire architecture.[11]), certains auteurs se retrouvant bien sûr dans plusieurs catégories, en raison de leurs caractères pluridisciplinaires. Mentionnons aussi que certaines sources sont des sources de seconde main, les auteurs ayant eux-mêmes réalisé l'exercice de la définition compréhensive de l'idéologie ou de l'utopie selon leurs propres critères de sélection ou analysé les acceptions de leurs prédécesseurs : c'est particulièrement le

---

[5] Et dont nous nous servirons ici abondamment, cela va sans dire, en notant toutefois que notre propos n'est pas ici de compléter la définition idéale-typique de l'idéologie de Gabel et ses éventuels « manques », ni même de l'actualiser au regard d'autres définitions – et de la sienne propre – mais bel et bien de définir l'idéologie « urbaine », qu'on ne pourra définir sans avoir observé préalablement les conceptions de « l'idéologie » chez un panel d'auteurs le plus varié possible.

[6] GABEL (Joseph) (1970), « Idéologie », *in :Encyclopaedia Universalis* (1996, tome 11, pp. 901-905), reproduction élargie dans GABEL (Joseph), *Idéologies*, Tome 1, *op. cit.*, 1974, p. 24

[7] En nous basant sur les ouvrages de références de ces disciplines, sur les « traités » dès qu'il en existe de relativement récents, ou, à défaut, sur les classiques.

[8] Karl Marx, Lénine, Gramsci, Ernst Bloch, François Châtelet, Henri Lefebvre, Herbert Marcuse, Louis Althusser, Jürgen Habermas, pour les marxistes, Raymond Aron, Paul Ricœur, pour les autres.

[9] Madeleine Grawitz, Frédéric Bon; Jacques Lagroye, François d'Arcy et Yves Prats, .

[10]Karl Mannheim, Georges Gurvitch, Joseph Gabel, Jean Cazeneuve pour la sociologie dite « de la connaissance », Emile Durkheim, Max Weber, Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Raymond Boudon, Michel Vadée, Fernand Dumont, Pierre Ansart.

[11] Ici, plus qu'ailleurs, il a fallu effectuer un certain nombre de choix pour limiter les définitions : nous nous appuierons particulièrement sur des auteurs comme Henri Lefebvre, Marcel Roncayolo, Henri Raymond, Jean-Pierre Frey, Manuel Castells, Monique Dagnaud, Bernard Zarca, François Choay, Thierry Paquot, Henri Desroche, ou encore, pour les géographes, d'Antoine Bailly et de Guy Di Méo.

cas de Raymond Boudon[12], de Michel Vadée[13], de Fernand Dumont[14], ainsi que de Joseph Gabel[15] ou Paul Ricœur.[16]

Nous avons conscience que ce « tour d'horizon » des définitions conceptuelles demeurera partiel. Une exhaustivité serait impossible et sortirait du cadre de notre propos, en accumulant des définitions souvent inspirées les unes des autres pour aboutir à une liste inutile, rébarbative et de toute façon incomplète. Mais nous gardons cependant toujours présent à l'esprit la nécessité de nous acculturer du mieux possible en abordant les conceptions les plus représentatives de l'idéologie et de l'utopie, partant pour cela des auteurs les plus « synthétiques » ou des analyses de « seconde main » (Gabel, Ricœur, Dumont, Vadée) pour remonter aux « sources » des conceptions (Marx, Mannheim, Althusser).

Enfin, chaque définition choisie et présentée est aussi représentative en ce sens qu'elle aborde et met l'accent sur une fonction et une caractéristique particulières des concepts. Ainsi, nos définitions « idéale-typiques » (enchaînant différents points de vue et différents phénomènes isolés, au sens de Max Weber) de l'idéologie, de l'utopie et de l'idéologie urbaine essaieront de faire le tour des aspects essentiels de ces phénomènes de pensée.

I - Vers une définition « idéale-typique » ?

La question de l'idéologie est un thème commun à la philosophie et la sociologie amplement débattu depuis Marx et le XIX^{e} siècle. Nous nous contenterons d'amener quelques éclaircissements, voire quelques rappels, de manière à élaborer le cadre conceptuel de notre étude, ce qui aura bien évidemment des répercussions sur la méthode adoptée pour le volet empirique de celle-ci et sur ses résultats. Loin de vouloir établir une définition « idéale » de la notion d'idéologie ou d' « idéologie urbaine » – ce que nombre d'auteurs a essayé bien avant nous – nous nous bornerons ici à expliciter, aussi brièvement que possible, ce que nous entendrons par ces termes, à partir d'auteurs de référence en la matière, qu'ils soient philosophes ou sociologues.

Les dictionnaires spécialisés dans le vocabulaire et les concepts philosophiques et sociologiques que nous avons consultés accordent ainsi une place non négligeable au terme d'idéologie. André Lalande (1867-1963), dans son *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* datant de 1926, distingue ainsi le « sens péjoratif » du terme qui qualifie une « analyse ou discussion creuse d'idées abstraites, qui ne correspond pas aux faits réels », de la simple « doctrine » politique et enfin de la définition marxiste qu'il résume ainsi :

---

[12] BOUDON (Raymond) (1986), *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Points Essais, Editions du Seuil, 1992.
[13] VADÉE (Michel), *L'Idéologie*, Paris, PUF, 1973.
[14] DUMONT (Fernand), *Les Idéologies*, Paris, PUF, 1974.
[15] *op. cit.*
[16] RICŒUR (Paul) (1986), *op. cit.*

> « [L'idéologie est] une pensée théorique qui croit se développer abstraitement sur ses propres données, mais qui est en réalité l'expression de faits sociaux, particulièrement de faits économiques, dont celui qui la construit n'a pas conscience, ou du moins dont il ne se rend pas compte qu'ils déterminent sa pensée. »[17]

Ces considérations, bien qu'anciennes, prouvent néanmoins que le concept philosophique, doublé de son utilisation dans le langage courant, acquiert un caractère polysémique, et, de toute évidence, flou et difficile à cerner. D'autant que depuis, nous le verrons, le concept s'est largement complexifié par les interprétations multiples qui en ont été données, et parfois à partir d'un seul auteur (Marx et les diverses interprétations du marxisme en sont l'illustration la plus probante). Nous voyons toutefois également que le concept se rattache en premier lieu aux notions de vérité et de fausseté des « idées humaines ».

Dans leur *Dictionnaire critique de la sociologie*, Raymond Boudon[18] et François Bourricaud (1986), nous apprennent que pour les sociologues (Durkheim, Weber, Pareto), « les idéologies ne sont qu'un cas particulier, qu'il est difficile de distinguer des autres en toute rigueur, du phénomène général des croyances. »[19] « Ces « croyances, qui varient naturellement d'un système social à l'autre, et éventuellement d'un groupe d'agents sociaux à l'autre à l'intérieur d'un même système social, sont un phénomène qu'on observe dans toute société.»[20] « La distinction ente les idéologies et les croyances est […] plutôt de degré que de nature. Plus exactement, les idéologies sont une espèce du genre constitué par les croyances. »[21] Idéologies, « croyances » (« systèmes d'idées ») et « intérêts » (propres, d'une classe, d'un groupe social) sont étroitement imbriqués en sociologie. Ces idées et doctrines, véhiculées ou produites par des intérêts, entraînent l' « action » ou légitiment celle-ci ainsi que les comportements, tout en permettant aux sociologues de décrypter ces derniers, leurs motivations (« Le plus souvent, intérêts et croyances sont d'ailleurs des composantes indissociables de l'action »).[22] Aucun agent social ne peut échapper aux idéologies, qui, s'agissant d'idées et de doctrines politiques, sont le plus souvent élaborées et présentées comme des vérités. Enfin, la fonction majeure des idéologies serait d' « offrir – dans le cas des sociétés où l'ordre social n'est pas de type traditionnel – une justification aux valeurs dont on présume qu'elles peuvent fonder le consensus et l'ordre social. »[23]

Alors qu'en philosophie, le concept d'idéologie semble plutôt attaché aux concepts de vérité et de fausseté, la sociologie, on le voit, l'instrumentalise pour découvrir les causes, les légitimations et

---

[17] LALANDE (André) (1926), *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, PUF, 1993, p. 459.
[18] Sociologue qui publie, la même année, notons-le dès à présent, un ouvrage de référence qui fait le tour du concept d'idéologie dans ses acceptions sociologique et philosophiques et sur lequel nous reviendrons : BOUDON (Raymond) (1986), *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Editions du Seuil, 1992.
[19] BOUDON (Raymond) et BOURRICAUD (François), *Dictionnaire critique de la sociologie*, PUF, 1986 p.296.
[20] *Ibid.*
[21] *Id.*, p. 297.
[22] *Ibid.*
[23] *Id.*, p. 300.

les motivations « de l'action », des pratiques et valeurs, des comportements individuels ou collectifs. Loin d'être un objet d'étude comme en philosophie, l'idéologie constituerait donc pour les sciences sociales, un instrument méthodologique pour comprendre les sociétés et les faits sociaux. Nous verrons cependant qu'il n'en est pas toujours ainsi.

Les sciences politiques non plus ne sont pas en reste, au vu de l'usage du terme qui est fait dans les études, notamment dans les années 1980, pour analyser les faits politiques (démocratie, totalitarisme, mobilisation, discours, appareils politiques). Nous citerons pour l'instant cette définition assez large donnée par le sociologue Pierre Ansart dans le *Traité de Sciences politiques* de Madeleine Grawitz et Jean Leca (1985) :

> « [Le terme idéologie] désigne non nécessairement des conceptions politiques originales, mais tout système d'idées, de valeurs et de sentiments, concernant des objectifs politiques et les moyens de les réaliser, système qui remplit, dans une société donnée, un ensemble de fonctions sociales ».[24]

On peut d'ores et déjà constater que la notion d'idéologie reste très attachée au fait social ainsi que politique et que sa définition relève de la sociologie générale tout autant que de la sociologie politique. Quoi qu'il en soit, les théoriciens marxistes, tant en philosophie qu'en sciences sociales, sont les plus nombreux à avoir analysé ou usé de concept d'idéologie, que ce soit pour analyser la société et le mode de production capitalistes, la civilisation moderne ou le phénomène social.

Revenons tout d'abord sur l'histoire de la notion : le terme « idéologie », étymologiquement « *logos* » et « *idea*» (science des idées, discours sur les idées), fut créé par le philosophe français Antoine-Louis-Claude Destutt de Tracy (1754-1836) en 1776. Il qualifiait alors la science ayant pour objet l'étude des idées, de leurs lois, de leurs origines et évolutions, de leurs caractères et de leurs rapports avec les signes et le langage. Ce philosophe donna naissance à l'école des « idéologues » - avec Cabanis, Volnay et Garat - qui inspirera Saint-Simon et son système philosophique au début du XIX^{e} siècle. Mais peu à peu, le sens étymologique du terme a été quelque peu subverti : de la « science des idées », l'idéologie est devenue, dans le sens commun, synonyme de tromperie et de duperie, le plus souvent applicable aux idées politiques. On a tendance à dater le sens péjoratif du mot idéologie de la dénonciation de l'école des « idéologues » de Destutt de Tracy par Napoléon ou par Chateaubriand.

---

[24] ANSART (Pierre), « Sociologie des totalitarismes », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 2 : *Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985, p. 184.

1 - Idéologie, lutte des classes et aliénation

Plus tard, Karl Marx (1818-1883) renforcera cette acception éloignée du sens étymologique en désignant l'idéologie comme mystificatrice et aliénante. Pour cet auteur, qui déterminera l'acception répandue, l'idéologie, comprise comme système d'idées, se pose comme le contraire de la vérité. Elle qualifie l'« ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, à une société ou à une classe ».[25] Les idées, sont à partir de ce moment, comprises comme déterminées par le contexte et la situation socio-historique des acteurs. Elles sont de ce fait analysées comme déterminées socialement.

Pour Marx comme pour Engels, l'idéologie est caractérisée par l'illusion des idéalistes comme Hegel ou les hégéliens qui « font de la réalité la manifestation extérieure de l'idée : Hegel fait de l'homme l'homme de la conscience, au lieu de faire de la conscience la conscience de l'homme, de l'homme réel, vivant dans un monde réel, objectif et conditionné par lui » (Marx), alors que « les idées ne sont rien d'autre que les choses matérielles transposées et traduites dans la tête des hommes (*Id*) ; toute la production spirituelle ou *superstructures* (Etat, droit, morale, religion, philosophie, etc.) est le reflet dans notre cerveau de la production matérielle ou structure économique de base, c'est-à-dire des rapports engendrés par cette production, et constitue l'idéologie, qui est aussi celle de la classe dominante, à savoir aujourd'hui la bourgeoisie », « c'est-à-dire que la classe qui est la puissance matérielle de la société est également sa puissance spirituelle dominante. »[26] Pour Marx, les idées (« superstructures ») sont relatives aux situations sociales, qui sont, elles, déterminées par l' « infrastructure » économique. C'est « l'être social » qui détermine la « conscience », et non l'inverse. L'idéologie n'est aussi, dans le système capitaliste, qu'une manifestation de l'aliénation. Elle est produite par l'homme ou tel ou tel groupe social, et est rendue bien souvent nécessaire pour aider l'homme, justement, à supporter son aliénation, qui se situe, chez Marx, non pas tant au niveau des idées (qui n'en sont que les reflets) que sur le plan matériel, bien que se caractérisant sur le plan psychique.

Le terme d'aliénation – qui qualifie, au sens primitif « la vente ou cession d'un bien à une autre personne »[27] - est en fait emprunté par Marx au vocabulaire psychologique dans lequel l'aliénation d'esprit (XIV^{e} siècle) signifie un « trouble mental, passager ou permanent, qui rend l'individu comme étranger à lui-même et à la société où il est incapable de se conduire normalement » (Le Robert). On voit déjà poindre, par cette définition courante, les répercussions du phénomène d'aliénation du point de vue de la psychologie collective et du fonctionnement social. A la suite d'Hegel puis de Marx, l'aliénation se réfère à la réification, au « fétichisme de la marchandise » et se

[25] Dictionnaire Le Robert.
[26] MORPHAUX (Louis-Marie), *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 1980.
[27] LALANDE (André) (1926), *op. cit.*, p. 36.

rapporte à l' « état de l'individu qui, par suite des conditions extérieures (économiques, politiques, religieuses), cesse de s'appartenir [devient *étranger à lui-même*][28], est traité comme une chose, devient esclave des choses et des conquêtes même de l'humanité qui se retournent contre lui » (Le Robert).[29] Induite par l'infrastructure économique des rapports de production (de la division de travail) et par l'activité productrice, l'aliénation joue donc indirectement sur les idéologies, ces dernières ayant pour but inavoué, chez Marx, de la masquer :

> « L'aliénation de l'homme n'est pas théorique et idéale, c'est-à-dire sur le seul plan des idées et des sentiments ; elle est aussi et surtout pratique, et se découvre dans tous les domaines de la vie pratique. Le travail est aliéné […] La vie sociale, la communauté humaine, se trouve dissociée par les classes sociales, arrachée à elle-même, déformée, transformée en vie politique, dupée, utilisée par le moyen d'Etat. […] Les produits de l'homme échappent à sa volonté, à sa conscience, à son contrôle. Ils prennent des formes abstraites (l'argent, le capital) – qui, au lieu d'être reconnues comme telles et de servir comme telles (c'est-à-dire comme intermédiaires abstraits entre les individus agissants), deviennent, au contraire, des réalités souveraines et oppressives [les « fétiches » qui intègrent la réalité pratique de l'humain]. Et cela au bénéfice d'une minorité, d'une classe privilégiée qui utilise cet état de choses et l'entretient [notamment par les idéologies]. […] Loin d'être seulement théorique (métaphysique, religieuse et morale, en un mot idéologique), [l'aliénation] est aussi et surtout pratique, à savoir économique, sociale, politique. Sur le plan réel, elle se manifeste par le fait que les êtres humains sont livrés à des forces hostiles, qui cependant ne sont que les produits de leur activité, mais retournés contre eux et les emportant vers des destins inhumains – crises, guerres, convulsions de toutes sortes.»[30]

Les « aliénations idéologiques »[31] ne sont que les dérivées et conséquences naturelles et instrumentales des aliénations « pratiques » (socio-économiques). En tout état de cause, illusions, aliénation, idéologies, exploitation, domination et rapports sociaux de production sont étroitement liées dans le système de pensée marxien.

Revenons à cette définition de l'idéologie comme mystification, illusion ou « fausse conscience », qui prédomine pendant le XX^{e} siècle chez les philosophes, épistémologues et

---

[28] Les crochets à l'intérieur d'une citation signifient une remarque ou une précision de l'auteur de cette thèse.
[29] Notons que chez Marx, les aliénations politiques, religieuses, etc. (toujours exercées par les dominants sur les dominés) ne découlent que de l'aliénation économique, et donc, des rapports de production, tout comme les superstructures (Etat, religions, idéologies) découlent de l'infrastructure économique : « l'aliénation de l'homme n'est pas religieuse (notion de chute), ni morale (faute), ni théorique, ni idéologique, elle est réelle, concrète, pratique, économique, sociale et politique. Les rapports que l'homme entretient avec les objets qu'il crée, dans lesquels il s'exprime, sont normaux, jusqu'au moment où certains prennent une existence indépendante. Ils se transforment en formes abstraites : l'argent, le capital, qui deviennent alors des réalités oppressives, aux mains d'une minorité. La domination de ces fétiches sur l'homme constitue son aliénation. », *in :* GRAWITZ (Madeleine), *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Précis Dalloz, Dalloz, septième édition, 1986, p. 122.
[30] LEFEBVRE (Henri) (1948), *Le Marxisme*, « Que sais-je ? », Paris, PUF, 1990, pp. 39-41.
[31] *Id.*, p. 47

sociologues marxistes ou non-marxistes. L'idéologie consisterait en une vision du monde propre à un groupe donné, à un moment donné et influencée – et seulement influencée – par la réalité objective. Karl Marx écrit ainsi dans *L'Idéologie allemande* :

> « La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle. Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel. Il en va de même de la production intellectuelle telle qu'elle se présente dans la langue de la politique, celle des lois, de la morale, de la religion, de la métaphysique, etc. de tout un peuple. Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc., mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports qui y correspondent, y compris les formes les plus larges que ceux-ci peuvent prendre. […]. Si, dans toute l'idéologie, les hommes et leurs rapports ["conditions"][32] nous paraissent placés la tête en bas comme dans une camera obscure, ce phénomène provient de leur processus de vie historique, exactement comme le renversement des objets sur la rétine provient de son processus de vie directement physique. » [33]

Cette image de la *camera obscure* (chambre noire) pose le problème de l'idéologie et le marxisme se propose, entre autres, de la renverser. L'idéologie représente donc le réel (et notamment les rapports sociaux, la « matérialité » réelle, la propre condition des individus dans la société), de manière « déformée », aboutissant de cette façon à une « fausse conscience » et à une image du monde pervertie (renversée) par le biais des représentations qui en découlent. L'autre reflet important déformé induit par l'idéologie selon Marx, c'est celui de « l'histoire des hommes », « presque toute idéologie se [réduisant] ou bien à une conception fausse de l'histoire, ou bien à en faire totalement abstraction », mais nous y reviendrons. Cette idéologie participe toutefois de cette histoire : « les hommes se sont toujours fait des idées fausses sur eux-mêmes, sur ce qu'ils sont ou devraient être »…[34]

Le philosophe marxiste Henri Lefebvre (1901-1991) donnera plus tard cette définition marxiste de l'idéologie :

> « L'idéologie se définit chez Marx et chez Engels comme une pensée (une conscience) détachée de la réalité, détachement qui a sa condition initiale dans la division du travail. […] Tantôt, Marx cherche à montrer que les idées sont liées à la vie réelle, à la pratique, aux conditions objectives et aux rapports concrets, entre les hommes ; elles les « reflètent » même quand les idéologues ne le savent pas ; leur

---

[32] MARX (Karl), *Œuvres complètes. Œuvres philosophiques*, traduit par Jacques Molitor, *Tome VI : Economie politique et Philosophie. Idéologie Allemande (I^ère partie)*, Paris, Alfred Costes Editeur, 1953, p. 157.

[33] Autre édition en langue française : MARX (Karl) et ENGELS (Friedrich) (1845-1846), *L'Idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*, traduit par René Cartelle et Gilbert Badia, Paris, Editions sociales, 1970, p. 35-36.

[34] MARX (Karl) et ENGELS (Friedrich) (1845-1846), *L'Idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*, traduit par René Cartelle et Gilbert Badia, Paris, Editions sociales, 1970, p. 11-20.

> ignorance constitue le fond de l'idéologie comme telle. Tantôt au contraire Marx montre que les idées mutilent le réel, le transposent, le mettent en pièces, à l'envers, la tête en bas, etc.»[35]

Ceci amène Lefebvre à « distinguer clairement le *reflet idéologique* (inversé, mutilé) et la *réflexion* du réel, c'est-à-dire la connaissance, ces deux aspects de la conscience se mêlant et entrant en conflit dans leur unité dialectique » ; comme « les idées en tant qu'instruments dans l'action et la lutte politique, et les vérités relatives en tant que s'intégrant dans le développement de la connaissance. Ces deux aspects de la conscience sociale se distinguent, mais ne se séparent pas. »[36] Idéologie, connaissance ainsi que leurs rapports à la réalité sont donc au cœur de la question. Mais le philosophe Lefebvre reste attaché aux œuvres « de jeunesse » de Marx, notamment celles des *Manuscrits de 1844* et de *L'Idéologie allemande*. Cette dernière œuvre marque, pour certains auteurs (notamment pour le philosophe Louis Althusser), la « coupure » épistémologique de la pensée marxienne. Comme dans les *Manuscrits*, l'idéologie y est présentée comme synonyme de reflet (déformé) du réel et non complètement opposée à la connaissance (à la science), et, par voie de conséquence à la « vérité »[37] : en somme, une vérité altérée.

Reflet déformé ou transposition de la réalité constituent donc l'idéologie chez le jeune Marx. Celui-ci ne parle cependant jamais de « mensonge » ou de « fausseté » de l'idéologie, toute représentation ne restant bien évidemment que représentation, et en tant que telle, partielle et adaptée par rapport à la réalité. Cela n'empêche toutefois pas l'idéologie de devenir, dans la société moderne et contemporaine, un instrument bourgeois de la lutte des classes, argument qui sera repris plus tard par Lénine.[38] Citons encore, pour cela, Henri Lefebvre, qui déclare, en 1966 :

> « Pleinement épanouie, l'idéologie est devenue une arme, et une arme consciemment maniée dans la lutte des classes : c'est une représentation mystifiante de la réalité sociale, de son devenir, de ses tendances cachées, de son avenir. »[39]

De là à penser que l'idéologie, c'était « l'idée de l'autre », celle de l'adversaire, c'est-à-dire de la bourgeoisie, il n'y avait qu'un pas à franchir. Cette tendance a d'ailleurs contribué à renforcer l'acception péjorative du mot par les marxistes tout au long du XX^{e} siècle.

Cependant, Marx et Engels usent également du terme idéologie pour qualifier les idées du prolétariat. Parler de « l'idéologie du prolétariat » révolutionnaire va à l'encontre de toute la théorie précédente. Même s'il ne s'agit que d'une commodité de langage, cela contribue sans nul doute à renforcer le flou qui règne autour du terme.

---

[35] LEFEBVRE (Henri), *Problèmes actuels du marxisme*, Paris, PUF, 1958, p. 85-86.
[36] *Id.*, p. 88.
[37] RICŒUR (Paul) (1986), *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 41.
[38] « Pour Lénine, les idéologies sont des systèmes d'idées, des théories que les protagonistes de la lutte des classes utilisent dans leur combat » in : BOUDON (Raymond) (1986), *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Editions du Seuil, 1992, p. 30.
[39] LEFEBVRE (Henri), *Sociologie de Marx*, *op. cit.*, 1966, p. 74.

Les théoriciens marxistes reprendront et auront longtemps le monopole de l'usage du terme. Prenons l'exemple de Lénine (1870-1924), pour qui l'idéologie, on l'a vu, est une arme de la lutte des classes, et qui reprend l'idée marxienne des superstructures reposant sur l'infrastructure économique. Il établit une sorte de déterminisme entre modes de production et rapports de production (conçus comme des abstractions transcendantes à la conscience des hommes) d'une part, système politico-juridique, conscience humaine et sociale de l'autre :

> « L'ensemble [des] rapports de production forme la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure politique et juridique et à laquelle correspondent des formes déterminées de conscience sociale. Ainsi, le mode de production conditionne les processus de vie sociaux, politiques et purement intellectuels. Leur existence non seulement ne dépend pas de la conscience de l'homme, mais au contraire, c'est cette dernière qui dépend d'eux. »[40]

C'est bien sûr la « conception matérialiste de l'histoire » marxienne qui a permis de distinguer « ce qui fait naître » « les motifs idéologiques de l'activité historique des hommes », à savoir « les rapports sociaux » et le « niveau de développement de la production matérielle » qui est leur « racine ».[41] Le « bouleversement » révolutionnaire de l'infrastructure économique doit donc entraîner un bouleversement des superstructures, dont les idéologies.[42] Ainsi, toute idéologie est « historiquement conditionnée ».[43] De plus, elle sert, politiquement et socialement des intérêts particuliers, le plus souvent propres à la bourgeoisie :

> « Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations, les promesses sociales, politiques, religieuses, morales, à découvrir les *intérêts* de telles ou telles classes. Les partisans de réformes et d'améliorations seront toujours mystifiés par les défenseurs du vieil état des choses, tant qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et si pourrie qu'elle semble, se maintient grâce aux forces de telles ou telles classes dominantes. »[44]

Nous retrouvons là cette conception d'une idéologie comme instrument de la lutte des classes, que celle-ci soit tournée vers le changement politique, social et économique, ou, au contraire, et plus

---

[40] LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1894), « Ce que sont les "amis du peuple" et comment ils luttent contre les social-démocrates », *in : Textes philosophiques*, Paris, Messidor/Editions sociales, 1982, pp. 47-48. Notons aussi que chez ce théoricien du socialisme, comme chez beaucoup de marxistes, l'idéologie est parfois confondue avec les superstructures elles-mêmes (« les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques et philosophiques ») qualifiées de « formes idéologiques » alors que les idéologies ne recouvrent pas ces superstructures mais en font partie, *Ibid.*, p. 48.
[41] LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1914), « Karl Marx », *Id.*, p. 212.
[42] LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1894), *op. cit.*, p. 48.
[43] LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1908), « Matérialisme et empiriocriticisme. Notes critiques sur une philosophie réactionnaire », *Id.*, p. 138.
[44] LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1913), « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », *Id.*, p. 202.

spécifiquement dans la rhétorique marxiste, tournée vers la préservation de l'état des choses, c'est-à-dire « contre-révolutionnaire », servant les intérêts de la classe dominante (la bourgeoisie) et mystifiant le sens commun (et la conscience révolutionnaire). Ainsi, comme pour la lutte des classes, il ne peut exister que deux idéologies, (comprises ici comme armes et *visions du monde*) :

> « Puisqu'il est à exclure que les masses ouvrières élaborent d'elles-mêmes au cours de leur propre évolution une idéologie indépendante, le problème se pose *uniquement ainsi :* idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste [élément introduit du dehors dans la lutte des classes du prolétariat, conçue et véhiculée par des intellectuels bourgeois]. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaborée de "troisième" idéologie ; et, d'ailleurs, dans une société déchirée par les contradictions de classe, il ne saurait y avoir d'idéologie en dehors ou en dessus des classes). »[45]

Dans la tradition marxiste, l'idéologie est donc définie la plupart du temps comme une mystification. Cette mystification est véhiculée par la bourgeoisie et sert ses propres intérêts tout en étant historiquement déterminée par le mode et les rapports de production. Elle est justement destinée à préserver l'infrastructure et les superstructures du mode de production capitaliste. Elle peut néanmoins servir la révolution lorsqu'elle se libère de cette mystification et qu'elle devient une force du prolétariat, c'est-à-dire une fois la révolution commencée, lorsque l'infrastructure économique est renversée. L'avant-garde (certains intellectuels « bourgeois » puis, le « Parti ») peut toutefois, chez Lénine, élaborer des idéologies contrecarrant l'idéologie bourgeoise (la préservation de l'existant) de manière à accélérer la « prise de conscience » du prolétariat (idéologie socialiste).

Le communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), définit quant à lui l'idéologie au tournant des années 1920 et 1930, comme « prémisse théorique implicite […], conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective », qui « cimente » et unifie « le bloc social ».[46] Comme chez Marx, superstructures (chez Gramsci, synonyme de conceptions du monde et d'idéologie) et infrastructures se trouvent donc en interaction et l'idéologie – « instrument d'action »[47]–, plus ou moins consciente et instrumentalisée, organise et préserve l'ordre social en le contrôlant (en préservant « l'hégémonie » d'une classe, en l'occurrence la bourgeoisie, par la science, l'éducation, qui diffuse cette idéologie en étant influencées par elle), l'exemple type d'idéologie étant la religion. On a donc affaire, de la fin du XIX^{e} au milieu du XX^{e} siècle, à une définition marxiste de l'idéologie qui ne varie guère : le terme renvoie à l'illusion et la mystification (volontaire ou pas)

---

[45] LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1901-1902), « Que faire ? », *Id.*, pp. 85-86.
[46] GRAMSCI (Antonio), « La philosophie de la praxis face à la réduction mécaniste du matérialisme historique. L'anti-Boukharine » (*Cahiers de Prison, cahier 11*) (1948-1951), *In :* GRAMSCI (Antonio), *Textes*, Paris, Messidor-Editions sociales, 1983, p. 140.
[47] GRAMSCI (Antonio), « La philosophie de la praxis contre l'historicisme idéaliste. L'anti-Croce » (*Cahiers de prison, cahier 10*), *Id.*, p. 107.

servant l'aliénation et la domination de classe. Seul son degré d'interaction avec « l'infrastructure » change.

2 - La « fausse conscience »

Le terme d'idéologie reste ainsi très lié, depuis Marx, aux concepts de vérité et d'erreur. Pour le philosophe marxiste Louis Althusser (1918-1990), « l'idéologie n'[est d'ailleurs] que le terme "marxiste" de l'erreur. »[48] Ceci constitue selon lui une réduction « théoriciste » et « rationaliste-spéculative » du concept, que lui-même, de son propre aveu, a commise, assimilant l'opposition vérité/erreur à l'opposition science/idéologie.

Dès la fin les années vingt, toutefois, les travaux du sociologue allemand Karl Mannheim jettent un regard nouveau sur le concept. Ils constituent avec ceux ultérieurs du marxiste Louis Althusser pendant les années soixante, l'essentiel de la tentative de « scientificiser » ou plutôt de définir d'une manière se voulant rigoureuse – et non « idéologique » - la notion d'idéologie. Karl Mannheim constate que l'idéologie comme « fausse conscience » est tournée vers le passé, voire vers la préservation de l'existant. Pour lui, les groupes dominants produisent des idéologies légitimatrices de leur situation alors que les groupes dominés, eux, ont plutôt tendance à produire des « utopies » contestatrices de l'ordre social existant. L'idéologie est donc pour cet auteur synonyme de conservatisme.[49] C'est cette fonction « conservatrice » de l'idéologie qui sera retenue chez la plupart des intellectuels marxistes jusqu'à nos jours.

Mannheim et Gabel : la distinction idéologie/utopie

Pour Karl Mannheim, qui se pose plus en sociologue qu'en philosophe, n'importe quel système d'idée (les « idées fausses » comme les vraies) subit l'influence du social, et toute pensée est idéologique quand elle subit l'influence de la situation sociale de l'individu et de son environnement. D'un point de vue méthodologique, toute pensée est donc idéologique et est à resituer dans ses contextes sociaux et historiques. Il distingue toutefois « l'idéologie particulière », d'ordre psychologique, portant sur des représentations et idées partielles, de « l'idéologie totale», qui est liée au système de pensée dans son ensemble, à la vision de monde (*Weltanschauung*), mais aussi à la situation et à la position sociale de l'individu, en tant qu'il appartient à un groupe social donné, à une époque donnée. Il distingue ainsi une idéologie immanente d'une idéologie transcendante à l'individu social, ce qui aura, bien sûr, des répercussions méthodologiques sur la manière de les interpréter. La

---

[48] ALTHUSSER (Louis) (1972), « Eléments d'autocritique », *in* : *Solitude de Machiavel*, Edition préparée et commentée par Yves Sintomer, Actuel Marx Confrontation, Paris, PUF, 1998, p. 174. Ceci, n'était pas, rappelons-le encore une fois, le cas chez le « jeune Marx », ou l'idéologie s'opposait à la réalité tout en dépendant d'elle et en lui étant rattachée, et non pas à la « science ».
[49] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, *op. cit.*, 1956.

première est seulement appréhendée par son contenu et la psychologie des intérêts qu'elle sous-tend, alors que la seconde est appréhendée comme « produit de la vie collective à laquelle [l'individu] participe »[50], en fonction d'un cadre social donné. Elle doit être abordée par une « analyse de la correspondance entre la situation à connaître et les formes de connaissance » [51], ce qui renvoie, bien entendu, à la sociologie de la connaissance.[52] Mannheim définit ainsi l'idéologie particulière :

> « [Les idées et représentations avancées par notre adversaire] sont alors considérées comme des travestissements plus ou moins conscients de la nature réelle d'une situation dont la reconnaissance exacte ne serait pas en accord avec ses intérêts. Ces déformations s'échelonnent depuis les mensonges conscients jusqu'aux déguisements à demi conscients et involontaires, depuis les efforts calculés pour duper autrui jusqu'à l'illusion personnelle ».[53]

Pour l'idéologie « totale », que l'on pourra appeler « groupale » ou sociale – et qui nous intéresse ici –, Mannheim parle d'« idéologie d'une époque ou d'un groupe historico-social concret, par exemple, d'une classe sociale. »[54] Notons que chez l'auteur, cette idéologie totale n'est pas « la somme abstraite » des idéologies des individus qui composent ce groupe, mais vise à reconstituer le « fond théorique systématique qui forme la base des jugements séparés des individus »[55], ce qui se rapproche d'une conception durkheimienne des idées :

> « C'est dans le mécanisme spécial de la pensé collective et dans les caractères spéciaux de la réalité collective qu'il faut aller chercher la contribution véritable de la société à la formation de nos idées. »[56]

L'analyse des discours et pensées d'individus et de groupements d'individus relatifs à la ville, telle que nous proposons de l'effectuer dans le cadre de cette recherche, rentre bien sûr dans l'acception totale de l'idéologie selon Mannheim. Nous prendrons toutefois garde à nous prémunir contre la tentation d'établir des déterminismes causaux entre l'appartenance à un groupe (politique, social) et les discours et les pensées : nous considérerons plutôt que ces discours et pensées peuvent nous éclairer sur le « fond théorique » et idéologique du groupe (politique) à un moment donné. Plus que la « vision du monde », ce sont les représentations de l'espace urbain que nous analyserons, en partant de l'hypothèse que ces représentations ou systèmes de représentations peuvent nous éclairer sur l'idéologie totale et globale de ces groupes, et en l'occurrence, ici, nous le verrons, sur la volonté de transformation ou de conservation de l'ordre social.

---

[50] *Id.* p. 44.
[51] *Id.* p. 45
[52] Mannheim lui-même, déclare ainsi : « Avec l'apparition de la formulation générale de la conception totale de l'idéologie, la simple théorie de l'idéologie devient la sociologie de la connaissance », *Id.*, p. 75, position que réfutera d'ailleurs le sociologue Lucien Goldmann.
[53] *Id.*, p. 42.
[54] *Ibid.*
[55] *Id.* p. 47
[56] Cf. DURKHEIM (Emile), « Le problème sociologique de la connaissance », *L'Année sociologique*, II, 1910, p. 45.

Le sociologue contemporain Joseph Gabel (1912-2004), plus récemment, s'appuie sur les travaux de Mannheim et sur les conceptions marxistes héritées de Lukács pour tenter une définition complète, idéal-typique et « compréhensive » de l'idéologie qu'il énonce ainsi :

> « L'idéologie est un système d'idées lié sociologiquement (*seinsverbunden*) à un groupement économique, politique, ethnique ou autre, exprimant sans réciprocité les intérêts plus ou moins conscients de ce groupe, sous la forme d'anhistorisme, de résistance au changement ou de dissociation des totalités. Elle constitue donc la cristallisation théorique de la fausse conscience. »[57]

Les deux types d'idéologies perçus par Mannheim – l'idéologie particulière, que Gabel nomme « partielle » ou « polémique » (due à l' « ego-centrisme politique », à la « situation de classe », la « mystification volontaire », l' « erreur », « la pensée politique sectaire », l'idée de « l'autre », en somme, celle de « l'adversaire »), et l'idéologie totale qu'il nomme « générale » ou « structurelle », plus relative et plus englobante (due à la « transformation de l'appareil catégoriel de la pensée en fonction d'une perspective particulière ») – n'ont pas le même rapport à la « fausse conscience ».[58] Le concept d'idéologie partielle la réfute en tant que l'erreur est volontaire. L'idéologie totale, elle, n'est que sa « cristallisation théorique », sa conceptualisation sur le plan des idées, doctrines et théories, la fausse conscience étant indépendante et préexistante à l'idéologisation :

> « En résumé, la conception que nous proposons est la suivante : fausse conscience et idéologie sont deux aspects du refus réificationnel de la dialectique, la fausses conscience comme état d'esprit diffus (genre *Wahnstimmung*), l'idéologie comme cristallisation théorique de caractère généralement justificatif (dérivation). Ce sont là des phénomènes *schizophréniques* dans la mesure où cette affectation peut se définir elle-même comme étant de structure réificationnelle. La structure spatio-temporelle de la fausse conscience est caractérisée par la prépondérance de l'expérience spatiale statique, anti-dialectique ; elle est apparentée aux structures décrites dans *La Schizophrénie* de Minkowski. Il en résulte (logiquement et empiriquement) une crise de la temporalisation, ce qui à son tour renvoie aux conceptions psychopathologiques de L. Binswanger. En tant que forme d'existence dépersonnalisante et dissociative, la réification est un processus de dévalorisation ; cette constatation constitue le point de départ possible d'une axiologie marxiste. C'est enfin en tant que crise de la temporalisation dialectique – située en l'occurrence au niveau de la dimension de l'avenir historique – que la conscience utopique rejoint cet ensemble. »[59]

Pour lui comme pour Mannheim, l'idéologie s'oppose au changement sociétal ou à l'évolution positive de la société. Elle possède donc un caractère réactionnaire et instrumental et s'oppose, de ce fait, à l' « utopie » qui constitue cependant « l'une des formes de cristallisation de la fausse conscience

---

[57] GABEL (Joseph) (1970), « Le concept d'idéologie », *in : Idéologies* Tome 1, *op. cit.*, 1974, p. 38.
[58] *Id.*
[59] GABEL (Joseph), *La Fausse conscience. Essai sur la réification*, Paris, Les Editions de Minuit, 1962, pp. 26-27.

des classes sociales intéressées au changement ; c'est une réification de l'avenir ("avenir-chose" selon S. de Beauvoir). »[60] Elle est aussi justification (de la position sociale, de l'action, ou de la volonté d'action). Le « concept partiel de l'idéologie [, lui,] vise seulement une partie des convictions de l'adversaire », « analyse l'idéologie adverse au niveau psychologique ». Il « est tributaire d'une psychologie d'intérêts » alors que son « concept total » « vise toute sa conception du monde (*Weltanschauung*) et analyse l'idéologie « au niveau théorique ».[61] Selon lui, « il en résulte que le concept total d'idéologie est seul corollaire de fausse conscience ; le mensonge politique utilitaire, le "viol des foules" par la propagande se substituent à la fausse conscience dans le concept partiel. »[62] Gabel fait ici référence au célèbre ouvrage de Serge Tchakhotine dans lequel le biologiste analyse la psychologie sociale à partir de Freud, Jung, Pavlov et essaie de déterminer les causes et processus qui poussent les foules à adhérer aux discours autoritaires (de types nazi, fasciste ou stalinien) et les mécanismes utilisés par ces derniers pour obtenir cette adhésion. Il détermine ainsi que « l'agressivité », « l'intérêt », les « pulsions sexuelles », la « sécurité » et le normatif entrent en jeu.[63]

Le philosophe et sociologue Raymond Aron (1905-1983) a également beaucoup apporté à la réflexion sur le concept. Il définit l'idéologie comme une « religion séculière »[64] ou un « système global d'interprétation du monde historico-politique »[65],- système « d'interprétation et d'action »[66]- et va à l'encontre de Mannheim, non pas en relativisant les notions de fausseté et de vérité attachées au terme d'idéologie, mais en réfutant le caractère conservatiste ou réactionnaire de l'idéologie. Pour lui, « l'idéologie est l'idée de mon adversaire », ce qui se rapproche de « l'idéologie » marxienne et qui ne constitue que l'une des formes de l'idéologie pour Mannheim, l' « idéologie particulière » se caractérisant par son aspect psychologique (même si l'on peut en distinguer la trace dans l'idéologie totale).[67] Aron distingue d'ailleurs une équivoque attachée au terme même, faisant allusion à un

---

[60] GABEL (Joseph), *La Fausse conscience. Essai sur la réification*, Paris, Les Editions de Minuit, 1962p. 25.
[61] *Id.*, p. 27.
[62] *Ibid.*
[63] TCHAKHOTINE (Serge) (1939), *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992.
[64] ARON (Raymond) (1964), « Fin des idéologies, renaissance des idées », *in : Trois essais sur l'âge industriel*, Paris, Plon, 1966, p. 190.
[65] ARON (Raymond) (1964), « Fin des idéologies, renaissance des idées », *Id.*, p. 215, sa « forme extrême » étant « *la mise en forme pseudo-systématique d'une vision globale du monde historique.* [Le stalinisme], vision qui donne un sens à la fois au passée et au présent, et qui fait sortir le devoir-être de l'être, l'avenir prévu ou souhaité de la réalité actuelle », in : « Fin des idéologies, renaissance des idées », *Id.*, p. 190.
[66] ARON (Raymond) (1964), *Id.*, p. 194.
[67] « Nous pouvons enfin – simplifiant quelque peu la typologie de Karl Mannheim – distinguer le concept *partiel et particulier* (polémique) de l'idéologie, de son concept *total et général* (structurel). Le premier assume consciemment l'égocentrisme normal de la vie politique : *l'idéologie, c'est la pensée politique de l'autre*. De plus, il reste au niveau psychologique et incrimine soit la mystification volontaire soit l'erreur due à la "situation de classe ". Pour le concept total (structurel), l'idéologisation est un processus général auquel pratiquement toutes les formes de pensée engagée payent tribut, ce qui explique que pour Mannheim, la strate porteuse de conscience authentique n'est pas le prolétariat engagé dans une action historique, mais l'*intelligentsia sans attaches*. La catégorie centrale de ce concept total et général n'est donc pas la mystification volontaire ou l'erreur, mais la transformation de l'appareil catégoriel de la pensée en fonction d'une perspective particulière.

« sociologue français » (Gabel ?) qui en « a énuméré treize significations différentes »[68], entre une « acception péjorative, critique ou polémique – l'idéologie est l'idée fausse, la justification d'intérêts, de passions – et [une] acception neutre, la mise en forme plus ou moins rigoureuse d'une attitude à l'égard de la réalité sociale ou politique, l'interprétation plus ou moins systématique de ce qui est et de ce qui est souhaitable. »[69] Sans choisir entre ces deux acceptions, Aron se positionne de telle façon que l'utopie se trouve taxée d'idéologique (même si orientée vers l'avenir), en tant que les idéologies appellent à un « devoir-être » et à un avenir souhaitable ou « prévu », de même qu'il prend une position relativiste vis-à-vis de l'idéologie, *a priori* ni « fausse », ni « vraie », mais simplement interprétative et sociale ainsi qu'orientée vers l'action (politique).

> « Les idéologies politiques mêlent toujours, avec plus ou moins de bonheur, des propositions de fait et des jugements de valeur. Elles expriment une perspective sur le monde et une volonté tournée vers l'avenir. Elles ne tombent pas directement sous l'alternative du vrai et du faux, elles n'appartiennent pas non plus à l'ordre du goût et des couleurs. La philosophie dernière et la hiérarchie des préférences appellent le dialogue plutôt que la preuve ou la réfutation : l'analyse des faits actuels ou l'anticipation des faits à venir se transforme avec le déroulement de l'histoire et la connaissance que nous en prenons. L'expérience corrige progressivement les constructions doctrinales. »[70]

Cette définition apparemment « optimiste » de l'idéologie, et, en tout cas, relativiste, réfute bel et bien la valeur de « fausseté » attachée à la notion mais aussi, de façon claire, sa fonction conservatrice. Le libéral Aron l'attache toutefois souvent au dogmatisme et à l'attachement aux valeurs et ordres établis (qu'ils/elles soient de « gauche » ou de « droite »).

Les grandes « synthèses idéologiques », systèmes de valeurs et d'interprétations globales du monde et de l'histoire – qu'il convient de séparer des « mises en formes d'attitudes historiques ou de hiérarchies des valeurs » inhérentes à toute politique et que l'on pourrait également qualifier d'idéologies[71]–, sont d'ailleurs en voie d'extinction[72], pour le penseur qui en appelle au « scepticisme ».[73]

Aron se coupe ainsi de l'acception marxiste de l'idéologie, se rapprochant de Mannheim[74] et s'éloignant de son continuateur Joseph Gabel, lorsqu'il déclare :

C'est en somme la relativité d'Einstein appliquée au domaine de la pensée politique. », *in :* GABEL (Joseph), *Idéologies*, Tome 1, *op. cit.*, 1974, p. 25.

[68] ARON (Raymond) (1964), *Id.*, p. 214.

[69] *Ibid.*

[70] ARON (Raymond) (1955), *L'Opium des intellectuels*, Paris, Hachette, 1994.p. 246.

[71] ARON (Raymond) (1964), « Fin des idéologies, renaissance des idées », *op. cit.*, p. 215.

[72] ARON (Raymond) (1964), « Fin des idéologies, renaissance des idées », *op. cit.*, p. 215.

[73] ARON (Raymond) (1955), *L'Opium des intellectuels, op. cit.*.

[74] Mannheim dénonça aussi l'instrumentalisation de la notion d'idéologie par le marxisme, proposant de soumettre cette doctrine elle-même à la critique en termes d'idéologie. MANNHEIM (Karl) (1929), *op. cit.*, 1956, pp. 70-72.

> « Un débat digne de ce nom exige que l'on ne joue pas sur les mots, en particulier sur un mot aussi équivoque que celui d' « idéologie ». Le marxisme, on le sait, a été à l'origine, lui aussi d'une révolte contre l'idéologie, le concept désignant tantôt la fausse conscience ou les déformations intéressées du réel, tantôt l'ensemble des édifices intellectuels et moraux. Mais que l'acception étroite ou large du concept fût retenue, les marxistes-léninistes "démasquaient" à bon compte les idées des autres comme si leurs propres idées ne pouvaient pas être soumises au même traitement. Leur système avait la dignité d'une science de l'histoire par opposition aux illusions idéalistes, ou d'une vision totale par opposition au vu particulières, ou encore d'une pensée orientée vers l'avenir par l'espérance contre les pensées cristallisées dans le conservatisme par peur de l'inconnu. »[75]

En résumé, Aron entend par idéologie, les grands dogmes d'interprétations totales du monde et de l'histoire, dogmes en déclin qu'il oppose à la libre réflexion et au libre débat d'idées. La conception d'Aron d'une idéologie « orientée vers l'action » fera long feu. Elle sera notamment reprise par les sciences politiques contemporaines. Ainsi, en 1985, le politiste Yves Schemeil définit ainsi l'idéologie :

> « Alors que le mythe cherche à résoudre les contradictions sociales (et l'imaginaire collectif, à les éviter), l'idéologie les formule explicitement. Elle milite, véhicule un projet social, constitue une force politique. […] Orienté vers l'action, non pas orientation envers l'action, l'idéologie est l'arme avec laquelle chaque acteur tente de convaincre les autres qu'ils doivent partager ses propres valeurs, que ses croyances sont universelles malgré leur spécificité évidente puisque seules les minorités en sont porteuses – comme les religions. L'idéologie peut être conservatrice ou favoriser le changement [Elle prend alors le nom d'utopie dans le langage de Karl Mannheim] : sa fonction ne se réduit pas à transformer le monde en le pensant. »[76]

L'idéologie cesse donc chez certains penseurs d'être l'apanage du conservatisme. Puisqu'elle est orientée vers l'action - et donc éventuellement vers le changement -, elle peut tout aussi bien s'appliquer à un pensée progressiste ou à une pensée conservatrice, ce qui, bien sûr, va foncièrement à l'encontre des considérations de Marx, Mannheim[77] ou de Gabel. Les sciences politiques utiliseront souvent la notion dans un sens plus étroit que les définitions philosophiques, pour l'appliquer à la pensée (valeurs, objectifs) propre à un parti politique[78], ou encore pour analyser les systèmes de

---

[75] ARON (Raymond) (1964), « Fin des idéologies, renaissance des idées », *op. cit.*, p. 189-190.
[76] SCHEMEIL (Yves), « Les cultures politiques », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 3 : *L'action politique*, Paris, PUF, 1985, p. 285.
[77] Contrairement à ce qu'affirme Schemeil, Mannheim ne parle jamais des idéologies se transformant en utopies quand elles s'orientent vers le changement. Ce dernier les oppose au contraire à partir de ce distinguo ; *op. cit.*
[78] Voir par exemple CHARLOT (Jean), CHARLOT (Monica), « Les groupes politiques dans leur environnement », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 3 : *L'action politique*, Paris, PUF, 1985.

pensée propres à des régimes politiques particuliers (par exemple, les régimes totalitaires comme le régime nazi ou l'URSS stalinienne).[79]

3 - L'interprétation marxiste de l'idéologie selon Lefebvre ou Althusser

La notion d'idéologie sera reprise dans le paysage intellectuel français dans les années cinquante-soixante, majoritairement du fait des penseurs marxistes, malgré l'exception de Raymond Aron. Le structuralo-marxiste Louis Althusser (1918-1990) reprend les concepts marxiens d'infrastructure et de superstructure :

> « Dans toute société, on constate […] l'existence d'une activité économique de base, d'une organisation politique, et de "formes idéologiques" (religion, morale, philosophie, etc). *L'idéologie fait donc organiquement partie, comme telle, de toute la totalité sociale* […]. Les sociétés humaines sécrètent l'idéologie comme l'élément et l'atmosphère même indispensables à leur respiration, à leur vie historique. Seule une conception idéologique du monde a pu imaginer des sociétés *sans idéologies*, et admettre l'idée utopique d'un monde où l'idéologie (et non telle de ses formes historiques) disparaît sans laisser de trace, pour être remplacée par *la science*. Cette utopie est, par exemple, au principe de l'idée que la morale qui est, dans son essence, idéologie, pourrait être remplacée par la science ou devenir de part en part scientifique ; ou que la religion dissipée par la science, qui en prendrait en quelque sorte la place ; que *l'art* pourrait se confondre avec la connaissance ou devenir "vie quotidienne", etc. »[80]

La formation et le développement des idéologies, selon cet auteur, constituent donc un processus socio-historique naturel. Ils ne seraient pas à rattacher en propre à la lutte des classes. Nos représentations du monde sont certes influencées, mais pas systématiquement par le système politico-économique. La « société communiste elle-même » ne pourrait s'en passer. A la suite d'Engels, Althusser réduit les instances – les bases - sur lesquelles reposent les sociétés (« totalités sociales ») à l'économique, au politique et à l'idéologique. Dans la logique marxiste, l'infrastructure économique détermine les superstructures (dont l'idéologie, les appareils d'Etat), mais celles-ci acquièrent une autonomie relative au point de pouvoir infléchir, à leur tour, l'infrastructure. Althusser définit ainsi - « schématiquement », comme il l'écrit lui-même - l'idéologie comme « un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon les cas) doué d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée », et où « la fonction pratico-

---

[79] Voir par exemple ANSART (Pierre), « Sociologie des totalitarismes », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 2 : *Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985.

[80] ALTHUSSER (Louis) (1963), « Marxisme et humanisme », *in : Pour Marx*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 238-239.

sociale l'emporte sur la fonction théorique (ou fonction de connaissance) » par rapport à la « science »[81], et où le réel et l'imaginaire se mêlent :

> « L'idéologie est […] l'expression du rapport des hommes à leur « monde », c'est-à-dire l'unité (surdéterminée) de leur rapport réel et de leur rapport imaginaire à leur conditions d'existence réelles. Dans l'idéologie, le rapport réel est inévitablement investi dans le rapport imaginaire : rapport qui *exprime* plus une *volonté* (conservatrice, conformiste, réformiste ou révolutionnaire) voire une espérance ou une nostalgie, qu'il ne décrit la réalité. »[82]

L'idéologie, contrairement à ses prédécesseurs Marx ou Mannheim, n'est donc, encore une fois, plus simplement conservatrice. De plus, l'idéologie, selon lui, ne peut être « purement *instrumentale* ».[83] Ceci le place en rupture avec la plupart des marxistes de son époque, et même avec Marx et Lénine. Ainsi, s'inscrivant également contre la philosophie idéaliste antérieure à Marx[84], Althusser fait de l'idéologie une instance hors-conscience et même « *inconsciente* », « même lorsqu'elle se présente sous une forme réfléchie », comme une « structure » qui « s'impose à l'immense majorité des hommes, sans passer par leur conscience », comme « objet culturel perçu-accepté-subi » : « les hommes "vivent" leur idéologie » et le « rapport des hommes au monde […] est *l'idéologie elle-même* ».[85] Cette idéologie transforme ensuite éventuellement ce rapport des hommes au monde (les conforte dans leur position dominante dans une société de classe, en ce qui concerne la bourgeoisie, par exemple, tout en faisant accepter aux classes dominées leur exploitation). Comme Marx, Althusser estime que l'idéologie peut se définir comme « une représentation du rapport imaginaire des hommes à leurs conditions réelles d'existence », et qui a pour bases matérielles ces dernières, tout en agissant en retour sur elles. Ainsi, les idéologies acquièrent une existence et une fonction matérielles, ce qu'Althusser appelle « l'existence matérielle des appareils idéologiques »[86], qui se traduit dans l'infrastructure et les rapports de production et de reproduction, les rapports sociaux, les pratiques, et les usages. Plus tard, après avoir démontré cette matérialité et cette efficacité historique des idéologies, Althusser en déterminera les fonctions premières : celle de « l'interpellation de l'individu en sujet » et celle d'un « statut d'institutions à la fois publiques et privées assurant la reproduction des rapports sociaux. »[87] La constitution de l'individu en « sujet » (historique, social) est une conception primordiale, sur laquelle nous reviendrons.

---

[81] *Id.*, p. 238.
[82] *Id.*, p. 240-241.
[83] *Id.*, p. 241. « les hommes qui se servirait d'une idéologie comme d'un pur moyen d'action, d'un outil, se trouvent pris en elle, et concernés par elle au moment même où ils s'en servent, et s'en croient les maîtres sans appel .»
[84] Essentiellement l'hégélianisme, qui faisait, rappelons le, du monde et de la réalité, la conscience que l'on en a.
[85] *Id.*, p. 239-240.
[86] *Ibid.* Par exemple, ceux de l'Etat, de l'Eglise.
[87] ALTHUSSER (Louis), « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat », *in : Positions*, Editions sociales, 1976.

Enfin, on notera dans la définition « large » d'Althusser citée plus haut, et tout comme chez Aron, un certain recoupement possible – plus qu'une confusion – entre utopie et idéologie, l'idéologie pouvant parfois se faire utopique. Nous avons ici affaire à une définition large de l'idéologie : « la philosophie », « la religion », « la morale », « l'art » (idéologies « particulières ») et « la représentation du monde » (idéologie au sens « général ») rentrent dans ce système et sont assimilées à des « formes idéologiques », loin des acceptions restrictives et synonymes de « fausse conscience », ou tournées vers le conservatisme, données par beaucoup d'auteurs depuis Marx.

En résumé, Althusser conçoit l'idéologie comme un processus « naturel », le plus souvent « inconscient », auquel nul ne peut échapper. En cela, il entre en accord avec de nombreux penseurs de l'idéologie, dont Gabel plus tard, contre Mannheim et même Marx.[88] Cette idéologie s'oppose à la « théorie » (seule capable d'accéder à la « connaissance », elle-même seul moyen de confondre l'idéologie). Cependant, nul individu, groupe social ou société ne peut prétendre à la fin des idéologies et à leur remplacement par la connaissance absolue et la « science » pure. C'est aussi le cas dans la société socialiste.

Nous retiendrons d'Althusser la volonté de ne pas « discriminer » tel ou tel système de représentation lorsque nous parlerons l'idéologie spatiale. Mannheim l'exprime à sa manière, lorsqu'il déclare : « Le chercheur qui entreprend les études historiques suggérées ci-dessus [la sociologie de la connaissance, connaissance "contextualisée" dans l'histoire et en fonction des cadres sociaux], n'a pas à s'occuper du problème de savoir ce qu'est la vérité ultime ».[89] Nous nous contenterons donc, autant que faire se peut, d'analyser le fonctionnement et les catégories des idéologies spatiales et urbaines que nous étudions, avec l'appui des contextes historiques, sociaux, urbanistiques et politiques, des idées « disponibles» pendant la période en question, et bien sûr, des cadres sociaux. Nous essaierons donc dans la mesure du possible de ne pas porter de jugements de valeurs sur quelque idéologie spatiale que ce soit, tout en essayant d'adopter une posture analytique (et donc, forcément critique) vis-à-vis de celle-ci.

Dans un article critique publié en 1969[90], Henri Lefebvre accusera Althusser de donner « naissance à une idéologie sous couvert de lutte contre l'idéologie. »[91] Il révèle ainsi le « paradoxe » de la pensée d'Althusser, selon laquelle « la notion de vérité est idéologique », la théorie (science) combat l'idéologie et entre en concurrence avec elle et selon laquelle « le propre de la théorie est de dire vrai ». Ainsi, Henri Lefebvre (1901-1991), philosophe et sociologue marxiste qui produisit dans les années soixante – soixante-dix une réflexion importante sur la ville et l'urbain, participant ainsi au

---

[88] GABEL (Joseph) (1979), « Une pensée non idéologique est-elle possible ? », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 13-24.
[89] MANNHEIM (Karl), *op. cit.*, 1956, p. 85.
[90] LEFEBVRE (Henri), « Les paradoxes d'Althusser », *L'Homme et la société*, n°13, 3ème trimestre 1969, réédité *in* : *L'Idéologie structuraliste* (1971), Paris, Le Seuil, 1975, pp. 191-251.
[91] *Id.*, p. 208.

développement de la sociologie urbaine en France, après avoir lancé les jalons d'une sociologie de la vie quotidienne, s'intéressa également, en bon marxiste, au concept d'idéologie. Dans la droite ligne de Marx et Lénine, l'idéologie participe pour lui pleinement de la lutte des classes et de l'aliénation. Ainsi, « les politiques ont leurs systèmes de signification, les idéologies, qui leur permettent de subordonner à leurs stratégies les actes et événements influencés par eux. »[92] « L'idéologie consisterait en un discours institutionnel justifiant, légitimant – ou bien critiquant, refusant et réfutant – les institutions existantes, mais en se déroulant sur leur plan ». Le mythe, au contraire, « se définirait comme discours non institutionnel (non soumis aux contraintes des lois et institutions) prélevant ses éléments dans le contexte »[93] et se situant entre l'idéologie et l'utopie. L'idéologie, prise dans ce sens, rejoint l'idée d'une fausse conscience permettant la préservation du mode sociétal existant et non sa transformation. L'idéologie est donc, pour Lefebvre, par essence non-révolutionnaire, ce qui, dans son esprit, comme dans celui de nombreux marxistes avant lui, correspond aux idées de « l'adversaire » qui servirait ainsi ses propres intérêts. L'auteur s'inspire du marxisme-léninisme pour cette partie de son analyse.[94] L'autre caractéristique de cette définition est qu'elle fait intervenir la notion de « stratégie ». L'idéologie (monopole de la bourgeoisie) semble, dans tous les cas, consciemment mise en œuvre, ne restant éventuellement inconsciente que pour la classe aliénée dans laquelle elle est diffusée et qui la subit. L'idéologie est stratégique et consciente (différence avec Althusser).

Pour Lefebvre, « l'idéologie, pour autant qu'on puisse en donner un concept, ne se définit correctement ni comme un type de discours, ni par un code, mais comme et par *une fonction politique*. » Reprenant Marx, il définit l'idéologie comme « un reflet, incomplet, mutilé, mis à l'envers du réel », qui « retient une partie de la réalité et en tire par systématisation (extrapolation – réduction) une totalité », et donc, qui « fournit le langage de la vie réelle (pratique) ». Elle serait aussi le « produit de la division du travail », et dissimulerait la « totalité », les « conflits et contradictions » de la pratique sociale : sa « finalité » est de « créer » la « méconnaissance» de « l'essentiel des rapports sociaux ». C'est encore « un ensemble de représentations par lesquelles une classe (dominante) se subordonne l'ensemble de la société, réalise son hégémonie […], identifie son intérêt dit général, érige ses "valeurs" en critère de la vie sociale, propose aux autres classes et à elle-même une image de réalité, la "valorisant "et par conséquent parvient à imposer sa pratique », d'où sa « fonction politique » (« induire des motivations, des conduites, susciter et maintenir des comportements »).[95]

---

[92] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Seuil, 1974, p. 113.
[93] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, p. 142.
[94] Lui-même se revendique de cette doctrine. Il est par ailleurs, en France, l'un des vulgarisateurs et des diffuseurs des œuvres de Marx et de Lénine. Il est l'auteur, notamment du « Que sais-je ? » sur *Le Marxisme* et de *Pour connaître la pensée de Karl Marx* en 1948, du traité *Le Matérialisme dialectique* en 1939 ; de *Pour connaître la pensée de Lénine* en 1957 On lui doit aussi, avec Norbert Guterman des traductions de Karl Marx (*Morceaux choisis*, en1964) et de Lénine (*Cahiers de Lénine sur la dialectique de Hegel*, en 1938).
[95] LEVEBVRE (Henri), *L'Idéologie structuraliste*, *op. cit.*, pp. 210-213.

Il s'agit de la définition de l'idéologie au sens « restreint et précis » (s'opposant à la définition large de l'idéologie comme système de représentations quelles que soient leurs fonctions), idéologie, qui, outre le fait de dissimuler la « pratique réelle et ses contradictions », propose une « pseudo-solution» aux problèmes, solution « présentée comme cohérente et vraie alors qu'elle correspond aux intérêts d'une classe ».[96] Comme nous l'avons déjà abordé, l'idéologie, chez Lefebvre, comme chez beaucoup de marxistes à l'exception d'Althusser, n'est pas inconsciente chez celui (le groupe) qui la produit (Cf. Lénine). Plus que cela, elle entre dans la stratégie de classe des classes dominantes, elle en est même l'instrument principal. Ici, l'idéologie est mystificatrice et stratégique à la fois, et bien sûr aliénante. Lorsque Lefebvre parle d'idéologie, il parle donc comme de nombreux marxistes qui lui sont contemporains de ce que nous appellerons « l'idéologie dominante » (de la bourgeoisie, des décideurs). Il est d'ailleurs à noter que cette conception de l'idéologie comme apanage « des classes dominantes » tend à s'estomper avec les années quatre-vingt, lorsque certains auteurs, ne réfutant pas l'existence de telles idéologies, commencent à nuancer leurs propos en distinguant celles-ci des autres formes d'idéologies. Quoi qu'il en soit, chez Lefebvre, la notion d'idéologie retrouve son sens péjoratif, qu'elle avait perdu peu à peu depuis Marx.

Notons enfin que, contrairement à Althusser, qui a tendance à faire fi des « œuvres de jeunesse de Marx » (avant *L'Idéologie allemande* et surtout avant *Le Capital*)[97], Lefebvre s'appuie en premier lieu sur celles-ci pour définir l'idéologie. L'on a ici, pour reprendre les termes de Paul Ricœur (1913-2005), affaire à une définition marxiste et « humaniste », hégélienne de l'idéologie qui s'oppose à une définition marxiste « structuraliste » de l'idéologie (Althusser).[98] Dans la première, inspirée du jeune Marx, l'idéologie s'oppose à la réalité (elle part d'elle mais la transforme, la déforme) et dans la seconde, elle s'oppose à la « science » (la « théorie »).[99] Ricœur nous rappelle encore, que dans les œuvres de jeunesse de Marx, la « science » marxiste (matérialismes dialectique et historique) n'existait pas encore, que l'on avait alors affaire au « pré-marxisme ».

> « Le premier concept d'idéologie chez Marx est déterminé non par son opposition à la science – comme se sera le cas dans les développements ultérieurs de la théorie marxiste [Althusser, Habermas.] – mais par son opposition à la *réalité* [La « praxis »] (nous pourrions dire que toute opposition à la science marxiste est de fait impossible à ce moment parce qu'en cette période de 1843-1844, dont nous nous occupons, la science marxiste n'existe pas encore !). »[100]

Selon lui, la coupure se fait lorsque le marxisme se constitue lui-même en corpus. D'où la différence entre l'idéologie et la « science », chez Althusser, qui s'appuie sur les œuvres de « maturité » de Marx, celles qui abordent les forces et les rapports de production, et l'opposition entre

---

[96] LEVEBVRE (Henri), *L'Idéologie structuraliste*, *op. cit.*, p. 213.
[97] Considérées par lui comme encore marqués par l'hégélianisme, et, en somme « idéologiques ».
[98] RICŒUR (Paul), (1986), *op. cit.*
[99] *Id.* Notamment les chapitres sur Marx et Althusser, pp. 41-213.
[100] Id., p. 41.

idéologie et réalité (« praxis ») chez les hegeliano-marxistes et chez le jeune Marx lui-même, réfléchissant sur la « conscience » et « l'individu réel ».[101]

Un peu à la manière d'Althusser, Lefebvre s'attachera, mais quelques années plus tard, à déchiffrer la notion d'idéologie présente dans l'œuvre de Marx, en faisant de ce dernier le précurseur de la sociologie de la connaissance : « Marx veut apporter une théorie des représentations générales, c'est-à-dire sociales ; il donne les éléments d'une genèse explicative des *idéologies*, qu'il définit et rattache à leurs conditions historiques et sociologiques. […] L'idéologie se réduit […] à une représentation erronée de l'histoire – ou à une abstraction qui met de côté cette histoire. Toute idéologie est un ensemble d'erreurs, d'illusions, de mystifications, explicables à partir de ce qu'elle déforme et transpose : l'histoire. »[102] Il distingue ainsi les principales caractéristiques de l'idéologie chez Marx, ou plutôt fait ressortir les plus importantes à ses yeux pour élaborer sa propre définition :

> « a) Elles partent d'une certaine "réalité", mais partielle, fragmentaire, la totalité échappant à la conscience […]
> b) Elles réfractent la réalité à travers des représentations déjà existantes, sélectionnées par les groupes dominants, admises par eux […]
> c) De telles représentations, mutilantes et mutilées non pas à cause d'un destin obscur, mais en raison de l'histoire dans laquelle elles s'insèrent, n'en ont pas moins l'ambition et la prétention de s'ériger en totalité. […]
> d) Les idéologies ont donc ce double caractère : général, spéculatif et abstrait d'un côté, de l'autre représentatif d'intérêts définis, limités, particuliers. Elles s'efforcent de répondre à toutes les questions, à tous les problèmes, donc de proposer des conceptions du monde. En même temps, elles imposent des façons de vivre et de se comporter, des conduites, des "valeurs" (pour employer ici une terminologie, qui ne se trouve pas chez Marx). […]
> e) Ayant un départ et un point d'appui dans la réalité (dans la *praxis*), ou plutôt dans la mesure où elles en ont un, les idéologies ne sont pas entièrement fausses. Il convient, selon Marx, de distinguer entre l'idéologie, l'illusion, le mensonge, ou bien encore entre l'idéologie, le mythe, l'utopie. Et cela, bien que les idéologies puissent contenir des illusions (de classe), servir de purs et simples mensonges (dans les luttes politiques) et qu'elles ne soient pas sans liens avec les mythes et utopies. […]
> f) Les idéologies comportent […] des abstractions non scientifiques ».[103]

Henri Lefebvre détermine ainsi l'idéologie par rapport à la praxis et secondairement, comme une idée dénuée d'esprit scientifique, en tenant sûrement compte des conceptions d'Althusser et du Marx de la « maturité ». Mais, par rapport à ses prédécesseurs, il insiste avant tout sur l'aspect

---

[101] *Id.*, p. 155. Rappelons qu'Henri Lefebvre a toujours revendiquer appuyer sa théorie sur les œuvres d'Hegel, tout autant que sur celles de Marx.
[102] LEFEBVRE (Henri), *Sociologie de Marx, op. cit.*, 1966, pp. 50-54.
[103] *Id.*, pp. 58-61.

instrumental de l'idéologie, qui peut ainsi se métamorphoser en « mensonge » volontaire en cas de « luttes politiques », mensonge, servant encore un fois des intérêts particuliers (de classe).[104] Toutefois, en restant évasif, Lefebvre aborde également dans cette définition, le lien entre idéologies, mythes et utopies, liens que lui-même développa rapidement en 1970[105], mais sur lequel d'autres s'attardèrent plus longuement, comme Karl Mannheim, Joseph Gabel, Georges Gurvitch ou encore Paul Ricœur. Ainsi, pour Georges Gurvitch et Roger Bastide, le mythe disparaît avec la modernité, pour se transformer, « sous l'influence de la pensée rationnelle », en « messianisme », utopie ou « idéologie », « formes de représentations que n'auraient [d'ailleurs] pas connues les sociétés indifférenciées, c'est-à-dire antérieures à la division du travail. » Ainsi, c'est le développement du capitalisme, de la pensée « rationnelle » et de la modernité qui lui sont associées qui a donné naissance aux idéologies (tout comme aux utopies le contestant), idéologies qui ne relevaient auparavant que du « mythe », collectif et issu de « la base ». Pour le sociologue Pierre Ansart, l'idéologie politique prend le pas, dans les sociétés occidentales contemporaines, sur la religion (« la société religieuse ») elle-même issue de l'appropriation des mythes (« la société mythique ») par le clergé et sa prise de pouvoir.[106] Il convient toutefois de rechercher « les origines mythiques de nos utopies politiques et de nos idéologies ».[107] Paul Ricœur, lui, propose de regrouper idéologie et utopie dans « l'imagination sociale et culturelle », ces notions observant une « polarité » mutuelle et ayant en commun la « non-congruence avec la réalité » (Mannheim), et surtout posant le problème du pouvoir (en le légitimant ou en le subvertissant), et donc de la hiérarchie et de la domination.[108]

Nous ne nous attarderons pas ici sur les liens supposés entre utopie et idéologie, notamment sur les conceptions de Karl Mannheim et de Joseph Gabel sur ce sujet, puisque nous les aborderons amplement dans notre chapitre sur l'utopie.

4 - Idéologie et domination

Le philosophe allemand de l'École de Francfort Herbert Marcuse (1898-1979), dans son ouvrage *L'Homme unidimensionnel* (1964), à mi-chemin entre la psychologie, la sociologie et la philosophie – empruntant à Freud autant qu'à Marx – démasquera dans la technique, la science et l'esprit de rationalisation propres au capitalisme contemporain, une nouvelle forme d'idéologisation

---

[104] TCHAKHOTINE (Serge) (1939), *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992.
[105] LEFEBVRE (Henri) (1970), *La Révolution urbaine*, p. 142. L'idéologie se base, nous l'avons déjà vu, sur le maintien de la société en l'état et sur l'institution. Le mythe, quant à lui, se démarque du discours institutionnel et enfin, l'utopie, tournée vers le changement, se sert du mythe, donc du passé et du présent, pour l'exploration des possibles.
[106] ANSART (Pierre), *Idéologies, conflits et pouvoir*, Paris, PUF, 1977.
[107] On doit cette dernière réflexion à Yves Chalas. Les conceptions de Gurvitch et Bastide sont également résumées par lui, *in :* CHALAS (Yves) (sous la dir. de) (1990), *Mythes et révolutions*, actes des journées annuelles de travail du Centre de Recherche sur l'Imaginaire de Grenoble des 25 et 26 novembre 1988, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 332-333.
[108] RICŒUR (Paul), (1986), *op. cit.*, pp. 17-19 et 405-411.

légitimant la société capitaliste, idéologisation qui s'avère répressive et aliénante. Selon lui, l'esprit critique des individus (il prend pour cela l'exemple des Etats-Unis) est réduit, voir supprimé par une manipulation (un « conditionnement »)[109] de leur conscience, notamment par l'intermédiaire des *mass-medias*, empêchant par-là même la prise de conscience, l'accès vers la « vérité » et donc, le premier pas vers la libération des populations (ici, le prolétariat américain) :

> « Le fait que la majeure partie de la population qui est conditionnée dans ce sens accepte cette société [de " rationalité ", de " progrès ", de " développement " " rationnels " et "productifs "] ne la rend pas plus rationnelle et moins critiquable. La distinction entre vraie et fausse conscience, intérêt réel et intérêt immédiat, n'a pourtant rien perdu de sa signification. Mais elle doit être démontrée. Tout homme doit la découvrir et chercher le chemin qui le mènera de la fausse conscience à la vraie conscience, de son intérêt immédiat à son intérêt réel. Il ne peut le faire que s'il éprouve le besoin de changer son mode de vie, de nier le positif, de le refuser. […] Que la réalité ait absorbé l'idéologie ne signifie pas cependant qu'il n'y a plus d'idéologie. Dans un sens, au contraire, la culture industrielle avancée est *plus* idéologique que celle qui l'a précédée parce que l'idéologie se situe aujourd'hui dans le processus de production lui-même. Cette proposition révèle, sous une forme provocante, les aspects politiques de la rationalité technologique actuelle. L'appareil productif, les biens et les services qu'il produit, "vendent" ou imposent le système social en tant qu'ensemble. […] Les produits endoctrinent et conditionnent ; ils façonnent une fausse conscience insensible à ce qu'elle a de faux. […] Ainsi prennent forme *la pensée et les comportements unidimensionnels*. »[110]

L'idéologie, pour cet auteur, ou du moins, les idéologies et « l'idéologisation » contemporaines, sont exclusivement le fait des classes dominantes – voire dirigeantes. Ces dernières servent par ce fait l'intérêt dominant par le « conditionnement », notamment par l'information, la consommation de masse, la pseudo-satisfaction de pseudo-besoins véhiculés par la publicité et masquant les intérêts réels de classe :

> « Le changement profond de nos habitudes de pensée […] est dans la façon dont le système dominant coordonne toutes les idées et tous les objectifs avec ceux qu'il produit, dont il les enferme et dont il rejette ceux qui sont inconciliables. […] La pensée unidimensionnelle est systématiquement favorisée par les faiseurs de politique et par leurs fournisseurs d'information de masse. Leur univers discursif est plein d'hypothèses qui trouvent en elles-mêmes leur justification et qui répétées de façon incessante et exclusive deviennent des formules hypnotiques, des diktats. Par exemple sont " libres ", les institutions fonctionnant dans les pays du Monde Libre ; les autres modes transcendants de liberté sont, par définition, de l'anarchisme, du communisme ou de la propagande. Sont "socialistes " tous les empiètements sur l'entreprise privée, que l'entreprise privée n'impose pas elle-même, tels une bonne assurance sociale, ou la protection de la nature contre une commercialisation trop dévastatrice, ou

---

[109] MARCUSE (Herbert) (1964), *L'Homme unidimensionnel*, trad., revue par l'auteur, Paris, Les Editions de Minuit, 1999, p.33.
[110] *Id.*, pp. 19, 36-37.

> encore l'établissement de services publics qui peuvent porter atteinte aux bénéfices du secteur privé. Cette logique totalitaire des faits accomplis a sa contrepartie dans les pays de l'Est. Là la liberté c'est la manière de vivre en régime communiste et toute forme transcendante de liberté est soit du capitalisme, soit du révisionnisme, soit du sectarisme de gauche. Dans les deux camps, les idées non opérationnelles sont non-conformistes et subversives. Le mouvement de la pensée est arrêté par des barrières qui apparaissent comme les limites de la Raison elle-même. […] Aujourd'hui, la lutte contre cette option historique [l'abolition du travail chez Marx, que Marcuse préfère nommer "pacification de l'existence"] s'appuie solidement sur la population dominée et son idéologie consiste à faire dépendre étroitement la pensée et les comportements de l'univers donné des faits.»[111]

On notera aussi cette idée d'idéologie dominante chez Louis Althusser pour qui, « dans une société de classe, l'idéologie dominante est alors l'idéologie de la classe dominante.»[112] Ce rapprochement entre la notion d'idéologie et l'idée de domination et d'instrumentalisation sociales (par la bourgeoisie, la classe dominante) est le fait de nombreux penseurs des années soixante – soixante-dix. C'est également le cas du philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas, qui, s'appuyant sur la psychanalyse freudienne, la philosophie marxiste et Marcuse pour réaliser une « théorie critique de la société » ou « sociologie de la connaissance », met sur un même plan conceptuel « domination » et « idéologie » entendue comme « communication déformée ».[113]

> « Freud a dégagé dans la métapsychologie un cadre d'activité communicationnelle déformée, qui permet de concevoir la genèse des institutions et la fonction relative des illusions, c'est-à-dire de la domination et de l'idéologie. Freud peut expliquer une connexion que Marx n'a pas percée à jour. »[114]
> « [Les] illusions [ne sont] *pas seulement* une fausse conscience. Comme dans ce que Marx appelait l'idéologie, il y a aussi en elles de l'utopie. Lorsque le progrès technique ouvre la possibilité objective de réduire la répression socialement nécessaire en dessous du niveau de celle qu'exigent les institutions, ce contenu utopique peut être détaché de son union avec les éléments de la civilisation fictifs, idéologiques et servant à légitimer la domination, et il peut être transformé en critique des formations de domination historiquement dépassées [la part utopique dans la lutte des classes]. »[115]

---

[111] *Id.*, pp. 38-41.
[112] ALTHUSSER (Louis) (1963), « Marxisme et humanisme », *in : Pour Marx*, *op. cit.*, 1996, pp. 238-239.
[113] HABERMAS (Jürgen) (1968), *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1986, pp. 311-313.
[114] *Ibid.*, p. 312. Ceci s'explique, pour l'auteur, pas le manque d'intérêt de la part de Marx, pour « l'activité communicationnelle » et pour « l'interaction », trop persuadé qu'il est que le propre de l'homme est le travail et « l'activité instrumentale », tandis que Freud estime au contraire que c'est cette activité communicationnelle, l' « interaction motivée » dans le cadre d'institutions construites par lui et dont il dépend, qui le différencient de l'animal (*ibid.*, p. 313).
[115] *Ibid.*, p. 311.

L'idéologie « dissimule et exprime une répression »[116], elle légitime une domination et s'oppose ainsi à l'utopie, synonyme de libération, bien que possédant toutes deux un caractère « d'illusion » ou de « fausse conscience », comme le disaient Marx ou Mannheim. Habermas annonce ainsi son programme qui est de « comprendre la domination et l'idéologie » par l'étude, dans « la pratique », du « complexe de l'interaction médiatisée par des symboles » et du « rôle de la tradition culturelle ».[117] Cette idée de domination liée à l'idéologie (dominante) dans la lutte des classes, en fait l'adversaire de l'utopie. L'utopie entre d'ailleurs dans le champ de l'idéologie, en fait partie intégrante, bien que « détachable » en temps de crise. Pour Habermas, institutions, domination et idéologie sont donc étroitement liées.

Représentant de l'Ecole sociologique de Francfort, Habermas s'illustrera donc dans les années soixante en appliquant le concept d'idéologie, de sa transmission, de sa transformation et de ses fonctions dans le monde moderne occidental, à celui de la technocratie et du rationalisme scientifique. Partant d'une typologie des sciences distinguant les sciences exactes (dont l'intérêt de connaissance est technique), des sciences humaines (à l'intérêt pratique) et des sciences critiques (psychanalyse et critique des idéologies[118], dont l'intérêt est émancipatoire), Habermas en arrive à une critique du savoir scientifique (des deux premiers types) en tant que légitimation de l'idéologie capitaliste, soumettant le « monde vécu ». En 1965, s'inspirant de Marcuse, il définit ainsi l'idéologie comme la traduction « au niveau de l'activité collective » de la « rationalisation » s'exerçant au niveau de « l'expérience quotidienne », c'est-à-dire de l'ensemble des « idées [qui] servent bien souvent à donner à nos actions des motifs justificateurs au lieu de motivations réelles. »[119] L'idéologie est ici perçue comme justificatrice et légitimatrice, plus que comme orientée vers l'action (ce qui est plutôt le propre de l'utopie), d'où la présence d'une conception quelque peu « conservatrice » de l'idéologie, commune à de nombreux auteurs marxistes et à Mannheim. Habermas reprend aussi la fonction de préservation des « intérêts » qui est substantielle à toute idéologie, et que l'on retrouve chez tous les auteurs marxistes selon lesquels l'idéologie ne préserve pas les intérêts d'un individu mais d'une classe (la bourgeoisie), intérêts qui tiennent « à la situation objective des groupes sociaux ».[120] L'idéologie, prise dans son sens général est donc synonyme de « légitimation » (des actes, pensées, situations).[121]

Ainsi, lorsque le sociologue Pierre Bourdieu analyse « le pouvoir symbolique » en 1977, il donne cette définition de l'idéologie :

---

[116] *Id.*, p. 93, par exemple « la forme marchandise du travail », chez Marx, qui possède « une apparence objective parce qu'elle rend méconnaissable aux deux parties, capitaliste et salarié, l'objet de leur dispute et restreint leur communication », *Id.*
[117] *Id.*, pp. 74-75.
[118] Autrement appelée sociologie de la connaissance, et qui n'est ici rien d'autre que la « théorie critique » de l'Ecole de Francfort prolongée Habermas, *id.*, p. 111.
[119] HABERMAS (Jürgen) (1968), « Connaissance et intérêt » ((« *Erkenntnis und interesse* », 1965), *in : La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 2002, p. 151.
[120] *Ibid.*
[121] « La technique et la science comme " idéologie " », *Id.*, p. 55

> « Par opposition au mythe, produit collectif et collectivement approprié, les idéologies servent les intérêts particuliers qu'elles tendent à présenter comme des intérêts universels, communs à l'ensemble des groupes. La culture dominante contribue à l'intégration réelle de la classe dominante (en assurant une communication immédiate entre tous ses membres et en les distinguant des autres classes) ; à l'intégration fictive de la société dans son ensemble, donc à la démobilisation (fausse conscience) des classes dominées ; à la légitimation de l'ordre établi par l'établissement de distinctions (hiérarchies) et la légitimation de ces distinctions. Cet effet idéologique, la culture dominante le produit en dissimulant la fonction de division sous la fonction de communication : la culture qui unit (médium de communication) est aussi la culture qui sépare (instrument de distinction) et qui légitime les distinctions en contraignant toutes les cultures (désignées comme sous-cultures) à se définir par leur distance à la culture dominante […] C'est en tant qu'instruments structurés et structurant de communication et de connaissance que les "systèmes symboliques" remplissent leur fonction politique d'instrument d'imposition et de légitimation de la domination, qui contribuent à assurer la domination d'une classe sur une autre (violence symbolique) en apportant le renfort de leur force propre aux rapports de force qui les fondent et en contribuant ainsi, selon le mot de Weber, à la "domestication des dominés". »[122]

L' « idéologie dominante », « production symbolique », constitue pour Bourdieu un instrument stratégique de domination (« Les prises de position idéologiques des dominants sont des stratégies de reproduction tendant à renforcer *dans* la classe et hors de la classe la croyance dans la légitimité de la domination de classe »).[123] Stratégie, reproduction du pouvoir, préservation des intérêts, mystification et auto-mystification, légitimation et auto-légitimation, distinction sociale et/ou culturelle, hiérarchisation s'y retrouvent mêlées. L'idéologie dominante, dans une société hiérarchisée, est donc une arme – un instrument stratégique – de lutte pour la classe dominante qui impose sa culture (dominante et distinctive) et sa « vision du monde » « arbitraire ». Le pouvoir symbolique en tant que « pouvoir de constituer le donné par l'énonciation, de faire voir et de faire croire » et comme pouvoir (et discours) capable de « mobiliser », se réalise, sous couvert de communication et d'information, par une véritable violence symbolique.[124]

Lorsque le même Bourdieu accompagné de Luc Boltanski analyse « la production de l'idéologie dominante » en 1976[125] à travers le discours et les modes de reproduction de cette idéologie par les classes dominantes (Sciences Po, ENA, Polytechnique, Commissariat au Plan), c'est déjà dans ce même esprit de critique de la « domination », qui est propre à une époque donnée – celle des années soixante–soixante-dix. Pendant ces années, en effet, le concept d'idéologie, inspiré par le marxisme, est presque systématiquement abordé et dénoncé comme étant le monopole d'une classe dominante.

---

[122] BOURDIEU (Pierre), (1977), « Sur le pouvoir symbolique », *in : Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, pp. 205-206.
[123] *Id.*, p. 207.
[124] *Id.*, p. 210.
[125] BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2/3, 1976, pp. 3-72.

Dans ce texte, ce sont les capitaux culturels et sociaux qui sont mis en avant pour expliquer l'apprentissage de la production de discours idéologisant et mobilisant, ainsi que les institutions de cet apprentissage (ENA) mises en place afin de reproduire ce discours de domination. Le « discours du pouvoir » y est analysé comme vecteur d'idéologisation, reproduit dans des instances prévues à cet effet (ce que Bourdieu et Boltanski nomme les « lieux neutres » de sorte que les idéologies y sont produites et reproduites comme en vase clos – l'apprentissage des codes et des mécanismes de ce « langage informatif-performatif »[126] présupposant des habitus et prédispositions culturelles et sociales), et vecteur de la « légitimation de l'action ». Ainsi, encore une fois, la fonction du « discours dominant sur le monde social »[127], de l'idéologie, est à nouveau de « légitimer la domination » et d' « orienter l'action destinée à la perpétuer ».[128] Par le concept de domination, les auteurs ont donc également la vision d'une idéologie (nécessairement dominante), destinée à conserver l'ordre établi. Ils font cependant la distinction entre le « conservatisme déclaré », traditionnel et ouvertement réactionnaire, et le « conservatisme rénové », ou « éclairé », qui est issu des années trente, et qui vise, lui, à « changer pour conserver », par la rhétorique du « progrès », de l'« évolution », de manière à « éviter la subversion de l'ordre établi ».[129] Enfin, ces idéologies pour la défense des intérêts et de la domination se transforment en actes : leur but est de prescrire les actions et de les prescrire en fonction des moyens dont on dispose, de manière à valider la « vérité » des discours.[130] On retrouve ici une conception proche de celle de Raymond Aron : le discours idéologique est performatif, destiné à engendrer une action. Mais puisqu'il appartient aux classes dominantes (produits et reproduits par les appareils d'Etat, les institutions), cette action elle-même a pour but la légitimation (de la domination) et donc, le conservatisme contre le progressisme.

Les politistes sont également nombreux à aborder l'idéologie en termes d'appel à l'action, de légitimation et de justification du pouvoir et de la domination dans une optique bourdieusienne. Ainsi, lorsque Jean Lagroye analyse les fondements et les mécanismes de la « légitimation » politique, il peut écrire :

> « L'idéologie politique moderne désigne le pouvoir, affirme sa nécessité et construit sa légitimité par rapport à une intentionnalité collective ; la société est censée poursuivre des fins, d'ailleurs partiellement contradictoires, qu'elle ne peut atteindre, hiérarchiser et concilier sans pouvoir organisé à cet effet. [Les dirigeants et idéologues] désignent les finalités, les objectifs de l'action collective – le bien-être sinon le bonheur, la sécurité et la liberté, la justice, l'ordre social ; ils décrivent l'organisation qui permettra la réalisation de ces objectifs, distribuent à cet effet les positions sociales, justifient un système de pouvoir accordé à ce modèle. […] A chaque étape du processus, l'idéologie politique,

[126] *Id.*, p. 7.
[127] *Id.*, p. 39.
[128] *Id.*, p. 52.
[129] *Id.*, pp. 42-44.
[130] *Id.*, p. 55.

parole du pouvoir, dévoile et révèle ce qui, sans son intervention, resterait caché. Elle contribue ainsi à accréditer une représentation du monde, à renouveler l'imaginaire collectif.»[131]
« L'importance pour les dirigeants de ces mécanismes de contrôle des représentations par la parole légitime est telle qu'ils s'efforcent souvent d'en monopoliser l'usage.»[132]

Or, Pierre Bourdieu et Jacques Lagroye abordent ici la « parole du pouvoir » et lui applique le concept d'idéologie, comme si celle-ci était le monopole des « dirigeants » (et des « idéologues » à leur service). L'idéologie « dominante » est seule abordée. Ce fait résulte sans doute de l'idée fort répandue depuis Karl Mannheim, selon laquelle l'idéologie est synonyme de « préservation de l'ordre existant ». Jacques Lagroye relativise toutefois cette vision lorsqu'il déclare :

« La démarche idéologique, quand elle définit la légitimité, ne peut donc être comprise qu'en référence aux valeurs qui prédominent dans la société. […] On peut concevoir la dimension idéologique de l'activité sociale comme une forme particulière du processus global de production et de reproduction des structures constitutives de la vie du groupe. L'activité idéologique concerne à la fois : la production et la diffusion des représentations – croyances sur la société, sur les rapports entre parties de la société, sur la nécessité du pouvoir - qui établissent l'identité du groupe, ou les éléments de sa culture politique ; la définition ou l'explication des modèles qui permettent de penser les rapports entre les composantes du groupe et donc de penser le groupe lui-même ; l'appropriation de ces croyances et de ce modèle par tel(s) sous-groupe(s) qui tend(ent) à acquérir un monopole de la domination, à s'assurer en d'autres termes que les échanges se feront toujours en sa (leur) faveur. »[133]

Et de conclure :

« Le discours du pouvoir, tel que le tiennent les dirigeants politiques et idéologues, ne "fabrique" donc pas une idéologie dominante ; celle-ci préexiste d'une certaine manière à ce discours, qu'elle soit, comme le pense Bourdieu, arbitraire culturel circonscrivant le champ de ce qui est désirable, ou qu'elle émane d'appareils idéologiques diffus (la famille, l'école, l'Eglise). Mais le discours du pouvoir apparaît indispensable dans l'œuvre d'accréditation et de hiérarchisation des croyances et des valeurs, dans l'affirmation des modèles, en bref, dans la légitimation des représentations elles-mêmes. Le pouvoir politique se trouve donc au cœur d'un processus dialectique, par lequel une légitimité supérieure sort de la double légitimation, de la forme d'organisation politique par le système des représentations, et du système des représentations par l'expérience bénéfique de l'organisation politique rationalisée et idéalisée. Les pratiques et les rites à contenu fortement symbolique, tout autant que les

[131] LAGROYE (Jacques), « La légitimation », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 1 : *La Science politique, science sociale. L'ordre politique*, Paris, PUF, 1985, p. 421.
[132] *Id.*, p. 409.
[133] *Id.*, p. 422-423.

> doctrines elles-mêmes, contiennent, indissolublement liés, les éléments de légitimation du pouvoir et des valeurs. »[134]

Le ton est donc donné : Lagroye (tout autant que Bourdieu, et dans une certaine mesure Marcuse) parle des idéologies dominantes véhiculées par le discours du pouvoir et visant sa reproduction. Seule la légitimation et la justification du pouvoir « en place », uniques fonctions sociales de ces idéologies dominantes, sont ici abordées. Ce qui n'empêche cependant pas de dire, comme le font d'autres auteurs, que toute idéologie est justificatrice ou légitimatrice (et pas seulement du pouvoir et de la domination, mais aussi des actions, des valeurs, des prises de positions justement). Ceci permet de relativiser l'appellation d'idéologie pour les seuls systèmes de pensée visant la préservation de l'ordre existant (social, politique) et l'immobilisme. Nous verrons ainsi que l'idéologie, et a fortiori, l' « idéologie urbaine », n'appartiennent pas en propre aux classes dirigeantes et aux pouvoirs en place.

Mais la qualité de cette définition vient également du fait qu'elle aborde la question de l'idéologie comme « constitutive de l'identité des groupes », – que cette identité soit politique ou non, mais elle l'est le plus souvent – et celle de son mécanisme de diffusion et de l' « appropriation » qui en est faite. Le Philosophe Paul Ricœur insiste, lui, sur la fonction idéologique de constitution et de maintient en cohésion de l'identité des groupes.[135]

5 - Idéologie et communication

Le Philosophe François Châtelet (1925-1985), qui, comme Mannheim, insiste sur la fonction de préservation sociale propre à l'idéologie – que Joseph Gabel qualifie d' « anhistorisme »[136]–, ajoute déjà à la définition de la notion, en 1962, l'aspect communicationnel propre à toute idéologie et qui est déjà sous-entendue par le terme lui-même :

> « Le terme idéologie désigne le ou les systèmes, d'une non contradiction relative, que secrètent plus ou moins sciemment les groupes de pression agissant dans les sociétés contemporaines : Etat, partis, oligarchies de tous ordres, syndicats, comités, etc. Par une nécessité naturelle et sociale, ces groupes de pression, ces groupements, tendent à faire prédominer dans les divers domaines de la vie, leurs conceptions, leurs intérêts et leur projet. Chaque groupement tend à imposer totalement ou partiellement le style de vie ou de pensée qui lui parait juste. Il élabore à cet effet des moyens de pression, moyens de

[134] *Ibid.*
[135] RICŒUR (Paul) (1986, première traduction française en 1997), *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 2005.
[136] Ce concept englobant aussi le refus et la négation de l'histoire et du temps, notamment au profit de la spatialisation et de l'espace.

> pression qui vont de l'oppression pure et simple lorsque le pouvoir lui est donné, jusqu'aux techniques plus subtiles de la publicité en passant par toutes les formes de conditionnement psychologique. »[137]

Cette définition est intéressante car elle simplifie le concept tout en l'élargissant (dépassement de la distinction idéologie/utopie) et en lui ajoutant un autre niveau : celui de la communication que l'on retrouvera chez Marcuse et l'Ecole de Francfort. Il n'y a pas d'idéologie sans diffusion de celle-ci : partage, échange, propagande, publicité, manipulation ou plus généralement, prises de position. C'est pourquoi un travail d'analyse de contenu sur les discours nous paraît essentiel. Toute idéologie, ainsi, ne se réaliserait que par un dépassement de l'aspect – du statut – individuel du système de représentations, en somme par la publicisation et la transmission, plus ou moins masquée, des idées dans l'espace public. C'est là le rôle – ou plutôt la nécessaire fonction communicationnelle – de l'idéologie. Les idéologies contextualisée par le réel (représenté) et la *weltanschauung* (vision du monde), sont productrices de discours justifiant, légitimant ou motivant l'action et la pensée, discours qui seront ici notre objet d'étude, discours à leur tour vecteurs, médiateurs et diffuseurs d'idéologies et de représentations normées.

Nous retrouvons dans cette fonction de diffusion et de transmission de l'idéologie la conception de Raymond Aron : « l'idéologie, c'est l'idée de mon adversaire ». Transmise, l'idéologie, sauf dans le cas des régimes totalitaires, est également mise en confrontation, voire en concurrence avec les idéologies adverses ou contraires :

> « Elle [l'idéologie] n'existe […] que dans l'affrontement public, la délimitation tranchée de camps antagonistes, si bien que le contenu d'une idéologie est nié par une idéologie contraire sans compromis possible. Ainsi les idéologies sont-elles plus cohérentes que la culture mais aussi moins réalistes ».[138]

Au sujet de cet aspect de transmission de l'idéologie, nous retrouvons de nouveau le philosophe allemand Jürgen Habermas. Toujours fidèle au marxisme critique et aux préceptes de l'Ecole de Francfort, mais les prolongeant, il constate une transformation des idéologies, inhérente à la modernité. Face aux idéologies anciennes et « bourgeoises » qui avaient « la puissance opaque d'un aveuglement qui se contente de donner l'illusion d'une satisfaction des intérêts »[139] et reposaient « sur un refoulement collectif »[140] en « politisant » les règles de l'interaction, la nouvelle idéologie technocratique, scientifique et rationaliste qu'il définit va plus loin « parce que, masquant les problèmes de la pratique, elle justifie non seulement l'intérêt partiel d'une classe déterminée à la domination et que concurremment elle réprime le besoin partiel d'émancipation d'une autre classe,

---

[137] CHÂTELET (François), « Idéologie et vérité », *Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, n°20, « Idéologie et vérité », par Henri Lefebvre et François Châtelet, Paris, 15 octobre 1962, p. 18.
[138] SCHEMEIL (Yves), (1985), *op. cit.*, p. 285.
[139] HABERMAS (Jürgen), « La technique et la science comme " idéologie"», *op. cit.*, p.55.
[140] *Ibid.*, p. 57.

mais encore parce qu'elle affecte jusqu'à l'intérêt émancipatoire de l'espèce dans son ensemble»[141], tout en réprimant la communication par le langage.[142] Nous l'avons évoqué plus haut, domination et idéologie sont des « communications déformées » mais sont aussi véhiculées par le langage, une rhétorique qui, avec la modernité, se veut de plus en plus « scientifique » et rationnelle, renforçant par l'aspect mystificateur de l'idéologie, c'est-à-dire son rôle de masque et de « voile » de la réalité (des rapports sociaux). Cette rhétorique se donne pour vérité absolue et nie d'avance les arguments adverses et contradictoires. Jacques Lagroye, de toute évidence influencé par les travaux d'Habermas qu'il cite copieusement, comme de nombreux autres politistes, reviendra plus tard sur cette « prétention scientifique » de l'idéologie considérée comme un système de pensée « normatif»[143], par l'illusion de la rationalité, du classement de l'ordre des choses. Ainsi, l'idéologie, pouvant ici se rapprocher du dogme, constitue l'antithèse du dialogue et de l'échange. En marxiste, Habermas, dénonçant ici la « conscience technocratique » – idéologie surpassant les anciennes idéologies inhérentes à la lutte des classes –, fait quoi qu'il en soit de l'idéologie au sens large un synonyme de domination, mais aussi de légitimation, ayant pour fonction, consciente ou inconsciente, de masquer ou de transformer la réalité des rapports sociaux. Mais pour l'idéologie, le mode de communication reste essentiel, dans sa transmission, sa préservation, et son incorporation par la société et les individus. Comme chez Marcuse, l'idéologie est liée à la culture incorporée, intériorisée par les individus et véhiculée, comme elle, par les symboles, présents aussi dans les discours et plus généralement, dans la communication.

La tradition marxiste a longtemps fait perdurer cette distinction entre idéologie (comme fausse conscience) et science, ou plutôt entre l'idéologie comme illusion et connaissance de la vérité (Marx, Lénine), même si certains, comme Habermas remettent en cause, tardivement, le critère de vérité attaché à la science, notamment parce que celle-ci demeure soumise à des présupposés, des partis pris et légitime l'ordre établi et la vérité officielle, dominante et légitimatrice (tout du moins dans le monde moderne « technocratique »). Le matérialisme dialectique et historique du marxisme – à différencier des théories marxiennes elles-mêmes – est également parfois taxé d' « idéologique » (Korsch)[144] : le marxisme n'est plus le moyen d'échapper à l'idéologie (Althusser), la science non plus (Gramsci, Habermas), bien au contraire. Le critère de vérité objective, s'opposant à l'illusion propre à la notion d'idéologie, a donc tendance à s'effacer dans le marxisme du XX^{e} siècle, rejoignant ainsi les préceptes de la sociologie de la connaissance de Mannheim pour lequel il n'est pas question d'établir une dichotomie vrai/faux concernant l'histoire des idées mais de comprendre le fonctionnement de ces

[141] *Ibid.*, p. 55.
[142] *Ibid.*, p. 58.
[143] LAGROYE (Jacques), (1985), *op. cit.*, p. 443.
[144] « Dix thèses sur le marxisme aujourd'hui », *in :* KORSCH (Karl) (1923), *Marxisme et philosophie*, trad., présenté par Kostas Axelos, Paris, Editions de Minuit, 1964, 191p.

idées.[145] La notion d'idéologie est donc, pour résumer, de moins en moins attachée aux idées de « l'adversaire » et de moins en moins instrumentalisée pour les dénoncer, même si l'idée de domination demeure attachée au terme. D'une manière générale, l'idéologie, sans critère de vérité ou de fausseté, pour paraphraser Raymond Boudon[146], est de plus en plus considérée sous les angles de la légitimation, de la transmission et de la domination (chez les marxistes pour ce dernier terme).

Les sciences politiques et la sociologie politique ont également beaucoup produit et réfléchi sur cette caractéristique et cette fonction de diffusion idéologique. Frédéric Bon, par exemple, dans ces études sur le discours politique, fait intervenir au premier plan l'intervention des idéologies qui « structurent le discours des agents » tout en organisant « une vision du monde en fonction ou en vue de notions politiques »[147] :

> « Les idéologies politiques assignent à la rhétorique des fonctions différentes. Les figures du discours mettent en contact les catégories idéologiques avec celles de la pensée commune pour permettre leur diffusion et leur manipulation ; elles les transforment pour les rendre possibles, ou, au contraire, limiter les investissements dont elles peuvent être l'objet. »[148]

Idéologie, rhétorique, « pensée commune » ou « sens commun » sont en effet les maîtres mots de la transmission idéologique, destinées, selon les définitions des politistes et de quelques sociologues, à légitimer le pouvoir, « faire croire » en « faisant voir » et en niant, *a priori*, les arguments et visions contraires (celles de « l'adversaire »). Cette fonction et cet aspect communicationnels et de diffusion propres à l'idéologie rejoignent d'ailleurs nos considérations précédentes : l'idéologie est transmise (par la parole, les symboles) pour justement, légitimer la domination et l'ordre du pouvoir ou encore l'accès au pouvoir (« Dans la théorie de l'idéologie comme produit d'un intérêt, les hommes recherchent le pouvoir »[149]). Ce faisant, tout en essayent de convaincre, elle appelle dans tous les cas à une mobilisation (par l'acceptation et l'appropriation par les masses et les individus des valeurs et de la « vision du monde » qu'elle véhicule).

Notre objet d'étude, le discours politique sur la ville, possède justement l'intérêt de baser l'idée sur la communication et de lier fortement l'idéologie et sa transmission. Les discours, programmes et critiques politiques constituent en effet des exemples privilégiés d'une pensée voulant « imposer sa vérité », persuader le sens commun, au point, bien souvent, de lui apporter différentes vérités contradictoires en fonction des intérêts que l'idéologie veut ou doit défendre. Ainsi, Joseph Gabel écrit-il en 1970, qu'il « existe une aliénation du langage politique, qui s'insère dans les

---

[145] MANNHEIM (Karl), (1929), *op. cit.*
[146] BOUDON (Raymond) (1986), *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Editions du Seuil, 1992.
[147] BON (Frédéric), « Langage et politique », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 3 : *L'Action politique*, Paris, PUF, 1985, p. 547.
[148] *Id.*, p. 561.
[149] SCHEMEIL (Yves), (1985), *op. cit.*, p. 287.

processus généraux de l'aliénation à la fois comme cause et comme effet » et que « le langage idéologique cristallise les liens entre idéologie et aliénation ».[150]

6 - Échapper à l'idéologie dans la définition du concept d'idéologie

Rares sont les penseurs, nous l'avons vu, qui ont abordé l'idéologie sans se référer au marxisme, au néo-marxisme et à la lutte des classes. Parmi ceux dont nous avons étudié les conceptions, seuls Karl Mannheim (pourtant influencé par le marxisme, notamment par Lukács), Raymond Aron ou plus récemment Paul Ricœur se démarquent. Il en va de même pour Raymond Boudon, qui sera l'un des seuls sociologues, avec Joseph Gabel, à reprendre d'une manière se voulant exhaustive les définitions existantes de l'idéologie pour construire sa propre définition sociologique, en s'appuyant sur Max Weber selon lequel, pour « expliquer une phénomène social, quel qu'il soit, il [faut] tenter de le ramener aux comportements individuels qui en sont la cause, et considérer d'autre part ces comportements comme "rationnels". »[151] Pour Boudon, d'une manière générale, « les idéologies sont un ingrédient naturel de la vie sociale [Cf. Althusser] ; […] [elles] surgissent non pas bien que l'homme soit rationnel, mais parce qu'il est rationnel».[152] Cet auteur libéral définit l'idéologie comme une « doctrine reposant sur une argumentation scientifique et dotée d'une crédibilité excessive ou non fondée. »[153] Boudon renie cependant la définition de l'idéologie comme « idée de l'adversaire » qui revient, selon lui à tomber dans une « théorie idéologique de l'idéologie »[154] (que l'on pourrait attribuer à Marx, par exemple, et à sa vision d'une idéologie bourgeoise imposée au prolétariat) même si, convient-il, une neutralité totale et objective est impossible dans l'entreprise de compréhension de l'idéologie. Il insiste cependant sur l'aspect « faux » ou « déformant » propre à l'idéologie qui se construit pourtant – ou s'exprime – par un discours, une argumentation ou une rhétorique pseudo-scientifique. Chaque idéologie émise et diffusée veut imposer « sa » vérité. Déformation de la réalité (la « praxis » des marxistes) et contraire de la connaissance (de la science et de la théorie althussériennes) sont ici rassemblés en une même conception de l'idéologie.

Cet auteur oppose en fait synthétiquement deux visions préalables de l'idéologie – une marxiste et une non-marxiste – qu'il croise avec deux autres variables – l'une avec « référence au critère du vrai et du faux » (la « fausse conscience » s'opposant à la vérité objective), et l'autre « sans référence au critère du vrai et du faux ».[155] Dans sa typologie, Lénine et Althusser se séparent ainsi de Marx, qui se retrouve dans la première catégorie (« idéologie comme science fausse »), et rentrent dans la seconde conception (« idéologie comme arme de la lutte des classes » pour le premier

[150] GABEL (Joseph) (1970), *Idéologies*, Tome 1, *op. cit.*, 1974, p. 50.
[151] BOUDON (Raymond) (1986), *op. cit.*, p.11.
[152] *Id.*, p. 22.
[153] *Id.*, p. 52.
[154] *Id.*, p. 20.
[155] *Id.*, p. 37.

et idéologie comme « atmosphère indispensable à la respiration sociale » pour le second, sans référence aux critères de vérité ou de fausseté[156]). Pour Marx, l'idéologie serait donc synonyme d'aliénation des masses, contrairement à Lénine ou Althusser, chez lesquels l'idéologie serait un mal nécessaire (mais pour des raisons différentes : car instrument pour l'un, et inévitable pour l'autre).

Toujours selon Boudon, dans la tradition non marxiste, Raymond Aron (« Idéologie relevant indirectement du vrai et du faux »[157]) et le sociologue américain Talcott Parsons (« idéologie comme déviation par rapport à l'objectivité scientifique ») se distinguent de l'anthropologue Clifford Geertz (« idéologie comme action symbolique ») et d'Edward Shils (« idéologie comme type particulier de croyances »). Boudon se positionne de toute évidence au côtés des théoriciens de l'idéologie qui définissent celle-ci avec référence au vrai et au faux, aux idées fausses et aux idées reçues, déviant du discours et de la pensée scientifique, donc, indirectement de la rationalité humaine. Ce qui manque peut-être à la classification de Raymond Boudon et à son tableau, à côté des catégories dichotomiques « marxiste/non marxiste » et « référence à la vérité et fausseté/non référence à la vérité et fausseté », ce sont les catégories « idéologie comme système de pensée conservatrice/idéologie non obligatoirement conservatrice », qui divisent aussi les penseurs de l'idéologie, marxistes et non marxistes confondus.

Enfin, un peu à la manière de Raymond Boudon et de Joseph Gabel, le philosophe Paul Ricœur élaborera, à la fin des années quatre-vingt, une tentative de classification compréhensive du concept d'idéologie (et de celui d'utopie), mais sur un plan cette fois plus philosophique que sociologique.[158] A l'instar de Mannheim, il essaie d'entrevoir les deux concepts (idéologie et utopie) en insistant sur ce qui les réunit et sur ce qui les sépare. Le cadre conceptuel commun qui réunit idéologie et utopie se situe ainsi au niveau de l' « imagination [ou « imaginaire »] sociale [et/ou] culturelle ».[159] Leurs points communs résident dans le fait que chacune possède un côté « positif » et « négatif », qu'elles sont « non-congruentes » (Mannheim) avec la réalité et qu'elles abordent toutes deux, et à leur manière, la question du pouvoir.[160] Comme Boudon et Gabel, il prend comme point de départ les définitions de divers auteurs (Marx, Althusser, Mannheim, Weber, Saint-Simon, Fourier). Encore une fois, nous ne serons pas exhaustifs sur l'analyse de ces réflexions. Nous essaierons simplement brièvement d'en dégager les points qui nous semblent importants pour la suite de notre travail.

---

[156] On a pourtant vu, et Paul Ricœur le note également, que la position d'Althusser était plus complexe que ce schéma ne le laisse entendre. Celui-ci oppose l'idéologie à la science (marxiste) tout en constatant qu'une science et une théorie « pures » demeurent impensables et que nul ne peut échapper à l'idéologie. L'idéologie s'oppose donc à la connaissance et est synonyme de fausseté.
[157] Nous émettons, quant à nous des réserves sur cette catégorisation de la pensée de Raymond Aron qui, selon nous, réfute le caractère de fausseté attaché à l'idéologie.
[158] RICŒUR (Paul) (1986), *L'Idéologie et l'utopie*, *op. cit.*, 2005.
[159] *Id.*, p. 17.
[160] *Id.*, pp. 17-19.

Les côtés négatifs de l'idéologie, que Ricœur tire de son travail synthétique et qu'il compare à un « tableau » reflétant la réalité, sont « la légitimation » et la « distorsion » (de la réalité) alors que son coté positif réside dans le maintien et la constitution de « l'identité », de « l'identification » ou de « l'intégration » d'un groupe ou d'un individu.[161] Pour l'utopie, qu'il assimile à la « fiction », ils sont respectivement la « fantasmagorie » (le caractère « irréalisable », de « fuite »), le caractère d' « alternative au pouvoir en place » (mais se déroulant sur son plan et le plaçant en premier déterminant), et, pour le côté positif « l'exploration des possibles » de la réalité.[162] L'imaginaire social et culturel se compose donc à la fois de l'utopie « subvertissant l'ordre établi » et de l'idéologie, visant la « préservation » de cet ordre[163], de sorte que « nous sommes toujours pris dans cette oscillation entre idéologie et utopie.»[164]

Ainsi, l'idéologie servirait entre autre à la construction de l'identité du sujet et à son maintien, tout en posant, comme l'utopie dont nous reparlerons, la problématique du pouvoir, et de ce fait, de la domination (mais, contrairement à elle, en légitimant ce pouvoir) :

> « La fonction la plus radicale de l'utopie est inséparable de la fonction la plus radicale de l'idéologie est que toutes deux rencontrent le même point crucial, celui de l'autorité. Si toute idéologie tend ultimement à légitimer un système d'autorité, toute utopie, le moment de l'autre, ne doit-elle pas s'affronter au problème du pouvoir ? Ce qui est en fin de compte en cause dans l'utopie, ce n'est pas tant la consommation, la famille ou la religion, mais l'usage du pouvoir dans chacune de ces institutions. Et l'utopie n'est-elle pas rendue possible parce qu'il existe un problème de crédibilité dans tous les systèmes de légitimation et d'autorité ? […] Le point d'inflexion de l'idéologie, celui où sa fonction intégratrice se retourne en distorsion, est donc celui de l'utopie. C'est pourquoi je prêterai une grande attention aux questions du pouvoir et de la domination dans l'utopie, en demandant qui détient le pouvoir dans telle utopie et comment la question du pouvoir y est subvertie. » [165]

La dernière remarque réside dans le fait que certains auteurs marxistes ne s'embarrassent toutefois pas de cette distinction mannheimienne entre une utopie – arme des dominés et tournée vers le changement, progressiste – et une idéologie – armes des dominants et orientée vers la préservation de l'ordre existant, conservatrice. Henri Lefebvre, par exemple, peut parler d'idéologie « du changement (de la modernité) ».[166] Notons toutefois que, chez cet auteur, comme chez d'autres, marxistes ou non, l'idée d'utopie demeure méliorative et celle d'idéologie assez péjorative. Ici, même orientée vers le changement, l'idéologie désigne un instrument propre aux « classes dominantes ». Plus que cela, sous des apparences de changement et de mouvement, l'idéologie – ici celle « de la

---

[161] RICŒUR (Paul) (1986), *L'Idéologie et l'utopie, op. cit.*, 2005, pp. 350-351 et 406-409. On a déjà abordé cette fonction sociale de l'idéologie avec la définition du politiste Jacques Lagroye, *Supra.*
[162] *Id.*, pp. 406-409.
[163] *Id.*, p. 408.
[164] *Id.*, p. 409.
[165] *Id.*, p. 37.
[166] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 144.

modernité » – ne pourrait constituer qu'un « masque » destiné à préserver l'ordre existant (la domination, l'exploitation, l'aliénation, les hiérarchies sociales) sous prétexte de prétendre vouloir le transformer ou le faire évoluer – par la technique, la science, la raison, la « fausse » utopie, etc. ; désarmant de même coup une possible « utopie » capable de proposer une alternative au système. L'idéologie pourrait donc prendre l'apparence d'une utopie sans pourtant changer de caractéristiques, mais seulement de termes.

Parmi ce flou et cette multitude de définitions plus ou moins récentes et parfois contradictoires du terme, établir une définition de l'idéologie ne s'appuyant pas strictement sur les auteurs marxistes et néo-marxistes, déjà souvent en contradiction les uns avec les autres, n'est donc pas chose aisée. Nous dirons pour l'instant que nous entendrons par le terme « idéologie » **un système collectif de représentation de la réalité politiquement orienté (Marx, Althusser, Ricœur), conscient ou non, à caractère stratégique (Lefebvre, Bourdieu), soit tourné vers l'action (que celle-ci soit à but conservateur ou non) (Aron, Bourdieu) ou à fonction justificatrice des actions ou légitimatrice (Mannheim, Marcuse, Habermas, Ansart). L'idéologie est diffusée et transmise par le discours, les symboles ou la propagande (Gramsci, Marcuse, Châtelet, Habermas, Bourdieu). Elle joue sur l'identité des groupes sociaux qui l'émettent, la relaient ou la subissent passivement (en la légitimant, en participant à sa constitution et à son évolution) (Ricœur, Lagroye) ainsi que sur leur rapport à la réalité (notamment leurs représentations, pratiques sociales et rapports sociaux). Ce système globalisant à fonctions sociales (Gramsci, Bourdieu, Ricœur, Boudon) véhiculant pratiques, valeurs et comportements, apporte une « vision de monde » globale (sans laquelle elle n'existerait pas et dont elle est, d'une certaine manière, issue), bien que défendant et servant des intérêts particuliers (Marx, Lénine, Mannheim, Gabel, Bourdieu, Habermas). Mais la majeure partie de la société n'y échappe pas (Althusser).** L'idéologie observe également un rapport particulier à la « vérité » et à la « réalité » (Althusser), chacune, – consciemment ou inconsciemment de la part de ceux qui l'émettent, la relaient ou se l'approprient –, voulant imposer « sa » vérité (Bourdieu), ou du moins, étant persuadée de son bien fondé par rapport aux idéologies concurrentes, en se basant, comme l'analysèrent Habermas et d'autres, sur un discours scientifique ou pseudo-scientifique, ou du moins sur une argumentation se voulant rigoureuse et « rationnelle ». C'est particulièrement le cas, chez Habermas, pour le discours techniciste et progressiste, – pour l'idéologie « technocratique »–, mais aussi, rajouterons-nous pour le discours politique en général. Nous tirons aussi comme enseignement des définitions analysées qu'au terme idéologie peut être associée la concurrence, impliquant la hiérarchie et donc la domination de certaines idéologies sur d'autres dans un système social donné (Marcuse, Bourdieu, Habermas, Lefebvre, Ricœur), c'est-à-dire en fonction des cadres sociaux d'émission (la hiérarchie sociale entraînant la hiérarchie des idéologies). La « vision du monde » n'est pas l'idéologie : cette dernière ne recouvre pas totalement la première, qu'elle véhicule mais dont elle est issue (Gabel). Il existe également des idéologies parcellaires, se

rattachant à un objet en particulier. Enfin, l'idéologie, dans les définitions retenues, est le plus souvent conçue comme visant la préservation de l' « ordre existant », c'est-à-dire, en l'occurrence, de l'ordre social, économique, politique (du pouvoir) bien qu'orientée vers l'action (Mannheim, Gabel, Bourdieu). Nous tiendrons que peu compte de cette vision, tout embourbée qu'elle est dans des travers « idéologique ». Nous avons vu en effet combien il était nécessaire de relativiser à partir des définitions de certains politistes : à titre d'exemple, le « communisme », souvent qualifié d'idéologie par les politistes, n'en demeure pas moins, théoriquement, orienté vers le changement socio-économique : on aurait du mal à le qualifier de conservatisme, surtout pour ce qui concerne la période pré-stalinienne. En ce qui concerne ses liens avec le « pouvoir », pour reprendre les termes de Bourdieu, nous préfèrerons quant à nous parler de légitimation (symbolique des représentations, des actions, et de son existence même). Mais l'idéologie n'est pas le propre du pouvoir. Il faudrait plus judicieusement parler, dans ce cas, d'idéologie « dominante ».

Au vu de cette définition provisoire et opératoire, et avant d'entrer plus avant dans notre sujet, nous allons à présent ainsi nous attacher à démontrer qu'il existe – à proprement parler – une « idéologie urbaine » s'attachant à l'objet ville, à ses aspects matériels et sociaux, à l'urbanisation et au mode de gestion urbaine. Il convient donc de définir maintenant ce que nous entendrons par « idéologie urbaine ». Pour cela, nous ferons de nouveau un rapide tour d'horizon de ce que divers auteurs, dans les années soixante et soixante-dix, entendent par ce terme, de manière à forger nous même notre définition, notre méthodologie d'approche et le cadre conceptuel que nous prendrons comme point de départ. A priori, nous considèrerons l'idéologie urbaine comme un « système global d'interprétation » de la ville (prise comme une totalité) et de l'urbanisme, visant les projets et perspectives propres d'un groupe ou d'un individu et relayée, transmise et communiquée. Mais cette définition demeure, rappelons-le, une définition opératoire.

Nous verrons ainsi dans le chapitre suivant que les sociologues abordant la question des idéologies urbaines, pour la plupart des marxistes, conjugueront eux aussi ces idées de domination, de légitimation des actions, de préservation des intérêts bourgeois et de mystification avec le concept d'idéologie. Mais avant cela, il serait absurde de ne pas aborder l'acception de l'idéologie de Lucien Goldmann (1913-1970), inclassable car transversale. Sans en donner une réelle définition, ce sociologue– pour qui, « faire de la sociologie, c'est étudier les groupes humains dans leur devenir, dans leurs projets, dans les transformations qu'ils produisent dans le monde et sur eux-mêmes, transformations compréhensibles à partir de leurs aspirations et de leurs intérêts »–[167], nous donne en effet, à partir des années soixante, une méthode primordiale pour appréhender l'idéologie :

[167] GOLDMANN (Lucien), « Les Sciences humaines doivent-elles intégrer la philosophie ? » (1968), *in : Epistémologie et philosophie politique. Pour une théorie de la liberté*, Paris, Denoël/Gonthier, 1978, p. 167.

> « Tous les groupes fondés sur des intérêts économiques communs ne constituent […] pas des classes sociales. Il faut encore que ces intérêts soient orientés vers une transformation globale de la structure sociale (ou, pour les classes « réactionnaires », vers le maintien de globale de la structure actuelle), et qu'ils s'expriment ainsi sur le plan idéologique par une vision d'ensemble de l'homme actuel, de ses qualité, de ses défauts, et, par un idéal, de l'humanité future, de ce que doivent être les relations de l'homme avec les autres hommes et avec l'univers. Une vision du monde, c'est précisément cet ensemble d'aspirations, de sentiments et d'idées qui réunit les membres d'un groupe (le plus souvent, d'une classe sociale) et les oppose aux autres groupes. […] Si l'individu n'a que rarement une conscience vraiment entière de la signification et de l'orientation de ses aspirations, de ses sentiments, de son comportement, il n'en a pas moins toujours une *conscience relative*.[…] [La conscience collective] est la tendance *commune* aux sentiments, aspirations et pensées des membres [d'un même groupe], tendance se développant précisément à partir d'une situation économique et sociale qui engendre une activité dont le sujet est la communauté, réelle ou virtuelle, constituée par [ce groupe]. »[168]

La « vision du monde », qui donne naissance aux idéologies, par les intérêts et aspirations qui caractérisent un groupe social à un moment donné, dans une situation, une position sociale et une infrastructure économique données, est « un phénomène de conscience collective ».[169] Ce dernier est orienté vers l'action ou justifie cette action et constitue « un instrument conceptuel » permettant d' « [intégrer] la pensée des individus à l'ensemble de la vie sociale ».[170] Il faudra enfin « chercher la racine des éléments communs de la pensée officielle et oppositionnelle dans la réalité sociale et historique de l'époque […] [et] rendre compte aussi des facteurs sociaux qui se trouvent à l'origine de ces incursions idéologiques. »[171] L'individu subit donc la conscience collective (est influencé par elle) et les penseurs, les producteurs d'idéologie, ne font que cristalliser cette vision du monde groupale. C'est donc de l'étude de ces visions du monde collectives, historiquement et socialement déterminées (et de leur rapport à la réalité) qu'il faut partir pour analyser les idéologies (servant les intérêts et aspirations, parfois, d'ailleurs, en contradiction). En cela, Goldmann se rapproche méthodologiquement à la fois :

- de la sociologie durkheimienne qu'il dénonce toutefois, la volonté d' « étudier les faits sociaux comme des choses », « de l'extérieur » et objectivement lui semblant naïve,

---

[168] GOLDMANN (Lucien) (1959), *Le Dieu caché. Etudes sur la vision tragique dans les* Pensées *de Pascal et dans le théâtre de Racine*, Paris, Gallimard, 1976, p. 26-27.
[169] *Ibid.*, p. 29.
[170] *Ibid.*, p. 28.
[171] GOLDMANN (Lucien), « Idéologie et marxisme » (1969), *in : Epistémologie et philosophie politique. Pour une théorie de la liberté*, *op. cit.*, pp. 114-115.

- de la sociologie de la connaissance de Mannheim, tout en réfutant la fonction et le caractère extérieur de « l'intelligentsia sans attaches » de Mannheim[172] au nom des intérêts économiques auxquels ils n'échappent pas et qui sont selon lui déterminant dans le processus idéologique[173],

- et de la conception marxiste, par l'insertion du concept d'idéologie dans la problématique de la lutte des classes – consciente ou non, mais en tous les cas instrument primordial de celle-ci (tout en réfutant également le concept lukacsien de « conscience possible »[174] du prolétariat révolutionnaire, qui dans un futur proche et de manière idéale, priverait celui-ci de toute idéologie en l'élevant au niveau de la totalité sociale en abolissant les classes, et ce, pour les mêmes raisons que précédemment avec « l'*intelligentsia* sans attaches ». Aucune classe ou groupe ne possède le privilège ou le monopole, même en devenir, de la « connaissance » sans idéologie ou de « l'esprit absolu de Hegel ».[175] Notons que Goldmann intègre ici la différence hégélienne entre « classe en soi » et « classe pour soi » en désignant par classe sociale, un groupe d'individu ayant certes des intérêts et une situation économique et sociale relativement communs, mais aussi et surtout une conscience de lui-même en tant que groupe, et par rapport aux autres groupes.[176] Les idéologies déterminant – ou plutôt servant – l'action, cette dernière, en retour, les fait évoluer en transformant l'infrastructure, la réalité sociale (la « praxis ») et la structure sociale. Mais, d'une manière plus fondamentale,

> « Le comportement étant un fait social *total*, les tentatives de séparer ses aspects "matériels" et "spirituels" ne peuvent être, dans le meilleur des cas, que des abstractions provisoires impliquant toujours de grands dangers pour la connaissance. C'est pourquoi le chercheur doit toujours s'efforcer de retrouver la réalité totale et concrète, même s'il sait ne pas y parvenir que d'une *manière partielle et limitée*, et, pour cela, *intégrer, dans l'étude des faits sociaux, l'histoire des théories sur ces faits* et, d'autre part, *lier l'étude des faits de conscience à leur localisation historique et à leur infrastructure économique et sociale*. »[177]

Nous retrouvons ici la volonté méthodologique mannheimienne visant à ne pas séparer les idées et systèmes d'idées de leurs contextes historiques, sociaux et politiques. Ceci est moins évident mais plus propre à la discipline sociologique, des cadres sociaux d'émission de ceux-ci. Cette considération reste bien sûr valable appliquée à la discipline sociologique elle-même. Le sociologue se

---

[172] Cette critique de Mannheim est également présente chez Joseph Gabel.
[173] « En fait, on ne voit pas pourquoi les intellectuels, dans la mesure où ils expriment dans leurs ouvrages non seulement la pensée des autres groupes mais aussi leur propre *caractère social d'intellectuels*, auraient, pour cela, une perspective moins partielle que celle de n'importe quel autre groupe professionnel, avocats, prêtres, cordonniers, etc. Comme ceux-ci, ils appartiennent à une classe sociale, à une nation, etc., et ont des intérêts économiques généraux, particuliers et individuels. », *in :* GOLDMANN (Lucien) (1952), *Sciences humaines et philosophie* suivi de *Structuralisme génétique et création littéraire*, Paris, Editions Gonthier, 1966, p. 52.
[174] LUKÁCS (György) (1923), *Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste*, traduit de l'allemand par Kostas Axelos et Jacqueline Bois, Paris, Les Editions de minuit, 1995.
[175] GOLDMANN (Lucien) (1952), *Sciences humaines et philosophie, op. cit.*, 1966, p. 52.
[176] LUKÁCS (György) (1923), *Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste*, traduit de l'allemand par Kostas Axelos et Jacqueline Bois, Paris, Les Editions de minuit, 1995.
[177] GOLDMANN (Lucien) (1952), *Sciences humaines et philosophie, op. cit.*, 1966, p. 34.

situe dans sa position sociale et dans un contexte donné et se doit, par-là même, d'effectuer un travail réflexif s'il prétend à l'objectivité. À la différence de Gurvitch et de Mannheim, ce n'est pas à une sorte de déterminisme contextuel ou social que Goldmann fait référence mais plutôt aux intérêts (de classe) qui seraient déterminés socialement et économiquement. Bien que rappelons-le, il n'y ait, chez Mannheim, qu'une « corrélation fonctionnelle » entre le système de représentations individuelles ou groupales et la situation socio-historique. Goldmann se veut lui plus relativiste encore. Tout du moins propose t-il un subterfuge pour éviter ce risque, à partir du marxisme et des « intérêts », de la « conscience de classe ». Enfin, c'est à l'histoire des « théories » sur les faits concrets et matériels (dont les faits sociaux), que l'auteur recommande de s'attacher, autrement dit, à l'histoire des idées. Les idées particulières que nous étudierons s'inscrivent par exemple dans un moment particulier de cette histoire des idées sur l'espace, mais pas seulement, – avec ses consensus, ses conflits, ses influences et ses échanges –, qu'il conviendra de retranscrire systématiquement. Détailler les cadres sociaux, historiques, intellectuels d'émission, de développement, de réception, les « horizons d'attente »[178], des idéologies ne constituent pas un objet d'étude en soit. Il est simplement un instrument inévitable pour l'étude compréhensive de celles-ci. Autrement dit, les questions à ne pas occulter sont : Qui parle ? D'où ? Quand ? Dans quels contextes intellectuel, politique et urbanistique ? Dans quel but ? Avec quels objectifs ? A qui ? Quels sont ses intérêts ? En quoi son discours s'adapte aux « récepteurs », à une demande et une attente sociales ? En quoi ce discours se distingue des autres discours, voire du discours dominant ? Qu'a-t-il d'original ? De consensuel ? Quels sont les facteurs de son succès ou de son échec éventuels ? Ces questions primordiales servent bien sûr à éviter les jugements de valeur et « l'idéologie » elle-même et à se rapprocher de l'objectivité.

II - Les idéologies urbaines et l'utopie

Les sociologues qui s'intéressent à la ville et à l'urbain, notamment les marxistes, seront nombreux, après Lefebvre et à partir des années soixante, à essayer de développer ou à se servir du concept d'idéologie en l'appliquant à la question urbaine, que ce soit pour analyser la pensée des décideurs, des urbanistes, architectes, et autres « technocrates », ou des habitants et des citadins eux-mêmes.

Si l'on prend une définition récente de l'idéologie par un chercheur sur la ville comme point de départ, celle d'une idéologie comme « discours construit sur le social, avec un contenu structuré, un plein de sens, des énoncés précis, des propositions et des solutions »[179], on voit déjà qu'appliquée au discours sur la ville, l'idéologie renvoie avant tout au social. Elle est aussi porteuse de significations,

---

[178] JAUSS (Hans Robert) (1978), *Pour une esthétique de la réception*, trad., Paris, Gallimard, 1990.
[179] CHALAS (Yves), *L'Invention de la ville*, Paris, Anthropos, 2000, p. 164.

performatives, visant l'action en convainquant de sa nécessité et de la nécessité de son résultat. Elle est convaincante, sûrement, pourrons-nous extrapoler, par la construction d'un discours rationnel, aux « énoncés précis » et possédant une logique interne propre et presque sans failles (Cf. Habermas, plus sur le discours idéologique). Par exemple, à un état des lieux sur le fait social, à un constat orienté (et parfois sélectif dans les éléments retenus de la réalité sociale) et en fonction d'intérêts particuliers (mais qu'importe), découlent logiquement les « propositions » et « solutions » visant une perspective particulière et entraînant les résultats escomptés concernant le fait social (et/ou spatial).

1 - Idéologie spatiale et espace idéologique : l'instrumentalisation politique de l'espace

Déjà, dans sa préface à l'étude de l'Institut de sociologie urbaine sur l'habitat pavillonnaire en 1966, Henri Lefebvre définissait l'idéologie comme « un ensemble de représentations. Rien de plus, rien de moins », en ajoutant cependant qu' « un ensemble de représentations justifie, explique, parachève un mode d'existence social ; il ne peut le créer pratiquement et ne coïncide pas avec lui. »[180] Selon lui, l'idéologie (ici, pavillonnaire « de la propriété »), « ne va pas sans une aliénation et à la limite une "réification" », « cas extrême de l'aliénation ». Plus que cela, Lefebvre revient, avec cet exemple, sur le rôle de vecteur de significations propre à l'idéologie. L'idéologie urbaine, comme système de représentations, porterait donc également en elle un système de significations de la réalité sociale et de la réalité spatiale, ce qui n'est pas très éloigné de la conception de Marx ou même Mannheim, pour qui l'idéologie possède une fonction interprétative mais aussi, par voie de conséquence, signifiante par rapport à la réalité. Elle impose, « surdétermine », la représentation et la signification que l'on donne aux « choses » (ici, le pavillon, la figure du propriétaire et la propriété privée).

Enfin, cette idéologie pavillonnaire a selon lui été produite par « une stratégie politique » et « réceptionnée plus ou moins complètement, pour des raisons et motivations différentes, selon les groupes et les classes »[181], de sorte que les « aspirations » de ces groupes et classes viennent de cette idéologie pavillonnaire et du statut de propriétaire. On retrouve ici le rapprochement lefèbvrien entre idéologie et aliénation, entre idéologie et stratégie, ce qui l'oppose à Althusser : les groupes dominant produisent stratégiquement et consciemment des idéologies pour leurs propres intérêts (la paix sociale), idéologies qui s'imposent aux classes dominées en faisant évoluer leurs aspirations, leurs besoins et leurs représentations, et, dans une moindre mesure, leurs pratiques.

Revenant plus tard sur la notion d'idéologie d'une manière plus théorique, Lefebvre déclare:

---

[180] LEFEBVRE (Henri), « Préface », in : RAYMOND (Henri), HAUMONT (Nicole), DEZES (Marie-Geneviève) et HAUMONT (Antoine) (1966), *L'Habitat pavillonnaire*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 20-22.
[181] *Ibid.* Les membres de l'ISU ne partagent d'ailleurs pas tout-à-fait cette vision de l'idéologie pavillonnaire de Lefebvre, au regard de lu contenu de leur ouvrage.

« La notion d'*idéologie*, frappée d'obsolescence, périclite même si la théorie critique admet encore sa nécessité. Jamais ce concept ne s'élucida ; on en a abusé : idéologie marxiste, idéologie bourgeoise, idéologie prolétarienne, révolutionnaire, socialiste, etc. – distinctions incongrues entre l'idéologie en général et les idéologies particulières [attaque contre Mannheim et la sociologie de la connaissance matinée de psychologisme en général ?], entre "appareils idéologiques " [Althusser ?] et institutions du savoir [Bourdieu ?], etc. Qu'est-ce qu'une idéologie sans un espace auquel elle se réfère, qu'elle décrit, dont elle utilise le vocabulaire et les connexions, dont elle contient les codes ? Que serait l'idéologie religieuse, en l'espèce judéo-chrétienne, si elle ne se basait pas sur les lieux et leur nom : l'église, le confessionnal, l'autel, le sanctuaire, la chaire, le tabernacle, etc. ? Que serait l'Eglise sans les églises ? L'idéologie chrétienne, véhiculant un judaïsme reconnaissable et méconnu (Dieu le père, etc) a créé des espaces qui assurent sa durée. **Plus généralement, ce que l'on nomme "idéologie" n'acquiert de consistance qu'en intervenant dans l'espace social, dans sa production, pour y prendre corps**.[182] En soi, ne consisterait-elle pas surtout en un discours sur cet espace ? […] L'idéologie, en tant que distincte du savoir, se caractérise par la rhétorique, le métalangage, donc le verbiage et l'élucubration […] Plus encore : idéologique et logique peuvent se confondre, dans la mesure où la recherche obstinée d'une cohérence et d'une cohésion extirpe les contradictions par le haut – information et savoir – et par le bas, l'espace de la vie quotidienne. Une *représentation de l'espace* a pu mêler idéologie et connaissance au sein d'une pratique (sociale-spatiale). Ainsi, typiquement, la perspective classique. De même, aujourd'hui, l'espace des planificateurs, celui de la localisation qui attribue à chaque activité un lieu ponctuel [le *zoning*, la séparation des fonctions du mouvement moderne]. L'idéologie et le savoir mal discernables entrent dans le concept plus large de *représentation*, qui supplante dès lors celui d'idéologie. Ce concept peut servir d'instrument (opératoire) pour l'analyse des espaces ainsi que des sociétés qui les ont générés et se saisissent d'eux. »[183]

Cette longue citation possède le mérite de mettre en avant le rôle de l'espace dans l'idéologie, comme référent, producteur ou instrument, et d'aborder l'idéologie spatiale en général. Il ne peut y avoir d'idéologie durable ou pérenne sans référence à l'espace – de même qu'il ne peut y avoir d'espace sans idéologie (ou « représentation »). Cependant, l'espace ne peut être qu'un instrument –un prétexte, un outil ou un support – de l'idéologie tout autant que celle-ci peut être induite par l'espace (social), qui, ne l'oublions pas, dans l'esprit de l'auteur, est une production sociale. L'espace social, en tant que tel, engendrerait donc des idéologies, tout autant qu'il pourrait être saisit par elles, voire même « créé » par elles.

Lefebvre préfère quant à lui parler dorénavant de « représentations» au lieu d'idéologies, terme selon lui obsolète et trop indéfini. Les « savoirs » (la science, la connaissance) et l'idéologie sont pour lui trop souvent confondus (par exemple, dans l'urbanisme à la fois science et idéologie[184]).

---

[182] Nous soulignons.
[183] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, pp. 54-56.
[184] Cette conception de l'urbanisme traverse toute l'œuvre de Lefebvre sur l'espace, voir par exemple *La révolution urbaine*, *op. cit.*, 1970.

De notre côté, nous continuerons à employer le terme d'idéologie comme « système de représentations ». En effet, le terme de « représentation» de Lefebvre renvoie tantôt à l'espace *conçu*, celui des aménageurs et des planificateurs, voire des savants et politiques[185], tantôt à l'espace *vécu*. Le risque est important de les séparer ou de les confondre l'un et l'autre, surtout lorsque l'on aborde, rappelons-le, des systèmes de représentation socialement déterminés. Ce terme se trouve donc être trop restrictif pour aborder les idéologies dont nous voulons parler, touchant à la fois les représentations de l'espace et « les espaces de représentation » (l'espace *vécu*), même si notre objet concerne essentiellement l'espace conçu, qui, comme on le verra, et comme le dit Lefebvre lui-même, mêle représentations de l'espace et espaces de représentations.[186] Le « concepteur » d'espace, qu'il soit architecte, technocrate ou urbaniste, possède bien évidemment un espace de représentation, propre à sa « culture » (qui réunit conçu et vécu)[187], à son vécu lui-même et à sa formation professionnelle qui creuse l'écart avec le sens commun. Notre objet d'étude, les discours politique sur la ville, exprime directement, nous le verrons, cet enchevêtrement des espaces de représentation et des représentations de l'espace au sens de Lefebvre.

Henri Lefebvre constitue véritablement le penseur qui, le premier, fait le lien entre le concept d'idéologie et celui d'espace. Il est le premier à relier les systèmes de représentations politiquement orientées à l'espace urbain. L'espace urbain est le médiateur d'idéologies tout autant qu'il est produit par elles (ou du moins qu'elles contribuent à la produire). Nous n'irons cependant pas jusqu'à dire, comme Lefebvre, qu'il n'y a pas d'idéologie sans espace et que toute idéologie est spatiale, mais comme lui ou, plus tard, comme le géographe Marcel Roncayolo, nous partons du principe que « les idéologies […] commandent l'organisation et la représentation de la ville »[188], et qu'il y a conflit entre ces idéologies. Avec ce dernier, nous pouvons nous demander :

> « Comment ce système d'idées [l'idéologie urbaine des concepteurs] s'inclut-il dans un système plus général de représentations [leur idéologie] qui va de l'espace concret à l'interprétation générale du monde [*weltanschauung*], que cette interprétation soit mythique, s'appuie sur la science ou se développe en philosophie ? Quels sont, d'autres part, les porteurs de ces idées, ou du moins ceux qui les expriment et en conduisent l'application : classes dominantes, élites dirigeantes, professionnels de la ville et par quels rapports sont-ils liés ? Enfin, quelles sont les représentations de la ville qui viennent des habitants, des utilisateurs : acteurs passifs ou bien seraient-ils des "dominés", capables de modifier, par leurs pratiques, le sens accordé aux objets et aux emplacements urbains ? Questions qui débordent

---

[185] LEFEBVRE (Henri), *La Production de l'espace*, *op. cit.*, pp. 48-49.
[186] « Que le vécu, le conçu, le perçu se rejoignent, de sorte que le « sujet », le membre de tel ou tel groupe social, puisse passer de l'un à l'autre, sans s'y perdre, cela s'impose. », *in :* LEFEBVRE (Henri), *La Production de l'espace*, *op. cit.*, p.51.
[187] *Ibid.*
[188] RONCAYOLO (Marcel), *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1997, p. 159.

l'urbain, mais le place en même temps au centre des débats sur l'origine, le sens et les implications de l'idéologie. »[189]

Nous nous trouvons au cœur de notre objet à ceci près qu'il ne s'agira pas, ici, de déterminer l'idéologie guidant l'action de la conception urbaine, ni celle de ceux qui la subissent ou s'approprient en le transformant l'espace qu'on leur impose. Notre propos n'est pas en effet de nous situer dans la dichotomie – souvent manichéenne – qui oppose l'espace «conçu » à l'espace « vécu » mais de dépasser cette opposition en nous consacrant à des catégories d'objets particuliers : ceux qui, en relation avec un type d'idéologie urbaine, contestent et critiquent cet espace (conçu et vécu), objet qui n'a que peu été appréhendé, du moins du point de vue de ceux qui sont les « porteurs de ces idées » pour reprendre l'expression de Marcel Roncayolo. Nul besoin, donc, ici, de questionner l'idéologie des « décideurs » (technocrates), des « praticiens » (urbanistes, architectes) ou des habitants et usagers, même si, inévitablement, nous serons amenés à les prendre en compte dans l'analyse, en tant que « contexte » des idées et représentations.

Dans *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, le sociologue Henri Raymond, revenant sur la recherche sur « l'habitat pavillonnaire » avec Nicole Haumont, Marie-Geneviève Raymond et Antoine Haumont (Institut de sociologie urbaine, 1966), – et qui a été l'assistant de Lefebvre en sociologie à la Faculté de Nanterre dans les années soixante – revient ainsi sur le concept d'idéologie qu'il applique à l'habitat :

> « Je propose de réserver au concept d'idéologie tout ce qui relève de la justification d'une position de classe ou de groupe au sein d'une société donnée. […] Où commence alors l'idéologie ? Dans l'utilisation de classe de la morale ».[190]

Morale comme instrument et justification comme but, dans une ligne d'interprétation marxiste, sont donc les deux moteurs des idéologies spatiales (et notamment de « l'idéologie pavillonnaire »). Ces idéologies ne se présentent que « lorsque des rapports de groupe à groupe se produisent dans un espace où leur cohabitation implique deux modes d'habiter distincts »[191] et lorsque la justification du groupe (de sa position dans la hiérarchie sociale) et de ses pratiques est rendue possible par la comparaison et la différence. L'auteur préfère d'ailleurs le terme de « modèles culturels » qui gouverne les pratiques de l'habitat à celui d'idéologie.

---

[189] *Id.*, p. 160.
[190] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, 1984, pp. 55-56.
[191] *Ibid.*, p. 56.

Jean-Pierre Frey, poursuivant et prolongeant Karl Mannheim, Herbert Marcuse et Henri Lefebvre sur l'impossibilité (pour une classe, un individu, un groupe social) d'échapper à l'idéologie et de posséder la « justesse des consciences de la réalité sociale », ainsi que sur l'aspect instrumental et stratégique de l'idéologie, déclare, quant à lui, en 1980 :

> « L'espace […] jouerait un rôle idéologique fondamental ou se substituerait à l'idéologie en tant qu'il permet la mise en place de pratiques contradictoires, mais sans coexister sur un terrain commun servant de champ de bataille. Seuls quelques conflits aigus éclateraient çà et là, en faisant céder le maillon le plus faible de la chaîne, et en permettant aux termes antagonistes les plus puissants de bâtir une stratégie de la localisation des conflits sur des territoires qui font figure d'enjeu. On a trop souvent confondu les lieux effectifs du pouvoir avec les lieux où ils s'arborent comme tels, dans les signes inscrits dans les édifices (la Bastille, la colonne Vendôme, la Bourse, etc...). De même, on confond l'existence immanente de la globalité des êtres historiques, avec les lieux abstraits de leur dépassement idéal (l'esprit et le savoir absolu chez HEGEL, le parti et la conscience de classe dans certains marxismes) comme totalité dans l'absolu. »[192]

Ce raisonnement nous fait une nouvelle fois entrevoir l'importance de l'espace dans l'idéologie : il serait un instrument dans la lutte des classes, pouvant devenir, à terme, un enjeu, pratique autant qu'idéologique ou idéel. L'idéologie se saisit de l'espace comme d'un instrument – et éventuellement d'un enjeu –, c'est une des premières définitions intermédiaires que nous pourrons donner de l'idéologie urbaine : **une instrumentalisation stratégique ou tactique de l'espace dans les théories, doctrines et pensées**, et qui se traduira, nous le verrons, dans les discours.

Analysant le discours des urbanistes, un autre élève d'Henri Raymond, Christophe Camus, lors d'une étude exploratoire sur les discours urbanistiques et sociologiques[193], revient lui aussi sur une définition opératoire de l'idéologie appliquée à l'urbain et à l'urbanisme :

> « Il semble qu'on ne puisse raisonner en terme d'idéologie, qu'au prix de quelques précisions indispensables. Ainsi, est-il nécessaire d'écarter les transcriptions vulgaires de l'idéologie de la "mauvaise fois". En effet, cette logique de la responsabilité individuelle, quand ce n'est pas existentiel, ne peut que jeter un masque de plus, sur la complexité des événements. […] Il serait donc question, d'une idéologie inconsciente, où l'individu, le groupe, la classe, se mystifieraient eux-mêmes. Pour exister, la société doit faire appel à quelque chose de plus que cette idéologie-mensonge, dont la subsistance ne serait que très mal établie […] L'idéologie semble […] avoir un rapport évident avec les représentations, plutôt qu'avec une quelconque "mauvaise fois". […] Art, art de dire et art de faire ;

---

[192] FREY (Jean-Pierre), *La Dialectique intérieur-extérieur en architecture. Essai sur la genèse de l'espace architectural de la Renaissance*, Doctorat de 3è cycle en Sociologie, Université Paris X-Nanterre, sous la direction d'Henri Raymond, 1980, pp. 291-292.
[193] CAMUS (Christophe), *Le Discours urbanistique : quelques propositions d'analyse*, Maîtrise de sociologie, sous la direction d'Henri Raymond, Nanterre, Université Paris X – Nanterre, 1986.

> l'urbanisme se trouve à l'intersection de la représentativité qui inonde la société en cours de modernisation [rationalité économique, scientifique et technique transposée dans le domaine social]. Dans cette acception du terme, l'urbanisme avoue son rapport à l'idéologie. Nous avons assez insisté sur sa liaison organique à l'établissement d'un discours de la modernité polarisé sur le spectre de la société machiniste et économique, et dans son incantation de la science. »[194]

Le discours urbanistique, « moderniste » et souvent prospectif, que l'on pourrait également rapprocher de « l'utopie », ne peut pas s'analyser au regard du concept de l'idéologie comme « mauvaise fois », – celle-ci se rapportant plus à « l'après coup », au « mensonge dévoilé» –, mais plutôt au regard des représentations et de la « représentativité ».[195] Les « concepteurs d'espace », pour reprendre cette expression commode, n'échappent donc pas aux idéologies, qu'ils transmettent par leurs discours et leur pratique. La plus importante et la première demeure celle selon laquelle ils s'auto-légitiment dans leur statut d'experts de l'espace, tout en imposant cette croyance aux autres sous la forme de fait indiscutable. Ceci rejoint bien évidemment la conception de Lefebvre d'un urbanisme mêlant science et idéologie, la « science des villes » étant elle-même idéologie.[196] En effet, pour de nombreux sociologues de l'urbain, le caractère d'expert des habitants eux-mêmes, des citadins, n'est pas non plus à minimiser. Le monopole octroyé de ce statut aux urbanistes et architectes n'étant qu'une idéologie dominante et normative surtout dans un contexte où ces professions et leurs pratiques sont perçues comme « répression » et agissant au nom de la « pacification » des conflits et « contradictions » socio-spatiales. Une telle conception n'a d'ailleurs pas été pour rien dans la montée, depuis les années soixante en France, de la revendication et de l'idée de « participation » en urbanisme, et un moment de celle de l'autogestion urbaine et de l'auto-construction.

2 - Espace et structure sociale

Nous pouvons retrouver différentes acceptions de l'idéologie spatiale et urbaine chez d'autres sociologues (également marxistes mais d'avantage althussériens et structuralistes) s'intéressant à la ville ou en faisant leur objet de recherches, notamment dans les années soixante-dix.

Manuel Castells donne par exemple en 1972 cette définition de l'idéologie urbaine :

> « L'idéologie urbaine est cette idéologie spécifique qui saisit les modes et les formes d'organisation sociale en tant que caractéristiques d'une phase de l'évolution de 1a société, étroitement liée aux conditions technico-naturelles de l'existence humaine et, finalement, à son *cadre de vie*. »[197]

---

[194] *Id.*, pp. 239-241.
[195] *Ibid.*, p. 241.
[196] LEFEBVRE (Henri), « Réflexions sur la politique de l'espace », conférence donnée à l'Institut d'urbanisme de Paris, le 13 janvier 1970 et édité dans *Espaces et sociétés* n°1, novembre 70, puis dans LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, Paris, Anthropos, 2000, p. 62.
[197] CASTELLS (Manuel) (1972), *La Question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1975, pp.102-103.

L'idéologie urbaine est donc, pour Castells, cette réduction de la totalité sociale au phénomène urbain, sur laquelle nous reviendrons, et qui masque la réalité et les problèmes sociaux en élaborant une histoire de la société à partir de deux « causes » (« la technique + la ville »).[198] Pour Castells, c'est d'ailleurs cette idéologie urbaine qui a donné naissance à la sociologie urbaine française dans les années cinquante/soixante. La ville et l'urbain ne sont pas, selon lui, des « objets » spécifiques, mais des prétextes pour la recherche. La ville n'est que le résultat sur le terrain de mécanismes économiques et des processus de production. Il propose même un programme de véritable sociologie urbaine, qui, selon lui, devra s'attacher aux processus de la planification urbaine, seul objet possible.[199] Nous retenons essentiellement de Manuel Castells cette idée attachée au concept d'idéologie urbaine, de **réduction de la question sociale à la question urbaine (spatiale, du « cadre de vie »)**, qui sera primordiale pour la suite de notre étude.

Un peu dans le même esprit, Monique Dagnaud estime que l'idéologie urbaine « (définie ici par son contenu, le rapport de sens qu'elle établit) […] [est] l'établissement d'un rapport causal direct entre les unités urbaines et leurs diverses composantes et les pratiques et relations des agents sociaux ».[200] Il s'agit là d'une définition plus restrictive, mais là où elle diffère radicalement, c'est dans les termes employés, qui ne le sont pas dans le même sens : il n'y aurait pas « des » idéologies urbaines appartenant à un système de représentation global, mais « une » idéologie urbaine spécifique, celle que l'on appellera plus tard le spatialisme. Pour l'auteur, cette idéologie se compose de deux représentations : celle de la « pathologie urbaine » critiquée et dénoncée, et celle du « cadre de vie » considérée comme remédiant à la première. Pour elle, cette idéologie, énoncée par les technocrates et politiciens (et donc, considérée comme idéologie « dominante »), relayée, a créé des « mythes » urbains analysables dans les discours et ancrés dans le sens commun, tout en guidant la politique du logement depuis le XIX^{e} siècle. Elle définit encore l'idéologie urbaine comme suit : **c'est la « "spatialisation" des idéologies subordonnées à la mise en forme d'un projet politique »**.[201] La première remarque que nous pourrons faire est la suivante : l'auteur favorise – c'est son objet – les producteurs d'idéologie comme étant la classe dominante ou du moins, une de ses composantes (les technocrates et les politiciens). Or, ces derniers ne sont pas les seuls à posséder et à énoncer un projet politique. Quoi qu'il en soit, toute autre « idée fausse » sur l'espace et sur l'urbain ne découlerait éventuellement que de cette idéologie partielle tout en étant totale (ne portant que sur un objet : l'espace, et ne caractérisant pas la *Weltanschauung* dans son ensemble, tout en constituant un système d'idées sur l'espace clos, et total, expliquant tous les autres). Cette idéologie est portée par un ou plusieurs groupes (Cf. Mannheim, 1929) et non par des individus isolés, parce que produite

---

[198] *Ibid.*
[199] CASTELLS (Manuel), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, dixième année, Seuil, janvier-mars 1968, pp. 72-90.
[200] DAGNAUD (Monique), *Le Mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France. Enquête sur l'idéologie urbaine de l'élite technocratique et politique (1945-1975)*, Paris, Mouton et EHESS, 1978, p. 9.
[201] *Id.*, p. 110.

socialement. La seconde remarque réside dans le fait que l'idéologie urbaine ne serait que la spatialisation des idéologies instrumentalisées pour un « projet politique », et donc « stratégiques ». L'on aurait donc ici affaire à une double instrumentalisation : celle de l'espace dans et par l'idéologie, et celle de l'idéologie dans et par le projet politique, ce qui renverrait à une forme d'utopie. De là à penser que Castells et Dagnaud appellent « idéologie » toute idée sur l'espace qu'ils cherchent à déconstruire, à critiquer et à réfuter, il n'y a qu'un pas (« l'idéologie, c'est l'idée fausse, celle de l'adversaire ». Cf. la définition de Raymond Aron). On pourrait même leur appliquer la sentence de Mannheim et les soupçonner d'analyser l'idéologie de manière idéologique, puisqu'ils visent à dénoncer une mystification, plus ou moins consciente, et appartenant en propre à une classe dominante (les « technocrates » pour Monique Dagnaud, les urbanistes et sociologues pour Manuel Castells). Rappelons à ce sujet que, dès 1929, Mannheim notait que le concept d'idéologie avait longtemps été l'apanage du marxisme qui s'en servait comme instrument pour combattre les idées de la bourgeoisie, mais que l'on pouvait dorénavant soumettre le marxisme lui-même à l'analyse idéologique[202] :

> « Aux périodes ultérieures de son développement [l'auteur renvoie ici à Marx, Lénine.], le mot " idéologie" est utilisé comme arme par le prolétariat contre le groupe dominateur. […] Il y eut, il est vrai, des temps où il semblait que ce fut le privilège du prolétariat militant de faire usage de l'analyse idéologique pour démasquer les motifs cachés de ses adversaires. […] L'analyse de la pensée et des idées en termes d'idéologie est beaucoup trop vaste dans son application et beaucoup trop importante comme arme pour devenir le monopole permanent d'aucun parti. Rien ne devrait empêcher les opposants au Marxisme de s'emparer de l'arme et de l'appliquer au Marxisme lui-même. »[203]

Force est de constater que, dans les années soixante-dix, ce temps n'est pas révolu et qu'un certain nombre d'intellectuels néo-marxistes utilise encore l'analyse idéologique, même à travers une analyse historique et sociale des idées, pour dénoncer ces mêmes idées – mais cette fois, par une attaque en règle des « technocrates » et autres décideurs ou « dominants ». Ils dénoncent ainsi les mystifications que ces idées impliquent et les intérêts qu'elles sous-tendent, de manière à en démontrer le caractère non valide et à en proposer d'autres. L'idéologie devient alors le synonyme et le corollaire d'une sorte de « terrorisme intellectuel » : elle est, pour la plupart des structuralo-marxistes, instrumentale (excepté, paradoxalement, pour Althusser, mais l'influences léniniste est encore très prégnante dans ces années). Le concept lui-même est instrumentalisé de manière idéologique. Nous nous bornerons, quant à nous, à nous rallier au conseil de Mannheim d'une « conception non évaluative de l'idéologie » (sans recherche de vérité ou de fausseté des idées)[204], ce qui évitera bien des écueils.

---

[202] Ce que proposera également le structuralo-marxiste Louis Althusser.
[203] MANNHEIM (Karl) (1929), *op. cit.*, 1956, pp. 70-72.
[204] *Id.*, p. 85.

Ce bémol apporté, on notera que d'autres auteurs français ont essayé d'appréhender les idéologies relatives à l'espace urbain (induites par lui où l'induisant, l'instrumentalisant, voir le produisant), même s'il ne s'agit pas de l'objet principal de leurs études ou de leurs réflexions. Il s'agit des géographes des représentations, et plus largement des géographes sociaux qui analysent eux-mêmes les relations hommes – sociétés– espaces (vécu et perçu, autrement dit, l'espace social).

3 - La géographie sociale et ses territoires

Ainsi, certains géographes sont attentifs à l'idéologie, et précisément les tenants de cette « géographie sociale », parfois marxiste et qui se développe à partir des années soixante, en tant que l'idéologie spatiale touche l'imaginaire et les représentations de l'espace, et plus indirectement les pratiques de l'espace, objets d'investigation de ces géographes qui étudient globalement les relations et interactions de l'homme avec son milieu. L'imaginaire et les représentations de la ville – l'idéologie urbaine – entrent donc de plain pied dans leurs études, leurs théorisations et conceptualisations.

L'auteur récent le plus prolixe sur le sujet est sans doute Guy Di Méo qui déclare ainsi, en 1998, que l' « idéologie comporte des visées stratégiques qui orientent l'action des groupes sociaux, notamment dans leur rapport à l'espace, tout en fournissant une explication (vrai ou fausse) de leurs conditions objectives d'existence».[205] L'étude des représentations et des imaginaires collectifs doit ainsi permettre à la géographie de mieux appréhender les pratiques et usages de l'espace. Pour lui, l'idéologie au sens large est constituée des « représentations sociales collectives concernant les rapports imaginaires de l'individu à l'économie, à la science, à l'éducation, aux pouvoirs, à la justice, à sa propre culture, etc. », son « rapport au monde » et sa « vision du monde » diraient Mannheim ou Gabel. Les « idéologies territoriales[206] sont les clés de la construction des territoires.» [207] « Elles gouvernent le rapport imaginaire et actif des sociétés aux espaces qu'elles territorialisent : [elles sont] les poutres maîtresses de l'édifice territorial » et sont « tendues vers l'action »[208], d'où l'intérêt pour la géographie sociale d'analyser ces idéologies et leurs processus pour appréhender pleinement la question de la construction imaginaire, et donc sociale des territoires.[209] Pour ces géographes, comme pour Lefebvre et la majeure partie de l'école de sociologie urbaine française, « l'espace (social) est un produit social »[210], donc également politique et imaginaire.

Selon Di Méo, les « idéologies territoriales » participent de « l'instance idéologique de la formation socio-spatiale », le discours (« représentant ») médiatisant « le rapport au réel »

---

[205] DI MEO (Guy), *Géographie sociale et territoires*, 1998, Paris, Nathan, p. 231.
[206] « Territoriales » et non simplement « spatiales » en tant que l'espace est ici considéré comme approprié par la société.
[207] *Ibid.*
[208] *Id.*, p. 246.
[209] *Id.*, pp. 237-238.
[210] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, p. 35.

(« représenté ») et la « représentation ».[211] Ce qui est qualifié ici d' « instance idéologique » n'est rien d'autre que ce qui donne naissance aux idéologies (dont l'idéologie territoriale), c'est-à-dire « l'ensemble des représentations mentales, des idées et des concepts, des images, des mythes et des discours, des symboles collectifs partagés, à une époque et dans un territoire donnés, par des groupes sociaux ou ethniques développant un minimum de sentiment identitaire », soit « toutes les formes structurées "par lesquelles les Hommes se représentent le monde où ils vivent" ».[212] Notons ici que cette « vision du monde », la *Weltanschauung*, se rapporte, chez Mannheim à l'idéologie globale, ce qui peut entraîner une confusion. Ici, l'idéologie territoriale n'est pas une idéologie partielle mais une sous catégorie de l'idéologie (catégorie d'ailleurs opératoire et instrumentale pour le géographe des représentations).

Mais nous retenons surtout de Guy Di Méo – et plus généralement de l'approche de la géographie sociale – la définition des « fonctions socio-politiques des représentations (images et discours) ».[213] L'idéologie territoriale exprime la « nature dialectique des rapports de causalité qui s'instaurent entre l'infrastructure et la superstructure de tout espace social.[214] Les conditions objectives de l'existence des hommes, fortes de leurs tensions, de leurs contradictions, campent les bases incontournables, fournissent les supports, même déformés et transformés, symbolisés ou mythifiés, de toute représentation sociale entrant dans un système idéologique. Celui-ci développe ensuite sa propre production de concepts, d'images et de discours pour reproduire le système global (alliance sociale des quatre instances économique, géographique, idéologique et politique). » Le discours idéologique sur la ville est donc primordial et « le pouvoir [lui-même] est imprégné de l'idéologie territoriale qu'il renforce ».[215] L'analyse marxiste est appliquée ici à l'espace par la géographie, dans ses termes et dans son raisonnement : du réel (socio-spatial), on passe aux représentations qui constituent l'idéologie (territoriale), cette dernière reproduisant le système (socio-spatial). Quoi qu'il en soit, l'espace social se divise en ce que Guy Di Méo et Pascal Buléon nomment, en 2005, une « double réalité matérielle et idéelle » (ou dédoublement de l'espace social).[216] Selon ces auteurs, un préalable méthodologique consisterait justement en cette séparation – ce distinguo théorique et abstrait – entre l'aspect matériel des « formations socio-spatiales » (malgré leur consubstantialité) et leur aspect idéel. Ces aspects ne recouvrent pas totalement les concepts marxiens d'infrastructure (l'instance économique, et pour ce qui nous concerne ici, l'instance géographique) et de superstructure (l'instance politique et l'instance idéologique), même si l'infrastructure de l'espace social a plus vocation de « matériel » et sa

---

[211] DI MEO (Guy), *Géographie sociale et territoires*, 1998, Paris, Nathan, pp. 237-238.
[212] *Id.*, p. 229.
[213] *Id.*, pp. 240-241.
[214] On notera ici le discours marxiste qui renvoie à la base économique des sociétés (l'infrastructure), et à ses idéologies et institutions (superstructure).
[215] *Id.*, p. 246.
[216] DI MEO (Guy) et BULEON (Pascal), *L'Espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, A. Collin, 2005, pp. 107-108.

superstructure d' « idéel ». L'idéologie territoriale observe, elle-aussi, une « existence matérielle »[217] : elle est une « pseudo-matérialisation pratique de l'idéel » spatial, en tant que, justement et contrairement à lui, elle est « toujours située et contextualisée, nourrie de l'expérience sociale et des formes culturelles ». Elle subit « de manière écrasante le poids des conditions objectives d'existence, plus ou moins déformées dans leurs représentations, des membres d'une société donnée. »[218] Ces géographes tirent ainsi les apports du marxisme et de la philosophie de l'idéologie pour comprendre la formation sociale des territoires de manière toutefois un peu tautologique : l'infrastructure (économique et géographique) de l'espace social se transpose dans les superstructures (politiques et idéologiques, donc, idéelles). L'idéologie comme reflet déformé du réel dépendant donc des « conditions objectives d'existence ».

Avec eux, toutefois, nous pourrons considérer que cette idéologie « territoriale » observe une place primordiale dans la constitution des territoires, qu'elle « se marie […] à la géographie pour constituer le moteur, tant social que politique, du rapport à l'espace, comme des modes d'occupation de celui-ci » et que c'est « le rapprochement étroit du politique et de l'idéologie qui forme le plus souvent le ciment le plus efficace des concrétions territoriales »[219], soit la superstructure, interagissant avec l'infrastructure. La théorie de la géographie sociale nous confirme que le réel – l'espace, la société – et l'imaginaire – les représentations et l'idéologie – sont intimement liés dans le processus de construction mentale des territoires, et par extension, dans leur processus de production effectif, social et pratique, ainsi que dans la construction identitaires des groupes sociaux. Les idéologies territoriales sont productrices de discours, à leur tour vecteurs d'idéologies.

A la suite de ce rapide tour d'horizon des définitions de l'idéologie spatiale urbaine chez les sociologues et géographes récents ou contemporains – tous, notons-le au passage, influencés par l'héritage marxiste chacun à sa manière (par le structuralisme althussérien, la pensée dogmatique du « Parti », les œuvre de jeunesse de Marx ou plus indirectement ; en bref, par des écoles de pensées souvent opposées les unes aux autres), nous pouvons d'ores et déjà élaborer une définition temporaire de l'idéologie urbaine en tenant compte de la définition de l'idéologie élaborée antérieurement : il s'agirait d'**un système collectif de représentations de la ville (prise comme une totalité) et de la réalité urbaine, – communiqué, signifiant, stratégiquement, politiquement orienté et s'inscrivant dans un système de représentations plus global –, instrumentalisant l'espace au point d'en faire souvent un enjeu (ou le prenant comme support en tant qu'il est sa condition). Ce système de représentations prend place dans cet espace en le justifiant (et par lui, justifiant l'organisation sociale et se justifiant lui-même). Du point de vue de son contenu et de son processus, l'idéologie**

[217] Idée que les auteurs reprennent à Louis Althusser (1970).
[218] *Id.*, p. 114.
[219] *Id.*, pp. 122-123.

spatiale réduit la question sociale à une question spatiale (voire assimile la réalité et le devenir socio-politiques à une réalité spatiale). Elle participerait, en tant que système et vecteur de représentations socio-spatiales, à la construction sociale des territoires et à leur organisation, tout en reflétant une image « déformée » de leur réalité, pas nécessairement fausse mais au contraire entendue comme « vraie » par ceux qui la transmettent dans le sens commun (architectes, urbanistes, experts, politiques) en y apportant un système de significations, de solutions. Nous pourrons ajouter à cela qu'elle participerait également à la construction et à la préservation de l'identité des groupes tout en s'inscrivant souvent dans des projets politiques plus globaux.

Mais le passage de l'espace urbain, d'un simple objet « instrumentalisé » (volontairement, d'après un certains nombre d'auteurs) à un enjeu, dont nous constatons la présence dans certains types de pensées, marque-t-il le processus d'idéologisation de l'espace ? Voilà d'ores et déjà une question qu'il nous faudra dénouer au fil de notre argumentation.

Pour cela, nous parlerons plus dans le détail d'idéologies, non pas « particulières », mais « groupales » de la ville, c'est-à-dire collectives tout en appartenant à des catégories de pensée particulières, mais en expliquant justement en quoi ces catégories nous semblent représentatives de « l'air du temps » et de la vision de la ville à une époque donnée. Ces idéologies, nous le verrons, ne sont pas sans lien avec l'idéologie plus « collective » ou ce que nous appellerons le sens commun, puisqu'elles sont diffusées et destinées justement à ceux dont elles instrumentalisent les besoins, les revendications, le vécu, les représentations et le ressenti, tant spatiaux que sociaux.

La définition que nous venons de donner de l'idéologie urbaine ne demeure encore une fois qu'instrumentale et servira notre propos, nos analyses et notre démonstration. Plus que cela, comme tout idéal-type, cette définition se rapproche d'un modèle idéal, regroupant les caractéristiques récurrentes – partagées ou non – des diverses conceptions de l'idéologie et de l'idéologie spatiale ou urbaine. Elle ne se retrouve donc pas en tant que telle dans la réalité, celle des idées et représentations politiques sur ou « de » la ville. Elle permettra toutefois de déceler dans les pensées et discours analysés les caractéristiques idéologiques, dès qu'un certain nombre de celles-ci y sont réunies, en fournissant en quelque sorte une grille d'analyse des représentations socio-spatiales

Mais avant d'entrer plus avant dans le vif du sujet qui nous intéresse, dans la partie plus empirique, c'est-à-dire dans l'analyse du discours et des représentations, il nous reste à définir plus rapidement l'utopie urbaine, dont nous allons voir qu'elle n'est pas si éloignée de l'idéologie urbaine, au point de parfois pouvoir se confondre avec elle, voire de s'y substituer.

4 - Les utopies urbaines

Pour cela nous avons décidé, comme Paul Ricœur, de ne pas séparer, *a priori*, théoriquement et arbitrairement « idéologie » et « utopie », même si, grâce à la définition de Mannheim, nous avons bien conscience de ce qui les sépare (idéologie des « dominants », visant la préservation de l'ordre existant ; et utopie des « dominés » visant son changement).[220] Nous remarquerons d'ailleurs que les sociologues qui ont essayé d'analyser globalement le fonctionnement social des idées – autrement appelés les « sociologues des idées » – qu'il s'agisse de Joseph Gabel ou de Karl Mannheim lui-même et de bien d'autres – se sont intéressés tant à l'idéologie qu'à l'utopie pour appréhender cette globalité ; le monde social des idées recouvrant les deux phénomènes. L'étudier avec l'une des deux seulement, comme l'ont souvent fait les marxistes, pourrait en effet aboutir à une analyse partisane et elle-même idéologique (comme par exemple, postuler *a priori* que tout ce que l'on critique est « idéologique » et donc faux et réactionnaire ou « utopique » et donc irréalisable et de l'ordre du rêve).

Le monde des idées – ou plutôt des représentations – se diviserait donc entre utopie et idéologie, sans que cette distinction soit toujours pertinente, comme nous allons le voir tout du moins pour ce qui concerne les représentations politiques de l'espace. Certaines idées, nous le verrons, ont une dominante idéologique contenant des éléments utopiques et vice-versa (certains voyant dans les idées « de l'adversaire » de l'idéologique alors que d'autres ou « l'adversaire » lui-même y voit de l'utopie). Il ne s'agira pas cependant ici d'établir une typologie des représentations de l'urbain (de la plus « idéologique » à la plus « utopique »), mais simplement de fournir des éléments d'analyse aux représentations socio-spatiales. Il s'agira aussi de décrypter les bases idéologiques de l'utopie et les bases utopiques des idéologies spatiales. Paul Ricœur a bien montré les points communs théoriques entre les deux notions[221], points communs qui en complexifient l'appréhension tout en les rapprochant et en incitant à les saisir globalement, dans un rapport dialectique et permanent, dont nous essaierons de ne pas nous détacher. Il est également vrai que l'aspect conservateur ou révolutionnaire qui les distingue peut sembler obsolète. Henri Lefebvre parle ainsi parfois « d'idéologie du changement ».[222] L'historien et théoricien marxiste de l'architecture Manfredo Tafuri considère même que l'utopie n'est que l'aboutissement de l'idéologie dans le stade du capitalisme avancé. Promulguée par les avant-gardes[223], qu'il s'agisse par exemple des constructivistes russes ou plus récemment du mouvement moderne, celle-ci ne ferait que masquer une idéologie du travail et du capitalisme présente à tout les

[220] Cf. *Supra*, chapitre 1, I.
[221] RICŒUR (Paul) (1986), *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 2005.
[222] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, 1974, p. 144.
[223] Que Mannheim appellerait « l'intelligentsia sans attache ».

stades de la société, y compris au sein des avant-gardes, afin de faire perdurer cette idéologie, qui se nierait tout en se perpétuant et en se reproduisant.[224]

Il ne s'agira pas non plus de donner une définition idéale typique de l'utopie comme auparavant pour l'idéologie urbaine, les définitions existantes étant déjà très complètes. Il s'agira simplement d'expliciter dans quel sens nous entendons celle-ci pour la suite, c'est-à-dire sans prétention de vouloir synthétiser des définitions disparates ou apporter de nouveaux éléments à l'acception générale. Plus qu'une définition idéale de l'utopie (déjà revendiquée d'ailleurs par un certain nombre d'auteurs ou de dictionnaires [225]), il s'agit ici, et plus encore que pour l'idéologie pour laquelle une définition s'est révélée un préalable essentiel à la recherche, de définir notre propre acception de l'utopie, mais toujours en faisant appel à un certain nombre d'auteurs, dont certains sont malheureusement souvent absents de la littérature sur l'utopie, et plus généralement de la littérature urbanistique et de la recherche urbaine.

Rappelons toutefois que l'utopie est un terme au multiples sens. Sa signification dépend de celui qui l'emploie : le politique, l'architecte, l'urbaniste ou l'historien. Contrairement au concept d'idéologie, qui a fait couler beaucoup d'encre au XX^{e} siècle à la fois chez les philosophes et les sociologues, celui d'utopie a surtout intéressé les philosophes. Le terme, plus ancien que le précédent est aussi plus volontiers appliqué à la ville et à l'urbain. Ce substantif est d'ailleurs communément adjoint au qualificatif « urbain », c'est pourquoi nous y consacrerons moins de temps, puisque nous l'avons déjà mentionné, les définitions et écrits foisonnent sur le terme. Encore une fois, vu la profusion des traités sur le sujet, nous avons dû effectuer des choix dans les définitions, étant convenu que ces choix s'avère les plus représentatifs possibles de cette multiplicité. Nous sommes aussi conscients que notre sélection de définitions ne sera pas neutre. Mais la définition de l'utopie – peut-être d'ailleurs parce qu'elle est moins marquée par l'héritage du discours et de la pensée marxiste –, est plus consensuelle que celle de l'idéologie, plus chargée de jugements de valeurs chez ceux qui l'utilisent. De plus, le travail de « débroussaillage » des différentes conceptions ayant été fait à mainte reprise, nous considèrerons ces travaux antérieurs comme acquis et pour la plupart bien connus.

Il semble utile, avant toute chose, de rappeler qu'étymologiquement, le terme, forgé à Thomas More en 1516, vient du grec *topos* (le « lieu » et du préfixe *eu* (« bonne qualité ») ou *ou* (marquant la négation). Utopie signifierait donc tout à la fois « le lieu du bonheur », le « bon lieu » et le « non-

---

[224] TAFURI (Manfredo) (1973), *Projet et utopie de l'avant-garde à la métropole*, traduction française de Françoise Brun, Préface de Bernard Huet, Paris, Dunod, 1979.

[225] Pour preuve, la place systématique de l'item « utopie » dans les différents dictionnaires de l'urbanisme existants, dans ceux se rapportant à l'espace et qui donnent souvent une définition consensuelle du terme, contrairement au terme d' « idéologie » abordé plus rarement dans ces dictionnaires, si ce n'est pour aborder les espaces de représentations socialement, historiquement et politiquement déterminés ou influencés, et sans qu'on voit d'ailleurs toujours son rapport à l'espace et la signification de sa place dans de tels dictionnaires.

lieu », le « lieu qui n'est pas », « de nulle part », qui n'existe pas.[226] L'utopie qualifie le plus souvent un récit (comme ceux des « grands » utopistes : Thomas More, Robert Owen, Charles Fourier, William Morris) et s'applique, dans le sens commun aux idées irréalistes et irréalisables, au point d'être souvent dénigrée. De grands systèmes socio-politiques, comme le communisme ou plus encore l'anarchisme, par exemple, ont souvent aussi été qualifiés d'utopiques.

Méthodologiquement, nous n'entendrons pas ici le concept d'utopie d'après la définition de Françoise Choay pour qui, en plus d'un style narratif bien spécifique (narration à la première personne du singulier, description « au présent » d'une « société modèle » qui s'oppose à la société réelle), l'utopie se caractériserait par une « critique modélisante » et la proposition d'un « ailleurs » spatio-temporel[227], pour nous rapprocher de celle, moins restrictive, d'Henri Desroche de *l'Encyclopaedia Universalis*. Selon Desroche, l'utopie est le « projet imaginaire d'une réalité ou d'une société autre », une forme de critique permettant de « percevoir dans le présent le possible ignoré »[228] et qui se rapprocherait de l'utopie socio-politique de Joseph Gabel. Ce dernier nous rappelle en effet l'ambiguïté du concept d'utopie qui peut se rapporter à un « comportement individuel schizoïde, une fuite dans des rêves stériles – forme d'utopie qui « ignore l'histoire » (ce qui est aussi le cas, chez lui, pour l' « idéologie ») : c'est ce que l'auteur appelle « l'utopie psychologique ». L'autre forme, c'est l' « utopie socio-politique », celle qui « rêve l'impossible pour réaliser le possible », « qui intervient avec puissance dans l'histoire », se situe dans un « temps explosif » et se rapproche du « mythe social ».[229]

Joseph Gabel emprunte une nouvelle fois – et prolonge – le sociologue allemand Karl Mannheim qui, lui-même, réfutait dès 1929 l'appellation d'utopie par les historiens aux seuls « ouvrages qui ont emprunté leur nom à l'*Utopie* de Thomas more » afin de l'élargir à tout système d'idées qui « transcende » une situation historique et sociale donnée, non pas en la niant, mais en la dépassant (l'*Aufhebung* de Hegel). Pour lui, sont utopiques « toutes les idées situationnellement transcendantes (et non seulement les projections de désirs) qui ont, d'une façon quelconque, un effet de transformation sur l'ordre historico-social existant »[230], même si cette transformation demeure sur le plan de l'imaginaire. Pour Mannheim[231], l'utopie – tout comme l'idéologie – possède comme caractéristique de ne pas être réalisable – de ne pas s'adapter – à l'ordre social existant. Elles « dépassent » toutes deux la « situation sociale » et historique, en la transformant et sont également tenantes de « fausse conscience ». Seulement, l'utopie, elle, est forcément révolutionnaire, et c'est en cela qu'elle diffère de l'idéologie, qui elle, vise plutôt à la préservation de l'ordre existant en le masquant. Cette conception de l'utopie comme contestation de l'ordre social entraîne l'auteur à parler

---

[226] PAQUOT (Thierry), *L'Utopie : ou l'idéal piégé*, Paris, Hatier, 1996, p. 6.
[227] CHOAY (Françoise), *La Règle et le modèle*, Paris, le Seuil, 1980, pp. 51-52.
[228] DESROCHE (Henri), "Utopie", *in : Encyclopaedia Universalis*, 1996.
[229] GABEL (Joseph) : « Le concept d'idéologie », *in : Idéologies*, Tome 1, Anthropos, 1974, p. 27.
[230] GABEL (Joseph) et DESROCHE (Henri), "Utopie", *in : Encyclopaedia Universalis*, 1996.
[231] MANNHEIM (Karl), *Idéologie et utopie*, *op. cit.*

d' « utopie relative », ce qui aura une importance pour la suite : l'appellation d'utopie est bien souvent, selon lui, instrumentalisée de manière péjorative par les tenants de cet ordre existant pour discréditer toute idée remettant leur pouvoir, leurs idées, leurs intérêts (et donc leur idéologie) ou la situation existante en cause. Ainsi, l'on pourra dire, à l'instar d'Aron, pour qui l'idéologie, c'est « l'idée de l'adversaire », que l'utopie est également l'idée de l'adversaire de l'ordre existant, ainsi qualifiée par les tenants de cet ordre. Nous retrouvons ici, d'ailleurs des considérations énoncées plus tard par Herbert Marcuse, critiquant le monde moderne et normatif qui déclare, en 1970 :

> « Sous sa forme et avec la tendance qu'il représente actuellement, le progrès de cette civilisation réclame des modes de pensée opérationnels convertissables en comportements capables d'accepter la rationalité productive des systèmes sociaux existants, de les défendre et de les améliorer. Mais non de les nier. Pourtant, le contenu (le plus souvent caché) de cette culture élevée résidait en grande partie dans cette négation : elle mettait en accusation la destruction institutionnelle des possibilités humaines et était tenue de conserver un espoir, dénigré comme "utopie" par la civilisation existante. »[232]

L'utopie pourrait donc paradoxalement servir la préservation et la reproduction de l'ordre social. Elle lui serait d'une certaine manière « naturelle » et indispensable comme l'est l'idéologie chez Althusser.[233]

Nous parlerons donc d'utopies « socio-politiques », passant d'une critique radicale de l'ordre existant à la proposition d'une véritable cité idéale ou, tout du moins, à l'exploration des « possibles ». Les groupes et individus dont nous étudierons les discours (partis et groupements politiques, groupuscules « révolutionnaires », sociologues) nous semblent représentatifs et dignes d'intérêt dans la mesure où ils développent, des années soixante aux années quatre-vingt, des idées – « pensées » – relatives à la ville qui entrent dans cette acception, ou tout du moins, que l'on pourrait analyser comme telles. Nous n'avons pas l'intention de réduire ces pensées à des utopies ou de les assimiler abusivement à des utopies, mais simplement de voir ce qu'elles ont d'utopique tout comme ce qu'elles comportent d'idéologique. L'intérêt de travailler sur des groupes appartenant à une famille de pensée relativement homogène – ou pas complètement hétérogène – et dont il faudra saisir les liens et ramifications, évite aussi de tomber dans l'erreur de faire de l'utopiste un précurseur isolé (isolable), en insistant sur le caractère collectif de la construction des idées (et donc, des utopies). Il ne s'agit donc pas, dans le cadre de cette thèse, de considérer les idées et les représentations urbaines comme des émanations et productions individuelles ou appartenant aux seules « avant-gardes » mais comme des idées structurelles et conjoncturelles tout à la fois, qu'il s'agira de restituer dans leurs contextes intellectuels, politiques, sociaux et urbanistiques et dans leurs cadres et conditions d'émission et de

---

[232] MARCUSE (Herbert), *Culture et société*, Paris, Les Editions de minuit, 1970.
[233] ALTHUSSER (Louis) (1963), « Marxisme et humanisme », *in : Pour Marx,* Paris, La Découverte, 1996, pp. 238-239.

production, comme le proposent les sociologues de la connaissance de Mannheim à Gurvitch. Cette prise en compte de la temporalité historique et du contexte nous semble pouvoir expliquer beaucoup de choses sur l'apparition d'idées nouvelles et d'utopies (Karl Mannheim, 1929), ou du moins, sur leur développement.

Revenons tout d'abord sur cette idée répandue de l'utopie comme négation de la situation historique et sociale et sur ses rapports avec l'espace urbain. Henri Lefebvre, en tant que penseur de l'urbain, de la vie quotidienne et de la modernité, – et qui a eu des relations privilégiées avec le milieu des surréalistes dans les années vingt et celui des situationnistes dans les années soixante –, se pose par exemple en « utopien », et non en « utopiste ». Un utopien – littéralement « un habitant de l'utopie » – se distingue selon lui d'un utopiste en ce sens qu'il ne nie pas la réalité, qu'elle soit sociale, économique, historique ou spatiale. Son rôle est de prendre en compte les réalités sociologiques, anthropologiques, psychologiques et culturelles des individus, des groupes et des sociétés, pour en explorer les potentialités (le contraire de l'utopiste schizoïde de Joseph Gabel). En 1970, il aborde l'utopie, l'idéologie et le mythe sur le même plan conceptuel en définissant l'utopie comme « transcendant l'institutionnel en se servant à la fois du mythe, de la problématique du réel et du possible-impossible » (par opposition à l'idéologie, « discours institutionnel, justifiant, légitimant – ou bien critiquant, refusant ou réfutant – les institutions existantes, mais se déroulant sur leur plan » et au mythe, « discours non institutionnel, prélevant ses élément dans le contexte»).[234] L'utopie, et, dans une moindre mesure, le « mythe », ne nient donc pas la réalité, comme l'idéologie, elle, est susceptible de le faire. Il s'agit là, dans son esprit d'utopies « concrètes » par rapport au commun des utopies qui se contentent de divagations abstraites et d'une fuite dans l'imaginaire.

Lefebvre distingue, à l'instar de Joseph Gabel mais en d'autres termes, deux types d'utopie qu'il définit comme « image de l'avenir qui permet de sortir de l'accompli pour critiquer et juger le présent » :

- L'utopie qui est un « symptôme d'échec et d'impuissance »
- Celle qui constitue la « manifestation d'un élan affectif vers l'action ».[235]

On remarque déjà ici le but essentiel de l'utopie. Ce n'est pas tant la proposition formelle d'un ordre idéal qui compte que la critique de l'ordre existant et « l'action ». La proposition n'est en quelque sorte qu'un prétexte, un instrument pour critiquer cet ordre.

Lorsque Lefebvre déclare qu'il ne peut pas y avoir de pensée urbaine sans utopie[236], il fait référence, bien sûr, à la ville et à sa matérialité, – qui contiennent les signes omniprésents de l'utopie (par les monuments vecteurs de mémoire mais aussi d'espérances, et donc d'utopie, mais aussi

[234] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, *op. cit.*, p. 142.
[235] LEFEBVRE (Henri), *Introduction à la modernité*, Les Editions de Minuit, 1962, p. 73.
[236] LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, Paris, Anthropos, 2000, p. 64.

d'idéologie dominante).[237] Mais il aborde également cette question : une pensée urbaine (et une pensée tout cours) lui semblent inconcevables sans « critique ». Penser la ville, c'est aussi la critiquer. Lefebvre fait souvent référence, dans ses écrits ou conférences, aux socialistes utopiques comme Fourier, Owen, Saint-Simon ou encore Proudhon. En 1971, dans la revue *Espaces et Sociétés* qu'il a fondée un an plus tôt, il s'attache également à expliquer les rapports de Friedrich Engels à l'utopie. Ce dernier fait référence aux utopistes pour prôner l'abolition de l'opposition ville-campagne qui découle des rapports socio-économiques de la société bourgeoise et dont la question du logement n'est qu'un aspect subordonné. Cette fin de l'opposition ville-campagne est un des « possibles » de la société du XIX^{e} siècle. Il s'agit d'une « utopie concrète » pour Lefebvre, d'une « exigence pratique »[238]: à partir des conditions existantes, la grande ville disparaîtra et la ville et l'industrie se disperseront dans la campagne. Lefebvre reprend, d'une certaine manière, ces considérations lorsqu'il annonce l'avènement de l'urbain – de la société urbaine – mettant fin à ce vieil antagonisme et appelant un avenir meilleur. La réalité socio-spatiale appelle irrémédiablement à sa critique et à sa remise en cause perpétuelle. Le tout est de se donner les moyens de l'analyse et de la critique, notamment par « l'utopie expérimentale » et par la « transduction ».[239]

Cette conception de l'utopie « concrète », qui s'opposerait à l'idéologie urbaine parce qu'elle viserait l'action et non plus la préservation est assez proche de celle qu'en donne le philosophe allemand Ernst Bloch dans *Le Principe espérance* (1959) ou dans *L'Esprit de l'utopie* (1918). En 1959, cet auteur parle déjà du « futur » qui tend à se dessiner « à travers ce que révèlent le passé et le présent » et de la « catégorie du "possible" qui tend [ainsi] à se réaliser. » Les « utopies [sont] porteuses des espérances de l'humanité » et « le contenu de l'espérance en tant qu'acte éclairé par la conscience, explicité par le savoir, est la fonction utopique positive ; le contenu historique de l'espérance, évoqué d'abord dans des représentations, sondé encyclopédiquement dans des jugements réels, est la culture humaine axée sur son horizon concrètement utopique. »[240] Il existe donc des utopies concrètes, réalisables, « positives » (ne niant pas la réalité), supportées par le savoir et la connaissance au sens où elles partent de l'analyse de la situation et de la connaissance des aspects présents et passés de celle-ci. Le futur, l' « horizon » des possibles, reposent sur ce passé et ce présent et sur leurs représentations ; les utopies modifient ainsi celui-ci en le forgeant. Il s'agit « d'espérer à partir du réel », de ce que Bloch appelle des « utopies concrètes et agissantes ». [241] Agissantes car elles

---

[237] Nous avons déjà développé ce constat à propos de la pensée lefèbvrienne relative à la monumentalité. Cf. BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, les situationnistes et la dialectique monumentale : du monument social au monument spectacle », *L'Homme et la société*, n° 146, 2002/4, « Monument et ville », Paris, L'Harmattan, pp. 41-60.
[238] LEFEBVRE (Henri), *Du Rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970.
[239] LEFEBVRE (Henri), *Du Rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970.
[240] BLOCH (Ernst) (1959), *Le Principe espérance*, Tome 2 : *Les Épures d'un monde meilleur*, trad., Paris, NRF-Gallimard, 1982, p. 179.
[241] BLOCH (Ernst) (1918), *L'Esprit de l'utopie*, Paris, NRF-Gallimard, 1977.

modifient le réel mais aussi car il s'agit pour elles de la nécessité d'instrumentaliser savoirs, représentations et jugements pour modifier le réel.

Ses conceptions vont à l'encontre de celles du marxiste György Lukács lorsqu'il déclare, en 1923 :

> « Les utopistes aussi peuvent voir correctement la situation de fait dont il faut partir. S'ils restent de simples utopistes, c'est qu'ils ne sont pas en mesure de la voir comme un fait, ou, tout au plus, comme un problème à résoudre, sans parvenir à comprendre que c'est justement là, dans le problème lui-même, que sont aussi données et la solution et la voie menant à la solution. »[242]

Le philosophe, tout en critiquant par là l'incapacité pour les « utopistes » d'être des dialecticiens, ne fait toutefois qu'exprimer son désaccord. Pour ce marxiste, le changement de situation ne peut s'opérer que par une révolution, c'est-à-dire un dépassement dialectique des contradictions inhérente à la situation présente le capitalisme, l'hégémonie bourgeoise et la réification ou fétichisme de la marchandise). Les utopistes sont encore une fois assimilés à des rêveurs, comprenant la situation, la constatant, mais la niant pour rêver d'un ailleurs sans partir de celle-ci. Il s'agit là d'une simple discordance idéologique, généralisant à toute utopie les caractères de l'utopie « schizoïde ».

Nous parlerons quant à nous d'utopies socio-politiques (Gabel), concrètes et positives (Bloch, Lefebvre), qui ont comme caractéristique commune une certaine prise en compte de la situation « concrète » et qui donc, ne se situent pas hors du temps et de l'espace social. Ce qui est le préliminaire, semble-t-il, à ce type d'utopie, non « schizoïde » et non « stérile ».

Cette thèse entend ainsi s'inscrire dans l'analyse et la compréhension des représentations de l'espace par l'entrée de la notion d'idéologie et de l'utopie. Cependant l'idéologie urbaine se rapporte à un espace réel, même si déformé alors que l'utopie urbaine, comprise dans l'acception du sens commun, se rapporte à un espace fictif, ou plutôt un « non-espace », un espace qui n'existe pas, en réaction à l'espace réel. Mais l'utopie « concrète », « socio-politique » que nous avons définie, et dont nous verrons qu'elle recouvre parfois et contient les germes d'une idéologie urbaine, possède la caractéristique, comme celle-ci, de reconstruire l'espace mentalement à partir de sa réalité, de sa critique et de la volonté de préservation de celle-ci.

Nous allons à présent, après avoir exploré et élaboré ces définitions de l'idéologie et de l'utopie urbaines, nous attacher à l'étude du discours et de la pensée sur la ville proprement dite. Entrer dans un tel corpus – constitué, rappelons-le de trois champs : celui du discours politique, celui des théories de la sociologie urbaine et celui des critiques des « contestataires » –, même sur une

---

[242] LUKÁCS (György) (1923), *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les Editions de minuit, 1995.

période somme toute assez courte d'une vingtaine d'année (1958-1981), nécessite bien sûr un travail de hiérarchisation de l'information, ainsi que des choix particuliers. Nous verrons aussi que cette temporalité particulière – comme tout découpage temporel chez l'historien – nécessite des attentions particulières et différentielles : certains « moments » seront à cet effet plus étudiés que d'autres, plus en profondeur, en fonction de leur importance, de leur représentativité mais aussi des objets traités.

La question qui se pose maintenant est la suivante : comment aborder ces idéologies/utopies urbaines, ces systèmes de représentations socio-spatiales, qui, comme nous venons de le voir, ne relèvent pas de simples caractéristiques psychiques, mais possèdent aussi et surtout des causes sociales et historiques et qui ont, comme caractéristique principale, de se transmettre et de se diffuser par des moyens particuliers. L'analyse du contenu du discours nous y aidera.

Rappelons enfin que par *discours*, nous entendrons tout mode de communication permettant de transmettre ou de diffuser une pensée (qu'elle soit particulière ou collective), des idées, des représentations et des systèmes de valeur. Le discours ne se cantonne pas à l'échange verbal. Bien au contraire, l'analyse idéologique du discours a tout intérêt à s'attacher aux sources écrites plus « réfléchies » et « pensées » par leurs producteurs, mais en prenant garde à toujours référer ces écrits aux conditions historiques, sociales, politiques, qui les ont permises ; en somme, avec leur « horizon d'attente ».[243]

Ayant choisi – par intérêt scientifique, comme nous l'avons déjà exposé –, de prendre davantage en compte le discours politique « contestataire », en l'occurrence, ici, celui « de gauche », ce terme d'horizon d'attente est extrêmement important : le concepteur du discours se situe et parle en référence à un contexte et à une situation (sociale, politique, économique, « spatiale ») qu'il veut, dans l'idéal, dépasser.

[243] JAUSS (Hans Robert) (1978), *Pour une esthétique de la réception*, trad., Paris, Gallimard, 1990.

- CHAPITRE II -
METHODOLOGIE ET CADRE CONCEPTUEL

I - Espace mental et idéologie

1 - Représentations de l'espace et espace de représentations

Il convient, avant toute chose de détailler un aspect essentiel de ce travail qui s'inscrit, comme nous l'avons vu, dans la sociologie des représentations sociales de l'espaces. En 1974, Henri Lefebvre, établissant la « triplicité » de la production de l'espace social que nous avons évoqué en introduction de ce travail, définit l'espace social comme se composant de :

> « a) *La pratique spatiale*, qui englobe production et reproduction, lieux spécifiés et ensembles spatiaux propres à chaque formation sociale, qui assure la continuité dans une relative cohésion. Cette cohésion implique pour ce qui concerne l'espace social et le rapport à son espace de chaque membre de telle société, à la fois une *compétence* certaine et une certaine *performance*.
> b) *Les représentations de l'espace*, liées aux rapports de production, à l'"ordre"qu'ils imposent et par là, à des connaissances, à des signes, à des codes, à des relations "frontales".
> c) *Les espaces de représentation*, présentant (avec ou sans codage) des symbolismes complexes, liés au côté clandestin et souterrain de la vie sociale, mais aussi à l'art, qui pourrait éventuellement se définir non pas comme code de l'espace mais comme code des espaces de représentation. »[244]

Dans le même ouvrage, l'auteur nous en dit un peu plus sur cette déconstruction théorique de l' « espace social ». C'est dans ce cadre conceptuel et dans ces acceptions que nous nous situons, même si ceux-ci ne font pas tout-à-fait l'unanimité.[245]

> « a) *La pratique spatiale* d'une société secrète son espace ; elle le pose et le suppose, dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant. A

[244] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, pp. 42-43.
[245] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, 1984.

> l'analyse, la pratique spatiale d'une société se découvre en déchiffrant son espace. […] Elle associe étroitement dans l'espace perçu la réalité quotidienne (l'emploi du temps) et la réalité urbaine […]
>
> b) *Les représentations de l'espace*, c'est-à-dire l'espace *conçu*, celui des savants, des planificateurs, des urbanistes, des technocrates "découpeurs" et "agenceurs ", de certains artistes proches de la scientificité, identifiant le vécu et le perçu au conçu. […] C'est l'espace dominant dans une société (un mode de production). […]
>
> c) *Les espaces de représentation*, c'est-à-dire l'espace *vécu* à travers les images et symboles qui l'accompagnent, donc, des " habitants ", des "usagers ", mais aussi de certains artistes et peut-être de ceux qui *décrivent* et croient seulement décrire : les écrivains, les philosophes. C'est l'espace dominé, donc subi, que tente de modifier et d'approprier l'imagination. Il recouvre l'espace physique en utilisant symboliquement ses objets. »[246]

Ainsi, Lefebvre définit l'espace social par une abstraction : celui-ci se compose de l'espace conçu, de l'espace perçu et enfin de l'espace vécu, ce qui fait de l'espace le résultat de pratiques et de représentations multiples et contradictoires. Lefebvre énonce également une hiérarchisation de ces caractéristiques spatiales : même si le « vécu » est le plus cher aux yeux du sociologue, le « conçu », dans notre société, prédomine sur celui-ci en le dominant. La « performance » et la « compétence » des habitants s'oppose à la scientificité, à la technique et à l'abstraction de l'architecte et n'arrivent pas à les égaler, même si, par ces performances et compétences, l'habitant arrive souvent à s'approprier l'espace qu'on lui impose, en le transformant, par exemple, quand on – les règles de l'espace, l'espace lui-même – le lui permet.

L'analyse des discours en fonction de l'idéologie compte aussi s'inscrire dans l'analyse de ce rapport espace vécu-espace conçu, en tant que les acteurs étudiés ici véhiculent, comme le dit Yves Grafmeyer à propos des professionnels de la ville, « des représentations de la ville (savoirs, anticipations, jugements) dans l'exercice même de leur profession »[247]. « Savoirs », « anticipations », « jugements » sont les trois termes incontournables pour analyser les représentations sociales de l'espace (les espaces de représentations) du point de vue de l'idéologie et de l'utopie. Les espaces de représentations politiques et scientifiques que nous étudierons entrent d'ailleurs également dans ce que Lefebvre appelle les « représentations de l'espace » puisqu'ils rentrent à leurs manières dans le processus de production (conception) de l'espace (par leur médiatisation, la littérature grise, l'apprentissage des professionnels, les législations et politiques). Il s'agit d'espaces mentaux et d'espaces dominants, hérités et découlant ou non sur des systèmes idéologiques de l'espace que nous nous attacherons ici à décrypter. Rappelons que le terme de « représentations socio-spatiales », lui, renverra ici simplement aux « espaces de représentations » pris en tant que tels, c'est-à-dire quand la

---

[246] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, pp. 48-49.
[247] GRAFMEYER (Yves), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 1995, p. 101.

représentation n'inclut pas l'idée d'une conception ou d'une production « experte » ou « scientifique » de l'espace.

Le travail sur les discours n'a pas été choisi par hasard et n'est pas anodin. Il permet d'entrer plus profondément dans les représentations sociales de l'espace de certains individus ou groupes ayant valeur d'experts, de «savants », de décisionnaires (ou de simples critiques) – et c'est là notre objet principal –, chose que ne permettrait pas l'analyse des processus d'aménagement de l'espace dans leur globalité, de la conception de projets, des politiques urbaines et des « mises en loi » qui renvoient à d'autres registres d'analyse et à d'autres objets. Il ne peut y avoir de politique urbaine ou d'action sur l'espace sans une « vision » de la ville préalable, sans représentations (politiques) de l'espace qui découle de systèmes d'idées plus larges, touchant au choix de société ainsi qu'à l'exercice du pouvoir. Comme l'écrit Yves Grafmeyer en 1995 :

> « Chaque type de dispositif opérationnel peut procéder d'intentions multiples, inégalement explicités. Les textes et les discours en portent la marque. Mais le sociologue se doit de ne voir, en chacun d'eux, que le moment particulier d'un processus. Ils n'ont pas le même statut selon qu'il s'agit de déclarations programmatiques, de lois et de règlements, ou encore de documents de synthèse ou de bilans ».[248]

C'est justement le moment des représentations et des « intentions » qui nous intéresse ici. Ce ne sont pas tant les « effets » concrets sur l'espace que nous interrogeons que les « intentionnalités » qui se saisissent de « l'espace urbain comme cible et comme instrument [de] l'action ».[249] Le concept d'idéologie qu'il nous a fallu dans un premier temps définir, nous permettra de circonscrire ce « moment » du processus bien particulier : celui pendant lequel s'élaborent et se répandent les idées et représentations de la ville, à partir des « décideurs », des « experts », c'est-à-dire généralement en amont du processus, ou *a posteriori*, lorsqu'il s'agit de juger, de critiquer ou de proposer des alternatives. Cela renvoie, bien évidemment aux choix politiques des agents et des acteurs qui participent, d'une manière ou d'une autre, à la production de l'espace (avec ses contradictions, ses rapports de forces). L'étude des programmes, de la politique programmatique pourra permettre de comprendre les systèmes d'idées propres aux acteurs et aux agents, ce que l'étude des lois et décrets, par exemple ne permettrait pas, puisque elle relèverait d'un autre registre que celui des idées et renverrait à des éléments d'analyse plus « concrets » et pratiques.

Henri Raymond et Valérie Giacomatos, dans une étude datant de 1984 sur le Projet La Rochelle-La Pallice par Le Corbusier[250], distinguent eux aussi, en matière de politiques du logement, les « intentions » (programme politiques, liés aux idées, marquant la différence entre partis), les

---

[248] GRAFMEYER (Yves), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 1995, p. 105.
[249] *Id.* P. 99.
[250] RAYMOND (Henri) et GIACOMATOS (Valérie), *Technostructure et architecture. Le Corbusier à La Rochelle*, ministère de l'Urbanisme et du Logement, Direction de l'Architecture, décembre 1984.

« finalités » (« objectifs assignées aux organisations qui sont exprimées dans les lois, décrets et règlements d'application » – c'est-à-dire les intentions écrites en « langues administratives et budgétaires ») et les « résultats ».[251] C'est bien l'analyse du moment des « intentions » qui nous permettra d'établir des hypothèses et de tirer des conclusions sur l'appareil idéologique relatif à l'urbain de certains acteurs, agents, ou partis. Ceci renvoie, évidemment, aux choix politiques des agents et des acteurs qui participent, d'une manière ou d'une autre, à la production de l'espace (avec ses contradictions, ses rapports de forces). L'étude des programmes, – de la politique programmatique – pourra permettre de comprendre les systèmes d'idées propres aux acteurs et aux agents, ce que l'étude des lois et décrets, par exemple ne permettrait pas, puisque elle relèverait d'un autre registre que celui des idées et renverrait à des éléments d'analyse plus « concrets » et pratiques.

2 - L'espace vecteur d'idéologie

Les espaces de représentations de l'espace étant chargés de systèmes de valeurs, ils sont bel-et-bien liés à l'idéologie : ils ne sont jamais neutres mais chargés de valeurs positives ou négatives.

Des définitions de l'idéologie et de l'idéologie urbaine élaborées plus haut, on pourra tirer divers enseignements quant au statut idéologique de l'espace dans les représentations. Chez Joseph Gabel, l'idéologie se caractérise par une négation du temporel (l'anhistorisme caractéristique de la schizophrénie) au profit de la spatialisation.[252] L'espace concret deviendrait donc, de la sorte, un réceptacle de l'imaginaire idéologique et cristalliserait cette représentation « déformée » du réel. La ville et ses composantes construites, « conçues » pourrait ainsi servir de point de focalisation pour la pensée idéologique, fixant les affects et les idées politiquement orientées, c'est-à-dire des idées visant – consciemment ou inconsciemment – la modification ou la préservation de l'ordre social. Ceci rejoindrait les conceptions de Castells selon lesquelles l'idéologie urbaine ne serait rien d'autre qu'une confusion entre le social et le spatial.[253] On peut donc déjà poser l'hypothèse que l'idéologie se saisit de l'espace pour élaborer des solutions aux problèmes sociaux perçus dans et par la « vision du monde », pour élaborer, de manière idéelle, le devenir social, définir les changements à opérer. Et cela dans l'unique but de réaliser, dans et par la pratique, le monde tel qu'on voudrait qu'il soit, qu'il devienne.

Ainsi, l'espace intervient bien dans le processus idéologique, y prend corps, devient objet de représentations orientées. Il y prend corps comme dans la mémoire chez Bachelard[254] ou Halbwachs.[255] Si le lieu fixe les souvenirs de l'individu, s'il subit l'emprunte des groupes sociaux (et agit en retour sur eux), il fixe également les idées que se font les individus et les groupes d'eux-

---

[251] *Id.*, pp. 4-5.
[252] GABEL (Joseph) (1970), « Idéologie », *in : Encyclopaedia Universalis*, tome 11, 1996, pp. 901-905.
[253] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, 1975.
[254] BACHELARD (Gaston) (1957), *La Poétique de l'espace*, Paris, PUF, 1998.
[255] HALBWACHS (Maurice) (1950), *La Mémoire collective*, Paris, PUF, 1968.

mêmes, de leur histoire, de leurs rapports, de leur rapport au monde et de leur devenir – en un mot, leur idéologie. Et dans les deux cas, mémoire et idéologie, le lieu participe à la construction des identités (individuelles et collectives), à leur évolution et à leur renouvellement.

L'exemple des monuments, que nous avons déjà mentionné à cet égard, est le plus représentatif, puisque ces derniers sont souvent – du moins dans l'acception première et restrictive du terme monument – conçus (pensés, construits) pour la commémoration, les souvenirs, la fixation spatiale et temporelle d'idées particulières (de symboles, de signes), même si leur appréhension se modifie dans le temps. Ils possèdent la plupart du temps ce symbolisme participant à la formation de l'identité collective. Ils fixent parfois les affects, les souvenirs heureux ou malheureux des sociétés et des groupes sociaux. En cela, le monument est à la fois « résumé », « produit » et « vecteur » social. Mais, volontaire et intentionnel, il devient également « répressif », imposant les idées dominantes d'une époque (toujours par leur symbolisme), médiatisant le pouvoir des dirigeants, imposant une autorité, la richesse, la morale, une « propagande symbolique » parfois doublée de « narcissisme », imposant et prescrivant des modes de pensées, des actes, des comportements et instrumentalisant l'espace à des fins idéologiques. [256]

> « L'édifice, objet culturel, est aussi support d'idéologie. Il veut rassembler, persuader, convaincre : impossible-possible. Aussi bien qu'une phrase, ou une page, ou un livre, un édifice porte et supporte des *idéologènes*. La colonne, le campanile ou le clocher, le fronton, la façade, etc. Dans le contexte, certains sèmes ou objets-signes se chargent d'idéologie. »[257]

A partir de cette illustration, nous voyons bien que l'espace urbain conçu peut aussi, selon Henri Lefebvre, devenir l'instrument et le vecteur d'idéologies. Le caractère idéologique de l'espace est à la fois la cause et l'effet de la dimension symbolique de l'espace. Et l'idéologie, tenant de la volonté et du mythe de « puissance », ne peut être qu'en se référant à l'espace.[258] Ce dernier en arrive d'une certaine manière, à devenir un « producteur » d'idéologie à part entière. Rappelons pour cela à nouveau cette citation de Lefebvre :

> « Ce que l'on nomme "idéologie" n'acquiert de consistance qu'en intervenant dans l'espace social, dans sa production, pour y prendre corps. »[259]

Mais de nouveau, cette efficacité idéologique imposée et livrée par l'espace conçu ne dépend pas de lui seul et des intentions qui ont guidé sa production. Elle dépend également de l'espace perçu

---

[256] BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, les situationnistes et la dialectique monumentale : du monument social au monument spectacle », *L'Homme et la société*, n° 146, 2002/4, « Monument et ville », Paris, L'Harmattan, pp. 41-60.
[257] LEFEBVRE (Henri) (1969), « Éléments d'une théorie de l'objet », *in : Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970, p. 283.
[258] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, p. 118.
[259] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, p. 55

et vécu (de la perception, des représentations, des pratiques sociales), autrement dit, de l'appropriation qui en est faite, de la capacité de résistance des « récepteurs-usagers », de leur capacité d'adaptation, de leurs modèles socio-culturels et de bien d'autre choses (expériences et histoires individuelles ou collectives, de tout ce qui nous est inculqué par notre socialisation). Mais les symboles véhiculés par l'espace sont parfois si puissants (caractéristiques de certains monuments ou édifices comme l'église du village, les monuments commémoratifs, à la gloire des héros, des martyrs, la mairie, les palais, la cathédrale, le temple, le commissariat, etc.), qu'une idéologie régissant l'organisation sociale et spatiale (passée ou présente) est imposée, rappelant les normes, édifiant les principes sociétaux, prescrivant ou interdisant des pratiques, établissant les règles de vie sociale et aussi l'identité collective, que tous ces dictats soient respectés (qu'on y adhère, les respecte ou s'y adapte) ou refusés (cas des pratiques sociales inadaptées à certains types d'espaces, par exemple, des pratiques subversives de la ville, etc.).

L'espace urbain, d'une certaine manière, comme le dirait Joseph Gabel, fixe et cristallise l'idéologie dans un processus – une volonté – « anhistorique », perpétuelle, même si bien sûr, les règles sociales évoluent au cours de l'histoire. Du moins l'intention idéologique est-elle présente, décelable et parfois imposante. Les « espaces de représentation » eux-mêmes s'en trouvent déterminés – ou du moins affectés – en tant qu'éléments des idéologies urbaines (comprises comme systèmes de représentations). Ceci prend toute son importance si l'on songe aux considérations d'Emmanuel Kant sur l'espace et le temps comme éléments déterminants de la construction du psychisme humain[260], ou encore d'Abraham Moles sur l'espace est la matière première de l'existence et son lien avec la réalité.

La question reste posée de la part propre à cet espace urbain « hérité » dans la diffusion et le processus de formation des représentations socio-spatiales, et de ce qui relève des faits proprement sociaux. Henri Raymond, analysant en 1984 l'idéologie urbaine de l'architecte – et notamment de l'exemple extrême de Le Corbusier – aborde ainsi cette question du double statut idéologico-politique de l'espace quant aux représentations qu'il suscite : l'espace urbain (architectural) est en lui-même « porteur de politique » et il existe une « vision politique de l'espace »[261], la distinction entre les deux phénomènes demeurant difficile à effectuer dans l'analyse. Quels sont donc les liens et mécanismes qui unissent ces deux phénomènes ? La suite de ce travail nous démontrera ce que l'espace urbain peut nous révéler de l'idéologie et ce que le raisonnement en termes d'idéologie peut nous révéler de l'espace. Et pour cela, l'analyse du discours « contestataire » ou « oppositionnel » nous semble indispensable, justement, pour faire la part des choses et différencier ce qui relève de l'espace idéologique et ce qui relève de l'idéologie spatiale.

---

[260] KANT (Emmanuel) (1781), *Critique de la raison pure*, Paris, PUF, 1997, pp. 55-61.
[261] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, 1984.

Nous entrerons ainsi plus avant dans les constructions mentales de l'espace urbain par ces groupes caractérisés par une volonté politique, une vision du monde et des intérêts plus ou moins partagés, tout en considérant cet espace comme ensemble de signes (rapports des signifiants aux signifiés) dépendant étroitement du contexte. On verra également en quoi ces représentations – et cet espace – peuvent être chargés de valeurs contradictoires, quelles sont les justifications sociales données aux pratiques, les légitimations de positions sociales et de l'action politique, notamment par la valorisation ou dévalorisation attachée aux lieux. Seront aussi bien sûr abordés le caractère performatif de ces espaces de représentations, la manière dont ils orientent l'action, puisque, pour reprendre encore une fois Lefebvre, ils mêlent souvenirs, perception et usages quotidiens, mais aussi aspirations et désirs. Mais ils orientent aussi parfois inconsciemment les pratiques sociales et les transformations de l'espace. C'est le cas, et cela a été maintes fois étudié, dans les quartiers fortement marqués socialement comme les « beaux quartiers » (Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot), la « banlieue rouge » parisienne ou pour le mythe du « village urbain ». Ces représentations collectives de l'espace construites historiquement sont signifiantes socialement, et elles entraînent des stratégies plus ou moins conscientes d'évitement, des volontés de rester entre-soi, des localisations particulières de groupes sociaux.

II - Eléments méthodologiques pour une analyse du discours idéologique

Le lecteur aura bien compris que nous nous situons dans le cadre théorique et conceptuel de la sociologie de la connaissance (des idées, ou « représentations »). Il ne s'agira donc pas de déterminer si la parole est sincère chez les producteurs et émetteurs du discours, s'ils « pensent » et « croient » ce qu'ils disent, ce qui relèverait d'une stricte analyse de contenu, à la recherche des contradictions, voire avec l'aide d'entretiens, et se rapporterait à une étude d'ordre plus psychologisante que sociologique. Il ne s'agira pas non plus, concernant les politiques, de savoir s'ils « font ce qu'ils disent », ce qui nécessiterait une comparaison des pratiques et des discours. Nos objets d'études principaux, les groupes et partis contestataires et oppositionnels, possèdent justement cette caractéristique de ne pas pouvoir, concrètement, appliquer ou mettre en œuvre leur discours, du moins dans le contexte étudié. Rappelons toutefois que l'analyse de celui-ci nous permettra de procéder à une « autre » lecture de la ville de cette époque, différente de celle de l'histoire officielle et usuelle de la ville et de l'urbanisme des trente glorieuses : un « mémoire des vaincus » en quelque sorte et pour parler métaphoriquement.

Il s'agit plutôt de voir comment une idéologie, diffusée et transmise par voie de discours politique (et/ou scientifique) se construit théoriquement et socialement. Autrement dit, la question abordée est celle des processus d'idéologisation de cet objet qu'est l'espace urbain. Plus concrètement, il s'agit de voir comment – de quelle sorte et de quelle manière – l'espace acquiert un statut dans la

pensée, et, par elle, dans le discours. Ainsi nous ne resterons pas cantonnés dans le discours étudié intrinsèquement et porterons l'attention sur les facteurs exogènes, sans faire de ceux-ci, toutefois, ni des objets privilégiés, ni des déterminants du discours (et donc de la pensée). Ce sont les leçons principales que nous tirerons de la sociologie de la connaissance, qu'elle soit celle de Mannheim ou celle de Gurvitch. Par ailleurs, Mannheim, et, à sa suite, Gabel, ont très bien montré que l'idéologie venait de beaucoup plus loin que du contexte de l'agent émetteur d'idéologie, de sa position sociale et des intérêts qui lui sont liés. La notion de « vision du monde » (*Weltanschauung*) renvoie à quelque chose de beaucoup plus profond que de simples déterminations socio-historiques, même si celles-ci y jouent le rôle primordial et moteur.

Cet ancrage théorique dans la sociologie de la connaissance aura bien sûr des répercussions sur la méthode employée pour l'analyse – et par elle, sur notre lecture particulière du discours – sur la façon d'appréhender nos objets, et donc, sur nos résultats. Mais elle reste insuffisante selon nous pour les aborder. Le but, ici, n'est pas simplement d'établir des « corrélations fonctionnelles » (pour reprendre le terme de Mannheim)[262] entre « genre », « forme » de connaissance et « cadres sociaux » d'émission des idées (et des discours).[263] L'objet étudié reste le statut de l'espace dans le discours politisé (les représentations socio-spatiales dans le discours politiquement orienté).

Ainsi, les emprunts méthodologiques et conceptuels à d'autres formes d'analyse et à d'autres disciplines, leurs influences, loin d'être contradictoires avec cette première approche, permettront de la compléter. Ils se sont imposés à nous au fur et à mesure de notre travail empirique et d'analyse de contenu. Il s'agit des méthodes et concepts de la linguistique, tout d'abord, ainsi que de la sémiologie et de la sémantique, mais aussi et plus encore des méthodes développées par les politistes pour l'analyse du discours politique, c'est-à-dire les analyses thématiques, rhétoriques et en fonction du cadre d'émission. En d'autres termes, les tropes, figures du discours, les thématiques abordées (dans les critiques, les revendications, les propositions) seront appréhendées autant de fois que le discours le permettra et le nécessitera pour faciliter l'analyse. Mais pour et avant cela, le statut du discours pour ce qui concerne notre objet – les représentations – mérite d'être un peu plus formellement posé.

Nous partirons du présupposé selon lequel l'idéologie est diffusée par le discours, que celui-ci soit oral ou écrit. Cette idéologie, sa définition l'admet, engendre des pratiques ou du moins, est supposée le faire. Notre position sera au contraire d'admettre ce discours en tant que pratique lui-même, ayant bien sûr une autonomie relative par rapport aux contraintes du contexte, aux intérêts du locuteur, à sa position et à celle du récepteur, mais aussi de l'idéologie elle-même et de la « vision du monde ».

---

[262] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, traduit de l'édition anglaise par Pauline Rollet, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956,

[263] GURVITCH (Georges) (1966), *Les Cadres sociaux de la connaissance*, Anthony, Editions Tops/H. Trinquier, 2001.

Les cadres et des contextes d'émissions prendront aussi, nous l'avons dit, une grande place dans l'analyse des discours. Le « texte », ici considéré comme discours[264], plus que tout autre support de transmission et de diffusion d'idées, se rapporte à ses conditions de production.

La problématique de cette thèse s'inscrit, nous l'avons dit, dans celle, plus générale, du rapport de l'espace au politique. La question, posée au départ, à laquelle nous nous attachons est celle du statut de l'espace urbain dans la pensée politique, et ce, par le biais de l'analyse des discours officiels (propagande, programme politique, congrès…) et plus officieux (débats théoriques dans les correspondances, réunions…). Il conviendra donc de croiser plusieurs types de discours, dont les statuts, les cadres et les contextes d'émission divergent. Il ne s'agira donc pas purement d'une lecture internaliste. Et à l'aide des éléments extérieurs au discours, il s'agira aussi d'identifier les révélateurs de l'idéologie urbaine, autrement dit des représentations politiques de la ville.

Nous aurions pu tout aussi bien, pour cela, nous appuyer sur la réalisation d'entretiens et sur leur analyse de contenu, vue la proximité temporelle de la période étudiée. Cependant, si nous avons choisi le travail sur les écrits, c'est que la mémoire orale nous semblait plus apte à retranscrire des faits et à fournir des informations qu'à un travail d'analyse du discours. Il fallait, pour les raisons évoquées plus haut, rapporter ces discours à leurs contextes d'émission (politiques, urbanistiques et sociaux). Là résidait selon nous la clé d'un travail sur l'idéologie et sur les représentations. D'autant que les témoignages *a posteriori* sont toujours susceptibles de se réadapter, d'évoluer, voire de « refaire l'histoire ».

D'autre part, comme nous l'avons dit en introduction de cette thèse, plus que d'un objet de recherche, nous nous sommes attachés à la description et la compréhension d'un « champ », ou d'une nébuleuse d'acteurs et de leurs discours, au sein de laquelle les interrelations sont multiples et les échanges et « rencontres » nombreux. Il s'agit du discours de la gauche politique, et pas seulement politicienne (dans le sens des « professionnels » de la politique), c'est-à-dire de l'analyse des représentations de la ville politiquement orientées à gauche.[265]

L'étude des discours politiques, du moins en ce qui concerne les constats et les intentions sur l'espace, se révélait donc nécessaire à une meilleure compréhension du statut politique de la ville, de la construction idéelle, « imaginaire » et donc sociale des territoires urbains.[266] Les discours légitimant (après coup) ou justifiant (*a priori*) les pratiques et politiques d'aménagement entreprises nous semblant à même d'être « faussées » par les intérêts en jeu, seuls les discours programmatiques et « critiques » de l'opposition nous ont semblé pouvoir refléter les représentations politique de l'espace

[264] GUESPIN (Louis), « Problématique des travaux sur le discours politique », *Langages*, 1971, pp. 3-24.
[265] JULLIARD (Jacques), *Contre la politique professionnelle*, Intervention, Paris, Editions du Seuil, 1977.
[266] DI MÉO (Guy), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 1998, pp. 231-237.

urbain, c'est-à-dire les modalités selon lesquelles l'idéologie ou l'orientation politique déterminent – si tel est le cas – les représentations spatiales, et comment l'espace lui-même s'insère dans une pensée politique.

Ainsi, pour la constitution du corpus, trois types d'objets principaux ou de sources ont été délimités au début de la recherche.

Il s'agit, tout d'abord, des discours politiques à proprement parler, à la fois réformistes et révolutionnaires. On peut considérer en effet que la période des années soixante – soixante-dix, constitue en France un épisode relativement riche en matière de production de discours, mais aussi d'idées. C'est une période où règne une tension particulière entre les positions des gauchistes et celles de la gauche institutionnelle concernant le devenir social. La résurgence des idées marxistes et révolutionnaires, parfois simplifiées ou réadaptées à la situation, font donc de l'espace public de cette période un lieu d'oppositions et d'affrontements. Mais aussi, nous le verrons, d'échanges, de reprises et d'influences mutuelles. Au sein de cette nébuleuse, le cas de la « deuxième gauche », au premier rang de laquelle le Parti socialiste unifié, nous a paru le plus représentatif. Non pas car ses positions font consensus, mais parce qu'il fait le lien, justement, entre les positions réformistes et révolutionnaires, issu et influencé qu'il est par la social-démocratie, le marxisme et la gauche catholique. Ceci nous permettait également d'étudier l'émergence d'une nouvelle tendance politique (depuis les années cinquante) qui avait justement l'avantage de se mobiliser rapidement sur les questions relatives au phénomène urbain et de chercher à se constituer un « programme d'action » et de propositions à partir d'influences et de conceptions d'origines diverses. De plus, son ancrage sur le terrain associatif et des luttes sociales, en faisait le médiateur privilégié entre ces luttes et les considérations plus politiciennes. Pour aborder ce champ, nous nous sommes donc appuyés sur des séries d'archives contenues aux Archives nationales. Concernant les partis politiques et syndicats, la série 78AJ, contenant des tracts, déclarations d'intentions, programmes et presses de la gauche à partir des années soixante – pour ce qui nous concerne – ont donc fourni le matériau principal qu'il a fallu croiser, bien sûr, avec les publications marquantes, de préférence collectives (au nom du parti), comme les programmes de gouvernement. Pour ce qui concerne la deuxième gauche, la série 581AP s'est révélée la source principale. Elle contient en effet les archives officielles, issues de fonds privés ou non, du PSU depuis sa formation, concernant les orientations politiques et stratégiques nationales. Elle possède également l'avantage de comprendre des sources officielles (revues, propagandes, tracts) autant qu'officieuses (correspondances, revues internes, préparations de rencontre). Mais surtout, elle comprend les archives de la commission et de la campagne « cadre de vie » du parti, et celles de ses relations avec les militants de ce cadre de vie au niveau national.

Dans le même esprit, la seconde série d'acteurs dont les discours sont croisés avec les précédents, est constituée de cette « galaxie » gauchiste en expansion dans les années soixante – soixante-dix. Le discours des maoïstes, trotskystes et militants libertaires, essentiellement, a ici

constitué le corpus principal. Il aurait été impossible dans le cadre de ce travail d'analyser de manière exhaustive toute la production de cette mouvance. Loin de ce qui aurait été nécessaire pour un travail monographique sur tel ou tel mouvement, nous avons donc réduit l'investigation aux publications réputées représentatives, mais aussi et surtout, encore une fois, aux archives de la série 78AJ des Archives nationales contenant de nombreux tracts et journaux gauchistes de toutes tendances, notamment autour de mai 68, ainsi qu'à des recueils de tracts. Mais là plus qu'ailleurs, les sources sont composées de matériaux de première et de seconde main. Nous avons ainsi été consulté, pour une partie de l'investigation, les archives de l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris pour ce qui concerne l'analyse du discours gauchiste sur la ville des étudiants en urbanisme, afin de le mettre en perspective avec celui des étudiants en architecture des Beaux-Arts, sur lequel les travaux existent déjà. Mais dans ce champ s'ajoutent également les publications de groupes exemplaires et représentatifs de ce qui nous intéresse ici, à savoir l'Internationale situationniste et la revue *Utopie*. L'analyse de leurs productions, débutée dans un travail de recherche antérieur[267], ne pouvait que prendre une place non négligeable dans cette recherche, en tant que ces groupes sont aussi représentatifs d'une époque et cristallisent également la pensée politique d'extrême-gauche.

Enfin, dernier objet, la pensée et les réflexions de la sociologie urbaine française constituaient une source inévitable. Plus que d'autres sciences humaines, la sociologie urbaine nous est vite apparue comme la plus représentative de cet aspect politique des représentations de la ville pendant la période, au long de laquelle, du reste, elle se constitue en tant que discipline. Plus que la « littérature grise », nous avons privilégié les ouvrages – mais aussi les études et recherches – marquants pour l'époque. Notre choix de réserver la place la plus importante aux grandes figures de cette discipline pourra bien sûr être discuté, ainsi que la représentativité même de ces grandes figures. Mais nous avons choisi de nous attarder avant tout sur les précurseurs de la sociologie urbaine de la période, marxistes ou pas, mais engagés, tels Henri Lefebvre, Raymond Ledrut ou Paul-Henry Chombart de Lauwe. Il a fallu également faire des choix parmi les équipes de recherches et les laboratoires au sein desquels ces figures, ou leurs continuateurs, évoluent. Encore une fois, ce sont les aspects politiques et engagés des groupes qui ont guidé ces choix, ce qui se révélait assez logique pour la période des années soixante-dix, ou la sociologie urbaine marxiste prédomine sans contexte, avec ses diverses orientations (structuralistes, historicistes…). Cet objet a été choisi avant tout pour être croisé avec les discours plus proprement politiciens : les sociologues publient, enseignent aux gauchistes, voire participent ou soutiennent les « mouvements sociaux urbains ». Leurs recherches sont également financées par les pouvoirs publics et les relations avec les politiciens, nous le verrons, ne sont par rares. C'est pourquoi, encore, nous avons également choisi de nous contenter des productions et des recherches marquantes et présumées les plus influentes, diffusées et représentatives.

---

[267] BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII, Créteil, 2000.

Le croisement et la mise en perspective de ces trois objet – les discours politiciens, gauchistes et « avant-gardistes », et des sociologues marxistes – doivent nous aider à décrire et comprendre, nous en posons ici l'hypothèse, ces représentations politiquement orientées de la ville, et nous permettront de mieux cerner ce statut politique de l'espace urbain dans l'idéologie politique de gauche pendant les trente glorieuses.

* DEUXIEME PARTIE *

LA POLITISATION DES DISCOURS SUR L'URBAIN : LA RENCONTRE MARXISME – SCIENCES SOCIALES – ARCHITECTURE ET URBANISME

La France connaît une urbanisation accélérée après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années cinquante, comme le constatent les observateurs de l'époque tels Henri Lefebvre, elle bascule véritablement dans « l'urbain ». Suite à la période de reconstruction pendant laquelle l'Etat, par l'intermédiaire d'Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, intervient massivement dans la construction de logements et la rénovation des infrastructures. Parallèlement aux rénovations urbaines dans les centres, la mise en place des ZUP à la fin des années cinquante va accélérer l'édification des grands ensembles, en périphérie des grandes agglomérations, destinés à accueillir les nouvelles populations urbaines. Henri Lefebvre, pour qualifier cette croissance des périphéries urbaines, parle d' « implosion-explosion des villes »1, mettant à mal la ville traditionnelle pendant de que sa périphérie croît de manière anarchique (dépérissement des centres et explosion des périphéries). A la fin des années soixante, c'est l'expérience des « villes nouvelles » qui voit le jour et se développe. Ces expériences et ces mises en place de modes particuliers d'aménagement urbain précédent de peu leur critique et leur remise en cause. A cette urbanisation massive et accélérée correspond aussi tout un arsenal législatif relatif à l'urbanisation (dont la fameuse Loi d'orientation foncière de 1967) et la multiplication des « mouvements sociaux urbains », notamment au début des années soixante-dix.

L'urbanisation de la France connaît quoi qu'il en soit pendant les trente glorieuses une très nette accélération. Si l'on prend en compte la catégorisation de l'INSEE2 selon laquelle ne peut être qualifié de ville qu'un regroupement de population d'au moins 2 000 habitants (à condition que l'espacement entre les constructions soit inférieur au moins à 200 mètres). La France voit passer sa population urbaine de 52,9% à 73,4% de la population totale entre 1936 et 1982 (avec un « boom » dans l'après guerre jusqu'à la fin des années soixante : 57,3% en 1954, 63,2% en 1962, 70,1% en 1968, 72,9% en 1975, – soit une augmentation de presque 7% de la population globale entre 1962 et 19683). Un peu plus d'un habitant sur deux habite en ville en 1936 et un peu moins de trois habitants sur quatre en 1982, avec un net recul de la croissance de la population urbaine après 1975. De même, la surface du territoire urbain passerait de 36 516 à 83 352 Km2 pendant la même période (avec cette fois une évolution plus importante pendant les années soixante – la surface urbanisée augmente de presque sa moitié entre 1962 et 1968 –, correspondant à la construction des grands ensembles de périphérie)4. Ainsi, la surface urbanisée du territoire français ferait plus que doubler pendant près de cinquante ans, selon les chiffres de l'INSEE.

Cette forte croissance de la population urbaine (et qui se fait surtout au profit des villes moyennes), doublée d'une expansion spatiale des villes sur le territoire français, constitue pour

---

[1] LEFEBVRE (Henri), *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970.
[2] Institut national de la statistique et des études économiques.
[3] Selon les chiffres de l'INSEE et de l'INED (Institut national d'études démographiques) ; Sources : *INSEE Première*, n° 707, avril 2000. Selon le dernier recensement de 1999, la population urbaine française s'élèverait aujourd'hui à 75,5%
[4] *Id.*

certains un « temps fort de la transformation urbaine de la France »[5] et pour d'autres la « révolution urbaine la plus rapide et la plus profonde de son histoire ».[6] Elle est due à de multiples facteurs et à une conjoncture particulière : l'expansion économique, l'évolution démographique de l'après-guerre, les migrations internes et l'exode rural, l'industrialisation, la crise de l'agriculture et sa mécanisation, un nouveau cycle d'immigration (appel d'une main d'œuvre étrangère pour les besoins de l'industrie)…[7] Tout ceci s'accompagne d'un bouleversement important des morphologies urbaines : « les opérations d'urbanisme bouleversent le paysage familier, déplacent les populations, créent de nouveaux espaces. »[8]

De même, les modes de vie urbains s'étendent dans l'espace, se diffusent, les ségrégations socio-spatiales se renforcent qualitativement et quantitativement et après la crise du logement de l'après guerre, la « crise de la ville » fait son apparition. La ville devient alors un objet de mal-être, de revendications et de mécontentement de la part des populations qui s'y agrègent. Tout ceci va progressivement entraîner la sociologie à être « tirée » vers l'urbain dès les années cinquante et surtout à partir des années soixante, lorsque les méfaits de l'urbanisme des trente glorieuses commencent à se faire sentir.

D'une manière générale, comme nous allons maintenant le voir, la pensée sur la ville (qu'elle soit issue de la sociologie, de l'urbanisme, de l'architecture mais aussi des autres disciplines prenant la ville pour objet) observe une tendance à la politisation ou à la radicalisation par l'intermédiaire de la pensée marxiste. L'aliénation et la lutte des classes se trouvent de plus en plus transposées théoriquement dans l'espace urbain, s'exportant hors de son cadre traditionnel de l'usine ou de l'entreprise. Le contexte des trente glorieuses dont l'importance quant aux idées urbanistiques n'est plus à démontrer, voit entre autres se développer, parallèlement à l'application des théories urbanistiques du mouvement « moderne » et à l'intervention massive de l'Etat dans les domaines du logement et de l'urbanisme, des critiques radicales de l'urbanisme, de la ville et de l'architecture issues de penseurs néo-marxistes, structuralo-marxistes ou autres. L'urbain est alors « pensé » avec des références et des conceptions marxiennes (lutte des classes, aliénation, division du travail, fétichisme de la marchandise, Capital) mais aussi en fonction de nouveaux questionnements, de nouvelles critiques : critique de la vie quotidienne, de la consommation, de la modernité, de la technocratie ; et ce en adaptant ces nouveaux concepts à ceux hérités de Marx (modernité aliénante, vie quotidienne aliénée, « société bureaucratique de consommation dirigée », urbanisation de la lutte des classes). Cette critique marxiste de l'urbanisme aura d'ailleurs un rôle important dans

[5]RONCAYOLO (Marcel), « Nouveau cycle ou fin de l'urbanisation ? », in : DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1985, p. 15.
[6] BURGEL (Guy), « Urbanisation des hommes et des espaces », *Id.*, 1985, p. 135.
[7] RONCAYOLO (Marcel), « Nouveau cycle ou fin de l'urbanisation ? », *op. cit.*, pp. 15-74.
[8] FIJALKOW (Yankel), *Sociologie de la ville*, Paris, La Découverte, 2002, p. 26.

l'institutionnalisation de la sociologie urbaine en France à la fin des années soixante – début des années soixante-dix. De même, en parallèle, le discours politique, notamment celui de la gauche – institutionnelle ou « gauchiste » – tend à s'intéresser de plus en plus au fait urbain : à s' « urbaniser ». Les projets politiques, programmes électoraux ou revendications ont de plus en plus tendance à « prendre la ville pour objet privilégié » (à en faire le terrain des luttes déterminantes pour le changement, à la poser comme garante de la société future). A une politisation des réflexions sur l'urbain correspond donc ce que nous appellerons une « urbanisation » des postures politiques. Ainsi, nous voyons, pendant les deux décennies, un double mouvement d'urbanisation du discours et de l'action politiques et de politisation de la réflexion sur la ville, notamment par l'institutionnalisation de la – ou plutôt des – sociologies urbaines d'obédience marxiste. Cette tendance à la « politisation/urbanisation » est parfois dure à départager et les discours difficiles à classifier selon ce binôme. Pour résumer, nous pouvons dire pour l'instant que le/la politique s'empare, pendant ces deux décennies, des questions touchant au phénomène urbain. La partie qui va suivre relève d'un découpage parfois artificiel : les discours scientifiques sur l'urbain dans un premier temps, puis ensuite celui des « contestataires » – parfois proclamés « révolutionnaires » –, appliquant un discours radical à la ville ou la prenant comme terrain d'actions ; chacun observant toutefois des dominantes justifiant ce découpage. Nous nous attarderons dans une partie suivante sur le discours politique à proprement parler, discours que nous préférons séparer des précédents pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Pour étudier ces faits, nous croiserons dans l'analyse trois champs privilégiés : celui de la sociologie urbaine qui se développe en France des années cinquante aux années soixante-dix, celui des groupes d'extrême gauche s'intéressant à la ville et celui du discours politique, essentiellement de gauche. Les interrelations intellectuelles, dogmatiques et rhétoriques entre le discours des partis politiques et celui des intellectuels et gauchistes prenant, dès les années cinquante, l'espace urbain comme objet de théories et de revendications, seront également amplement analysées dans notre troisième partie.

Il s'agit donc d'une analyse plus synchronique que diachronique dans le sens où, plus qu'un développement ou qu'une généalogie qui pourraient nécessiter une comparaison avec les époques antérieures, c'est bien le fonctionnement et le processus de cette « politisation/urbanisation » que nous nous proposons d'étudier dans ce contexte de renouveau urbanistique que constituent les trente glorieuses. Ce contexte est tellement riche en lui-même que seules quelques considérations historiques sur le moyen terme viendront étayer notre propos. Il s'agit d'analyser les modalités et les causes de ces glissements thématiques et paradigmatiques (« politisation/urbanisation » des discours) ; en d'autre terme d'étudier le « pourquoi » et le « comment », en commençant bien évidemment par le comment. L'apogée du marxisme en France, puis son déclin, le rôle de l'Etat fort et technocratique pendant les

décennies étudiées, l'importance de Mai 68, des idées qu'elle a confortées et de celles qu'elle a fait naître : tout ceci nous semble indispensable pour comprendre ces « glissements ».

Mais avant tout, il est nécessaire de nous attarder sur cette politisation de la sociologie urbaine, discipline pour laquelle l'analyse s'est imposée pour plusieurs raisons : d'une part, parce qu'il s'agit d'une discipline nouvelle (relativement, institutionnellement) et en plein essor pendant la période, et d'autre part, parce que nous verrons que c'est essentiellement par elle que la politisation de l'urbanisme et de l'architecture se réalise, avec les remises en cause et le renouvellement de la pensée que cette politisation implique.

- CHAPITRE I -
POLITISATION ET INSTITUTIONNALISATION DE LA SOCIOLOGIE URBAINE FRANÇAISE

> *« La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités, elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes et par là, elle a arraché une importante partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples bourgeois, l'Orient à l'Occident. La bourgeoisie supprime de plus en plus le gaspillage des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La centralisation politique fut la conséquence fatale de ces changements. »*
>
> Karl MARX, Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, 1847.

Les années 1960-1970 constituent donc, en France, les années d'une politisation de la question urbaine dans les sciences sociales, que nous définirons comme un processus de radicalisation et de marxisation des positions des sociologues, et qui se réalise en parallèle de l'institutionnalisation de la sociologie urbaine. Nous allons maintenant étudier quelles sont l'étape de ce double processus de politisation et d'institutionnalisation de la question urbaine dans la sociologie.

Certains auteurs et sociologues constatent, dès le début des années soixante-dix, la recrudescence des études et réflexions sur la ville et l'urbain[9], qu'ils soient ou non investis dans l'analyse du phénomène urbain ou de la question urbaine qui constituent un nouvel objet des sciences sociales, se développant de manière exponentielle depuis les années cinquante (notamment en ce qui concerne la sociologie)[10]. Il faut rappeler qu'il s'agit également de l'époque du lancement de la recherche urbaine (1967) sous l'égide du nouveau ministère de l'Equipement créé en 1966, fusion du ministère de la Construction et des Travaux Publics et de celui des Transports, avec à sa tête Edgard Pisani et dirigé par les ingénieurs des Ponts-et-Chaussées.

C'est aussi l'époque, en France, des premiers colloques de sociologie urbaine, marqués par la pensée marxiste et qui participeront de l'institutionnalisation de cette sociologie, dans l'Université, dans les laboratoires de recherche ou les organismes d'aménagement.

I - Les colloques et la question épistémologique

L'importance des colloques pour la naissance ou le développement d'une discipline ou d'idées et de savoirs a déjà été montrée par un certain nombre d'auteurs. C'est particulièrement le cas pour la sociologie urbaine.[11] L'urbanisation croissante et la reconstruction, ainsi que les mutations sociales (migrations, acculturation, bouleversement des modes de vie) qui les accompagnent, amènent les sociologues, et d'autres disciplines, des urbanistes et sous les bons auspices du ministère de l'Equipement et du Commissariat au Plan, à s'intéresser à la problématique urbaine. Ces lieux d'échanges entre savants, politiques, « vecteurs d'analyse des configurations intellectuels »[12], nous permettrons, par une rapide analyse de contenu des propos et échanges, des contextes, mais aussi des questions et thèmes qui y sont discutés et débattus, de déterminer cette émergence de la question du politique au sein du monde des idées sur la ville, ainsi qu'une première ébauche d'influence sur les politiques eux-mêmes. Mais ces rencontres et ces recherches n'auraient pas eu lieu si certaines personnalités, chercheurs de terrains ou théoriciens, sociologues ou non, n'avaient, à un moment donné, par la conjoncture ou leurs parcours, et chacun à leur manière, pris conscience de l'importance et des enjeux de l'urbanisation de la société. Par leurs positions institutionnelles, leur légitimité dans le monde des sciences sociales, par leur écho auprès des responsables politiques enfin, ces intellectuels

---

[9] AMIOT (Michel), *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, EHESS, 1986 ; CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, Paris, Anthropos/Economica, 2002 ; FIJALKOW (Yankel), *Sociologie de la ville*, *op. cit.*, 2002 ; LASSAVE (Pierre), *Les Sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1997.

[10] RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », in : MENDRAS (Henri) et VERRET (Michel), *Les Champs de la sociologie française*, Paris, Armand Colin, 1988, pp. 63-73.

[11] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, pp. 47-52.

[12] *Ibid.*

participeront à leur façon à la politisation progressive des réflexions sur l'urbain, et, plus indirectement, à l'urbanisation des discours politiques sur la ville.

Dans les lignes qui vont suivre, nous allons nous pencher sur cette institutionnalisation de la sociologie urbaine dans la France de l'après-guerre, qui se réalise notamment par la politisation des propos et des idées. Nous nous arrêterons sur quelques moments et événements clés (les colloques, les publications, les recherches et études marquantes) et sur certains personnages qui vont marquer durablement cette discipline naissante, par leurs idées, leurs méthodes et leurs rôles mêmes dans la constitution de la sociologie urbaine.

1 - Le colloque « Villes et campagnes » en 1951

Selon Henri Raymond[13], la sociologie urbaine naît en France en 1951, lors d'un colloque du CNRS sous la direction de Georges Friedmann (philosophe et sociologue du travail d'obédience marxiste –1902-1977). Ce colloque est pluridisciplinaire et rassemble d'éminents universitaires ou intellectuels de l'époque autour du thème des rapports ville-campagne, autrement dit, du rapport « tradition-modernité ». Il faut rappeler que nous sommes alors en pleine période de reconstruction et que sévit encore en France la crise du logement. Ce colloque, organisé par le Centre d'Etudes sociologiques du CNRS[14] analyse les transformations de la « civilisation rurale » et ses rapports avec la « civilisation urbaine ».[15] Il regroupe de grands noms ou futurs grands noms de la recherche en sciences humaines. S'y retrouvent notamment

- des sociologues dont certains seront à l'origine de la sociologie urbaine française (Paul-Henry Chombart de Lauwe, Henri Lefebvre), d'autres plus anciens (Georges Friedmann, Georges Gurvitch, Pierre Naville, Jean Stœtzel, Henri Lévy-Bruhl, Gabriel Le Bras) ou plus jeunes (Alain Touraine, Joffre Dumazedier),

- des historiens de renom pour la plupart de l'Ecole des Annales (Fernand Braudel, Lucien Febvre, Ernest Labrousse, Georges Davy, Georges Lefebvre, Louis Chevalier[16]),

- des géographes de plusieurs générations travaillant sur la ville (Pierre George, Maximilien Sorre, Marcel Roncayolo),

- des ethnologues, des démographes (Alfred Sauvy), psychologues, économistes (Jean Fourastié). On y remarque aussi la présence d'un linguiste (Marcel Cohen).

---

[13] RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », *op. cit.*, 1988, p. 66.
[14] Centre national de la recherche scientifique, fondé dans l'immédiat après-guerre.
[15] FRIEDMANN (Georges) (sous la dir. de) (1952), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, deuxième semaine sociologique organisée par le Centre d'études sociologiques (CNRS) en 1951, Centre d'études sociologiques Paris, Librairie Armand Colin, 1953.
[16] Ce dernier publiera en 1958 un classique de la sociologie urbaine : *Classes laborieuses, classes dangereuses*, ainsi que l'article «Le problème de la sociologie des villes » dans le *Traité de sociologie* de Georges Gurvitch, in : GURVITCH (Georges) (sous la dir. de) (1958), *Traité de sociologie*, Tomes 1, Paris, PUF, 1962, pp. 293-314.

Plusieurs faits étonnent lorsque l'on parcourt les pages du compte-rendu publié en 1952, sous la direction de Georges Friedmann.[17] Tout d'abord, l'importance de l'histoire et des historiens dans les réflexions sur la ville. Plus généralement, les sciences humaines universitaires y sont présentes à travers de grands noms issus du Collège de France, de La Sorbonne, de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), mais les praticiens (architectes, urbanistes, aménageurs) y font largement défaut (hormis Robert Auzelle, architecte et urbaniste, professeur à l'Institut d'Université de l'Université de Paris ou encore Maurice-François Rouge, sous-directeur du Service de l'Aménagement national au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme). De plus, les thèmes abordés et discutés le sont presque tous sous le regard historique ou historien. L'urbanisme, lui, n'est encore que très peu mentionné. Mais on devine, à travers les lignes, une certaine forme de critique de celui-ci, ou tout du moins de ses caractéristiques contemporaines (le zonage, la prolifération des banlieues), et ce, au sein même de l'administration et de ses représentants :[18]

> « il y a constamment des échanges qui proviennent essentiellement d'un mauvais état de fait : d'une mauvaise localisation réciproque des lieux d'activité et des lieux de résidence, c'est-à-dire d'une mauvaise organisation de l'espace. »[19]
>
> « Je vous laisse le soin de calculer ce que de telles conditions entraînent en fatigue quotidienne. La fatigue du travailleur, qui se déplace ainsi chaque jour, a évidemment des incidences sur la santé publique. Elle a des conséquences en matière de progrès social en général ».[20]

L'autre impression générale que l'on pourra en dégager, c'est la nostalgie décelable vis-à-vis d'un monde rural disparaissant avec la technique et la modernité urbaine (nostalgie que l'on se gardera toutefois de généraliser à tous les participants de ce colloque, regroupant tout-de-même un certain nombre d'intellectuels dits « progressistes»). Les marxistes, eux-mêmes, et peut-être plus que les autres, donnent cette impression de nostalgie dans leurs interventions. Le marxisme, comme le rappelait Lefebvre en 1986, a en effet longtemps cultivé une tradition anti-ville.[21]

Il est vrai que ce colloque ne porte pas spécifiquement sur la ville, mais plutôt sur les relations historiques (que celles-ci soient économiques, démographiques, sociales et même politiques) entre la ville et le milieu rural. Les thèmes débattus et étudiés sont assez généraux :

- « les origines rurales du prolétariat des grandes villes »,

---

[17] FRIEDMANN (Georges), *op. cit.*

[18] Outre Maurice-François Rouge du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, l'urbaniste Robert Auzelle, par ailleurs enseignant à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris depuis la libération et futur fondateur du séminaire Tony Garnier à l'Ecole des Beaux-Arts dans les années soixante, s'est également investi dans la politique de l'Etat à travers ce ministère, Cf. BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), COUDROY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut. Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris,* Ville de Créteil, Université de Paris-XII-Val-de-Marne, IUP, Printemps de l'IUP, 2005.

[19] ROUGE (Maurice-François), *in :* FRIEDMANN (Georges) (sous la dir. de) (1952), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France, op. cit.*, 1953, p. 214

[20] GEORGE (Pierre), *Id.*, p. 207.

[21] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps* n°33, 1986, pp. 17-19.

- les déplacements journaliers, les migrations de travail centre-périphérie, « les migrations de tourisme »,

- les différences entre les « civilisations » traditionnelles et urbaines,

- « les genres de vie dans les campagnes »,

- les différences de « milieux » (« technique » et « naturel ») et leurs « conditionnements psycho-sociologiques »,

- les différences de classes sociales (« classes urbaines », « classes rurales », les paysans forment-ils une classe ?).

Nous voudrions également insister sur la prégnance, lors de ce colloque, des débats et considérations portant sur l'aspect psychologique néfaste de l'urbanisation, ce qui renvoie souvent à un refus et à une critique de la ville, qui ne se contente pas de faire disparaître les modes de vie et rapports sociaux traditionnels, mais « conditionne » l'esprit des citadins, ainsi que celui des groupes ruraux, bien sûr, – grâce ou à cause de – l'apport du développement de la technique. Georges Friedmann lui-même parle de « pathologies » conditionnées par l'habitat, les formes urbaines, et plus généralement le « nouveau milieu » (le milieu urbain, celui de la modernité en référence, entre autres, aux travaux du Docteur Hazemann[22]). Mais c'est de toute évidence le conditionnement social qui est perceptible derrière ce conditionnement spatial. Ce sont les géographes qui insistent le plus sur ces « actions du milieu ». Notons également qu'à l'époque, la « délinquance » est perçue comme une « pathologie », plus déterminée par le « milieu » que par la nature des rapports sociaux.

Le peu d'études de cas concrets, hormis les références à des monographies (souvent historiques) de villes ou d'espaces ruraux est également un fait remarquable. La sociologie n'apparaît pas comme telle dans les titres des tables rondes (contrairement à l'histoire, la géographie, l'économie), mais uniquement par l'intermédiaire de l'analyse des classes sociales, du prolétariat urbain, des « structures familiales », des « genres de vie » et des « pratiques religieuses ». Ces faits peuvent déjà nous faire percevoir que la sociologie urbaine naissante se nourrit à la fois des apports de l'histoire (Fernand Braudel, Louis Chevalier), de la géographie humaine alors en plein essor (Pierre George, Max Sorre), du marxisme (Georges Gurvitch), de la sociologie industrielle et du travail (Georges Friedmann), de la sociologie rurale (Henri Lefebvre – celui-ci devenant par la suite une des grandes figures de la sociologie de l'urbain), de l'anthropologie (Paul-Henry Chombart de Lauwe) et aussi de la morphologie sociale initiée par Emile Durkheim et Maurice Halbwachs, notamment par l'intermédiaire des démographes, géographes et de Chombart de Lauwe. Un autre apport réside dans

[22] *Id.*, pp. 401-415. Voir encore cette intervention du psychiatre Georges Heuyer sur l'éventuelle relation entre « débilité mentale » et milieu : « Il semble donc qu'il y ait influence des villes en ce qui concerne le fait social de la délinquance. », pp. 419-423.

les enquêtes sociales et les descriptions sociales quantitatives des villes héritées du XIX[e] siècle.[23] Les bouleversements sociaux dus à l'urbanisation croissante et à la politique de la reconstruction sont également au centre des débats qui seront ceux de la sociologie urbaine. Le sociologue Pierre Lassave, revenant sur ce colloque en 1997, abordera ce souci collectif des «déséquilibres sociaux que provoque une urbanisation qui s'accélère avec la reconstruction du pays » et des « inadaptations au changement », notamment technique et urbain, de la part des populations, déséquilibres que les sociologues se proposent d'analyser, de déchiffrer et de comprendre.[24]

Ce colloque portant essentiellement sur les transformations et l'évolution de la société française « du rural à l'urbain », du monde « traditionnel » au monde « moderne », alors que « la grande urbanisation française des années 1960 à 1980 n'est pas commencée »[25], sa conclusion est qu'il existe un conflit entre les campagnes et les villes. Ce conflit se caractérise à la fois par la domination (économique, politique, culturelle) de la ville sur la campagne, la concurrence des « modes de vie » urbains et ruraux, la « pénétration des modèles sociaux urbains », « l'acculturation nécessaire des paysans migrants dans les villes ».[26] Bien plus que cela, il lancera les jalons de ce qui allait devenir la sociologie urbaine, et ce, par la réflexion collective autour de l'éventuelle place des sociologues dans l'analyse de la ville, et plus ponctuellement, dans les équipes d'aménagement, ainsi que par le fait que ce colloque consiste en un « prélude à la collaboration entre administrateurs du Plan et chercheurs. »[27]

Revenant toutefois en 1958 sur ce colloque auquel il a participé, l'historien Louis Chevalier constate que cette réunion de « spécialistes » et de disciplines, tire le « bilan des travaux entrepris dans leur propre domaine » et dresse « les applications de leur technique à l'étude des villes », mai qu'elle n'a pas pour autant « abouti à un ensemble cohérent de sociologie urbaine. »[28] Ceci étant dû au fait que, d'après ses observations, chaque intervenant restait prisonnier de sa discipline (de son jargon, de ses préoccupations) et que la sociologie des villes ne peut en aucun cas naître d'une juxtaposition ou d'emprunts à d'autres disciplines déjà existantes. Chevalier ira même jusqu'à contester le choix de Georges Friedmann pour organiser ce colloque. Parlant de la sociologie industrielle, il annonce ainsi : « [son] importance dans l'étude des villes est telle qu'elle s'est vue attribuer en ce Congrès la tâche de la synthèse. » [29] De même, revenant sur les propos de Friedmann sur l'opposition entre un « milieu technique » qui s'opposerait à un « milieu naturel » ou « traditionnel » et qui influerait sur les genres de vie (et donc appellerait la nécessité d'une sociologie proprement urbaine), Chevalier considère que cette hypothèse, bien qu'intéressante, passe à côté de l'essentiel. En effet, Chevalier veut faire de la

---

[23] CHEVALIER (Louis) (1958), « Le problème de la sociologie des villes », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, Tomes I, Paris, PUF, 1962.
[24] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 43.
[25] RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », *op. cit.*, 1988, p. 66.
[26] *Ibid.*
[27] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 43.
[28] CHEVALIER (Louis) (1962), *op. cit.*, p. 311.
[29] *Ibid.*

ville un « fait social total », à étudier en lui-même et pour lui-même, et non pas un objet dérivé de la sociologie industrielle ou encore de la sociologie rurale, chacune de ces disciplines s'étant construite avec d'autres buts.

L'on voit déjà poindre ainsi une première difficulté d'ordre épistémologique: alors qu'à la fin des années cinquante certains souhaitent l'élaborer, d'autres réfutent son existence, alors que d'autres encore en attestent l'existence par leur présence. L'anthropologue Paul-Henry Chombart de Lauwe est un de ces derniers.

2 - Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1998) : la sociologie de Paris et de la vie ouvrière

Ethnologue d'origine (anthropologue, comme il le dit lui-même)[30], Chombart de Lauwe fut l'élève de Maurice Halbwachs et influencé par Marcel Mauss, et, par les concepts et les méthodes de la morphologie sociale. Il est le principal auteur à avoir engagé des réflexions sur l'urbain dans les années cinquante et soixante en France. Auteur d'une thèse d'Etat sur « la vie quotidienne des familles ouvrières » sous la direction de Georges Gurvitch (publiée par le CNRS en 1956), il devient chercheur au Centre d'études sociologiques du CNRS, puis directeur de recherche à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales)[31]. Militant catholique de gauche proche du catholicisme social, il s'intéresse dès l'après-guerre aux conditions de vie de la classe ouvrière. Il fonde en 1954 le Centre d'ethnologie sociale et de psycho-sociologie (CNRS), ainsi que le Bureau d'études sociotechniques qui deviendra en 1955 le Centre d'étude des groupes sociaux (CEGS, fondé avec l'aide contractuelle du ministère de la Construction) puis, à son départ en 1966[32], le Centre de sociologie urbaine (CSU).

Travaillant essentiellement sur les mutations sociales et urbaines du Paris d'après-guerre et sur la classe ouvrière, il est aussi un des émules plus ou moins directs de l'Ecole de Chicago en France. Il applique ainsi certains des préceptes de cette école à la France (l'écologie urbaine), ce qui lui sera par la suite reproché. Il entame, avec son équipe au début des années cinquante, une vaste enquête sur les modes de vie ouvriers à Paris qui paraîtra en 1960 sous le titre *Familles et habitation*, ouvrage dans

---

[30] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 196 ; Voire aussi, pour de plus amples éléments biographiques, CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), *Un Anthropologue dans le siècle*, Entretiens avec Thierry Paquot, Paris, Descartes&Cie, 1996.

[31] L'EHESS est fondé par décret en 1975 par autonomisation et émancipation institutionnelle de la VIe Section (« Sciences économiques et sociales ») de l'Ecole Pratique des hautes études (1868), section elle-même apparue après-guerre en 1947, sous l'impulsion d'historiens des *Annales* (Lucien Febvre, Fernand Braudel. attachés à l'histoire sociale). Le but de cette école est la formation et la recherche interdisciplinaire sur les sociétés contemporaines, en « faisant se croiser les disciplines sur des objets communs ».

[32] Selon Pierre LASSAVE, Chombart de Lauwe aurait quitté le CEGS en 1963, en réaction au manque de crédit du ministère pour le Centre d'ethnologie et de psychologie sociale, pourtant « créé pour ouvrir les études urbaines sur des orientations plus fondamentales » que la « recherche appliquée » du CEGS. Chombart imputerait ce manque de crédit « à ses déclarations publiques contre la politique gouvernementale du logement », in : LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, pp. 177-178. Cependant, le CEGS devient bien le CSU en 1966, *in :* Centre de Sociologie Urbaine, *L'Activité scientifique du Centre de Sociologie Urbaine (1978-1981)*, Paris, CSU, 1981, p. 7.

lequel Chombart analyse la classe ouvrière (comme « communauté » sur le modèle nord-américain, mais aussi selon les méthodes et objets de Maurice Halbwachs, tels que les budgets ouvriers ou familiaux) et ses conditions d'habitation. Pour lui, la classe ouvrière est une « classe de besoins »[33] et connaît une pénurie des conditions d'existence, notamment en matière d'habitation, d'équipements, etc. De plus, l'analyse des conditions de vie ouvrières dans les logements sociaux et les nouveaux grands ensembles amène Chombart et son équipe (le Centre d'ethnologie sociale) à constater une ségrégation sociale due à l'inégale distribution des équipements urbains auxquels aspirent les populations. Il s'inquiètera du peuplement trop homogène de ces nouveaux quartiers populaires et du mécontentement des habitants face à ce « zoning », cet urbanisme fonctionnel. Selon certains, il ne sera toutefois pas assez critique sur ces ensembles, rentrant sûrement involontairement dans l'apologie faite à l'époque du bienfait de la cohabitation de groupes sociaux différents. Il se demandera en quoi ces nouveaux ensembles répondent aux besoins et aux aspirations des ouvriers, et surtout, en quoi ils peuvent permettre leur développement et leur intégration. En allant plus loin que la sociologie des besoins chère à Maurice Halbwachs, courant le risque de légitimer ou d'aller dans le sens du fonctionnalisme de la *Charte d'Athènes*, Chombart proposera « une sociologie des aspirations », un certain nombre de processus sociaux (comme la ségrégation) s'expliquant, selon lui, par les aspirations des groupes. Il propose ainsi aux urbanistes, politiques et architectes de davantage prendre en compte ces aspirations (en espace, en confort, en conditions de vie, en transport).[34] Ses travaux en font l'un des spécialistes de la classe ouvrière urbaine de l'après-guerre (sur le modèle de son maître Maurice Halbwachs avant-guerre). Déjà dans sa thèse d'Etat, il s'était intéressé à sa manière à la vie quotidienne des ouvriers. Pour lui, ces ouvriers ont une « culture qui leur est propre »[35] (famille, solidarité de classe). Il souligne également l'importance du « culturel » dans la dynamique sociale comme dans la construction et le modelage de l'espace social (les morales, les représentations et les comportements différentiels), alors que la tendance marxiste dominante des années cinquante-soixante persiste à privilégier « l'économique ». Ses réflexions ultérieures l'amèneront d'ailleurs à approfondir la place du fait culturel dans la société. Mais Chombart de Lauwe s'intéresse avant tout à la compréhension de l'adaptation aux modes de vie urbains, notamment dans la classe ouvrière, et il puise pour cela dans la problématique américaine de l' « intégration ».[36]

Sa méthode est ethnographique, tout comme pour l'Ecole de Chicago : outre la photographie aérienne et les cartes mentales (Chombart de Lauwe a été pilote dans les Forces françaises libres pendant la Seconde Guerre mondiale), elle s'appuie sur un travail d'enquête, de terrain, d'entretiens et questionnaires, et sur la cartographie systématique des lieux ainsi que sur la méthode propre à l'Ecole

[33] RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », *op. cit.*, 1988, p. 66.
[34] FIJALKOW (Yankel), *Sociologie de la ville*, *op. cit.*, 2002, pp. 27-32.
[35] RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », *op. cit.*, 1988, p. 66.
[36] FIJALKOW (Yankel), *Sociologie de la ville*, Paris, La Découverte, 2002.

de Chicago : l'observation participante. Cette méthode est selon lui « expérimentale »[37] et vise l'analyse des réactions et des attentes des populations.

En 1952, paraît son ouvrage majeur : *Paris et l'agglomération parisienne*[38], dans lequel Chombart s'attache à étudier la répartition des groupes sociaux dans la capitale. Il s'appuie notamment sur les travaux de Burgess sur Chicago pour déterminer les déplacements de populations dans Paris, les « aires urbaines » (regroupements de population), et découpe ainsi schématiquement l'agglomération parisienne en trois zones, photographie aérienne et cartes mentales à l'appui. Sa volonté est, selon ses propres mots, de « comprendre la situation de la classe ouvrière dans l'ensemble de l'agglomération et de mettre en relief les grandes structures et les processus de transformation de la ville ». S'attachant toujours aux « communautés » urbaines (dont principalement les ouvriers), Chombart, par les observations de son équipe et la cartographie, dévoile la ségrégation sociale en cours dans l'espace parisien (la fameuse opposition Est/Ouest), les différences de sociabilités et de relations sociales suivant les groupes sociaux (du point de vue des réseaux de sociabilités dans l'espace et de l'intensité des sociabilités de quartier ou de voisinage). Ceci aura des répercussions sur les recherches sociologiques ou socio-démographiques durant les trente années suivantes en France. Plus que cela, il aura une influence certaine sur la sociologie urbaine française et plus précisément les études urbaines à partir des années soixante, dirigeant par exemple les thèses et orientant les travaux d'Henri Coing sur la rénovation parisienne et ses conséquences sur les quartiers ouvriers (*Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Editions Ouvrière, 1966), de Roger–Henri Guerrand sur les origines du logement social en France (*Propriétaires et locataires. Les origines du logement social en France, 1850-1914*, Paris, 1967). Il se retire de la scène en 1965, étouffé par la (les) sociologie(s) urbaine(s) marxiste(s) en vogue à cette époque.

Chombart s'impose comme un socio-anthropologue de l'espace urbain et, en tant qu'intellectuel, il cherchera tout au long de sa carrière, à concilier recherche et action. Sa sociologie cherche à aller au-delà de la simple description, la simple compréhension des besoins ou la simple analyse des relations sociales et socio-spatiales. Il la considère comme une recherche sur la vie urbaine dont l'objectif est « d'améliorer les conditions de vie dans les villes en faisant des études utiles aux urbanistes ».[39] Chombart, proche de Robert Auzelle, se pose ainsi comme un intermédiaire entre les pouvoirs publics et les urbanistes d'une part et les populations d'autre part. Son vœu le plus cher est le

---

[37] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), « De l'observation expérimentale à l'intervention expérimentale », *in : Famille et habitation* (1960), reproduit *in :* CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (1963), *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, 1970, pp. 152-186.
[38] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), ANTOINE (Serge), BERTIN (Jacques), COUVREUR (Louis), GAUTHIER (Jacqueline), *Paris et l'agglomération parisienne, tome 1 : L'Espace social dans un grande cité, tome 2 : Méthodes de recherche pour l'étude d'une grande cité*, Paris, PUF, 1952.
[39] CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, *op. cit.*, 2002, p. 13.

dialogue constant avec les urbanistes à qui il donne des recommandations, de manière à rendre la sociologie utile à l'aménagement des villes, en vue de corriger les tendances « néfastes » de la vie urbaine :

> « Il est […] indispensable d'orienter les recherches dans le sens d'une libération de plus en plus grande des hommes, en les aidant à la fois à développer leur cadre matériel de vie dans le sens d'une efficacité de plus en plus grande, et à développer dans le monde actuel des formes originales de civilisation. […] Les villes peuvent être un lieu privilégié pour accroître la liberté des personnes dans la vie sociale, mais […] elles peuvent être aussi un milieu où les conditionnements deviennent tels que toute liberté est impossible. C'est l'orientation sociologique des études d'urbanisme qui permettra de faire dominer l'une ou l'autre de ces tendances. […] Il restera, dans un dialogue serré entre les représentants des sciences humaines et les urbanistes, à faire des propositions concrètes pour des transformations. »[40]

En plus d'une recherche « appliquée » – pour laquelle Chombart a crée le CEGS en 1955 –, le sociologue prône donc une sorte d' « interdisciplinarité » avant la lettre pour tout ce qui concerne les études touchant la ville, et ce, dans le but de « dialoguer » avec les urbanistes et aménageurs et donc, d'influer sur l'urbanisme. Tout cela dans l'optique de favoriser la « libération » des hommes et d'accompagner le changement de civilisation amené par l'urbanisation croissante de l'après-guerre (tout du moins en France avec la reconstruction). Ainsi, connaître les « besoins de l'homme » en ville – décelables par les enquêtes de terrain (études comparatives, monographies de quartier, observation, questionnaires, entretiens « psychosociologique ») – pourra permettre à l'urbaniste d'apporter une réponse d'autant plus légitime à la question urbaine[41] qu'elle sera conçue en fonction des besoins économiques.

> « Les sociologues doivent être présents aux différentes étapes de la réalisation des plans. Leur recherche doit être libre, mais ils doivent pouvoir dialoguer à tout moment avec les responsables de l'action. Ils doivent savoir comment les résultats de leur recherche sont utilisés. Pour arriver à une collaboration efficace dans cette perspective, des équipes de travail sont nécessaires. […] En sociologie, la planification apparaît d'abord comme une prévision des besoins futurs en fonction des comportements actuels et des aspirations. […] Les efforts faits en France actuellement au Commissariat Général du Plan, en liaison avec les sociologues, les démographes et les économistes, nous permettront de franchir une nouvelle étape. […] La planification devrait alors être dominée par le désir d'utiliser les techniques

---

[40] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), « Esquisse d'un plan de recherches sur la vie sociale en milieu urbain », *La Vie urbaine*, n°4, organe de Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, nouvelle série, octobre-décembre 1958, reproduit *in :* CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (1963), *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, 1970, pp. 46-59.

[41] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), « Sciences humaines, planification et urbanisme », *Annales*, n°4, EPHP VIe Section, A ; Colin, juillet-août 1961, *Id.*, p. 86.

pour créer le cadre le mieux adapté aux structures sociales et non pour adapter les structures sociales et les comportements à une évolution technique que nous ne pourrions plus dominer. »[42]

Plus qu'avec les urbanistes, Chombart souhaite – et pratique de fait – un dialogue constant avec les décideurs, c'est-à-dire avec les pouvoirs publics :

« D'une part la sociologie est une réponse aux questions posées par les hommes de la décision pour leur permettre de résoudre des problèmes particuliers et les aider à faire passer la décision du sommet à la base. D'autre part, les sociologues posent des questions aux hommes de la décision à partir de l'étude des besoins et des aspirations de la population. […] Les résultats des travaux des chercheurs ont alors une incidence sur le choix des grandes options au niveau de la société toute entière. »[43]

Chombart détermine de cette façon le rôle central du sociologue dans les politiques d'aménagement. Mais plus qu'une sociologie appliquée à la planification – instrumentalisée, diront ses détracteurs, pour la plupart marxistes, qui confondent selon lui dialogue avec le politique et instrumentalisation par ce dernier[44] –, il s'agit également d'une sociologie engagée, sorte de garde-fous vis-à-vis du politique, et destinée à influencer les orientations de celui-ci en matière d'aménagement.[45] Après-guerre, il sollicitera et sera sollicité par les pouvoirs publics, notamment par le ministère de la reconstruction (Claudius-Petit) puis celui de la Construction qui financeront certaines de ses recherches importantes.

Cette demande de l'Etat pour la sociologie urbaine peut s'expliquer par les difficultés rencontrées suite à, et pendant, la reconstruction puis la construction des grands ensembles. Les insatisfactions croissantes des habitants,[46] le développement des problèmes sociaux urbains, vont pousser celui-ci à financer massivement les recherches en sciences sociales, voir à passer commande de telles recherches, tout au long des années cinquante-soixante. De même, le manque de données de base, qu'elles soient statistiques, démographiques ou sociales, sur les changements opérés par l'urbanisation importante de l'après-guerre favorisera cette tendance. Les recherches sociologiques sur les grandes agglomérations conduites par Chombart de Lauwe correspondaient, en quelque sorte, à « un horizon d'attente » – pour reprendre le terme qu'Hans-Robert Jauss appliquait à la réception de l'art ou de la littérature[47]– mais l'horizon d'attente des pouvoirs publics qui choisirent d'investir dans

---

[42] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (1963), *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, 1970, pp. 98-99.
[43] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (1968), « L'organisation sociale en milieu urbain », *Id.*, p. 226. Voire aussi, en annexes du même ouvrage, les publications de ses « Dialogues avec les populations, les urbanistes et les services publics », *Id.*, pp. 235-264.
[44] Entretien réalisé par Thierry Paquot, *in :* CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), *Un Anthropologue dans le siècle*, *op. cit.*, 1996.
[45] En 2000, Jean-Pierre Frey parle de « recherche adressée aux décideurs de l'aménagement », des avantages et des limites et risques de cette recherche-action instaurée par Chombart, *in :* FREY (Jean-Pierre), « La sociologie urbaine française entre morphologies et structures », *Espaces et sociétés*, « Paul-Henry Chombart de Lauwe et l'histoire des études urbaines en France », n°103, Paris, L'Harmattan, 2000.
[46] RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », *op. cit.*, 1988.
[47] JAUSS (Hans Robert) (1978), *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, 1990.

cette recherche urbaine tout en la stimulant, comme celui des populations urbaines, au sein desquelles les insatisfactions grandissaient.

3 - Louis Chevalier (1911-2001) et la construction incertaine d'une discipline « en devenir »

L'historien et spécialiste de la démographie et de l'histoire de Paris Louis Chevalier, dans une contribution au *Traité de sociologie* de Georges Gurvitch en 1958 intitulée « Le problème de la sociologie des villes », constate cependant que « s'il existe dès maintenant une description sociale des villes, il n'existe pas une sociologie urbaine universellement reconnue. Il n'en est pas moins vrai […] que les progrès de cette description sociale préparent l'avènement d'une telle sociologie qui s'intègrerait dans la morphologie sociale ».[48] Si la sociologie urbaine française – on parle alors surtout de « sociologie des villes »[49] – n'existe pas encore lorsque Chevalier écrit ces lignes, ou de moins n'est pas encore institutionnalisée, celui-ci se refuse à y voir une application de la sociologie générale sur le terrain des villes, sociologie qui instrumentaliserait par-là même ce terrain privilégié pour donner des explications à l'échelle supérieure, au niveau de la société globale. Ainsi, la sociologie des villes, « et jusque dans ses aspects les plus incontestablement sociologiques (c'est-à-dire relevant de la morphologie sociale), doit être envisagée en elle-même et pour elle-même, et non par rapport aux préoccupations générales de la sociologie».[50] De plus, elle est « antérieure » à cette dernière (et là Chevalier se réfère sûrement aux travaux d'Emile Durkheim ou de Max Weber, et non d'Auguste Comte ou Alexis de Tocqueville, comme on a coutume de le faire[51]). Il est vrai, bien Louis Chevalier n'en fasse aucune mention dans la bibliographie de son article pourtant fournie en études anglo-saxonnes ou allemandes, que nous pouvons faire remonter les prémices de la sociologie urbaine à la fin du XIX^{e} siècle, à la description des conditions de vie de la classe ouvrière britannique par Friedrich Engels (*La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1845), aux enquêtes sur les pauvres de Londres de Charles Booth à la fin du XIX^{e} siècle ou, en France, aux « enquêtes sociales » de Frédéric Le Play dans les années 1850.[52] Mais Chevalier semble davantage faire référence aux travaux de

---

[48] CHEVALIER (Louis) (1962), « Le problème de la sociologie des villes », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *op. cit.*, p. 294.

[49] Il aurait été intéressant d'étudier la généalogie du vocable « sociologie urbaine » : quand apparaît-il pour la première fois en France dans une publication officielle ? Qui l'utilise ? Dans quels contextes ? Pour quels types d'études ? Sur quels objets ? Cependant, nous déborderions des objectifs de ce travail. Nous parlerons quant à nous, indifféremment de sociologie des villes ou de sociologie urbaine dès les années cinquante, certains ouvrages de référence paraissant à cette période avec cette expression dans le titre.

[50] CHEVALIER (Louis) (1962), *op. cit.*, p. 294. .

[51] Louis Chevalier assimile ainsi « fondation » et « institutionnalisation » d'une discipline, en l'occurrence, la sociologie, tout comme il le fait, selon nous, pour la sociologie urbaine ou « des villes ».

[52] KALAORA (Bernard), SAVOYE (Antoine), *Les Inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Champ Vallon, 1989.

l'Ecole de Chicago – qui ne seront traduits et diffusés en français qu'en 1979[53]– ou à ceux du philosophe allemand Georg Simmel ou encore à ceux de Max Weber (*Die Stadt*, 1921), et aussi de Maurice Halbwachs. Lorsqu'il rédige cet article, la sociologie des villes existe bel et bien, et à plus forte raison à l'étranger. La « sociologie urbaine » non « universellement reconnue » renverrait à son manque d'homogénéité (du point de vue des méthodes, des objets, des conclusions) et d'échanges (de connaissance mutuelle) au niveau international, mais également, selon nous, à sa non-reconnaissance, tout du moins en France, en tant que discipline à part entière. La sociologie urbaine ne fera son apparition sous ce vocable en France qu'une dizaine d'années plus tard.

Nous ne suivrons pas entièrement Chevalier sur ce point, tant il est vrai que la diversité des méthodes, objets et sujets d'études ne suffisent pas, selon nous, à disqualifier une discipline. Tout comme l'homogénéité et le dogme d'une approche ou d'une « école de pensée » unique – ou pire encore, son ancienneté – ne suffisent pas à en constituer une. De même le caractère non institutionnel d'une discipline ne signifie pas son inexistence dans les faits. Quoi qu'il en soit, un chercheur français voulant établir, comme il le fait à l'époque, un tableau de la sociologie des villes, est obligé de se référer aux travaux étrangers et de constater leur manque d'écho en France. Des travaux français, il n'est seulement fait mention, dans la bibliographie, que

- des travaux de l'auteur lui-même, portant sur la « description sociale des villes », le plus souvent dans son évolution,
- de quelques monographies de ville[54], du colloque « Ville et campagne » publié par Georges Friedmann en 1952 auquel l'auteur à lui-même participé,
- des travaux du géographe Pierre George sur la banlieue,
- de ceux du géographe Georges Chabot sur la ville,
- de travaux de l'INED, de l'IFOP (Institut français d'opinion publique),
- d'études statistiques et démographiques,
- de l'ouvrage de Michel Quoist sur Rouen[55],
- de la *Morphologie sociale* de Maurice Halbwachs (1938), sans qu'il ne soit mentionné, d'ailleurs, les autres travaux de ce dernier, dont sa thèse portant sur *Les Expropriations et le prix des terrains à Paris* datant de 1908, mais constituant officiellement, il est vrai, une thèse de droit.

---

[53] GRAFMEYER (Yves) et JOSEPH (Isaac) (éd) (1979), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1998 ; D'autres textes de l'Ecole de Chicago seront disponibles en français par la traduction de l'ouvrage de Ulf Hannertz (*Exploring the City*, 1980) quatre ans plus tard : HANNERTZ (Ulf) (1980), *Explorer la ville*, Paris, Edition de minuit, 1983.

[54] CLEMENT (Paul) et XYDIAS (Nelly), *Vienne sur le Rhône, la ville et les habitants, situations et attitudes. Sociologie d'une cité française*, Paris, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, 1955.

[55] QUOIST (Michel), *La Ville et l'homme. Rouen, étude sociologique d'un quartier prolétarien*, Paris, Les Editions ouvrières, 1952.

La majeure partie des références renvoie aux travaux allemands, suisses et surtout américains (dont ceux de l'Ecole de Chicago, qui monopolisent quelque peu la bibliographie). Nulle part il n'y est fait mention des descriptions sociales des villes à tendance monographique – à deux exceptions près[56]– dont on retrouve la trace dans le volume que Georges Friedmann consacre au fameux colloque fondateur de la sociologie urbaine en 1952.[57] Plus étrange encore, il n'est pas non plus fait mention des études que l'anthropologue Paul-Henry Chombart de Lauwe et son équipe engagent sur l'agglomération parisienne dès le début des années cinquante.[58] Sans le nommer, Chevalier y fait toutefois à plusieurs reprises référence en le critiquant de façon directe. En constatant le retard pris par la sociologie urbaine française sur la sociologie des villes américaines (notamment à Chicago), celui-ci déclare, parlant des sociologues de la ville dans la France des années cinquante ou de la spécificité des villes nord-américaines et des villes européennes :

> « Parvenant à la rigueur à créer [une nouvelle] documentation quand il s'agit de ville de petite ou de moyenne importance et élaborant dès maintenant, dans ce cadre limité, de bonne monographies sociales ; échouant à le faire quand il s'agit de l'agglomération parisienne ; condamnées ici à créer une documentation nouvelle par un laborieux porte à porte dont les résultats sont généralement décevants »[59]
>
> « Plutôt que d'essayer, par exemple, d'appliquer à la ville de Paris la théorie du développement urbain par zones concentriques élaboré par Burgess à Chicago, il serait plus utile de rechercher en quoi certaines circonstances historiques […] ont déterminé l'expansion de la capitale dans tel sens plutôt que dans tel autre. »[60]

Ou, réitérant ce grief encore plus violemment à la fin de son article, dans un extrait que nous jugeons ici important de citer en intégralité, tant pour sa valeur critique que pour sa valeur épistémologique :

> « Quant à l'étude proprement sociologique des villes, elle relève de deux sortes de recherches. Ou bien elle est entreprise accidentellement et marginalement par des sociologues qui, continuant et enrichissant la tradition de Durkheim, se préoccupent bien moins de décrire les sociétés urbaines particulières que d'y rechercher un champ d'application de la morphologie sociale ; moins intransigeant de ce fait dans le choix de leurs documents que dans la conduite de leurs idées. Ou bien elle est entreprise

---

[56] Cf. les deux notes précédentes.
[57] FRIEDMANN (Georges) (sous la dir. de) (1952), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France, op. cit.*, 1953
[58] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) et *la., Paris et l'agglomération parisienne, op. cit.*, 1952.
[59] CHEVALIER (Louis) (1962), *op. cit.*, p. 301-302.
[60] *Id.*, p. 307. Chevalier fait ici directement référence à Chombart de Lauwe, qui, en 1951 a tenté d'appliquer ce modèle à l'agglomération parisienne, in : CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (sous la dir. de) : *Paris et l'agglomération parisienne*, Tome 1, Paris, PUF, 1951. Son prédécesseur Maurice Halbwachs, lui, avait auparavant tenté de compléter et de corriger ce modèle, le diffusant ainsi en France, mais en l'appliquant uniquement à Chicago, *in :* HALBWACHS (Maurice), « Chicago, expérience ethnique », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1932, Tome 4, pp. 11-49, et reproduit dans GRAFMEYER (Yves) et JOSEPH (Isaac) (éd) (1979), *op. cit.*, 1998, pp. 213-331.

fondamentalement par des sociologues qui se préoccupent d'implanter en France des recherches comparables aux recherches américaines, mais sans avoir les moyens matériels et, avant tout, statistiques de le faire. Si la première entreprise sociologique – admirablement représentée par l'œuvre d'Halbwachs – présente cependant une importance pour les études sociales urbaines, non en raison des documents qu'elle apporte et dont beaucoup sont quelque peu subjectifs et maintenant périmés, mais en raison des concepts qu'elle propose, il n'en est pas de même pour la deuxième entreprise [celle de Chombart, de toute évidence, dont il peut sembler exagéré de réduire l'œuvre à cette seule importation du modèle de Burgess] qui ne disposant pas, en dépit des apparences, de documents plus solides, n'a même pas l'avantage de proposer des hypothèses utiles. »[61]

On constatera d'ailleurs l'étrangeté qui réside dans le fait de faire appel à un historien, fut-il un historien de la société parisienne, pour rédiger ce chapitre sur la sociologie des villes, même s'il est vrai qu'à part Chombart de Lauwe, les véritables sociologues des villes sont à l'époque très rares. Dans l'esprit de Louis Chevalier, les travaux de la seule équipe ayant entrepris une enquête de sociologie urbaine d'envergure dans les années cinquante, et qui plus est, sur l'agglomération parisienne, ne servent à rien. Jugement sévère, mais qui préfigure d'une certaine manière, l'isolement ultérieur relatif de Chombart de Lauwe au sein de la sociologie urbaine, dû au développement de la sociologie urbaine marxiste une dizaine d'années plus tard.

Louis Chevalier tente ainsi, pour constater les manques de la sociologie des villes en France, de retracer en quelque sorte son historique en le comparant avec celui des sciences sociales ayant, à l'étranger, la ville pour objet, et surtout aux Etats-Unis. Il distingue ainsi la « description sociale des villes », d'ordre quantitatif, statistique, démographique et de répartition des populations, de la sociologie urbaine proprement dite, cette dernière ne pouvant se passer, en amont, de la première.

Selon lui, les premières études de la sociologie des villes naissent au début du XIX^{e} siècle dans les pays industrialisés (Angleterre, Allemagne, Etats-Unis et France) du fait de la croissance urbaine et des « contraintes » que fait peser la ville sur sa population. D'abord statistiques, homogènes dans les pays concernés et conçues comme des études préalables à l'aménagement dans le premier XIX^{e} siècle (à peu près jusqu'aux travaux d'Haussmann à Paris en ce qui concerne la France), ces « description sociales de ville » sont en lien étroit avec la « responsabilité publique » (l'urbanisation croissant, les problèmes urbains croissent également).[62] Ensuite, la croissance urbaine stagnant, les études sociales se font de plus en plus rares. Cependant, l'après-guerre, notamment en France, et la croissance urbaine qui l'accompagne, nécessitent de nouveau d'étudier les « faits » concrets et les « statistiques » de population, « les concepts et les idées ne suffisant pas ».[63] « Les problèmes » sociaux, les « pathologies urbaines » et les nouvelles « relations sociales » qui y « naissent de l'entassement » – on appréciera ici la pensée déterministe – sont les mêmes qu'à « toutes les

[61] CHEVALIER (Louis) (1962), *Id.*, p. 310.
[62] *Id.*, pp. 294-296.
[63] *Id.*, p. 303.

époques ». Les sociologues de la ville ne peuvent se passer de ces données, la démographie – la morphologie sociale – et la statistique étant pour lui des instruments préalables à toute recherche sociologique digne de ce nom.[64] C'est pour cela que la sociologie urbaine – « l'étude permettant d'envisager dans un cadre limité et pour l'ensemble des pays des faits urbains en tant que phénomènes sociaux totaux »[65]–, ceci en France mais aussi au niveau international, n'existe pas encore à la fin des années cinquante. Celle-ci n'est pas homogène (internationalement mais aussi au niveau national) ni sérieuse quant aux « documents » qu'elle utilise. Chevalier constate ainsi le retard qu'a pris la France dans le domaine, du fait du manque d'études statistiques systématiques et précises, mais aussi de la différence des problèmes sociaux urbains. La sociologie nord-américaine est selon lui plus « précise », « complète » et acquiert, depuis un demi-siècle, un statut de « dignité sociologique » lié à l'importance du quantitatif, qu'il s'agisse de l'écologie urbaine ou de l'anthropologie culturelle. Il faut rappeler ici, ceci expliquant peut-être cela, que, d'abord orientés vers des recherches plus qualitatives de type ethnographique, les sociologues de l'Ecole de Chicago amorcent un virage plus quantitatif à partir des années trente. Ils cherchent à croiser leurs données empiriques d'observation sur le terrain avec les recensements de population et les données statistiques.[66] Ceci étant dû, entre autres, aux commandes des autorités américaines sur la criminalité et la marginalité (on retrouve ici la nécessaire coordination des autorités publiques et des sociologues chère à Chevalier). Encensement de l'Ecole de Chicago et dénigrement des sociologues français de la ville, donc, de la part de ce professeur au Collège de France :

> « Il n'y a de sociologie urbaine en France qu'accidentellement, en fonction d'une recherche qui se place sur un autre plan, celui des concepts et non celui des faits, celui des idées et non celui de l'expérience. »[67]
>
> «En ce qui concerne la France, indépendamment des recherches statistiques et plus particulièrement démographiques, l'étude des sociétés urbaines présente une telle hétérogénéité, qu'il est difficile de considérer qu'il y ait une sociologie urbaine française. »
>
> « Il existe une étude géographique des villes et il existe une étude sociologique des villes, mais ni l'une ni l'autre ne suffisent à constituer une sociologie des villes. »[68]

---

[64] L'auteur constate que les données statistiques existent en France, notamment fournies par les démographes de l'INED, même si elles sont insuffisantes. Il estime sûrement sur ce point que le premier travail des sociologues doit être d'approfondir des données, de les affiner, d'en réaliser de nouvelles, au lieu de les instrumentaliser comme données de bases pour ses objets de recherche. Il souhaite de toute évidence une statistique instrumentale, mais surtout renforcée.

[65] *Id.*, p. 306. Par « phénomène social total », Chevalier fait référence au Marcel Mauss, qui lança, dans la première moitié du siècle, les jalons de la méthode en ethnologie.

[66] GRAFMEYER (Yves) et JOSEPH (Isaac) (éd) (1979), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, *op. cit.*, 1998

[67] CHEVALIER (Louis) (1958), *op. cit.*, p. 301.

[68] *Id.*, p. 309.

Louis Chevalier n'a sûrement pas tort de considérer qu'il n'existe pas, en 1958, « une » sociologie urbaine française unifiée et homogène, tant par ses objets que par ses méthodes et démarches. Ceci est d'autant plus vrai qu'il existera – et existe encore, d'ailleurs – « plusieurs » sociologies urbaines ainsi que plusieurs écoles de pensée, n'ayant parfois que peu de liens les unes avec les autres si ce n'est la description des phénomènes sociaux en milieu urbain ou des relations des groupes sociaux avec les milieux urbanisés. Ce qui n'empêcha aucunement cette sociologie non homogène de se développer et de s'institutionnaliser.

Selon Chevalier, les « recherches voulant étendre la sociologie à la ville » et celles « voulant intégrer le domaine des villes à la morphologie sociale », « prisonnières de leurs sujets »[69] ne suffisent pas à construire une sociologie urbaine, dont le besoin se fait pourtant ressentir, pour établir « un exposé uniforme et incontestable de l'influence des villes sur de nombreux aspects de l'existence individuelle et collective ».[70] La vision déterministe de cette éventuelle recherche sociologique sur les villes doit ici être soulignée : Chevalier, d'ailleurs très influencé par le courant hygiéniste du XIX^{e} siècle[71], ressent le besoin d'une sociologie urbaine rendue nécessaire par la croissance des villes qui va de pair avec la croissance des problèmes sociaux. Cette sociologie urbaine doit, pour lui, expliquer les causes proprement urbaines et spatiales des maux sociaux qu'elle observe et qu'elle explique ainsi, non sans avoir « décrit » de manière quantitatives et statistiques les populations, et ce de manière à proposer des remèdes. De fait, le projet de l'historien n'est pas si éloigné de celui de Chombart de Lauwe, qui veut faire de la sociologie urbaine une discipline utile aux urbanistes et aux architectes. Ce dernier s'appuie sur cependant sur les « besoins » et les « aspirations » des populations urbaines[72] tandis que le premier souhaite de toute évidence s'appuyer avant tout sur la description quantitative minutieuse et systématique des agglomérations urbaines et critique ses méthodes dans ce qui ressemble plus à un acharnement qu'à une divergence de vue.

Nous pouvons également noter la différence de conception de la sociologie des villes entre les deux auteurs dans les écrits de Chombart de Lauwe lui-même. Celui-ci n'écrit-il pas, en 1965 :

> « Aussi utiles qu'elles soient, les études par sondages sur de grands échantillons ne représentent pas toujours la partie la plus importante des études sociologiques en milieux urbains. L'observation directe des groupes et des personnes, dans des conditions de mieux en mieux contrôlées, permet de donner une vue plus complète de la vie des hommes dans leur milieu social. Elle est le seul moyen d'interpréter certaines données des enquêtes extensives qui restent souvent à un niveau d'observation plus

[69] *Ibid.*
[70] *Id.*, p. 294.
[71] FIJALKOW (Yankel), « Construction et usages de la notion de quartier-village. Village de Charonne et Goutte d'Or à Paris », *in :* AUTHIER (Jean-Yves), BACQUÉ (Marie-Hélène), GUÉRIN-PACE (France), *Le quartier des sciences sociales, des politiques et des habitants*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 75-85.
[72] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), *Des Hommes et des villes*, Paris, Payot, 1970.

superficiel. [ici, l'auteur veut notamment parler de la recherche des besoins et des aspirations des populations, qui sont au centre de son œuvre] »[73]

En guise de justification, il exprimera encore, la même année, dans *Paris. Essai de sociologie, 1952-1964* (Paris, Les Editions ouvrières, 1965), « l'absence de données de base au début de ses recherches, concernant les milieux sociaux et leur répartition dans l'agglomération, l'absence d'unités statistiques pertinentes pour la description et l'analyse sociologique.»[74] Ce qui est une manière pour lui, à la fois de mettre en lumière son apport pour la sociologie parisienne ainsi que son côté novateur, mais aussi de contrer les critiques qui peuvent lui être faites, comme celle lancée par Louis Chevalier et que l'on vient d'exposer.

En conclusion Louis Chevalier en appelle à une sociologie urbaine étroitement liée à une « description sociale des villes », d'ordre quantitatif, statistique et démographique. Ces descriptions autrefois florissantes doivent renaître et se donner des outils nouveaux, de manière à supporter la comparaison avec celles d'Amérique du Nord, pour aboutir à une sociologie urbaine reconnue universellement, hors des liens qui pourraient l'unir à d'autres disciplines, en se démarquant de la tutelle de la sociologie, tout en se basant sur elle (sur la morphologie sociale), de façon à devenir une discipline « autonome ».

De manière rétrospective, Chevalier nous rappelle, quoiqu'il en soit, la difficulté de la discipline à s'émanciper – de la sociologie générale, de la morphologie sociale, de la géographie, de la démographie – et tout simplement à se constituer à cette époque. Les études de sociologie urbaine se développent pourtant en France dans les années cinquante, hésitant entre une description sociale des villes, une description de relations de l'homme à son milieu héritée de l'Ecole de Chicago – ces deux premières orientations étant relevée par Chevalier. Mais elles expérimentent aussi dans l'étude de la répartition des classes et des groupes sociaux en ville ou dans l'évaluation des besoins des populations utiles à l'aménagement urbain. Si nous avons déjà vu que nous pouvions faire remonter, comme Michel Amiot, la sociologie des villes en France aux travaux de Maurice Halbwachs au début du XX^{e} siècle[75] et même aux enquêtes de Frédéric Le Play – qui, le premier en France, a effectué des enquêtes de terrain sur les conditions de vie en milieu urbain selon une méthode minutieuse[76] –, des

---

[73] CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), « Etude des groupes et des personnes dans les milieux urbains », *in : Des hommes et des villes*, *Id.*, 1970. Dans ce texte destiné à un *Manuel de sociologie urbaine* édité par l'UNESCO à paraître en 1965, Chombart fournit par ailleurs en bibliographie un liste fournie des travaux de sociologie des villes en langue française, anglaise ou allemande. Pour ce qui est des méthodes, il fait ainsi référence au *Traité de sociologie* édité par Gurvitch en 1958 (PUF, *op. cit)*, et notamment aux contributions de Braudel, Bastide, George, Balandier, sans toutefois mentionner celle de Chevalier sur la « sociologie des villes », qui l'intéresse pourtant au premier chef.

[74] CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, *op. cit.*, 2002, p. 13.

[75] AMIOT (Michel), *Contre l'Etat, les sociologues*, *op. cit.*, 1986.

[76] KALAORA (Bernard), SAVOYE (Antoine), *Les Inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Champ Vallon, Coll. « Milieux », 1989.

monographies sociales de villes ou de groupes sociaux urbains se développent de plus en plus dans la décennie incriminée par Chevalier. Nous pouvons ainsi mentionner les travaux de Paul-Henry Chombart de Lauwe et de son équipe sur Paris ou l'habitat ouvrier (1951,1956 et 1960)[77], ceux effectués sous la direction du géographe Pierre George sur la banlieue parisienne (1950, édités par Sciences Po). Nous pourrons également citer l'étude de Charles Bettelheim et Suzanne Frère, *Une ville française moyenne : Auxerre en 1950, étude de structure sociale et urbaine* (Fondation nationale des Sciences politique, Paris, A. Colin, 1950) ; Paul Clément et Nelly Xydias, *Vienne sur le Rhône, la ville et ses habitants, situations et attitudes ; sociologie d'une cité française*, (Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, A. Colin, 1955), dont nous avons déjà parlé. Du côté des articles importants et marquants, mentionnons celui d'André Vieille, «Relations parentales et relations de voisinage chez les ménages ouvriers de la Seine », (*Cahiers internationaux de sociologie*, 1954) ; de Jean Stœtzel, « Une étude du budget-temps de la femme dans les agglomérations urbaines », (*Population*, 1948) ; de Jean Daric, « La répartition des sexes dans la région parisienne », (*Population*, 1952). Il faut aussi invoquer les travaux de sociologues ou ethnologues français sur l'étranger : Georges Balandier, *Sociologie des Brazzavilles noirs*, (Fondation des Sciences politiques, Paris, A. Colin, 1955) ; Paul Mercier, *L'Agglomération dakaroise, quelques aspects sociologiques et démographiques*, (Saint-Louis-Du-Sénégal, Institut Français d'Afrique Noire, 1954) ; et bien sûr les études du groupe « Economie et humanisme » du Père Louis-Joseph Lebret, héritier de Le Play : l'ouvrage du prêtre Michel Quoist, *La Ville et l'homme. Rouen, étude sociologique d'un secteur prolétarien* (Paris, Editions ouvrières, 1952), lui-même influencé par Burgess et l'Ecole de Chicago ; ou encore *Les dockers de Marseille* de Jacques Loew, (L'Abresle, CNRS, dès 1944)[78] ; sans compter les études ou monographies d'ordre morphologiques des géographes français de l'entre-deux-guerres. Pour contextualiser et comparer, dès 1943, paraissait *Street corner society* de l'américain William Foot Whyte, et à la fin des années cinquante, les travaux des anglo-saxons Michael Young et Peter Willmott sur le quartier ouvrier de Bethnal Green à Londres, *Family and Kindship in East London* (1957).

Ainsi, Paul-Henry Chombart De Lauwe et Louis Couvreur, plus au fait des avancées de la sociologie des villes en France, établissent-ils, dès 1955, un recensement des études de sociologies urbaines entreprises en France dans les années cinquante (« Sociologie urbaine : recherches entreprises en France. Tendances actuelles et bibliographie », *in : Sociologie contemporaine*, vol. IV, n°1, Paris, UNESCO). Chombart de Lauwe réitère d'ailleurs cette exercice bibliographique en 1962 (Centre d'Etude des Groupes Sociaux, *Notes bibliographiques de sociologie urbaine*, fasc. 2 « Bibliographie signalétique », Paris).

---

[77] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, I, 2.
[78] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 44.

Les études sociologiques des villes ne sont donc pas absentes en France, même si la sociologie urbaine a du mal à s'imposer en tant que discipline « autonome » et « unifiée », pour reprendre les termes de Louis Chevalier.

4 - Raymond Ledrut (1919-1987) et la tentative de synthèse

Il est vrai que ce que l'on pourrait nommer le premier « manuel » de sociologie urbaine n'est publié sous la plume du sociologue Raymond Ledrut qu'en 1968, alors qu'aux Etats-Unis, l' « écologie urbaine » est déjà ancienne[79], et qu'Egon Ernst Bergel publie dès 1950 un ouvrage nommé *Urban Sociology*. Bien que la sociologie des villes semble, pour Louis Chevalier, à l'époque uniquement représentée par les géographes, historiens et démographes, en ce qui concerne la France, alors qu'elle est bien représentée, institutionnalisée et développée à l'étranger, Ledrut tente d'en faire une discipline à part entière à la fin des années soixante.

La fin des années soixante marque à ce titre une étape importante pour le développement de la sociologie urbaine française. En 1967, est lancé par l'Etat le cadre de la « recherche urbaine » sous l'égide de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) et de la Mission de la recherche du nouveau ministère de l'Equipement d'Edgard Pisani, avant qu'en 1971, ne soit mis en place le Plan Construction et la Mission de la recherche urbaine. Pour reprendre une formule de Pierre Lassave, les années soixante, en France, sont « celles de la mise sur orbite du dispositif de recherche sous l'égide du Plan […] Un tissu national de prestataires d'études et de recherche se crée autour de grands bureaux parapublics [mais aussi de l'Université et de CNRS]. L'économétrie, la géographie, la sociologie et la psychologie sociale dominent alors les études urbaines. Les urbanistes en sont les principaux utilisateurs.» La sociologie ne prendra, ainsi, le « leadership disciplinaire » que dans les années soixante-dix à l'aide des contrats passés avec l'Etat et notamment le ministère de l'Equipement.[80]

Nous sommes, dans la deuxième moitié des années soixante, en pleine polémique sur les grands ensembles, l'Etat lance la réflexion sur les villes nouvelles, et pendant la décennie, les recherches sociologiques sur la ville se sont multipliées. Nous citerons, parmi tant d'autres, les travaux sur l'habitat pavillonnaire menés sous l'égide d'Henri Lefebvre par une équipe de jeunes sociologues de l'Université de Nanterre, l'Institut de sociologie urbaine (Nicole Haumont, Antoine Haumont, Marie-Geneviève Raymond, Henri Raymond, 1966) ; celui du marxiste Henri Coing sur la rénovation à Paris (1966) ou encore la parution de quelques études théoriques (Jean Rémy, *La Ville, phénomène économique*, 1966 ; Paul-Henry Chombart de Lauwe, *Paris, essai de sociologie*, 1965). Notons aussi qu'entre temps, le Centre d'étude sur les groupes sociaux est devenu le « Centre de sociologie

[79] GRAFMEYER (Yves) et JOSEPH (Isaac) (éd) (1979), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine, op. cit.*, 1998.
[80] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, pp. 55-56.

urbaine » qui continue de produire des recherches financées par des contrats publics avec, puis sans, Chombart de Lauwe[81] (Commissariat général au Plan, DGRST, CNRS, District de la Région Parisienne, DATAR[82], Ministères de la Construction puis de l'Equipement ou des Affaires culturelles) sur Paris et son agglomération ou sur de grandes villes de province (monographies, études psychosociologiques sur les relations habitants-espaces).[83] Mais d'autres recherches commanditées ou financées par le ministère de l'Equipement et les pouvoirs publics se développent.

Raymond Ledrut, professeur à la faculté de Toulouse entreprend ainsi des recherches sociologiques sur le cas toulousain, tout comme diverses équipes de province sur d'autres cas. Les résultats de ses études sont publiés au début de l'année 1968 par Raymond Ledrut sous le titre *L'Espace social de la ville, problèmes de sociologie appliquée à l'aménagement urbain* (coll. « Société et urbanisme », Paris, Anthropos, 1968). Quelques semaines plus tard, le même auteur publie ce qui ressemble à un manuel programmatique de recherches en sociologie urbaine, en lien à l'actualité urbanistique et sociale, influencé par divers courants et tirant les leçons théoriques des recherches entreprises empiriquement : l'ouvrage – le premier en France – intitulé tout simplement *Sociologie urbaine*.[84] Ses influences théoriques et références, de Marx et Engels à L'Ecole de Chicago, en passant par Durkheim, Max Weber ou Maurice Halbwachs, l'incite, pour cet essai de synthèse de la nouvelle discipline, à emprunter des concepts explicatifs et méthodes autant aux fondateurs de la sociologie générale qu'aux études étrangères. C'est d'ailleurs encore souvent le cas de nos jours dans la sociologie urbaine française : la morphologie sociale de Durkheim et Halbwachs, l'histoire du développement des villes chez Marx, Weber ou encore Lewis Mumford, les études des villes de la sociologie américaine.

Multipliant les exemples internationaux et se référant à l'histoire, l'auteur tente d'y donner une définition de la ville autre que celle de Max Weber (fonctions économique, politique, juridique, militaire et surtout autonomie)[85] ; ou de celle des statisticiens et démographes (taille, densité de population). « Individualité collective »[86] et « mode d'organisation de la vie collective » hérité d'une histoire, d'une « action collective » s'opposent parfois aux structures du pouvoir. L'espace urbain est donc appréhendé par rapport à ses dimensions politiques (lieux des institutions qui régissent les rapports sociaux et structures du pouvoir, des règles et du contrôle), spatiales (les « formes concrètes ») et culturelles (modes de vie, « personnalité urbaine » empruntée à Simmel et à l'Ecole de

---

[81] Cf. *Supra*, note n° 32, deuxième partie, sur les raisons de ce départ de Chombart de Lauwe et le passage du CEGS au CSU au milieu des années soixante.
[82] Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, fondée en 1963.
[83] Centre de Sociologie Urbaine, « Présentation historique du CSU jusqu'en 1977 », *L'activité scientifique du Centre de Sociologie Urbaine (1978-1981), op. cit.*, 1981, pp. 7-12.
[84] LEDRUT (Raymond) (1968), *Sociologie urbaine*, Le sociologue, Paris, PUF, 1979.
[85] WEBER (Max) (1921), *La Ville*, premier tome d' *Economie et politique* (*Wirschaft und Gesellschaft)*, trad., Paris, Aubier-Montaigne, 1982.
[86] LEDRUT (Raymond) (1979), *Sociologie urbaine*, *op. cit.*, p. 108.

Chicago). Ledrut, qui, contrairement aux préconisations de Louis Chevalier, propose d'étudier la ville en fonction de la société ou de la « civilisation » qui l'a produite, appréhende également les ségrégations et les mutations sociales de la grande ville contemporaine, l'importance du quartier et de sa composition sociale (ainsi que la « vie de quartier » qui s'atténue), l'attraction grandissante des centres (et leurs fonctions de « loisirs », de « divertissement », autrement dit leur « fonction symbolique extra-utilitaire »[87]), les sociabilités (de voisinage), les « foyers de vie collective »[88] comme la rue, la place ; en bref, tout ce qui constitue « l'espace social » de la ville. Autant de thèmes qui formeront – et qui forment déjà – les objets privilégiés de la sociologie urbaine française jusque dans les années quatre-vingt et souvent même jusqu'aujourd'hui.

Mais Ledrut se pose également en critique de l'urbanisme et de la planification qu'il oppose par ailleurs :

> « La planification urbaine n'est pas l'urbanisme. Elle est un moyen de contrôle social de l'ordre urbain, non une science normative des bonnes formes urbaines. En effet, on peut nommer planification urbaine les mécanismes et les processus sociaux par lesquels les différents comportements et mouvements, qui contribuent à modifier la ville et à déterminer son développement, se trouvent contrôlés de façon consciente. La planification est l'ensemble des moyens qui permettent de dominer les phénomènes partiels, en les intégrant à la totalité urbaine de telle sorte que le devenir de la ville puisse être maîtrisé. Qu'est-ce en effet que la planification sinon l'organisation consciente du devenir, l'anticipation efficace ? C'est un chemin entre le présent et l'avenir, qui ne peut être tracé qu'aux prix d'un ajustement constant des parties, d'un accord sans cesse établi entre le tout et ses éléments. […] La situation réelle est bien éloignée de cette planification collective – ou "collectiviste". La planification reste aujourd'hui soumise à la marchandise, à la domination de classe et d'une manière générale à l'économisme. [. Elle] peut s'opérer de diverses manières. De façon contraignante, par exemple, en supprimant à la limite toute initiative privée, toute liberté et toute incertitude dans les mouvements partiels, en réglementant jusque dans le détail les comportements des agents urbains. »[89]

Il propose ainsi une sociologie critique de la planification, mais aussi de l'urbanisme, en suggérant d'étudier les actions des agents sociaux que sont les décideurs, les urbanistes, et le manque d'emprise du collectif sur ces actions ; programme quelque peu identique à celui que formulera Manuel Castells quelques années plus tard, mais sans influence directe apparente.[90] Ainsi, à la suite de Chombart, il propose la « participation » en urbanisme et dans la gestion urbaine, revendication qui se renforcera et se généralisera dans les milieux de gauche – mais aussi parfois de droite – après Mai 68. Ceci n'est selon lui qu'un des aspects de la dégradation et du manque « d'intégration de l'habitant dans la vie collective urbaine », eux-mêmes dus à la dégradation du « sentiment d'appartenance » des

---

[87] *Id.*, p. 165.
[88] *Id.*, p. 109.
[89] *Id.*, pp. 51-53.
[90] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, 1975,

citadins à leur cité et au manque de rapport entre les citadins, les « responsables politiques» et les « techniciens » (les urbanistes) :

> « Une des raisons de la faiblesse du dynamisme collectif urbain et du contrôle social se trouve dans la médiocre participation des habitants des villes modernes – surtout des grandes villes – à la vie publique urbaine. »[91]

Cependant, il serait inexact de voir en Chombart de Lauwe ou en Ledrut des précurseurs de cette idée de participation à l'urbanisme. Les années soixante, en France, voient se développer des mouvements sociaux urbains et des réflexions qui portent déjà cette revendication (notamment par les Groupes d'action municipale, les autogestionnaires). Nous pourrons toutefois voir en eux des précurseurs de la réflexion sur « la vie sociale urbaine » et ses bouleversements.

La dimension critique de l'ouvrage par rapport aux grands ensembles, au fonctionnalisme, à Le Corbusier, marque également un engagement certain et une prise de distance par rapport aux études de Chombart de Lauwe, et qui préfigure en quelque sorte les critiques marxistes qui vont voir le jour.

> « La tendance à l'unifonctionnalité des secteurs aggrave considérablement le phénomène d'uniformisation. […] Un quartier purement résidentiel, même avec une fonction de services d'usage courant, est un quartier à moitié mort où règne la monotonie. […] Si rien ne paraît propice à l'imagination c'est que tout est "instrumental". Les bâtiments sont des " machines " où l'on se repose, où l'on achète, où l'on apprend, etc. »[92]
>
> « On traite de façon instrumentale et mécanique la ville considérée comme un objet qu'il convient de rendre fonctionnel. […] La rigidité des structures urbaines est le fruit du fonctionnalisme. […] La ville ou le quartier qu'on installe ou qu'on rénove deviennent plus fonctionnels certes, mais moins souples également. S'il s'agissait de construire une machine ou un instrument, ce serait certainement une chose excellente. Au contraire, une ville ne peut sans dommage devenir un système mécanique [il s'agit plus, selon Ledrut, d'un système "organique"]. Le mythe géométrique et "orthogonal" cher à Le Corbusier est particulièrement inadapté aux exigences de la vie collective et personnelle en milieu urbain. S'il peut satisfaire les tendances profondes d'un "bâtisseur", il ne répond nullement aux besoins de l'existence urbaine. »[93]

Cet engagement, cette dimension critique vis-à-vis de l'urbanisme des trente glorieuses, sont aussi marqués par une politisation certaine du discours. Ainsi pourrons-nous lire dans la conclusion de cet ouvrage de Ledrut en appelant à une « nouvel urbanisme » et à une « nouvelle façon de vivre » en ville :

---

[91] LEDRUT (Raymond) (1979), *Sociologie urbaine*, *op. cit.*, p. 79.
[92] *Id.*, pp. 175-176.
[93] *Id.*, pp. 222-223.

> « La tâche la plus haute qui incombe aujourd'hui à la sociologie urbaine est de contribuer à faire de l'urbanisme une action consciente des collectivités urbaines sur elles-mêmes, c'est-à-dire une pratique véritable. Cette pratique suppose bien évidemment la reconnaissance des collectivités locales réelles et donc la suppression des systèmes sociaux qui détruisent les sujets collectifs à travers la domination de classe, l'économisme et le bureaucratisme. […] Cette pratique exige la réalisation d'un collectivisme véritable. Concevoir ce qu'est une pratique urbanistique collective et le rôle que peut y jouer la science sociale n'est pas pure idéologie. Il ne s'agit ni de prescrire ce qui doit être, ni de justifier ce qui se fait, mais de voir clairement ce qu'implique sur le plan de la maîtrise du développement urbain le collectivisme réel. […] La nostalgie des formes anciennes de la vie urbaine doit s'effacer devant la conquête révolutionnaire des formes nouvelles. Mais la "révolution urbaine" n'est en rien séparable des autres processus révolutionnaires et d'une action historique totalisante. »[94]

Ces considérations rapprochent Raymond Ledrut d'Henri Lefebvre et préfigurent les réflexions de toute une partie de la sociologie urbaine française pendant les années soixante-dix. Le rôle du sociologue dans l'aménagement urbain, sa position, la promulgation de la participation urbaine et la marxisation des réflexions sur l'espace urbain seront d'ailleurs au cœur du colloque se tenant quelque mois plus tard, à l'aube des événements de Mai 68, le colloque de Royaumont, sur lequel nous allons maintenant nous attarder.

5 - La consécration de la sociologie urbaines française et ses difficiles relations avec la planification : le Colloque de Royaumont en mai 1968

L'année 1968 est une année charnière pour le développement de la sociologie urbaine française : à cette date parait l'ouvrage de Raymond Ledrut et se tient le Colloque de Royaumont (1, 2 et 3 mai 1968) intitulé « Urbanisme et sociologie », qui donnera réellement naissance à la discipline, ou plutôt l'institutionnalisera – la fera reconnaître –, au sein de l'Université et des autorités de tutelle de la recherche scientifique et urbaine. Les actes de ce colloque seront publiés sous le titre de *Sociologie et urbanisme*.[95]

Le contexte et les participants

Lors de ce colloque, il s'agit, selon les termes de Pierre Lassave, de « célébrer les cinq premières années de contrat entre recherche urbaine et V^{e} République.»[96] Selon son co-organisateur Jean-Paul Trystram, le colloque de Royaumont est plutôt mis en place pour réunir, selon les vœux du

[94] *Id.*, pp. 227-229.
[95] Fondation Royaumont pour le progrès des sciences de l'homme, *Sociologie et urbanisme*, Colloque des 1, 2 et 3 mai 1968 organisé sous l'égide du ministère de l'équipement et du logement, Paris, Editions de l'Epi, 1970. On notera l'inversion des termes de l'intitulé entre le colloque et la publication de ses actes deux ans plus tard.
[96] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 45.

ministère de l'Equipement de François-Xavier Ortoli, sociologues, urbanistes et pouvoirs publics, de manière à pouvoir pallier à – et débattre sur – la difficulté des échanges entre sciences humaines, praticiens et responsable de l'urbanisme Autrement dit de « confronter les points de vue » sur la ville, l'urbanisme, la sociologie urbaine et l'urbanisation.[97] Ce colloque ponctue en fait une série de recherches sur certaines métropoles régionales menées par des équipes de sociologues sous l'égide des ministères de tutelle (Construction puis Equipement et logement) depuis 1964 : Aix-en Provence (sous la direction de Georges Granai), Grenoble, Rouen (sous la direction de François Gay), Bordeaux, Lille (Jean-Paul Trystram, coordinateur et Jean-René Treanton), Rennes (Bernard Valade), Le Havre (Jean-Philippe Damais), Strasbourg (sous la direction d'Henri Lefebvre), Lyon (Henri Coing) Montpellier et les recherches menées par le Centre d'études sociologiques de Toulouse sous la direction de Raymond Ledrut. Ces recherches ayant déjà fourni l'occasion de diverses publications et rapports[98], il s'agissait maintenant d'en confronter les conclusions.

Ce colloque rassemble ainsi une centaine de personnes, praticiens de l'urbanisme et universitaires, pour la plupart sociologues ou futurs grands noms des études urbaines dans l'Abbaye de Royaumont. Si l'on tente d'établir, à partir des archives de ce colloque[99] croisée avec la liste des présents[100], une rapide typologie des participants à cette rencontre, démontrant un certain nombre de « réseaux » (et écoles de pensées) plus ou moins influents, la catégorie la plus nombreuse est celle des sociologues « urbains » universitaires :

- Henri Lefebvre (Professeur à Nanterre),
- Manuel Castells (alors assistant à Nanterre et membre du Laboratoire de sociologie industrielle d'Alain Touraine),
- Paul-Henry Chombart de Lauwe (alors directeur du Centre d'ethnologie sociale et de psychosociologie du CNRS),

---

[97] TRYSTRAM (Jean-Paul), « Avertissement », *in :* Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, pp. 19-20.

[98] TRYSTRAM (Jean-Paul) et DISSARD (Françoise) (sous la dir. de), *Sociologie et urbanisme*, Premier fascicule : « Essai de synthèse et notes de sociologie » et Deuxième fascicule : « Méthodologie et bibliographie », par l'association Marc Bloch, ministère de la Construction, Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme, Service des études et des programmes de développement urbain, janvier 1965 ; TRYSTRAM (Jean-Paul) (éd), *Sociologie et développement urbain*, Tome I : « Introduction – Aix-en-Provence – Le Havre – Toulouse », et Tome II : « Bordeaux – Lille – Rennes – Strasbourg », par Georges Granai, François Gay, Raymond Ledrut, François Bourricaud, J.-R. Treanton, Abrousse-Bastide, Henri Lefebvre et *la.*, ministère de l'Equipement et du Logement, Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme, Service des études et des programmes de développement urbain, 1965-1966 ; TRYSTRAM (Jean-Paul) (éd), *Sociologie et urbanisme, Contribution des Facultés des Lettres et des Sciences humaines de Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse*, préface de Françoise Dissard, Introduction de Jean-Paul Trystram et J.-L. Subileau, ministère de l'Equipement et du Logement, Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme, Service de l'Urbanisme, mars 1968 ; voire aussi LEDRUT (Raymond), *L'Espace social de la ville, problèmes de sociologie appliquée à l'aménagement urbain*, *op. cit*., 1968.

[99] Archives conservée au Centre de recherche sur l'habitat, ENSAPVS, Paris et léguées par Nicole Haumont.

[100] Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970

- Maurice Imbert, Monique Coornaert et Claude Soucy (du Centre de sociologie urbaine),
- Raymond Ledrut (directeur du Centre d'études sociologiques de Toulouse et dont nous venons de parler),
- Henri Coing (du Groupe de sociologie urbaine de Lyon),
- les lefèbvriens Henri Raymond (maître-assistant à Nanterre, Institut de sociologie urbaine), Nicole Haumont (CNRS, Institut de sociologie urbaine),
- mais aussi Jean Lojkine (Laboratoire de sociologie industrielle d'Alain Touraine),
- Jean-Pierre Worms (du Groupe de sociologie des organisations, militant du PSU et futur député socialiste de Saône-et-Loire),
- Catherine Bidou-Zachariasen (Nanterre),
- Jean-Paul Trystram (Université de Lille, co-organisateur du colloque).

On pourra aussi noter la présence d'architectes impliqués dans la recherche urbaine comme Philippe Boudon ou encore Hubert Tonka, tous deux proches d'Henri Lefebvre.

Parmi les représentants de la sociologie universitaire non directement orientée vers l'urbain, nous noterons la présence d'Henri Mendras (CNRS), d'Abraham Moles (directeur de l'Institut de psychosociologie sociale), d'Alain Touraine (Professeur à Nanterre et à l'EPHE, directeur du Laboratoire de sociologie industrielle), de Georges Granai (Professeur à Aix-en-Provence), de Pierre Grémillon (Groupe de sociologie des organisations), de Raymonde Moulin (du Centre de sociologie européenne).

Nous y remarquons également la présence d'universitaires d'autres disciplines ayant la ville et l'urbain pour objets de recherche : Françoise Choay (philosophe et Maître de conférences à L'Ecole nationale supérieure d'architecture de Bruxelles), Jacqueline Beaujeu-Garnier (Professeure de géographie à la Sorbonne), Michel Coquery (géographe, Professeur à l'Ecole Nationale des Ponts-et-Chaussées), des politistes.

Les architectes, ingénieurs, urbanistes praticiens, sociologues de bureaux d'étude ou d'organismes publics, fonctionnaires du ministère de l'Equipement ou de l'administration du Plan constituent l'autre catégorie. On y note ainsi la présence de Robert Auzelle (urbaniste, Inspecteur général de la construction et Professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris ainsi qu'au Séminaire Tony Garnier de l'Ecole des Beaux-Arts), un autre « chombartien » Serge Antoine (énarque, DATAR), Françoise Dissard (Urbaniste en chef à la Direction de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme, co-organisatrice du colloque), François Loyer (historien à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne), des membres de l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme), des OREAM[101], des établissement publics d'aménagement des villes nouvelles, du Service technique central d'aménagement et d'urbanisme, des membres du cabinet du ministre de l'Equipement et du logement, des chargés de mission au Commissariat au Plan.

[101] Organisations régionales d'études et d'aménagement d'aires métropolitaines.

Enfin la dernière catégorie des personnalités présentes à ce colloque est constituée par les élus particulièrement sensibles aux problèmes d'urbanisme, notamment les figures emblématiques d'Eugène Claudius-Petit (ancien ministre de la Reconstruction et de l'urbanisme de 1948 à 1953, député-maire de Firminy et dirigent de la Sonacotra[102]) et de Jean Royer (député-maire de Tours)[103].

On constatera également l'absence de personnalités ou de chercheurs internationaux à ce colloque. Il demeure, bien qu'important, une rencontre purement franco-française, contrairement à celle qui s'est tenue en 1951 (« Villes et campagnes »), si l'on exclut les chercheurs français de nationalité étrangère ou les chercheurs français exerçant à l'étranger.

En réfléchissant sur l'approche sociologique des problèmes urbains, l'objectif était de s'assurer que la sociologie urbaine pouvait être une discipline active dans les recherches théoriques et dans les équipes pluridisciplinaires chargées d'élaborer des plans d'urbanisme, et ce, à travers la confrontation des disciplines. Les questions primordiales qui servent de fil directeur à ce colloque décidé par le ministère de l'Equipement semblent être, pour résumer : « qu'est-ce que la sociologie peut apporter à l'urbanisme ? » ; « quelles sont les modalités de l'interdisciplinarité et du dialogue entre sociologues et urbanistes ? ». Les agents de l'Etat, confrontés à l'urbanisation extraordinaire de l'après-guerre, prennent à cette époque conscience de la nécessité de prendre en compte les aspects sociaux à côté des aspects techniques ou économiques de l'urbanisme. Il faut également rappeler que l'on est alors en pleine époque de construction des grands ensembles, que les sociologues et d'autres représentants des sciences humaines comme les géographes commencent à critiquer, et que, « depuis le début des années soixante, le capitalisme national a intégré la planification urbaine dans ses objectifs de croissance »[104] (IV^{e} puis V^{e} Plans de développement économique et social intégrant l'urbanisme, DATAR et DAFU[105] en 1963, ministère de l'Equipement et création des OREAM en 1966, Loi d'orientation foncière en 1967 rationalisant l'aménagement urbain par des outils autres que ceux de la loi de 1943, création des agence d'urbanismes, du Centre de recherche d'urbanisme en 1962, du Service technique central d'aménagement et d'urbanisme et de l'APUR[106] en 1967, recherches « incitatives » lancées par la DGRST sur les villes). Mais plus que la prise en compte des aspects sociaux et de l'importance de l'urbanisme, les pouvoirs publics prennent de plus en plus en considération l'utilité des études sociologiques sur les villes pour analyser les dysfonctionnements sociaux urbains et les raisons des mécontentements grandissants relatifs aux aménagements et à

---

[102] Société nationale de construction pour les travailleurs

[103] A ne pas confondre avec son homonyme architecte-urbaniste, fondateur de la revue Urbanisme et professeur à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris. Le Jean Royer dont il est ici question est un homme politique de droite, qui sera promu ministre du commerce du gouvernement Messmer de 1973 à 1974, et subira un échec cuisant aux présidentielles de 1974. Il a été dans les années soixante, en plus des polémiques et sur ses prises de position sur l' « ordre moral », un promoteur important de l'urbanisme à Tours, souvent considéré comme « autocrate ».

[104] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 45.

[105] Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, remplace la direction de l'aménagement du territoire au ministère de la Construction.

[106] Atelier parisien d'urbanisme.

l'urbanisme. L'idée de l'interdisciplinarité dans les équipes d'urbanisme et de l'appui nécessaire sur les travaux des sociologues progresse dans l'esprit des aménageurs et des responsables, mais également dans les faits. Les idées de la sociologie urbaine font leur chemin dans les représentations des décideurs et des techniciens. La volonté de Chombart de Lauwe de l'interdisciplinarité et de la prise en compte des aspects sociaux de l'urbanisme et celle de Chevalier de la reconnaissance de l'importance des études de sociologie urbaine sont donc désormais des choses acquises ou en voie d'acquisition.

Mais le dialogue reste difficile et la discussion au cours de ce colloque souvent formelle, selon certains participants.[107] Au sein des équipes pluridisciplinaires ou au sein de ces rencontres, chacun parle son propre langage et des consensus ont parfois du mal à s'établir, même si tous reconnaissent l'importance du sociologue dans la pratique urbanistique. Ces difficultés sont d'autant plus observables dans ce colloque que Mai 68 commence à gronder et qu'ont lieu alors les premières manifestations dans le Quartier latin qui perturberont quelque peu la rencontre, même à distance.[108] Dans le même ordre d'idée, nous pouvons supposer que la présence de jeunes sociologues ou chercheurs engagés politiquement très à gauche (et que l'on a pu qualifier de « gauchistes ») et critiquant de manière radicale l'urbanisme « technocratique », « étatiste », « capitaliste » ou « aliénant » – voire même l'héritage de leurs aînés sociologues – (pensons par exemple à Manuel Castells, Hubert Tonka), n'est certainement pas étranger à ces difficultés de dialogue et de compréhension. Il est vrai que ce colloque, peut-être plus que celui de 1951, est constitué d'un « empilement » ou d'un enchevêtrement de générations, pour reprendre les termes de l'historien Jean-François Sirinelli.[109] Il réunit « disciples » et « mandarins » de la sociologie urbaine. Mais nous nous garderons bien, toutefois, de tomber dans une explication « mythique » du phénomène générationnel sur les prises de position, qui ferait de la jeune génération « l'avant-garde »[110] de la rupture et du dépassement des questionnements de ses aînés. D'autant que cette génération, loin d'être homogène, parce qu'elle se réfère à des « maîtres à penser » et des « écoles » différentes, est elle-même souvent divisée du point de vue théorique, en rivalité, et n'observe souvent que peu de point commun, si ce n'est celui d'avoir un objet d'étude similaire – la ville – et de se revendiquer du marxisme ou de l'extrême gauche, eux-mêmes à l'époque fortement divisés en différentes strates. Certains, bien qu'appartenant à une école de pensée et ayant un bagage relativement semblable à d'autres, pourraient être qualifiés d' « électrons libres ». Prenons par exemple ce jeune sociologue, alors assistant d'Alain Touraine, Manuel Castells qui, au début de l'année 1968 – c'est-à-dire quelque mois avant la

---

[107] Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970.
[108] CASTELLS (Manuel), propos recueillis par Thierry Paquot le 8 juin 1998, *Urbanisme*, n°302, septembre – octobre 1998.
[109] SIRINELLI (Jean-François), « Effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français, *in : Les Cahiers de l'IHTP*, n° 6, novembre 1987, reproduit *in :* SIRINELLI (Jean-François), *Comprendre le XX^e siècle français*, Paris, Fayard, 2005, p. 176.
[110] *Id.*, pp. 179-180.

rencontre de Royaumont –, a publié dans une revue de sociologie très cotée, un article déclarant que la sociologie urbaine n'existait pas, critiquant pour cela ouvertement les travaux menés par ses confrères de l'ISU (Henri Raymond, Nicole Haumont), ceux de Lefebvre, de Chombart, de Coing.[111] Pierre Lassave revient d'ailleurs sur ce fait lorsqu'il déclare, en 1997 :

> « L'esprit critique de 1968 souffle déjà dans l'abbaye : "Ne faut-il pas parler d'urbanisme après avoir fait la révolution ?" lancent les jeunes entrants en sciences sociales, plus militants que professionnels, mais mieux formés à la rupture épistémologique que leurs aînés. »[112]

D'une manière générale, à partir de la deuxième moitié des années soixante (départ de Chombart du CEGS qui devient le CSU, création de l'ISU, notamment), la sociologie urbaine se radicalise par la critique de l'urbanisme. Les sommités en la matière, les « maîtres à penser » de la jeune génération de sociologues urbains, qu'il s'agisse de Paul-Henry Chombart de Lauwe, Raymond Ledrut ou Henri Lefebvre, dans des registres différents, critiquent dans leurs écrits, études et prises de position, les méthodes et les préceptes de l'urbanisme d'Etat, soit sur la base de leurs observations, de la théorie marxiste, ou parfois de leurs rapports avec cette pratique. Le colloque de Royaumont constitue un « événement fondateur »[113], à la fois pour une « génération » de jeunes sociologues de l'urbain radicaux, mais aussi pour la sociologie urbaine française tout entière, instituant des thèmes de réflexions qui perdureront pendant plusieurs décennies, et ce, dans un « climat idéologique »[114] particulier et favorable à la critique.

Les thèmes abordés

Lors de ce colloque, la ville est pour la première fois abordée comme « ensemble intégré » et « "cadre d'action" des citadins »[115], ensemble de pratiques, de relations, de représentations, de sociabilités, et non plus seulement comme territoire à aménager pour les populations. Plus que cela, la ville et l'espace urbain sont pour la première fois abordés scientifiquement comme tels, ce que préconisait déjà l'historien Louis Chevalier dix ans plus tôt. Ce colloque représente à notre connaissance le premier colloque de sociologie uniquement consacré à la ville. (**Cf. Document 1**)

Les questions qui y sont abordées sont les suivantes :

- La mixité pour atténuer ou supprimer la ségrégation.
- Les conséquences de la taille des villes sur la vie sociale

---

[111] CASTELLS (Manuel), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, dixième année, Paris, Seuil, janvier-mars 1968, pp. 72-90.
[112] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, p. 47.
[113] SIRINELLI (Jean-François), « Effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français », *in :* SIRINELLI (Jean-François), *Comprendre le XX^e siècle français, op. cit.*, p. 175.
[114] *Ibid.*
[115] CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, *op. cit.*, 2002, p. 18.

Document 1: Programme du colloque de Royaumont de mai 1968.

FONDATION ROYAUMONT
(GOÜIN - LANG)
POUR LE PROGRÈS DES SCIENCES DE L'HOMME
23 BIS, RUE DE L'ASSOMPTION, PARIS-XVI
TÉL. 527-21-73

U R B A N I S M E & S O C I O L O G I E

Colloque organisé à ROYAUMONT
les 1er, 2 et 3 mai 1968
-:-:-:-:-:-:-

1er MAI

1ère journée : LES SOCIOLOGUES

- 10 H. à 10 H.45 - Séance plénière n°1
  - a) Introduction : M. PARRIAUD
    Directeur du Service technique central de l'aménagement et de l'urbanisme
  - b) Exposé liminaire : M. TRYSTRAM
    Faculté des lettres et sciences humaines de LILLE

- 10 H.45 à 12 H.45 : 3 tables rondes simultanées
  - A.1) Le sociologue dans l'équipe pluridisciplinaire
    M. IMHOF (OREAM-LORRAINE)
  - C.1) La diffusion des connaissances sur l'urbanisme en milieu scolaire et universitaire
    MM. GAY et NICOLLET (Faculté des lettres et sciences humaines de ROUEN)
  - F.1) Fonctions urbaines et centres
    M. LEDRUT
    Faculté des lettres et sciences humaines de TOULOUSE

- 14 H. à 16 H. : 3 tables rondes simultanées
  - B.1) Urbanisme et hygiène mentale
    Dr. COUDRAY
    Faculté des lettres et sciences humaines de MONTPELLIER
  - D.1) Sociologie et participation
    M. BOLLE
    Institut d'études politiques de GRENOBLE
  - E.1) La recherche interdisciplinaire et la sociologie urbaine
    M. LEFEBVRE
    Faculté des lettres et sciences humaines de NANTERRE

- 16 H.15 à 19 H. : Séance plénière n°2
  Synthèse et discussion générale des tables rondes du premier jour

2 MAI

2ème journée : LES URBANISTES ET LES INGENIEURS

- 9 H.15 à 10 H.25 : Séance plénière n°3

a) Introduction : Melle DISSARD
Urbaniste en chef à la Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme

b) Conférence : L'urbanisme et les sciences humaines
M. AUZELLE
Ecole nationale supérieure des beaux-arts
(Séminaire TONY GARNIER)

- 10 H.40 à 12 H.40 : 3 tables rondes simultanées

A.2) Ce que l'urbaniste attend du sociologue dans l'équipe pluridisciplinaire
M. MOTTE (OREAM LILLE NORD)
M. THURNAUER (OREAM BASSE SEINE)

B.2) Des concepts au plan d'urbanisme
M. COQUERY
Faculté des lettres et sciences humaines de PARIS

E.2) Sociologie et sciences de l'ingénieur
Mme DOTTELONDE - Ecole nationale des ponts & chaussées
M. CORNET-VERNET - Ecole nationale des ponts & chaussées

- 14 H. à 16 H. : 3 tables rondes simultanées

C.2) L'information du public sur le présent et l'avenir à long terme des villes
M. CLAUDIUS-PETIT
Député-Maire de FIRMINY

D.2) La naissance du regard critique en urbanisme au XIXe siècle
Mme CHOAY
E.N.S.A. BRUXELLES

F.2) Pathologie de la ville : malformations urbaines et désintégration des citadins
M. CORNUAU
Service technique central de l'aménagement & de l'urbanisme

- 16 H.15 à 19 H. : Séance plénière n°4

Synthèse et discussion générale des tables rondes du deuxième jour

Dans la soirée : Projection de trois films

TOULOUSE LE MIRAIL (CANDILIS)

LE M'ZAB (M.ROCHE, O.R.T.F.)

15.000 VOISINS

3 MAI

3e journée : LES RESPONSABLES & LES USAGERS

- 9 H.15 à 11 H.30 : 3 tables rondes

A.3) Prévision et projection en sociologie urbaine
M. GRANAI
Faculté des lettres et sciences humaines d'AIX EN PROVENCE

B.3) Développement urbain et sociologie de la décision
M. CHOMBART de LAUWE
Ecole pratique des hautes études

C.3) Urbanisme et décision politique
M. HURTIG
Fondation Nationale des Sciences Politiques

- 11 H.35 à 12 H.45 : Séance plénière n°5

Synthèse et discussion générale des tables rondes de la matinée du 3 mai

- 14 H.15 - Séance plénière n°6

Conférence : Les responsables municipaux et la sociologie
M. ROYER
Député-Maire de TOURS

- 15 H. à 18 H.15 : Séance plénière n°7

Synthèse et discussion générale des tables rondes du Colloque

- 18 H.15 à 19 H. : Conclusions

M. BACQUET
Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Chef du Service de l'urbanisme à la Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme

M. PEBEREAU
Directeur du Cabinet du Ministre de l'Equipement et du Logement.

- 19 H. à 20 H.30 - Dîner - cocktail

Source : Archives du CRH, ENSAPVS

- Comment relier les centres aux périphéries en pleine extension ?
- Comment penser les centres-villes, à la fois symboles de la ville et cependant inadaptés à la vie moderne ?
- Comment instituer l'information et la participation des citadins à la vie urbaine, aux décisions, aux projets ?[116]
- Peut-il exister une sociologie urbaine ? Quels peuvent être ses objets ? Quels peuvent être les apports du sociologue à l'aménagement des villes ?
- Jusqu'à quel point et comment la recherche peut-elle dépendre de la commande ? Comment peut-elle prendre part à la décision ?
- L'intégration du sociologue dans l'équipe pluridisciplinaire d'urbanisme.

L'organisation du colloque se divise en trois grandes phases d'analyse sur les « sociologues », les « urbanistes et ingénieurs » et les « responsables et usagers ». Des questions secondaires mais alors d'actualité, d'ordre pratique ou plus théorique, ont été posées : celle de la sociologie comme « science de synthèse » dans les équipes pluridisciplinaires d'urbanisme, celle de sa « place » dans les mêmes équipes vis-à-vis des attentes de celles-ci (architectes, urbanistes, ingénieurs, qui voient dans la figure du sociologue leur « conscience » critique[117]) et des problèmes méthodologiques. Ainsi, le sociologue Henri Mendras peut-il déclarer « que le sociologue ne peut en aucun cas être assimilé à un expert ou à un conseiller dont on solliciterait l'avis sans l'associer au choix d'un parti »[118], et l'architecte Gérard Thurnauer, « que l'équipe tout entière ne peut être toujours dirigée par l'urbaniste, mais qu'à chaque étape de travail correspond un "patron" privilégié. »[119] La notion de « sociologue-urbaniste » pour qualifier ces sociologues engagés dans ces équipes et pratiquant une recherche « opérationnelle » ou « appliquée » fait son apparition. La sociologie fait donc dorénavant partie, dans les discours, du processus d'aménagement, pourvu qu'elle passe outre ses réticences et change quelque peu ses méthodes et ses objectifs.

Le manque, les difficultés et la nécessité d'enseignement de l'urbanisme et de l'architecture dans le secondaire, le milieu universitaire et les IUT, et plus largement l'engagement nécessaire du sociologue dans la décision sont largement abordés. Paul-Henry Chombart de Lauwe, présidant une table ronde, reprend, dans son intervention, presque mot pour mot la volonté qu'il exprime depuis presque deux décennies dans ses publications et conférences au sujet de « deux conceptions de la sociologie » comprise comme :

---

[116] Ces thèmes sont listés par Maïté Clavel, qui constate par-là même leur actualité, *Ibid.*
[117] Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme, op. cit.*, 1970, p. 79.
[118] *Id.*, p. 89.
[119] *Id.*, pp. 85-86.

> « Réponse aux questions posées par les hommes de la décision pour leur permettre de résoudre des problèmes particuliers et les aider à faire passer la décision du sommet à la base ; […] Ou comme questions posées aux hommes de la décision par les représentant des sciences humaines [,] étude des choix au niveau le plus élevé en fonction d'une analyse globale de l'évolution des structures sociales et des besoins. »[120]

Des points théoriques sur l'aspect social des villes et de l'urbanisme sont également abordés lors de tables rondes. Les « maladies sociales » et les relations entre « hygiène mentale » et urbanisation, – dénotent, notons-le déjà, une certaine vision « spatialiste » et déterministe des rapports homme – société – espace urbain – ; une vision déterministe de plus en plus remise en cause. Le docteur Jean-Pierre Coudray, psychiatre, classe ainsi les « éléments étiologiques » en « facteurs liés aux formes urbaines anciennes ou existantes », « liés aux formes urbaines » nouvelles, en facteurs « liés uniquement au formes urbaines (bruit, manque d'espace) » ou non, et « agissant par l'intermédiaire d'un processus physiologique (alcoolisme) » ou à « action plus directe (ennui, promiscuité, surmenage psycho-sensoriel) ». Ces conceptions ne sont pas nouvelles mais héritées des hygiénistes du XIX^{e} siècle selon lesquelles les villes étaient en quelque sorte des matrices pathogènes. Elles ne sont d'ailleurs pas étrangères à la naissance de l'urbanisme et de la planification urbaine, comme le rappelle lui-même le Docteur Coudray dans son intervention.[121] On a pu également en voir les traces lors du colloque « Villes et campagnes » de 1951 (notamment avec Georges Friedmann et le « conditionnement psychologique des villes », ou le psychiatre Georges Heuyer et les corrélations entre formes urbaines et « délinquance » ou « débilité mentale »).[122] On peut déjà ainsi faire l'hypothèse que, pendant les années cinquante et jusqu'à la fin des années soixante, l'idéologie déterministe espace/société est portée, dans le monde scientifique français, par la psychiatrie et la psychologie qui voient dans le phénomène urbain, son développement et ses changements, un déterminant de pathologies mentales, de « maladies sociales » (alcoolisme, délinquance, prostitution, suicide, selon Coudray). Souvent, d'après les utilisations qui sont faites de ces sciences, la morphologie urbaine et son évolution auraient des conséquences indiscutables directes – ou moins directes – sur le psychisme des individus, et par extrapolation, leurs comportements et pratiques sociales. Même si « la misère » inhérente aux grandes agglomérations doit être le déterminent principal (Coudray) : hier les taudis et les pathologies physiques, aujourd'hui, l'« esthétique », les grands ensemble, l'ennui et les « maladies mentales » souvent inconscientes (dans les faits et dans

---

[120] Contribution du Paul-Henry Chombart de Lauwe « Problèmes de la décision en matière d'urbanisme » (1968). Cette intervention résumant sa pensée sur les relations sociologie-décision sera publié ultérieurement par Chombart de Lauwe, *in :* CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), « L'organisation sociale en milieu urbain », *Des Hommes et des villes*, *op. cit.*, 1970, p. 225-226. Cf. *Supra.*

[121] Contribution du Docteur Jean-Pierre Coudray « Hygiène mentale et développement urbain » (1968), reformulé *in :* Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, pp. 122-132.

[122] FRIEDMANN (Georges) (sous la dir. de), (1952), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, *op. cit.*, 1953, pp. 401-415 ; 419-423. On pourra également renvoyer aux travaux du Docteur Hazemann, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris.

leurs causes). Le Docteur Coudray relativise à Royaumont en 1968 l'approche déterministe de la psychiatrie appliquée au phénomène urbain :

> « Nous devons souligner pour notre part, qu'il nous est apparu que l'on avait trop souvent tendance à exagérer l'importance étiologique des formes urbaines proprement dites. Il n'est pas certain qu'il faille attribuer au type de réalisations urbaines un rôle causal direct sur le style de vies sociales propres à la société qui est destinée à y vivre. […] Il n'est pas évident qu'une modification profonde de l'architecture des "grands ensembles" entraîne celle du mode de vie des occupants. En revanche il paraît assez solidement établi que l'adaptation à de nouveaux modes de vie constitue dans bien des cas une expérience traumatisante susceptible dans certaines conditions de déclencher des affections mentales évoluant pour leur propre compte. […] Parmi les problèmes étiologiques, une place toute spéciale doit être réservée à l'esthétique. Il n'est pas impossible que ce soit à ce niveau que l'on doive rechercher la possibilité de créer un climat de bien-être psychologique et à l'opposé celle d'isoler une série de facteurs pathogènes plus ou moins directement responsables de troubles de l'humeur ou du comportement. […] Bien plus souvent l'hygiène mentale se trouve confrontée à des conduites dont le caractère pathologique est beaucoup plus discutable. C'est dans ce sens [qu]'il convient de n'attribuer qu'une valeur sémiologique très relative aux comportements qualifiés d'anti-sociaux tels que la délinquance, la prostitution, les conduites élastiques etc. […] Une hygiène mentale ne saurait se confondre avec une hygiène sociale qui pose des problèmes différents et dont la solution ne peut éviter de faire intervenir des préoccupations d'ordre moral, politique et idéologique. […] On ne peut passer du collectif à l'individuel sans éclairer chaque cas par un examen clinique détaillé[123]»

Le psychiatre estime ainsi que « l'existence d'une pathologie spécifique de la ville n'est nullement démontrée », que « la réalité nosologique des *New towns blues*, des névrons du béton et des Zupites est douteuse», et que « le concept d'adaptation, ou d'habituation, s'il est la base indispensable de la recherche clinique ne saurait être utilisé comme un critère de santé mentale ». Coudray semble donc à la fois pointer une vieille conception « hygiéniste » de la psychiatrie qui verrait dans les effets du milieu un déterminant de la santé mentale, mais aussi le sens commun et les conceptions des certains « architectes-urbanistes » contemporains, qui prétendent avoir des capacités quant au bien-être psychique des habitants et des citadins. Toutefois, « l'hygiène mentale peut s'attacher à isoler et à préciser les différents facteurs pathogènes liés au logement » et à « établir des normes » d'habitabilité et de bien-être psychique, représentation que les sociologues présents ont du mal à concevoir.[124] Selon Coudray, la sociologie et la psychiatrie doivent aller de pair, « le but de l'hygiène mentale [devant] rester la prévention de la maladie mentale et non l'adaptation de l'individu à son environnement. »

Mais d'autres thèmes plus proprement sociologiques sont débattus, essentiellement entre sociologues, sur la pertinence ou non d'une « sociologie urbaine » (notamment entre Ledrut et

---

[123] Contribution du Docteur Jean-Pierre Coudray « Hygiène mentale et développement urbain » (1968), reformulé *in :* Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, pp. 122-132.
[124] *Id.*

Castells)[125], sur ses méthodes, sur ses approches de la ville, des sociétés urbaines et des « espaces sociaux urbains ».

Le politiste Pierre Bolle[126], quant à lui, revient sur le thème de la « participation » des habitants à l'urbanisme, du fait de la démocratie « formelle » dans les villes, du manque de formation des habitants à ces problèmes (et à leurs « langages »), et du manque d'autonomie des municipalités en matière d'aménagement.. Cette participation est aussi décrite comme une « mythologie », une « mode », mais aussi comme une nécessité dans son « rapport au pouvoir », au niveau des études (ce que l'on appelle le diagnostic urbain), des décisions d'aménagement et de la gestion urbaine. Elle nécessite aussi une formation des citadins et une information perpétuelle au cours du processus de décision et de planification. Un autre politiste, Serge Hurtig[127], aborde, lors d'un autre débat, les idéologies politiques qui déterminent les projets urbains, que ce soit celle du marché, de l'intérêt général ou de l'intérêt privé. La critique des grands ensembles et de l'urbanisme moderne, elle, parcourt la quasi intégralité des tables rondes et semble recueillir, si ce n'est l'unanimité, du moins l'adoption et l'approbation du plus grand nombre des participants ; une sorte de consensus conjoncturel. La critique des « formes urbaines » fait même son apparition chez les responsables de l'Equipement.[128]

Enfin, ce sont les différences d'approche entre les sociologues et les « architectes-urbanistes » qui sont abordées, notamment en ce qui concerne les fonctions urbaines. Les uns « se référ[ent] à la charte d'Athènes » et « aux formes matérielles », les autres à la « centralité », à la « fonction sociale » et à la « pluri-fonctionnalité ». C'est question de la « prise en compte des concepts sociologiques par l'architecte » qui est ici posée (R. Ledrut). Les divergences de vue entre sociologues et architectes au sujet des plans d'urbanisme sont également abordées (M. Coquery), ainsi que l'aspect critique inhérent à la sociologie, en opposition avec sa participation à l'urbanisme et à la planification à long terme. De plus, les urbanistes conçoivent une « problématique urbaine » spécifique là où les sociologues y voient une « problématique sociale dans son ensemble » :

> « La divergence entre les sociologues et les urbanistes tient essentiellement au fait que, pour les premiers, l'urbanisme est beaucoup plus que l'aménagement physique de l'espace. Aussi, les sociologues sont-ils tentés, et parfois contraints, s'ils veulent rester cohérents avec eux-mêmes, de passer à l'action sociale. Pour les sociologues de la contestation absolue, toute action valide devra viser la transformation radicale de la société. Pour les autres, il existe une problématique urbanistique

[125] *Id.*, pp. 112-114.
[126] Institut d'études politiques de Grenoble.
[127] Directeur d'études et de recherches à la Fondation national des Sciences politiques, intervention lors de la table ronde « Urbanisme et décision politique »
[128] Voir la position de Claude Cornuau, sociologue au nouvellement créé (1967) et éphémère STCAU du ministère de l'équipement lors de la table ronde « pathologie de la ville », qui parle de « malformations urbaines » au sujet des « grands ensembles collectifs des cités dortoirs».

> consécutive au processus d'urbanisation, qui ne s'évanouira pas en même temps que le système capitaliste. »[129]

On peut déjà constater ici que lors de cette confrontation entre praticiens et sociologues, les désaccords et les incompréhensions réciproques persistent souvent. Pour Maïté Clavel, ceci serait dû au fait que les praticiens étaient venus y chercher des « théories opératoires », des techniques, des solutions à leurs problèmes. Ceci aurait poussé les sociologues à se retrancher derrière la « théorie ».[130] Cependant, cette rencontre a au moins le mérite de poser des questions et de « confronter les points de vue » sur des sujets que les sociologues de l'urbain se posent ou revendiquent depuis les années cinquante, et que les praticiens et responsables du ministère se posent également, au vu de leur présence importante, de leurs interventions diverses, du fait même que c'est le ministère qui a pris l'initiative et a financé ce colloque. Ainsi, l'urbaniste Robert Auzelle, universitaire et praticien investi dans la politique de la reconstruction puis du ministère de l'Equipement, introduit-il le colloque par un exposé plaidant pour le rapprochement entre urbanisme et sciences humaines, auquel il est par ailleurs lui-même très sensible en tant qu'enseignant à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris. Il est très proche d'une personnalité comme Chombart de Lauwe et influencé par Marcel Poëte ou Gaston Bardet concernant l'étude préalable au plan, le « diagnostic urbain »[131]. Selon lui, l'urbanisme et les sciences humaines possèdent ensemble la volonté de vouloir saisir le réel et de posséder des objectifs communs. Tout en critiquant l'enseignement transmis et en revendiquant une « évolution souhaitable » de la recherche en urbanisme vers le mécénat, Auzelle déclare ainsi :

> « Si l'urbanisme et les sciences humaines trouvent leur plus haut point de rencontre dans cette question fondamentale – la structure même de la société – il en est un autre où les exigences sont identiques : la nécessité d'une information, l'amélioration des moyens d'investigation. […] Ce qui importe, c'est que nous ne pouvions persister à méconnaître le réel. […] Ne nous dissimulons pas que nous avons tous, et en commun, un rude effort à poursuivre pour nous disposer aux multiples dialogues qu'exige notre action. Il s'agit de nous mieux comprendre et de nous concerter pour inventer un art de vivre ensemble qui laisse à la personnalité sa liberté, sa volonté, ses responsabilités, tout en la faisant participer à tous les avantages techniques que la collectivité peut être à même de lui offrir dans l'hypothèse d'une meilleure répartition des biens. »[132]

On pourra conclure que Royaumont est demeuré célèbre – tout du moins dans l'histoire de la sociologie urbaine française – et outre la légitimité et le renom de ses participants après-coup et par

---

[129] Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, p. 74.
[130] CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, *op. cit.*, 2002, p. 19.
[131] Pour de plus amples développement, voir BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.
[132] AUZELLE (Robert) (1968), « Urbanisme et sciences humaines », *in :* Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, pp. 62-66.

son contexte social et politique – par son caractère instituant pour la discipline et par les questions qu'il a posées (problématiques depuis l'après-guerre et souvent encore discutées de nos jours). Plus, en tous cas, que par ses résultats.

En effet, la coupure entre les praticiens et les sociologues reste nette. Mais, la sociologie dite urbaine, dont les représentants institutionnels ne sont alors que très peu (Henri Lefebvre, Chombart de Lauwe et leurs disciples, Raymond Ledrut), n'est, à partir de ce moment, plus isolée. Les années qui suivent verront d'ailleurs les recherches et les chercheurs se multiplier, ainsi que des chaires de « sociologie urbaine » s'ouvrir dans les facultés. [133]

Les actes du Colloque publiés en 1970 sont d'ailleurs précédés d'une « charte » de la sociologie urbaine[134] rédigée collectivement pour l'occasion, de manière à « dresser les perspectives actuelles d'une recherche fondamentale en sociologie appliquée aux problèmes urbains ».[135] Dans cette charte, après s'être interrogé sur la pertinence d'une sociologie urbaine dans la France contemporaine un peu à la manière de ce qui s'était passé une vingtaine d'années plus tôt lors du colloque « Villes et campagnes »[136], les sociologues s'attachent aux relations entre sociologie et urbanisme et à la pluridisciplinarité. Pour cela, comme nous l'avons mentionné, la ville doit être considérée comme un ensemble intégré :

> «L'ensemble des constructions et des habitants d'une ville ne prend un sens que si on les étudie simultanément dans leur rapport et si on les intègre dans un système dans lequel les relations et les êtres prennent un sens. […] Mais une ville qui serait ainsi analysée dans ses constructions, dans sa population et dans leurs rapports ne serait encore qu'une ville considérée comme une agglomération. Alors qu'il y a une autre façon de percevoir une ville, plus proprement sociologique, c'est de la considérer comme une société, c'est-à-dire comme une organisation de groupes plus ou moins structurés dont chacun a une vie propre et entretient avec les autres des relations particulières, à la fois réelles et symboliques.»[137]

Mais, la société urbaine connaît toutefois un « manque d'intégration » se manifestant notamment par la « ségrégation » et le « manque de relations » entre groupes. Elle subit également le l'absence de « ces micro-sociétés » que constituent les « quartiers » comme lieu intermédiaire d'intégration à la ville. Plus que cela, la ville connaît un déficit « de cohésion » due à l'urbanisation croissante, au développement spatial des villes et à l'hétérogénéité qu'il implique, au manque d'«intégration » des grands ensembles de périphéries aux centres anciens, des « tissus nouveaux aux

---

[133] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997.
[134] Selon les mots de Pierre Lassave (*Id)*, p. 47 ; Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, pp. 25-66.
[135] *Ibid.*, p. 28.
[136] Mais plus dans un but d'autolégitimation que dans un but de réelle interrogation visant à la constitution d'une discipline (mais ici, plus à la définition de celle-ci, toujours au regard des études entreprises et des positions diverses des uns et des autres).
[137] Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, pp. 28-29.

tissus anciens». [138] La charte se conclut ensuite par une critique des politiques urbaines (« manque d'autonomie des communes » et « manque de participation des citadins aux décisions concernant leur ville ») et sur la nécessité d'une « prospective sociale de l'urbanisme »[139] : « l'effort prospectif est absolument essentiel à un urbanisme volontaire et les sociologues sont aujourd'hui prêts à collaborer avec ceux que ces problèmes préoccupent. »[140]

Cette charte poursuit donc deux ambitions : tirer la leçon de la sociologie urbaine française des deux dernières décennies pour élaborer un cadre conceptuel commun, partagé et se voulant consensuel sur la/les société(s) urbaine(s), et investir plus profondément le sociologue dans les équipes pluri-disciplinaires d'urbanisme, notamment en persuadant l'urbaniste de l'utilité de cet investissement. Le sociologue, par ses compétences et ses préoccupations pourrait ainsi tenir le rôle de pivot, d' « homme de synthèse » de ces équipes, faire entrer en jeu ses capacités de « prospective », favoriser la participation. Nombre de sujets qui y sont exposés et que nous venons d'aborder constituent d'autre part des thèmes, constats et revendications propres à cette époque et autant de thématiques qui participeront au développement de la sociologie urbaine française et à sa politisation, marquant la montée de la critique de la ville et de l'urbanisme.

La montée de la critique et du radicalisme

Si le programme du colloque ne laisse pas transparaître d'aspect politique original à proprement parler (**Cf. Document 1**) ; le contenu de ses débats et leur tournure, au contraire, laisse apparaître une politisation certaine de la question urbaine, par le biais de la sociologie urbaine naissante (ou en voie d'institutionnalisation). On y constate en effet les prémices de la position critique que va prendre la sociologie urbaine française dans les années soixante-dix : critique de l'urbanisme, du manque de prise en compte des aspects sociaux de la ville et de son aménagement, des formes urbaines et du fonctionnalisme. Cette critique est également présente chez les urbanistes praticiens, les administrateurs de Plan et de l'Equipement et au sein des autres sciences humaines et sociales. Mais la critique porte également sur les modes de décision : constat du manque de participation et revendication de celle-ci ; ainsi que sur la sociologie elle-même, sur ces concepts, sur la place même du sociologue-expert prenant part aux décisions. Elle porte enfin sur l'idéologie urbanistique et sur la décision proprement dite, des politiques urbaines (du ministère, des municipalités, des « technocrates » qui eux-mêmes en appellent ici à l'aide et à l'intervention des sociologues dans la décision pour pallier leurs manques et leurs erreurs). La sociologie tout autant que l'urbanisme sont dans la ligne de mire. Robert Auzelle, pourtant engagé dans le rapprochement et le dialogue entre les deux disciplines, mais

[138] *Ibid.*, pp. 30-34.
[139] *Id.*, pp. 40-48.
[140] *Ibid.*, p. 48.

non d'une manière instrumentale de l'une par l'autre ou opportuniste par l'une ou par l'autre – comme dans le cas de la sociologie appliquée –, va dans ce sens :

> « Dans cette atmosphère technocratique, le recours au sociologue, par exemple, n'est souvent qu'un alibi, une façon de se donner bonne conscience à peu de frais, un moyen de décourager les critiques tout en se prémunissant contre les observations des représentants de la population. Ces pratiques ne sont pas dignes de cette haute mission qu'est l'organisation consciente de l'espace et elles avilissent les disciplines qui prêtent leur concours à de telles simagrées. »[141]

Cependant, pour Jean-Paul Trystram dont la tâche est de retranscrire non sans peine les exposés et débats du colloque :

> « Il ne s'agit pas ici, comme le dit Monsieur Henri Raymond, de critiquer le corps des urbanistes. Mais à travers eux, il faut dénoncer une certaine conception de l'aménagement urbain telle que notre société actuelle la secrète. Dans cette perspective, toute collaboration technique confirme le système ou lui fournit des alibis. Ainsi tous ceux qui collaborent aux équipes d'urbanisme masquent ou se masquent la réalité des problèmes. Cette attitude extrême ne touche cependant que l'urbanisme traditionnel, tel qu'il est aujourd'hui pratiqué. Il reste souhaitable et possible, aux yeux de ceux qui poussent la critique à l'extrême, de reconstruire une théorie de la ville dans une théorie sociale globale ; cet effort est à peine amorcé ».[142]

Il est vrai que :

> « Poussant la contestation à son point extrême, Monsieur Hubert Tonka voit dans l'urbanisme une mystification sociale. Pour lui, la pratique de l'urbanisme est aliénante. Sa problématique est à ce point étouffante qu'elle empêche de comprendre à la suite de quelle démarche historique on est arrivé à envisager qu'il faut une action extérieure à la société et qui, tout à la fois, veut l'animer et refuse de s'y insérer. Il est donc essentiel d'écarter d'emblée une conception de l'urbanisme qui n'est qu'une des contradictions mêmes du système capitaliste dans lequel l'homme s'est développé. » [143]

La critique du politique, des politiques urbaines et des processus de décision est donc présente, opposant le « bien-commun » aux intérêts privés, la décision aux « aspirations » des habitants et citadins (Chombart), le pouvoir « local » trop absent aux décisions trop centralisées (la décentralisation des pouvoirs aux communes est encore loin d'avoir eu lieu). Robert Auzelle, déclare ainsi :

---

[141] AUZELLE (Robert), « L'urbanisme et les sciences humaines », *Id.*, p. 59.
[142] Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, *op. cit.*, 1970, p. 71.
[143] *Id.*, p. 70.

« Tout se passe comme si l'urbanisme était le fait d'une minorité de spécialistes qui oppose son point de vue au nom de l'intérêt commun. »[144]

Et l'architecte Henri Mathieu de renchérir :

« Aujourd'hui, la commune est à tel point dépossédée de la décision que son autorité est complètement sapée. La prétendue complexité des techniques à mettre en œuvre en urbanisme, ne devrait pas avoir pour conséquences de déposséder l'instance locale de ses pouvoirs, mais devrait impliquer, de la part de celui qui domine ces techniques, un effort pour les mettre à la portée de tous. »[145]

Son confrère Marcel Lods, lui, se fait encore plus critique lorsqu'il déclare :

« Il n'y a pas de volonté dans les instances dirigeantes pour créer un urbanisme véritable. Il est significatif que les partis politiques, aussi bien au gouvernement que dans l'opposition, manifestent une ignorance et une indifférence extraordinaire aux problèmes d'urbanisme. »[146]

La critique urbanistique porte ainsi tout autant sur le pouvoir des élus en matière d'urbanisme, que sur leur présumée incompétence, ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses pour la vie sociale de la ville et des citadins. Elle porte aussi et avant tout sur les intérêts économiques – du marché – qui guident ces décisions, et dont l'urbaniste est, en quelque sorte, le « complice » et dont le sociologue pourrait être le garde-fou.

Toutes ces critiques prennent place dans une rhétorique marxiste ou néo-marxiste ce qui fait que ce moment fort de l'institutionnalisation de la sociologie urbaine française marque aussi sa politisation et sa radicalisation qui s'observeront tout au long de la décennie suivante. La figure marquante de cette période demeure Henri Lefebvre.

6 - Henri Lefebvre (1901-1991) : du droit à la ville à la production de l'espace

1968, enfin, est aussi l'année de la publication du premier ouvrage d'Henri Lefebvre – philosophe et sociologue marxiste – sur l'urbain : *Le Droit à la ville.*[147] Cet ouvrage primordial pour le développement de la sociologie urbaine française et plus généralement des recherches urbaines à partir de cette date, se présente, comme son titre l'indique, sous la forme d'un manifeste programmatique de recherches sur l'urbain, mais aussi d'une somme de revendications. Lefebvre applique ainsi les méthodes et les concepts marxiens à l'analyse de la ville, de son passé, de son présent, de son avenir,

[144] *Id.*, p. 140.
[145] *Id.*, p. 143.
[146] *Ibid.*
[147] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Seuil, 1974.

de sa composition sociale, de son aménagement et des relations des sociétés avec leur cadre de vie quotidienne, de la modernité enfin (de l'urbain et la société urbaine en devenir).

> « Le société urbaine commence sur les ruines de la ville ancienne et de son environnement agraire. Au cours de ces changements, le rapport entre l'industrialisation et l'urbanisation se transforme. La ville cesse d'être le contenant, le réceptacle passif des produits et de la production. Ce qui subsiste et se raffermit de la réalité urbaine dans sa dislocation, le *centre de décision*, entre dès lors dans les *moyens de la production et les dispositifs de l'exploitation du travail social* par ceux qui détiennent l'information, la culture, les pouvoirs de décision eux-mêmes. […] La transformation révolutionnaire de la société a pour terrain et pour levier la production industrielle. C'est pourquoi il a fallu montrer que le centre urbain de décision ne peut se considérer [dans le capitalisme monopoliste d'Etat] en dehors des moyens de production, de leur propriété, de leur gestion. Seule la prise en charge de la planification par la classe ouvrière et ses mandataires politiques peut modifier profondément la vie sociale et ouvrir une seconde ère : celle du socialisme, dans les pays néo-capitalistes. […] Comme au cours du XX^{e} siècle, la réforme agraire qui peu à peu disparaît de l'horizon, la réforme urbaine est une réforme révolutionnaire. Elle donne lieu à une stratégie qui s'oppose à la stratégie de la classe aujourd'hui dominante. Seul le prolétariat peut investir son activité sociale et politique dans la réalisation de la société urbaine. […] Il a donc la capacité de produire un nouvel humanisme, différent du vieil humanisme libéral qui achève sa course : celui de *l'homme urbain* pour qui et par qui la ville et sa propre vie quotidienne dans la ville deviennent œuvre, *appropriation*, valeur d'usage (et non valeur d'échange) en se servant de tous les moyens de la science, de l'art, de la technique, de la domination sur la nature matérielle. […] Ceci appelle à côté de la révolution économique (planification orientée vers les besoins sociaux) et de la révolution politique (contrôle démocratique de l'appareil d'Etat, autogestion généralisée) une révolution culturelle permanente. »[148]

Nous reviendrons par la suite sur ces considérations aux accents prophétiques. Cependant, on peut voir dès à présent l'application de théories et concepts marxistes (moyens de production, modes de production et de reproduction, valeurs d'usages et d'échange, capital, lutte des classes), à la compréhension des sociétés modernes (et urbaines) occidentales par et dans l'espace, ainsi que la proposition de remèdes nécessaires pour les modifier. Comme chez Marx, c'est à la classe ouvrière de modifier le système, avec l'appui du philosophe : il s'agit de son rôle historique. Enfin, on voit poindre ici certaines idées qui se développeront à partir du mois de mai et tout au long des années soixante-dix. Lefebvre en fera le détail dans le reste de son œuvre.

La sociologie proposée par Lefebvre dans son « droit à la ville » dénote une politisation et une radicalisation certaines du discours scientifique sur la ville, si on le compare, par exemple, à celui de Chombart de Lauwe et de son équipe.

---

[148] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Seuil, 1974, pp. 145-148.

Nous n'avons abordé jusqu'ici Henri Lefebvre, ou plutôt quelques points particuliers de sa pensée, sans rentrer davantage dans le détail. Nous passerons rapidement ici sur son œuvre et sur ses conceptions, puisque nous y reviendrons à maintes reprises tout au long de ce travail. Ne seront abordées dès à présent que quelques conceptions générales, même si résumer en quelques lignes la pensée de Lefebvre sur la ville, d'ailleurs inséparable de l'ensemble de son œuvre, peut sembler un exercice périlleux. Nous développerons donc par la suite tout en n'abordant ici que les traits principaux qui caractérisent sa sociologie urbaine à l'époque. Cependant, il nous a semblé nécessaire dès à présent d'esquisser une brève biographie de l'homme, tant sa vie riche, les étapes qui la jalonnent nous permettront de comprendre et de mieux appréhender sa pensée. Comme chez tout intellectuel prolixe, la vie de Lefebvre, ses engagements, ses rencontres, sont souvent inséparables de sa pensée et de ses théories, comme nous le montre bien sa biographie réalisée par son disciple Rémi Hess et parue trois ans avant sa mort[149], – biographie qui reste la référence en la matière –, ou encore sa propre tentative d'autobiographie réalisée précocement[150], revenant en détail sur sa pensée et son parcours.

D'origine catholique, Henri Lefebvre a d'abord une formation de philosophe. Etudiant, il lit les œuvres de Marx, Hegel et Nietzsche qui participeront à la formation de sa pensée et influenceront toute son œuvre. Licencié en philosophie à Aix-en-Provence en 1918, où il suit les cours de Maurice Blondel, il fréquente les surréalistes et devient chauffeur de taxi à Paris dans les années vingt. C'est à cette époque qu'il suit les cours de Léon Brunschvicg à la Sorbonne, et qu'il soutient son diplôme d'études supérieures sous la direction de ce dernier (« Pascal et Jansénius », en 1920). C'est pendant la même période, aussi, qu'il fonde un groupe de jeunes philosophes avec Georges Politzer, Norbert Guterman, Georges Friedmann et Paul Nizan, groupe opposé à Bergson, et dont les membres adhèreront au parti communiste en même temps que lui, à la fin de la décennie. Dès son adhésion au PCF, il s'inscrit dans une ligne qui ne cessera d'être celle de l'hégélianisme, voire de l'opposition interne. Dans les années trente, il enseigne la philosophie et les lettres au lycée, mais membre du Parti Communiste depuis la fin des années vingt et marxiste reconnu, il sera radié de l'Education Nationale sous le régime de Vichy. Certains de ses ouvrages seront même inscrits sur la liste « Otto » des ouvrages interdits. Il devient alors résistant pendant la Seconde Guerre mondiale et prend le maquis dans les Pyrénées, sa région natale. Il sera promu capitaine des Forces françaises de l'intérieur (FFI).

Réintégré après la guerre, il reprend ses études, rentre au CNRS avec l'appui de Georges Gurvitch et se consacre alors à la sociologie rurale toujours dans une optique marxiste – ou « marxienne » – appliquée au monde moderne : il rédige ainsi une thèse sur la vallée de campan et les paysans pyrénéens (1954). En désaccord avec la ligne du Parti, notamment sur le stalinisme, considéré comme un « gauchiste » avant l'heure, il sera exclu du PCF en 1957, lui qui avait été en quelque sorte un temps le philosophe « officiel » du Parti. Mais, rattrapé par son temps, s'apercevant que la société se produit désormais dans

[149] HESS (Rémi), *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métaillé, 1988.
[150] LEFEBVRE (Henri) (1959), *La Somme et le reste*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989.

les villes, il passera ensuite de la sociologie rurale à la sociologie urbaine non sans avoir précédemment lancé les jalons d'une « sociologie de la vie quotidienne », de ce qu'il appelle « une critique de la vie quotidienne », basée sur le concept marxiste de « l'aliénation ». Les écrits de Lefebvre sur la ville arrivent assez tardivement dans sa carrière. C'est en 1961, lorsqu'il obtient une Chaire de sociologie à l'Université de Strasbourg à 60 ans, en remplacement de Georges Gurvitch, qu'il commence à s'intéresser à l'urbain, il est le premier, ainsi à faire entrer l'enseignement de la sociologie urbaine à l'Université. En 1965, il devient professeur à l'Université de Nanterre où il soutiendra le mouvement de Mai 68 tout en étant l'une de ses références. Cette période Strasbourg – Nanterre correspond à la période de son intérêt pour la ville et l'urbain.

Son œuvre est riche mais disparate (il a écrit près de cent cinquante ouvrages) : il devient vite un vulgarisateur de l'œuvre de Marx et un théoricien de la dialectique « hegeliano-marxiste ».[151] En tant que philosophe, il demeure un peu oublié aujourd'hui mais fut l'un des contradicteurs principaux de Jean-Paul Sartre et des existentialistes, il fut aussi un farouche ennemi de Louis Althusser et des structuralistes, comme dans l'avons déjà vu.[152] Il s'intéressera également à l'esthétique, à l'art, au théâtre, à la montée du nazisme dans les années trente, à l'Etat capitaliste et deviendra l'un des philosophes de la modernité. Mais ce qui nous intéresse au premier chef, ce sont d'une part sa *Critique de la vie quotidienne* qu'il élaborera de 1947 à 1981[153], ouvrant à une « rythmanalyse »[154] ou analyse du temps de la vie quotidienne moderne – et qui embrayera sur son intérêt pour l'urbain dans les années soixante-dix, sur une période de temps somme toute assez courte. Il n'a ainsi écrit que six livres exclusivement consacrés à l'émergence et à l'analyse de l'urbain, et ce, en sept années seulement, ce qui est important mais ne représente qu'un moment cours de sa vie et de son œuvre (si l'on excepte ses nombreux articles et les passages consacrés à cet objet dans toute son œuvre ultérieure aux années cinquante). Mais il s'agit aussi d'un moment extrêmement important pour le développement de la sociologie urbaine et de la pensée sur l'urbain (au niveau national, bien sûr, mais aussi au niveau international, ces ouvrages étant pour la plupart traduits dans plusieurs langues) : *Le Droit à la ville* (1968)[155], *Du Rural à l'urbain* (1970)[156], *La Révolution urbaine* (1970)[157], *La Pensée marxiste et la ville* (1972)[158], le deuxième tome du droit à la ville *Espace et politique* (1973)[159] et enfin son ouvrage

[151] Voir notamment LEFEBVRE (Henri) (1948), *Le Marxisme*, Coll. « Que sais-je ? », Paris, PUF, 1990, ou encore LEFEBVRE (Henri) (1939), *Le Matérialisme dialectique*, Nouvelle encyclopédie philosophique, Paris, PUF, 1949.
[152] LEFEBVRE (Henri) (1971), *L'Idéologie structuraliste*, *op. cit.*
[153] LEFEBVRE (Henri), *Critique de la vie quotidienne*, (1947) tome 1 *Introduction*, (1962) tome 2 *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, tome 3 *De la modernité au modernisme (pour une métaphilosophie du quotidien*), Coll. Le Sens de la marche, Paris, L'Arche, 1981 ; Voir aussi le recueil de texte : LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968.
[154] LEFEBVRE (Henri), *Eléments de rythmanalyse. Introduction à la connaissance des rythmes*, Paris, Editions Syllepse, 1992.
[155] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, *op. cit.*
[156] LEFEBVRE (Henri), *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970.
[157] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
[158] LEFEBVRE (Henri), *La Pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972.
[159] LEFEBVRE (Henri) (1973), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, Paris, Anthropos, 2000.

majeur *La Production de l'espace* (1974).[160] Il demeure ainsi, aux yeux de tous, le véritable théoricien de la sociologie urbaine naissante.[161]

Résumer la pensée de Lefebvre sur la ville, en dégager chaque point est impossible tant sont complexes, mais surtout foisonnantes ses analyses. Lefebvre est marxiste et dialecticien : il analyse les contradictions du monde réel et tente de les dépasser théoriquement pour accompagner leur dépassement « pratique » par la classe ouvrière révolutionnaire. Il indique plus une méthode de pensée et des pistes de recherche qu'il ne propose une théorie de l'urbain : il analyse le présent à la lumière du passé pour essayer d'appréhender le devenir des sociétés, ce qu'il appelle les « possibles ». Cependant, nous pouvons pour l'instant en distinguer les traits essentiels, les lignes fortes et les grands points qui apparaissent, comme nous le disions, avec *Le Droit à la ville*, en 1968.

Le Droit à la ville

La pensée lefèbvrienne relative à la ville part tout d'abord d'une hypothèse présente dans cet ouvrage mais que Lefebvre énoncera plus tard : L'urbanisation totale de la société.[162] Les années d'après-guerre marquent, selon lui, la fin du vieil antagonisme décelé par Marx entre la ville et la campagne, et donnent naissance à une nouvelle entité, l'urbain (éclatement des centres, prolifération des banlieues qui ne sont plus des villes mais accompagnent leur désagrégation soit une espèce d' « implosion-explosion » des villes). L'urbain que nous pourrons encore appeler société urbaine comprenant les modes de vies urbains, les pratiques, représentations. Ainsi, la ville éclate tandis que son centre dépérit (se vide notamment de ses populations et se muséifie), ceci étant entre autres le résultat de l'industrialisation, l'urbanisation n'étant que le résultat et le sens de l'industrialisation.

Or, pour Lefebvre, la centralité est l'essence même de la ville en tant qu'œuvre. Il fait référence ici à la ville historique et à son centre, lieu de fêtes, de rassemblements, de la rencontre, de la simultanéité, avec ses monuments, ses places, ses rues qui sont nécessaires à l'urbanité.[163] Il oppose cette ville historique à la ville nouvelle des années 1950-1960, où il y a de moins en moins de rues, de

---

[160] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, *op. cit.*, 2000.

[161] Pour et plus amples informations et des analyse plus détaillées sur Henri Lefebvre, sa biographie, son œuvre, sa pensée et leurs liens, nous renvoyons notamment à l'ouvrage biographique de l'un de ses élèves : HESS (Rémi), *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métaillé, 1988, ainsi qu'aux ouvrages d'entretiens avec l'auteur : COMBES (Francis), LATOUR (Patricia), *Conversations avec Henri Lefebvre*, Paris, Messidor, 1991. et LEFEBVRE (Henri), *Le Temps des méprises*, Paris, Stock, 1975, ou encore à *Espaces et sociétés*, « Actualités de Henri Lefebvre », n°76, Paris, L'Harmattan, 1994, à son essai d'autobiographie : LEFEBVRE (Henri) (1959), *La Somme et le reste*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989, ainsi qu'enfin à nos entretiens avec Henri Raymond effectués en juin et juillet 2006 et reproduits en annexe de cette thèse.

[162] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine, op. cit.*, 1970, pp. 7-34, voir aussi l'introduction, la même année, de son recueil de textes : *Du rural à l'urbain*, *op. cit.*

[163] Pour de plus amples développements, BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, les situationnistes et la dialectique monumentale : du monument social au monument spectacle », *L'Homme et la société*, n° 146, 2002/4, « Monument et ville », Paris, L'Harmattan, pp. 41-60.

monuments, d'espaces communs de rencontre, cette ville nouvelle est selon lui, non plus une œuvre, mais un simple produit.

La ville historique, la « ville-œuvre », se rapporte au concept marxiste de « valeur d'usage », c'est-à-dire qu'elle répond à des besoins (besoins de rencontre, de rassemblement, et surtout, du « ludique », ce que Lefebvre appelle le « supra-fonctionnel » ou le « trans-fonctionnel », en quelque sorte, la fonction ludique non prise en compte par l'urbanisme moderne). La ville nouvelle, elle, produit fonctionnel, correspond à la « valeur d'échange » induite par le capitalisme marchand. Ceci veut dire, selon lui, que toutes les villes sont en train de perdre leur valeur d'usage au profit de la valeur d'échange, ces deux valeurs étant en conflit depuis la naissance du capitalisme, et surtout dans la société moderne.

Lefebvre prône donc une nouvelle centralité ludique à réinventer. Il se pose, en fait, en « utopiste ». Prenant appui sur la Commune de Paris au XIX^{e} siècle, où, selon lui, le prolétariat urbain chassé de Paris vers les périphéries par les travaux d'Haussmann tente de se réapproprier de manière « festive » le centre de la capitale[164], il en appelle au « droit à la ville » qui équivaut au droit à la centralité et à la réelle appropriation par les habitants de leur vie des citadins et qui est, pour lui, un des droits fondamentaux de l'homme en société. Il s'agit, pour résumer, de la reconquête de la ville par le peuple. Cette notion du droit à la ville appelle aussi un autre concept : celui de la participation (des habitants et des citadins aux décisions de projets d'urbanisme, aux décisions politiques), concept novateur à l'époque et qu'il sera un des premiers à formuler et à défendre. La « participation » chère à Lefebvre se veut plus « réelle » et effective que celle prônée par Chombart ou même Ledrut ; les habitants ayant selon lui toutes les capacités à décider pour eux-mêmes, à aménager ou à gérer leurs territoires. Notons que Lefebvre, marxiste-léniniste, est pourtant également influencé et séduit par l'idée d'auto-gestion – et d'auto-production –, qu'il applique souvent à l'espace.[165] Il fait d'ailleurs partie, dans les années soixante, du comité de rédaction de la revue *Autogestion* (Anthropos) : « la ville en tant qu'espace social lui apparaît comme un terrain essentiel de luttes et de contradictions face à la tendance au contrôle généralisé qu'impose progressivement la société de consommation.»[166] Cette notion de droit à la ville, qui aura du reste un certain écho en Mai 68, pourrait se résumer dans la libération de la « vie quotidienne » par la « révolution » dans, et de, cette vie quotidienne, et également dans l'espace de cette quotidienneté. Cette révolution comprend le triptyque de :

- droit à une centralité renouvelée et festive, à l'appropriation de ses symboles, de ses fonctions ;

---

[164] Voir notamment LEFEBVRE (Henri), *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965.
[165] Voir pour cela l'analyse qu'en fait de Michel TREBITCH de l'IHTP dans son article « Henri Lefebvre et l'autogestion », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 65-77 ?
[166] *Id.*, p. 71.

- droit à la participation, écho à l'auto-gestion et au droit à l'information, ainsi qu'à la ville comprise comme « œuvre collective », ce qui suppose la « possession et la gestion collective de l'espace »[167] ;
- droit au « ludique » et au « supra-fonctionnel » (à l'imprévu), autrement dit, à une vie sociale et à une vie quotidienne désaliénée et libérée.[168]

Ce faisant, Lefebvre énonce une véritable définition opératoire de cet « urbain » qui se distingue de la « ville » traditionnelle ; définition dont les termes mêmes peuvent permettre une meilleure compréhension de la société tout en impliquant la méthodologie caractéristique destinée à cette dernière. Définition qui, enfin, synthétise peut-être le mieux sa pensée complexe sur l'urbain, mêlant les apports de sa critique de la vie quotidienne avec les caractéristiques selon lui essentielles à cette dernière, et où l'on apprend que le droit à la ville est aussi le « droit à la vie urbaine » (rencontre, différence, liberté) :

> « *L'urbain* ne peut se définir ni comme attaché à une morphologie matérielle (sur le terrain, dans le pratico-sensible) ni comme pouvant s'en détacher. Ce n'est pas une essence intemporelle, ni un système parmi les systèmes ou au-dessus des autres systèmes. C'est une forme mentale et sociale, celle de la simultanéité, du rassemblement, de la convergence, de la rencontre (ou plutôt des rencontres). C'est une *qualité* qui naît des quantités (espaces, objets, produits). C'est une *différence* ou plutôt un ensemble de différences. *L'urbain* contient le sens de la production industrielle, comme l'*appropriation* contient le sens de la *domination technique sur la nature*, celle-ci glissant dans l'absurde sans celle-là. C'est un *champ* de rapports comprenant notamment le rapport du temps (ou des temps, rythmes cycliques et durées linéaires) avec l'espace (isotopies-hétérotopies). En tant que lieu du désir et lien des temps, *l'urbain* pourrait se présenter *signifiant* dont nous cherchons en cet instant les *signifiés* (c'est-à-dire les " réalités " pratico-sensibles qui permettraient de le réaliser dans l'espace, avec une base morphologique et matérielle adéquate). »[169]

De même, la ville *stricto sensu* est pour lui à analyser selon les trois termes, « forme – fonction – structure », qui entretiennent entre eux des relations tout en se contredisant.[170]

L'espace social

Cette notion centrale en sociologie urbaine a été lancée par Lefebvre. Selon lui, l'espace est avant tout un produit social : il n'est ni neutre, ni homogène. Bien plus que cela, il est le produit et l'enjeu de contradictions, de conflits et de luttes. L'espace social renvoie aussi à la notion de

---

[167] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, *op. cit.*, 2000.
[168] BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, L'Internationale situationniste et la revue *Utopie* », *Urbanisme*, n° 336 (dossier « Utopies »), mai - juin 2004, pp. 54-57.
[169] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, pp. 88-89.
[170] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, *op. cit.*, 1974, pp. 91-97 ; *La révolution urbaine*, *op. cit.*, 1970, pp. 155-179.

« l'habiter » que Lefebvre reprend à des philosophes comme Gaston Bachelard[171] et Martin Heidegger.[172] L'habiter s'oppose à l'habitat en tant qu'il est « un fait anthropologique qui associe le désir d'une demeure, les manières multiples d'habiter un lieu et le rêve de s'approprier le monde à partir de ce lieu ».[173] Il appartient à l'espace vécu et à l'espace perçu, renvoie aux représentations et à l'appropriation. L'habitat, au contraire, résulte d'une pensée rationnelle des responsables des politiques urbaines. Le logement, lui, se rapporte uniquement à la valeur marchande (Cf. la valeur d'échange). C'est le rôle du sociologue de définir l'habiter et le rôle des urbanistes et architectes d'en tenir compte.[174] Enfin, on a déjà vu en introduction de ce travail que l'espace n'est pas qu'un produit social, selon Lefebvre : il est aussi un produit politique[175] puisque la ville, historiquement, est le support et l'enjeu de stratégies contradictoires et antagonistes. Dans son optique marxiste, l'espace est politique en tant qu'il est un objet et un instrument de la lutte des classes, un lieu d'affrontements.[176] Il constitue ainsi, outre le lieu essentiel de la libération et de la révolution par le prolétariat aliéné, le support privilégié de la reproduction des rapports sociaux de production. Comme Georges Gurvitch analysant la « multiplicité des temps sociaux »[177], Lefebvre conclura son ouvrage, lui, par la preuve de l'existence de multiplicité des espaces sociaux.

Nous avons aussi vu que, dans *La Production de l'espace* (1974), il définira l'espace social (produit social) par une abstraction : celui-ci se compose de l'espace conçu (représentation de l'espace, l'espace abstrait, homogène, celui des concepteurs), de l'espace perçu (pratiques de l'espace, l'espace approprié) et enfin de l'espace vécu (espace des représentations, l'espace concret, représenté, celui des usagers).[178] Ceci fait de l'espace le résultat de pratiques et de représentations multiples et contradictoires, correspondant rarement entre elles (cas de l'espace abstrait des architectes en contradiction avec l'espace « vécu » des habitants). Par son analyse de la « production de l'espace » – conjointe, bien que contradictoire, avec les décideurs, architectes, spécialistes et technocrates d'un côté, et les habitants, artistes, etc. de l'autres –, c'est à la transformation de la société que l'auteur compte contribuer par la théorie, et cela, en démontrant par l'exemple de l'espace, les contradictions à l'œuvre dans la société capitaliste depuis le XIX^{e} siècle. Par la relecture de Marx et d'Engels, Lefebvre entend également synthétiser le rôle de la ville dans le développement du capitalisme, de la

---

[171] BACHELARD (Gaston) (1957), *La Poétique de l'espace*, Paris, PUF, 1998,
[172]HEIDEGGER (Martin) (1954), « Bâtir habiter penser » ; « L'homme habite en poète », *in :* HEIDEGGER(Martin), *Essais et* conférences, Paris, Gallimard, 2001, pp. 170-193 ; 224-245.
[173] LEFEBVRE (Henri), « préface » à l'ouvrage collectif RAYMOND (Henri), HAUMONT (Nicole), DEZES (Marie-Geneviève) et HAUMONT (Antoine) (1966), *L'Habitat pavillonnaire*, Paris, L'Harmattan, 2001.
[174] *Ibid.*
[175] LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000, p. 53.
[176] LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000, pp. 35-36.
[177] GURVITCH (Georges) *La Multiplicité des temps sociaux*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1958.
[178] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, *op. cit.*, 2000, pp. 42-43 ; 48-49.

production, de la reproduction, de la division du travail, de l'accumulation des richesses.[179] Mais ces facteurs ont en retour des conséquences sur l'espace urbain lui-même et sur la vie sociale urbaine.

> « La production de l'espace n'est pas nouvelle en elle-même. Les groupes dominants ont toujours produit tel ou tel espace particulier […] Le nouveau, c'est la production globale et totale de l'espace social. Cette extension énorme de l'activité productrice s'accomplit en fonction des intérêts de ceux qui l'inventent, qui la gèrent, qui en profitent (largement). Le capitalisme semble à bout de souffle. Il a trouvé une inspiration nouvelle dans la conquête de l'espace, en termes triviaux, dans la spéculation immobilière, dans les grands travaux […], dans l'achat et la vente de l'espace : Et cela à l'échelle mondiale. Tel est le chemin (imprévu) de la socialisation des forces productives, de la production de l'espace lui-même. Faut-il ajouter que le capitalisme, visant sa propre survie, a pris l'initiative dans ce domaine ? La stratégie va beaucoup plus loin que la simple mise en vente de l'espace, morceau par morceau. Elle ne fait pas seulement entrer l'espace dans la production de la plus-value ; elle vise une réorganisation complète de la production subordonnée aux centres d'information et de décision. L'urbanisme couvre cette gigantesque opération. Il en dissimule les traits fondamentaux, le sens et la finalité. Il cache sous une apparence positive, humaniste, technologique, la stratégie capitaliste : l'emprise sur l'espace, la lutte contre la baisse tendancielle du profit moyen, etc. Cette stratégie accable "l'usager", le "participant", le simple "habitant". »[180]

La production de l'espace par le capitalisme reproduit les rapports sociaux et la force productrice par une stratégie mêlant idéologie (préservation des intérêts et préservation de l'ordre existant), pratique et instrumentalisation de l'espace urbain par l'urbanisme.

Une sociologie critique

Lefebvre se pose aussi avant tout comme un défenseur de l'interdisciplinarité dans les sciences sociales et plus particulièrement dans les sciences urbaines, ce qui est également un gage de politisation et de volonté plus grande d'engagement du chercheur. Cette interdisciplinarité est une revendication forte chez les sociologues de cette période (Cf. Colloque de Royaumont)[181] qui, d'une part veulent participer à la pratique de l'urbanisme (se positionner « dans le champ») et d'autre part, tendent souvent vers la volonté de saisir l'objet « urbain » dans sa totalité (avec son unité et ses contradictions ») et, à travers lui, saisir la société moderne dans son ensemble. Mais il ne s'agit là que d'une hypothèse. Ce que nous pouvons seulement d'ores et déjà affirmer, c'est que l' « interdisciplinarité » revendiquée et réclamée ne possède pas les mêmes caractéristiques, ne vise pas les mêmes buts, et procède par différents moyens en fonction de celui qui la revendique ou emploie simplement le terme. Lefebvre emprunte souvent lui-même à la sémantique et à la sémiologie

---

[179] LEFEBVRE (Henri), *La Pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972.
[180] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, p. 205-206.
[181] *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, I, 5.

(la ville est une œuvre « riche » qui peut se « lire » et s'interpréter par ses symboles – les monuments, les rues, les places, les vides, les édifices), comme à l'histoire. Il ira même jusqu'à inaugurer une nouvelle science des villes : l'étude des temporalités et des rythmes dans la ville, qui est comprise par lui comme une permanence parcourue de nombreuses coupures (la rythmanalyse).[182] L'interdisciplinarité est donc nécessaire. La ville est un tout, une « totalité » – que le fonctionnalisme tente par le zonage de parcelliariser, de découper. Les sciences qui veulent l'appréhender et la comprendre ne doivent justement pas être « parcellaires », comme c'est souvent le cas. Lefebvre annonce aussi souvent que c'est « à la philosophie » de faire la synthèse.

Il sera de même un des premiers critiques des grands ensembles, fustigeant, entre autres, l'ennui et l'individualisme que provoque le fonctionnalisme urbanistique et architectural[183], mais surtout l'idéologie et la stratégie qu'ils sous-tendent, en ce qui concerne la division des groupes sociaux dans l'espace. Ces critiques jonchent tous ces écrits sur la ville et l'urbain, des ouvrages aux articles, illustrant les arguments du sociologue sur l'emprise de la « société bureaucratique de consommation dirigée »[184], de la société « répressive » et du « capitalisme monopoliste d'Etat »[185] ; synonymes d'aliénations et d'oppressions, le modernisme et le prétendu rationalisme des « technocrates » évacuant le « vécu », les « désirs » sociaux, soit ceux des habitants et des usagers.[186]

Plus généralement, Lefebvre est un critique infatigable de l'urbanisme qu'il considère comme une « idéologie » se faisant passer pour science ou technique,[187] plus particulièrement de ce qu'il nomme « l'urbanisme technocratique » qui répond à de faux besoins, des besoins individuels téléguidés par la publicité (appartement, voiture, télévision). Il opposera à ces besoins « télécommandés » les besoins sociaux (le ludique, le « supra-fonctionnel »), et proposera même une véritable « sociologie des désirs » ; ce qui va plus loin dans le radicalisme que la sociologie des aspirations de Chombart de Lauwe, celle-ci ne se démarquant pas complètement des besoins « rationnels » énumérés par le mouvement moderne : se loger, se nourrir, se vêtir. Il prendra position contre les politiques et les décideurs qui raisonnent en termes de besoins et de fonctions, ce qui

---

[182] Lefebvre a lancé les jalons de cette « rythmanalyse » en 1962, dans le deuxième volume de la *Critique de la vie quotidienne* (*op. cit)*, puis y a consacré un article et un ouvrage, lequel sera publié à titre posthume : LEFEBVRE (Henri) *Eléments de rythmanalyse*, Paris, Editions Sylepse, 1992.

[183] LEFEBVRE (Henri), « Les nouveaux ensembles urbains (un cas concret : Lacq-Mourenx) », *Revue française de sociologie*, 1960, réédité dans *Du rural à l'urbain*, *op. cit.*, 1970.

[184] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, p. 9.

[185] Forme de capitalisme caractérisant, chez Paul Boccara et Philippe Herzog, respectivement économiste et historien et polytechnicien membres du PCF, la forme du capitalisme français depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci se décline dans un contrôle renforcé de l'Etat dans le domaine économique, les subventions publiques au secteur privé notamment par le biais de la commande, *in :* BOCCARA (Paul), *Études sur le capitalisme d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, 1973. Les sociologues structuralo-marxiste comme Manuel Castells ou Jean Lojkine reprendront cette notion dans les années soixante-dix pour étudier la planification urbaine.

[186] Pour la critique lefèbvrienne de la technocratie, voir notamment LEFEBVRE (Henri) (1967), *Vers le cybernanthrope (contre les technocrates)*, Paris, Denoël / Gonthier, 1971.

[187] LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000, pp. 49-70.

constitue une vision quelque peu simpliste de l'espace social urbain. Il propose au contraire de raisonner en termes de représentations, d'usages, de pratiques et d'appropriation de l'espace, d'où la nécessité stratégique que voit de jour une véritable science critique de l'urbain, interdisciplinaire, avec la sociologie critique et surtout la philosophie ou « métaphilosophie » au centre. De même, une stratégie révolutionnaire doit bien évidemment imaginer un autre mode de production de l'espace.

Mais le point de départ de Lefebvre est aussi l'aspect le plus novateur et le plus original de sa pensée sur la ville et l'urbain. Dès 1947, dans le premier tome de sa *Critique de la vie quotidienne*, Lefebvre annonce que c'est l'activité des groupes et des individus dans la vie de tous les jours qui fonde la pratique sociale. C'est donc la vie quotidienne que la sociologie doit étudier si elle veut comprendre le monde moderne. Or, Lefebvre constate que cette vie quotidienne est aliénée allant ainsi plus loin que Marx qui constatait au XIX^{e} siècle que seul le travail était aliéné et aliénant. Ainsi, dans le monde moderne, le temps hors travail est aliéné jusque dans les loisirs du citadin. L'espace des villes lui-même est aliéné et aliénant pour l'individu, et ce, notamment par l'urbanisme à la « solde » de l'Etat capitaliste qui organise l'espace pour la production, la circulation.

Lefebvre s'intéressera ainsi à la ségrégation urbaine, comme nombreux de ses confrères, avec toutefois un degré de plus que ces prédécesseurs de l'Ecole de Chicago. Par exemple, pour lui, la ségrégation n'est pas forcément spontanée et naturelle, elle est aussi bien souvent voulue et calculée, volontairement instituée (par le pouvoir, les dirigeants qui relèguent notamment le prolétariat dans les périphéries des villes), en ce sens que l'espace constitue souvent un « enjeu politique » tout autant qu'un « instrument » de domination et de division sociale pour la bourgeoisie ; en somme un « produit manipulé » et manipulable, pratiquement et idéologiquement par et avec l'urbanisme.[188]

Comme tous ceux qui le précédèrent, Henri Lefebvre travaillera donc sur des thèmes propres à la sociologie urbaine : l'appropriation, les pratiques, les représentations de l'espace, les relations espace – société, le phénomène de la ségrégation, mais cependant avec une approche novatrice pour l'époque : une approche néo-marxiste originale puisqu'elle utilise les termes de l'aliénation et de la lutte des classes appliqués à la vie quotidienne et à l'espace moderne.

Ses disciples et ses suiveurs

Henri Lefebvre n'a pas véritablement fait école. Cependant, un certain nombre d'équipes de sociologues le suivirent, ainsi que des artistes, des architectes et des urbanistes, des élus, et encore jusqu'à aujourd'hui. Il influença aussi à sa façon une certaine gauche révolutionnaire.

Une équipe de sociologue de Nanterre s'inspira ainsi de ses réflexions pour travailler sur l'habitat pavillonnaire. L'Institut de Sociologie Urbaine, composé d'Henri Raymond, Nicole

---

[188] Voire notamment LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970 ; LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000, pp. 35-38, 113, et notamment le chapitre « la bourgeoisie et l'espace », pp. 141-160.

Haumont, Antoine Haumont, Claude Bauhain, s'intéressa aux discours des habitants des banlieues pavillonnaires pour établir les relations entre classes moyennes et type d'habitat.[189] Il s'agissait d'accéder à l'univers pratico-symbolique, c'est-à-dire à l'usage quotidien des lieux (pratiques, représentations) dans l'habitat pavillonnaire, qui s'oppose aux grands ensembles par une modernisation discrète par rapport à la modernité doctrinale des barres et des tours. Il inspirera aussi notamment le courant sociologique d'analyse institutionnelle représenté par René Lourau, Rémi Hess, Georges Lapassade, ainsi que des groupes tels que l'*Internationale situationniste* (IS) ou *Utopie* dont nous reparlerons.[190] Plus spécifiquement, Henri Lefebvre, qui est la figure centrale de la politisation de la sociologie urbaine – par le marxisme et la critique de l'urbanisme –, tout comme de son institutionnalisation dans les années soixante, est le pionnier de la sociologie urbaine marxiste qui se développe en France pendant les années soixante-dix. Que celle-ci se situe dans sa continuité ou en opposition à ses théories, cette sociologie se positionne ou se définit en effet, d'une certaine manière par rapport à lui, d'où son influence incontestable et indiscutée dans le champ.

Ainsi, si les années soixante sont ici celle d'un problème épistémologique qui réside en fait dans un problème de découpage du champ disciplinaire et de son autonomie relative par rapport à d'autres disciplines été taux autres sociologies, on l'a bien vu avec Louis Chevalier. Les années soixante-dix vont, au contraire, voir se multiplier les laboratoires et école de pensées concurrentes et parfois concurrentes., mais toujours dans une optique héritée du « gauchisme ».

II - Les néo-marxismes : la politisation d'une discipline

1 - Marxisme et structuralisme.

> « Si la question urbaine a […] soulevé tant de débats politiques, suscité tant de recherches largement financées par les organismes gouvernementaux, c'est qu'elle a été le biais par lequel ont été appréhendés un certain nombre de problèmes fondamentaux des sociétés contemporaines. Biais qui semblait d'autant plus légitime qu'il permettait de définir divers programmes d'action, certes différents quant aux moyens mis en œuvre ou aux bureaucraties chargées de les exécuter, mais qui trouvaient leur sens dans les articulations qu'opérait la planification urbaine. »[191]

Chacun, chercheurs ou services de l'Etat, y trouvait donc son avantage : instrumentalisation politique pour les uns, positionnement institutionnel et crédit pour les autres. Quoi qu'il en soit, les

---

[189] RAYMOND (Henri), HAUMONT (Nicole), DEZES (Marie-Geneviève) et HAUMONT (Antoine) (1966), *L'Habitat pavillonnaire*, *op. cit.*, 2001.
[190] Cf. *Infra*, deuxième partie, chapitre 2, I.
[191] ARCY (François d'), PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (François) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 4, *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, p. 262.

équipes et les recherches de sociologie urbaine continuent de se développer en France dans les années soixante-dix. Le fait est que les politiques, à travers la planification urbaine, et les chercheurs, à travers leurs recherches, se penchent de plus en plus sur la question. Reste à connaître le comment et le pourquoi de ce paradigme urbain.

La sociologie qui se développe avec les subsides de l'Etat est essentiellement due à une deuxième génération de sociologues, même si les figures d'Henri Lefebvre et de Raymond Ledrut sont encore présentes sur la scène. D'une manière générale, le marxisme se répand sur la sociologie urbaine naissante en influant sur les théories, les méthodes, les thèmes et objets de recherche. Les sociologues marxistes, bien que dépendant fortement de la commande publique s'attachent alors pour la plupart à introduire la contestation et la critique dans leurs enquêtes et dans leurs recherches. Pour François d'Arcy et Yves Prats, ce n'est d'ailleurs pas « le moindre des paradoxes du financement de la recherche urbaine que d'avoir facilité le vigoureux renouveau de la sociologie marxiste pendant cette période »[192] ; étant entendu que les enquêtes et recherches financées par les deniers publics étaient destinées à servir (à être « instrumentalisées par » ?) la « politique urbaine ». L'urbain est mis au fronton et au premier plan des politiques nationales (économiques et sociales) : les IV^{e} et V^{e} plans (1962 et 1966), fait renforcé par depuis la création du ministère de l'Equipement en 1966. Et les politiques urbaines sont considérées par le pouvoir central en place, de même que l'aménagement du territoire, comme détentrices du développement économique et de la paix sociale.

Certains sociologues d'alors, tels Manuel Castells ou Jean Lojkine, s'attacheront cependant à critiquer et à remettre en cause la planification urbaine « étatique » et « capitaliste ».[193] Rappelons que Manuel Castells, en 1968, va même jusqu'à contester la validité et la pertinence d'une sociologie urbaine, pseudo-science se trompant selon lui d'objet.[194] Il réitèrera plus tard cette remise en cause en 1972 à peu près dans les mêmes termes, en réfutant par exemple le concept – le « mythe » – de la « culture urbaine » développé par l'Ecole de Chicago et reprise selon lui par Chombart de Lauwe autant que par Lefebvre. Critiquant la « critique » lefèbvrienne, et la « révolution urbaine » qu'il perçoit, celui-ci déclare, en 1972 :

> « Une telle maniabilité montre bien le caractère idéologique de la "société urbaine", qui peut être "à gauche" ou " à droite " suivant les préférences, sans pour autant, changer autre chose que le sentiment positif ou négatif qu'on y met, tout en reconnaissant la société urbaine comme un type historique spécifique à caractères bien définis et même, comme le point d'aboutissement de l'évolution humaine. L'expression la plus éclatante de cette "vision de gauche " des thèses idéologiques sur la société urbaine est sans doute la pensée urbanistique de celui qui a été l'un des plus grands théoriciens du marxisme

[192] ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », in GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 4, *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, pp. 263-265.
[193] Voir par exemple CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, *op. cit.* ou LOJKINE (Jean), *Le Marxisme, l'Etat et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977.
[194] CASTELLS (Manuel) (1968), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *op. cit.*

> contemporain, H. Lefebvre. Une telle puissance intellectuelle appliquée à la problématique urbaine devait nécessairement produire des effets décisifs dans ce domaine, non seulement en termes d'influence mais aussi de défrichage de nouvelles pistes, de détection de problèmes, de propositions d'hypothèses. Cependant, la problématique finit par engloutir le penseur et, partant d'une analyse marxiste du phénomène urbain, il débouche, de plus en plus, à travers une évolution intellectuelle assez curieuse, sur une théorisation urbanistique de la problématique marxiste. C'est en ce sens, par exemple, qu'après avoir défini la société émergente comme urbaine, on déclare que la révolution aussi, la nouvelle révolution, logiquement, est urbaine. »[195]

Si dès la fin des années cinquante, Louis Chevalier mettait en doute la validité épistémologique de la sociologie urbaine naissante, Manuel Castells, lui, pourtant présent au Colloque de Royaumont à la même date, va jusqu'à nier sa spécificité à la fin des années soixante – début des années soixante-dix. La ville, selon Castells, ne crée – ne produit – pas de culture ni de société « urbaine » spécifique, autrement que dans « l'idéologie ». La sociologie urbaine, si elle existe, doit s'intéresser aux modes de productions (étatiques, économiques, urbanistiques) de l'espace urbain tout en les critiquant et en étudiant leurs corollaires, les « mouvements sociaux urbains », alternative aux décisions urbanistiques. C'est dans ce sens que Castells, avec ses collègue du Centre d'étude des mouvements sociaux (Francis Godard, Dominique Mehl, Eddy Cherki), entreprendront l'étude des « luttes urbaines », dans lesquelles, au-delà de l'urbain et des revendications qui portent sur cet objet, c'est la « lutte des classes » qui se redéploie hors de l'usine ou de l'entreprise (pour le logement, contre les rénovations), et ce, tant en France qu'à l'étranger (Amérique latine, Amérique du Nord, etc.).[196]

Quoi qu'il en soit, pendant les années soixante-dix, la recherche en sociologie urbaine entretiendra avec la commande publique ces rapports de dépendance et de subversion tout à la fois, l'urbanisme et l'aménagement urbain étant perçus, qu'ils soient publics ou privés, comme aliénants pour l'individu et les groupes sociaux.[197] L'activité et la production du Centre de sociologie urbaine (CSU), fondé en 1955 par Paul-Henry Chombart de Lauwe, sont représentatives de cette évolution. A partir de la fin des années soixante, le renouvellement de l'équipe fait radicalement évoluer les problématiques et objets d'étude. Les travaux de Christian Topalov sur les promoteurs immobiliers et les politiques foncières, ceux d'Edmond Preteceille sur la production des grands ensembles et la planification urbaine, ceux de Duc Nhuam N'Guyen sur les mouvements sociaux urbains, de Jacques

---

[195] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, *op. cit.*, pp. 117-118.

[196] Voir, par exemple CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973 ; CASTELLS (Manuel), CHERKI (Eddy) et GODARD (Francis), *Sociologie des mouvements sociaux urbains*, vol. 1 et 2, Centre d'études des mouvements sociaux, Paris, EHESS, 1974 ; CHERKI (Eddy) et MEHL (Dominique) (sous la dir. de), « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux politiques des luttes urbaines », *Autrement* n°6, Paris, septembre 1976.

[197] L'importance de Mai 68 est ici à souligner : l'urbanisme et l'architecture y furent largement remis en cause, du fait même des architectes et des urbanistes, au sein même de leurs institutions de formations comme l'Ecole des Beaux-Arts ou l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris, Cf. *Infra*, deuxième partie, chapitre 2, III.

Retel sur la ségrégation spatiale, introduisent la critique marxiste de la planification dans une équipe de recherche auparavant dominée par les recherches préalables à la planification et la psychosociologie.[198] Un peu plus tôt, dès 1970, et d'une manière moins radicale, mais toute aussi marquante, deux sociologues, Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, avaient fait paraître une étude sur les grands ensembles qui allait marquer durablement le champ de la sociologie urbaine française.[199] Il s'agissait en fait d'une critique sans concession de ce type d'urbanisation, s'attaquant, sur des bases quantitatives et qualitatives (statistiques, démographiques, questionnaires, entretiens, études des sociabilités, des motivations, des représentations), aussi bien aux modes d'attribution des logements sociaux qu'à l'idéologie qui a sous-tendu la réalisation des grands ensembles : celle de la cohabitation dans un même espace de populations hétérogènes devant permettre aux plus précarisée d'acquérir une volonté d'ascension sociale. A l'époque, leur découverte fit sensation et remit bien des préjugés urbanistiques et politiques en cause : à une « proximité spatiale » ne correspondait pas forcément, loin de là, une « proximité sociale ».

Parallèlement, le Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS) dirigé par Alain Touraine (et qui fait suite, en 1970, au Laboratoire de sociologie industrielle – LSI – fondé en 1958 par le même Touraine), accueille le structuralo-marxiste Manuel Castells qui entreprend d'introduire la théorie marxiste dans l'observation empirique des phénomènes urbains (planification, mouvements sociaux urbains). Manuel Castells entreprend, à sa manière, de prendre le contre-pied du marxisme hégélien, débarrassé de « l'économise » et appliqué à la ville de Lefebvre, pour revenir à une sorte de déterminisme économique dans la production de l'urbain et à une étude de la lutte des classes s'inscrivant dans l'espace urbain, mais d'une manière différente de son prédécesseur. De même pour Jean Lojkine, allant à l'encontre des deux précédents, et qui s'attache à décrire la production des ségrégations urbaines et sociales à partir des politiques urbaines étatiques et de l'urbanisation capitaliste (et de leurs liens réciproques).[200] Selon François d'Arcy et Yves Prats, Lojkine est le plus représentatif de cette sociologie urbaine marxiste qui analyse la production de l'espace urbain et les politiques urbaines en fonction « des conflits de classes en articulant analyse des politiques et analyse des mouvements sociaux », et comme accompagnatrices du développement capitaliste, l'urbanisation étant le révélateur du développement économique. Mais à la différence d'un Castells qui aborde cette question en terme de « consommation collective » (« organisation des moyens collectifs de reproduction de la force de travail »), Lojkine, lui, reste cantonné à son analyse en termes de « mode de production », visant essentiellement à « faire ressortir les éléments fondamentaux de la structure de l'Etat capitaliste ». Il entre dans la stratégie d'un PCF « qui cherchait alors [à la fin des années

[198] Centre de Sociologie Urbaine, *L'Activité scientifique du Centre de Sociologie Urbaine (1978-1981), op. cit.*, 1981.
[199] CHAMBOREDON (Jean-Claude) et LEMAIRE (Madeleine), « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n° XI-1, Paris, 1970.
[200] LOJKINE (Jean), *Le Marxisme, l'Etat et la question urbaine*, *op. cit.*, 1977

soixante-dix] à définir de nouvelles alliances de classes contre le capitalisme monopoliste »[201], c'est-à-dire hors de la seule classe ouvrière qu'il représentait jusqu'à présent. Les « citadins » sont dorénavant également dans sa ligne de mire. Nous pourrons constater également qu'outre-manche, certains géographes urbains, notamment sous l'impulsion de David Harvey, seront à la fois influencés par ces idées critiques, mais autant par Castells que par Lefebvre, en termes d' « urbanisation capitaliste ».[202]

En France, c'est la publication d'un cas d'étude sur le port industriel de Dunkerque en 1974 par Manuel Castells et Francis Godard, qui marquera ces idées d'un CME organisant l'espace urbain au profit des grandes entreprises multinationales, entrainant la « reproduction de la force de travail » et des « contradictions sociales » que l'Etat tente, par la planification, de résorber, et qui amènent, lutte des classes aidant, aux fameuses luttes urbaines.[203]

A l'opposé du marxisme du CSU, les foucaldiens du CERFI[204] se démarqueront quant à eux en élaborant entre autres, dès les années soixante-dix, des études sur la généalogie des équipements collectifs (du pouvoir, de « normalisation ») ou sur le rôle de l'Etat dans le développement des villes, villes servant à la fois le renforcement du pouvoir et le développement du capitalisme.[205] Le CERFI est caractéristique à cette époque de tout ce que le gauchisme a pu apporter à la réflexion et aux études urbaines, loin d'un marxisme orthodoxe. On y retrouve une rhétorique et des thématiques propres à la contestation de l'époque et influencés, entre autres, des pensées libertaires, parfois maoïstes et héritées de 68, nourries d'anti-normalisation, d'anti-aliénation, d'anti-institution, d'anti-discipline, et d'anti-autorité… Plus que la dénonciation du capitalisme et de la bourgeoisie comme chez bon nombre de leurs collègues sociologues, c'est au pouvoir et à ses pratiques spatiales que le CERFI se propose de s'attaquer. Le psychanalyste Félix Guattari, trotskyste, militant du mouvement des auberges de jeunesse après-guerre, puis du milieu psychiatrique dans la clinique expérimentale de La Borde fondée par Jean Oury en 1953 et inspirée de la psychanalyse lacanienne[206], est le porteur du projet. Il en est

---

[201] ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », in GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 4, *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, pp. 266-270.

[202] HARVEY (David), *Consciousness and the Urban Experience, Studies in the History and Theory of Capitalist Urbanization*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985 ; HARVEY (David) (1973), *Social justice and the city*, Oxford, B. Blackwell, 1975.

[203] CASTELLS (Manuel), GODARD (Francis), *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*, Paris-La Haye, Mouton, 1974.

[204] Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelle.

[205] Voir par exemple : CERFI, « Généalogie du capital. 1. Les équipements du pouvoir », *Recherche* n° 13, Paris, décembre 1973 ; FOUCAULT (Michel) (sous la dir. de), *Généalogie des équipements de normalisation. Les équipements sanitaires*, Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1976 ; MURARD (Lion), ZYLBERMAN (Patrick), *Ville, habitat et intimité (l'exemple des cités minières au XIXe siècle). Naissance du « petit travailleur infatigable »*, Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1976.

[206] Félix Guattari et quelques autres y expérimentent un thérapie nommée « psychothérapie institutionnelle » basée sur l'implication des patients dans la gestion courante, sur les « groupes—sujet » (opposés aux « groupes assujettis »), sur la responsabilisation, l'ouverture et la prise en compte des désirs et aspirations des malades tout en déniant le caractère « anormal » de ceux-ci.

aussi l'un des mentors intellectuels aux côtés des philosophes Gilles Deleuze et Michel Foucault, tous deux professeurs à l'Université « expérimentale » de Vincennes après 1968, et participant au renouveau de la philosophie française et du structuralisme. Guattari a co-rédigé avec Deleuze en 1972 le retentissant *Anti-Œdipe* s'attaquant au freudisme par la critique marxiste et il fonde en 1966 le FGERI (Fédération des groupes d'étude et de recherche institutionnelle) à partir d'un noyau de dissidents du mouvement syndical étudiant de l'UNEF et de l'UEC. Le FGERI deviendra le CERFI un an plus tard, avec, entre autres membres, Lion Murard, Patrick Zylberman, François Fourquet, Michel Anselme, Françoise Paul-Lévy, Liane Mozère, Isaac Joseph[207] et Anne Querrien.[208] Le CERFI, bien que remettant en cause la planification étatique en générale et malgré son aspect militant proche de l'extrême gauche, poursuivra ses recherches contractuelles avec les financements du ministère de l'Equipement et de la DGRST, notamment dans le « laboratoire » des villes nouvelles (Marne la Vallée) ou dans les quartiers en rénovation.

Si la ville est l'objet de cette équipe, c'est avant tout à travers ses institutions et ses équipements, en tant qu'ils sont les « agencements » de la normalisation et les vecteurs privilégiés de la discipline, de la répression, de l'autorité et de la normalité, autrement dit, du pouvoir, de l'ordre social et de leurs normes. Elle devient en soi un « dispositif de normalisation » que certains n'hésitent pas à qualifier de « ville-usine ».[209] Dans la droite ligne de Foucault ou de Guattari, les « objets » institution psychiatrique ou médicale se trouvent dorénavant insérés dans le champ des études urbaines, ainsi que certaines notions de psychanalyse, mais aussi l'institution scolaire et bien d'autres ; tout ce par quoi les normes sociales et le pouvoir se diffusent et s'imposent, à quoi l'habitant doit s'adapter, accepter ou refuser… Comme à La Borde, le maître mot du CERFI réside dans « l'ouverture » des diverses institutions fermées de normalisation et de répression, sociales et étatiques. Le militantisme est d'ailleurs souvent lié à la recherche « pure » au sein de l'équipe. Mais c'est aussi à l'idéologie – et de ce fait aux intérêts – qui gouverne la mise en place de ces « équipements du pouvoir » que s'intéressent les chercheurs.

Les membres du CERFI, influencés par la pensée de Foucault, s'attachent donc à la compréhension et à la description du discours du pouvoir et de la répression, mais plus précisément à son inscription dans l'espace à partir du deuxième contrat de recherche de l'équipe « programmation, architecture et psychiatrie » et surtout du troisième avec le ministère de l'Equipement sous la direction de Michel Foucault (« Généalogie des équipement collectifs ») au début des années soixante-dix.

---

[207] Philosophe de formation, militant maoïste au « secours rouge », inspiré par Michel Foucault et futur sociologue de l'urbain (traducteur avec Yves Grafmeyer, des travaux de l'Ecole de Chicago, sociologue des sociabilités urbaines, inspiré par l'interactionnisme goffmannien.

[208] Future directrice des *Annales de la recherche urbaine*, et qui se trouve par ailleurs être la fille de Max Querrien, haut fonctionnaire chargé de la réforme des écoles d'architecture depuis le milieu des années soixante.

[209] MURARD (Lion), ZYLBERMAN (Patrick), *Ville, habitat et intimité (l'exemple des cités minières au XIXe siècle). Naissance du « petit travailleur infatigable »*, action concertée de recherches urbaines/ « Equipement urbain et changement social », Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1976.

Comme chez l'auteur de l'*Histoire de la folie à l'âge classique* (1961), de *Naissance de la clinique* (1963), et de *Surveiller et punir* (1975), la maladie mentale, tout comme la déviance et l'anormalité sont appréhendés comme des phénomènes sociaux construits historiquement (par la répression, la « séparation » puis l'hygiénisme, la volonté de « soigner » ou d'intégrer). C'est donc le pouvoir et sa diffusion, ainsi que la dialectique normalité-déviance qui se trouvent au cœur du projet scientifique du CERFI. C'est essentiellement « l'hypothèse répressive » qui gouverne à cette époque les travaux généalogique du CERFI, de manière à établir une « microphysique du pouvoir »[210] chère à Foucault, à partir de ses émanations, de ses effets et de ses instruments (les équipements sanitaires, pédagogiques, médicaux, carcéraux, etc.). Editée par l'association dans une collection homonyme, la revue *Recherche* (1966-1981), fait ainsi la part belle :

- aux considérations sur la psychiatrie et ses équipements urbains (n° 6 « Programmation, architecture et psychiatrie »),
- à la psychothérapie en général (n°10 « Psychothérapie institutionnelle », n° 17 « Histoire de la psychiatrie de secteur », n° 21 « Histoire de la Clinique de La Borde », n° 31 « L'asile », diverses contributions de Jacques Lacan, Jean Oury, Fernand Deligny…),
- à l'école, la pédagogie et à l'enfance, notamment avec Anne Querrien (n° 7 et n° 8 « L'enfance aliénée », n° 23 « L'ensaignement », n° 27 « Des crèches aux collectivités d'enfants »)
- et à d'autres instituions comme la famille (Isaac Joseph, n° 28 « Disciplines à domicile »),
- à la place des femmes, aux rapports entre les sexes, à la sexualité, à l'homosexualité (n°27, n° 35, notons également les nombreuses contributions du normalien Guy Hocquenghem[211] et la présence au sein de l'association de la sociologue Liane Mozère, militante féministe),
- puis plus tard, dans les années quatre-vingt, aux instituions judiciaires, sportives…

On y remarque également, outre les apports de Foucault et Deleuze, quelques contributions épisodiques de personnages comme Jean-Paul Sartre ou le militant libertaire et de l'émancipation homosexuelle Daniel Guérin. Le CERFI entretient des liens étroits avec le GIP[212] de Foucault, le mouvement psychiatrique de La Borde, le MLF[213] et les mouvements homosexuels d'extrême gauche[214], autant de front de la « dés-aliénation » et de la rupture avec les statuts, les hiérarchies ou la domination, tous issus de l'après Mai 68.

L'autre héritage foucaldien réside dans le concept de « généalogie » forgé par le philosophe. D'après le témoignage de Liane Mozère, il s'agissait à l'époque de reprendre la théorie

---

[210] JOSEPH (Isaac), *in :* LASSAVE (Pierre), *Les Sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1997, pp. 259-262.
[211] Militant trotskyste à la JCR en 68, puis au « Front homosexuel d'action révolutionnaire » dans les années soixante-dix.
[212] Groupe d'information sur les prisons, fondé en 1971.
[213] Mouvement de libération des femmes, fondé en 1968.
[214] Notamment avec le Front homosexuel d'action révolutionnaire

épistémologique selon laquelle les institutions (et les équipements qui leur sont associés) ne répondent nullement aux besoins des populations mais les créent. C'est entre autres le cas des « besoins culturels » qui ne participeraient qu'aux « système de normalisation étatique »[215], à ceux de « sécurité » et de leurs représentations sociales[216], des besoins « socio-culturels »[217], mais aussi des besoins de soins et d' « hygiène mentale ».[218] La méthode généalogique des institutions, inaugurée par Foucault, et des équipements qui leur sont liés devient un passage obligé des recherches des jeunes chercheurs de l'équipe, ouvrant parfois sur des recherches d'histoire sociale (par exemple, les travaux d'Isaac Joseph ou Philippe Fritsch sur l'histoire de la famille à Lyon). Ce faisant, il s'agissait d'un retour aux « désirs » et « aspirations » des populations, qu'il s'agisse des aliénés, des enfants, des prisonniers, etc. et des habitants et usagers.[219] On retrouve encore ici ce souci de la recherche urbaine d'alors pour les désirs et des aspirations des populations, supérieurs aux « besoins » décidés *ex-nihilo*, et qui est partagé par Chombart de Lauwe ou Lefebvre, ce dernier les qualifiant de « décrétés technocratiquement ».[220] Comme chez ces deux auteurs, le recours aux « désirs » s'oppose au « besoins » préconçus et aux « statuts », à la hiérarchie sociale, aux « genres ». Plus que cela, les « institutions » ainsi décrites s'opposeraient aux besoins réels, et c'est là tout l'intérêt de l'approche généalogique que de tenter d'échapper « à l'assujettissement massif aux instituions »[221], par exemple, en montrant « comment un équipement particulier n'est d'aucune utilité en dehors de sa fonction d'instrument de codage, de confinement, de limitation et d'éradication de l'énergie sociale libre. »[222] Le cas de l'institution scolaire est à ce titre parlant. Dans une étude de 1975, Anne Querrien analyse sa généalogie en terme d'institution à la « discipline militaire » tout en étudiant ses caractéristiques architecturales qui ne sont pas sans rappeler, historiquement, le « panoptique » analysé par Foucault dans les institutions pénitentiaire quelques mois plus tôt.[223] Le « regard du maître » tout comme celui de l'élève, l'agencement des lieux même destiné à faciliter celui-ci et à le rendre plus « efficace » dans

---

[215] CUMPLOWICZ (Philippe), ROSTAIN (Michel), *L'Etat et les équipements de diffusion culturelle. (II) L'émergence de l'Opéra-Comique et du Conservatoire en France*, DAFU, Paris, CERFI, 1978.
[216] QUEROUIL (Olivier), HARMELLE (Claude), *La Représentation sociale de l'accident, un enjeu de pouvoir*, Rapport de recherche ATP Socio-économie des transports, Paris, CERFI, mai 1978.
[217] CERFI, *La programmation des équipements collectifs dans les villes nouvelles (Les équipements de l'hygiène mentale)*, Paris, Rapport sur l'exécution de la convention d'études entre le CERFI et le ministère de l'Equipement et du Logement (DAFU) du 4 mai 1971, mai 1972.
[218] FOUCAULT (Michel) (sous la dir. de), *Généalogie des équipements de normalisation. Les équipements sanitaires*, action concertée de recherches urbaines, Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1976.
[219] MOZÈRE (Liane), « Foucault et le CERFI : instantanés et actualité », *Le Portique*, n°13-14, « Foucault : usages et actualités » [en ligne], mis en ligne le 15 juin 2007. URL : http://leportique.revues.org/document642.html
[220] Voir par exemple LEFEBVRE (Henri) (1967), *Vers le cybernanthrope (contre les technocrates)*, Paris, Denoël / Gonthier, 1971, ou encore LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968, et le rôle de la fameuse « société bureaucratique de consommation dirigée ».
[221] MOZÈRE (Liane), « Foucault et le CERFI : instantanés et actualité », *Le Portique*, n°13-14, « Foucault : usages et actualités » [en ligne], mis en ligne le 15 juin 2007. URL : http://leportique.revues.org/document642.html
[222] *Id.*
[223] FOUCAULT (Michel) (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1995.

les normes établies, sont tous deux vecteurs de pouvoir, de sa légitimation et de sa préservation. L'école, ainsi, repose sur les trois termes de la « surveillance », de « l'infantilisation » et de la « ségrégation ».[224] Comme l'hôpital, la prison, l'asile, elle ne sert qu'à enfermer pour dominer.[225]

Cette place des désirs et des aspirations ouvre par ailleurs, bien évidemment, la voie théorique à la revendication de participation que Lefebvre, Chombart ou Ledrut réclament avec ardeur et que le CERFI s'appliquera à mettre en pratique. Cette application se fera dans les institutions psychiatriques ou dans la ville, notamment dans le quartier en rénovation de l'Alma-Gare à Roubaix[226], dans les quartiers immigrés de Marseille où la rénovation est contestée par les chercheurs du CERFISE[227] de Michel Anselme et les habitants ou à Lyon (Isaac Joseph). Dans les deux premiers cas, le but du CERFI était de faire participer les habitants des quartiers à l'estimation de leurs besoins en équipement, de « porter leur voix »[228] et, à terme, de les faire participer à la planification de ces équipements.[229] Il s'agissait en somme de « recherches-actions » commanditées par les autorités locales ou bailleurs sociaux, faisant participer chercheurs, architectes et habitants dans un « dialogue continu ».[230] Le cas du quartier-nord de Marseille (le Petit Séminaire), en effet, et la réhabilitation élaborée avec et en fonction des habitants, la concertation imposée par les chercheurs, la « programmation continue » accompagnée de participation à toutes les phases de l'opération demeure un modèle du genre.[231]

L'on pourra encore mentionner l'Institut de sociologie urbaine dont on a déjà parlé : cette équipe de jeunes lefèbvriens affiliés au Parti communiste, qui s'illustreront par l'étude de l'habitat pavillonnaire, par la prise en compte de la parole des « habitants » et donneront naissance à la sociologie urbaine de la toute nouvelle Université de Nanterre ; avant d'être concurrencés au sein de cette même université par le Groupe de sociologie urbaine se constituant autour de Manuel Castells (Francis Godard). D'autres jeunes lefèbvriens (sociologues, architectes) se rassemblent dans le groupe *Utopie*[232] qui publie à partir de 1967 la revue du même nom. Ce groupe n'est pas un groupe de

---

[224] QUERRIEN (Anne), *Généalogie des équipements collectifs. L'école primaire*, Rapport de recherche, Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1975, p. 141.
[225] *Ibid.*
[226] LAMARCHE-VADEL (Gaetane), COTLENKO (Ariane), « Alma-Gare – le singulier et le politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp.62-69.
[227] Centre d'études, des recherches et de formation institutionnelle du Sud-Est, fondé en 1975.
[228] MOZÈRE (Liane), « Foucault et le CERFI : instantanés et actualité », *Le Portique*, n°13-14, « Foucault : usages et actualités » [en ligne], mis en ligne le 15 juin 2007. URL : http://leportique.revues.org/document642.html
[229] ANSELME (Michel), « Réhabilitation et programmation continue. Le Petit Séminaire », *in :* MOLLET (Albert), *Quand les habitants prennent la parole*, Paris, Plan Construction, 1981, pp. 157-169.
[230] FIJALKOW (Yankel), *Sociologie de la ville*, Paris, La Découverte, 2002, p. 84.
[231] Voir notamment ANSELME (Michel), *Du Bruit à la parole. La scène politique des cités*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1999 ; ANSELME (Michel), « Réhabilitation et programmation continue. Le Petit Séminaire », *in :* MOLLET (Albert), *Quand les habitants prennent la parole*, Paris, Plan Construction, 1981, pp. 157-169.
[232] Revue paraissant entre 1967 et 1974.

recherche sur la ville mais s'oriente vers une critique théorique et « radicale » de l'urbanisme et de l'architecture, prônant un autre mode de production de l'espace non capitaliste, « non répressif » et non étatique. L'*Internationale situationniste*,[233] également proche un temps du philosophe Lefebvre, avait déjà posé les jalons de ce type de critique dans la France des années soixante. On retrouve dans cette revue d'illustres personnages de la critique marxiste de l'urbain et de la société tels qu'Hubert Tonka (déjà présent au colloque de Royaumont un an plus tôt), les sociologues Jean Baudrillard, René Lourau, des architectes, des urbanistes (Jean Aubert, Antoine Stinco, Jean-Paul Jungmann, Charles Goldblum).[234]

En bref, comme l'énonce Sylvia Ostrowetsky en 1996 :

> « En France, les sociologues de l'urbanisation des années 70 ont montré, en leur temps, que l'espace en tant que support était manipulé plus ou moins consciemment par les classes possédantes comme un instrument de pouvoir. Avec Jean Lojkine, ils affirmaient que la valeur d'un lieu se monnaye selon des avantages de proximité, de qualité etc. Pour eux, cette valeur des lieux était le résultat de l'importance des investissements financiers d'équipements ou de manipulations idéologiques. Les classes aisées allaient là où une série davantage pratiques et ostentatoires était proposée. Dans leur raisonnement, le sens des lieux était constitutif à un type d'investissement au service d'un type d'occupation. Alors que le mot était peu usité par eux, à l'époque, les sociologues qui s'inscrivent peu ou prou dans cette même lignée, les français en tout cas, traduisent désormais cette qualification sociale par le terme symbolique. »[235]

C'est particulièrement le cas de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot du CSU.

Selon François Lautier, qui revient également sur cette période, « ce n'est que dans la rencontre avec l'urbanisme d'Etat et les mouvements sociaux qu'il a engendrés en réaction que la sociologie urbaine française est devenue majeure ».[236] Les sociologues sont ainsi pris entre commande publique et revendications. Cela permet de comprendre leurs recherches, leurs orientations, leurs résultats et leurs options. Lojkine et Castells analysent en quelque sorte « empiriquement » l'« urbanisation volontaire » comme un versant important mais dépendant des « politiques économiques et sociales ».

Un autre colloque, celui de Dieppe en 1974, plus technique que celui de Royaumont cinq années plus tôt, marque le développement des études toutes peu ou prou sur les mêmes thèmes, avec les mêmes concepts et méthodes, tout en permettant à l'administration de vérifier cet

---

[233] Groupe d'avant-garde d'intellectuels d'extrême gauche, d'architectes et d'artistes, pour la plupart européens et issus du lettrisme et de Cobra, publiant la revue *Internationale situationniste* entre 1958 et 1969.
[234] Cf. *Infra*, deuxième partie, chapitre 2, I.
[235] OSTROWETSKY (Sylvia) (sous la dir. de), *Sociologues en ville*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 145.
[236] LAUTIER (François) (1986), « La sociologie urbaine », *in : La Sociologie en France*, Paris, La Découverte, 1998, p. 79.

« assujettissement de la ville à [sa] politique », même si les sociologues étaient là pour le condamner.[237] La critique ne porte pas tant sur la « politique d'aménagement », que sur « son existence elle-même ».[238]

Les thèmes se différencient ensuite et les chercheurs se spécialisent (modes de vie, pratiques, « habiter », analyses « locales »[239], au point qu'aujourd'hui, il n'y ait plus guère de « sociologie urbaine constituée en France, mais que celle-ci se soit plutôt « propagée ».[240]

La sociologie urbaine connaît donc, des années soixante aux années soixante-dix, une politisation certaine due au marxisme. Cette sociologie – ou plutôt « ces » sociologies se développent dans « un espace pris entre trois pôles », pour reprendre les termes de Michel Amiot : les partis politiques (« du parti communiste à l'ultra-gauche »), « les organismes académiques (Université, CNRS) », et l'Etat.[241] Du point de vue du contenu, ces pensées urbaines marxistes, participant à l'institutionnalisation (au sein des ministères et de l'Université) de la recherche et de la sociologie urbaines, interpréteront et analyseront, avec des méthodes, objets, références et théories différentes, la ville et l'urbain en terme de lutte des classes, de divisions, d'idéologie, de dominations, de production-consommation et de pratiques et représentations sociales contradictoires. L'urbanisme, qu'il soit « libéral » ou étatique y est, lui, perçu et dénoncé comme un instrument de la lutte des classes, de répression ou d'assise du pouvoir des classes et de la domination (de la bourgeoisie, de l'Etat). Certains, tels que Manuel Castells et ses collègues du Centre d'études des mouvements sociaux, comme on l'a déjà mentionné, verront même dans les mouvements sociaux qu'ils étudient l'autre versant de cette lutte des classes se déroulant dorénavant dans l'espace urbain (Castells, 1972), ainsi qu'une alternative potentielle (malgré les risques de récupération, d'idéologisation, d'institutionnalisation) à la production capitaliste de l'espace.

On constate une division certaine au sein même de l'appréhension marxiste du phénomène urbain. Impossible donc, de parler, comme on a aujourd'hui tendance à le faire, d'une école marxiste de la sociologie urbaine française pendant ces années. Schématiquement, on pourrait ainsi parler de plusieurs écoles de pensée. La première est le courant « lefèbvrien » – ou les courants, qui n'ont

---

[237] LAUTIER (François) (1986), « La sociologie urbaine », *in : La Sociologie en France*, Paris, La Découverte, 1998, p. 80.
[238] *Ibid.*
[239] *Id.*, p. 81.
[240] *Id.*, p. 82.
[241] AMIOT (Michel), *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, éditions de l'EHESS, 1986, p. 127. On notera au passage l'étrangeté du peu de cas fait dans cet ouvrage à la figure centrale de Lefebvre et de son héritage, l'auteur ne se contentant presque exclusivement que d'aborder l'histoire de la sociologie urbaine française par le prisme de la VI[e] section de l'EPHE et de l'EHESS en faisant presque abstraction de tout un volet du sujet (Royaumont, Nanterre).

souvent aucun rapport les uns avec les autres[242], se réclamant chacun d'une facette de l'œuvre de l'auteur. Le deuxième courant se constitue autour de Castells et du structuralo-marxisme althussérien après 1968 et un troisième autour des structuralistes historicistes Foucaldiens du CERFI. Enfin, on pourra mentionner un courant marxiste propre au CSU et mâtiné des théories de Chombart de Lauwe (ségrégations, localisations). Critique de l'urbanisme, critique « de la critique » de l'urbanisme, guerres de clans et attaques réciproques sont d'ailleurs monnaie courante dans cette perspective (voir, par exemple les attaques de Castells contre Lefebvre, celles de Lojkine contre Castells).[243] Mais la discipline – d'ailleurs et par-là même de plus en plus éclatée par la multiplication des démarches, méthodes, objets et présupposés théoriques ou idéologiques – subit une politisation, tout en cherchant ses objets bien qu'ayant trouvé son autonomie (multiple) et en s'étant émancipée, depuis le colloque « Villes et campagnes » de 1951, des sociologies générale ou industrielle, de l'histoire, de la démographie. Nous constaterons également que ce processus de politisation/institutionnalisation de la sociologie urbaine française se fait sous l'égide de la demande sociale et politique de plus en plus forte en matière d'expertise sociale dans et sur les villes.

2 - La revue *Espaces et sociétés*

En 1970 paraît également aux éditions Anthropos le premier numéro de la revue *Espaces et sociétés*. Cette revue, à vocation sociologique, porte comme sous-titre l'appellation de « Revue critique internationale de l'aménagement, de l'architecture et de l'urbanisation ». Elle est fondée et d'abord dirigée conjointement par Anatole Kopp, spécialiste de l'urbanisme et de l'architecture révolutionnaires soviétiques dans les années vingt[244], et par Henri Lefebvre. Le ton est donné : les sociologues s'engagent à regrouper dans cette revue toutes les critiques sociologiques (mais aussi urbanistiques) de l'urbanisme, de l'architecture et plus largement de la ville. Parmi son premier comité de rédaction, on retrouve Manuel Castells, Michel Coquery, Serge Jonas (directeur de la publication), Edmond Preteceille, Pierre Riboulet, et Raymond Ledrut (qui en prendra la direction à la suite de Lefebvre et Kopp), auxquels s'adjoindront plus tard d'autres sociologues dans les années soixante-dix.

Si nous nous attardons sur cette revue, c'est qu'outre sa représentativité pour le sujet que nous traitons (elle marque et regroupe la critique politique et sociologique – donc « scientifique »– sur la ville et l'urbanisme pendant la période), la revue – et *a fortiori* la revue scientifique – est l'exemple

---

[242] Si l'on prend en considérations les autres courants inspirés de Lefebvre et qui n'ont pas directement à voir avec l'objet urbain, comme celui de l' « analyse institutionnelle» (René Lourau, Rémi Hess), ou encore des groupes comme l'Internationale situationniste ou Utopie.

[243] CASTELLS (Manuel), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, dixième année, Paris, Seuil, janvier-mars 1968, pp. 72-90 ; CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1975 ; LOJKINE (Jean), *Le Marxisme, l'Etat et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977.

[244] KOPP (Anatole), *Ville et révolution : architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Seuil, 1972 ; *Changer la ville, changer la vie. De la vie nouvelle aux problèmes urbains. URSS 1917-1932*, Thèse de Doctorat d'Etat, sous la direction de Jean Auger Duvignaud, Université Rabelais – Tours, Faculté des lettres, UER des sciences de l'homme, Avril 1973.

type, pour reprendre les termes de Jean-François Sirinelli, de « l'instance de légitimation » dans un champ, notamment, ici, celui de la sociologie urbaine. D'autant plus que les grandes références que sont Lefebvre et Ledrut y sont présentes, et que, d'autre part, elle est, « grâce notamment à sa périodicité, l'outil le mieux adapté à l'intervention dans des domaines de la culture et de l'idéologie ».[245] Elle est aussi une « porte d'entrée éventuelle dans le milieu intellectuel », « l'anti-chambre de la salle des machines, où parfois s'élaborent et, en tout cas, se diffusent les modes intellectuelles et les phénomènes idéologiques plus durables ».[246] Diffusant les théories idéologiques ou scientifiques (voire les deux) pendant les années soixante-dix mais aussi ultérieurement, elle est ainsi et aussi « parfois [et c'est le cas ici] le vecteur d'une nouvelle classe d'âge intellectuelle – ou de l'un de ses rameaux – à travers deux dimensions de nature différente, l'une sociologique, l'autre culturelle : le milieu intellectuel et l'espace idéologique. »[247] Autrement dit, elle est « facteur d'adhésion » dans les « lieux d'influence », « microsociétés intellectuelles »[248], servant à la fois de lieu de relais entre les classes d'âge antérieures (Lefebvre, Ledrut) et les nouvelles (au sein du comité de rédaction, notamment). Elle sert aussi et surtout de relais et de diffusion au sein même de ce milieu (entre la revue et ses lecteurs, qui, nous pouvons en poser ici l'hypothèse, appartiennent presque exclusivement aux milieux des scientifiques et spécialistes de la ville, voire aux sciences humaines et aux professionnels –architectes, urbanistes, élus, administrateurs). La revue *Espaces et Sociétés* possède de plus l'avantage d'une certaine légitimité scientifique et suit « l'air du temps » de la critique de l'urbanisme. Les années s'écoulant et les chercheurs sortant progressivement de l'analyse et de l'appréhension marxiste de la ville, *Espaces et sociétés* connaîtra ensuite un déclin de ses positions politiques (de sa fonction de « critique de l'urbanisation ») pour se recentrer sur son aspect strictement scientifique.

Pierre Lassave, étudiant l'histoire de la sociologie urbaine française contemporaine, a, lui, préféré s'attarder sur la revue les *Annales de la recherche urbaine* fondée à la fin des années soixante-dix, et dont le ministère de l'Equipement deviendra vite l'éditeur.[249] Mais, l'objet du sociologue de l'EHESS n'est pas le même que le nôtre : nous nous interrogeons sur la politisation de la sociologie urbaine et la montée de la critique – la fondation d'*Espaces et sociétés* étant le point culminant et l'événement phare, instituant et institutionnalisant, d'une certaine manière de ce processus. Lassave au sujet des *Annales* (dans la période 1978-1990), constate au contraire un mouvement général passant du « criticisme » au « pragmatisme ».[250] Mais les ambitions – les buts – des *Annales,* ainsi que son contexte, ne sont pas les mêmes : par exemple, elles sont longtemps dirigées par de hauts

---

[245] SIRINELLI (Jean-François) (1987), « Effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français), *in :* SIRINELLI (Jean-François), *Comprendre le XX^e siècle français*, *op. cit.*, p. 176.
[246] *Ibid.*
[247] *Ibid.*
[248] *Id.*, p. 178.
[249] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, pp. 68-102.
[250] *Ibid.*, p. 73.

fonctionnaires. De plus les *Annales* ne sont à proprement parler pas une revue de sociologie urbaine, s'ouvrant largement aux géographes, sciences politiques, au droit. *Espaces et sociétés*, au contraire, et quoi qu'en dise cet auteur, porte plus spécifiquement sur les problèmes sociaux de la ville, de l'urbanisme, de l'architecture et de l'urbanisation, c'est-à-dire sur une sociologie de l'urbain. Lassave la classe cependant dans les revues de sociologie générale, destinées à un public d'intellectuels et de spécialistes – et il est vrai qu'*Espaces et sociétés* ne comporte, depuis ses début, que très peu d'iconographie pour une revue s'attachant au « phénomène » urbain. Avant la création de cette revue, la sociologie urbaine était diffusée plus spécifiquement à travers des revues de sociologie générale[251] ou de revues d'urbanisme à vocation universitaire (*La Vie urbaine*) ou plus techniques et professionnelles (*Urbanisme*).

« Fondée » par « le marxisme urbain », ayant des « origines contestataires »[252] et se démarquant de ses concurrentes plus académiques ou professionnelles et techniques, par un objet spécifique (l'urbain) et une discipline principale de référence (la sociologie), *Espaces et sociétés* publie des articles engagés, empiriques ou plus théorique. Elle développe pendant plusieurs années une « théorie marxiste de la ville » et se fait « l'écho des luttes urbaines dans la monde », notamment par l'intermédiaire de Castells.[253] Elle est donc représentative, pendant les premières années de sa vie, de cette sociologie critique des « nanterriens »[254] (Henri Lefebvre, Manuel Castells). Il suffit pour voir cela, d'en analyser, par exemple, les publicités renvoyant à d'autres revues (celles concernant les ouvrages ne renvoient qu'aux ouvrages édités par Anthropos sur la ville, le capitalisme, le marxisme). Les revues citées sont *Autogestion et socialisme*[255], *L'Homme et la société* [256], ou des revues plus proprement politiques telle que *La Nouvelle revue socialiste*. On retrouve régulièrement dans ces revues (outre les thématiques propres au marxisme et au « gauchisme » pour les deux premières) des contributions des sociologues Henri Lefebvre, Alain Touraine, Michel Maffesoli, Jean Duvignaud, de l'architecte Pierre Riboulet ou des disciples de Lefebvre, Remi Hess et René Lourau, et même parfois de Raymond Ledrut et de Chombart de Lauwe. Et ce, aux côtés de tout ce que la sociologie et l'*intelligentsia* françaises compte de marxistes et d'autogestionnaires à l'époque : Joseph Gabel, Michael Löwy, Pierre Naville, Yvon Bourdet, Pierre Fougeyrollas, Maurice Benassayag.

Les numéros thématiques de la revue démontrent eux aussi encore plus la radicalité et le positionnement de la revue qui « va dominer la réflexion sur la production de l'espace durant toute la

---

[251] Par exemple les numéros spéciaux de la *Revue Française de sociologie*, de *Sociologie du travail* ou des *cahiers internationaux de sociologie.*
[252] LASSAVE (Pierre), *op. cit.*, 1997, pp. 110-111.
[253] *Id.*, pp. 114.
[254] *Ibid.*
[255] *Autogestion* est une revue d'inspiration proudhonienne et Gurvitchienne paraissant entre 1966 et 1984 aux Editions Anthropos puis Privat, fondée par Serge Jonas. En 1970, elle prend le nom d'*Autogestion et socialisme* est bénéficie d'un soutien financier du CNRS.
[256] *L'Homme et la société*, revue de sociologie ouvertement marxiste, est également fondée à la même époque par Serge Jonas, paraît jusqu'à nos jours, aux éditions Anthropos puis l'Harmattan.

période 1970-1980. »[257] Ainsi paraît en 1972, un numéro consacré aux « mouvements sociaux urbains »[258], un autre en 1974 sur les « rapports de classes et l'aménagement du territoire »[259], en 1975, un autre intitulé : « Paris : urbanisme, classes, pouvoir ».[260] Les premiers numéros consacrent une grande partie de leur contenu à la critique du pouvoir urbain et des politiques urbaines, qui perdureront pendant toute la décennie au sein de la revue. A côté de cette critique, nous trouvons des critiques de la planification, de l'architecture, des idéologies urbaines, du capitalisme et de ses liens avec l'urbanisation, du constat de la prééminence de la lutte des classes dans l'espace urbain et son aménagement et de quelques thèmes plus humanistes, quoique tout aussi politiques, comme l'immigration ou la marginalité, au niveau français ou international. Notons également que la revue s'oriente parfois vers des sujets plus tiers-mondistes, analysant les politiques urbaines, l'urbanisation étrangère et les problèmes sociaux qui en découlent au regard du capitalisme et des rapports Nord-Sud.[261]

Mais plus encore que les dossiers qui démontrent la ligne éditoriale de la revue, ce sont les articles hors-dossiers eux-mêmes, rédigés par les membres de la revue ou non, qui nous permettent d'entrevoir la politisation des questions urbaines alors dans l'ère du temps. Nous ne détaillons pas ici tous les articles d'*Espaces et sociétés* parus dans la décennie soixante-dix mais constaterons simplement de grandes tendances, du point de vue de leurs « types », de leurs auteurs, de leurs contenus, objets, méthodes et de leurs engagements politiques.

Le numéro 1 de la revue, paru en novembre 2007, débute ainsi par trois articles annonçant en quelque sorte le programme d'*Espaces et sociétés* pendant les années soixante-dix : un article de Lefebvre de « réflexions sur la politique de l'espace », un d'Anatole Kopp sur « l'art de la gauche [comme] instrument de transformation sociale » et un de l'architecte Pierre Riboulet, « Eléments pour une critique de l'architecture ».[262] Il s'agit essentiellement de déterminer les principes idéologiques, économiques et sociaux de l'urbanisme en termes de lutte de classes pour le premier, d'analyser une architecture et un urbanisme « révolutionnaires » destinés à accompagner la transformation de la société pour le deuxième. L'article de Pierre Riboulet se donne, quant à lui, pour but, de critiquer l'architecture « technocratique » et son « idéologie dominante », premier acte d'un programme critique plus systématique devant préparer l'architecture du futur, celle de « l'appropriation des moyens de production et de la société sans classe », de la « société socialiste »[263], même si « ce n'est pas la solution de la question du logement qui résout du même coup la question sociale, mais bien la

[257] HESS (Rémi), *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, *op. cit.*, 1988, p. 277.
[258] *Espaces et sociétés*, n°6-7, Paris, Anthropos, juillet-octobre 1972.
[259] *Espaces et sociétés*, n°12, Paris, Anthropos, 1974.
[260] *Espaces et sociétés*, n°13-14, Paris, Anthropos, octobre 1974-janvier 1975.
[261] Le numéro 3 d'*Espaces et sociétés* (1971) est ainsi consacré à l'Amérique latine, le numéro 10-11 (1974), à l'Afrique.
[262] *Espaces et sociétés*, n°1, Paris, Anthropos, novembre 1970.
[263] *Espaces et sociétés*, n°1, Paris, Anthropos, novembre 1970, p. 42.

solution de la question sociale, c'est-à-dire l'abolition du mode de production capitaliste, qui rendra possible celle de la question du logement. »[264] La « révolution » est donc présente dès les premières pages de la revue, qui se poursuit notamment par des contributions de Jean Lojkine et Edmond Preteceille sur « la politique urbaine et la stratégie de classe » et de l'historien Eric Hobsbawn sur « la ville et l'insurrection ». Ces deux derniers consistent plus spécifiquement en une analyse des pratiques et de l'idéologie de la planification urbaine française à destination des monopoles économiques et de la bourgeoisie ainsi que du rôle du « Capitalisme monopoliste d'Etat » pour le premier, et, en une étude historique de la ville comme terrain et enjeu des révoltes et révolution sociales jusqu'en 1968 pour le second..Compréhension du schéma capitaliste et étatique de production de l'espace urbain et intérêt pour les luttes urbaines résument bien le contexte sociologique d'alors. Dans la même optique critique de la ville et de l'urbanisme, le numéro 2 revient :

- sur les mécanismes économiques, conséquences sociales et la stratégie de classe des rénovations urbaines à Paris (Francis Godard),
- sur la « stratégie de classe » (encore) de la politique urbaine du ministre de l'Equipement et du logement Albin Chalandon (« service de l'Etat à l'entreprise privée ») [265] par Jacotte Bobroff-Gutkin et Fabia Novatin-Lative,
- sur les « lieux de pouvoir », les symboliques, privations et aliénations qu'ils provoquent (Alain Gouhier),
- sur la critique de la vision urbaine du VI^{e} Plan (Pierre Riboulet),
- sur la rente foncière urbaine (Jean Lojkine),
- sur les problèmes de la formation des architectes par Monique et Raymond Fichelet et Jean-Marie Fourcade (Mai 68 et les revendications de l'ENSBA sont toutes proches).

Les numéros suivants reviennent souvent également sur l'idéologie urbanistique de la bourgeoisie[266], sur la critique de la ville prise comme lieu de production et de consommation[267], les « luttes urbaines », on l'a déjà mentionné[268], les expériences « révolutionnaires » d'urbanisme à l'étranger[269], la situation des pauvres, des marginaux ou de la classe ouvrière dans les villes du monde. Ces articles sont globalement basés sur des méthodes d'analyses économiques ou quantitatives (Ascher, Godard), plus qualitatives ou « socialisantes » ou encore épistémologiques, historiques ou théoriques (Lefebvre, Riboulet). Mais la ville et l'urbanisme y sont abordés comme lieu et instrument

---

[264] *Espaces et sociétés*, n°1, Paris, Anthropos, novembre 1970, p. 40.
[265] *Espaces et sociétés*, n°2, Paris, Anthropos, mars 1971, p. 27.
[266] CORNU (Marcel), « Paris et le pouvoir », *Espaces et sociétés*, n°13-14, Paris, Anthropos, 1974-1975, pp. 163-184.
[267] ASCHER (François), « Quelques critiques de l'économie urbaine », *Espaces et sociétés*, n°4, Paris, Anthropos, décembre 1971, pp. 25-40.
[268] *Espaces et sociétés*, n°6-7, « Mouvements sociaux urbains I », Paris, Anthropos, juillet-octobre 1972.
[269] LUCCIONI (Micheline), « Processus révolutionnaire et organisation de l'espace en Chine – Vers la fin de la séparation entre villes et campagnes », *Espaces et sociétés* n°5, Paris, Anthropos, avril 1972, pp. 63-104.

privilégiés de l'aliénation, espaces et outils de la « stratégie de classe » de la bourgeoisie, du « pouvoir » au service de cette classe, et ce, au détriment des classes populaires (ouvriers, marginaux, étrangers). Les thèmes étudiés eux-mêmes, les démarches mobilisée pour les étudier dénotent cette politisation de la pensée urbaine dans la discipline sociologique, qui fait suite à celle des années 1950-1960, marquée, rappelons-le par la recherche d'autonomie et la question de la délimitation du champ, et par son reflet du champ politique.

Ainsi, La sociologie urbaine française cherche à s'autonomiser et à se constituer dans les années soixante, tout en étant grandement influencée par les préceptes marxistes ou, du moins, observant des positions particulièrement engagées, - si l'on n'excepte pas une mouvance issue du catholicisme sociale. A la fin de la décennie, une nouvelle génération va entraîner une radicalisation du discours et des appréhensions de la ville, qui se perpétuera pendant la décennie suivante, et qui participera d'une politisation certaine de l'image de la ville, en tant qu'aliénée par le capitalisme, l'Etat, et l'urbanisme à leur service et opposable à l'aspect social des villes.

Mais une autre catégorie d'individus critique de manière politique cet urbanisme et l'organisation socio-spatiale qui en découle, et ce, depuis la fin des années cinquante. Il s'agit non pas de sociologues à proprement parler mais d'intellectuels et d'artistes d'extrême gauche prenant la ville et l'urbanisme comme objet de contestations politiques et sociales, au niveau pratique ou théorique ; autrement dit, d'acteurs se voulant « révolutionnaire » et d'avant-garde, qui se saisissent de l'urbain pour critiquer le système social, en flirtant parfois avec l'utopie : à savoir l'Internationale situationniste et, dans sa continuité, le groupe *Utopie*.

- CHAPITRE II -
LA CONTESTATION : « URBANISER LA LUTTE DES CLASSES »

« L'ennemi était invisible. Ou plutôt il était en eux, il les avait pourris, gangrénés, ravagés. Ils étaient les dindons de la farce. De petits êtres dociles, les fidèles reflets du monde qui les narguait. Ils étaient enfoncés jusqu'au cou dans un gâteau dont ils n'auraient jamais que les miettes »

Georges PEREC, *Les Choses*, 1965.

I - L'Internationale situationniste et la revue *Utopie*

Ces deux groupes participent pleinement de la radicalisation de la pensée de gauche sur la ville pendant les trente glorieuses. Ils en sont certainement les plus représentatifs, en tant, également qu'ils caractérisent cette « rencontre » entre la pensée marxiste d'extrême gauche, l'architecture, l'urbanisme et les sciences sociales. C'est le cas, bien sûr, sur le plan des idées, mais aussi sur le plan des individus. Nous avons déjà, dans une recherche antérieure, analysé les positions situationnistes sur la ville moderne.[270] Il ne s'agira donc pas ici de renouveler ce travail mais de caractériser, à partir de ces deux groupes et de leurs idées forces, cette radicalisation des prises de positions sur la ville et cet intérêt croissant de la pensée de gauche, ici « révolutionnaire », pour le fait urbain.

[270] BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, Sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Créteil, 2000.

1 - L'IS et la subversion de l'espace urbain

L'Internationale situationniste est un groupe d'avant-garde artistico-révolutionnaire fondé le 27 juillet 1957 lors de la « Conférence de Cosio d'Arroscia » réunissant des artistes expérimentaux de l'Europe de l'Ouest. Il s'agit, comme le surréalisme dont elle découle indirectement, d'une « avant-garde progressiste » ou « engagée » au sens de Manfredo Tafuri, s'opposant aux « avant-gardes réactionnaires » (de type modernistes, formalistes), c'est-à-dire se présentant comme « intervention politique » immédiate[271], pratiquant l'ironie, le jeu, le « négatif » et prônant la révolution politique dans une situation et un contexte non-révolutionnaire. Elle émane du rassemblement de différents groupes artistiques :

- tout d'abord l'Internationale lettriste comprenant des poètes et cinéastes français d'avant-garde, avatar du surréalisme d'avant-guerre : Guy Debord, Gil J. Wolman, Michèle Bernstein, Mohamed Dahou. Cette organisation est d'inspiration à la fois libertaire et marxiste. Elle est fondée en 1952, en rupture avec « l'aile droite » du mouvement lettriste d'Isidore Isou (1946) qui inaugura la « poésie onomatopéique » et le cinéma sans image au même moment où John Cage inaugurait, aux Etats-Unis, la « musique silencieuse ».

- le « Mouvement international pour un Bauhaus imaginiste » italo-hollandais comprenant des plasticiens (Asger Jorn, Giuseppe Pinot-Gallizio). Crée en 1954 en réaction au fonctionnalisme et au nouveau Bauhaus d'Ulm, le MIBI dérivé du Groupe expérimental *Cobra* (Copenhague-Bruxelles-Amsterdam) - comprenant entre autre le peintre hollandais Constant et le danois Jorn - visait l'élaboration d'un « art unitaire ». *Cobra* était lui-même issu de la réunion du groupe belge « Surréalisme révolutionnaire », du groupe danois « Host », et du groupe hollandais « Reflex », mais en rupture avec le surréalisme, tout comme l'Internationale lettriste.

- le « Comité psychogéographique de Londres », créé pour l'occasion par le peintre britannique Ralph Rumney et dont il fut, jusqu'à sa mort en 2002, le seul et unique membre.[272]

Parler en quelques mots de ce mouvement n'est pas une entreprise facile. Mais résumer abusivement la conséquente production théorique situationniste[273] par un leitmotiv récurrent est possible : il s'agit de « passionner la vie quotidienne », notamment par l'introduction de l'art dans cette quotidienneté. Passionner aussi le décor de cette vie quotidienne, c'est-à-dire l'urbain qui subit, en France, pendant la période des trente glorieuses, une urbanisation et un urbanisme que les situationnistes sont parmi les premiers à critiquer, et avec le plus de virulence. Pour passionner cette vie quotidienne urbaine, les situationnistes proposent la « construction des situations », « moment de

---

[271] TAFURI (Manfredo) (1973), *Projet et utopie de l'avant-garde à la métropole*, trad., Paris, Dunod, 1979.
[272] RUMNEY (Ralph), *Le Consul*. Contribution à l'histoire de l'Internationale situationniste et son temps (entretiens avec Gérard Berréby), volume 2, Paris, Allia, 1999.
[273] Cf. la revue qu'ils publièrent entre 1958 et 1969 : *Internationale situationniste (1958-1969)*, n°1 à 12, édition augmentée, Paris, A. Fayard, 1997.

la vie concrètement et délibérément construit par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'événements »[274], ou « construction concrète d'ambiances momentanées de la vie, et leur transformation en une qualité passionnelle supérieure », par l'action sur « le décor matériel de la vie » autant sur « les comportements qu'il entraîne et qui le bouleversent. »[275] Nous nous trouvons ici en pleine « critique artiste » au sens de Boltanski et Chiapello[276], c'est-à-dire dans une critique qualitative des méfaits du capitalisme, notamment en ce qui concerne la ville et la vie quotidienne. Cette critique va aboutir à différentes formes d'instrumentalisation subversive de l'espace urbain, langagière, symbolique, mais aussi utopique et même pratique.

- De la critique de la vie quotidienne à celle de la ville moderne

Les membres de l'Internationale situationniste ne sont pas des « intellectuels » à proprement parler. Ils ne sont pas non plus issus d'une *intelligentsia* bourgeoise. Nous n'avons pu nous renseigner que sur les origines sociales des anciens lettristes[277] et des étudiants de Strasbourg. Il s'avère qu'à part Michèle Bernstein, cofondatrice de l'Internationale, la majorité des membres, et même Guy Debord, est issue d'un milieu modeste. Nous avons également appris que Guy Debord, par exemple, n'avait comme diplôme que son baccalauréat[278], bien qu'il ait suivi, avec Raoul Vaneigem, l'autre éminence grise du groupe, et de Michèle Bernstein des cours de sociologie délivrés par Henri Lefebvre. C'est le cas également des étudiants en sociologie de l'Université de Strasbourg « recrutés » par l'IS en 1966 - Mustapha Khayati, Théo Frey et Jean Garnault -, qui n'ont pas poussé plus loin leurs études. Il s'agirait donc, pour les Français du moins, d'autodidactes. L'Internationale lettriste comprenait par exemple une grande proportion de jeunes marginaux parisiens.

Du point de vue des classes d'âge, si l'on s'en réfère aux « renseignements situationnistes », systématiquement publiés dans la revue, l'âge moyen dans l'Internationale s'élevait à vingt-neuf ans et demi à sa fondation et est rapidement passée à trente-deux ans en 1959.[279] Il s'agit donc d'un groupe relativement jeune, fait que renforce les adhésions successive d'étudiants politisés et agitateurs (ceux de Strasbourg : Théo Frey, Edith Frey, Jean Garnault et Mustapha Khayati en 1966, et les « Enragés de Nanterre » de 1968 comme René Riesel)… Seuls quelques-uns tels Debord (né en 1931), le peintre Asger Jorn (né en 1914), l'architecte hollandais Constant Nieuwenhuis (né en 1920), le danois Jeppesen Victor Martin ou le belge Raoul Vaneigem (né en 1934) sont plus âgés, ceux-là même qui

---

[274] *I.S.* n° 1, juin 1958, p. 13.
[275] DEBORD (Guy) (1957), « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale », annexe in : *Internationale situationniste (1958-1969), n°1 à 12, édition augmentée*, Paris, A. Fayard, 1997, p. 697.
[276] BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Ève), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
[277] Cf. le témoignage de Jacqueline de Jong dans les *Nuits magnétiques. L'Internationale situationniste*, le 9 mai 1996 : « Notre Société est bâtie sur le secret ».
[278] GONZALVEZ (Shigenobu), *Guy Debord ou la beauté du négatif*, Paris, Mille et une nuits, 1998.
[279] « Renseignements situationnistes », *I.S.* n° 3, décembre 1959, pp. 16-17.

auront le plus d'influence au sein de l'Internationale situationniste et dans son avancée théorique et organisationnelle.

Mais ces caractéristiques n'empêchent pas toutefois les rencontres avec certains de leurs aînés membres de l'*intelligentsia* artistique ou universitaire : des artistes d'avant-garde comme ceux de la *Beat Generation* (William Burroughs…), les « intellectuels révolutionnaires » des revues *Arguments* et *Socialisme ou barbarie*, qui partagent peu ou prou leurs idées marxistes, conseillistes, anti-staliniennes et autogestionnaires, en tête desquels Henri Lefebvre, qui, au moins pour un temps, apparaît comme une sorte de mentor pour Debord et ses acolytes.[280] Mais l'influence de Lefebvre sur les situationnistes au début des années soixante provient davantage de sa théorisation critique de la vie quotidienne que de son intérêt, plus tardif, pour la sociologie des villes.[281] Reprenant la méthode dialectique de Marx, lors de la parution de son livre *Critique de la vie quotidienne* en 1947[282], Lefebvre tente de percevoir les contradictions internes à la vie quotidienne en étendant la notion marxiste d'aliénation à la vie « réellement vécue », en se basant sur la « critique de l'individualité » (dont le thème central est la conscience privée), la « critique de la mystification » (la conscience mystifiée), la « critique de l'argent » (le fétichisme et l'aliénation économique), la « critique des besoins » (l'aliénation psychologique et morale), la « critique du travail » (l'aliénation du travailleur) et la « critique de la liberté » (le pouvoir de l'homme sur la nature et sur sa propre nature) déjà présentes chez Marx.[283] Ainsi, l'homme ne serait pas seulement aliéné dans l'entreprise mais aussi partout où il va, dans la ville et jusqu'à son domicile. Selon Lefebvre, « le marxisme, dans son ensemble, [serait] donc bien une critique de la vie quotidienne »[284], thème novateur à l'époque et que s'empresseront, de toute évidence, de reprendre les situationnistes lorsqu'ils déclareront vouloir « passionner la vie quotidienne »[285], en analysant – presque systématiquement dans leur revue – le « vide des loisirs et de la vie dans la société actuelle »[286] et lorsqu'ils critiqueront radicalement la société de « consommation qui standardise l'image du bonheur »[287] alors que la vie quotidienne est aliénée et qu'une critique de cette vie reviendrait à son dépassement. Ainsi naît l'idée de la « révolution dans la vie quotidienne » tant prônée par les situationnistes, et cette « critique artiste » de l'aliénation de la vie quotidienne urbaine.

---

[280] Pour les détails de la brouille entre Henri Lefebvre et les situationnistes, nous renvoyons à notre mémoire de DEA : BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, Sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Créteil, 2000.

[281] Si Lefebvre réalisent quelques études de sociologie urbaine dès le début des années soixante, comme celle, célèbre sur Lacq-Mourenx (LEFEBVRE (Henri), « Les Nouveaux ensembles urbains (un cas concret : Lacq-Mourenx) », in : *Revue française de sociologie*, 1960, réédité dans *Du Rural à l'urbain*, *op. cit.*, 1970), l'essentiel de ses travaux et publications sur la question datent de la période 1968 (*Le Droit à la ville*) – 1974 (*La Production de l'espace*).

[282] LEFEBVRE (Henri) (1947), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1: *Introduction*, Paris, L'Arche, 1958.

[283] LEFEBVRE (Henri) (1947), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 : *Introduction*, Paris, L'Arche, 1958.

[284] *Ibid.*, p. 161.

[285] « Les Souvenirs au dessus de tout », *I.S.* n° 2, décembre 1958, p. 3.

[286] Voir par exemple « Sur l'emploi du temps libre », in : *I.S.* n° 4, juin 1960, p. 3.

[287] *I.S.* n° 5, décembre 1960, p. 8.

Les situationnistes se rapprochent également de Lefebvre dans leur théorisation de la manière dont l'homme peut sortir, se libérer, de cette aliénation. Chez les situationnistes, il s'agit de la création et de la construction de « situations », chez Lefebvre, des « moments » qu'il théorise en 1959 et qui se rapprochent par bien des aspects des premières. Ces moments, « formés à l'intérieur de chaque conscience individuelle ou sociale » seraient « des durées intérieures à elles-mêmes pendant un certain laps de temps »[288] (les moments de l' « amour », du « rêve », du « jeu »…) et consisterait les brèches ou les failles temporaires dans la quotidienneté aliénée et aliénante. Le numéro quatre de la revue situationniste analyse ces points communs existants entre les concepts de « moment » et de « situation » après avoir donné cette définition des moments par Lefebvre :

> « Cette intervention se traduirait, au niveau de la vie quotidienne, par une meilleure répartition de ses éléments et de ses instants dans les "moments", de manière à intensifier le rendement vital de la quotidienneté, sa capacité de communication, d'information, et aussi et surtout de jouissance de la vie naturelle et sociale. La théorie des moments ne se situe donc pas hors de la quotidienneté, mais s'articulerait avec elle en s'unissant à la critique pour introduire en elle ce qui manque à sa richesse. Elle tendrait ainsi à dépasser, au sein du quotidien, dans une forme nouvelle de jouissance particulière unie au total, les vieilles oppositions de la légèreté et de la lourdeur, du sérieux et de l'absence de sérieux. […] Les moments construits en situations pourraient être considérés comme les moments de rupture, d'accélération, les révolutions dans la vie quotidienne individuelle ».[289]

Les situationnistes, dans cet article, définissent la situation, par opposition au moment lefèbvrien, comme un moment volontairement créé et organisé, alors que le moment, lui, bien que libérateur de l'aliénation, serait plus subi. De plus, la situation ne serait pas « répétable comme le moment » ni repérable et « définissable » comme lui, cependant qu'ils sont tous deux « en même temps proclamation d'absolu et conscience du passage ». En effet, pour Lefebvre, la liberté consisterait en un choix de changement de ces moments, ce qu'approuvent les situationnistes.

Mais les liens avec Lefebvre ne sont pas les seuls à être observables. La revue des situationnistes dénote ainsi une acculturation certaine de ses membres ou rédacteurs pour la littérature sociologique de son époque, en plus de la littérature marxiste-hégélienne (Ecole de Francfort, notamment). Comme pour les artistes d'avant-garde qui leur sont contemporains ou l'*Intelligentsia* parisienne en général (cinéastes de la « nouvelle vague », surréalistes et lettristes, écrivains), les allusions aux sociologues français se résument souvent à des critiques (Georges Lapassade, Alain

---

[288] LEFEBVRE (Henri) (1959), *La Somme et le reste*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989., p. 234.
[289] « Théorie des moments et construction de situations », *I.S.* n° 4, juin 1960, pp. 10-11.

Touraine) ou leur travaux sont simplement détournés ou moqués.[290] Les sociologues de l'urbain sont, par contre, un peu mieux traités.

C'est le cas, notamment, d'Henri Raymond qui est mentionné dans le numéro 6 de l'*IS* en 1961[291], et que l'on félicite pour ses travaux sur les villages de vacance du Club-Med, pour avoir mis en évidence le « mécanisme du spectacle qui y recrée, sur le mode du jeu, les rapports de la société globale », cependant, l'on regrette qu'il parle de « la multiplicité des contacts humains, par exemple, sans reconnaître que l'augmentation simplement quantitative de ces contacts les laissaient aussi plats et inauthentiques que partout ailleurs ».[292] On y retrouve également des citations ou des allusions éparses à Françoise Choay[293], Burgess, de l'Ecole de Chicago et à sa théorie « de la répartition des activités sociales en zones concentriques définies »[294], à Lewis Mumford ou encore à un jeune nom de la pensée urbaine influencé par Lefebvre : Hubert Tonka, participant alors à une revue d'urbanisme révolutionnaire : *Utopie*.[295]

Nous trouvons même, dès le premier numéro de la revue, une allusion faite à Paul-Henry Chombart de Lauwe, sous la forme d'une reprise détournée de son « relevé de tous les trajets effectués en un an par une étudiante habitant dans le XVI^{e} arrondissement », schéma présenté par ce dernier dans son ouvrage *Paris et l'agglomération parisienne* (Paris, PUF, 1952).[296] Il s'agit d'une reprise complétée dans le numéro deux de la revue qui donne cette citations du sociologue de la classe ouvrière à Paris : « Un quartier urbain n'est pas déterminé seulement par les facteurs économiques mais par la représentation que ses habitants et ceux des autres quartiers en ont […] L'étroitesse du Paris réel dans lequel vit chaque individu […] est géographiquement un cadre dont le rayon est extrêmement petit ».[297] Chombart sera néanmoins taxé d' « intellectuel catholique » cinq années plus tard, en 1966.[298]

Cet intérêt pour les études de sociologie urbaine ne fait que masquer un intérêt plus profond pour la ville, et notamment pour Paris, le théâtre d'action privilégié des situationnistes. Pour le dire rapidement, ces derniers sont à la fois nostalgiques du vieux Paris populaire et de sa banlieue et abhorrent foncièrement l'urbanisme moderne et l'architecture des barres et des tours. Le Corbusier, le fonctionnalisme de la *Chartes d'Athènes* et l'esthétique du *Bauhaus* sont d'ailleurs régulièrement

---

[290] Voir par exemple à ce sujet, RASPAUD (Jean-Jacques), VOYER (Jean-Pierre), *L'Internationale situationniste : Chronologie, bibliographie, protagonistes (avec un index des noms insultés)*, Paris, Champs libre, 1972.
[291] « Instructions pour une prise d'armes », *I.S.* n° 6, août 1961, p. 4.
[292] *Ibid.*
[293] *I.S.* n° 5, décembre 1960, p. 16.
[294] *I.S.* n° 2, décembre 1958, p. 20.
[295] *I.S.* n° 12, septembre 1969, p.83.
[296] *I.S.* n° 1, juin 1958, p. 28.
[297] *I.S.* n° 2, décembre 1958, p.19.
[298] « Décomposition et récupération », in : *I.S.* n° 10, mars 1966, p. 59.

critiqués dans les pages de la revue. Cette critique se constitue d'une critique artiste et d'une critique sociale et politique

Dès 1958 le peintre danois Asger Jorn publie, aux éditions de l'IS, un manifeste esthétique et artistique anti-fonctionnaliste – *Pour la forme*[299]–, contenant diverses réflexions qui sont à la base de la pensée esthétique des situationnistes en ce qui concerne l'architecture. Dans cet ouvrage, il s'en prend au fonctionnalisme du Bauhaus et de Le Corbusier dont il reconnaît les aspects révolutionnaires et esthétiques (car « nouveaux ») en les replaçant dans leur époque, mais dont il critique le programme de standardisation qui rend le fonctionnalisme anti-esthétique et « ennuyeux ».[300] On y retrouve à peu près les mêmes considérations sur le fonctionnalisme que celle que le philosophe marxiste Ernst Bloch établit à la même époque, regrettant la période baroque, fustigeant la géométrie des villes et de leurs édifices en tant que symboles du pouvoir bourgeois et de l'aliénation.[301]

> « L'architecture fonctionnelle reflète et même redouble le caractère glacial du monde de l'automation qu'est celui de la société marchande, de son aliénation, de ses hommes divisés par le travail, de sa technique abstraite. »[302]

L'anti-fonctionnalisme virulent des situationnistes, s'exprimant par exemple dans la critique de la fameuse « Cité radieuse » de Le Corbusier à Marseille et de son « style caserne »[303] ou de l'urbanisme de Brasilia par Niemeyer et Costa, symbole d'une « architecture des fonctionnaires, […] instrument de la bureaucratie »[304], est déjà présent dans la revue de l'Internationale lettriste, *Potlatch*. Il est en quelque sorte renforcée par l'arrivée du MIBI de Jorn. Les préférences des situs vont à des constructeurs d'antan comme le facteur Cheval et son « Palais idéal », premier symbole d'une « architecture du dépaysement », comme Louis II de Bavière et ses « châteaux factices »[305], tout admiratifs qu'ils sont pour le baroque, ou encore comme Claude-Nicolas Ledoux.

Mais cette critique du fonctionnalisme est aussi plus foncièrement politique, basée sur l'anti-technicisme et l'anti-technocratisme, faits communs à tous les mouvements d'extrême gauche d'après-guerre. L'urbanisme moderne des années 1950-1960 est, avant tout, pour les situationnistes, un instrument d'aliénation du prolétaire que met en place la bureaucratie au pouvoir pour servir ses propres intérêts. Ainsi, la séparation des fonctions, le *zoning*, ne serait qu'un moyen de mieux asservir le travailleur, en régissant son travail, ses loisirs, en lui dictant où habiter pour pouvoir – pourrions-

---

[299] JORN (Asger), *Pour la forme, ébauche d'une méthodologie des arts*, Paris, Internationale situationniste, 1958.
[300] « Contre le fonctionnalisme », *Id.*
[301] BLOCH (Ernst) (1959), *Le Principe espérance*, tome 2 : *Les Épures d'un monde meilleur*, Paris, NRF-Gallimard, 1982,, pp. 351-356.
[302] BLOCH (Ernst) (1959), *Le Principe espérance*, tome 2 : *Les Épures d'un monde meilleur*, Paris, NRF-Gallimard, 1982.
[303] « Construction de taudis », in : *Potlatch* n° 3, 6 juillet 1954, réédité dans *Guy DEBORD présente Potlatch* (1954/1957), Paris, Folio-Gallimard, 1998, pp. 25-26.
[304] *I.S.* n° 6, août 1961, p. 9.
[305] « Prochaine planète », *Potlatch* n° 4, 13 juillet 1954, *op. cit.*, pp. 32-33.

nous dire, si nous n'avions pas peur d'extrapoler – mieux le contrôler. Cet urbanisme réalisé par des spécialistes de l'Etat est donc, pour les situationnistes ainsi que pour beaucoup d'autres, synonyme d'aliénation étatique. La formule situationniste qui illustre peut-être le plus cette idée est celle d' « urbanisme policier » qui jonche les pages des revues *Potlatch* et *Internationale situationniste* du début à la fin. Le développement des grands ensembles, notamment en France et en région parisienne, est par conséquent une préoccupation forte des situationnistes. L'un des exemples le plus souvent mentionné dans l'*Internationale situationniste* est l'exemple de Sarcelles, en banlieue parisienne, où la « situation collective a été calculée »[306], et où les « techniques de confort » sont imposées.[307] Ce grand ensemble sert également d'exemple pour illustrer la théorie selon laquelle « le capitalisme moderne [inscrirait] dans le décor de la vie la fusion de ce qui a été opposé en tant que pôles positif et négatif de l'aliénation, en un "équateur de l'aliénation"». Ainsi, les cités nouvelles du type Sarcelles seraient des « laboratoires de cette société étouffante […] où tous les loisirs promettent d'être réunis en un seul centre».[308]La construction des grands ensembles est alors, selon les situationnistes, pour résumer, un symptôme du capitalisme moderne, une de ses aliénations étendue à la vie quotidienne sous forme de conditionnement, entraînant bien sûr isolement, ségrégation et soumission du travailleur.

C'est donc aussi l'aspect social de l'urbanisme et de l'urbain qui sert de base à la critique de l'urbanisme et de la ville « modernes » au sein de l'IS. On peut en voir les traces dans l'ouvrage phare que son leader publie en 1967, et qui aura par ailleurs une influence indiscutable et reconnue sur les gauchistes de mai 68 :

> « Pour la première fois une architecture nouvelle, qui à chaque époque antérieure était réservée à la satisfaction des classes dominantes, se trouve directement destinée *aux pauvres*. […] Les "villes nouvelles" de la pseudo-paysannerie technologique inscrivent clairement dans le terrain la rupture avec le temps historique sur lesquelles elles sont bâties ; leur devise peut-être : "Ici même, il n'arrivera jamais rien, et *rien n'y est jamais arrivé*." »[309]

Les situationnistes insistent ainsi sur la notion « d'ennui » qui serait inhérente à la vie dans les grands ensembles, notamment chez les jeunes, ce qui renvoie bien évidemment à l'absence de « ludique » dans l'urbanisme fonctionnel, qu'ils reprennent à Lefebvre. Ils citent en exemple pour cela la ville nouvelle de Lacq-Mourenx, sur laquelle Henri Lefebvre a justement effectué une étude sociologique et commis un article concernant l'absence de « supra-fonctionnel » et l'ennui que provoque ce type d'urbanisme.[310] Ils reprennent également les faits-divers (suicides) qui sont de plus

---

[306] « L'Avant-garde de la présence », *I.S.* n° 8, janvier 1963, p. 20.
[307] VANEIGEM (Raoul), « Banalités de base II », *Ibid.*, p. 34.
[308] « L'Urbanisme comme volonté et comme représentation », in : *I.S.* n° 9, août 1964, p. 12.
[309] DEBORD (Guy) (1967), *La Société du spectacle*, Folio, Paris, Gallimard, 1999.
[310] LEFEBVRE (Henri), « Les Nouveaux ensembles urbains (un cas concret : Lacq-Mourenx) », in : *Revue française de sociologie*, 1960, réédité dans *Du Rural à l'urbain*, *op. cit.*, 1970, pp. 109-128 ; « Critique de l'urbanisme », *I.S.* n° 6, août 1961, p. 8.

en plus médiatisés dans la presse nationale au cours des années soixante, et qui véhiculent l'idée de « pathologies urbaines », des pathologies psychiques et/ou sociales inhérentes aux grands ensembles et plus largement à la vie urbaine contemporaine.

Les rénovations urbaines sont également mises à l'index en tant qu'elles défigurent le centre, autrefois populaire, de la capitale. Les situationnistes regrettent ainsi que le « centre de Paris [soit] radicalement remodelé par l'organisation de la circulation automobile ».[311]

Contre cet urbanisme aliénant et aliéné, les situationnistes proposent un « urbanisme unitaire », « théorie de l'emploi de l'ensemble des arts et techniques concourant à la construction intégrale d'un milieu en liaison dynamique avec des expériences du comportement ».[312] L'urbanisme unitaire est un art « unitaire » et collectif permettant de changer la vie quotidienne en changeant son environnement immédiat, la ville. Les situationnistes parlent ainsi à son sujet de « création unitaire et collective déjà annoncée par la décomposition des arts individuels », « de décors complets et de comportements en relation avec ces décors », « des perspectives sociales, psychologiques et artistiques concourant à une même hypothèse de synthèse, au niveau du style de vie » capables de remédier aux « problèmes d'habitation, de circulation et de récréation ». [313] La création de situations, elle, ne serait qu'un moyen d'approcher et de concourir à l'urbanisme unitaire, qui lui, reviendrait à la construction d'une ambiance générale. La construction de situations et donc une sorte de répétition – d'expérimentation – de l'urbanisme unitaire. Mais, en tant qu'unitaire et collectif, cet urbanisme serait, dans l'utopie situationniste, celui du peuple, exprimant ses désirs, sans intervention des « spécialistes » de l'espace et des « technocrates ».

Chez les situationnistes, la révolution attendue doit ainsi se réaliser dans la ville et se maintenir par elle, par son instrumentalisation. Par leur utilisation révolutionnaire de l'espace urbain, ils espèrent ainsi sans doute répondre aux dirigeants avec la même arme qu'eux, car chacun instrumentalise la ville selon ses propres besoins, ses propres intérêts, sa propre « idéologie ». L'urbanisme unitaire, se déclinant, comme on va le voir, en différentes sortes d'instrumentalisation effective de l'espace urbain, est l'idée « révolutionnaire » des situationnistes entre toutes.

> « La plus grande idée révolutionnaire à propos de l'urbanisme n'est pas elle-même urbanistique, technologique ou esthétique. C'est la décision de reconstruire intégralement le territoire selon les besoins du pouvoir des Conseils de travailleurs, de la *dictature anti-étatique* du prolétariat, du dialogue exécutoire. Et le pouvoir des Conseils, qui ne peut être effectif qu'en transformant la totalité des

[311] « Le Monde dont nous parlons : L'urbanisme comme volonté et comme représentation », in : *I.S.* n° 9, août 1964, p. 12.
[312] *I.S.* n° 1, juin 1958, p.13.
[313] DEBORD (Guy), CONSTANT, « La Déclaration d'Amsterdam », *I.S.* n° 2, décembre 1958, pp. 31-32.

conditions existantes, ne pourra s'assigner une moindre tâche s'il veut être reconnu et *se reconnaître lui-même* dans son monde… »[314]

- L'instrumentalisation subversive de la ville

La ville, on l'aura compris, est tout d'abord perçue et appréhendée par les situationnistes en ce qu'elle a d'aliénant (la ville spectaculaire). Mais cette même ville est ensuite instrumentalisée – expérimentée –, en tant, justement, qu'elle doit constituer la base du changement social, le socle qui doit soutenir la révolution culturelle et le ciment qui doit la solidifier. Les situationnistes se proposent donc d'une manière générale, d'en explorer les potentialités.

La dialectique entre le statut de l'espace urbain comme objet de critiques et son statut d'objet révolutionnaire est ici pleinement posée. Les situationnistes ont joué avec cette dialectique – ont dépassé cette opposition – en faisant d'elle la base théorique de leurs conceptions artistiques et révolutionnaires : la vie est aliénée dans la ville mais la libération ne peut se faire que dans la ville. Elle devient ainsi cause et instrument pratique de la révolution, que les membres de l'IS instrumentalisent et subvertissent au quotidien.

Nous pouvons subdiviser cette instrumentalisation de la ville selon trois niveaux différents : la subversion par le « détournement », l'expérimentation et par l'utopie.

Le « détournement » est l'une des marques de fabrique de l'IS, qui pratique, comme les surréalistes mais de manière plus radicale, la récupération d'objets artistiques pré-existants pour en subvertir le sens et les symboles. C'est surement, d'ailleurs, le « détournement » de bandes-dessinées et d'œuvres cinématographiques qui a le plus été pratiqué par les lettristes puis les situationnistes. Mais cette pratique, ils l'appliquent également à l'objet urbain. Ils proposent, ainsi, de détourner les objets urbains de leur utilisation première (héritée de l'aménagement autoritaire), voire la construction artificielle d' « ambiances » inappropriées aux lieux (comme, par exemple, la diffusion de sons enregistrés dans un endroit dans un autre endroit), mais toujours dans une perspective ludique et de déstabilisation de l'usager, de manière à briser les repères, mais aussi les valeurs et usages imposés par l'espace aliénant. Cette méthode du détournement appliqué à la ville sera théorisée par Debord et Wolman en 1956, dans le huitième numéro de la revue surréaliste révolutionnaire belge *Les Lèvres nues* à laquelle les lettristes participent régulièrement à la fin des années 1950.[315] Les auteurs déclarent ainsi que « si le détournement était étendu aux réalisations urbanistiques, il ne resterait que peu de gens non affectés par une exacte reconstruction dans une seule ville d'un quartier entier d'une autre. La vie ne pourra jamais être moins déstabilisante: les détournements, à ce stade la rendraient vraiment

[314] DEBORD (Guy), *La Société du spectacle*, Buchet-Chastel, Paris, 1967.
[315] « Mode d'emploi du détournement », *Les Lèvres nues* n° 8, 1956.

belle ». Ce détournement est même appliqué à la toponymie des lieux, notamment des noms de rue parisiennes, participant à la subversion de la ville dans le discours.[316]

Le deuxième type d'instrumentalisation de l'espace urbain, d'ailleurs lié au détournement, réside dans la « dérive urbaine », que les situationnistes pratiquent à la suite des surréalistes, mais qu'ils systématisent et théorisent. Cette dérive, visant le dépaysement (et donc la dés-aliénation) par le passage à travers des « ambiances variées »[317], vise aussi, comme chez les surréalistes et André Breton, l'exploration de l'inconscient, notamment par « les influences du milieu » sur celui-ci (lieux repoussants, attirants, sans intérêt). Mais elle vise surtout le repérage des lieux susceptibles d'accueillir les « situations », qui sont ensuite retranscrit carthographiquement, à l'aide de la « psycho-géographie », discipline artistique et pseudo-scientifique empruntant ces concepts à la psychologie et à la géographie physique, qu'elle applique aux grandes agglomérations (Paris, Amsterdam, notamment). La psychogéographie, inventée par un hypothétique « kabyle illettré »[318], consiste, en résumé, en « l'étude des effets précis du milieu géographique, consciemment aménagé ou non, agissant directement sur le comportement affectif des individus ».[319] La dérive, quant à elle, appliquant sur le terrain les présupposés artistiques situationnistes, constitue, dans son esprit-même, une subversion de l'espace public, « spectaculaire » et aménagé. Il s'agit, certes, « d'un essai primitif d'un nouveau mode de comportement […] et d'un moyen d'étude de la psychogéographie et de la psychologie situationniste »[320], mais aussi d'un prétexte à la critique de l'urbanisme, de l'architecture et de l'organisation spatiale – voire sociale – des villes. Par son aspect tantôt présenté comme ludique (usages de stupéfiants, d'alcool, « tournée de bars »), tantôt comme véritablement dramatique (présenté comme extrêmement risqué pour le psychisme, voire la vie de celui qui dérive), il s'agit surtout d'une subversion dans et par la pratique : nul n'est en effet censé errer ou « dériver » dans l'espace public, encore moins en état d'ébriété et pour fomenter la révolution ; du moins est-ce la conception majeure…

Le dernier degré d'instrumentalisation de la ville chez les situationnistes réside dans l'utopie elle-même. Ainsi, la subversion des lieux et leur détournement ne sont pas les seules utilisations de l'espace par les situationnistes pour parvenir à leur fin – la révolution politique, culturelle et de la vie quotidienne. Ils ont été jusqu'à proposer un espace capable d'accueillir la nouvelle société qu'ils

---

[316] BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII, Créteil, 2000
[317] *I.S.* n° 1, 1958.
[318] *Les Lèvres nues*, n°6, 1955.
[319] *I.S.* n° 1, 1958.
[320] DEBORD (Guy), « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale », annexe in : *Internationale situationniste (1958-1969), n°1 à 12, édition augmentée*, Paris, A. Fayard, 1997, pp.689-701.

rêvent de construire. Ainsi, ne se contentant pas de critiquer les organisations sociales et spatiales de leur temps, ils ont été jusqu'à proposer, quoique dans un cours laps de temps (au début de l'Internationale), une société modèle dans un espace modèle : la civilisation de l' « *homo ludens* » dans la *New Babylon*, véritable utopie urbaine et œuvre du peintre hollandais Constant. Cette ville imaginaire est basée sur la flexibilité, corollaire et matérialisation spatiale de la construction de situations. Le principe de base de cette ville est qu'elle n'est pas figée, qu'elle est changeante selon le bon vouloir et l'humeur de ses habitants. Rien n'est à priori imposé dans la *New Babylon*. Basé sur le concept d'urbanisme unitaire, l'aménagement intérieur de cette ville suspendue est réalisé par les habitants eux-mêmes avec des matériaux flexibles, « ultra-légers » et isolants, favorisant par-là même le changement perpétuel. Ainsi, les murs traditionnels sont remplacés par des écrans modulables et interchangeables. La place la plus importante est réservée à l'espace public, c'est-à-dire l'espace des rencontres, du jeu, de la dérive continue et de la construction de situations. Enfin, la *New Babylon* est basée sur le concept de « désorientation » cher aux situationnistes : un espace labyrinthique favorable au dépaysement, à la surprise, au « jeu » et à la dérive.

Pour la décrire formellement, la New Babylon est d'abord une ville en réseau constituée d'unités appelées secteurs ayant chacun une ambiance et une couleur dominantes (le Secteur jaune pour le jeu…). Ces secteurs, formant un réseau continu, sont construits sur pilotis, laissant le sol libre pour la circulation et les trafics automobile et ferroviaire, les « réunions publiques »…[321] Le sous-sol, lui, est consacré aux usines automatisées nécessaires à l'approvisionnement et à la survie de la population. Il s'agit en fait d'une « ville suspendue » dont les toits-terrasses servent le trafic aérien, accueillent des aires de jeux, des promenades vertes… Le niveau intermédiaire construit comprend les « habitations collectives suspendues […] dans une construction spatiale continue et dégagée du sol » où l'habitant vit la plupart du temps dans un espace public confiné et artificiel (climatisation, éclairage artificiel). La rue elle-même est supprimée dans cet « espace social continu ». A l'intérieur de cet espace, des équipes situationnistes s'emploieront à reproduire des ambiances, au moyen de la construction de situations, à l'aide de bruits, d'odeurs et de jeux de lumière, favorisant ainsi l'aspect ludique de la ville.

La *New Babylon* n'est pas concevable dans la société existante, c'est pourquoi Constant imagine une société nouvelle basée sur le jeu et la technologie, empruntant ainsi à la fois aux situationnistes et aux futuristes, mais surtout à l'essayiste et historien néerlandais Johan Huizinga.[322] En effet, le postulat principal de Constant, sa principale prospective, est que l'automation grandissante de la société mondiale va permettre, sur le long terme, la fin du travail, le « non-travail » nécessaire au développement d'une société basée sur le ludique.

---

[321] CONSTANT, « Une Autre ville pour une autre vie », in : *I.S.* n° 3, décembre 1959.
[322] HUIZINGA (Johan), *Homo ludens. Essai sur la fonction sociale du jeu*, Paris, Gallimard, trad., 1951.

Dans la société *new-babylonienne*, l'homme libéré du travail sera alors libéré d'une grande partie de son aliénation, une nouvelle civilisation basée sur le concept du jeu situationniste permettra de l'en délivrer totalement. Cette société utopique, c'est la société de l'*homo ludens*, c'est-à-dire le contraire de la société utilitariste de l'*homo faber*.[323] Le *new-babylonien* sera aussi un nomade qui ne devra pas avoir d'habitation permanente, de manière à lutter contre l'ennui et à agir pour le dépaysement perpétuel, c'est pourquoi les cloisons intérieures de la *New Babylon* sont modulables : ce sont les rapports sociaux dans l'espace public qui priment ici, l'habitat individuel n'est que secondaire, voire fustigé. Nomade, l'habitant de la *New Babylon* le sera aussi dans son comportement, ainsi la « dérive continue » lui permettra de rechercher et de rencontrer des expériences nouvelles. Il sera enfin créateur, dans le sens où il créera lui-même son environnement, son habitat et les ambiances qui y sont attachées.

La flexibilité urbaine et architecturale de la *New Babylon* devra donc permettre de répondre à la mobilité sociale, au besoin de création de l'individu et de la collectivité et à leur propension naturelle au jeu. Il paraît important, ici, de mentionner, comme l'a déjà fait Michel Ragon[324], que cette conception de la société suppose une propriété commune du sol et des modes de production, de manière à permettre cette mobilité physique et sociale de la ville. Ceci nous renvoie aux conceptions marxistes et aux mots d'ordre des révolutionnaires de toutes tendances. La société new-babylonienne serait ainsi une société communiste réalisée, dépassant la propriété privée, comme le souhaitait déjà Proudhon en son temps.

La dimension temporelle joue aussi un rôle essentiel dans cette ville non-figée, puisque les microstructures que constituent les secteurs seront en transformation continuelle dans cette société ludique, créatrice et avancée technologiquement qui rejouera sans cesse sa création en rebâtissant toujours son environnement. Ainsi, la *New Babylon*, ville *dynamique*, devra s'étendre petit à petit au monde entier.

Mais la ville ludique et mobile qu'est la New Babylon, basée sur ces préceptes radicalement anti-fonctionnels, n'est qu'une utopie, une « provocation » selon les propres mots de Constant. Il a cependant eu un certain écho chez les *provos* hollandais qui ont de toute évidence, été fortement influencés par les conceptions urbanistiques de Constant, par ailleurs proche du mouvement. On pourrait penser la *New Babylon* comme un aboutissement de la pensée situationniste concernant la ville et sa subversion, or, Constant fut exclu dès 1960. L'épisode *New Babylon* sera donc éphémère dans la vie de l'Internationale, se situant à peu près à sa naissance, et l'on en reparlera plus ensuite dans les rangs situationnistes. Il n'en demeure pas moins qu'il reste une étape importante dans le cheminement intellectuel du groupe, portant à son paroxysme l'instrumentalisation de l'espace urbain,

---

[323] *Id.*
[324] RAGON (Michel), «New Babylon», *Urbanisme* n° 133, Paris, 1972, pp. 54-56.

radicalisant l'utilisation de la ville dans la pensée situationniste et allant plus loin qu'une simple subversion.

Cette **question de la ville comme instrument, et non enjeu, de la subversion** et de l'idée révolutionnaire, on le verra, peut également s'analyser dans d'autres pratiques. L'exemple du terrorisme urbain, de la légitimation des pratiques révolutionnaires urbaines, des événements de Mai 68 auxquels participèrent activement les situationnistes, oppose à l'analyse le caractère ambigu de cette question. Est-ce la réappropriation de la ville qui est en jeu, ou simplement son instrumentalisation et son caractère tactique dans une stratégie révolutionnaire plus globale ?

Mais il n'est pas temps de répondre à cette question, avant d'avoir exploré, toujours dans la perspective de description des mécanismes de politisation de la question urbaine pendant les trente glorieuses, les conceptions d'un autre groupe, moins marquant, mais tout aussi prolixe quant à ses considérations sur la ville.

2 - *Utopie* et la critique urbanistique

La revue *Utopie* est fondée en 1966 sous l'égide d'Henri Lefebvre. Elle publie son premier numéro en 1967 et son dernier en 1974. Comme l'IS, elle est largement influencée par les réflexions du penseur marxiste, et ses rédacteurs s'attachent à analyser et à dénoncer la répression et l'aliénation dans l'urbanisme et dans le fait urbain. Mais à la différence de cette première, plus portée sur l'art en général, ce « groupe » est plus spécifiquement marqué par la critique de l'architecture et de l'urbanisme. Cette critique constitue sa raison d'être.

Ceci s'explique par la composition même du groupe, dont les membres sont, d'une part globalement plus jeunes que ceux de l'IS – beaucoup sont encore étudiants –, et d'autre part, pour la plupart, de jeunes architectes, sociologues ou urbanistes ayant souvent déjà un pied au sein de l'Université. Son membre le plus actif est Hubert Tonka, qui est l'assistant d'Henri Lefebvre à l'Institut d'urbanisme et l'Université de Paris, présent également aux côté des architectes contestataires des Beaux-Arts à la fin des années soixante.[325] On y retrouve également les architectes Jean-Paul Jungmann, Antoine Stinco et Jean Aubert, ainsi que la paysagiste Isabelle Auricoste et l'urbaniste Charles Goldblum. Les sociologues qui composent le groupe sont de futurs grands noms de la sociologie – pas nécessairement urbaine – tels que Jean Baudrillard et René Lourau, alors tous deux assistants de Lefebvre en sociologie à la faculté de Nanterre. Lefebvre lui-même écrira un article dans le deuxième numéro de la revue.[326]

---

[325] Cf. *Infra*, deuxième partie, chapitre 2, II et III.
[326] LEFEBVRE (Henri), « De la science à la stratégie urbaine », *Utopie*, n° 2-3, Mai 1969, pp. 57-88 ; réédité sous forme de chapitre, *in :* LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, chapitre III.

Nous sommes donc, ici, en présence de jeunes intellectuels peu ou prou spécialisés dans la question urbaine, mais, en tout cas, dans une moindre marginalité que celle qui a présidé à la formation de l'Internationale lettriste. Ici, pas d'artistes « bohèmes » mais de jeunes intellectuels radicaux, qui comme leurs prédécesseurs, qui ne les mentionnent qu'une seule fois dans leur revue, proposent de subvertir la ville – cette fois simplement dans le discours et la théorie – et d'élaborer une nouvelle conception critique de l'urbanisme.

Malgré son nom, on se trouve, dans les pages de cette revue, a priori assez éloigné de toute considération utopique. Mais *a priori* seulement. Leur critique se base essentiellement sur la répression et l'aliénation capitalistes et étatiques, sur la consommation et la publicité dans le cadre des villes. On a affaire à un certain type de gauchisme qui juge que pour mettre fin à ces maux, les instruments privilégiés doivent être, justement, l'architecture et l'urbanisme. La stratégie révolutionnaire qui leur semble la meilleure consiste en une autre mode de production de l'espace non-capitaliste, basé sur l'auto-gestion et l'auto-organisation. Ces considérations font évidemment écho aux réflexions d'Henri Lefebvre mais aussi aux situationnistes du début (fin des années 1950 – début des années 1960), quand l'IS observa un glissement vers des objets moins « urbains », glissement qu'observera d'ailleurs également la revue *Utopie* une dizaine d'années plus tard.

C'est, paradoxalement, à partir de cette période de déclin des considérations sur l'urbanisme, et plus précisément dès le numéro 4 de la revue, en 1971, que l'on retrouve le plus de considérations théoriques sur l'utopie. A cette date, la revue change de format, devient plus petite. Les illustrations en disparaissent, même si cela ne correspond pas, comme pour l'IS à un renouvellement massif des effectifs (départ des architectes de l'IS). Les architectes et les urbanistes, avec à leur tête Hubert Tonka, dirigent toujours *Utopie*.

Dans les trois premiers numéros, de 1967 à 1969, on remarque un intérêt certain, par exemple, pour l'architecture mobile, gonflable et éphémère et plusieurs références au groupe anglais *Archigram* (illustrations, préoccupations pour la ville mobile, ludique, l'urbanisme de la participation, l'architecture gonflable, consommable et éphémère…). Il faut mentionner qu'écrivent dans ces numéros des architectes, membres du groupe Aérolande qui semblent disparaître du comité de rédaction dès le numéro 4, exception faite de Tonka. Ce groupe théorisera plus tard, dans un journal intitulé *L'Ivre de Pierres* (4 numéros de 1977 à 1983), sa conception d'une architecture textile et d'une utopie comme les années 1970 en verront fleurir tant d'autres. Il s'agit d'une ville gonflable - la *Bubble City*.[327] Les membres d'Aérolande proposent de même quelques projet architecturaux inspirés

---

Notons aussi qu'Henri Lefebvre qualifiera plus tard leur réflexion d'« utopie négative » car se méfiant de tout, y compris d'eux-mêmes, et ne proposant rien. Il prendra ses distances vis-à-vis d'eux ; *in :* LEFEBVRE (Henri), *Le Temps des méprises*, Paris, Stock, 1975.

[327] Aérolande, *L'Ivre de pierres*, Paris, n° 1, 1977, n°2, 1978, n°3, 1980.

de leur utopie, comme la transformation de la colline de Chaillot et du Champ de Mars selon un « urbanisme du désir » (Jean-Paul Jungmann, 1977) ; un projet de thermes à La Villette (Jean Aubert, 1977) dans un esprit de « réminiscence antique » ; un projet de réaménagement des Halles, avec, bien évidemment, le « trou » rebouché (Hubert Tonka, Jean Aubert, 1980). Ces croquis du groupe Aérolande font suite à un certain nombre de projets d'architectures pneumatiques (depuis 1968). Ils ne s'inscrivent cependant pas dans le cadre général de la revue *Utopie,* davantage portée sur la critique urbanistique, mais en marge, et plus tardivement.

Dès 1969, on peut lire dans le supplément au n° 2-3 intitulé « Urbaniser la lutte des classes », que le « phénomène utopique » (tel qu'on l'entend dans le sens commun) ne serait rien d'autre qu'une mystification qui « ne se donne pas les moyens de la transformation historique de la réalité [et] qui ne tient pas compte de la pratique sociale ». L'utopie ne servirait donc, à terme, qu'à « consolider l'ordre existant »[328] (ce qui signifierait, d'après notre définition, un type d'utopie « abstraite »)[329]. L'utopie, à l'instar de l'urbanisme, ne constituerait qu'un instrument bourgeois de la lutte des classes. La technique et le progrès, importants dans la plupart des utopies, sont bien sûr considérés comme des idéologie destinées à maintenir l'état des choses en faisant miroiter une évolution quelconque, les bases sociales et politiques de la société restant les mêmes. Hors de question, donc, de proposer une quelconque utopie techniciste et basée sur le progrès. [330]

En 1971, nous l'avons dit, la revue se réoriente vers une position plus critique. Du « stade de l'urbain révolutionnaire » prôné dans le premier numéro en 1967[331], on passe à l'utopie comprise comme analyse et critique. Plus que cela, on renvoie toutes les utopies dos à dos. Seuls Marx – et dans un registre parallèle – Charles Fourier, trouvent grâce aux yeux des membres, puisque leurs « utopies » trouvent le courage de « s'attaquer » au pouvoir. On peut même trouver en annexe du numéro 1 de la revue deux extraits de Fourier : l'un décrivant le phalanstère et l'autre qui prône notamment le principe de plaisir contre l'hypocrisie de la morale. L'utopie comprise comme « analyse et critique » renvoie cependant à quelque chose de plus: l'exploration des possibles que le commun des utopies ignore, puisque celles-ci se basent sur l'imaginaire en niant ces possibles, justement par le fait qu'elles sont « non-critiques » au départ.[332] L'utopie est loin d'être une fin en soi, et, pour paraphraser Henri Lefebvre, ici, c'est la contestation qui ouvre le champ des possibles. Selon Hubert

---

[328] *Urbaniser la lutte de classe,* supplément à *Utopie* 2 et 3, Paris, décembre 1969.
[329] CF. *Supra,* première partie, chapitre 1, II.
[330] Nous retrouvons là des considérations assez proches de Manfredo Tafuri, *in :* TAFURI (Manfredo) (1973), *Projet et utopie de l'avant-garde à la métropole*, Paris, Dunod, trad., 1979.
[331] *Utopie* n° 1, « Sociologie de l'urbain », Paris, Anthropos, mai 1967, p. 67.
[332] LOURAU (René), « Les contours d'une pensée critique nommée urbanisme », *Utopie* n° 1, Paris, Anthropos, pp. 9-25.

Tonka, qui fût en quelque sorte le « chef de file » de la revue *Utopie*, ce groupe se sentait investi d'une « mission intellectuelle » qui ne visait pas à modifier les choses mais à dire ce qui allait advenir.[333]

Si la revue *Utopie* est utopique, elle l'est seulement dans le sens de cette critique de l'ordre existant, sans laquelle aucune alternative n'est possible. C'est le point de départ de d'une utopie qui n'est utopique qu'aux yeux de celui qu'on combat : l'urbaniste, le politique, le capitaliste… Mannheim parlait à ce sujet d' « utopie relative ».[334] En illustration de cette relativité de l'utopie socio-politique, on peut lire dans les pages d'*Urbaniser la lutte de classes*, en 1969 : « Utopie ne proposera aucune « utopie », n'acquiesce, ni n'acquiescera à aucune. La seule « utopie » est l'émancipation totale du prolétariat, utopie pour la bourgeoisie et non pour lui-même ». Cette émancipation ouvrière est bien sûr abordée dans la droite ligne de Marx, comme un « possible » concret, et non comme une « utopie » imaginaire.[335]

Plus généralement, il s'agit, dans la revue *Utopie*, de critiquer l'urbanisme comme instrument de la domination et de la répression. La revue popularise ainsi les slogans qui seront repris en 1968, d'urbanisme « bourgeois » et surtout d'urbanisme « policier ». Mais la critique radicale doit être posée pour entrevoir les possibles cachés derrière « l'ordre existant urbain ». L'urbain est alors perçu, comme chez Lefebvre, comme un objet virtuel, en devenir, et l'urbanisme, comme une idéologie mystificatrice qui défend le « système ». L'utopie passe donc par un urbanisme nouveau.

> « Nous sommes confrontés à un "urbanisme" qui dévoile son projet global. Ségrégation sociale ; existence fondée sur la défense de la conscience privée collectivisée, exclusive de toute socialisation ; mystification de la propriété privée par la transformation de l'argent-papier en cartes de libres circulations… Paris 2 à la différence de Paris 1 est un parfait mécanisme de conditionnement dont le produit est l'Homme. Peut-être que le vrai bonheur c'est la sur-organisation de la vie et de la ville ? »[336]

L'urbanisme est ainsi avant tout critique par ses conséquences néfastes sur la vie quotidienne, conséquences bien sûr planifiées et sur son aspect anti-révolutionnaire. Comme chez Lefebvre ou les situationnistes, l'aspect ludique de la ville, sa « valeur d'échange » sont glorifiés aux dépens des « faux besoins », de la société et des espaces de loisirs codifiés, de la société et des espaces de la consommation, et enfin de son aménagement et du conditionnement que cet aménagement induit. La répression de la vie quotidienne et son aspect liberticide sont pointés du doigt :

---

[333] TONKA (Hubert), « Utopie : la parole donnée », entretien avec réalisé par Thierry Paquot et Annie Zimmermann, *Urbanisme* n° 300, 1998.
[334] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956.
[335] *Urbaniser la lutte de classe*, supplément à *Utopie* 2 et 3, Paris, décembre 1969.
[336] *Utopie*, « La Logique de l'urbanisme », Versailles, novembre 1967.

> « La répression, en pays civilisé, n'est pas une négation, une agression, c'est une ambiance. C'est la quotidienneté pacifiée, où s'efface la distinction entre le ludique et le policier. […] Cette réception opère par des signes. Elle ne se laisse pas conjurer dans la rue, ni par le combat de rue, parce qu'elle est inscrite dans le tracé-même de la rue, dans le travelling des vitrines, dans le spectacle du combat de rue. […] La transition historique des formes violentes de la répression vers l'euphorie complice peut se lire sur le visage-même de la ville. [Par] exemple les grands boulevards parisiens jadis lieu de l'insurrection et de son écrasement, sont devenus de grandes artères commerciales et spectaculaires ; les conflits sociaux n'y sont plus résolus par la force, ils viennent s'y abolir. »[337]

L'urbanisme est donc l'arme répressive de la bourgeoisie appuyée par l'Etat au sein de la lutte des classes. Les membres d'*Utopie* juge que cette arme récente devient de plus en plus prédominante depuis le XIX[e] siècle. Il est l' « urbanisation de la lutte des classes » destiné à « pacifier » cette lutte, les « contradictions du capitalisme » et les conflits sociaux qui pourraient en découler.[338] Mais cette dénonciation de l'urbanisation de la lutte des classes, appelle justement, en retour, à urbaniser la lutte des classes dans une optique révolutionnaire, mais ici, simplement dans le discours et la théorisation, à la différence des situationnistes.

On se trouve donc ici en pleine tentative d'idéologisation de l'espace urbain : en tant qu'arme de l'adversaire, celui-ci doit devenir l'arme du prolétariat révolutionnaire. Et même s'il ne s'agit uniquement, dans les cas d'*Utopie* ou de l'IS, que de la production de discours somme toute assez marginaux à l'époque, la « révolution urbaine » fait son chemin dans la contestation. Et ces considérations auront, comme nous allons maintenant le voir, un certain écho en mai 1968.

II - Un Mai 68 urbain ?[339]

On a beaucoup écrit sur la contestation urbaine et sur ses nouvelles formes et thématiques qui se sont développées avant et surtout après Mai 68 dans le mouvement social français. Cela se justifie d'une certaine manière par l'appréhension, à juste titre, de Mai 68 comme d'un mouvement à plus long terme, de la part par des historiens, des sociologues ou de simples observateurs. Cependant, rien ou presque rien n'a été dit ou écrit sur le « sens » urbain des événements de mai-juin 1968 eux-mêmes,

---

[337] BAUDRILLARD (Jean), « Le ludique et le policier », n° 2 et 3, Paris, Anthropos, mai 1969.

[338] *Urbaniser la lutte de classe*, supplément à *Utopie* 2 et 3, Paris, décembre 1969.

[339] Nous empruntons ici une expression de Christian BACHMANN et Nicole LE GUENNEC dans leur ouvrage *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995. Dans cet ouvrage, les auteurs abordent les mouvements sociaux urbains issus et dérivés de 68 et de son « esprit ». Nous nous attacherons plus, quant, à nous aux « idées urbaines » de 68 à proprement parler, à leur genèse et à leur contenu.

tant du point de vue de leur déroulement que du point de vue de leurs mots d'ordre, slogans, critiques et revendications.

Pourtant 68 porta des revendications et des propositions concernant la ville et l'urbain. Un certain nombre d'analyses ou de considérations faites à l'époque ou plus tard constate cependant un manque criant de réflexions et de projets portant sur l'urbain au sein de la gauche politique, que ce soit dans le mouvement social ou même dans les partis institutionnels des années soixante. Mai 68, malgré les tentatives esquissées par les gauchistes, n'aurait amené aucune amélioration sur la capacité pour la gauche à s'approprier la question urbaine (que ce soit en terme d'analyse, de critique ou de propositions), et cette incapacité est encore fortement dénoncée aujourd'hui. On trouve ces considérations chez Henri Lefebvre qui, prônant une politique de l'espace viable en 1970, peut déclarer :

> « A mon avis, ce serait le projet ou le programme d'une gauche qui s'occuperait enfin de ces problèmes. Ce que je dis est parfaitement utopique, car cela suppose non seulement une gauche intelligente, mais des modifications économiques et socio-politiques profondes. »[340]

Ou encore, en appelant la même année à la constitution d'un « parti politique nouveaux » et à la « politisation des questions urbaines » :

> « La "crise de la gauche " ne s'expliquerait-elle pas, entre autres causes et raisons, par son incapacité à analyser ces questions, par sa façon étroite de les penser [réduction de l'urbain au logement et aux équipements] ? […] Un vaste programme urbain, qui serait aussi un projet de transformation de la quotidienneté, qui n'aurait plus aucun rapport ni avec l'urbanisme répressif et banal, ni avec l'aménagement du territoire, telle est la véritable politique à faire pénétrer dans ce qui reste de la "gauche" française pour la renouveler. »[341]

Le constat du manque de perspectives de « gauche » concernant la ville et la question urbaine, chez les « révolutionnaires » et l'extrême gauche des années soixante, cette fois, se trouve également dans les propos Marie-Geneviève Raymond[342], ignorant de toute évidence, ou jugeant insignifiante, par exemple, les tentatives « situationnistes » dont nous avons parlé. Elle pointe toutefois du doigt cette tradition héritée du marxisme qui vise à faire de la ville le lieu de l'aliénation et de l'exploitation, symbole de la révolution industrielle et du développement du capitalisme, et dont la thématique n'appartiendrait pas, à la gauche :

---

[340] LEFEBVRE (Henri), « Réflexions sur la politique de l'espace », Conférence à l'Institut d'urbanisme de Paris, le 13 janvier 1970, reproduite in : *Espaces et* sociétés n°1, Anthropos, Paris, novembre, 1970 et *in :* LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique, op. cit.*, 2000, p. 65

[341] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, *op. cit.*, 1970, p. 197.

[342] Marie-Geneviève Raymond est à l'époque, en 1968, membre de l'ISU lefèbvrien et poursuivra par la suite sa carrière de chercheure au Centre d'Histoire Sociale du XX^{e} siècle (CNRS-Paris I)

> « Si la “ville” est, pour ses adversaires, à la fois le symbole de l’application rigoureuse de la concurrence et de la rentabilité et celui du trouble politique, elle n’apparaît nulle part comme fondamentalement révolutionnaire pour ceux qui se réclament de la révolution. Cela explique que les révolutionnaires se sont préoccupé davantage de combattre les utopies “campagnardes” que de propager un modèles urbain révolutionnaire »[343]

Plus récemment, dans son *Histoire de la ville*[344], le philosophe Paul Blanquart nous dit que les mouvements gauchistes gravitant autour de 68 n’ont réussi à élaborer aucune alternative urbaine, et ce, malgré les réflexions.

> « Il s’agirait de faire ressurgir les énergies, psychiques et physiques, canalisées et aliénée par la machine productive. Et puisque la ville industrielle est l’opérateur de leur refoulement/assujettissement, on la déconstruirait. Quelle nouvelle ville apparaîtrait alors, construite selon quels principes ? La génération qui pivote autour de l’année 1968 n’a pas élaboré de projet urbain alternatif. […] Elle fit donc œuvre de déconstruction [sans reconstruction, le temps lui ayant manqué et la situation changeant, selon l’auteur]. Comment changer la société pour que l’homme n’y soit pas aplati ? Les partis et mouvements sociaux qui, à leur origine, se réclamaient de Marx, semblaient ne pas pouvoir y parvenir. »[345]

Le but n’est pas ici de démontrer le contraire mais justement de relativiser ces constats en analysant les réflexions sur la ville et l’urbain – certes éparses – de la « gauche » de 1968, et notamment celles des « gauchistes », à travers leurs discours et leurs prises de position sur l’urbanisme et la vie quotidienne. Il n’est pas non plus dans notre intention d’analyser ni de refaire l’histoire de ces « événements » dans leur ensemble, tant la littérature foisonne sur le sujet, même si encore elle demeure souvent encore trop passionnelle, guidée par les affects et la mémoire militante ou dénigrante et parsemée de lieux communs pro ou anti-68.[346] Notre propos est de déterminer en quoi Mai 68 est aussi un mouvement urbain, c’est-à-dire un mouvement qui prend la ville pour enjeu et objet (de revendications), et ce après avoir démontré en quoi celle-ci en constituait l’instrument, même symbolique. Pour cela, nous nous appuierons sur des analyses et réflexions existantes mais aussi et surtout sur les sources « de première main », à savoir sur les discours produits par les mouvements gauchistes participant à ces événements, à partir de sources archivistiques non exhaustives, mais toutefois représentatives.

---

[343] Ce qui ignore, par exemple, les tentatives – certes « utopiques » - des situationnistes ou assimilés, RAYMOND (Marie-Geneviève), « Idéologie du logement et opposition ville-campagne », *Revue Française de Sociologie*, Paris, CNRS, Volume IX, n° 2, avril-juin 1968, pp. 191-210.

[344] BLANQUART (Paul) (1997), *Une histoire de la ville : pour repenser la société*, Paris, Editions de La Découverte, 1998.

[345] BLANQUART (Paul) (1997), *Une histoire de la ville : pour repenser la société*, Paris, Editions de La Découverte, 1998, pp. 145-146.

[346] Par souci de contextualisation, toutefois, nous renvoyons ici à la brève chronologie sélective des événements, en annexe de ce volume, effectuée à partir de diverses sources et d’archives, Cf . Annexe n°1.

Sans jugements de valeur sur la nature, le fondement ou la solidité de l'argumentation et de la rhétorique utilisée, nous avons choisi de prendre, d'exposer et d'analyser ces discours tels quels – en tant que discours – de manière à définir « l'horizon d'attente » dans lequel ils s'inscrivent. Cependant nous gardons à l'esprit, autant que faire se peut, le contexte, la situation dans lesquels ils sont produits ainsi que les buts dans lesquels ils sont émis. Une double lecture « internaliste » et « externaliste » de ces discours et prises de position s'impose. Ils ne peuvent être séparés de leurs objectifs, de leur contexte, de leurs cadres d'émission (en fonction des doctrines politiques, des classes d'âge) et de leur nature (fussent-ils superflus ou purement anecdotiques ou subversifs et fussent-ils le fait d'individus peu sérieux) mais méritent cependant d'être exposés en tant que tels, parce qu'ils existent et se développent. Ils peuvent nous révéler les grandes tendances à l'œuvre à l'époque concernant « l'urbanisation des discours politique » et la « politisation de la pensée sur la ville » tout comme les influences de pensées que nous avons préalablement décrites. Au besoin, nous reprendrons des discours connus mais éclairants ou en ferons sortir de l'ombre certains autres qui méritent de l'être. Il va toutefois sans dire qu'il n'est nullement dans notre intention de « théoriser » des discours relevant parfois plus de la subversion que de la pensée de fond. Nous ne souhaitons pas ainsi rendre plus profonds et fondamentaux des considérations, slogans, discours et prises de positions relevant parfois du « ludique », de la provocation ou du simple amusement. Il ne s'agit pas non plus de donner une importance démesurée à des discours qui n'auraient qu'une importance ou une influence limitées.

1 - Contexte et premiers « aspects urbains » de Mai 68

Tout d'abord, rappelons rapidement les contextes français et international dans lesquels intervient la crise de Mai 68. Le président De Gaulle est réélu au suffrage universel en 1965. Georges Pompidou est son premier ministre depuis 1962 et De Gaulle engage la France dans une politique intérieure dirigiste avec un pouvoir fort de l'exécutif politique (V^{e} République depuis 1958). La volonté de pouvoir international et d'indépendance (La France possède la bombe atomique en 1960 et quitte l'OTAN en 1966), d'expansion économique et financière (Nouveau Franc en 1960) n'empêche pas cependant la montée du chômage dans les années soixante[347] et les crises sociales (grève des mineurs en 1963, des fonctionnaires en 1963 et 1964, contre la réforme de la sécurité sociale en 1967). En 1962, l'Algérie acquiert son indépendance après une guerre déclenchée par le « Front de libération national » en 1954 ce qui divise l'opinion française et oblige à se battre sur deux fronts (Révolte des « pieds-noirs » en 1960 avec la « Journée des barricades à Alger, « Putsch des généraux » en 1961, attentats meurtriers de l'OAS). Près d'un million de « pieds noirs » rentrent en métropole. La guerre d'Algérie marque durablement les esprits et les comportements politiques en France. Comme le relatent Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, elle est le prélude, à gauche, à la critique des appareils

[347] L'Agence nationale pour l'emploi – ANPE – est créée en juillet 1967.

(notamment du Parti communiste) et le FLN algérien devient un modèle pour les jeunes gauchistes qui y voient un organe de lutte révolutionnaire exemplaire[348] de lutte anti-impérialiste. Certains d'entre eux firent leurs « premières armes » de militants politique en venant en aide et en soutenant ce FLN.[349] D'une manière générale, la France perd peu à peu ses colonies. À l'indépendance indochinoise en 1954, fait suite dès 1960 l'intervention américaine au Viêt-Nam contre le Viêt-Cong communiste d'Hô-Chi-Minh. Cette guerre qui s'enlise fait monter le mécontentement et la contestation dans l'opinion occidentale, et surtout dans la jeunesse. Au début de 1968, des victoires sur l'armée américaine comme pendant l'offensive du Têt en janvier, confirment que cette guerre est perdue pour l' « impérialisme » qui devient un sujet de politisation croissant pour cette jeunesse occidentale, et notamment européenne. L'idée anti-impérialiste qui s'exprimera avec vigueur chez les gauchistes de 1968, est aussi renforcée par la « Guerre des 6 jours » (juin 1967) qui permet à Israël d'occuper les territoires palestiniens. Par ailleurs, depuis 1959, le communisme est également victorieux à Cuba. L'arrivée de Fidel Castro au pouvoir, la mort d'Ernesto « Che » Guevara en Bolivie en 1967, qui devient un martyr de l'anti-imperialisme « yankee », renforce également, dans la jeunesse française contestataire des années soixante, une sorte d'esprit « romantique révolutionnaire », comme le dirait Lefebvre, teinté d'anti-impérialisme et d'anti-américanisme. L'agitation en Allemagne de l'Ouest et l'attentat contre son leader et théoricien Rudi Dutschke à la veille du mois de mai (11 avril 1968), parachève d'exalter les gauchistes français. Enfin, quelques tentatives de vie en communauté ou « alternatives » voient le jour en Europe Occidentale, comme à Amsterdam ou Berlin avec l'expérience de la « Kommun » par de jeunes étudiants en 1967. Ces expériences alimentent également les utopies gauchistes de la jeunesse française.

Concernant le bloc soviétique, le « rapport Khrouchtchev » dénonçant les crimes de Staline au XX^{e} Congrès du PCUS, entraîne une division des communistes et une lente « déstalinisation » du communisme mondial. La répression d'octobre à Budapest, par les chars de l'Armée rouge, d'une insurrection anti-soviétique continu d'effriter le Parti communiste français et les intellectuels français. L'édification du mur de Berlin en 1961, la rupture sino-soviétique en 1960 entre Mao et le « révisionnisme » du régime de Khrouchtchev, la « Révolution culturelle » en Chine (1966-1969), la restalinisation de l'URSS sous Brejnev après l'éviction de Khrouchtchev en 1966, continuent de semer le doute, tant chez les communistes occidentaux, dont les directions s'obstinent pourtant à soutenir le régime soviétique[350], que dans les pays socialiste où la contestation se fait grandissante (ce qui donnera

---

[348] SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, pp. 10-15.

[349] Voir notamment pour cela HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987.

[350] De Maurice Thorez (1930 à 1964), au début de la mandature de Georges Marchais (1972-1994) en passant par Waldeck Rochet (1964-1969) qui, bien que soutenant officiellement l'URSS de Khrouchtchev puis Brejnev, se démarqua toutefois par ses nombreux désaccords et sa liberté de parole (« printemps de Prague » en 1968), *in :* KRIEGEL (Annie)(1972-1973), « Le Parti communiste français et la V^{e} République », *in : Communismes au*

notamment naissance au « Printemps de Prague » en 1968 en Tchécoslovaquie, écrasé, encore une fois par les troupes du Pacte de Varsovie). Le PCF[351] perd ainsi un certain nombre de ces militants dans les années soixante, des intellectuels et des jeunes militants étudiants, notamment, qui rejoignent ou fondent les groupes gauchistes (maoïstes, trotskystes). Mais il faudra attendre la publication de l'*Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne à partir de 1973 et l'*aggiornamento* de Georges Marchais en 1976[352], pour que le PCF se rapproche de l' « eurocommunisme » et rompe avec l'héritage stalinien. Tout ceci n'empêcha toutefois pas le Parti de se maintenir lors des différentes élections avant sa chute à la fin des années soixante-dix.

La jeunesse étudiante française politisée s'organise donc autour d'un socle commun, anti-gaulliste, anti-capitaliste, anti-impérialiste mais aussi autour du refus grandissant du stalinisme et du communisme. S'ajoutent à ceci la mutation accélérée des modes de vie, l'augmentation du confort, de la consommation, la propagation de la culture (notamment anglo-saxonne) et sa massification, la « France qui s'ennui »[353], l'arrivée des *baby-boomers* à l'âge adulte (un « renouvellement de génération », comme l'appelle Jean-François Sirinelli).[354] Sur un autre plan, l' augmentation concomitante des effectifs étudiants, par une démocratisation et un effet démographique, nécessitant une réforme : ce sera la fameuse « réforme Fouchet »[355] de 1962-63. Cette réforme commence à être mise en application en 1966 et réorganise l'enseignement supérieur pour le rendre plus efficace. Elle semble augmenter la sélection, donnant ainsi du grain à moudre aux contestataires de « l'Université de classe » déjà confortés par les travaux récents des sociologues Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron sur la reproduction des classes sociales par l'enseignement.[356] Mais les années soixante sont également celles d'un tournant urbanistique en France : la construction des grands ensembles se développe et est de plus en plus contestée, l'Etat intervient massivement dans les questions urbaines et

---

miroir français. Temps, cultures et sociétés en France devant le communisme, Paris, NRF Gallimard, 1974, pp. 227-252.

[351] Parti communiste français (III^{e} Internationale) : fondé en 1920 au congrès de Tours à la suite d'une scission au sein de la SFIO sur le ralliement à la IIIe Internationale et dénommé, jusqu'en 1943, « Section française de l'Internationale communiste ».

[352] Georges Marchais avait d'ailleurs auparavant défendu le « bilan globalement positif du stalinisme ».

[353] VIANSSON-PONTÉ (Pierre) « Quand la France s'ennui. », *Le Monde*, 15 mars 1968.

[354] Voir notamment WINOCK (Michel), « Retour sur Mai 68 », *in : La Gauche en France*, Paris, éditions Perrin, 2006, pp. 369-391 ; SIRINELLI (Jean-François), « Le Polder », *in : Comprendre le XX^{e} siècle français*, Paris, Fayard, 2005, pp. 399-504.

[355] Cette « réforme Fouchet », du nom du ministre de l'Education du gouvernement Pompidou (1962-1967) qui obtiendra par la suite le portefeuille de ministre de l'Intérieur (avril 1967-mai 1968), vise à moderniser l'enseignement et à le rendre plus adapté à l'économie. Elle distingue ainsi cursus long et cursus cours et diversifie les filières tout en réorganisant les études universitaires en cycles (les « certificats » ouvrant droit à la « licence » était auparavant en cours). En 1966 sont ainsi créés les IUT et les premiers cycles universitaires et en octobre 1967 les deuxième cycles. Cette réforme, renforcée début 1968 par des mesures de son successeur Alain Peyrefitte visant ouvertement la sélection universitaire, est, déjà depuis 1963 sujette à contestations dans le milieu étudiant et constitue la cause de nombreuses grèves. Certains tracts de l'époque appellent cette réforme le « plan Fouchet », tout comme certaines analyses ultérieures. A ne pas confondre avec le véritable « Plan Fouchet » qui se rapporte à la Communauté économique européenne et à l'Europe des six.

[356] BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean-Claude), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Les Editions de Minuit, 1964.

du logement avant de développer le partenariat avec le privé. Un arsenal législatif et réglementaire dont se met alors en place : le ministère de la Reconstruction devient ministère de la Construction en 1958 et les « zones à urbaniser en priorité » se développent à la périphérie des villes, les opérations de rénovation des centres urbains débutent à la fin des années cinquante et, en 1966, c'est un nouveau ministère de l'Equipement et du logement qui voit le jour, avec, en 1967, l'entrée en vigueur de la loi d'orientation foncière qui, substitue notamment les ZAC aux ZUP.

Du point de vue des opérations marquantes d'un point de vue urbanistique ou architectural, c'est aussi l'époque des dernières réalisations françaises de Le Corbusier avant sa mort en 1965 (Pavillon du Brésil à la Cité universitaire de Paris et Unité d'habitation de Briey en 1959, Couvent de la Tourette en 1960, Unité d'habitation de Firminy en 1961). On assiste également aux réalisations des grands ensembles de Sarcelles à La Courneuve (1958-1961), des Courtillères à Pantin par Emile Aillaud en 1959, au début de la construction de la Grande borne à Grigny par le même architecte (1968), à celle de la ZUP de Toulouse-Le Mirail par Candilis (1962), de Parly II au Chesnay avec son Centre commercial (1966), de l'Aéroport d'Orly par Vicariot (1960), de la construction du Boulevard périphérique à Paris.

C'est dans ce contexte que se déroulent les événements de Mai 68, dans lesquels on pourra retrouver, ici ou là, la contestation de cet héritage et de cette conjoncture, qui, si elles n'en constitue pas l'élément essentiel, est tout de même assez présente, comme l'atteste l'apparition, lors de ces « événements », de slogans et des graffitis – anonymes ou non – parsemant les murs de La Sorbonne ou les rues du Quartier Latin. Ces slogans touchent à la ville, soit pour son intérêt « tactique » dans la révolution tant souhaitée (occupations, manifestations, batailles de rue), soit notamment pour dénoncer l'aliénation que la ville des années soixante institue (des taudis, des grands ensembles, de l'urbanisme moderne), soit pour l'espace lui-même et ses symboliques, soit enfin pour dénoncer l'aliénation de la vie quotidienne. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, quelques-uns de ses slogans les plus significatifs, peints sur les murs de 68 :

- Slogans sur le côté tactique de la « révolution urbaine » : « La politique se passe dans la rue », « Les barricades ferment la rue mais ouvrent la voie », « J'aime écrire sur les murs », « Ecrivez partout ! » ;

- Slogans sur l'aliénation urbaine et de la vie quotidienne : « Dans le décor spectaculaire, le regard ne rencontre que les choses et leurs prix», « Le béton éduque l'indifférence », « Et si on brûlait la Sorbonne ? », « Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ? » (à La Sorbonne), le fameux « Métro, boulot, dodo », « Ouvrons les portes des asiles, des prisons, et autres Facultés », « Sous les pavés, la plages », « Le béton pleure l'ennui », « Nous refusons d'être H.L.M.isés, diplômés, recensés, endoctrinés, sarcellisés, sermonnés, matraqués, télémanipulés, gazés, fichés », « Voir Nanterre et vivre. Allez mourir à Naples avec le Club Méditerranée » ;

- Slogans sur l'urbanisme et l'architecture eux-mêmes : « Ici, bientôt, de charmantes ruines », « Le dépavage des rues est l'amorce d'une destruction de l'urbanisme », « Ils pourront couper toutes

les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps », « Ne dites plus : urbanisme, dites : police préventive », « Non à la ville-bidon », « Trois morts par jour dans le bâtiment » ; ou autres « La poésie est dans la rue », « C'est parce que la propriété existe qu'il y a des guerres, des émeutes et des injustices (Saint-Augustin) ».[357]

On voit dans ces graffitis l'influence des critiques de la ville et de l'urbanisme de la pensée situationniste. Celle-ci influence la représentation « gauchiste » de la ville que ce soit en termes d'espace spectaculaire, d'espace-marchandise, de critique de l' « urbanisme-béton », des loisirs normés et codifiés, de l'urbanisme « répressif », de la manipulation, de la réification, de l'aliénation de la vie quotidienne. Les fameux « vivre sans temps mort, jouir sans entraves » sont d'origine situationniste[358], tout comme les « Fin de l'Université », « Ne travaillez jamais ! », certaines apologie des émeutes urbaines... Si certains slogans, restés célèbres, tels la dénonciation de la vie quotidienne urbaine du « métro, boulot, dodo », sont directement imputables aux situationnistes, ils sont aussi dans l'ère du temps, et les revendications de 68 concernant la ville, l'architecture et l'urbanisme sont une partie importante et non négligeable de l'ensemble des idées qui y ont cours et sont à rapprocher de certains discours des jeunes sociologues (Colloque de Royaumont). L'urbanisme « policier », « répressif » sont des termes proprement gauchistes remontant aux années soixante. Ils s'appliquent à l'espace ségrégé, à l'urbanisme du zonage et des grands ensembles, à la conception symétrique et géométrique de l'espace, dont les critiques sont alors légion, et même parfois aux aménagements urbains passés, comme les travaux parisiens d'Haussmann au XIX^{e} siècle. La dénonciation de la propriété privée est, quant à elle, d'influence socialiste et anarchiste (Proudhon).[359]

La culture hétérodoxe « gauchiste » influencée plus ou moins directement par l'humanisme et la pensée anarchisante, et par le biais d'une nouvelle génération, « ayant conscience » d'elle-même (la « génération 68 »), s'empare donc de la ville et de sa critique à travers un moment « fondateur d'ordre idéologique », que l'historien Jean-François Sirinelli appelle encore un « événement idéologique », qui peut « se dilater sur plusieurs années » et pas uniquement « se concentrer dans le temps ».[360] Le Mai 68 français n'est pas isolable des événements antérieurs (la décolonisation, la guerre d'Algérie et l'urbanisme moderne) et ultérieurs (la montée du radicalisme, les « années de plomb », la critique sociologique de l'urbanisme des années soixante-dix), ni d'ailleurs de son contexte socio-économico-politique (et urbanistique) comme le recul de la croissance, la montée du chômage, la société de consommation de masse. S'y ajoutent le gaullisme dirigiste et la centralisation du pouvoir, les

---

[357] Sources : sites web du « Bureau of Public Secrets » et de Daniel DZIERGOWSKI.

[358] Internationale situationniste et étudiants de Strasbourg (Mustapha KHAYATI), (1966), *De La misère en milieu étudiant (considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier)*, Marseille, Sulliver, 1995.

[359] PROUDHON (Pierre-Joseph) (1840), *Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement. Premier mémoire*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966 ; voir aussi Annexe n°2.

[360] SIRINELLI (Jean-François) (1987), «Effets d'âge et phénomène de génération dans le milieu intellectuel français », *in : Comprendre le XX^{e} siècle français, op. cit.*, 2005, p. 175.

institutions « sclérosées », les ségrégations socio-spatiales, les grands ensembles… Mai 68 n'est pas non plus isolable du rôle joué alors par les médias dans son développement et son déroulement, ce qui constitue une nouveauté pour le mouvement social qui recherche systématiquement les actions « spectaculaires » et « inédites».[361]

L'historien Michel Winock analyse 68 comme un triple refus : celui de la société industrielle et de la consommation, celui du parti communiste par les gauchistes et celui « du système de pouvoir présidentiel » gaulliste.[362] Plus généralement, à de nombreux niveaux, c'est le déni de la hiérarchie (dans l'entreprise, au niveau de l'Etat, dans l'Université, la famille) et celui de l'autorité qui s'expriment : « Mai 68 ne souffre pas d'un manque de sens, il en aurait plutôt trop. »[363] Mais la « génération 68 » est également la « génération du refus »[364] urbain ou de l'urbain. Le refus de la ville (avec ses ségrégations, sa vie sociale et son esthétique dégradées) et de l'urbanisme « moderne », ainsi que le développement de la sociologie urbaine sont, nous en posons ici l'hypothèse, une de ses causes et de ses conséquences. Tout du moins pouvons-nous constater que les deux phénomènes se superposent. Les événements de Mai 68 constituent à la fois un catalyseur et un « accélérateur » de la critique urbanistique de gauche.

Ainsi, la critique urbaine et urbanistique, tout comme les propositions qu'on pourra parfois juger naïves et utopiques, participent pleinement de ces événements, et c'est particulièrement le cas chez les étudiants des sciences sociales et de sociologie, qui ont, rappelons-le, initié le mouvement, peut-être plus que le monde ouvrier lui-même. Par leur médiation, les habitants et citadins, habitants des banlieues etc., ont dorénavant droit à la parole, ou plutôt à la contestation. L'espace urbain conçu, pour reprendre le terme lefèbvrien, c'est-à-dire celui qu'on livre aux habitants et usagers, est remis en question.[365] De plus, les aspects aliénés et aliénants de la vie quotidienne urbaine sont pas au diapason des travaux d'Henri Lefebvre (les deux premiers tomes de la *Critique de la vie quotidienne* en 1947 et 1962, *Le Droit à la ville* en 1968), dont on connait l'influence sur le mouvement de Mai.[366] Ainsi, un

---

[361] TARTAKOWSKY (Danielle), *Le Pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Coll. Historique, Paris, Aubier, 1998, p. 152.
[362] WINOCK (Michel), « Retour sur Mai 68 », *in : La Gauche en France*, Paris, Perrin, 2006, pp. 369-391.
[363] *Id.*, p. 391.
[364] SIRINELLI (Jean-François) (2003), « Des "copains" aux "camarades" ? Les *baby-boomers* français dans les années 1960 », *Id.*, p. 469. Même si l'auteur préfère parler de « générations 68 au pluriel », *in :* « Génération et histoire politique » (1989), *Id.*, p. 488.
[365] Entretien de l'auteur avec Henri RAYMOND, le 14 juin 2006.
[366] Concernant l'influence des idées de Lefebvre sur 68 et le succès du *Droit à la ville* pendant cette période, nous renvoyons à la biographie intellectuelle du philosophe-sociologue par Rémi HESS, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, *op. cit*, 1988 ; aux ouvrages d'entretiens accordés par Lefebvre lui-même, COMBES (Francis), LATOUR (Patricia), *Conversations avec Henri Lefebvre*, Paris, Messidor, 1991 et LEFEBVRE (Henri), *Le Temps des méprises*, Paris, Stock, 1975 ; au recueil d'archives SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, édition augmentée, 1988 ; ou encore au dossier spécial consacré à « Mai 68 » de la revue *Urbanisme* n° 300, Paris, mai-juin 1998, pp. 38-89.

certain nombre de tracts citent le philosophe[367], même s'il demeure, en tant qu'enseignant à Nanterre, conspué par un certain nombre d'étudiants gauchistes car il représente le type d'« intellectuel moderniste » et « récupérateur », tout comme ses collègues Alain Touraine ou Edgar Morin. Ses détracteurs principaux font partie du groupe des « Enragés » de Nanterre qui investiront plus tard la Sorbonne. Notons que ces « Enragés » sont proches des situationnistes qui, après avoir fait de Lefebvre un de leurs maîtres à penser, se sont brouillés avec lui au cours des années soixante, au point de le dénoncer et de l'injurier régulièrement.[368] Lefebvre ne déclare t-il pas lui-même en 1972 :

> « Les étudiants en sociologie de Nanterre avaient reçu un enseignement marxiste. De cet enseignement, il résultait pour eux qu'ils […] devaient attaquer la société bourgeoise dans son ensemble et à sa tête, l'Etat. Je crois que cet enseignement marxiste a eu une certaine importance dans le cours des événements qui se sont produits en France en 1968. »[369]

Quoi qu'il en soit, Pierre Sansot distingue trois types de « révolutions dans la ville » : l'insurrection, la manifestation et la mise en place des institutions révolutionnaire, Mai 68 relevant, selon lui, de la première catégorie. Puisque toute révolution consiste à « descendre dans la rue »[370]et que Mai 68 se passe justement dans la rue, ces événements peuvent nous permettre de saisir « la modification de la vie quotidienne dans la ville » qu'ils génèrent :

> « En Mai 68, on invoquait dans la rue toutes les révolutions françaises, la Commune de Paris, les modèles chinois et cubain […] Le quartier Latin était devenu trop petit. L'ambiguïté de l'homme en situation [c'est qu'] il supporte son engagement, le passé – mais ce passé qualifie bon gré, malgré, sa perspective présente. Le sachant, il faut tenter toujours de se référer à un dévoilement possible de la ville. »[371]

Comme les aspects tactiques de 68 (manifestations, barricades, occupations, batailles de rue), la « symbolique » des actions de Mai 68 peut nous apporter des éclairages particuliers sur les représentations de la ville, tant il est vrai que « l'histoire et le fait révolutionnaire nous dévoile quelque chose de la ville ». [372]Ainsi, – tout comme la tactique peut nous informer sur les caractéristiques morphologiques de lieux et sur les représentations qu'elle suscite –, la symbolique des actes peut nous révéler tout à la fois les représentations socio-spatiales des actants, et par ce biais certaines

---

[367] Archives nationales, séries 78 AJ. Celui du « Comité étudiant pour les libertés universitaires », non daté, 78AJ /35, par exemple.
[368] Cf. BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, Sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Créteil, 2000, p. 24.
[369] LEFEBVRE (Henri), « La bourgeoisie et l'espace », Intervention au Congrès international de la Vivienda, Santiago du Chili (le 14 septembre 1972), et au XXIIIème Congrès de l'Institut international de sociologie (Caracas, le 20 novembre 1972), reproduite *in :* LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, 2000, p. 141.
[370] SANSOT (Pierre), *Poétique de la ville*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988, p. 99.
[371] *Ibid.*
[372]*Id.*, p. 98.

caractéristiques urbaines, mais aussi certaines explications de ces actes à partir du lieu, justement. Les événements de Mai 68 nous apportent donc à la fois des explications sur les représentations et l'idéologie urbaine de l'époque, et ce, « par » la ville et « de » la ville, c'est-à-dire des points d'analyse de l'idéologie par l'espace et de l'espace par l'idéologie. Pour cela, l'analyse du caractère symbolique de ces événements – du point de vue urbain – se révèle nécessaire avant d'aboutir à une analyse plus concrète des discours sur la ville à proprement parler. Seront donc analysés ici différents types de discours : ceux plus performatifs des « mots d'ordre » et des « appels », et ceux relevant plus de la « prise de position ». Pour ce faire, notre analyse se base sur différents types de sources. Les sources archivistiques de première main (tractes, périodiques de l'époque) ou de seconde main (publiées dans des ouvrages ou rapports officiels – policiers, gouvernementaux – de l'époque ou ultérieurs) ; mais aussi des témoignages ou recueils de témoignages d'acteurs ou d'observateurs de événements et de publications « militantes » (parmi lesquels il a fallu opérer un choix dans le nombre d'essais sur le sujet, pour ne sélectionner que les plus représentatifs) ; et enfin des tentatives d'analyse « à chaud » ou non, que celles-ci soit le fait d'historiens, de sociologues, d'essayistes, de philosophes. ayant participé ou simplement observé les événements eux-mêmes. Ainsi, mêlant première et seconde main, analyses subjectives ou objectives et méthodes d'analyses multiples, les propos et actes recensés ici, en plus d'avoir le mérite de se rapprocher de l'objectivité et de la représentativité, nous permettront de rendre la vision de la ville et de l'urbain chez les gauchistes de 1968.

Avant de détailler les revendications proprement urbaines du mouvement, nous allons nous attacher à déterminer selon quelles modalités les étudiants, et parfois même les salariés grévistes investissent l'espace urbain, comment ils l'instrumentalisent de manière tactique et/ou symbolique.[373] Les aspects tactiques et symboliques proprement urbains constituent la première caractéristique majeure du « Mai 68 urbain ». Pour l'étudier, nous nous attacherons plus particulièrement à l'exemple parisien, exemple le plus représentatif, pour lequel les sources sont les plus accessibles et les actions les plus efficaces symboliquement vis-à-vis du pouvoir.

[373] Ces deux caractéristiques s'enchevêtrent souvent et sont parfois dures à départager, par exemple en ce qui concerne les barricades, à la fois appuis tactiques défensifs des émeutiers et symbole révolutionnaire ou insurrectionnel fort tout autant que « provocation » envers les forces de l'ordre, les autorités et les habitants et enfin délimitation d'un périmètre à s'approprier.

2 - L'espace urbain comme instrument tactique et symbolique de la contestation

Rappelons à présent les grandes différentes orientations de stratégie révolutionnaire, des doctrines politiques principales qui structurent le gauchisme de 1968, à savoir essentiellement le maoïsme, le trotskysme, l'anarchisme et de manière plus anecdotique le castrisme. L'identité politique de ces courants demeure primordiale pour bien comprendre leurs différences doctrinales. Il s'agit ici de démêler les différentes tactiques et prises de position par rapport au mouvement général de Mai 68. Il ne s'agit donc pas d'une liste exhaustive des organisations gauchistes ayant participé aux événements : n'y figure pas l'UNEF[374] en tant que telle, les autres syndicats étudiants ou enseignants, le PSU[375] et l'ESU[376], les chrétiens de gauche (JOC)[377], les diverses organisations communistes, trotskystes ou anarchistes, les « situationnistes » ou « pro-situs » (« Enragés de Nanterre ») etc.[378] mais simplement les courants, tendances ou « modèles » révolutionnaires principaux, souvent inspirés de l'étranger ou de l'histoire du mouvement ouvrier.

Le courant maoïste, tout d'abord, est représenté en France à partir de 1967 par le PCMLF[379], parfois qualifié simplement de « marxiste-léniniste ». Interdit en 1968 bien que peu influent, il se reforme sous le nom de « Gauche prolétarienne » puis de « Parti communiste révolutionnaire » interdit à son tour en 1970. A la fin des années soixante, l'autre mouvement, plus important,– l'UJC(ml)[380]

---

[374] Union nationale des étudiants de France.
[375] Parti socialiste unifié.
[376] Etudiants socialistes unifiés, branche étudiante du PSU.
[377] Jeunesses ouvrières chrétiennes.
[378] Malgré le fait qu'un certain nombre d'analystes de l'époque ou plus tardifs classe le mouvement situationniste parmi les influences primordiales du mouvement étudiant de 1968, ce qui n'est pas faux vue l'implication de certains membres de l'IS dans ce mouvement (Guy Debord, René Viénet à Nanterre et à La Sorbonne) et le succès de leurs écrits, cette classification nous semble abusive. Mis à part les « Enragés de Nanterre », ce mouvement ne reconnaissait aucun suiveur, aucun situationniste en dehors du mouvement situationniste lui-même très délimité. Mais surtout, il était lui-même l'héritier d'un certain nombre de tendances artistiques et politiques (libertaire, marxiste, surréaliste, dadaïste, lettriste). A notre avis, l'IS constituait plus en 1968 une référence et un accompagnateur du mouvement qu'une pensée ou un « modèle » de pensée organisée sur une large échelle, tout comme pour Henri Lefebvre, Jean Baudrillard, Wilhelm Reich, Herbert Marcuse ou d'autres sociologues ou philosophes progressistes. Comme eux, Guy Debord peut être considéré comme un penseur plus que comme un doctrinaire politique. Comme eux, L'IS recueillait un large consensus sans pour autant faire naître de véritable mouvement à part entière. Enfin l'IS eu surtout le mérite, reconnu à l'époque, de voir élargi et appliqué par le mouvement des étudiants, nombre de ses positions sur la société française et confirmées ses analyses sur l'explosion contre l'ordre établit (ses mots d'ordre et slogans furent largement repris par les étudiants de Mai). D'un point de vue théorique, l'apport de ce mouvement à Mai 68 se focalise surtout sur la critique de la société de consommation, de la mystification et la critique qualitative de la vie quotidienne dans le capitalisme. Ils n'ont jamais prôné de doctrine politique à proprement parler. Malgré leur héritage politico-artistique, ils ne font pas non plus réellement partie d'un mouvement de pensée historique à part entière – même proche dans le temps – structurant le mouvement ouvrier ou même étudiant, contrairement aux autres tendances que nous énumérons ici.
[379] Parti communiste marxiste-léniniste de France.
[380] Union des jeunesse communistes marxistes-léninistes.

fondée en 1966 et regroupant de jeunes dissident du Parti communiste Français et de son organisation étudiant, l'UEC [381]– possède son fief à l'Ecole normale supérieure rue d'Ulm à Paris, autour du philosophe et théoricien Louis Althusser et une influence fortement les étudiants de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts. Foncièrement « ouvriéristes », les militants soutiennent et apportent leur appui aux grèves ouvrières des usines de 1968. Ils apportent également leur soutien aux habitants des bidonvilles, suivant ainsi le précepte maoïste de « service au peuple » et jugeant souvent le mouvement étudiant comme « petit-bourgeois ». En 1968, ses principaux représentants sont Robert Linhart, Bénny Lévy, Jean-Marc Salmon, Jacques Broyelle, Tiennot Grumbach, les architectes Roland Castro Christian de Portzamparc, Antoine Grumbach (sympathisant) et Jean-Pierre Le Dantec, Gérard Miller et Jacques-Alain Miller, Olivier Rollin, Philippe Barret, Pierre Overney, Jacques Vergès.

Influencés par la pensée du dirigeant chinois Mao Tsé-Toung, les maoïstes français prônent « la révolution culturelle » destinée à concurrencer ou à combler le vide laissé par l'économisme soviétique, communiste et stalinien. Ils visent aussi à privilégier la transformation de l'homme sur celle des structures et des modes de production, des superstructures sur l'infrastructure : la conscience, pour Mao, détermine la vie en société et non l'inverse, contrairement à Marx.[382] Dans cette optique, c'est l'élévation de la conscience politique de l'opprimé qui doit entraîner l'élévation de son niveau de vie et la mort du capitalisme, et non l'inverse. C'est pour cela, pour cette « élévation » de la conscience des opprimés, que des « maos » français s'engageront, après 1968, dans les usines (les « ateliers ») ou partiront dans les pays du Tiers-Monde. Comme pour Mao c'est vers la lutte anti-impérialiste plus encore que vers la lutte des classes que l'attention est portée, en raison, entre autres, du désaccord avec la politique de « coexistence pacifique » de Nikita Khrouchtchev avec l'Occident capitaliste et impérialiste, suite à la mort de Staline en 1953. Ainsi la révolution sera portée, pour le maoïsme, par les pays sous-développés en majorité paysans, comme la Chine, et donc par la paysannerie, même si la classe ouvrière constitue sa force d'appoint (exemple des « Comités Vietnam de Base » dès 1966). Cette conception influe fortement sur la stratégie révolutionnaire maoïste : il s'agit d'une stratégie d'encerclement (des pays occidentaux par les pays sous-développés, des villes bourgeoises par les campagnes moins bien loties), d'où une tendance au tiers-mondisme et au ruralisme des « maos » français qui ont tout d'abord renié, avant de s'y rallier, les événements de mai parce qu'ils se déroulaient « en dehors » de la classe ouvrière, par des étudiants « petit-bourgeois » et qui plus est en milieu urbain.

---

[381] Union des étudiants communistes, organisation étudiantes du Parti communiste Français, divisée, dans les années soixante, en une tendance « italienne » orienté vers le renouveau du Parti communiste italien, les « pros-chinois » et une tendance trotskyste ainsi qu'une minorité de communiste orthodoxe fidèle au PCF et à Maurice Thorez (dits « staliniens »). L'Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste, l'UJC (ml), regroupant les « pro-chinois » scissionne ainsi d'avec l'UEC suite au conflit idéologique entre la Chine et l'URSS de Khrouchtchev, et à la « coexistence pacifique » inauguré par ce dernier avec les Etats-Unis en 1956.

[382] Et ici, un lien peut être fait avec Louis Althusser, qui considère la connaissance comme une « production », influencée par l'histoire et le fait sociétal, mais déterminante dans l'histoire.

Le trotskysme, lui, est un courant plus ancien, composé d'une myriade complexe de mouvements et de tendances parfois alliés ponctuellement mais généralement opposés les uns aux autres, représentant d'une certaine manière les ambiguïtés de Trotsky lui-même ainsi que des stratégies révolutionnaires et organisationnelles différentes.

En 1968, l'héritage trotskyste en France se divise entre différentes tendances : les tenants de la IV[e] Internationale (fondée par Trotsky en 1938 contre la III[e] Internationale de Staline) et les autres, mais aussi entre puristes et progressistes, avec une minorité autogestionnaire, pour simplifier et ne citer que les principales. L'OCI et son organisation étudiante, la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires[383]) implantée dans l'UNEF est en concurrence dans ce syndicat avec les socialistes autogestionnaires de l'ESU, constituent la branche « lambertiste » qui donnera ultérieurement naissance au « Parti des travailleurs ». Lutte Ouvrière (LO), plus implantée dans les usines se caractérise par son hostilité à la IV[e] Internationale et son influence léniniste. Enfin la Jeunesse communiste révolutionnaire (les « frankistes » Alain Krivine, Guy Hocquenghem, Henri Weber, Daniel Bensaïd, souvent issu de l'UEC d'avec laquelle la JCR scissionne comme l'UJC(ml) maoïste en 1966), est plus présente, elle, dans l'Université. Cette dernière est fortement active lors de Mai 68, elle est souvent qualifiée de « gauchiste » par les autres courants trotskystes plus dogmatiques, et elle est proche du PCI (Parti communiste internationaliste), adhérent à la IV[e] Internationale et qui donnera plus tard naissance à la Ligue communiste (1969) puis à la Ligue communiste révolutionnaire. Ces tendances s'opposent souvent. C'est le cas par exemple lors de la guerre d'Algérie : la JCR soutient le FLN tandis que l'OCI le critique, de même au Viêt-Nam : soutient du FLN par la JCR (création du « Comité Vietnam national ») et opposition de l'OCI).

Contrairement aux maos qui se distinguent surtout en 1968 par leurs théorisations idéologiques et leurs considérations stratégiques, c'est dans l'organisation, l'action sur le terrain et dans la tactique que les trotskystes se font remarquer, notamment par les services d'ordre « musclés » de la FER et de la JCR.

Ouvriéristes à l'instar des maos (surtout pour ce qui concerne l'OCI et la FER), majoritairement opposés au « spontanéisme » révolutionnaire et gauchiste, mais plus encore au Parti communiste « stalinien », ces courants auront quelques réticences par rapport au mouvement étudiants de Mai, leur but demeurant souvent et par-dessus tout la création d'un parti « de centralisme démocratique » de type léniniste éclairant les masses tout en s'appuyant sur elles. Mais la principale théorie héritée de Trotsky reste celle de la « révolution permanente » comprenant deux conceptions : celle d'une révolution continue et jamais achevée, d'où le recours à la contestation et à l'agitation systématique ; et celle d'une extension de la révolution au niveau mondial (contrairement à Staline et à

[383] Issue du « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires » - CLER -

son « socialisme dans un seul pays »), d'où la tendance internationaliste de l'OCI et du PCI, ainsi que les soutiens aux luttes du Tiers-Monde (JCR, notamment).

La tendance castriste, contrairement aux deux précédentes, n'est pas organisée en tant que telle dans la France de 1968 mais parcours les différents mouvements, tout particulièrement la JCR. Plus qu'une tendance à part entière, il s'agit d'une variante de la pensée gauchiste compatible dans les faits avec les autres, et particulièrement avec le trotskysme. En référence à la révolution cubaine, c'est l'idée de la « guérilla » qui parcourt la pensée gauchiste de l'époque. Cette conception de la révolution « par la base » s'inscrit en contre de la conception léniniste du parti et prône la violence révolutionnaire armée des guérilléros pour éveiller la conscience des « masses » et faire ressortir les failles du régime en place, tout en radicalisant les militants, du moins dans le discours. Dès le milieu des années soixante, un certain nombre de militants, notamment de jeunes communistes de l'UEC, futurs maos ou trotskystes, effectuent le voyage à la Havane, ce lieu emblématique de la dernière révolution en date. Mélange d'exotisme et de tiers-mondisme, cet intérêt pour le régime de Cuba, avec la figure romantique du « Che », nourrit la pensée de nombreux militants et leurs références anti-impérialiste aux côtés des exemples de la Palestine ou du Viêt-Nam, alors symboles de la lutte ou de la résistance des peuple opprimés par les « yankees », l'Occident et le capitalisme mondial. Enfin, « l'éducation morale » castriste renforce l'idée maoïste de transformation sociale par la transformation de l'homme. La figure emblématique du castrisme en France demeure Régis Debray, ancien « ulmard » de l'UEC, proche du Che, mais qui ne participa pas aux événements de 68, étant alors prisonnier en Bolivie. Il est l'auteur d'un certain nombre d'écrits sur la guérilla et la pensée de Che Guevara.

D'une manière générale, les diverses guérillas marxistes qui se développeront en Amérique Latine à partir des années soixante influenceront fortement la pensée gauchiste et serviront souvent de modèles référents aux terrorismes urbains d'extrême gauche européens de l'après Mai 68.

La pensée anarchiste ou « libertaire » est au moins aussi ancienne que le marxisme, voire plus ancienne encore. Inspirée de la pensée des théoriciens contemporains de Marx (Bakounine, Proudhon, Kropotkine ou encore Stirner pour l' « anarchisme individualiste »), l'anarchisme est tantôt l'allié du marxisme (I^{ère} Internationale de Marx et Bakounine), tantôt son ennemi le plus farouche, d'un point de vue théorique ou dans les faits. Tous deux se basent sur l'anti-capitalisme mais leur différence d'approche concerne souvent le passage obligé par la dictature du prolétariat où l'Etat socialiste précède le dépérissement de l'Etat (Marx, Lénine). L'anarchisme, plus révolutionnariste et inscrivant sa vision dans un temps « explosif », prône, lui, la rupture immédiate avec le capitalisme par la lutte du peuple. Cette idée libertaire a influencé, tout au long du XX^{e} siècle, les idées anti-étatistes, anti-militaristes, anti-staliniennes, anti-fascistes, anti-impérialistes, anti-bourgeoises, anti-cléricales, anti-

racistes, le conseillisme (les conseils ouvriers ou « soviets »), le « situationnisme » et le mouvement ouvrier en général, de l'histoire duquel elle fait partie à part entière.

La pensée libertaire, du moins celle de « l'anarchisme collectiviste » proche par bien des égards du marxisme à certains moments de son histoire (lors des soviets russes d'avant le bolchevisme, notamment) s'appuie sur l'autogestion (dans les usines, entreprise, collectivités), la revendication de « spontanéité » des masses révolutionnaires (sans l'appui du « Parti »), le fédéralisme, l'anti-électoralisme, la lutte contre toute forme de hiérarchie et de domination (fussent-elles « révolutionnaires ») et contre toute forme de réformisme.

En France, ce mouvement de pensée, souvent en conflit avec les appareils hiérarchisés communistes ou trotskystes et, comme ces derniers, avec les « socio-démocrates » est notamment représenté par le syndicalisme révolutionnaire (ou « anarcho-syndicalisme ») issu et s'inspirant de la CGT[384] révolutionnaire des débuts du XX^{e} siècle, de la résistance dans l'Espagne franquiste (CNT[385] de 1936) et de l'internationalisme de Bakounine. L'anarcho-syndicalisme est cristallisé dans la figure de la (puis « des ») CNT (Confédération nationale de travail) ou d'autre plus petits ou éphémères groupuscules libertaires, différant sur certains points (participation ou non aux élections professionnelles, « mutualistes » (Proudhon), « socialistes libertaires », « communistes libertaires » (Kropotkine), « spontanéistes », anarchistes, anarcho-syndicalistes (Pouget), terroristes prônant ou pratiquant « la propagande par le fait »…). L'autogestion a même influencé certains partis politiques de gauches réformistes ou syndicats qui en ont fait un temps leur mot d'ordre (PSU et CFDT[386] des années soixante, PCF ou PS de la fin des années soixante-dix).

L'anarchisme, quoi que non organisé de manière réellement visible ou unitaire au sein du gauchisme de la fin des années 1960-1970, y est bel et bien présent comme les autres courants, mais d'une manière différente. Il n'est organisé en grande tendance, ne pratique pas « l'entrisme » dans les organisations comme le trotskysme comme lui anti-stalinien, mais il est présent par le biais de groupes ou d'individus isolés (« non encartés »), en sous-main, ou par le biais d'idées publicisées et véhiculées dans le milieu étudiant contestataire, par exemple par certaines conceptions situationnistes. Les idées libertaires se diffusent lors des assemblées générales, des réunions, au sein des comités ou conseils qui se mettent en place et des actions, symboliques, exemplaires et parfois spectaculaires. Porter le drapeau noir comme le drapeau rouge en Mai 68 ne signifiait pas appartenir à un mouvement forcément organisé.

Les militants libertaires ont la réputation d'être généralement inorganisés par rapport aux autres mouvements gauchistes ou marxistes. Il s'agit en fait d'un choix, du refus exigeant de toute autorité et de toute hiérarchie. Nous pourrons toutefois mentionner l'existence de la Fédération

---

[384] Confédération générale du travail, fondée en 1895.
[385] *Confederación nacional del trabajo*, fondée en 1910.
[386] Confédération française démocratique du travail, créée en 1964 par scission d'avec le CFTC (Confédération des travailleurs chrétiens, fondée en 1919).

anarchiste, de l'Organisation révolutionnaire anarchiste, du groupe « Noir et rouge » (anarcho-communiste), comprenant Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Montagut, Christian Lagant et qui participera au commencement des événements de 68 par la fondation, avec des membres de la JCR et les « pro-situs », du « Mouvement du 22 Mars » que rejoindront plus tard d'autres militants comme l'architecte Roland Castro de l'UJC(ml), le psychanalyste Félix Guattari, fondateur du CERFI foucaldien, Anne Querrien, Serge July de l'UNEF et futur fondateur de la « Gauche prolétarienne » maoïste et du journal *Libération*. Certains syndicalistes étudiants se revendiquent également libertaires, tels Prisca Bachelet (UEC et UNEF) et Jean-Pierre Duteuil (Noir et rouge et UNEF), qui rejoindront également le 22 Mars. On pourra encore citer Jean-Gabriel Cohn-Bendit, frère aîné du premier. Le Mouvement du 22 Mars demeure un mouvement d'inspiration et d'action libertaires regroupant des individus de différentes tendances (JCR, anarchistes, pro-situs, ESU et des groupes d'inspiration conseilliste tels *Socialisme ou barbarie, Pouvoirs ouvriers*). Il réalise une sorte de jonction entre eux, comme les « Comités d'action », en mêlant par exemple l'ouvriérisme maoïste et la subversion situationniste.

Souvent partisans de l'action « spontanée » (« par la base »), les militants libertaires s'attachent à des actions contestataires symboliques (occupations, séquestrations), de sabotage dans les usines, d'agitation lors des AG ou des manifestations (affrontement avec les forces de l'ordre ou les autres courants « staliniens» ou « trotskos »). Ils prônent la « grève générale » et l'action directe pouvant parfois dériver chez certains vers l'action violente (pillages, dégradations de bâtiment, voire terrorisme organisé).

L'aspect « tactique » dans le discours

L'historien Eric Hobsbawn nous rappelle, en 1970, qu'il existe « une influence des structures urbaines sur la forme prise par [les] mouvements populaires [même si] les révolutions sont déterminées par des situations politiques et non par la structure des villes plus ou moins propices à l'insurrection. »[387] Nous pouvons appliquer ce schéma de pensée aux événements de Mai 68, comme il l'illustre d'ailleurs lui-même tout en concluant que la ville de Paris est fortement adaptée à ce type d'activités.

Ainsi pouvons-nous constater que pendant les événements de 68, l'espace urbain parisien fut tout d'abord instrumentalisé de manière tactique. Danielle Tartakowsky ne nous rappelle-t-elle pas, relativisant l'affirmation d'Hobsbawn, que « la crise inédite de 1968 […] prend naissance dans le mouvement social, non dans la vie politique ».[388] D'une manière radicale, peu après le mois de mai, le journal *La Cause du Peuple (Journal communiste révolutionnaire prolétarien* – de la « Gauche

[387] HOBSBAWN (Eric), « La ville et l'insurrection », *Espaces et sociétés* n°1, Paris, Anthropos, novembre 1970, pp.137-147.
[388] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, pp. 149-152.

prolétarienne »), qui sera plus tard interdit par les autorités et soutenu par Jean-Paul Sartre, en appelle régulièrement dans ses colonnes, bien que d'obédience maoïste – et donc d'ordinaire, nous avons pu le constater, plus attaché à l'action révolutionnaire dans les campagne – à la « lutte armée dans les villes »[389], préfigurant les « années de plombs » et le début des terrorismes européens d'extrême gauche du type « *Rote Armee Fraktion* » (RAF) ou « Action directe ». De même, le journal trotskyste *La Nouvelle avant- garde* (Jeunesse communiste révolutionnaire– JCR), dans son premier numéro de juin 1968, qualifie le mois de mai de « répétition générale » précédent la révolution prolétarienne.[390] Le journal établit une véritable stratégie de la lutte révolutionnaire avant d'apporter des conseils pour la tactique de la « guérilla urbaine ».[391] Prenant l'exemple du Viêt-Nam où, à la guérilla urbaine connue sous le noms d'offensive du Têt (« attaque de commissariats et de bases aux roquettes », « guerre de rue dans les centres urbains ») succéda une guérilla rurale, les trotskystes français jugent que la première s'est avérée « plus payante » que la seconde, et ceci pour deux raisons simples : d'une part, la guérilla urbaine permettrait le « travail politique » sur les populations et leur « soutien » (conception que l'on retrouve dans la RAF allemande comme dans les Brigades rouges italiennes dès 1970 et que l'histoire se chargera d'infirmer), et d'autre part, le terrain des villes est préférable pour la guerre d'embuscade (blocages des adversaires dans les rues, « guerre des toits avec communications dans les étages », « barricades de voitures enflammées »). Le souci perpétuel est d' « empêcher le quadrillage » et le risque résidant dans les bombardements massifs « comme à Saigon », ce que ne ferait jamais, selon eux, « l'impérialisme sur son propre territoire ». D'où leur conclusion selon laquelle « la guérilla urbaine en Occident est possible ». Il est ici d'ailleurs à noter que dans ce type de sources, les références aux expériences étrangères sont pléthore : Viêt-Nam, Albanie, Cuba, Palestine. Les « Enragés » de Nanterre, proches de l'IS sont en effet littéralement fascinés par le « Zengakuren », cette association d'étudiants japonais pratiquant et faisant du combat de rue leur principal moyen d'expression.

Dans la même optique, mais de manière plus pragmatique, le premier tract intitulé *Le Pavé*, émis par le « Comité d'action révolutionnaire » et daté de mai 1968, dresse un récapitulatif des batailles de rue du mouvement, de l'extension du phénomène des barricades dans Paris et de l'amélioration progressive de leur conception. Les petits groupes mobiles « divisant les forces de police » ont été efficaces, tout comme les barricades, destinées au départ à ralentir les CRS puis à « occuper le terrain », avec les « occupations » de ponts, des grandes artères et des petites rues pour « rallier les jeunes ouvriers en les arrachant au PC et à la CGT ».[392] Le tract conclue toutefois que « les

---

[389] *La Cause du peuple*, Nouvelle série, n°1, 1er novembre 1968 ; n°4, mars 1969. AN, 78AJ/33.
[390] Tout comme Trotsky lui-même parlant de 1905 en Russie et selon les termes du titre d'un ouvrage d'analyse des événements paru en 1968, aux éditions Maspero par trois dirigent JCR : Alain Krivine, Daniel Bensaïd et Henri Weber ; BENSAÏD (Daniel), KRIVINE (Alain), WEBER (Henri), *Mai 68, une répétition générale*, Paris, F. Maspero, 1968.
[391] AN, 78AJ/34.
[392] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 165.

règles de la guérilla urbaine n'ont pas été appliquées […], la tactique des manifestations étant toujours improvisée et défensive, manquant de coordination et de liaison ».[393] On y apprend aussi que la tactique des CRS, elle, se cantonne à l' « encerclement » et à « la préparation par les gaz, avant de donner l'assaut ». Le premier numéro *d'Action*, qui parait le 7 mai, dresse un plan du Quartier Latin signé du dessinateur Siné, où sont représentés les commissariats et les points de bouclage du quartier par la Police.[394]

Les maoïstes de l'UJC(ml), quant à eux, prônent l'aide aux ouvriers, leur ralliement et sont, du moins au début de mai, hostiles – ou réservés – vis-à-vis des mouvements de rue et de l'affrontement avec les forces de l'ordre, préférant de loin élargir le mouvement et pour cela, aller faire de la propagande dans les banlieues et les quartiers ouvriers :

> « Depuis trois jours nous nous battons autour de la Sorbonne ; contre la répression policière des milliers d'étudiants mènent de magnifiques combats. Mais nous pouvons continuer longtemps à rester au quartier Latin isolés des masses populaires sans que la bourgeoisie tremble ; c'est pour elle un moindre mal, tous ses porte-parole nous y invitent. Aller auprès des masses populaires qui mènent depuis des dizaines d'années la lutte contre la répression des flics et des patrons, cela la bourgeoisie le craint parce qu'elle sait bien que le peuple est son principal ennemi. Dans les usines, ça bouge, les ouvriers en ont assez de toutes les formes de répression de la bourgeoisie, ils sympathisent avec la lutte des étudiants contre les flics mais ils se demandent où cela mène. Allons leur expliquer que nous rejoignons leur combat contre la répression patronale et policière. La Sorbonne est un vieux tas de pierre. Saint-Denis c'est des dizaines de milliers d'ouvriers qui luttent. Les flics peuvent se concentrer au quartier Latin et nous y attendre. Qu'ils viennent dans les banlieues, qu'ils viennent à Saint-Denis essayer de nous empêcher de nous lier aux travailleurs. Nous les attendons avec les ouvriers. Il faut choisir : rester entre nous ou rejoindre la lutte des ouvriers. Tous demain à Saint-Denis. »[395]

Les « maos » de l'UJC(ml) auront d'ailleurs l'occasion de passer à l'avant-scène lors des affrontements musclés avec les forces de l'ordre évacuant les usines occupées, au début du mois de juin. L'évacuation de l'usine de Renault-Flins, notamment, sera pour eux l'occasion de mettre en pratique leur stratégie révolutionnaire. Elle se soldera par la mort de l'un d'entre eux, érigé en martyr de la « cause du peuple » et en martyr de 68.[396]

Ainsi, la position des maoïstes est on ne peut plus ambiguë vis-à-vis de mouvement étudiants ; hésitant entre y participer immédiatement ou n'y participer qu'une fois l'élargissement aux entreprises effectué. Le mouvement perdurant, l'UJC(ml) se ralliera aux « combats » de rue, à leur « nécessité » et à leur tactique, ainsi qu'à la « guerre » de harcèlement par petit groupes. Nous avons pu lire, dans un

---

[393] AN, 78AJ/34.
[394] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 498.
[395] SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, édition augmentée, pp.201-202.
[396] Mort du Lycéen maoïstes Gilles Tautin le 10 juin 1968, voir chronologie des événements en annexe n°1.

rapport du ministère de l'Intérieur daté de mai 1968 retranscrivant des tracts et journaux gauchistes représentatifs de la période, cette citation extraite de *L'humanité nouvelle* n°102 (6 au 13 mai 1968), journal du PCMLF maoïste :

> « Les principes de la guerre populaire dans une ville comme Paris avec une police suréquipée et nombreuse, ne consiste pas à se laisser encercler par l'ennemi, mais au contraire à former des groupes mobiles qui harcèlent l'ennemi, l'attaquent de différents côtés et le dissocient. »[397]

Les trotskystes, eux, détaillent moins la tactique que la stratégie symbolique des luttes urbaines, surtout dans la capitale : « Un million de travailleurs à l'Elysée ! »[398], « le pouvoir appartient à ceux qui sont dans la rue. [Il faut] contester le pouvoir là ou il se trouve : dans la rue, les commissariats et les préfectures »[399], « la rue est aux travailleurs, là est notre force ! »[400] Le souci principal de l'OCI, et de la FER, son organisation étudiante qui pratique « l'entrisme », notamment à l'UNEF, est de capter la classe ouvrière dans de grandes manifestations de masse. Elle est donc hostile aux « barricades » étudiantes, [401] et, d'une manière générale, au mouvement « gauchiste » et aux batailles de rue.[402] La JCR d'Alain Krivine, proche du PCI et plus « gauchiste » que l'OCI (FER) ou Lutte ouvrière, affirme que « le pouvoir est bien dans la rue », qu'il faut « faire surgir dans les quartiers et les usines, des organes du contre-pouvoir ouvrier pour le ravitaillement des infrastructures nationales dans les quartiers et localités, par les comités d'action ». Elle prend position pour « l'exercice du pouvoir direct des travailleurs organisés sur les lieux de leur existence sociale ».[403]

Le *Mouvement du 22 Mars*, de tendance plus libertaire et exclusivement étudiant, va dans le même sens en valorisant la rue comme lieu de la lutte « victorieuse » :

> « Le pouvoir se prend dans la rue ! »[404]
>
> « La commune n'est pas morte […] Désormais, nous savons où et comment nous battre jusqu'à la victoire. Dans la rue et dans les usines, non dans les salons et les bureaux où l'on négocie, par l'expression de nos désirs et de nos besoins, non par le manège électoral, par la juste violence de la lutte des classes. »[405]

---

[397] Ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires d'après leurs tracts et journaux*, 1968, p. 7.
[398] Tract de l'OCI (Organisation communiste internationaliste), *Id.*, p. 13.
[399] Tract du mouvement « Voix ouvrière », 25 mai 1968, *Id.*, p.15.
[400] Tract du mouvement « Voix ouvrière », 7 juin 1968, *Id.*, p.16.
[401] GAUSSEN, Frédéric, « Un rôle de détonateur », *Le Monde*, 14 juin 1968.
[402] BOURSEILLER (Christophe), *in : Conflits actuels. Revue d'étude politique* n° 2, « L'autre Mai 68 », Paris, Centre d'études et de diffusion universitaires, Printemps-été 1998, p.36.
[403] Tract de la JCR, « Où va la France ?», n.d., *Id.* p. 24.
[404] Tract du « Mouvement du 22 Mars » : « Appel du mouvement du 22 Mars », 14 mai., *Id.*, p. 30
[405] Tract du « Mouvement du 22 Mars » : « Où est passé le pouvoir ? », n.d., *Ibid.*

« En cas d'attaque de la police, [il faut mettre] hors d'état de fonctionnement les moyens de production. […] Les ouvriers, comme ils l'ont déjà fait, prendront les moyens de transport des patrons pour aller chercher les vivres à la campagne. »[406]

« Les barricades du Quartier Latin, ce n'est pas un amusement d'étudiants pour la défense de leurs intérêts d'étudiant : leur sens profond, c'est d'être l'amorce d'une lutte directe contre l'Etat bourgeois et sa police. »[407]

Les problèmes du « ravitaillement sont également prévus dans les tracts. D'autres, destinés à prévenir la « répression », sont diffusés. Ils précisent les « droits » face à la police, ce qu'il est permis de faire et de ne pas faire, l'attitude à adopter, les manières d'échapper aux arrestations, et de « se prémunir contre les coups de matraque et les gaz », des « recettes pour confectionner des cocktails molotov »[408].

Les comités d'action étudiants, regroupant divers mouvements, sont particulièrement pédagogiques et les plus prolixes concernant la tactique. Ils fournissent par exemple la « liste du matériel utilisé par les CRS », des renseignements sur les effets des différents sortes de gaz[409] et prônent la « maîtrise effective de la rue pour un travail unitaire »[410]. C'est le cas également du « comité de défense contre la répression » à majorité maoïste qui propose de « sortir du Quartier Latin où on voulait nous enfermer » de manière à éviter le « piège de l'isolement », d'où la nécessité d' « aller faire de la propagande dans les quartiers populaires et les banlieues »[411], où le « pouvoir gaulliste se trouve dans l'impossibilité d'implanter les forces de répression ».[412] Cette volonté de ne pas se « laisser enfermer » et d'aller conquérir les quartiers ouvriers est le fait des trotskystes de la FER, des maoïstes et de l'extrême gauche dans son ensemble (PSU), à ce détail près que les maoïstes sont les plus motivés en ce domaine, appelant souvent à abandonner les tactiques de rue pour ce concentrer sur les occupations. La détermination vise essentiellement à briser l'isolement du Quartier Latin et à rallier les ouvriers, les pauvres : cette contre-tactique n'est d'ailleurs pas dénuée de bon sens. Pour preuve, ces propos du Préfet Maurice Grimaud qui laisse le Pont Saint-Michel seul ouvert au soir de la manifestation étudiante de 10 mai qui s'achèvera par la « nuit des barricades » dans le

---

[406] Tract du « Mouvement du 22 Mars » : « La grève continue », n.d., *Id.*, p. 31
[407] Tract du « Mouvement du 22 Mars » : « Continuons le combat dans la rue », 14 mai 1968, *Id.*, p. 32
[408] « La commune n'est pas morte », Comité d'action Lettres-Nanterre, (au dos d'un tract sur le « contrôle continu des connaissances »), AN, 78AJ/35.
[409] Tract des Comités d'action, 13 mai 1968, AN, 78AJ/35.
[410] Comité d'action étudiants-ouvriers, *in :* ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires d'après leurs tracts et journaux*, 1968, p. 51.
[411] Comité de défense contre la répression et Comité pour la liberté contre la répression, AN, 78AJ/35.
Notons que pour l'historien Eric Hobsbawn, la ségrégation des classes sociales, et notamment la relégation des classes populaires dans les périphéries urbaines, loin des centres de décisions et des autres classes, constitue l'une des difficultés majeures pour toute insurrection dans les villes contemporaines, *in :* HOBSBAWN (Eric), *op. cit.*, p. 143.
[412] Comité d'action ouvriers-étudiants de la Sorbonne, n.d., ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires d'après leurs tracts et journaux*, 1968, p. 36

Quartier Latin : « Il n'y avait pas de sérieux inconvénients à ce qu'ils se répandent dans le quartier qui est leur domaine. »[413] Pour Alain Touraine, analysant l'erreur des autorités :

> « le mouvement étudiant ne fut pas pris au sérieux. Qu'il s'agite Boulevard Saint-Germain, qu'on lui donne même la Sorbonne, tout cela peut provoquer des désordres irritants, mais le quartier Latin est habitué à ces incidents et la société ne peut être menacée par des étudiants. »[414]

Les « comités d'action », éclectiques, d'abord aux mains des trotskystes de la JCR, puis de l'extrême gauche en général et du *Mouvement du 22 Mars*, ont pour buts de donner une organisation unitaire au mouvement étudiant puis de rallier le monde ouvrier. Leur aspect de théorisations tactique et stratégique est donc presque institué dans le milieu étudiant de 68. Nous pourrons par exemple citer ces deux tracts recensés par le ministère de l'Intérieur, émanant des comités d'action, mais sans indication précise de date ou d'origine. Dans le premier intitulé « Exposé en 10 points sur comment organiser l'agitation au moyen de groupes mobiles se déplaçant constamment », les « petits groupes fortement structurés » (ou « groupes d'action »), « travaillant de jour comme de nuit par roulements », sont valorisés par rapport aux mouvements de masse. Ils sont estimés être plus aptes à « informer les populations parisiennes », à se réunir régulièrement en se dispersant dans « des lieux prévus d'avance » en cas d'attaque des forces de police, et à « intervenir sur [des] secteur[s] géographique[s] déterminé[s] pendant [des] laps de temps précis ».[415] Nous retrouvons déjà, dans tous ces discours, le questionnement que Louis Marin se pose en 1983 à propos des manifestations de rue : à savoir, est-ce qu'il ne s'agit pas ici simplement de la « répétition symbolique d'un affrontement dans la société ? »[416] S'agit-il de la répétition de l'âge d'or de la révolte parisienne (Commune de Paris de 1871) ou de la « répétition » d'une révolte (« révolution ») plus large à venir (ce qui est le cas pour les trotskystes) ? De toute évidence, nous pouvons y voir sans conteste le souci de « recruter » le plus largement possible, ce qui inclut, pour ce qui concerne les manifestations, de « bien choisir l'itinéraire » du défilé.[417]

Le second tract, quant à lui, constitue un véritable exposé sur les tactiques d'action directe face aux services d'ordre.[418] Il débute par la description de la panoplie destinée à se prémunir contre les matraquages et les gaz (« lunettes de moto », « masques de chirurgien ou gaz et cotons hydrophiles », « casque de moto ou récipient d'aluminium », « vêtements vagues », « tennis non voyantes », « rembourrage de journaux sur les épaules et la nuque, style France-Soir ou le Figaro » :

---

[413] Cité *in :* TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 160.
[414] TOURAINE (Alain) (1968), *Le Mouvement de mai, ou le communisme utopique*, Paris, Le Livre de poche, 1998, p. 146.
[415] Ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires., op. cit.*, 1968, pp. 40-41.
[416] MARIN (Louis), « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession (notes sémiotiques) », *Sociologie du Sud-Est (Revue de sciences sociales)*, n° 37-38, Aix-en-Provence, CNRS, Université de Provence, juillet-décembre 1983, pp. 13-28.
[417] *Id.*
[418] Ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires., op. cit.*, 1968, pp. 43-45.

« l'épaisseur doit correspondre à celle de l'épiderme matraquable, soit vingt-cinq feuilles de presse bourgeoise environ »). Même « les pliages », les « formats », sont détaillés.

> « Une ville comme Paris est plus touffue qu'une forêt vierge. Un homme à pied roule beaucoup plus vite que n'importe quel véhicule. Eviter à tout prix de se laisser engouffrer dans une souricière (Pont Neuf libre dans la nuit du 24, par exemple). Eviter également de se laisser fixer sur place. La barricade, passées les premières phases d'action psychologique, c'est le moyen-âge. [C'est aussi] un prétexte de provocation invoqué par les forces de l'ordre. Ça ne protège absolument pas. Ça indisposera rapidement la population. Malgré leurs équipements, leurs gigantesques moyens, les "gens d'en face" sont alourdis par leur propre matériel. Ils sont vieux et veulent atteindre l'âge de la retraite le plus tranquillement du monde. Ils travaillent pour du fric alors que chacun de nous se bat pour vivre en homme et non pas en mercenaire de quoi que ce soit. »[419]

Le tract se poursuit ensuite sur les tactiques à adopter en cas de dispersion : se disperser en groupes de 50 à 100 personnes avec des agents de liaison et des transistors vers un « point de ralliement intermédiaire où seront prises les décisions adéquates », se disperser « en étoile et avec des courbes très éclatées afin d'éviter la souricière », « les derniers événements montrent que les forces de l'ordre sont à peu près impuissantes en face de groupes très mobiles et se dispersant à travers toute la ville » ; « étant donné leur statut d'asile relativement respecté, les différentes facultés ne doivent jamais être utilisées comme forteresses mais comme bases » (repos, restauration, discussions, organisations) : il s'agit de démasquer les « indésirables » en fouillant à l'entrée. Lors des manifestations, il est recommandé d'être organisé « en secteurs, petits groupes autonomes autour d'un point fixe et dans un rayon de 500 mètres », de « ridiculiser les forces de l'ordre » plutôt que de les « injurier», d'éviter les « destructions inutiles », d' « expliquer le mouvement étudiant » « dans un langage simple » et « en donnant des chiffres ». Il est enfin, pour l'anecdote, recommandé de ne pas attaquer « le PC et les centrales syndicales dans leur ensemble » mais séparément, de « continuer à scander l'union avec les travailleurs et les paysans » (« malgré l'amertume »), de tenter de « convaincre coûte que coûte » en « laissant parler et en réfutant ensuite ». La manifestation est donc aussi perçue comme une tribune permettant la propagande, non plus massive et globale, mais par petits groupes, individuellement, avec les passants, un forum de rencontres ou les individus interagissent et tentent de se convaincre et de recruter des partisans («du receveur de poste jusqu'à l'agent de police en passant par les pompiers et les employés de voirie, et particulièrement les fonctionnaires »)[420]. Ce forum possède bien sûr ses codes de bonne conduite, ses modes de faire et de dire.

De même, le dépavage des rues de Paris pour la constitution des barricades ou la constitution de projectiles contre les forces de l'ordre a fait couler beaucoup d'encre. L'utilisation du mobilier

---

[419] Ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires., op. cit.*, 1968, pp. 43-45.
[420] *Ibid.*

urbain de l'espace public (grilles d'arbres, poubelles), voire des automobiles lors des combats de rue (notamment au cours des trois « nuits des barricades » à Paris, les 10, 23 mai et 11 juin), servant d'armes ou de boucliers défensifs, ainsi que les murs devenant les supports de slogans, critiques ou propagande, illustrent encore cette instrumentalisation de l'espace public.

Quoi qu'il en soit, toutes ces directives, ces considérations tactiques appliquées ou non sur le terrain amèneront certains protagonistes à parler de « force révolutionnaire » organisée en émergence, constituant, pendant les mois de mai-juin 1968, le début d'une « guerre civile »[421], que seuls quelques terroristes – ceux du groupe « Action directe », notamment – prendront au sérieux. Ainsi, dès 1968, le Mouvement du 22 Mars lui-même réfutait l'appellation de « guérilla urbaine », contrairement aux trotskystes[422] :

> « Le premier malentendu à éviter est celui de qualifier de "guérilla", la lutte des étudiants français dans les rues de Paris et dans les champs de Flins. Il ne s'est nullement agi de lutte armée révolutionnaire ou de guerre du peuple menée par des spécialistes de la "guerre des rues" ainsi que le laissait supposer M. Grimaud dans sa déclaration à la presse au lendemain des événements de la rue Gay-Lussac. Si le-dit M. Grimaud avait consulté les ouvrages du Che ou ceux de R. Debray, cela lui aurait évité de faire publiquement des bévues ne témoignant de rien d'autre que de son ignorance ou de sa perversité politique. »[423]

Pour ces militants, les batailles de rue ne constituent que des «processus tactiques mis en œuvre par les étudiants pour élaborer un système auto-défensif ». Elles furent notamment motivées par l'évacuation de La Sorbonne par les forces de l'ordre et sa fermeture le 3 mai, ainsi que par la répression en général.

Pour Eric Hobsbawn, cette instrumentalisation de l'espace urbain par les émeutiers a d'ailleurs amené, aux cours de l'histoire, les autorités à élaborer des stratégies pour prévenir cette instrumentalisation. Ainsi, « trois principales méthodes administratives ont été imaginées pour contenir les émeutes : une disposition systématique dans le déploiement des troupes, le développement des forces de police (qui ont rarement existé sous la forme moderne avant le XIX^{e} siècle) et la reconstruction des villes de manière à minimiser les chances de révolte», même si ces méthodes peuvent se cumuler et se diviser chacune en plusieurs variantes (par exemple, pour la dernière méthode : percement de larges avenues ou évacuation des populations les plus pauvres et « à risque » hors des centre et de la proximité des instances du pouvoirs, avec l'exemple de travaux d'Haussmann au XIX^{e} siècle, que d'aucun interprète, entre autres choses, comme une réponse aux révoltes

---

[421] MORANE (Erlyn), GEISMAR (Alain), JULY (Serge), *Vers la guerre civile*, Stratégies, Paris, Editions et publications premières, 1969.
[422] Cf. *Supra.*
[423] Mouvement du 22 Mars (1968), *Ce n'est qu'un début continuons le combat*, Paris, La Découverte, 2001, p. 117.

parisiennes de 1848).[424] Raymond Marcellin, succédant à Christian Fouchet au ministère de l'Intérieur en mai 1968 au sein du gouvernement Georges Pompidou se situe plutôt dans les deux premiers cas de figure. Lors d'un discours sur le « maintien de l'ordre » à l'assemblée nationale le 14 novembre 1968, il revient sur les caractéristiques de ce que l'on appelle dorénavant « les événements de Mai ».[425] Citant les « trotskystes, castristes, maoïstes » dont « l'objet est de s'emparer du pouvoir politique » par « les moyens de la grève insurrectionnelle, de l'occupation des services publics, des manifestations de rue et des émeutes » (« *L'humanité nouvelle* pro-chinoise ») et pour qui « la lutte des classes » ne se passe pas « au parlement mais dans la rue » (*L'information ouvrière* de l'OCI-FER) ou d'autres tracts répertoriés dans l'ouvrage précédent[426], il dénoncent ceux pour qui « révolution » rime avec « violence » et qui enseignent la « technique des cocktails Molotov et des barricades ». « Ces minorités extrémistes qui complotent », qui « font régner la terreur » en France comme à l'étranger (SDS[427] de Rudi Dutschke en Allemagne), qui « pratiquent le mensonge », notamment en dénonçant les provocations et « brutalités policières », et qui sont « manipulées par des leaders en contact avec l'étranger »[428], ont amené son prédécesseur et lui-même à prendre différents sortes de mesures comme l'interdiction de groupes d'extrême gauche,[429] l'expulsion d'étrangers tels Daniel Cohn-Bendit ; des arrestations massives ; les pleins pouvoirs aux préfets ; la « logistique de crise » ; l'« interdiction d'occuper des bâtiments de services publics » ; autorisation pour la police d'entrer dans l'Université...[430] Mais la « recrudescence des attentats par explosifs » l'amène a son tour à renforcer les dispositifs judiciaires et policiers en renforçant les effectifs de police dans et le budget prévisionnel de 1969 au profit des moyens et du matériel, en « sacrifiant » le corps urbain de la police au profit des CRS, en « informant la population » sur les but véritables des gauchistes (« régime dictatoriale, anarchisme »)[431] : « Il faut qu'ils comprennent que, contrairement à leur slogan, le pouvoir est dans les urnes, pas dans la rue ». Les autorités chargées de la sécurité emploient donc les mêmes armes que celles que l'ont peut noter dans les tracts des contestataires : « présence sur le terrain » et « information » aux populations. Danielle Tartakowsky écrit que tout « gouvernement pense la rue

---

[424] HOBSBAWN (Eric), *op. cit.*, p. 141.
[425] MARCELLIN (Raymond), « Exposé sur le maintien de l'ordre pour la présentation du budget 1969 à l'Assemblée nationale le 14 novembre 1968 », Paris, supplément à *Liaisons* n° 154, décembre 1968.
[426] Ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires d'après leurs tracts et journaux*, 1968.
[427] *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* (« Mouvement des étudiants allemands socialistes »).
[428] Pour preuve : « des manifestations ont lieu en même temps contre une même ambassade à différents endroits du monde », *Ibid.*
[429] Le 12 juin 1968, sont dissous par décret présidentiel sur décision de Raymond Marcellin, le « Mouvement du 22 Mars », le groupe « Révoltes », « Voix ouvrière » (future Lutte ouvrière),, la JCR et le PCI, l'OCI et la FER, le PCMLF et l'UJC(ml).
[430] *Id.*, pp. 3-13.
[431] *Id.*, pp. 14-15.

[non pas en terme de pouvoir, mais] en terme d'ordre public, en cherchant simplement à se doter de moyens mieux adapté à sa défense »[432], même si, ici comme ailleurs, le pouvoir se trouve ébranlé.

Pour illustrer cette instrumentalisation de la rue par les forces de l'ordre, mentionnons l'épisode du 24 mai 1968. Plusieurs manifestations convergentes provenant des portes de Paris afin de drainer les ouvriers selon la volonté du 22 Mars et de l'UJC(ml) se réunissent à la Gare de Lyon lors de l'annonce d'un référendum par le Général De Gaulle.[433] Les réunions précéderont, à la tombée de la nuit, un affrontement massif avec les forces de l'ordre ayant bouclé le quartier. Suite à ces affrontements, la dispersion en plusieurs manifestations s'éparpillant dans Paris aboutit à la deuxième nuit des barricades dans le Quartier Latin, cette fois sur la rive droite aux environs de le Bastille. Cette manifestation « sauvage » est une réussite : les jeunes travailleurs, certains ouvriers sont « drainés » par les militants. Des manifestants, emmenés par Alain Geismar du SNESup, Serge July du 22-Mars, Jean-Marc Salmon et Roland Castro de l'UJC(ml), iront, via les Grands Boulevards, piller et incendier la Bourse de Paris, le Palais Brongniart datant du XIX^{e} siècle, symbole du capitalisme à Paris, étrangement laissé sans surveillance policière.[434] L'idée circule ensuite d'aller « prendre » l'Elysée, ce qui n'aura pas lieu, les manifestants préférant rentrer au Quartier Latin par la place Vendôme. Mentionnons que la grande manifestation précédant ces événements devait initialement se dérouler à l'Hôtel de Ville de Paris, de manière à « prendre » celui-ci, comme lors de la Commune de 1871.[435] Cette prise de l'Hôtel de ville empêchée par les forces de l'ordre dans la quartier de la Bastille, et qui conduira certains manifestants à se diriger par défaut vers le Palais Brongniart et d'autre à rejoindre le Quartier Latin pour bâtir des barricades, avait d'ailleurs été préparée tactiquement et sérieusement par les apprentis émeutiers comme nous l'expliquent Hervé Hamon et Patrick Rotman qui retracent les faits en ces termes, tout en exprimant le caractère grandiloquent et hautement symbolique de l'ambiance d'alors parmi les gauchistes, tout comme leur volonté de dramatisation :

> « [Serge] July observe que le 24 mai est la veille du jour anniversaire de la Commune. Prenons l'Hôtel de ville. Geismar préfère le ministère des Finances, la pompe de l'Etat – un palais officiel que l'armée serait contrainte de reconquérir le lendemain matin. Sondés, les dirigeants de la JCR demeurent sceptiques. Les ML [UJC(ml)] ne sont guère consultés. […] L'Hôtel de ville est retenu (à défaut, en repêchage, on se rabattra symboliquement sur la Bourse, temple du capital). Jean-Louis Péninou part en reconnaissance, visite les galeries où s'installèrent les communards, trace un plan minutieux, note les entrées, les goulots d'étranglement. Son verdict : nous n'avons pas d'armes, sinon un énorme stock de boulons près de Jussieu, et un camion pour les transporter ; nous entrerons aisément, mais résister de l'intérieur sera vite impossible. "Ils" seront obligés de nous chasser. Par le fer et par le sang. »[436]

---

[432] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*,1998, p. 32.
[433] Seuls quelques manifestants CGT rejoindront le défilé.
[434] JOFFRIN (Laurent), *Mai 68. Histoire et événements*, Paris, Seuil, 1988, pp. 222-229.
[435] *Id.*, p. 215.
[436] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 535.

Quoi qu'il en soit, cette incursion des émeutiers dans les « beaux quartiers », vers l'Ouest parisien, la Rive droite et la Palais de la Bourse, aurait été volontaire de la part des autorités, voulant par-là même protéger l'Hôtel de ville, l'objectif des manifestants :

> « Ce que les incendiaires [de la Bourse] ne savent pas, c'est qu'ils jouent aussi un rôle écrit par quelqu'un d'autre. Loin d'être une erreur tactique, la disposition des barrages de police qui livre la rive droite aux manifestants et leur interdit la rive gauche est parfaitement volontaire. Pompidou (le Premier ministre] pilote en direct l'action des forces de l'ordre, encadrant Grimaud [le préfet] dans ses directives. Il a besoin de réveiller le parti de la peur. Portant le désordre dans les beaux quartiers, les étudiants servent ses desseins. Il s'en explique sans ambages dans ses souvenirs publiés après sa mort : " Mes instructions étaient de barrer les ponts afin de les empêcher de se diriger vers le Quartier Latin. Je voulais qu'ils se dispersent vers l'ouest, à la fois parce qu'ils s'y perdraient en petites opérations de commando sans gravité, et parce qu'ils feraient peur aux bourgeois du XVI^{e}. C'est ce qui se passa au début et il y eu un petit incendie à la Bourse." (1982) ».[437]

La tactique du Préfet Grimaud a changé : du début mai où la rive droite était interdite aux manifestants par le blocage des ponts sur la Seine, et la situation perdurant, la rive droite et les « beaux quartiers » bourgeois leur sont désormais ouverts (et la Bastille fermée) de manière à faire monter l'insatisfaction et la volonté de retour à l'ordre chez les honnêtes citadins. Maurice Grimaud laissera toutefois plus tard dans la nuit le Pont-Neuf ouvert en bloquant tous les autres, de manière à faire revenir les étudiants dans le Quartier Latin, avant la deuxième « nuit des barricades ».

Ainsi, même si la ville et l'espace urbain ne furent que rarement, voire jamais, pensés comme déterminant dans la réussite révolutionnaire ou des luttes, bien au contraire, ils furent, pour les gauchistes, un terrain avec lequel il fallait composer, duquel il fallait tirer parti tactiquement, mais aussi et surtout symboliquement encore : le pouvoir et les lieux du pouvoir présumés devaient être pris d'assaut.

L'instrumentalisation symbolique de l'espace

La volonté d'investir la rue et l'espace public participent de cette instrumentalisation révolutionnaire de l'espace urbain et de ses éléments ou composantes, de manière à faire advenir des « forums »spontanés, des « lieux du politique » symboliques et visibles, autres que ceux qui sont institués. Les barricades, les manifestations, les combats de rue, les détournements du mobilier urbain de ses fonctions premières comme l'utilisation des promontoires comme points de parole, la

---

[437] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 535.

subversion des monuments républicains et des statues, se réfèrent à une « mémoire » révolutionnaire issue du XIX[e] siècle (Commune de Paris).[438] Il s'agit bien sûr de la « manipulation d'un espace préexistant » visant à « produire » une « représentation de lieux », c'est-à-dire à opérer des « changements de significations de l'espace ainsi instrumentalisé ». [439] Car les événements de Mai 68 constituent, et c'est loin d'être négligeable, une instrumentalisation symbolico-politique de l'espace visible dans les pratiques tout comme dans les discours.

La preuve la plus immédiate en est l'apposition des drapeaux rouges et noirs sur de nombreux bâtiments publics ou sur les monuments. Les pillages et dégradations sont également prônés et pratiqués lors des occupations d'usines, d'institutions ou de l'espace public par des « peinture sur les murs »[440] ou par le détournement des monuments parisiens. Les lieux stratégiques que sont les universités deviennent les « bases » idéologiques et organisationnelles, les usines (comme lieux de la production) et les voix de communication sont mis en avant :

> « Le pouvoir de la répression ne sera pas abattu simplement par des manifestations désordonnées et des barricades même généralisées dans Paris. […] L'autogestion dans les usines, […] les barrages de grévistes sur les routes et le contrôle de la circulation des biens et des personnes [sont également nécessaires]. »[441]

Par l'autogestion ouvrière et le contrôle des voix de circulation, c'est bien sûr la paralysie économique du pays – voire l'appropriation du pouvoir économique – qui est recherchée. Par l'occupation des universités et la lutte et la subversion dans les lieux symboliques où le « pouvoir se cache »[442], c'est l'appropriation du pouvoir idéologique et culturel qui est visée,[443] Enfin, par l'alliance « étudiants-travailleurs » réclamée notamment par les maoïstes, c'est la généralisation de la révolution à la société Française dans son ensemble qui est recherchée.[444] Tout ceci vise bien sûr à établir un contre-pouvoir vis-à-vis du pouvoir politique institutionnel et culturel, et ce, dans les lieux mêmes de l' exploitation et de l'oppression :

---

[438] SIRINELLI (Jean-François) (2002), « 1962 : relève d'une génération et changement de configuration de l'histoire », *in : Comprendre le XX[e] siècle français*, *op. cit*, 2005, p. 402.
[439] MARIN (Louis), « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession (notes sémiotiques) », *op. cit.*, 1983, pp. 13-28.
[440] Comité d'occupation de la Sorbonne, *Id.*, n.d., p. 53.
[441] Comité d'action travailleurs-étudiants, 25 mai 1968, *Id.*, p. 54.
[442] LEFORT (Claude) (1968), « Le désordre nouveau », *in :* MORIN (Edgar), LEFORT (Claude), CASTORIADIS (Cornelius) (1968), *Mai 68 : La brèche*, suivi de *Vingt Ans après*, Bruxelles, Editions Complexes, 1988, pp. 13-62.
[443] Voir pour cela les contributions d'Edgar Morin et de Claude Lefort dans l'ouvrage collectif d'analyses « à chaud » intitulé *La brèche* ; MORIN (Edgar), LEFORT (Claude), CASTORIADIS (Cornelius) (1968), *Mai 68 : La brèche*, suivi de *Vingt Ans après*, Bruxelles, Editions Complexes, 1988, pp. 13-62.
[444] LEFORT (Claude) (1968), « Le désordre nouveau », *Id.*

> « Le mouvements des étudiants-travailleurs de mai est la preuve que le pouvoir peut-être pris sur les lieux mêmes où s'exerce l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire dans l'Université et dans l'entreprise. »[445]

- Les occupations

Ainsi, les occupations de bâtiments, qu'il s'agisse des universités ou des entreprises, acquièrent également un caractère tactique et stratégique :

> « L'Etat bourgeois avait voulu faire de la Sorbonne un symbole, le problème était donc de reprendre la Sorbonne à l'Etat bourgeois. »[446]

Les comités d'action nouvellement formés décident d'occuper la Sorbonne, qui devient « l'épicentre »[447] du mouvement étudiant, à la fois en tant que lieu de repli tactique contre les forces de l'ordre (qui sont, du moins au début, interdites d'entrée dans les établissements universitaires) et symbole fort : l'espace des étudiants leur revient de droit. La Sorbonne est ainsi évacuée par la police le 3 mai, fermée puis rouverte (« libérée ») et appropriée par les étudiants. L'université occupée, ouverte à tous, devient le lieu stratégique de débats et de critiques du système, par un renversement de son fonctionnement. Elle passe de la transmission du savoir à l'échange de savoirs, à la réflexion critique et à l'éducation « des masses ». La Sorbonne, Nanterre et Strasbourg deviendront les modèles de l' « Université sauvage » aux mains de « comités d'occupation » élus pour 24 heures.

> « […] En dépit et à travers d'innombrables conflits entre groupuscules, une osmose se fait entre l'exigence existentielle libertaire des uns et la politisation planétaire des autres. Pour les uns et pour les autres, s'affirme l'idée que l'Université est à la fois le bastion le plus fort de la société bourgeoise (elle en forme les cadres) et son maillon le plus faible, puisque les étudiants y sont en majorité et peuvent y répandre l'esprit de révolution. Que ce soit pour porter les plus grands coups à cette citadelle de la bourgeoisie ou au contraire pour la transformer de fond en comble, il faut agir *dans* et *contre* la structure universitaire. »[448]

De même se forme en mai un « Conseil pour le maintien des occupations » (CMDO), dans lequel les situationnistes et les Enragés de Nanterre, nouvelles recrues situationnistes et ayant auparavant la mainmise sur le comité d'occupation (René Riesel, René Viénet, Guy Debord, Raul Vaneigem), seront particulièrement actifs.[449] Formé pour concurrencer les comités proprement gauchistes, ce conseil pratique l'agitation et la subversion au sein de la Sorbonne, en contestant le

---

[445] Comité de coordination des cadres contestataires, « Des élections : pourquoi faire ? », n.d., *Id.*, p. 56.
[446] *L'Etudiant révolutionnaire* n°1 (FER trotskyste), juins 1968, cité *in :* TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 161.
[447] *Ibid.*
[448] MORIN (Edgar) (1968), « La commune étudiante », *in : Mai 68 : La brèche*, *op. cit.*, p. 16.
[449] VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998.

pouvoir de l'UNEF, du 22-Mars, en fustigeant le réformisme présumé de certains leaders, la bureaucratie qui s'installe dans la Sorbonne occupée, en prônant l'autogestion, la démocratie directe et l'organisation des occupations d'universités et usines sur le mode des « conseils ouvriers » ou *soviets*, ainsi que bien sûr la révolution dans la culture par les slogans, les graffitis, la poésie. Le CMDO pousse la subversion jusqu'à soutenir les « katangais »[450] lors de leur expulsion de la Sorbonne par les étudiants le 13 juin 1968. Pour les situationnistes et le CMDO, qui quittent la Sorbonne pour la rue d'Ulm[451] le 19 mai, « les trois premiers jours de l'occupation de La Sorbonne ont représenté l'exercice d'une démocratie exemplaire »[452], d'une démocratie directe, le reste des événements n'ayant été que récupération par divers organes dont principalement le Parti Communiste et syndicats étudiants.[453]

Cependant, dès le début du mouvement, et pour en revenir aux « comités d'action », de nombreux gauchistes craignaient le risque de « ghettoïsation » que constitue l'occupation des facultés, et souhaitaient réinvestir la rue, s'inscrivant par la même contre la majorité des trotskystes et des syndicats ouvriers misant sur les occupations des usines. La volonté générale était bien de sortir du Quartier Latin, mais aussi, pour cette frange appuyée par les maoïstes et le « Mouvement du 22 Mars », de sortir de la Sorbonne :

> « Maintenant […], il faut aller reprendre la rue, car c'est là que l'affrontement a lieu et que se fait la jonction avec les travailleurs. La Sorbonne est notre base, ce n'est pas un terrain de combat. »[454]

Ainsi, même si la volonté d'unifier le mouvement et d'élargir la propagande (vers les banlieues, notamment) est prégnante, les tactiques divergent entre les différents mouvements.

L'occupation des entreprises par les salariés (technique traditionnelle des luttes syndicales), pousse les syndicats de 68, du moins en ce qui concerne Paris, à ne recourir à la rue « qu'à titre marginal » :

> « l'extrême gauche dans les entreprises [prend] du recul par rapport à la rue, quitte à y revenir ultérieurement pour en user comme un des instruments de la révolution en marche. »[455]

La première pratique d' « occupation » étudiante de 1968 est due au Mouvement du 22 Mars qui se constitue à l'occasion à la Faculté de Nanterre dans le but d'obtenir la libération des militants anti-guerre du Viêt-Nam arrêtés la veille dans Paris suite à l'attaque du siège de l'American Express:

---

[450] Prétendus « ex-mercenaires » du Katanga (Congo), pour la plupart chômeurs et déclassés, ayant rejoint les rangs des étudiants de la Sorbonne occupée pour devenir les véritables « gros bras » du service d'ordre. Les katangais constituant une véritable bande autonome dans l'université, les gauchistes décident de les désavouer et de les chasser de la Sorbonne manu militari le 13 juin 1968, avant qu'ils soient arrêtés par les forces de l'ordre.
[451] Institut pédagogique national puis Ecole des Arts décoratifs.
[452] *Nuits magnétiques. L'Internationale situationniste* n° 4, *La Sagesse ne viendra jamais*, 10 mai 1996.
[453] Cf. « Le Commencement d'une époque », *Internationale Situationniste* n° 12, septembre 1969, pp. 3-34.
[454] CRHMSS, 1968, VII, 23, cité *in :* TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 177.
[455] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, pp. 175- 177.

> « Le vendredi 22 mars, après un Conseil d'université, un groupe d'une centaine d'extrémistes, à peine 1% des étudiants, emmenés par Cohn-Bendit [étudiant en troisième année de sociologie à Nanterre] occupèrent toute la nuit la Salle du Conseil, située tout en haut du bâtiment administratif, lequel était comparé à un phallus dominateur, et dorénavant, on ne parla plus que du mouvement du 22 Mars.»[456]
>
> « La Tour, symbole phallique de l'autorité, qui domine le campus, offre une cible idéale aux contestataires. »[457]

Pour Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, cette prise de contrôle temporaire de la tour de l'administration universitaire par des étudiants tiers-mondistes militant contre la guerre du Viêt-Nam – en fait, essentiellement des anarchistes (groupe « Noir et rouge ») et des trotskystes (JCR) réunis dans l'action et non sur les points doctrinaires –, « mime » la prise de la forteresse de La Moncada du 26 juillet 1953 à Santiago-de-Cuba par Fidel Castro[458] et les ouvriers et étudiants, prise meurtrière et qui marqua le début de la révolution cubaine. Comme le mouvement de Fidel Castro avait pris pour nom le *Mouvement du 26 Juillet*, celui de Nanterre s'est dénommé *Mouvement du 22 Mars*. Plus qu'un hasard, ce fait constitue un hommage, et plus encore une référence, une identification et un mimétisme de la part des étudiants nanterriens. Selon Laurent Joffrin, de l'avis même de Daniel Cohn-Bendit, leader du Mouvement du 22 Mars, cette auto-appellation aurait d'ailleurs eu pour but de se moquer des trotskystes de la JCR présents dans le mouvement, et de leur « vénération grandiloquente » pour la révolution cubaine.[459] Quoi qu'il en soit, cette dénomination par rapport à une action fondatrice, qu'elle qu'en soit la cause précise, marquera également de nombreux groupuscules gauchistes et terroristes en Europe. L' « événement fondateur » acquiert, à partir de 68, une valeur primordiale dans la jeune génération qui se revendique de la révolution. Cet événement fondateur se cristallise dans le temps (22 mars) et dans l'espace (Nanterre puis La Sorbonne et le Quartier Latin), au point de marquer fortement et durablement la mémoire des acteurs et la mémoire collective.

En mai, c'est tout d'abord l'annexe Censier de la Sorbonne qui est occupée par le MAU (Mouvement d'action universitaire) libertaire de Brice Lalonde et la « gauche syndicale » de l'UNEF dont le MAU est issu (Marc Kravetz, Jean-Louis Péninou) le 11 mai. Deux jours après, c'est la Sorbonne elle-même, ré-ouverte sur décision gouvernementale, qui est livrée aux étudiants. Puis c'est le tour des usines (Sud-Aviation à Nantes, différentes usines Renault), des lycées, du théâtre de l'Odéon sous l'inscription « Quand l'Assemblée nationale devient un théâtre bourgeois, tous les théâtres bourgeois doivent devenir des assemblées nationales »[460], de l'Hôtel Massa à Paris par des

---

[456] BASTIÉ (Jean), *in : Conflits actuels. Revue d'étude politique* n° 2, « L'autre Mai 68 », *op. cit.*, 1998, pp. 60-61.
[457] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 427.
[458] SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, édition augmentée, p. 134.
[459] JOFFRIN (Laurent), *Mai 68. Histoire et événements*, Paris, Seuil, 1988, p. 49.
[460] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 511.

écrivains, de l'Ordre des architectes, de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, qui devient le dernier bastion des étudiants militants au mois de juin, de l'Ordre des médecins, de l'ORTF à Paris.

Pour Henri Lefebvre, analysant l'action du « mouvement » des étudiants sur une base spatiale, ces occupations marquent une « centralité reconquise […] face aux centres de décision existants ». Elles « dépassent les ségrégations et les dissociations multiples, projetées sur le terrain dans l'éclatement actuel de la ville » (marches sur les usines, travail dans les banlieues, Sorbonne ouverte aux ouvriers), tout en annonçant la « société urbaine » à venir :

> « La centralité obtenue et tenue par le mouvement le renvoie aux marges de la réalité urbaine : banlieue, quartiers éloignés, lieux de production et d'habitation. De ces marges, le mouvement se répercute et revient vers les centres de décision. Sans d'ailleurs l'occuper. » [461]

Les centres occupés pendant mai-juin 68 ne sont pas les centres réels de décision, mais des centres symboliques, construit et appropriés par les étudiants et les ouvriers pour concurrencer et contester les véritables lieux de pouvoir auxquels on ne s'attaque d'ailleurs pas : le – nouveau – pouvoir est dans la rue, dans le Quartier latin, dans la Sorbonne occupée, dans les usines. Du moins telle est la volonté.

D'une manière plus générale, pour le sociologue Alain Touraine, analysant les événements qu'il a observé – en tant que futur sociologue des « nouveaux mouvements sociaux » dont il voit dans 68 l'essai avorté, et en tant qu'enseignant de Nanterre tout à la fois conspué par le mouvement, accusé par Cohn-Bendit de tenir des propos « fallacieux » sur le rôle de l'Université dans la société capitaliste[462], et suiveur tardif de celui-ci[463] –, Mai 68 représente un nouveau type de lutte adapté à une nouvelle société transformée. Il en voit les prémices lors des manifestations, des combats de rue et des barricades du début du mois de mai, et dans la volonté d'étendre le mouvement aux ouvriers. Malgré leur charge symbolique forte, les occupations des facultés et d'autres institutions sonnèrent par contre pour lui, et contrairement à son collègue Lefebvre, la fin du mouvement, :

> « La révolte culturelle qui éclate à partir du moment où les facultés puis l'Odéon sont occupés [annexe de Censier le 11 mai, Sorbonne et ENSBA le 13, Nanterre le 14 et Théâtre de l'Odéon le 15 mai][464] ne peut avoir d'importance centrale puisqu'elle n'engage pas le mouvement dans un conflit actif. […] Le

---

[461] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, (titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet)*, Paris, Editions Syllepse, 1998, pp. 112-113 .

[462] COHN-BENDIT (Daniel), DUTEUIL (Jean-Pierre) et *la.* (janv. 1968), *Pourquoi des sociologues ?, in :* Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, pp. 53-59.Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, pp. 53-59.

[463] Voir pour cela les faits relatés dans l'ouvrage d'Hervé Hamon et Patrick Rotman sur les événements précédents Mai 68 à Nanterre, où Touraine est souvent raillé par les « Enragés » et le leur rend bien. Celui-ci n'approuvera le mouvement qu'en début mai et en deviendra l'un des intermédiaires et des négociateurs (entre Daniel Cohn-Bendit et les autorités universitaires, notamment), *in :* HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987.

[464] Voir la chronologie en annexe n° 1.

> pouvoir dans la société française n'a pas son siège dans la cour de la Sorbonne ou dans les loges de l'Odéon. Pendant des semaines étudiants et non-étudiants ont été les maîtres, non pas de la société, non pas même de l'institution universitaire, mais de ses murs. Ils étaient assez forts pour que le gouvernement ne puisse pas les en déloger, sous peine de violences très graves dont il était difficile de prévoir les conséquences sociales et politiques. Mais on ne peut parler de Commune étudiante, car les étudiants n'eurent à aucun moment la possession des postes de commande de la société. La cour de la Sorbonne fut davantage un lieu où refluait la force du mouvement qui ne pouvait être absorbé ni par les luttes ouvrières, ni par les manifestations de rue, ni par la reconstruction de l'université. […] [L'expression directe de la révolution culturelle et de la nouvelle lutte des classes] ne produit pas, elle consomme la révolution. […] La révolte tend donc à jouir d'elle-même plutôt qu'à nourrir l'action, [aboutissant par-là même] à l'impuissance. »[465]

Le repli des étudiants sur leurs bastions signifie, pour Touraine, l'avortement prématuré de la révolution attendue, en termes de changement socio-politique d'envergure. Il s'agit selon lui d'une erreur stratégique au niveau symbolique.

- *Les manifestations*

D'une manière générale, dans divers tracts, les manifestations, barricades, batailles de rue, *sit-in* qui se développèrent, apparaissent comme une manière « d'occuper le terrain », souvent dans un discours pseudo militaire : les affrontements avec les forces de l'ordre constituent une manière, pour les deux côtés, de gagner du terrain et d'en faire perdre à l'adversaire (l'appropriation par la force ou par l'occupation du terrain permettant aussi pour les gauchistes de tendre des « embuscades »– en constituant des barricades et en se postant sur les toits environnants). L'acteur et le témoin du conflit Charles Pasqua, alors à l'UNR (« Union pour la nouvelle république », parti du Gaullisme depuis 1958) et coresponsable du SAC (« Service d'action civique » mis en place pour défendre les institutions gaullistes), parlant des premiers jours de mai, de la mise en place du « Comité pour la défense de la République » et de l'inquiétude des gouvernants d'alors, ne confesse-t-il pas en 1998 :

> « Sous nos yeux montèrent les vagues de la contestation transformée, par des organisateurs habiles, en mouvements véritablement révolutionnaires. La bataille pour Paris semble proche, alors que les structures habituelles font défaut […] La rue ne doit pas être laissée aux drapeaux rouges et noirs. Un millier de nos militants disputent le pavé de la capitale à la subversion. […] seule la rue peut arrêter la révolution. Il faut tarir le fleuve à la source. La force de notre conviction finit par s'imposer : la manifestation aura lieu le 30 mai ».[466]

---

[465] TOURAINE (Alain) (1968), *Le Mouvement de mai, ou le communisme utopique*, Paris, Le Livre de poche, 1998, pp. 210-211.
[466] PASQUA (Charles), *in : Conflits actuels. Revue d'étude politique* n° 2, « L'autre Mai 68 », *op. cit.*, 1998, pp. 76-78.

Danielle Tartakowsky souligne quant à elle le caractère « improvisé », voire expérimental, de ces actions :

> « Début mai, les étudiants de Nanterre et de la Sorbonne n'ont pas délibérément choisi la rue, [des] mesures répressive [la fermeture des universités et l'évacuation de La Sorbonne] les conduisant sur un terrain dont ils n'ont pas préalablement théorisé l'usage. Ils en tirent parti et déploient des formes d'action pas inédites mais dont l'ampleur et l'extension sont sans précédent. »[467]

L'instrumentalisation de l'espace est également notable dans les défilés de 1968, toute manifestation, comme nous le rappelle Louis Marin en 1983, « manipulant l'espace dans un certain temps pour engendrer son espace spécifique [avec sa] théâtralité, sa spectacularité et se fonctions rituelles. »[468] Ainsi, les « lieux élus par le parcours [du défilé] articulent les "phrases" d'un discours spatial » puisque le défilé est automatiquement « spatialisant ». On pourrait dire que la manifestation spatialise les revendications, et plus largement le politique (« le pouvoir est dans la rue ») en l'exposant aux yeux et au jugement de tous : « l'occupation de l'espace permet de dévoiler un problème […] au grand jour ».[469] Elle « permet l'occupation précaire et transitoire de la rue et une rupture dans les usages codifiés de l'espace et du temps [ainsi] qu'une dimension subversive. »[470] Revenant sur les événements, Henri Lefebvre peut ainsi déclarer :

> « Pendant les manifestations, Paris change et c'est Paris retrouvé : les paysages, les rues, le boulevard Saint-Michel débarrassé des autos, redevenu promenade, devenu forum. Transgression et création vont ensemble ».[471]

La récurrence, dans les tracts et journaux gauchistes, du slogan « le pouvoir est dans la rue » démontre bien cette volonté d'appropriation de l'espace public urbain, et, par lui, d'appropriation du pouvoir, ou du moins, de la décision. Le numéro 3 d'*Action* (le « journal des comités d'action » : Comité d'action lycéen – CAL[472]–, UNEF, SNESup) dévoile dans ce sens « la carte de Paris du front des luttes ouvrières : les Gares Saint-Lazare, de l'Est, du Nord, de Lyon, d'Austerlitz, de Montparnasse).[473] Plus que cela, les manifestations dans les villes au niveau national marquent l'appropriation de l'espace social nationale tout entier par des cartes, le décompte du nombre de manifestants par ville.

---

[467]TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 203.
[468] MARIN (Louis), « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession (notes sémiotiques) », *op. cit.*, 1983.
[469] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 18.
[470] *Ibid.*
[471] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, (titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet)*, Paris, Editions Syllepse, 1998, p. 107.
[472] « Comités d'action lycéens », élaborés sur le modèle des *soviets.*
[473] *Action, Journal des comtés d'action*, n°3, 21 mai 1968, p. 4, AN, 78AJ/33.

Plus spécifiquement, « les manifestations spontanées » au Quartier Latin marquent la volonté d'appropriation (ou la « ré-appropriation ») du quartier par les étudiants qui y ont leurs habitudes : quartier central et historique à proximité de la « base de repli » que constitue la Sorbonne occupée. Après l'évacuation de la Sorbonne le 3 mai par les forces de l'ordre, les premiers défilés importants d'étudiants dans le Quartier Latin, et le 6 mai de la Sorbonne à la Place de la Victoire puis au Quartier Latin marque la volonté de contester à l'Etat le lieu emblématique dont il a privé les étudiants. Plus généralement, le trajet « circulaire » de la majorité des manifestations étudiantes de mai à Paris et en province, remarquée par Danielle Tartakowsky, revenant et partant souvent du Quartier Latin dans la capitale, marque également cette volonté d'appropriation.[474] La « longue marche » du 6 mai des étudiants hors du Quartier Latin (de Denfert au Quartier Latin en passant par l'Assemblée Nationale, les Champs Elysées et la Place de l'Etoile), avec sa symbolique maoïste, marque au contraire la volonté d'occuper la scène parisienne toute entière en défilant devant les lieux du pouvoir et en investissant des lieux plus ou moins inédits pour la contestation de rue (les manifestants chantent l'*Internationale* devant la Tombe du soldat inconnu avant de rebrousser chemin vers la Sorbonne). Les trotskystes ont décidé du parcours improvisé de cette manifestation et de son déroulement, les maoïstes, eux, étaient plus favorables au parcours passant par les quartiers populaires du XIIIe arrondissement parisien.[475] Il en est de même pour la longue manifestation lycéenne du 10 mai (rejointe par le cortège étudiant) devant la Prison de la Santé, la Maison de la Radio, le Palais de Justice puis finissant au Quartier Latin par la « nuit des barricades ». On pourra encore mentionner cette manifestation contre la répression à l'appel de l'UNEF et du « Mouvement du 22 Mars », le 22 mai, organisée selon un schéma de points de rencontre de divers groupes dans Paris et voulant rejoindre la Gare de Lyon mais n'y arrivant pas face au déploiement des forces de l'ordre : le mot d'ordre improvisé devient alors de pousser les manifestants « vers l'Ouest pour que "de petites opérations commandos" fassent peur aux bourgeois. »[476]

Selon Danielle Tartakowsky, lors de ces manifestations, « l'occupation de l'espace public devient à elle-même sa propre fin» [477], d'où la dimension et le caractère « errant » de ces défilés constaté par Pierre Sansot.[478] D'autre part, toujours selon Danielle Tartakowsky, ces manifestations, barricades, et autres *sit-in* constituent, pour les étudiants, « un moyen d'expression de ceux-là seuls auxquels leur statut social interdit de s'exprimer par la grève », même si « le pouvoir de répression ne sera pas abattu simplement par des manifestations désordonnées et des barricades », d'où l'intérêt, alors, de « détruire le pouvoir à la source en prenant en main l'organisation de la production et de la distribution du pays » en faisant intervenir les « travailleurs » (occupation des usines, grèves,

[474] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 165.
[475] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 466.
[476] *Id.*, p. 183.
[477] *Id.*, p. 161.
[478] SANSOT (Pierre), *Poétique de la ville*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988.

autogestion).[479] Cette dernière modalité est, on s'en doute, surtout portée par les maoïstes, trotskystes et les syndicats ouvriers, – dont la puissante CGT qui, longtemps méfiante vis-à-vis du mouvement et débordée par sa base s'y raccroche sur le tard–, préfèrent quant à eux se consacrer au travail à l'intérieur des entreprise. La grande manifestation coordonnée par la CGT du 24 mai parallèlement à celle des gauchistes, la veille des négociations de Grenelle, démontrent encore toutefois ces « parcours centrifuges et périphériques » dénotant le « caractère défensif » des défilés. [480]

Par leur déroulement, même, la plupart des processions de Mai 68 procède d'un « nouveau style démonstratif », plus dynamique, « imaginatif », au slogans plus agressifs, au « rythme syncopé », et spontanée, rompant avec la tradition syndicale du défilé organisé, au parcours sans surprise (Nation-République), à la marche lente et perçu comme « ennuyeux »[481], et renouant avec la mémoire de la Commune de Paris dans une ambiance révolutionnaire, festive et ludique (mannequins, caricatures, dérision) chère à Henri Lefebvre. Le philosophe Jean-Paul Dollé revient, à l'occasion du trentenaire de Mai 68, et dans un texte très poétique et métaphorique emprunt de nostalgie certaine, sur cet aspect : pour lui 68 est synonyme de « liberté » retrouvée, que ce soit dans la « parole » ou dans l'expression (aspects important de 68 et de ses revendication) ou dans Paris elle-même (« ouverte à tous » et redécouverte par la parisien, piétons), sur l'aspect festif et subversif de cette liberté (« la ville en joie », la « fête païenne ») et sur l'éphémère constitution de centres de pouvoir parallèles, libéré et revendiqués comme tels[482], rejoignant par-là même les analyses de Lefebvre, dénotant et résumant surtout la nostalgie propre à de nombreux auteurs et une vision de la ville particulière.

Les parcours, enfin, des grandes « manifestations unitaires » ou « cégétistes » (les 13, 24, 27 et 29 mai) suivent également les lieux marqués politiquement de la capitale : Place de la Nation, Bastille (avec leurs symboliques révolutionnaires), République, Boulevard Haussmann pour la gauche (Est parisien pour la grande manifestation anti-répression du 13 mai qui marque l'arrivée dans la lutte du mouvement ouvrier, « les manifestations politiques [s'étant] aussi constituées dans un rapport à l'histoire et à sa symbolique »[483]) ; Concorde – Place de l'Etoile par l'Avenue des Champs –Elysées pour la contre-manifestation gaulliste du 30 mai qui annonce la fin du mouvement et dans laquelle la rue, cette fois, devient « l'arme du pouvoir ».[484] En somme, il s'agit d'une division, d'une répartition – outre les symboles historiques – de la capitale entre l'Est et l'Ouest, marqués socialement : de ce que

---

[479] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 178.
[480] *Id.*, p. 185.
[481] JULLIARD (Jacques), « La ville, lieu politique », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, L'Univers historique, Le Seuil, 1985, p. 636.
[482] DOLLÉ (Jean-Paul), « Paris-Mai », *in : Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, pp. 88-89.
[483] *Id.*, p. 153.
[484] MARIN (Louis), « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession (notes sémiotiques) », *op. cit.*, 1983 ; TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 215.

Danielle Tartakowsky appelle justement « une stratégie concurrentielle de l'espace ».[485] Paris possède donc ses lieux emblématiques propres : l'Etoile et Les Champs-Elysées, comme territoire des manifestations ou contre-manifestations de droite (comme celles des 14 et 15 mai 1968 par les militants nationaliste d'*Occident* ou *Aspects de la France*)[486] et le triangle Bastille-République-Nation pour les cortège de gauche, ce triangle constitue le théâtre des « démonstrations des masses populaires » pour plusieurs raisons : opposition de l'Est populaire et de l'Ouest bourgeois, avenue rectiligne permettant les larges procession et poids de l'histoire.[487] Ce découpage de l'espace parisien est tel que lorsque les gauchistes investissent le premier territoire, ce fait est perçu comme une subversion, une provocation, voir un véritable blasphème. Et ce, même si la caractéristique principale de Mai 68 est d'avoir produit « des manifestations errantes », « créant un discours politique nouveau, celui de la spontanéité et de l'improvisation » (Cf. Etudiants au Quartier Latin).[488] Cette dernière remarque rendrait bien sûr l'analyse détaillée des défilés de Mai 68 impropre à donner des résultats pertinents quant à la « syntaxe des espaces et de lieux »[489] tout en la compliquant. Le phénomène majeur restant selon nous, cet aspect – ou cette recherche – de « spontanéité » et d'innovation, ainsi que d'appropriation des espaces marqués sociologiquement et/ou historiquement (la « tactique » en fonction des bases de repli entrant également en jeu). De même, l'analyse détaillée des attaques ou des manifestations ponctuelles devant les symboles du Gaullisme et du capitalisme (syndicats de droite, bourses de travail, « marches » sur les usines) serait inutile ici, tant le symbolisme qu'ils sous-tendent est évident. La marche vers l'Île Seguin et l'usine Renault occupée depuis la veille par les sorbonnards dans la nuit du 16 au 17 mai[490] est bien sûr le fait des maoïstes de l'UJC(ml), qui, ayant jusqu'à présent boudé le mouvement étudiant du Quartier Latin, voient dans les grèves gagnant le monde industriel, l'occasion de s'inscrire dans une lutte devenue « sérieuse » et moins « petite-bourgeoise ».[491]

Enfin, la grande manifestation de masse et « sauvage » du 24 mai, à l'appel de l'UNEF, du SNESup, du 22-Mars et des CAL en solidarité avec la demande d'expulsion du territoire français de Daniel Cohn-Bendit, ne fixe pas moins de quatre points de rendez-vous dans Paris pour souligner l'ampleur du mouvement.[492] Le pillage et l'incendie du Palais Brongniart qui s'ensuivent, constituent un symbole fort pour les émeutiers :

---

[485] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 80.
[486] *Le Monde* du 15 Mai 68
[487] HOBSBAWN (Eric), *op. cit.*, p. 140.
[488] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 80.
[489] *Id.*
[490] Cf. chronologie des événements en annexe n° 1.
[491] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, pp. 514-515.
[492] *Id*, p. 534.

> « Le temple du capitalisme, monumental, aligne paisiblement ses colonnes, offert aux révolutionnaires assemblés. Une simple grille le défend. La chose est si imprévue qu'ils en ont le souffle coupé. Lors des réunions préparatoires, l'objectif semblait énorme ambitieux. Quasiment hors de portée. Un journaliste de l'AFP sort de l'agence, face au Palais Brongniart, et interroge Alain Geismar sur ses intentions. – La Bourse a pour nous une valeur symbolique ».[493]

Cet épisode, déjà mentionné, précédant la seconde « nuit des barricades », et dont la volonté première était la prise de l'Hôtel de Ville de Paris aux sons de « occupons Paris !», en référence à la date anniversaire de la Commune de Paris le 25[494], est un événement qui, par son échec relatif face aux forces de l'ordre et à son ampleur, marque un tournant de Mai 68. Signalons que les négociations de Grenelle se tiendront le lendemain et que De Gaulle dissoudra l'Assemblée nationale quelques jours plus tard devant l'impasse de ces négociations, le 30.

- *Les barricades*

Plus significatif est le phénomène des barricades. Absent de Paris depuis le XIX^e^ siècle hormis la parenthèse de la lutte contre l'occupant allemand et le régime de Vichy de 1940 à 1944 et des « généraux » en Algérie pendant la guerre d'Algérie, ce phénomène est en lui-même intéressant à aborder, tant par la surprise et l'imprévisibilité qu'il représente alors, que par sa valeur symbolique et son caractère exemplaire. Les fameuses barricades étudiantes de 68 font, dans le Quartier Latin, leur apparition le 6 mai (Place Maubert), mais surtout pendant la fameuse « nuit des barricades » du 10 mai et à laquelle une frange des trotskyste est opposée et les maoïstes, désirant sortir du Quartier Latin pour rejoindre les quartiers ouvriers, violemment hostiles (L'UJC(ml) interdit à ses militants d'y participer[495]). Cette nuit, moment de type insurrectionnel et qui se renouvellera jusqu'à la fin des événements (les 23 et 24 mai ainsi que le 11 juin) et se répandra dans les villes de province[496], voit une cinquantaine de barricades s'élever autour de la Sorbonne, notamment rue Gay-Lussac, rue Saint-Jacques et rue d'Ulm, entraînant des affrontement violents avec les forces de l'ordre pendant toute la nuit pour offrir, à l'aube, « un spectacle de désolation », fait de « pavés arrachés, moellons, poutres, morceaux de palissades, grilles […], carcasses de voitures calcinées » : un « chaos » « ajoutant à ces images du XIX^e^ siècle celles d'un cataclysme du XX^e^ »[497], soit un spectacle touchant profondément la psychologie collective parisienne et française et d'une « efficacité symbolique » certaine pour la population. Emblèmes du mouvement, ces barricades peuvent encore une fois s'interpréter comme la volonté de se réapproprier, concrètement et symboliquement, un quartier dont les étudiant se sentent

---

[493] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, pp.545
[494] *Id.*, p. 535.
[495] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 480.
[496] Voir en annexe n°1, la chronologie des événements de Mai 68.
[497] *Le Monde*, 12 mai 1968.

exclus par la présence des forces de l'ordre et dont ils s'estiment les détenteurs de droit, comme le constate Henri Lefebvre, observateur des événements :

> « [En mai] s'inaugure une interaction dialectique entre marginalité et centralité urbaine. C'est autour de la Sorbonne que se noue l'action. Il lui faut un centre, que "l'hétérotopie " de Nanterre ne peut plus lui fournir. Parti de ce lieu excentrique, le mouvement va (momentanément) le délaisser. Les étudiants reprennent le Quartier latin ; ils se réapproprient cet espace qui leur fut arraché et qu'ils ont reconquis de haute lutte. »[498]

Mais d'après Danièle Tartakowsky, ces barricades improvisées mais requérant une « haute technicité » au point d'être ressenties par les autorités et certains observateurs comme résultant d'un « complot » ourdi par les « professionnels du combat de rue et par les spécialistes de la guérilla urbaine »[499], ne se cantonnent pas à leur aspect tactique (« retenir l'avancée des CRS ») ou symbolique immédiat (« se réapproprier le périmètre interdit du Quartier Latin »).[500] Ces barricades se composent de pavés arrachés à la rue, de toute sorte de mobilier urbain, voire de voitures renversées. Elles permettraient également de « mimer » de manière ludique « les barricades de l'histoire de France [du type Commune de Paris] et les guérillas du Che »[501], ou encore la résistance à l'occupant allemand en 1944, sur les même lieux exactement[502], le souhait étant de lier symboliquement « les luttes passées, présentes et à venir dans un seul et même mouvement de l'histoire, à l'échelle planétaire ».[503] Nous partageons cette interprétation, mais, plus pragmatiquement, les barricades de 68 représentent quoi qu'il en soit bel et bien, la pratique exemplaire d'un repli défensif sur le terrain urbain, à la fois tactique et symbolique, même si celles de la nuit du 24 mai ne sont, déjà, « plus des symboles ».[504] Il suffit pour cela d'examiner la carte des barricades dressées dans Paris pendant la première nuit des barricades du 10 au 11 mai (**Cf. Document 2**).

Bien que relativement spontanée, ce phénomène démontre la volonté de repli des « insurgés », l'organisation quasi-militaire des barricades qui empêche, en théorie, tout accès au « camp retranché »

---

[498] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, (titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet)*, Paris, Editions Syllepse, 1998, p. 107-108.
[499] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 162.
[500] *Id.*, p. 163
[501] MORIN (Edgar), *in : Le Monde*, 17 et 18 mai 1968, cité *in : Ibid.*
[502] L'historien Eric Hobsbawn remarque, en 1970 que, lors de la « nuit des barricades », ces dernières avaient été élevées aux même endroit qu'en 1944, que les « affrontements les plus sérieux se sont […] produits autour des barricades de la rue Gay-Lussac et derrière la rue Soufflot, [là où] pendant la Commune de 1871, l'héroïque Raoul Rigault dirigeait les barricades sur les mêmes lieux et au même moment de l'année », avant de conclure que « la tradition et l'environnement sont encore assez puissants » dans la détermination et le déroulement des insurrections, « pour précipiter les prochains mouvements vers la révolution. », *in :* HOBSBAWN (Eric), *op. cit.*, 1970, p. 147.
[503] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 163.
[504] [504] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p 549.

des étudiants, bloquant les rues et les points stratégiques à deux pas de la Sorbonne occupée par les forces de l'ordre. Et ce, même si, selon certains analystes ou observateurs, aucun plan, aucune stratégie militaire ou émeutières n'était à l'œuvre.[505] Leur érection et leur disposition dans ce lieu particulier où les manifestants ont été conduits par les cordons de CRS, marquent bien la volonté de constituer une espace étudiant, privé de lieu d'expression par la fermeture de la Sorbonne. Même si leur disposition démontre un certain souci tactique ou plutôt pragmatique, les barricades, ou plutôt leurs objectifs et leurs conséquences sont avant tout symboliques. Les barricades symbolisent une forme de « refus social », la « définition d'un espace de liberté »[506] inscrit dans l'espace et marquant les esprits des émeutiers, tout comme des forces de l'ordre, des politiques, des médias et des Français dans leur ensemble. Elle impressionne non seulement par la violence de la répression et des luttes qu'elles déclenchèrent, mais aussi par les références historiques auxquelles elles renvoyaient.

> « La barricade n'aura pas seulement la fonction d'un mur de protection apte à assurer la riposte aux agresseurs, elle sera d'abord le symbole de ce descellement et d'un nouvel établissement au milieu de la cité. »[507]
>
> « Le combat, ici, ne se déroule pas à coups de mitraillettes mais à coups de symboles. »[508]

Serge July, Alain Geismar et quelques autres, devenu maoïstes[509], considèrent les événements de Mai 68 comme le début d'une « guerre civile » à venir. Ils sont proches en cela des trotskystes de l'ex-JCR qui envisagent, après coup, Mai 68 comme une « répétition générale » de la révolution.[510] Ils reviennent une année plus tard sur l'aspect symbolique des barricades de mai :

> « La barricade, c'est l'ordre du désir ; la négociation, c'est celui de la demande […] Celui qui crée le scandale par les barricades, c'est la barbare. Il n'a pas la culture, le savoir de la négociation. La barricade, c'est la délimitation d'un lieu de la parole, d'un lieu où le désir peut s'inscrire et venir à la parole.»[511]

Mais plus que par la liberté de parole revendiquée, c'est l'image de la capitale jonchée de barricades insurrectionnelles qui frappe alors les esprits : ceux des habitants tout comme ceux des autorités qui donneront, à chaque fois, l'assaut pour que, selon les gauchiste, « Paris ne s'éveille pas

---

[505] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987 ; JOFFRIN (Laurent), *Mai 68. Histoire et événements*, Paris, Seuil, 1988.
[506] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 164.
[507] LEFORT (Claude) (1968), « Le désordre nouveau », *in : Mai 68 : La brèche*, *op. cit.*, p. 46.
[508] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 479.
[509] Futurs fondateurs de la « Gauche prolétarienne » -GP- issu de l'UJC(ml) interdite et radicalisée, prônant la lutte armée, et ayant une influence reconnu sur l'apparition du terrorisme d'extrême gauche en France dans les années 1970, notamment sur le groupe « Action directe ».
[510] BENSAÏD (Daniel), KRIVINE (Alain) et WEBER (Henri), *Mai 68, une répétition générale*, Paris, Maspero, 1968.
[511] MORANE (Erlyn), GEISMAR (Alain), JULY (Serge), *Vers la guerre civile*, Paris, Editions et publications premières, 1969.

sous les barricades », ce que « le gouvernement ne peut […] tolérer ».[512] L'aspect de la symbolique révolutionnaire est proprement revendiqué et l'efficacité pressentie chez l'adversaire : certains présument de leur impact – de leur réception – sur les autorités ou la conscience collective.

> « L'installation d'un système de barricades tenant solidement tout un quartier était déjà un pas impardonnable vers la négation de l'Etat : n'importe quelle forme de pouvoir étatique était obligée de reconquérir à très cours terme la zone des barricades qui lui avait échappé, ou bien de disparaître. »[513]

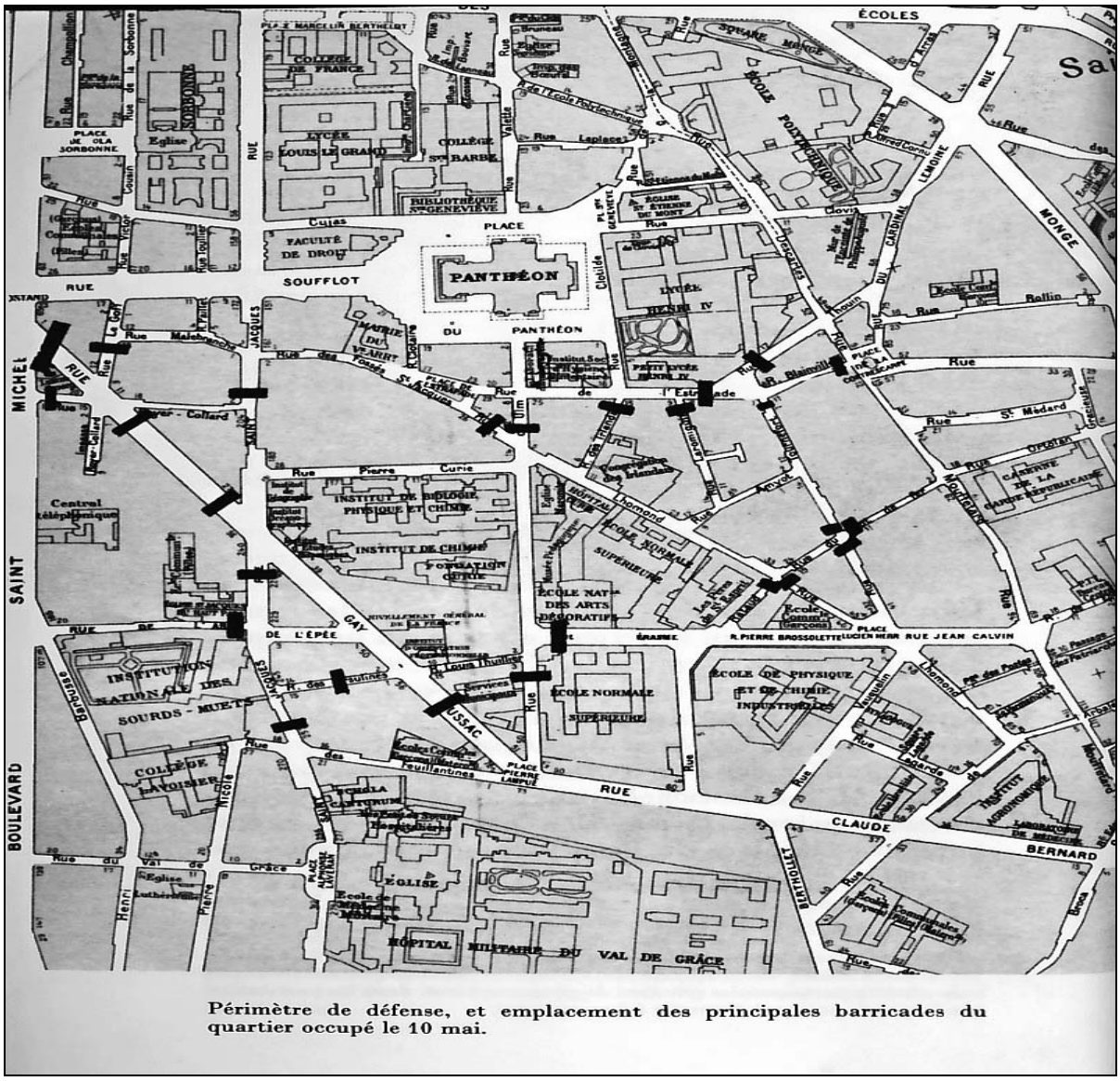
Ainsi, d'après leurs tracts et journaux, les groupes actifs de Mai 68 instrumentalisent – ou souhaitent instrumentaliser – l'espace public contre la « répression », pour « occuper le terrain ». Celui-ci est utilisé pour élargir le mouvement en gagnant du terrain et par la propagande dans l'espace public, pour paralyser le système ou prendre la pouvoir « localement (entreprises, rue, universités), mais surtout pour destituer le « capitalisme ». Les tactiques et stratégies de combats de rue foisonnent. Les occupations des universités et des usines, outre qu'elles permettent la présence de bases et de repli face aux forces de l'ordre ainsi que l'organisation, sont également synonymes de subversion des institutions et du système. Mais à travers eux, on peut voir aussi ce que de nombreux auteurs ont remarqué, notamment avec le phénomène des « barricades » étudiantes, c'est-à-dire la survie d'un certain « mythe révolutionnaire », voir d'une nostalgie : celle de la Commune de Paris de 1871 et de toute la mythologie qui l'accompagne en terme de « Paris réappropriée par la classe ouvrière » ou de « Paris révolutionnaire ». Cet événement historique du XIX^{e} siècle qui a longtemps passionné et passionne encore un certain nombre d'intellectuels de gauche et de la gauche radicale en France joue en 1968 le rôle de catalyseur de ce que Danielle Tartakowsky, parlant de la révolution de 1789, appelle « le mythe de la Grande Révolution revivifiée ». Ce dernier « donne sens à la pratique et la légitime ». Il s'agit d'un « transfert de sens de l'espace fondateur [Paris] vers la pratique qui l'occupe, puis de cette pratique, à son tour chargée de sens, vers des pratiques de même nature déployées dans des espaces vierges de significations antérieures ».[514] Mais la ville, en plus d'être le support et l'instrument tactiques et symboliques de la contestation, est aussi objet de critique et instrument de la critique du pouvoir et du capitalisme :

> « Ainsi la ville moderne comme la ville antique sont riches de signes, de rappels, d'évidences politiques, et chaque révolution donne lieu à une activité fébrile pour changer les signes, abattre les statues devenues scandaleuses, changer les noms de rue sinon des villes. »[515]

---

[512] Alain Krivine, la nuit du 10 au 11 mai 1968, cité *in :* HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, pp. 479-480.
[513] VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, p. 57.
[514] TARTAKOWSKY (Danielle), *op. cit.*, 1998, p. 41.
[515] *Id.*

Document 2 : Emplacement des barricades dans le Quartier Latin le 10 mai 1968.



Source : VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, p. 58.

Les modifications symboliques de l'espace ainsi que la destruction pure et simple des symboles contenus et portés dans cet espace, constituent ainsi un moyen de changement socio-politique pour de nombreux révolutionnaires. Elles sont du moins un accompagnement nécessaire de ce changement, ce qui rapproche l'idéologie en présence d'une certaine vision « déterministe » des effets des espaces construits sur le phénomène social, que nous analyserons plus loin.[516]

[516] Nous avons déjà développé ce constat dans un article portant sur le statut de la monumentalité dans la perspective révolutionnaire, *in :* BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, les situationnistes et la dialectique

Mais le phénomène des émeutes, des batailles de rue, des barricades eut l'effet contraire à celui escompté par les étudiants. Le pouvoir et surtout les forces de l'ordre dirigées par le Préfet Maurice Grimaud, notamment, eurent d'une certaine façon raison de miser sur le « pourrissement » de la situation. Loin de médiatiser les revendications et d'attirer la sympathie ou la mobilisation des masses comme au lendemain de la première nuit des barricades du 10 mai, le mouvement eut, à la longue, pour effet d'effrayer les citoyens, de faire monter leur insatisfaction face aux désordres et le souhait du « retour à l'ordre », pour preuve, la victoire écrasante du Gaullisme lors des élections de la fin juin 1968.

Les deux mois de mai et juin 1968 eurent cependant la particularité d'avoir été basés sur une double instrumentalisation tactique et symbolique de l'espace urbain à des fins politiques. Pour les gauchistes, cette instrumentalisation politique visait la contestation ou le renversement du système, et chez les forces de l'ordre ou la droite politique, le soutien du régime et sa défense (manifestation de soutien à De Gaulle sur les Champs Elysées le 30 mai). Cette manifestation « contre Mitterrand et Mendès-France » et « les agitateurs étrangers qui insultent la France [tel] Cohn-Bendit » et qui décrètent que « le pouvoir et dans la rue » (*sic*), vise, entre autre à « récupérer les voix des commerçants du V^e^ et du VI^e^ » qui ont subit de « graves dommages » dus aux « émeutes du Quartier Latin ».[517] La symbolique urbaine de ces luttes pourrait toutefois se résumer, comme nous l'avons vu, à l'appropriation (ou à la « ré-appropriation ») de l'espace, dans lequel l'histoire – la « mémoire » révolutionnaire spatialisée – joue un rôle déterminant, et à la subversion, notamment des lieux du pouvoir et de l'espace public.

3 - La ville et l'urbanisme comme objets de critiques et de revendications

Comme pour Henri Lefebvre, mais en d'autres termes, le Mai 68 parisien constitue donc pour nous, ne serait-ce que par et dans son déroulement, un mouvement urbain. [518]

Dans cette idée d'un Mai 68 « urbain », Henri Lefebvre fait à plusieurs reprises, et peut-être un peu abusivement, mais « à chaud », le parallèle entre la Commune de Paris de 1871 et le mouvement de Mai 68 en tant que tous deux sont des mouvements urbains ayant la ville pour enjeu. Dans les deux cas, la classe ouvrière « chassée » dans les périphéries – par les travaux d'Haussmann pour ce qui concerne le XIX^e^ siècle, et par les rénovations, la construction des grands ensemble et

---

monumentale : du monument social au monument spectacle », *L'Homme et la société*, n° 146, 2002/4, « Monument et ville », Paris, L'Harmattan, pp. 41-60.

[517] Comité de Défense de la République, « Appel à la manifestation du jeudi 30 mai à la Concorde, 18h », AN, 78AJ/36.

[518] Soulignons encore une fois ici que ca n'est pas uniquement le cas, tant il est vrai qu'étaient alors en jeu avant tout les rapports aux institutions – universités, écoles, audio-visuel, gouvernement, parlement et plus généralement V^e^ République – entre les générations, la contestation de la bureaucratie, des mœurs, de la technocratie, de la hiérarchie, de la consommation, des modes de production, la revendication d'un « partage des richesses »…

l'urbanisme fonctionnel pour l'après Seconde Guerre mondiale –, tente de se « réapproprier » le centre de la ville, de reconquérir son « droit à la ville », en quelque sorte. Lefebvre a beaucoup travaillé sur la Commune de Paris de 1871, développant cette thèse de la tentative de réappropriation de la ville, sous le signe de la « fête »[519], par la classe ouvrière chassée vers la périphérie, conception qu'il reprendra d'ailleurs pour la publication du *Droit à la ville* en 1968. Mais il ne s'agit, pour ce qui concerne Mai 68, que d'une « hypothèse qui rapprocherait théoriquement et politiquement des événements qu'un siècle sépare » et qui verrait dans Mai 68 une protestation de la classe ouvrière contre « les dispositions et dispositifs spatiaux qui se mettent en place », et dont « l'action des étudiant n'a pu servir que de catalyseur, d'analyseur-révélateur. »[520] Pour lui, le sens et l'aboutissement de l'industrialisation qui a lieu depuis le XIX^{e} siècle se situe dans l'urbain, l'urbanisation n'étant que le sens et l'aboutissement de l'industrialisation, d'où sa logique amenant à décréter que les luttes – la « révolution » – prolétarienne et la lutte des classes prennent dorénavant la ville pour enjeu et terrain.

Lefebvre réfute pourtant l'appellation de « commune étudiante » lancée pendant les événements par son collègue de Nanterre Edgar Morin[521], les contextes et les faits historiques étant marqués de différences.[522] Pour nous, Mai 68 est à la fois plus et moins. Car nous y décelons surtout une instrumentalisation de l'espace urbain, l'espace instrument se différenciant de l'espace enjeu, et, ici, s'ajoutant à lui, mais aussi car Mai 68, comme nous le mentionnions, dépasse les seuls enjeux urbains. Enfin, ce rapprochement historique pourra être critiqué par bien des égards, comme celui de l'importance du mouvement étudiant en 68 par rapport aux mouvements ouvriers centrés sur l'usine et l'entreprise[523] – ou tout du moins de l'importance de ce dernier dans le mouvement général qui est loin de ne se réduire qu'aux revendications ouvrières ou de lutte des classes. Mais il y a bel et bien une intrumentalisation de la ville qui s'opère parallèlement à l'enjeu politique et social de l'espace urbain en 68 : les pratiques, les actions, mais aussi les slogans, les tracts et les écrits de l'époque nous le montrent bien.

---

[519] LEFEBVRE (Henri), *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965.
[520] Communication d'Henri Lefebvre à l'Association française de Sciences politiques, le 3 novembre 1972 à Paris, publié *in :* LEFEBVRE (Henri) (1973), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, Paris, Anthropos, 2000, pp. 173-174 ; voir également, pour une analyse marxiste plus à chaud des événements par l'auteur, LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, (titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet)*, Paris, Editions Syllepse, 1998.
[521] MORIN (Edgar), LEFORT (Claude), CASTORIADIS (Cornelius) (1968), *Mai 68 : La brèche*, Bruxelles, Editions Complexes, 1988.
[522] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, (titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet)*, Paris, Editions Syllepse, 1998, p. 107.
[523] Cf. par exemple l'attitude du Parti communiste et des grands syndicats ouvriers, exception faite de la CFDT, pendant le mouvement : attitude parfois solidaire avec les étudiants, mais plus souvent de dénigrement.

Les divers journaux et bulletins gauchistes de la période sont parsemés de considérations négatives sur la ville et l'urbanisme, ce qui n'est une nouveauté, ni dans la pensée marxiste[524], ni dans la pensée anarchiste[525], même si elles s'expriment dans des termes divergents. C'est le cas, par exemple d'*Action* qui publie, dans le numéro 2 du 13 mai 1968, dans un article intitulé « La rue vaincra ! », que l' « aménagement du territoire est la pire des répressions »[526], ou encore des *Cahiers de Mai*, qui en appelle dès l'année suivante à la « grève des loyers » pour protester contre la politique du logement du nouveau ministre Albin Chalandon (n°9, mars 1969 ; n°15, octobre-novembre 1969).[527] Nous pouvons aussi mentionner ce témoignage d'un sociologue-urbaniste publié par la revue *Action* n° 2 et retranscrit dans l'ouvrage documentaire d'Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, qui dénonce son propre rôle « répressif » et pacificateur dans la société, le compare à celui des « forces de l'ordre » et y fait part de ses états d'âme.[528] Mais d'une manière générale, dans ces revues, la ville n'est abordée qu'en termes d'espace tactique et stratégique pour la lutte.

Les tracts de 68, eux, regorgent encore plus de considération sur la ville, comme celui de « Sciences et services » (« anciennement Aide à toute détresse »), qui, citant le père Joseph Lebret d'*Economie et humanisme*[529], dénonce les bidonvilles, les « ségrégations », « ghettos », « îlots insalubres », « taudis », et autres « cités d'urgence et de transit ».[530] Les comités d'action de sont pas en reste, prônant, entre autres, la « grèves des loyers et des traites » pour les ouvriers, « l'occupation des appartements vides »[531], mots d'ordre qui perdureront pendant les années soixante-dix et même au-delà. Le Mouvement du 22 Mars, à l'origine de ces comités d'action, se propose même « d'organiser la vie collective », à condition que les grévistes organisent et pratiquent dans chaque quartier dès maintenant « la grève de tous les paiements (loyers, impôts, traites, etc) », la « gratuité des soins et de la nourriture, la gestion collective des centres de distribution », les « transports gratuits ».[532] D'une manière générale, les anarchistes n'ont rien contre le « soutien des actions partielles sur objectif limité [dont les luttes pour la ville ou les luttes étudiantes font partie], mais […] à condition qu'elles puissent

---

[524] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps*, n°33, 1986, pp. 17-19 ; voir aussi LEFEBVRE (Henri), *La Pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972, où l'auteur s'attache notamment à retracer la pensée Marx et d'Engels sur la ville à travers leurs écrits, tout en en constatant la rareté.
[525] Cf. Annexe
[526] AN, 78AJ/33.
[527] *Id.*
[528] SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *op. cit.*, 1988, pp. 104-105.
[529] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1.
[530] AN, 78AJ/36.
[531] Tract du comité d'action de l'annexe Censier – Comité travailleurs-étudiants, 21 mai 1968, *in :* VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, p. 305.
[532] Tract du Mouvement du 22 Mars et des Comités travailleurs-étudiants, non daté, mais datant sûrement du 24 mai 1968 (Appel à la manifestation vers la Gare de Lyon à Paris), *in :* Mouvement du 22 Mars, (1968) *Ce n'est qu'un début continuons le combat*, Paris, La Découverte, 2001, p. 47.

être menées jusqu'au bout et qu'elles soient susceptibles de déboucher sur des actions plus larges de caractère révolutionnaire. »[533]

La solidarité entre les étudiants, les travailleurs et les immigrés amène par ailleurs les gauchistes à s'émouvoir des conditions de vie et de la relégation spatiale et sociale des habitants des bidonvilles, comme ceux de Nanterre, à deux pas de la nouvelle faculté. Notons à ce sujet que « le Secours rouge » maoïste, destiné entre autres à analyser, à lutter, à venir en aide et à fournir des biens à ces habitants, se formera sur les ruines de la Gauche prolétarienne interdite en 1970, elle-même formée sur les ruines de l'UJC(ml) interdite en 1968.

Mai 68 marque aussi la création des premiers « comités de quartier ». Les comités d'action créés début mai pendant les émeutes au Quartier Latin regroupent, au coté des comités créés par le Mouvement du 22 Mars et ceux détenus par les situationnistes et les Enragés, des comités d'étudiant (trotskystes – excepté la FER –, maoïstes), ainsi que des groupes professionnels (travailleurs sociaux) et ces fameux comité de quartier. Le tout était censé être coordonné depuis la Sorbonne occupée. Le but de l'ensemble de ces comités était « d'utiliser [les] facultés conquises comme la base rouge où s'organise le mouvement d'où partent les groupes de propagande vers la banlieue et les quartiers populaires […]. L'objectif des comités d'action est de faire de l'"agitation" dans leur milieu professionnel ou urbain : collage d'affiches, distribution de tracts, prises de parole dans les lieux publics, groupes de discussion dans les rues, expositions de photos, projection de films. »[534] Malgré le fait que ces comités de quartier ne fonctionnèrent jamais en mai 1968[535], encore une fois, l'agglomération parisienne est perçue, sous l'influence des maoïstes et des trotskystes, comme divisée entre les quartiers « riches », « privilégiés » dont il s'agit de sortir pour rompre « l'isolement », et les « banlieues » « populaires », dans lesquelles il s'agit de faire de la propagande pour grossir les troupes, faute de pouvoir le faire dans les usines où, l'expérience le prouve – les ouvriers sont extrêmement encadrés par les syndicats institués.

D'une manière générale, la critique urbanistique semble devenir le point de mire de certaines franges de la contestation étudiante du Quartier Latin, et notamment chez les « Enragés » qui y voient une des critiques centrales de la « société spectaculaire-marchande », du capitalisme et de l'Etat gaulliste, parfois en exagérant quelque peu la portée, la symbolique et la signification « urbaines » des événements. Du moins ce fait est-il ressenti et diffusé :

> « La critique de la vie quotidienne commença à modifier avec succès le décor de l'aliénation. La rue Gay-Lussac s'appela rue du 11-Mai [en référence à la première nuit des barricades], les drapeaux

---

[533] Liaison des étudiants anarchistes, « Texte proposé à la tendance », Paris, 1966, Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, p. 29.
[534] *Le Monde*, 25 mai 1968.
[535] *Tribune du 22 Mars*, 5 juin 1968, *in :* Mouvement du 22 Mars, (1968) *Ce n'est qu'un début continuons le combat*, Paris, La Découverte, 2001, p. 139.

> rouges et noirs prêtèrent une apparence humaine aux façades des édifices publics [encore un exemple de subversion mêlée d'appropriation spatiale et de détournement – d'instrumentalisation – symbolique de l'espace urbain], la perspective haussmannienne des boulevards fut corrigée, les zones de verdure redistribuées et interdites à la circulation rapide. Chacun fit à sa manière la critique de l'urbanisme. »[536]

Les situationnistes, dont nous avons déjà parlé, se sont en effet engagés très tôt dans Mai 68, percevant, dans la contestation culturelle et sociale des jeunes, des ouvriers et de certains artistes, la concrétisation et la consécration des thèses qu'ils diffusaient depuis la fin des années cinquante.[537] Le soulèvement « spontané » de la jeunesse urbaine nantaise, parisienne puis nationale, qui entraînera celui du « prolétariat » ainsi que les occupations d'universités par les étudiants auxquelles les situationnistes prendront une part importante à travers le « Conseil pour le maintien des occupations » des Enragés, l'occupation d'usines par les ouvriers, sont autant de facteurs qui stimuleront l'idéologie autogestionnaire et conseilliste des révolutionnaires de l'IS. Les barricades elles-mêmes symbolisent la subversion menée dans l'espace public, la révolution contre le « vieux monde », sa culture, ses hiérarchies, son système politico-économique et ses aliénations. Tous ces aspects semblent à l'IS une démonstration de la validité de ses thèses et de ses critiques, au point que, pour Guy Debord et Gianfranco Sanguinetti – les deux derniers situationnistes en lice lors de la scission- dissolution de l'IS en 1972 –, les occupations ont consisté en une réelle « ébauche d'une révolution situationniste ».[538] Mais d'une manière plus générale, les thèses situationnistes sur la vie quotidienne urbaine, la culture et les loisirs, le « spectacle » se sont déjà répandues dans le milieu universitaire, notamment chez les étudiants libertaires qui, pendant les années soixante, reprennent à leur compte les critiques « qualitatives » de la vie quotidienne moderne :

> « Sur le plan culturel, le régime gaulliste réprime toute pensée, et particulièrement toute pensé politique, en aménageant les "loisirs" de façon qu'il n'y ait plus de "temps morts", c'est-à-dire de temps où l'on ne soit soumis au bourrage de crâne. Ce faisant, le gaullisme, annihilant la volonté des individus, prépare un terrain favorable au développement du fascisme. »[539]

Le plus souvent les revendications des gauchistes concernant la ville portent sur l'insalubrité des logements, les ségrégations urbaines, l'esthétique des grands ensembles et sur les transports. Pour reprendre encore une fois l'analyse d'Henri Lefebvre, « la rue », en Mai 68, permet de surmonter les ségrégations socio-spatiale, en réunissant étudiants, travailleurs des « HLM, cités, villes et quartiers

---

[536] VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, p. 147.
[537] Voir à ce sujet BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, Sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Créteil, 2000, pp. 82-84.
[538] Point n° 7 des « Notes pour servir à l'histoire de L'I.S. de 1969 à 1971 », *in :* DEBORD (Guy-Ernest), SANGUINETTI (GIANFRANCO M), *La Véritable scission dans l'Internationale*, Paris, A. Fayard, 1998
[539] Liaison des étudiants anarchistes, « La Liaison des étudiants anarchiste s'adresse aux antifascistes », Nanterre, tract du 27 novembre 1966, *in :* Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, p. 33.

nouveaux » (« Effectuées sur le terrain, c'est sur le terrain que [les dissociations et ségrégations] peuvent se surmonter »)[540], même si, dans les faits, les luttes unitaires étudiants-travailleurs dans la rue ou ailleurs furent bien moindre qu'escomptées. La volonté – majoritairement étudiante – était cependant bien présente. Laurent Devisme résume cette perception des événements de 68 par Lefebvre par l'impression d'une association éphémère, dans et par la « rue » – acquérant de ce fait un « nouveau rôle »–, de la « marginalité » et de la « centralité ». Il constate que « s'il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théories révolutionnaires, alors la pensée critique de Lefebvre, ouverte au monde, sur de nouveaux espaces-temps, décloisonnante et indiquant la voie d'une "rythmanalyse", fait partie de ses théories »[541] qui influencent les étudiants de Mai 68, au même titre que celles de Marcuse et de Reich. Les travaux de Lefebvre sur la vie quotidienne, sa critique philosophique et marxiste, ses travaux sur l'émergence de l'urbain le *Droit à la ville* paru en mars 1968, soit deux mois avant les événements, demeurent sans conteste des références.

Les critiques de l'urbanisme et des politiques urbaines portent, quant à elles, sur leur rôle de reproducteurs des inégalités et leur instrumentalisation par le capitalisme (les promoteurs), l'Etat, sur leur aspect centralisé, mais aussi « répressif » et « pacificateur » des luttes et contradictions de classes. A travers l'urbanisme et la ville, ce sont la culture, l'Etat et le capitalisme qui sont critiqués. Rappelons, et ce n'est pas un hasard, que « c'est à Nanterre, cauchemar en béton dans un paysage de cauchemar (le bidonville), dans le bâtiment C, celui des philosophes, psychologues et sociologues que "tout" a commencé. »[542] Selon Henri Lefebvre, le fait de côtoyer quotidiennement cet urbanisme nouveau et de « traverser la misère » pour les étudiants de la faculté de Nanterre – « ghetto d'étudiants et d'enseignants, parmi les ghettos des laissés pour compte, soumis aux contraintes et rejetés hors de la vie urbaine » – n'a pas été pour rien dans leur prise de conscience et dans leur révolte.[543] De même, l'architecture « fonctionnelle » de la nouvelle faculté elle-même est un sujet de dénigrement de la part de certains étudiants, ce qui amène bien sûr une critique plus globale de l'urbanisme des trente glorieuses et une critique du rôle social de l'institution universitaire :

> « Nous ne remercierons jamais assez l'Etat de nous avoir offert une cité et une université si fonctionnelles. Habiter à trois minutes de la faculté, pouvoir travailler sur place, c'est mieux qu'à Sarcelles ; Les étudiants sont enfin entre eux et peuvent se préparer, dans le calme, l'ordre, à la vie d'adulte, pour servir la France et la faire toujours progresser, par leur capital intellectuel, vers LA PAIX DANS LA PROPÉRITÉ. Economie de pas. Economie de relations. : au Quartier latin, on perdait son temps à draguer ou à discuter ; on était des "intellectuels de gauche". Economie d'activité : à Nanterre,

---

[540] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Editions Syllepse, 1998, pp. 90-91.
[541] DEVISME (Laurent), « Henri Lefebvre, penseur de l'urbain », *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, p. 49.
[542] SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *op. cit.*, 1988, p. 103.
[543] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Editions Syllepse, 1998, pp. 96-97.

on travaille, on ne se disperse pas dans la politique, on est bien au chaud, tout seuls, on est des "intellectuels apolitiques". A la cité, personne n'"embête" personne. Ceux qui n'en peuvent plus font l'amour de temps en temps, pour l'hygiène. Heureusement, le bâtiment des filles est interdit aux garçons, empêchant la cité de devenir un lieu de perdition.[544] Même quand quelqu'un a envie de se suicider, personne ne l'arrête. On est très calme. On travaille et on dort. Enfin notre Etat a compris de quoi la jeunesse avait besoin : du travail, et, pour bien travailler, du repos total : les préoccupations politiques, culturelles, sexuelles diminuent notre productivité. il faut restreindre au minimum le besoin instinctif et destructeur des individus pour FAIRE DE LA France UN PAYS SAIN ET VIGOUREUX. Ceci est un hommage politique à NOTRE PAYS, et d'autres aussi heureusement. »[545]

Nous avons déjà formulé l'hypothèse que les enseignements qui sont dispensés aux sociologues de Nanterre ne sont pas étrangers à la radicalisation des étudiants et de leur classe d'âge. C'est l'avis du situationniste René Viénet qui participa au groupe des « Enragés de Nanterre » et à l'occupation de la Sorbonne, influence des « mandarins » mise à part :

> « Le terrain était particulièrement révoltant. Nanterre était moderne dans le choix des titulaires de chaires exactement comme dans son architecture. C'est là [à la Faculté des lettres et des sciences humaines de Nanterre] que pontifiaient les cuistres de la pensée soumise, les faquins de la récupération, les paltoquets modernistes de l'intégration sociale, les Lefebvre et les Touraine. Le décor était à l'avenant : aux "grands ensembles" et aux bidonvilles qui leur sont complémentaires, l'urbanisme de l'isolement avait greffé un centre universitaire, comme microcosme des conditions générales d'oppression, comme esprit d'un monde sans esprit. »[546]

Mais la critique des politiques urbaines est partagée par une part non négligeable de la population française. En 1968, cette critique commence à se propager dans le sens commun ou le grand public. Comme le mentionnent Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, après 1968, c'est l'opinion française toute entière qui « bascule » ainsi et se trouve « mobilisée par une inquiétude croissante à l'égard du cadre de vie », au point que les « mouvements urbains » se multiplient au lendemain des événements.[547] Pour preuve, un peu anecdotique mais révélatrice, cette copie d'un élève de 4ème de la Ville-d'Avray dans les Hauts-de-Seine, datant de juin 1968, retrouvée aux archives nationales, et répondant à une composition de français sur « l'école et la maison ». L'élève parle de

---

[544] Cette séparation entre fiels et garçons marque le début des incidents à Nanterre au début de 1967. Des garçons ayant occupé la cité réservée aux filles, le Doyen fait intervenir la police pour les en déloger.

[545] Tendance fédéraliste révolutionnaire (anarchistes de l'UNEF de la faculté de Nanterre Philosophie-psychologie-sociologie), « L'étudiant en France est après le policier et le prêtre l'être le plus universellement méprisé », tract, Nanterre, printemps 1967, *in :* Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, pp. 44-45.

[546] VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, pp. 29-30.

[547] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, pp. 228-229

« l'aménagement du territoire » comme d'un exemple des « promesses trop vaines » des politiques[548], et il n'est pas le seul. De même les « luttes urbaines » qui se multiplient dans la France de l'après 68 et la multiplication des thèmes et des critiques de l'urbain et de l'urbanisme dans la presse contestataire de l'après-mai[549] renforce cet état de fait et démontre la propagation de ces idées chez les gauchistes. C'est le géographe Marcel Roncayolo qui revient, en 1985, sur la portée urbaine des événements de 1968, ou plutôt sur leurs conséquences quant à la vision de la ville par le plus grand nombre en France, au point d'entraîner souvent une « idéologie » anti-ville et de retour à la nature, et, en tout cas, opposée au « progressisme » de l'urbanisme opérationnel des trente glorieuses :

> « 1968 sert de catalyseur : on ne peut plus parler de la rénovation ou des grands ensembles, de l'école ou des loisirs, de la ségrégation ou de la convivialité (notions qui deviennent alors à la mode) dans les mêmes termes, de part et d'autre de l'événement. Le conflit et l'enjeu redeviennent l'état courant de la société. C'est 1968 qui, assez brutalement, ébranle la raison technicienne comme source de légitimité et donc s'attaque à l'idéologie même de l'urbanisme. Que l'on rapporte la production de l'espace au capitalisme ou au pouvoir qui s'efforce de "normaliser" la population, c'est dans sa logique – et non dans ses échecs – que l'urbanisme paraît une discipline condamnable. En revanche, les nostalgies contraires et semblables de la nature et de la ville traditionnelle, de la communauté villageoise ou urbaine y puisent leur regain d'actualité. […] En bloc, on dénonce le faux brillant de la société de consommation, les machines à habiter, les déchets de la circulation ou de l'industrie. »[550]

Les étudiants mobilisés en mai, et notamment ceux des sciences sociales, de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts (ENSBA) et en urbanisme portent ces critiques, cette idéologie et cette utopie, parfois accompagnés de certains de leurs professeurs, mais les citadins eux-mêmes, en tant qu'habitants ou usagers, commence à se mobiliser depuis le début de la décennie contre les grands ensembles, le prix des transports, l'éloignement domicile-travail, le manque de services d'équipements socio-culturels et/ou collectifs dans les nouveaux ensembles, les hausses de loyers dans les centres-villes, la dégradation de leur « cadre de vie » (multiplication des « conseils de résidents », de « comités de quartiers », « d'usagers »). L'après 68 marque d'ailleurs un renforcement de l'aspect « qualitatif » de ces luttes qui portent de plus en plus sur les conditions de vie et d'habitat, les manques d'équipements, les tares de la planification urbaine, qu'elles soient ou non encadrés par des groupes politiques ou des associations.

Concernant l'instrumentalisation de la ville et les revendications et critiques portant sur elle, sa conception, son esthétique et leurs conséquences sociales, les groupuscules et groupes gauchistes

---

[548] AN, 78AJ/37.
[549] VIOLEAU (Jean-Louis), « L'urbain dans la presse contestataire », *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, pp. 69-74.
[550] RONCAYOLO (Marcel), « Nouveau cycle ou fin de l'urbanisation ? », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, L'Univers historique, Le Seuil, 1985, pp. 117-118.

encadrant Mai 68 n'ont pas le monopole : les grands partis politiques de gauche, suivant ou « récupérant » le mouvement, ne sont pas en reste, et cette tendance se développera tout au long de la décennie suivante, comme nous le verrons. Mais ceux qui portent véritablement la critique de la ville et de l'urbanisme pendant le « moment » Mai 68, et d'une manière plus ou moins théorisée en la reliant ou non aux contestations plus globales, sont bien évidemment les étudiants en architecture (ceux de l'Ecole national supérieure des Beaux-Arts – ENSBA –) et ceux en urbanisme (à l'époque, de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris – IUUP – basé à l'Institut d'art et d'archéologie à Paris, Rue Michelet, et rattaché à La Sorbonne).

Quoi qu'il en soit, pourrions-nous dire si nous voulions établir une sorte d'idéal-type de la représentation socio-spatiale de la ville chez les gauchistes de Mai 68 – de leur espace de représentation – que celui-ci consisterait en une idéologie urbaine matinée d'utopie. Nous ne parlons pas ici de représentation « inconsciente » et commune de la ville, parce qu'elle est clairement revendiquée et clairement exposée dans les différents discours et parce que chaque groupe possède ses différences et caractéristiques propres, ne serait-ce qu'en terme de tactique et de symbolisme urbains. On peut toutefois déceler un certain nombre de points communs. Il s'agit principalement de la vision d'une ville ségrégée, avec ces espaces où règne la misère sociale et économique reléguée loin des centres, du pouvoir incarné et de la « bourgeoisie », d'une ville au décor et au fonctionnement « aliénants », fruit d'un urbanisme « répressif », qu'il soit le fait de l'Etat ou du capitalisme (les deux étant perçus, dans le contexte français du moins, comme complémentaires). Ainsi pouvons-nous définir l'idéologie urbaine gauchiste de 1968, comme la représentation collective de la ville politiquement orientée et s'inscrivant dans un système de représentations plus global (les méfaits et l'aliénation induits par le « capitalisme monopoliste d'état »[551]). Elle instrumentalise l'espace au point d'en faire un enjeu, suivant la définition que nous en avons préalablement donnée.[552] Mais cette vision de la ville, cette idéologie, comporte aussi en elle-même les solutions à apporter à la situation existante, ou perçue. Ainsi est-elle teintée d'utopie : l'aliénation, la séparation et la misère étant visibles dans la ville, c'est d'abord dans la ville que doivent s'inscrire les remèdes : la société socialiste, l'autogestion, l'égalité entre les hommes et l'abolition des classes sociales, et, en attendant « la spontanéité » (le pouvoir à « la base ») des masses, le festif, les ségrégations socio-spatiales niées ou surmontées, en un mot, la « liberté » dans une ville libérée et réappropriée. L'espace urbain devient ainsi, plus que le terrain et l'enjeu d'une contestation et des critiques, le terrain et l'enjeu d'une « révolution » attendue. Mais encore une fois, un des enjeux seulement. Mai 68, ses revendications et ses critiques brassant plus large que le seul fait urbain.

---

[551] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 2, II.
[552] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.

L'instrumentalisation tactique de l'espace urbain, pour les luttes, et son instrumentalisation symbolique (action exemplaire, ciblées, « style » des luttes et de la révolte, pour reprendre un terme lefèbvrien)[553] nous renseigne sur cette idéologie qui le pose en enjeu, interprétation éclairante quant aux représentations socio-spatiales.

III -La position des architectes et des urbanistes : l'urbanisme et l'architecture remis en question

Les fameux événements de Mai 68 ont bien sûr aussi été le fait des étudiants en urbanisme et en architecture, qui, outre le fait de formuler des revendications et des slogans touchant à la ville et à l'urbain globalement ou à différentes échelles (ville « aliénée », capitalisme « aliénant »), réfléchirent également aux statuts de leurs futures professions et aux rôles de leurs aînés ou encore à leur futur dans le processus de production de l'espace qu'ils dénoncent par ailleurs. Nous avons pu constater qu'ils sont les seuls, parmi les diverses sources que nous avons pu consulter, à établir la contestation par rapport à la ville et à l'urbanisme eux-mêmes, et de manière systématique. Les professionnels de l'urbanisme et de l'architecture ne furent pas en reste, comme nous le verrons.

1 - Les sciences sociales et la formation des architectes

Mai 68 à l'ENSBA section architecture a déjà été longuement étudié et fait coulé beaucoup d'encre, tant en ce qui concerne les acteurs et leurs positions, que la situation propre de l'école pendant les « événements », leur prémices, leurs déroulement, leurs conséquences et leurs suites. Nous renvoyons pour cela à l'important ouvrage de Jean-Louis Violeau, issu d'un travail de thèse, mais qui s'attarde plus sur le phénomène de « génération » des architectes de 1968, sur leur contestation de l'enseignement et de la profession, plus que sur les idéologies qui leur sont propres et sur leurs représentations de leur terrain d'exercice qu'est la ville.[554] Nous nous servirons bien sûr amplement de ce travail de première main comme élément de contextualisation, de témoignages, d'analyses (« à chaud » ou avec le recul, plus ou moins passionnée) que nous complèterons encore une fois avec des sources archivistiques (Archives nationales ou publications, ouvrages documentaires ou témoignages). Comme précédemment, une vue assez large des faits à partir de ces deux types de sources nous permettra de nous approcher d'une appréhension d'ensemble objective, quoique forcément sélective et non exhaustive, Mai 68 chez les étudiants en architecture (ou en urbanisme) ne constituant pas notre objet de recherches mais juste un aspect ou une partie de celui-ci. Ce qui nous intéresse ici, encore une fois, ce sont les visions et les représentations de la ville, de l'espace urbain et de l'urbanisme chez ces

[553] LEFEBVRE (Henri), *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965.
[554] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.

étudiants (et chez les professionnels, leur professeurs), qui, comme nous venons de l'évoquer, furent logiquement les plus prolixes quant à la production de discours et de revendications urbaines politiquement orientés.

De même, nous ne reviendrons que très rapidement sur l'occupation de l'ENSBA pour nous contenter d'un rappel contextuel général puisque nous nous sommes attardé précédemment sur le monde universitaire parisien et que l'ENSBA est un autre symbole de 68 que nous n'avons mentionné que brièvement.

Nous ne ferons de même que mentionner les influences mutuelles et conjoncturelles entre les gauchistes nanterriens ou sorbonnards et ceux de l'ENSBA section architecture. Les chefs de file en sont souvent d'ailleurs les mêmes : nous avons déjà mentionné l'importance d'individus tels Roland Castro Christian de Portzamparc ou encore Antoine Grumbach, frère de Tiennot Grumbach, dirigeant de l'UJC(ml)[555] – pour ne citer que les plus connus et les plus actifs – proches ou partie prenante de l' « état-major » étudiant du mois de mai, notamment à travers l'UJC(ml) maoïste et althussérienne, même si « moins dogmatiques » que les normaliens de la rue d'Ulm (Robert Linhart, Bénny Lévy)[556], et chef de file de la contestation aux Beaux-Arts. Globalement, leurs critiques et revendications sociales ou politiques ne diffèrent pas de leurs collègues « Ulmards ». Une frange trotskyste est également bien implantée à l'ENSBA en 1968, ainsi que ce que l'on pourrait qualifier de « pro-situs », mais ils sont moins significatifs, du moins lors des événements eux-mêmes. Ce qui fait la spécificité des architectes contestataires de l'ENSBA, ce sont bien sûr les considérations plus développées et systématiques sur les conséquences du mode de production, de la rentabilité et de l'aliénation capitaliste sur la ville, l'urbanisme et la vie urbaine.

Mai 68 aux Beaux-Arts

Mais nous devons avant toute chose revenir sur les faits. Dès 1964, face à la croissance démographique des étudiants en architecture, des « ateliers » d'architecture sont ouverts au Grand Palais, qui regrouperont tout ce que l'effectif étudiant et enseignant compte de progressistes (le fameux « groupe C », le seul à élire ses enseignants, et dont Jean-Louis Violeau nous raconte la genèse et l'histoire) : la pédagogie et l'architecture critiques et « sociologisantes » de Candilis, les trotskystes de la CLER puis de la JCR, Gustave Massiah du PSU, des jeunes proches, du moins intellectuellement, des situationnistes – Jean Aubert et Hubert Tonka, qui formeront quelques années

---

[555] Hervé Hamon et Patrick Rotman font de Tiennot Grumbach le neveu de Pierre Mendès-France, *in* : HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 604 ; alors que Jean-Louis Violeau en fait son gendre, *in :* VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 60. Quoi qu'il en soit, les deux frères passent par le PSU auquel appartient Mendès au moment de la Guerre d'Algérie (par l'ESU pour Tiennot, et en tant que sympathisant pour Antoine), avant de rejoindre le courant maoïste.

[556] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 237.

plus tard le groupe *Utopie* dont nous reparlerons –, et surtout les maos (Roland Castro, Christian de Portzamparc, Yannis Tsiomis, Antoine Grumbach).[557] La contestation et l'agitation, ainsi que le bouleversement des programmes au Grand Palais commencent à poindre et culminent autour de 1966 (le « logement social » fait son apparition dans les programmes d'étude classiquement orientés vers l'architecture monumentale, le logement « bourgeois » ou autres « villas » ou équipements, l' « atelier collégial » de Bernard Huet fait scission…). C'est cette même année que la revue *Melp !* est fondée, regroupant les gauchistes – Castro, Tonka, Grumbach – en remplacement de *Melpomène*, la revue de la « Grande Masse »[558], qui elle-même se trouve investie : la critique, la contestation de l'architecture et de son enseignement y prend toute sa place, dans une coloration plus politique, radicale et empruntant aux mouvements subversifs existant (« détournement » d'images et de bandes dessinées de type situationniste ou *Archigram).* Les étudiants d'alors réclament des enseignements de sociologie, conteste l'académisme et « l'esprit bozart ».[559] Tout en préparant la révolte et la part active qu'ils auront lors des événements de Mai 68. Les années soixante, pour les maos de l'ENSBA, voient « la réflexion et l'action politique [s'orienter] vers une politique appliquée au domaine de l'architecture ».[560] Cette dernière devient l'objet, l'instrument de la critique plus globale du système, tout en étant l'enjeu final de cette critique. En 1968, on a donc affaire chez les architectes de l'ENSBA à une double critique : celle du système global, à l'image du mouvement universitaire, et une critique plus « corporatiste » (bien que les gauchistes eux-mêmes s'en défendent), instrumentalisant la première pour aboutir à la réforme de l'architecture et de son enseignement. Mais contrairement à l'université, la contestation à l'ENSBA était effective dès 1965 et la première tentative de reforme de Max Querrien.

Les étudiants et quelques enseignants de l'Ecole des Beaux-Arts (UNEF et SNESup) votent la grève le 8 mai 1968 en s'alignant sur les revendications des « universitaires » imposées la veille par l'UNEF (« Libérez nos camarades ! Retirez les flics du Quartier latin ! Ouvrez la Sorbonne ! ») et, le 13 mai, décident d'occuper les locaux de l'Ecole. Dans les Beaux-Arts occupés, le 14 mai 1968, se montent des « Ateliers populaires » dont la tâche essentielle pendant les événements, sera la production d'affiches lithographiées et sérigraphiées dont certaines resteront célèbres et portent majoritairement sur la culture et l'art « bourgeois » et la nécessité de la remplacer par une culture et un art révolutionnaire – ou du moins « du peuple » [561], « au service du peuple »[562] –, sur la répression, sur

[557] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, pp. 39-74.
[558] Association des étudiants architectes des Beaux-Arts, affiliée à l'UNEF dans les années soixante.
[559] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.
[560] CASTRO (Roland), « La chute de la maison Beaux-Arts », propos recueillis par Annie Zimmermann à Paris, le 19-02-1998, *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, p. 52.
[561] *Les Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, texte datant du 22 juin 1968, reproduit *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, pp. 801-805.

l'union nécessaire des travailleurs et des étudiants ou encore sur les critiques qui foisonnent alors : contre le capitalisme, de Gaulle.[563] Certaines de ses affiches, idéalement élaborées à l'aide des « travailleurs » portent même plus directement sur la critique urbanistique. Le manque d'esprit critique et de liberté dans l'enseignement des arts est également contesté[564]

Dans la nuit du 20 au 21 mai, ce sont les locaux de l'Ordre des architectes qui sont occupés par des contestataires qui réclament sa dissolution. Lors d'une assemblée générale du 28 mai 1968, l'occupation de l'Ecole est perçue « comme une forme d'action passée » et on se déclare près à « prendre les armes ».[565] Les idées sur la lutte armée, dans une école et un mouvement dominés par les maoïstes, font leur chemin. Quoi qu'il en soit, l'Ecole des Beaux-Arts occupée sera, au mois de juin 1968, l'un des derniers bastions du gauchisme parisiens où se réfugiera l'état-major des derniers « étudiants irréductibles » après les évacuations de locaux universitaires par les forces de l'ordre.[566]

La majorité des étudiants en architecture contestataires du mois de mai est issu du « groupe C » du Grand Palais et établissent des liens étroits, pendant la grève, avec les étudiants de la Sorbonne (Cf. infra, Roland Castro) et, pour les maoïstes, avec l'Ecole Normale rue d'Ulm et les travailleurs grévistes. Ces étudiants de la section architecture se positionnent pour une « réforme de l'enseignement artistique » en France, « contre l'Université de classe », contre le système du DPLG[567] au nom du rapprochement avec l'université, de l'Ordre des architectes[568] ou encore du « prix de Rome ».[569] La « réforme Fouchet » sur l'enseignement supérieur de 1966, masquant la sélection et la « fractionalisation » des connaissances, et le décret cadre de 1962 sur l'enseignement en architecture, jugé trop flou, insuffisant et surtout équivalent de la réforme Fouchet qui ne s'applique qu'à l'Université, sont mis sur la sellette : « l'université de classe » est dénoncée conjointement par la Sorbonne et les Beaux-Arts.[570] La réunion du comité de grève du 15 mai 1968, votant les « bases de la grève » à l'ENSBA, réclame le rattachement à l'Université et porte les revendications contre la réforme Fouchet (« répressif » et « spéculatif ») et le décret cadre de 1962. On y retrouve Roland

---

[562] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[563] *Atelier populaire. Présenté par lui-même. 87 affiches de mai-juin 68*, Paris, Bibliothèque de mai, Usines Universités Union, 1968.
[564] *Les Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, texte datant du 22 juin 1968, reproduit *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 802.
[565] AN, 78AJ/37.
[566] HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 562.
[567] « Diplômé par le gouvernement », ce titre, accordé aux architectes diplômés est institué par décret en 1914.
[568] Créé par Pétain en 1940, établissant la « déontologie » de la profession et gérant celle-ci (l'inscription à l'Ordre des architectes est obligatoire pour exercer).
[569] Cette distinction date de Louis XIV. Elle permet, depuis le début du XIXe siècle, aux lauréats d'aller étudier à la Villa Médicis à Rome (Académie de France à Rome – 1666-) Les architectes qui y passent sont privilégiés dans la commande d'Etat.
[570] AN, 78AJ/35.

Castro, Antoine Grumbach, Gilles Toussaint, tous signataires de la motion.[571] A la rentrée 1968, le ministre de la Culture André Malraux décidera, suite à la contestation de décentraliser l'enseignement en architecture, et ce, en faisant « éclater » l'ENSBA en différentes « UP » (Unités pédagogiques), s'orientant vers des positions différentes vis-à-vis de l'ancien académisme et vers des conceptions et approches de l'architecture, – de ses méthodes et objets –, différentes. Mais il s'agit là d'une histoire qu'il ne nous appartient aucunement de faire.[572]

En 68, donc, l'inflation des étudiants, la concurrence des ingénieurs et le système même de la commande et de la construction aidant, l'avenir des étudiants en architecture inquiète. Les grévistes se refusent à devenir tant « grand patron » d'agence corrompu, « voleur » que « nègre ».[573] Le contenu des cours, le passéisme, l'académisme, le corporatisme de la profession sont massivement contestés par les étudiants et une partie du corps enseignant. Les « patrons » d'atelier reproduisant le système et/ou en profitant sont priés de démissionner. Mais plus que les contestations et revendications sur le contenu pédagogique, l'organisation des cours à l'ENSBA, la structure de cette école et l'organisation de la profession qui monopolisent souvent les discours, ce sont les critiques plus générales qui intègrent et incluent les précédentes qui nous intéressent dans le cadre de cette étude. Il s'agit, notamment, du « rôle de l'architecte dans la société » (et dans la division du travail), l'éventuel rôle qu'il aurait à jouer dans une nouvelle société[574], mais aussi la « vision » de la ville et de l'urbanisme portée par ces contestations dans le discours.

L'architecte et la société

Comme les jeunes sociologues de Nanterre, les étudiants de l'ENSBA refusent de devenir les « chiens de garde de la bourgeoisie», et reprennent à leur compte le slogan de Cohn-Bendit.[575] Car c'est là leur représentation du rôle de l'architecte dans la société capitaliste et dans les villes ségrégées Cette contestation du « rôle social de l'architecte » constitue l'une des causes principales – si ce n'est la principale – de la crise de mai-juin 1968 chez les architectes de l'ENSBA, comme le souligne Roland Castro dans un entretien accordé à la revue *Urbanisme* en 1998.[576] Les gauchistes, en

---

[571] « Réunion du comité de grève », 15 mai 1968, AN, 78AJ/37.
[572] Nous renvoyons pour cela encore une fois à l'ouvrage de référence, détaillé autant que synthétique, de Jean-Louis VIOLEAU, *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.
[573] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[574] Selon Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, il s'agit là de la caractéristique essentielle des réflexions des grévistes de l'ENSBA en 68, *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 800.
[575] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[576] CASTRO (Roland), « La chute de la maison Beaux-Arts », propos recueillis par Annie Zimmermann à Paris, le 19-02-1998, *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, p. 53.

dénigrant leurs enseignants, remettent aussi en cause le rôle et le travail de leurs aînés dans un système (celui du financement, de la construction, de la commande) qui ne leur laisse plus le choix sinon celui de se « vendre » et de renier les principes même de l'architecture, ou plutôt des principes qu'ils revendiquent :

> « Nous voulons lutter contre les conditions de la production architecturale qui la soumettent, en fait, aux intérêts des promoteurs publics ou privés. Combien d'architectes ont-ils accepté de réaliser des Sarcelles grands ou petits ? Combien d'architectes tiennent compte, dans leur cahier des charges, des conditions d'information, d'hygiène, de sécurité des travailleurs sur les chantiers, et le feraient-ils qu'aucun promoteur ne répondrait à leur appel d'offre. Et l'on sait qu'il y a trois morts par jour en France dans l'industrie du bâtiment. »[577]

Et puisque l'architecte est censé non seulement établir les plans des bâtiments, mais également surveiller le déroulement du projet y compris les chantiers de construction, ce slogan de « trois morts par jour dans le bâtiment ! » qui se diffusera aux Beaux-Arts en Mai, en ornera le fronton, s'attaque à la fois au système, mais aussi, à travers lui, aux architectes qui acceptent de le servir, ou du moins de l'intégrer.

D'une manière générale, les étudiants en architecture, tout comme les autres étudiants de l'ENSBA sont, pourrions-nous dire en reprenant leurs propos, « décidés à transformer ce qu'ils sont dans la société ».[578] Critique de la profession d'architecte, dont la fonction est dans la « société capitaliste », la « fixation » d'une « structure oppressive » dans le « cadre bâti » en « subordonnant l'organisation de l'espace aux impératifs du rendement maximum »[579], critique de la profession d'artiste en général[580], et critique du système capitaliste, de la société aliénée et opprimée et de l'Etat sont donc étroitement liées dans le discours. En effet, l'architecte est représenté comme serviteur du capital et du pouvoir (qu'il soit économique, politique, « bourgeois »). On parle ainsi par exemple de « l'ajustement du nombre des architectes aux besoins du Grand Capital définis par le V^{e} plan »[581], de l'architecture « au service des intérêts particuliers », des « commanditaires » alors qu'elle devrait être

---

[577] Document du Comité de grève de l'ENSBA daté du 15 mai 1968, *in : Les Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, reproduit *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 802.
[578] *Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, texte datant du 22 juin 1968, reproduit *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 804.
[579] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[580] Même si l'artiste est censé être plus indépendant vis-à-vis du marché et du pouvoir, il ne constitue toutefois pas un modèle pour les architectes contestataires, tout imprégnés qu'ils sont de la critique de la marchandisation de l'art dans la veine situationniste.
[581] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.

« au service du plus grand nombre d'usagers ».[582] Et les réformes proposées ou débattues de l'enseignement en architecture pendant les années soixante sont rejetées en bloc, puisque, selon le mot d'ordre, il est inutile « d'adapter l'enseignement aux besoins d'une société que nous rejetons.»[583] Est ainsi visé, notamment le « rapport Fayeton », du nom du Directeur des études d'architecture à l'ENSBA d'alors, Jean Fayeton, réalisé par des commissions[584] internes à l'école en 1966-1967, composés d'enseignants (« académiques » comme « progressistes») dont le sociologue Henri Raymond, d'étudiants, mais aussi de personnalités extérieures comme Henri Lefebvre, Félix Guattari du CERFI ou encore Michel Rocard du PSU. Ce rapport, initié par l'énarque du PSU Max Querrien, Directeur de l'Architecture au ministère des Affaires culturelles d'André Malraux de 1963 à 1968 visait à proposer une réforme venant de l'Ecole elle-même face au refus du Décret-cadre de 1962. Il avait aussi pour but de repenser l'enseignement en architecture et la pratique même de cette discipline, entre art, technique, tout en l'adaptant aux aspects sociologiques et urbanistiques, de manière « à donner des réponses pertinentes aux questions que posent la structure, le forme, et la fonction »[585], questionnement sûrement dû à la présence d'Henri Lefebvre. Mais cette réforme était surtout rendue nécessaire par l'inadaptation de l'enseignement et de la pratique face aux besoins de l'après-guerre, la concurrence des ingénieurs, et le « passéisme » de la « déontologie », leur compromission dans la construction des grands ensembles.[586] Notons que cette réforme proposait également la « diversification » d' « Ecoles nationales d'Architecture » en fonction « des aspects variés et des niveaux différents d'intégration de la fonction architecturale »[587], ce qui sera réalisé après mai 1968. L'architecte y est cependant encore considéré comme « chargé de faire la synthèse de la conception » au côté du sociologue, de l'économiste, de l'ingénieur[588], même si « le dialogue » avec les autres disciplines est revendiqué, ainsi que leur apport et leur nécessaire intégration dans l'enseignement (surtout concernant la sociologie, l'urbanisme, mais aussi la géographie, l'histoire, la psychanalyse). Ainsi, les sciences sociales y sont elles primordiales au début du cursus, avant de développer par la suite l'apprentissage de la pratique architecturale proprement dite. On y parle aussi de « passerelles » avec l'Université par des équivalences, de diplômes avec des mentions « spécialisées », mais aussi de « sélection » à l'entrée sur la base d' « entretiens » et de « dossiers scolaires », pour « écarter ceux dont la vocation est inexistante »[589]. Ainsi, malgré l'importance et l'arrivée des sciences humaines,

---

[582] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[583] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[584] « Sciences sociales et de l'environnement », « Architecture et urbanisme », « Sciences et techniques », « Formation plastique », Cf. *Rapport général rédigé par Jean Fayeton, Directeur des Etudes d'Architecture à l'ENSBA*, novembre 1967, réédité en mai 1968, AN, 78AJ/37 ?
[585] *Id.*, p. 5.
[586] *Ibid.*
[587] *Id.*, p. 9.
[588] *Ibid.*
[589] *Id.*, p. 14.

devenant plus importantes quantitativement et qualitativement que l'enseignement du projet, revendication des étudiants et enseignants progressistes, c'est le manque d'ambition de cette proposition qui est critiqué en 1968 : l'architecte y demeure « l'homme de synthèse » pourtant incapable de s'imposer dans la société car non réellement spécialiste[590], l'éternel problème de la sélection et de la réduction des effectifs, pourtant perçus comme nécessaires pour l'intégration professionnelle des étudiants par certains. Mais d'une manière générale, c'est en tant que « réforme » que cette proposition est rejetée par des contestataires qui, eux, revendiquent la « révolution » et veulent réorganiser la société, la pratique et l'enseignement sur de nouvelles bases.

Quoi qu'il en soit, en 1968 à l'ENSBA, tout est à revoir : une nouvelle conception de l'architecture allant de pair avec un nouveau système sociétal, et débouchant bien sûr sur un nouveau type – un nouveau style – d'enseignement (« Il faut donc nous engager à remettre en cause les rapports qui régissent actuellement la profession et l'enseignement » : intégrer cet enseignement à l'Université, refuser la sélection, les examens et concours).[591] Nous pourrons d'ailleurs constater une perpétuation de ces revendications après 68, comme nous le prouve, par exemple, le tract reproduit ci-contre de l' « UNEF-Architecture-Paris » retrouvé aux Archives nationales et datant du mois de novembre 1977[592], soit à peu près une décennie après les événements et la mise en place des UP. (**Cf. Document 3**) Comme à la fin des années soixante,
le manque de moyens, la « déqualification » du contenu pédagogique, la sélection, les concours d'admission, la dévalorisation du diplôme, la concurrence d'autres corps de métiers, mais aussi la mainmise des « grands bureaux d'études gérés par les banques », y sont dénoncés, et ce, malgré Mai 68 et les réformes qui le précédèrent ou qui suivirent. Plus que conjoncturels ou issus de l'esprit gauchiste et de « l'ère du temps » contestataire de 1968, les problèmes que posent l'enseignement en architecture et la « place de l'architecte dans la société » française semblent donc bien être plus structurels. On voit de même aujourd'hui réapparaître cette question du rattachement de l'architecture à l'Université, au moment ou se créent des doctorats en architecture, sur le mode de l'urbanisme[593], bien que cette discipline diffère à maints égards de la première : bien que longtemps considéré comme un « art » par ses promoteurs, l'urbanisme est un champ nouveau en France, depuis le début interdisciplinaire et possédant une forte tradition de recherche à côté de son aspect

---

[590] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, pp. 96-97.
[591] Document du Comité de grève de l'ENSBA daté du 15 mai 1968, *in : Les Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, reproduit *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 802.
[592] AN, 78AJ/43.
[593] FREY (Jean-Pierre), « Eupalinos ou l'imaginaire mis à mal par les docteurs », *in :* ministère de la Culture et de la communication, *Recherche architecturale, urbaine et paysagère 2005. Vers un doctorat en architecture*, Paris, MCC, nov. 2005, pp. 82-95.

« professionnel ».[594] Mais pour réformer l'enseignement, en 1968, la transformation de la profession même d'architecte doit être réexaminée, par la « destruction des structures féodales telles que l'Ordre des architectes » (dont l'origine « vichyste » est dénoncée), « en dénonçant toute forme de corporatisme » (et même dans le mouvement, par la récupération).[595]

Ainsi, c'est l'architecture elle-même dans le système politico-économique français qui est dénoncée comme aliénante, oppressive. Ce système est perçu comme verrouillé par les gauchistes, qu'ils soient architectes, sociologues ou non. On fustige la fameuse « logique » du système », dont il s'agit dorénavant de sortir. Par exemple, au sujet du processus de réformes mis en place sur l'enseignement d'architecture, on pourra lire dans le manifeste du Comité de grève de l'ENSBA daté du 10 juin 1968 :

> « Le clivage s'est effectué rapidement entre ceux qui défendaient les intérêts et les pouvoirs en place – les administrateurs et les patrons – et qui refusaient de dépasser le cadre d'une réformette renforçant leurs privilèges de classe, et ceux qui, à travers le problème de l'enseignement, posaient le problème de la refonte complète du domaine bâti. [de la refonte de la ville ?] D'un côté, il y a la volonté de renforcement du système socio-économique actuel […] De l'autre côté, il y a la remise en question radicale du rôle objectif de l'architecte dans la société capitaliste et de la notion même d'architecture. Nous pensons que le rôle objectif de l'architecte dans la société capitaliste est de fixer le cadre bâti d'une structure oppressive. […] Ceux des architectes qui ont fait du logement dit "social", qui ont passé les marchés à l'entrepreneur le moins coûteux, qui réduisent la surface des habitats pour diminuer le prix plafond, ceux parmi les urbanistes qui en zonifiant ont renforcé la ségrégation sociale le savent. Comme le savent les lycéens dans leurs lycées-casernes, les malades dans les hôpitaux-prisons. […] Nous voulons poser le problème de l'architecture en termes de lutte de classe. L'architecture n'est pas révolutionnaire en soi (quoiqu'en disent certains pour se donner bonne conscience). Elle est au contraire un facteur d'aliénation et d'oppression. Toutes les tentatives de résoudre les problèmes sociaux par la réglementation des hauteurs des bâtiments et un savant dosage des espaces verts ne sont que des remèdes superficiels et inefficaces, puisqu'elles ne s'attaquent pas aux causes mais essaient de retoucher les effets. L'adoption de ces principes a donné à notre action et à notre grève un caractère nettement politique, si par "politique" on entend la volonté de modifier les cadres fixés par la société dans laquelle on se trouve. »[596]

En plus d'une contestation du système dans son ensemble et de la situation dans laquelle se trouve l'architecture, c'est bien aussi d'un véritable jugement sans retenue sur la manière d'exercer

---

[594] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.

[595] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.

[596] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.

des architectes qui est ici mis en avant. L'architecte se soumet alors qu'il devrait se rebeller. La prise de conscience des modalités d'exercice de la profession et de leur enchevêtrement avec le niveau plus global (politique, économique, social), doit de toute évidence amener à une contestation du système dans son ensemble. Pour peu, on y verrait presque un discours maoïste. Et cette impression est à la fois renforcée par le vocabulaire utilisé et la rhétorique employée. Du point de vue du vocabulaire, tout d'abord, les termes « radical », « lutte de classe », « oppression », « bourgeoisie », « aliénation » situent le discours dans un schéma bien connu et compris par tous, en établissant le caractère négatif de la situation décrite (renforcé par l'utilisation de la négation « ne.que », tout comme une opposition entre deux conceptions de l'architecture : la conservatrice de ceux qui se contentent ou profitent de la situation, la révolutionnaire ou progressiste, propre au locuteur. Ce facteur est d'ailleurs renforcé par l'emploi de termes négatifs pour parler de l'architecture et de l'urbanisme existants (« superficiel », « inefficace ») Il s'agit donc là, plus que d'un jugement comme mentionné précédemment, d'un discours de dénonciation. Mais aussi, par-là même, d'un discours de persuasion, – voir d' « auto-persuasion »– d' « éducation ». Et c'est par la rhétorique qu'on peut cette fois analyser ce fait. L'utilisation de l'exemple (« ceux qui ont. », « les lycées », « les hôpitaux ») sont là pour argumenter la critique, dénoncer, mais aussi instruire. La multiplication des figures de construction du discours comme la répétition ou plutôt « l'antithèse rhétorique » basée sur les mots et le rythme du discours (« d'un côté il y a ceux», « de l'autres il y a ceux»), marque un discours d'opposition en amplifiant les différences, mais aussi un discours de lutte et de dénonciation. De même, l'emploi de la prosopopée « les urbanistes le savent, les lycéens le savent, les malades le savent », n'a bien évidement pour but que de renforcer la persuasion et d'apporter une caution de vérité au discours et à l'analyse faite de la situation. Enfin la multiplication des figures de sens, ou trope, comme l'oxymore (« les lycées-casernes », les « hôpitaux-prisons ») l'hyperbole et de l'exagération (« renforcement du système », « remise en cause de l'architecture par l'enseignement ») marquant encore et toujours le discours d'opposition, de dénonciation et de persuasion, si l'on considère que tout trope a pour fonction la persuasion. [597]

Et nous pourrions multiplier ces exemples, comme nous pourrions étendre ces analyses au discours politique gauchiste en général. Simplement ici, c'est le rôle de l'architecte dans la société – ou le rôle qu'on lui fait jouer, qu'on l'oblige à jouer, du moins dans la représentation – qui est dénoncé et « annoncé » au lecteur, au récepteur. Et ce, dans un discours où l'on propose au récepteur une alternative : celle d'une autre vision de l'architecture et de la société : un discours de persuasion éminemment politique, en somme.

A travers l'ENSBA, ses structures, sa pédagogie, c'est donc l'architecture qui est dénoncée, et à travers elle, le système capitaliste dont elle dépend :

---

[597] REBOUL (Olivier) (1984), *La Rhétorique*, Paris, PUF, 1986, pp. 42-43.

> « [Nous dénonçons] les structures économiques basées sur la spéculation forcenée et la recherche du profit maximum qui définissent le cadre de l'urbanisme actuel où les organismes d'aménagement du territoire et d'urbanisation sont financés en totalité ou en partie par les banques d'affaire. L'architecte, actuellement, a le choix entre être voleur (devenir grand patron d'agence, requin financier à la recherche de nouvelles affaires) ou volé (être un bon "nègre" – dessinateur d'agence, c'est-à-dire se laisser exploiter par les grands patrons). »[598]

Comme le remarque fort justement Marie-Françoise Fichet, revenant sur les événements en 1969, ces contestations peuvent être rapprochées à plus d'un titre de la contestation générale de 1968, notamment de celle du milieu universitaire :

> « Les traits généraux se retrouvent : critique de la société industrielle bureaucratique et répressive, du capitalisme bourgeois, de l'université de classe. Les élèves architectes ont pris conscience de la démarcation, ou du lien qu'il fallait établir entre le problème général des rapports de l'université et de la société et les problèmes spécifiques d'une part à l'architecture, qui met en cause l'organisation politique, économique et juridique de la société, et, d'autre part, à l'enseignement de l'architecture qui entretient ces liens étroits avec la profession – sinon son exercice. »[599]

Ainsi, selon l'auteur, si la critique de l'architecture occupe une « place privilégiée » en mai-juin 1968, c'est qu'elle arrive à s'intégrer dans la portée idéologique générale du mouvement étudiant. Ainsi, si la critique de la ville ne « crée » pas Mai 68, les gauchistes et les événements, l'idéologie qui les porte, et malgré les dissonances, intègrent sans problèmes ces critiques. Une autre preuve en est que les tracts des divers mouvements gauchistes de 68 (anarchistes, maoïstes, trotskystes. et même communistes), et dans lesquels on peut lire des discordances évidentes sur la plupart des sujets politiques ou sociaux (si ce n'est le refus commun du « système » actuel), tombent la plupart du temps sur un certain consensus concernant la vision de la ville et de l'urbanisme, comme on l'a vu précédemment. Ceux –ci sont souvent critiqués dans les mêmes termes qui reviennent invariablement. L'urbain cristallise ainsi d'une certaine manière, chez les architectes mais pas seulement, les mécontentements, revendications, critiques sociales, politiques ou économiques, même si, répétons-le encore une fois, il n'en est pas l'élément principal. Il devient ainsi d'une certaine manière un « instrument » de critique, un instrument idéologique.

Car c'est bien entendu « l'Etat capitaliste » qui est pointé du doigt, à l'ENSBA, en tant que, pendant la Reconstruction, « impuissant » face à ses « responsabilités », il a « livré à la promotion privée [les promoteurs puis « les ensembles bancaires et monopolistes » face à leur impuissance à faire face aux « besoins croissants »] la presque totalité de ce domaine » ou s'est conduit « comme un

---

[598] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[599] FICHET (Marie-Françoise), « Féaux et mandarins », *Esprit*, nouvelle série, n°10, « L'architecte, l'urbanisme et la société », numéro spécial, octobre 1969, p. 520.

quelconque promoteur ». De plus, le financement des projets – « ridicules » – ne permet qu'aux « grosses agences » pouvant faire des « projet d'urbanisme » de survivre, les pouvoirs publics et l'Ordre et sa « déontologie » étant bien sûr complices.[600]

> « Considérant que l'architecture, service public, doit satisfaire à des besoins sociaux, l'objectif fondamental sera de trouver les moyens de limiter, puis de supprimer le contrôle quasi absolu que la puissance financière, à travers son système économique, exerce actuellement sur l'aménagement et la production du domaine bâti. »[601]

Cette place dénoncée de l'architecte dans le monde social (la division du travail et le système politico-financier) rejoint ce que Jean-Louis Violeau nomme la crainte d'un double « déclassement » de la part des étudiants et futurs architectes. Cette crainte de déclassement, touche à la fois, comme l'a remarqué l'auteur, un « déclassement par le haut » et un « déclassement par le bas »[602], les compromissions avec le capitalisme, la commande « répressive » et la bourgeoisie, sur le modèle de l'architecte qui profite du système, souvent prix de Rome, directeur d'agence et mandarin – « l'architecte-bourgeois-au-nœud-pap » – et sur celui du « tireur-de-barres-au-kilomètre »[603], petit bras et freiné dans sa profession et sa créativité. Double refus, donc, des compromissions (d'être « les chiens de garde » du capital) et de l'exploitation tout à la fois, volonté de « rester dans la course »[604] face à la concurrence tout en refusant cette course, posture quelque peu schizophrénique s'inquiétant pour l'avenir tout en niant et refusant cet avenir. Ce qui ne laissent aux étudiants contestataires que des marges de manœuvre étroites, mais qu'ils croiront trouver un temps dans les sciences sociales, dans la théorie et/ou la recherche (« inversion de la norme jusqu'alors dominante de "l'architecte-artiste" pour lui substituer celle de "l'architecte intellectuel" » se basant sur la sociologie, l'histoire ou la théorie architecturale, la théorie urbaine)[605], mais plus encore, pour certains d'entre eux, dans la « révolution », ou tout du moins dans la modification du système socio-économique régissant la commande, la construction et la pratique architecturale.

Les questions qui sont alors posées (« Qu'est ce que l'architecture ? » « Par qui ? » et « pour qui ? »[606]) marquent indéniablement une volonté de refonte épistémologique de la discipline et de la profession et visent surtout à changer de statut et de rôle. Ces questionnements sont d'ailleurs bien mis

---

[600] *Architecture et urbanisme*, Paris, 20 mai 1968, in *:* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988

[601] *Plate-forme d'accord* des étudiants en architecture de Lyon avec les grévistes de l'ENSBA, Lyon, le 20 mai 1968, *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 813.

[602] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 148.

[603] VIOLEAU (Jean-Louis), « L'urbain dans la presse contestataire », *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, pp. 71-72.

[604] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 90.

[605] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 90.

[606] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.

en avant et représentés dans un numéro spécial de la revue *Esprit*, intitulé « L'architecte, l'urbanisme et la société », qui paraît en octobre 1969 et revient sur les questions posées pendant le mois de mai. On y trouve significativement par exemple, en ouverture, un article de Raymonde Moulin intitulé « Avons-nous encore besoin d'architectes ? ».[607] Dans le même ordre d'idée, c'est le statut de l'architecte « artiste » qui est contesté en tant que périmé. Mais ce statut est également contesté en fonction du rôle que l'architecte doit jouer dans une société, dans laquelle il doit bien sûr composer avec les facteurs sociaux dans sa pratique qui inluera en retour sur ces facteurs :

> « La société industrielle entretient avec l'architecture un type de rapport particulier qui contribue – dirons-nous en sacrifiant à la terminologie régnante – à "isoler l'architecture de la vie", à la réduisant à son existence en tant qu'art. »[608]

Mais ce n'est pas tant que l'architecture en tant qu'« art » soit niée – les tracts et archives nous révèlent bien que les architectes tiennent à ce statut d'artiste –, c'est plutôt que le phénomène social est dorénavant représenté comme facteur déterminant de l'exercice de la profession. C'est d'ailleurs ce manque de prise en compte qui est dénoncé par les jeunes chez leurs aînés, les compromissions faites par les architectes lors de la conception des grands ensembles. A l'époque – depuis l'époque, pourrions-nous dire – l'habitude est bien sûr de faire porter les maux sociaux urbains sur les architectes, et pas seulement chez les contestataires, mais aussi dans le sens commun.[609]

Ce qu'affirment également les discours de 1968, c'est la place plus grande qui doit être accordée aux « usagers » et aux « habitants » dans le processus de conception de leur ville, ce que l'Etat, les « groupes financiers » et l'architecture elle-même ne permettent pas pour l'instant. C'est la revendication de la « participation » aux décisions et aux aménagements, relativisant la place de l'architecte dans une « vraie » démocratie, qui est ici posée :

> « [L'architecture au service des usagers doit-elle être le fait d'] un petit nombre de spécialistes investis d'énormes pouvoirs ou [de] tous ceux qui sont concernés : techniciens et usagers ? »[610]

L'architecture et l'urbanisme préoccupant au premier chef les habitants et usagers, ceux-ci doivent donc y participer pleinement.

Dans le même ordre d'esprit, on voit se constituer en mai 1968 une volonté de lien avec le monde du travail en grève. Nous avons déjà parlé de cette volonté, mais c'est particulièrement le cas aux Beaux-Arts, où la contestation des architectes est, on l'a vu, dans l'ensemble portée par les

---

[607] *Esprit*, nouvelle série, n°10, « L'architecte, l'urbanisme et la société », numéro spécial, octobre 1969, pp. 389-407.

[608] MOULIN (Raymonde), « Avons-nous encore besoin d'architectes ? », *Esprit*, nouvelle série, n°10, « L'architecte, l'urbanisme et la société », numéro spécial, octobre 1969, p. 339.

[609] Voir par exemple la publication d'un récent ouvrage rédigé par un journaliste : TRÉTIRACK (Philippe), *Faut-il pendre les architectes ?*, Paris, Seuil, 2001.

[610] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.

maoïstes ou assimilés (Grumbach, Castro, Portzamparc, Tsiomis), ce que nous révèle aussi la multiplicité des slogans « servir le peuple » ou « au service du peuple » dans les divers tracts, manifestes et plates-formes des grévistes de l'ENSBA, et qui est notable dans certaines affirmations :

> « Les étudiants et artistes progressistes, tout en se mettant concrètement au service de la lutte du peuple, se mettent à son école et révisent leur point de vue en se liant à eux. »[611]
>
> « Nous avons voulu que notre mouvement s'inscrive dans la réalité de la lutte des classes et nous avons créé dans ce but des « comités d'action » dont le rôle est d'établir des contacts réels avec les travailleurs en lutte, dans toutes les formes de cette lutte. Cette action à l'heure actuelle se développe auprès des grévistes, des travailleurs et immigrés des bidonvilles, des comités d'action de quartiers sous forme de renforcement des liaisons, d'aide financière, de contribution à l'autodéfense. »[612]

Nous reviendrons sur ces aides et ces actions parmi les habitants des bidonvilles. Pour l'instant, on pourra remarquer la volonté forte, du moins dans le discours, de lier la lutte dans les « quartiers », « bidonvilles », à celle des usines et entreprises aux côtés des travailleurs (notamment dans le bâtiment, par les « comités d'action »), entre autres dans un but de propagande. Les étudiants en architecture, sorte d' « avant-garde éclairée de la révolution » ayant pris conscience des enjeux et de la réalité sociale, se sentent ainsi investis d'un rôle d' « éducation » des travailleurs dans les entreprises et dans les bidonvilles. Et la revendication de « participation » des habitants et usagers à l'aménagement de leur « cadre bâti » en est le prolongement, logique dans ce système de pensée (bien qu'il ne soit pas dans notre propos que la « participation » aujourd'hui au goût du jour soit un mot d'ordre d'origine maoïste !).

Quoi qu'il en soit, peut-être de manière plus anecdotique, cet « ouvriérisme » et cet « appel au peuple » des étudiants en architecture, influencé par la pensée de Mao mais aussi par les positions du philosophe Louis Althusser, – celui de l'*Autocritique*[613], reniant quelque peu l'importance de la théorie pour rallier la lutte des classes et le militantisme – dénotent aussi parfois une certaine instrumentalisation de ce « peuple ». Instrumentalisation à la fois, bien sûr, pour constituer la « base » de la révolution (les étudiants en constituant « l'avant-garde », jouant le rôle du « parti » ou des syndicats dans un schéma léniniste ou marxiste plus classique) – le prolétariat, selon le vieil adage marxiste, constituant toujours le « moteur de l'histoire ». Instrumentalisation, aussi, pour la refonte de leur propre condition d'exercice.

---

[611] *Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, texte datant du 22 juin 1968, reproduit *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 805.

[612] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.

[613] ALTHUSSER (Louis), *Eléments d'autocritique*, Paris, Hachette, 1974.

Document 3 : Tract de l'UNEF-Architecture, 1977 .

UNEF ARCHITECTURE PARIS -

LES ETUDIANTS EN ONT ASSEZ - ILS PROTESTENT :

- contre les budgets de misère
  attribués aux U.P. par le ministère (U.P. = Unités Pédagogiques = écoles d'architecture sur toute la France qui représentent plus de 15.000 étudiants), ce qui contraint les étudiants à suivre leurs cours dans des conditons déplorables, et à recevoir un enseignement qui, d'année en année, se déqualifie considérablement.
- contre le renforcement de la sélection
  qui touche en premier les étudiants issus des couches sociales les plus défavorisées.
- contre la limitation à l'entrée de 10 % d'étudiants étrangers.

CONTRE LA REFORME D'ORNANO

réforme ultra sélective qui réorganise nos études avec l'objectif de répondre aux intérêts immédiats du patronat.

NOUS LUTTONS :
- contre un concours d'admission en fin de 1ère année
- contre des stages en agences prévus pendant la 5ème année de nos études, sans rémunération, ni contrôle pédagogique
- contre la dévalorisation du diplôme actuel et qui donnerait au patronat une main-d'oeuvre bon marché.
- contre la professionnalisation de notre enseignement
- contre la création d'un SUPER DIPLOME, réservé à une PETITE ELITE (qui aurait les moyens) au bout de huit années d'études.

NOUS REVENDIQUONS :
- des moyens pour suivre un enseignement réellement supérieur
- nous refusons la sélection sociale
- nous exigeons le droit aux études pour tous ceux qui le désirent
- nous voulons des allocations d'étude attribuées aux étudiants sur critères sociaux et universitaires.

La France a besoin d'Architectes :
Nous sommes le pays d'Europe qui avons le moins d'architectes. De plus, 70 % de la production du câdre bâti se fait sans l'intervention d'architectes, au profit de grands bureaux d'études gérés par les banques ...

Dans notre lutte contre l'austérité imposé aux U.P. (écoles) d'architecture, contre la réforme d'Ornano, nous avons besoin de votre solidarité, nous avons besoin du soutien le plus large possible de la population -

Source : AN, 78AJ/43, novembre 1977.

> « Considérant […] que leur rôle dans le processus d'aménagement et de production du domaine bâti, et la faiblesse de leur effectif, ne permettent pas aux architectes d'envisager d'une façon réaliste une action isolée, il conviendra de s'appuyer sans exclusive sur les catégories sociales et professionnelles qui, par leur position de contestation, sont les seules à pouvoir lutter efficacement contre les monopoles. »[614]

Les élèves de l'ENSBA entendent ainsi étendre la lutte hors de l'école et du cadre strictement architectural : une sorte de politisation et d'élargissement du mouvement visant à critiquer « les cadres fixés par la société » dans son ensemble. C'est une des caractéristiques de la subversion telle qu'elle était entendue en 68 : dépasser les clivages et les spécialités pour se retrouver dans une critique du système global. C'est aussi une manière, pour eux, d'éviter les écueils qui les feraient se contenter de la critique des résultats spatiaux du système socio-économique. La critique globale du système est alors de rigueur.

Mais cet « appel » à la participation des usagers, les mieux à même de définir leurs besoins en terme d'architecture ou d'urbanisme, rejoint également une autre revendication des grévistes de l'ENSBA : celle du rapprochement, dans la lutte et institutionnellement (le « rattachement»), d'avec l'Université :

> « Nous sommes intervenus à deux niveaux. Au niveau de l'enseignement et de la profession [et] au niveau de la lutte des classes. A l'Université pour opérer une liaison réelle à la base avec tous ceux (sociologues, économistes, ingénieurs, élèves et enseignants) qui participent à l'élaboration du domaine bâti. »[615]

Mais ce rapprochement souhaité avec les universitaires, notamment les sociologues (et les urbanistes, comme nous le verrons) ne date pas de Mai 68 : « avant 68, tout était déjà dit aux Beaux-Arts ».[616] Dès le milieu des années soixante, un certain nombre des élèves et des enseignants d'architecture réclament des cours de sciences humaines : le nouvel enseignant du Grand Palais, Georges Candilis, conseille par exemple à ses étudiants d'aller suivre les cours d'Henri Lefebvre à Nanterre[617], le lefèbvrien Henri Raymond donne à partir de 1966 un séminaire de sociologie dans ce même Grand Palais[618], le diplômé et désormais enseignant Bernard Huet fonde « l'Atelier collégial I »

---

[614] *Plate-forme d'accord* des étudiants en architecture de Lyon avec les grévistes de l'ENSBA, Lyon, le 20 mai 1968, *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 814.
[615] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[616] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.
[617] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 41.
[618] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, 1984, pp. 7-14.

en 1966, insufflant la recherche et la théorie dans la formation.[619] Ce petit noyau dur de personnages, d'ailleurs proches les uns des autres, des « tenants d'une acculturation critique et progressistes à base de savoirs disciplinaires destinés à casser la logique du projet comme forme privilégiée et exclusive d'apprentissage des compétences professionnelles »[620], marquera durablement les esprits de l'ENSBA. Son influence réside dans la nécessité d'une approche critique, sociale, « intellectuelle » ou « théorique » de l'architecture, approche qui conteste la pédagogie fondée sur l'apprentissage du seul projet et de la seule technique. Cette critique se propage au point de « creuser l'écart entre l'architecture comme concept issu d'une activité théorique d'enseignement et de recherche sur le mode universitaire, et l'architecture comme activité professionnelle de conception dans le projet ».[621] A la fin des années soixante, les contestataires de l'ENSBA considèrent quoi qu'il en soit l'architecture comme un savoir, inséparable d'autres savoirs, et non plus simplement comme un « savoir-faire ».

Cet intérêt grandissant pour le facteur social et l'aspect social de l'architecture rejoint ainsi en 1968 (mais aussi antérieurement) les considérations sur l'inadaptation de l'enseignement de l'architecture –l' « académisme », le « passéisme » du contenu pédagogique et ces « patrons » – aux réalités de la ville. Les sujets de diplômes, trop spécifiques à l'architecture monumentale, «bourgeoise », etc. sont également contestés dans la même optique (dès 1966, la réalisation de « logements sociaux » arrive au programme du Grand Palais et sera revendiquée en mai 1968), marquant par-là même un souci accru pour le facteur social, la volonté de « construire pour le peuple » et de sortir des schémas académiques et « monumentaux » considérés comme inutiles. Dans la même optique de suppression des archaïsmes, le fameux Prix de Rome sera supprimé par le ministre André Malraux en 1968. D'une manière générale, c'est le manque de prise en compte du « contexte urbain » et des facteurs et contextes sociaux qui est dénoncé et qui culmine pendant les mois de mai-juin 1968. Des chercheurs, comme le sociologue-architecte Jean-Pierre Frey, par exemple, considèrent d'ailleurs avec suspiscion le maniement peu scrupuleux de cet espace « euclidien, homogène et isotrope », identique en tout point propre à la représentation des architectes.[622] Il s'agit d'une « représentation synthétique de l'espace » créée à la Renaissance, véhiculée par l'instrument iconographique et renforcée au XX^{e} siècle par le cubisme, ses « volumes déterritorialisés » et la rupture de fait entre

---

[619] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, pp. 69-72.
[620] FREY (Jean-Pierre), « Eupalinos ou l'imaginaire mis à mal par les docteurs », *in :* ministère de la Culture et de la communication, *Recherche architecturale, urbaine et paysagère 2005. Vers un doctorat en architecture*, Paris, MCC, nov. 2005, pp. 82-95.
[621] *Id.*
[622] FREY (Jean-Pierre), « La ville des architectes et des urbanistes », *in :* PAQUOT (Thierry), LUSSAULT (Michel) et BODY-GENDROT (Sophie) (sous la dir. de), *La Ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 106-114.

l'acte de bâtir et le sens commun,. De plus, la projection observe une tendance à annihiler à la fois les aspects sociaux de la réalité, mais aussi les capacités sociologiques du projeteur.[623]

Ce facteur est d'ailleurs également à rapprocher de certaines considérations explicatives et psychologisantes sur le « complexe » des architectes – d'une « culpabilité architecturale »[624] – par rapport à la sociologie, aux sciences humaines et au monde universitaire en général.

Quoi qu'il en soit, il s'agit bien d'un « manque » ressenti par les étudiants et les enseignants et dont le sentiment s'adresse également à la pratique professionnelle telle qu'elle est organisée et structurée pendant les années soixante. De la vision de l'architecte « artiste » véhiculée par la majorité des patrons d'atelier et par laquelle « la culture [de la société bourgeoise] met l'artiste hors d'état de nuire »[625], on passe à la représentation d'un architecte « au service du peuple ».

> « Etre architecte, ce n'est pas avoir de grosses affaires mais avoir une certaine mission sociale au service des utilisateurs et non des clients. »[626]

Vouloir agir pour le « peuple », « avec » lui (participation), nécessite d'une part le travail avec les sociologues et la prise en compte des facteurs sociaux et sociologique des contextes et des terrains d'intervention de l'architecte, mais aussi intervenir pour la défense des habitants, l'aide qu'on peut leur fournir et les informations qu'on peut leur donner face à l'urbanisme « oppressif » et « aliénant » du capitalisme bourgeois. Ceci amènera d'ailleurs certains architectes de cette génération à s'investir pratiquement dans la défense de quartier populaires menacés, la construction de logements sociaux, mettant au « service du peuple » et des habitants – avec leur participation – leurs savoirs techniques pour lutter contre les projets de municipalités ou autres administrations. Ce sera le cas, par exemple, dans le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix au milieu des années soixante-dix avec la participation du CERFI, pour ne citer que l'exemple le plus connu dont nous reparlerons. Notons toutefois que ce quartier, en butte à la dégradation et à la menace de « rénovation-expulsion » par la municipalité socialiste, reçoit, dès 1968, la visite d' « étudiants en architecture désireux de "servir le peuple" »[627], et de s'investir dans le « contre-projet » qui fera école durant les années soixante-dix.

Une question que l'on peut déjà être légitimement en droit de se poser au regard de ces caractéristiques du mouvement des étudiants architectes en Mai 68, est celle du statut et du rôle

---

[623] FREY (Jean-Pierre), « Eupalinos ou l'imaginaire mis à mal par les docteurs », *in :* ministère de la Culture et de la communication, *Recherche architecturale, urbaine et paysagère 2005. Vers un doctorat en architecture*, Paris, MCC, nov. 2005, pp. 82-95.
[624] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les Aventures Spatiales de la* Raison, Paris, coll. alors :, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, 1984, p. 8.
[625] *Cahiers de mai*, n°2, 1-15 juillet 1968, *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, pp. 804.
[626] Dossier « commissions », Beaux-Arts, AN, 78AJ/37.
[627] QUERRIEN (Anne), « 68 et l'architecture, Paris, fragment », *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, p. 64.

effectifs de l'architecte dans la société. Autrement dit : le rôle de l'architecte n'est-il pas surestimé par les étudiants contestataires ? Contester l'asservissement de l'architecte aux promoteurs, aux groupes financiers, à l'Etat et au système capitaliste est une chose ; voir en lui le « démiurge » capable de guérir les maux de la société par sa pratique technique ou artistique et ses idées, avec l'appui de la participation toutefois (pour les besoins, les aspirations sociales), en est une autre. Le rôle social que lui attribuent les étudiants de l'ENSBA est sûrement démesuré. Mais nous formulons ici l'hypothèse que c'est la vision de la ville dominante chez ces contestataires qui leur permet de se poser en « avant-garde éclairée », à la fois de la « révolution urbaine », de la société à venir et de son « bien-être », comme il est parfois mentionné. Aborder cette représentation socio-spatiale dominante, notable à partir du discours encore une fois, peut ainsi nous permettre d'expliquer et d'expliciter le système de représentation dominant des étudiants architectes de l'ENSBA de 1968.

Les représentations de la ville et de l'urbanisme

L'impression générale de Jean-Louis Violeau le pousse à constater qu'en Mai 68, les revendications des architectes ne portent plus tant sur « l'architecture » que sur la « politique » en général (la lutte contre le capitalisme, l'Etat gaulliste).[628] Cependant, les réflexions et propos sur la ville ne sont pas pour autant absentes des discours revendicatifs. Ainsi, comme le mentionnent les étudiants eux-mêmes, « à travers le problème de l'enseignement, [c'est] le problème de la refonte complète du système bâti » qui est posé.[629] On peut déjà se faire une idée de la vision générale de la ville par ces étudiants. Mais là encore, les tracts et écrits des « commissions » mises en place à l'ENSBA en 1968 nous en disent plus long sur les systèmes de représentation.

On a déjà vu le jugement des étudiants sur les grands ensembles construits, pour la plupart par des Prix de Rome[630], depuis les années cinquante. Selon Anne Querrien :

> « Pour les jeunes architectes, ces bâtiments, plus ou moins sinistres, étaient le signe d'une faillite dont on aurait aimé pouvoir attribuer la responsabilité à la commande, donc à l'Etat, avec lequel on constate de toute façon une "collaboration" issue d'une incapacité à lui "résister". »[631]

Quoi qu'il en soit, les quartiers de grands ensembles, critiqués déjà, on l'a vu par les sociologues, sont dénoncés, entre autres, justement par leur manque d'insertion totale dans le tissu urbain existant, c'est-à-dire par le manque de prise en compte, pour leur réalisation, du « contexte » urbain, et bien sûr, parfois, pour leur laideur plastique. Le manque d'équipements collectifs et de

---

[628] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, pp. 137-138.
[629] *L'origine, le développement, les perspectives et les structures de la grève à l'ex-ENSBA de Paris*, par le Comité de grève, daté du 10 juin 1968, AN, 78AJ/37.
[630] VAYSSIERE (Bruno), *Reconstruction-déconstruction*, Paris, Picard, 1988.
[631] QUERRIEN (Anne), « 68 et l'architecture, Paris, fragment », *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, p. 62.

proximité dans ces quartiers de l'urbanisme moderne est également critiqué, à la manière des critiques des chercheurs du CERFI foucaldien.[632]Selon Anne Querrien, toujours, à l'époque membre du CERFI,

> « La lecture de Michel Foucault confirmait ces jeunes architectes dans l'idée que ce quadrillage de l'espace, cette volonté de dénuder et de contrôler, étaient des attributs constitutifs de l'exercice du pouvoir capitaliste. Si on voulait faire de l'architecture avant que la révolution aboutisse, il fallait trouver autre chose. »[633]

Beaucoup d'élèves architectes faisaient alors « la place » dans les agences de leurs « patrons ». Et leur déception était à la hauteur de leurs espérances : minimaliser au maximum l'ornementation des bâtiments, « faire économique ». Des héritages plus ou moins directs du mouvement moderne.

Mais ce sont surtout les « bidonvilles » qui attirent l'attention et les foudres des gauchistes de l'ENSBA. Ainsi se crée, pendant les événements à l'ENSBA, un « comité d'action "bidonvilles" », composé de « cinq à six personnes », apportant « aide matérielle et morale aux habitants », c'est-à-dire destiné à nouer « les contacts avec les habitants », à leur « apporter de la nourriture » et à y faire de la « propagande ».[634]

Ces bidonvilles se sont développés depuis les années cinquante dans les périphéries urbaines (Nanterre, La Courneuve, Champigny-sur-Marne, Saint-Denis, Aubervilliers, Rosny-sous-Bois, Noisy-le-Grand, Vitry, Villeneuve-le-Roi). Ils regroupent, dans des interstices urbains laissés vierges par l'urbanisation des trente glorieuses, et dans des conditions d'habitat précaires faites d'auto-constructions, sans équipements et sans services collectifs, des communautés d'immigrés (algériennes, portugaises, espagnoles, yougoslaves) venus isolément ou en famille pour travailler en France. Les plus importants se situent à Nanterre (La Folie) et, en 1966, un recensement de la préfecture en dénombre 119 dans la seule Région parisienne.[635] Le manque d'hygiène, les risques, l'insécurité et les catastrophes y entraînent souvent des drames qui émeuvent l'opinion : épidémies, mortalité infantile, incendies. Mais les travaux de l'ethnologue Colette Pétonnet ont cependant permis d'y déceler une certaine solidarité et l'existence d'un espace de transition entre deux cultures : celle d'origine et celle de la France urbaine.[636] Les pouvoirs publics, d'abord indifférents au développement de ces quartiers spontanés regroupant la main d'œuvre d'origine étrangère, changent de cap dans les années soixante par une politique de répression et de « résorption des bidonvilles » (Loi Debré de 1964). La

---

[632] Cf. *Supra*, deuxième partie, Chapitre 1, II.
[633] QUERRIEN (Anne), « 68 et l'architecture, Paris, fragment », *Urbanisme* n° 300, « Dossier Mai 68 », Paris, mai-juin 1998, p. 63.
[634] Comité d'action « bidonvilles », 4 juin 1968, AN, 78AJ/35, dossier « Ecole des Beaux-Arts ».
[635] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 211.
[636] PÉTONNET (Colette), *Ces gens-là*, Paris, Maspero, 1968.

Sonacotra[637], notamment, est fondée en 1956 et placée sous le contrôle de l'Etat et du ministère de l'Intérieur. Elle est d'abord destinée à construire des logements aux migrants algériens célibataires et à détruire ces bidonvilles. Après l'indépendance algérienne, son action s'élargit à tous les « travailleurs migrants ». Dans les années soixante, elle construira pour loger ces immigrés, de nombreux «foyers » (pour célibataires « isolés » puis pour les familles), – les « foyers de travailleurs migrants » (FTM) – mais dans des conditions précaires, et sous un contrôle étroit des forces de l'ordre.

Les bidonvilles et leur traitement par les autorités constituent donc un terrain de revendications et d'action privilégiés pour les étudiants en architecture, ainsi qu'un exutoire pour leur critique du capitalisme et de l'urbanisme. Les conditions de vie de ces « laissés pour compte » les émeuvent et ils dénoncent ces espaces en tant que « réservoirs de main-d'œuvre bon marché », « tout en ne contestant pas leur existence », critiquant ainsi le laisser-faire des autorités qui ont longtemps fermé les yeux sur ce problème et les profits que l'industrie tire de cette « misère ». Ils revendiquent par-là même avant l'heure le « droit au logement » pour tous, étroitement lié au « droit au travail » et au « droit à un salaire décent pour tous.[638] Le tract « Non aux bidonvilles, non aux villes bidons » présenté ci-dessous et datant d'avant le 18 juin 1968 exprime bien ce refus, tant du laisser-faire (les bidonvilles) que de l'action urbanistique (les grands ensembles, notamment, les « villes-bidons », et autres cités de transit) (**Cf. Document 4**). Les architectes de l'ENSBA renvoient dos à dos les deux attitudes quant au traitement des périphéries urbaines, les problèmes liés au capitalisme et les actions pour y remédier spatialement, fait des « technocrates muselés » et de la spéculation. La ville, d'une manière générale, est critiquée en tant que terrain de profit (par les promoteurs, les capitalistes) et de contrôle (par la police, l'Etat, l'urbanisme), et ce, au détriment des droits élémentaires, des besoins et de la qualité de vie de ses habitants, de ses usagers. Dans ce tract, ne portant pas spécifiquement sur les bidonvilles mais sur l'urbanisme, l' « usager » est victimisé en tant qu'il subit l' « effritement » du « cadre de vie » au bénéfice des « promoteurs » et par le biais des « technocrates » à leur service. L' « urbanisme au service du peuple » est encore une fois revendiqué, dénotant certainement une pensée imprégnée du maoïsme, impression renforcée par la dernière phrase « nous avons tous le droit de connaître et d'intervenir » : trace du militantisme qui consiste à informer pour éveiller la conscience du « peuple » (ici, de l'usager) dans le but que ce dernier se retourne contre ses oppresseurs. Le « droit d'habiter », enfin, marque certainement des influences lefèbvriennes chez ces étudiants que la sociologie urbaine naissante intéresse depuis quelques années. Il est déjà présent dans le Droit à la ville que celui-ci a publié quelques mois plus tôt. Il s'agit d'une critique en règle de l'urbanisme « technocratique », destiné à la « spéculation » et au « profit» de quelques-uns au lieu d'être au service de l' « usager » – ce qui est sa vocation première –. Les résultats de cet état de fait sont bien sûr un

[637] Société nationale de construction pour les travailleurs, initialement Sonacotral (Société nationale de construction pour les travailleurs algériens), puis étendue à l'ensemble des travailleurs immigrés. Société d'économie mixte.
[638] Comité d'action « bidonvilles », 4 juin 1968, AN, 78AJ/35, dossier « Ecole des Beaux-Arts ».

mauvais urbanisme et son alternative, le « droit d'habiter ». Tels sont les thèmes qui perdureront dans l'esprit des urbanistes, architectes et sociologues urbains des décennies suivantes, et parfois même encore jusqu'aujourd'hui. Rappelons que pour Lefebvre, ce « droit à la ville » comprend la notion de droit à la « participation et à l'information », également présente dans ce tract. Ces droits « à l'habiter » et à la « participation » des habitants à l'aménagement de leur « cadre de vie » ont certainement fait leur chemin dans l'esprit des futurs architectes depuis leur sensibilisation aux sciences humaines et sociales dans les années soixante[639], contredisant l'habitude des architectes à ne voir dans la ville qu'un « contexte » spatial pour leur art.[640] Ils font aussi écho à tout un pan de la sociologie urbaine naissante, notamment à travers les figures de l'ISU lefèbvrienne et de Chombart de Lauwe[641], qui dénoncent dans le même temps la prise en compte trop minime des aspirations et des besoins des usagers. Encore une fois, paradoxalement, l'architecte doit être comme « libéré » de tout encadrement et dépendance dans sa pratique.

Toutes ces idées sur la ville amènent d'ailleurs un certain nombre de ces architectes à se tourner – à se « réfugier » - dans l'utopie. Rappelons que la revue *Utopie*, d'influence lefèbvrienne qui regroupe de jeunes sociologues proches du penseur (Jean Baudrillard, René Lourau), mais aussi de jeunes architectes (Jean Aubert, Jean-Paul Jungmann), est fondée l'année précédente, en 1967, et se donne pour but la critique de l'urbanisme et de l'architecture, voire la négation de ceux-ci, avant de se réorienter vers l'architecture gonflable. Plus généralement, de nombreux élèves architectes de cette période s'orienteront un peu plus tard vers l'imagination utopique, comme pour nier cet urbanisme moderne qu'ils exècrent, et responsable, selon eux, des divers maux sociaux modernes.

Car plus que la ville ou ses avatars existants, c'est bien sûr l'urbanisme des années soixante (et antérieur) qui est dénoncé par les étudiants, qui ne sont pas urbanistes mais s'octroient cependant le droit de porter un jugement sur celui-ci et de décrire un urbanisme idéal, confondant parfois – ou entretenant la confusion – entre leur discipline et les disciplines de l'aménagement de l'espace, aménagement du territoire et urbanisme.

Inquiétés par l'urbanisation exponentielle de la France, les étudiants en arrivent même à élaborer une « plate-forme » d'un urbanisme viable à leur yeux, susceptible de résoudre les problèmes

---

[639] Pour le détail de cette arrivée des sciences humaines dans le cursus d'architecture de l'ENSBA, ses porteurs, ses enjeux et ses conséquences, nous renvoyons encore une fois à l'ouvrage de Jean-Louis VIOLEAU, *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005 ; et notamment, sur l'influence lefèbvrienne avant, pendant et après Mai 68, pp. 209-213.

[640] FREY (Jean-Pierre), « La ville des architectes et des urbanistes », *in :* PAQUOT (Thierry), LUSSAULT (Michel) et BODY-GENDROT (Sophie) (sous la dir. de), *La Ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 106-114.

[641] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1.

sociaux et spatiaux qui en découlent, et parfois, encore une fois, en surestimant la capacité des aménageurs à agir sur le fait social :

> « Il faut que l'urbanisme ne soit plus conçu comme l'aménagement d'intérêts particuliers, mais, comme une organisation globale de l'activité des populations. L'urbanisme n'est pas un aménagement de voiries et réseaux construits aux frais des collectivités pour desservir un parcellaire de propriétés privées portant en potentiel le bénéfice des logements à réaliser et à vendre. L'urbanisme a pour but l'aménagement de l'habitat et des équipements nécessaires aux populations dans les meilleures conditions d'occupation du site et l'organisation des relations entre leurs activités par des moyens de communication efficaces. L'urbanisme doit constituer le cadre, l'élément moteur et directeur dans l'élaboration du domaine construit. [Or] la propriété foncière reste inviolée, entravant un aménagement cohérent des ensembles urbains. […] Par voie de conséquence, la recherche dans le domaine de l'organisation urbaine, reste vouée à l'échec.»[642]

Et la plate-forme, séparant toutefois dans son titre « Architecture et urbanisme », de développer sur les compromissions des architectes vis-à-vis de l'Etat, des promoteurs, des grands groupes capitalistes., sur l'incapacité pour eux d'établir des plans répondant aux besoins sociaux, sur le manque de financements ne privilégiant uniquement que les « grandes agences » qui peuvent faire de l'urbanisme. Malgré les apparences, il y a donc là une certaine confusion : c'est l'architecte qui fait de l'urbanisme. Parfois (malheureusement) le promoteur. Malgré le titre qui laissait supposer la définition des rôles appliqués à chacun (dans le système capitaliste et dans le système « idéal »), l'urbaniste est ici absent, entrant sûrement dans cette catégorie des « technocrates », réalisateurs de POS et « essayant de contrôler l'entreprise privée devant la carence des investissements publics en matière d'équipements ».[643]

Cette confusion assez généralisée entre urbanisme et architecture peut provenir de plusieurs facteurs, notamment du fait que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la Reconstruction, ce sont majoritairement les architectes qui ont fait œuvre d'urbanistes, même si n'ayant souvent aucune expérience dans le domaine et faisant fi des règle de l'urbanisme de l'âge d'or français de l'entre-deux guerres. Quoi qu'il en soit, si la volonté de rattacher l'enseignement en architecture à l'Université dérive du manque de « théorie » ressenti par les étudiants (notamment en sciences humaines, en histoire) et du rêve de l'université, « terre promise idéalisée » de la critique et de l'indépendance – si elle dérive de l'idéologie du « scientisme » attachée à l'Ecole[644]–, elle peut aussi s'expliquer par cette volonté, ou cette illusion confondant architecture et urbanisme, voire assimilant les deux. On retrouve

---

[642] *Architecture et urbanisme*, Paris, 20 mai 1968, in *:* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, pp. 810-812.

[643] *Architecture et urbanisme*, Paris, 20 mai 1968, in *:* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 812.

[644] Cf. VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, pp. 113-126 et p. 141.

là les réflexion de Lefebvre sur cette propension des architectes à vouloir se proclamer comme « hommes de la synthèse » par l' « impérialisme du dessin » (tout comme les urbanistes, du reste)[645], conceptions prolongées par Jean-Pierre Frey qui voit dans la pensée architecturale, historiquement, la volonté – l'idéologie – posant l'architecte comme garant de la « maîtrise de l'espace », se différenciant ainsi du sens commun par la capacité de rationalisation de cet espace et la représentation d'un espace rationnel.[646] D'ailleurs, les étudiants architectes eux-mêmes se posent ce problème, en s'engageant à « examiner objectivement et sans *a priori* dicté par une position patronale, la place exacte de la fonction d'architecte dans le processus actuel de l'aménagement et de la production du domaine bâti. »[647]

Enfin, cet amalgame entre urbanisme et architecture de la part de futurs architectes, profession dont l'idéologie consiste souvent en une volonté de maîtriser l'espace urbain et de l'appréhender dans sa globalité, synthétiquement[648], peut bien sûr s'expliquer par la volonté logique pour eux d' « asseoir leur légitimité […] à partir des points de vue qui sont spécifiques à leur formation, et sans doute aussi à la place qu'ils espèrent tenir ou qu'ils occupent effectivement dans l'aménagement de l'espace ». Ceci explique bien sûr leur revendication de « compétences en matière d'urbanisme »[649] :

> « Plus souvent, [les architectes] justifient de leur intérêt pour ce domaine [l'urbanisme] en disant souhaiter soit travailler à une autre échelle, soit être mieux informés des tenants et aboutissants du métier d'architecte, indiquant par là que leur formation initiale présente des lacunes qu'ils souhaitent combler. Le fait de différer leur entrée sur le marché du travail en poursuivant des études dans un domaine connexe est sans doute plus récent mais ne change au demeurant rien à la problématique posée. »[650]

---

[645] LEFEBVRE (Henri), « De la science à la stratégie urbaine », *Utopie*, n° 2 et 3, mai 1969, p. 65 et LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, p. 82. Cet article de Lefebvre, résumant sa pensée sur l'urbain au tournant de la décennie (stratégie de connaissance du phénomène urbain, « critique de gauche » de l'urbanisme, mise en valeur de l'usager, de l'habiter), publié dans la nouvelle revue créé par certains de ses assistant de Nanterre (Jean Baudrillard, René Lourau), de l'IUUP (Hubert Tonka) et des architectes, servira de base, comme souvent chez lui, au contenu de son ouvrage peur en 1970, *La Révolution urbaine*.

[646] FREY (Jean-Pierre), « La ville des architectes et des urbanistes », *in :* PAQUOT (Thierry), LUSSAULT (Michel) et BODY-GENDROT (Sophie) (sous la dir. de), *La Ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 106-114.

[647] *Plate-forme d'accord* des étudiants en architecture de Lyon avec les grévistes de l'ENSBA, Lyon, le 20 mai 1968, *in :* SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 813.

[648] FREY (Jean-Pierre), « La ville des architectes et des urbanistes », *in :* PAQUOT (Thierry), LUSSAULT (Michel) et BODY-GENDROT (Sophie) (sous la dir. de), *La Ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 106-114.

[649] FREY (Jean-Pierre), « Quand architectes et architectes-urbanistes parlent de la ville : deux définitions différentes de l'urbanisme », *in :* BOUDON (Philippe) (sous la dir. de), *Langage singuliers et partagés de l'urbain*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 45-73.

[650] FREY (Jean-Pierre), « Quand architectes et architectes-urbanistes parlent de la ville : deux définitions différentes de l'urbanisme », *in :* BOUDON (Philippe) (sous la dir. de), *Langage singuliers et partagés de l'urbain*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 45-73.

Document 4: Tract des Beaux-Arts, 1968

Beaux Arts
Bidonvilles

pour le 18 juin 1968

non aux bidonvilles
non aux villes-bidons

L'Urbanisme est un acte politique. Il doit être au service du peuple

Dans notre société qui s'effrite notre cadre de vie est confié à des technocrates soigneusement divisés, muselés et coupés du public.

Ces technocrates collaborent involontairement ou pas avec les promoteurs publics ou privés pour favoriser la spéculation et le profit.

Ils sont dans l'incapacité de concevoir valablement l'aménagement du territoire et du cadre de vie.

Ils ne peuvent pas répondre aux plus élémentaires de nos besoins.

Des professionnels, des associations d'usagers (A.P.P.A.U.R.), des étudiants se sont unis pour briser toutes ces cloisons et tous ces "verrous".

Ils veulent dénoncer publiquement les contraintes qui briment leurs activités, font de l'usager la principale victime et du capitalisme le seul bénéficiaire.

Nous avons tous le droit d'habiter !

Nous avons tous le droit de connaître et d'intervenir.

Venez tous à LA MUTUALITÉ
le MARDI 18 JUIN à 21 heures

Bernard Neyrolles - Imp. Lescaret - Paris

ENTRÉE GRATUITE

Source : AN, 78AJ/35.

Document 5 : Tract des Beaux-Arts, 1968.

COMMISSION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME - Ex E.N.S.B.A. (Etudiants et architectes)

es points suivants ont été abordés :

- Signification de l'AT	Reflet politique d'une société
- Découpage en niveaux d'étude : - plan - aménagement du territoire - urbanisme - architecture	Ce découpage favorise l'introduction de structures de contrôle
- Structures de contrôle	Semi officielles, imbirquées à tous niveaux pour constituer un appareil répressif antidémocratique
- Pouvoirs de décision	Aux mains des représentants plus ou moins apparents des monopoles
- Mécanismes de définition des besoins	Orientés vers le développement de la consommation et conduisant à l'aliénation
- Responsabilités	Leur inexistence légale est intentionnellement masquée par l'appareil bureaucratique
- Financement	Eparpillé dans organismes publics et privés concurrentiels sans liaison, faussé par le critère de profit à court terme
- Problèmes "techniques"	Naissent du choix systématique de la rentabilité et des luttes de fifférents corps de fonctionnaires irresponsables
- Désordre urbain et problème foncier	Source de spéculation et de profit capitaliste
- "Apolitique" des transports	La rentabilité est le critère unique au détriment d'une majorité défavorisée
- Espace rural	Victime de l'antagonisme des ministères et du désordre urbain
- Concentration (urbaine, industrielle, loisirs)	Envisage surtout l'aspect production-consommation au détriment de l'aspect sociologique
- Moyens de réalisation	Bloqués par législation périmée irréformable
- Le problème de secret	Empêche l'information et la participation démocratique des citoyens.

Le 29 mai 1968

Source : AN, 78AJ/35.

Ainsi, bien que contestant leur formation, les étudiants architectes de l'ENSBA ne peuvent échapper à ces présupposés et préceptes, la crainte du « déclassement » abordée plus haut renforçant cet état de fait, qui vise à accorder une place plus importante à l'architecte dans l'aménagement des villes, et à présenter ainsi son rôle comme primordial. Il s'agit là bel et bien d'une idéologie au sens althussérien du terme, nécessaire à la construction de l'identité et à laquelle nul n'échappe. Et cette idéologie pourra bien sûr également expliquer cette volonté esquissée plus haut d'intégrer l'enseignement de l'architecture à l'Université.

On peut aussi expliquer ce fait par l'idéologie inhérente à la contestation, par les représentations de l'urbanisme et de la division du travail dans l'intervention sur l'espace. Dans le document reproduit ci-après, daté du 29 mai 1968 et émanant de la « commission aménagement du territoire et urbanisme » de l' « Ex-ENSBA »[651], – et dont l'appellation est déjà significative -, l'urbanisme, l'architecture, l'aménagement du territoire et le Plan ne sont perçus que comme découpage favorisant « les structures de contrôle ». (**Cf. Document 5**) Ceci revient à dire qu'il n'y aurait aucune distinction pertinente entre ces différents types de planification ou de projection en dehors de leurs rôles répressifs respectifs, et qu'une société non capitaliste et non répressive, comme celle attendue, ne nécessiterait plus ce découpage. Ce document insiste encore une fois également sur la dénonciation de la spéculation, du profit, de l'aliénation par la consommation (cf. Marcuse), de la bureaucratie, du manque de prise en compte des « aspects sociologiques », et de l'absence criante de « démocratie », de participation et d'information (cf. Lefebvre) dans les processus d'aménagement. Il est ainsi symptomatique d'une représentation négative de l'urbanisme alors répandue dans les milieux gauchiste : une pratique aliénante et répressive, « irresponsable », au service de l'argent et du capitalisme, contrôlant et aménagement l'espace pour pacifier la lutte des classes.

On retrouve ici les conceptions de deux penseurs marxistes, influents à l'époque chez les architectes de l'ENSBA, quoique théoriquement en opposition : Louis Althusser et Henri Lefebvre. Cette idée de structures étatiques répressives et porteuses d'idéologie (par la culture, l'administration, les « technocrates » et autres « bureaucrates ») est quoiqu'il en soit un point commun aux deux auteurs, même si seul le second applique ce schéma de pensée à l'urbanisme. On y retrouve également notamment, les théories lefèbvriennes qui opposent les « désirs » sociaux à ces besoins « téléguidés », et surtout celle de l'allemand Herbert Marcuse, qui, en France, eut un grand écho en 1968 – son œuvre phare, *L'Homme unidimensionnel* ayant été traduite au début de cette même année.[652] Marcuse juge par exemple que les besoins tels qu'ils sont définis sont en fait de pseudo-besoins véhiculés par la publicité et définis le plus souvent « technocratiquement » en vue de leur pseudo-satisfaction (par la

[651] AN, 78AJ/35.
[652] MARCUSE (Herbert) (1964), *L'Homme unidimensionnel*, trad., revue par l'auteur, Arguments, Paris, Les Editions de Minuit, 1999.

consommation). Ceci définit en quelque sorte selon le philosophe l'aliénation dans la vie quotidienne dans le monde moderne.[653] Les situationnistes et Guy Debord ne sont pas non plus étrangers à l'émergence de ce type d'idée.

Enfin, on retrouve ici une autre idée qui fera son chemin pendant les années suivantes : le « désordre urbain » se trouve lié à la « spéculation » et au « profit capitaliste ». Autrement dit, les problèmes spatiaux et sociaux se trouvent liés de manière déterministe au système économique et à son mode de production et de gestion de l'espace. En extrapolant, un autre mode de production de l'espace (non-capitaliste) résoudrait ces problèmes.

Les architectes de l'ENSBA se sont pourtant rapprochés des urbanistes en mai 1968, et notamment avec les élèves de l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris (IUUP), alors seule institution formant des urbanistes en France, même si le Séminaire Tony Garnier de l'ENSBA dirigé par Robert Auzelle (également enseignant à l'IUUP) apporte en parallèle une formation à l'urbanisme pour les architectes depuis 1961. La volonté est en effet, depuis le début du mouvement, de rassembler les forces vives des disciplines concourant à la réflexion ou à l'aménagement du « domaine bâti » pour remédier aux tares de celui-ci, réorganiser la profession et l'enseignement.

C'est ainsi qu'à l'Institut d'archéologie de la rue Michelet (accueillant l'Institut d'urbanisme de la Sorbonne depuis 1933), 700 architectes votent le 23 mai 1968 « la dissolution de l'Ordre des architectes, approbation qui implique la remise en cause de l'ensemble des professions concourant à l'acte de bâtir. »[654] Le meeting parisien « Non aux bidonvilles, non aux villes Bidons » qui se tient à la Mutualité le 18 juin 1968 réunit également architectes de l'ENSBA et urbanistes de l'IUUP.[655] C'est aussi à l'Institut d'urbanisme que, réunis avec les étudiants en urbanisme le 31 mai 1968, les architectes entreprennent une « assemblée générale du domaine bâti » le jour même où le premier ministre Pompidou remplace François-Xavier Ortoli par Robert Galley à l'Equipement. C'est là encore, dans ce siège de l'urbanisme « culturaliste », que l'urbanisme contemporain, « moderne », rationaliste, type Le Corbusier, auquel le ministre de la reconstruction de l'après-guerre Claudius Petit « a permis de construire en France », est dénoncé par les étudiants en architecture.[656] Notons aussi qu'un des agitateurs de l'ENSBA, Hubert Tonka, se trouve également être assistant à ce même Institut d'urbanisme. Les étudiants et quelques enseignants de l'ENSBA s'évertuent, depuis le milieu des années soixante, à revendiquer « l'urbanisme à l'Ecole », notamment par l'intermédiaire de la revue *Melp !* Cette dernière cristallise ainsi la critique de l'enseignement en architecture, dont les exercices souffrent d'un manque de prise en compte du « contexte » urbain. Elle cristallise également

---

[653] MARCUSE (Herbert), *Contre-révolution et révolte*, Paris, Seuil, 1973.
[654] Cité par Jean-Louis VIOLEAU, *in : Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 154.
[655] Institut autogéré d'urbanisme, *Bulletin n°3, 18-25 juin 1968*, archives de Philippe Pinchemel, IUP.
[656] *Compte-rendu de la séance du 31-05-68*, « assemblée générale du domaine bâti », Amphithéâtre de l'Ex-Institut d'Archéologie, rue Michelet, p. 5. AN, 78AJ/35.

l' « intellectualisation » de l'ENSBA, portée notamment par Bernard Huet à l'époque.[657] On voit déjà poindre un rapprochement entre les deux institutions (ENSBA et IUUP) dont les problématiques tendent à se confondre.

Ce sont aussi les enseignants de la nouvelle UP6 (futur Ecole d'architecture de Paris-la Villette et regroupant le noyau dur de la contestation de 68 et de l'ex groupe C des Beaux-Arts) qui, en 1969, condamneront l'existence de l'Institut d'urbanisme « entretenant la confusion » (tout comme celle du Séminaire Tony Garnier et du nouvel Institut d'environnement).[658]

Mais avant de développer plus avant cette critique de l'urbanisme au sein de l'IUUP, il nous faut enfin parler des conceptions des architectes eux-mêmes, c'est-à-dire au sein même de la profession.

Chez les professionnels

Caractéristique de la période et des événements de 1968, on constate tout d'abord une solidarité de la part d'un certain nombre de professionnels, vis-à-vis de la révolte étudiante, et particulièrement à l'ENSBA, alors que ces derniers critiquent ouvertement la posture générale de leurs aînés, comme on l'a déjà vu. On pourra lire, par exemple, sous la plume d'un illustre enseignant et praticien de l'architecture :

> « Moi, Michel Ecochard, architecte en chef des Bâtiments civils et Palais Nationaux, me considère avec tous mes camarades architectes présents à la manifestation de l'UNEF comme rentrant dans la catégorie de "PÈGRE" définie par Mr Fouchet, ministre de l'Intérieur. »[659]

Ce soutien intervient alors même que les étudiants des Beaux-Arts, section architecture dénoncent le manque de « liaison entre étudiants et professeurs ».[660] Il intervient de la part d'un individu réputé, et réputé « de gauche », pourtant architecte en chef d'une institution héritée du XVII^{e} siècle et honnie bien évidemment par les étudiants. « Récupération » ou soutien sincère ? Mais ceci est encore une fois une des caractéristiques du mouvement étudiant de 1968, qui renie les maîtres, les « mandarins»[661] (et ici les « patrons » d'atelier), que l'on retrouve encore par exemple à Nanterre, dans les discours et moqueries des « Enragés » ou du « Mouvement du 22 Mars », qui dénonce au nom de la « récupération » ce qui s'avère souvent n'être que soutiens, tentatives d'analyse et des prises de

---

[657] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, pp. 84-94.
[658] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 189.
[659] *In :* la revue *L'Archibras (Le Surréalisme le 18 juin 1968)*, Hors série n°4, « Vive les aventuristes », AN, 78AJ/34.
[660] *Journal des comités de grève*, n° 18, 14 juin 1968, AN, 78AJ/34.
[661] BRILLAND (Bernard), « Mai 68 : crise d'une figure de l'intellectuel ou de la contestation des maîtres à l'autogestion du savoir », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 521-532.

positions individuelles vis-à-vis du mouvement. C'est par exemple le cas pour les sociologues Henri Lefebvre, Alain Touraine ou encore Edgar Morin[662], qui, pendant le mois de mai, encensera pourtant en l'analysant dans les colonnes du *Monde* le mouvement étudiant, sa cause et son déroulement.[663] Ce fait, d'ailleurs renforce l'analyse de ce mouvement en terme de « lutte de générations » plus qu'en terme de « lutte des classes », faite par un certain nombre d'observateurs de l'époque ou ultérieurs. Les étudiants de l'ENSBA et de Nanterre contestant les structures de « l'Université de classe » et jusqu'à son contenu pédagogique, il est logique qu'ils en contestent également les professeurs, perçus comme les instruments du pouvoir et de la reproduction des classes sociales et des inégalités, même si ces derniers se trouve en rupture avec leur propre système et rejoignent – voire influencent – les étudiants sur un certain nombre de points. Dès le mois de Janvier 1968, par exemple, les étudiants en sociologie de Nanterre et futurs leaders anarchistes du Mouvement du 22 Mars Daniel Cohn-Bendit, Jean Pierre Duteuil, Bertrand Gérard et Bernard Granautier[664] publient un pamphlet intitulé « Pourquoi des sociologues ? »[665] dans lequel ils font le procès de la sociologie en tant que « mystification confusionniste », liée à la demande et servant les intérêts de la bourgeoisie. La discipline, en France, est également perçue comme « en retard » sur celle des Etats-Unis, tout comme le capitalisme dont elle masque le développement, en étudiant des « problèmes partiels » tout en proposant des « solutions » pour éviter les « conflits » sans jamais remettre en cause le système par une analyse plus globale et contextualisée, d'où l'« hypocrisie de l'objectivité », une « sociologie répressive », « conservatrice » et pratiquant la « fausse contestation ». Ainsi, il s'agit juste d'une discipline souffrant d'« absence théorique », tout juste destinée à « l'adaptation et à la réadaptation sociale » pour maintenir l'équilibre, la croissance (le « profit »), le progrès et les pouvoirs en place et servir la « dépolitisation », d'où le « malaise des étudiants en sociologie » cherchant autre chose, au-delà de « débouchés ». Les sociologues nanterriens Crozier et Touraine sont violemment attaqués, accusés,

---

[662] Voir par exemple ces paroles du refrain d'une chanson écrite par les Enragés de Nanterre intitulé « Chant de guerre des polonais de Nanterre » : « *Ah ! Ca ira, ça ira, ça ira. Morin, Lefebvre on les emmerde. Ah ! Ca ira, ça ira, ça ira. Et le Touraine on s'le paiera.* ». Enragés de Nanterre qui, rappelons-le, sont une émanation de l'*IS*, alors « brouillée » avec Henri Lefebvre, et qui reproduira ces paroles dans les colonnes de sa revue, *in :* VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, p. 36

[663] Articles, dont le premier, daté du 17mai, s'intitule « La Commune étudiante », et qui seront regroupé à l'occasion de la première publication, en 1968, de MORIN (Edgar), LEFORT (Claude), CASTORIADIS (Cornelius) (1968), *Mai 68 : La brèche*, suivi de *Vingt Ans après*, Historiques, Bruxelles, Editions Complexes, 1988.

[664] Certains auteurs, comme Jean-Louis Violeau, semblent confondre Bernard « Granotier », sociologue spécialiste de l'antisémitisme avec Bernard « Granautier », co-rédacteur de cette brochure. Jean-Louis Violeau se base sur la ré-édition du texte par Jean-Pierre Duteuil en 1988 (DUTEUIL (Jean-Pierre), *Nanterre 1965-66-67-68. Vers le mouvement du 22 Mars*, Mauléon, Acratie, 1988) alors que nous nous référons à une ré-dition plus récente, dans Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, pp. 53-59. Après vérification, le co-rédacteur du pamphlet semble bien être le second, avec une orthographe différente. Cf. VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 140.

[665] COHN-BENDIT (Daniel) ; DUTEUIL (Jean-Pierre) et *la.* (janv. 1968), *Pourquoi des sociologues ?, in :* Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, pp. 53-59.

pour le premier de développer des thèses sur les conflits comme « inadaptation et peur du changement » et du « rationalisme », pour le second, de faire du « progrès technique » et de la « connaissance » les moteurs de la « société nouvelle » en rapprochant l'Université des années soixante d'avec l'entreprise du XIX[e] siècle. Plus tard, pendant le mois de Mai 68, on pourra même lire, sur les tracts, des slogans du type « la sociologie c'est de la merde ! »[666], poussant à l'extrême et dans la provocation les limites de ce que Jean-Louis Violeau appelle une « auto-analyse », présente chez les étudiants en sociologie de Nanterre comme chez les étudiants architectes de l'ENSBA.[667] Une auto-analyse signifiant surtout une remise en cause du mandarinat mais aussi du rôle du sociologue (et de l'architecte) dans la société « bourgeoise », de leur instrumentalisation et de leur complicité, tout en renvoyant dos-à-dos tous les aînés, considérés comme complices du « pouvoir » et du « capital » quelles que soient leurs approches et leurs idées.

Globalement, dès la fin de Mai 68, les architectes et les urbanistes soutiennent les étudiants en grève, notamment les associations et les syndicats des agences d'architecture qui se rendent aux AG de l'ENSBA. Les revendications (corporatistes ou plus globales), la vision de la ville, les constats sur la situation de l'architecture et de l'urbanisme demeurent les mêmes entre les étudiants contestataires et les professionnels qui les soutiennent, dont certains font partie du corps enseignant et s'opposent à la « vieille garde » académique, « hiérarchisée » encore très présente à l'ENSBA mais dépassée par les événements. Ainsi, on l'a vu, 700 architectes réunis le 23 mai à l'IUUP votent la dissolution de l'Ordre des architectes. Leur pétition recueille 1115 signatures dont celles de représentants de la « vieille garde », de contestataires ou de proches du PCF.[668] Le 31 mai, ils fondent une « Commission des architectes ayant demandé la dissolution de l'Ordre », réclamant la mise en avant de la recherche dans l'enseignement et une « architecture d'utilité publique »[669]. De même, une assemblée générale des « personnels des agences d'architecture (associations et syndicats) » se réunit le 29 mai 1968 à l'ENSBA pour exprimer son « soutien aux travailleurs et étudiants » en lutte, la CGT et CFDT en appellent à une nouvelle convention collective de la profession.[670]

On peut également prendre l'exemple, pour illustrer le caractère unitaire des revendications des étudiants et des professionnels, de la « Confédération Générale des Architectes Français » (CGAF), qui n'est pas en reste quand elle déclare, dans un communiqué du 21 mai 1968 :

> « La fonction majeure de l'architecte étant de contribuer à l'évolution de la société et de répondre à ses aspirations qui s'expriment par l'urbanisme et l'architecture, la CGAF rappelle ses objectifs : – La remise en ordre générale de la commande et particulièrement de la commande publique, qu'exige la

[666] Tract, Faculté de Lettres de Censier, AN, 78AJ/35, mai-juin 1968.
[667] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.
[668] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 157-158.
[669] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 154.
[670] AN, 78AJ/37.

meilleure efficacité de l'architecte. – L'extension de l'intervention de l'architecte à tous les domaines et à tous les niveaux où l'architecture et l'urbanisme sont engagés. – La réforme et l'adaptation des structures d'exercice pour répondre à toutes les formes d'intervention. – La nouvelle distinction entre le Titre et la Fonction d'architecte, qui implique une refonte de leurs garanties. – Le développement d'une action concertée avec les professions collatérales qui participent à la création architecturale et urbanistique. – La diversification de l'enseignement en concordance avec l'emploi et approprié à la pluralité des missions, et ceci dans un cadre universitaire. – Le développement de la formation permanente et de la promotion sociale, compléments indispensables à l'enseignement scolaire. »[671]

Les buts de ce syndicat sont alors de « promouvoir de nouvelles structures professionnelles, la transformation des conditions d'exercice et donc, des formes d'enseignement »[672], et ce, toujours dans une visée qui tend à assimiler de plus en plus architecture et urbanisme, tous deux synonymes d'aménagement et de maîtrise de l'espace urbain.

En résumé, outre les modes de production de l'espace urbain, ce sont le métier et le statut de l'architecte ainsi que l'enseignement d'architecture qui sont repensés et contestés en 1968. Un effet de contexte et de conjoncture couplé à un effet générationnel, en quelque sorte.

Ce communiqué nous montre, s'il en était besoin, une volonté de repenser le rôle social de l'architecte mais aussi et surtout, par-là même, une volonté de renforcer ce rôle et sa liberté d'action, ce qui peut sembler paradoxal : on veut à la fois se débarrasser des aspects technocratiques et bureaucratiques et laissant la liberté de choix et d'action au seul architecte qui parviendrait ainsi au rang d' « architecte démiurge » tant décrié par les sociologues – et notamment Henri Lefebvre – dans les années soixante-dix.

La ville et l'urbain (ainsi que les métiers qui y sont associés) sont, cette fois, plus qu'un instrument « tactique » dans les discours et les représentations. Ils deviennent l'enjeu. Il s'agit de refuser la pratique architecturale ou urbanistique en l'état actuel de la société et le mode de production capitaliste : ces pratiques ne retrouveront leur sens (l'intérêt collectif) que dans un autre mode de production, si elles changent radicalement. La ville n'est plus l'instrument mais l'enjeu : la ville est aliénée, mais elle est aussi aliénante, elle est un vecteur du capitalisme aliénant, support et configuration spatiale de la production, de la consommation, de la vie quotidienne, et le lieu, aussi, où les inégalités sont les plus criantes. En bref, elle est le lieu où l'on doit agir et sur lequel on doit agir, et ce, différemment de la manière dont on l'a fait jusqu'à présent. On peut même lire, sous la plume d'Albert Flocon, graveur, perspectiviste et professeur aux Beaux-Arts, qu'être architecte, aujourd'hui, c'est « accorder une large place à la plastique », et donc, à « l'importance psychologique, donc humaine des espaces bâtis ». L'architecte idéal étant celui qui « saura surmonter la pure considération

[671] AN, 78AJ/37.
[672] AN, 78AJ/37.

écologique et qui partira du besoin humain de l'harmonie et du bonheur » (*Vers un Ledoux moderne*, 1968)[673]. On le voit encore ici, les meilleures intentions n'évitent pas les écueils de l' « architecte démiurge ». Bien au contraire, elles les renforcent.

Ainsi, parmi la multitude de sources disponibles, on peut retrouver, dans les tracts et productions écrites de l'ENSBA et du milieu professionnel de 68, toutes sortes de revendications, de dénonciations et de réflexions plus théoriques sur la ville que chez les gauchistes « universitaires », forcément plus enclins à la montée en généralité de la contestation, et donc, moins spécifiquement ciblés sur cet objet particulier, les deux approches étant d'ailleurs corollaires dans une (des) critique(s) globale (s) de la société Française (voire occidentale). A travers la critique de la ville et de l'urbanisme, ce sont toujours les modes de production, l'aliénation, la technocratie, le pouvoir qui sont visés. L'architecture autant que l'urbanisme eux-mêmes sont considéré comme « aliénants » et « répressifs ». Mais les architectes ne sont pas les seuls à réfléchir à l'époque en ces termes ; c'est aussi le cas à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris, qui porte à peu près les mêmes revendications (système global, enseignement, profession) et à peu près dans le même laps de temps (depuis le milieu des années soixante), et ce, même si, comme l'a déjà montré Jean-Pierre Frey à partir d'un travail sur les revues des deux champs, les visions et représentations de la ville des architectes et des urbanistes diffèrent sur plus d'un point.[674] En effet, quoi qu'issus d'une structure différente (l'Université), les étudiants en urbanisme de l'époque connaissent les mêmes difficultés et les mêmes craintes : refus de se soumettre aux lois du marché et à la pression publique, difficulté de reconnaissance sociale et politique de la profession et de la pratique.

2 - La contestation chez les étudiants urbanistes

Il nous semble donc intéressant d'observer ce qui se passe du côté des aspirants urbanistes à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris, seule institution de formation en urbanisme en France à l'Epoque, d'autant plus que, comme le dit Jean-Louis Violeau, elle « a été, au même titre que l'Ecole des Beaux-Arts même si elle est restée plus méconnue, l'un des foyers majeurs de l'activité des journées de Mai. »[675] Le département d'urbanisme de l'Université de Vincennes (futur Institut français d'urbanisme) ne sera créé qu'un an plus tard, après les événements, en 1969. Cette histoire « synchronique », cet arrêt sur le moment 68 de l'IUUP n'a de plus à notre connaissance, pas encore été faite, du moins de manière systématique et par écrit, hors les divers témoignages que l'on peut

[673] AN, 78AJ/37.
[674] FREY (Jean-Pierre), « Quand architectes et architectes-urbanistes parlent de la ville : deux définitions différentes de l'urbanisme », *in :* BOUDON (Philippe) (sous la dir. de), *Langage singuliers et partagés de l'urbain*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 45-73.
[675] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 158.

entendre ici ou là.[676] Les étudiants et l'équipe enseignante de cette institution, pourtant, sont également des exemples éclairants d'une radicalisation et d'une politisation de la réflexion sur la ville tout au long des années soixante. Bien que l'urbanisme soit une discipline universitaire à part entière en France depuis 1924, cette affiliation, comme nous allons le voir, n'est pas sans poser problème. De ce fait, et par la proximité des objets d'études et d'actions (l'espace urbain construit), les revendications de l'IUUP de 68 sont parfois à peu près identiques à celles des architectes de l'ENSBA, quoi qu'on puisse observer certaines différences dans l'usage des termes, et notamment, bien évidemment de celui d' « urbanisme ». Celui-ci étant pour les étudiants de l'IUUP, souvent issus de l'architecture, leur apanage : l'urbanisme n'est pas l'architecture. Mais avant tout, un bref retour historique sur cette institution et sur son contexte dans les années soixante s'impose.

L'Institut d'urbanisme est l'héritière de l'Ecole des Hautes Etudes Urbaines fondée en 1919 par Marcel Poëte et Henri Sellier pour répondre aux besoins de la reconstruction de l'après Première Guerre mondiale et des « Plans d'Aménagement, d'Embellissement et d'Extensions » institués par la Loi Cornudet de 1919. Cette école s'inscrit également, à ses débuts, dans la mouvance du Musée Social et de sa position réformiste. Intégrée à la Sorbonne en 1924 l'EHEU devient l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris et prolonge, dans l'entre-deux guerres la tradition réformiste, culturaliste[677] et « Beaux-Arts » qui lui a donné naissance. L'IUUP, seule formation à l'urbanisme en France après-guerre, et longtemps portée par la discipline historique,[678] conserve son prestige national et international, attirant de nombreux étudiants étrangers après-guerre mais son message historique est remis en cause dans les années soixante. Car le contenu de ses enseignements se trouve être en décalage, dès la fin de la reconstruction française, avec le contexte urbanistique lui-même et les

[676] L'essentiel de la partie qui suit est ainsi issu d'un travail de recherche effectué en 2004-2005 et dont nous avons exposé des résultats lors du Colloque « Du vieux Paris au nouveau Créteil : la vie urbaine de l'Institut », à l'Institut d'urbanisme de Paris (Paris XII) à Créteil le 17 mai 2005. Les sources principales utilisées pour cette recherche sont majoritairement constituées des archives personnelles de Philippe Pinchemel, - géographe et enseignant à l'IUUP dans les années soixante-, détenues au Fonds historique de l'Institut d'urbanisme de Paris, ainsi que plus généralement, de Fonds historique lui-même (archives de l'IUP: comptes-rendus du Comité de perfectionnement et du Conseil d'administration, vol. 2 : 1932-1970 ; cours des enseignants de l'IUUP des années 1950-1960 ; Thèses d'urbanisme soutenues dans les années soixante ; revue *La vie urbaine).* Nous renvoyons également, pour l'histoire de l'IUUP au long du XXe siècle et que nous ne ferons que résumer ici, à la brochure que nous avons co-réalisée BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), COUDROY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut. Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris,* Ville de Créteil, Université de Paris-XII-Val-de-Marne, 2005 ; ainsi, évidemment, pour ce qui concerne plus particulièrement l'avant Seconde Guerre mondiale, aux travaux de Rémi BAUDOUÏ et à la bibliographie figurant dans cette brochure.

[677] Pour reprendre la classification, certes réductrice, mais parlante de Françoise Choay, *in :* CHOAY (Françoise) (1965), *L'Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Seuil, 1979.

[678] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.

applications sur le territoire, des conceptions de la fameuse *Charte d'Athènes*, ainsi que la diffusion de ses idées.[679]

Ainsi, la politique des grands ensembles[680] lancée par le général De Gaulle bouleversera durablement le paysage urbanistique français et la morphologie des villes et de leurs périphéries. La fin des années 50 voit aussi se développer la politique des rénovations urbaines. L'Etat intervient donc massivement et promeut la mainmise des architectes sur l'urbanisme. Le contexte urbanistique français évolue donc rapidement après-guerre et pendant les trente glorieuses : intervention forte de l'Etat, volonté de rationalisation des aménagements urbains, grands ensembles, sans compter l'industrialisation de la construction. Tout ceci entraîne des bouleversements formels des villes en amenant des idées nouvelles et une nouvelle manière de faire de l'urbanisme, idées et politiques qui seront rapidement remises en cause par la suite.

Mais l'IUUP, même en continuant d'attirer de nombreux étudiants français ou étrangers – architectes ou non, du reste – et à former les urbanistes malgré les aléas de la conjoncture, de la législation et de la commande, reste quelque peu à l'écart de ces bouleversements, exception faite de personnalités comme Robert Auzelle. L'institut, sous la direction de l'historien de l'art Pierre Lavedan, perpétue sa tâche de formation des urbanistes qui voient leurs fonctions réduites par celles des architectes et ingénieurs. Le milieu des années soixante constitue aussi pour lui le moment de la lente dégradation des relations avec les pouvoirs publics et notamment avec le ministère de la Construction.[681] Mais plus globalement, les années 60 sont, pour l'Institut d'urbanisme, la décennie des difficultés et de la contestation, venant à la fois des étudiants et d'une équipe enseignante renouvelée.

En 1964, le juriste Georges Burdeau succède à l'historien Pierre Lavedan au poste de directeur de l'IUUP et l'équipe enseignante est largement renouvelée : on y observe une arrivée massive des disciplines « universitaires » et théoriques : la sociologie avec Jean–Margot Duclos, Henri Lefebvre et son assistant Hubert Tonka, notamment, et la géographie avec Philippe Pinchemel, Pierre George, Jacqueline Beaujeu–Garnier.. Malgré l'arrivée de Lefebvre qui remplace le géographe Maximilien Sorre en sociologie, ce remaniement enseignant (beaucoup sont partis en retraite), ne marque pas particulièrement d'ancrage « à gauche » du nouveau corps enseignant, mais toutefois une certaine volonté d'affirmer un certain progressisme et un rapprochement de l'Université et donc du monde de

---

[679] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), COUDOY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut. Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris*, Printemps de l'IUP 2005, Ville de Créteil, Université Paris XII-Val-de-Marne, Institut d'urbanisme de Paris, Septembre 2005.

[680] Réglementés dès 1958 dans le cadre des ZUP (« Zones à urbaniser en priorité ») et par l'emploi de la « Grille Dupont ».

[681] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), COUDROY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut. Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris*, Ville de Créteil, Université de Paris-XII-Val-de-Marne, IUP, Printemps de l'IUP, 2005, p. 25.

la recherche scientifique (les nouveaux géographes viennent par exemple de l'institut de géographie de la Sorbonne, Lefebvre enseigne par ailleurs à la Faculté de Lettres de Nanterre). Cette nouvelle équipe prolonge de même la volonté de « création d'une recherche urbaine théorique » en vue de la création d'un Doctorat de troisième cycle en urbanisme, « mais ils ne pourront empêcher la remise en cause profonde de la structure et du message pédagogique de l'Institut en Mai 68 ».[682]

En effet, les gauchismes, néo-marxismes et autres « structuralo-marxismes » très présents dans la sociologie urbaine de l'époque, remettent en cause l'urbanisme en tant que théorie « mystificatrice » et pratique « aliénante », « contre-révolutionnaire » et à la solde du pouvoir étatique, de la bourgeoisie et du capitalisme, nous l'avons vu.[683] La critique par la gauche de la discipline se fait également de plus en plus radicale à l'Institut destiné, justement, à former les futurs urbanistes. Mais L'IUUP n'en est bien sûr que le symptôme et ne fait que subir la remise en cause plus générale de l'urbanisme « policier », « répressif » et « technocratique ». L'institution, tout comme d'autres établissements universitaires, est donc ébranlée par 68. Les années entourant « les événements » voient ainsi naître un rejet certain de la part des étudiants et de l'équipe enseignante rajeunie.

De l'IUUP à L'IUP : remise en cause et politisation

La période qui nous intéresse plus particulièrement ici est celle se déroulant de 1964-65 à 1972, c'est-à-dire, depuis le départ de l'historien Pierre Lavedan de la direction de l'Institut rue Michelet (sous la tutelle de la Sorbonne) à sa recréation à l'Université de Créteil-Paris XII, en passant par l'Université de Dauphine en 1969-72. C'est en effet à cette époque que l'institution connaît véritablement une montée de la radicalisation, de la contestation et une double remise en cause, tant interne (fondements institutionnels et contenu pédagogique) que générale (de l'urbanisme et de la société).

Outre les affres de Mai 68, l'IUUP, – dont les locaux se situent à l'Institut d'Art et d'Archéologie de la Rue Michelet à Paris (VIe), c'est-à-dire entre Denfert Rochereau et la Quartier Latin, le foyer de la révolte étudiante de Mai –, verra naître en son sein, et comme à l'ENSBA, une remise en cause générale du statut de l'urbaniste dans la société, parallèlement à une remise en cause de la formation à l'urbanisme de la part des étudiants et d'une nouvelle génération d'enseignants, c'est-à-dire à une remise en cause du vieux modèle pédagogique et administratif de l'Institut d'urbanisme. Sous les effets d'une crise interne et du mécontentement grandissant, l'IUUP fermera ses portes de mars 1968 à avril 1969, conservant tout de même une activité intense (de réorganisation) et participant activement aux événements de mai. Comme nous l'avons mentionné et comme on va le voir maintenant, outre les revendications souvent identiques, cette crise peut être d'une certaine façon

---

[682] COUDROY DE LILLE (Laurent), « Histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris », en ligne, http://www.urbanisme.univ-paris12.fr

[683] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, II.

rapprochée de celle que connaît la section architecture de l'ENSBA à la même époque (depuis 1966), à une autre échelle et à un autre niveau. Comme à l'ENSBA, on peut y observer une tentative de réforme face au contexte (influence grandissante des sciences humaines et sociales, contexte urbanistique et de la commande), réforme débattue dans une ambiance générale de montée des mécontentements et de la contestation.[684]

Sommairement, deux caractéristiques de cette crise interne à l'IUUP peuvent être définies. Tout d'abord le contexte institutionnel de l'IUUP à la fin des années soixante, c'est à dire les problèmes qui s'y posent vis-à-vis des tutelles, qui entrainent des réflexions en son sein. Ensuite l'évolution de l'Institut à cette période du point de vue du renouvellement des enseignants, du contenu des enseignements et des travaux d'étudiants. Par ces prismes, ces outils d'observation, la politisation et la remise en cause peuvent être abordées par trois entrées : la remise en cause de l'urbanisme en général, la remise en cause de l'institution (pédagogie et administration), c'est-à-dire de la formation à l'urbanisme, et enfin, l'évolution du contenu des cours et de la nature des travaux d'étudiants, révélateurs du système de représentation de la ville et de l'urbanisme propres aux étudiants en urbanisme de la période, ainsi que de leur futur rôle dans la société. Les positions des professionnels de l'urbanisme face à cette montée en radicalité seront également, comme précédemment, rapidement énoncées.

- Situation de l'IUUP à la fin des années soixante

En 1964, le juriste Georges Burdeau succède à l'historien d'art Pierre Lavedan au poste de directeur de l'IUUP, même si ce dernier participe toujours occasionnellement à l'activité de l'Institut : il reste par exemple rédacteur en chef de la revue *La Vie urbaine* jusqu'en 1968 et son assistante Jeanne Hugueney est chargée, après lui, de son cours d'histoire urbaine ou plutôt des « formes urbaines » ou de « l'urbanisme ».[685] Dès 1963, une association des élèves de l'IUUP est créée (AEIUUP) et qui commence à contester le fonctionnement « archaïque » de l'Institut. Les enseignements, les étudiants et la nouvelle direction entament une réforme des enseignements et des structures de l'IUUP pour répondre à des problèmes matériels et structurels, mais nous y reviendrons.

La crise de 1968, comme à l'ENSBA mais avec des temporalités qui lui sont propres, éclate à l'Institut avant le mois de mai, et même avant les incidents de la Faculté de Nanterre du mois de mars 68. Certains voient le début de cette crise générale du monde estudiantin en 1966, lors de l'épisode « situationniste » de l'Université de Strasbourg. C'est également en 1966, nous l'avons vu, que les

---

[684] « L'enseignement de l'urbanisme en France ne correspond pas à l'importance du problème, estiment les élèves de l'Institut de Paris », *Le Monde*, 3 avril 1968, p. 12.

[685] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.

prémisses en sont entrevues aux Beaux-Arts avec la montée de la contestation. L'élément déclencheur de la crise générale se situe, pour la majorité des historiens et observateurs, aux incidents de la Faculté de Nanterre de mars 1968, mois pendant lequel l'IUUP a déjà fermé ses portes devant la contestation. Dès les mois de janvier, ainsi, un processus de réforme de l'IUUP débute ainsi que diverses grèves.

Les réflexions portent sur deux thèmes en particulier : le changement pédagogique, et le rôle et le statut et la mission de l'urbanisme dans la société, ces deux axes de réflexion étant étroitement liés. En Mai 68, les étudiants – qui sont en majorité des architectes issus des Beaux-Arts et se déclarent, comme à l'ENSBA « solidaires du mouvement étudiant»– ainsi que quelques enseignants forment deux commissions ou « comités de travail » : un comité « Urbanisme et société » et un comité « Enseignement »[686], la première ayant plus vocation à résoudre les problèmes théoriques et généraux, la seconde à la refonte de l'Institut, de sa structure et de son contenu pédagogique.

Les archives de la commission « urbanisme et société » nous montrent les thèmes qui sont débattus en AG et qui remettent en cause les fondements de l'urbanisme. Y sont ainsi abordées l'importance accordée à l'urbanisme comme « acte politique et économique »[687], la critique de l' « articulation urbanisme/capital »[688], de « l'urbanisme du profit », la critique de la société de consommation et de « l'urbanisme de consommation »[689] qu'elle entraîne (séparation des fonctions, ségrégations sociales)[690], ainsi que de l' « industrie des loisirs ». De même, on peut y retrouver les rôles invariables de l'urbanisme dans la perception gauchiste : l'urbanisme aliéné et aliénant, conditionnant, « répressif », « policier ».[691] L'urbanisme comme « technique au service de la bourgeoisie » lié à la critique de la « technocratie ». [692] L'urbaniste, généralement y est perçu comme cantonné historiquement dans un rôle d'« alibi du pouvoir ».[693] On y critique enfin la planification, la « rationalisation », la « fausse participation » en tant que « leurre » et « caution » du pouvoir.[694]

Dans cet esprit, nous pourrons également faire référence à un tract du « Comité d'action politique » de l'Institut d'urbanisme (« 31 mai au 12 juin 1968 »)[695] qui revient bien sûr sur la volonté générale des comités d'action, de s'unir aux autres comités d'action existants. Le propos en est donc d'ordre assez général et non spécifiquement urbanistique, mais il possède l'avantage de bien nous faire

---

[686] Assemblée générale de l'IUUP, comité d'action, 14 mai 1968, Archives de Philipe Pinchemel (Ces archives sont tirées des archives personnelles de Philippe Pinchemel, enseignant de géographie à l'IUUP et léguées au Fonds historique de l'Institut d'urbanisme de Paris).
[687] [687] Institut autogéré d'urbanisme, Bulletin n°3, compte-rendu de l'assemblée générale du 18 juin 1968 par Hubert TONKA et Hubert DE RADKOWSKI, 18-25 juin 1968, *Id.*
[688] Commission Société et urbanisme, 21 mai 1968, *Id.*
[689] Commission Société et urbanisme, 21 mai 1968, *Id.*
[690] Commission Société et urbanisme, 20 mai 1968, *Id.*
[691] Commission Société et urbanisme, 21 mai 1968, *Id.*
[692] Institut autogéré d'urbanisme, Bulletin n°4, compte-rendu de l'AG de la SFU, 26 juin-5 juillet 1968, *Id.*
[693] Commission Société et urbanisme, 21 mai 1968, *Id.*
[694] Institut autogéré d'urbanisme, Bulletin n°3, compte-rendu du débat public du 18 juin à la Mutualité, 18-25 juin 1968, *Id.*
[695] AN, 78AJ/35.

saisir ce qu'était le raisonnement des étudiants en urbanisme « contestataires » de l'époque, tout comme l'idéologie générale des étudiants contestataires dans leur ensemble. La référence théorique revendiquée principale est ainsi encore une fois Herbert Marcuse (notamment ici, son ouvrage *Le Marxisme soviétique*[696]), et la critique se porte, d'une manière générale, sur la « société technicienne » et sur la « répression » qu'elle instaure, ce qui pourra nous laisser deviner les revendications et les critiques propres à la ville et à l'urbain. L'accent y est porté sur la domination à l'œuvre, dans cette société technicienne, des structures économiques sur les superstructures étatique et idéologique, schéma classique du marxisme qui voit l'infrastructure économique déterminer les superstructures. Le modèle opposable à cet état de fait est celui du contrôle ouvrier : les nationalisations d'après-guerre (ou en URSS, selon Marcuse) ne changent rien au problème, puisque l'Etat, encore une fois, est « soumis » aux exigences de la production et du rendement. « L'abolition de la propriété privée des moyens de production » réclamée ne sera bénéfique, pour la pensée autogestionnaire et « anarchisante » des gauchistes, que si la « base » de la population, – la « masse » – en profite. Ceci renvoie encore une fois aux préceptes de participation et d'autogestion qui sont au cœur de la pensée contestataire de l'époque et devraient, bien évidemment, s'appliquer à la ville, de sa conception à sa gestion.

L'autre point mis en lumière, comme nous le mentionnions, est la « répression » qui accompagne cette situation et qui est véhiculée par « les *mass médias*, le tourisme et l'enseignement » et qui aliène la liberté des individus, en empêchant et dénigrant toute participation et autogestion, et donc, de la prise de décision démocratique, dirait-on aujourd'hui. On retrouve encore une fois les conceptions de Marcuse et d'autres, notamment sur les loisirs aliénants et masquant par la pseudo-distraction et la consommation – la pseudo-satisfaction de pseudo-besoins –, la situation sociale réelle et effective.[697]

Ce dernier point, celui de l' « industrie des loisirs », qui a notamment été développé par Henri Lefebvre, semble être le point sur lequel le Comité d'action veuille étendre son action et sa propagande, avec des slogans du type : « A travail aliéné, loisir aliéné ». L' « œuvre » ou la création libre de la vie quotidienne, la « fête », deux mots d'ordre encore une fois lefèbvriens, sont mis en avant et opposés à la critique de la situation telle qu'elle a été décrite. Enfin, c'est la rationalisation de la société qui est dénoncée, par exemple, le cloisonnement entre les activités de la vie quotidienne qui se manifeste également, pendant les premières trente glorieuses sur le terrain des villes.[698] Le rationalisme social et, par son biais, le fonctionnalisme urbanistique sont donc fustigés, ce qui s'inscrit bien dans les idées du moment.

---

[696] MARCUSE (Herbert), *Le Marxisme soviétique*, Paris, Gallimard, 1963.
[697] MARCUSE (Herbert) (1964), *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Les Editions de Minuit, 1999.
[698] Comité d'action politique de l'Institut d'urbanisme, 31 mai au 12 juin 1968, AN, 78AJ/35.

Toutes ces critiques et analyses empruntées à Marcuse autant qu'à Lefebvre peuvent donc s'appliquer à la ville et à son aménagement : critique de la technocratie, de la « technique » urbanistique, de la ville « produit de consommation », de l'urbanisme répressif (« Ne dites plus : urbanisme, dites : police préventive »), contraignant la vie quotidienne, les loisirs, codifiant et normalisant l'espace sous le prétexte de répondre « aux besoins » véhiculés par la société aliénante et aliénée, alors qu'il répond aux impératifs économiques de rentabilité et à l'impératif idéologique de « pacification » des groupes sociaux opprimés.

Les solutions proposées par la commission « Urbanisme et société » sont tout d'abord de l'ordre de « la critique radicale » de l'urbanisme[699] – on voit ici l'influence d'Hubert Tonka, alors enseignant à l'IUUP, et qui a fondé en 1967 la revue *Utopie*, qui se veut justement une « revue de critique radicale de l'urbanisme » et qu'un étudiant de première année de l'IUUP animant cette commission ralliera en 1969 : Charles Goldblum. D'ailleurs les références à Tonka sont explicites dans les textes de cette commission, qui semble en quelque sorte en être le meneur, ainsi que celles à Herbert Marcuse, Wilhelm Reich et Henri Lefebvre, considérés, par leurs écrits, comme « à l'origine du mouvement ».[700] Tonka semble de toute évidence être l'éminence grise de cette commission.

Notons au passage qu'Hubert Tonka, alors assistant de Lefebvre à l'IUUP en sociologie, comptera parmi les fondateurs du Département d'urbanisme de la toute nouvelle université « expérimentale » de Vincennes en 1969 (futur « Institut d'urbanisme de l'Académie de Paris »[701] puis « Institut française d'urbanisme », concurrent direct de l'IUUP), visant à accueillir les étudiants en urbanisme dès le premier cycle et même sans le baccalauréat, alors que l'IUUP n'accepte que les diplômés), et ce au côté d'autres personnages de la mouvance « gauchiste » de la contestation urbanistique et architecturale : Jean Aubert, architecte des Beaux-Arts, qui, comme lui, fait partie de la revue *Utopie* depuis 1967 (Charles Goldblum, alors étudiants à l'IUUP rejoindra ce nouveau département un peu plus tard), l'architecte mao Antoine Grumbach – du moins aux origines, des étudiants, et sous le patronage d'universitaires comme Pierre Merlin, Françoise Choay, Michel Coquery ou Anatole Kopp.[702] Nous pouvons remarquer ici la constitution d'un « noyau dur » de

---

[699] Institut autogéré d'urbanisme, Bulletin n°3, compte-rendu du débat public du 18 juin à la Mutualité, 18-25 juin 1968, archives de Philippe Pinchemel.

[700] Commission Société et urbanisme, 28 mai 1968, *Id.* Rappelons qu'Henri Lefebvre a publié son *Droit à la ville* en mars 1968, que l'ouvrage d'Herbert Marcuse *L'Homme unidimensionnel* (1964) a été traduit en France à la même époque. Ce dernier, tout comme Wilhelm Reich (*La Révolution sexuelle* – 1945) a tenté de conjuguer dans son œuvre marxisme et freudisme, notamment par le concept d'aliénation de l'homme moderne dans le capitalisme (ayant des répercussions sur la sexualité pour le dernier). Ces approches auront un certain écho en 1968, notamment à Nanterre chez les « Enragés».

[701] Cette appellation désigne aussi, pendant un cours temps, le nouvel IUUP qui est ré-ouvert à Dauphine en 1969 avec Robert de Caumont, suite à sa fermeture. Les deux institutions n'ont cependant rien à voir.

[702] Voir pour cela VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 225-235 ; Ou encore l'entretien de Corinne Martin et Thierry Paquot avec Pierre Merlin, *in : Urbanisme*, n°353, mars-avril 2004, pp. 71-80.

l'agitation, entre l'ENSBA et l'IUUP autour de 1968, avec la personnalité transversale d'Hubert Tonka qui tisse le lien entre les deux écoles, leur radicalisation politique et entre la contestation de l'urbanisme et de l'architecture, le groupe *Utopie* et certains maoïstes.

La récurrence, dans le discours, de l'urbanisme « répressif » est également à noter. Comme chez les architectes de l'ENSBA, l'urbaniste est perçu comme à la solde des pouvoirs étatique et capitalistes et son action vise essentiellement à désamorcer préventivement les conflits de classes. Ainsi, peut-on lire, certainement sous la plume d'Hubert Tonka dont on reconnaîtra le style ironique (notamment dans les colonnes d'*Utopie* ou l'urbanisme comme est décrit comme agent de « pacification de la lutte des classes ») :

> « Dans ces conditions, les étudiants demandent pour les urbanistes opérationnels, comme pour leurs collègues de la recherche et de l'enseignement, ayant subi une solide formation pluridisciplinaire de dynamique de groupe, le statut de fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, d'auxiliaire à part entière de la police, […] toutes structures urbanistiques devant être également dévouées, sur l'étendue de la lutte des classes qui lui sera confiée pour sa pacification, à la consolidation de l'ordre moral républicain. »[703]

Mais cette critique de l'urbanisme ne va évidemment pas sans une critique plus générale de la société et du système politico-économique ainsi que de la formation de l'urbaniste. Dans le même pamphlet intitulé « Gare à l'urbanisme » et datant de 1969[704], on peut lire ainsi :

> « L'humanisme à l'Institut d'urbanisme n'est pas le fait du hasard, il vient se loger là sous l'effet insidieux de la pression de l'idéologie dominante. L'humanisme bourgeois détermine les rapports d'oppression comme étant naturels ; il les explique dans la ville comme il vous expliquera que votre avenir d'étudiant de bonne volonté, réside dans l'application que l'on met au travail. ».

Chez les gauchistes, ce qu'on espérait encore alors comme la révolution de 68 changerait radicalement les modes de production et le système : l'urbaniste en tant qu'instrument du pouvoir bourgeois destiné à disparaître, serait lui-même voué à disparaître, on parle ainsi dans le même tract de « liquidation » de la fonction d'urbaniste, « homme qui sait être médiocre avec dignité ». On voit souvent le terme de « dépérissement de l'urbanisme » réapparaître dans le discours, au profit d'un urbanisme populaire, d'une vraie participation imposée et dirigée par la base (les habitants, les usagers).

A la fin mai, la commission et Tonka se rendent compte de l'étouffement du mouvement et proposent de poursuivre la réflexion et de renvoyer l'action à une échéance à long terme en

---

[703] « Gare à l'urbanisme ! », *La Critique dans la mêlée*, tract destiné aux étudiants de première année, novembre 1969.
[704] « Gare à l'urbanisme ! », *La Critique dans la mêlée*, tract destiné aux étudiants de première année, novembre 1969.

transformant la commission en un « comité d'action politique ».[705] En 1968, les étudiants en urbanisme en arrivent donc à se poser la question de savoir si l'on peut « se passer d'urbanisme et d'urbanistes »[706], ce qui aura bien sûr des effets sur la pédagogie et le fonctionnement de l'Institut. Mais cette critique, nous l'avons dit, ne se cantonne pas au mois de mai 1968 et aux mois qui le suivirent.

- La remise en question de l'IUUP entre 1964 et 1972

- La situation.

Georges Burdeau, dès son arrivée, reconfigure en partie l'équipe enseignante. Il fait appel aux géographes Philippe Pinchemel, Jacqueline Beaujeu-Garnier et Pierre George (Directeur adjoint en 1966). Cette équipe engage la réforme des enseignements et du mode de fonctionnement de l'Institut. Henri Lefebvre enseigne quant à lui la sociologie urbaine avec Hubert Tonka qui est passé, entre 1963 et 1965, d'étudiant à assistant d'Henri Lefebvre.[707] (**Cf. Document 6**) Le géographe de l'ISU et proche du Parti communiste Antoine Haumont, dont l'équipe vient de se rendre célèbre par la publication de son enquête sur « l'habitat pavillonnaire »[708] remplace temporairement ce dernier dans un cours de sociologie urbaine fortement orienté par l'analyse marxiste (division des classes sociales dans la ville, idéologies).[709] On a déjà vu de même que ces enseignants ont pour la plupart leur poste principal ailleurs (Sorbonne, Nanterre, ENSBA). Les tenants de la « vieille garde » sont alors peu nombreux : Robert Auzelle, architecte-urbaniste éminent de l'Institut d'après-guerre, lui-même diplômé de l'Institut, le Dr Hazemann, médecin hygiéniste ou encore Jean Royer[710] pour les principaux.

Dès cette période, des difficultés naissent au sein de l'Institut et ouvrent la brèche à différentes contestations, tant de la part des étudiants, que de la part des enseignants et de la direction. Ces difficultés relèvent tout d'abord du manque de crédits (qui sont en baisse perpétuelle), du fait que l'IUUP est hébergé à l'Institut d'Art et d'Archéologie de la rue Michelet, dans lequel il ne dispose que d'un amphithéâtre en soirée (les cours du soir sont jugés insuffisants). Il n'y a donc pas non plus d'enseignants à plein temps et qui ne consacrent leurs activités qu'à l'Institut, les élèves n'ont pas le statut d'étudiants et il n'y a pas de reconnaissance du diplôme (la majeure partie des élèves est constituée d'architectes venus chercher là un « label » d'urbaniste) et du titre d'urbaniste, souvent

[705] Commission Société et urbanisme, 31 mai 1968, Archives de Philippe Pinchemel.
[706] Commission Société et urbanisme, 29 mai 1968, *Id.*
[707] Lettre d'Henri Lefebvre à Philippe Pinchemel datée du 15 mars 1968, *Id.*
[708] RAYMOND (Henri), HAUMONT (Nicole), DEZES [RAYMOND] (Marie-Geneviève) et HAUMONT (Antoine) (1966), *L'Habitat pavillonnaire*, préface d'Henri Lefebvre, Paris, L'Harmattan, 4ème édition, 2001.
[709] Association des élèves de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, *Information*, janvier 1968, pp. 21-24, *Id.*
[710] A ne pas confondre avec son homonyme Jean Royer, Maire de Tours à la même époque.

approprié par des architectes sans formation dans la discipline.[711] Enfin, comme à l'ENSBA, le passéisme des cours, leur inadaptation à la situation présente de l'urbanisme et de l'urbanisation son de plus en plus décriés par les étudiants et la nouvelle équipe enseignante (tradition de « l'art urbain » qui perdure après guerre en pleine période de reconstruction, cours d'histoire de Pierre Lavedan qui enseigne depuis les années vingt et qui se cantonne souvent à un cours d'histoire des formes architecturales, évitant d'aborder le XIX^{e} siècle et encore moins le XX^{e}).[712] C'est également l'époque à laquelle le ministère de la Construction reproche à l'IUUP d'être « dans l'impasse » et de ne pas lui fournir suffisamment de diplômés avec une formation nécessaire.[713] Et tous ces problèmes et critiques émergent parallèlement au contexte et aux techniques urbanistiques qui évoluent rapidement (ZUP, ZAC, loi LOF, réorganisation de la Région Parisienne) et qui renforcent le sentiment d'inadaptation des enseignements à la réalité urbanistique. Le ton va donc progressivement monter à l'Institut qui connaîtra un double bouleversement : un bouleversement interne, par sa remise en cause en son sein même, ainsi qu'un bouleversement externe, par une insatisfaction à l'égard des autorités de tutelle.

- La réforme

Face à cette situation, un groupe de travail pour la réforme de l'Institut se met donc en place en 1966, dans lequel Philippe Pinchemel aura un rôle important. L'AEIUUP (association des élèves de l'IUUP) est également particulièrement active. Les enseignants de l'Institut accusent en fait le ministère de l'Education nationale de laisser de côté la formation à l'urbanisme dans les réformes de l'enseignement supérieur. La recherche et ses tutelles et financements, – sa liberté – pose également problème. [714] L'IUUP, derrière Burdeau et Pinchemel, fait donc appel au ministère de l'Éducation et à l'Université pour renouveler l'enseignement en urbanisme, faire de l'Institut un « lieu de recherche fondamentale et de formation appliquée », inter-facultaire, quitte à faire appel, aussi, à des financements privés : l'IUUP, juge-t-on alors, n'a pas les moyens de ses ambitions, ambitions d'être le haut lieu, comme il l'a été historiquement dans le premier XX^{e} siècle, de la formation à la pratique et/ou à la recherche urbanistiques. Les revendications, qui se développeront jusqu'en 1968-1969 sont d'ordres techniques, organisationnels et institutionnels. Elles portent sur l'augmentation des moyens, sur les locaux, la création de postes d'enseignants-chercheurs à plein temps et la reconnaissance du diplôme qui n'est pas encore officialisée par le ministère de l'Éducation.[715] Elles abordent aussi la question de la sélection à l'entrée du cursus, le développement de la recherche (qui n'est pas un thème

[711] H. PERROT et Philippe PINCHEMEL, « Notes sur l'organisation de l'enseignement de l'urbanisme en France », *Id.*
[712] *Ibid.*
[713] Conseil d'administration de l'IUUP du 4 février 1965, Fonds historique de l'IUP.
[714] H. PERROT et Philippe PINCHEMEL, « Notes sur l'organisation de l'enseignement de l'urbanisme en France », Archives de Philippe Pinchemel.
[715] *L'Express*, 18-24 janvier 1971, p. 51.

nouveau à l'IUUP)[716] ainsi que le droit qui lui est associé de délivrer un doctorat de troisième cycle. Sont également revendiqués la décentralisation (la création d'instituts d'urbanisme en province), la pluridisciplinarité et la fin de la coupure entre enseignements pratiques et théoriques (héritage de l'avant-guerre), l'importance accrue de l'aménagement du territoire dans l'enseignement, le changement des relations enseignants-enseignés et « l'auto-enseignement » (Mai 68 n'est pas très loin), une année supplémentaire dans le cursus (deux années au lieu de trois en vue du troisième cycle universitaire) et la refonte du cursus selon un système de séminaires et de travaux pratiques dont la majorité sont confiés à de jeunes assistants qui ne sont pas encore « officialisés » (parmi lesquels on retrouve l'architecte Jean Aubert pour Robert Auzelle, Hubert Tonka – « autodidacte » qui n'a pas de titre mais peut faire prévaloir de sa pratique en agence d'architecture – pour Henri Lefebvre.[717]

Le souci de pluridisciplinarité et la volonté de faire de l'Institut un centre de formation d'élite amène d'ailleurs la commission à penser à différents recrutements prestigieux, universitaires ou non, avec toujours une bonne place accordée aux sciences humaines : on pense ainsi aux nanterriens Pierre Bourdieu et Alain Touraine, au sociologue Joffre Dumazedier, à l'ingénieur-géographe Pierre Merlin ou encore à Jean-Paul Trystram, le promoteur du colloque de Royaumont pour la sociologie, le sociologue Pierre Francastel pour l'histoire de l'urbanisation, le haut fonctionnaire Jean-Eudes Roullier[718] pour les finances urbaines, Jean Bastié et Michel Rochefort pour la démographie, la géographie et l'aménagement du territoire, accompagné de Serge Antoine et Dominique Lecourt. On voit aussi Michel Coquery être présumé pour enseigner « la critique », Max Querrien et l'architecte Candilis pour seconder Robert Auzelle[719] (**Cf. Document 7**) Après la refonte – le renouvellement –, on parle de « création » d'un « Institut des hautes études urbaines et d'aménagement de l'espace ».[720] La volonté est manifeste de faire intervenir des enseignants, chercheurs et intellectuels qui sont cotés à l'époque (chez les gauchistes, mais aussi au niveau institutionnel, universitaire ou dans la pratique urbanistique), mais aussi de changer radicalement les bases de l'institut, par la refonte complète de son organisation (tant administrative et institutionnelle que pédagogique). Mais tout ceci pose bien évidemment une série de problèmes d'ajustements conjoncturels pour « la période de transition ».[721] De même, le changement d'appellation proposé, qui marque une volonté de rupture d'avec l'ancien

---

[716][716] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.

[717] Archive de Philippe Pinchemel, 1967.

[718] Enarque et inspecteur des finances et conseiller technique au ministère de l'Equipement de l'époque, alors Secrétaire général du Groupe de travail interministériel pour les villes nouvelles de la Région parisienne » et futur promoteur, aux côtés de Paul Delouvrier, des villes nouvelles.

[719] « Programme des études de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris adopté par les conseils de perfectionnement et d'administration du 9 mai 1966 », avec nom des professeurs pressentis annotés au stylo, archives de Philippe Pinchemel.

[720] *Rapport cadre pour la reforme de l'enseignement de l'IUUP pour la première année*, 4 mars 1968-17 avril 1968 ; *Programme directeur pour la réorganisation de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris*, Projet de mai 1968, Archives de Philippe Pinchemel.

[721] *Id.*

système hérité de la III^e^ République, marque également la volonté d'élargir les champs de compétence de l'Institut et de renforcer sa symbolique scientifique, voire intellectualiste, un peu à la manière de ce que nous avons vu pour l'ENSBA. En effet, le mot urbanisme y disparaît au profit d' « études urbaines » et d' « aménagement de l'espace », dénotant certainement une symbolique plus universitaire et théorique basée sur un objet particulier – la volonté, déjà chère à Poëte de constituer une « science de la ville » – plutôt qu'une symbolique plus opérationnelle et professionnalisante.

La recherche de « théorie » est en vogue à la fin des années soixante dans le monde universitaire des sciences sociales, et surtout chez les étudiants recherchant une méthode d'appréhension et de compréhension du monde social, d'où le succès du marxisme et de ses avatars ou encore du structuralisme et de Michel Foucault, Roland Barthes, Louis Althusser avant, pendant, et après mai 1968. Cette vogue structuraliste ne semble pas avoir grande influence à l'Institut d'urbanisme, mais manifestement, les étudiants contestataires accompagnés de leurs enseignants, recherchent bel et bien une manière de « théoriser » une vision d'ensemble de l'espace urbain et du phénomène « socio-spatial » qui leur échappe, les modèles bergsonien, organiciste et historiciste de Poëte ou Lavedan n'étant plus de mise et applicables dans une France où l'urbanisation connaît de profonds et rapides bouleversements. Plus généralement, on pourrait poser l'hypothèse que cette « montée en radicalité » du monde étudiant de la fin des années soixante, en plus d'être l'expression d'un conflit de génération, et d'être représentative du refus de la jeunesse de ses conditions de vie et perspectives d'avenir, trouverait l'une de ses origines dans cette recherche de « théorisation », d'où notamment la volonté des architectes[722] de « rallier » l'Université et de l'IUUP de « renforcer » son poids au sein de celle-ci. Ceci se traduirait aussi, autant à l'Institut d'urbanisme qu'à l'ENSBA par cette vision de plus en plus politisée et radicalisée de l'espace urbain, de son aménagement, et du monde social. La société, en effet, autant que le phénomène urbain, se complexifie et échappe souvent à l'analyse. Et ceci est bien mentionné, en l'occurrence dans les travaux d'Henri Lefebvre sur la ville, l'auteur revenant souvent sur l'impossibilité des « sciences parcellaires » à appréhender l' « urbain » (la société urbaine généralisée dans la civilisation occidentale) selon un schéma « analytique » fait de séparation des objets, des méthodes. Il a souvent dénoncé la parcellarisation des approches de l'urbain par les sciences sociales au détriment de la compréhension de la ville comme totalité sociale. D'où également, la volonté, chez certains architectes, urbanistes, ou sociologues de l'époque, de se poser en « hommes de la synthèse » de l'étude, de la compréhension ou de la « maîtrise » du phénomène urbain et/ou social.

[722] Pour ce besoin de « théorie » chez les étudiants en architecture, nous renvoyons encore une fois à l'ouvrage de Jean-Louis VIOLEAU, *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches.

Document 6 : Lettre d'Henri Lefebvre à Philippe Pinchemel datée du 15 mars 1968.

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
92 - NANTERRE

TÉL. : 204-14-32
204-29-87 à 91
204-39-87 à 91

Département de Sociologie

NANTERRE, LE 15 mars 1968 196

Monsieur Philippe Pinchemele
Professeur à l'Institut d'Urbanisme
3, rue Michelet, Paris VI.

Mon cher collègue,

Je suis revenu récemment d'une mission de deux mois au Japon, assez fatigué, aux prises avec un monceau de papier qui s'était accumulé pendant mon absence. De sorte que je n'ai pu assister à la dernière séance du Conseil des Professeurs. Antoine Haumont, qui m'a remplacé pendant mon absence, me dit qu'on songerait - enfin ! - à nommer des assistants à l'Institut d'Urbanisme. Si c'est exact, et si vous vous chargez de retenir des candidatures, j'aimerais bien qu'on puisse officialiser Hubert Tonka, qui fait fonction d'assistant en sociologie urbaine depuis la rentrée 1966. Il dirige les travaux pratiques de Première Année, avec compétence et ponctualité. Bien qu'il n'ait pas de titres, il se charge très bien de cette tâche, aidé par une pratique déjà longue dans les agences d'architectes et par une solide culture "urbanistique". J'espère que nous aurons l'occasion de parler de cela bientôt.

Croyez, mon cher collègue, à mes sentiments les meilleurs.

H. Lefebvre

Henri Lefebvre

P.S J'ai d'autre candidats possibles qui pourraient aussi convenir.

Source : Archives de Philippe Pinchemel, IUP-Paris XII.

Document 7 : Programme de l'IUUP de mai 1966.

Pièce annexe nº 1

PROGRAMME DES ETUDES DE L'INSTITUT D'URBANISME
DE L'UNIVERSITE DE PARIS ADOPTE PAR LES CONSEILS
DE PERFECTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION DU
9 MAI 1966

1ère ANNEE - Etude du milieu.

1 HISTOIRE DE L'URBANISATION - Picard Chastel Fleury Francastel Huguenay Bedarida

L'héritage urbain, plans, monuments, perspectives. Etude de types de villes historiques. 25h

2 MORPHOLOGIE ET DYNAMIQUE URBAINE - TB BG RP -

Les fonctions urbaines. Le rôle des villes dans la région et dans l'Etat. Etude descriptive et typologique des villes dans les pays d'économie industrielle. 25h

3 LE CADRE ET LE NOMBRE -

a) Le milieu naturel, situation, site, sol, sous-sol, eau atmosphère, en tenant compte de la répartition par zones 12/15h - G3 -

b) Eléments de démographie urbaine. 12/15h - Bastié Girard

4 LA SOCIETE URBAINE -

Eléments de sociologie urbaine. 25h - Lefèvre Touraine ~~Friedmann~~ Bourdieu.

5 LES EQUIPEMENTS URBAINS - Burlaton Devaux Goldberg

Equipements et services dans les pays industriels. Armature commerciale, services publics, services privés. 12/15h

~~La ville et ses problèmes dans les pays sous-développés. 12/15h~~

6 PARTIS URBANISTIQUES - PARTIS ARCHITECTURAUX - Chenb.

Etude de plans d'urbanisme, de maquettes, de photographies aériennes. Commentaire de documents (préparation par le cours aux travaux dirigés portant sur les mêmes thèmes). 25h

7 ELEMENTS DE DROIT FONCIER, DE DROIT ADMINISTRATIF, D'ECONOMIE URBAINE ET DE FINANCES URBAINES - St Alary Bardeau Roulier Pierre Puget

Le capital urbain, les investissements, la valeur des fonds, le produit brut, etc... 75h -

TRAVAUX PRATIQUES -

a) Histoire, géographie, sociologie urbaines. 1h30 par semaine, par groupes de 25.

b) Urbanisme et architecture. 1h30 par semaine

2ème ANNEE - Etude de l'action.

1 L'ACCROISSEMENT URBAIN - Prateï Vian

Mesure de la croissance, facteurs de croissance, lois économiques de la croissance. Politiques du développement urbain. Distorsions et "goulots". Les problèmes. 25h

2 LES EXPERIENCES 1950-1965 - Goldberg - Ceyzella Garnier Candilis TB. Bastié

La reconstruction. Les nouvelles unités d'habitation et leurs problèmes. Les "grands ensembles". La question des "centres directionnels" et des grilles d'équipement. Les "rénovations". Les études et les réalisations dans le domaine des transports. Les nouveaux paysages urbains. Problèmes esthétiques et problèmes de la vie quotidienne. 25h

3 LA VIE QUOTIDIENNE ET LES BESOINS DES POPULATIONS URBAINES -

Etude sociologique de contenu et d'activité. Le travail. La mobilité journalière et la circulation. L'habitation et le comportement de l'habitant à l'égard de l'habitation. Les âges. La culture, les loisirs, la santé, les "évasionsé. Les désirs, les opinions, les tensions, etc... 25h - Lefebvre, Touraine, Bénagadou, Bourdieu, Morlon

4 CRITIQUE ET THEORIE - TB. Larchit. + — Coquery

Etude de diverses propositions. Enquêtes et présentation de projets. Présentation du travail d'ateliers, de bureaux d'études et de services. Initiation au travail pluridisciplinaire. 25h

5 LES OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT URBAIN -

Les structures et les responsabilités. Les réglementations, les droits des collectivités publiques. Les mécanismes. Les différents "acteurs". Modalités diverses de desserte des besoins de la clientèle, logements sociaux, location d'immeubles de confort, location vente, copropriété, etc... . Les équipements. 25h

— Scalbert

6 L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - TB - Rochefort Antoine Lecourt

Les théories et les principes, les institutions et les organes, le bilan. 25 h

7 ETUDES COMPARATIVES - PG. RBP.

Etude précise de diverses expériences en France et à l'étranger, conduite à tous points de vue, fonctions urbaines, modes d'implantation et de croissance, gestion et administration, etc... 25h

8 DROIT ADMINISTRATIF, DROIT FONCIER, ECONOMIE ET FINANCES URBAINES. 50h minimum

9 COURS FACULTATIF -

Les problèmes de l'urbanisme et le travail de l'urbaniste dans les pays sous-développés.

TRAVAUX DIRIGES -

a) Etudes de plans et projets. 1h30 par semaine
b) Applications juridiques, économiques, géographiques, sociologiques, par option. 1h30 par semaine

16h - 3/4 h Bagneux - Villeneuve

Source : Archives de Philippe Pinchemel, IUP-Paris XII.

- L'autogestion

Quoi qu'il en soit, l'IUUP n'est pas en grève en mai 1968 dans l'acception pleine du terme. Il a simplement fermé ses portes –ou plutôt suspendu ses cours – pour ne rouvrir qu'un an plus tard, tout en restant un lieu de réflexion, d'agitation et de réformes. Les grèves diverses, elles, ont eu lieu en amont, de janvier à avril 1968. Cette fermeture est d'ailleurs davantage due à ses problèmes internes (financement, locaux, organisation) qu'à la contestation gauchiste. Ce qui n'empêche aucunement les étudiants et une partie des enseignants de se déclarer « solidaires » du mouvement de contestation général et d'y participer pleinement, de manière théorique ou pratique.[723]

Georges Burdeau est démissionnaire depuis 1966 et un système de co-gestion par commission paritaire est mis en place, qui fait participer les étudiants à ce processus de réforme. En avril 1968, une réforme de la première année est proposée. Elle comprend l'apprentissage des bases et des techniques, la confrontation avec la réalité urbaine et enfin, des « réunion-discussions », les étudiants devant participer fortement aux activités pédagogiques (encadrement de travaux pratiques, échanges avec le corps enseignant, autonomisation de l'apprentissage) en fonction de leurs formations d'origine (sciences humaines, architecture…). Les savoirs et savoir-faire de tous doivent être mis à contribution.[724]

Après la démission de la direction en mars 1968[725] (**Cf. Document 8**) et celle de tout le corps enseignant en mai 1968, un « comité d'autogestion expérimental » est mis en place le 14 mai. Il reprend quelques revendications proposées par le projet de réforme et met en place une « commissions enseignements ». La pluridisciplinarité y est rediscutée, perçue comme une juxtaposition de « sciences parcellaires » dans sa forme actuelle, référence à Lefebvre, comme on vient de le voir. Cette autogestion, sur le plan « pédagogique », organisationnel et administratif, est mise en place pour lutter contre le « mandarinat » et la « passivité » des étudiants dans la transmission du savoir.[726] De même, la réévaluation constante des enseignements est décrétée. On peut lire, dans un article de la revue *Urbanisme* datant de 1968, un article sur l'autogestion à l'IUUP de la commission d'étude de l'enseignement et signé d'un certain CH. G (Charles Goldblum, alors étudiant en première année[727] de toute évidence):

> « D'année en année, en particulier depuis la création de l'AEIUUP (1963), un nombre croissant d'étudiants s'en prenait à l'archaïsme des structures, suscitant des réunions d'enseignants, faisant admettre sa représentativité. Mais la revendication – qu'il s'agisse de la « réformette » unilatérale présentée en 66-67 ou du projet de réforme plus important, établissant une cogestion de fait – prenait

[723] Comité d'action, assemblée générale de l'IUUP, 14 mai 1968.
[724] Institut d'urbanisme de Paris, « rapport introductif pour la réforme de l'enseignement de l'IUUP. Première année », avril 1968, archives de Philippe Pinchemel.
[725] Lettre de démission de George Burdeau au recteur Jean Roche, datée du 18 mars 1968, *Id.*
[726] *Id.*
[727] Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, année scolaire 1967-1968, liste des étudiants de première année, *Id.*

> encore un aspect réformiste […] Il n'était pas question, à la suite des événements de mai, de retomber dans le même écueil : désormais, la seule solution acceptable était l'autogestion […] sur les bases d'une critique radicale de la conception mandarinale de l'enseignement, c'est-à-dire essentiellement […] du cours magistral […] et des processus de parcellarisation et d'accumulation du savoir.»[728]

Les examens de passage de la première à la seconde année sont supprimés et, dans une lettre de Georges Burdeau au recteur Chalin[729], on apprend même que ce comité détient les pleins pouvoirs à l'Institut (organisation des examens d'octobre 1968, administration). Par la volonté d'Hubert Tonka, le comité organise des campagnes d'information et publie un bulletin à partir de Mai 68. Le corps enseignant n'est pas, lui non plus, en reste, même si en majorité, il reste étranger au mouvement : il critique l'inadaptation de l'enseignement (reproches vis-à-vis de l'héritage Lavedan) et continue de réclamer le statut de troisième cycle, une refonte du système pédagogique (cours le jour, séminaires, stages de recyclages). Il participe également activement, pour une petite partie, au comité d'autogestion, aux différentes assemblées générales et commissions mises en place, où l'on retrouve bien sûr les assistants Hubert Tonka et Jean Aubert, mais aussi Robert Auzelle, les géographes Philippe Pinchemel et Jacqueline Beaujeu-Garnier.

Les critiques de cette période de troubles portent donc en majorité sur des problèmes structurels et de contenu : la pluridisciplinarité, le regroupement théorie/pratique et la participation des étudiants étant les thèmes récurrents les plus abordés, d'une manière théorique ou plus pratique. Ces revendications seront en partie satisfaites en janvier 69 : l'IUUP, par décret signé d'Edgar Faure, devient UER (unité d'enseignement et de recherche de 3ème Cycle et déménage dans les locaux de la nouvelle université de Dauphine, sous la direction de l'énarque Robert de Caumont. A Dauphine, ce personnage emblématique des GAM (groupes d'action municipale) dans les années soixante, reprend à sa charge le discours gauchiste de 1968 en s'alliant ainsi la majeure partie de l'opinion étudiante de l'IUUP.[730] L'équipe est largement renouvelée et rajeunie et les revendications de 68 sont largement prises en compte : de Caumont les considère comme des acquis. C'est l'époque de la « restructuration pédagogique » tant réclamée : la sélection à l'entrée est supprimée, la scolarité se fait toujours en deux ans mais une année facultative pour l'obtention de la thèse est ajoutée, trente séminaires sont mis en place, choisis librement par les étudiants, ainsi que le travail de terrain, ces séminaires sont tenus par les étudiants.[731]

---

[728] Ch. G, « L'institut d'urbanisme en autogestion », *Urbanisme* n° 106, 1968, p. 11.
[729] Non datée, archives de Philippe Pinchemel.
[730] Entretien de Corinne Martin et Thierry Paquot avec Pierre MERLIN, *in : Urbanisme*, n°353, mars-avril 2004, pp. 71-80. A noter que Pierre Merlin, dans cet entretien se méprend sur le prénom de Robert de Caumont qu'il appelle « Bernard », erreur qui sera reprise dans l'ouvrage de Jean-Louis VIOLEAU, *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.
[731] *L'Express*, 18-24 janvier 1971.

Document 8 : Lettre de démission de Georges Burdeau datée de mars 1968

UNIVERSITÉ DE PARIS

INSTITUT D'URBANISME
3, rue Michelet PARIS-6e

Téléphone : 326.95.23

Réf. nº :

Paris, le 30 MARS 68

Monsieur Jean ROCHE
Recteur de l'Académie de Paris
Président du Conseil de l'Université
47, rue des Ecoles
PARIS 5e

Monsieur le Recteur,

Nous voici au mois de mars, c'est-à-dire à l'époque où tout responsable d'un établissement d'enseignement doit songer à la rentrée. Pour l'Institut d'Urbanisme, les perspectives sont plus sombres qu'elles ne l'ont jamais été. Depuis le grand mouvement qui s'était déclenché il y a 3 ans et tendait à sa réorganisation dans le sens de son adaptation aux exigences actuelles, rien n'a été fait.

Faute de locaux et de crédits, aucune transformation sérieuse de l'enseignement n'est possible. L'Institut demeure donc, ce qu'à juste titre on lui reprochait d'être : une école du soir donnant quelques teintures d'urbanisme à des étudiants dont l'activité principale se situe ailleurs.

La situation s'est même aggravée puisque les cours qui débutaient à 17h, ne peuvent plus, à défaut de salles commencer qu'à 18h. Il ne m'apparaît pas que dans un avenir proche cet état de chose puisse être corrigé. Certes, Monsieur le Ministre de l'Education Nationale a bien voulu me faire savoir que le problème du relogement de l'Institut est en cours d'étude par la Direction des enseignements supérieurs. Elle envisagerait, au cas où les locaux de l'Ecole Polytechnique seraient transgérés à l'Education Nationale, de réserver à l'Institut une superficie de l'ordre de 500 m2. Le transfert de l'Ecole Polytechnique étant encore à échéance lointaine, l'affectation de ses bâtiments à l'Education Nationale demeurant aléatoire, il ne me semble pas que la solution ainsi envisagée puisse apporter un remède à un mal qui, lui, est immédiat. J'ajouterais que 500 m2 cela donne une salle de moins de 25 mètres de côté, c'est-à-dire d'une surface inférieure à celle de l'amphithéâtre dont dispose actuellement l'Institut.

...

Si la question des locaux demeure ainsi sans réponse, celle des crédits en reçoit une qui n'est pas consolante. Le projet de budget de l'Institut qui m'a été communiqué par vos services est, en effet, réduit d'approximativement 10% par rapport à celui de l'année en cours.

Au moment où j'ai pris la direction de l'Institut, je croyais qu'il serait progressivement possible de lui faire la place qui lui revient dans une société où le problème de l'urbanisation occupe une place primordiale. Malgré l'appui que j'ai trouvé auprès des professeurs et des personnalités qui veulent bien donner un enseignement à l'Institut, je suis obligé de constater mon échec. C'est pourquoi, à trois reprises déjà, je vous ai prié de bien vouloir envisager mon remplacement à la direction de l'Institut. Vous avez refusé en faisant valoir qu'un changement de direction n'éliminerait pas les difficultés que nous rencontrons. Je me suis alors permis de vous suggérer de fermer purement et simplement l'Institut en constatant ainsi l'impossibilité dans laquelle se trouvait l'Université d'ajouter à des charges écrasantes, la rénovation d'un organisme qui dépassait ses moyens. Vous m'avez répondu que ce serait une abdication à laquelle l'Université de Paris ne saurait consentir.

Je sais qu'une démission ne peut prendre effet que si elle est acceptée. Toutefois, cette règle n'est valable que dans la mesure où elle assure la continuité du service ; elle me paraît inapplicable pour en masquer les défaillances. Or, en l'espèce, il n'y a plus de service, et si modeste que soit mon autorité, je croirais manquer à ma conscience si j'acceptais qu'elle continue à servir d'alibi à l'existence d'un établissement qui est dans l'impossibilité de remplir sa fonction.

De cette impossibilité, les étudiants ont parfaitement conscience, mais puisque je partage leur point de vue, il m'est difficile de calmer leur agitation.

Dans ces conditions, j'espère que vous voudrez bien me dégeger d'une responsabilité que, ni moralement ni matériellement, je ne puis plus assumer.

Je suis sûr, Monsieur le Recteur, que vous comprendrez mon état d'esprit et vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments déférents et dévoués.

LE DIRECTEUR
PROFESSEUR A LA FACULTE DE DROIT
ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

G. BURDEAU

Source : Archives de Philippe Pinchemel, IUP-Paris XII.

Robert de Caumont déclare ainsi, dans l'éditorial de *La Vie urbaine*, la revue de l'institut qui reparaît à Dauphine en 71 :

> « La réflexion ainsi engagée sur l'organisation de l'espace est inséparable d'un examen critique de la pratique urbanistique et d'une intimité de l'action en ce domaine. La pratique qui devient ainsi objet d'étude et de réflexion, doit être entendue dans le sens le plus large : c'est la pratique volontaire et consciente de tous ceux qui sont engagés à titre principal dans les professions de l'aménagement ; c'est la pratique de tous ceux dont l'action, essentiellement orientée vers d'autres buts a néanmoins des effets profonds sur l'organisation de l'espace, c'est la pratique aussi de tous ceux qui subissent cette organisation et singulièrement de ceux qui, en paroles ou en actes, la contestent».[732]

L'institut, qui a toujours hésité depuis sa formation dans les années vingt entre un urbanisme considéré comme « art » ou comme « science »[733], prend désormais, à Dauphine, et sous le couvert de la critique, le parti de la « science ». Ceci s'inscrit d'ailleurs dans la volonté, depuis l'après-guerre sous les directions de Lavedan et de Burdeau, de constituer l'urbanisme comme une véritable discipline de recherche universitaire. Quoi qu'il en soit, l'Institut se donne dorénavant pour tâche d'assurer des enseignements fondés sur la recherche, dans l'esprit d'une « approche globale du phénomène urbain » pluridisciplinaire. La volonté première est de constituer un « nouveau domaine dans le champ scientifique », à savoir celui de l'urbanisme. Cet enjeu correspond bien sûr, d'une manière conjoncturelle, avec le développement de la recherche urbaine en France (Création du Centre de recherches d'urbanisme (CRU) en 1962, ministère de l'Equipement en 1966, création du Plan Construction et de la Mission de la recherche urbaine en 1971). La recherche et la « science » (pluri-disciplinaire) sont également mises en avant comme critères stratégiques de distinction par rapport à la concurrence des autres formations en urbanisme existantes (séminaire Tony Garnier de l'ENSBA).[734]

De plus, même si les gauchistes de l'Institut dénoncent le corporatisme de la SFU (Société française des urbanistes), comme ceux de l'ENSBA dénoncent l'ordre des architectes, les craintes pour l'avenir professionnel et les revendications d'un véritable statut dans la société et de reconnaissance du diplôme y apparaissent au grand jour, et ce, des tentatives de réformes des années soixante à la contestation. Bien qu'à Dauphine, 70% des étudiants soient des architectes, la revendication du titre d'urbaniste par les étudiants, malgré leur remise en cause, est toujours présente, pour contrer les architectes qui s'en revendiquent et se mettent ainsi en concurrence [735], pas seulement d'appellation, mais aussi pratique (obtention de marchés). Cette contradiction s'explique notamment

---

[732] DE CAUMONT (Robert), « Editorial », *La Vie urbaine* n°1, 1971, *op. cit.*

[733] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.

[734] H. PERROT et Philippe PINCHEMEL, « Notes sur l'organisation de l'enseignement de l'urbanisme en France », archives de Philippe Pinchemel.

[735] Archives de Philippe Pinchemel.

par les différentes conceptions de l'urbanisme par les tenants des deux disciplines, qui ne date pas de l'après-guerre et qui ont la vie dure, comme le constate Jean-Pierre Frey :

> « En urbanisme, l'architecture représente une dimension parmi d'autres dans le concert des disciplines requises dans une approche au demeurant plus pluridisciplinaire qu'interdisciplinaire de l'urbain, alors qu'en architecture, l'urbanisme apparaît une sorte de théâtre plus ou moins bien élaboré des opérations. »[736]

Tandis que dans l'ex-ENSBA et les nouvelles UP, on dénonce la présence d'une formation en urbanisme faisant « perdurer la confusion », on revendique, dans le nouvel Institut d'urbanisme de Dauphine, la différence – la distinction – par rapport à l'architecture.

-Le contenu pédagogique

Tous les problèmes et les événements que nous venons d'énoncer ont donc évidemment des répercussions sur l'enseignement et les travaux de l'Institut, et donc, sur la formation et les réflexions des futurs urbanistes. Nous arrivons ici à un niveau plus concret : celui de l'évolution du contenu des cours et de l'évolution des diplômes par rapport aux idées et événements que nous venons d'énoncer. Ces cours et sujets de diplôme sont, encore une fois, explicatifs (pour les premiers) et représentatifs (pour les seconds) de la politisation de la pensée urbaine chez les urbanistes. Ils ont également l'avantage de fournir au regard une vision ajustée des différents thèmes qui font alors leur apparition ou se développent et des nouvelles manières d'appréhender la ville et le fait urbain.

- Renouvellement du corps professoral

Depuis le milieu des années soixante, le corps professoral se renouvelle rapidement à l'Institut. La place des sciences humaines est accrue. On a déjà vu que les géographes arrivaient en masse avec Burdeau, ainsi que la sociologie marxiste et critique (Lefebvre, Tonka, Haumont). Les années cinquante voient en effet un certain nombre de départs à la retraite et une équipe plus jeune se recompose à partir de ce moment, hormis des personnages comme Robert Auzelle ou le Docteur Robert-Henri Hazemann, médecin hygiéniste, présent à l'IUUP depuis les années trente. A Dauphine, la tendance au renouvellement et au renforcement des sciences sociales se confirme avec Jacques Dreyfus, ingénieur des Ponts-et-Chaussées et urbaniste, Monique Coornaert, sociologue, Danièle Gold, géographe, Paul Hanappe, économiste, Jean Steinberg, géographe, Jean-Claude Pellerin., et ce, au détriment des « sciences dures ».

Cette montée en force des sciences humaines correspond bien sûr au contexte universitaire et scientifique de l'époque. N'oublions pas qu'au début de mai 1968, se tient à Royaumont le fameux

---

[736] FREY (Jean-Pierre), « Quand architectes et architectes-urbanistes parlent de la ville : deux définitions différentes de l'urbanisme », *in :* BOUDON (Philippe) (sous la dir. de), *Langage singuliers et partagés de l'urbain*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 45-73.

colloque « urbanisme et sociologie », et qui a pour vocation, entre autres, de faciliter, par la réflexion, les liens entre sociologues, sciences sociales et aménagement urbain.[737] Des enseignants de l'IUUP participent d'ailleurs à ce colloque (Henri Lefebvre, Hubert Tonka, Robert Auzelle). Quoi qu'il en soit, on retrouve à Dauphine les éternels clivages de l'IUUP entre théorie et pratique et entres disciplines, qui se concrétisent souvent par des clivages politiques, malgré la volonté de consensus de Robert de Caumont qui tient à mettre un terme à la guerre entre les disciplines qui avait lieu rue Michelet.

- Contenu des cours

Logiquement, donc, on assiste à partir du milieu des années 60, à une évolution des cours. Les anciens, comme Hazemann (qui enseigne « l'hygiénisme » jusqu'en 1968), font même évoluer leurs enseignements entre les années cinquante et soixante : on passe ainsi de l'enseignement des liens entre l'habitation et la santé physique et mentale aux « aspects psychopathologiques de l'urbanisme » et à l'aménagement hospitalier.[738]

Mais la caractéristique principale de ces années, c'est bien le renforcement des sciences sociales. La sociologie est enseignée à l'Institut dès les années vingt (cours sur « l'organisation sociale des villes » d'Edouard Fuster)[739], et, dans les années cinquante, c'est le géographe Maximilien Sorre qui professe un cours de sociologie urbaine assez théorique et thématique, basé sur la classification, avec des références aux sciences naturelles et à l'Ecole de Chicago. Puis c'est Jean-Margot-Duclos qui prend la relève avec plus d'études de cas que son prédécesseur (grands ensembles, quartiers résidentiels, délinquance juvénile) et l'enseignement des méthodes et des techniques de recherche. Les géographes assurent l'enseignement de la morphologie urbaine, Jean Bastié la démographie, Jeanne Hugueney, l'ancien assistante de Pierre Lavedan, l'histoire, Georges Burdeau le droit et Robert Auzelle la composition des plans et la « théorie »[740], censée être la « discipline de synthèse » de l'urbanisme à l'Institut, faisant le lien entre enseignements « pratiques » et « universitaires ».[741]

Quand Henri Lefebvre arrive, dans les années soixante, c'est une sociologie marxiste et critique de l'urbanisme qui fait son apparition au sein de l'institution. Celui-ci y décline ses réflexions sur les ségrégations entre les classes sociales, sur l'idéologie et les stratégies urbanistiques... Il sera remplacé pendant l'année 1967-1968, c'est-à-dire pendant la période de trouble précédant le déménagement à Dauphine, par le géographe de son équipe de l'Institut de sociologie urbaine Antoine

---

[737] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, I,5.
[738] Cours des années cinquante et soixante, Fonds historique de l'IUP.
[739] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire) et COUDROY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut. Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris*, Ville de Créteil, Université de Paris-XII-Val-de-Marne, IUP, Printemps de l'IUP, 2005.
[740] Cours des années cinquante et soixante, Fonds historique de l'IUP.
[741] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), COUDROY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut. Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris*, Ville de Créteil, Université de Paris-XII-Val-de-Marne, IUP, Printemps de l'IUP, 2005.

Haumont, on vient de le voir, et qui poursuivra avec les élèves urbanistes son approche marxiste de la société.[742]

La politisation du contenu arrive donc avec le marxisme et la critique. Elément inattendu, Lefebvre assurera même un cours avec le Dr Hazemann sur « la vie quotidienne et les besoins de la population ».[743] Deux générations se croisent, deux visions de la ville et de l'urbanisme, celle d'avant-guerre, humaniste et pleine « des bonnes intentions réformatrices de la III[e] République »[744] (Pierre Lavedan, Jean Royer, Robert-Henri Hazemann) et celle des années soixante, basée sur la critique et la remise en cause (Henri Lefebvre, Hubert Tonka, Robert de Caumont), avec toutefois des personnages arrivant à s'adapter et à ajuster leur discours à l'air du temps (tel Robert Auzelle, notamment, le « praticien » de l'Institut, recruté à la Libération mais formé à l'Institut). Il est évident qu'au début des années soixante-dix, la seconde a pris le pas sur la première. Ainsi, à Dauphine, c'est la critique de l'urbanisme amorcée à Michelet qui pénètre dans le contenu des cours : Tonka, entre autres, assure un séminaire sur « la théorie critique de l'urbanisme », et même des cours sur la « guérilla urbaine » où les travaux pratiques consistaient à mener des actions dans la ville, concrètes».[745] De même, Lefebvre, dans une conférence donnée en 1970 à l'Institut, annonce cette sentence aux étudiants :

> «Ayons le courage d'aller jusqu'au bout. L'urbanisme, pendant cette décennie [années soixante], qu'est-ce que c'est ? Une opération vaste et polyvalente. Une science incertaine cherchant son objet et son objectivité, ne les trouvant pas où elle les cherchait. Une pratique certes, mais scientifique : c'est une autre affaire. A coup sûr un mélange d'institutions et d'idéologie, une façon de masquer la problématique urbaine dans son ensemble, et puis encore la socialisation des pertes et des urgences, la reprise en compte par l'Etat et le secteur public d'un secteur attardé, arriéré encore artisanal de la production, au moins au début de la décennie, secteur déficitaire et cependant décisif dans la société.»[746]

- Evolution du sujet des diplômes entre La Sorbonne et Dauphine

Les travaux d'étudiants sont eux-mêmes marqués par ces évolutions et ces personnages. Dans les années soixante, ainsi, Lefebvre dirige quatre thèses qui reflètent ses thèmes de réflexions à Michelet sur l'incidence de l'habitat sur la délinquance juvénile, le tourisme, l'étude socio-architecturale de Pessac de Le Corbusier (par l'architecte Philippe Boudon) et sur l'histoire des festivals. Hazemann continue de diriger des diplômes, mais de moins en moins (habitat collectif et

---

[742] Entretien avec Antoine Haumont, 2005.
[743] Archives de Philippe Pinchemel.
[744] COUDROY DE LILLE (Laurent), « Histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris », en ligne, http://www.urbanisme.univ-paris12.fr
[745] Entretien d'Hubert Tonka avec Jean-Louis Violeau, *in :* VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, p. 234.
[746] LEFEBVRE (Henri), « Réflexions sur la politique de l'espace », conférence donnée à l'Institut d'Urbanisme de Paris, le 13 janvier 1970 et édité dans *Espaces et sociétés* n°1, nov. 1970 ; puis en 1972 dans *Espace et politique* ; LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000, pp. 49-70.

santé mentale), de même qu'Auzelle. Ce sont les géographes, et notamment Jacqueline Beaujeu-Garnier, qui dirigent le gros des thèses à Michelet, sur des sujets orientés vers l'aménagement spatial. Enfin, les sujets d'ordre sociologique se font de plus en plus nombreux.[747]

A Dauphine, à partir de 1969, on assiste à une véritable politisation des sujets de diplôme, ceci étant dû au contexte intellectuel et à la réforme pédagogique de l'Institut : les monographies sont toujours présentes, notamment chez les étudiants étrangers, mais les mémoires de fin d'études, dorénavant souvent collectifs et faisant suite à deux « mémoires courts » préliminaires, portent de plus en plus sur la critique urbanistique, sous la direction d'Hubert Tonka ou d'autres : les bibliographies citent ainsi de plus en plus Lefebvre, Marx, la revue *Utopie*, qui constituent souvent leur appareil conceptuel et théorique. On pourra citer, à titre d'exemple, un mémoire sur les « critiques dans le discours sur la ville » sous la direction de l'anthropologue Hubert de Radkowski, un autre sur « Les villes nouvelles à Cuba » sous la direction conjointe de Lefebvre et Tonka, un sur « La ségrégation dans les grands ensembles » sous direction de Monique Coornaert.[748]

D'une manière plus générale, les thèmes sur le tourisme et sur les préoccupations écologiques et environnementales augmentent en nombre, ainsi que les thèses à vocation plus théorique et critique.

Les années soixante constituent donc un bouleversement pédagogique pour l'IUUP. La pluri-disciplinarité et la coupure pratique/théorie constituant l'essentiel des réflexions et des débats. Mais la contestation et les problèmes ne s'arrêtent pas à Michelet. Dans le tract « Gare à l'urbanisme de novembre 1969, les professeurs sont catégorisés en « technocrates », « passéistes », « politiques » et « modernistes » et sont renvoyés dos à dos.[749] De plus, l'absence de moyens venant, selon les témoignages, d'un gouvernement voyant d'un mauvais œil l'enseignement de plus en plus critique et politisé de l'Institut[750], – selon d'autres d'une mauvaise gestion –, la remise en cause de la structure pédagogique, la contestation et les grèves étudiantes entretenues par le Directeur de Caumont et quelques enseignants, les revendications quant à la sélection et la fausse inter-diciplinarité : toutes ces choses vont amener le conseil d'administration à voter la dissolution de l'IUUP qui sera reformé avec une équipe en partie renouvelée en 1972 à Créteil sous le nom d'Institut d'urbanisme de Paris.

Mais du point de vue du discours, les représentations de la ville moderne des étudiants influencés par la critique sociologique ne manquent pas. Elles peuvent être résumées par ce témoignage de l'étudiant Jean Renaux, sans essayer d'en analyser le plus avant la signification, les mots parlant d'eux-mêmes :

---

[747] Fonds historique de l'IUP, mémoire des étudiants.
[748] *Id.*
[749] *op. cit.*
[750] GRANET (Danièle), *in : L'Express*, 18-24 janvier 1971.

> « Nous refusons les clapiers à lapins des résidences-dortoirs concentrationnaires ; nous refusons la ségrégation sociale, qui impose aux travailleurs de payer sans cesse plus cher pour s'entasser deux heures par jour dans des métros souvent sales et tristes ; nous refusons la "rénovation" des vieux quartiers au bénéfice de la seule rentabilité ; nous refusons l'urbanisme des pots-de-vin et de la spéculation ; nous refusons le saccage systématique des espaces verts ; nous refusons que chacun se voie imposé un cadre d'habitation qu'il n'a pas choisi. Et combien de gens ne refusent-ils pas, eux aussi, tout cela ? » [751]

Mais de lieu privilégié de l'aliénation, de la répression et de l'oppression (l'exploitation étant laissée au monde du travail et à l'usine), l'urbain devient également et logiquement, le lieu propice et stratégique propre à accueillir la révolution, la libération, comme le mentionnent ces propos du jeune assistant Tonka en 1968 dans les colonnes de la revue *Urbanisme* et qu'il développera un an plus tard dans le numéro deux de sa revue *Utopie* :

> « La ville est le juste lieu d'une révolte, d'une révolution car c'est là que la banalité, la trivialité de la vie quotidienne s'écoule [On voit là encore une fois l'influence de Lefebvre et de sa *Critique de la vie quotidienne* dont les premiers tomes sortent en 1947 et en 1962]. Possible qui résulte d'une résistance due aux luttes et à la conscience de classe se situant dans le résidu de l'opération de conditionnement de la quotidienneté. La ville s'avère la décharge publique des drames et des conflits sociaux. […] La raison rationnelle combat la vérité de la vie quotidienne. […] La philosophie fonctionnaliste de Le Corbusier est tuée par la pratique urbaine. Le terrain vague est encore rempli de vieilles taupes et l'histoire ne se terre pas. La décharge n'est pas inutile, l'utopie non plus, la contradiction encore moins. Sur le forum urbain se joue la tragédie du Capital. »[752]

D'un point de vue thématique, les représentations de la ville sont donc à peu près les mêmes qu'à l'ENSBA pour la jeune génération de l'IUUP de la fin des années soixante et du début des années soixante dix, ou du moins, dans la frange « gauchiste » de celle-ci : ville aliénante, urbanisme répressif, « policier » à la solde de l'Etat lui-même à la solde du capitalisme. Ségrégations socio-spatiales, spéculation foncière, critique du fonctionnalisme urbanistique, des politiques urbaines (rénovations) et des politiques de peuplement, de l'aliénation de la vie quotidienne, de l'esthétique de la rationalité architecturale mais en même temps du « passéisme » et d'une certaine forme d'académisme, absence de participation… y sont les maîtres mots. Et ceci n'a rien d'étonnant lorsque l'on constate que certains des meneurs du mouvement étudiant et de la critique sont les mêmes dans les deux établissements et que les références théoriques sont les mêmes elles aussi. D'un point de vue rhétorique, le vocabulaire et les images sont encore une fois empruntés au langage marxiste parfois teinté d'anarchisme, au registre négatif et même à l'ironie, qui est, ne l'oublions pas, l'une des

---

[751] *Le Monde*, novembre 1970.
[752] TONKA (Hubert), « Pratique urbaine de l'urbanisme », *Urbanisme* n°106, dossier « Urbanisme critique », 1968, p. 9, article reproduit et augmenté sous le titre « Critique de l'idéologie urbaine » (juillet 1968), *Utopie*, n° 2et 3, Paris, éditions Anthropos, mai 1969, pp. 25-48

caractéristiques du mouvement étudiant de 1968 et peut parfois être considéré par les analystes comme une forme de nihilisme ou de manque de sérieux dans les critiques et revendications. Quoi qu'il en soit, dans les deux cas, l'architecture, tout comme l'urbanisme, sont considérés comme « politiques » par ceux-là même qui politisent leurs représentations de la ville. Mais avant de développer ce point, il nous faut encore une fois faire un tour du côté des « professionnels » de l'urbanisme en 68, de manière à relever ce qui rapproche ou sépare leurs conceptions de celle des étudiants.

Chez les professionnels : réforme et soutien

On n'a déjà parlé du soutien, voire de la part active que prend une partie du corps enseignant pendant les événements de 1968, et même avant et après. Le corps, composé d'universitaires dont certains suivent activement le mouvement et ses diverses AG, mais aussi d'urbanistes praticiens et/ou fonctionnaires qui soutiennent les revendications, si ce n'est dans les actes, du moins dans le discours, si ce n'est dans la contestation globale, au moins en ce qui concerne la situation de l'urbanisme et de son enseignement. On ne peut que mentionner, concernant les urbanistes à proprement parler l'attitude de la figure importante qu'est Robert Auzelle. Celui-ci, architecte renommé et diplômé de l'Institut (sous la direction de Jacques Gréber en 1942) et qui intègre l'équipe enseignante à la Libération, est également partie prenante de la politique d'Etat (Reconstruction puis Equipement). Ce personnage, issu pourtant de la vieille école et exemple typique de cet urbaniste « technocrate » et « technicien » dénoncé par la jeune génération, présent au Colloque de Royaumont où il était chargé d'introduire la rencontre devant rapprocher urbanistes, sociologues et pouvoirs publics sur les questions urbaines[753], ne déclarait-il pas, à ce même colloque, au début mai 1968, qu'il fallait avoir « le courage » de « remettre en question l'urbanisme » et qu'il était « salubre de la le faire » ?[754]

Mais la refonte de l'urbanisme, et plus spécifiquement de son enseignement ne date pas non plus, chez les professionnels, de 1968. Ainsi, dans un « Appel de la Société des diplômés de l'Institut d'Urbanisme », signé d'un bon nombre d'enseignants de l'IUUP (Robert Auzelle, Jean Royer, Henri Bahrmann, Roger Puget, et les anciens André Gutton et Gaston Bardet), peut-on lire un certain nombre de revendications portant sur « une réforme profonde de l'organisation actuelle » de l'IUUP, sur la sélection à l'entrée, sur le statut du diplôme, et sur la place de la « pluridisciplinarité » à l'Université dans cette formation de « l'urbaniste, homme de synthèse » (tant décrié en 1968) devant s'intégrer dans des équipes, justement, « pluridisciplinaires ».[755] Les réclamations y portent majoritairement sur

---

[753] Fondation Royaumont pour le progrès des sciences de l'homme, *Sociologie et urbanisme*, Colloque des 1, 2 et 3 mai 1968, Paris, Editions de l'Epi, 1970. Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, I,5.

[754] AUZELLE (Robert), « L'urbanisme et les sciences humaines », contribution au colloque « Urbanisme et sociologie » (Royaumont, 1-2-3 mai 1968), reproduite *in : Urbanisme*, n° 106, dossier « Urbanisme critique » 1968, p. 6.

[755] « Appel de la Société des diplômés de l'Institut d'Urbanisme », non daté, archives de Philippe Pinchemel, Fonds historique de l'IUP.

le « manque de moyens » et le passéisme de l'organisation et la visée est « une profonde mutation de l'Institut » propre à s'adapter au contexte de la commande et de la profession, ainsi qu'à la recrudescence des effectifs étudiants. Bien que non daté, on peut sans difficultés, au regard des informations disponibles sur les signataires, approximativement situer cet appel au début des année soixante, entre 1962 et 1966 (Gaston Bardet et André Gutton ne sont *a priori* plus enseignants à l'IUUP[756], Jean Canaux y est mentionné comme directeur du Centre de recherche d'urbanisme fondé en 1962, Georges Meyer-Heine est expert auprès de l'OECE[757] – remplacée en 1961 par l'OCDE[758] –, Jean Royer est encore directeur de la revue *Urbanisme*[759] et Maurice Rouge est Directeur adjoint honoraire au ministère de la Construction, remplacé par le nouveau ministère de l'Equipement d'Edgard Pisani en 1966). On y sent déjà poindre une certaine inquiétude quant à l'avenir de l'IUUP, face au contexte de compétition et à la non-reconnaissance du diplôme (le titre d'urbaniste n'est pas protégé, et il est revendiqué par certains architectes).

Les agences d'urbanismes en voie de développement ou de création (la première en France date de 1963 à Rouen, puis s'en créent d'autres en 1966 à Strasbourg, en 1967 à Saint-Etienne, Tours et Grenoble) ne sont pas non plus en reste. On peut le constater dans cette anthologie de textes émanant de bureaux d'études, d'agences d'urbanisme ou d'administrations publiques d'aménagement réalisée pour la revue *Correspondance municipale* par l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale) en 1968 et retranscrite dans le numéro 106 d'*Urbanisme*.

> « Les professionnels de l'Aménagement et de l'Urbanisme estiment de leur devoir de chercher des modalités d'action en vue de mettre fin aux pratiques technocratiques qui régissent leur secteur d'activité. Ils considèrent que l'Aménagement et l'Urbanisme, qui inscrivent sur le sol les principes et les règles de l'organisation sociale pour le présent et pour l'avenir, et traduisent ainsi l'adhésion des valeurs de civilisation, doivent prendre une place de choix dans le débat politique. Ils s'accordent pour dénoncer les conditions dans lesquelles l'aménagement de l'espace et du cadre de vie s'est opéré jusqu'à présent. Au lieu de cette création concertée et réfléchie que devrait être un urbanisme vivant, les principaux responsables jouent un rôle faussé. […] Les professionnels groupés dans les différents organismes publics d'études ou bureaux d'études para-publics et privés considèrent que dans le cadre de leur activité professionnelle leur aliénation intellectuelle est réelle. […] L'absence de dialogue enferme les membres des agences d'urbanisme dans une situation de technocrates. Détenteurs de

[756] Ils sont uniquement, pour le premier qualifié de « Directeur d'études à l'Institut international d'urbanisme de Bruxelles » qu'il a fondé en 1947 et de « Président d'honneur de la SFU » ; et, pour le second, d' « architecte en chef des Bâtiments civils et palais nationaux », de « Professeur à l'ENSBA » et de « Président du Conseil régional de l'Ordre des architectes (Paris) ».
[757] Organisation européenne de coopération économique.
[758] Organisation de coopération et de développement économique.
[759] Il le demeure officiellement de la fondation de la revue en 1932 à sa mort en 1981, mais est assisté dès 1951 par Claude Leloup (« secrétaire de rédaction » puis « rédacteur en chef » en 1954) puis, en 1967 par Robert Koening « directeur-gérant » en 1970 tandis que Royer lui, devient « directeur-fondateur », un titre plus honorifique qu'effectif.

> connaissances, ils ne les transmettent pas à la population sous forme de données objectives pouvant servir de base à une information permanente, mais ils transforment ces données en les intégrant dans un système de valeurs, de principes, de choix sous-jacents, mais non explicites avant de proposer des mesures soit autoritaires (réservation, interdiction, obligation) soit indicatives (zonage, orientation à long terme) qui agissent directement sur les conditions de vie des habitants. A travers leur technique, ils privent ces derniers de toute liberté dans la définition et dans l'usage de la ville et les poussent à des comportements conformes aux modèles prévus. […] Ils dénoncent en particulier : l'urbanisme de fait livré aux puissances financières privées avec l'accord et le soutien du pouvoir […] l'urbanisme et l'aménagement de dérogation, qui permettent aux groupes de pression et aux puissants de passer outre les règlements et d'agir en véritables maîtres de la décision […] la démission progressive qui s'est manifestée lors de l'élaboration de la loi d'orientation foncière [1967] et de ses textes d'application. […] L'aménagement et l'urbanisme résultent nécessairement de choix politiques. Ils ne font qu'exprimer sur le sol les forces qui dominent la société. »[760]

On retrouve ici la majeure partie des grands mots d'ordre de la contestation relative à l'urbanisme au sein de l'institut : refus de la technocratie, refus du pouvoir capitaliste sur l'aménagement de l'espace, du manque d'information et de participation des habitants, mais aussi de l'« idéologie et [de la] rentabilité monétaire », de l' « idéologie de civilisation de consommation », de l' « idéologie d'ordre fonctionnaliste »[761]. On décrit la position aliénante des urbanistes ayant conscience de leur situation et de la soumission de leur pratique au pouvoir mais incapables d'y faire face . L'urbanisme, comme auparavant, est perçu et défini comme le fait d'une technocratie qui, sous couvert de technique, exerce une pratique « autoritaire » influant sur la vie quotidienne des citadins en leur fixant des normes de modes de vie et de comportement, en en fixant les cadres, pratique soumise au pouvoir de l'argent avec l'appui du pouvoir politique. Pour emprunter un vocabulaire psychanalytique, les urbanistes, tout comme les futurs urbanistes, dénoteraient alors une certaine forme de schizophrénie en dénonçant leur « aliénation », mais aussi les actes dont ils estiment être parmi les responsables. Mais la « révolution » ou – en attendant ou faute de mieux – les réformes (conséquentes) – leur permettraient de résoudre ce dilemme. Parmi ces réformes, c'est bien sûr celles concernant la participation des habitants qui arrivent en tête : on revendique des « structures permanentes de dialogue », une « démocratie directe en matière de décisions d'urbanisme », la construction d'un « véritable pouvoir local », et l'effective et inévitable « décentralisation » des pouvoirs et de la fiscalité. Cette participation des « intéressés » aux décisions, à l'aménagement et à la gestion urbaine et urbanistique (indissociable de l'information) devient même le « sens de la tâche » des urbanistes.[762] On retrouve là bien sûr des considérations et des conceptions que l'on pourrait tout

[760] « L'urbanisme en question », *Urbanisme*, n° 106, dossier « Urbanisme critique », 1968, pp. 15-16.
[761] *Id.*, p. 18.
[762] *Id.*, p. 16.

aussi bien lire chez Lefebvre, Ledrut, Chombart, Tonka (avec la radicalité en moins) et tous les contestataires de 1968.

L'urbanisme y est défini comme une tâche politique : en l'état actuel, puisqu'il est le fruit des dirigeants (financiers, politiques), de la perpétuation, de la reproduction et du renforcement des inégalités sociales (et de l'aliénation), de leur pouvoir. Mais aussi dans la société rêvée, en tant qu'il y serait un des moyens de la transformation politico-sociale, tout en rendant le pouvoir « à la base ». Dans cette société démocratique et réformée, les urbanistes seraient véritablement « au service du peuple », ce qui n'est bien sûr pas une idée récente. Toutefois, la particularité de ce « moment » des années soixante réside dans le fait que, pour une fois, ces urbanistes (ou une partie d'entre eux) contestent, en l'état actuel des choses, le fait d'être au service de ce peuple.

3 - « L'urbanisme est politique !»

Si, comme le rappellent Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet dans leur anthologie consacrée au mouvement étudiant de 1968, « la réflexion sur l'urbanisme a été l'un des signes avant coureurs de la révolution de mai »[763], ça n'est pas uniquement dû, comme on a coutume de le résumer, à la pensée lefèbvrienne (*Le Droit à la ville*), à une simple critique de l'urbanisme des trente glorieuses (rénovations, grands ensembles), et encore moins à la seule crainte de « déqualification » ou de « déclassement » des étudiants architectes ou urbanistes, inquiets de leur avenir. Si ces réflexions sur la ville et son aménagement apparaissent parfois comme les prémices de la contestation étudiante de mai, c'est que très tôt, les deux disciplines ont connu une politisation – ou plutôt une radicalisation – du discours et de la pensée, se faisant de plus en plus critiques. Comme le mentionne encore Jean-Louis Violeau à propos de l'ENSBA[764], le mouvement de mai n'a fait qu'arriver à point nommé pour ces nouvelles générations d'architectes et d'urbanistes dont les protestations et la contestation remontaient déjà à quelques années. La convergence de ces critiques avec les mots d'ordre généraux de 68 n'ont fait que faciliter leur intégration – l'intégration de leurs idées – au mouvement, tout en les mettant au grand jour, en leur donnant une importance particulière (aux yeux du public, mais aussi dans leur capacité à « changer les choses », à participer à la « révolution » par l'action ou la réflexion sur l'espace) et en les faisant sortir du cercle fermé du seul public concerné des spécialistes de l'ENSBA, de l'IUUP, des agences d'urbanisme ou d'architectes, des sciences sociales. Autrement dit, Mai 68 n'a fait qu'emporter, intégrer et mettre en lumière la contestation sur la ville et l'urbanisme, qui se serait bien sûr – et s'était – développée sans lui, mais avec moins de visibilité, sans que celle-ci en soit la cause, la conséquence ou le prolongement (la stricte application sur le terrain de l'urbain et de l'organisation socio-spatiale des idées et schémas gauchistes de 1968). Plus qu'un rapport causal, il

[763] SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, p. 832.
[764] VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005.

s'agit bien ici de « convergence », ou d'une « rencontre » conjoncturelle entre différents facteurs (institutionnalisation de la sociologie urbaine « marxiste » ou marxisante et critique, urbanisme technocratique et fonctionnel, maux sociaux urbains croissants, mécontentement de la nouvelle – « future » – génération des architectes et urbanistes, contestation générale des systèmes politique, économique moral et/ou social, politisation du milieu étudiant, révolte des « fils contre les pères »[765]).

On a aussi vu que cette politisation et cette radicalisation des représentations de la ville s'explique, autant chez les élèves architectes que chez les élèves urbanistes par le besoin, voire la recherche – de « théorie » pour une appréhension et une analyse – une meilleure compréhension – de la ville moderne, qu'il s'agisse de pouvoir mieux maîtriser l'urbanisation, d'en contrôler les problèmes sociaux, d'agir sur la ville ou tout simplement pour mieux comprendre la société en pleine mutation des trente glorieuses. En somme, le besoin d'un cadre théorique explicatif et global se fait sentir. La « nouvelle » sociologie urbaine, teintée de marxisme, leur offre justement ce cadre. Le marxisme lui-même, remis au goût du jour chez les intellectuels offre une théorie explicative et générale qui permet de comprendre le phénomène social (par la lutte des classes, l'aliénation, l'exploitation et l'oppression, la « capacité révolutionnaire du prolétariat » pour expliquer les mouvements sociaux urbains), voire de trouver des solutions aux problèmes sociaux. Appliqué à la ville, à l'urbanisme et à l'espace urbain, ces concepts amènent à dénoncer ségrégations, hiérarchies, technocratie, bureaucratie, pouvoir de décision, rente et spéculation foncière, pouvoir de l'argent, répression. Autrement dit « la structure sociale » retranscrite dans l'espace de vie des citadins. Et peu importe si les préceptes du marxisme s'appliquaient à la société capitaliste du XIX^{e} siècle, voire à celle du premier XX^{e} siècle, les penseurs comme Henri Lefebvre, Herbert Marcuse, Wilhelm Reich ou d'autres, dans une moindre mesure, ont déjà fait le travail théorique consistant à appliquer ces concepts au monde contemporain, moderne et urbain, notamment par la « critique de la vie quotidienne » aliénée, etc.[766] D'une manière générale, ces trois auteurs, chacun à leur manière, et comme d'une certaine façon Michel Foucault, ont remis au goût du jour les notions marxistes d'aliénation, de répression et de révolution en les appliquant à la vie quotidienne (hors-travail, urbaine, sexuelle), philosophiquement, sociologiquement ou psychanalytiquement.[767]

---

[765] *Id.*

[766] Les structuralo-marxistes également, dans une certaine mesure, comme Louis Althusser, qui a véritablement remis Marx au goût du jour en France.

[767] Voir notamment LEFEBVRE (Henri) (1947), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 *Introduction*, Paris, L'Arche, 1958 ; *Critique de la vie quotidienne*, tome 2 *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, 1962 ; *Introduction à la modernité*, Paris, Les Editions de Minuit, 1962 *Vers le cybernanthrope (contre les technocrates)* (1967), Paris, Denoël / Gonthier, 1971 ; *Le Droit à la ville* (1968) suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974 ; MARCUSE (Herbert) (1964), *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Les Editions de Minuit, 1999 ; *Eros et civilisation* (1955), Paris, Editions de Minuit, 1963 ; REICH (Wilhelm), *La Révolution sexuelle, pour une autonomie caractérielle* (1945), Paris, Plon, 1968.

Lefebvre lui-même, peu après les événements de Mai 68, revient d'ailleurs d'une manière critique sur ce « besoin de théorie »[768] de la part de la jeunesse qui déclencha 68 :

> « Les étudiants ont refusé les idéologies, et c'est un des sens de leur contestation. Serait-ce pour laisser vide la place ? Non. Il n'est pas question de "désidéologisation", mais d'un besoin théorique intense qui se fraie un chemin. Ceux qui se mettent en mouvement veulent une théorie nouvelle, dans l'élaboration de laquelle ils seraient partie prenante. On leur offre H. Marcuse pour "maître à penser", alors qu'ils refusent les maîtres à penser et que pour eux la pensée n'a pas de maîtres. A l'instant même où les étudiants trouvent une fissure dans l'édifice social, où ils l'élargissent,[769] que leur révèle-t-on ? La théorie de la société close. »[770]

Cette notion de « société close » mérite quelques éclaircissements. Pour Marcuse (*L'Homme unidimensionnel*, 1964), la « société close » ou « unidimensionnelle» est celle où la science et la technique, au service du progrès et de la production, font disparaître tout esprit critique. L'idéologie dominante, véhiculée par les *mass medias* et l'éducation, aliène inévitablement les « travailleurs », en justifiant la société elle-même et son ordre, ses hiérarchies, sans espoir de libération, même par « l'utopie ».[771] Lefebvre reproche ainsi à Marcuse son pessimisme. Il voit en 1968 la contradiction en acte des thèses de Marcuse, par l'inventivité, la « spontanéité » et l'utopisme du mouvement étudiant.[772]

Cette revendication de l'« interdisciplinarité » propre à l'urbanisme – mais aussi, d'une certaine manière, à l'architecture – illustre également cette recherche de théorisation urbaine et sociale. Critiquant la « pluridisciplinarité » juxtaposant les sciences « parcellaires », les savoirs et les connaissances, « découpant » l'objet urbain selon un schéma analytique et formant des spécialistes ou plurispécialistes de certaines approches, c'est bien la fusion des connaissances dans une discipline « de synthèse » qui est réclamée. Ce qui n'est pas très éloigné de la volonté des pionniers de l'enseignement de l'urbanisme en France de former des « hommes de la synthèse », pourtant parfois décriés par les futurs urbanistes et Lefebvre lui-même. Ainsi, peut-on lire, en 1968, sous la plume

---

[768] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Editions Syllepse, 1998

[769] Cette image de la « fissure » dans la structure sociale est récurrente dans certaines analyses des événements étudiants de Mai 68. Pour Lefebvre, cette fissure est provoquée par la lutte étudiante qui pénétrait les mouvements plus « traditionnels » (le mouvement ouvrier, la lutte des classes). On la retrouve également dans l'ouvrage d'Edgar MORIN, Claude LEFORT et Cornelius CASTORIADIS (1968), *Mai 68 : La brèche*, Bruxelles, Editions Complexes, 1988, dont on a déjà parlé.

[770] LEFEBVRE (Henri) (1968), « Sur le besoin théorique », *in : Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Editions Syllepse, 1998, p. 20.

[771] MARCUSE (Herbert) (1964), *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Les Editions de Minuit, 1999

[772] LEFEBVRE (Henri) (1968), « Sur le besoin théorique », *in : Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Editions Syllepse, 1998, pp. 19-28.

d'Hubert Tonka cette épigraphe de Lefebvre dans un article que l'auteur consacre à la critique « l'idéologie urbaine » :

> « Notre époque ressent profondément le besoin d'une activité unificatrice, d'une méthode de dépassement des connaissances dispersées. Il s'agit pour nous de réunir rationnellement, lucidement la pratique et la théorie, l'objet et le sujet, la réalité et la "valeur" de l'homme, le contenu et la forme de la pensée, la science et la philosophie, tous les éléments de la culture. Une telle unification ne doit pas être imposée du dehors mais venir des éléments eux-mêmes, librement, selon une nécessité interne et dirigée.»[773]

Cette « réalité » et cette « valeur » de l'homme pourraient tout aussi bien renvoyer à la révolution attendue. L'unification des « connaissances » dans une théorie révolutionnaire (d'explication et de changement) ayant l'urbain (et sa critique, et l'utopie) pour socle. Lefebvre a d'ailleurs souvent dit que, selon lui, la révolution « pratique » ne pourrait s'effectuer sans une révolution « théorique », de la connaissance ou de ces connaissances parcellaires qui « mystifient » la pensée et l'action en séparant et découpant la « totalité sociale » (dont la « totalité » urbaine). Mais cette synthèse, cette théorie, Tonka, tout comme d'autres, ne la trouve pas dans l'urbanisme. Rappelons que pour Lefebvre, ni le sociologue, ni l'urbaniste, ni d'ailleurs l'architecte, ne peuvent prétendre à être ou devenir cet homme. C'est à la philosophie (renouvelée, bien sûr) qu'il appartient de construire cette théorie, philosophie qui, pour Lefebvre, s'est toujours développée depuis la Grèce Antique au sein et avec la pensée sur la ville, la cité.[774] D'où peut-être également cette tendance chez les urbanistes contestataires de l'époque, et notamment chez Tonka, à se réfugier dans la « théorie critique », dans la philosophie marxiste, marxienne – voir marxisante pour certains –, capable d'élaborer une explication du monde, sa critique, et l'attente d'un monde meilleur sur la base d'une utopie libératrice. Car plus que d'une simple critique de l'urbain et de l'urbanisme, ce sont souvent à des essais de réflexions abstraites et critique sur le monde contemporain, sur le capitalisme, les idéologies qui l'accompagnent (dont l'urbanisme, notamment) et la « lutte des classes » (sur le terrain urbain) que se livrent les gauchistes de l'époque dans leurs écrits sur la ville.

> « Ce qui doit être remis en question se trouve bien être le savoir et non la problématique, l'"urbanisme" et non la problématique urbaine. La pratique urbaine a poussé l'"urbanisme" institutionnel dans ses derniers retranchements, l'a forcé à effectuer une autocritique, qui n'en est qu'à ses débuts, jusqu'alors celle–ci est insuffisante, elle ne fait que le pousser dans sa propre tromperie. L'analyse n'a jamais suffi en soi, la lutte des classes en est son fondement théorique et l'appropriation par les producteurs des

---

[773] Extrait de LEFBVRE (Henri), *Logique formelle, logique dialectique* (1946), cité *in :* TONKA (Hubert), « Pratique urbaine de l'urbanisme », *Urbanisme* n°106, dossier « Urbanisme critique », 1968, p. 6.
[774] Voir notamment LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974.

moyens de production reste la condition sine qua non de la réappropriation de la ville par les travailleurs. »[775]

On voit bien, dans ces propos d'Hubert Tonka, la perception d'un urbanisme « analytique » et donc « mystificateur » et « mystifiant » que seule une théorie, celle de la lutte de classes, peut ramener à la réalité, à la « praxis » comme on disait à l'époque. Cette lutte des classes s'effectuant au niveau global (vie quotidienne, et travail), cette idéologie englobe à la fois les modes de production et de reproduction pour emprunter le vocabulaire marxien, (ré)appropriation de la ville et des moyens de production sont donc inséparables. Car c'est bien de la (ré) appropriation de la ville par les « travailleurs » (suivant l'analyse que fait Lefebvre de la Commune de Paris de 1871) dont il s'agit ici. Ce qui ne va encore une fois pas sans une certaine forme de « participation » aux décisions urbanistiques et à la gestion urbaine, que la fin des années soixante et la décennie qui suit appelleront « l'autogestion urbaine ».

Cette « participation » est un autre exemple, si ce n'est le plus visible, de cette politisation des discours sur la ville. Nous avons déjà développé ce point et y reviendrons encore ultérieurement. Notons toutefois qu'elle est vivement critiquée quand elle prend la forme de la « co-gestion », en tant que mystificatrice, « pis-aller de la satisfaction répressive d'Herbert Marcuse […] qui laisse en place le pouvoir »[776], aliénante et « caution » du pouvoir (Cf. le fameux slogan gauchiste selon lequel il n'est pas convenu de « participer à sa propre exploitation »), et qu'elle est revendiquée dans des termes plus proches de l'idée d'autogestion qui prendrait la forme d'un mythe capable de remédier aux problèmes, notamment aux problèmes sociaux et urbains. Cette revendication de la « participation/autogestion » au « pouvoir urbain »[777], pourtant paradoxale pour des architectes et urbanistes qui craignent le « déclassement » (mais dans la société et le mode de production existant, bien entendu) offre une solution aux aménageurs depuis longtemps soucieux des « besoins », « aspirations » ou « désirs » des populations. Subversive à l'époque, elle remet en cause la manière même de faire de l'urbanisme et plus encore le fonctionnement du système politique et social. Car il est bien entendu que l'autogestion urbaine ou même la participation aux décisions urbanistique ne peut aller sans une refonte complète de ce système à tous les niveaux, en redonnant le/du pouvoir « à la base ». Elle constitue en somme, pour ce qui nous intéresse, l'alternative rêvée (et politique) à

---

[775] TONKA (Hubert), « Pratique urbaine de l'urbanisme », *Urbanisme* n°106, dossier « Urbanisme critique », 1968, p. 11.
[776] TONKA (Hubert), « Pratique urbaine de l'urbanisme », *Urbanisme* n°106, dossier « Urbanisme critique », 1968, p. 10.
[777] *Participation au pouvoir urbain* est le titre d'un programme de recherche lancé par la DGRST en 1968, soit un an après le lancement de la recherche urbaine, auprès d'équipes de sociologues, d'ethnologues, d'urbanistes et de politistes, dont notamment le Centre de sociologie urbaine (Christian Topalov), le Groupe de recherches juridiques et sociologiques (François D'Arcy, Yves Prats), le Groupe de sociologie des organisations (Michel Crozier, Jean-Pierre Worms, le Laboratoire de sociologie industrielle (Alain Touraine, Jean Lojkine), le Laboratoire de sociologie de Nice (Michel Amiot), l'Office social et culturel de Rennes (Armel Huet), le Groupe d'analyse institutionnelle.

l'urbanisme « technocratique », « répressif », aliénant, etc. Et nous pouvons voir cette idée se développer dans la nouvelle génération, bien sûr, mais aussi au sein du milieu professionnel, fruit, contextuellement, de la réaction à l'urbanisme des trente glorieuses, se basant plus sur une rationalité technique et planificatrice et une prétendue esthétique fonctionnelle que sur le « social » et les « besoins ».

Quoi qu'il en soit, nous pouvons déjà dire que cette « politisation de la question urbaine », se développant dans les années soixante et culminant par la suite avec le « structuralo-marxisme », – qui offrira également aux sociologues urbains des années soixante-dix un cadre théorique d'analyse de la ville et de la société –[778], est issue d'une « rencontre » ou plutôt de « rencontres multiples ». Il s'agit de la rencontre entre des professionnels – ou futurs professionnels – en mal de « théorie » avec la sociologie urbaine naissante, le marxisme. Rencontre aussi avec les termes qui sont associés à celui-ci (aliénation, lutte des classes, répression) et repris par des penseurs critiques comme Lefebvre (aliénation de la vie quotidienne), sans oublier, bien sûr, les contextes urbanistiques mais aussi politiques et sociaux d'alors. Tout ceci va constituer un véritable bouillon de culture propre à développer la radicalisation des positions sur la ville et son aménagement (politique ou technique) par le biais de la critique. L'urbanisme, autrefois perçu comme un art par ses instigateurs, parfois comme une technique, voire aussi politique par une frange de militants réformistes, devient, à la fin des années soixante, une pratique perçue comme pleinement politique, et à double titre. D'une part car elle serait responsable et coupable des différents maux sociaux urbains en tant qu'elle serait un « instrument bourgeois de la lutte des classes » dont la ville et l'espace seraient les objets et les moyens, et d'autre part car cette pratique se « doit » d'être politique en ce sens qu'elle doit être engagée dans le but de transformer cet état de fait (remettre en cause ses pratiques et son fonctionnement, améliorer les conditions de vie, agir sur l'espace et le social contre le système). Dans les deux cas, l'urbaniste doit s'impliquer : soit être « le chien de garde » du « capitalisme » et de la « bourgeoisie », soit s'engager à être le maillon participant à la rupture du système, ou du moins, s'engageant à contrer celui-ci.

L'urbanisme, tout comme l'architecture du reste, mais dans une moindre mesure, perçus comme des pratiques « politiques », deviennent ainsi effectivement des problèmes politiques, engageant et faisant intervenir l'idéologie et la vision générale de la société (les craintes, les mécontentements, les aspirations à une société « plus juste »). Ainsi, lorsque le journal *L'Express* analyse la fermeture du nouvel IUUP de la Faculté de Dauphine due au manque de crédits de la part du ministère[779] et à la démission (une seconde fois depuis 1968) des enseignants, il affirme que « de la

[778] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, II.
[779] Notons que c'est le gaulliste Olivier Guichard qui est alors ministre de l'Education du gouvernement Chaban-Delmas (1969-1972), poste qu'il occupe entre deux autres postes ministériels « au plan et à l'aménagement du territoire », dans le gouvernement Couve de Murville jusqu'en 1969, et de « l'aménagement du territoire, à, de l'équipement, du logement et du tourisme » sous Pierre Messmer à partir de 1972. Cette incartade à l'Education

contestation de l'urbanisme actuel, les étudiants passaient irrémédiablement à celle de la société »[780]. Interviewé, le professeur Henri Lefebvre déclare même :

> « L'Institut d'urbanisme […] est l'un des rares endroits où l'Université se recoupe avec la société tout entière et avec l'industrie. Nous nous trouvons au carrefour de deux crises : celle de l'Université et celle de la société. »[781]

A l'instar de l'auteur de cet article, on pourra effectivement penser que, de la problématique urbaine et de la réflexion sur l'urbanisme, par le biais de la critique et de la politisation, on passe à la critique sociale globale (on pourrait aussi voir que la critique urbanistique n'est qu'une des applications partielles de cette critique globale de la société),et que, dans cette critique du « système socio-économique », sont liées « problématique universitaire » et « problématique de la profession de l'urbaniste liée à la pratique urbaine »[782], d'où, encore une fois, la « convergence » des revendications et contestations évoquée plus haut à propos de l'IUUP au tournant des années soixante et soixante-dix.

Mais la politisation de « l'objet urbain » ne se produit pas uniquement au sein des sciences sociales et des disciplines urbanistique et architecturale (peut-être, d'ailleurs, se produit-elle ici entre autres du fait de leur rencontre et de leur dialogue croissant : critique de l'urbanisme par la sociologie, insertion de cette sociologie en urbanisme et en architecture, critique de l'aménagement par les urbanistes et les architectes eux-mêmes). Elle est également le fait des contestataires moins « institutionnels » où la politisation se fait, comme ailleurs du reste, par un processus d'idéologisation croissant. Ainsi cette politisation-idéologisation de l'objet « ville » transparait également dans les faits, dans les actes concrets, tout comme dans les réflexions et théories d'un certain nombre de contestataires de l'ordre établit, allant de l'ultra-gauche à l'extrême gauche. Le « mythe révolutionnaire » tend ainsi également à s' « urbaniser » en France, mais pas seulement, et ce, dès les années soixante.

---

nationale n'empêche donc pas Olivier Guichard d'être intéressé par l'urbanisme et l'aménagement, comme le démontrent ses diverses publications : GUICHARD (Olivier), *Aménager la France*, coll. Inventaire de l'avenir, Genève, Lafont-Gonthier, 1965 ; son rapport *Vivre ensemble* de 1976 ; ou encore la fameuse « Circulaire Guichard » du 21 mars 1973, destinée à « prévenir la construction des grands ensembles et la ségrégation sociale par l'habitat », celle de 1974 sur l'action des Directions Départementales de l'Equipement en faveur de la qualité architecturale.

[780] GRANET (Danièle) : « Urbanisme. Peut-on enseigner ce qui n'existe pas ? », *L'Express*, 18-24 janvier 1971, p. 51.

[781] *Ibid.*

[782] Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, *Rapport cadre pour la réforme de l'enseignement de l'IUUP pour la première année*, 4 mars 1968 – 17 avril 1968, archives de Philippe Pinchemel, Fonds historique de l'IUP.

- CHAPITRE III -
L'URBANISATION DU MYTHE REVOLUTIONNAIRE ET LES CONTESTATAIRES : ESPACE ENJEU ET ESPACE INSTRUMENT.

« Ces mains, bonnes à tout
Même à tenir des armes
Dans ces rues que les hommes
Ont tracées pour ton bien
Ces rivages perdus
Vers lesquels tu t'acharnes
Où tu veux aborder
Et pour t'en empêcher
Les mains de l'oppression.»

Léo Ferré, « L'oppression », 1972.

Avant toute chose, et dans la continuité de ce qui précède, nous reviendrons de manière plus large sur l'émergence des « mouvements sociaux urbains» qui se développent après Mai 68 et tout au long des années soixante-dix en France. Ces mouvements, qui ont la ville et l'urbanisme pour objets et enjeux de contestation, de revendications et de luttes, sont accompagnés ou précédés de théorisations politiques de la ville et de l'urbain par certains groupuscules. Ils se déroulent parallèlement à la montée en puissance de la violence politique dans les villes, marquent, nous le verrons, une « urbanisation » du mythe et de la théorie révolutionnaires, qu'elle soit d' « extrême gauche » ou d' « ultra gauche ». Nous choisissons de les classer dans la « politisation des discours sur l'urbain »

tout comme les « terrorismes urbains d'extrême gauche européens »[783] qui se diffusent dans les années soixante-dix, même si nous aurions pu, bien sûr, les classer dans la partie suivante sur « l'urbanisation des discours politiques ». Mais dans les deux cas, l'intérêt pour la ville, on le verra, préexiste ou émerge en même temps et en fonction de l'aspect politique de cette dernière. Ainsi, les mouvements sociaux urbains ne datent pas des années 1960, pas plus que les théories situationnistes ne se sont radicalisées ou politisées après coup. Mais leur émergence s'insère dans ce contexte de double glissement : urbanisation/politisation du discours et en sont à la fois des révélateurs et des analyseurs. De même, il est difficile de définir si les mouvements sociaux urbains ou ce groupe d'intellectuels artistico-révolutionnaires prennent préférentiellement pour objet la contestation urbaine ou la contestation politique. Chez l'un comme chez l'autre, l'un ne va pas sans l'autre. Ainsi, nous aurions tendance dès à présent à répondre qu'il s'agit, dans ces cas de figure, d'un discours sur l'objet « urbain » qui se politise dans son contexte, et à ainsi justifier notre classement, qui n'a pour seul ambition, ici, que d'analyser la politisation des discours sur l'urbain, dont les discours révolutionnaires et contestataires sont ici représentatifs. Nous abordons ainsi le discours revendicatif et contestataire de l'urbain qui se « radicalise » ou se « politise » dans les années soixante – soixante-dix .

Il est enfin difficile de trancher entre ces mouvements pris comme « actions politiques prenant la ville pour enjeu et terrain » ou « actions urbaines politisées », même si certains sociologues de l'époque ont cru y voir une nouvelle forme de la lutte des classes et de la lutte contre le capitalisme.[784] Il s'agit simplement d'analyser ici l'urbanisation du mythe révolutionnaire et/ou de la contestation, et même si ce n'est que sur le plan tactique ou symbolique, c'est-à-dire de l'instrumentalisation de l'espace urbain.

I - Les « mouvements sociaux urbains »

Les faits qui nous intéressent donc ici ne sont pas tant les « mouvements sociaux urbains » en eux-mêmes, quoique leur émergence et leur développement en France après Mai 68 caractérisent également cette « politisation » des représentations de la ville et qu'ils marquent souvent une forme d'instrumentalisation politique de l'espace urbain, mais les représentations qu'ils suscitèrent dans la pensée de gauche, qu'elle soit celle de sociologues engagés et politisés ou de groupes plus politiques se greffant sur ces mouvements. Nous n'aborderons donc bien sûr pas « tous » les mouvements sociaux urbains de ces années et encore moins tous les mouvements sociaux prenant la ville pour terrain (se déroulant « dans » l'espace urbain) et sur lesquels la littérature foisonne, dès l'époque, en interprétations sociologiques et/ou spatialisantes. C'est justement cette littérature, avec les discours

[783] Expression empruntée à Jean-Luc Marret, *in :* MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000.
[784] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, 1975.

émanant des mouvements sociaux eux-mêmes, qui nous intéresse pour essayer d'en dégager des interprétations théoriques et généralisables concernant notre objet d'étude, à savoir les représentations politisées de l'espace urbain. De plus, un exposé exhaustif de ces mouvements ne reviendrait, comme le disait Manuel Castells en 1972, à rien de plus qu'à « accumuler des anecdotes ».[785]

Lorsqu'on pense « mouvements sociaux urbains », certaines expériences ou exemples viennent tout de suite à l'esprit, tant ils furent exemplaires par leur ampleur, leur durée dans le temps, leur charge d'espoir pour une partie de la gauche concernant le changement social ou la transformation du mode de production de l'espace, ou encore par la fascination qu'ils ont exercée sur des générations de professionnels de la ville ou des sciences sociales. On peut citer le conflit de l'Alma-Gare à Roubaix ; les luttes dans les foyers immigrés de la Sonacotra (grève des loyers) en Ile-de-France ; les luttes contre les rénovations à Paris comme celle de Belleville, du Marais ; la polémique autour du « trou des Halles » à Paris ; les luttes pour (ou contre) les équipements collectifs, les transports, les services (eau, chauffage) menées par les habitants guidés ou non par des groupes politiques mais organisés en associations, les conseils de résidents dans les grands ensembles. Il y eut également les expériences étrangères du quartier de Christiana à Copenhague, des Marolles à Bruxelles ; le mouvement provo en Hollande ; les luttes contre la démolition du ghetto noir de Newark (New Jersey) aux USA ; les comités de citoyens au Québec ; les phénomènes de squat dans les capitales d'Europe occidentale, notamment à Rome, Amsterdam, Londres, Lisbonne ou en France ; les expériences communautaires autogérées à Berlin (Komun I et II). Nous classerons ces dernières car, contrairement aux mouvements de squatters pouvant être qualifiés de « mouvements sociaux urbains » à proprement parler (ayant l'espace urbain, ici, le logement, pour objet), ces expériences relèvent le plus souvent et majoritairement de la « contre-culture » : refus de la consommation et de l'argent, des mœurs et modes de vie « bourgeois », de la famille traditionnelle, du travail et plus généralement du système mais également valorisation de la liberté sexuelle, du pacifisme. Le logement et la ville ne sont alors qu'une composante de leur refus. Les groupes, associations et partis politiques actifs à l'époque dans ces « mouvements sociaux urbains » (qu'ils en soient les instigateurs ou qu'ils y participent) sont également connus. On évoquera également des mouvements issus du gauchisme de 68 (trotskystes ou maoïstes) avec l'exemple du « Secours rouge », la LCR, un grand nombre de groupes ou d'associations de « chrétiens de gauche », les GAM (Groupes d'action municipale), l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale), le PSU, la CNL[786] liée au PCF, la CGL[787] d'origine catholique, la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), également d'origine

[785] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, 1975, p. 405.
[786] Confédération nationale des locataires, fondée en 1946.
[787] Confédération générale du logement, issue, en 1956, des comités d'aide aux sans Logis (CASL) accompagnant l'abbé Pierre et de leur union (UNASL).

catholique[788], les « Ateliers populaires d'urbanisme » comme à l'Alma-Gare, une multitude d'associations familiales, d'usagers, des groupements de locataires, de comités anti-rénovation.

Enfin, les travaux des sociologues de l'époque sur les « mouvements sociaux urbains », et qui participèrent à leur reconnaissance tout autant qu'à leur compréhension sont pléthores. On pense en tout premier lieu aux travaux d'Alain Touraine et à ceux qu'il inspira au sein de son équipe, le « Centre d'étude des mouvements sociaux » (CEMS). Parmi eux, le sociologue Manuel Castells ca voulu saisir l'articulation entre les contradictions du système capitaliste, leurs conséquences sociales et la planification urbaine mise en place pour y remédier (les luttes urbaines étant, plus que les « institutions de planification », « les véritables sources de changement et d'innovation de la ville »)[789], et les travaux parfois co-réalisés, de Francis Godard, d'Eddy Cherki et de Dominique Mehl. On pense également aux travaux de chercheurs du Centre de sociologie urbaine comme Jacques Retel et surtout Duc Nhuam N'Guyen concernant le rôle de ces mouvements dans l'aménagement urbain, ou encore au militantisme du CERFI, dont des membres s'impliquent et s'investissent, notamment dans le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, à Marseille ou Lyon pour la prise en compte de la parole et des demandes des habitants dans les opérations de rénovation et la nécessité d'équipements collectifs. Ces recherches menées sur les mouvements sociaux urbains en France dans les années soixante-dix possèdent encore quelques avatars. C'est notamment le cas de certaines recherches menées aujourd'hui sur la « démocratie participative », influencées de près ou de loin par Castells, dans le Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS) de l'EHESS, fondé en 1981 par Alain Touraine et dont les travaux s'attachent régulièrement depuis aux mouvements sociaux (François Dubet, Didier Lapeyronnie, Michel Wieviorka), ou encore dans une génération d'architectes, – celle de 68 – chez laquelle les travaux du CERFI et les réflexions foucaldiennes eurent un certain écho.

Mais, qu'ils s'agissent des recherches du CERFI et de son implication sur le terrain, de la méthode d' «intervention sociologique » d'Alain Touraine et du CADIS, ou de l'analyse en terme marxiste de lutte des classes de Castells ou Lojkine, la majorité de ces études prennent le plus souvent position, s'impliquent, voire, souvent, justifient ces luttes. Alain Touraine ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare que « le chercheur […] ne peut être un observateur distant. Cette "objectivité" contredirait la reconnaissance de l'acteur comme tel. »[790] Bien que l'auteur se réclame toutefois du non recours à l'idéologie dans ses études, dans la majeure partie des cas, le chercheur est enclin à légitimer les mouvements qu'il étudie, que ce soit le fait de sa théorie sociale et/ou politique de référence (le marxisme) ou de sa volonté d'action et d'engagement. Plus que d'aller dans le sens de ces

---

[788] Elle est issue de la Ligue ouvrière chrétienne via le Mouvement populaire des familles. Voir pour cela LOISEAU (Dominique) et DUSSET (Annie), « Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion (1945-2000) », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 571-584.

[789] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 14.

[790] TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux,* Paris, Le Seuil, 1993, p. 44.

revendications, il en analyse souvent l'enjeu comme primordial d'un point de vue social ou politique. C'est par exemple la réappropriation de leur histoire par les masses pour Touraine, le renversement de l'hégémonie bourgeoise ou étatique pour Castells ou Lojkine. Les mouvements sociaux urbains acquièrent ainsi, par l'idéologie, une légitimité dans les sciences sociales, tout en devenant un objet central de la sociologie et des études urbaines pendant la décennie et même au-delà. Et c'est justement par leur figure d'objet central de la sociologie urbaine des années soixante-dix qu'ils acquièrent une légitimité « scientifique ».

1 - La politisation.

En France, on peut faire remonter l'émergence de ces « mouvements sociaux urbains » ou « luttes urbaines » aux mouvements d'auto-construction des « castors »[791] (Pessac, Angers, Le mans, Montreuil…) et aux mouvements de squat des mal-logés, tous deux soutenus par le mouvement chrétien dont le Mouvement populaire des familles (MPF) et les jeunesses ouvrière chrétiennes (JOC) entre 1945 et le milieu des années cinquante. Ils furent, dans le temps, plus ou moins bien accueillis mais soutenus, du moins au début, par les pouvoirs publics et la loi[792] dans un pays alors en pleine reconstruction et qui subit de plein fouet la crise du logement. Ces actions et mouvements ne portaient cependant que sur l'objet « logement » pour remédier ou s'adapter à cette crise, même si, chez les castors et dans les mouvements catholiques, il s'agissait également d' « émanciper » la classe ouvrière. Le fameux appel de l'abbé Pierre sur les sans-logis de 1954 continuera d'émouvoir l'opinion tout en poussant certains militants à s'investir dans l'action et sur le terrain (la future CGL, par exemple) Mais c'est véritablement au cours des années soixante que ces revendications prennent de l'ampleur au travers des « luttes urbaines ». En pleine politique de rénovation et de construction de grands ensembles, des groupes locaux voient le jour (groupes de quartiers, groupes de résidents, comités anti-rénovations). Ces mouvements sociaux, souvent très politisés et mêlant revendications locales et contestations plus globales – anti-capitalistes, parfois anti-étatiques[793]–, rompent avec la tradition catholique des mouvements des années d'après-guerre et adoptent un discours souvent clairement marxiste, tout en étant appuyés, instrumentalisés, voir déclenchés par des groupes de militants politiques organisés (trotskystes), voir par certains partis politiques comme le Parti communiste – à travers la Confédération nationale des locataires (CNL). Manuel Castells en arrive ainsi à analyser ces mouvements en termes de « lutte des classes ».

---

[791] VILANDRAU (Maurice), *L'Étonnante aventure des castors. L'autoconstruction dans les années 50*, Paris, L'Harmattan, 2002.
[792] Ordonnance sur la réquisition des logements vacants pour les sans-logis du 11 octobre 1945…
[793] Voir notamment pour cela, les travaux de Manuel Castells et du Centre d'études des mouvements sociaux d'Alain Touraine : CASTELLS, Manuel. *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973 ; CASTELLS (Manuel) et *la., Sociologie des mouvements sociaux urbains*, Paris, EHESS, 1974 ; *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976.

Nous reviendrons dans la partie suivante sur ces liens et cette instrumentalisation entre les groupes politiques de gauche et les luttes urbaines françaises de l'après Mai 68. Mais nous pouvons déjà énoncer que par leur multiplication et la radicalisation – « marxisation » – de leur discours (ce qui ne signifie par pour autant une radicalisation dans les actes, le MPF, notamment, s'étant souvent illustré par le caractère illégal de ses actions), les luttes urbaines des années soixante-dix marquent, pour reprendre encore une fois les termes de Manuel Castells, une « politisation de la question urbaine ». Pour ce dernier, la « présence massive de l'Etat dans le traitement et la gestion des problèmes urbains » marquant sa vocation à « aménager la vie quotidienne [le temps vécu] des masse sous couverture d'organisation de l'espace »[794], fait logiquement de l'Etat un ennemi et explique cette politisation des mouvements urbains. Sans aller aussi loin dans cette voie, marquée du contexte urbanistique de l'époque et de la caractéristique idéologique de l'auteur et du moment, nous pouvons également souligner la présence de cette politisation ainsi que la politisation de la question urbaine et de l'urbanisme opérée en retour, tout en démontrant par l'exemple ce phénomène. Reste à établir à quelle idéologie aboutit cette politisation de l'urbain.

Nous pouvons, et cela a souvent été le cas, classer ces mouvements sociaux urbains parmi les « nouveaux mouvements sociaux », dont les théories ont fait couler beaucoup d'encre dans les années soixante-dix chez les sociologues américains puis européens, et dont le représentant en France demeure sans doute Alain Touraine. Pour ce dernier, « le mouvement social est la conduite collective organisée d'un acteur luttant contre son adversaire pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète. »[795] Ces nouveaux mouvement sociaux, caractéristiques de la « société postindustrielle » et « post-matérialiste » ou « programmée » chez Touraine, se caractériseraient entre autres facteurs par le passage de revendications « quantitatives » (matérialistes, matérielles) présentes dans le mouvement ouvrier depuis le début de l'industrialisation à des revendications plus «qualitatives » concernant notamment les modes de vie, la qualité de vie, l'émancipation politique et sociale, les revendications des « minorité », et bien entendu, la préservation ou la transformation du cadre de vie. L'influence et les échanges de ce présupposé avec les théories anglo-saxonnes des mouvements sociaux est manifeste. Il se réfère notamment aux travaux de Daniel Bell sur la société postindustrielle, ses nouvelles formes de conflit et à la fin des idéologies « industrielles »[796] et à ceux de Ronald Inglehart[797] sur ce passage de revendications quantitatives à des revendications qualitatives s'expliquant par la satisfaction des besoins élémentaires par l'élévation générale des niveaux de vie. A

---

[794] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 12.
[795] TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux,* Paris, Le Seuil, 1993, p. 103.
[796] BELL (Daniel), *The End of Ideology : On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, New York, The Free Press, 1960; *The Coming of Post-industrial Society : A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1973.
[797] INGLEHART (Ronald), *The Silent Revolution. Changing values and Political Styles Among Western Democraties,* Princeton, Princton University Press, 1977.

la même époque, en Italie, le sociologue Alberto Melucci s'attache d'ailleurs également à théoriser ces nouveaux mouvements. La sociologie d'alors classe au sein de ces nouveaux mouvements sociaux l'émergence du féminisme, l'écologie (en tant que mouvement politique de défense du cadre et de la qualité de vie, et notamment le mouvement anti-nucléaire), les mouvements consuméristes (auxquels Castells rattache d'ailleurs les mouvements sociaux urbains, en tant que la ville, dans la société post-industrielle, est bien sûr produite – pour lui par les instances politiques et planificatrices – mais aussi et surtout « consommée » par ses habitants et usagers), les mouvements régionalistes, les luttes étudiantes, les luttes héritées de 68 rassemblant ouvriers et immigrés, les mouvements homosexuels les mouvements anti-institutionnels (concernant par exemple les institutions psychiatriques, pénitentiaires ou scolaires dans lesquelles se sont illustrés les chercheurs du CERFI et Michel Foucault), et plus généralement la « contre-culture ».[798] En plus ce cette caractéristique, les « NMS » se différencieraient par leur structuration (décentralisée et non hiérarchisée), par leurs modes d'actions innovants (même si la grève et la manifestation demeurent et que les occupations, etc. se pratiquent déjà depuis longtemps), par leur « autonomie politique » (alors que le mouvement syndical notamment, est fortement liée aux « partis » jusque dans les années soixante), par l'évolution sociologique de leurs membres (importance des couches moyennes, des « intellectuels »). Cette dernière irait d'ailleurs de pair avec leur identité ou identification : de l'identité de classe, de « mouvement ouvrier » auto-proclamé ou qualifié comme tel, on passe à une identification et une construction identitaire par la défense d'une cause, que ce soit l'écologie ou le pacifisme, par exemple.[799]

On peut toutefois assez aisément remettre en cause leur caractère de nouveauté des mouvements sociaux urbains car, si comme le montre Manuel Castells, les luttes urbaines, dans les années soixante-dix, ont largement évolué – dans leurs structures, leurs idéologies, leurs pratiques, voire même dans leurs objectifs –, il serait absurde de faire de cette décennie particulière la période de leur émergence. On a déjà parlé, pour ce qui concerne le contexte français, des mouvements castors et squatters d'après-guerre. Le sociologue Alain Cottereau nous rappelle même, dès 1976 (on est alors en pleine mode des « nouveaux mouvements sociaux » et des « mouvements sociaux » en sociologie urbaine), et dans un numéro de revue justement consacré à ces « luttes urbaines »[800], que ces dernières, dont il remet en cause non seulement la nouveauté mais l'existence même[801], sont déjà présentes dans

---

[798] NEVEU (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2002, Cf. le chapitre sur la sociologie des « nouveaux mouvements sociaux », pp. 66-74 ou encore HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS, PUR, 2005, pp. 111-136, sur les « nouveaux mouvements sociaux » et la pensée d'Alain Touraine.
[799] NEVEU (Erik), *Ibid.*
[800] COTTEREAU (Alain), « Déjà au XIXème, ouvriers et luttes urbaines. », entretien avec Joëlle Jonathan, *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp. 207-216.
[801] En tant, même, qu'elle aurait pour « assise le marché des contrats de recherches urbaines ! », *Id.*, p. 207.

la France industrialisée du XIX[e] siècle, à travers, notamment, la Commune de Paris de 1971[802], mais déjà sous la Second Empire, les luttes contre les hausses de loyer (déménagement clandestins des ouvriers avant l'échéance) ou contre les politiques d'Haussmann « qui s'inscrivent dans le champ des luttes pour l'amélioration des conditions de vie » (refus de quitter les logements du centre de Paris, collectifs de« négociations pour obtenir le maximum d'indemnités d'expropriation», commune de Paris elle–même et attaque des symboles de l'haussmannisme)

Malgré les limites de l'analyse en terme de NMS (notion en elle–même déjà discutable), notamment concernant la non nouveauté de ce type de mouvements, l'omission qu'elle fait de certains mouvements de revendications « historiques » et la réfutation de l'opposition « qualitatif/quantitatif » d'avec le mouvement ouvrier traditionnel[803] – en somme sur la dichotomie d'un mouvement social « moderne » qui s'opposerait à un autre « traditionnel », « ouvrier » et à revendications « quantitatives »– [804], nous pourrons constater certains points de convergence entre les « luttes urbaines des années soixante–dix » et les facteurs utilisés pour qualifier les NMS. Tout d'abord, Ils associent le plus souvent couches moyennes politisées (militants gauchistes, associatifs) et populations fragilisées (habitants des taudis, immigrés, menacés d'expulsions). Ensuite, en termes de nouveauté (relative), ils possèdent la particularité de rompre avec le mouvement ouvrier traditionnel en portant la « lutte des classes » hors de l'usine ou de l'entreprise[805], au sein de revendications touchant de plus en plus au « cadre de vie » et à la qualité de vie : luttes dans les taudis, revendications concernant le manque d'équipements socio–culturels et collectifs dans les nouveaux grands ensembles, etc.

Selon Manuel Castells, ces mouvements sociaux urbains sont « des systèmes de pratiques sociales contradictoires qui remettent en cause l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques à la problématique urbaine», systèmes qui sont les véritables moteurs de « changement et d'innovation dans la ville ».[806] Ils sont également liés à la consommation collective, en tant que la ville, produite par

---

[802] « Moment privilégié et unique où la classe ouvrière s'est réapproprié sa ville. », *Ibid*. En cela, Alain Cottereau rejoint d'ailleurs la conception d'Henri Lefebvre de la commune de Paris, LEFEBVRE (Henri), *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965.

[803] Alain Touraine, qui ne théorise pas à proprement parler les « nouveaux » mouvements sociaux, parle de « mouvement social » en général et au singulier, tout en identifiant un « déclin du mouvement ouvrier », *in :* TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 24.

[804] On peut retrouver des traces de féminisme depuis le XIXe siècle dans le « suffragisme », certains socialismes, chez les anarchistes -de Bakounine à Emma Goldman en passant par Louise Michel. ; les Bourses du travail d'origine anarcho-syndicalistes (Fernand Pelloutier), les mouvements ouvriers pour la réduction du temps de travail au début du XXe siècle, les mouvements de noirs, de droits civiques et anti-ségrégationnistes ou identitaires aux Etats-Unis depuis les années cinquante (Martin Luther King, Malcom X) portaient des revendications tout aussi « qualitatives » que les mouvements des années soixante-dix.

[805] CASTELLS (Manuel), *La Question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1972.

[806] CASTELLS (Manuel), « Introduction : lutte de classes et contradictions urbaines : l'émergence des mouvements sociaux urbains dans le capitalisme avancé », *Espaces et sociétés*, n° 6-7, « Mouvements sociaux

l'institution (Etat, urbanistes) devient, pour l'habitant et l'usager, un produit de consommation. Toujours selon Castells, ils sont ainsi révélateurs « des processus sociaux de changement des modes de consommation collectives exprimés dans l'organisation urbaine », mais aussi, dans une rhétorique structuralo–marxiste, « des formes d'articulation entre les nouvelles contradictions sociales qui apparaissent dans les sociétés industrielles capitalistes et les contradictions économiques et politiques à la base de leur structure sociale ».[807] La nouveauté de ces luttes (ou du moins leur développement exponentiel) viendrait donc des nouvelles contradictions sociales nées du capitalisme dans la société post–industrielle. Les luttes urbaines sont enfin liées, toujours selon lui, à la lutte des classes, autant que les luttes ouvrières traditionnelles (et en cela, Castells se différencie de bons nombres de ses contemporains, au premier rang desquels son maître Alain Touraine), en tant que, justement, elle développent ensembles « de nouvelles contradictions sociales qui sont au cœur de notre vie de tout les jours »[808], l'Etat, dans la « société capitaliste monopoliste d'Etat », pour Castells et d'autres penseurs, aménageant et se voulant le garant de la quotidienneté :

> « Dans la mesure où le gérant de la consommation collective est de plus en plus l'appareil d'Etat (au niveau global et au niveau local), les mouvements urbains ont tendance à mettre en cause la gestion sociale du mode de vie, concrétisée, à travers l'intervention publique, dans les équipements de base de la vie quotidienne. »[809]

D'où la focalisation des revendications de ces mouvements contre l'Etat aménageur et le système capitaliste et libéral (spéculation, promoteurs), tout « mouvement social », selon Touraine, devant être capable de définir « un adversaire » (on pourrait dire, aussi, d'un cause ou d'un projet jugés non conforme aux intérêts des contestataires).[810] Ces luttes urbaines constituent donc « l'expression la plus frappante » des « contradictions sociales nouvelles [qui] sont à la base de nouveaux modes de création collective de la vie quotidienne [bouleversée et aliénée par l'Etat planificateur de l'espace et du temps social] », sans compter que « plus elles se développent, plus elles ont de l'influence sur les processus politiques. »[811]

Mais le « mouvement social » tourainien doit également proposer une « alternative » et viser le changement du système, des modes de vies et des rapports sociaux. Castells et d'autres cherchent donc à rattacher les luttes urbaines à la lutte des classes contre la bourgeoisie, alors même que les études ont montré qu'un certain nombre d'entre elles pouvaient justement être qualifiées de « bourgeoise » en tant qu'elles mobilisent des catégories plus ou moins aisées ou défendent leurs

---

urbains I », Paris, L'Harmattan, juillet-octobre 1972, p. 3-8, reproduit *in :* CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 7.

[807] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 14.

[808] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 16.

[809] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 120.

[810] TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Le Seuil, 1993.

[811] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 118.

intérêts (lutte de commerçants contre un projet, par exemple, ou luttes de résidents contre l'implantation de logements sociaux). Un certain nombre de luttes urbaines, à l'époque mais surtout depuis, peuvent ainsi entrer dans ce que Touraine nomme des « luttes ponctuelles »[812], c'est–à–dire le contraire du « mouvement social » remettant idéalement en cause l'organisation sociale générale.[813]

Ceci amène d'ailleurs Castells à apporter ce bémol à ses propos :

> « Il est évident qu'on ne peut pas parler de lutte "urbaine", en général, car ce terme fond et confond des problèmes extrêmement différents et dont la capacité de mise en question des lois structurales d'une société varie totalement suivant le contenu de la revendication qu'on qualifie d'urbaine. […] Il semble bien que, quels que soient le niveau et le contenu des différents "enjeux urbains", ils se caractérisent tous comme des contradictions structuralement secondaires, c'est–à–dire ne remettant pas en cause *directement* le mode de production d'une société ni la domination politique des classes dirigeantes. […] Or, nos analyses montrent l'extrême dépendance des luttes urbaines par rapport aux autres luttes sociales, et même leur incapacité de développement réel sans une articulation avec les conflits politiques qui restent essentiellement dominés par les formes actuelles de l'affrontement entre Capital et Travail. […] Ainsi, les mouvements urbains deviennent mouvements sociaux, dans la mesure où ils arrivent à être une composante d'un mouvement politique mettant en cause l'ordre social, par exemple la lutte ouvrière. Il faut donc distinguer entre l'émergence d'un syndicalisme de la consommation fondé sur les revendications directement liées au mode de répartition des biens collectifs, et le développement de la lutte de classe à partir des enjeux urbains. Cela dit, de la même manière qu'il y a une liaison étroite entre le syndicalisme et le mouvement ouvrier révolutionnaire, il existe aussi une interaction constante entre les revendications urbaines et la contestation du mode de vie.»[814]

Selon qu'elle « cherche à lier les contradictions urbaines aux contradictions sociales en générales », ou que ses « objectifs » sont « spécifiques et limités », la lutte urbaine deviendra « source de changement social » ou « instrument de participation à l'intérieur des objectifs généraux institutionnellement dominants. »[815] Ceci amène logiquement la définition des mouvements sociaux urbains, dans l'ouvrage phare de Castells, *La Question urbaine* :

> « [Le mouvement social urbain est] un système de pratiques résultant de l'articulation d'une conjoncture définie, à la fois, par l'insertion des agents–supports dans la structure urbaine et dans la structure sociale, et tel que son développement tend objectivement vers la transformation structurelle du

---

[812] TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Le Seuil, 1993.
[813] Alain Touraine pense ainsi à l'époque que seules les luttes écologiques et anti-nucléaires possédaient cette caractéristique de remise en cause générale du système et pouvait ainsi se voire attribuer le qualificatif de « mouvement social » capable de jouer, dans la société post-industrielle, le rôle que jouait le mouvement ouvrier et syndicaliste depuis le XIXe siècle. Plus tard, sa préférence se dirigera vers le mouvement féministe et d'émancipation des femmes.
[814] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 118-120.
[815] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 121.

système urbain ou vers une modification substantielle du rapport de force dans la lutte de classes, c'est–à–dire, en dernière instance, dans le pouvoir d'Etat. »[816]

Quoi qu'il en soit, comme l'énonce Marie–Hélène Bacqué en 2005, ces mouvements sociaux urbains sont à l'époque toutefois analysés comme « relativement cohérents dans leur opposition au pouvoir d'Etat ». Qu'ils s'opposent à des opérations de rénovation urbaine, qu'ils revendiquent la construction de logements sociaux ou une plus grande participation des habitants à l'aménagement ou à la gestion de leur « cadre de vie », ils demeurent « porteurs d'une double critique, celle du pouvoir politique et celle du pouvoir scientifique ou technique ».[817]

Mais si lutte des classes et revendications urbaines se mêlent parfois à l'époque, c'est aussi par l'instrumentalisation – ou l'animation – de ces luttes par les groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, qui vise à « partir des revendication des habitants » pour ensuite politiser la lutte, comme le déclare en 1976 Claude Massu, président de la « Confédération nationale du logement » communiste et apparentée au PCF :

> « L'activité de la CNL est axée sur l'aspect fondamental du droit au logement pour tous. Mais nous sommes convaincus que pour y aboutir, il faut que le niveau des luttes s'élève considérablement, qu'elles soient plus offensives, s'appuyant sur une large volonté des intéressés. Pour ce faire, il faut un large travail d'explication, d'argumentations, tenant compte que le niveau de conscience ne s'élève pas aussi clairement dans le cadre des luttes urbaines, que dans celui de la lutte dans l'entreprise pour les raisons énoncées plus haut [multiplicité des classes sociales dans la ville, pas de « classe » unique, d'où manque d'intérêts communs]. Nous considérons qu'il faut partir de la petite revendication des habitants afin, ensuite, de les amener à un problème plus général, situant les véritables responsabilités. »[818]

Castells fait le même constat lorsqu'il distingue, parmi les agents sociaux de ces mouvements, « la base sociale » – c'est-à-dire les agents « touchés par l'enjeu »– et « la force sociale » (les « agents mobilisés » qui détermine « un adversaire »). Selon lui et dans une veine structuraliste, l' « orientation politico-idéologique », le « type d'organisation » du mouvement et son « enjeu » (en tant qu'« expression d'une contradiction sociale avec des intérêts opposés ») déterminent le déroulement du mouvement social urbain et définissent sa « structuration interne » tout en interagissant les uns avec les autres.[819] Sa définition du mouvement social urbain peut donc se résumer ainsi :

---

[816] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1975, p. 478.
[817] BACQUÉ (Marie-Hélène), « Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires, héritage des mouvements sociaux ou néolibéralisme ? *Empowerment zones* aux Etats-Unis et politique de la ville en France », *in :* BACQUÉ (Marie-Hélène), REY (Henri), SINTOMER (Yves) (sous la dir. de), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 81-82.
[818] MASSU (Claude), « Il faut partir des petites revendications », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp. 148-149.
[819] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 42.

> Il s'agit du « traitement social d'un enjeu structuralement défini par les contradictions d'intérêts, à travers la dialectique conflictuelle entre une base sociale, devenue force sociale du fait de l'intervention d'une organisation, et son adversaire [. Ce traitement] s'exprime par des modalités d'action et débouche sur un ensemble articulé d'effets urbains et politiques. »[820]

Malgré cette définition et comme le remarque d'ailleurs Castells, dans un certain nombre de cas empiriques, « base sociale » et « force sociale » ne se recouvrent pas toujours, voire rarement, du moins dans leur intégralité. Le mouvement social urbain, comme nous serons amenés à le souligner, peut donc avoir des « effets urbains » sans « effets politiques ». La mobilisation politique des habitants par des groupes militants (associations extérieures, partis, syndicats) peut-être effective, et elle l'est souvent pendant ces années, sans pour autant que les habitants tiennent le haut du pavé.

Mais cette « politisation » des luttes urbaines, – l'émergence et l'emploi des termes « syndicalisme du cadre de vie » ou « syndicalisme de l'habitat » sont représentatifs – n'est pas le propre du communisme. On la retrouve aussi chez les socialistes, dans les associations familiales d'origine catholique politisées et de plus en plus converties au marxisme[821] ou encore chez les « Groupes d'action municipale » (GAM), plus proches de la « nouvelle » ou « troisième gauche » autogestionnaire :

> « Les luttes urbaines ne peuvent être conçues par les socialistes que comme un élément d'un ensemble et les solutions qu'ils proposent à travers leurs actions passent d'abord par l'attaque du pouvoir d'Etat actuel pris globalement. La solution générale passe par l'intégration de ses luttes à la bataille politique pour le Programme Commun. »[822]
>
> « Précisons d'abord que par leurs formes, leurs moyens, leurs objectifs, [les luttes urbaines] se situent dans un combat de classe et de masse, malgré les difficultés, les pesanteurs qui existent pour rompre en particulier dans ce domaine, avec toutes les pratiques "sociales-familiales" qui ont été celles de l'ensemble du mouvement familial, mais aussi avec celles de groupes parcellaires et corporatistes dont l'action évacue toute dimension économique et politique. [.Le « fait urbain » possède] une spécificité au sens où il est un champ de bataille de classes, au sens où se livre une lutte entre la détermination des besoins par des appareils technocratiques ou par le peuple lui-même. Aussi les travailleurs dominés, là

[820] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 43.
[821] LOISEAU (Dominique) et DUSSET (Annie), « Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion (1945-2000) », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 571-584.
[822] PIERRE (Christian) [Premier secrétaire de la Fédération de Paris du Parti socialiste, CERES], « Intégrer ces luttes dans le combat politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 158.

comme ailleurs, doivent s'opposer à la domination, à la fois dans la production et hors production pour manifester le conflit d'intérêts qui les oppose à la classe dominante. » [823]

« Les associations qui fleurissent sur ce terrain [celui des villes], qu'elles aient une vocation sectorielle (consommateurs, parents d'élèves, usagers des transports, locataires, écologistes) ou territoriale (association d'habitants, unions de quartier) cultivent assez volontiers "l'apolitisme", défendent parfois des intérêts particuliers, demeurent des groupes de pression à base sociale étroite [et] débouchent sur l'enlisement des actions, la récupération, la sclérose et la promotion de nouveau notable ! Le rôle des GAM est […] "d'aider les citoyens à reconnaître les conflits cachés ou apparents qui résultent d'une situation d'inégalité (travailleurs et patrons, locataires et propriétaires, enseignés et maîtres, administrés" et notables, etc. […] La découverte de la nature des acteurs d'un conflit s'effectue progressivement. C'est dans la pratique des luttes que les militants découvrent par eux-mêmes les véritables forces en présence et l'enjeu politique de leur action. […] Les militants des GAM cherchent à vivre cette progression au rythme et avec le langage qui conviennent au plus grand nombre. Ils cherchent à faire sentir, chaque fois que l'occasion s'en présente, la convergence nécessaire de ces actions et le caractère indispensable de contre-pouvoirs organisés face au pouvoir d'Etat, couverture de l'ordre économique et social actuel, et au pouvoir local, couverture d'un pouvoir d'Etat qui prend les décisions essentielles et met à sa charge leurs coûts sociaux. »[824]

Cette politisation des revendications urbaines touche ainsi à la fois communisme et catholicisme. Comme l'a déjà démontré Hélène Hatzfeld, les mouvements d'origine chrétienne passent, pour certains d'entre eux, de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, à la laïcisation et à l'attrait pour le communisme puis pour le marxisme jusqu'au socialisme et à l'autogestion, via le personnalisme d'Emmanuel Mounier, l'engagement pendant la Guerre d'Algérie, – de par, aussi, l'éthique propre au catholicisme et l'idée de « communauté » au fondement du christianisme et de cette politisation.[825] Ils prennent de plus en plus conscience, au cours de la décennie soixante-dix, que les luttes pour « le cadre de vie » passent aussi par l'engagement et l'action politiques. Qu'il s'agisse de la CFTC[826] et de son courant interne « Reconstruction » qui donnera naissance à la CFDT déconfessionnalisée d'Eugène Descamps puis d'Edmond Maire en 1964, des « Jeunesses ouvrières chrétiennes » (JOC), de la revue *Esprit*, de « Vie nouvelle », de « Citoyens 60 » (Jacques Delors), de *Témoignage chrétien*, d' « Economie et Humanisme » du Père Lebret, des deux courant issus du « mouvement populaire des familles » (MPF) en 1951, le « Mouvement de libération

---

[823] CAUL-FUTY (Louis) [Secrétaire général de la confédération nationale des associations populaires familiales], « L'efficacité d'un syndicalisme du cadre de vie », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp. 150-155.

[824] DE CAUMONT (Robert)[Secrétaire du Collectif national des Groupes d'action municipale], « Les GAM : une stratégie, des techniques pour changer le quotidien », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976pp. 163-164. A noter également que Robert de Caumont, fondateur des GAM à Hérouville-Saint-Clair est à l'époque (1976) membre du Comité directeur du Parti socialiste, conseiller général du Calvados. Cf. *Infra*, troisième partie, chapitre 1, I, 3.

[825] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS, PUR, 2005, pp. 225-235.

[826] Confédération française des travailleurs chrétiens. Syndicat ouvrier fondé en 1919.

du peuple » (MLP), et la Confédération nationale des associations populaires familiales » (CNAPF) qui devient en 1976 la « Confédération syndicale du cadre de vie » (CNAPF-CSCV)[827], tous ces mouvements, syndicats ou associations ont un temps été attirés par le marxisme (se rapprochant souvent du PCF, puis majoritairement du PSU et des GAM et enfin du PS) ou se sont politisés. Tous se sont intéressés aux problèmes urbains, voir ont agit dans et pour le « cadre de vie ».

Ainsi, comme les partis politiques, les syndicats ou associations (GAM, CNL…), les groupes d'extrême gauche (trotskystes ou maoïstes) ou les mouvements de gauche d'origine chrétienne agissant « sur le terrain » (de la ville, des luttes sociales, électorales, dans les quartiers, bidonvilles), les sociologues marxistes des années soixante-dix s'intéressant aux luttes urbaines, veulent y voir une contestation plus globale, sociale et politique, qui chercherait à s'attaquer au capitalisme et/ou à l'Etat, et aurait la capacité de les renverser.

C'est également l'intention du sociologue Jean Lojkine[828] qui, empruntant tout autant à Touraine qu'à Castells, ne conçoit « le mouvement social » que « par sa capacité à s'opposer à la classe dominante et à l'ensemble de son système hégémonique » [829], mais dans un perspective léniniste, – c'est-à-dire anti-« spontanéiste » et se méfiant du « gauchisme ».[830] Cette capacité n'est pas concevable sans « organisation », c'est en dire sans « parti » – ce que Lénine aurait appelé un parti de « révolutionnaires professionnels ». Ici, en l'occurrence, il s'agit du PCF et de son syndicat, la CGT : c'est l'unique condition pour que le mouvement social – « les forces sociales » – se rapproche d'un « mouvement révolutionnaire » s'insérant dans la lutte des classes et proposant une alternative au « mode de production » existant, « l'enjeu réel » du mouvement urbain devant être « la mise en cause de l'hégémonie politique de la classe dominante ».[831] Dans la dernière partie d'un ouvrage s'attachant à décrire et comprendre le rôle de l'Etat dans le développement du capitalisme et l'hégémonie de la « bourgeoisie monopoliste » dans l'urbanisation Française à la lumière de la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat » en vogue à cette époque chez les intellectuels communistes, il critique l'approche des luttes urbaines de Manuel Castells comme luttes se déployant dans l'espace de « la reproduction de la force de travail » c'est-à-dire au niveau de la « consommation collective » et de « la répartition », à l'image des « luttes parcellaires et intermittentes des années 60 », même si Castells, contre Touraine, le rejoigne dans l'idée de cette liaison entre « mouvement social » (avec revendications urbaines) et

---

[827] Aujourd'hui confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie » (CLCV). LOISEAU (Dominique) et DUSSET (Annie), « Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion (1945-2000) », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 571-584.

[828] Jean Lojkine qui, après le Laboratoire de sociologie industrielle d'Alain Touraine, rejoint sont Centre d'étude des mouvements sociaux, dans lequel il exerce encore à l'heure actuelle.

[829] LOJKINE (Jean), *Le Marxisme, l'Etat et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977, p. 313.

[830] Voir notamment LÉNINE (1902), *Textes philosophiques*, Paris, Messidor/Editions sociales, 1982, pp. 78-90 ; LÉNINE (1920), *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, Paris, Editions sociales, 1970 ; Voir aussi LEFEBVRE (Henri) (1957), *Pour connaître la pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1977, pp. 259-272.

[831] LOJKINE (Jean), *Le Marxisme, l'Etat et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977, pp. 312-321.

« pouvoir politique ».[832] Lojkine réfute également l'opposition historique entre luttes urbaines contemporaines « qualitatives » et anciennes luttes ouvrières « quantitatives » tout en constatant «depuis la fin des années 60 et les années 70, la multiplication de symptômes, d'indices d'émergence d'un mouvement social urbain français […] intégré à l'ensemble des revendications du mouvement ouvrier ».[833] Il définit le mouvement social urbain, d'une façon idéale-typique comme ayant un « potentiel révolutionnaire », mais surtout comme « remise en cause de la nouvelle division sociale et spatiale des activités monopolistes dans les grands centres urbains, à travers el phénomène de ségrégation habitat/travail »[834], qui entraîne notamment l'augmentation du temps de la journée de travail par la durée du déplacement, d'où les deux enjeux de ces mouvements : lutte contre la « désindustrialisation » et la tertiarisation des centres et lutte contre le zonage des activités (la spécialisation des espaces, usages et ségrégations « monopolistes » de l'espace urbain), deux versants d'une même revendication présente dans la plupart des mouvements ouvriers, conscients ou non du « prolongement évident entre [les] luttes dans l'usine et la crise urbaine ». Il ne faudrait pas non plus oublier la remise en cause des « ségrégations sociales » dans l'espace, et des inégalités d'accès aux équipements collectifs, sur le mode de la « consommation collective » étudiée par Manuel Castells. Même si les ségrégations socio-spatiales ne sont pas encore contestées dans les mouvements sociaux urbains, les sociologues Castells et Lojkine y voient un des enjeux de ces mouvements, par la lutte pour le logement pour l'un et par les luttes ouvrières pour l'autre.

La politisation des luttes urbaines à partir de la fin des années soixante amène, de la part de ces luttes ou de leurs analystes communistes, à une critique de ce « capitalisme monopoliste d'Etat » impliquant « des bouleversement de la vie quotidienne »[835], d'un « urbanisme de classe » au profit de la bourgeoisie et réalisé par l'Etat, de la libéralisation du marché du logement conçu comme marchandise avec les spéculations qu'elle engendre pour les promoteurs, banques, firmes, et de l'Etat planificateur et aménageur (équipements collectifs) accompagnant et encourageant cette libéralisation. Ce processus doit aboutir, en dépit de la réserve des sociologues « de gauche » tels Touraine, à une remise en cause des systèmes social et politico-économique, en vue d'un « changement radical »[836], dont la ville, le logement, les transports et l'entreprise sont les vecteurs. Depuis 1968, les scènes politique (critique de l'Etat et de son action), sociale (organisation sociale, normes socio-culturelles de vie en société), mais aussi spatiale (production, organisation et « consommation » de l'espace urbain et

---

[832] *Id.*, pp. 322-325.
[833] *Id.*, p. 335.
[834] *Id.*, p. 337.
[835] CAUL-FUTY (Louis), « L'efficacité d'un syndicalisme du cadre de vie », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 150.
[836] PIERRE (Christian) [Premier secrétaire de la Fédération de Paris du Parti socialiste, CERES], « Intégrer ces luttes dans le combat politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 158.

de ses composantes), tendent donc de plus en plus à se lier dans les discours revendicatifs, qu'ils émanent des analystes et intellectuels ou des contestataires eux-mêmes.

Mais les difficultés relatives à ce positionnement « politique » et orienté vers le changement social des mouvements sociaux urbains peuvent être résolues à partir d'une définition plus pragmatique. Ce sont Eddy Cherki et Dominique Mehl qui nous la donne dès 1976. Pour eux, qui réfutent d'ailleurs la capacité des luttes urbaines à remettre en cause politiquement le système « capitaliste » (et à en proposer une alternative), les « luttes urbaines » ne sont autre chose que « les luttes qui portent que la ville et non pas tous les conflits qui se déroulent dans la ville » (sur les logements, les transports, les équipements collectifs de tout type, l'environnement et la défense du cadre de vie).[837] Il est donc nécessaire d'identifier ces thèmes urbains pour continuer l'exploration de l'idéologie politique de la ville à l'époque. Alain Touraine ne dit-il pas lui-même en 1978 que le « mouvement produit une idéologie, c'est-à-dire une représentation des rapports sociaux », qu'« il produit aussi une utopie par laquelle il s'identifie à l'enjeu du combat » ? [838] On peut d'ailleurs étendre par hypothèse cette conception à notre objet précis, « les mouvements urbains ». Ainsi le mouvement social urbain produirait de l'idéologie urbaine (représentation des rapports sociaux dans l'espace urbain) et produirait tout à la fois une utopie urbaine dans et par laquelle le mouvement s'identifierait à son enjeu. Cet enjeu, c'est celui de l'urbain, du mode de vie, des organisations spatiale et sociale pour ce qui nous concerne, c'est-à-dire les enjeux spatiaux, mais aussi sociaux et/ou politique, selon Castells. L'exemple des mouvements sociaux urbains, de leur politisation et de leurs « thèmes-enjeux » de contestation et de revendication confirmerait ainsi notre hypothèse d'une « idéologie urbaine » assimilant les problèmes spatiaux à des problèmes sociaux et vice-versa. Mais pour cela, encore une fois, un détour par les « discours » que les acteurs eux-mêmes émettent est nécessaire.

2 - Les discours et revendications.

Nous n'analyserons ici que les critiques et revendications émanant des mouvements sociaux eux-mêmes, laissant pour l'instant de côté le discours des « grands » partis politiques même si ces derniers en instrumentalisent et en animent un certain nombre, que ces mouvements possèdent un caractère *bottom up* – pour reprendre un terme en usage aujourd'hui dans la sociologie politique ou la sociologie des mouvements sociaux – ou qu'il soient simplement « récupérés » politiquement –pour reprendre un terme en usage à l'époque .

La politisation dont nous venons de parler se retranscrit ainsi dans les mots d'ordre des « mouvements sociaux urbains » des années soixante-dix. Dès 1968, on peut retrouver des

---

[837] CHERKI (Eddy) et MEHL (Dominique), « Les luttes urbaines, facteurs de changement ? », *Autrement* n°6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 3.
[838] TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux,* Paris, Le Seuil, 1993, p. 129-130.

revendications touchant au logement et à sa politique, aux conditions de logement et de déplacement des ouvriers . On peut ainsi citer le critiques et revendications du genre « des logements de luxe sont vides alors qu'il existe des bidonvilles ! »[839] ; « les sous-prolétaires n'ont pas de logement »[840] ; « fixer les loyers en pourcentage du salaire » ; « passage des offices régionaux HLM sous le contrôle des associations de locataires »[841] ; « exigeons des logements décents pour les travailleurs »[842] ; « assemblées populaires dans les villages, usines, quartiers, facs et lycées, nouvelles répartition des logements et transports gratuits pour les travailleurs »[843] ; d'autres critiques envers «Claudius-Petit, qui a permis à Le Corbusier de construire en France » [844]; ou encore « avec les plans de monsieur Chalandon, tout rapetisse » (Albin Chalandon, ministre de l'Equipement et du logement à partir de mai 1968 prône en effet le pavillonnaire (cf. les « chalandonnettes »), préfigurant ainsi la rupture avec les grands ensembles, la « ville à taille humaine » et la « nouvelle politique urbaine » de Giscard).[845] Comme le constate Jean Lojkine concernant les mouvements ouvriers, la question de l'organisation spatiale urbaine est donc en question dans le discours étudiant gauchiste de 68, même si elle n'en est pas au cœur. Elle l'est en référence aux « ouvriers», « travailleurs », « travailleurs immigrés » et par rapport à la lutte des classes. Ainsi, dans les années qui suivent, peut-on voir des revendications touchant aux transports ou au logement dans le mouvement ouvrier lui-même ou par l'intermédiaire des groupes gauchistes (*La cause du peuple*, le « front uni », les ouvriers de Renault-Flins, de multiples revendications syndicales portant sur les hausses des prix du métro, sur la situation de logement des immigrés).[846] Les gauchistes non plus ne sont pas en reste durant les années soixante-dix avec l'exemple des maoïstes et de leurs luttes dans les bidonvilles ou les foyers de travailleurs immigrés.

On abordera les contestations et revendications de ces « luttes urbaines » dans la France des années soixante-dix à partir de leurs thèmes principaux, thèmes concernant les « composantes » – plus ou moins « sociales » – de l'espace urbain, dont certains se chevauchent ou sont liés dans le discours ou dans les luttes : à savoir le logement, les rénovations, la vie sociale, les transports, les équipements, le « droit à la ville » et aux « services » urbains, le « cadre de vie » et l'environnement. Tous ces thèmes sont liés et chapeautés par des revendications touchant à la « vie quotidienne » et à

---

[839] Faculté de Nanterre, 11 septembre 1968, AN, 78AJ/35
[840] Tract de la Sorbonne, 11-4-68, AN, 78AJ/35.
[841] *Le Militant*, 1968, AN, 78AJ/34 (Journaux, bulletins, revues), « Evènement de Mai 68, 1968-1969 (I. Journaux et bulletins, J-2) ».
[842] *L'Unité ouvrière (Journal des marxistes-léninistes prolétariens de Renault-Flins)*, n°4, octobre 1969, AN, 78AJ/34 (Journaux, bulletins, revues), « Evènement de Mai 68, 1968-1969 (I. Journaux et bulletins, J-2) ».
[843] *Front populaire*, programme de 1968, AN, 78AJ/36.
[844] Compte-rendu de la séance du 31-05-68, Assemblée générale du domaine bâti, amphithéâtre de l'Ex-Institut d'archéologie de la Rue Michelet, AN, 78AJ/35 (Ecoles supérieures et instituts).
[845] *Les Cahiers de mai*, n°15, 15 octobre-15 novembre 1969, pp. 13-14, AN, 78AJ/33.
[846] AN, 78AJ/38, février 1970 ; *La Cause du peuple* n°25, 16 juin 1970 ; *L'Humanité nouvelle* (PCMLF), novembre 1970.

l'autogestion/participation (pour l'aménagement et la gestion de l'espace urbain). Nous aurions aussi pu classer ces luttes en fonction de leurs caractéristiques sociologiques (qui en sont les porteurs, les acteurs, à qui sont-elles destinées, quelles populations visent-elles ?), mais le flou et la complexité concernant leurs composantes (notamment quel est le rôle exact joué par les intéressés, les habitants et usagers, dans la mesure où ces luttes sont souvent appuyées par des groupuscules ou des partis politiques, des syndicats voire des professionnels) et leur évolution pendant la décennie nous entraînerait trop loin de notre propos.

Nous pouvons toutefois dire, au vu des études déjà réalisées, que, durant les années soixante-dix, les luttes urbaines en France (comme les mouvements sociaux en général) subissent une modification profonde de leurs caractéristiques sociologiques : les couches moyennes et intermédiaires y sont de plus en plus présentes. Les mouvements sociaux urbains des premières années 1970 sont certes déjà caractérisés par la présence de différentes couches sociales au sein de la lutte, et par l'importance des couches moyennes[847] politisées. Ces dernières, tout particulièrement issues des professions intellectuelles ou du travail social[848], servent d'agents mobilisateurs aux populations concernées par la lutte, d'« éléments extérieurs prenant l'initiative des luttes ».[849] Au fur et à mesure de la décennie cependant, et c'est un mouvement qui perdure par la suite, les revendications concernant le cadre de vie, formulées par les classes moyennes que Monique Dagnaud et Dominique Mehl dénomment « modernisatrices/contestataires »[850], ne sont plus formulées au nom des conditions de vie des populations défavorisées (sans-logis, « expulsables », mal-logés), mais plutôt au nom de la défense de leur propre cadre de vie (exception faites, bien sûr d'associations nationales du type « Droit au logement » ou d'autres types de mouvement héritiers des groupes d'extrême gauche des années soixante et du début des années soixante-dix).[851] Les mouvements s'opposant aux opérations urbaines sont de plus en plus le fait des résidents, riverains, commerçants du quartier, contre un projet les touchant directement. L'expression de l'intérêt général reflétée par les luttes urbaines prend de moins en moins sa source dans les expériences collectives des *outsiders*, des ouvriers, des « travailleurs », des mal-logés, et des minorités exploitées, mais bien davantage dans les expériences de vie d'individus, membres des classes moyennes et revendiquant le droit à peser dans le processus décisionnel et urbanistique. Ceci aura d'ailleurs pour suite logique le *quasi*-monopole des couches moyennes supérieures participant aux expériences actuelles de « démocratie participative » concernant

---

[847] SOMMIER (Isabelle), *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Champs Flammarion, 2003 ; voir encore BACQUE (Marie-Hélène), « Démocratie participative-démocratie de proximité », *in : Conseils de quartier/mode d'emploi*, ADELS, 2002.
[848] DAGNAUD (Monique) ; MEHL (Dominique), « Des contestataires comme il faut », *Autrement*, n°29, 1981.
[849] CASTELLS, Manuel. *La Question urbaine*. Paris, F. Maspero, 1972 ; CASTELLS, Manuel, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973.
[850] DAGNAUD (Monique) ; MEHL, (Dominique), « Des contestataires comme il faut », *Autrement*, n°29, 1981.
[851] PÉCHU (Cécile), « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de sciences politiques*, vol. 51, n°1-2, février-avril 2001, pp. 141-162.

l'urbanisme, comme par exemple au sein des conseils de quartier.[852] Pour Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, la coupure se fait en 1975 : alors que « les combats pour l'environnement gagnent en ampleur », « les derniers feux des combats [urbains] hérités de 1968 se sont bel et bien éteints [,et,] signe des temps, les architectes maoïstes, Castro Portzamparc, sont retournés à l'architecture. » [853]

C'est en premier lieu la question du logement qui semble mobiliser les habitants, les associations et les militants politiques à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, qu'il s'agisse du logement au sens large (augmentation des loyers et des charges, loyers trop chers pour les salaires, conditions de logements, accès et tarification des services, localisations, manque de logements sociaux, logement vides) ou du logement des minorités (bidonvilles, foyers des jeunes travailleurs, foyers d'immigrés, cités de transit) avec les mêmes problèmes et constats, mais amplifiés. Ce sont bien entendu les foyers de travailleurs immigrés qui cristallisent les contestations et revendications, faisant suite en cela aux luttes dans les bidonvilles des années soixante, même si ces dernières n'ont pas disparu. Ces mouvements s'orientent d'autant plus contre l'Etat et les pouvoirs publics que ces foyers sont justement une solution institutionnalisée pour remédier aux problèmes des immigrés, alors que les bidonvilles, eux, étaient davantage perçus comme corollaires du « laisser-faire » et du désengagement des pouvoirs publics. C'est le cas par exemple à Ivry-sur-Seine ou à Saint Denis dès la fin des années soixante ou la grève des loyers est pratiquée. Les luttes incessantes dans les foyers Sonacotra de la Région parisienne, appuyées par les partis politiques (contre la répression, les loyers, les expulsions, les conditions de vie et les règlements intérieurs), sont emblématiques de la décennie.

Les manifestations pour les « réquisitions de logement vides » sont également nombreuses au début de la décennie, comme celle de février 1972 juxtaposant ce mot d'ordre avec la contestation vis-à-vis de la mort de Pierre Overlay, militant de la « Gauche prolétarienne » maoïste abattu par un vigile lors d'une manifestation devant les usines Renault quelques jours plus tôt. Cette manifestation permet d'ailleurs à Castells d'illustrer son hypothèse d'un possible (et nécessaire) rapprochement des luttes politiques et urbanistiques.[854] Quant aux luttes contre les conditions de vie dans les bidonvilles, et parfois contre leur démolition, elles subsistent mais ont tendance à péricliter au cours de la décennie.

Les problèmes des foyers de jeunes travailleurs mobilisent également. C'est le cas, par exemple, dans ceux d'Issy-les-Moulineaux ou Cachan, où les augmentations de loyers et les règlements intérieurs sont souvent contestés au début des années soixante-dix.

---

[852] BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire) et FLAMAND (Amélie), *La Démocratie participative et la révision du Plan local d'urbanisme à Paris*, rapport provisoire de recherche « Démocratie participative en Europe : vers une démocratie technique ?», PICRI-Ile-de-France, ADELS, LOUEST, CSU, février 2007.
[853] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, pp. 230-231.
[854] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 44.

En revanche, la fin de la décennie voit les conflits urbains relatifs à la question du logement s'élargir aux diverses couches sociales. C'est par exemple à cette époque que les sections parisiennes de la Confédération générale du logement (CGL), créée en 1956 dans la mouvance des combats pour les sans-logis hérités de l'abbé Pierre, se regroupent au niveau parisien en une union. Cette association, qui se bat presque exclusivement sur le plan législatif et légal, constituant ainsi une autre forme de politisation que celle de la montée en radicalité, et dans le discours de laquelle on peut encore retrouver des avatars de la lutte contre l'urbanisme ou la justice « bourgeois», ou encore le souci de « rentabilité » dans la construction des logements, se donne dorénavant pour but de « faire avancer les droits des locataires et co-propriétaires face aux syndics, propriétaires d'immeubles ou société d'HLM. Le but [étant] de faire passer dans les faits le droit au logement et que ce droit soir reconnu dans les textes législatifs», autrement dit, de « faire respecter les droits des locataires et des co-propriétaires » et de « mettre en place une législation et une code de l'habitat. »[855] Mais la lutte contre « l'insuffisance des projets de lois » n'est pas son seul objectif. Elle entend également fournir des conseils, aides et informations aux habitants (locataires et « co-propriétaires » : montages de dossiers, informations juridiques) au travers d'organismes spécialisés comme les « boutiques du droit » et les « boutiques d'aménagement », dans le l'optique de « défendre l'intérêt des locataires, tant matériel que moral et social, mais [aussi] d'organiser des loisirs ».[856] De même se développent des associations plus juridiques que combattives, mais toujours militantes, comme ce « SOS Locataire » qui propose de l'aide par téléphone. Elles agissent indépendamment des couches sociales ou des locataires concernés par ce besoin d'aide mais toujours par rapport aux mêmes thèmes « quantitatifs » de lutte contre les augmentations de loyer et plus « qualitatifs » concernant le droit des expulsés :

> « Non, les loyers ne sont pas libérés dans les immeubles anciens
> Non, une salle de bain et un WC intérieur ne suffisent pas pour libérer un loyer
> Non, le propriétaire ne peut pas vous expulser sans logement
> Oui, vos charges peuvent être abusives
> Oui, le propriétaire doit vous rembourser tout dépôt de garantie
> Oui, le propriétaire doit assurer les travaux d'intérieur. »[857]

Dans la même veine, on peut mentionner « l'ANUEL » (Association nationale pour l'union et l'entraide des locataires) qui fournit également aide juridique et informations par téléphone aux locataires sur la « légalité » du taux de leurs loyers. Elle lance[858], en janvier 1981, l' « APPEL »

---

[855] CGL, *Action logement édition parisienne* n°3, supplément à *Action logement* n°5, 1979, AN, 78AJ/45.
[856] *Id*.
[857] SOS Locataire, AN, 78AJ/46, mars 1980.
[858] ANUEL, « Locataires. vous avez des droits », AN, 78AJ/47, janvier-avril 1981.

(Association parisienne pour l'entraide des locataires), qui milite contre « les hausses des loyers et des charges, les malfaçons, les abus des agents immobiliers, gérants et propriétaires » .[859]

Plus généralement, la question de la vie sociale urbaine occupe une place centrale dans le discours revendicatif des luttes urbaines des années soixante-dix, notamment à travers la volonté et les expériences de créer des « communautés ». Cette question est extrêmement liée à la précédente, celle du logement, notamment par le phénomène des squatters, qui existent en France depuis l'après-guerre et sont alors expérimentés par les mouvements chrétiens. Mais les luttes des citadins n'observent pas systématiquement cette radicalité : on ne compte plus, au début des années soixante-dix, les innombrables associations d'habitants réclamant, d'une manière parfois tenace, les fameux « mètres carrés sociaux » – ou « locaux collectifs résidentiels » prévus par la loi (1965, 1971 et 1977), comme par exemple cette « association des locataires des immeubles A4 et B » du 25/29 rue des Lilas dans le XIX^{e} arrondissement parisien – un quartier de grand ensemble conçu récemment – qui réclame des « espaces communs pour les enfants », mais aussi pour les relations de voisinage, les réunions d'associations, etc.[860] Très liés aux problèmes du logements, la réclamation par voie juridique (comme à la CGL) ou illégale (occupations de logement vacants) des « locaux collectifs résidentiels » que le fournisseur doit mettre gratuitement à la disposition des habitants, occupe ainsi les associations dans les quartiers HLM et de grands ensembles du centre ou de la périphérie. Il faut dire que ces locaux sont justement les foyers de la contestation en tant qu'ils sont destinés, entre autres, à accueillir les collectifs et les associations habitants. Mais nous verrons que d'autres fois, ce type d'équipement peut être fortement contesté.

D'autre part, des associations se multiplient pendant les années soixante-dix, qui visent la réflexion et les revendications touchant à des catégories spécifiques de citadins et à leur vie urbaine, à leurs besoins en terme d'équipement, d'accessibilité (aux transports en commun, aux divers services) : les handicapés, les personnes âgées, les enfants, etc. De grands groupes d'intérêts d'habitants comme la CGL parisienne n'hésitent pas, dans leurs écrits, à cibler également des populations géographiquement circonscrites, à parler de « vie plus humaine dans une cité plus humaine», à comparer les « cités HLM » aux « villages bien vivants », représentatifs d'un passé urbain disparu et d'une qualité de vie sociale. Ces « cités » sont jugées représentatives du « vide le plus complet, [avec beaucoup] de coins sombres sans vie. L'OPHLM ne se soucie pas de la vie dans les cités qu'il décide de construire. Rentabilité oblige ! » [861]

---

[859] APPEL, AN, 78AJ/46, janvier 1981.
[860] AN, 78AJ/40, décembre 1973.
[861] ROHEE (Jean-Claude), Comité des locataires CGL du XXe arrondissement, *in : Action logement édition parisienne* n°3, supplément à *Action logement* n°5, 1979, p. 3, AN, 78AJ/45.

Document 9 : Ras-du Pavé, "Guide des Halles et du Marais", 1979.

à paraître

le guide des halles et du marais

réalisé par le « RAS DU PAVE » **éditions alternative et parallèles**

UN REGARD « DIFFERENT » SUR LE CŒUR DE PARIS

pour :
— les 130.000 habitants qui y vivent ;
— les centaines de milliers de personnes qui s'y rendent quotidiennement à leur travail ;
— les millions de touristes qui, des quais de la Seine à Beaubourg, visitent chaque année nos quartiers.

TOUT SUR LES QUATRE PREMIERS ARRONDISSEMENTS

• **Le bloc-notes des adresses et des tuyaux indispensables :** pour se loger, se nourrir, s'habiller, se soigner ... Les meilleures tables rapport qualité/prix, les cinés pas chers, les petits hôtels, les cafés-théâtres, les permanences juridiques gratuites, les salons de thé « bon genre », le sport, la danse, les saunas (les vrais ... et les autres).

• **Le nez en l'air, à la découverte :**
— du pittoresque : 4 itinéraires de balade en dehors des sentiers battus, sans oublier le quartier juif, chinois, la place Dauphine, la place du marché Ste-Catherine ... ;
— de la « kultur » : musées, biblios, librairies, galeries ... ;
— des autres : crèches pour enfants, écoles alternatives, ateliers, groupes femmes, activités 3e âge, maisons pour tous ...

• **Mais également**, avec articles de fond et enquêtes à l'appui, **un regard sans complaisance** sur :
— la grande braderie immobilière du centre de la capitale ;
— l'évolution sociologique et économique de ces quartiers ;
— deux dossiers-clé : les Halles et Beaubourg.

200 pages abondamment illustrées, plus de 1.000 adresses, des plans clairs et précis, des itinéraires originaux.

TOUT CA POUR ... 20 F. (au lieu de 26 F. lors de la parution en mars/avril 1979).

en **souscrivant** dès aujourd'hui à cet ouvrage. Pourquoi ?
• **pour être servi en priorité**
• **pour le payer moins cher**

LE GUIDE DES HALLES ET DU MARAIS

tout le centre de Paris dans la poche

Je désire recevoir en priorité le « **Guide des Halles et du Marais** » réalisé par le « Ras du Pavé » et édité par les Librairies Parallèles et Alternatives en souscrivant **au prix de 20 francs** par ouvrage.

NOM .....

ADRESSE .....

NOMBRE D'EXEMPLAIRES .....

A compléter et à retourner accompagné de votre règlement, aux Editions Alternatives et Parallèles 36, rue des Bourdonnais 75001 Paris.

Source : AN, 78AJ/45.

Document 10 : Tract "Bercy-Informations", 15 mars 1979.

15 mars 1979

- BERCY - INFORMATIONS -

BERCY, C'EST QUOI ?

- 40 hectares à 2,5 km de Notre-Dame - 2 000 emplois dont 400 menacés immédiatement ;
- 900 arbres centenaires, des maisons pittoresques ;
- un but pour vos promenades du samedi avec vos enfants .....

Au mois de novembre 1978, la Mairie, sans consultation ni même information du quartier, menace d'y implanter un énorme bloc de béton.

LE COLLECTIF BERCY, POURQUOI ?

Devant ces perspectives destructrices et ce mépris du quartier s'est constitué le Collectif Bercy : il rassemble 22 associations du XIIème, de vocations diverses. Vous avez été plus de 2 000 à signer une pétition où vous exprimiez votre "volonté d'intervenir dans les affaires qui vous concernent".

LE VOTE DU 5 MARS 79

Le Conseil de Paris donne carte blanche au Maire pour entreprendre la réalisation d'un Centre International des Sports. Certes, ce vote est assorti d'un amendement qui prévoit, notamment, "la concertation avec des associations représentatives". Un premier succès auquel l'action du Collectif n'est pas étrangère.

MAIS PEUT-ON PARLER DE CONCERTATION ET DANS LE MÊME TEMPS :

- ENTAMER DÈS LE 1ER AVRIL DES DÉMOLITIONS, alors même que l'on ne sait rien des grandes lignes du projet, sinon que la facture sera lourde ...
- AMENER LES NÉGOCIANTS ÉVINCÉS À PROCÉDER À DES MUTATIONS D'EMPLOI DRAMATIQUES,

LE COLLECTIF BERCY demande *qu'aucune démolition ou destruction irréversible ne soit entreprise*

Seule cette décision peut permettre la mise en place d'une véritable concertation avec consultation du quartier. Les besoins et les aspirations doivent pouvoir s'exprimer dans un projet d'orientation totalement différente qui pourrait, par exemple, intégrer les idées-forces suivantes :

- respect scrupuleux du site, et de l'atmosphère villageoise ;
- réorganisation de l'activité des Entrepôts autour d'un Centre National du Vin ;
- ouverture aux Parisiens d'espaces verts et d'installations culturelles et sportives, d'accès facile, légères et peu coûteuses ;
- intégration harmonieuse du projet dans le tissu urbain environnant.

POUR QU'UN TEL PROJET SOIT RÉELLEMENT CELUI DU QUARTIER, PARTICIPEZ À L'ACTION DU COLLECTIF BERCY :

PRENEZ LA PAROLE, FAITES CONNAITRE VOS BESOINS

- répondez au questionnaire qui vous sera présenté,
- contactez le Collectif des Associations, il est ouvert à tous, venez participer à ses réunions.

POUR VIVRE AUTREMENT DANS LE XIIÈME

Collectif Bercy
32 rue de Pommard
75012 PARIS

Pour mieux faire connaître Bercy, le Journal "LA BRECHE" organise prochainement **un CROSS, DANS LES ENTREPOTS**.. ...*Venez NOMBREUX*
Inscriptions ouvertes : Librairie **1984** *32 bld de Reuilly*

Source : AN, 78AJ/45.

D'une manière générale, les questions de l'accessibilité (aux transports, aux services, équipements) se posent de plus en plus et s'accompagnent d'un souci et d'une dénonciation des ségrégations spatiales dans les villes, de ce que l'on appellerait aujourd'hui la *gentrification* des centres, notamment à Paris. Cet « embourgeoisement » du Paris intra-muros est perçu comme étant exclusivement le fait de la spéculation immobilière, même si on parle de moins en moins de stratégie bourgeoise s'intégrant dans la lutte des classes.(**Cf. Document 9**).[862]

Le problème des équipements (sociaux, culturels, collectifs, services publics) est également loin d'être négligeable dans ces mouvements sociaux urbains, qu'il s'agisse des MJC qu'il s'agit de réclamer, de contester ou de défendre contre les expulsions[863], des crèches, écoles, hôpitaux, lieux de loisirs, de rencontre, autant d'équipements censés favoriser le « lien social » par l'intermédiaire du lien associatif. Ce problème récurrent dans les luttes concerne essentiellement les banlieues et quartiers de grands ensembles (ZUP).

Mais si les luttes réclamant des équipements collectifs et/ou socioculturels dits « de proximité » sont nombreuses dans les années soixante-dix, celle refusant la réalisation de « grands » équipements à vocation plus globale (municipale, régionale, nationale), et toujours au nom de la protection du « local », de son patrimoine ou de la vie sociale de ne sont pas non plus à minimiser. C'est le cas, pas exemple, à la fin de la décennie, pour ce qui deviendra le futur palais omnisport de Bercy des architectes Michel Andrault et Pierre Parat inauguré en 1983. Un tract daté de 1979, dénonce l'attitude de la mairie qui a décidé en 1978 d'implanter dans le quartier « un énorme bloc de béton » censé devenir « un centre international des sports », et ce sans concertation, ce qui a entrainé la formation d'un collectif de défense du quartier.(**Cf. Document 10**)[864] Car la réalisation de cet équipement est comme souvent accompagnée de démolitions et ainsi ressentie comme une dénaturation du quartier (avec ses « arbres centenaires », ses « maisons pittoresques »). Le collectif revendique entre autres au nom du « respect […] du site et de l'atmosphère villageoise », signe du mythe de la communauté villageoise présent dans beaucoup de quartier de l'Est parisien surtout lorsqu'ils sont en cours de rénovation. Il réclame aussi l' « ouverture aux parisiens d'espaces verts et d'installations culturels et sportives, d'accès facile, légères et peut coûteuse (appel à l'environnement et au « local », aux équipements de proximités préférés aux grands équipements couteux). Il est enfin souhaité une « intégration harmonieuse du projet dans le tissu urbain environnant » et surtout une vraie « concertation » avec les habitants et les associations locales perçue comme absente ou insuffisante. Il existe donc des luttes qui réclament la réalisation des équipements (souvent dans les nouveaux

[862] AN, 78AJ/45, mars 1979
[863] AN, 78AJ/42, décembre 1975, sur la lutte contre « l'expulsion » d'une MJC dans le XXe arrondissement parisien.
[864] Collectif Bercy, « Bercy informations », 15 mars 1979 ; AN, 78AJ/45.

quartiers) et d'autres qui les refusent (souvent dans les quartiers plus anciens). C'est le cas pour la construction des grands centres commerciaux, par exemple, contestés par les commerçants locaux mais aussi plus généralement par les riverains. Certaines expériences « sauvages » sont de même mises an avant (avec l'aide d'architectes, etc) pour contrecarrer les projets d'équipements socio-culturels publics (maisons de quartier, de jeunes) perçus comme aliénants ou « répressifs » (maisons du peuples, etc). Les équipements-institutions comme les hôpitaux, les écoles, etc., déjà tant critiqués par les chercheurs du CERFI sont en effet souvent mal perçus.

Le problème des rénovations, des « rénovations-expulsions » des populations précarisées des centres, est encore au centre des discours et des luttes. Les opérations de rénovation urbaine, commencée à Paris à la fin des années cinquante, décidées par la municipalité et réalisées par des SEM (RIVP) ou des sociétés HLM ou privées sont un sujet récurrent des luttes urbaines depuis cette période. Ces rénovations urbaines, qu'elles aient lieu dans la capitale ou ailleurs, auraient pour objectif caché, selon le « Groupe de sociologie urbaine de Nanterre » du Laboratoire de sociologie industrielle d'Alain Touraine (dont Manuel Castells, Francis Godard), de « changer l'occupation sociale de l'espace », objectif « correspondant à la conquête des fonctions de direction politique, économique et sociale de la ville par certains groupes sociaux »[865], autrement dit la bourgeoisie capitaliste. Dans la littérature sociologique de l'époque qui foisonne sur ces opérations de rénovations[866], celles-ci ont également des buts symboliques et idéologiques autant que financiers, sociaux (donc politiques) et économiques (« la rénovation vis à transformer socialement le quartier, à entraîner une forte dynamique consommatoire et un marquage symbolique » de l'espace urbain »)[867]. Sous prétexte « d'éradiquer l'habitat insalubre », voire de « résoudre les problèmes sociaux » inhérents à certains quartiers, Castells et d'autres émettent l'hypothèse que ces rénovations auraient pour but caché de *gentrifier* l'espace urbain en en chassant le prolétariat, un peu comme au XIX^e^ siècle avec les travaux du Baron Haussmann. Et cette idée parcourt les mouvements sociaux urbains (souvent fortement politisés) qui naissent en réaction à ces opérations de « déportations », même si Castells juge que ces

---

[865] CASTELLS (Manuel), GODARD (Francis) et *la.* (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, Laboratoire de sociologie industrielle), « Paris 1970 : reconquête urbaine et rénovation-déportation », *Sociologie du travail*, douzième année, n°4, « Politique urbaine 2 », Paris, Seuil, octobre-décembre 1970, pp. 488-514.

[866] Manuel Castells et ses collègues du Centre d'Etude sur les mouvements sociaux sont encore une fois les plus prolixe, qu'il s'agisse d'analyser les mécanismes de ces rénovations ou les résistances qui en découlent, en prenant toutefois, pour ces dernières, cette habitude étrange, dans leurs articles, rapports et ouvrages, de modifier le nom des lieux – même si ces études sont basées sur des « faits réels », pour ne pas « servir » et donner des armes aux capitalisme, à l'Etat. Voir notamment CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973 ; CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1975 et la rénovation de la fameuse « Cité du peuple » à Paris ; les Numéros spéciaux des revues *Autrement* et *Espaces et sociétés* consacrés aux mouvements sociaux urbains : *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976 ; *Espaces et sociétés*, n° 6-7, « Mouvements sociaux urbains I. Production du cadre bâti, utopie urbaine et technostructure », Paris, L'Harmattan, Juillet-octobre 1972 et notamment l'article José OLIVES, du CEMS tourainien, ou le nom du quartier dont il est question est remplacé par « Cité d'Aliarte », « La lutte contre la rénovation urbaine dans le quartier de la Cité d'Aliatre (Paris), pp. 9-27.

[867] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 28.

luttes demeurent « trop fractionnées et indépendantes d'un quartier à l'autre », qu'elles possèdent trop ce « côté réactif » qui les empêche d'élargir leurs revendications à une « offensive d'ensemble », c'est-à-dire « contre les logiques sociales qui sous-tendent la rénovation ».[868]

C'est notamment au nom de la vie de quartier (le plus souvent en milieu ouvrier, avec ses relations sociales de voisinage particulières, l'entraide, la solidarité, l'interconnaissance), mais aussi contre les expulsions qui l'accompagnent (que Castells et ses collègues appelèrent « déportations »[869] tout comme les mouvements sociaux eux-mêmes, en ce sens que les « expulsés » sont souvent orientés vers la banlieue et sûrement pour mieux qualifié l'éloignement dont ils sont victimes) que les luttes contre cette « reconquête urbaine » se mènent. Les leaders sont d'ailleurs souvent des « clercs » extérieurs au quartier concerné (militants politiques, associatifs), comme le notait déjà Manuel Castells. En somme, ces luttes se déroulent essentiellement pour la sauvegarde de la vie sociale urbaine, mais aussi pour la question du logement – avec son « droit », la question des loyers, le droit à la ville –, de l'aménagement des équipements nécessaires. Les luttes contre les expulsions se manifestent d'ailleurs souvent par des revendications d' « opérations-tiroirs », permettant de reloger sur place des habitants, la rénovation étant bien ressentie au niveau local, si elle se fait au « bénéfice des habitants ».[870] Lutte aussi, si l'on en croit les archives et les études menées à l'époque, contre la question de la « spéculation foncière » inhérente aux opérations de rénovation et qui profite aux promoteurs, bailleurs, etc. au détriment des habitants eux-mêmes, qu'ils soient expulsés ou obligés de partir de fait de la hausse des loyers. Certes, les rénovations urbaines ont lieu depuis les années cinquante, mais c'est la contestation contre les expulsions accompagnant ces rénovations, héritière de 68, qui marque les années soixante-dix. Ce qui est le plus mis en avant par certaines associations, c'est la volonté d'exprimer la parole habitante dans le déroulement de l'opération de rénovation ainsi que la contestation des modalités de cette rénovation.[871] C'est souvent le cas, plus que le reniement de la nécessité de la rénovation elle-même[872], même si un certain nombre de « comités de défense » du bâti existants se mettent en place au niveau local.

On observe donc des invariants au sein de ces luttes contre les rénovations urbaines des décennies soixante – soixante-dix, dont on pourrait dresser un idéal-type revendicatif à partir des observations de Manuel Castells : « pas d'expulsion sans relogements » – le plus souvent, sur place, par des « opérations-tiroirs », et en tout cas, dans des logements décents et à des prix abordables, si possible dans des logements sociaux –, « juguler la spéculation foncière », « relogement des mal-

---

[868] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 25.
[869] CASTELLS (Manuel), GODARD (Francis) et *la.* (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, Laboratoire de sociologie industrielle), « Paris 1970 : reconquête urbaine et rénovation-déportation », *Sociologie du travail*, douzième année, n°4, « Politique urbaine 2 », Paris, Seuil, octobre-décembre 1970, pp. 488-514.
[870] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, pp. 27-31.
[871] Voir par exemple, concernant la rénovation dans le XIVe arrondissement parisien : MIGNON (Patrick), MONGIN (Olivier), « Genèse de notre association de quartier VDL XIV », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp. 20-32.
[872] CASTELLS (Manuel) (1972), *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, 1975, p. 414.

logés », des « minorité », réalisation (rapide) des équipements prévus[873], les indemnités de déménagement (notamment pour les commerçants). S'ajoute la volonté de conserver l'esprit du quartier, ce qui signifie le refus de l'arrivée de nouvelles populations extérieures aux quartiers préexistants, ou en tout cas, des « bourgeois » dans les quartiers « ouvriers », voire parfois le désir d'entre-soi.

Ainsi, la question du réaménagement des Halles au centre de Paris, débuté en 1970, et en but à la désapprobation majoritaire de l'opinion parisienne et aux associations de commerçants et de riverains hostiles, fait encore parler d'elle en 1981, tant du point de vue de la mise en place des équipements publics, que du jardin ou du manque de concertation avec les habitants.[874] Dès 1971, une mobilisation d'aspect ludique autant que protestataire et de résistance s'y déroula même sous la forme d'une « fête ininterrompue de quinze jours »[875] organisée par de jeunes militants, les riverains et les commerçants du quartier. Nous ne pouvons citer ici l'opération « Italie XIII » qui vise à rénover le centre du XIII[e] arrondissement parisien. Elle a été analysé par Francis Godard autant pour ses mécanismes idéologiques, financiers qu'urbanistiques que pour ses objectifs socio-économiques et symboliques plus ou moins masqués. Celui-ci n'hésite d'ailleurs pas à en faire appel à Marx lui-même pour critiquer la rénovation urbaine :

> « "Il est évident que les améliorations et embellissements des villes – conséquence de l'accroissement de la richesse – tels que les démolitions de quartiers mal bâtis, constructions de palais pour banques, entrepôts, etc. élargissement des rues pour la circulation commerciale et les carrosses de luxe, établissements de voies ferrées à l'intérieur, etc. chassent toujours les pauvres dans des recoins de plus en plus sales et insalubres" K. Marx (*Le Capital*, tome 3, ch. XXV)».[876]

Cette opération de rénovation « privée », l'une des plus importantes à Paris dans les années soixante – soixante-dix, étudiée à l'époque du point de vue de ses conséquences sociologiques et ses transformations sociales par Henri Coing dans un ouvrage qui fera date[877], a également entraînés mobilisations, critiques et luttes des habitants. Elle s'est caractérisée par la création, en 1964, de l'une des plus anciennes associations parisiennes à vocation urbanistique, l'ADA13 : luttes contre les démolitions, pour les espaces verts, pour la réduction du COS[878], le logement social, le maintien sur place des habitants, la défense du patrimoine. Elle effectue ensuite des pressions pour la réalisation rapide des équipements prévus. Le cas, assez semblable, de la rénovation, également privée du Haut-Belleville, entraîne à la même époque la résistance locale, tout comme celle du Marais dans le centre

---

[873] CASTELLS (Manuel) (1972), *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, 1975, p. 410.
[874] Union des champeaux (association d'habitants du quartier des Halles), AN, 78AJ/46, février 1981
[875] CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973, p. 38.
[876] GODARD (Francis), « La rénovation urbaine à Paris l'opération "Italie 13" », *Espaces et sociétés* n° 2, Paris, L'Harmattan, mars 1971, pp. 149-168.
[877] COING (Henri), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions ouvrières, 1966.
[878] Coefficient d'occupation des sols, norme urbanistique prévoyant la densité.

de Paris, qui mobilise également les habitants et les associations à travers la constitution de comités de quartier, parrainés ou non par la Confédération nationale du logement (CNL communiste). La violence, la brutalité, voire l'inhumanité des opérations sont systématiquement dénoncées, comme le montre ce tract d'appel à manifestation[879] contre les conditions d'expulsion de l'Ilot Saint-Paul, désigné comme îlot insalubre le 29 août 1977 : il est huit heure du matin lorsque « des videurs de la RIVP [Régie immobilière de la ville de Paris, société d'économie mixte] (société de rénovation contrôlée par de grandes banques privées) ont expulsé, ave la police, cinq familles vers des cités de transit sur le périphérique, avec bouclage du quartier », avant que les « casseurs » arrivent. La lutte contre les expulsions (il s'agit d'une « opération d'utilité publique ») s'y manifeste comme souvent par les revendications pour un « relogement décent » avec « un loyer proportionnel au ressources de chacun ». [880]On pourra encore mentionner pour le cas parisien, les opérations de rénovation du quartier Saint-Blaise, dans le XX^{e} arrondissement (1965-1972), celle de la Place des Fêtes dans le XIX^{e}, du Quartier Mouffetard, du « Front de Seine » dans les années soixante, dont les réactions habitantes furent tout aussi exemplaires, le cas du quartier de la Part-Dieu à Lyon, etc. Au-delà des expulsions, c'est « le droit au logement pour tous » qui est revendiqué et « la rénovation spéculative » qui est dénoncée. Les manifestations contre les rénovations, les expulsions, les « saccages de quartier », « Chirac » (alors Maire de Paris), les « démolitions-expropriation » et pour la « participation des habitants au réaménagement »[881] lors de ces opérations, continuent jusqu'à la fin de la décennie.

L'exemple le plus connu et le plus représentatif de ces luttes contre les rénovations urbaines demeure sans nul doute le conflit de l'Alma-Gare, quartier populaire de « courées » du Nord de Roubaix, héritier de l'industrie textile du XIX^{e} siècle. La municipalité municipale, appuyée par l'Etat et la préfecture, décide de le rénover au titre de la lutte contre l'insalubrité, c'est-à-dire de détruire et d'expulser les habitants d'un quartier qui subit de plein fouet la crise industrielle et le chômage. Le quartier est classé insalubre par la municipalité en 1962, avis du Conseil d'Etat en 1969 élargit la délégation relative aux bidonvilles aux courées, la loi Vivien sur l'habitat insalubre est votée en 1970 et la préfecture classe le quartier en ZAD.[882] La rénovation décidée dans les années soixante et débutée au début des années soixante-dix rencontre la résistance des habitants, qui s'appuient sur les exemples antérieurs (quartiers de Longues-Haies et Edouard Enseele voisins). Bien que globalement favorables à la nécessité d'une rénovation, ceux-ci revendiquent le droit d'y participer, du moins d'en dicter les modalités et les objectifs. Ce conflit entre les habitants et la municipalité socialiste de Roubaix, qui

---

[879] Appel à manifestation signé par les associations « Vivre dans le quartier », « Ecologie », « Collectif logement », la CFDT, « des architectes qui soutiennent », AN, 78AJ/43, juillet-août 1977.
[880] DE LA PRADELLE (Michèle), SELIM (Monique), « Les militants du marais », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp. 33-43.
[881] AN, 78AJ/43, novembre 1977.
[882] Zone d'aménagement différé : droit de préemption fourni aux autorités afin de faciliter l'aménagement futur.

s'étend sur presque deux décennies –1966-1983[883]– ne tardera pas à faire du quartier le lieu emblématique des luttes urbaines des années soixante-dix. Comme dans d'autres cas de rénovation urbaine, c'est la revendication du maintien des populations sur place à des prix et dans des conditions (de confort, d'hygiène) valables qui constitue l'essentiel de la contestation.

> « Le quartier est un lieu où la vie quotidienne, surtout dans une ville de province et de petites industries, est spatialement regroupée. Toute sectorisation (éloignement du travail, du logement de l'école. apparaît comme une atteinte à cette unité de vie permise par le quartier. »[884]

Ainsi, le quartier populaire, plus qu'un lieu au mode de vie particulier que l'on qualifie d' « ouvrier » ou « populaire » (avec ses sociabilités particulières), acquiert le statut de « principe » auquel la population locale reste attachée. Il est tout simplement l'espace de la vie quotidienne depuis le XIX[e] siècle et la ville industrielle et patronale. C'est alors une certaine forme de modernité qui est refusée. Cela explique entre autres, l'investissement et l'installation sur le terrain même du premier Atelier populaire d'urbanisme (APU).

Les revendications se font donc à la fois sur le relogement sur place, mais aussi sur « la conservation de la vie collective », sur le « contrôle de l'opération de rénovation », la « défense des habitants », « l'analyse » et la « réponse » au projet de rénovation (« contre-projets »).[885] Mais elles portent autant sur le mauvais accès aux services urbains comme l'eau, sur la dégradation du bâti, sur la nécessité de nouveaux équipements, sur le maintien de la vie communautaire et donc, sur la nécessité de préserver la vie sociale propre au quartier. La contestation porte avant tout sur les projets établis par les spécialistes (contre les « tours » d'habitat collectif aux loyers élevés pour la population, refus du béton et préférence pour la brique). Hélène Hatzfeld parle à ce sujet d' « enjeux de sociabilité » du conflit, consistant à « maintenir certaines formes de vie collective, d'entraide contre les difficultés financières ou familiales » et s'opposant aux enjeux – objectifs – « financiers » et « sociaux » (destruction pour éradiquer la misère et la contagion, pour disperser la population) poursuivis par la municipalité, les promoteurs et le patronat, dans les années soixante.[886] Les acteurs opposés lors de ce conflit sont également de plusieurs catégories : d'un côté la municipalité de gauche, les enquêteurs et travailleurs sociaux, les sociétés chargées de la rénovation et l'Etat, de l'autre, les habitants, appuyés par une association chrétienne (Association populaire des familles) puis par l'APU (Atelier populaire d'urbanisme) qui joue sur le terrain à partir de 1974 à la fois le rôle de médiateur avec les pouvoirs publics, de contre-pouvoirs et de force de propositions, de pédagogie et de propagande auprès des

---

[883] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, pp. 374-392.
[884] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 378.
[885] LAMARCHE-VADEL (Gaetane), COTLENKO (Ariane), « Alma-gare – le singulier et le politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, pp. 62-69.
[886] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, pp. 380-381.

habitants, d' « agitation », de gestion des problèmes locaux et quotidiens. Un peu dans une veine maoïste post-soixantehuitarde, il regroupe des experts – sociologues, architectes et militants constituent « l'aide technique aux habitants », particularité du mouvement et de l'organisation[887]– et des habitants dans une perspective et une pratique autogestionnaire « au quotidien ».

> « L'APU distingue, dans une conception qui marque assez largement la mouvance militante issue des événements de Mai 68, la politique traditionnelle, celle des partis politiques et de la municipalité, proche de l'acception qu'en donne Jacques Julliard sous le terme de "politique professionnelle", et sa propre définition du politique, comme politique quotidienne, imprégnant tous les aspects de la vie des citoyens, relevant davantage de l'"usage" que du "pouvoir".»[888]
>
> « [A partir de 1977][889], le jeu de l'APU, jusque là surtout actif comme comité de défense du quartier mobilisant les habitants, consiste à la fois à concevoir un projet de quartier avec l'aide technique et à maintenir sa force de groupe de pression vis-à-vis de la municipalité et des organismes techniques. »[890]

Rien d'étonnant, donc, à ce que l'expérience de l'Alma-Gare cristallise alors une jeunesse post–68, celle des nouvelles unités pédagogiques d'architecture notamment, intéressée par les questions urbaine, architecturale et sociale. Rien d'étonnant non plus à ce qu'elle soit systématiquement cité comme révélatrice et exemplaire des mouvements sociaux d'alors, de la résistance du « local » par rapport au pouvoir, de l'auto-organisation et de l'autogestion urbaines, au point d'accéder souvent au statut de « mythe »[891], en tant, justement, qu'elle représente un véritable « laboratoire d'idées » et qu'elle réussit à obtenir quelques résultats autant urbanistiques que politiques. Politiquement, le mouvement obtient ainsi la prise en compte de la parole et des souhaits des habitants et leur participation à la rénovation dès 1976, la prise en compte des « usages » et non plus seulement des « besoins », la déstabilisation des pouvoirs locaux. Urbanistiquement, des accords sont obtenus après négociations sur la destruction îlots par îlots avec reconstruction immédiate et relogement sur place, tout comme d'autres accords sur l'architecture du nouveau quartier, sur les espaces publics[892], la première « régie de quartier » mise en place par l'équipe de chercheur du CERFI... Mais si l'APU, d'origine chrétienne (APF) et technicienne (architectes) poursuit des buts politiques, de « démocratisation » de l'urbanisme et de la décision, son organisation « autogestionnaire » n'en relève pas pour autant de l'organisation politique, du moins dans le

---

[887] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 379.
[888] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 378.
[889] Changement de municipalité qui reste à gauche mais dont le Maire SFIO plus attentiste et remplacé par un Maire PS plus volontariste, *Id.*
[890] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 379.
[891] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 283.
[892] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 380.

discours : il s'agit d'un « collectif regroupant les habitants du quartier, adhérents ou non à l'APF. D'aucune obédience politique, sans référence syndicale ni corporatiste, l'APU n'est pas même une association déclarée. C'est un *collectif, un lieu d'énonciation, de la vie du quartier*. »[893]L'APU sera tout de même, à la longue, reconnu comme organe de négociation par la municipalité et même par la suite institutionnalisé. Le politique signifie donc ici « savoirs d'usage » contre « savoirs techniques », local contre technocratie aveugle, démocratie contre « autoritarisme ». L'APU, dont l'exemple essaimera et alimentera les contestations urbaines ultérieures ou parallèles, serait le résultat et le vecteur, localement, d'un *work in progress*, cumulant les expériences (quartiers voisins) et les connaissances (techniques, sociologiques, administratives, sociales, politiques), pour constituer une véritable force d'opposition et de proposition, tirant ses savoirs du passé et visant une nouvelle manière de faire de l'urbanisme : « opposer aux technocrates et aux pouvoirs politiques et administratifs une force populaire, afin d'obliger les rénovateurs à tenir compte de nos besoins, de nos désirs, de notre volonté. »[894]

Il est à noter également l'implication de chercheurs du CERFI, notamment à propos des besoins et des formes des équipements souhaités par les habitants. L'appel à l'organisme de recherche provient d'architectes qui demandent à Gérard Grass[895] – psychologue à la Clinique de la Borde et chercheur de l'équipe –, par un contrat d'Etat, de déterminer, au sein du quartier et de l'APU, les aspirations des habitants. [896]

Les formes d'action mobilisées lors de ce conflit regroupent les modes traditionnels de la contestation et celles, plus nouvelles, de la lutte urbaine : manifestations sur le terrain, occupation du siège de l'ORSUCOMN[897] en 1971 (société chargée de la rénovation et du relogement), procès contre des propriétaires par l'APF en 1973, projets de quartier refusés, prise en charge de l'expertise d'insalubrité « par les habitants eux-mêmes »[898], exclusion des travailleurs sociaux et proposition d'un projet de quartier par l'APU en 1977.

Si, au vu des études menées, les résultats du conflit de l'Alma-Gare furent mitigés tant du point de vue urbanistique que du point de vue politique (« transformation du schéma décisionnel » mais sans modifier « le système politique municipal »[899], résultats quant à la rénovation, réhabilitation

---

[893] LAMARCHE-VADEL (Gaetane) et COTLENKO (Ariane), « Alma-gare – le singulier et le politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 66.
[894] Tract APF/APU, octobre 1975, cité *in :* BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 287.
[895] Celui-ci deviendra par la suite consultant-chercheur spécialisé dans la politique de la ville.
[896] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 287.
[897] Organisation pour la suppression des courées de la métropole nord.
[898] LAMARCHE-VADEL (Gaetane) et COTLENKO (Ariane), « Alma-gare – le singulier et le politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 67.
[899] HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, pp. 374-392.

de certains immeubles), l'APU et la mobilisation habitante ont au moins eu le mérite de « cristalliser » les oppositions aux rénovations urbaines des années soixante – soixante-dix et de poser, en actes, la question de la participation des habitants aux processus d'aménagement de l'espace urbain.

> « La lutte que mènent les habitants de Roubaix engage un processus nouveau et singulier. *Une force populaire* tente de prendre la direction des opérations de rénovation alors que celles-ci, par décision régionale et gouvernementale, ont déjà programmé son élimination ! Un micro-urbanisme qui articule le singulier et le politique émerge à Roubaix. Les actions menées par l'APU interpellent des lieux aussi divers que la communauté urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, les organismes aménageurs, l'administration centrale. Les modes d'action et de fonctionnement de l'APU en expliquent l'impact. L'Apu ne se laisse pas circonscrire dans un combat soit local soit corporatiste. Il a toujours posé le problème de l'habitat en termes politiques et s'est lui-même saisi de cette dimension. »[900]

Outre la revendication de participation, l'expérience de l'Alma-gare a posé, au niveau local comme, vu son écho, au niveau national, la question urbaine (celle de la rénovation, du logement, des équipements, des services) en termes politiques, qualitatifs : le respect des usages, des aspirations plus que satisfaction des « besoins » décrétés par l'administration et ses services. Ce faisant, elle n'est pas restée dans la revendication « négative » (refus de l'opération) mais elle s'est donné les moyens de « proposer » des solutions (d'où son aspect politique renforcé) et d'« inventer une doctrine ».[901]

Ce sont sûrement les transports qui occupent, avec la question du logement, la place la plus importante, quantitativement, dans les contestations et revendications des luttes urbaines de la décennie. Leurs problèmes et les mots d'ordre récurrents (gratuité des transports en commun, carte orange payée par l'employeur, durée de transport incluse dans le temps de travail, meilleures dessertes, meilleures conditions) les relient indéniablement à la situation et aux conditions de vie des travailleurs et ouvriers, aux luttes dans l'entreprise. Les luttes sont d'ailleurs souvent portées par les syndicats professionnels eux-mêmes ou encore par les partis politiques implantés dans les entreprises (« Lutte ouvrière », CFDT, CGT, PCF, notamment, Parti socialiste). La question demeure également bien sûr indirectement liée, comme le notait déjà Lojkine, à celle de l'aménagement et de l'organisation spatiale (celle du zonage, de la séparation des bassins d'emploi et de l'habitat, de la relégation des ouvriers en périphérie de Paris, du déséquilibre de la desserte Est-Ouest franciliens[902] par exemple), et donc, aussi, à la question de la « vie quotidienne » de ces ouvriers, des banlieusards, mais aussi des parisiens et des citadins en général. Les luttes et revendications contre la hausse des

---

[900] LAMARCHE-VADEL (Gaetane) et COTLENKO (Ariane), « Alma-gare – le singulier et le politique », *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, p. 69.
[901] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 293.
[902] AN, 78AJ/46, décembre 1980.

transports en commun parisiens parcourent ainsi le début des années soixante, c'est-à-dire dès qu'une hausse est prévue. Les comités d'usagers de la SNCF et de la RATP sont particulièrement actifs.

De même, ce que nous pourrons appeler la revendication du « droit à la ville », pour reprendre l'expression lefèbvrienne qui n'apparaît somme toute que rarement, et celle qui lui est liée de l'accès aux « services » urbains (eau, électricité), peuvent apparaître souvent, mais dans des luttes toujours locales. Ces luttes peuvent toutefois se développer plus largement et étendre leurs revendications mais pour concerner, encore une fois, les minorités, les mal-logés, immigrés, habitants des bidonvilles (Sartrouville en mai 1970) et parfois des ZUP. A la fin des années soixante-dix, ces luttes s'étendent également aux classes moyennes et aux nouveaux quartiers de centres anciens ou de périphérie, comme dans le parc de logement social du XX^{e} qui tarde à obtenir chauffage, eau chaude, éclairage, « malgré des charges trop lourdes ».[903] Ces revendications locales sont d'ailleurs souvent le prétexte pour des organisations politiques, syndicales ou associatives pour investir le terrain de ces luttes. Elles instrumentalisent alors les mécontentements, ou du moins, élargissent les revendications dans le champ politique.

Enfin, c'est bien sûr la question du « cadre de vie » qui se développe et devient prégnante pendant ces années. Elle est présente à travers les luttes contre les rénovations, pour ou contre les équipements. Elle apparaît systématiquement à travers les luttes protestataires contre des projets urbains, rejoignant ainsi à la fois des revendications patrimoniales à partir du savoir d'usage des habitants eux-mêmes (du quartier, de la ville), les lutte pour la sauvegarde de la vie sociale d'un quartier (disparition d'un service public, rénovation), mais aussi les luttes pour l' « environnement » au sens large, notamment pour les espaces verts dans la ville (défense ou création), les luttes incessantes contre l'automobile, son développement et les aménagements routiers, notamment à Paris. Cette revendication environnementale est d'ailleurs une des caractéristiques principales de ces années en terme de mouvements sociaux, portée par les mouvements anti-nucléaire, alors que la France s'est lancée, depuis la fin des années soixante, dans le projet d'un développement massif de centrales et d'énergie atomique. Mais ce type de luttes, dont Alain Touraine a un temps cru qu'elles remplaceraient le mouvement ouvrier traditionnel et constitueraient ainsi la cristallisation du « mouvement social » de cette fin de siècle – se développe surtout, en ce qui concerne l'urbain autant que le nucléaire, dans la seconde moitié de la décennie soixante-dix, et aboutira notamment à la naissance de l'écologie politique, et à la formation de partis institutionnels ou d'associations à la fin de la décennie (Rapport Meadows du Club de Rome en 1972, Candidature de René Dumont aux présidentielle de 1974, création de Greenpeace France[904] en 1977, création des premiers partis

[903] ROHEE (Jean-Claude), *op. cit.*, p. 3, AN, 78AJ/45.
[904] L'association internationale existe depuis 1971.

écologistes en France par le soixante-huitard Brice Lalonde[905] et Antoine Waechter à partir de 1973) et à son incorporation dans la politique nationale (création, sous Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas d'un ministère de l'Environnement avec Robert Poujade dès 1971, création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie de Michel D'Ornano en 1978 dans le gouvernement de Raymond Barre sous la mandature de Valéry Giscard D'Estaing) .

Concernant le cadre de vie urbain, on pourra noter la création de cette association nationale « Les droits du piéton », qui, bien que se défendant de s'opposer au progrès machiniste, déclare vouloir en limiter les abus, notamment celui de la dépendance de l'homme à l'automobile et celui du « problème » des « autoroutes urbaines » présent « dans toutes les villes françaises » et notamment à Paris (voies sur berges) où elles « défigurent une des parties les plus agréables de la vieille Cité », en privant « la population de lieux de promenades ». [906] (**Cf. Document 11**) Pour la sécurité routière, pour « que la vie soit encore possible dans les villes », pour « sauvegarder les espaces verts et les richesses du passé », contre la « pollution » et « le rythme infernal », l'association réclame notamment, comme nombre de syndicats professionnels, nous l'avons vu, « le développement, [un] meilleur confort et [la] gratuité des transports urbains ». L' « écologie politique urbaine » se confond ici comme souvent avec un souci patrimonial, pour la santé (pollution), anti-automobile et en faveur des transports en commun au point de rejoindre les revendications syndicales. Aussi et surtout, englobant ces thèmes, elle manifeste un souci de préservation et/ou d'amélioration de la vie quotidienne urbaine, de la qualité de vie dans les villes, autrement dit du « cadre de vie » (Cf. « La cité plus humaine », la »sauvegarde et le développement des lieux de repos, des espaces verts [et] des richesses du passé »[907] que l'association réclame dans une optique écologique autant que patrimoniale). Cette association est particulièrement active à Paris pendant toute la décennie, se concentrant notamment sur l'opposition aux « voies sur berges » et prônant la multiplication de parkings « dissuasifs »[908] aux portes de la capitale. Elle réclame également que « les villes nouvelles soient construites en séparant les trafics et qu'elles aient leur vie propre »[909], et dénote un souci certain pour l'urbanisme – la conception des villes nouvelles pouvant selon l'association, permettre d'éviter les écueils de la circulation automobile caractéristiques de la capitale qui n'est pas adaptée à celle-ci, d'où le recours à la séparation des circulation (automobiles, piétons) – et une volonté de désengorgement de Paris (la « vie propre » souhaitée des villes nouvelles renvoyant sûrement à leur autonomie en terme d'emplois, de manière à éviter qu'elle deviennent d'autres « cités-dortoirs » dont les habitants se rendent à Paris

[905] Un des fondateurs du Mouvement d'action universitaire d'inspiration libertaire, issu du courant « gauche syndicale » de l'UNEF en 1968.
[906] Association nationale « Les droits du piéton », *Pour la cité humaine. Les droits du Piéton,* Paris, 13-5-1970, AN, 78AJ/38.
[907] Pour la cité humaine : les droits du piéton, « Les trottoirs aux piétons ! », AN, 78AJ/47, avril 1981.
[908] Pour la cité humaine. Les droits du piéton, AN, 78AJ/39, mai 1971.
[909] Pour la cité humaine : les droits du piéton, « Les trottoirs aux piétons ! », AN, 78AJ/40, février 1973.

en voiture). Mais certaines de ses revendications s'éloignent au fur et à mesure des simples soucis écologiques pour se rapprocher de ceux concernant la qualité de la vie quotidienne urbaine « micro-locale », voire *NIMBY*[910], dirait-on aujourd'hui : « trottoirs propres », sans « terrasses ou étalages abusifs », sans « déjection canines »[911], bien que les crottes de chiens puissent également apparaître d'une certaine façon comme faisant partie du patrimoine parisien...

D'autres associations ou groupes écologistes plus radicaux s'emparent de la question de la voiture et de sa place dans la capitale. On prendra pour exemple les opérations « Bagnoles, ras le bol » de l'association internationale « les amis de la terre » fondée en 1970. Dans ses tracts, celle-ci parle de « gang des autos », de « cloaque express rive gauche », dessine la Tour Eiffel ornée d'un feu tricolore, s'attaquant ainsi au symbole patrimonial parisien pour mieux faire passer son message à l'opinion publique ; elle organise des manifestations de masse contre la voies express et lance des opérations « plages sur berges » appelant à « planter des arbustes » et à « dérouler des mètres carrés de pelouse » en reprenant ce poème d'Apollinaire : « Sous le Pont Mirabeau coule la voie express, et vos sous. »[912] Cette opération des voies sur berges à Paris cristallise les revendications écologistes avant l'heure dans la ville, les mêlant avec les considérations urbanistiques et politiques. Les militants et habitants regroupés dans de telles associations se posent la question plus large de l'avenir de la ville et posent – ou tentent de poser – aux parisiens celle de l'avenir de leur ville, entamant un conflit avec les pouvoirs publics. Cette imbrication, dans le discours et l'idéologie, de l'environnement, de l'urbanisme, du politique et du social (anti-consumérisme) est notable dans le même tract :

> « Pour vivre en ville et jouir de la vie, combattons l'auto-cratie de la marchandise number one, faisons la Fête sur les quais et parlons politique. »[913]

Les campagnes « Bagnoles, ras-le-bol ! » que lancent fréquemment « les amis de la terre » n'ont d'autre but que de prôner la circulation « propre » en vélo, teinté d'un certain goût pour « le retour à la nature », tout en prônant un autre mode d'organisation de l'espace urbain mieux adapté aux piétons, cyclistes, transports en commun et à la qualité de vie. Elles en inventent le slogan de « vélorution » qui fera long feu (**Cf. Document 12**)[914] :

> « Je connais les promenades amoureuses dans le bocage, les haltes sous les cerisiers et le balancement des vélo de bât. Mais c'est à Paris que je livre combat, c'est là que je suis l'un des meilleurs cyclistes de ma génération, le plus adroit, le plus vite, porteur de paquets et de messages, bousculant les feux rouges, libérant les feux interdits, semant les pandores, vitupérant les carrossés, cognant leur tôle et leur bloquant la route ! C'est là que je perdrai sans doute la vie, dans un lamentable "accident" de coin de

---

[910] Not in my backyard.
[911] Pour la cité humaine : les droits du piéton, AN, 78AJ/47, avril 1981..
[912] 78AJ/40, juillet à septembre 1972.
[913] *Ibid.*
[914] Les amis de la terre, « Bagnoles Ras-le-bol ! », AN, 78AJ/47, avril 1981.

rue, assassiné par quelque beauf. […] [La bicyclette] représente la virtualité écologique et conviviale de la société moderne, tandis que la bagnole en symbolise l'orientation destructrice. C'est pourquoi les cyclistes forment une classe sociale plus que défavorisée lorsqu'ils circulent dans la rue et sur la route où les automobilistes tiennent le haut de l'asphalte. Les cyclomotoristes sont la classe moyenne. A ma droite, ceux qui ont la chair offerte et le squelette à l'intérieur, les doux, les amoureux, les sensibles, tenant du mieux, partisans de l'organique. A ma gauche, les blindés, les violents, les maniaques du plus, gaspilleurs de ressources, esclaves de machines qu'ils ne maîtrisent pas, bétonneurs de campagnes, niveleurs de culture, assassins d'êtres vivants, importateurs d'usines Ford et d'immigrés à la chaîne, avec leur appareil de lois, de policiers, d'alcootests. Des classes sociales ? Quelle outrance ! Pardon, pardon, les automobilistes n'exploitent peut-être pas les cyclistes, ils les tuent. C'est bien pire. Comme quoi *le choix du mode de vie est la lutte révolutionnaire de notre temps. Cyclistes et automobilistes luttent pour occuper le même espace.*[915] […] Inutile de compter sur nos maires : ils ne font pas de vélo, et ça rappelle trop l'occupation aux anciens. Ils s'obstinent à construire des voies rapides interdites aux deux-roues légers. […] La victoire est au bout du guidon. Mais il faudra réorganiser l'espace, que l'auto a étiré, bétonné, ouvert à tous les vents. Il faudra replanter, habiter près du boulot, installer des ateliers de quartier, concevoir des arcades, quel "défi grandiose" pour futurs vélocrates. […] Décidément, la vélorution est commencée. »[916]

La référence révolutionnaire et de lutte des classes, voire le discours « combattant » signifie ici beaucoup. Outre que cette lutte est décrite comme se faisant « dans l'espace » et « pour l'espace » (ainsi que pour la qualité de vie, le « choix du mode de vie »), cette citation, qui date de 1981 quelques jours avant des élections présidentielles, nous démontre à quel point les luttes urbaines des années soixante-dix[917] font dorénavant partie du passé. Ces allusions au second degré à l'idée d'une guerre entre cyclistes et automobilistes, empruntent le vocabulaire révolutionnaire non pour le moquer, mais pour rendre les revendications écologistes plus ludiques. Du moins est-ce une des interprétations que l'on peut en donner : l'assimilation des cyclistes et des automobilistes à des classes sociales en lutte ne peut rien être d'autre qu'une exagération, une amplification destinée à convaincre de la justesse de la cause avec l'aide de l'humour. Les luttes pour le cadre de vie, pour la qualité de vie en milieu urbain sonnent donc le glas des « luttes urbaines » antérieures, l'écologie politique n'en est pas l'acteur essentiel : elle en est simplement ici représentative. Nous noterons également cette confusion, peut-être inconsciente, entre les conséquences de l'automobiles et les conditions de son développement : tout est dit ici comme si l'automobile avait « modelé l'espace pour son développement », au fur et à mesure, alors qu'il s'agit là d'une volonté politique de modeler l'espace « pour » l'automobile. La contestation porte sur l'automobile en elle-même, avilissante, aliénante, polluante, gaspilleuse, « violente » (on notera aussi son « humanisation »), voire sur le lobby de l'automobile ou les

[915] Nous soulignons.
[916] Les amis de la terre, « Bagnoles Ras-le-bol ! », signé B.L., AN, 78AJ/47, avril 1981.
[917] Celles que Manuel Castells analysait comme ayant « la lutte des classes » pour enjeu et support.

automobilistes (il s'agit ici aussi de culpabiliser les « beaufs », les « assassins ») non sur les décisions et choix politiques, comme cela aurait été le cas une décennie plus tôt, lorsqu'il s'agissait de dénoncer l'Etat aménageur, planificateur, capitaliste et autoritaire. A peine est-il fait mention ici du rôle des maires, qui n'ont l'air que de suivre l'évolution de la voiture et d'aménager l'espace qu'ils gèrent en fonction d'elle. Quoi qu'il en soit, même si de manière exagérée ou « utopiste », c'est bien le réaménagement de l'espace allant de pair avec un autre mode de vie en ville – une amélioration de la qualité de vie en ville – qui est ici prôné.

L'autre association remarquable est « Paris-Ecologie » (depuis le milieu des années soixante-dix, le terme d' « écologie » s'est développé dans le combat politique), qui, à la fin de la décennie, mêle la contestation politique orientée à gauche et la dénonciation des pollutions de toutes sortes, fait de plus en plus caractéristique de l'écologie politique.[918] (**Cf. Document 13)** Les critique contre le nucléaire, les pollutions urbaines, les « nuisances intolérables » et le « bruit insoutenable » des automobiles en ville, le manque d'espaces verts urbains s'y juxtaposent ou s'y confondent avec celles contre la spéculation immobilière, la « flambée des loyers et des charges » dans le Paris intra-muros, les expulsions, la tertiarisation qui chasse les artisans et les populations de la ville, le développement des banlieues, l'exode rural, les inégalités socio-spatiales, les ségrégations, l' « urbanisme inhumain » et « l'aménagement technocratique du pays ». L'écologie politique cristallise ainsi un certain nombre critiques urbanistiques et architecturales, le « gigantisme qui ravage Paris », les « autoroutes » urbaines qui « éventrent la ville, les tours, les centre commerciaux de toute sorte» et de revendications « qualitatives » liées au cadre de vie : « recréer des rues où l'on puisse vivre », « favoriser la vie de quartier, créer des lieux de réunion, de rencontre et de loisirs gratuits ».[919] Mais, concernant l'urbanisme et l'aménagement, c'est avant tout la participation, la décentralisation et la démocratisation des décisions qui est promue, des thèmes propres à la gauche et qui feront long feu quant aux critique vis-à-vis de la politique de la droite. Il est ainsi préconisé de« réduire le temps de travail pour permettre aux parisiens de prendre leur ville en main », d' « instituer une municipalité dans chaque quartier », des « referendums locaux » : l'écologie politique se veut rassembleuse des « associations et de citoyens qui veulent choisir eux-mêmes leurs conditions de vie », reniant ainsi les technostructures locales ou nationales qui monopolisent les processus de décision, notamment en matière d'urbanisme, sans prendre en compte la vie urbaine et l'environnement.

[918] Paris-écologie, « Non au saccage de Paris », supplément au *Courrier de la baleine* n° 25, Paris, AN, 78AJ/43, 1977.
[919] *Ibid.*

Document 11 : Les Droits du piéton, 13-05-1970.

Pour la CITÉ HUMAINE

LES DROITS DU PIÉTON

Bulletin de l'Association Nationale
" LES DROITS DU PIÉTON "

78, Rue de l'Université, PARIS (VII^e^)
Président : Roger LAPEYRE C. C. P. Paris 14.045.97
Vice-Présidents : Gabriel HUBERT, Ing. T. P. E.
Docteur Jean-Daniel MARTINET

Pourquoi une Association de Piétons

Si pour être « quelqu'un » et pour vous sentir une « personnalité » il vous faut conduire une « Jaguar », aucune chance pour que vous nous compreniez.

Mais si vous voulez, même et surtout en étant automobiliste, rester humain, jouir d'un minimum de repos, d'espaces verts, respecter votre semblable,

Rejoignez-nous pour défendre vos droits de circulation

Pour obtenir :

— **LES INSTALLATIONS DE DISPOSITIFS DE SECURITE.**
— **LE DEVELOPPEMENT ET LE CONFORT DES TRANSPORTS EN COMMUN.**
— **LE RESPECT DES LIEUX DE REPOS ET DE DETENTE.**
— **LA DEFENSE DES ESPACES VERTS.**
— **LES RUES RESERVEES AUX PIETONS.**

Il peut paraître extraordinaire que des hommes et des femmes aient imaginé de se grouper pour défendre les intérêts des piétons.

Ironie, sarcasmes, scepticisme, n'ont pas été ménagés, mais après une période « d'adaptation », les personnes de bon sens n'ont pas manqué d'admettre combien cette action était indispensable.

L'idée de former ce groupement ?

D'abord, et essentiellement, participer à une meilleure sécurité routière.

Les piétons paient un lourd tribut : chaque année 3.000 tués, 50.000 blessés, principalement des enfants et des personnes âgées.

Aussi très vite l'attention des Pouvoirs Publics a été attirée sur le pourcentage important des victimes-piétons ; profitant de l'expérience et des études antérieures, une campagne a été faite pour recommander sur la route, **la marche à gauche**, c'est-à-dire **face au danger ;**

C'est devenu, maintenant, une recommandation officielle.

Il nous faut faire comprendre aux piétons qu'HABILLES DE VETEMENTS SOMBRES LA NUIT, circulant à DROITE, l'automobiliste aveuglé par les phares d'un automobiliste venant en sens inverse, malgré une bonne conduite, pourra malheureusement ne pas apercevoir une personne sur la chaussée.

Mais tout ne serait-il pas mieux si satisfaction était donnée à une de nos revendications, à savoir l'ENTRETIEN ET L'AMENAGEMENT DES BAS-COTES DE LA ROUTE ?

Plutôt que de vitupérer, de dresser le piéton contre le conducteur ou vice versa, voilà des attitudes permettant aux uns et aux autres de « coexister pacifiquement ». Cela pour montrer que NOTRE ASSOCIATION N'ENTEND PAS ETRE UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES AUTOMOBILISTES.

***

Sans s'opposer au progrès, il faut toutefois **lutter contre les abus** qui perturbent l'équilibre de la société humaine ; il n'est pas possible d'admettre que l'homme doit se plier inhumainement aux impératifs de la machine ; ce qui veut dire qu'en dehors bien entendu de la défense normale des intérêts des piétons qui commence par le conseil de sécurité, l'aide donnée aux accidentés, en passant par les réclamations et interventions incessantes pour le bon entretien des trottoirs, l'augmentation des feux de signalisation (sans oublier les recommandations impérieuses de respecter la discipline prévue par le Code) nous entendons être une ORGANISATION DE REACTION CONTRE DES ABUS QUI NE PEUVENT PAS ETRE ADMIS.

Un exemple précis : s'il est supportable que pour aider à la circulation parisienne soient envisagées des autoroutes de berges après la Concorde ou le pont d'Austerlitz, il est absolument abusif qu'une telle

solution ait été admise au **cœur de la vieille Cité de Paris** ; il ne sert rigoureusement à rien de défigurer une des parties les plus agréables de Paris et priver la population de lieux de promenade et d'intérêt touristique. Le problème de la circulation ne se posera-t-il pas aussitôt avec autant d'acuité ?

Dans toutes les villes françaises, un problème semblable se pose.

Dans notre monde surmené, faire respecter les **lieux de repos, de détente,** afin que la vie soit encore possible dans les villes où l'atmosphère sans cesse polluée et le rythme infernal, devient un devoir national.

Nous voilà entendus ! Ce que nous disons depuis dix ans se retrouve dans les bouches officielles.

Notre tâche n'est pas facile ; mais soutenir que le problème du stationnement ne sera pas résolu par la suppression des trottoirs ou des allées est une action de bon sens.

Respect d'une discipline mutuelle, lutte contre les abus de part et d'autre, meilleure compréhension du rôle de l'automobile dans les grandes agglomérations, souci que chacun doit avoir d'accepter les inconvénients dans une grande concentration humaine, augmentation des moyens de protection en faveur des piétons, maintien et augmentation des lieux de détente, de repos et d'espaces verts, DÉVELOPPEMENT, MEILLEUR CONFORT ET GRATUITÉ DES TRANSPORTS URBAINS, sont les têtes de chapitre de ce programme.

Ce qu'il faut faire en France, d'autres pays le font ; beaucoup seront étonnés d'apprendre qu'une Fédération Internationale des Piétons existe : **la place du piéton dans les cités nouvelles, la conception des centres commerciaux, la lutte contre les accidents, les rues réservées, sont la charte de cette Fédération.**

SOYEZ avec le progrès : l'usage de la machine exige que des mesures révolutionnaires soient prises afin de permettre la vie collective des hommes.

Si vous souhaitez

— L'augmentation de passages protégés et de feux s'adressant aussi aux piétons, et la liberté de circulation sur les trottoirs ;

— Lutter efficacement afin d'obtenir une meilleure sécurité routière ;

— Des transports urbains suffisants assurant le bien-être des usagers ;

— Sauvegarder les lieux de repos, les espaces verts, les richesses du passé ;

— Disposer de rues réservées aux piétons ;

— Connaître vos droits, et vous faire respecter ;

— Etre conseillés utilement et défendus en cas d'accident ;

— Que les Pouvoirs Publics comptent enfin avec vous.

REJOIGNEZ L'ASSOCIATION NATIONALE

« Les Droits du Piéton »

78, rue de l'Université - PARIS (7e)

SEULS, vous permettez aux Pouvoirs publics de vous ignorer, GROUPÉS, ceux-ci sont obligés de compter avec vous.

Ne soyez pas négligents : remplissez dès aujourd'hui le bulletin d'adhésion ci-après.

Il ne s'agit pas de s'opposer stupidement au développement normal du progrès.

Mais il est indispensable de lutter pour faire connaître qu'une certaine limite dépassée, l'homme qui devrait trouver dans la machine un moyen de s'affirmer devient, en fait, esclave de celle-ci.

Bulletin d'adhésion

NOM : _____

Prénoms : _____

Profession : _____

Adresse : _____

_____

déclare adhérer à l'Association « Les Droits du Piéton », 78, rue de l'Université, Paris (7e)

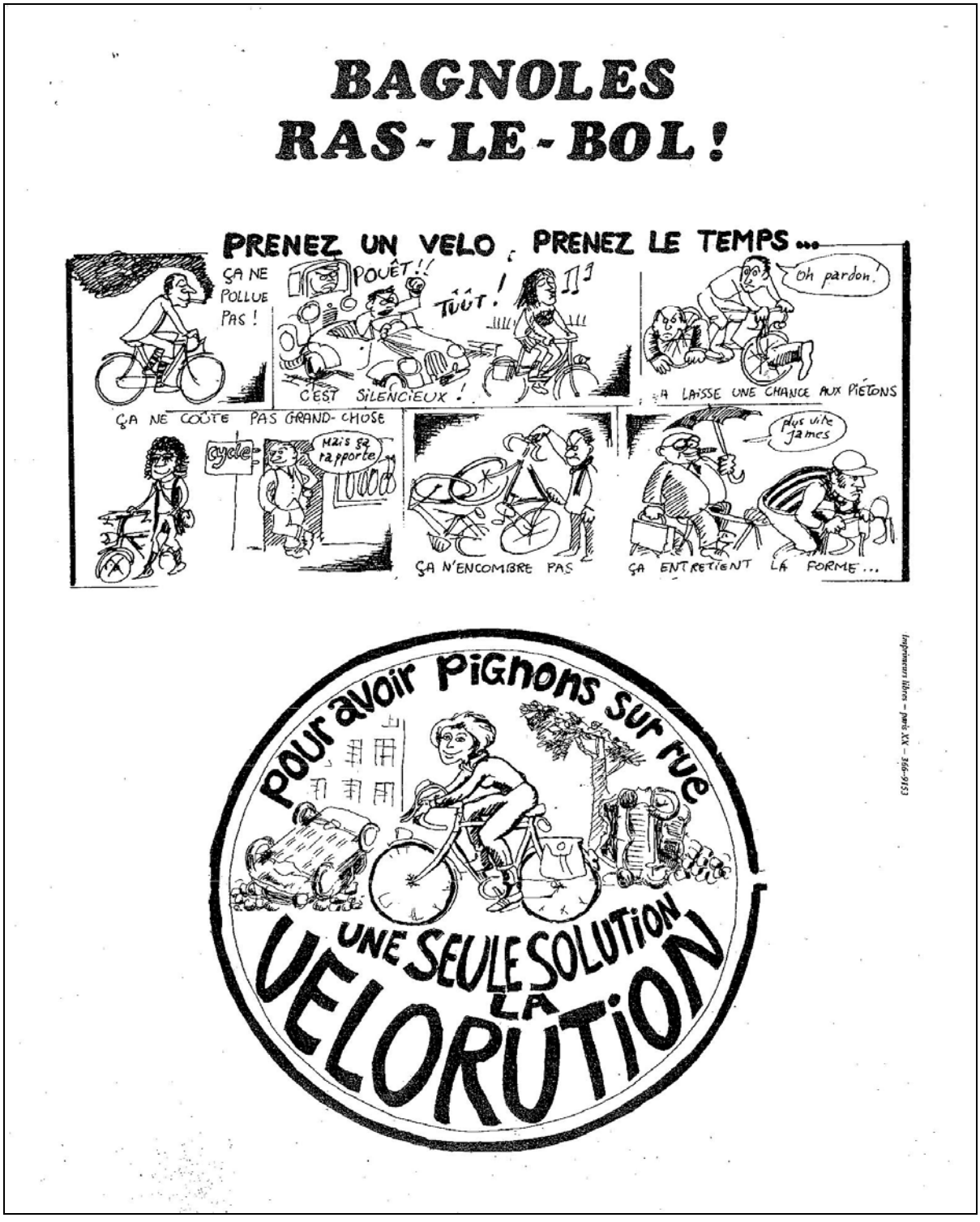
Le _____ Signature :

Cotisation annuelle minimum : 5 F payable en timbres-poste ou mandat au C. C. P. Paris 14.045.97.

Imp. La Laborieuse - Orléans

Source : AN, 78AJ/38, 1970.

Document 12 : Bagnoles Ras-le-bol ! 1981.



Source : AN, 78AJ/45, 1981.

Document 13 : Tract Paris-Ecologie, 1977.

PARIS – ECOLOGIE

NON AU SACCAGE DE PARIS

Paris a été livrée à l'automobile, aux promoteurs, à la pollution. Notre ville est de plus en plus une «ville interdite» : aux pauvres, aux retraités, aux handicapés, aux enfants.

Alors qu'une famille parisienne sur deux n'a pas de voiture, l'automobile a tous les droits. Elle envahit les rues, bloque les transports en commun, chasse les piétons et les cyclistes et crée des nuisances intolérables. Les accidents se multiplient. Quant aux handicapés, l'accès aux transports en commun leur est impossible.

Paris est la capitale européenne qui manque le plus de jardins et de parcs. La spéculation immobilière fait rage. Les loyers et les prix des appartements «flambent». Les expulsions se multiplient. 40 % des personnes âgées vivent sous les toits alors que 80 000 logements sont vides.

Paris est la ville la plus polluée de France. Le bruit est insoutenable pour certains, une gêne pour beaucoup.

Les bureaux de plus en plus nombreux chassent la population et les derniers ateliers du centre de la ville.

Le gigantisme ravage Paris. Les autoroutes éventrent la ville, les tours, les centres commerciaux de toute sorte se multiplient.

Des sommes énormes sont englouties dans des ouvrages inutiles ; les contribuables parisiens financent ce gaspillage, mais aussi les provinciaux.

Les banlieues ne cessent de s'étendre. Deux heures de transport par jour sont devenues chose courante. La vie en ville est chaque jour plus fatiguante. Et pourtant les campagnes continuent à se vider.

Et la centrale nucléaire en projet à Nogent-sur-Seine menace directement l'eau de Paris.

Rien ne va plus !

NOUS NE POUVONS PLUS FAIRE CONFIANCE AUX FORCES POLITIQUES TRADITIONNELLES

Ce sont les hommes de la coalition gouvernementale, largement majoritaires au Conseil de Paris, qui ont organisé, imposé le saccage de la ville. Ce sont les mêmes qui vont se présenter devant les électeurs en prétendant «donner la parole aux Parisiens», améliorer les choses, en se piquant même parfois de «préoccupations écologiques». C'est une imposture !

Quant à l'opposition, certes minoritaire au Conseil de Paris, elle s'est cantonnée dans une attitude de dénonciation au coup par coup des plus gros scandales. Dans la plupart des cas, elle a levé les bras au ciel en disant qu'elle ne pouvait pas faire grandchose : elle a laissé faire ! En outre, les réalisations urbanistes de certaines municipalités de gauche, dans les banlieues notamment, ne nous inspirent guère de confiance sur les capacités de l'opposition à améliorer la situation à Paris.

— Donner la priorité absolue aux transports en commun et instituer leur gratuité. Mettre en place un système de bons-taxis pour les personnes à faibles revenus contraintes de faire appel à ce mode de déplacement.

— Eliminer progressivement la circulation automobile dans la ville, comme le demandent 69,5 % des femmes de la région parisienne (sondage VIVRE, Cofremca) et stopper toutes les voies express projetées.

— Donner la priorité aux piétons, aux cyclistes, aux personnes âgées, aux enfants, aux handicapés.

— Rendre commodes, sûrs et agréables les parcs, jardins, rues, places, ainsi que le métro.

— Développer les plantations, les parcs, les jardins dans la ville et recréer des rues où l'on puisse vivre.

— Lutter enfin sérieusement contre le bruit et les pollutions, donner de l'eau vraiment potable aux Parisiens.

— Arrêter la construction des centrales nucléaires, dont celles situées sur les rivières qui alimentent Paris.

— Créer des emplois sur place en permettant aux petites industries non polluantes et aux ateliers artisanaux de se développer à nouveau dans Paris.

— Freiner la construction commerciale abusive et permettre aux petits commerces de quartier de continuer à rendre un service indispensable.

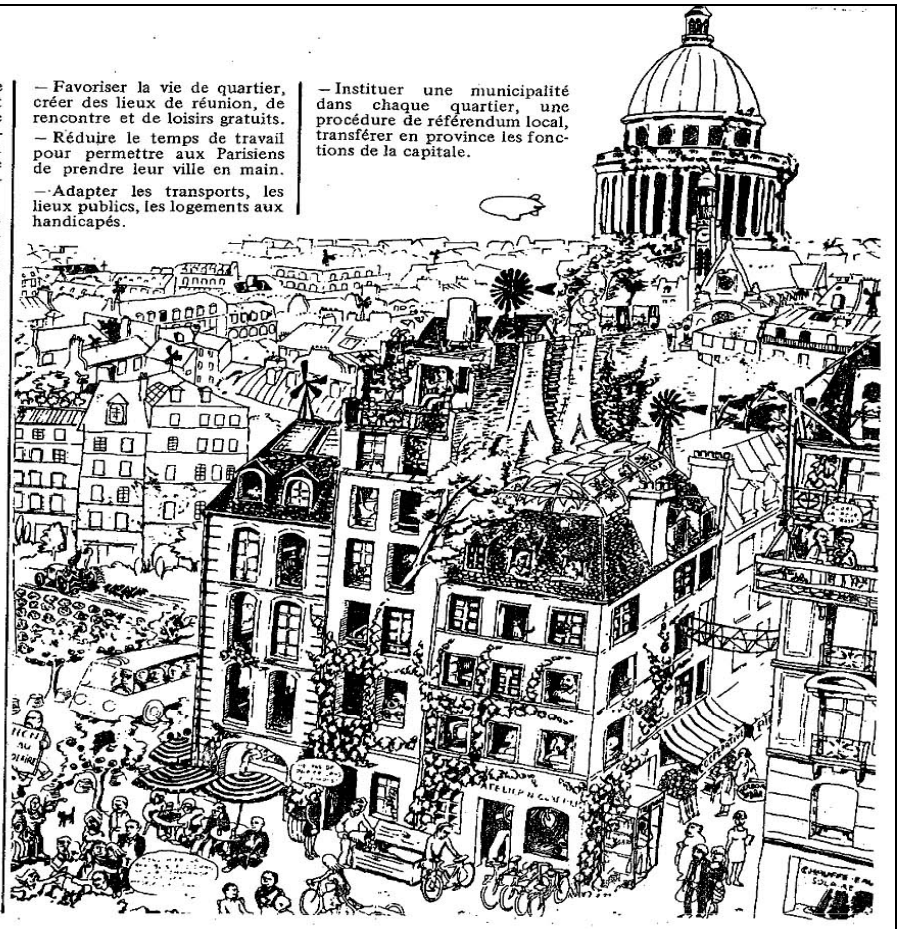
— Développer des logements sociaux sans construire des silos à pauvres, mais en prévoyant 40 % de H.L.M. dans tout bâtiment d'habitation nouvellement construit ou restauré.

— Favoriser la vie de quartier, créer des lieux de réunion, de rencontre et de loisirs gratuits.

— Réduire le temps de travail pour permettre aux Parisiens de prendre leur ville en main.

— Adapter les transports, les lieux publics, les logements aux handicapés.

— Instituer une municipalité dans chaque quartier, une procédure de référendum local, transférer en province les fonctions de la capitale.



QU'EST-CE QUE PARIS-ECOLOGIE ?

Depuis la fin des années soixante, des scientifiques alertent l'opinion sur les conséquences dramatiques d'une politique économique et sociale qui altère la santé des hommes, pollue la nature et épuise des ressources irremplaçables. Ils insistent sur la nécessaire solidarité de l'homme et du monde vivant telle qu'une science nouvelle permet de l'étudier : l'écologie.

A leur appel se sont créés de nombreux organismes qui proposent une véritable conversion de l'économie vers des activités plus conformes aux besoins de la population et aux nécessités de la vie. En quelques années, grâce à une action vigoureuse contre les pollutions, l'urbanisme inhumain, les centrales nucléaires, l'aménagement technocratique du pays, un vaste courant s'est formé en France qui regroupe non seulement les scientifiques et les défenseurs de l'environnement, mais aussi les associations de citoyens qui veulent choisir eux-mêmes leurs conditions de vie.

Depuis la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974, ce courant ne cesse de renforcer son influence dans la vie politique française, car il propose des solutions originales à la crise et représente les aspirations d'une part grandissante de la population.

PARIS-ECOLOGIE, ce sont des scientifiques, des animateurs d'associations, des citoyens qui veulent préserver l'avenir en vivant mieux aujourd'hui. Venez les rejoindre.

Paris-Écologie
117, avenue de Choisy
75013 Paris
tél.: 707-41-19

Soutien financier
chèques à l'ordre de
Paris-Écologie

Supplément au Courrier de la Baleine nº 25 — Com. par. 52329 — Imp. Almonde — Paris

Source : AN, 78AJ/43.

Mais le cadre de vie, une notion ambigüe à la fois large et spécifique, comprend également l'environnement urbain au sens de « cadre » – de milieu-local des citadins, des habitants d'un quartier ou d'une parcelle par exemple. Et les luttes sont là aussi nombreuses dans les années soixante-dix, concernant la préservation des patrimoines locaux. Le centre de Paris concentre cette fois-ci les luttes, mécontentements, résistances, constitutions d'associations de quartier. En 1969, par exemple, c'est la construction d'un parking Places des Vosges qui entraine la résistance des habitants.

C'est aussi entre autres dans ce but de conservation et de défense du patrimoine local (contre la rénovation) que se crée en 1970 dans le XIX^{e} arrondissement de Paris l'association « Place des Fêtes-Avenir » qui entend « redonner à la Place des Fêtes sa vocation première »[920] en organisant diverses manifestations de riverains. Certains des tracts de cette association représentative mêlent la plupart des thèmes de contestation dont nous venons de parler. Ici, la mobilisation d'un quartier en pleine rénovation (avec construction de HLM) se donne à l'origine pour but principal « la lutte pour des équipements sociaux et culturels » (« obtenir la maison de quartier promise»), de manière à conserver la vie social du lieu (« notre quartier n'est pas un dortoir », « non au désert ») Mais la lutte porte aussi contre la rénovation elle-même, les expulsions qui en découlent, et plus généralement contre le cadre de vie dégradé par cet urbanisme (« quartier transformé de *quasi*-village en excroissance rentable et bétonnée », « ennui des jeunes » dû aux manques d'équipement), sans oublier les revendications concernant les transports en commun.[921] Ainsi les luttes contre les rénovations, loin de se borner à la défense des « expulsés », prennent aussi souvent et de plus en plus, la cause de la défense du patrimoine urbain. C'est le cas, encore, de l'action engagée en 1981 contre le déménagement du Palais de Chaillot pour la réalisation d'une école de danse pour Maurice Béjard ; c'est encore au nom de la culture et de la préservation du patrimoine parisien qu'est lancée une pétition « Pour la défense des monuments français ».[922] C'est aussi le cas de cette « Association pour la défense du quartier Saint-Georges » qui, en 1975, engage une action et fait circuler une pétition pour « la défense du 20, Rue Pigalle » à Paris, un « hôtel particulier […] menacé de destruction imminente pour faire place à des surfaces commerciales, des parkings et en ensemble immobilier ». On peut y noter des considérations annexes quant aux équipements, à la vie sociale des quartiers qui leur est parfois liée, voire à l'écologie. Quoi qu'il en soit, les revendications, par ces types de mobilisations locales sont bel et bien dorénavant purement qualitatives.

> « Les promoteurs vont sacrifier des bâtiments historiques, la cour, les marronniers, aux mépris des riverains, de la crèche municipale et de l'hôpital pour malades nerveux mitoyen. […] Protégeons les intérieurs d'époque ! Sauvons les arbres ! Obtiendront-ils un permis de démolir ? »[923]

---

[920] AN, 78AJ/40, avril 1973.
[921] AN, 78AJ/42, 1975.
[922] AN, 78AJ/46.
[923] Association pour la défense du quartier Saint-Georges, AN, 78AJ/42, avril 1975.

Enfin, la création en 1976, d'un véritable « **syndicat du cadre de vie** » (la Confédération syndicale du cadre de vie, héritière des mouvements populaires familiaux catholiques) entend, sous des revendications qualitatives, inclure également tous ces types de luttes en milieu urbain (logement, transports, équipements) ainsi que la défense des citadins et des usagers. Elle intervient sur les questions urbaines tout comme le syndicat ouvrier traditionnel prend en charge les contestations et luttes au sein de l'usine ou de l'entreprise tout en se donnant pour but de défendre les intérêts des salariés, brouillant ainsi les cartes des définitions et de la distribution des rôles entre syndicat et association.[924] La création de ce « syndicat » est quoi qu'il en soit révélatrice de cette volonté de politisation de la (des) question(s) urbaine(s), mais elle l'est aussi de cette tendance à regrouper les luttes concernant des problèmes urbains éparses et la défense des habitants en une seule et même organisation pour la défense du « cadre de vie », fusse-t-elle concurrencée par d'autres. Ses objectifs et ses revendications concernent « le droit au logement, à la santé à la consommation, à la culture »[925], ce qui renvoie par exemple autant aux rénovations qu'à la vie sociale et aux équipements. Mais, plus que dans le syndicalisme traditionnel, se pose le problème de la représentativité d'une telle organisation se voulant syndicale, – d'autant qu'à notre connaissance, jamais les pouvoirs publics ne la considérèrent comme une organisation négociatrice pour l'aménagement urbain –, et surtout de la désignation d'un « adversaire » attitré (comme le patron dans l'entreprise) : l'Etat, Les collectivités locales, les municipalités, les promoteurs, les propriétaires, les banques d'affaire ?

D'une manière générale, ces oppositions et ces revendications concernent donc les aspects tant « quantitatifs » (prix des loyers, des charges, prix des transports) que « qualitatifs » (conditions de logements, de transports, « cadre de vie ») de la vie urbaine, ce dernier aspect prenant, au fil de la décennie, de plus en plus le pas sur le premier, surtout porté, on le verra, pas les structures traditionnelles de type syndicat ou parti politique (communistes). Les luttes, au début de la décennie se font aussi souvent en opposition, en réaction à des opérations urbanistiques au niveau local, ce qui ne les empêche pas de dévier vers des considérations et des contestations plus globales envers les politiques urbaines (parisiennes, étatiques). C'est du moins l'opinion de Georges Gontcharoff, témoin de la période et promoteur de la participation et de l'autogestion depuis les années cinquante, qui nous rappelle que les mobilisations urbaines de l'après 68 ont ceci de nouveau que, du moins à leurs débuts, elles inventent « la méthodologie du contre-projet ».[926] Des expériences d'urbanisme participatif sont alors élaborées, encadrées par des spécialistes de l'aménagement urbain agissant dans un but militant : on a déjà parlé de l'APU de l'Alma-Gare à Roubaix qui se met en place en 1974, après huit années de

[924] TARTAKOWSKY (Danielle), TÉTARD (Françoise) (sous la dir. de), *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004.
[925] Confédération syndicale du cadre de vie, AN, 78AJ/45, février 1979.
[926] Entretien de Grégory Busquet, Claire Carriou et Héloïse Nez avec Georges GONTCHAROFF, fondateur et membre de l'ADELS et de l'Observatoire parisien de la démocratie locale, ancien membre du Parti socialiste unifié, à l'ADELS (Paris 11e), le 11-1-2007.

lutte contre la municipalité[927], encadré par des militants du CERFI et des architectes. On pourrait encore mentionner d'autres ateliers publics d'urbanisme. En effet, la plupart de ces mouvements sociaux mettent en pratique et/ou revendiquent la « participation » en matière d'aménagement urbain local, de gestion et de décisions concernant leur « cadre de vie ». D'une manière générale, on pourra d'ailleurs remarquer l'implication de chercheurs en sciences sociales (et/ou d'architectes et professionnels de l'aménagement) dans le déroulement de ces mouvements, voire de personnalités au statut d'experts ou, en tout cas, d'animateurs sociaux. Ceux-ci servent souvent de médiateurs entre le mouvement et les pouvoirs publics, ou, plus rarement de vecteurs et de caution au « contre-projet » proposé par le mouvement, qui ne se contente plus de contester une décision ou un aménagement et de revendiquer (des logements sociaux par exemple), mais engage parfois tout les moyens nécessaires à la proposition d'une alternative.

Ainsi, c'est l'urbanisme en tant que mode de production de l'espace perçu comme orienté idéologiquement, politiquement, financièrement, économiquement et surtout socialement (son rôle social et sa capacité à agir sur le social) qui est décrié. Les décisions politiques en matière d'aménagement urbain, qu'elles soient prises au niveau national ou local sont souvent contestées et critiquées. Mais les associations – d'habitants, usagers, ou « extérieures » – qui se créent à l'occasion des luttes urbaines revendiquent généralement de plus en plus au fil de la décennie sur les « droits » et les « besoins sociaux » (concernant le logement, les transports et leur accessibilité, les équipements collectifs et socioculturels, à une vie sociale urbaine saine, agréable et égalitaire). Cela suffit-il à déclarer, comme le font Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, que les mouvements sociaux urbains ont tendance à disparaître après 1975, ou même à « s'essouffler » ?[928] Bien sûr, les idées gauchistes inspirées de 1968 périclitent tout comme les actions illégalistes : les luttes se passent de plus en plus sur le terrain juridique par le biais d'associations de plus en plus organisées. Cependant, nous pensons plutôt que ces luttes changent de formes tout en voyant évoluer leurs thèmes et les causes. Elles se réalisent de moins en moins au bénéfice des minorités et sont de plus en plus interclassistes, ce que Castells auraient sûrement qualifié d'« embourgeoisement » des luttes urbaines. Elles portent de moins en moins de revendications quantitatives et de plus en plus de revendications sur le « cadre de vie », l'environnement, le patrimoine. La fin de la décennie voit également les journaux locaux et « populaires » fleurir dans les grandes agglomérations, comme *la Bazarette* à Marseille, qui se donnent pour but d'aborder « les luttes, la culture, la vie quotidienne.»[929] Même si les luttes ne sont plus au centre des propos, on pourrait y voir, à la limite, les dernières espérances et

[927] (HATZFELD) Hélène, « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 374-392
[928] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995.
[929] *La Bazarette. Pour un hebdo sur Marseille et sa région*, n°00, mai 1980, AN, 78AJ/46.

l'intérêt persistant mais mourant pour les derniers « soubresauts »[930] des luttes urbaines désormais mythiques des premières années soixante-dix.

D'autre part, l'idée et la revendication de participation et d' « autogestion » concernant la gestion et l'aménagement de ce « cadre de vie » sont toujours présentes. Même plus, elles sont souvent mises en application, institutionnalisées et accompagnées d'aide et d'information aux habitants et usagers de la ville, information par ailleurs nécessaire, pour Henri Lefebvre, au droit à la participation, c'est-à-dire à l'une des composantes essentielles du « droit à la ville ».[931]

D'une manière plus générale, ce sont la vie quotidienne des habitants (à travers leurs « cadre de vie ») et leur participation aux décisions urbanistiques et à la gestion de la ville (du quartier, sous les mots d'ordre, à l'époque, de l'autogestion) qui se forgent une importance grandissante dans et par les luttes urbaines des années soixante dix, ce qui explique également et illustre cette accroissement des revendications « qualitatives ».

Enfin[932], le développement de la notion de cadre de vie dans les luttes urbaines des années soixante-dix en France, mais aussi, nous le verrons, dans les politiques urbaines et les discours politiques, illustre la valorisation du « local » dans l'appréhension de l'espace urbain. L'échelle locale devient ainsi l'échelle considérée comme pertinente pour la revendication (et, parallèlement, pour les interventions sur la ville), ce qui explique également, d'une certaine façon, le développement de l'idée de participation qui lui est associée :

> « Le passage du paradigme de l'urbain à la problématique du cadre de vie entre le début et la fin des années 1970 tient au fait que les politiques urbaines (d'aménagements d'espaces et de construction d'habitat et de voies de communication) ne sont pas considérées comme suffisantes pour faciliter le changement social attendu en lien avec la modernisation générale du pays, et pour favoriser en l'occurrence l'émergence d'un mode de vie urbain. »[933]

Il est ainsi à noter l'importance du local dans l'idée de reconstituer ou de sauvegarder – de défendre - un tissu social, face à un constat d'anomie urbaine, de baisse des communautés traditionnelles qui intégraient jusqu'à présent les individus, face à une architecture moderne de la démesure, de béton, et perçue comme négative. Le local (l'échelle plus fine, celle du quartier, de l'îlot, voire de la ville et de l'agglomération), avec la chute des modèles holistes de lutte des classes (les

---

[930] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995.
[931] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974.
[932] Les considérations qui suivent sont tirée d'une réflexion plus spécifique que nous avons mené dans le cadre d'une recherche collective, *in :* BUSQUET (Grégory), CARRIOU**.** (Claire) et FLAMAND (Amélie), *La Démocratie participative et la révision du Plan local d'urbanisme à Paris*, rapport provisoire de recherche « Démocratie participative en Europe : vers une démocratie technique ?», PICRI-Ile-de-France, ADELS, LOUEST, CSU février 2007.
[933] LABRANCHE (Stéphane), WARIN (Philippe), « La "participation du public" dans le long terme de la recherche en sciences sociales sur l'urbain et l'environnement en France », *in :* http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/Recap_Warin-2.pdf

individus d'une classe, dans le schéma marxiste traditionnel, ayant des intérêts, des pratiques, des représentations et des besoins communs)[934] est également de plus en plus valorisé en tant qu'échelle pertinente du politique, de la décision, et des mouvements sociaux urbains, leurs initiatives le prouvent, ce qui aura bien sûr une influence politique certaine (décentralisation dans les années quatre–vingt, loi PLM), mais renforcera à son tour l'idée de la nécessité d'une participation accrue des habitants et des citoyens aux décisions (notamment urbanistiques) :

> « Les années 1960-1970 "inventent" le local, en l'ancrant à gauche et en lui attribuant un rôle essentiel dans la redéfinition des modes d'exercice de la démocratie. […] Invention du local : non pas ex nihilo bien sûr, mais au sens où le local apparaît comme une invention nécessaire pour remédier aux dysfonctionnements de la démocratie. […] Le quartier est le lieu emblématique de la (re)constitution du tissu social. Pourquoi parler de quartier alors que celui-ci n'a pas de réalité dans les nouveaux ensembles d'habitation et qu'il paraît de plus en plus difficile d'en définir les critères dans les villes modernes? […] Sur la base de l'image de la communauté, le quartier est aussi doté d'une dimension politique. De deux façons opposées : comme la plus petite unité de régulation sociale, centrée autour de l'équipement de quartier ; ou comme lieu de contestation, porteur de projets différents de ceux du pouvoir municipal. Si la lutte des habitants de l'Alma Gare a eu une portée symbolique, c'est qu'elle a donné toute sa force à ce potentiel contestataire et l'a rendu crédible : le projet de réhabilitation souhaité par les habitants et mis en forme par des architectes en liaison avec eux a pu s'imposer contre le projet municipal initial. Pour des associations qui telle la Confédération syndicale du cadre de vie prennent en charge ces luttes, le quartier est pensé en analogie avec l'entreprise, comme base de revendications et de mobilisations, lieu de prise de conscience d'intérêts communs."[935]

Cette valorisation du local, parallèlement à celle de la participation des citoyens aux politiques publiques (locales, avec leur vie quotidienne, leurs usages et aspirations) est tout à la fois le fait des politiques, des sociologues, du sens commun. Elle se déploie conjointement à l'engagement croissant des couches moyennes – dans et par les luttes urbaines menées par les classes intermédiaires qui investissent ces luttes. Elle répand de ce fait l'idée d'un urbanisme participatif.

> « S'il est une évolution marquante des idées et des pratiques dans le domaine des politiques publiques, c'est le changement de l'échelle à partir de laquelle est considéré le monde social. En une génération le système de compréhension de type déterministe et holiste, qui s'imposait à l'imaginaire de tous, a été délaissé. […] Mais depuis les années 1970 un autre système d'intelligibilité s'est progressivement forgé et répandu. Caractérisons-le, pour être bref, par les épithètes "d'individualisme", de "pragmatisme" et "d'herméneutique » […] Dans le système actuel, ce qui apparaît comme le plus innovant par rapport au système précédent, déterministe, holiste, c'est que le territoire, en son étendue et en ses formes, n'est

---

[934] GENESTIER (Philippe), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82, 1999, pp. 142-153.
[935] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Paris, Adels-PUR, 2005, pp. 181-188

plus considéré comme accessoire ni comme un simple produit et reflet. Ainsi, de facto, l'échelle du "lieu" s'en trouve privilégiée et même *a priori* accréditée en tant qu'instance à la fois socialement valide (et donc techniquement et politiquement efficace) et scientifiquement pertinente. »[936]

L'intérêt de la sociologie urbaine pour les mouvements sociaux urbains et la crainte des pouvoirs publics locaux se trouvent donc ainsi d'une certaine manière expliquée. L'émergence de la thématique du « cadre de vie » dans les années soixante-dix marque donc une politisation du local tout autant qu'une spatialisation du politique et de la démocratie. C'est pourquoi, le local, dans les expressions « démocratie locale » ou « démocratie de proximité » utilisées aujourd'hui est de plus en plus appréhendé dans cette filiation des années soixante-dix[937] où le local est compris non seulement comme une échelle politique valable et pertinente, mais bien comme une entité spatiale à part entière, même si ce n'est « que » dans les représentations et l'idéologie collective. L'espace acquiert de la sorte une valeur d'acteur de la transformation (ou de la préservation) sociale, mais nous y reviendrons dans notre troisième partie.

Ainsi, à travers les thématiques du mouvement social énoncées plus haut, on peut observer un double mouvement des luttes urbaines en France dans les années soixante-dix : tout d'abord, d'une manière générale, une spatialisation des mouvements sociaux (donc de la question sociale) qui prennent de plus en plus la ville comme objet de contestation et de revendication ; ensuite une politisation de la question socio-spatiale se réalisant par le marxisme et la problématique de la production/consommation de l'espace (urbanisme, usages, qualité de vie). On observe ainsi dans les années soixante-dix un recentrage de la contestation sur l'échelle locale et les éléments problématiques et leurs solutions (les contradictions sociales) deviennent de plus en plus d'ordre qualitatif. Il s'agit d'un processus idéologique général dans la France urbaine de cette période, du moins dans ses couches contestataires et/ou marginalisées (militants, minorité), idéologie urbaine qui, encore une fois, n'est pas le simple fait d'un processus psychique interne (même collectif), mais reflète bien la conjoncture (modernisation économique, urbanistique), s'y adapte, tout en entrant en interaction avec les politiques publiques et, plus spécifiquement l'urbanisme. Cette idéologie urbaine en tant que telle[938] fait de l'espace (local) un enjeu en l'assimilant à la question sociale (d'où la « politisation »de l'espace dans les représentations qu'accompagne son statut d'enjeu), tout en déterminant les comportements, représentations socio-spatiales et en forgeant des identités collectives le plus souvent définies par leur espace de vie (habitants des bidonvilles, de foyers, des grands ensembles, habitants-défenseurs d'un quartier soumis à la rénovation, usagers des transports). Fait remarquable, si l'on prend l'exemple des travailleurs immigrés, leur situation n'est plus critiquée en tant que telle (faibles salaires, précarité,

---

[936] GENESTIER(Philippe), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82, 1999, pp. 142-143

[937] BACQUÉ (Marie-Hélène), Démocratie participative-démocratie de proximité, *in : Conseils de quartier/mode d'emploi*, ADELS, 2002

[938] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.

relégation sociale et même spatiale), mais bien souvent plus en tant qu'elle s'inscrit dans l'espace : critique des « foyers », des règlements et de la vie quotidienne qu'ils imposent, dénonciation autant que défense des bidonvilles, de leur conditions de vie et des unités sociales « communauté » qu'ils permettent.

C'est entre autres ce fonctionnement idéologique qui donnera naissance, dès 1977, si l'on en prend les prémisses sous Valéry Giscard d'Estaing, à la « politique de la ville », visant à cibler des « populations » et « leurs territoires » comme formant un tout, comme unités posant problème et destinées à devenir l'objet prioritaire de l'action de l'Etat (« Habitat et vie sociale », « Développement social des quartiers »). [939]

Mais au delà des luttes politiques simultanément « dans » et « pour » l'espace urbain (le prenant comme terrain et comme objet, qu'ils servent de déclencheur aux revendications ou que celles-ci l'instrumentalise dans le concret – critique de la vie quotidienne, de la ségrégation et des inégalités), il existe aussi, dans cette décennie 1970, des luttes politiques « dans la ville » et non plus « pour » elle. Et il s'agit là d'une instrumentalisation « pure » de l'espace urbain à des fins politiques et/ou sociales, où l'objet « ville » ne fait plus enjeu, ou alors de manière anecdotique et accessoire. Comme en Mai 68, l'espace urbain y est instrumentalisé pour ses valeurs tactiques et symboliques, à la rigueur stratégiques. Il s'agit des « terrorismes d'extrême gauche européens » qui se développent à partir de la fin des années soixante.

II - L'émergence des terrorismes urbains d'extrême gauche européens

Il pourrait sembler abusif, voire inattendu, d'aborder la pratique terroriste dans le cadre de cette thèse. Cependant, leur avènement en Europe occidentale marque également cette instrumentalisation de l'espace urbain, dans le discours, les actions et l'esprit des révolutionnaires (se qualifiant comme tels) ou des contestataires, même s'ils ne concernent qu'une minorité d'entre eux. Nous empruntons cette expression parlante de « terrorisme d'extrême gauche européens » à Jean-Luc Marret[940], pour qualifier les groupes politiques armés illégaux d'Europe occidentale des années soixante-dix qui pratiquent et observent une rhétorique et une idéologie marxiste-léninistes et anti-impérialiste et veulent importer la « guérilla » urbaine dans les métropoles occidentale. Les groupes emblématiques en sont la « Fraction armée rouge » en Allemagne de l'Ouest – *Rote Armee Fraktion-*

[939] GENESTIER (Philippe), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82, 1999, pp. 142-153.
[940] MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000.

RAF [941] –, puis les « Brigades rouges » en Italie – *Brigate rosse* – BR –, et enfin, le groupe « Action directe » – AD – en France. Quelles sont les raisons (avantages) du choix du terrain urbain pour la lutte révolutionnaire ? Quelles sont les enjeux que porte la ville dans le discours et dans la symbolique d'actes qui, si l'on reprend la terminologique « médiologique » chère à Régis Debray, « produisent un message [par] une proclamation visuelle [et] qui visent, par [leur] mise en scène, à faire impression, [par] une scénographie, une rhétorique, une économie des signes, une stratégie de l'image. »[942] D'où vient l' « efficacité symbolique » – réelle ou présumée – du terrorisme urbain ? Quel rôle joue l'espace dans cette symbolique, Autrement dit, comment se présente son instrumentalisation tactique ou symbolique ? Et existe-t-il une raison plus profonde de ce choix de terrain pour la lutte révolutionnaire armée dans les démocraties occidentales ? Enfin, y'a-t-il ici « représentations » de la ville politiquement orientées chez les terroristes ?

Le sociologue Michel Wieviorka, de l'équipe d'Alain Touraine, et ayant travaillé avec lui, François Dubet et Eddy Cherki sur les mouvements ouvriers et sociaux – notamment les luttes étudiantes, anti-nucléaires, régionalistes, les luttes urbaines en Italie –, considère, en 1988, qu'il existe plusieurs conditions d'émergence et de développement du terrorisme en Occident (qui n'en sont toutefois pas les « causes »). [943] Ce serait, tout d'abord, le déclin du mouvement ouvrier, et celui de la gauche parlementaire et syndicale, puis leur juxtaposition à la déstructuration du gauchisme de la fin des années soixante – alors que nous avons vu que le gauchisme n'était que très peu structuré en 1968, même si ce fait est sûrement plus vrai en France qu'en Allemagne. S'ajouterait à ces facteurs le déclin des mouvements sociaux en général (dont l'échec des « luttes urbaines ») et à un « Etat faible ».[944] Tout ceci entraînerait certaines franges marginales de la société, souvent composées d'anciens gauchistes ou étudiants contestataires, à passer à la lutte armée dans les villes. Les revendications croissantes au sein de la jeunesse occidentale en faveur d'une « culture nouvelle » encore appelée « révolution culturelle » et sa mise en pratique quotidienne – la « contre-culture » –, finissent de dresser le tableau indispensable à l'émergence du terrorisme urbain dans les grandes villes d'Europe de l'Ouest.

Inspirés par les doctrines maoïstes, les modèles de guérillas sud-américains (Che Guevara à Cuba et surtout la guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay) et remettant d'une certaine manière à l'ordre du jour « la propagande par le fait » des attentats anarchistes français (Ravachol, Auguste

---

[941] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987. La RAF est encore appelée « Bande à Baader » ou « groupe Baader-Meinhof » du nom de ses fondateurs et pour, dès l'époque, en disqualifier la teneur politique et l'assimiler au simple banditisme.

[942] Voir notamment le numéro des *Cahiers de médiologie* consacré au terrorisme : *Les Cahiers de médiologie*, n° 13, « La scène terroriste », Paris, Gallimard, premier semestre 2002.

[943] WIEVIORKA (Michel), *Sociétés et terrorisme*, Paris, Arthème Fayard, 1988, pp. 188- 246 ; 503-517.

[944] Ce qui ne signifie pas un pouvoir faible, mais au moins une déstabilisation de celui-ci, un problème d'adaptation à l'évolution sociale et/ou culturelle par exemple, un « blocage du système politique », *Id.*, p. 244.

Vaillant, Emile Henry, la « Bande à Bonnot »[945]) et étrangers de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle (en 1898, assassinats de l'impératrice d'Autriche et Reine de Hongrie Elisabeth de Wittelsbach – dite Sissi[946]–, du Roi Humbert I^er^ d'Italie en 1900 et du Président des Etats-Unis McKinley en 1901), ainsi que par les écrits du socialiste français Auguste Blanqui sur la stratégie révolutionnaire en milieu urbain au XIX^e^ siècle – les « terrorismes d'extrême gauche européens » se développent après 1970. Et si la ville n'est pas ici l'objet, elle est tout au moins instrumentalisée. Mais l'influence provient essentiellement de l'Amérique Latine. Une digression – un détour – par cette partie du monde semble donc inévitable puisque les expériences qui s'y déroulent participent tout autant à la pensée « urbaine » des terrorismes européens que les mouvements sociaux qui les précèdent, la contre-culture et l'idée de « désaliénation » du quotidien. Ces expériences s'accompagnent également d'un discours sur l'espace urbain, ses aspects tactiques et symboliques, et bien sûr, d'un « discours spatial » sur le terrain.

1 - Les expériences étrangères : la guérilla urbaine en Amérique latine

Si nous pouvons faire remonter la technique révolutionnaire de « guérilla urbaine » à des temps anciens, si la Commune de Paris de 1871 possède quelques-uns de ses aspects, nous ferons remonter sa forme « marxiste-léniniste » et contemporaine aux théories militaires de Mao Tsé-Toung dans les années 1930 et à la révolution chinoise, qui firent passer la guérilla d'un stade purement « tactique » à un stade « stratégique » dans la « guerre révolutionnaire ».[947] Les mouvements nationalistes de décolonisation et anti-impérialistes au Viêt-Nam depuis les années 1940 jusqu'en 1975 par le Viêt-Minh relayé le FNL et le Viêt-Cong, en Algérie entre 1954 et 1962 par les FLN, ou les groupes marxistes d'Amérique Latine actifs dès les années 1950 (Cuba 1956-1959, Nicaragua par les sandinistes 1961-1979, Guatemala 1962-1996) utilisèrent, presque tous, la technique de la guérilla face aux armées « régulières » pour chasser l'occupant et/ou accéder au pouvoir.

Le foco *comme modèle de guérilla*

La pratique de la théorie militaro-révolutionnaire du *foco*, initiée par Ernesto Che Guevara, théorisée et diffusée par le français Régis Debray[948], victorieuse dans la *sierra Maestra* cubaine et

[945] On retrouve ici le terme de « bande » qui désigna le groupe de l'anarchiste français Jules Bonnot au début du siècle en le reléguant symboliquement dans le « banditisme », tout comme pour la « bande à Baader » une soixantaine d'années plus tard.
[946] BLANQUI (Auguste) (1868-1869), *Instructions pour une prise d'armes* (suivi de *L'éternité par les astres et autres textes*, établis et présentés par Miguel Abensour et Valentin Pelosse), Paris, Sens&Tonka, 2000.
[947] MAO TSE-TOUNG, *Ecrits choisis en trois volumes*, Paris, F. Maspero, vol. I : 1969, ; vol. II : 1967; vol. III : 1967 ; *Œuvres choisies* tomes I : *Période de la guerre civile révolutionnaire*, tomes II : *Période de la guerre de résistance contre le Japon*, Pékin, éditions en langues étrangères, 1967.
[948] DEBRAY (Régis), *Révolution dans la révolution. Lutte armée et lutte politique en Amérique latine*, Paris, F. Maspero, 1967.

tentée en Afrique par le même Guevara[949], très en vue chez les révolutionnaires activistes des années soixante, a révélé ses limites avec l'échec bolivien et la mort du « Che » en 1967, démontrant par la pratique qu'une guérilla rurale ne pouvait être victorieuse sans mobilisation massive des paysans, sans réseaux minutieusement organisés, et donc, sans ravitaillement et appui logistique.[950] La théorie du *foco* (« foyer » en espagnol), encore appelée « foquisme » dans le jargon du guérilléro, consiste, comme lors de la révolution cubaine dans la *sierra Maestra*, à débuter l'insurrection avec un groupe limité et mobile en milieu rural. Ensuite, par l'entraînement et la mobilisation des paysans, il s'agit d'installer plusieurs camps retranchés, autonomes, subversifs et révolutionnaires à partir desquels se propagent la propagande révolutionnaire et les attaques des guérilleros : des foyers « d'irradiation de la révolution ». Les aléas du terrain font tout de même courir le risque de l'encerclement par la contre-insurrection et l'armée régulière, comme ce fut le cas en Bolivie, provoquant la mort du « Che » et l'échec de la tentative révolutionnaire en 1967. Guevara lui-même ne renie d'ailleurs pas l'utilisation de l'espace urbain dans la stratégie révolutionnaire, lui accordant toutefois un place mineure en tant que le « terrain y est défavorable » en raison des risques de délations et de représailles plus importants, de le « proximité de l'ennemi », même si « un bon travail, sur une grande échelle, paralyse presque complètement la vie commerciale et industrielle du secteur et place la population entière dans une insécurité, une angoisse, une anxiété telles qu'elle souhaite des événements violents pour sortir de cette attente. »[951] Les guérilleros des zones « sub-urbaines » doivent cependant être très peu nombreux, très disciplinés et extrêmement formés et agir vite.[952]

L'ALN brésilien

En fin de compte, un certain nombre de mouvements sud-américains de guérillas remettent en cause à partir de ce moment, en pratique ou en théorie, la stratégie du *foco.* C'est le cas, par exemple de Carlos Marighela[953] et de son mouvement, l'Armée de libération nationale – ALN – fondée en 1968 au Brésil. Ce descendant d'esclave, influencé (et soutenu) par le castrisme autant que par le modèle vietnamien et les théories de Mao Tsé-Toung, dissident du Parti communiste brésilien qu'il juge trop réformiste, prône, dès 1968, la lutte armée pour renverser « l'impérialisme US » et la « dictature fasciste ». En effet, un coup d'Etat militaire en 1964 a renversé le régime brésilien et mis au pouvoir les « colonels ». Pour remédier aux faiblesses du *foco* inapplicable, selon lui, au cas brésilien vu l'étendue du pays, Marighela prône essentiellement la « stratégie de la guerre révolutionnaire », c'est-

---

[949] CHE GUEVARA (Ernesto), *Textes militaires*, comprenant *La guerre de guérilla* (1962), *Ecrits militaires* (1962) et *Souvenirs de la guerre révolutionnaire* (1968), Paris, La Découverte, 2001.
[950] CHE GUEVARA (Ernesto) (1966-1967), *Journal de Bolivie*, Paris, La Découverte, 1997.
[951] CHE GUEVARA (Ernesto) (1962), *La Guerre de guérilla* (1962), *in : Textes militaires*, Paris, La Découverte, 2001, pp. 51-55.
[952] *Ibid.*
[953] Ou Carlos Marighella, selon l'orthographe portugaise en vigueur, d'avant ou après la réforme. Nous choisissons l'orthographe avec un seul « l », conformément à la nouvelle norme.

à-dire une « guerre de mouvement » perpétuel, consistant à harceler l'ennemi et à toujours prendre l'initiative avant de se retirer. Il s'agit d'une guerre « psychologique », dont la principale nouveauté est d'être une « guérilla urbaine » en opposition avec les guérillas rurales expérimentées jusqu'à présent, et dans laquelle, bien sûr, la mise en place d'un foyer insurrectionnel autonome emble difficile. Carlos Marighela ira même jusqu'à rédiger, en 1969, peu avant son assassinat par la CIA, un « Manuel de guérilla urbaine », édité après sa mort, reprenant et expliquant l'essentiel de cette forme stratégique de lutte armée (tactiques, objectifs, entraînements, recommandations, portrait idéal du guérillero, lutte contre la répression, vie quotidienne).[954] Sont mis en avant la nécessité de l' « expropriation » – attaques de banques, vols à mains armées, permettant au guérillero et à la révolution de survivre –, de la clandestinité, l'attaque des symboles de l'impérialisme ou du « fascisme » – bâtiments militaires, administrations –, les attentats ciblés – meurtre du capitaine américain Charles Chandler de la CIA, enlèvement de l'ambassadeur des USA en échange de la libération de prisonniers. Le tout doit également servir à déclencher la répression étatique, voire à provoquer en retour un « terrorisme d'Etat » (ce qui ne manqua pas de se produire au Brésil)[955], poussant ainsi au mécontentement les masses et les incitant à rejoindre la « guerre révolutionnaire ».

De plus, Marighela reprend la célèbre sentence de Mao selon laquelle pour être un bon guérillero, il faut « être comme un poisson dans l'eau ». Cette formule s'applique particulièrement au cas de la guérilla dans les villes où les capacités d'adaptation (mener une double vie, se « déguiser ») ainsi que le « travail » de propagande par le fait et de propagande tout court sont nécessaires à la survie et la mobilisation des masses, de la « base ». C'est l' « alliance [présumée] des masses et de l'avant-garde révolutionnaire pour la prise de pouvoir»[956].

> « Dans une situation de dictature […], le travail de propagande et de divulgation n'est possible, *a priori*, que dans les villes. Des mouvements de masses, surtout ceux qu'avaient organisés les étudiants, les intellectuels, certains groupes militants syndicalistes, ont créé, dans les principales villes du pays, un climat politique favorable à l'accueil d'une lutte plus dure (les actions armées). Les mesures antidémocratiques prises par le gouvernement […] et les innombrables actes de répression contre les étudiants, contre beaucoup de professeurs et de journalistes, ont créé un climat de révolte. La complicité de la population est acquise aux révolutionnaires. […] La ville réunit donc les conditions objectives et subjectives requises pour que l'on puisse déclencher avec succès la guérilla. La situation est nettement

[954] MARIGHELA (Carlos), « Manuel du Guérilléro urbain », *in : Pour la libération du Brésil*,, textes traduits du portugais et présentés par Conrad DETREZ, Paris, Seuil, 1970, pp. 81-138.
[955] LETHBRIDGE (David), « Remembering Carlos Marighela », *The Bethune Institute for Anti-Fascist Studies*, Antifa Info-Bulletin, San Franscisco,1999.
[956] DETREZ (Conrad), « Pour une "stratégie de la guerre révolutionnaire"», *in : Pour la libération du Brésil*,, textes traduits du portugais et présentés par Conrad DETREZ, Paris, Seuil, 1970, pp. 25-43.

moins favorable dans les campagnes. La guérilla rurale doit donc être postérieure à la guérilla urbaine, dont le rôle est éminemment tactique. » [957]

Ainsi, la guérilla urbaine, selon lui, ne constitue que le préalable de la « guerre révolutionnaire » générale comprenant la « préparation », la « guérilla urbaine » ou « psychologique » et, enfin, la guérilla rurale, les meilleurs éléments s'étant formés ou ayant été recrutés dans les villes partent pour les campagnes, mobilisant les paysans et pratiquant toujours la guérilla pour laquelle la « mobilité » demeure le maître mot. Mais, le choix de la ville pour la lutte armée ne se réduit, cependant, pas à la « politisation » des masses qu'elle permet. La présence et le soutien des classes moyennes (alors que la classe ouvrière est majoritairement inféodée au Parti communiste brésilien « lié à la bourgeoisie »)[958] et les aspects géographiques sont, également, des aspects essentiels et presque évidents de ce choix : présence des « troupes, du pouvoir bourgeois, des armes sur le littoral », fait de la « colonisation », d'où le périmètre d'action de la guérilla dans le « triangle Rio-Sao Paulo-Bello Horizonte, base de sustentation de l'impérialisme, de la bourgeoisie et du latifundium » et « concentration de toute la puissance de l'Etat. »[959]

La guérilla tupamaros *en Uruguay*

Plus connues et plus retentissantes encore furent les actions de la guérilla *Tupamaros* en Uruguay durant les années soixante. Dès 1962, alors que la crise économique s'aggrave dans le pays, l'avocat socialiste Raúl Sendic fonde le « Mouvement de libération national » – MLN – tupamaros[960] dans un pays qui, contrairement à ses voisins d'Amérique latine, est essentiellement urbain du fait de sa forme de colonisation (près de la moitié de la population du pays habite la capitale Montevideo) et dont les campagnes se prêtent peu à l'activité de guérilla (peu de reliefs et de forêts). Après diverses tentatives de subversion et d'aide aux populations démunies (aides et propagande dans les bidonvilles de Montevideo), le MLN, héritier du syndicalisme ouvrier et urbain et majoritairement composé de classes moyennes, décide de passer à la lutte armée avec le soutien d'étudiants politisés[961], et est obligé d'entrer en clandestinité dès 1966, combattant, toujours, contre l'impérialisme américain,

---

[957] MARIGHELA (Carlos), « Interview sur la guerre révolutionnaire », recueillie par Conrad Detrez en octobre 1969, *in : Pour la libération du Brésil*,, textes traduits du portugais et présentés par Conrad Detrez, Paris, Seuil, 1970, pp. 65-66.
[958] *Id.*
[959] *Id.*
[960] De « Tupac-Amaru », nom de deux figures de la résistance puis de la révolte Inca face aux espagnols aux XVI[e] et XVIII[e] siècles au Pérou. Tupac-Amaru Ier était le dernier souverain inca au XVIe siècle. Le second est son descendant. Tous deux furent assassinés par les espagnols. Le terme *tupamaro* sert depuis à qualifier en Amérique latine les indigènes rebelles. Le MLN des années 1960 reprend cette appellation alors qu'il est composé, comme la majeure partie de la population uruguayenne d'alors, de descendants d'européens ou d'esclaves africains.
[961] Etudiants qui, d'actions contestataires classiques (*sit-in*, manifestations) au début des années soixante, passe rapidement à des actions plus violentes, *in :* LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Seuil, 1971.

l'oligarchie et contre le régime qui décrète, en 1968, des « lois d'exception ». Le MLN s'attache alors à montrer le caractère « répressif » du régime (tortures, censures) en le déclenchant.[962] Il s'agit encore une fois, à l'exemple des terrorismes européens d'extrême gauche ultérieurs, de la « politique du pire » mêlée à celle de la « propagande par le fait ».[963] Cette stratégie, tout comme pour le terrorisme urbain qui se développera par la suite, consiste à la fois à déclencher la répression et donc, à démasquer la supposée vraie nature du régime (même en démocratie) et à faire monter le mécontentement de la population face aux mesures de répression, – visant, à terme, à la révolte de masse –, mais aussi à démontrer la force du mouvement et l'incapacité du pouvoir à y faire face.[964]

En 1968, paraît, en Uruguay, une sorte de charte ou de « plateforme » tupamaros sous forme de « 30 questions à un tupamaro ».[965] On y apprend notamment ce qui deviendra le leitmotiv de la pensée concernant la guérilla urbaine et le terrorisme d'extrême gauche, leur but, leur caractère stratégique et leur justification : à savoir que « les actions révolutionnaires font surgir les situations révolutionnaires », d'autant plus que ces actions se déroulent à proximité immédiate de la population et que « la lutte armée accélère et précipite le mouvement des masses » dans un pays où le mécontentement dû à la crise économique va croissant. La présence des ouvriers et des classes intermédiaires dans les villes (comme de la jeunesse étudiante de gauche) constitue un aspect non négligeable du choix de la ville pour les opérations. De plus, les tupamaros, faisant preuve d'un certain raisonnement géographique, optent sciemment pour le terrain des villes pour les raisons exprimées plus haut. « La stratégie doit s'adapter à chaque situation ». Il n'existe en Uruguay « pas de territoire qui permette l'installation d'un foyer de guérilla durable dans les campagnes » et « Montevideo est assez vaste et perturbé par des mouvements de revendications sociales pour abriter un vaste contingent de commandos en activité. »[966] Notons également que dans ce type de situation, les forces de répression usent de moyens urbains très perfectionnés pour mettre à bas la guérilla ou le terrorisme. A l'exemple du Général Massu face au FLN pendant la bataille d'Alger en 1956-1957[967], renseignements, perquisitions et fouilles sont systématisés, la ville est « en état de siège », on pratique le ratissage des quartiers, le bouclage des rues et des sorties de la ville.

Mais le souci relatif à l'espace urbain et les injustices sociales dont il est le terrain font également leur apparition dans le discours. On a déjà mentionné de l'aide des tupamaros aux bidonvilles, mais le logement, « bien de consommation » apparaît également comme une priorité pour

---

[962] LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Seuil, 1971.
[963] DEBRAY (Régis), « Apprendre d'eux », La Havane, septembre 1971, *in : Nous les Tupamaros,* trad., Paris, F. Maspero, 1971.
[964] SOMMIER (Isabelle), « Du "terrorisme" comme violence extrême », *Revue internationale des sciences sociales*, n°174, « Violences extrêmes », Paris, décembre 2002, pp. 525-533.
[965] « 30 questions à un tupamaro » (1968), *in :* LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Seuil, 1971.
[966] « 30 questions à un tupamaro » (1968), *in :* LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Seuil, 1971.
[967] MASSU (Jacques, Général), *La Vraie bataille d'Alger*, Paris, éditions du Rocher, 1997.

les tupamaros qui promettent, lors de leur accession au pouvoir, de « contrôler strictement sa distribution ».[968] En effet, forte de son expansion depuis 1966[969], la guérilla tupamaros, dans laquelle le travail politique est plus important que l'aspect proprement militaire, met en place, dès 1970, une stratégie de « double pouvoir » préfigurant, bien que de façon clandestine, un état socialiste alternatif (enseignements, soins, aide aux pauvres). En 1972, c'est la prise de pouvoir qui est clairement revendiquée par les tupamaros qui déclarent « la guerre » au régime national du président Pacheco, cette volonté étant latente dès les origines du mouvement. Dans les considérations courantes, ce changement stratégique du « double pouvoir » à la « prise de pouvoir », donc, de la guérilla avec son pouvoir clandestin à la déclaration de guerre – guerre que les tupamaros ne pouvaient remporter vue les forces en présence et l'inquiétude des populations – est la cause principale de leur échec en 1972.

Si ce qui sépare le « terrorisme » de la « guérilla », selon l'affirmation des spécialistes (Gérard Chaliand[970], Jean-Pierre Dufour[971], Michel Wieviorka[972] ou encore Jean-Luc Marret[973]) et de Marighela lui-même[974], réside dans le fait que cette dernière constitue un « territoire autonome » dont elle prend possession, qui lui appartient, qu'elle défend et à partir duquel elle lance ses attaques et sa propagande (avatars du *foco*), alors le coup d'éclat que réalisèrent les tupamaros en 1969 par la prise de la ville de Pando, même pour une courte période, les classe bel et bien parmi les guérilleros à proprement parler. Sauf que cette fois, le territoire approprié est une ville de plus de 20 000 habitants située près de la capitale. Cette action est, d'ailleurs, la plus marquante des tupamaros, aussi bien en terme général (dans l'opinion, par son organisation, sa préparation, la logistique utilisée) que concernant notre objet : l'instrumentalisation politique de l'espace urbain dans une optique révolutionnaire, et ce d'un triple point de vue tactique, stratégique et symbolique. Il ne s'agissait de rien de plus que de réaliser par une action de grande ampleur, les pratiques habituelles de la guérilla : « expropriations » de banques, d'armes et propagande. Mais cette « opération Pando » marque, en fait, un « saut qualitatif dans la guérilla d'Amérique latine : la prise d'une ville » [975] par cinquante hommes armés, en plein jour et au milieu des passants médusés et « curieux ».[976] Au milieu des actions plus classiques des tupamaros, les rapprochant de leurs homologues sud-américains de la même période –

---

[968] *Ibid.*
[969] Date de l'enlèvement de Dan Mitrione (conseiller de l'ambassade américaine en Uruguay) par la guérilla. Du fait, entre autre de la répression mise en place par la CIA dès cette date, les tupamaros ont vu leur nombre se multiplier et la sympathie de la population augmenter à leur égard.
[970] CHALIAND (Gérard), *Terrorisme et guérilla. Techniques actuelles de la violence*, Paris, Flammarion, 1985.
[971] DUFOUR (Jean-Louis), *La Guerre, la ville et le soldat*, Paris, Odile Jacob, 2002.
[972] WIEVIORKA (Michel), *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988 ; *Face au terrorisme*, Paris, Liana Levi, 1995.
[973] MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000, p. 120.
[974] MARIGHELA (Carlos), *Pour la libération du Brésil*, dont « Manuel du guérillero urbain », textes traduits du portugais et présentés par Conrad DETREZ, Paris, Seuil, 1970
[975] LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Seuil, 1971.
[976] *Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971,

attaques de banques à mains armées, vols d'armes, assassinats de « tortionnaires », enlèvements de personnalités américaines, industrielles ou gouvernementales, attaques de bâtiments, de casernes –, cet acte est bien le signe d'une innovation et d'une amélioration tant sur le plan symbolique – visibilité, démonstration de la puissance de la guérilla tout autant que de la faiblesse de l'Etat à assurer la sécurité des habitants et à combattre la guérilla[977]– que sur le plan organisationnel – importance des effectifs et des moyens mis en œuvre. La proximité, dans la ville, des « forces de répression » et de l' «ennemi », outre la volonté de narguer ceux-ci, démontre, ainsi, à l'opinion l'importance de l'enjeu. Des attaques, telles que celle d'une caserne (tactiquement destinée au vol d'armes et de munitions), renforcent bien sûr cette stratégie.

Il faut mentionner, ici, que la guérilla tupamaros s'éloigne, pas son organisation et son ampleur, du « spontanéisme » propre aux guérillas marxistes d'Amérique latine, au point que Montevideo devient, à la mort de Che Guevara, la « véritable plaque tournante de la guérilla en Amérique Latine ».[978] La clandestinité du MLN entraîne ainsi toute sorte de subterfuges utilisant souvent les avantages de la ville ou des modifications drastiques de la vie quotidienne en adéquation avec l'idéologie tels que la présence de repères dans les égouts de la ville ou la révolte contre le style de vie. Plus généralement l'organisation précise du mouvement apparaît à la lecture d'un ouvrage tupamaros traduit en français en 1971, dans lequel les guérilleros détaillent leurs conceptions militaires et politiques ainsi que le déroulement de leurs opérations[979], et dont Régis Debray dira qu'il constitue « le plus utile des manuels de guérilla urbaine. »[980] On y apprend, notamment, le « compartimentage » de l'organisation MLN en colonnes, elles-mêmes divisées en cellules et en unités autonomes n'ayant aucune connaissance des autres. On y apprend, aussi, que la stratégie de la guérilla urbaine tupamaros vise essentiellement à « affaiblir les forces de l'ennemi en le démoralisant » et qu'elle possède l'avantage, puisqu'elle est « proche de l'ennemi », de pouvoir « frapper par surprise » tout en ayant « les moyens de communication et les installations stratégiques à portée de main ». Cette stratégie permet aussi d'estimer facilement les conditions socio-politiques (« l'humeur du peuple »), géographiques et autres. Combattre « à proximité des masses » donne à la guérilla le caractère d'une « guerre politique ».[981] Du moins, est-ce l'idéologie qui guide la stratégie, une « théorie née de la pratique ».[982]

> « Les grandes lignes de l'organisation et des moyens d'action de la guérilla urbaine sont fonction de certaines de ses caractéristiques dont la plus déterminante est la relation géographique et militaire existant entre le mouvement de guérilla et l'ennemi, autrement dit, le terrain sur lequel se livre la lutte

---

[977] En juillet 1970, la guérilla argentine s'inspirera de l'exemple tupamaros pour la prise de la ville de Garin, à proximité du Buenos-Aires.
[978] LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Seuil, 1971.
[979] *Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971,
[980] DEBRAY (Régis), « Apprendre d'eux», *in : Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971.
[981] *Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971.
[982] DEBRAY (Régis), « Apprendre d'eux», *in : Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971.

(terrain assez limité et saturé d'agents de la répression). D'un point de vue militaire, la guérilla urbaine [équivaut à] une armée qui s'infiltre dans le terrain de l'ennemi [différence d'avec le *foco* censé constituer un territoire autonome de la guérilla d'où partent les attaques]. »[983]

Ce souci de la stratégie n'empêchera pas les tupamaros de subir différents échecs lors de leurs opérations, voire de cuisants revers (arrestation des dirigeants tupamaros en 1970) et un échec définitif lorsque l'Etat uruguayen, appuyé par la CIA, décide d'employer la manière forte pour démanteler tout le réseau au début de la décennie 1970.

Les tactiques décrites sont multiples, allant du « sabotage » à la « destruction d'édifices publics », en passant par les embuscades, l'occupation de bâtiment et des « domiciles » (la « guerre jusque dans les demeures paisibles »), les opérations de ravitaillement (argent, vivre, armes par vols à mains armées – les« expropriations » –, demandes de rançons) et la propagande (aide aux populations). D'une manière générale, « l'approche indirecte » (s'attaquer aux objectifs ennemis sans pertes humaines) n'empêche aucunement l'enlèvement et la séquestration dans les « prison révolutionnaire », voire les assassinats ciblés. En analysant leur discours, on apprend également dans cet ouvrage, outre les stratégies militaires et politiques tupamaros, et à partir de la description de quelques-unes de leurs opérations, que ces derniers apportent un souci tout particulier à la préparation de leurs interventions, préparation s'attachant à leur terrain d'opération, – la ville –, aux caractéristiques de son espace, de ses temporalités, de ses rythmes et de ses populations. Les tupamaros possèdent, ainsi, un véritable « réseau d'informateurs dans la ville », constitué de leurs sympathisants. Ils effectuent, en outre, de nombreux repérages – « marches exploratoires » –, observations des habitudes, des rythmes des quartiers, et élaborent des cartes et des plans. Ils en définissent les points stratégiques (de surveillance, de gué, les possibilités de repli), étudient minutieusement les caractéristiques de bâtiments attaqués (exemple des banques), et de ceux qui leur sont mitoyens (points de sortie, et d'entrée, pâtés de maisons), les manières de sortir du quartier au plus vite et sans risques à partir du « relevé des rues », de prises de note sur les horaires d'affluence, « l'ambiance », etc. Ils vont même jusqu'à élaborer des « maquettes de quartier ». Les tupamaros « spatialisent », pour reprendre leur propre expression, la scène par des « répétitions », par la détermination des « itinéraires », des « lieux », des « obstacles architecturaux » et même de la morphologie urbaine des quartiers, des villes (« plan en damier de Pando »[984]) et ce qu'ils appellent « la morphologie de l'habitat » des cibles d'attentats (les « exécutions ») ainsi que leurs trajets quotidiens. La finalité de l'observation de la « vie quotidienne » des populations consiste à pouvoir se « fondre » dans la foule le moment venu. L'immersion dans le milieu et l'observation minutieuse sont donc les maîtres mots de la guérilla urbaine qui dépend, comme l'affirme Régis Debray, des

[983] *Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971.
[984] La ville assiégée en 1969.

« conditions de lieu et de temps ».[985] L'auteur va même jusqu'à assimiler les tupamaros à des « sociologues », possédant la « maîtrise et la connaissance des rouages sociaux ». Cependant, la connaissance n'a pas ici le même but. De plus, l'échec sur le moyen terme des tupamaros lui donnera tord : la guérilla possède peut-être la connaissance du monde social urbain, du moins par sa pratique, mais certainement pas sa maîtrise. Ce sera également l'erreur d'un certain nombre de groupes terroristes d'extrême gauche ultérieurs qui, tous, crurent que le peuple des villes les suivrait.

Les tupamaros, influençant par leur guérilla d'autres pays d'Amérique latine (Argentine des *Monteneros*, Venezuela) possèdent même leur « conseiller » stratégique en la personne d'Abraham Guillén, anarchiste espagnol, fait prisonnier en 1939 par Franco et évadé puis réfugié en Amérique Latine. Ce propagateur de l'idée d' « autogestion » dans les domaines économique et politique se fait aussi théoricien de la guérilla urbaine, qu'il a pratiquée en Espagne, en 1936, contre les troupes franquistes, en publiant en 1971 à Montevideo *Estrategia de la guerilla urbana*. En désaccord avec l'idéologie marxiste-léniniste des tupamaros, Guillén analyse leur future défaite par le fait qu'ils ont été « trop isolés des masses urbaines ».[986] En effet, pour lui, « entre un terrain favorable et une population favorable, l'armée de libération doit choisir la population ». Il ajoute, à propos de la guerre révolutionnaire, que « la victoire appartient à ceux qui emploient stratégiquement les facteurs temps et espace [mais] avec le support de la population »[987] (et des médias ?), d'où l'intérêt de mener deux fronts : la guérilla urbaine et la guérilla rurale. Même si « aujourd'hui, l'épicentre de la guerre révolutionnaire doit être dans les grandes zones urbaines, où l'artillerie lourde n'est pas aussi efficace que dans la campagne pour anéantir les guérillas attachées au terrain. »[988]

La « jungle de béton des métropoles capitalistes »[989] devient donc, dans la deuxième moitié des années soixante, le terrain de prédilection des guérilleros d'Amérique latine. La grande ville devient de la sorte l'objet, le moyen de la victoire et de la transformation sociale (politique et économique) par la violence. Elle possède à la fois ses avantages tactiques et stratégiques (militaires et politiques, voire sociaux), tout en étant le terrain et le symbole du pouvoir, de l'Etat (pour les capitales), du capitalisme, voir de l'impérialisme. En un mot, de l'ennemi à renverser. Et cette idée se

---

[985] DEBRAY (Régis), « Apprendre d'eux», *in : Nous les Tupamaros*, trad., Paris, F. Maspero, 1971.
[986] GUILLÉN (Abraham), « La guérilla urbaine des tupamaros », extrait de *Estrategia de la guerilla urbana* Montevideo, 1971), *in :* CHALIAND (Gérard), *Stratégies de la guérilla. De la longue marche à nos jours*, suivi de *Voyage dans vingt ans de guérillas et autres conflits irréguliers*, Paris, Grande bibliothèque Payot, 1994, pp. 375-381.
[987] GUILLÉN (Abraham), *Philosophy of the urban guerrilla, the revolutionary writings of Abraham Guillén*, translated from the spanish, New York, W. Morrow and C°, 1973, pp. 232-233, traduit de l'américain par l'auteur.
[988] GUILLÉN (Abraham), *Philosophy of the urban guerrilla, the revolutionary writings of Abraham Guillén*, translated from the spanish, New York, W. Morrow and C°, 1973, p. 233, traduit de l'américain par l'auteur.
[989] GUILLÉN (Abraham), « La guérilla urbaine des tupamaros », extrait de *Estrategia de la guerilla urbana* Montevideo, 1971), *in :* CHALIAND (Gérard), *Stratégies de la guérilla. De la longue marche à nos jours*, suivi de *Voyage dans vingt ans de guérillas et autres conflits irréguliers*, Paris, Grande bibliothèque Payot, 1994, p. 375.

répercute bien évidemment dans les démocraties occidentales, notamment en Italie, en Allemagne et en France.

2 - Questions tactiques et de logistique et stratégie : l'instrumentalisation de l'espace urbain

Les terrorismes d'extrême gauche européens qui apparaissent en Europe Occidentale après 1968 s'inspirent des théories et des pratiques de la guérilla urbaine, en la revendiquant parfois, tant dans leur préceptes et leurs objectifs – anti-impérialisme, anti-fascisme, anti-Etats-Unis, marxisme-léninisme – que dans leurs techniques – sabotages, attentats ciblés, assassinats, « expropriations ». Ils reprennent également les mêmes présupposés stratégiques et politiques : la lutte armée dans les villes doit « lever le voile » sur la vraie « nature réelle et oppressive, fasciste et impérialiste »[990] du pouvoir et favoriser la mobilisation populaire par la répression entraînée. Elle doit aboutir, par la terreur et la « propagande par le fait », à la situation révolutionnaire entraînant, à terme, le renversement du pouvoir et le changement socio-politique) avec, toutefois, encore moins d'activistes et d'appui populaire que les guérillas sud-américaines. Ces groupes terroristes sont également proches et influencés par les mouvements nationalistes palestiniens (notamment le FPLP marxiste de Georges Habbache[991], mais aussi le *Fatah* de Yasser Arafat[992] au sein de l'OLP[993]) et chez lesquels ils s'entraînent parfois à la lutte armée. Ils partagent notamment aussi avec ces derniers, l'idéologie anti-sioniste, le sionisme étant perçu, pour le dire rapidement, comme une des formes de « l'impérialisme US ».

L'influence de la guérilla tupamaros chez certains de ces groupes armés est manifeste, comme le prouve l'édition d'un ouvrage en Allemagne dans les années soixante-dix, intitulé *Tupamaros Berlin-Ouest*, du nom d'un groupe terroriste d'extrême gauche, issu du mouvement étudiant et apparu en 1969[994], qui se fit connaître par une série d'attentats à la bombe la même année, et qui n'a *a priori* rien à voir avec la guérilla uruguayenne, sauf le fait qu'il prône la lutte armée, la violence et la guérilla urbaine contre le pouvoir, le capitalisme et l'impérialisme.[995]

---

[990] MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000, p. 29.
[991] Front populaire de libération de la Palestine, fondé en 1967 après la guerre des « six jours ».
[992] Fondé en 1956 à Gaza.
[993] Organisation de libération de la Palestine, fondée en 1964 sous l'égide de la Ligue arabe regroupant divers groupes armés et luttant sur le plan politique pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. Il est dirigé depuis 1968 par Yasser Arafat.
[994] Un autre groupe, faisant explicitement référence à la guérilla sud-américaine, se forme à la même époque à Munich : *Tupamaros Munich*
[995] BAUMANN (Bommi), *Tupamaros Berlin-Ouest*, présenté par Daniel COHN-BENDIT et Heinrich BÖLL, trad., en collaboration avec Jean-Pierre Le DANTEC et Catherine Von BÜLOW, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1976.

Pour le Colonel Jean-Louis Dufour, spécialiste des conflits, de la stratégie militaire et de la polémologie[996], le terrorisme, presque exclusivement urbain, n'est qu'un moment du processus d'insurrection urbaine qui comprend chronologiquement la « préparation » (propagande et communication), puis le terrorisme (« démonstration de puissance » et « démoralisation » de l'adversaire), et enfin la guérilla urbaine qui « annonce la guerre », – ou « insurrection ouverte » – et qui se donne pour objectif « la conquête du pouvoir » et se caractérise par la professionnalisation militaire des insurgés en armée régulière. Chaque phase s'accompagne d'amplification quantitative et qualitative du mouvement.[997] Pour lui, les groupes terroristes dont nous parlons ici n'ont jamais réussi à franchir le passage du terrorisme à la guérilla urbaine[998], faute certainement d'un manque de moyen logistiques et organisationnels et, toujours, d'appui des populations ou de l'opinion publique, via les médias, qui mettent souvent en échec la stratégie de « propagande par le fait ».

Ces groupes ont à maintes reprises été étudiés par la sociologie ou les sciences politiques, à la fois du point de vue de leur organisation, de leur structuration interne, de leurs composantes, de leurs actions, de leur idéologie politique ou encore des conditions sociales, politiques ou économiques qui les ont vu naître. C'est le cas notamment des Brigades rouges italienne[999], ou de la Fraction armée rouge ouest-allemande.[1000] Mais, jamais l'étude de leur rapport à l'espace n'a été systématisée. Cet objet n'est toutefois pas inintéressant, vu la portée symbolique, tactique, stratégique, politique et sociale qu'acquiert la ville dans leurs discours, dans leurs actes et dans leur idéologie. La Fraction armée rouge, le premier chronologiquement en est certainement le plus représentatif.

La RAF et la contre-culture

L'épopée de la RAF dans l'Allemagne fédérale des années soixante-dix est sûrement, parmi ces groupes, celui qui a le plus marqué les esprits, d'une part par la médiatisation qui en a été faite, sa longévité, les répressions qu'elle a provoquées, et d'autre part du fait de l'arrestation de ses membres fondateurs, de leurs procès et de la mise en cause de leur défense, de leurs conditions de détention et des controverses qu'elles ont entraînées (« isolement sensoriel » et social). Leurs actions depuis leurs cellules (grèves de la faim, comités de soutien), les « vrai-faux » suicides (assassinats) en prison ont alimenté ces controverses. Mais le plus marquant réside dans la « théorisation » de leurs actions et

---

[996] Science de la guerre étudiée et abordée comme phénomène social.
[997] DUFOUR (Jean-Louis), *La Guerre, la ville et le soldat*, Paris, Odile Jacob, 2002, pp. 173-187.
[998] DUFOUR (Jean-Louis), *La Guerre, la ville et le soldat*, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 174.
[999] Voir notamment les travaux du sociologue Michel Wieviorka, sociologue, WIEVIORKA (Michel), « Mouvements sociaux et marxisme-léninisme. L'expérience italienne du terrorisme d'extrême gauche », *Sociétés et terrorisme*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1988, pp. 143-246.
[1000] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987.

positions plus que leurs actions elles-mêmes (différents écrits et publications)[1001], dans le soutien d'intellectuels ou d'organisations diverses (Jean-Paul Sartre, Jean Baudrillard, *Amnesty international*), et peut-être aussi dans le charisme de ses deux leaders Andreas Baader et Ulrike Meinhof. La RAF agit à l'époque parmi d'autres groupes armés ou « autonomes », comme le « Mouvement du 2 juin » d'obédience plus anarchiste que marxiste, et qu'elle finira par phagocyter.

Composée à l'origine d'une poignée de jeunes issus des mouvements étudiants allemands de la fin des années soixante (SDS[1002] du leader étudiant Rudi Dutschke victime d'un attentat en 1970) et de la mouvance de contre-culture qui les accompagnait, c'est-à-dire de ce que l'on appela la « nouvelle gauche allemande » (anti-réarmement de l'Allemagne, anti-nucléaire, anti-consommation) influencée par Herbert Marcuse ou Willem Reich[1003], la RAF est fondée en 1970. Il y eut en fait deux RAF, l'une sévissant pendant deux ans, plus axée sur les revendications anti-impérialistes et anti-américaines, et, à la suite de l'arrestation de ses membres et leaders en 1972 (dont Baader et Meinhof) une seconde, recomposée à partir des ruines de la première, notamment du mouvement de soutien aux prisonniers, et composée d'une nouvelle génération, plus marquée par les actions visant directement le régime allemand, et sévissant grosso modo entre 1975 et le début des années quatre-vingt.[1004]

Les Brigades rouges et l'ouvriérisme dans la ville

En Italie, l'historique des Brigades rouges est sensiblement différent. L'attitude du Parti communiste italien après-guerre amène de nombreux militants à entrer en dissidence et à se radicaliser pour former, là encore, une « nouvelle gauche » émancipée du stalinisme et souvent d'obédience maoïste. En 1969 est formé le CPM (*Collettivo Politico Metropolitano*) qui prend le nom, en 1970, de « Gauche prolétarienne » (*Sinistra proletaria),* au sein de laquelle se formera, la même année, le premier noyau des Brigades rouges. Ceux-ci se caractérisent au départ, entre 1970 et 1973 par la « propagande armée » dans les usines (sabotages, « bastonnades », attaque des « fascistes », incendies ciblés de voiture de patrons, séquestrations de responsables et « procès symboliques »,

---

[1001] Voir par exemple, pour n'en citer que quelques-unes disponibles en langue française, MEINHOF (Ulrike), *Mutineries et autres textes. Déclarations et analyses des militants de la Fraction armée rouge emprisonnés à Stammheim*, traduit de l'allemand par Johanna Stute et le Collectif de traduction des Editions des femmes, Paris, Editions des femmes, 1977 ; Rote Armee Fraktion, *La Bande à Baader ou la violence révolutionnaire*, 1 : *De La Préhistoire à l'histoire* (Marenssin Emile), 2 : *Sur la conception de la guérilla urbaine et sur la lutte armée en Europe occidentale* (textes de la RAF traduits de l'allemand par Alexis Squirrel), Paris, Champs libre, 1972 ; Rote Armee Fraktion, *Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof*, préface de Jean Genet, introduction de Klaus Croissant, Paris, F. Maspero, 1977 ; Fraction Armée Rouge, *A Propos du procès Baader-Meinhof, la torture dans les prisons de la RFA*, publié par le Comité contre la torture des prisonniers politiques en République fédérale allemande, Paris, Christian Bourgeois, 1975 ; CROISSANT (Klaus), *Procès en République fédérale allemande*, Paris, F. Maspero, 1979.

[1002] *Sozialistischer Deutscher Studentenbund.*

[1003] DUTSCHKE (Rudi), *Ecrits politiques (1967-1968)*, Paris, Christian Bourgeois, 1968.

[1004] Nous renvoyons encore une fois, pour un historique plus détaillé, ainsi que pour une analyse plus fine de son organisation, de ses composantes et de ses positions politiques, à l'ouvrage STEINER (Anne), DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987.

« jambisations »[1005]), par la revendication de cadences de travail moins dures, notamment dans l'industrie automobile. En 1972, les BR entrent dans la clandestinité totale et radicalisent leurs actions tout en changeant d'échelle d'action (attaques de banques, enlèvements, assassinats).[1006] La fin des années soixante-dix marque encore une radicalisation des actions, se traduisant par une recrudescence des assassinats, une escalade de la violence avec les forces de l'ordre, des attentats contre des magistrats et policiers responsables de la répression en « punition » (une autre caractéristique des BR). Leur but tardif, comme chez les tupamaros, devient la « conquête du pouvoir ». Les BR optent pour une position foncièrement plus ouvriériste que la RAF allemande (même dans leur composition), moins tiers-mondiste et anti-impérialiste.[1007] Leurs actions touchent essentiellement au monde du travail, dont elles dénient les syndicats affiliés au PCI. Elles pratiquent les enlèvements et les assassinats de patrons, voire, parfois d'hommes politiques comme ceux d'Aldo Moro, le leader de la démocratie chrétienne alliée avec la gauche parlementaire – le PCI – en 1978).[1008] Il faut dire que, tels les maoïstes français d'après 68[1009], les « brigadistes » sont entrés dans les usines pour y pratiquer l'agitation et la propagande, mais une propagande « armée », contrairement au cas français. Après 1973, ce sont de plus en plus des attaques contre l'Etat qui sont directement menées par une organisation de plus en plus étendue et organisée par rapport à ses concurrentes, comme *Lotta continua*, alors en perte de vitesse. Les BR, organisées en colonnes, elles-mêmes divisées en brigades autonomes (pratiquant le secret entre elles, comme chez les tupamaros,) sont particulièrement présentes dans les grandes villes industrielles du pays telles Turin (Fiat), Milan (Siemens, Alpha Romeo, Pirelli) mais aussi Venise et Gênes, soit majoritairement dans le Nord urbanisé. Les BR sont aussi plus hiérarchisées et structurées que la RAF, qui se contente d'agir par l'intermédiaire de « commandos » plus spontanéistes. Son organisation se rapproche plus de celle du type tupamaros.

Le cas français d'Action Directe

Le cas français, enfin, avec « Action directe », est plus tardif. Tout commence avec la « Gauche prolétarienne », regroupant les maoïstes les plus engagés de l'après 68[1010] et qui publie, en 1969, un ouvrage qui en appelle à prolonger le mouvement de Mai « récupéré» par les partis politiques et d'entraîner ainsi le pays vers la « guerre civile » contre le capitalisme, l'Etat, l'impérialisme, les

---

[1005] Attentats ciblés contre des individus consistant à leur tirer dans les jambes. Les tupamaros pratiquent également ce type d'action en Uruguay.
[1006] *Front social* n°8, « Histoire des Brigades rouges», Paris, 2002.
[1007] Ces positions évolueront dans les années quatre-vingt : les BR s'en prennent alors au système militaire US et de moins en moins aux symboles de l'Etat italien ou de l'industrie automobile. Il est vrai que l'armée américaine n'est pas aussi présente sur le territoire italien qu'en RFA à l'époque.
[1008] BRAGHETTI (Anna Laura) et TAVELLA (Paola), *Le Prisonnier. 55 jours avec Aldo Moro*, trad. , Paris, Denoël, 1999.
[1009] LINHART (Robert) (1978), *L'établi*, Paris, Les Editions de Minuit, 2000.
[1010] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 2.

modes de vie induits par le système, etc.[1011] Un premier groupe armé, la « Nouvelle résistance populaire » (NRP) en émerge, faisant ensuite marche arrière pour s'investir dans les combats de LIP ou du Larzac. Puis, ce sont les « Groupes d'action révolutionnaire internationaliste » (GARI) en 1974, puis les « Brigades internationales » anti-impérialistes et maoïstes et les « Noyaux armés pour l'autonomie populaire » (NAPAP) en 1977, qui pratiquent assassinats, enlèvements, séquestrations préfigurant celles du groupe « Action directe » qui apparaît le 1er mai 1979. Son acte fondateur consiste à mitrailler la façade du bâtiment du CNPF[1012] à Paris. AD pratiquera la « propagande armée » en France pendant les années quatre-vingt jusqu'à l'arrestation de ses dirigeants en 1987. Cette propagande consiste encore une fois en des attaques de bâtiments administratifs, parfois à l'arme lourde, des pillages, des assassinats de militaires, des fusillades avec la police, des attentats contre des usines, etc. AD se déclare clairement d'idéologie à la fois « anarchiste» et « marxiste », alors que ses origines sont plutôt maoïstes, puis effectue un tournant anti-impérialiste en 1982, ainsi qu'un rapprochement, notamment avec des groupes terroristes moyen-orientaux anti-sionistes. Ces actions seront marquées par les deux assassinats, en 1985, du Général Audran (responsable des affaires internationales au ministère de la Défense) et du PDG de Renault Georges Besse en 1987, quelques mois avant le démantèlement du groupe par la police. C'est une fois emprisonnés que les militants d'AD recevront, comme ceux de la RAF, le soutien d'intellectuels français, qui, comme Sartre pour la RAF, sans essayer de légitimer leur action, essaieront de comprendre les motivations et les situations socio-politiques amenant à la lutte politique armée et l'idéologie des terroristes. Ce fut le cas, notamment, d'Henri Lefebvre et de sa dernière femme Catherine Régulier.[1013]

L'instrumentalisation de l'espace urbain

Ces trois groupes terroristes, tout comme d'autres telles les « Cellules communistes révolutionnaires » en Belgique, et sur le mode de l'Amérique latine, se revendiquent de la « guérilla urbaine ». Il est vrai que leurs formes d'actions sont plus ou moins celles des tupamaros en Uruguay. Leurs habitudes les rapprochent de cette expérience sud-américaine, appuyant l'hypothèse d'une influence directe : diffusion des « programmes » ou manifestes au public sous la forme d'auto-interviews, (Brigades rouges en 1971), exécution d'un militaire uruguayen à Paris par les « Brigades internationales » françaises (commando Raúl Sendic, du nom du leader tupamaros) en 1974, etc. Les contacts sont fréquents entre ces groupes. Les rencontres et communiqués communs sont nombreux :

[1011] MORANE (Erlyn), GEISMAR (Alain), JULY (Serge), *Vers la guerre civile*, Paris, Editions et publications premières, 1969.
[1012] Conseil national du patronat français.
[1013] DEBRAY (Loïc), DUTEUIL (Jean-Pierre), GODARD (Philippe), LEFEBVRE (Henri), REGULIER (Catherine) et *alii*, *Paroles directes. Légitimité, révolte et révolution : autour d'Action Directe*, Paris, Acratie, 1990.

les Brigades rouges et la RAF se rencontrent à Paris à la fin des années soixante-dix[1014], la RAF est Action directe font une déclaration commune anti-impérialiste en 1985[1015] et attaquent ensemble la base aérienne américaine de Francfort en mars de la même année. Ces rencontres et actions communes visent, en fait, à étendre la « guérilla » à l'échelle de l'Europe occidentale, comme dans le modèle de l'Amérique latine (Cf. Che Guevara puis Marighela, les Tupamaros, etc., qui formulent tous ce souhait sur leur continent).

Si elles entrent dans la stratégie de la « propagande par le fait » (action-répression-mobilisation), les pratiques de ces groupes cherchent aussi à « frapper les symboles du régime, à la fois pour le toucher en plein cœur [et] pour susciter un plus fort impact médiatique ».[1016] Dans l'idéologie d'ordre stratégique et révolutionnaire de ces « combattants communistes », frapper au cœur des métropoles occidentales revient à « frapper à la tête du monstre », frapper les « centres nerveux » du système capitaliste et impérialiste mondial.[1017]

Selon Anne Steiner et Loïc Debray, le « travail du temps et de l'espace » est essentiel dans la stratégie d'un groupe comme la RAF, toujours dans cet esprit d'affirmation de force et de médiatisation. Par exemple, l'offensive lancée par le groupe en 1972, dans plusieurs villes allemandes et dans « un intervalle de temps minimum (six attentats en deux semaines) », symbolise « une concentration du temps et une dilatation de l'espace » et surtout les capacités offensives du groupe : le « front est partout et nulle part »[1018], contrairement, cette fois, à la plupart des guérillas du Tiers Monde.

S'il peut sembler abusif de décréter que ces groupes d'extrême gauche revendiquant la « guérilla urbaine » dans les métropoles occidentales possèdent une « intelligence du terrain », ils en possèdent toutefois le souci et portent, généralement, un intérêt particulier à l'espace des villes, à l'armature urbaine et aux réseaux de villes. Les Brigades rouges, par exemple, possèdent une organisation territoriale hiérarchisée dans les grandes villes industrielles italiennes, strictement calquée sur leur organisation interne en « colonnes » dans les villes et en « brigades » au sein des usines ou quartiers de ces villes).[1019] De même, leur clandestinité et les moyens de répression mis en œuvre les poussent à élaborer des réflexions de types tactiques ou stratégiques sur l'espace sur le choix des « planques », les réseaux d'appartements et immeubles à double entrée, les quartiers « paisibles », la

---

[1014] BRAGHETTI (Anna Laura) et TAVELLA (Paola), *Le Prisonnier. 55 jours avec Aldo Moro*, trad. , Paris, Denoël, 1999, pp. 115-119.
[1015] *Front social* n°5, Paris, 15 janvier 1985.
[1016] MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000, p. 29.
[1017] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 181.
[1018] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, pp. 209-210.
[1019] BRAGHETTI (Anna Laura) et TAVELLA (Paola), *Le Prisonnier. 55 jours avec Aldo Moro*, trad., Paris, Denoël, 1999, p. 181.

décoration des planques, les jardins, etc. n'attirant pas l'attention dans l'environnement naturel[1020] (Cf. Mao qualifiant le guérillero de « poisson dans l'eau »). Leurs actions les plus « spectaculaires » enfin, – notamment les pillages, dégradations, mitraillage de bâtiment (Action directe), attentats à la bombe, dénotent le plus souvent un intérêt symbolique pour les cibles visées mais aussi de longues préparations (« études et observations de la ville », « parcours de fuite », immersion dans le quartier, repérages).[1021] Pour l'exemple italien, le choix des « localisations de base » en fonction de l' « architecture du local » est aussi primordial.[1022]

Le souci de mobilisation des « masses » urbaines est également présent chez les groupes terroristes européens, qu'il s'agisse du prolétariat urbain, des étudiants, etc. Cependant, il aboutit à un échec, et cela est flagrant pour Action directe ou la RAF (un peu moins pour les Brigades rouges), du fait de leurs actions violentes, de leur clandestinité, de leurs mots d'ordre sûrement. Par exemple, les ouvriers demeurent certainement insensibles à la critique anti-impérialiste. Mais cet échec s'explique aussi par les contre-propagandes étatiques et médiatiques. Malgré leur proximité, rarement les masses ne les suivirent, encore moins que pour le cas uruguayen. Toutefois, les réflexions plus fondamentales sur la ville et l'urbain, sur les sociétés urbaines ne sont pas non plus absentes des discours.

3 - L'espace des représentations urbaines : gauchisme et contre-culture

L'action et les revendications sur et pour la ville sont parfois prégnantes chez ces groupes, même si un peu moins pour les BR, plus proches des mouvements ouvrier que la RAF, issue du mouvement étudiant, du gauchisme et de la contre-culture.[1023] C'est particulièrement le cas lors de leurs débuts. Ainsi, certains membres de la RAF font leurs premières armes des la fin des années soixante « auprès des jeunes placés en foyer ». Ils « revendiquent [également] avec les jeunes des grands ensembles des espaces de loisirs et des lieux de sociabilité pour tous (commerces, centres de santé, écoles, maisons de la culture ».[1024] A l'époque, la « nouvelle » gauche allemande, comme en France, « se replie sur les combats sur le quotidien et les rapports sociaux » et Berlin, tout comme Paris, en devient le « laboratoire ».[1025] Pour Anne Steiner et Loïc Debray, la radicalisation des actions et l'entrée en clandestinité de la RAF seraient d'ailleurs dû, entre autres, au fait que le « travail

[1020] MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000, p. 58 ; voir aussi pour un exemple concret, BRAGHETTI (Anna Laura) et TAVELLA (Paola), *Le Prisonnier. 55 jours avec Aldo Moro*, trad. , Paris, Denoël, 1999.
[1021] MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, 2000, p. 95.
[1022] BRAGHETTI (Anna Laura) et TAVELLA (Paola), *Le Prisonnier. 55 jours avec Aldo Moro*, trad. , Paris, Denoël, 1999, pp. 32-33.
[1023] Les Brigades rouges italiennes ne s'appuient longtemps presque que sur les usines (dans lesquelles leurs membres sont parfois employés), tandis que la RAF et Action directe, outre leurs origines, s'appuient essentiellement sur la contre-culture, les « mouvements autonomes », des squats.
[1024] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 24.
[1025] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 24.

politique à la base (usines, quartiers) » aurait à l'époque été rendu impossible par la police. Idéalement, la « volonté était d'articuler la pratique autour du travail politique dans les quartiers, les usines, l'Université », « sur le logement, l'éducation, la justice », et la lutte armée, le terrorisme n'arrivant chronologiquement que plus tard, par la force des choses et l'échec de ce travail.[1026]

Ulrike Meinhof, alors rédactrice du journal *Konkret*, ne tarie pas de considérations négatives sur la ville. Ainsi, à propos de l'attentat contre le leader gauchiste Rudi Dutschke, déclare-t-elle :

> « Les balles tirées sur Rudi ont mis fin au rêve de la non-violence. Qui ne s'arme pas meurt, qui ne meurt pas est enterré vivant dans les prisons, les maisons de rééducation, dans le sinistre béton des tours résidentielles. »[1027]

Le vocabulaire utilisé dans les écrits des membres d'Action directe en France ne diffère pas tellement :

> « De Paris à Naples, des lieux de travail aux rues des cités ghettos, une recomposition des forces révolutionnaires s'amorce […] Les immenses armées des travailleurs pauvres, les nouveaux esclaves des grandes métropoles et les déshérités des ghettos urbains forment la majorité de l'humanité. Ce prolétariat précarisé est l'axe autour duquel doit se résoudre la question du partage de la richesse sociale et celle de l'appropriation des moyens de production. Il ne peut en être autrement. Aucune autre classe et strate de classe ne peuvent le substituer dans l'élan (lutte des classes transposée dans l'espace urbain.»[1028]

La mise en parallèle des lieux de travail et des « ghettos urbains » sur la plan de la précarité et de l'exploitation vise en fait à prôner la lutte et la révolte, en opposant, sur le même mode que « l'ouvrier contre le patron et le capitaliste », ces « ghettos » aux quartiers bourgeois, la « périphérie » et les banlieues aux centres. Ceci s'appuie, bien entendu, sur une représentation collective du sens commun sur les divisions sociales de l'espace urbain, dans un but de propagande. Action directe, ainsi, propose d'amener la lutte des classes sur le terrain des villes, d'étendre celle-ci à l'espace urbain.

> « Partout où [la classe prolétarienne] se révolte, elle doit empoigner les armes, des ruelles de Gaza aux barricades de Bogota, du Chiapas aux cités-banlieues de nos mégapoles européennes. Partout les masses débordent les cadres périmés des vieilles structures. Les partis et les syndicats institutionnalisés sont toujours plus réduits à l'impuissance ».[1029]

[1026] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 35 et pp. 125-126.
[1027] MEINHOF (Ulrike), *in : Konkret*, mai 1968, citée *in :* STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 25.
[1028] AUBRON (Joëlle), MÉNIGON (Nathalie), ROUILLAN (Jean-Marc), «Les prisonniers politiques et la violence révolutionnaire », Texte des membres d'Action directe emprisonnées en France, 19 juin 1998.
[1029] AUBRON (Joëlle), MÉNIGON (Nathalie), ROUILLAN (Jean-Marc), «Les prisonniers politiques et la violence révolutionnaire », Texte des membres d'Action directe emprisonnées en France, 19 juin 1998.

Mais les actions terroristes elles-mêmes portent parfois sur des revendications proprement « urbaines ». Ainsi, les Brigades rouges italiennes enlèvent un député en 1981 pour réclamer la construction de logements suite aux destructions causées par un tremblement de terre en Italie du Sud en novembre 1980. Certaines campagnes de la RAF visent quant à elles la spéculation immobilière.[1030] Dans le cas français, le groupe Action directe détruit le siège de la SONACOTRA après des expulsions des foyers faisant suite à une grève des loyers en 1979. Il commet également un attentat contre l'UCPI, société immobilière impliquée dans les expropriations de logements et dans la rénovation des quartiers populaires de Paris le 10 mars 1980, attentat suivi par un autre sur une autre société immobilière le 12 mars. Le 15 avril 1980, des roquettes sont tirées contre le ministère des transports et contre la Direction de la sécurité routière. Par ailleurs, des ateliers clandestins sont occupés à Barbès en 1981. Dans une brochure du même groupe en 1982, le « logement » fait plus spécifiquement son apparition dans les « axes d'intervention » aux côtés de « l'impérialisme français » et de l' « emploi ».[1031] Ce terrorisme, du moins pour ce qui concerne la France, s'appuie, donc, aussi d'une certaines manière sur les mouvements sociaux urbains que l'on a évoqué, qu'il s'agisse de la lutte des travailleurs immigrés et de leur logements, des rénovations urbaines, des transports, etc.

Pour les militants de la RAF, l'illégalité et, donc, la clandestinité, qu'ils n'ont d'ailleurs, on l'a mentionné, pas choisie délibérément au départ, tout comme pour les autres groupes, d'ailleurs, constitue le « seul territoire de liberté à l'intérieur des métropoles. »[1032] Dès 1967, certains d'entre-eux, à l'image de certains membres de la contre-culture étudiante affiliés à la nouvelle gauche allemande, décidaient de vivre dans des « structures alternatives », au sein de communautés d'habitat » autogérées, dans des squats. Dans cette perspective, la « *Kommun I* » est fondée à Berlin en janvier 1967, suivie de peu par la *Kommun II* du SDS, expériences de vie en communauté pratiquant la liberté sexuelle, l'éducation anti-autoritaire, et mettant en pratique les préceptes de la contre-culture inspirée notamment par Willem Reich sur la transformation des modes de vie.[1033] Les militants de la deuxième vague de la RAF, à partir de 1975, vivent également « presque tous en communauté d'habitat ».[1034] « La clandestinité, imposée de l'extérieur, devient ensuite une exigence du groupe. » Il s'agit de la « rupture du militant avec son vécu quotidien [et de] la preuve de son engagement », permettant par-là même sa « désaliénation » mais conduisant à « l'isolement ».[1035]

[1030] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 111.
[1031] Action directe, *Pour un projet communiste*, 1982.
[1032] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 83.
[1033] *Kommun 2*, Paris, Champ Libre, 1972.
[1034] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 106.
[1035] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, pp. 126-128.

> « On découvre l'individu des métropoles : il est issu du processus de décomposition du système, des relations aliénées, fausses, mortelles, qu'il créé dans la vie, à l'usine, au bureau, à l'école, à l'Université, dans les groupes révisionnistes, lors de l'apprentissage ou des jobs occasionnels. »[1036]
>
> « La guérilla urbaine ne donne pas la liberté en permettant la concrétisation d'une utopie, comme l'ont fait même pour un temps très bref certaines expériences révolutionnaires ; elle permet l'accès à une liberté intérieure qui est une expérience intellectuelle, émotionnelle et spirituelle. En luttant, l'individu commence à se déterminer lui-même, à se libérer du "Sur Moi" [, allant ainsi à l'encontre de] la société "Unidimensionnelle" ». (Cf. Marcuse, 1968)[1037]

Après leur libération et la grâce présidentielle de François Mitterrand en 1981, les membres d'Action directe iront occuper des squats dans le quartier de Barbès à Paris, tout en tentant de reconstituer leur réseau auprès des milieux populaires, et notamment immigrés, puis en repassant à l'action. « La lutte armée et ces "espaces de liberté" » seraient, dans les faits opposés (incompatibles), mais traduiraient « le même volontarisme ». On passerait seulement de la volonté de « changer la vie pour soi » à la « perspective de changement global de la société ».[1038] Ici comme ailleurs, – gauchisme de 68, mouvements sociaux urbains de la France des années soixante-dix, certains courant de la sociologie urbaine marxiste –, le changement de vie quotidienne, la libération de celle-ci, subvertissant les modes de vie et les relations sociales aliénés par le capitalisme, constituent un premier pas vers le changement du système désiré. Cette idée est bien sûr héritée de la contre-culture et du « mouvement autonome » allemand. Et ce changement ne peut s'inscrire que dans l'espace, notamment celui de la société urbaine et de l'habitat, que le capitalisme aliène en imposant l'individualisme, les rapports marchands, la morale « bourgeoise », etc. Comme chez Marcuse, Lefebvre ou les situationnistes, pour les terroristes d'extrême gauche (un peu moins pour les BR), l'aliénation ne s'exerce plus seulement dans le cadre du travail et de son espace (l'usine), mais aussi dans le cadre de la vie quotidienne et de son espace : la ville. D'où le choix de frapper au cœur de cette vie quotidienne, de cette ville, en se libérant d'abord soi-même de cette aliénation (communautés d'habitat, refus des normes), tout en tentant d'en libérer le reste de la société par la lutte armée. Ainsi, pour Action directe, la revendication principale demeure l' « appropriation communiste immédiate de la vie quotidienne. »[1039] Les terrorismes d'extrême gauche européens publicisent en quelque sorte, en la poussant jusqu'à l'extrême, la théorie de l'aliénation de la vie quotidienne dans la ville moderne. Leur idéologie d'ordre stratégique et politique vise à imposer aux masses, dans l'espace public, cette critique, sans amener

---

[1036] Texte de la RAF retranscrit *in :* STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 189

[1037] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 192.

[1038] STEINER (Anne) et DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, p. 98.

[1039] Cité par Jean-Pierre DUTEUIL, *in :* DEBRAY (Loïc), DUTEUIL (Jean-Pierre), GODARD (Philippe), LEFEBVRE (Henri), REGULIER (Catherine) et *alii*, *Paroles directes. Légitimité, révolte et révolution : autour d'Action Directe*, Paris, Acratie, 1990, p. 60

pour autant d'alternative. Elle marque donc, par la pratique, tout autant l' « urbanisation » du politique qu'une forme particulière de politisation de l'urbain, dans, et par la quotidienneté (terreur, modes de vie clandestins)

III -La révolution urbaine

Ces terroristes d'extrême gauche, tout comme, d'une autre manière, ce que l'on a coutume d'appeler les « mouvements sociaux urbains », interprètent donc et tentent de mettre en pratique le concept que l'on pourrait qualifier de « révolution urbaine ». Il ne s'agit pas, bien sûr, ici de la « révolution urbaine » au sens de Lefebvre signifiant, dans la pensée de l'auteur, la transition de « la ville à l'urbain », l'urbanisation totale de la société et des modes de vie (fin de l'opposition ville-campagne), même si celle-ci doit s'accompagner, dans l'idéologie, de la transformation des modes de production de la ville (participation et/ou autogestion), de la réappropriation des centres par le « prolétariat » (le droit à la ville) et de relations sociales modifiées (accent mis sur la rencontre, la spontanéité, le trans-fonctionnel et le ludique).[1040] En aucun cas, chez cet auteur, cette « révolution urbaine » prophétisée ne s'accomplira sous l'égide d'un quelconque groupe ou d'une quelconque avant-garde, mais par les masses urbaines.

De plus, comme on l'a vu avec l'exemple terroriste, la « révolution » ne se fait pas automatiquement « sur » la ville mais aussi souvent simplement « dans » la ville (différence entre tactique et stratégie, ville instrument et ville enjeu). De la sorte, la ville est non seulement perçue logiquement comme le lieu où se déploient le capitalisme, les divisions sociales, l'aliénation, le pouvoir, ses symboles, ses signes, sa répression mais aussi comme le lieu où se niche le potentiel révolutionnaire. Elle n'est pour cela pas mise en cause en tant que telle, mise à part en ce qui concerne ses caractéristiques symboliques (« signe » du pouvoir). Mais que l'espace social urbain soit l'enjeu (l'objet) ou le simple support de cette « volonté » (utopie) révolutionnaire ou de ces pratiques subversives, il acquiert un statut particulier dans les discours et pensées, voire dans les pratiques. Il permet et subit à la fois la politisation des discours sur l'urbain et « l'urbanisation » des positions politiques. Politisation car, nous l'avons vu, la ville devient un objet (ou instrument) de cristallisation des revendications et des contestations politiques. Urbanisation car, ce faisant, le discours politique se recentre sur l'objet « ville », comme nous allons l'analyser. Pour reprendre le discours de l'époque, puisque la « bourgeoisie » transpose « la lutte des classes » dans l'espace urbain et que le « pouvoir » y déploie son autorité et son oppression, il est donc logique que les représentations y voit dorénavant le lieu, l'enjeu et l'instrument de la lutte, de la contestation et de la critique, et ce, tant chez les analystes politisés (Castells, Internationale situationniste, groupe *Utopie* mais aussi Lefebvre) que chez les protagonistes eux-mêmes (gauchistes, mouvements sociaux). Cette transposition et ce

[1040] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.

déploiement ne sont bien sûr par perçus comme récents. Ils remontraient au moins, pour ce qui concerne la France, au XIX^{e} siècle et à l'industrialisation du pays, notamment aux travaux parisiens d'Haussmann et à la Commune de Paris. Mais les gauchistes et analystes des années soixante se revendiquent comme prenant enfin conscience de ce fait, qu'il s'agit dorénavant de prendre en compte, d'autant qu'il s'est renforcé au XX^{e} siècle et après-guerre :

> « La révolution fera l'urbain, et non pas "l'urbain" la révolution, encore que la vie urbaine et surtout la lutte pour la ville (pour sa conservation et sa rénovation, pour *le droit à la ville*) puisse fournir cadre et objectifs à plus d'une action révolutionnaire. Sans une métamorphose de la rationalité dans la planification industrielle, sans une autre gestion de l'industrie, la production n'aura pas pour finalité et sens la vie urbaine comme telle. C'est donc sur le plan de la production, à ce niveau, que se joue la partie et que la stratégie désigne ses objectifs.»[1041]

On assiste donc à une régénération du discours pendant les deux décennies 1960 et 1970, du moins dans les pensées gauchistes et subversives, du fait de la rencontre entre les néo-marxismes, la sociologie urbaine naissante et les professionnels de la ville. L'effet de génération n'est pas pour rien non plus dans la nouvelle façon d'appréhender la ville, dans une optique critique influencée par le marxisme réapproprié et appliqué à la ville moderne et à ses conditions de vie. Ce renouvellement de génération est effectif à la fois en sociologie urbaine, en architecture et en urbanisme.

[1041] LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, Coll. « Arguments », 1968, p. 374.

* TROISIEME PARTIE *

L'URBANISTATION DES POSITIONS POLITIQUES ET LE STATUT DE L'ESPACE URBAIN : L'ESPACE ALIENE/ALIENANT ET POTENTIELLEMENT LIBERATEUR

Pour continuer plus avant l'étude du statut de l'espace urbain comme enjeu et/ou instrument politiques dans les décennies soixante – soixante-dix, nous devons maintenant développer l'analyse du discours politique à proprement parler. Car en effet, il constitue l'autre versant, l'autre caractéristique, ou l'autre « objet » de cette « rencontre », ou plutôt de ces multiples croisements dont nous avons précédemment parlé. Si nous pouvons remarquer une « politisation » des positions et réflexions sur la ville pendant les années soixante, du fait de la sociologie urbaine marxiste, des contextes urbanistiques, sociaux et politiques, des nouveaux « mouvements sociaux urbains » ou de théories plus isolées aboutissant à une instrumentalisation de l'espace urbain dans le discours et les pratiques, une autre instrumentalisation de cet espace peut aussi apparaître dans la pensée politique ou politicienne à proprement parler. A une radicalisation des discours sur l'urbain étudiée précédemment correspond ainsi, à la même époque, une « urbanisation » des discours politiques, autrement dit une importance accrue de la ville et du fait urbain dans les stratégies, tactiques, les programmes et discours politiciens et au sein de laquelle, nous le verrons, la radicalisation n'est pas non plus absente. Il s'agira d'en définir la teneur, les causes, les développements et les conséquences en termes idéologiques et/ou pratiques, dans le sens de pratique de production de discours et d'idées. Autrement dit, il s'agira de répondre aux questions du pourquoi et du comment : pourquoi et comment ces discours s'urbanisent et se politisent ?

Toujours dans l'idée de « stratégies politiques» antagonistes visant l'espace urbain (entre l'Etat et l'*habiter*, le « global » et le « privé », la bourgeoisie et la classe ouvrière…), Henri Lefebvre décrète en 1970, qu'au sein de ces stratégies, « le phénomène et l'espace urbains […] ne sont nullement fins et buts, mais moyens et instruments d'action. »[1] En prolongeant ces réflexions, l'idéologie entraînerait donc, pour Lefebvre, l'action sur l'espace comme « moyen » et médiateur, qu'il s'agisse de l'urbanisme, de la planification et de l'architecture au service de la commande sociale – le niveau « global » – et non de la demande sociale – le niveau « privé »-. Nous posons donc qu'il en va de même pour les luttes et les critiques urbaines – dans et sur l'espace urbain, ses politiques et son aménagement. Ainsi s'affronterait, sur le terrain des villes, diverses visions du monde antagonistes (« volontés » et « représentations »), des conceptions, intérêts et projets socio-politiques divergents prenant simplement la ville comme support de luttes, de revendications et d'actions. L'espace-enjeu ne serait donc, par hypothèse, que l'apanage de certaines utopies isolées et l'espace-instrument serait prédominant. On pourra également poser comme hypothèse que la question sociale (mais aussi la question du pouvoir) entre de plain pied dans tout discours, dans toute pensée, et dans toute prise de position politiques sur la ville et sur les problèmes urbains.

[1] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, pp. 117-118.

Pour analyser cette « urbanisation » du discours politique – ou plutôt « des politiques », notre investigation ne concernant pas les haut fonctionnaires de l'urbain, supposer agir plus rationnellement qu'idéologiquement- et pour analyser l'idéologie de la contestation, nous nous appuierons en premier lieu, comme expliqué en introduction de cette thèse, sur celui de la gauche institutionnelle de l'époque (SFIO[2] puis PS[3], PCF, PSU) qui marque en quelque sorte l'institutionnalisation de la pensée urbaine sur l'échiquier politique français. Nos sources principales ont été pour cela encore une fois les archives détenues aux Archives nationales, contenant, entre autres, les programmes de campagnes des partis politiques, et dans lesquelles nous avons recherché les données concernant les prises de position sur la ville (revues politiques, tracts, publications, correspondances, programmes de campagnes électorales, qu'elles soit locales ou nationales). Nous avons de même croisé ces archives avec certains ouvrages ou productions représentatives : le *Programme commun* de 1972, le *Projet socialiste pour la France des années 80*, les publications des « plans de développement économique et social » de la période. Et ce, en essayant d'y relever tout ce qui touche à la politique urbaine, à l'urbanisme, à la politique du logement, aux transports, aux espaces verts, équipements collectifs, à l'architecture, au foncier, à la ville en général, etc., pour ensuite classer ces éléments en fonction des thèmes, mais aussi et surtout en éléments de constats et d'analyses (le plus souvent critiques) ou de propositions. Notons également dès à présent, qu'un discours de campagne ne pourra s'analyser de la même manière, par exemple, qu'un appel à la contestation ou qu'un document informatif destiné au public ou aux habitants. Ainsi, nous a-t-il fallu rester attentifs, pour l'analyse et la compréhension, à la nature du support et au cadre d'émission du discours (qui parle ? à qui ? dans quel but ? par quel média ?), tant il est vrai que les buts et objectifs du discours politique ne sont alors pas les mêmes, quoique toujours destinés à « convaincre » (voir plus rarement à « informer » ou « justifier »). Une prise de position à but électoraliste n'a bien sûr pas le même sens qu'une prise de position purement revendicative. Les documents internes ou débats intérieurs aux partis marquent également souvent une phase de vraie réflexion théorique, même si souvent idéologiquement orienté et parfois dogmatique.

Rappelons que ce choix portant sur le discours de gauche s'explique en partie par le fait qu'une analyse du discours de la droite ne pourrait servir à nos yeux qu'à démasquer les écarts existant entre discours et pratiques, ce qui n'est pas notre propos. De plus, la droite ayant le pouvoir et décrétant les politiques urbaines de la V^{e} République jusqu'en 1981, l'analyse de son discours n'équivaudrait souvent qu'à une analyse de la justification et de la légitimation de ses pratiques, ce qui pourrait sembler intéressant mais quelque peu réducteur et hâtif du point de vue d'un travail sur l'idéologie urbaine (représentations de la ville). Car même si les pratiques et les politiques publiques

[2] Section française de l'Internationale ouvrière (II^{e} Internationale) : fondée en 1905 et adhérente à la deuxième Internationale, regroupant, à ses débuts, les partisans de Jean Jaurès, Jules Guesdes, Auguste Blanqui, ou Alexandre Millerand.
[3] Parti socialiste : fondé en 1971, à partir, entre autres, de l'ancienne SFIO. Son premier dirigeant est François Mitterrand.

sont, aussi, le résultat d'idées, elles sont surtout le résultats d'interactions, de conflits et de compromis entre différents intérêts, différents agents, différents principes (politiques, techniques, sociaux) et accompagnent plus qu'elles ne « produisent » l'espace urbain. En ce sens, les effets des politiques publiques urbaines sont souvent en « décalage » par rapport aux « intentions déclarées » :

> « Les procédures mises en œuvre par les pouvoirs publics ne sont en effet que l'une des composantes de processus où se combinent selon des modalités très diverses logiques publiques et logiques privées, évolutions « spontanées » et interventions planifiées, rationalité technicienne et choix politiques, expertises scientifiques et engagements militants, programmation et concertation, etc. Chaque processus particulier de transformation urbaine apparaît ainsi comme un agencement original et un enchaînement complexe d'interactions où se nouent concrètement les rapports de force et les enjeux pluriels qui traversent la ville. »[4]

L'étude de l'intentionnalité « pure » de ces politiques nous amènerait donc à un travail d'épuration de toutes les contraintes existantes, sans compter que les discours les portant s'en trouveraient sans doute faussés par des réadaptations et réajustements perpétuels. Bien que la notion d'idéologie renvoie à la légitimation et à la justification des pratiques selon un certain nombre d'auteurs, nous avons également vu que celle-ci comprenait des caractères pouvant la rapprocher de l' « esprit utopique » et en ce sens, épurés des contraintes. C'est justement ce caractère que nous avons choisi d'aborder. L'idéologie sans contrainte extérieure, qui se produit « en réaction » et non pas « en légitimation ».

Nous aborderons l'analyse du discours politique de manière plutôt thématique. Et cela pour deux raisons : tout d'abord, les partis politiques, notamment, sont extrêmement prolixes en écrits et un mode de classement des discours sur la ville s'avère nécessaire, le classement thématique étant selon nous le plus logique à réaliser. Ensuite, les discours politiques relatifs à la ville sont eux-mêmes thématiques, certains partis ou syndicats ayant leurs thèmes de prédilection lorsqu'il s'agit d'aborder le fait urbain. Ce que nous appelons « urbanisation du discours – ou des positions – politiques » (c'est-à-dire le développement quantitatif des références à la ville, à l'espace urbain et à l'urbanisation dans le discours politique ainsi que le recentrage de ce dernier sur cet objet, stratégiquement et idéologiquement) se réfère bien évidemment à un glissement rhétorique du discours autant qu'à une recrudescence de nouvelles thématiques urbaines dans ce discours et dans les politiques publiques. Parmi les nouveaux thèmes qui apparaissent ou se développent seront largement abordés ceux du cadre de vie, de la vie quotidienne urbaine, de l'autogestion urbaine ou de la participation. Nous essaierons d'identifier à travers eux les caractéristiques idéologiques et/ou utopiques qu'incluent l'urbanisation du discours et ce qu'ils sous-tendent dans le discours et dans l'idéologie urbaine, c'est-

[4] GRAFMEYER (Yves) (1995), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 2002, pp. 99-111.

à-dire dans la manière d'appréhender politiquement la ville. L'analyse de l'émergence de ces nouveaux thèmes, toujours rapportée au contexte, nous permettra d'apporter des réponses à la question du « pourquoi » et du « comment », à savoir pourquoi et selon quelles modalités le discours politique s'urbanise.

Les objets de ces analyses (et même les sous-objets regroupés ensembles) ne concordent, nous le verrons, pas tout à fait dans le temps, ils se déroulent parfois dans des temporalités décalées et qui parfois se rejoignent, se croisent. Cependant, ils se situent tous dans la période étudiée, – celle des années soixante – soixante-dix –, et qui pourrait être le moment privilégié de l'avènement de l'urbain dans le discours et la pensée politique en général. Pour approcher l'urbanisation générale et progressive des positions politiques sur la ville, nous séparerons à chaque fois notre propos en deux moments : tout d'abord, tout ce qui touche aux contestations et revendications récurrentes, et ensuite, une analyse plus fine du contenu des discours électoraux ou électoralistes.

Enfin, l'analyse plus fine de certains thèmes abordés (et des termes utilisés pour les aborder) à partir d'un recentrage sur le discours du Parti socialiste unifié, que d'aucun considère comme le « parti de l'urbain » dans les années soixante et au début des années soixante dix, nous amènera à revenir sur cette définition de l'idéologie urbaine, à rechercher quels sont ses éléments « utopiques » et à mieux comprendre les raisons de cette instrumentalisation de l'espace, avec ses différents niveaux, son rôle et son fonctionnement dans l'idéologie politique. Nous évaluerons par-là même le statut effectif de l'espace urbain dans cette idéologie – la manière dont, par l'instrumentalisation politique, l'espace acquiert un statut privilégié dans l'organisation sociale – et la manière dont les discours politiques et urbains se renouvellent à cette époque par des interactions multiples. Pour cela, le choix du PSU s'est imposé pour deux raisons, même si le PCF par exemple, aurait pu apporter des éclaircissements intéressant sur ces questions. D'une part, car contrairement à ce dernier, le PSU ne gère pas à l'époque de ville moderne et est donc le plus à même de se poser en critique de l'urbanisme étatique, et d'autre part, un premier survol des archives nous a très tôt permis de nous apercevoir que ses productions étaient plus riches sur le sujet ; sans compter que ses positions sur l'urbain sont encore étrangement peu connues.[5]

[5] Et ce malgré le récent regain d'intérêts pour ce parti, notamment chez les politistes qui, depuis peu, commencent à réaliser des colloques sur la question des conceptions, des acteurs et de l'organisation du PSU, mais sans toutefois aborder de front ses idées quant à la ville, l'urbanisme et l'espace social.

- CHAPITRE I - L'URBANISATION DU DISCOURS POLITIQUE ET LES NOUVEAUX THEMES

« Les banlieues sont tristes des dimanches et les lignes d'intérêt local sont un triste décor. Le voyeur équipé de neuf qui part n'ayant dans son cerveau qu'une seule idée parcours des yeux sa maison, la cheminée et les grandes allées qui mènent aux mairies.»

André BRETON et Philippe SOUPAULT, *Les Champs magnétiques*, 1920.

Une première remarque s'impose. Les analyses qui vont suivre se concentrent essentiellement sur les années de l'après 1968 alors que notre étude porte sur les décennies soixante et soixante dix, et plus particulièrement des débuts de la V^{e} République (1958) jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. C'est que 1968, non les événements eux-mêmes, mais les idées qu'elle a médiatisées (notamment sur la ville et l'urbain), ont particulièrement bouleversé les discours politiques, notamment à gauche. Au début des années soixante, le discours politique sur la ville se cantonne souvent à des considérations sur le logement et sa crise. C'est au tournant de la décennie et surtout au long de la décennie soixante-dix que les discours s'urbanisent dans le milieu politique de gauche, parallèlement au développement et la médiatisation des « nouveaux mouvements sociaux urbains », à les dénonciations de plus en plus nombreuses des bidonvilles, grands ensembles, et ségrégations spatiales, let aux mouvements écologistes naissants. Par exemple, durant les années soixante, il n'est rien dit – ou presque rien – sur les grands ensembles. L'urbain (exception faite du logement), n'est pas encore un objet politique dans les grands partis que sont le PS ou le PCF.

Nous allons donc voir dans un premier temps la teneur de cette urbanisation du discours politique durant les années soixante – soixante-dix, comment elle évolue, son contenu, les thèmes qui y sont abordés, les positions, revendications et propositions, et ce, essentiellement à partir des programmes politiques. Cette étude des programmes peut en effet nous permettre de déterminer la manière dont le discours, produit et médiatisé, est transmis aux populations, comment l'idéologie urbaine elle-même est transmise, tout en déterminant quel est le statut de la ville dans la stratégie politique des partis.

Nous attarderons sur le Parti socialiste unifié qui, comme nous le verrons, illustre le mieux cette évolution et dont la profusion des prises de position sur la ville et l'urbanisme pourra nous permettre d'en analyser mieux la teneur et le contenu.

I - L'urbanisation du discours politique (1958-1981)

1 - Introduction générale sur les partis politiques et leur discours sur la ville

Parmi les partis politiques dont les programmes dénotent le plus d'intérêt pour la ville et l'urbain de la fin des années soixante au début des années quatre-vingt, on retrouve en tête le PCF et le PSU. D'une manière générale, les partis de gauche – d'opposition [6]–, à l'époque, réfléchissent sur la ville d'un point de vue que l'on pourrait qualifier de revendicatif. Ils s'attaquent ainsi aux différents maux de la ville contemporaine : problèmes de logements, de transports, d'environnement, plus rarement de ségrégation. Ainsi, chaque programme électoral arrive, à un moment ou à un autre, aux fameux problèmes du « cadre de vie », avec, presque systématiquement, un état des lieux accompagné d'une tentative d'explication des causes des différents problèmes, souvent suivi de solutions proposées pour remédier à ces états de fait. Nous analyserons plus loin cette notion de cadre de vie qui est centrale dans notre propos et dans la période étudiée.

Il n'est pas anodin de constater que, dans les programmes des partis de « gauche » de l'époque (PS, PCF, PSU, et même les trotskystes de Lutte ouvrière[7] et de la Ligue communiste révolutionnaire)[8], les mêmes considérations – les mêmes « objets », si l'on peut dire – reviennent presque invariablement. Les états des lieux sont identiques, les causes aussi (bien que plus ou moins

[6] De la fin du Gaullisme à l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981.
[7] Lutte ouvrière est une organisation trotskyste issue d'une tendance hostile à la IV^{e} Internationale (1938). Elle se fonde sur les ruines de « Voix ouvrière », interdite par le gouvernement en juin 1968.
[8] Fondée en 1973, regroupant les « frankistes ». La LCR est issue de la Ligue communiste (1969 et interdite par le gouvernement en 1973), elle-même issue de la Jeunesse communiste révolutionnaire et du Parti communiste internationalistes (scissionnistes du Parti communiste dans les années soixante et interdits par le gouvernement en juin 1968). Elle est, quant à elle, adhérente à la IV^{e} Internationale.

« négatives » et liées à l'exploitation capitaliste en fonction de la radicalité du parti), seules les solutions proposées diffèrent sur quelques points (et dans la radicalité également, cela va de soi).

D'un point de vue quantitatif, les considérations et critiques qui réapparaissent le plus souvent dans les programmes touchent tout d'abord au logement (loyers, conditions de vie), aux transports (prix, conditions, transports en commun, automobiles, éloignement domicile-travail-loisir), puis aux espaces verts, à la pollution et aux nuisances. Des objets plus précis ou conjoncturels viennent ensuite : les rénovations urbaines et les expulsions et plus rarement l'esthétiques urbaine ou architecturale. Chez certains sont abordées des thématiques plus théoriques ou théorisées, classiques ou plus nouvelles : les modes de propriété, la vie quotidienne urbaine. Mais d'une manière générale, le discours porte rarement sur l'urbanisme au sens large, non opérationnel, c'est-à-dire sur la théorie urbanistique ou la théorie des villes que Gaston Bardet avait appelée en son temps l' « urbanologie ». Il porte peu sur l'architecture en dehors de ses aspects esthétiques, exception faite toutefois du PSU et du Parti communiste plus rarement. Nous verrons aussi que les thèmes relatifs à l'urbain qui apparaissent dans le discours politique évoluent conjoncturellement, c'est-à-dire en fonction des politiques urbaines menées, bien sûr, mais aussi en fonction des contextes sociaux urbains, et surtout, en fonction d'évolutions idéologiques. Nous verrons donc en quoi ces évolutions peuvent être considérées comme structurelles et conjoncturelles.

On pourra cependant observer, sans jugement de valeur, le peu de place accordée aux réflexions sociologiques sur la ville et l'urbain pendant cette période, alors même que les objets portent justement sur les sociétés urbaines et se veulent, de toute évidence, appuyés par des considérations, non seulement sociales, mais bien souvent sociologisantes.

Le PCF et le PSU demeurent, chacun à leur manière, des figures particulièrement importantes sur l'échiquier politique d'alors, et notamment en ce qui concerne les réflexions sur la ville. Leurs programmes sont ainsi presque systématiquement parsemés de revendications sur les conditions de logements (des ouvriers, des travailleurs immigrés), de transport (gratuité des titres de transports, amélioration des transports en commun), revendications déjà portées en leurs temps dans les partis d'extrême gauche trotskystes, et chez lesquels, depuis les années soixante, on observe une certaine continuité de ces thématiques qui réapparaissent à chaque campagne électorale.

Le PSU, lui, s'inscrit quelque peu en contre-modèle du schéma qu'on vient d'esquisser : plus précis dans ses critiques et dans les solutions qu'il préconise, il a subi l'influence de la pensée sociologique « urbaine » marxiste. La SFIO, puis le Parti socialiste à partir de 1971 (1969 pour le « Nouveau parti socialiste »), ne sont toutefois pas en reste, développant un discours sur l'urbain et le logement. Ce discours n'est cependant pas original par rapport à ses concurrents (parfois alliés), mais il a tout de même le mérite d'aborder un certain nombre de points dont on peut présumer qu'ils sont porteurs électoralement, politiquement, et du moins, sur les plans de la contestation, de la revendication et de la mobilisation, puisqu'ils touchent à la vie quotidienne de la majorité des français.

Ce sont donc les prises de positions des partis politiques de gauche durant les années soixante-dix qui vont maintenant être abordés, essentiellement à travers leurs discours, mais à partir des revendications qu'ils portent ou qu'ils appuient tout autant qu'à partir des programmes, solutions, actions et alternatives qu'ils proposent pour régler les problèmes socio-spatiaux dont ils élaborent le constat,. Qu'en est-il concernant la préférence pour le logement individuel ? Collectif (que les courants de gauche, dès les utopies du XIX^{e} siècle ont historiquement préféré et que les communismes municipaux de la « banlieue rouge » parisienne gèrent depuis des années) ? Qu'en est-il de la question foncière et des prises de position contre la spéculation alors que ces questions sont massivement contestées par le mouvement social ? S'agit-il simplement, pour ces partis, de réactions au contexte urbanistique français de la décennie (manque d'équipements dans les grands ensembles, etc) ? Ces questions pourront nous permettre de déterminer, à partir des discours idéologiques sur la ville, ces problèmes et les solutions à y apporter, mais aussi ce qui différencie – si différentiation il y a – les discours de droite et de gauche, discours « progressistes », supposés utopique, et discours « conservateurs », supposés idéologiques dans le sens restreint. On pourra ainsi entrevoir s'il existe une vision de la ville (de ses caractéristiques socio-spatiales) propre à la gauche, et, si oui, quels en sont ses mécanismes et ses composantes. Enfin, nous pourrons également établir s'il existe, au sein de cette « gauche » prise comme ensemble, des divergences internes, des contradictions, différents point de vue, entre les discours et représentations émanant de groupes dits « révolutionnaires » ou de groupes « réformistes ». Mais avant toute chose, un bref détour vers les positions de la droite politique et de ses politiques urbaines s'impose.

2 - De la Reconstruction au « cadre de vie »

Il n'est bien sûr pas question ici de faire l'histoire des politiques urbaines des trente glorieuses, même si cette dernière n'en est qu'à ses débuts, mobilisant différentes démarches, différents objets et différentes sources.[9] Ce retour sur les politiques urbaines en France pendant les 30-35 années suivant la Seconde Guerre mondiale n'a d'autre but que celui de contextualisation générale. Mais ce rappel demeure utile à différents points de vue. Il permettra de contextualiser ce discours dans une époque, avec ses modes intellectuelles, ses contextes politiques et sociaux, son évolution propre, mais aussi reliée à une histoire sur le plus long terme. Enfin et surtout, ce rappel nous permettra d'aborder le discours de la droite politique et son/ses « idéologie(s) urbaine(s) », puisque toute idéologie, comme nous l'avons vu en préambule de cette étude, se construit, se développe et se positionne contre un autre type de pensée, qu'il considère comme la « pensée de l'adversaire » ou l'idéologie ennemie.[10]

---

[9] FOURCAUT (Annie), « De la classe ou territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement social*, n° 200, Paris, 2002/3, pp. 170-176 ; « L'histoire urbaine de la France contemporaine : État des lieux », *Histoire urbaine*, n° 8, Paris, SFHU, MSH, décembre 2003, pp. 171-185.

[10] ARON (Raymond) (1964), « Fin des idéologies, renaissance des idées », *in : Trois essais sur l'âge industriel*, Paris, Plon, 1966.

Ainsi, comme toute « sous-catégorie idéologique »[11], l'idéologie urbaine influencée socialement et historiquement ne se créé et ne se positionne pas uniquement à partir et par rapport à son « objet » de pensée, de croyances, de représentations (ici, l'espace urbain), mais aussi à partir d'une « vision du monde » plus générale dans laquelle elle s'insère et prend part active (non, parfois, sans certaines contradictions, nous le verrons). Elle se positionne aussi par rapport à une ou des « visions du monde » différentes, voire opposées (ce qui est le propre de l'idéologie « particulière » de Mannheim ou « partielle » de Gabel, se rapportant au positionnement politique ou à un aspect plus « psychologique »[12]), et dont les idéologies urbaines diffèreront en conséquence. Ainsi, elle s'inscrit par rapport à d'autres, surtout en politique, où le jeu des oppositions nécessite ce positionnement « par rapport à l'autre » et à ses arguments. L'idéologie urbaine, même si apte à acquérir le statut d'idéologie totale, n'en possède pas moins, dans le cas de figure concret des positions et discours politiques et politiciens, des caractéristiques de l'« idéologie partielle » puisqu'elle vise sommairement, pour la gauche à critiquer la politique urbaine de droite, et pour la droite, à justifier cette politique. Car l'idéologie est bien sûr influencée par le contexte et la conjoncture (ici urbanistique), et c'est peut-être là une des limite de la distinction faite par Mannheim entre « idéologie particulière » un peu méprisée sociologiquement par l'auteur (qui ne doit son existence qu'au fait d'être qu'opposée à d'autres ou à une autre) et « idéologie totale » analysable sociologiquement et historiquement (relevant de la « vision du monde » etc). Mais cette approche par trop restrictive ne nous intéresse pas au premier chef, notre but étant d'atteindre la signification politique de l'espace urbain (comment il est représenté par le biais de la pensée politique, et non dans un simple jeu d'opposition).

Nous verrons également les évolutions de discours au sein de cette même droite, les revirements, les changements de cap (Marcel Roncayolo parle de « rythmes » et d' « inflexions » des politiques urbaines et des discours qui les portent pendant la période)[13], la pensée politique de droite sur la ville étant, à première vue, beaucoup moins homogène (dans le temps et dans le champ) que celle de la gauche, toutes tendances confondues.

Ainsi, nous allons rapidement aborder ces politiques urbaines à partir des discours qui les portent, les justifient, les légitiment, voire les critiquent et les remettent en cause, autrement dit, par

---

[11] Nous n'employons pas volontairement ici le terme d' « idéologie particulière », puisque Mannheim lui donne un sens d'idéologie « psychologique », uniquement définie contre « l'idéologie de l'adversaire », *in :* MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956. Nous préférons employer cette idée de « sous catégorie » idéologique, que nous empruntons au géographe Guy DI MÉO (*Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 1998), pour qualifier l'idéologie spatiale, qui, bien qu'étant attachée à un objet particulier, n'en peut pas moins constituer une « idéologie totale » au sens de Mannheim, c'est-à-dire plus englobante, relative à une « vision du monde » justifiant les pratiques et les jugements en fonction des intérêts et de la position sociale. Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.

[12] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956 ; GABEL (Joseph) (1970), « Le concept d'idéologie », *in : Idéologies* Tome 1, *op. cit.*, 1974.

[13] RONCAYOLO (Marcel), « A la recherche des politiques urbaines », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1985, p. 96.

l'idéologie au sens plein du terme, dont nous essaierons de retranscrire les grandes lignes. Plus que d'une brève histoire des politiques urbaines et de la conjoncture des trente glorieuses, c'est donc encore une fois par le bais des discours et de l'idéologie que nous allons aborder cette période, même si, comme le dit Marcel Roncayolo, les discours et intentions de cette politique urbaine, emplis de « contradictions » et souvent soumis aux « effets de mode », ne font que « recouvrir d'une poussière » la réalité d'alors[14] et qu'il faut « se garder d'exalter les interventions publiques comme un mode tout armé d'intentions et de stratégies parfaitement rationnelles […] Les changements dans le temps [étant] aussi ajustements à d'autres aspects de la politique, de la conjoncture économique et sociale, des transformations plus profondes engagées dans la société. »[15] C'est pourquoi l'étude de ces discours à partir de l'idéologie semble plus judicieuse, notre objectif n'étant bien sur pas d' « exalter » ou de rendre leur « rationalité » présumée à ces discours et interventions sur l'espace urbain, mais de les relier aux systèmes de représentation des acteurs, eux-mêmes liés aux contextes. C'est aussi pourquoi, loin d'un long descriptif des différentes lois et pratiques d'urbanisme de cette période, nous nous contentons de ne retenir que les discours représentatifs, à la fois de l'idéologie, mais aussi de son évolution.

Les politiques urbaines de la IV^e^ République au gaullisme

Du point de vue des politiques urbaines, tout d'abord, le géographe Marcel Roncayolo nous montre que tout l'arsenal législatif concernant l'aménagement urbain dans les France des trente glorieuses marque bien une volonté du renforcement du rôle de l'Etat dans l'urbanisme et la construction, une « centralisation » des décisions par rapport aux « municipalismes d'avant guerre »[16], héritée directement du régime de Vichy, de son idéologie et de ses institutions.[17] Le dirigisme politique de De Gaulle et de ses différents ministres de la construction, la pensée technocratique longtemps dénoncée à gauche, l'idéologie urbaine du rationalisme et le fonctionnalisme corbuséen marquent cette période. Cependant, à partir du milieu des années soixante, une inclinaison certaine pour le libéralisme et le rôle du privé, toujours avec l'appui, cependant, de l'Etat central et dirigiste se met en œuvre. Cette évolution dans la permanence amène bien logiquement la dénonciation, chez les opposants, de « l'alliance de l'Etat et du capital immobilier, lui-même concentré et animé par le capital bancaire »[18], dénonciation qui se fait jour autour de 1968 et que nous avons précédemment décrite chez les gauchistes (la mainmise du capital et des groupes bancaires, par le biais de la spéculation, sur

---

[14] *Id.*, p. 97.
[15] *Id.*, p. 77.
[16] RONCAYOLO (Marcel), « A la recherche des politiques urbaines », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1985, pp. 75-131.
[17] FLAMAND (Jean-Paul), *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, Éditions la Découverte, Coll. « Textes à l'appui », 1989
[18] RONCAYOLO (Marcel), « A la recherche des politiques urbaines », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1985, p. 113.

l'urbanisme et le logement, avec la « complicité » de l'Etat « répressif »). Il s'agit là bien sûr de la critique du « capitalisme monopoliste d'Etat » que des sociologues comme Castells, Godard ou Lojkine ont effectuée dès l'époque comme à l'œuvre dans la planification urbaine.

Ainsi, la loi de 1943, validée à la libération en 1945, et prévoyant de nouvelles réglementations de planification marque une centralisation certaine de la décision en matière d'urbanisme et une volonté de contrer les propriétaires fonciers tout en contrôlant la spéculation et le marché, face à un besoin urgent de reconstruire les villes, les logements et infrastructures. Cette volonté sera renforcée par le droit de préemption dans les « zones à urbaniser en priorité » (ZUP) dès 1958, et dans les« zones d'aménagement différé » (ZAD) de 1962. La fameuse Loi d'orientation foncière du 31 décembre 1967, au contraire, résulte de ce revirement depuis le milieu des années soixante, qui voit les politiques urbaines se réorienter vers une plus grande libéralisation.

En effet, bien que l'Etat demeure incontournable, notamment pour la réalisation des nouveaux « plans d'occupation des sols » (POS), rendus obligatoire, et des « schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme » (SDAU), la création des « Zones d'aménagement concertées » (ZAC) se substituant aux ZUP laissent une plus grande liberté aux propriétaires et au marché foncier. Mais elle renforce aussi le pouvoir de décision de l'Etat et des préfets : les promoteurs doivent céder du terrain aux collectivités publiques pour que celles-ci y aménagent les équipements et les infrastructures, en échange de quoi ces derniers peuvent dépasser les COS (coefficient d'occupation du sol) qui fixent les règles de densité et échapper à la taxe d'équipement. Enfin l'Etat, pour la réalisation des ZAC, peut passer outre la décision des communes. Le terme « concertation » dans la ZAC ne renvoie donc qu'à la concertation entre le public et du privé. Cette loi entraîne bien sûr toute une série de critiques de la part de la gauche politique, qui y voit un encouragement à la spéculation, un début de privatisation du secteur de la construction et de désengagement de l'Etat, en même temps que des cadeaux faits aux promoteurs et constructeurs. L'Etat aménage les équipements pour ceux-ci tout en leur octroyant des avantages dans le cadre de ZAC pouvant se substituer au POS plus contraignants et, en tout cas, au ZUP qui visaient à limiter la spéculation et à rendre inséparables programmes de logements et équipement, du moins en théorie.

Globalement, les objectifs qui président aux politiques urbaines de la fin des années quarante au milieu des années soixante sont, d'une part le logement et les équipements, d'autre part la maîtrise du foncier, et l'amélioration des infrastructures. La mandature de Giscard, à partir de 1974, opèrera une nouvelle tendance, consistant à revenir au « qualitatif », mettant fin à l'urbanisme de grand ensemble tout en apportant les prémices de la « politique de la ville » de la gauche des années quatre-vingt. Il faut dire aussi qu'à cette époque, la question quantitative du logement est amplement résolue en France. Reste à « animer » et « socialiser » les nouveaux quartiers qui ont permis cette résorption.

Mais les premières années de l'après-guerre (1945-1954) sont surtout marquées par le souci et l'urgence de la reconstruction, du fait des destructions dues à la guerre et de la volonté de

modernisation du pays. Cette reconstruction, effectuée sous l'égide du ministère du même nom[19], a trois priorités : le logement pour pallier aux besoins des sinistrés et des sans-abris et les réseaux, dont le réaménagement est confié aux ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, et plus généralement les villes détruites, dont la reconstruction est mise en œuvre par des architectes souvent inspirés des préceptes modernistes et de la Charte d'Athènes. La mise en place, parallèlement à la réalisation de « cités de transit », de grand chantiers de logements, qui préfigurent les grands ensembles de la décennie suivante[20], et dirigée par une administration centrale héritée du régime de Vichy dans une situation d'urgence, n'empêche cependant pas de voir la crise du logement passer de la question des « sinistrés de la guerre » aux « sinistrés de la vie », des « sans-logis de la guerre » aux « mal-logés de la paix, c'est-à-dire du problème du besoin quantitatif en logements à celui de la qualité de ceux-ci (taudis, habitat insalubre)…[21]

L'autre priorité, c'est celle de la rénovation urbaine des centres anciens. Elle déborde de la IV^{e} République pour se continuer sous la V^{e} et vise, à partir de principes hygiénistes et/ou sociaux, à améliorer l'habitat urbain et à éradiquer l'habitat défectueux, insalubre, les taudis et autres bidonvilles. Ce souci est prégnant en France depuis le XIX^{e} siècle et l'industrialisation du pays, mais les dégâts et la situation de l'après-Seconde Guerre mondiale incitent les pouvoirs publics à intervenir massivement, notamment sous l'égide du ministre Eugène Claudius-Petit. Cette politique de rénovation est ensuite renforcée par le décret du 31 décembre 1958, par l'instruction générale du 8 novembre 1959, par la « Loi Vivien » du 10 juillet 1970 [22]sur la « résorption de l'habitat insalubre » (concernant les bidonvilles) et par la création de « Groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre ».

On a beaucoup écrit sur les grands ensembles qui fleurissent en France des années cinquante aux années soixante, et dont la construction est financée par des prêts et primes à la construction (LOGECO[23]) ou par l'Etat, avec comme maître d'ouvrage la SCIC.[24] On a aussi beaucoup réfléchi sur les objectifs et les idées qui ont permis et entraîné leur réalisation : construire vite et à moindre coup face à la crise du logement, à l'explosion démographique, à l'exode rural et à l'appel de la main d'œuvre étrangère ; rationaliser la construction, industrialiser le bâtiment, moderniser la vie urbaine, l'habitat ; résorber les bidonvilles et autres taudis ; favoriser le mélange et la proximité des différentes classes sociales. Les sociologues, mais aussi les médias, ont également, dès les années cinquante et surtout dans les années soixante, dénoncé leur conception et ses effets. Ils y ont souvent pour cela

[19] MRU (ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme) mis en place en 1944.
[20] VAYSSIERE (Bruno), *Reconstruction-déconstruction*, Paris, Picard, Paris, 1988.
[21] VOLDMAN (Danièle), *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 321-344.
[22] Du nom de Robert-André Vivien, Secrétaire d'Etat au logement du ministère de l'équipement de Chalandon sous Pompidou.
[23] Logements économiques et familiaux.
[24] Société centrale immobilière de la caisse des dépôts et consignations, fondée en 1954 par François Bloch Lainé, inspecteur des finances.

constaté l'anomie, l'« ennui », voire « pathologies psychiques » et la rigidité du cadre de vie et de l'habitat. Des personnalités comme Lefebvre, Ledrut, Chombart de Lauwe ont également dénoncé, tout comme la presse, la mono-fonctionnalité et le manques d'équipements, l'éloignement des centres, les modes d'attribution des logements sociaux au sein de ces nouvelles réalisations. Plus tard, c'est la « ghettoïsation », les « enclaves » sociales, ethniques, les « violences urbaines » urbaines induites, qui ont été décriées.

Les discours qui ont porté ce type d'urbanisation nouveau sont connus. On pourra citer, par exemple, les allocutions du Générale De Gaulle ou de son nouveau ministre la Construction Pierre Sudreau en 1958, le premier de la V^{e} République. Bien que ces discours ne marquent pas le lancement de la politique incriminée, ils en justifient la nécessité et les orientations.

> « Le problème du logement est d'une telle dimension qu'il ne peut être envisagé de solutions que par étapes extrêmement étendues et qui mettent en cause toute espèce de sujets et toute espèce d'intérêts. Il s'agit non seulement de construire le plus de logements possible, mais encore de les construire où il faut, dans les conditions qu'il faut, et de les répartir sur le territoire d'une manière qui convienne au développement de la France tout entière.» [25]
>
> « On a négligé l'exécution des équipements collectifs et laisser se développer les hausses spéculatives sur les terrains. Nos villes ne sont plus adaptées aux exigences de la vie moderne. Des quartiers entiers de taudis tombent en ruine. La circulation devient de plus en plus difficile. […] Il reste beaucoup à faire pour donner à tous les français un toit décent, pour équiper les cités, pour rééquilibrer la France. Le mouvement lancé à grands frais doit être maintenant soutenu et organisé.» [26]

Modernisation et urgence (de la construction de logements) sont donc les deux maître-mots de la politique gaulliste des grands ensembles, relevant d'une idéologie incluant le progrès technique, architectural et l'amélioration des modes de vie et du confort, tout en mêlant ces éléments progressistes et positifs avec la nécessité d'offrir un logement à tous les français. Il s'agit donc, c'est bien connu, de poursuivre la politique des grands ensembles commencée dans les années cinquante, de construire beaucoup, grand, vite, et à moindre frais, et ce, en justifiant cette politique par une rhétorique humaniste. Il est également paradoxalement question de la localisation et de l'implantation des grands ensembles. Mais ces discours sont justificateurs de la mise en place et de l'implantation des ZUP, dans lesquelles l'Etat, par l'intermédiaire des préfets choisit les terrains à urbaniser et dispose d'un droit de préemption pour les acquérir tout en bénéficiant d'un droit d'expropriation, de manière à limiter la spéculation foncière et à construire et fournir des logements à un moindre coût. La mise en place des équipements, dont le manque dans les quartiers de grands ensembles est de plus en plus

---

[25] DE GAULLE (Charles), cité *in :* DELFANTE (Charles), *Grande histoire de la ville de la Mésopotamie aux Etats-Unis*, Paris, Armand Collin, 1997, p. 363
[26] SUDREAU (Pierre), *Ibid.*

décrié par le mouvement social et les sociologues, est également mentionnée, ainsi que l'effet néfaste de la spéculation foncière, auquel les ZUP sont censées remédier. Le discours de Charles De Gaulle insiste également sur l'échelle des programmes de logement, c'est ainsi que les ZUP se multiplieront dans les années soixante. Enfin, c'est surtout l'impression de volonté forte d'engagement massif de l'Etat dans l'élaboration des ZUP qui est ici mise en avant : l'Etat entend prendre en charge le problème du logement, ceci s'inscrivant dans la perspective d'un Etat fort, moderne et d'une société prospère dans laquelle, bien sûr, les taudis, les bidonvilles et la « crise du logement » ne peuvent plus persister. Ainsi ces volontés politiques qui marquent les années De Gaulle (Etat fort, modernité, prospérité) , s'emparent bel et bien de la question urbaine pour y insuffler une partie de leur contenu : modernisation, rationalisation, planification, ce qui n'est pas sans établir une continuité avec le régime de Vichy, la IV^{e} République et même le mouvement planiste des années trente, qui a sévi dans les rangs des polytechniciens (« X Crise »), certains cercles intellectuels et politiques (SFIO, CGT) et qui propose une « troisième voie » entre libéralisme et socialisme : celle de la planification et de la maîtrise du capitalisme. Influentes sous Vichy, les idées planistes ne seront d'ailleurs pas pour rien dans le développement de la « technocratie » et du fameux « capitalisme monopoliste d'Etat » critiqués par les marxistes des trente glorieuses.[27]

Du moins les politiques urbaines des années soixante peuvent-elles aussi s'analyser comme guidées par les idéologies du modernisme, de la rationalisation et du dirigisme, en lien étroit avec le développement économique et social. C'est pourquoi du Plan Courant de 1953[28] à la Circulaire Guichard de 1973 qui y met un terme, la politique des grands ensembles en France est portée par un discours politique mettant en avant les facteurs sociaux (besoin de logements, d'équipements), la rationalisation et la modernisation (de l'industrie du bâtiment, de la construction, mais aussi de l'habitat et de la vie urbaine), sans compter la modernisation économique devant accompagner cette urbanisation, facteurs pour lesquels l'Etat gaulliste se pose en garant, sur le thème du « retroussons nos manches ».[29]

Nous avons justement vu que ces facteurs dénotent l'idéologie dans son sens plein (Habermas, Lefebvre, Marcuse), c'est-à-dire les représentations politiques visant, sous prétexte de changement et de « rationalité », la préservation de l'ordre existant (social, politique, économique, urbain).[30] Rappelons également que l'urbanisme fait son apparition dans le IV^{e} Plan de développement économique et social (1962-1966) en 1962, ce qui illustre ce souci du régime gaulliste d'allier gestion du territoire, maîtrise de l'urbanisation, modernisation économique et développement social. La

---

[27] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, II.
[28] Du nom de Pierre Courant, ministre de la construction.
[29] FOURCAUT (Annie), « Trois discours, une politique ? », *Urbanisme* n° 332, dossier « Le grand ensemble, histoire et devenir », janvier-février 2002, pp. 39-45.
[30] Cf. *Supra*, première partie, sur les liens entre l'idéologie et les thèmes de la rationalité, de la modernité, du volontarisme et du modernisme.

création, en 1966, par la fusion de plusieurs ministères, d'un grand ministère de l'équipement et du logement (comprenant également les transports et les travaux publics) avec à sa tête Edgard Pisani, marque également cette volonté de dirigisme urbanistique du régime gaulliste.

> Edgard Pisani (1918). Résistant, sous préfet à la Libération, Préfet de la Haute Marne en 1947 et Sénateur de 1954 à 1961, il rejoint ensuite la « Gauche démocratique ». Il fonde ensuite le MPR (Mouvement pour la réforme), un parti gaulliste de gauche. Il est élu député UDR[31] en 1967, puis à nouveau Sénateur de la Haute-Marne, mais cette fois dans les rangs socialistes, qu'il rallie après 1968. Pendant la suite de sa carrière, il est désigné Haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie du gouvernement Fabius (1985), chargé de mission auprès du Président de la République (1986-1992), Président de l'Institut du Monde Arabe (1988-1995) et membre du Conseil économique et social (1992). Il a été deux fois ministre de l'Agriculture (dans les gouvernements de Michel Debré de 1961 à 1962 et de Georges Pompidou de 1962 à 1966). Il est le premier ministre de l'Equipement et du logement du gouvernement Pompidou de 1966 à 1967, et en démissionne pour marquer son refus de gouvernement par ordonnance du Conseil des ministres.

A ces aspects majoritairement « quantitatifs », se basant amplement sur la nécessité de construire vite de nombreux logement, les critiques – de gauche comme de droite – opposeront les aspects, toujours sociaux, mais plus « qualitatifs » relatifs à ces ensembles marqués par le sceau de la « sarcellite » : malaise social, vie sociale dégradée, ennui, inadaptation et manque d'équipements collectifs et socio-culturels (que les diverses législations mises en place sous De Gaulle ne parviennent pas à contrer). Il faut dire que ces critiques « qualitatives » émergent d'ailleurs au moment où la question urbaine « quantitative » est réglée et où se dévoilent de nouveaux problèmes urbains[32] et que les tenants de cet urbanisme ont déjà commencé leur *aggiornamento.* Annie Fourcaut parle à ce sujet d'années « schizophrènes » pour qualifier la politique des grands ensembles qui se perpétue malgré les hésitations des responsables, notamment depuis Sudreau.[33] Mais, si les arguments en faveur des grands ensembles s'appuient sur des « alibis » esthétique (Chartes d'Athènes, Le Corbusier) et « gestionnaires » (industrialisation de la construction, préfabrication, standardisation et réduction des coûts et des délais de construction)[34], les critiques, elles, s'appuient également sur une argumentation esthétiques (taille des bâtiments, standardisation et uniformité) mais aussi et surtout sur le manque

[31] Union pour la défense de la République
[32] COING (Henri), TOPALOV (Christian), « Crise, urgence et mémoire : où sont les vraies ruptures ? », *in :* ASCHER (François) (coord.), *Le Logement en question*, Paris, Editions de l'Aube, 1995, pp. 261-290.
[33] FOURCAUT (Annie), « Trois discours, une politique ? », *Urbanisme* n° 332, dossier « Le grand ensemble, histoire et devenir », janvier-février 2002, pp. 39-45.
[34] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, pp. 124-130.

d'équipements collectifs, socio-culturels et de proximité.[35] Depuis la fameuse « grille Dupont » publiée en 1958 dans la revue *Urbanisme* (n°62-63) sous forme de rapport par Gérard Dupont et portant sur les équipements résidentiels, les choses n'ont guère évolué. Son emploi, fixant les normes d'équipement à respecter dans les quartiers de grands ensembles, est officialisé par le ministère de la Construction de Pierre Sudreau à la fin de 1958. Toutefois, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, les revendications portent encore sur les équipements, les « mètre carrés sociaux » et « locaux collectifs résidentiels »...

Puis, dès 1969, est lancée l'expérience des villes nouvelles, prévue par le Schéma directeur de la Région parisienne, qui se perpétuera jusque dans les années 1980 : neuf « villes nouvelles » dont l'urbanisme n'est pas dénué de l'influence corbuséenne, et dont le but est la maîtrise du développement urbain des grandes métropoles et la structuration des banlieues (de Paris, Lille, Lyon, Marseille et Rouen).

Paul Delouvrier (1914-1995) : Haut fonctionnaire, juriste et politiste de formation, cadre d'Uriage, il est l'une des personnalités importantes de l'aménagement de cette période. Résistant devenu inspecteur des finances à la Libération, il est aussi directeur de cabinet du ministère des Finances. En 1946, il entre dans l'équipe de Jean Monnet et participe à l'élaboration du premier « plan de modernisation et d'équipement » (Plan Monnet, 1947) se basant sur le renforcement et la reconstruction des infrastructures. Après diverses responsabilités économiques au niveau français et européen, il est nommé en 1958 par le Général De Gaulle Délégué général du gouvernement français en Algérie et chargé de réaliser le Plan de Constantine. Président de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne en 1960, suite à l'approbation du Plan d'aménagement et d'organisation de la Région Parisienne (PADOG), il est ensuite délégué général du District de la Région de Paris en 1961 et publie le SDAURP (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la Région Parisienne). Préfet de la Région parisienne de 1966 à 1969, il entame ainsi la création des villes nouvelles. Il sera par la suite Président du Conseil d'administration d'EDF, puis, en 1979, président de l'Etablissement public du Parc de La Villette et membre du Conseil économique et social.

Jean-Eudes Roullier est en quelque sorte, au côté de Paul Delouvrier, « l'homme » des villes nouvelles en France. Enarque, il est nommé inspecteur des finances, puis, entre 1967 et 1970, conseiller technique de cabinet des trois ministres de l'Equipement successifs : François-Xavier Ortoli, Robert Galley puis

[35] LACOSTE (Yves), « Un problème complexe et débattu : les grands ensembles », *Bulletin de l'association des géographes français*, 1963. Nous renvoyons surtout, pour ce problème du manque d'équipements collectifs dans les quartiers de grands ensembles ou de leur mauvaise adaptation, aux travaux des années soixante-dix de certains membres du Centre de sociologie urbaine (CSU), notamment Edmond Preteceille, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot. Concernant la mauvaise adaptation sociale des équipements culturels, on pourra aussi consulter certains travaux de l'Institut de sociologie urbaine (ISU), notamment ceux d'Henri Raymond ; RAYMOND (Henri) (1973), *Espace urbain et équipements sociaux culturels*, compte-rendu d'une recherche financée par la DGRST, Action Concertée « urbanisation », ISU, Paris, Copédith, 1976.

Albin Chalandon. Il est également Secrétaire général du « Groupe de travail interministériel pour les villes nouvelles de la Région parisienne » et promoteur, au côté de Paul Delouvrier, des villes nouvelles, auprès duquel il est chargé de mission de 1970 à 1978. A la création du nouveau ministère de l'Environnement et du cadre de vie de Michel d'Ornano sous le gouvernement Barre en 1978, il obtient le poste de « directeur de l'urbanisme et de paysage » qu'il conserve jusqu'en 1982. Attaché à l'aventure des villes nouvelles, il sera ensuite « Président du Groupe central des villes nouvelles » de 1993 à 1999 puis « Président du Programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles françaises » de 1999 à 2006.

L'inflexion d'une politique : les politiques du « cadre de vie » dans les années 1970.

Mais les grands ensembles sont vite remis en cause. Déjà, chez François-Xavier Ortoli qui succède à Edgard Pisani en 1967, puis chez Robert Galley (1968), puis surtout chez Albin Chalandon, la volonté de poursuivre la politique des grands ensembles est de moins en moins manifeste – même si c'était déjà le cas officieusement – et les discours volontaristes s'amenuisent.[36] Le nouveau ministre lance ainsi en 1968 sa politique des maisons individuelles, qu'on appellera les « chalandonettes », dans une période où pourtant, la production de logements obéit encore aux contraintes quantitatives. C'est la préparation des années Giscard, pendant lesquelles, le régime favorisera la qualité architecturale et à la qualité du logement, le retour à une ville à « taille plus humaine », au « *small is beautiful* » et surtout lancera les politiques du « cadre de vie ».

Déjà, sous la mandature de Georges Pompidou, le nouveau ministre de l'aménagement du Territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, Olivier Guichard (1972), met un terme définitif à la construction des grands ensembles, par la fameuse « Circulaire Guichard » du 21 mars 1973, destinée à prévenir la réalisation de ceux-ci et la « ségrégation par l'habitat ».[37] Dès 1965, Olivier Guichard, qui deviendra donc plus tard ministre sous Pompidou, opte pour une politique urbaine volontariste et perçoit dans l'urbanisme « cohérent » un enjeu pour l'avenir du pays, tout en commençant à relativiser les « bienfaits » des grands ensembles :

> « Concentrer les habitants sur des surfaces réduites aurait dû impliquer que soient restructurés les centres urbains ou déplacées les fonctions vitales de la cité vers un nouveau centre. Cela, qui n'a pas été fait, semble rester actuellement difficile avec les moyens dont on dispose. […] Choisir un parti d'aménagement urbain comporte des inconnues. C'est un risque, mais ne pas choisir en est un également. La vocation de la ville est de réunir. Aussi certains quartiers doivent-ils retrouver une

[36] FOURCAUT (Annie), « Trois discours, une politique ? », *Urbanisme* n° 332, dossier « Le grand ensemble, histoire et devenir », janvier-février 2002, pp. 39-45.
[37] Déjà, en novembre 1972, une circulaire sur « l'amélioration des ensembles immobiliers » était entrée en vigueur.

échelle plus humaine. Il faut restituer à la rue sa valeur sociale, tandis que l'autoroute urbaine deviendra un moyen commode et efficace de circuler. »[38]

Cette fin programmée des grands ensembles provient en fait de plusieurs facteurs. On a déjà parlé des mouvements sociaux urbains de plus en plus pressants sur les conditions de vie urbaines (et banlieusardes) dès la fin des années soixante. On peut également mentionner l'influence de groupes catholiques sur les discours, comme « Economie et humanisme » dont on a déjà parlé, mais aussi du sociologue Paul-Henry Chombart de Lauwe, tant concernant les jugements sur le grand ensemble que les solutions à y apporter : notamment celle des « équipements », nécessaires, prévus, mais qui font bien souvent défaut malgré les législations successivement adoptées (ZUP, ZAC, etc). La législation de 1965 sur les « mètres carrés sociaux » reste souvent, dans la pratique, lettre morte. Comme l'analyse Annie Fourcaut, ces grands ensembles sont perçus, dans les années soixante, comme une « réussite urbanistique » mais un « échec social » : il leur manque une vie sociale, il faut donc la créer ex-nihilo. Dans les années soixante-dix, par contre, ils constituent un « échec urbanistique et social ». Et les solutions proposées et expérimentées consistent en la création d'équipements, « l'animation » locale et la « cogestion », et, ultérieurement, dans les politiques de la ville ciblant les zones à « socialiser » par une politique interministérielle.[39]

Dans la continuité, Valéry Giscard d'Estaing se fait élire sur une volonté de rupture définitive avec le gaullisme. Et cela se traduit notamment dans les idées sur l'urbanisme. Ainsi, son programme pour la présidentielle met en avant une politique sociale et de modernisation accompagnée d'une « recherche d'un habitat et d'une urbanisation à l'échelle humaine ». Il s'agit d'une part d' « éliminer l'habitat insalubre », de « favoriser les villes nouvelles et moyennes », et d'autre part « d'organiser la cohésion sociale dans la cité », par exemple, de « subordonner toute opération de rénovation urbaine à un plan de relogement de tous ses occupants ».[40] Notons que ces propositions s'insèrent dans la section « justice » du programme du candidat des Républicains indépendants, démontrant ainsi une appréhension se voulant « sociale » de l'espace urbain (contre les divisions, les ségrégations, le « droit à la ville » que Giscard reprendra au discours de gauche et à Lefebvre).[41] Elles seront pour la plupart reprise en 1976 dans le *VII^e^ Plan de développement économique et social (1976-1980).*[42]

An niveau global du territoire, il s'agit, dans ce plan de « maîtriser la croissance urbaine » et notamment des « grandes villes » et d'en désinvestir l'Etat qui favorise, par ses « subventions », la « concentration urbaine » et l'extension des banlieues (en raison de « l'encombrement des centres »),

---

[38] GUICHARD (Olivier), *Aménager la France*, Genève, Lafont-Gonthier, 1965, pp. 61-62.
[39] FOURCAUT (Annie), « L'animation dans le béton : autogérer les grands ensembles », *in :* GEORGI (Frank) (dir), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 585-595.
[40] AN, 78AJ/41, mai 1974.
[41] GARNIER (Jean-Pierre) et GOLDSCHMIDT (Denis), *La Comédie urbaine ou la cité sans classe*, Paris, F. Maspero, 1978.
[42] *VII^e^ Plan de développement économique et social (1976-1980)*, Paris, 10/18, UGE, 1976.

d'où les ségrégations, les migrations quotidiennes trop longues et « massives ». Le but est donc de mieux répartir les activités, services et de se baser sur les capitales régionales pour contrer l'extension du bassin parisien (les OREAM[43] sont créées dès 1966, ainsi que les « métropoles d'équilibre » – V^e^ Plan – et la politique des « villes moyennes » débute sous Pompidou en 1972), et sur les villes nouvelles en développement pour Paris, Lyon, Marseille.[44]

Au sein même des villes, le plan recommande la propriété privée et l'habitation individuelle :

> « Trop de français n'ont pas de " chez soi ". Ils sont dépourvus d'attachement profond avec une maison qu'ils possèderaient en propre, un pays qui soit le leur, des lieux de dilection. C'est à ce niveau qu'il faut, au premier chef, attaquer l'insuffisance du consentement social. »[45]

L'accent est mis sur le « chez soi», le « confort », la « convivialité », etc. et la famille : il faut « permettre à la vie familiale de s'épanouir entre soi dans la quotidienneté du temps retrouvé », notamment en améliorant les logements existants, en octroyant plus de surface et de conforts à des logements neufs de meilleure qualité, en stoppant la « spécialisation des temps et des espaces », la séparation des activités (habitat-travail : « les activités se déplacent vers les hommes et non plus l'inverse »).[46] En un mot, les autorités refusent dorénavant les préceptes de l'urbanisme moderne des trente glorieuses. Il faut dire que l'idéologie de cette droite libérale s'axe plus sur « l'individu » que l'on peut opposer à l'idéologie de « l'homme moyen » de Le Corbusier, homme possédant en toute situation, tout endroit et toute culture les même « besoins ». Concernant les équipements collectifs (ici appelés « de voisinage », en correspondance à la rhétorique localiste générale du propos, qui n'est pas d'ailleurs sans rappeler le mythe villageois), ceux-ci devront être plus nombreux et surtout leurs besoins co-évalués par des instances locales. Les considérations sociales sont également présentes, notamment celle sur le maintien sur place – dans les « centres » – des populations les plus démunies. Concernant les transports urbains, enfin, ce n'est pas tant l'encouragement du collectif qui est prôné, que la rationalisation des circulations :

> « La congestion et les nuisances liées à l'accroissement excessif de la circulation automobile [amène à améliorer] la fluidité du trafic et à mieux prendre en compte la spécificité et les possibilités des divers modes de déplacement ».[47]

---

[43] Organisations régionales d'études et d'aménagement d'aire métropolitaine.
[44] *VII^e^ Plan de développement économique et social (1976-1980)*, Paris, 10/18, UGE, 1976.
[45] *Id.*
[46] *Id.*
[47] *Id.*

Mais les « principaux objectifs » demeurent cependant :

> « [Promouvoir] la pluri-activité pour réanimer la vie de quartier […], [lutter] contre les ségrégations qui naissent d'une spécialisation excessive de l'espace, [un] développement équilibré des différents quartiers urbains, [le] maintien d'une vie sociale dans les zones rurales, préservation du patrimoine (naturel ou bâti)».[48]

Ainsi, à la fin des années soixante, la politique de logement s'inverse ou s'infléchit dans ses rêves de grandeur, revirement d'ailleurs déjà perceptibles sous la mandature de Pierre Sudreau au ministère de la construction (1958-1962). D'une manière générale, les idées giscardiennes sur la ville et l'urbanisme apparaissent également dans l'ouvrage de Paul Granet paru en 1975. Le centriste, futur secrétaire d'Etat à l'environnement et ministre de l'écologie du gouvernement Chirac, y affirme sa préférence pour la maison individuelle sur l'habitat collectif ou, en tout cas, sur le « droit de choisir », la nécessité de favoriser à la fois les transports collectifs et individuels, de renforcer le pouvoir du local, de faire de plus en plus participer les habitants, de favoriser le « temps libre » et d'améliorer la vie quotidienne dans la ville tout en croissance des grandes métropoles.[49] L'auteur, se méfiant toutefois de la critique urbanistique tous azimut et sans alternative de Mai 68, en arrive même à trouver des points positifs aux « évènements », en tant que, justement, il fustigea sévèrement l'urbanisme moderne et fonctionnaliste :

> « Depuis Mai 68, l'urbanisme est entré dans une phase critique : celle, nécessaire, qui précède toute période authentiquement créatrice. Sans ce climat, Paris aurait continué à se peupler de tours. »[50]

La réduction des pollutions urbaines et la protection de l'environnement sont également en bonne place dans le VII^{e} Plan. Rappelons à ce titre que le premier ministère de l'environnement, avec à sa tête Robert Poujade, est créé en 1971 dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas (mandature de Georges Pompidou). Surtout, en 1978, est créé dans le gouvernement Barre (mandature Giscard d'Estaing) un grand « ministère de l'Environnement et du cadre de vie » (Michel D'Ornano), regroupant les attributions du ministère de l'Equipement (créé en 1966), de la Culture (dont l'architecture) et de l'environnement, de manière à rendre plus cohérente la politique spatiale en générale (urbanisme, transports, architecture, protection de l'environnement). Mais ce ministère aura cependant une durée de vie limitée, supprimé par la gauche à son arrivée au pouvoir en 1981 et remplacé, de nouveau, en trois instances séparées : équipement, culture et écologie.

Quoi qu'il en soit, la mandature Giscard ouvre à une série de législations destinées à la fois à contrer l'urbanisation des métropoles, à améliorer le « cadre de vie » et l'habitat, la qualité

---

[48] *VII^{e} Plan de développement économique et social (1976-1980)*, Paris, 10/18, UGE, 1976,.
[49] GRANET (Paul), *Changer la ville*, Paris, Grasset & Fasquelle, 1975.
[50] *Id.*, pp. 289-292.

architecturale, à réduire les échelles de l'urbanisme, voire à intervenir socialement sur les espaces urbains (certaines innovations, à ce titre, préfigurent la politique de la ville de la gauche) :

– « circulaire Guichard » sur l'action des directions départementales de l'équipement en faveur de « la qualité architecturale » et « Mesure de classement pour les édifices du XIX^{e} et du XX^{e} siècle » dès 1974,

– loi relative à la protection de la nature en juillet 1976,

– arrêté instituant le Fond d'aménagement urbain (FAU) et réforme de l'urbanisme en août et décembre de la même année, loi sur la réforme de « l'aide à la pierre » vers l'aide « à la personne » censée favoriser et renforcer la « justice sociale » autant que la « liberté des individus »[51], loi sur l'architecture, création du « groupe interministériel Habitat et vie sociale », circulaire sur « l'aménagement des centres et quartiers urbains existants » en 1977,

– « Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques », création de la « Direction de l'urbanisme et des paysages » en 1978,

– « Groupe interministériel pour l'aménagement des banlieues » en 1980, ou encore diverses lois sur la protection des littoraux, des montagnes et autres espaces naturels.

Nous ne pouvons pas, non plus, ne pas mentionner le fameux « rapport Peyrefitte » de 1977 intitulé « Réponse à la violence » par le nouveau Garde des Sceaux, le gaulliste Alain Peyrefitte. Ce rapport est en fait le résultat du travail d'un « comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance » sous la présidence de Peyrefitte. Ce groupe rassemble bien sûr des magistrats, criminologues, de hauts fonctionnaires des ministères de la Justice et de l'Intérieur, des spécialistes du droit mais aussi des universitaires et chercheurs, notamment bien sûr en psychologie et psychiatrie, mais aussi en sciences sociales (le sociologue Jacques Ellul, Edgar Morin, Paul-Henry Chombart de Lauwe l'économiste Jean Fourastié, le philosophe Raymond Aron,), ainsi que des élus de droite (Eugène Claudius-Petit, également président des foyers SONACOTRA) comme de gauche (Gaston Defferre, Hubert Dubedout, Pierre Mauroy), des syndicalistes et un architecte en la personne de François Spoerry. [52] Les résultats des travaux du groupe « urbanisation, habitat et changements de culture » nous intéressent particulièrement. Ils s'ajoutent à ceux des travaux sur les « aspects psychologiques et biologiques », la « jeunesse », la répression… Ce groupe a réalisé quatre études parues dans l'années 1977 : « Urbanisation et conduite violente : criminalité et environnement », « villes moyennes, violence, criminalité, urbanisme et prévention », « l'opinion publique française et la violence (opinions, attitudes et comportements dans les différentes strates d'habitat) »(IFOP) et « urbanisme, habitat, violence et insécurité », dont les titres eux-mêmes nous annoncent déjà une

[51] *Rapport de la commission d'étude d'une réforme du financement du logement présidée par* Raymond BARRE (décembre 1975), Paris, La Documentation Française, 1976.

[52] Architecte de la « Tour d'Europe » à Mulhouse, gratte-ciel en béton armé résidentiel, et surtout de Port-Grimaud dans les années soixante.

vision particulièrement déterministe des morphologies spatiales sur les comportements et représentations des individus, soit sur l'apparition de la « délinquance », « violence » et autre « déviances » (alcoolisme, drogues).[53] On y étudie ainsi les « relations entre l'urbanisation et les conduites déviantes et délinquantes », « les moyens de prévention et les facteurs propres à influencer les variations de la criminalité » et « les types d'urbanisme et d'habitat » qui interviennent – s'ils interviennent – sur les « variations dans le volume et dans les formes de la criminalité ». Mais ce sont surtout à travers les représentations (opinion publique) que ces liens sont analysés (le « sentiment d'insécurité qui augmente avec la densité de population »), ce qui n'empêche pas le rapport de mentionner que « c'est moins l'habitat que le type d'urbanisation et l'excessive concentration humaine qui déterminent une plus grande sensibilité à la violence »[54], et de démontrer, pas les statistiques, que le taux de violence est plus important à Paris et dans « les grandes agglomérations » que dans les campagnes (*sic)*. Selon ces études, ce sont les ségrégations, l' « anonymat » des grandes villes et la trop forte « concentration » des habitants qui attisent la violence, et le « type d'habitat » des barres et des tours est encore une fois visé, sans compter les « privations » ressenties d'ordre purement urbaines (manques d'équipements, etc).

Mais comme le démontrent Bachmann et Le Guennec, la mandature Giscard renforce également le principe de « la participation » des citadins et des usagers aux aménagements de la ville, idée qui fait son chemin et provient, à l'origine des mouvements sociaux dont nous avons parlé, dérivant en quelque sorte de l'autogestion urbaine, sur laquelle nous reviendrons plus amplement.[55] Mais la critique politique principale de l'urbanisme et de la ville, tant dans la période gaullienne des grands ensembles et des ZUP que pendant la période giscardienne, provient essentiellement de la « deuxième gauche », qui porte aussi, mais en d'autres termes, cette idée de participation. La composante principale en est le Parti socialiste unifié (PSU), un parti sorti renforcé par Mai 68.

3 - Le cas du discours du PSU

Nous considèrerons l'idéologie urbaine du Parti Socialiste Unifié (PSU) comme un type idéal, au sens de Max Weber, représentatif d'un certain type de système de pensée et de prises de position sur l'espace urbain dans les années soixante – soixante-dix, partant de la critique de l'urbanisme des trente glorieuses et proposant des solutions alternatives qui ne seront possibles que par un changement socio politico-économique tout en le rendant lui-même possible. Cet idéal-type, c'est l'idée fortement

---

[53] PEYREFITTE (Alain) (sous la dir. de), *Réponses à la violence. Rapport à M. Le Président de la République présenté par le Comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance*, Paris, La Documentation Française, juillet 1977.
[54] *Id*.
[55] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995.

répandue chez les marxistes de l'époque, selon laquelle l'espace urbain est le support de l'aliénation capitaliste et étatique, qu'il est aliénant, de par son processus de production. Mais, en tant que support privilégié de l'aliénation, il serait également le support du changement social – vecteur social de première importance. Par aliénation, il est entendu ici qu'on fait référence au concept marxiste de domination et de réification des individus par le capital.

Si nous insistons sur le PSU, c'est qu'il se situe à l'interface de la gauche traditionnelle (SFIO puis PS et PCF) et l'extrême gauche, le gauchisme et les mouvements sociaux et qu'il observe une double position, tantôt réformiste, tantôt révolutionnaire, du fait notamment de ses origines et des classes d'âge le composant. Mais c'est surtout parce qu'il fut le premier parti politique, dans la France d'après-guerre, à systématiser des réflexions sur l'espace urbain, aux côtés du Parti communiste français et de certaines franges de la droite politique qui n'en font pas le point central de leur réflexions mais seulement des chapitres de leurs programmes politiques (centristes de Giscard). Le PSU, devient, au tournant des années soixante, le véritable le parti de la question urbaine, réalisant des campagnes, enquêtes et entretenant des liens privilégiés avec les « penseurs » de la ville (sociologues, notamment) et les associations de militants du « cadre de vie » (Groupes d'action municipale – GAM –, Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale – ADELS –). De même, comme le PCF avant lui, il constitue, comme le verra, le chaînon entre la gauche révolutionnaire et la gauche réformiste, non pas qu'il ait évolué ou modifié ses objectifs et idéaux initiaux, mais parce que ses membres et les tendances qu'ils font apparaître sont issus de divers courants. Sa position est donc, tout comme pour le PCF, ambigüe sur l'échiquier de la gauche politique des années soixante. Plus que cela, le PSU, représentant emblématique de ce que l'on a coutume d'appeler la « deuxième gauche » française, non-communiste et se démarquant de la SFIO, constitue un véritable laboratoire d'idées sur la ville. Il est le premier parti, en France, à vouloir saisir et appréhender le fait urbain dans sa totalité, marquant ainsi le champ politique des années soixante-dix. Cette volonté se caractérisant dans la « stratégie en tenaille » du parti sur laquelle nous reviendrons, et qui vise à s'attaquer au capitalisme là où il se déploie le plus, c'est-à-dire dans l'entreprise et dans le « cadre de vie ».[56] A la différence du PCF et à l'instar de l'ensemble de la deuxième gauche, l'originalité du PSU réside aussi dans la mise en avant de l'autogestion, tant économique qu'urbaine : l'aliénation capitaliste sévit dans la ville, tout comme dans les représentations du PCF, mais le « plus » du PSU réside justement dans ces revendications autogestionnaires, qui ont le vent en poupe depuis 68. Enfin, le PSU est libre dans ses prises de positions sur la ville et l'urbanisme (par exemple, sur les grands ensembles de périphérie), puisqu'à la différence de son concurrent communiste, il ne gère aucune municipalité. Tout ceci, ajouté à sa proximité avec les mouvements sociaux urbains et à la diversité de ses composantes et courants internes (parfois contradictoires mais s'enrichissant quoi qu'il en soit mutuellement), marque bien l'originalité du PSU, tant dans le champ des partis politiques français des années soixante – soixante-

[56] MALTERRE (Jacques), « Entreprise, cadre de vie », *Tribune socialiste* 26-3-1970.

dix que dans le champ des réflexions sur l'urbain : il est représentatif de ces nouvelles façon de penser politiquement l'urbain au cours de ses années, à travers la critique, la réflexion, les revendications, et plus rarement les propositions.

Quoi qu'il en soit, ce parti, dont la durée de vie fut courte (1960-1990) caractérise cette urbanisation du discours politique pendant les trente glorieuses, que nous nous attachons ici à décrire, commenter et démontrer, et ce, tant par ses discours et sa pensée propres que par les influences qu'il a eues sur les autres partis, et notamment dans les années soixante-dix.

Le PSU est en fait représentatif d'une époque en France où la ville et l'urbain redeviennent, au sortir de la reconstruction, un véritable enjeu politique et de revendications, tant dans certains partis politiques et groupuscules de gauche et d'extrême gauche que dans les sciences sociales. Représentatif, il l'est aussi de cette « deuxième gauche » non-communiste et auto-gestionnaire (GAM, ADELS, CFDT), persuadée que les mutations socio-économiques de la France et que les transformations urbaines qui en découlent constituent un défi majeur. Cette deuxième gauche influencera le Parti socialiste dans les années soixante-dix (alors rejoint par de nombreux militants et responsables du PSU) tout comme les mouvements d'écologie politiques naissants. Enfin, par ses critiques systématiques de la politique du logement et de l'urbanisme, le PSU permet d'analyser avec un autre regard le contexte urbanistique de l'époque.

Mais il convient, avant de rentrer plus dans le détail et dans l'analyse de contenu de resituer le PSU dans son contexte historique et politique et d'en effectuer un bref historique.

Bref historique du PSU

Le Parti socialiste unifié a été fondé en 1960 à Issy-les-Moulineaux par réunion du Parti socialiste autonome (PSA), de l'Union de la gauche socialiste (UGS) et de « Tribune du communisme », ainsi que de quelques chrétiens de gauches, trotskystes, tenants de la « nouvelle gauche » et de membres du Club Jean Moulin[57]. Le PSU, tiraillé entre ses positions réformistes et révolutionnaires, se veut en fait le rassembleur de la gauche non-communiste et autogestionnaire, à mi-chemin entre la gauche et l'extrême-gauche.[58]

[57] Cercle de hauts fonctionnaires socialisants, œuvrant pour une planification démocratique.
[58] Entre le PCF et les trotskystes, selon les propres mots de Michel Rocard à la fin des années soixante ; ROCARD (Michel), « Interview de Michel Rocard à France Inter », 20 mai, 27, 28, 29 et 30 mai 1969, campagne présidentielle, par Pierre Charpentier, Georges Montaron et Edouard Guilbert.

Le **Parti Socialiste Autonome** est fondé en septembre 1958 par scission lors du 50ème congrès de la SFIO[59] à Issy-les-Moulineaux (mais en gestation depuis le 48ème congrès de Lille de 1956 : création en 1957 par Edouard Depreux du « comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie » et début 1958 du journal *Tribune du socialisme)*. Le parti est donc composé à ses débuts par d'anciens membres de la SFIO en désaccord avec la ligne socialiste (Notamment celle de Guy Mollet et de son gouvernement) sur les événements d'Algérie. Des mendèsistes, issus du « centre d'action démocratiques » (CAD) (1959) rejoignent vite le parti. Le secrétaire général du PSA est Edouard Depreux, qui deviendra celui du PSU à sa fondation, et il comprend, entre autres, Charles Hernu (issu du Centre d'action démocratique auprès de Mendès-France et fondateur du Club de Jacobins en 1951), Alain Savary, Maurice Klein, Pierre Bérégovoy, Victor Fay (théoricien de l'autogestion issu du Parti communiste français puis de la SFIO).

L'**Union de la Gauche Socialiste** est née en 1957 de la fusion du Mouvement de libération du peuple (MLP – issu lui-même de la Jeunesse ouvrière catholique –), de Jeune république et d'Action et unité socialiste, c'est-à-dire de courants laïques, catholiques, socialistes et ouvriéristes. Elle comprend, entre autres, Claude Bourdet, Pierre Belleville, Roger Beaunez, Pierre Naville. Secrétaire général : Gilles Martinet. La composante UGS sera majoritaire lors de la fondation de PSU (69,12% des adhérents du PSU de la fin des années soixante viennent de l'UGS).[60] L'UGS est significative de la composition à venir du PSU, du moins à ses débuts, rassemblant chrétiens de gauches et marxistes.

« Tribune du communisme » est un petit groupe fondé au sein du Parti communiste français en 1958 et comprenant, entre autres, François Châtelet, Serge Mallet. Sa véritable appellation est le « Comité provisoire de liaison, pour la réunification du mouvement ouvrier ». Tribune du Communisme est en fait le nom de la revue de ce comité de dissidents du PCF anti-stalinien. Secrétaire : Jean Poperen. Ce groupe est composé de quelques dissidents du Parti communiste français et opposés à la guerre d'Algérie.

Edouard Depreux (1898-1981), avocat, chef de cabinet de Vincent Auriol, ministre la Justice du Front populaire de 1937 à 1938, résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, député aux deux Assemblées constituantes à la libération et personnage important de la SFIO. Il est ministre de l'Intérieur en 1947, et de l'Education nationale en 1948. Il est également Maire de Seaux entre 1944 et 1959. Il fonde la PSA en 1958 puis le PSU en 1960 et restera son Secrétaire national jusqu'en 1967. Notons également qu'il fut un ami proche d'Henri Sellier (1883-1943), maire socialiste de

[59] Section Française de l'Internationale Ouvrière (IIème Internationale), fondée en 1905.
[60] Cf. CAYROL (Roland), « Histoire et sociologie d'un parti », *in :* ROCARD (Michel), *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Paris, Seuil, 1969.

Suresnes et figure centrale de l'urbanisme et de son enseignement pendant l'entre-deux-guerres.[61] Militant du logement populaire et des cités-jardins, ce dernier fut aussi administrateur de l'Office des habitations à bon marché du département de la Seine en 1914.

Gilles Martinet (1916-2006), historien et homme de presse, adhère au PCF en 1933 et le quitte en 1938, suite aux procès de Moscou. Résistant en 1941 et responsable de presses clandestines. Fondateur de *L'observateur* en 1950, qui deviendra *Le Nouvel Observateur* et dont il sera directeur puis administrateur jusqu'en 1985. En 1957, il fonde l'Union de la gauche socialiste (UGS), puis, en 1960, le PSU, dont il devient le Secrétaire national adjoint (1960-1967). Partisan du rapprochement avec la FGDS – Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste – de François Mitterrand au 5ème Congrès du PSU à Paris en 1967, il s'oppose à la majorité du Parti qui suit Michel Rocard et qui souhaite conserver l'autonomie. Il rejoint ensuite le Parti socialiste en 1972 et devient son Secrétaire national de 1975 à 1979, sera élu député européen en 1979, puis Ambassadeur en Italie (1981-1984) avant d'être Commandeur de la Légion d'honneur en 1998.

Jean Poperen (1925-1994), universitaire, agrégé d'histoire et maître-assistant d'histoire à la Sorbonne. Il est militant du PCF de 1943 à 1959. Il devient à la fin des années cinquante, secrétaire et leader du groupe de dissidents PCF « Tribune du communisme » (1958-1960). Il est l'un des fondateurs du PSU en 1960, parti dont il sera un des dirigeants jusqu'en 1963. Quand Michel Rocard devient secrétaire général du parti en 1967, Jean Poperen (partisan d'un rapprochement entre les forces socialistes) exprime son désaccord et fonde l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS), ce qui lui vaudra d'être exclu du PSU. L'UGCS fonde alors un accord avec la FGDS de François Mitterrand et Poperen rejoint la FGDS avant que l'UGCS ne se fonde en 1969, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, dans le Nouveau parti socialiste. En 1971, il intègre le Parti socialiste à Epinay et sera le numéro deux du parti derrière Lionel Jospin de 1981 à 1988, avant de prendre ses distances et de créer une tendance « de gauche » au sein du Parti (« le nouveau monde » en 1992). Député PS du Rhône dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

La diversité des adhérents au PSU (socialistes déçus de la SFIO et communistes déçus du PCF, ouvriéristes, chrétiens gauches de l'UGS et laïques, révolutionnaires marxistes de « tribunes du communisme » et réformistes du PSA, socio-démocrates et trotskystes, membres de Clubs et militants syndicaux) entraînera en effet une « crise de croissance » du PSU au début des années soixante, due, *a priori*, à son « manque de synthèse théorique ».[62] Selon Hélène Hatzfeld, cette division présente dès les origines du parti, entre pensées, liaisons et composantes révolutionnaires et réformistes, est la cause principale de la stagnation du PSU au niveau électoral puis de son échec :

[61] Il fonde, avec Marcel Poëte, l'Ecole des Hautes Etudes Urbaines en 1919, qui deviendra L'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris en 1924. Il est également conseil général de la Seine dès 1910 et ministre de la santé publique sous le Front populaire.
[62] CAYROL (Roland), « Histoire et sociologie d'un parti », *op. cit.*

« Le PSU paraît aussi partagé entre deux hypothèques. L'hypothèque gauchiste est surtout forte dans l'immédiat après 1968 et cède le pas à celle du PS dès 1972. Le PSU partage avec certaines organisations d'extrême gauche le désir de renouveler les formes démocratiques d'élaboration des programmes politiques et de prises de décision. Cette hypothèque se marque par la présence de tendances organisées au sein du parti se référant à des idéologies de type trotskiste, maoïste ou populiste […] Elle se marque aussi par l'affirmation de l'identité révolutionnaire du parti et par la référence à l'autogestion dans son programme. […] Le PSU est aussi hypothéqué sur son flanc socialiste par la création du PS [en 1971]. »[63]

Régulièrement, certains membres du PSU quittent le parti (Pierre Mendès-France en 1968, qui fut une figure du PSU, et même de la gauche française du XX^{e} siècle) ou rejoignent le Parti socialiste (Pierre Bérégovoy rejoint la FGDS, fondée en 1965 par François Mitterrand pour l'élection présidentielle et qui s'effondrera au tournant de la décennie –, Michel Rocard et Robert Chapuis, le Parti socialiste en 1974, Alain Savary, Jean Poperen, Jack Lang[64], Victor Fay en 1981)[65] ou des partis d'extrême gauche (Arlette Laguiller), pour ne citer que les plus connus. Au milieu des années soixante-dix, le PSU se rapprochera du PS et participera même aux premiers gouvernements Mitterrand de 1981 à 1984 (avec Huguette Bouchardeau, Secrétaire d'Etat à l'Environnement du Gouvernement Mauroy et ministre de l'Environnement du Gouvernement Fabius, nominations qui marquent, notons-le, le tournant écologiste du PSU de la fin des années soixante-dix) avant de se dissoudre officiellement en 1990.

Il convient de rappeler à présent quelques éléments concernant la gauche socialiste au tournant des années soixante – soixante-dix, pour bien prendre la mesure de la place et des positions du PSU pendant cette période. Quelques rapides biographies de personnages incontournables, dont la plupart furent des figures marquantes du PSU, contextualiseront ainsi notre propos en mettant en forme cette nébuleuse gravitant autour des forces socialistes pendant les trente glorieuses.

Le « Nouveau parti socialiste » est fondé en 1969 au congrès d'Issy-les-Moulineaux, sur les bases de la SFIO (Guy Mollet, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement) et de « déçus du PSU »[66] (qui, notons-le, quelques années auparavant, étaient déçus du socialisme et de la social-démocratie de la SFIO avant de rejoindre la PSU) : l'UCRG (Union des Clubs pour le Renouveau de la Gauche) d'Alain Savary et l'UCGS (Union des clubs et groupes socialistes) de Jean Poperen (exclu

[63] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS, PUR, 2005, p. 68-69.
[64] Mendétiste qui rejoint le PSU à la fin des années soixante avant de se rallier au Parti socialiste et d'y occuper des postes de responsabilité depuis la fin des années soixante-dix, ainsi que divers ministères sous les gouvernements socialistes (Culture, Education nationale).
[65] Déjà, en 1969, au Conseil national du PSU à Orléans, la question de l'intégration au PS s'était posée et avait été refusée, mettant alors Michel Rocard, son Secrétaire national, en minorité.
[66] *Le Monde 2*, n° 91, 2005, p.62

du PSU). Alain Savary, ancien SFIO et fondateur du PSA puis du PSU est le premier secrétaire général du parti dont le but et d'unir la « gauche socialiste » et qui s'élargira au congrès d'Epinay en 1971 (en devenant le Parti socialiste tel qu'on le connaît aujourd'hui), notamment en intégrant le CIR (Convention des institutions républicaines –1964) de François Mitterrand qui devient son nouveau secrétaire général. Le PS, qui connaît des dissensions internes (Le CERES de Jean-Pierre Chevènement) recherche alors un rassemblement de toute la gauche parlementaire, qui conduira au Programme commun de Gouvernement de 1972 (PS, PCF et Radicaux de Gauche, mais sans le PSU).

Pierre Mendès-France (1907-1982), grande figure de la gauche française, avocat, économiste, militant du Parti radical dès les années vingt, élu député de l'Eure en 1932 et Maire de Louvier en 1935, sous-secrétaire d'Etat au Trésor du front Populaire de Léon Blum de 1938, résistant et président du Conseil général de l'Eure après-guerre. En 1944, ce théoricien du socialisme français est nommé par De Gaulle ministre de l'Economie Nationale du Gouvernement provisoire. Il devient Président du Conseil sous la Quatrième république en 1954 (René Coty) et œuvre pour la paix en Indochine. Son gouvernement est vite renversé par l'Assemblée Nationale. En 1956, il devient ministre d'Etat du Gouvernement Mollet mais en démissionne vite, en opposition à la répression en Algérie. Il rejoint ensuite le PSA en 1959 puis adhère au PSU en 1961, devenant une référence pour un certain nombre de ses militants, notamment ceux issu du PSA et de la SFIO. Après 1968, il mènera campagne auprès de Gaston Defferre pour les présidentielles de 1969 (« Nouveau parti socialiste » issu de la SFIO), ce qui sera un échec cuisant le poussant à se retirer de la politique, après une marginalisation croissante due à son « refus des institutions de la V^{e} République » (1958).

Alain Savary (1918-1988). Ancien résistant. En 1956, il démissionne avec Pierre Mendès-France du Gouvernement Mollet, opposé à la guerre d'Algérie. Il devient ensuite en 1959 Secrétaire général adjoint de la SFIO, qu'il quitte pour fonder le PSA puis le PSU au côté d'Edouard Depreux, avant de devenir le Secrétaire général du Nouveau parti socialiste en 1969. Il sera ministre de l'Education nationale sous Pierre Mauroy entre 1981 et 1984.

François Mitterrand (1916-1996) Figure emblématique de la gauche française au XX^{e} siècle, avocat, fonctionnaire sous le régime de Vichy et militant de droite à la libération (11 fois ministre, notamment des anciens combattants et de l'Outre-mer), il fonde l'UDSR[67] et devient ministre de l'Intérieur sous le Gouvernement Mendès-France. Il reste Garde des Sceaux de Gouvernement Mollet à la fin des années 50 alors que Mendès et Alain Savary le quittent pour protester contre la répression en Algérie, et en tant que tel, signera la loi d'exception pour l'Algérie. Un temps tenté par le PSU qui lui refusera l'adhésion pour son passé vichyste, son passé de droite et ses positions sur l'Algérie française sous Guy Mollet, il fonde, au début des années soixante, la convention des institutions républicaines – CIR – (Charles Hernu, Louis Mermaz, Pierre Joxe, Roland Dumas). Il obtient le

[67] Union démocratique et socialiste de la Résistance.

soutien de Mendès-France, du PCF (Waldeck Rochet) et de la SFIO de Guy Mollet aux élections présidentielles de 1965 et il y créé la surprise en arrivant au second tour contre De Gaulle. Il amène aussi à la victoire de la gauche aux législatives de 1967 puis fonde la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste – FGDS –. Isolé à gauche après Mai 68, il rejoint le nouveau parti socialiste d'Alain Savary et de Guy Mollet en 1969, et obtient, au congrès d'Epinay du PS en 1971, l'appui de Pierre Mauroy et de Gaston Defferre (SFIO) ainsi que du CERES de Jean-Pierre Chevènement. Sur les base d'un discours marxisant et révolutionnaire prônant la « rupture avec le capitalisme », il devient à cette date le dirigeant du Parti socialiste, participant au programme commun de gouvernement avec le PCF de Georges Marchais en 1972, tout en reléguant ce parti au second plan, échouera aux présidentielles de 1974 face à Valéry Giscard d'Estaing avant d'âtre élus deux fois Président de la République Française de 1981 à 1995.
Il aura aussi longtemps été député de la Nièvre (depuis 1946) et Maire de Château-Chinon (depuis 1959).

Pierre Bérégovoy (1925-1993). Syndicaliste FO, ouvrier et résistant, il adhère à la SFIO, puis au PSA et enfin au PSU en 1960, où il collaborera avec Pierre Mendès-France, chargé des questions sociales. En 1967, il quitte les PSU pour rejoindre les clubs d'Alain Savary, également ancien PSA, et par ce biais, la FGDS de François Mitterrand. Il obtiendra divers portefeuilles ministériels sous Mitterrand dans les années Quatre-vingt avant de devenir Premier ministre de 1992 et de se suicider l'année suivante.

Michel Rocard (1930) : ancien responsable des étudiants socialistes (1953-1955) et du Club Jean Moulin, protestant, chrétien de gauche et diplômé de l'IEP et de l'ENA. Nommé Inspecteur des finances en 1958 en Algérie où il côtoie de futurs acteurs de l'urbanisme français impliqués dans l'aventure des villes nouvelles dans les années soixante tels Paul Delouvrier[68], Jean-Eudes Roullier[69] et Edgard Pisani[70]. Il est secrétaire général de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation en 1965.
Partisan de l'autonomie vis-à-vis des forces socialistes, il adhère dès 1960 au PSU et en devient secrétaire général en 1967, proche des positions de l'UNEF en 1968. Il est également président de l'ADELS de 1963 à 1966. Il est le candidat du parti aux élections présidentielles de 1969, où il n'obtient que 3,61% des voix. Il est exclu du PSU en 1974 pour avoir soutenu la candidature de François Mitterrand. Il rejoint alors le Parti socialiste à l'époque de l'arrivée en masse des militants de la CFDT dans le parti (Jacques Delors) et intègre son bureau exécutif en 1975, devenant, à la fin des années soixante-dix, un personnage important du PS, un rival de François Mitterrand, se revendiquant du Mendèsisme et de l'anti-communisme. Sa rivalité avec François Mitterrand connaîtra son apogée suite à l'échec du PS aux élections législatives de 1978. Celui que beaucoup

[68] Cf. *Supra*, troisième partie, chapitre 1, I, 2.
[69] Cf. *Supra*, troisième partie, chapitre 1, I, 2.
[70] Cf. *Supra*, troisième partie, chapitre 1, I, 2.

considère comme le fils spirituel de Pierre Mendès-France, s'opposera à la « colonisation du parti » par Mitterrand et sera mis, au congrès de Metz en 1979, en minorité face aux nouveaux jeunes cadres du parti recrutés par Mitterrand (Lionel Jospin, Paul Quilès, Laurent Fabius, Jacques Lang) ainsi qu'à ses alliés de longue Date (Pierre Joxe, Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz, Charles Hernu, Robert Badinter, Claude Éstier)
Député des Yvelines de 1969 à 1988, maire de Conflans-Sainte-Honorine de 1977 à 1993, il sera ministre d'Etat chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire du Gouvernement Mauroy de 1981 à 1983 et ministre de l'Agriculture (1983-1985). En 1988, il est nommé Premier ministre par François Mitterrand, poste dont il démissionnera en 1991.
Il sera ensuite Premier Secrétaire du Parti socialiste en 1993, député européen en 1994 puis sénateur (1995-1997). Il est de nouveau député européen depuis 1999.

Le PSU des années soixante, quoique radicalement opposé à la SFIO et à son réformisme, nous apparaîtra donc comme la plaque tournante des futurs dirigeants du Parti socialiste dans les années soixante-dix et quatre-vingt, une bonne partie d'entre eux ne provenant pas directement de la SFIO, mais étant passés entre temps ou ayant fait leurs premières armes dans ce parti en rupture (Michel Rocard, Alain Savary, Pierre Bérégovoy, Gilles Martinet, Jean Poeperen, Jack Lang, Robert Chapuis, Charles Hernu). Le PSU de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix constitue le support d'un véritable réseau de futurs dirigeants socialistes de l'ère Mitterrand, mais opposé à ce dernier.

Crée à l'origine en réponse à la guerre d'Algérie et à l'attitude de la SFIO (Gouvernement Guy Mollet) vis-à-vis de l'indépendance et de sa répression, le PSU aura vite la particularité de développer un discours prolixe sur la ville, l'espace urbain et l'urbanisme, parallèlement à une théorisation de l'autogestion dès le milieu des années soixante. Ce parti publie une revue hebdomadaire : *Tribune socialiste*. Edouard Depreux (PSA) est son premier secrétaire général (1960-1967), mais la période dont nous traiterons sera surtout celle de Michel Rocard (de 1967 à 1973) qui est la plus riche pour ce qui nous concerne, à savoir les réflexions et la pensée sur la ville. C'est en effet à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, comme nous le verrons, que les réflexions sur la ville et l'urbain se développent de façon exponentielle.

Le PSU soutient la candidature de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1965 et présente Michel Rocard (qui s'est d'abord fait connaître sous le pseudonyme de Georges Servet) à celles de 1969. Cependant, les scores électoraux du PSU au point de vue national, ou européens (en 1989) ne dépassèrent jamais la barre des 4% et ne cessèrent de décroître, culminant en 1968 et 1969 (3,94% aux législatives de 1968 et 3,61% pour la candidature Rocard aux présidentielles de 1969). Mais cela n'empêcha pas le PSU de remporter des victoires au niveau local.

Ce que l'on a coutume d'appeler la « deuxième gauche », avec en tête le PSU, les GAM (Groupes d'action municipale) ou encore la CFDT,[71] se saisira de l'urbain dans les années soixante, comblant ainsi un vide laissé par la gauche de l'époque[72], faisant des émules au PCF, au PS et même chez Giscard.[73]

Statuts et positions du PSU

On peut lire, dans la déclaration des statuts du PSU du 9 mars 1964, que ce parti se donne à l'origine pour but « la transformation de la société capitaliste en société socialiste » et se veut « révolutionnaire, laïque et internationaliste ». [74] Sa charte[75] met l'accent sur la lutte contre la recherche du profit, la propriété privée, le nucléaire, « l'automation qui entraîne le chômage », la techno-bureaucratie et le colonialisme. Le PSU s'applique ainsi à la recherche du collectivisme, à l'abolition de la condition salariée et à la rupture avec le mode de production capitaliste. Pour cela, il compte s'appuyer sur les « travailleurs manuels et intellectuels » pour la constitution d'un « parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange ». Son but et ses objectifs revendiqués sont la mise en place d'une société socialiste basée sur un système autogestionnaire et, pour ce faire, la critique puis l'abolition du capitalisme par la conquête du pouvoir par la « base ».

Le PSU est ainsi à l'origine organisé de façon fédérative, en « sections » locales (« groupes de quartiers ») et d'entreprises (« groupes d'actions socialistes ») au dessus desquelles se situe la fédération départementale qui occupe elle-même la place dans l'échelon du PSU situé sous les Congrès national, comité politique national (qui élit le Bureau politique) et le conseil national.[76]

Après divers débats et tensions internes au début des années soixante, le PSU se démarquera de ses concurrents de la gauche traditionnelle (PCF et SFIO) en souhaitant s'appuyer stratégiquement sur les classes moyennes et non plus seulement sur la classe ouvrière, notamment sous l'impulsion de Michel Rocard qui deviendra son secrétaire général en 1967.

Le PSU est, à l'époque, l'un de ces nombreux jeunes partis qui voient le jour « en réaction » (guerre d'Algérie) et qui verront leur position s'institutionnaliser avec le temps (d'autres, au contraires, plus radicaux dès le départ, se radicaliseront encore plus).

---

[72] Henri Lefebvre a souvent dit que la gauche traditionnelle (ainsi que la droite) avait pêché par son manque de programme ou de « stratégie » urbaine

[73] Du programme commun de 1972 au projet socialiste de 1980 en passant par la campagne électoral de Giscard en 1974. Certains font même de cette deuxième gauche le précurseur de l'écologie politique qui verra le jour à la fin des années soixante-dix.

[74] Statut du PSU du 9 mars 1964, AN 581AP/6. Les cotes des archives citées correspondent au répertoire réalisé par Ariane James-Sarazin, conservateur du patrimoine à la direction des Archives de France, en 1999.

[75] *Id*.

[76] Statuts du PSU, *Id.*

Si l'on prend pour base la classification des partis politiques effectuée par Maurice Duverger[77], on pourra qualifier de prime abord le PSU de « parti de masse [ou se revendiquant comme tel] de type socialiste » à ces nuances près que la masse ne l'a jamais suivie et qu'on le qualifiera plutôt de parti de l'intelligentsia de gauche, jeune et urbaine.[78] Le parti revendique lui-même l'implantation dans la masse (« entreprises, jeunes, lycéens, niveau local, familial, et de la vie quotidienne »), d'où la création d'un « secrétariat à l'implantation ».[79] Quoi qu'il en soit, on pourra la qualifier, pour reprendre une typologie plus précise établie par le même auteur, de « petit parti de minorité permanente »[80], « modernes », se rapprochant « par leur structure, […] de partis de masse »[81] (division en cellules, comités, sections), et plus spécifiquement encore de parti de « minorité politique », « défini par sa position idéologique » et regroupant une « famille spirituelle assez bien délimité, très minoritaire, relativement stable et irréductible aux grandes tendances qui divisent le pays », constituant des « résidus historiques, derniers restes de grands partis disparus » ou des « résidus géographiques », manifestant « un effort pour faire pénétrer une doctrine forte dans d'autres, mais incapable de se développer dans un milieu qui lui est défavorable. » Reste à mentionner que Maurice Duverger constate que ces partis de minorité sont « plutôt oppositionnels »[82]. Le PSU constitue bel et bien ce type de petit parti de minorité, prônant une gauche non – ou plutôt « anti » – communiste et « révolutionnaire » (en dehors de l'alternative PCF/SFIO puis PS) et un système autogestionnaire (doctrine). Dès qu'il rentre dans le jeu des « tendances qui divisent le pays », en l'occurrence, dès qu'il s'allie au parti socialiste avec lequel il avait scissionné du temps de la SFIO avec le PSA, commence son déclin qui conduira à sa disparition (départ des cadres du parti, scissions internes).

François Borella le qualifie peut-être plus justement en 1973 de parti « hors du système » institutionnel (c'est-à-dire, pour lui, révolutionnaire), et de parti « de militants », caractéristique de la « deuxième gauche » française ; militants qui sont par ailleurs « moins actifs que ceux des autres groupes révolutionnaires mais beaucoup plus que ceux du parti socialiste et même du parti communiste », le PSU souhaitant « à la fois agir à partir de et sur l'environnement économique et

---

[77] DUVERGER (Maurice), « Sociologie des partis politiques », *in :* Georges GURVITCH (1960), *Traité de sociologie*, Tome II, PUF, Paris, 2ème édition, 1963, pp. 22-46.

[78] Les militants du PSU à la fin des années soixante sont majoritairement des hommes jeunes et urbains. A côté du nombre important d'ouvriers et d'employés, on remarquera également la proportion importante d'universitaires, d'étudiants et de professeurs dans ses rangs. Le parti est le mieux implanté dans les régions urbanisées (Ile-de-France, Rhône-Alpes et Bretagne) et il obtient le plus de voie à Paris et en Bretagne. Cf. Roland CAYROL « Histoire et sociologie d'un parti », *in :* ROCARD (Michel), *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, suivi de « Michel Rocard parle (avec JM DOMENACH, R FOSSAERT, J JULLIARD, J LACOUTURE) », + « Les 17 thèses du PSU adoptées au congrès de Dijon de Mars 1969 ». Editions du Seuil, Paris, 1969.

[79] *Id.*

[80] DUVERGER (Maurice) (1951), *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976, p. 392.

[81] *Id.*, p. 393.

[82] *Id.*, p. 394-395.

social et le corps électoral ».[83] Selon les statuts du parti,[84] ces militants avaient l'obligation d'être syndiqués.

Le parti fut en fait tiraillé entre ses idées et sa stratégie révolutionnaire, autogestionnaire et sa tactique réformiste, ou plus simplement, entre ses militants se revendiquant révolutionnaires et les socio-démocrates : ses prises de position sont ainsi ambivalentes entre le réformisme et la révolution.[85]

On pourrait également le qualifier de type idéal de parti politique selon Bourdieu,[86] qui naît en réaction conjoncturelle (guerre d'Algérie), « une organisation temporaire, créée *ad hoc* en vue d'une revendication déterminée ou d'une cause spécifique » et qui est voué, à terme, à disparaître, à cette exception près que le PSU élargira rapidement ses prises de positions et ses revendications au-delà des questions sur l'indépendance algérienne et qu'il mit donc plus de temps à disparaître.

Enfin, et le plus important, les réflexions du PSU sur l'espace portent en elles les caractéristiques principales de la pensée spatiale de gauche d'une époque, celle des trente glorieuses, pendant lesquelles l'espace devient, si ce n'est un enjeu, du moins une composante importante, du fait, entre autres, des bouleversements formels et urbanistiques, des inégalités socio-spatiales croissantes, de la marxisation de tout un pan de la pensée sur la ville et du développement et d'institutionnalisation de la sociologie urbaine française qui lui est parallèle.[87]

On voit également le PSU prendre position en faveur de la révolution cubaine en 1961, des antifascistes espagnols, contre les « répressions policières » en 68, l'impérialisme américain (Viêt-Nam au début des années soixante-dix), le racisme et l'antisémitisme. Une partie de ses militants rejoindra la PS[88] au début des années soixante-dix. A la fin de cette décennie, on verra le PSU manifester pour la défense de la révolution iranienne ou encore contre le sionisme, contre le nucléaire, pour le droit à l'avortement. L'année 78 marquera la formation d'un éphémère « front autogestionnaire » de la deuxième gauche et du « mouvement pour une alternative non-violente » en lien avec des écologistes et des régionalistes, en vue des élections législatives et les années quatre-vingt, de la fusion du PSU avec la Deuxième gauche dans « Alternative rouge et verte » (Arev, 1989). On notera déjà, dans le « Front autogestionnaire » de 1978, la présence d'intellectuels plus ou moins proches de la mouvance du PSU et parfois très impliqués dans la pensée urbaine de leur temps, tels

---

[83] Cette définition du PSU comme « parti de militants », François Borella la reprend à Alain Lancelot (« Partis politiques » *in : Encyclopaedia Universalis* ; voir BORELLA (François), *Les Partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Politique, Paris, Editions du Seuil, 1973, p. 212.
[84] 9 mars 1964, AN, *op. cit.*
[85] Le PSU voit le jour à l'époque où la SFIO assume son caractère réformiste
[86] Pierre Bourdieu reprend cette notion de « parti idéal » à Ostrogorski, *in :* Pierre BOURDIEU (1984), « La représentation politique », *in :* BOURDIEU (Pierre), *Langage et pouvoir symbolique*, Points Essais, Paris, Seuil, 2001, p. 214
[87] Colloque de Royaumont en mai 1968.
[88] Créé en 1971

Henri Lefebvre, Henri Laborit et Jean Duvignaud, l'abbé Robert Davezies[89] et Alain Joxe, ou encore Haroun Tazieff pour le volet écologiste de ce mouvement, idéologiquement antimilitariste, écologiste et autogestionnaire (se basant sur « l'exemple de Lip, du Larzac et des comités de quartiers »).[90] Mais ce qui distingue le PSU par rapport à notre propos général, ce sont ses prises de positions systématiques sur la crise du logement, les rénovations urbaines, les expulsions, la spéculation foncière, la conception des grands ensembles, les ségrégations urbaines, la démocratie locale, l'urbanisme et la question urbaine en général.

Après ses prises de positions pour la paix et l'indépendance en Algérie et l'anti-impérialisme, le PSU recentre donc ses positions, au milieu des années soixante, sur la critique urbaine et urbanistique, c'est-à-dire sur un programme urbain. La question urbaine et la question de l'autogestion deviennent ainsi ses chevaux de bataille et le démarquent des autres partis de gauche de l'époque. On peut voir le parti dénoncer et souvent prendre position contre les hausses de loyers, la hausse du prix des transports en commun parisiens, contre les expulsions et pour le « droit au logement pour tous » souvent aux côtés de Lutte ouvrière et de la CFDT à partir de la fin des années soixante-dix.[91] Des syndicats et groupes révolutionnaires comme la Confédération Générale du Travail d'obédience communiste, les maoïstes de la Gauche prolétarienne ou encore les trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire, eux, ne s'intéressent au logement et à la question urbaine (transports) que ponctuellement pendant les années soixante-dix.

Le PSU a également réussi à construire un discours sur la ville qui a influencé et renouvelé la pensée dominante sur la ville dans les milieux politiques. Ces représentations seront donc analysées à partir du discours et considérées en tant qu'idéologies urbaines – c'est-à-dire comme systèmes de représentations de l'espace politiquement orientés –. Restera à déterminer si on peut également les qualifier d'utopiques. Ses discours et prises de positions s'inscrivent plus que tout autre dans le cadre des rapports entre espace et politique, et plus précisément entre espace et représentations politiques.

Pour comprendre comment un courant qui n'eut aucune responsabilité nationale durant les trente glorieuses a réussi à construire un discours sur la ville qui a influencé et renouvelé le discours dominant de la gauche (des réformistes aux révolutionnaires), nous proposons ici la question de la place et du statut de l'espace dans la pensée du PSU : est-ce que la ville y est un simple instrument (tactique) ou un véritable enjeu (stratégique et spatialiste) ? Comment s'intègre-t-elle dans l'idéologie générale du parti, dans son système de représentations et comment participe-t-elle à la stratégie de la prise du pouvoir ? Autrement dit, est-ce que son système de représentation de l'urbain se concrétise dans un discours simplement revendicatif, utopique ou programmatique ?

---

[89] Prêtre marxiste, soutien du FLN pendant la Guerre d'Algérie.
[90] AN, 78AJ44.
[91] AN, 78AJ/43 et 78AJ/44

Pour répondre à cette question, nous entrerons dans l'analyse approfondie du contenu du discours et des représentations pour en faire ressortir les caractères utopiques et idéologiques. Nous serons ainsi amenés plus loin à aborder la question du statut de l'espace urbain dans le discours officiel (propagande, programmes politiques, congrès) et plus officieux (débats théoriques dans les correspondances, réunions), en exposant les différences entre ces deux types de discours. Mais pour l'instant, nous analyserons l'urbanisation progressive de la pensée du PSU. Les archives du parti nous ont tout d'abord permis d'établir le constat suivant : la ville constitue un élément de première importance dans la rhétorique idéologique, dans la propagande et dans la stratégie du PSU. Mais existe-t-il un « moment urbain » dans la réflexion du PSU ou ces considérations sont-elle présentes dès le début des années soixante ? Y'a t-il un décalage entre les sources destinées au grand public et les documents internes, ou au contraire, y'a t-il une position claire et commune sur l'espace ? Enfin, y'a-t-il évolution des prises de positions en fonction des contextes politiques, sociaux et urbanistiques pendant la période étudiée ?

Mais pour l'instant, il convient de détailler cette « urbanisation » des positions du PSU au long des années soixante, ainsi que les grandes étapes qui l'ont marquée.

Urbanisation des positions et des discours politiques du PSU

- *Les années soixante et l'urbanisation du discours*

On peut sommairement effectuer une première périodisation des réflexions et actions du PSU. Le début des années soixante, on l'a vu, est marqué par l'anti-colonialisme et la lutte pour le contrôle ouvrier dans les entreprises. Les réflexions sur la ville y sont peu présentes. Les réflexions et le discours sur la ville deviennent prépondérants au côté de ceux sur l'entreprise et l'autogestion. A partir du milieu des années soixante-dix, le discours dérive de plus en plus vers l'antimilitarisme et surtout vers l'écologie politique (anti-nucléaire).

Les revues publiées par le parti[92], qu'elles soient à diffusion interne ou destinées à la population, aux « masses », témoignent de cette périodisation, le fil conducteur de la pensée restant bien sûr toujours l'autogestion, la participation et le contrôle ouvrier et populaire.

Parmi les membres du PSU, proches ou affiliés, un certain nombre de personnages apparaissent régulièrement dans les sources que nous avons consultées, lorsque les sujets de la ville ou de l'urbanisme sont abordés. Des références comme Henri Lefebvre ou Paul Henry Chombart de Lauwe, ce qui dénote un certain intérêt du parti pour les thèses et travaux de la sociologie urbaine naissante. Des personnages comme Robert de Caumont (GAM de Caen), Hubert Dubedout (GAM de Grenoble) interviennent régulièrement dans les années soixante ou sont également souvent cités.

[92] *PSU Documentation* et *PSU Information*, *Critique socialiste*, la revue théorique du parti, et *Tribune socialiste*, l'hebdomadaire du parti.

Parmi les membres du PSU à proprement parler, ce sont Michel Rocard, bien sûr, Georges Gontcharoff[93], Roger Beaunez[94], Claude Neuschwander[95], Gilbert Mathieu[96], François Soulage[97] ou encore Gustave Massiah[98] qui interviennent le plus souvent sur les questions urbaines.

La période qui nous intéresse ici, et qui court approximativement de 1960 à 1971-1972, marque en fait une urbanisation croissante de la pensée politique et sociale du PSU. On peut également établir une périodisation du discours du PSU sur la ville et distinguer, grossièrement, trois périodes repérables dans les archives du parti.

Les années s'écoulant de 1960 à 1966 marquent tout d'abord une période bien distincte. Le discours sur la ville n'est abordé alors qu'en terme de logement. Ainsi, dès 1962 sont lancés par exemple une « campagne sur le logement et ses prolongements sociaux » et un groupe « habitat » dans le cadre d'« une commission nationale d'action et d'implantation locale et municipale ». Cette campagne prévoyait d'organiser les fédérations localement sur le problème du logement en leur distribuant des informations (brochures, questionnaires, diffusions de films, liens avec l'ADELS), et d'organiser plusieurs groupes d'action et de réflexion :

– animateurs d'amicales de locataires

– membres d'associations de défense des accédants à la propriété

– administrateurs d'organismes HLM.

La « crise du logement » apparaît ainsi comme un des sujets importants de réflexion et de revendications du PSU dans sa charte de 1964.[99] Dès 1960, des correspondances sont échangées, notamment avec la Confédération nationale des locataires (CNL), sur les prix des loyers et la législation HLM. Le PSU est également en relation à l'époque avec l'ADELS (Association pour la démocratie locale et sociale), une association d'élus et d'animateurs de la vie sociale et locale et qui publie *Correspondance municipale*, revue d'information sur le logement, l'urbanisme et la gestion municipale, et considérée par le PSU, comme un « outil indispensable pour la campagne

[93] Géographe de formation, fondateur et président de l'ADELS, membre des GAM, secrétaire de la fédération PSU Seine-Banlieue dans les années soixante et responsable de la commission nationale d'action municipale du PSU dans les années soixante. Membre du groupe de communication « Publicis », il est également choisi pour reprendre en main l'usine Lip à Besançon après les événements de 1973, de 1973 à 1976.

[94] Ancien Membre des Jeunesses ouvrière chrétiennes (JOC) dans les années trente et du Mouvement de libération du peuple (MLP), avant de rejoindre l'UGS, fondateur de l'ADELS en 1958, responsable du groupe de travail « habitat » du PSU au début des années soixante.

[95] Membre de l'UNEF, du Club Jean Moulin, du PSU, et membre comité de résidents de Sarcelles à la fin des années soixante

[96] Catholique de gauche issu du MLP.

[97] Issu de la CFDT, responsable « cadre de vie » au Bureau national du parti au début des années soixante-dix.

[98] Economiste et ingénieur, qui enseignera à l'Ecole d'Architecture de Paris-La Villette.

[99] AN, 581AP6, *op., cit.*

logement ».[100] Cette association a d'ailleurs pour fondateur un membre du PSU en la personne de Roger Beaunez.

Le début des années soixante est aussi l'époque où est lancée l'idée, qui se concrétisera dans un manifeste, d'un « Service national de l'habitat », rédigé par le groupe « habitat ».[101] Ce service national de l'habitat – cet « instrument » – était destiné à lancer et à gérer une politique conséquente du logement : il se serait agi d'un « organisme national » démocratique (usagers, professionnels, élus) destiné à favoriser « droit au logement pour tous » en faisant fi de la spéculation et des promoteurs (l'urbanisme libéral) et d'en faire un secteur prioritaire de la politique. Il rentre dans le cadre d'un « programme de travail habitat-logement-urbanisme ».

D'autres thèmes relatifs à la ville sont parfois abordés, mais de manière très ponctuelle et parcellaire.

C'est la fin des années soixante qui constitue peut-être le moment le plus important de la pensée du PSU sur la ville. Il s'agit de la période des V^{e} et VI^{e} Plans, très critiqués au PSU (1966 et 1970), du SDAURP (1965), du lancement de la politique des villes nouvelles et des premières critiques des grands ensembles, de l'essor et du développement de la sociologie urbaine en France et de la création du ministère de l'équipement avec à sa tête Edgard Pisani (1966). Période de De Gaulle (années soixante, avec les ZUP et l'urbanisme d'Etat relayé par les promoteurs privés) et de Pompidou puis de Giscard D'Estaing (années soixante-dix) et qui voit se mettre en place un arsenal de lois relatives à l'urbanisme sous la houlette de ministres comme Pierre Sudreau, François-Xavier Ortoli, Albin Chalandon ou encore Olivier Guichard, dont l'apogée se situera en 1967 avec la fameuse Loi d'orientation foncière (LOF) qui fera couler beaucoup d'encre au PSU comme ailleurs. C'est aussi la période Rocard du PSU (1967-1973), pendant laquelle le parti cherche à théoriser sa vision de la ville et à collecter le plus d'informations sur le sujet et à les diffuser, d'abord en interne (enquêtes auprès des habitants, recherche de « contacts », lectures, réalisation de « fiches techniques » sur des problèmes d'urbanisme[102]). Toutes ces activités entrent dans le cadre d'une campagne lancée en 1969 et baptisée « **Notre cadre de vie livré au capitalisme** »,[103] pendant laquelle le PSU entre en contact avec divers organisations autogestionnaires agissant au niveau local et sur le terrain (GAM, ADELS – Association pour la démocratie locale et sociale –, CFDT, conseils de résidents), voire même par une certaine forme de noyautage. Le PSU autogestionnaire s'intéresse de plus en plus à la « participation des habitants à la détermination de leur cadre de vie », aux luttes, à la gestion urbaine et à l'animation locales.

---

[100] AN 581AP67, dossier 260.
[101] Groupe de travail « Habitat », « Le Service national de l'habitat », Numéro spécial du *Courrier du PSU*, octobre 1961, AN 581AP/67.
[102] AN 581AP/67, dossier 256.
[103] AN 581AP/67, dossier 256. Campagne d'abord intitulée « la ville livrée au capitalisme »

La fin des années soixante constitue donc le moment fort et le plus original de la pensée du PSU sur la ville. En effet, alors que le parti systématise ses réflexions et ses critique urbanistiques, les autres partis de la gauche institutionnelle sont plus ou moins absents concernant ces questions : trotskystes, PS – qui n'y viendra qu'au cours des années soixante-dix – et PCF qui n'aborde le sujet qu'occasionnellement. Cette période correspond d'ailleurs aux débuts de la critique de l'urbanisme chez les scientifiques et les habitants (associations) ; ainsi qu'au désengagement progressif de l'Etat dans l'urbanisation.

Quand en 1966, Edgard Pisani est nommé à la tête du nouveau ministère de l'Equipement et du Logement, le PSU fait part d'une volonté manifeste d'être présent et de participer à la « rencontre nationale pour le logement social » à l'appel du CNL (PCF) par le biais de son bureau national et du groupe de travail « habitat ».

Le début de l'année 1968, marque particulièrement, dans les archives du parti, le développement exponentiel des thématiques liées à la ville et surtout de la création de « groupes de travail », de « sections » sur la ville à proprement parler. Toujours en 1968, alors que Lefebvre publie *Le Droit à la ville*, que la sociologie urbaine s'institutionnalise dans l'Université et la recherche française, et que Chalandon devient ministre de l'Equipement et du logement, est lancée au PSU une « campagne d'action logement et vie urbaine », ainsi qu'une « campagne transport ». Une « commission urbanisme » y est même créée. Conjoncturellement, la deuxième gauche et le PSU en particulier se renforcent à partir de la critique de ce qui fut appelé le « capitalisme monopoliste d'Etat » de De Gaulle, hybride entre un capitalisme « sauvage » et libéral et l' « autoritarisme » d'Etat.

- Le rapprochement et les liens avec les militants du « cadre de vie »

1968 marque surtout un rapprochement certain, à la fois dans les idées et dans les actions, avec les **GAM** (Groupes d'action municipale), dans les congrès desquels le PSU est partie prenante. Ce mariage de raison s'essoufflera dès 1971.[104] Quoi qu'il en soit, à partir de cette période, le PSU, notamment avec Michel Rocard, posera de plus en plus la question de la participation, de la démocratie locale. En avril 1968 est même créée une commission d'action municipale qui réfléchit notamment sur les problèmes des HLM.

Les GAM, créés en 1963, sont des groupes se greffant aux comités de quartiers préexistants (Hérouville-Saint-Clair et Caen avec Robert de Caumont, et qui adhèrera au PSU en 1973[105], Grenoble

[104] 1971 est aussi la Date du Congrès d'Epinay, à laquelle une partie des GAM rejoint le Parti socialiste.

[105] Robert de Caumont, énarque, est par ailleurs directeur de l'Institut d'urbanisme de Paris à l'Université Dauphine, de 1969 à 1971. Cf. Supra, deuxième partie, chapitre 2, III, 2. Il a débuté sa carrière politique dans la mouvance gaulliste au sein de l'UDR et se présente aux élections municipales de 1965 à Caen sous cette étiquette. Ceci lui vaudra d'ailleurs de ne pas être élu maire de la « ville nouvelle » d'Hérouville-Saint-Clair, en banlieue caennaise (Basse-Normandie), en 1971 bien que tête de liste des GAM. C'est le second sur la liste, François Geindre, futur président de la commission nationale du « développement social des quartiers » (DSQ) dans les années quatre-vingt et directeur de l'Ecole d'architecture de Paris-Val-de-Seine au début des années

avec Hubert Dubedout, Sarcelles), d'abord à visée localiste et revendicative, puis à objectifs plus globaux et à vision électoralistes. Ces GAM, autogestionnaires et participationnistes, ne s'organiseront nationalement qu'à partir de 1968. Outre le souci de construire la démocratie locale et d'imposer la participation des citoyens à la vie et aux décisions politiques, les GAM se rapprochent du PSU dans leurs critiques et leurs positions quant à l'urbanisme : critique du manque de « lieu de rencontre », du zoning, des grandes surfaces, de « la ségrégation qui sévit du fait de la spéculation foncière et immobilière », de la prolifération de l'automobile, de la « médiocrité de l'urbanisme », « l'injustice sociale », les décisions démiurgiques des programmateurs (sur les besoins, les modes de vie futurs des habitants).[106] Ils rejoignent ainsi les réflexions de certains sociologues urbains de l'époque. Comme le PSU, ils prônent « l'appropriation collective du sol à bâtir » et la « participation des habitants à la détermination de leur cadre de vie », une plus grande information et une meilleure formation des élus locaux.[107] La Charte nationale des GAM élaborée en 1970 insiste ainsi sur

> « la défense résolue de l'environnement, une inquiétude quant aux ravages de la civilisation automobile, la lutte contre les spéculateurs, la volonté de multiplier les équipements locaux [sociaux et/ou culturels et éducatifs] ou de faire participer les habitants à la gestion de leur cadre de vie. »[108]

Ainsi peuvent se résumer les positions urbanistiques des GAM qui deviennent les chantres de cette deuxième gauche autogestionnaire au côté de la CFDT (1964) et du PSU, deuxième gauche persuadée que les mutations socio-économiques de la France et que les transformations urbaines qui en découlent constituent le défi majeur de la gauche des années soixante. Les problématiques d'aménagement du territoire et de décentralisation des pouvoirs de décision ne leur sont pas non plus étrangères.

Les positions et revendication de la **CFDT**[109], formée en 1964 par scission au sein de la CFTC[110], et que l'on détaillera plus loin[111], sont également assez proches de celles du PSU concernant la ville et l'urbanisme, notamment en ce qui concerne la hausse du foncier et la spéculation immobilière à Paris, qui connaît une « concentration de bureaux » et où seuls les riches peuvent

---

2000, qui sera élu à sa place dans cette ville qui deviendra, avec Grenoble (Hubert Dubedout), l'un des phares du socialisme municipal dans les années soixante-dix. Robert de Caumont et François Geindre feront ensuite carrière au Parti socialiste (dans la mouvance chevènementiste du CERES pour le second). Robert de Caumont sera ainsi longtemps député maire socialiste de Briançon, et restera, de par son héritage GAM, l'un des promoteurs du socialisme municipal, et, du moins par son discours et ses écrits, de l' « urbanisme participatif ».

[106] « 2ème rencontre nationale des groupes d'information, d'études et d'action municipales », Caen-Airan-Hérouville-St-Clair, 14-15 décembre 1968, AN, 581AP/66, dossier 252 : GAM.

[107] DE CAUMONT (Robert), « Objectifs et méthodes des Groupes d'Action Municipale », *Urbanisme*, n°119, 1970, pp. 62-63. Il est à noter, sur ce point, que les GAM sont partagés entre leurs aspirations gauchisantes ou gauchistes et leurs influences technicistes (Cf. Club Jean Moulin).

[108] BACHMANN (Christian), LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p.276.

[109] Confédération française démocratique du travail.

[110] Confédération française des travailleurs chrétiens.

[111] Cf. *Infra*, troisième partie, chapitre 1, I, 4.

dorénavant se loger, ce qui repousse les travailleurs en grande banlieue et les oblige à emprunter des transports en commun toujours plus chers et toujours plus contraignants.[112] Le syndicat mène également des campagnes contre les taudis, contre les grands ensembles. Il est l'un des seuls syndicats ouvriers à l'époque, à dénoncer systématiquement l'oppression, l'aliénation et l'exploitation des travailleurs hors de leur entreprise, c'est-à-dire dans la ville. La CFDT, comme on le verra plus loin, produira de nombreux films, de nombreux tracts sur le sujet. De plus, tout comme les GAM et le PSU à l'époque, la CFDT oriente ses prises de positions sur l'autogestion ouvrière et citadine.

Les GAM, quant à eux, composés d'intellectuels, de cadres, d'universitaires et de techniciens[113] auront une faible implantation (uniquement dans des communes de banlieue de grandes agglomérations) et ne mobiliseront les habitants que ponctuellement, mais ils auront une importance politique primordiale au tournant des années soixante – soixante-dix par les nouvelles revendications qu'ils portent, les modes d'action directe et symboliques qu'ils emploient et préconisent (boycott des transports à Hérouville-Saint-Clair) et les résultats qu'ils obtiennent par leurs luttes. Leur action quotidienne dans les quartiers consiste en l'information des citadins sur l'urbanisme et la gestion de leur ville ainsi, et surtout, qu'en la bataille pour le contrôle par les habitants de la gestion urbaine (pour laquelle l'information préalable est nécessaire).[114] Rappelons que le droit à l'information et à la participation font partie du *Droit à la ville* réclamé en 1968 par le sociologue Henri Lefebvre.[115]

Les GAM revendiquent en fait un « urbanisme total et démocratique»[116], c'est-à-dire des « structures administratives nouvelles » (au niveau de l'agglomération ou de la région qui dépasse les « cloisonnements »), un « urbanisme évolutif » (plan ouvert et adaptable selon les évolutions futures en besoins d'équipements, de logements), et une « maîtrise des problèmes fonciers » (par l'appropriation des sols par la collectivité). En somme, ils revendiquent une « intervention des citoyens », avec une information, une éducation et des consultations permanentes.

> « L'urbanisme technocratique ne s'attache qu'à solutionner "partiellement" les éléments d'un tout, [on juxtapose] les cellules au lieu de prendre en compte les aspects biologiques de la ville. Dans les grands ensembles, on dort mieux, on respire mieux, mais la société semble unanime pour dire qu'on y vit moins bien ».[117]

---

[112] AN, AJ78/44.
[113] Qualifiés de « nouvelle petite bourgeoisie » par Jacques JULLIARD, *in :* « La ville, lieu politique », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, L'Univers historique, Le Seuil, 1985, pp. 591-628.
[114] « La tâche des GAM est d'aider les citoyens à donner leur avis sur des projets techniques et complexes (remodelage d'un centre ancien, extension périphérique d'une agglomération, création d'un centre nouveau, aménagement urbain en milieu rural) », AN, 581AP/67, dossier 252 : GAM.
[115] LEFEBVRE (Henri), *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.
[116] GAM de Grenoble : « L'urbanisme et la maîtrise du sol », 15 novembre 1968, AN, 581AP/67, dossier 252 : GAM.
[117] *Ibid.*

Les GAM critiquent ainsi l'urbanisme « analytique et classificateur », de « compensation »[118] comme le ferait un Lefebvre ou le PSU.

L'exemple de Sarcelles est récurent dans les archives. Claude Neuschwander revient ainsi sur les luttes opposant des associations de résidents à la caisse des dépôts dans le grand ensemble mythique en 1965, et qu'il qualifie de « syndicalisme de l'habitat » qui fonctionne et doit s'étendre.[119] Claude Neuschwander[120], un des personnages importants de la commission nationale d'action municipale et locale au PSU à la fin des années soixante sera également l'animateur principal du « conseil de résident » de Sarcelles en 1965.

Robert de Caumont, dont nous avons déjà parlé, animateur GAM de « Caen-Demain », conseiller général de Caen et par ailleurs directeur de l'Institut d'urbanisme de Paris destiné à former les futurs urbanistes[121], enverra même aux candidats à la présidence de la République de 1969 un questionnaire sur l'accroissement des pouvoirs locaux, l'urbanisme et la décentralisation.[122]

Quoi qu'il en soit, les GAM réclament de donner plus d'importance aux collectivités locales (ce qui les poussera dans l'aventure électorale), d'où une « décentralisation réelle ». Animation, participation du citoyen-citadin, contrôle populaire, urbanisme démocratique, préservation de l'environnement et décentralisation, tels sont donc les mots d'ordre des GAM qui influenceront le PSU, par le biais, notamment de Georges Gontcharoff et dirigeant de la « commission nationale d'action locale, municipale et régionale » du PSU, tout en tentant d'appliquer dans la réalité ces valeurs, qui dans le parti, ne restent qu'à l'état de théories abstraite, d'où le rapprochement et l'intérêt mutuel entre les deux groupes.

Le PSU participe pour sa part au « colloque de Grenoble » en 1966 au côté des GAM et de la CFTC. Grenoble est alors depuis un an aux mains des GAM depuis l'élection d'Hubert Dubedout en 1965. Le PSU et les GAM entretiendront des liens intenses à la fin des années soixante. De même, en décembre 1968, Michel Rocard, le secrétaire du PSU, participe au cycle d'exposés-débats de « Caen-demain» intitulé « Démocratie et participation ».[123] Rocard y expose sur la nécessité de l'information, du contrôle populaire et de la participation dans une démocratie dont le système de représentativité est, selon lui, à revoir. Il prône l'autogestion, la co-gestion, le contrôle et la consultation (selon les secteurs : entreprises fortes ou non, communes), analyse le pouvoir politique et prône l'action directe.

---

[118] « On se résigne à la monotonie des HLM pourvu qu'on les compense par des espaces verts ». « On se résigne à la médiocrité de l'environnement quotidien, pourvu qu'on fasse assez d'autoroutes pour s'en évader. », *Ibid.*
[119] NEUSCHWANDER (Claude), *De l'animation à la participation. A propos de l'expérience de Sarcelles.*, 25 novembre 1968, AN, 581AP/67, dossier 252 : GAM.
[120] Futur patron de l'usine LIP.
[121] Et dans lequel Henri Lefebvre enseigne la sociologie urbaine à l'époque.
[122] DE CAUMONT (Robert), secrétaire du groupe de travail de la 3è rencontre nationale : « Rencontres nationales des Groupes d'action municipale » Paris, le 15 décembre 1969, AN, 581AP/67, dossier 252 : GAM. (les deux premières rencontres nationales s'étant tenues à Grenoble puis à Caen en 1968).
[123] AN, 581AP/67, dossier 252 : GAM.

Selon Hélène Hatzfeld[124], le PSU possédait plusieurs avantages pour devenir un parti central de la gauche et acquérir un rôle de « médiation politique ». Outre ses liens avec les mouvements et organisations de lutte (Guerre d'Algérie, UNEF, Lip, Larzac) supérieurs à tous les partis de gauche de l'époque, ses relations avec les GAM auraient pu renforcer le parti au niveau local. Or comme le souligne l'auteur,

> « si le PSU accroît son influence dans les GAM au niveau national, il en perd sur les groupes locaux, notamment dans la région de Grenoble, au bénéfice du Parti socialiste. Cette perte est déterminante. Elle n'est compensée ni par l'action personnelle de George Gontcharoff et de François Soulage, responsables de la commission "cadre de vie" du PSU, ni par l'adhésion du principal animateur des GAM, Robert de Caumont en 1973, ni par la constitution en 1974 d'un collectif "Action locale et autogestion" comprenant, outre le PSU et les GAM, l'ADELS, objectif socialiste, Vie nouvelle et la CNAPF. »[125]

Après avoir déclaré en 1969, que les objectifs des GAM et du PSU étaient proches[126], le parti en viendra même à critiquer les positions « idéologiques » des GAM et à « démythifier Grenoble ».[127]

La rupture se fera lors de la 5ème rencontre nationale des GAM, quand les responsables invités du PSU François Soulage, Bernard Salgues et Gérard Terroi critiqueront ouvertement la stratégie électoraliste et localiste des GAM et leur manque d'engagement sur le terrain de la production : « il faut contester le système et ne pas mettre la municipalité au service d'un citoyen mythique. C'est illusoire ».[128] Le PSU reste donc fidèle à ses objectifs de départ : combattre sur le terrain des villes et de l'urbanisme, bien sûr, mais en intégrant ce combat dans une lutte contre le capitalisme en général. Le parti souhaiterait de toute évidence la dissolution des GAM et leur fusion dans le PSU (dans un « mouvement plus vaste qui s'attaquerait de manière unifié à la société capitaliste » contre l' « atomisation » de l'attaque du pouvoir[129]). Le PSU critique par-là même le manque d'ambition des GAM quant à la prise de pouvoir. Il ne s'agirait donc que d'une tentative de récupération par le PSU d'un mouvement qui remporte de francs succès sur le terrain, mais n'est ni unifié, ni organisé. Cela démontre aussi l'intérêt croissant des problématiques concrètes urbaines, locales et de la vie quotidienne pour le PSU à la fin des années soixante, qu'on pourrait aussi interpréter comme une stratégie électoraliste au niveau local.

---

[124] HATZFELD (Hélène), *op. cit.*, p. 68.
[125] *Ibid.*
[126] NEUSCHWANDER (Claude), Rencontre nationale d'action municipale, 1er février 1969, AN, 581AP/66, dossier 253.
[127] AN, 581AP/66, dossier 253.
[128] « Commentaire des représentants du PSU invités à la 5è rencontre nationale des GAM », AN, 581AP/67, dossier 252 : GAM.
[129] *Ibid.*

Mais cette brouille n'empêchera pas le PSU d'être influencé par les GAM. Cette relation temporaire mais intense poussera dorénavant le parti à populariser ses positions sur l'urbanisme et à informer les populations, influencé par les valeurs de l'information du public et de l'animation. Les archives, à partir de cette époque sont de plus en plus destinées au grand public et à la propagande, les échanges de correspondances montrent également ce souci permanent, ce qui n'était pas vraiment le cas avant 1968. Le PSU axera également de plus en plus ses revendications sur la décentralisation du pouvoir et des décisions, l'autogestion et la participation (au niveau local mais aussi dans les entreprises, ce qui est absent chez les GAM).

- La campagne « cadre de vie » et ses suites

En 1969-1970, lors du lancement de la campagne cadre de vie, des stages « urbanisme » et « aménagement des villes » et des week-ends « cadre de vie » sont organisés pour les militants. Des groupes de quartier PSU sont mis en place dès 1969 pour la propagande et l'action, ainsi que divers stages régionaux (« Production du cadre de vie et municipalité »). Un groupe de travail « urbanisme et socialisme » est mis en place en 1969, destiné à préparer un programme socialiste de la ville et de l'urbain. Même si les thèmes abordés, nous le verrons, n'ont rien d'original, il semble que la deuxième gauche veuille saisir le problème sérieusement et tout semble indiquer qu'on considère, à l'époque, qu'on aborde là un problème nouveau avec des questions nouvelles, ou du moins que c'est nécessaire. Il est vrai que l'urbanisation croissante des trente glorieuses entraîne de toute part dans les milieux politiques des réactions et des questionnements.

Il existe trois versants dans cette campagne cadre de vie : tout d'abord une critique de l'urbanisme, ensuite, l'information et enfin l'utilisation des insatisfactions (et des besoins) des habitants et des citadins en leur faisant miroiter, en souhaitant aboutir, ou en instrumentalisant un éventuel contrôle populaire.

Dans la note d'orientation générale lançant cette campagne[130] destinée aux fédérations et aux militants, les buts affichés sont de « provoquer la prise de conscience contre un aspect essentiel des conséquences du régime capitaliste pas toujours bien perçu », de critiquer la politique foncière, de lutter contre la spéculation et le profit urbain et de dénoncer la « politique Chalandon » (ministre de l'Equipement et du Logement sous De Gaulle depuis le 12 juillet 1968), d'alliance du capitalisme et de l'Etat sur le terrain foncier et de la construction de logements. Le PSU estime qu'il faudra informer, expliquer aux populations en même temps que mener des « actions exemplaires » (avec enquêtes et questionnaires) et surtout, éviter la « campagne-alibi ». Dans cette perspective, la campagne prévoit la

[130] « Note d'orientation générale sur la campagne " la ville livrée au capitalisme". Annexe du rapport général présenté au Conseil National. », 20 septembre 1969, AN, 581AP/67, 255 : campagne « la ville livrée au capitalisme » (1969).

« constitution de petits collectifs d'animation au niveau des grandes villes », d'élaborer du « matériel d'information » et de « déterminer des actions possibles ».

Ainsi, dès 1969, commencent à être élaborées par la commission nationale d'action locale, municipale et régionale du parti, « des fiches de travail » visant à l'information sur l'urbanisme et ses problèmes sociaux ainsi qu'à la dénonciation de cet urbanisme (« l'action relative au problème du logement. Les organismes luttant à propos du « problème du logement », « le secteur du logement social », « l'essor des grandes surfaces de vente et la pénétration des groupes capitalistes dans la distribution »).[131]

Ces fiches de travail, ou « fiches techniques » suivent toutes le même schéma, elles sont élaborées par la « commission nationale d'action locale, municipale et régionale » divisée en différents « groupes de travail » et dont le promoteur principal est Georges Gontcharoff. Il s'agit de fiches d'information et de « fiches combatives (pas uniquement d'étude) » concernant les divers aspects de l'urbanisme, de l'aménagement et de la gestion de l'espace.[132] Cependant, elles ne comportent que peu de propositions et sont structurées selon un plan invariable : elles présentent tout d'abord longuement l'historique du fait étudié (logement social, lutte pour le logement) pour analyser ensuite la situation présente et la critiquer, pour en arriver rapidement aux propositions qui sont d'ordre, soit générales ou abstraites (« élargir le champ de l'institution HLM », « élargir la démocratie locale et la participation », « refuser toute formule ségrégative », « démocratiser l'institution HLM », « définir une stratégie socialiste » face aux grandes surfaces), soit ne font que glorifier les actions déjà entreprises (la Confédération générale du logement). Elles sont bien sûr destinées au public et à la propagande externe au parti et donc, simplifient souvent les aspects de la réalité, noircissent souvent le tableau, font de la contre-propagande (envers les actions du PC, notamment) et lancent ou reprennent des slogans. Les stages « urbanisme », eux seront destinés à la « sensibilisation » autant qu'à « l'agitation » et à la « formation des animateurs locaux ».[133]

De même, des groupes de quartier PSU sont mis en place dès 1969 pour la propagande et l'action ainsi qu'un groupe de travail « urbanisme et socialisme », destiné à préparer un programme socialiste de la ville. Le « Secteur cadre de vie » devient alors un « front de lutte permanent » au côté des secteurs « agricole » et « entreprise ».[134] Une association nommée **« Socialisme et vie urbaine : mouvement (puis association) pour le droit à la ville »,** verra même le jour à la fin des années soixante, rassemblant les tenants de la deuxième gauche autour du PSU, pour réfléchir sur le fait urbain, aider et informer les habitants, organiser des luttes relatives aux décisions urbanistiques et pour

---

[131] AN 581/AP67
[132] Lettre de Georges GONTCHAROFF du 7 novembre 1969, *Directives* n° 166, AN, 581AP/67, dossier 256 : « Notre cadre de vie livré au capitalisme (1969-1970) », « Circulaires (1969-1970) ».
[133] « Note d'orientation générale sur la campagne " la ville livrée au capitalisme" », 1969, *op. cit.*
[134] BORELLA (François), *op. cit.*, p. 210.

« lutter » de façon « unitaire » face aux méfaits de l'urbanisme capitaliste. Dans un projet de manifeste citant Lefebvre pour cette association,[135] la ville est décrite comme aliénante, la « lutte des classe passant au travers de l'organisation urbaine. […] la ville constituant la traduction spatiale des conflits fondamentaux qui opposent les intérêts de la bourgeoisie capitaliste à ceux des travailleurs. » L'urbanisation exponentielle de la France pousse donc le PSU et d'autres associations (GAM, CERES[136], Objectif 72, « Vie nouvelle », ADELS, « Culture et liberté ») à lancer cette association pour « détruire le capitalisme » et « construire le socialisme » sur le « terrain des villes », parallèlement aux combats menés dans les entreprises. Ce manifeste dénonce les « producteurs de la ville », le rejet des ouvriers dans les périphéries, l'organisation de la ville pour la seule industrie et le commerce, pour le « meilleur rendement du capital, « pour la recherche du profit maximum et immédiat ».

Cette association constitue en fait l'aboutissement de la théorisation menée antérieurement par le PSU et de sa volonté de se rapprocher et de s'unir avec ceux qui luttent sur le terrain, en tenant compte des expériences de chacun. Le PSU n'est ainsi donc plus isolé dans sa lutte et sa critique du « cadre de vie » et envisage même d'ouvrir l'association à toutes les organisations s'intéressant au problème et désireuses de lui donner une dimension « politique ».[137] « Les usagers de la ville, les habitants doivent s'organiser, conscients que la ville doit être à leur usage, leur propriété collective, l'occasion de développer et d'exprimer leurs facultés créatrices, leurs activités, leur imagination. Un mouvement socialiste de la ville doit être lancé.»[138] (**Cf. Document 14**) La ville aliénante et aliénée y est décrite en termes fortement négatifs : « Ne pourra-t-il pas y avoir mouvement du jour où tous ceux là prendront conscience de l'exploitation et de l'écrasement qu'engendre la ville, de l'enrichissement qu'elle procure à certains, de l'appauvrissement matériel et culturel qu'elle entraîne pour d'autres, des mécanismes qui produisent la ville, des structures qui la décident. »[139]

Le but de cette association est de « coordonner, assumer ou provoquer des travaux et actions des organisations existantes pour tout ce qui touche à la ville », le PSU s'estimant donc en droit d'être au centre de la lutte contre l'aliénation et pour la libération urbaine. Pour cela, l'association devra fournir des études (sur les processus de décisions, les attentes et représentations des citadins), de l'information, de la formation aux militants et des actions au niveau local et tentera de « déboucher sur un projet socialiste de la ville et un programme d'action politique au niveau de l'urbanisme ».

---

[135] *Projet de manifeste de l'association « le droit à la ville »*, 19/1/70, AN, 581AP/67.
[136] Centre d'études, de recherches, et d'éducation socialiste, fondé en 1966 par Jean-Pierre Chevènement.
[137] *Ibid.*
[138] *Pour un mouvement socialiste de la ville*, AN 581AP/67.
[139] *Ibid.*

Document 14 : Pour un Mouvement socialiste de la ville, n.d.

POUR UN MOUVEMENT SOCIALISTE DE LA VILLE

La ville est utilisée par ses habitants, donc consommée. La ville est créée, donc produite. Plus, la ville est la traduction d'une société, car elle répartit suivant un certain ordre, certains critères et certaines lois, les classes sociales, le système économique de production et de distribution, à travers ses multiples composantes du logement au commerce, de l'école à l'usine. La ville est à l'image des systèmes politiques qui l'ont modelée à travers l'histoire et l'espace. Mais la ville ne saurait être réduite à un objet ou à une image ou au simple cadre de vie. Elle est en constante évolution, destruction et reconstruction. Elles est le champ d'expression des hommes et de leurs conflits. Elle est vivante et vécue.

La ville n'a à ce jour, ni eu son Marx ni provoqué de révolutions, ni entraîné des classes sociales au mouvement, ni suscité de mode de pensée et d'action politique spécifiques. Tout au plus, voit-on se multiplier des associations d'usagers, des organisations qui défendent quelques parcelles de propriété ou quelques usages particuliers. Tout au plus, donne-t-elle lieu à quelques querelles localisées, vite étouffées par l'Etat médiateur ou les élus gestionnaires.

Et toujours, et chaque jour, et de plus en plus, chacun subit la ville, sous forme de trajets interminables, de pollutions, de contraintes multiples, d'impossibilités d'exercer sa liberté, chacun rêve d'un pavillon parce que la publicité l'y incite, cherche des compensations sous forme de loisirs, souvent mécontent, dénonçant telle situation ou telle décision, s'organisant quelquefois, mais sans jamais n'ébranler que quelques murs, ou quelques projets, ou sauver quelques domaines particuliers.

Et le mouvement puissant et anonyme des producteurs de la ville, de ceux qui possèdent, qui spéculent, qui profitant, sous forme de propriété, de privilèges et de pouvoirs de discussion, de ceux qui dénaturent le cadre de vie, qui dispersent les lieux où les hommes peuvent satisfaire à leurs besoins vitaux; qui contraignent les hommes au cycle infernal domicile - trajet - travail - loisir, et enferment les classes socieles dans des ghettos et les activités humaines dans des zones spécialisées, organisent la ville pour le meilleur fonctionnement de l'industrie et du commerce et pour le meilleur rendement de leurs capitaux.

Dans la lignée du socialisme authentique, celui qui a su donner à des classes sociales la dignité que procure l'espérance, la solidarité, le sens de la justice, à défaut de celle que pourrait procurer la prise du pouvoir pour une libre décision collective, comme les travailleurs dans l'entreprise, les usagers de la ville, les habitants doivent s'organiser, conscients que la ville doit être à leur usage, leur propriété collective, l'occasion de développer et d'exprimer leurs facultés créatrices, leurs activités, leur imagination. Un mouvement socialiste de la ville doit être lancé.

Démarche ambitieuse, certes. Mais combien nécessaire, combien réalisable lorsque l'on sait qu'une multitude d'hommes dans leur grand ensemble, leur quartier, leur commune, leur université, l'école de leurs enfants, leur section politique, leur entreprise, se sont organisés, conscients de leur solidarité face aux détenteurs du pouvoir. Ne pourra-t-il pas y avoir mouvement du jour où tous ceux là prendront conscience de l'exploitation et de l'écrasement qu'engendre la ville, de l'enrichissement qu'elle procure à certains, de l'appauvrissement matériel et culturel qu'elle entraîne pour d'autres, des mécanismes qui produisent la ville, des structures qui la décident. Et qui dit mouvement, dit changement du rapport des forces, dit potentialité et possibilité de changement, de transformation, de révolution.

Ce mouvement ne saurait être une organisation de plus, tentant de placer des cartes d'adhésion. Il doit être la volonté de personnes, d'associations, de syndicats ou de sections syndicales, de partis politiques ou de sections de partis politiques, de susciter là où ils travaillent, habitent ou militent, le travail, l'analyse et l'action sur ce qui dans leurs domaines touchent à la ville ou à l'une de ses composantes. Ce mouvement doit donc naître des organisations existantes, pour découvrir la dimension du phénomène urbain, la politique urbaine et engager des actions politiques, syndicales ou d'usagers.

Un groupe d'hommes, militants de différentes formations de gauche, syndicats et associations, par ailleurs quelque peu techniciens de la ville, se proposent de susciter un tel mouvement, en coordonnant, assumant ou provoquant un travail et une action des organisations existantes sur tout ce qui touche à la ville.

Pratiquement, ce groupe tentera d'analyser les mécanismes de décision, de production et d'utilisation de la ville, à travers des phénomènes concrets, vécus et perçus par des groupes d'hommes, à travers les décisions prises par les pouvoirs publics, locaux et privés, à travers des réalisations, à travers l'usage qui est fait des éléments qui composent la ville. Il s'adressera aux organisations existantes, à tous les niveaux, pour leur proposer d'abord une information sur des problèmes urbains, information qui pourra se faire à travers les parutions propres aux organisations ou par des débats, puis une formation de leurs adhérents par organisation de sessions de formation, enfin des actions spécifiques, en particulier au niveau de la commune ou de l'agglomération par des moyens préalablement étudiés. Il s'adressera aussi à l'opinion publique par voie de presse ou par organisation de meetings ou de colloques. Il manifestera une vigilance constante devant tous les faits ou décisions importantes concernant la ville. Il tentera de déboucher sur un projet et un plan socialiste de la ville et un programme d'action politique.

Tous ceux qui souhaitent soit travailler et agir sur la ville ou sur leur ville, avec leur organisation à leur niveau de responsabilité dans cette organisation, soit ouvrir les colonnes de leurs parutions à des articles, soit organiser des débats sur ce thème, soit participer à des actions spécifiques, soit disposer d'une information sur les problèmes et les mécanismes urbains, soit soutenir une telle initiative peuvent se faire connaître au groupe.

Pour un Mouvement Socialiste de la ville
25, Rue du Louvre - Paris Ier

Source : AN,581AP/67

Ce projet et ce programme de la ville et de l'urbanisme socialiste n'existe donc pas en l'état, les actions prévues n'étant sûrement destinées qu'à être des actions « en réaction » (« Il [le groupe] manifestera une vigilance constante devant tous les faits ou décisions importantes concernant la ville »[140]), les études et l'information pour la prise de conscience n'étant que des critiques. La participation, l'information et l'autogestion n'étant, pour l'instant, même s'ils doivent se généraliser dans la future « société socialiste » que des moyens parcellaires pour arriver au but recherché. L'utopie (critique, exploration des possibles, proposition) n'est donc pas aboutie : elle n'en est qu'au stade du regroupement des forces et de la critique. La fin, la « ville socialiste » semble confondue avec les moyens « un mouvement socialiste de la ville » rassemblant toutes les forces possibles. En tous les cas, l'utopie est clairement annoncée : « Qui dit mouvement, dit changement de rapport de forces, dit potentialité et possibilité de changement, de transformation et de révolution. »[141] La révolution urbaine est enfin annoncée – mais seulement comme un « possible ». Lefebvre, cité en référence, n'est pas très éloigné de ces considérations[142], son droit à la ville pouvant se résumer au droit à la centralité (contre l'expulsion des travailleurs hors de Paris) à l'information et à la participation des habitants, trois revendications communes au parti et au penseur marxiste.

Il est à noter que, lorsqu'Henri Lefebvre écrit *La Révolution urbaine* en 1970[143], il se demande si « la crise de la gauche ne s'expliquerait [pas], entre autres causes et raisons, par son incapacité à analyser ces questions [urbaines], par sa façon étroite de les poser ? ».[144] Il en appelle à la « constitution d'un parti politique nouveau », ou à « l'effort pour intéresser tel parti existant à la *politisation des questions urbaines. »*[145] Il est évident qu'Henri Lefebvre pense alors au PSU. D'ailleurs, lorsqu'il énonce la « stratégie urbaine » nécessaire selon lui au niveau politique[146], il énonce des revendications qui pourraient constituer le « programme urbain » du PSU :

> « La stratégie politique implique :
> - L'introduction de la problématique urbaine dans la vie politique (française) en la poussant au premier plan.
> - L'élaboration d'un programme dont le premier article sera *l'autogestion généralisée*. En effet, l'autogestion introduite dans l'industrie, non sans difficultés, peut « induire » l'autogestion urbaine. Mais celle-ci peut prendre les devants et induire à son tour la pratique de l'autogestion dans l'industrie. Pas plus que dans l'industrie, l'autogestion de la vie urbaine ne se suffit. Prise à part, en ce qui concerne chaque unité isolée, elle court à l'échec. Les problèmes de l'autogestion urbaine se relient à ceux de

[140] *Ibid.*
[141] *Ibid*.
[142] Rappelons que son ouvrage *Le Droit à la ville* est paru en 68.
[143] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Idées, NRF Gallimard, Paris, 1970
[144] *Id*., p. 197.
[145] *Ibid.*
[146] En plus du niveau de la connaissance qui comprend la critique de l'urbanisme et « l'élaboration d'une science du phénomène urbain », *Id.*, p. 199.

l'autogestion industrielle, en les débordant. Il s'agit aussi du marché, du contrôle des investissements, c'est-à-dire d'un programme général.

- L'introduction, dans le système contractuel, élargi, transformé, concrétisé, du « droit à la ville » (c'est-à-dire du droit à ne pas être exclu de la centralité et de son mouvement). »[147]

Critiquant une ultime fois le manque de perspective urbaine de la gauche politique en 1974, Lefebvre en arrive même à mentionner le nom de Michel Rocard et du PSU, « politiques avisés payant cher leur lucidité » quant aux « protestations urbaines ».[148]

Politisation de la question urbaine et « urbanisation » des réflexions politiques (situer la question urbaine au « premier plan »), autogestion, participation et « droit à la ville », tels seront les mots d'ordre du PSU au tournant des années soixante et soixante-dix. Le mouvement pour le droit à la ville lancera par exemple une campagne pour la défense du logement social[149], pour lutter contre la « campagne d'intoxication de l'opinion par le pouvoir pour dénoncer les organismes HLM » et son aide à la promotion privée ainsi que pour dénoncer sa « liquidation de l'urbanisme » et la « réduction du pouvoir des collectivités locales ». Le logement social y est qualifié d' « élément de la libération sociale et économique » que le libéralisme veut instrumentaliser.

Les premières années de la décennie soixante-dix constitueront le développement des critiques sur la ville, ainsi que des tentatives de propositions et de programmes urbains. Plusieurs commissions, sections, ou groupes d'étude ou d'actions se mettent en place dans le parti concernant la question urbaine. Des « Livres noirs » sur des problèmes urbains sont édités (sur le réaménagement des Halles, les transports parisiens (1970), les rénovations ou les villes nouvelles (1972).[150] Ces livres sont tous plus ou moins composés d'après la même trame : après un état des lieux critique de la situation et des stratégies adoptées, le PSU propose des « remèdes » s'inscrivant dans sa stratégie sociopolitique générale.

La campagne cadre de vie, quant à elle, se poursuivra jusque dans les premières années de la décennie soixante-dix : la « commission nationale cadre de vie » ne voit le jour qu'en 1971 et certaines sections et fédérations régionales fourniront un travail important, à la fois théorique et appliqué à leur situation, notamment à l'aide d'une enquête nationale réalisée auprès des habitants sous forme d'un questionnaire.

Ainsi, la fédération d'Ille-et-Vilaine et sa section de Villejean (Rennes) qui présente en 1970 un rapport comprenant le compte-rendu de l'enquête auprès de la population en le reliant à la

---

147 *Ibid.*
148 LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, p. 63.
149 AN, 581AP/67.
150 AN 581AP/67.

campagne nationale « cadre de vie ».[151] Ce type de document est sans nul doute destiné à un usage interne au parti. D'après les résultats de l'enquête, on apprend que les habitants de la ZUP de Villejean considèrent que leur quartier est « fait sans eux, et contre eux » et que les pouvoirs publics en sont fautifs. La section locale du PSU décide donc d'organiser une réunion publique où ils pourront « exposer leur vie quotidienne » et où les militants PSU donneront à leur mécontentement une « dimension, une explication politique (densité de population, absence d'espaces verts, manque de parkings, infrastructures insuffisantes) » mais aussi en leur expliquant que leur quartier et son type d'urbanisation sont « la conséquence directe du système politique capitaliste et des rapports de production inhérents à celui-ci ». Bien sûr, cette réunion part du constat que les habitants ont une méconnaissance manifeste de l'urbanisme et un manque d'information, même s'ils ont un avis négatif sur ce qui est fait, mais la volonté de « politiser » ce mécontentement est une instrumentalisation idéologique. Il s'agit également d'expliquer la « complexité du problème de l'urbanisme et l'impossibilité de faire des propositions concrètes sans remettre en cause globalement le système à partir d'une analyse des intérêts de classe. » L'aspect révolutionnaire et non-réformiste de la section du PSU est ici démontré, du moins, c'est le message à faire passer : il n'est pas question d'essayer d'améliorer la vie quotidienne urbaine des habitants des ZUP mais de la transformer radicalement en éliminant le système capitaliste.

Globalement, les habitants de la ZUP n'expriment pas de désirs correspondant aux objectifs du PSU comme la nationalisation des sols. Leur préférence va à la maison individuelle, à la propriété privée, ainsi qu'à l'automobile par rapport aux transports en commun. Mais Les habitants constatent toutefois le manque d'information et désirent plus de participation. C'est ici que l'on peut voir que le questionnaire est orienté :

> – outre les vices de forme quant au choix de la population, il n'est pas tenu compte de la situation et des conditions de logement des habitants pour l'explication de leurs désirs et préférences dans les explications. D'ailleurs il n'y a que des constats.
>
> – Il est tout à fait logique que les habitants souhaitent plus de participation et d'information quand on le leur demande frontalement.

Ce rapport d'enquête et de réunion publique est intéressant à plus d'un titre puisqu'il met en avant l'une des questions relative à cette campagne « cadre de vie » qui deviendra récurrente au PSU au début des années soixante-dix. En extrapolant, cette question pourra se poser au sein de tous les partis ou groupes « révolutionnaires » qui s'intéressent à la ville : « Quelle place peut tenir une action sur la « ville » dans notre stratégie de type révolutionnaire ? »[152] Et la fédération de conclure : « Si l'on entend par celle-ci une rupture avec le capitalisme et le réformisme, notre action ne peut être que

---

[151] Fédération du PSU d'Ille-et-Vilaine, Section Villejean, *Rapport sur l'urbanisme et le cadre de vie*, printemps 1970, AN, 581AP/67, dossier 256 : « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970), « Activités des fédés sur la campagne « Notre cadre de vie livrée au capitalisme ».
[152] *Ibid.*

secondaire au niveau de l'habitat et du cadre de vie. […] L'habitat se situe au niveau de la consommation et non au niveau de la production ». Il faut donc globaliser les actions et les réflexions sur le cadre de vie. « D'abord nous affirmons que les luttes sur l'habitat ne seront vraiment anti-capitalistes que dans la mesure où elle sont dirigées par les travailleurs eux-mêmes dans ce quartier avec le souci de les relier aux luttes sur les lieux de production. » La section suggère même, pour remédier à ce problème, d'« exiger une prise en charge du logement par l'entreprise ».[153] Ceci ne fera bien sûr que contourner le problème de l'entreprise en ne résolvant que les problèmes de loyer, mais sans résoudre ceux liés aux modes de production dans l'entreprise.

La question de fond de la place des critiques conjoncturelles sur la ville et l'urbanisme modernes (grands ensembles, rénovations, villes nouvelles, ségrégations, hausse des loyers, logements sociaux, équipements, espaces verts) dans la stratégie du parti qui s'était donné pour but la critique et l'abolition du système capitaliste et l'avènement d'une société socialiste autogérée par la prise du pouvoir de/par la base est donc posée par la campagne « cadre de vie ». C'est peut-être là son apport principal.

D'autres sections locales fourniront des rapports imposants sur leurs activités dans cette campagne, comme celle de Bron-Parilly (Rhône), Sarcelles, essentiellement des grands ensembles de banlieue. Nous reviendrons plus tard sur les considérations du PSU sur ces « cités dortoirs sans vie sociale » où la lutte du PSU semble particulièrement significative, ou du moins, de première importance. Le PSU participe ainsi aux diverses associations de quartier ou de défense des usagers dans ces ensembles. Au niveau hiérarchique supérieur, les fédérations régionales, elles, organisent des « stages » cadre de vie, à l'exemple de la fédération de la région Centre.[154]

En ce qui concerne le discours du PSU sur la ville, le tournant de la décennie est donc caractérisé par deux choses : à la fois la recherche d'information et le souci d'acculturation visible dans les archives « internes» : échanges de correspondances, recherche de contacts, rapprochement avec GAM et ADELS, suggestions de lectures, enquêtes sur le terrain, propagande interne ; et critique de la situation actuelle visible dans les archives « externes » destinées à la population. Dans cette dernière catégorie de critique, on retrouve la dénonciation de la politique urbaine du gouvernement et de son idéologie sous-jacente, de la stratégie des promoteurs, des propriétaires, des actions, ainsi que des positions ou des manques de position de la gauche traditionnelle.

---

[153] *Ibid.*

[154] « Stage PSU Région Centre. Notre cadre de vie livrée au capitalisme », non daté, AN, 581AP/67, dossier n° 256 : « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970), « Activités des fédés sur la campagne « Notre cadre de vie livrée au capitalisme ».

En 1970 commence aussi à se poser la question du lien entre la « stratégie municipale du PSU » et la campagne cadre de vie.[155] Il est prévu d' « établir des ponts entre les deux commissions », la « commission cadre de vie » et la « commission d'action locale, municipale et régionale ». Il s'agit d'une part de placer cette campagne dans la « stratégie générale du parti » – dont les élections et la conquête du pouvoir au niveau local font partie –, et d'autre part de lutter contre le capitalisme français qui a choisi « la nouvelle société » et « l'industrialisation » (VI^{e} plan). La stratégie proposée est une **« stratégie en tenaille »**, « le contrôle ouvrier et cadre de vie [constituent les] deux aspects d'une même lutte des travailleurs ». Il s'agit aussi, pour des raisons tactiques, de favoriser la « connaissance-action », d'enrichir le travail de terrain par la réflexion et vice-versa. [156]

Quoi qu'il en soit, la campagne d'action et d'information du « cadre de vie livré au capitalisme », comme son nom l'indique, est surtout destinée à la critique et à l'information des processus d'urbanisation des grandes agglomérations :

– Il est plus question des banlieues des grandes métropoles où le PSU est le mieux implanté (Paris, Lyon, Rennes).[157]

– Il n'y existe aucune considération sur le monde rural et très peu sur le centre des villes qui appartiennent aussi pourtant à « Notre cadre de vie » (ce qui démontre une focalisation du PSU sur les classes ouvrières et les classes moyennes, cette focalisation étant d'ailleurs revendiquée et ces couches étant représentatives de l'électorat et des membres du PSU).[158]

– La critique des modes de production capitaliste de la ville moderne est mise en avant

– Il n'y a, proportionnellement que très peu de contre-programmes d'urbanisme et d'urbanisation, ce que l'on pourrait légitimement attendre d'un parti politique. Seuls quelques grands principes sont préconisés : municipalisation des sols à construire, spéculation interdite, faveur accordée aux transports en commun, aux logements sociaux, augmentation des loyers interdite.

– En ce qui concerne l'action, la campagne semble, non pas récupérer, mais s'appuyer et intégrer un certain nombre de lutte préexistantes (notamment dans les grands ensembles de périphéries, on l'a vu). Le PSU lui-même semble rarement être à l'origine de ces luttes. Quant aux rencontres (stages, week-ends,), elles ne consistent souvent qu'en réunions d'information.

En 1970, cependant, des commissions « zones rurales », « vieilles villes » ou encore « grands ensembles » naissent parallèlement au sein du PSU. Un colloque sur les grands ensembles est prévu.

---

[155] GONTCHAROFF (Georges), « Pré-rapport destiné à une première discussion du Bureau National du 4 avril 1970, pour préparer le Conseil national des 26-27 et 28 juin 1970. Campagne « cadre de vie », AN, 581AP/67, dossier n° 256 : Campagne « Notre cadre de vie livrée au capitalisme » (1969-1970).
[156] *Ibid.*
[157] Les régions où le PSU est le mieux implanté à la fin des années soixante sont en effet l'Ile-de-France, la Bretagne et la Région Rhône-Alpes. Cf. *Supra*.
[158] *Id.*

Dans le manifeste du PSU adopté en congrès en 1972 « contrôler aujourd'hui pour décider demain » et qui met en avant le contrôle ouvrier et citoyen dans la stratégie devant aboutir, à terme, à l'autogestion, les PSU accorde un chapitre entier au sujet avec une titre intéressant : « changer la vie, c'est aussi changer la ville ».[159] On peut d'ailleurs y lire cette phrase : « le cadre de vie traduit dans l'espace les structures de la société capitaliste. La ségrégation des classes impliquant la ségrégation dans l'espace ». En 1974, c'est une « section/groupe cadre de vie » qui réfléchit et organise la stratégie des « objectifs sociaux ».

Mais c'est, comme nous l'avons dit, en 1971 qu'est créée une commission « cadre de vie » au PSU, dont la mission est justement de réfléchir et de travailler sur ces questions. Elle y réfléchit à partir des informations recueillies dans la « réalité », c'est-à-dire à partir de la réalité de terrain – de la base – de ce parti fédéraliste divisé en groupes de quartier, sections locales ou d'entreprise regroupées dans des « groupes d'action socialistes » eux-mêmes regroupés en fédérations départementales. Le PSU prolonge ses critiques par quelques propositions et plusieurs commissions, sections, ou groupes d'étude ou d'actions concernant la question urbaine. Cette même année, en janvier, c'est-à-dire deux mois avant les élections municipales, est rédigé un *Programme d'action du Parti socialiste unifié*[160] qui accorde un grande place aux questions du « cadre de vie ». Le capitalisme exploite dans l'entreprise, certes, mais aussi au niveau du cadre de vie, économiquement (loyer, qualité des services rendus) et idéologiquement (mode de vie individualiste, mythe de la propriété privée, référence au modèle bourgeois) : « le capitalisme détruit la ville pour la remplacer par le système concentrationnaire des grands ensembles éparpillés le long des voies de communication. » Il faut donc développer des « luttes externes », sur et dans le cadre de vie, en lien avec les luttes dans l'entreprise, supprimer les bidonvilles et les grands ensembles (et non remplacer les uns par les autres), au profit « d'un urbanisme au service du peuple », et enfin « décoloniser la banlieue » (par les transports inter-banlieues, en développant l'animation, les centres). Pour cela, sont nécessaires :

– une appropriation collective du sol,

– le contrôle des travailleurs sur l'aménagement de l'espace,

– la maîtrise des travailleurs sur leur « style de vie quotidienne » (on voit ici les termes influencés par Lefebvre),

– Ces nécessités n'étant rendues possibles que par « la révolution socialiste ».

---

[159] Slogan commun à la CFDT et au PSU et qui sera repris par le PS. « Changer la ville, changer la vie » sera aussi le titre de la thèse d'Etat d'Anatole Kopp soutenue en 1973 à l'Université de Tours, pour parler de l'aspect spatialiste de l'urbanisme spatialiste soviétique des années 20.

[160] *Programme d'action du Parti Socialiste Unifié*, élaboré par 14 assemblées régionales regroupant militants ouvriers et paysans, membres ou non du PSU, issus des luttes menées dans les usines et dans les villages. Rediscuté et amandé au Conseil national du PSU des 22, 23 et 24 janvier 1971. Supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, Paris, 1971.

Quoiqu'il en soit, le PSU suit les événements conjoncturels relatifs à la ville, l'urbanisme et à sa législation. Ses idées sont également influencées par le contexte intellectuel et idéologique de l'époque. Comme les spécialistes de la ville, le parti accompagne l'actualité urbanistique et n'hésite pas à analyser « à chaud » les processus et les résultats des politiques urbaines et du logement. Les réflexions sur les villes sont portées par diverses commissions et par des personnages comme Georges Gontcharoff, membre de l'ADELS et journaliste spécialisé dans la démocratie locale et la participation, Roger Beaunez, également membre de l'ADELS et Michel Rocard. Ce dernier, d'ailleurs, participe souvent à des débats concernant la ville et l'urbanisme. Prenons par exemple, sa participation au « cercle d'études architecturales » sur le thème « les exigences politiques, administratives, économiques et financières d'un bon urbanisme » en janvier 1968.[161] Outre ses amitiés pour Henri Lefebvre, Michel Rocard est également un proche de personnages importants de l'urbanisme français des années soixante : Paul Delouvrier, qu'il a rencontré lorsqu'il était inspecteur des finances chargé d'une enquête sur la question foncière en Algérie à la fin des années cinquante. Delouvrier venait alors d'être nommé par le Général de Gaulle délégué général du Gouvernement en Algérie[162] Il fréquente également Jean-Eudes Roullier, Edgard Pisani, qui sera le premier ministre de l'équipement et du logement de 1966 à 1967 et lancera le politique des villes nouvelles.[163] De même, l'intérêt, la participation et le soutien aux diverses luttes urbaines qui se multiplient en France à cette époque renforce, s'il en est besoin, l'intérêt du PSU pour les problèmes urbains et d'urbanisme. Le PSU participe ainsi à plusieurs luttes contre les expulsions, se joint souvent aux revendications écologistes, pour droits au logement et aux logements sociaux, il soutient les grèves des loyers, les occupations.

En résumé, on pourra dire que l'urbanisation de la réflexion du PSU évolue de considérations parcellaires et conjoncturelles (logement, habitat, environnement) à une analyse plus fine et détaillée des problèmes urbains débouchant sur un véritable programme urbain et d'urbanisme, après divers tâtonnements. On le voit dans les archives, par le souci d'enquêtes de terrain, de contacts de spécialistes et de recueil d'informations théoriques ou concrètes.

La campagne « Notre cadre de vie livrée au capitalisme » de la fin des années soixante constitue une sorte d'essai théorisation préalable (fiches de travail) – avec la recherche d'informations qui l'accompagne – aux propositions, analyses et critiques plus développées qui verront le jour dans les années soixante-dix, notamment au travers de la « commission cadre de vie » ou de la « section cadre de vie » du parti et des groupes d'implantation locale. L'acculturation du PSU à la question urbaine pendant les deux décennies est donc progressive, passant de la parcellarisation, aux

[161] AN, 581AP7
[162] GIACONE (Alessandro), *Paul Delouvrier. Un demi-siècle au service de la France et de l'Europe*, Descartes & cie, Paris, 2004, p.103.
[163] Rappelons également que Michel Rocard sera également ministre des villes nouvelles et responsable du Plan et de l'Aménagement du Territoire entre 1981 et 1983.

propositions en passant par la théorisation et la critique urbanistique et sociale. Elle se fait également en fonction des contextes politiques, sociaux et urbanistiques pendant la période. Mais elle porte en elle les caractéristiques principales de la pensée spatiale de gauche d'une époque, celle des trente glorieuses, pendant lesquelles l'espace devient, si ce n'est un enjeu, du moins un objet important de critiques, du fait, entre autres, des bouleversements formels et urbanistiques, des inégalités socio-spatiales croissantes et de la « marxisation » de tout un pan de la pensée sur la ville. Le « cadre de vie », tout comme l'usine sont aliénants. L'habitant, tout comme le travailleur est aliéné par le capitalisme et le système, ainsi que par l'Etat planificateur à son service. L'autogestion, pour le PSU, mettra un terme à cet état de fait : elle devra s'appliquer dans l'entreprise, bien sûr, au niveau économique et politique mais aussi dans la ville, dans ses quartiers.

Le PSU connaît donc, de ses débuts en 1960, au début des années 1970, une urbanisation croissante de ses réflexions et de ses positions. Ceci s'explique notamment par ses « rencontres » intellectuelles et militantes, avec les sciences sociales, les associations du cadre de vie, les luttes sur le terrain et les couches moyennes urbaines. Ces positions, et plus généralement celles de la deuxième gauche française, auront un certain écho au sein des partis de la gauche institutionnelle et traditionnelle pendant les années soixante-dix. Ce sera le cas, notamment, pour tout ce qui concerne la lutte pour ce fameux « cadre de vie », « l'autogestion » de ce cadre de vie et l'intérêt pour la vie quotidienne urbaine. Comme lui, le nouveau PS issu de la SFIO et le PCF, verront – progressivement mais plus tardivement –, leur intérêt pour la question urbaine s'accroître aux côtés des revendications plus traditionnelles. Mais si le PSU est innovant sur cette question, c'est surtout par sa position de relais, entre le mouvement social et le politique, les associations militantes, partis, syndicats et clubs de réflexion, l'héritage de 1968 et la social-démocratie, l'esprit révolutionnaire et l'esprit réformiste.

4 - Les discours réformistes et révolutionnaires de la gauche politique

Nous entendrons ici par gauche institutionnelle les « grands partis » de la gauche instituée portant le réformisme et la social-démocratie, c'est-à-dire non révolutionnaire ou ne se revendiquant pas comme telle, se situant à l'époque dans l'opposition politique gouvernementale. Nous y incluons ainsi la FGDS[164], SFIO (puis le PS) et le PCF, d'autant que ce dernier abandonne à cette époque la référence à la dictature du prolétariat et élaborera, au début des années soixante-dix le fameux *programme commun de gouvernement* avec son allié socialiste. Les propos de groupes plus radicaux, comme par exemple les trotskystes ou les écologistes (médiatisés dès la période, notamment par la représentation aux élections nationales ou locales) viendront toutefois étayer le propos général, de

[164] Fédération de la gauche démocrate et socialiste, fondée par François Mitterrand en 1965.

manière à bien mettre en avant la répartition des thèmes abordés, entre la gauche purement contestataires se revendiquant de la révolution et les socio-démocrates.

Nous pouvons quoi qu'il en soit dès à présent classer en deux sous groupes les discours de gauche sur la ville et l'urbain : les discours porteurs de contestations et de revendications, et ceux apportant des solutions plus programmatiques, relevant pratiquement exclusivement des programmes politiques électoraux. Ces deux types de discours se nourrissent – s'impliquent l'un l'autre – et ne sont pas conséquent pas étanches.

Les contestations et revendications

D'une manière générale et concernant la ville, la majeure partie du discours de gauche de l'époque s'exprime dans l'opposition aux politiques et à la gestion urbaines de la droite, et, quantitativement, le plus sur les questions du logement (conditions, prix et augmentation des loyers) celle des transports (conditions, prix et augmentation), les projets, spéculations foncières et, plus ponctuellement, sur la pollution (le « tout automobile »), les rénovations urbaines, expulsions, ségrégations.

Encore une fois, c'est après 1968 que les critiques et revendications se font les plus virulentes et les plus nombreuses. On voit ainsi régulièrement le Parti socialise appeler à manifester contre des opérations de rénovations urbaines, avec le Parti communiste et les « grands syndicats » professionnels que sont la CGT et la CFDT. Comme les partis, ces syndicats professionnels « urbanisent » de plus en plus leurs revendications en faisant de la ville et des opérations urbaines un objet de luttes, eux qui, auparavant, s'attachaient aux revendications dans les entreprises, les usines, aux revendications salariales, sur les droits sociaux et les services publics. Ces manifestations sont d'ailleurs souvent organisées conjointement par des partis plus radicaux comme les partis et groupes trotskystes et anarchistes. Les maoïstes, notamment à travers le « secours rouge », préfèrent quant à eux faire cavalier seul concernant la question des mal-logés et des bidonvilles.

- *La position des révolutionnaires : la continuation de 1968*

- Les questions sociales du logement et des minorités

En effet, les maoïstes focalisent leurs actions et réflexions portant sur les thèmes du logement, du mal-logement et des hausses de loyers, abordés en parallèle à ceux des transports. Prenons pour exemple le premier numéro de *Résistance populaire*, journal maoïste et supplément à la fameuse *Cause du peuple* de la Gauche prolétarienne (issue du Mouvement du 22 Mars, de l'UJC(ml)[165],

[165] La Gauche prolétarienne émerge en fait du « Mouvement de soutien aux luttes du peuple » (Tiennot Grumbach), remplacant l'UJC(ml) interdite par Raymond Marcellin après 1968 Cf. *Supra*, deuxième partie.

fondée par Bénny Lévy) et intitulé « A l'assaut des villes ».[166] On peut y lire que « la bourgeoisie ne loge pas les travailleurs, elle les stocke », que les loyers et charges du logement constituent pour ces derniers un « vol sur les salaires », tout comme les hausses incessantes des transports collectifs (les maos, comme les trotskystes se déclarent pour « la gratuité des transports bourgeois »), que les incendies dans les bidonvilles ne relèvent pas d' « accident ». *La Cause du peuple*, dont les animateurs Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris sont arrêtés et jugés pour « appel au meurtre » en mai 1970 et remplacés par Jean-Paul Sartre, est également la dernière à maintenir le mythe de la « guérilla urbaine » et de la « rue » occupée par le « peuple » et ainsi, à systématiser la préconisation de l'instrumentalisation révolutionnaire de l'espace public urbain au début des années 1970.[167] L'interdiction de la revue fondée en mai 1968 par l'UJC(ml), que dirige à l'origine l'architecte Roland Castro, par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, puis l'arrestation de ces principaux animateurs seront d'ailleurs l'occasion, pour les maoïstes de la Gauche prolétarienne, de rejouer la « guérilla urbaine » dans les rues du Quartier Latin comme en 1968 (« répétition mécanique d'un rituel connu sur des lieux sacrés »[168]). Ils retenteront ce coup d'éclat en occupant des bâtiments universitaires et en édifiant des barricades dans les rues pendant deux jours (27 et 28 mai 1970).[169] Mais la mouvance maoïste s'amenuisant ensuite (dérivant vers le terrorisme – la « lutte armée » du groupe « Action directe » – ou vers un militantisme institutionnel s'intégrant plus dans le réformisme), les propos maoïstes concernant l'instrumentalisation révolutionnaire de la ville et la critique de celle-ci disparaissent ensuite. *La Cause du peuple*, interdite en 1970, se dissout officiellement en 1973, perd de son influence alors que naît le journal *Libération* issu des mêmes cercles.

Mais, c'est comme nous l'avons mentionné, essentiellement à travers l'organisation « Secours rouge » que le courant maoïste français prend position sur la ville au début des années soixante-dix, notamment à travers son action et ses réflexions sur les bidonvilles périurbains. Fondé en 1970 pour lutter contre la répression, l'impérialisme et la détention de militants maoïstes, le Secours rouge diversifie ainsi ses activités en 1971 vers les revendications des travailleurs immigrés, ce qui comprend les conditions de vie et de logement de ces derniers dans les bidonvilles, notamment. Regroupant à ses débuts, des membres de la Gauche prolétarienne officiellement dissoute, avec l'appui, ultérieurement, de membres de la Ligue communiste révolutionnaire – LCR – trotskyste et du PSU autogestionnaire, le Secours rouge se dissout en 1972. Mais, pendant un an, à partir de 1971, son activité s'étend aux mal-logés, et notamment au logement des travailleurs immigrés, auxquels l'organisation apporte aide matérielle, soutien et défense active face aux forces de l'ordre et aux expulsions. Les conditions de travail et les salaires de ces travailleurs immigrés font également partie

---

[166] *Résistance populaire (journal maoïste),* supplément à *La cause du peuple*, n°1, 1970, AN, 78/AJ38.
[167] *La Cause du peuple*, n°24, mardi 2 juin 1970 ; n°25, 16 juin 1970, AN, 78/AJ38.
[168] *Quelques remarques définitives sur les événements des 27 & 28 mai 1970 au Quartier Latin*, document émanant certainement d'un groupe « pro-situ », Paris, Juin 1970, pièce disponible à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de l'Université Paris X-Nanterre.
[169] *Id.*

de leurs mobilisations. Les maoïstes pratiquent une propagande active parmi ces populations.[170] En mai 1970, par exemple, la Gauche prolétarienne attaque le traiteur Fauchon à Paris pour distribuer la nourriture aux habitants des bidonvilles, peu avant son interdiction et le procès de son dirigeant Alain Geismar. Il s'agit d'un exemple de pratique représentatif du « robinhoodisme » des gauchistes de l'époque (Eric Hobsbawn, 1959).[171]

Nous pouvons quoi qu'il en soit d'ores et déjà remarquer une césure temporelle. Pour la période des années soixante, nous avons abordé le discours révolutionnaire de gauche dans un but de mise en avant de « politisation » des discours sur la ville, alors qu'ici, il est abordé pour illustrer « l'urbanisation » du discours politique. On l'a vu dans la partie précédente, le gauchisme, notamment à l'école des Beaux-Arts, et les événements (urbains) de Mai 1968 ont amené une politisation des représentations de la ville. Dans les années soixante-dix, on observe une continuité de cette focalisation sur l'urbain au sein de la pensée gauchiste, mais cette fois, c'est davantage l'instrumentalisation politique de la ville qui en est la cause. C'est le cas, notamment chez les maoïstes qui sortent quelque peu de leur stratégie de lutte dans les usines mais sans l'abandonner pour autant. On se réfèrera par exemple au phénomène des « établis » consistant pour les jeunes maoïstes, souvent étudiants, à se faire embaucher en tant qu'ouvriers non-qualifiés pour politiser et « éduquer » les masses de travailleurs, parfois dans le monde rural. On pourra citer, pour ceux que nous avons déjà mentionnés, ceux de Robert Linhart[172], de l'architecte Roland Castro, etc. Après avoir fait parti des porteurs de la politisation des discours sur la ville à la fin des années soixante en France, les maos accompagnent donc, au début des années soixante-dix l'urbanisation de la pensée politique, systématisant, par l'organisation « Secours rouge », l'instrumentalisation de l'espace urbain dans le discours et les pratiques politiques. D'une manière générale, c'est surtout par rapport aux buts de sa fondation que cette organisation aborde la ville : la lutte contre les répressions et leur dénonciation. Les « rafles » policières (gardes mobiles, CRS, brigades spéciales) dans les bidonvilles, comme celles des 22 et 23 mai 1971 dans le bidonville algérien de Nanterre, ouvrent la brèche à des meetings organisés par le Secours rouge. L'organisation prouve ainsi, par les faits, la validité de ses dénonciations, parfois au côté d'autres organisations anti-impérialistes auxquelles la défense des immigrés apporte un objet « local » d'action et d'intervention (meeting du Secours rouge le 20 février

[170] *Collectif logement*, Secours rouge, mars 1971, 81 p, AN, 78AJ/39.
[171] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 232.
[172] Nous renvoyons ici à l'ouvrage de Robert Linhart, militant de la Gauche prolétarienne entré comme ouvrier spécialisé à l'usine Citroën de la porte de Choisy à Paris : LINHART (Robert) (1978), *L'Etabli*, Paris, Les Editions de Minuit, 2000. Il s'agit du récit de la propre expérience de cet ex « ulmard » et UJC(ml) dont il fut l'un des fondateurs-dirigeants, aujourd'hui enseignant de sociologie (monde industriel et tiers-monde) à l'Université de Paris VIII (Vincennes), mélange de témoignage parfois romancé et d'étude politique teinté d'ethnographie (description du travail à la chaîne, de la répression, des luttes)

1971 à la Halles-aux-vins à Paris, le 3 juin, avec le PSU et le « comité Palestine de Nanterre » à Colombes).[173]

Cet intérêt pour les travailleurs immigrés incite également les maoïstes à prendre position et à intégrer les luttes dans les foyers de travailleurs, contre le mal-logement en général et contre les rénovations. Ces phénomènes sont également perçus dans l'idéologie comme une répression touchant les ouvriers et les travailleurs « habitants », notamment les minorités (travailleurs algériens, immigrés) inorganisées politiquement et auxquelles les maoïstes veulent apporter soutien et expérience (politique, de lutte, théorique, alphabétisation). Dès lors que l'attention se porte sur les inégalités et la répression subies par les travailleurs immigrés, elle se recentre presque inévitablement sur leurs conditions de vie, et donc, de logement de ceux-ci. L'usine, elle, reste le point d'ancrage des luttes ouvrières dans leur acception plus traditionnelle, sans distinction des origines de ceux-ci et des inégalités entre eux. La Gauche prolétarienne n'est pas la seule dans ce cas. Le PCMLF, survivant, et surtout implanté dans les entreprises, moins médiatique, tient lui-aussi un discours engagé sur ces thèmes, même si il semble reléguer les revendications et luttes urbaines au second plan derrière les luttes dans l'entreprise. Par exemple, le PCMLF déclare, en 1976, que les « cellules locales d'habitants » sont nécessaires « lorsqu'il n'existe pas de cellules d'entreprise ».[174] Les revendications sur l'emploi y sont donc prioritaires et celles sur l'habitat, le logement, la ville, ne semblent servir que la stratégie politique du parti. Le Secours rouge, quant à lui, en illustration de cette « défense » des minorités immigrées, prend par exemple fait et cause pour les « mal-logés » de Belleville en leur faisant occuper des logements vides – ce que l'on appellera plus tard les réquisitions dans lesquels le « Droit au logement » s'illustrera – au slogan de « occuper les maisons vides, c'est juste ».[175] La Gauche prolétarienne, elle, lutte et promulgue notamment sa propagande dans les foyers de travailleurs immigrés, notamment en soutenant la « grève des loyers » dans les foyers africains d'Ivry, de Saint-Denis et du XIX^{e} arrondissement parisien, comme on peut le voir sur le tract ci-joint. Y sont dénoncés successivement les « conditions d'habitation» des immigrés, les « conditions d'hygiène », les « augmentations de loyer », les« répressions » les « ennemis » de classes – les « profiteurs » – que sont « les fainéants » de « Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Tropez ». Sont prônés la réquisition des logements vides et la solidarité entre tous les travailleurs.[176] (**Cf. Document 15)** Les maoïstes prennent de même régulièrement position contre les expulsions, pour la « régularisation des sans-papiers » pourchassés par les forces de police, etc.[177]

[173] AN, 78AJ/40, mars 1972.
[174] AN, 78AJ/43, février 1976.
[175] AN, 78AJ/40, avril 1972.
[176] Gauche prolétarienne, « Vive la grève des loyers dans les foyers africains », 1970, AN, 78AJ/38.
[177] AN, 78AJ/44, novembre 1978.

Document 15 : Tract de la Gauche prolétarienne pour la grève des loyers dans les foyers africains, 1970.

1970

VIVE LA GREVE DES LOYERS dans les "FOYERS" AFRICAINS

Depuis plusieures semaines; les travailleurs africains font une grève des lo ers dans les fo ers d'Ivr ; de St Denis et du 19ème.

Pourquoi cette grève?

A Ivry comme dans le 19ème; le nommé GRABA est copropriétaire gérant du "fo er" installé dans une chocolaterie en ruines (rue G.Péri). C'est lui qui exploite les africains en leur faisant pa er 40 F par mois pour une paillasse dans des lits superposés (distance entre deux lits superposés parfois inferieure à 20 cm, celui du lit inferieur ayant le nez dans la paillasse du lit supérieur.)

Les conditions d'habitation sont atroces, la toiture en ruines est tant bien que mal rafistolée avec du carton et de la tôle qui laissent pas passer la pluie. Pas de placards, les travailleurs entassent leur baluchon dans un coin de leur paillasse et suspendent entre leurslits les habits. Pour lacuisine, on doit la faire par-terre entre les lits, et on mange sur la paillasse. Ils sont environ 900 entassés à 80 par pièce. Certaines paillasses sont louées la nuit à un gars qui travaille de jour, et le jour c'est un autre qui travaille la nuit qui dort.

Pire que tout, ce sont les conditions d'hygiène: 2 robinets d'eau potable, 2 d'eau non potable, 4 WC perpetuellement bouchés. Tout cel pour 900 travailleurs. Les draps lavés tous les 40 jours, les couvertures jamais. Dans ces conditions, presque tous les travailleurs tombent malades surtout de la tuberculose, et le gouvernement français refuse de les vac-ciner systématiquement.

En mai 69, le sinistre GRABA est rappelé à l'ordre par les impôts: 5 millions d'arrièrés à pa er, qu'il n'a pas pu "trouver"... dans les 5 millions qu'il encaisse chaque mois grâce à son activité! Pour ne pas les sortir de sa poche, il décide de faire pa er la note aux travailleurs en augmentant le lo er: de 40 à 60 F. Aussitôt la colère des travailleurs devient grande, et après unr réunion, ils décident en commun de ne plus verser un sou à cet escroc.

GRABA en effet, ne se contente pas de plumer les travailleurs au fo er, encore est-il lié aux réseaux de passeurs qui font venir les travailleurs de Mali en France (coût du trnsport:450 F, prix demandé par ces esclavagistes: 2000 F, et encore, ils se débrouillent parfois pour faire refouler les travailleurs par la police une premiere fois à Marseille, et leur faire pa er une seconde fois le trajet.)

Il beneficie aussi de la complicité des gouvernements fantoches des pa s africains qui, non seulement tolèrent la situation faite aux africains en France, mais encore, ils font tout pour vendre le plus possible d'esclaves au gouvernement français, ce qui leur rapporte gros, et permet au gouvernement français d'avoir de la main-d'oeuvre à bon marché.

Enfin, il est lié au gouvernement français, et en particulier à la police qui se charge du sale boulot de repression lorsque les travailleurs n'en pouvant plus se revoltent. Ce sont des policiers du 19ème qui interviennet (6ième section, brigade du commissaire Sesbron) en général, et en particulier à Ivry.

TRAVAILLEURS FRANCAIS ,N'EN FERIEZ VOUS PAS AUTAN T A LEUR PLACE ?

Ne devons nous pas être solidaires des africains?

Dans les usines, ce sont les immigrés qui ont le plus sale boulot, les plus mauvaises payes . Pour le logement , c'est pareil . Mais les travailleurs français ne sont pas beaucoup mieux lotis . Le système capitaliste constr uit partout des logements de luxe qui restent inhab ités , et fait vivre les travailleurs dans des taudis , le plus souven t sans douche et sans wc , tandis que des fénéants qui ne gali ssent pas beaucoup à se prélasser toute l'année de St Germain des Prés à St Tropez ont 3 ou 4 baign oires et 2 wc dans leurs 10 pièces .

Pour lutter contre cela 2 voies :

Les pétitions , questions écrites au gouvernement , déclaration s, actions purement juridiques faites par les bonnes âmes des organisations "démocratiques" , ne mènent à rien .

Par contre , la voie ouverte par la lutte des travailleurs africain est beauco up plus e fficace . Son but est clair : dénoncer en la personne de GRAB A ce régime anti populaire qui s'oppose à ce que les travailleurs soient logés décemme nt et prennent en mains leur lutte en occupant les lieux et prépare nt eux- mêmes la reconstruction d'un f oyer neuf qu'ils dirigeraient .Mais ce but ne pourra être atteint que par l'union des africains et de tous les autres travailleurs , et le scan dale du loge ment n e cessera que le jour , où par une lutte révolutionnaire puissante , les travailleurs français et immigrés auront j e té bas le gouverne ment anti -populaire et pris eux-mêmes en mains le ur sort .

- CONTRE LE SCANDALE DU LOGEMEN T , LES TRAVAILLEURS AFRICAINS NOUS MONTREN T LA VOIE I

- GRAB A ESCROC A LA PORTE

-TRAVAILLEU RS FRANCAIS , IMMIG RES , UN MEME ENNEMI : LE CAPITALISME

-TRAVAILLEU RS DE TOUTE RACE ? TOU S UN IS , N OUS VAINCRON S

-LES LOGEMENTS VIDES AUX TRAVAILLEURS

- SOLIDARITE AVEC LES EXPULSES.

"Gauche Prolétarienne"

Lisez la "Cause du Peuple"

Source : AN, 78AJ/38, 1970.

- La vie urbaine et l' « ordre urbain »

Les trotskystes de Lutte ouvrière, quant à eux, se focalisent uniquement sur les revendications sur les transports collectifs (temps, prix et hausses de prix)[178] en réclamant la gratuité de ceux-ci aux slogans de « On vous roule plus qu'on vous transporte »[179], « on nous transporte mal, payons mal » [180], et en prônant la « grève des paiements » contre les hausse (du prix des transports en commun, de l'essence) et la constitution de comités d'usagers.[181] Si les transports sont ainsi systématiquement dénoncés par une organisation se focalisant pourtant sur la critique et l'action dans les usines et les entreprises, c'est bien sûr car le temps de transport est perçu comme intégrant à part entière la journée de travail du travailleur qui se voit contraint de payer. A ce titre, pour LO, c'est bien sûr à l'employeur, au « patron » de prendre à sa charge le prix du déplacement domicile-travail de l'ouvrier. Pour le reste, LO ne se préoccupe guère des problèmes et de phénomènes urbains. Quelquefois, au côté du PSU ou d'autres, sont dénoncés les expulsions, l' « urbanisme-parking », opposés à un « Paris aux travailleurs » et la « résistance ouvrière » dans les quartiers centraux.[182] C'est le cas, également de la Ligue communiste révolutionnaire dont les prises de positions contre les expulsions et les attaques policières sont courantes, ainsi que, de plus en plus, les prises de position en faveur des « luttes populaires dans les villes » (comme en Iran contre le Chah).[183] L'Iran devient en effet, à la suite de Cuba, de la Palestine, du Viêt-Nam ou de l'Algérie une des références principales d'une « révolution populaire » et de lutte contre l' « impérialisme US » pour les gauchistes des années soixante-dix en France. Dans un tract daté du 2 décembre 1978 et intitulé « Vive la révolution iranienne pour la République démocratique populaire », un certain nombre de groupes maoïstes se réclamant comme toujours de l' « anti-impérialisme et du tiers-mondisme révolutionnaire » et préconisant comme à l'habitude depuis 1968 la violence révolutionnaire armée, s'enflamment eux-mêmes pour une insurrection (depuis octobre 1977) qui « détruit et brûle les édifices représentant les intérêts de l'impérialisme et du pouvoir à sa solde (banques, sièges du parti unique, édifices gouvernementaux) ». Ils glorifient les manifestations, la grève générale « contre la monarchie et le fascisme », le « peuple qui commence à s'armer en désarmant les patrouilles, en attaquant les postes de police et commissariats, en fabriquant des bombes artisanales ». Ils admirent les combats de rue, et fustigent à la fois les USA qui « soutiennent le Chah » et l'URSS qui tente de « récupérer la révolution ».[184] Cette

---

[178] AN, 78AJ/43, février 1976 ; 79AJ/45, 1979 ; 78AJ/45 ; juin 1979.
[179] AN, 78AJ/45, juillet 1979.
[180] AN, 78AJ/45, septembre 1979.
[181] AN, 78AJ/45, août 1979.
[182] AN, 78AJ/39, mars 1971.
[183] AN, 78AJ/44, mai 1978.
[184] AN, 78AJ/45. La « révolution islamiste » d'Iran (janvier 1978-février 1979), perpétrée par la jeunesse, les mollahs et l'armée met au pouvoir l'Imam Khomeiny (chiite) en destituant le Chah d'Iran au pouvoir depuis 1941. Mis en minorité par les pro-communistes et son premier ministre, ce dernier était revenu au pouvoir en 1953, suite à un coup d'Etat organisé par les USA pour défendre leurs intérêts pétroliers dans la région. Depuis cette date, la présence de l'armée américaine sur le territoire iranien, la « politique de développement économique » influencée par les américains, la répression du Chah avec les opposants, font monter le

révolution inspire d'autant plus les gauchistes qu'elle s'attaque, sur le terrain des villes, aux symboles du pouvoir et de l'impérialisme américains (banques, « siège du parti unique », bâtiment gouvernementaux).[185] Il faut aussi mentionner que, pendant les années soixante-dix, le combat anti-impérialisme sous toutes ces formes, aux côtés des combats écologistes (anti-nucléaire, notamment) et féministes, rassemble nombre de mouvement gauchistes et de « nouveaux mouvement sociaux ».[186] Maoïstes (PCMLF, Secours rouge) et trotskystes (LCR, LO, OCI), dont les points de divergence s'accumulent pourtant (notamment par l'accusation portée par le PCMLF de « manipulation des trotskystes par l'URSS » honnie)[187] se rejoignent ainsi, toujours avec le PSU, sur l'anti-impérialisme, produisant des discours en tous points semblables, mais ne se rapprochant jamais pour autant dans les faits. Il faut dire que, dans les années soixante-dix, l'anti-impérialisme devient le créneau principal de la critique d'extrême-gauche et de l'ultra-gauche. Les pays du Tiers-monde, exploités, soumis à l'impérialisme et à la domination (locale et internationale) deviennent, dans une ligne léniniste, les lieux d'où la révolution mondiale peut potentiellement éclater et se développer.

Dans un tract daté de 1977, la LCR appelle ainsi à une manifestation contre les « expulsions et les attaques policières »[188] : comme chez les maos, ce sont les répressions faces aux minorités immigrées en milieu urbain qui sont ici encore une fois visées, ainsi que les « rénovations dans les quartiers populaires », c'est-à-dire les opérations urbanistiques visant à faire « table rase ». (**Cf. Document 16**) Et ce sont les « réhabilitations » et les squats (pour le logement mais aussi pour la défense des immeubles face à la rénovation et en vue de la réhabilitation) qui sont prodigués. Mais l'occupation des logements vacants est également considérée comme un acte « juste » pour dénoncer le mal-logement et comme un moyen pour les mal-logés d'obtenir un logement décent. La différence entre la LCR et les maoïstes réside dans la relation entre « les clercs » militants et les populations concernées. Tandis que le Secours rouge se considère comme une avant-garde devant mobiliser, éduquer et « éveiller la conscience » des mal-logés, la LCR, elle, part de la base, du mouvement préexistant pour établir son soutien et ses modalités d'actions dans la lutte (ainsi que pour théoriser celle-ci), ce qui pourrait s'analyser en terme de « récupération », de « noyautage », voire même d'« instrumentalisation ». On voit bien, ici, l'influence que pourront avoir les trotskystes de la LCR sur certains mouvements sociaux ultérieurs, tels le « Droit au Logement », par exemple, fondé en 1990 et, à l'origine justement composé pour une grande part de trotskystes.[189]

---

mécontentement social et le pouvoir des mollahs. Chez les gauchistes occidentaux, cette « révolution islamiste » est majoritairement perçue à travers son aspect anti-américain et anti-impérialiste.

[185]Union des étudiants iraniens de France (CISNU), « Vive le premier mai. Vive le printemps révolutionnaire du peuple iranien », tract recueilli à la manifestation du 1er mai 1978 à Paris, AN, 78AJ/44, 1978.

[186] TOURAINE (Alain), *La Voix et le regard*, Paris, Le Seuil, 1978.

[187] AN, 78AJ/45, juin 1979.

[188] « Contre les expulsions et les attaques policières. Tous à la manifestation. Samedi 15h, Metro Pernety », LCR, 1977, AN, 78AJ43.

[189] Voire notamment PÉCHU (Cécile), *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, thèse de doctorat de l'IEP de Paris soutenue le 21 septembre 2004, Paris, Dalloz, 2006 ; PÉCHU (Cécile), « Les

Document 16 : Tract de la LCR contre les expulsions, 1977.

1977

CONTRE LES EXPULSIONS ET LES ATTAQUES POLICIERES

TOUS A LA MANIFESTATION — SAMEDI 15 H — METRO PERNETY

Devant un quartier populaire qui se défend ,le pouvoir de Chirac et de Giscard a montré son vrai visage : celui d'un Etat policier qui n'hésite pas à expulser en période d'hiver , qui arrête arbitrairement les gens dans la rue , qui envoie ses flics quadriller les rues comme en terrain conquis .

IL EST JUSTE D'OCCUPER LES LOGEMENTS VIDES

Mais ,disent certains habitants , ils n'ont expulsé que des "squatters". Non , ils expulsent aussi par le biais de la SEMIREP d'autres habitants du quartier .Et ces "squatters "font partie de la population du quartier .Devant le scandale des 90 000 logements vides dans Paris ,des centaines de logements vides de la SEMIREP , alors qu'existent des centaines de milliers de mal-logés , l'occupation des logements vancants est une réponse légitime .De plus ,les occupants défendent la vie du quartier contre les démolisseurs ; ils défendent des immeubles qui pourront être réhabilités ; ils luttent au coude à coude avec les anciens locataires contre les expulsions .C'est pourquoi nous soutenons l'occupation des logements vides ,faite en liaison avec les associations et habitants du quartier .

AUTO-DEFENSE CONTRE LES EXPULSIONS

La SEMIREP avec ses projets de rénovation table rase veut expulser la majorité des habitants du secteur Guilleminot .Elle intimide les habitants par ses lettres de menace et ses gros bras .Chirac utilise la violence de ses flics contre les occupants de logements vides .Des flics en civil viennent saccager des logements vides , pour empêcher leur occupation .
Jeudi dernier ,face au quadrillage policier et aux violences des flics , la réaction violente d'une partie de la population était tout à fait légitime . Devant les expulseurs , il est nécessaire d'organiser l'auto-défense des logements sous expulsion ,d'appeler la population à venir empêcher l'expulsion .C'est ce qui a eu lieu fin [illegible] octobre avec succès , au 4 rue Asseline .

COMMENT CONTINUER LA LUTTE

La manifestation d'aujourd'hui doit être une action large , unitaire et de masse .Le but n'est pas de se livrer à des violences minoritaires ni de mettre en avant tel ou tel parti avec des arrières pensées électorales .Il est d'organiser en profondeur la lutte contre les expulsions et la rénovation table rase , en s'organisant en comités d'immeubles ,en renforçant les associations de locataires et d'habitants (Vivre dans le 14º ,Atelier Populaire d'Urbanisme ...)
L'action doit être menée sans exclusives pour les organisations de travailleurs : nous condamnons l'attitude du PCF qui refuse toute action commune avec la Ligue Communiste Révolutionnaire .
Par la lutte unie , nous imposerons l'arrêt des expulsions et démolitions , la réhabilitation des immeubles que les habitants veulent conserver sous contrôle des comités d'immeubles et avec des fonds publics , le maintien du caractère populaire du quartier avec le le droit au logement sur place de tous les habitants qui le veulent .

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
(section du 14 º arrondissement)

sup. à Rouge
dir.pub. A. Bobbio.

Source : AN, 78AJ/43, 1977.

---

générations militantes à Droit au logement », *Revue française de sciences politiques*, vol. 51, n°1-2, février-avril 2001,

Le DAL préconisera ainsi la « réquisition des logements vides » pour dénoncer et remédier au mal-logement. Pour résoudre le problème théorique et pratique de la « représentativité », l'association fera en sorte que les mal-logés prennent eux-mêmes en charge la stratégie, les actions et les revendications. Ainsi, si l'instrumentalisation « révolutionnaire » des populations visées diffère dans les deux cas, celle de l'espace urbain y est présente. Elle consiste à partir (ou à créer et faire émerger) des revendications locales pour contester le système (capitaliste, étatique, répressif) dans son ensemble. On retrouve ici les analyses des « luttes urbaines » des années soixante-dix faites par Manuel Castells.[190] Quoi qu'il en soit, dans ce tract de la LCR sont dénoncés sur le même plan les tactiques et pratiques policières (« quadrillage des rues », le « saccage des logements vides », expulsions, « violences »), le mal-logement et le manque de logements, les rénovations urbaines (« démolissions ») en tant qu'instrument autant que but de la « répression ». Cette répression s'applique, si l'on suit l'argumentaire, à la « vie du quartier » (« maintien du caractère populaire du quartier » par les réhabilitations plutôt que les « rénovations-expulsions »). Elle a aussi des répercussions sur les solidarités de voisinage des squatters menacés d'expulsions, qu'il s'agit ici d'encourager face aux intimidations policières. En somme, ce sont ceux-ci et leur « droit au logement » sur place autant que le « caractère populaire du quartier » qui sont défendus et revendiqués par la LCR.

Il est également à noter l'importance du PSU qui se rapproche souvent des organisations trotskystes, avec lesquelles il signe parfois des tracts communs (sur les transports à Paris avec LO) ou organise des manifestations communes (sur cette question de l'impérialisme, avec la LCR). Il ne se rapproche cependant jamais des maoïstes qui demeurent isolés dans la contestation. Ceci est sans doute du à la présence au sein du PSU d'anciens (ou de futurs) trotskystes et à la double appartenance de certains de ses membres, sans parler de ses prises de position sur l'urbanisme et l'impérialisme qui demeurent ses « marques de fabriques », comme nous l'avons vu. Seules des luttes sur de grands sujets de société comme celles pour la liberté de l'avortement et de contraception réunissent ponctuellement dans la rue maoïstes, trotskystes, PSU, avec les « ennemis » « réformistes » et « staliniens » que sont respectivement le PS et le PCF.

Ce sont aussi les difficultés des travailleurs immigrés logés dans les foyers Sonacotra qui attirent la mobilisation des gauchistes de l'époque, et là encore, les trotskystes sont les plus actifs. Ces mobilisations sont « sporadiques » durant toute la décennie soixante-dix.[191] Les loyers, les conditions de vie, le confort des foyers, les restrictions de liberté, l'accès au service élémentaire pour les travailleurs migrants étrangers, les « grèves des loyers » entraînent régulièrement des « grèves des loyers », des manifestations et meetings de la part des résidents et du « comité de coordination des

[190] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, II.
[191] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 234.

foyers Sonacotra en grève » élu par les résidents, souvent appuyés par des associations ou groupuscules politiques. Grèves et contestations qui entraînent répressions et expulsions de la part des pouvoirs publics, eux-mêmes déclenchant de nouvelles grèves et contestations.[192] Ce sont ces loyers trop chers et en augmentation constante, ces conditions de vie dans le foyers, ces répressions (et les « intimidations », « menaces » sur une population précaire) que les trotskystes contestent, comme ils contestent les conditions de vie et la relégation dans les bidonvilles, en essayant de mobiliser le plus grand nombre de « travailleurs » et de « français », sous le slogan de la « solidarités travailleurs français et immigrés », de « solidarité de classe »[193], sans toutefois trop y parvenir.[194] Ces foyers, qualifiés de « liberticides » et « insalubres »[195] deviennent un lieu emblématique de la lutte contre la répression, l'exploitation et l'aliénation de la classe ouvrière, notamment de sa portion la plus précarisée. « Foyers-prisons », « foyers-casernes », « foyers-cercueils ». Ces métaphores ne servent qu'à désigner à la fois la répression et la situation sociale dans laquelle se trouvent leurs résidents, tout en connotant et dénonçant les conditions de vie dans lesquels ils résident. Le PCI, entre autres, assimile ainsi travailleurs immigrés et travailleurs dans une même classe sociale, possédant les mêmes intérêts et globalement les mêmes situations sociales et de vie quotidienne. Sous le slogan de l' « union et de solidarité entre les travailleurs », les trotskystes perpétuent ainsi leur revendication d'une classe ouvrière, d'un « prolétariat » homogène. Ce que l'on pourrait qualifier d'ethnicisation de la question des conditions de logements de cette classe ouvrière n'est en fait que le signe de ce mouvement de pensée éminemment internationaliste. Parler ainsi de recentrage des trotskystes sur les problèmes de logements immigrés serait sans compter avec cet aspect de la doctrine héritée de Trotsky. Globalement, le sort des travailleurs immigrés ne constitue que l'exemple extrême des conditions sociales urbaines des ouvriers : prix des loyers trop élevés, insalubrité, accès aux équipements et aux services. Plus que cela, la question des immigrés ne semble abordée que par la question du logement et de leur insertion dans la ville, les revendications et contestations concernant le travail, l'usine, etc., ne semblant concerner que le prolétariat « de souche ». Ainsi, face à l'ethnicisation croissante des problèmes sociaux urbains, les trotskystes adoptent cette stratégie qui leur est propre, d'union classiste générale (au niveau du travail) combinée avec une parcellarisation contestataire des questions du logement et de l'urbain (les immigrés) : rien ou presque rien sur le logement des ouvriers en général : « Leur lutte est celle de tous les ouvriers. L'unité entre travailleurs français et immigrés en dépend et donc la capacité de toute la classe à se défendre contre la

[192] « Grande journée de rassemblement avec les travailleurs des foyers Sonacotra en grève », octobre 1976, AN, 78AJ/43.
[193] Parti communiste international, « Face aux nouvelles menaces de Stoléru contre la grève des foyers Sonacotra : Solidarité de classe ! », supplément au *Prolétaire* n° 269, 20 juin 1978, AN, 78AJ/44.
[194] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 233.
[195] « Grande journée de rassemblement avec les travailleurs des foyers Sonacotra en grève », octobre 1976, AN, 78AJ/43.

bourgeoisie et l'Etat, et à s'organiser pour les grandes batailles de demain ! »[196], « travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière ! ».[197] Les couples « racisme » et « répression » ou « racisme » – « pouvoirs publics » sont de plus en plus souvent associés dans les mouvements de grèves de loyers.[198] Ainsi, les foyers Sonacotra constituent un terrain de travail politique pour les trotskystes, une sorte de terrain d'entraînement, et l'instrumentalisation des luttes urbaines est encore une fois décelable dans le discours : le but ultime de cette organisation, c'est la révolution, le changement social, et les luttes que nous pouvons qualifier de « parcellaires » n'en sont que des aspects ayant valeur de « répétition », pour reprendre un terme trotskyste. Mais nous devons aussi encore une fois mentionner, comme nous l'avons déjà fait, que cette question du logement des travailleurs immigrés (que ce soit dans les foyers, bidonvilles) relève à l'époque d'un sentiment d'indignation partagé dans la gauche politique, et relève d'une certaine forme d'urgence et « d'une lutte exemplaire »[199] contre l'exploitation l'aliénation et la répression envers les travailleurs.

Les années soixante-dix sont également l'époque de la montée de la contestation face à ces répressions policières. Ici encore, il s'agit de dénoncer l'attitude de l'Etat face à une catégorie des populations urbaines considérée comme discriminée. Dans un tract retrouvé aux Archives nationales, cette dénonciation des « attaques policières » envers les « jeunes de banlieue » va d'ailleurs de pair avec une critique de l'urbanisme, c'est-à-dire de l'aménagement du cadre de vie de ces mêmes « jeunes ». Le malaise de cette population y est décrit comme relevant de l'urbanisme lui-même, d'un espace conçu coupé de la pratique sociale, entraînant notamment l'ennui de la jeunesse, ouvrant elle-même la voie à la répression de l'ordre étatique :

> « Villeparisis – Banlieue Nord – C'est la ville-dortoir comme Drancy et la Courneuve, des HLM, des terrains vagues, aucun lieu qui permette une vie collective, aucun loisir, les gens pressés, fatigués, l'ennui ? Comme à la Courneuve, il y a beaucoup de jeunes – Jeunes des CET – jeunes ouvriers pour qui la vie est devenue insupportable. – "Ici, il n'y a rien pour nous, on est obligés d'aller à Paris, ça fait 7, 20 F aller-retour, plus le métro ; on voudrait pouvoir se retrouver dehors." Dehors les flics guettent. Ils n'arrêtent pas de contrôler, d'embarquer, de tabasser au besoin. Tous les prétextes sont bons : cheveux longs, pas d'argent, vagabondage. Ils dispersent le moindre groupe qui se forme dans la rue. – "Les flics aujourd'hui, ils deviennent fascistes. Ils nous jugent sur notre aspect extérieur. Ils ne peuvent

[196] Parti communiste international, « Face aux nouvelles menaces de Stoléru contre la grève des foyers Sonacotra : Solidarité de classe ! », supplément au *Prolétaire* n° 269, 20 juin 1978, AN, 78AJ/44.
[197] Comité de coordination des foyers en lutte, « Au foyer de Garges, 5e jour de résistance ! », AN, 78AJ/45, 1980, 26 juin 1979.
[198] Comité de coordination des foyers en lutte, « Au foyer de Garges, 5e jour de résistance ! », AN, 78AJ/45, 1980, 26 juin 1979.
[199] Parti communiste international, « Face aux nouvelles menaces de Stoléru contre la grève des foyers Sonacotra : Solidarité de classe ! », supplément au *Prolétaire* n° 269, 20 juin 1978, AN, 78AJ/44.

pas supporter qu'on ne soit pas comme tout le monde. Nous on ne veut pas avoir une vie tenue stricte, on veut un nouveau mode de vie." Les flics ne l'ont pas supporté. »[200]

La vie quotidienne et le cadre de vie sont encore ici une fois indissociables pour les habitants des grands ensembles. Les répressions, exploitées par l'extrême-gauche, ne viennent que renforcer le sentiment de relégation de certaines populations de la part des pouvoirs publics.

- La méfiance vis-à-vis de la ville moderne.

Mais de manière générale, on peut voir, dans les discours trotskystes, que ce soit ceux de LO ou de la LCR, une certaine idéologie « anti-ville ». Henri Lefebvre constatait d'ailleurs que cette « tradition » anti-ville est un invariant du marxisme depuis le XIX^{e} siècle, une vision négative qui s'oppose à une autre vision idéalisée de la ville comme « berceau de civilisation ».[201] Le gauchisme se situe au cœur de cette dialectique de la vision des villes. On peut lire, sous la plume de LO et de la LCR, qui se revendique de Trotsky, mais aussi de Lénine et de Marx, et qui présentent Arlette Laguiller et Alain Krivine aux élections européennes de 1979 « pour les Etats-Unis socialistes d'Europe », que le « Capitalisme » « nous a fait quitter nos campagnes pour les villes », « venir de l'étranger » vers les pays occidentaux capitalistes et dominants.[202] A ces deux échelles sont entretenues, dans le discours trotskystes, la dialectique – l'opposition – entre une centralité (la ville, les pays occidentaux), synonyme de domination, d'exploitation, et les périphéries (les campagnes, le monde rural, les pays de Tiers-monde), synonyme d'exploitation (par les centres) mais aussi de vie traditionnelle, de bien-être, de relations sociales hors système capitaliste.

Dans les archives, nous avons moins trouvé de traces de revendications des diverses organisations anarchistes sur la ville et l'urbain, hormis quelques considérations sur la « critique de la vie quotidienne » urbaine, sur « l'anti-spectacle »[203], considérations empruntées à Lefebvre et aux situationnistes, et qui ont un certain écho depuis 1968. Cependant, comme les trotskystes ou les maos, les anarchistes prennent quelquefois position contre les « rénovations-expulsions » comme à Lyon, en 1975, contre la rénovation, dans le centre-ville, du quartier populaire – « prolétaire » – de la Part-Dieu, qui « expulse les prolétaires vers les banlieues », « dont les responsables rêvent de béton, de prestige et de gros profits pour les promoteurs », et à l'occasion de laquelle un comité de quartier s'est créé.[204] La construction des grands ensembles de périphérie est aussi dans le collimateur des anarchistes lyonnais qui composent, à l'occasion des l'édification du quartier des « Minguettes », une chanson dans le plus pur style des chansons révolutionnaires, et que nous avons jugé intéressant de retranscrire

[200] Tract : Des jeunes de la Banlieue Nord, « Nous sommes traqués », AN, 78AJ/43, 1976.
[201] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps* n°33, 1986, pp. 17-19
[202] AN, 78AJ/45, 28 mai 1979.
[203] CNT, juin 1971, AN, 78AJ/39.
[204] *Informations rassemblées à Lyon*, n° 10, mars-avril-mai 1975, AN, 78AJ/42.

intégralement, tant y figurent toutes les critiques qu'ouvrent la contestations gauchiste de l'urbanisme des trente glorieuses : critique de la société de consommation, des difficultés de logement, de transport, des profits, des ségrégations, de l'esthétique, du « manque de nature », de l'aliénation de la vie quotidienne… Tous ces discours « sociaux » et ces critiques s'intègrent dans la critique gauchiste – et plus largement « de gauche » – de la ville et de l'urbanisme des trente glorieuses autant que cette dernière les cristallise, en permettant, en quelque sorte, de leur donner un contenu concret. Le quartier de grands ensembles y est même comparé, en négatif, au quartier de la Croix-Rousse, quartier populaire du centre de Lyon, connu pour son passé ouvrier et révolutionnaire : le quartier des canuts – des ouvriers, artisans et commerçants de la soie. Il s'agit également du lieu, au XIX[e] siècle, des « révoltes des canuts » (en 1831 et 1834), des coopératives ouvrières, de « l'entraide », de l'autogestion avant la lettre et qui, dans les années soixante-dix, faire perdurer ce mythe révolutionnaire du « lieu historique » par « une multitude d'activités alternatives et d'expériences collectives » (squats, crèche et restaurants autogérés, revendications écologiques).[205] C'est aussi, bien évidemment, le lieu de prédilection des anarchistes lyonnais (Union locale de la Fédération anarchiste – « dont les militants continuent [en 2001] à coller des affiches proclamant : "Autogérons nos villes" »[206], de l' « Atelier de création libertaire »). En somme, un lieu mythique et emblématique du mouvement ouvrier, investie par l'utopie autogestionnaire des années soixante-dix, et dont les tenants sont attirés par l'aura et le marquage du lieu.

Les paroles de cette chanson, qui résume de manière pour ainsi dire complète le discours gauchiste de la ville et l'urbanisme pendant les années soixante-dix en le mêlant au discours critique plus global mais concomitant que l'on vient d'énoncer, sont les suivantes :

> « Les Minguettes.
> J'habite dans un quartier, une zup, une ville. Peuplé de bons prolos cernés d'automobiles. Orné par du béton et des arbres trop maigres. Des pelouses usées et des squares sans rêves.
> On est là 30 000 entassés comme il faut. En ordre dans les tours de bas en haut. Et quand je dis 30 000 je crois que je me trompe. J'en rajoute 25 j'serai plus près du compte.
> Refrain : Aux Minguettes, c'est pas honnête. Ceux qui se plaignent croyez-moi. Aux Minguettes c'est pas honnête. Sont pas dignes d'avoir un toit.
> On a foutu là d'dans ceux qu'on a ramassé. Les cloches des bidonvilles et ceux des vieux quartiers. Menacés d'expulsion et de rénovation. Pour le profit des gros sous et puis des grands patrons.
> On y a rajouté un soupçon d'émigrés. Travailleurs dociles, quelques handicapés. Des gens qui, somme toute, sont aussi bien ici. Plutôt que de croupir dans d'immondes taudis.

---

[205] Voir à ce sujet PUCCIARELLI (Mimmo), « L'autogestion au quotidien dans un quartier alternatif. La Croix-Rousse, Lyon, 1975-2001 » *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Actes du colloque des 14 et 15 juin 2001, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 597-606.
[206] *Id*., p. 599.

> Chacun a sa chacune, sa voiture, sa télé. Et peut aller gaiement jusqu'au supermarché. Faire un petit pari le matin du dimanche. Les femmes faisant la bouffe, c'est dans la manche. Les pôles d'attraction vraiment ne manquent pas. Y'a un stade, j'oubliais mais je n'ose y penser. A quoi servent les stades sinon à entasser.
>
> Quand je suis arrivé, y'avait des champs de blé. Des terrains, des sentiers où l'on pouvait jouer. La fumée de Feysin me gênait un peu moins. J'avalais la pilule et c'était déjà pas rien. Faut dire que comme moi c'est dur à avaler. Quand on connaît l'ambiance de mon vieux quartier. Ca s'appelait la Croix-Rousse, j'sais pas si tu connais. On y trouvait des vieux, sais-tu comment c'est fait ?
>
> Ici je vois des flics qui s'baladent le soir. Contrôlant les papiers même sur le trottoir. Ici, y'a des huissiers qui volent tous les meubles. Je l'dirais au PC qu'ils affament le peuple. Ici y'a des enfants qui crèvent de s'emmerder. Ne vous étonnez pas s'ils se mettent à voler. Après tout ils ne font que rendre la pareille. Et tant pis s'ils vous en font perdre le sommeil. »[207]

Nous noterons aussi que l'écologie politique, « anti-nucléaire » mais aussi « anti-automobiles » est un des thèmes fréquemment portés par la mouvance anarchiste dans la France des années soixante-dix. Mais, plus que la ville moderne, c'est encore une fois un rejet total de la ville qui est connoté dans les discours anarchistes. Dans les groupes anarchistes français des années soixante-dix, l'héritage anti-ville « relatif » de la pensée libertaire[208] se mêle en quelque sorte avec l'héritage situationniste de subversion.

On pourrait également analyser les critiques gauchistes en partant de la distinction entre « critique artiste » et « critique sociale » développée par Luc Boltanski et Ève Chiapello[209] à partir de Pierre Bourdieu.[210] La première, portant davantage sur les modes de vie induits par le capitalisme, à partir des critiques de l' « aliénation » notamment (Lefebvre, Marcuse, situationnistes…) est à rapprocher, selon les auteurs, du « désenchantement » et du refus de l' « oppression ». On pourrait y affilier les positions anarchistes, encore que l'anarcho-syndicalisme issu du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle puisse se rapprocher par bien des aspects du second type de critique. Cette dernière, la « critique sociale », issue du refus de la « misère » induite par le système et de son essence même en termes d' « égoïsme », serait quant à elle davantage le fait des positions néo-marxistes (trotskystes, etc.). Dans le premier cas, bien sûr, les positions sur la ville relèvent de la « critique de la vie quotidienne », de l'aliénation engendrée par l'urbanisme d'Etat, de la critique des modes de vie dans la ville moderne, voire parfois d'une critique esthétique sur l'architecture, l'urbanisme. Dans le second cas, la critique se porte presque exclusivement sur les prix, les coûts (des transports, des loyers) et les profits qu'en tirent une minorité, en terme d' « exploitation » dans

---

[207] *Informations rassemblées à Lyon*, n° 10, mars-avril-mai 1975, AN, 78AJ/42.
[208] Voir annexe n°2.
[209] BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Ève), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
[210] BOURDIEU (Pierre) (1992), *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Editions du Seuil, 1998.

l'espace urbain. Mais une analyse en ces termes, bien qu'éclairante et explicative, nous paraîtrait par trop schématique. Comme le constatent Boltanski et Chiapello eux-mêmes, Mai 68, en mêlant mouvement étudiant et mouvement ouvrier, a mêlé ces deux types de critiques. Les groupes gauchistes eux-mêmes, plus ou moins dogmatiques en fonction des « chapelles » (maos, trotskystes, etc…), ne mêlent-ils pas de même chacun plusieurs influences au point qu'il soit difficile pour l'analyse d'en classifier les pensées à partir d'autres choses que des « dominantes » et de l'appellation ? Et la critique de la ville en 68 par ces mêmes gauchistes ne porte-t-elle pas également des marques de divers influences, tout comme celles des penseurs comme Henri Lefebvre, marxiste pratiquant selon cette classification une « critique artiste ». Les « marxistes » eux même sont divisés. Enfin, l'intérêt croissant pour la ville et l'urbanisme marquent, même chez les marxistes les plus « durs » une évolution au sein des dogmes : l'exploitation du travailleurs ne se réalise plus seulement dans l'usine ou l'entreprise dans les représentations. Le gauchisme, globalement marque cette recrudescence de la « critique artiste ». Les années soixante-dix et les positions sur l'urbanisme qui y ont cours chez les gauchistes sont marquées de ces empreintes.

En somme, pour l'extrême gauche des années soixante-dix dont les conceptions sont pour une grande part issues des idées de 1968, la ville est à la fois le lieu de l'aliénation quotidienne, de la misère et de la répression. Mais ces considérations sont également présentes, quoique d'une autre façon, au sein de la gauche réformiste de cette époque.

- L'urbanisation des partis réformistes après 1968

Nous passons ici à un autre type de critique encore, toujours selon Luc Boltanski et Ève Chiapello, la critique « réformiste » s'opposant à la critique dite « révolutionnaire »[211] que l'on vient d'étudier, c'est-à-dire une critique moins « radicale » et plus « corrective », en ce qui concerne le système capitaliste, mais aussi la ville et l'urbanisme. Le PCF se revendique bien sûr encore dans les années soixante comme « parti » révolutionnaire. Mais les organisations que nous abordons maintenant sont bel et bien des organisations instituées, ou du moins, se revendiquant comme organisations (partis) de gouvernement, et dont les positions politiques sont par conséquent plus « correctives » que « radicales ».

Il va sans dire que cette gauche institutionnelle, avant son arrivée au pouvoir en 1981 et le lancement des lois de décentralisation et de la politique de la ville, se pose en critique des politiques urbaines initiées sous De Gaulle, Pompidou et Giscard D'Estaing. Elle amène ainsi au devant des scènes politiques nationale ou locale, des revendications urbaines au sens propre, et propose logiquement des solutions alternatives de politiques publiques à mettre en œuvre. Les thèmes portent, comme toujours sur le logement, le logement social, les transports, la spéculation foncière, le

---

[211] BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Ève), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

centralisme des décisions, les méfaits du capitalisme, les ségrégations et inégalités socio-spatiale, et, fait nouveau, l'écologie politique.[212]

Des études récentes constatent d'ailleurs qu'à partir du milieu des années soixante-dix, le PCF et le PS ont fait du « cadre de vie et de l'aménagement un enjeu politique »[213] et stratégique. Pour le PS, « la lutte des classes a pris une autre dimension, elle s'est urbanisée »[214] ; et pour le PCF « la lutte pour la défense et l'amélioration du cadre de vie n'est pas marginale. C'est une grande question sociale qui fait partie intégrante de la lutte des classes. »[215] Mais l'analyse plus approfondie des discours des deux partis peut mieux nous décrire les modalités de ces revirements, somme toute tardifs, eu égard aux bouleversements urbains formels et sociaux de la France des trente glorieuses.

Ce qui est significatif de ces discours des « grands » partis de la gauche institutionnelle sur la ville dans les années soixante-dix, c'est qu'ils sont souvent proches des discours révolutionnaires des gauchistes. Les revendications, tout du moins, sans encore parler des solutions proposées, sont d'une nature assez radicale au point de parfois suivre mot-à-mot les discours plus révolutionnaires et anti-capitalistes. Elles diffèrent ainsi avec le reste des revendications (emploi, politique internationale, situation économique). L'objet « ville » du discours porte donc une certaine radicalisation des prises de positions. Cet objet opère un rôle de cristallisation des mécontentements et possède une certaine capacité à produire – influencer – les discours politiques : il est mobilisateur au niveau local et de la « vie quotidienne » en termes d'électeurs et d'habitants.

Comme le constataient récemment les politistes Dominique Damamme et Bruno Jobert,

> « Que l'on se réfère au programme de gouvernement de 1973, au projet socialiste pour 1981[…], on ne trouve nulle part trace de préoccupations qui nourriront plus tard la politique de la ville. Dans tous ces textes, […] domine une approche économiste, vaguement marxiste, selon laquelle c'est le système ce collusion entre intérêts capitalistes, détenteurs de la rente foncière, et technocratie qui est responsable d'un espace urbain ségrégué et éclaté. »[216]

Il convient ici de relativiser toutefois ce postulat, s'appliquant ici uniquement aux PS et PCF et ne s'appuyant a priori uniquement sur les programmes de gouvernement.

L'autre caractéristique de ce discours, pendant les années soixante-dix, c'est qu'il passe de revendications quantitatives sur le logement ou les transports accompagnées d'une critique de la mainmise du capitalisme libéral sur l'espace urbain et son aménagement, – sur le modèles des mots

---

[212] Que nous n'appellerons pas ici « écologie urbaine » du fait de la connotation du terme renvoyant à l'Ecole de Chicago.
[213] BACQUÉ (Marie-Hélène), *Les Nouvelles figures des quartiers populaires. Politiques et représentations. Une approche comparative France/Etats-Unis*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches sous la direction de Jean-Pierre Frey, Université Paris XII, Institut d'urbanisme de Paris, 2003, p.173.
[214] PS, *Changer la vie, programme de gouvernement du Parti socialiste*, Paris, Flammarion, 1972, p. 138.
[215] PCF, *Les Communistes et le cadre de vie*, Paris, 1976.
[216] DAMAMME (Dominique), JOBERT (Bruneau), « La politique de la ville ou l'injonction contradictoire en politique », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 1, « La ville objet politique, objet de politiques », Paris, presses de Sciences po, février 1995, p. 4.

d'ordre des luttes dans les entreprises et usines sur les salaires, le temps de travail, loyers et transports trop chers, manques de logements sociaux –, à des revendications généralement plus qualitatives sur le « cadre de vie », les conditions de logement, de transport et la vie quotidienne dans la ville : manque d'espaces verts, d'équipements collectifs, de lieu de rencontre, aliénation. C'est particulièrement le cas au sein du PCF et du PS.

Comme pour les mouvements gauchistes, les luttes contre le mal-logement parcourent également la tendance générale de mobilisation de la gauche pendant la décennie soixante-dix, et c'est particulièrement remarquable dans le cas parisien. Nous prendrons pour exemple ce tract daté du 19 juin 1972, c'est-à-dire peu avant la signature du Programme commun de gouvernement entre le PCF (Georges Marchais) et le PS (François Mitterrand) du 27 juin, et signé des PCF, PS, CGT, CFDT, de la CNL[217] (communiste), tract de revendication contre la rénovation et ses méfaits sociaux, en l'occurrence ici dans le XVe arrondissement parisien.[218] (**Cf. Document 17**) On remarquera sans difficulté que, bien que la thématique y soit semblable, le vocabulaire y est moins radical que dans les tracts gauchistes. Là où ces derniers parlent de « lutte », de « solidarité » de « prolétariat », les premiers parlent « d'action unie », des « travailleurs et parisiens » d' « ensemble de la population ». « Révolte » et « résistance » deviennent « rénovation sociale et démocratique », les « capitalistes » deviennent les « puissances d'argent », « injustice » devient « inquiétude et angoisse », les « droits » deviennent des « besoins ». Les critiques sont toutefois les mêmes, comme celle de la politique urbaine favorisant la « mainmise » du capitalisme, de l'insuffisance des logements sociaux, des équipements, des ségrégations que la rénovation urbaine engendre ou renforce. Les difficultés de logement des travailleurs immigrés et des plus pauvres y sont également abordés et des « mesures urgentes » préconisées. Il s'agit de construire plus de logements sociaux, de reloger après les démolitions, de réaliser des équipements ainsi que des « opérations d'urbanisme social » et de « créer des emplois », ce qui différencie cette gauche de la précédente. L'une aborde le problème en terme de « besoins » (de logement, de travail, d'équipements) et l'autre en terme de « droit » et de « dus » (*idem*). La dénonciation des rénovations y est donc moins virulente quoi que portant *grosso modo* sur les mêmes thèmes. Les rénovations urbaines y sont dénoncées en tant qu'elles devraient « améliorer les conditions de vie et de logement des habitants » et font tout l'inverse en privant les habitants de leur « droit au logement » (sur place, avec des loyers raisonnables). Leur est opposé le terme flou de « rénovation sociale », qui malgré son sens connoté, suppose le maintien sur place des populations, l'amélioration de leurs conditions de vie (par la construction de logements sociaux).

[217] Confédération nationale du logement.
[218] « Pour le Droit au logement. Pour la rénovation sociale et démocratique du XVe Arrondissement », tract retrouvé au métro convention le 19 juin 1972, AN, 78AJ/40.

Document 17 : Tract pour le droit au logement, 1972.

Metro Couverture 19 juin 1972

— Pour le droit au logement

— Pour une rénovation sociale et Démocratique du XV^e^ Arr^t^

Alors que la rénovation et la transformation des quartiers du XV^e^ arrondissement devraient avoir pour objectif l'amélioration des conditions de vie et de logement des habitants et des travailleurs de l'arrondissement, celles-ci sont source d'inquiétude et d'angoisse.

Le logement social H.L.M. et I.L.N., les équipements collectifs dans les secteurs de rénovation publique (Front de Seine, Procession, Sablonnière) sont sacrifiés. Dans le même temps, les banques d'affaires et les sociétés immobilières font main-basse sur les quartiers de l'arrondissement.

Il devient de plus en plus difficile de se loger, de vivre, de travailler dans le XV^e^.

— Impossibilité de se reloger à Paris pour le plus grand nombre, en particulier pour les travailleurs immigrés, du fait de l'insuffisance criante des logements sociaux et du prix des loyers.

— Insuffisance des équipements publics, scolaires, sportifs, de loisirs, de crèches, etc..., correspondant aux besoins de la population.

— Déséquilibres sociologiques et de l'emploi par l'éviction des plus modestes, des entreprises industrielles, du petit commerce et de l'artisanat.

Tels sont les résultats de la politique poursuivie depuis 10 ans par le pouvoir, qui favorise l'emprise des puissances d'argent sur la Capitale. Aussi des mesures urgentes s'imposent pour répondre à l'attente de la majorité de la population, dont les 4.000 inscrits au fichier des mal-logés du XV^e^, ainsi qu'à celle des dizaines de milliers de salariés des entreprises qui, faute de logements à prix abordable, passent de longues heures dans des transports chers et inconfortables.

C'est pourquoi les organisations soussignées appellent la population à agir et à exiger la réalisation d'un plan d'urgence, comprenant notamment :

● La réalisation immédiate des **projets H.L.M. à loyers et charges correspondant aux ressources des habitants à reloger :**
664 H.L.M. dans le secteur Procession, 415 H.L.M. dans le secteur Sablonnière, 308 H.L.M. dans le secteur Front de Seine. Soit au total 1.387 H.L.M. pour les trois opérations de rénovation publique.

Des équipements prévus :

Front de Seine : 2 groupes scolaires, 2 écoles maternelles, 1 crèche, 2 foyers, 1 CES, 1 gymnase.

Sablonnière : 1 groupe scolaire, 1 foyer, 1 terrain de sports.

Procession : 1 groupe scolaire, 1 gymnase, 1 crèche, 1 foyer.

● L'exécution du **projet d'aménagement de la Plaine Balard** (547 H.L.M. et 197 I.L.N., ainsi que des équipements sportifs).

Il serait ainsi possible dans des délais rapides, de mettre à la disposition de la population du XV^e^ : **2.131 H.L.M. et I.L.N. et divers équipements (4 groupes scolaires, 2 écoles maternelles, 2 crèches, 4 foyers, 1 CES, 3 gymnases et équipements sportifs).**

● La mise en œuvre d'opérations d'urbanisme à caractère social correspondant aux besoins de la population du XV^e^ (construction d'H.L.M., d'I.L.N., d'équipements collectifs, d'espaces verts, etc...), sur les terrains des Abattoirs de Vaugirard appartenant à la Ville de Paris, ainsi que sur les terrains libérés par le transfert d'usines de la Société Citroën.
Ces opérations devraient permettre le maintien ou la création d'emplois, y compris de types industriels.

Pour que Paris soit rénové et transformé en faveur des Parisiens et des travailleurs de la Capitale, il importe que se développe l'action unie de l'ensemble de la population.

Les organisations du XV^e^ appellent la population, les travailleurs, à exprimer dans les quartiers et les entreprises, leur volonté d'une rénovation sociale et démocratique, pour une vie meilleure à Paris.

Confédération Nationale des Locataires - Parti Communiste Français - Parti Socialiste
Union Locale C.G.T. - Union Locale C.F.D.T. - Vie Nouvelle (Groupe du XV^e^) - Association de soutien aux travailleurs immigrés.

Imp. du Sommet - Paris-XV^e^

Source : 78AJ/40, 1972.

Ainsi, à la différence de l'extrême-gauche, ne sont pas rejetées comme un tout les « rénovations » automatiquement synonymes d' « expulsion » et de dégradations – voire de disparition – des modes de vie traditionnels (ouvriers). Tout ceci s'explique encore une fois car ces partis se posent en « partis de gouvernement », sans compter le fait que, tant pour le PS que pour le PCF, ces partis administrent et gèrent de nombreuses municipalités. On pourra ainsi comparer ce tract avec un autre datant de la même période (moi de mai 1972), dénonçant la situation des « mal-logés des XVIII^{e} et XX^{e} arrondissements », et provenant de toute évidence d'un ou de groupes d'extrême-gauche ou affiliés. Dans ce dernier, c'est l' « occupation » d'un immeuble et la « solidarité » de voisinage qui sont encore une fois prônées comme moyens de lutte « contre les logements insalubres, la menace d'expulsion, les loyers et charges trop chers ».[219] Les tactiques à entreprendre en cas d'attaque des CRS y sont même décrites. D'une manière générale, l'extrême gauche dénonce donc tout à la fois l'insalubrité, les conditions de vie, mais aussi les rénovations urbaines, mais rarement de manière unifiée. Les refus conjoints des conditions de logements actuelles et des rénovations les entraîneraient sûrement dans une contradiction insoluble. En cela, les « réformistes » de gauche sont plus mesurés et se différencient.

- Les socialistes et la CFDT : des critiques ponctuelles et conjoncturelles

C'est le cas également de « l'union de la gauche démocrate et socialiste » (UGDS), formée par les radicaux de gauche et le Parti socialiste en vue des élections législatives de 1973, qui, la même année (en 1972), s'oppose toutefois au projet de construction « d'une *city* » dans le IX^{e} arrondissement parisien, soit « 420 000 m2 à 600 000 m2 de bureaux » sous-tendant la destruction 21 hectares, accompagnée de ses expulsions et de ses dégradations du « cadre de vie ». Le projet est comparé à celui des Halles qui a soulevé la polémique quelques deux ans plus tôt.[220] Dans ce tract daté de décembre 1972, représentatif des mobilisations de la gauche réformiste locale contre des projets de rénovation, on voit donc aussi poindre, au côté des revendications concernant les conséquences sociales des rénovations urbaines (expulsion des population, bouleversements de la vie sociale de quartier), une critique esthétisante de l'urbanisme lui-même, de l'urbanisme moderne et de l'architecture contemporaine elle-même. Les « berges réservées aux autos » y sont, comme souvent critiquées, ainsi que l'urbanisme de ce projet visant à produire un « désert de béton » au cœur de la capitale historique. Cette critique esthétisante se retrouve invariablement dans les grands partis de gauche, et notamment au sein du Parti socialiste récemment créé, et qui, dans un tract daté de 1975, dénonce, à l'instar de l'extrême gauche, l'augmentation du prix des loyers suite à la même opération dans le IXe arrondissement parisien. Y sont dénoncés ces « immeubles transformés en bureaux, plus

[219] AN, 78AJ/40, mai 1972.
[220] Union de la gauche démocrate et socialiste, « Une "affaire des halles" dans le IXe arrondissement », AN, 78AJ/40, décembre 1972.

rentables pour les promoteurs et les spéculateurs » et le dépeuplement concomitant du quartier. Mais surtout, préfigurant les campagnes électorales socialistes à partir de la fin des années soixante-dix, on peut y lire que, pour le PS, « changer la vie », revient entre autres choses à « assurer un développement harmonieux du cadre de vie », tant au niveau social qu'au niveau esthétique, les deux termes étant associés à cette notion de « cadre de vie », comme nous le verrons ultérieurement.[221] Dans la même veine, un tract de la Fédération de Paris du parti socialiste de 1974, est d'emblée intitulé « Pour changer la vie, changeons la ville et changeons les conditions de transport ».[222] Mais, malgré le titre, ce n'est pas l'ensemble du cadre de vie dont il ici question, mais des conditions de transports et des prix des transports collectifs franciliens jugés insuffisants en nombre et dont l'efficacité nuit, encore une fois, à la vie quotidienne des parisiens et des banlieusards. (**Cf. Document 18**). Quoi qu'il en soit, pour « changer la vie », le slogan par excellence du parti socialiste en ces années soixante-dix, c'est-à-dire pour s'opposer aux politiques menées successivement par De Gaulle et Pompidou, c'est encore une fois une autre politique spatiale qui doit entrer en action, plus respectueuse de la « vie quotidienne » des citadins. Mais nous y reviendrons.

La CFDT prend, elle aussi, régulièrement position sur les politiques urbaines de la droite majoritaire au niveau national ou parisien.[223] Ce sont encore les hausses des prix des transports en commun parisiens qui mobilisent en premier lieu le syndicat, allant de pair, selon lui, avec « la spécialisation [croissante] de Paris comme lieu d'emploi et non de résidents »[224], c'est-à-dire de l'objectif du « plan d'aménagement » qui, par la « spéculation immobilière », « vide Paris au profit de fonctions maîtresses : culture, administration, affaires, négoce. » Ce problème touche bien sûr en premier lieu les « familles » et les travailleurs, qui, faute de moyens, sont obligés de se loger « de plus en plus loin » en banlieue, et ainsi de subir les mauvaises conditions de transports en communs plus chers chaque année pour se rendre au travail (« le prix d'un studio à Paris équivalant un prix d'un F4 en banlieue »). La CFDT dénonce ainsi la « concentration de bureaux » dans le centre de Paris (Avenue de l'Opéra, Boulevard Haussmann, Champs-Elysées) qui tend à voir se multiplier les « quartiers d'affaires » vers l'Ouest : c'est la « tertiarisation » de la capitale qui est pointée du doigt, mais aussi la « concentration des directions », la « division de la région en lieux géographiques distincts », « l'exclusion des salariés et de la fabrication » hors du Paris intra-muros, et « l'augmentation logique des prix des transports » ainsi rendus nécessaires.[225] Le syndicat ouvrier sort ici de son cadre traditionnel d'action et de revendication et s'improvise critique des politiques et des stratégies urbaines (publiques, des entreprises) non seulement au niveau parisien, mais également au niveau régional. Nous avons déjà vu que la CFDT, représentative de la « deuxième gauche » des

[221] PS, 1975, 78AJ/ 40.
[222] Fédération de Paris du Parti socialiste, supplément à *Combat socialiste*, 1974, AN, 78AJ/41.
[223] Jacques Chirac est élu Maire de Paris en 1977. Auparavant, et depuis la Commune de Paris de 1871, la ville était gérée par l'Etat par l'intermédiaire des préfets.
[224] CFDT, AN, 78AJ/44, mai 1978.
[225] CFDT, AN, 78AJ/44, mai 1978.

années soixante – soixante-dix en France, est le syndicat le plus intéressé aux les problèmes urbains. Mais son appréhension de la réalité urbaine (locale, empirique ou parfois plus abstraite) reste liée à la défense des « travailleurs » et des salariés, ici, en revendiquant sur le sujet de leurs conditions de vie quotidienne dans la ville, c'est à dire « hors-travail » (logement, déplacements domicile-travail).

C'est pour cette même raison, par exemple, que la CFDT, auprès de la CGT et de la CFTC, s'oppose, quelques mois plus tard, au déménagement du nouveau ministère de l'Environnement et du cadre de vie de Michel D'Ornano dans le nouveau quartier de La Défense.[226] Ce fait illustre pour le syndicat cette théorie d'extension des quartiers d'affaires vers l'Ouest parisien qui ne prend aucunement en compte les intérêts et de la localisation de résidence des salariés, fussent-ils fonctionnaires. Le nouveau Quartier de La Défense[227] représente de plus cet urbanisme « bétonneur » des trente glorieuses honni par le syndicat de la deuxième gauche, comme le démontre l'extrait ci-dessous :

> « Il ne suffisait pas, dans le cadre des grandes manœuvres D'Ornano, qu'une partie de Passy et de la DAEI [Direction des affaires économiques et internationales] (ex DBTPC [Direction du bâtiment, des travaux publics et de la conjoncture]) partent pour la Porte Maillot. On a trouvé mieux encore : cette fois, ce serait tout Passy (y compris la DAG [Direction de l'administration générale], ex DAFAG [Direction des affaires financières et de l'administration générale]) plus la DAEI, plus la DP [Direction du personnel] (ex DPOS [Direction du personnel et de l'organisation des services]) même éventuellement, qui partiraient pour La Défense. La Défense, oui, c'est à La Défense qu'un tout récent comité interministériel vient de décider d'envoyer le ministère de l'environnement. Héritier du ministère promoteur de cette opération, ne doit-il pas montrer l'exemple ? La Défense, vous connaissez ? Air conditionné (sinusites, angines, otites), éclairage au néon permanent (perte d'acuité visuelle, irritations de l'œil), bureaux paysagés où l'on est 150, 180, téléphones enregistreurs (y compris un numéro que vous avez composé, etc). Sans parler de l'allongement du temps de transport (y compris pour les gens de Passy) et de l'augmentation du prix de transport (La Défense se trouve en zone 3 pour la carte orange) qui en résultera pour le personnel, mais les ministres n'en ont cure ! Et qui sait si des horloges-pointeurs ne seront pas installés là-bas ? »[228]

Ce sont les conditions de travail des fonctionnaires du MECV[229], perçues ou imaginées, dans les immeubles de bureaux modernes qui sont ici mises en avant. La Défense a déjà attiré les foudres de la critique urbanistique de gauche pendant les années soixante et constitue le problème de fond pour un syndicat ouvrier qui est un des premiers, si ce n'est la seul, à s'emparer du problème du « cadre de

---

[226] Les mêmes syndicats manifesteront un an plus tard contre la réduction des effectifs de ce même ministère, AN, 78AJ/45, mars 1979.
[227] L'Etablissement public d'aménagement – EPAD– est créé en 1958, le gigantesque centre d'exposition industriel du CNIT est achevé à la même date et les premières tours de bureaux s'élèvent dans les années soixante.
[228] CFDT, CGT, CFTC, « La Défense, vous connaissez ? », Paris, 20 octobre 1978, AN, 78AJ/44.
[229] Ministère de l'Environnement et du cadre de vie.

vie » dans les années soixante – soixante-dix . C'est la construction d'immeubles de bureaux dans le quartier, aménagé selon les principes fonctionnalistes de la *Charte d'Athènes* (urbanisme sur dalle, séparation des circulations, fonctionnalité) après la destruction des bidonvilles et l'expulsion d'habitants pour y installer de grande firmes pétrolière, des sièges bancaires, industriels ou d'assurance (Esso en 1963, dans une tour démolie plus tard, Crédit lyonnais en 1973, ASSUR et Fiat en 1974, AGF en 1975) qui ont provoqué ces critiques. Deux générations de tours, accompagnées de quelques programmes de résidences, sont déjà construites dans le quartier : la deuxième, au début des années soixante-dix, a vu les hauteurs s'élever de manière imposante. Cependant, à la fin des années soixante-dix, et la crise économique aidant, une grande partie de ces bureaux restent vides. La réalisation de logements HLM s'y est essentiellement faite dans les années soixante, la période de la « deuxième génération » se réduisant à la réalisation de tours géantes de bureaux paysagers et de logements de haut standing. Le syndicat attaque également le problème du foncier et de la spéculation que cette opération permet.

C'est donc le droit à la centralité des activités qui est ici en cause : la CFDT, pour des raisons de déplacement, de transport, et donc de « vie quotidienne », s'oppose au départ des activités du centre de Paris, et, plus généralement du centre de ville, s'opposant par-là même à la ségrégation des fonctions (travail, logement) qui est à l'œuvre pendant les années soixante.

Un autre exemple de cette prise de position est la production par la CFDT du film « la ville à prendre » diffusé publiquement l'année suivante (avril 1979) dans les salles parisiennes, réalisé par Patrick Brunie et accompagné d'un ouvrage homonyme, édité encore une fois par la CFDT, *La Ville à prendre ou une caméra dans la ville* (CFDT, Paris, 1979), tous deux décrivant la vie quotidienne (aliénée, dégradée) dans la ville, aussi bien dans le Paris intra-muros et ses vieux quartiers qu'à Cergy. (**Cf. Document 19)** Ce film militant pose en fait la question de la centralité et de la vie quotidienne urbaine, de la ville « conçue » et « livrée » aux habitants, de l'adaptation possible de ces derniers au cadre de vie qui leur est fourni ou imposé, en fonction de leur âge, de leur sexe, de leurs besoins. La publicité qui accompagne ce film met en avant « nos quartiers [qui] perdent leur vie », les « emplois [qui] disparaissent ou émigrent vers la lointaine banlieue », la « rénovation des quartiers [qui] se fait au détriment de la population locale ».[230] Autrement dit, il ouvre à une réflexion sur la politique urbaine de Paris intra-muros mais également sur les orientations économico-spatiales au niveau régional, c'est-à-dire sur la mainmise du capitalisme sur l'urbanisation par l'intermédiaire des pouvoirs publiques, ce qui n'est pas sans conséquence sur la vie des citadins et leurs conditions de vie. Notons également que la projection de ce film dans deux salles parisiennes est accompagnée d'une série de débat sur les thèmes de l'exclusion dans/de la ville, les « ouvriers » et la ville, « l'enfant et la ville », « la femme dans la cité », « quelle ville et pour qui ! » avec des personnalité comme Paul-Henry Chombart de Lauwe, Pierre Merlin, Henri Laborit (médecin s'intéressant aux comportements

[230] CGL, *Action logement édition parisienne* n°3, supplément à *Action logement* n°5, 1979, AN, 78AJ/45.

humains dans la ville), Huguette Bouchardeau (Secrétaire nationale du PSU depuis janvier 1979), l'architecte Yona Friedman[231], Robert Lion.[232] Le sujet annoncé du film, dans le tract reproduit ici, parle de « ville en miettes » (ségrégée, notamment du point de vue de l'exclusion mais aussi des relations sociales et entre les générations). « Ville en miette », également – le tout formant système dans la rhétorique utilisée – dans le temps quotidien vécu – le fameux « métro-boulot-dodo », opposé au besoin de temps nécessaire au loisir des citadins-ouvriers qui serait sacrifié au profit du temps de travail. Ici, le syndicat ouvrier reprend un thème plus classique, celui du temps de travail (et de transport, peut-on supposer) – qu'il inclut dans son système de quotidienneté urbaine aliénée. Car c'est tout le problème de la vie quotidienne qui est ici posé : les cadences de travail mais aussi les cadences urbaines. Par « prendre la ville », « la ville à prendre », c'est non seulement la réappropriation de l'espace urbain par ses habitants et usagers qui est prônée, mais plus que cela, la « ré-appropriation par eux (« nous ») de leur (« notre ») vie quotidienne urbaine », libérée de ses aliénations et diverses contraintes (« penser encore que la vie [en ville] est possible » en ville). Les propos de Lefebvre (droit à la centralité urbaine, libération de la vie quotidienne[233]), relayés par d'autres, ont bien sûr fait leur chemin dans la pensée de gauche, ou une partie de celle-ci. On retrouve ainsi, au sein de la CFDT, des traces de ses deux ouvrages complémentaires publiés en 1968, *Le Droit à la ville*, préconisant la révolution urbaine (par la ré-appropriation de l'espace urbain, par la participation, notamment) et *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, préconisant la « révolution culturelle permanente » destinée à une « transformation de la quotidienneté » par la ré-appropriation de celle-ci (par l'autogestion, le changement des modes de production industrielle, la « révolution sexuelle » et la « révolution urbaine », toujours[234]).

Quoi qu'il en soit, la CFDT prend de plus en plus position publiquement sur la question urbaine et sur ses relations et implications avec la qualité relative de la vie quotidienne des salariés, et ce, à toutes les échelles de la ville. Invariablement, ce sont les prises de position pour la réalisation d'équipements collectifs qui sont le plus présentes (crèches, écoles, hôpitaux et autres services publics), ces équipements étant censés contribuer à l'amélioration de la qualité de vie (et à la vie quotidienne) des ouvriers et employés citadins.

---

[231] Architecte français d'origine hongroise, co-fondateur des GIAP (Groupe international d'architecture prospective) dans les années soixante et théoricien de « l'architecture mobile » et de « l'auto-planification ».

[232]Enarque, Délégué général de l'Union nationale des organismes HLM depuis 1974, ancien chargé de mission auprès de Paul Delouvrier et membre du cabinet d'Edgard Pisani dans les années soixante, Directeur de la construction au ministère de l'Equipement de 1969 à 1974 et futur Directeur de cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy en 1981, directeur de la Caisse des dépôts et consignations de 1982 à 1992 et Vice-président de l'Institut français d'architecture de 1992 à 1999.

[233] Voir notamment, dix ans plus tôt, les deux ouvrages à succès et plutôt « grand public » et engagés politiquement (en forme de « manifeste ») du philosophe : LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Seuil, 1974 ; LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968.

[234] LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968, pp. 370-376.

Document 18 : Tract PS, "Pour changer la vie, changeons la ville", 1974

PARTI SOCIALISTE

POUR CHANGER LA VIE CHANGEONS LA VILLE ET CHANGEONS LES CONDITIONS DE TRANSPORT

FEDERATION
DE PARIS
41 bld Magenta
75010 PARIS
tel : 206.37.43 / 202.64.55

2 HEURES PERDUES CHAQUE JOUR
10 HEURES PERDUES CHAQUE SEMAINE

chaque jour pour aller à leur travail et en revenir, les travailleurs perdent des millions d'heures dans les transports :

- les patrons ne les paient pas
- le temps passé hors de chez eux ne cesse d'augmenter
- c'est donc la part qui pourrait être consacrée à la famille, aux loisirs et au repos qui diminue.

de surcroît, ce sont les travailleurs les plus modestes qui, chassés de PARIS par la spéculation foncière, supportent les transports les plus longs et les moins confortables

ET DANS QUELLES CONDITIONS ?

COMME DES SARDINES, COMME DES ESCARGOTS

- 8 personnes au m2 dans le métro aux heures de pointe
- la vitesse des autobus dans PARIS diminue chaque jour : 9 km/h le soir en 1973, moins que les omnibus à cheval du début du siècle !
- la gangrène atteint aussi la banlieue où les bus roulent de moins en moins vite.

DEVANT CE TRISTE CONSTAT, QU'A FAIT LE POUVOIR ?

depuis plus de 15 ans, à grand renfort de publicité, le pouvoir affirme donner la priorité aux transports en commun,

QU'EN EST-IL DANS LES FAITS ?

- 2 % seulement de la voirie parisienne est "théoriquement" réservée aux autobus
- des services d'autobus sont sans cesse supprimés

.../...

- ces dix dernières années, quand les budgets ont consacré 2 F à l'amélioration des transports collectifs, il a été dépensé 3 F pour la voiture individuelle, qui n'assure pourtant dans PARIS que le tiers des déplacements
- le dernier plan gouvernemental en faveur des transports en commun s'est traduit par le baptême de quelques lignes d'autobus du nom de "lignes pilotes" alors que la situation appelle des mesures énergiques et un renversement de politique.

AVEC LE PARTI SOCIALISTE
EXIGEONS UNE VERITABLE POLITIQUE
EN FAVEUR
DES TRANSPORTS EN COMMUN

NOUS EXIGEONS que les autobus puissent circuler dans PARIS et en BANLIEUE grâce à l'extension de couloirs vraiment réservés

NOUS EXIGEONS l'accélération et l'achèvement rapide des travaux entrepris : RER Est-Ouest (tronçon central), prolongement de la ligne de Sceaux à la Gare du Nord harmonisation des politiques de la SNCF et de la RATP

NOUS EXIGEONS le prolongement des lignes de métro en banlieue

NOUS EXIGEONS la construction de parkings en banlieue à proximité des gares du RER, de métro, de la SNCF

NOUS EXIGEONS une amélioration de la qualité du service des transports collectifs

NOUS EXIGEONS le maintien des tarifs actuels au moment où le pouvoir parle de nouvelles hausses

NOUS EXIGEONS l'instauration d'une carte unique valable sur tous les transports en commun en Région Parisienne et payée par les employeurs.

- je désire prendre contact avec des militants socialistes (1)
- je désire adhérer au parti socialiste (1)

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

(1) rayer la mention inutile
bulletin à renvoyer à FEDERATION DE PARIS DU PARTI SOCIALISTE
41 bld MAGENTA - 75010 PARIS - 206.37.43
202.64.55

imp.spec.fédé de Paris du PS - supplt à C.S.

Source : AN, 78AJ/41, 1974.

Document 19 : CFDT , "La ville à prendre", 1979.

aux cinémas : 14 JUILLET-BASTILLE et St SÉVERIN

LA VILLE à prendre

un film produit par la CFDT
réalisé par Patrick BRUNIE
avec la participation de :
Jacques RISPAL Serge MARQUAND
RUFUS
la chanson "la ville à prendre"
est interprétée par Catherine RIBEIRO

✲ **le sujet :** Prendre la ville ? Quelle ville ? La nôtre.

Les utopies ont la vie dure et rêver aujourd'hui à Paris, c'est penser encore que la vie est possible que les vieux et les enfants peuvent se parler, que les mouroirs s'ouvrent, que les écoles éclatent que les chaînes ralentissent, que le travail laisse du temps aux loisirs, que les exclus ne sont plus...

Un parcours au travers de notre vie en miettes.

✲ **débats : au 14 JUILLET-BASTILLE**

Jeudi 26 **L'héritage urbain.** Merlin (Vincennes) R. Lion (HLM).
Samedi 28 **Les exclus de la ville.** G. Hellot (sociologue) Comm. 94
Lundi 30 - 1er mai **La ville ouvrière.** 1 historien.
Jeudi 3 mai. **L'enfant et la ville.** J. Lurcat, Chombard de Lauwe.

au SAINT SEVERIN

Mercredi 25 **Quelle ville et pour qui ?** Yona Friedman, B. Khom.
Vendredi 27 **L'homme et la ville.** Henri Laborit (sociologue)
Mercredi 2 **La femme dans la cité.** M. Antoine, H. Bouchardeau.
Vendredi 4 mai **L'architecture en crise.** Arrou Vigneault (cru) Métropolis, Macadam, J.-P. Lefèvre.

un film qui nous concerne tous

✲ La ville à prendre et la presse ✲

● **LE MATIN**
Un film qui nous dérange, nous interroge, nous interpelle.

● **TELERAMA**
La VILLE A PRENDRE se veut aussi un spectacle beau à voir, émouvant.

● **LE MONDE**
« Un film qui sonne vrai ».

● **LIBERATION**
Réapprendre à regarder, à se souvenir. La VILLE A PRENDRE est une réussite : reportages, fictions, amertumes, désirs, espoirs se mêlent sans que l'on s'y ennuie une seconde.

● **ROUGE**
Avec quelques films comme celui-là, des films qui ne prêchent pas, qui ne sont ni doctes, ni endoctrinants, des films qui donnent moins de réponses qu'ils ne posent de questions. Au rendez-vous de l'an 2000, il se pourrait que la ville, que la vie se réveillent enfin.

● **TEMOIGNAGE CHRETIEN**
J'ai été conquis, profondément ému surtout, toujours séduit par l'intelligence du propos. La VILLE A PRENDRE c'est aussi une réussite esthétique, des images signifiantes, jamais gratuites souvent impressionnantes.

● **L'UNITE**
Le spectateur navigue entre mille sentiments. Sur les images de ce film bouillonnant, mais qui au fond ne cesse de parler d'amour.

● **L'HUMANITE ROUGE**
Un « vrai » film, un film prenant, un film « spectacle » qu'on ne va pas voir par devoir.

● **TRIBUNE SOCIALISTE**
Les cris multiples du peuple de la ville, d'hommes, de femmes, d'enfants dans leur quotidien.
La révolte, le besoin de définir un autre monde, sourd de toute la matière du film.

● **LA CROIX**
Mais parfois la ville revit autour d'un accordéon, d'un mur laid, qui irrite et devient symbole d'union et de fête.

● **ANTIROUILLE**
Il appelle à agir pour que ça change en lançant la balle de notre côté de l'écran.

● **CINEMA 79**
Mêlant fiction et cinéma direct, le film se ventile (se propage) dans de nombreux endroits où l'oppression pointe où l'homme est réduit à une machine, pire, à un animal.

MS - Atelier de reprographie 26, rue de Montholon Paris

Source : AN, 78AJ/45.

- Le PCF et la CGT : le logement, les transports et la lutte des classes

Pour les communistes, c'est la dépossession de l'espace urbain pour la classe ouvrière qui est souvent mise en avant. Dans ce tract de la CGT datant de mars 1973, c'est la tendance générale à la construction exclusive de logements « pour les riches » qui est dénoncée, ce qui multiplie, entre autres les logements inoccupés « parce que trop chers ». La situation de la classe ouvrière se dégrade par la « mauvaise localisation des emplois » et des logements eux-mêmes, et donc, par sa relégation en banlieue. La multiplication des migrations Paris-banlieue et les hausses des prix des transports en commun[235] s'abattent essentiellement sur les travailleurs que défend la CGT. Celle-ci sort ainsi du cadre syndicaliste traditionnel de l'usine et de l'entreprise pour dénoncer les conditions de logement, des transports des ouvriers et les politiques de peuplement ayant des répercussions sur la vie quotidienne des salariés.[236] Le problème des transports constitue le noyau dur de la pensée urbaine de la CGT relatif aux conditions de vie des ouvriers : comme elle le note en 1979, 18 millions « de déplacements en transports en commun » sont effectués quotidiennement dans la région Ile-de-France, entraînant « fatigue, perte de temps et perte d'argent » du fait « de la politique anarchique d'urbanisation du pouvoir et de la détérioration de la situation de l'emploi ».[237] Le « vote à gauche »[238] semble à la CGT le seul moyen pour contrecarrer cette tendance à l'aliénation de la vie quotidienne ouvrière, qui s'ajoute à celle que les travailleurs subissent dans le cadre du travail. De même, nous pouvons noter l'action commune de la CGT et de la CFDT pour « la défense du logement social » et contre, notamment, les hausses de prix des HLM.[239] Ceci, dans l'esprit du syndicalisme des années soixante-dix, ne fait *a priori* qu'étendre les prérogatives syndicales de défense des travailleurs hors-travail, dans le logement, ou dans lieu de « reproduction de la force de travail », auraient dit certains à l'époque. Cet élargissement des revendications entre dans la lutte incessante pour « le pouvoir d'achat » du syndicat contre la politique économique d'austérité de Giscard d'Estaing qui deviendra le cheval de bataille essentiel de la CGT dans la deuxième moitié de la décennie (gouvernement Barre) : prix des logement et des transports par rapport au revenus.

La question du logement, de sa « crise » et de ses « scandales » sont présents dans le discours du PCF pendant toute la décennie, pendant les mandatures de Pompidou (1969-1974) et Giscard d'Estaing (1974-1981) et les ministères successifs d'Albin Chalandon (1968-1972), d'Olivier Guichard (1972-1974), de Robert Galley (1974-1976), de Pierre Fourcade (1976-1978), de Michel d'Ornano (1978-1981). Les ministres les plus récusés dans les tracts communistes étant,

---

[235] Voir par exemple la manifestation CGT du 20 juin 1978 devant le ministère des transport (de l'Environnement et du Cadre de vie) encore situé dans le 16e arrondissement parisien, AN, 78AJ/44, juin 1978, ou encore celle du PCF, à la Gare Saint-Lazare du 19 juin 1980 contre l'augmentation du prix de la carte orange, AN, 78AJ/46, juin 1980.
[236] AN, 78AJ/40, mars 1973.
[237] AN, 78AJ/45, avril 1979.
[238] AN, 78AJ/40, mars 1973.
[239] AN, 78AJ/42, mai 1975.

quantitativement le premier ministre Raymond Barre (1976-1981) et sa politique économique d'austérité, les ministres de l'Intérieur Michel Poniatowski (1974-1977), Christian Bonnet (1977-1981) et le Garde des Sceaux Alain Peyrefitte pour leur répression « liberticide ». S'y ajoutent Michel D'Ornano, promoteur unique du grand ministère de l'Environnement et du cadre de vie, Jacques Chirac, qui a successivement occupé les postes de ministre de l'Intérieur (1974), de Premier ministre (1974-1976) et de Maire de Paris (depuis 1977), et bien sûr, Valéry Giscard d'Estaing lui-même pour sa politique libérale et européenne. Ainsi, en 1980, c'est toujours la hausse des loyers, les saisies et expulsions, les coupures d'eau et d'électricité et « le non entretien des cités » qui sont dénoncés, ainsi que la spéculation qui laisse « des logements vides car trop chers » et favorise la construction de « logements de luxe ».[240]

Suite à l'élection du président Giscard d'Estaing en 1974 après la mort de Pompidou en 1973 et l'intérim d'Alain Poher, c'est la « nouvelle politique urbaine » giscardienne qui est dénoncée par les communistes.[241] Dans un tract de 1975 appelant à une manifestation parisienne, la Fédération de Paris du Parti communiste français revient ainsi sur la mystification attachée à cette politique et à ces déclarations d'intention.[242] Sous couvert de revenir à un habitat individuel (à la suite du dernier ministre de l'Equipement du régime gaulliste Albin Chalandon), à un urbanisme plus humain, à une ville et une architecture « à l'échelle humaine » et à « une qualité de vie » accrue et respectée, et d'abandonner les rénovations, cette politique s'en prendrait encore une fois aux conditions de vie des ouvriers. (**Cf. Document 20**) Dans ce tract, après avoir renouvelé la nouvelle perspective d'une « double » victimisation des « travailleurs et habitants de Paris »[243], concernant la vie quotidienne et l'insécurité sociale (chômage, désindustrialisation »), les communistes prennent pour cibles « le frein à la construction de bureaux, la réduction des tours et la place aux espaces verts » qui « masquent » une réalité de « pénurie », marquée par l'inoccupation d'un grand nombre de logements. Les communistes lui oppose le nombre croissant de mal-logés, les hausses de loyer, et, d'une manière générale la « crise du logement » touchant plus particulièrement les populations les plus pauvres ou les plus précaires (travailleurs, bien sûr, mais aussi jeunes, « vieux », immigrés, habitants d'hôtels et meublés).[244]

---

[240] AN, 78AJ/46, novembre 1980.
[241] Notons que cette « nouvelle politique urbaine » sera également dénoncée par l'extrême gauche et le milieu des sociologues, notamment par le fameux ouvrage de Jean-Pierre GARNIER et de Denis GOLDSCHMIDT, *La Comédie urbaine ou la cité sans classe*, Paris, F. Maspero, 1978.
[242] Fédération de Paris du Parti communiste français, Appel à manifestation du 20 mars 1975, AN, 78AJ/42, 1975.
[243] Au sein, cette fois, de l'appartenance nationale qui leur fait subir la vie chère et la politique d'austérité, mais aussi « l'urbanisme mis en œuvre autoritairement par Giscard d'Estaing » qui n'empêche nullement la spéculation foncière.
[244] *Ibid.*

Document 20 : Tract PCF, 1975.

NON à l'austérité,

NON à la politique urbaine de Giscard d'Estaing,

OUI au programme commun pour sortir de la crise !

AVEC LES COMMUNISTES MANIFESTEZ

Jeudi 20 Mars 1975, à 18 h.

(de la République à l'Hôtel de Ville)

Travailleurs et habitants de Paris sont doublement victimes de la crise.

Comme Français, ils subissent l'inflation et la vie chère. Comme Parisiens, ils sont directement sous le coup du nouvel urbanisme mis en œuvre autoritairement par Giscard d'Estaing.

Extension du chômage, désindustrialisation, restrictions budgétaires systématiques dans tous les domaines, rendent la vie des travailleurs plus difficile.

Sous le couvert de grandes phrases démagogiques sur la qualité de la vie, le frein à la construction des bureaux, la réduction des tours et la place aux espaces verts, c'est la pénurie, les restrictions que le pouvoir veut masquer.

« LA NOUVELLE POLITIQUE URBAINE DE GISCARD. »

Giscard a décidé brutalement la mise en sommeil de la rénovation et, par là même, l'abandon de la construction de logements sociaux dans tous les îlots de Paris à rénover. Ce sont près de 20 000 logements dont 10 000 H.L.M. qui seraient abandonnés.

Il remet en cause la réalisation des équipements collectifs indispensables (crèches, écoles, transports, etc.).

Il affirme la priorité de la restauration de l'habitat ancien sur la rénovation comme si la restauration des 60 000 logements anciens, telle qu'elle s'est faite jusqu'ici n'avait pas contribué à rejeter hors de Paris ses habitants les plus démunis de ressources.

AGGRAVATION DE LA CRISE DU LOGEMENT.

Des dizaines de milliers de logements sont inoccupés, tandis que le nombre de mal logés a augmenté de 50 % en 4 ans, passant à 70 000 fin 1974 dont 27 500 prioritaires.

Les travailleurs des entreprises parisiennes, les jeunes couples, les étudiants, les vieux, les immigrés, les locataires d'hôtels et de meublés sont les premières victimes de cette crise.

Avec les hausses des loyers et des charges, les expulsions et les impayés se multiplient.

C'EN EST ASSEZ !

Les travailleurs et la population ne laissent pas la politique du pouvoir sans riposte.
Dans tous les secteurs de la vie nationale, les luttes se développent pour faire valoir les solutions conformes à l'intérêt des travailleurs et à l'avenir du pays.

Le Parti Communiste Français a tout fait pour apporter ses explications et contribuer au développement de ces luttes dans les entreprises et les quartiers.

A Paris, la pétition qu'il a lancée contre l'austérité et la fatalité de la crise, pour les solutions du Programme Commun, reçoit une approbation massive.

C'est pourquoi les Communistes se réjouissent de voir aujourd'hui le Parti Socialiste et le mouvement des Radicaux de Gauche s'engager avec eux dans la campagne d'explication et d'action lancée par le Comité de liaison de la gauche.

C'est la confirmation qu'ils ont bien fait de ne pas

attendre pour engager l'action et mettre leurs forces au service des travailleurs, victimes de la politique giscardienne.

Aujourd'hui, ils vous appellent à participer massivement à la manifestation décidée il y a 6 mois par les organisations parisiennes des Assises du logement social et à l'initiative de la Confédération Nationale du Logement (C.N.L.).

CONTRE L'AUSTÉRITÉ,
POUR LA PRIORITÉ ABSOLUE
AU LOGEMENT SOCIAL.

La loi-cadre, déposée par les élus communistes à l'Assemblée Nationale, répond à ces exigences en proposant :

- la construction de 10 000 logements sociaux par an ;
- le blocage des loyers jusqu'à ce qu'ils soient ramenés à 25 % du salaire minimum (S.M.I.C.) ;
- la fixation de loyer à bon marché et son adaptation pour les familles aux revenus modestes ;
- la réservation exclusive à la construction sociale et aux équipements collectifs des terrains de l'État ou de la Ville, tels que : La Villette, Vaugirard, Bercy, La Roquette, S.N.C.F., Gazomètre 18e, Manufacture de tabac, etc. ;
- l'arrêt de la spéculation foncière ;
- la restauration sociale des logements anciens avec garantie du relogement des habitants actuels, en fixant les loyers de ces logements aux taux des H.L.M.

Contre l'austérité,
Programme Commun pour satisfaire
les besoins des travailleurs et de la population.

Avec les Communistes

Participez à la Manifestation à l'appel des
20 organisations des Assises du Logement Social

Jeudi 20 Mars 1975, à 18 h.
(de la République à l'Hôtel de Ville)

Vous pouvez tout de suite prendre part à l'action que mène le Parti Communiste. Pour une véritable politique du logement social et faire triompher les solutions du Programme Commun en remplissant ce bulletin d'adhésion.

BULLETIN D'ADHESION

Nom : ..... **Prénom :** ..... **Age :** .....

Adresse : .....

Lieu de travail : .....

Date ..... **Signature :**

Remettez ce bulletin d'adhésion à un militant communiste connu de vous, ou retournez-le à la Fédération de Paris du Parti Communiste français

120, rue Lafayette, 75010-Paris.

TYPOFSET, 22-24, rue Marie-Stuart 75002 PARIS

Source, AN, 78AJ/42.

Défendant le *Programme commun* qu'il a cosigné avec le Parti socialiste et les Radicaux de gauche en 1972, le PCF va aussi jusqu'à s'estimer à la pointe des « luttes » dans les quartiers, notamment par le bais de la Confédération nationale du logement (CNL) qui lui est affiliée. Notons également que l'arrêt des rénovations par la « NPU » (nouvelle politique urbaine mise en œuvre par Giscard d'Estaing) aurait pour conséquence de réduire quantitativement la construction de logements sociaux, la réalisation des équipements collectifs, la « restauration de l'habitat ancien », et de « rejeter hors de Paris » ses habitants les plus pauvres. Le PCF se proclame quant à lui pour une « restauration sociale » de l'habitat ancien avec relogement en HLM des habitants. Mais l'arrêt des rénovations reste la décision giscardienne la plus dénoncée dans le tract.

Pourtant les communistes, sous Pompidou, avaient pris fait et cause, aux côtés de leurs alliés, contre les rénovations et pour la restauration de l'habitat ancien. D'une manière générale, les augmentations des loyers et des charges, « l'absence du politique pour le logement social [favorisant] la spéculation », l'insuffisante construction de ceux-ci et« des équipements socio-culturels »[245], réunissent la gauche parlementaire et institutionnelle, pendant ces années (antérieurement à 1974), du PS au PSU, en passant pas le PCF, la CGT et une partie du mouvement associatif, et cela, en dépits des divergences et des oppositions que ces partis et organisations peuvent faire perdurer les unes avec/contre les autres. C'est le cas, également, pour tout ce qui concerne la rénovation sauvage et brutale au dépend de la « restauration de l'habitat ancien »[246] dans le centre des villes, et notamment à Paris. Mais la lutte du PCF contre la spéculation immobilière est surtout présente au niveau local, comme nous le montre ce tract du PCF du 18^{e} arrondissement intitulé « Défendons Montmartre ! », et c'est encore une fois contre les démolitions que les communistes cherchent à mobiliser la population locale, tout en défendant et en posant le bilan de ses actions passées.[247] (**Cf. Document 21**) Ce tract est également intéressant car il utilise une rhétorique et un argumentaire particulier : y sont mis en avant les aspects culturels, du rayonnement mondial du quartier, de son « caractère de loisir, de promenade », qui sont malheureusement en voie de dégradation. Ce sont l'animation et la vie de quartier renouvelés, retrouvés, que les communistes revendiquent contre les « spéculateurs et les grosses banques qui sont derrière eux ». Ainsi, c'est une certaine nostalgie, celle d'une fierté d'un quartier passé qui apparait dans le langage et qui sera censé mobiliser les habitants du quartier. On y parle de « cadre humain de vie quotidienne », mais, au-delà d'une certaine volonté d'immobilisme que certains pourraient y percevoir. C'est bien de préservation – de restructuration – d'une identité dont il s'agit ici : de celle du quartier lui-même, de « la butte » forte de son histoire, de ses activités, de son architecture, de son identité culturelle, mais surtout de son identité sociale.

---

[245] D'autant que Jacques Chirac, fraichement élu maire de Paris a fait voté, en 1979, « une baisse de crédits aux équipements de 14 milliards » de francs, ce qui lui sera fortement reproché, AN, 78AJ/45.
[246] Tract, AN, 78AJ/41, novembre 1974.
[247] Parti communiste français, section Grandes carrières Sud, « Défendons Montmartre ! », AN, 78AJ/42, juillet 1975.

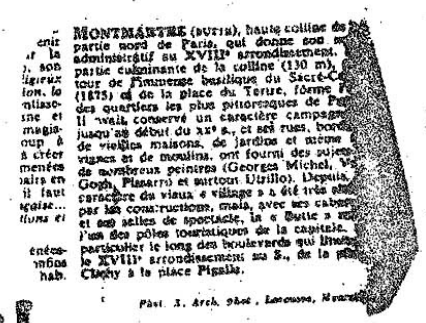
Parti Communiste Français 18e arrdt Montmartre JUILLET 1975

DEFENDONS MONTMARTRE !

MONTMARTRE DOIT RESTER LE SITE MONDIALEMENT CÉLÈBRE QU'IL EST

DOIT RESTER LE CADRE HUMAIN DE NOTRE VIE QUOTIDIENNE

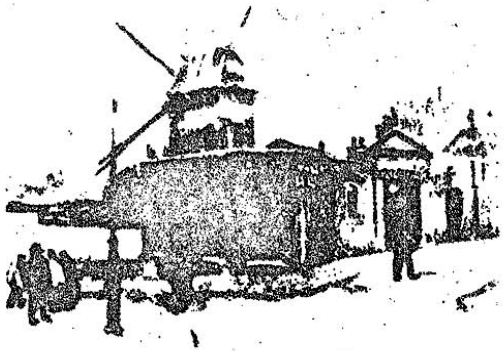
DOIT GARDER SON RAYONNEMENT CULTUREL



MONTMARTRE (butte), haute colline de la partie nord de Paris, qui donne son nom à un quartier administratif du XVIIIe arrondissement. Elle forme la partie culminante de la colline (130 m), dont la tour de l'immense basilique du Sacré-Cœur (1875) et la place du Tertre, forme l'un des quartiers les plus pittoresques de Paris. Il a gardé, conservé un caractère campagnard jusqu'au début du XXe s., et ses rues, bordées de vieilles maisons, de jardins et même de vignes et de moulins, ont fourni des sujets à de nombreux peintres (Georges Michel, Van Gogh, Pissarro) et surtout Utrillo). Depuis, le caractère du vieux « village » a été très atteint par les constructions, mais, avec ses cabarets et ses salles de spectacle, la « Butte » reste l'un des pôles touristiques de la capitale. Il faut particulier le long des boulevards qui limitent le XVIIIe arrondissement au S., de la place Clichy à la place Pigalle.

Pièce. T. Arch. phot., Larousse, Nouveau

NON A LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE !



IL EST POSSIBLE DE REDONNER AU MOULIN DE LA GALETTE SON CARACTÈRE DE LOISIR, DE PROMENADE, DE CULTURE.

IL EST POSSIBLE DE FAIRE SUR LA PARTIE OCCUPÉE PAR LE THÉATRE DU TERTRE UN CENTRE DE CRÉATION ET D'ANIMATION ARTISTIQUE AU SERVICE DE LA POPULATION.

IL EST POSSIBLE D'INTÉGRER AU SQUARE JEAN RICTUS UNE MAISON DES JEUNES ET UN FOYER DE PERSONNES AGÉES.

IL EST POSSIBLE DE CONSTRUIRE DES ATELIERS D'ARTISTES AU BATEAU-LAVOIR.

NOUS AIMONS MONTMARTRE ET NOUS LE DEFENDRONS !

DES MILLIERS DE SIGNATURES

ONT ETE RECUEILLIES SUR LA PETITION QUE NOUS AVONS FAITE CIRCULER ET QUE LES HABITANTS DU QUARTIER CONNAISSENT BIEN MAINTENANT;
LA POPULATION A AINSI MARQUE SON ATTACHEMENT A LA BUTTE ET SA FERME VOLONTE DE **DEFENDRE MONTMARTRE**

RAPPELONS LES NOMBREUSES INTERVENTIONS DANS CE SENS FAITES DEPUIS DES ANNEES PAR LOUIS BAILLOT ET JEAN GAJER.

CETTE CAMPAGNE a notamment été jalonnée par une réunion publique au Théatre du Tertre et par une manifestation dans le quartier de la rue et de la place des Abbesses.
Elle a été marquée tout récemment par une fête place Emile Goudeau, devant le Bateau Lavoir abandonné, dans la soirée du 26 juin. Dans une ambiance joyeuse et combative, des artistes se sont produits, une fresque a été collée sur le Bateau Lavoir. Il est d'ailleurs regrettable que certains aient jugé bon de la dégrader deux jours plus tard.....

L'ACTION CONTINUE ET S'AMPLIFIERA .

LES SPECULATEURS ET LES GROSSES BANQUES QUI SONT DERRIERE EUX NE DESARMENT PAS FACILEMENT. VOTRE VIGILANCE RESTE NECESSAIRE!

LES COMMUNISTES DÉSIRENT ARDEMMENT QUE SE RASSEMBLENT TOUTES LES VOLONTÉS POUR METTRE EN ÉCHEC LEURS APPÉTITS VORACES ET DESTRUCTEURS. C'EST POSSIBLE!

TOUTES LES COUCHES DE LA POPULATION Y SONT INTÉRESSÉES SAUF LES SPÉCULATEURS ET LEURS COMPLICES.

LE PETITIONNEMENT CONTINUE, ET DES LA RENTRÉE LA POPU POPULATION SERA INVITEE A ALLER PORTER, AVEC LES ELUS, LES SIGNATURES AUX POUVOIRS PUBLICS.

D'AUTRES INITIATIVES SERONT PRISES. ELLES SERONT, COMME TOUJOURS, OUVERTES A TOUTES ET A TOUS.

AGISSEZ ! EXPRIMEZ-VOUS !

BONNES VACANCES A CEUX QUI PARTENT! NE MANQUEZ PAS LES 13 ET 14 SEPTEMBRE PROCHAINS DE VENIR A LA FETE DE L'HUMANITE NOUS RENDRE VISITE AU STAND DU 18ème ARR. , DONT LA DECORATION ET L'ANIMATION AURONT POUR THEME MONTMARTRE.

A CET EFFET ACHETEZ DES MAINTENANT LA VIGNETTE D'ENTREE A LA FETE, A NOS POSTES DE VENTE HABITUELS.

ÉCRIVEZ-NOUS

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
SECTION GRANDES CARRIÈRES SUD
48, RUE DUHESME 75018

Source : AN, 78AJ/41, 1975.

Document 22 : PCF , "Paris Capitale", 1979.

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
9 EME ARRONDISSEMENT

PARIS CAPITALE

assemblée./débat

PREAU DE L'ECOLE AU 5 RUE MILTON (ENTREE RUE HYPOLLYTE LE BAS)

Jeudi 7 Juin à 20h30

Luttez contre Paris répètent à l'unisson les démagogues qui préparent la soumission de la France et de toutes ses régions à une capital étrangère avouée comme Bruxelles ou occulte comme Bonn.
Le 10 Juin avec les communistes pour un scrutin d'un enjeu décisif,des dizaines de milliers de travailleurs, de citoyens, se rassembleront autour de Georges Marchais et de l'ensemble des candidates et des candidats de la liste du Parti Communiste Français pour l'élection à l'assemblée européenne.

Pas le Paris du parisianisme frelaté et méprisant la Province. Pas le paris de la richesse et du luxe multinationaux. Mais la région économique, le foyer intellectuel; la capital politique qui doit rester le coeur de la souveraineté nationale et de l'indépendance française. Des millions de femmes et d'hommes travaillent, vivent, luttent dans cette immense agglomération. L'europe du capital a commencé à les frapper. L'intégration, l'élargissement du Marché Commun que veulent la droite et le Parti Socialisteles atteindraient de plein fouet. Ils supprimeraient des centaines de milliers d'emplois, remettraient en cause des avantages acquis au cours de longues luttes importeraient la répression à l'allemande; aggraveraient la compression des salaires, les conditions de travail et de vie. Pour celles et ceux des entreprises, des zones industrielles, des H.L.M. , des quartiers des banlieues populaires, pour les ouvriers, les employés, les cadres, les intellectuels, le vote communiste participe de leurs luttes contre l'exploitation, contre l'austérité, contre l'affaiblissement du potentiel du pays en tout domaine.

La même politique qui vise à marginaliser, à dévitaliser la région parisienne, programme le déclin de la France et de l'ensemble de ses régions au profit d'une Europe de mercantistes dominée par l'allemagne fédérale. Quel symbole de l'unité de la France profonde pour sa diversité que la participation sur la liste présenté par le Parti Communiste Français, d'Emmanuel Maffre-Baugé, personnalité non communiste du monde paysan et l'un des représentants de la renaissance occitane!
La liste de Simone Veil est celle du Parti qui veut pousser plus loin les abandons et la vassalisation de la France. Les politiciens qui ont aggravé l'intégration européenne figurent sur la liste de Jacques Chirac, à commencer par lui. Sur la liste du Parti Socialiste se trouvent les négociateurs et les signataires du Marché Commun, les inconditionnels du traité de Rome dont François MITTERAND lui-même.

Tous cachent leur jeu. Pour les Françaises et les Français qui veulent se rassembler afin de sauvegarder la liberté d'action, la place et les possibilités de la France en Europe et dans le monde, le vote communiste est le seul moyen.

Nombreux sont ceux qui aspirent à une union nouvelle. Des électeurs socia--listes s'interrogent: vers quel nouvel échec, dans quelle impasse François Mitterand les conduit-ils? Peuvent-ils vouloir aux yeux d'une Europe des travailleurs, l'Europe de Helmut Schmidt, l'Europe du refus des 35 heures et des interdits professionnels, l'Europe des trusts, l'Europe de la politique Barre, mise en oeuvre par des socialistes? Chaque voix pour la liste communiste contribuera à construire l'union nécessaire pour avancer.

Le score national du Parti Communiste Français pésera pour la suite. Dans cette élection proportionnelle où chaque voix comptera et sera efficace, votez pour les seuls candidats porteurs des aspirations des travailleurs et du pays: les candidats présentés sur la liste du Parti Communiste Français.

J'ADHERE AU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

NOM.....PRENOM.....

PROFESSION.....AGE.....TELEPHONE.....

ADRESSE.....

LOCALITE.....DEPARTEMENT.....

LIEU DE TRAVAIL(dénomination et adresse).....

.....

SIGNATURE

Renvoyez ce bulletin au : P.C.F. 53, rue de Rochechouart 75009 PARIS
où remettez-le à un communiste de votre connaissance.

Source : AN, 78AJ/45, 1979.

Concernant la vision de la capitale française des communistes dans le discours officiel, Paris, nous pourrons également nous attacher à ce tract de la section du IX[e] arrondissement, intitulé « Paris Capitale », destiné à la campagne communiste pour les premières élections européennes de 1979.[248](**Cf. document 22**) Bien qu'adoptant une position européenne que l'on appellerait aujourd'hui « souverainiste » ou même « anti-européenne » – la réticence à l'égard de « Bruxelles » mais aussi des USA, de l'Allemagne et de son leadership en Europe et du pouvoir des « firmes multinationales »[249], étant les chevaux de bataille politiques du PCF de l'époque –, le PCF de Georges Marchais, se défendant par ailleurs d'être « nationaliste, borné et anti-allemand »[250], dans un élan de fierté nationale – ce qui constitue une autre de ces caractéristiques[251] – veut faire de Paris la « capitale européenne», contre « la soumission de la France à une capitale étrangère avouée comme Bruxelles ou occulte comme Bonn ».[252] Mais en dépit de cette prise position, Paris nous est décrite dans ce tract comme ville « de la richesse et du luxe multinationaux », « frappée par l'Europe du capital », et le « parisianisme » comme « frelatée et méprisante pour la Province », chez un parti en déclin électoral qui cherche certainement un appui de « la France profonde ».[253] On remarquera aussi la violence des attaque du PCF contre son ancien allié, le Parti socialiste (et de son chef de file François Mitterrand), apparenté à « la droite », et avec lequel il est en rupture depuis peu, en raison du « non respect » par ce dernier du *Programme commun de gouvernement* qu'ils avaient cosigné ensemble en 1972[254] : la rupture du programme commun a lieu le 21 septembre 1977 et est confirmé, le 21 juin 1978 par « L'appel des trente » de François Mitterrand qui critique ouvertement l'attitude du PCF. Elle a, entre autres, pour cause la dénonciation par le PCF de Marchais du PS de Mitterrand, accusé de « soutenir Giscard » et de ne pas respecter les clauses du Programme commun. Pour le PCF, il s'agit en fait d'une différence de conception au sein de la gauche : réformiste pour le PS.[255] L'extension de l'Union européenne souhaitée conjointement par la droite française et le Parti socialiste auraient ainsi pour conséquence d' « aggraver les conditions de travail et de vie » pour, entre autres, « celles et ceux des

---

[248] Parti communiste français, 9[e] arrondissement, *Paris Capitale*, AN, 78AJ/45, juin 1979.
[249] Parti communiste français, Campagne pour l'élection de l'Assemblée européenne, AN, 78AJ/45, mai 1979. « Le 10 juin, du plus petit village aux plus grandes villes, chaque voix va compter. […] Françaises, Français, vous ne partagez peut-être pas toutes nos idées. Le 10 juin, il ne s'agit pas de changement de majorité ou de gouvernement. C'est la France qui est en jeu. Non à son déclin ! […] Ne permettez pas que la politique de la France soit décidée par une majorité étrangère, usurpée par Bonn et Washington ».
[250] AN, 78AJ/45, 1979.
[251] Voir pour cela KRIEGEL (Annie), *Communismes au miroir français. Temps, cultures et sociétés en France devant le communisme*, Paris, NRF Gallimard, 1974 ; notamment sur le double positionnement idéologique du PCF, entre internationalisme (révolutionnaire mais surtout stalinien) et le patriotisme.
[252] Parti communiste français, 9[e] arrondissement, *Paris Capitale*, AN, 78AJ/juin 1979.
[253] Parti communiste français, 9[e] arrondissement, *Paris Capitale*, AN, 78AJ/juin 1979.
[254] *Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Parti communiste français, Parti socialiste et Radicaux de gauche, Paris, Editions sociales, 1972.
[255] « Laissez-nous faire, on s'occupe de tout » pour le PS et « Ca dépend de vous, de vos luttes »[255], pour le PCF qui institue ainsi une sorte de volonté de « démocratie participative » avant l'heure, mais simplement dans le discours, car provenant d'un Parti qui a certes rompu avec le modèle staliniste et l'influence soviétique, mais encore fortement centralisé voir autoritaire, AN, 78AJ/46, mars 1981.

entreprises, des zones industrielles, des HLM, des quartiers de banlieues populaires, pour les ouvriers, les employés, les cadres, les intellectuels ». Cette désignation des catégories sociales vise à faire appel à l'électorat potentiel du PCF, et elle ouvre le discours aux « habitants », aux personnes catégorisées par rapport à leur localisation et leur situation dans la ville (HLM, banlieues), au delà des catégories traditionnelles des « ouvriers » et « employés », puisque l'oppression touche désormais ces catégories, « hors-travail », dans la représentation communiste. Le vote communiste et la lutte doivent donc également s'ouvrir à eux. Et en un mot, l'Europe ne fera qu'aggraver les conditions de vie des exclus et des exploités. La centralisation des décisions à Paris, la « souveraineté » nationale, si elle n'améliore pas ces conditions, empêchera toutefois que les décisions se prennent dans des sphères se situant en dehors de leurs connaissances approfondies ou n'étant pas à « proximité ». En juin 1979, c'est le géographe Félix Damette qui clame ainsi que « l'Ile-de-France doit être la capitale de l'Europe »[256] au sein d'un parti opposé au Marché commun, d'autant plus « qu'il faut défendre Paris et sa région », « puisque Paris est menacé » par la politique économique et sociale européenne (mais aussi en terme d'influence culturelle, européenne, mondiale).[257]

A la suite des élections européennes, le PCF s'en prend régulièrement au PS, comme dans ce tract d' « appel aux habitants du 4^{e} » contre les hausses des loyers parisiens devant intervenir au 1er juillet 1979, s'ajoutant aux hausses de transport en commun incessantes et à « la vie chère » en général.[258] (**Cf. Document 23**). Encore une fois, c'est cette politique de hausse des loyers du fait des spéculations amenant les habitants du « centre de Paris » à quitter la capitale pour sa banlieue qui est dénoncée. Le PCF en arrive ainsi à décréter des slogans comme « non au départ forcé de tous les travailleurs de la capitale et de l'Ile-de-France »[259], où encore à lancer une pétition contre les expulsions à Paris au lendemain des élections.[260] Ceci conduit même à des slogans du type « Paris aux travailleurs, Krishna go home ! » en 1980, pour protester contre l'installation de la secte dans un hôtel du IVe arrondissement parisien, prévu pour se transformer en logements sociaux.[261] Enfin, lorsque le PCF dénonce les « logements insalubres », c'est souvent pour critiquer les grands ensembles, comme celui de la Grande Borne à Grigny par Emile Aillaud, dont la construction s'est achevée en 1971.[262]

---

[256] AN, 78AJ/45, juin 1979.
[257] *La Vie du 13^{e}* (PCF), juin 1979, AN, 78AJ/45.
[258] Parti communiste français, « Appel aux habitants du 4ème », juin 1979, AN, 78AJ/45.
[259] Elections européennes du 10 juin 1979, AN, 78AJ/45, juin 1979.
[260] AN, 78AJ/45, juillet 1979.
[261] PCF, AN, 78AJ/46, mai 1980.
[262] AN, 78AJ/46, Février 1980.

Document 23 : PCF, "Appel aux habitant du 4ème", 1979.

juin 1979

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

APPEL AUX HABITANTS du 4ème

AGISSEZ POUR ANNULER TOUTES LES HAUSSES DE LOYER AU 1 JUILLET

Les élections passées, le gouvernement et Chirac présentent la note: elle est lourde !

LES LOYERS S'ENVOLENT:

Le 1er juillet, de nombreux locataires du 4ème arrondissement, de la ville de Paris, de l'office H.L.M, RIVP, Sorena, Semmah vont connaitre une nouvelle augmentation importante, de 15 à 20% d'autres l'ont été dés le 1er janvier.

Beaucoup d'autres sont menacés par le projet de libération des loyers: hausses non plafonnées.

Ainsi la ville de Paris, Chirac en tête propose à certain de ces locataires du 4ème lors de leur renouvellement de leur bail de tripler leur loyer.

LES HABITANTS DU 4ème, du centre de Paris déjà lourdement pénalisés par la spéculation, n'ayant pas de choix entre payer plus cher ou bien partir; vont voir leur difficultés encore accrues, beaucoup d'entre nous ne pourrons pas payer ou seront menacés d'expulsion. A cela s'ajoute le transport plus cher, le gaz et l'électricité.

Combien est lourde la responsabilité du P.S, de refuser de s'attaquer résolument à ce pouvoir. Mittérand devant les journalistes jeudi dernier déclare que "si nous sommes dans l'impasse" c'est qu'en 1974 Giscard d'Estaing a commencer son septénnat par une ERREUR de jugement. De même si l'inflation n'a pu être maitrisée, c'est que M. Barre "N'A PAS SU". Comme si les hommes du pouvoir étaient plus des incapables que des gens mis en place pour préserver les privilèges, accroître les profits.

FACE A CES ATTAQUES BRUTALES DU GOUVERNEMENT ET DE CHIRAC

Il ne faut pas les supporter, ne pas subir.

Il faut exiger l'annulation de toutes les hausses de quittance de loyer au 1er juillet et l'arrêt des augmentations des charges locatives.

S'OPPOSER A TOUTES LES ATTEINTES portées contre votre pouvoir d'achat par le pouvoir et exiger la reconnaissance de vos droits les plus élémentaires.

VOUS POUVEZ COMPTER SUR LES COMMUNISTES DE VOTRE QUARTIER, dans votre lutte, vous pouvez venir nous voir,19 rue du Pont Louis Philippe,(permanence toute la journée) téléphone 272 07 78.
Exprimez votre refus en participant à:

Mercredi 27 juin à 18 h 30
Manifestation contre la vie chère, de la gare St-Lazare à la gare du Nord.

Que partout s'élève la protestation des habitants de la région parisienne.

Non à la hausse des transports et des loyers !

Rendez-vous pourles travailleurs et les habitants du 4ème à l'angle de la rue du Havre et rue ST Lazare.

Source : AN, 78AJ/45, 1979.

Les exemples des revendications touchant Montmartre ou le 4e arrondissement peuvent nous amener à parler de « localisme » de la part de l'opposition communiste, dans un sens différent de celui défini par Jean-Pierre Garnier.[263] Il est bien sûr normal et logique que les sections locales et urbaines du Parti communiste s'attachent à des luttes, revendications et thèmes de quartier. Mais le Parti touche ici, comme souvent, des thèmes auquel sont censés être sensibles les habitants : celui de la « fierté » d'appartenir au quartier et de se battre pour sa préservation, son identité, par exemple, mais surtout ceux de la vie sociale et de la vie quotidienne et de ses difficultés. Fait révélateur : au cours des années soixante dix, les unions locales de la CGT et les fédérations locales du Parti en appellent dans leurs tracts de plus en plus aux « travailleurs et habitants » de Paris, de tel ou tel arrondissement, et non plus simplement aux « travailleurs » (de telle ou telle entreprise ou secteur d'activité). Ils mettent en avant les considérations sur la « vie quotidienne » de ceux-ci et les solutions à apporter pour améliorer celle-ci.[264] Mais le PCF ne possède pas le monopole de cet intérêt et de cette utilisation – « instrumentalisation » – politique de la vie quotidienne des citadins. La majorité des tracts des partis de la gauche institutionnelle retrouvés et datant du milieu des années soixante-dix, qu'ils soient à caractère local ou non, qu'ils concernent le logement, les transports, les espaces verts, les équipements, les activités, aborde ce sujet de la « vie quotidienne ». Lorsque celui-ci n'est pas simplement évoqué et mentionné de manière abstraite, la quotidienneté est décrite et dénoncée comme dégradée par l'urbanisme et la « droite » aux affaires, la spéculation – auquel cas l'opposition en fait le cheval de bataille de son programme et des actions qu'elle entend menée pour la restaurer. La vie quotidienne peut également être décrite concrètement, toujours dans la même optique, au niveau local. Elle est toutefois toujours mise en avant, que ce soit dans le titre des tracts, dans des slogans percutants ou voulus comme tels, dans la typographie, etc.

C'est ainsi que le PCF appelle de plus en plus depuis le milieu des années soixante-dix, reprenant les termes giscardiens eux-mêmes, à « stopper, à Paris, la dégradation du cadre de vie, contre le bruit, pour les transports en commun, les espaces verts, les équipements, les logements », à « protéger les habitants contre l'insécurité »[265], que celle-ci soit sociale et urbaine (expulsion) ou dans son sens premier, comme l'insécurité dans les transports en commun. La ville et son caractère social y font d'ailleurs système dans les revendications, la « délinquance », pour prendre cet exemple, provenant « des cités culturellement sous-développées ».[266] Cette question de l' « insécurité urbaine » devient d'ailleurs de plus en plus présente au fil de la décennie soixante-dix dans les propos communistes qui, en 1980, déclarent qu'ils ne laisseront pas « nos quartiers et nos cités se transformer en petit "Chicago", Giscard et Bonnet [ministre de l'Intérieur du gouvernement Barre] laissant pourrir la situation dans les quartiers populaires […] » et préférant affecter « deux fois plus de policiers pour

[263] GARNIER (Jean-Pierre), « Quelle politique de la ville ? », tribune de *Politis,* 14 février 2002.
[264] Voir par exemple Fédération de Paris du PCF, *La Vie du 13e*, juin 1980, AN, 78AJ/46.
[265] PCF, AN, 78AJ/43, 1976.
[266] CGT, AN, 78AJ/43, 1976.

protéger les hôtels luxueux de Neuilly que pour assurer la sécurité des HLM d'Ivry et de Vitry réunies ».[267] Le PCF en arrive ainsi à réclamer plus de présence policière pour « la sécurité des quartier et des lieux publics », par la présence d'îlotiers, de commissariats, « d'une police proche de la vie de quartier ». Tout ceci participant encore une fois de l'amélioration de la vie quotidienne pour les habitants des quartiers défavorisés et à la stratégie d'un parti qui, comme le notent François d'Arcy et Yves Prats, s'attache dès la fin des années soixante-dix, à étendre son influence hors de la classe ouvrière, par de nouvelles « alliances de classes » (classes moyennes urbaines, mais aussi marginaux, immigrés, « mouvement social ») contre la politique étatique et le capitalisme d'Etat.[268]

La droite et la gauche politique se battent dorénavant sur le même terrain : celui du cadre de vie. Les communistes luttent et revendiquent essentiellement contre « les promoteurs, videurs et spéculateurs », pour « la restauration sociale et publique des logements »[269]. Ils dénoncent le déplacement des populations ouvrières vers les périphéries urbaines[270], s'opposent « aux expulsions et aux saisies »[271], et, essentiellement par l'intermédiaire de la CGT, aux mauvaises conditions et aux hausses des tarifs des transports en communs. Par l'intermédiaire de la CNL, le PCF est également présent sur le terrain du logement social : cette confédération d'émanation communiste se bat « pour le droit à l'habitat », « contre la hausse des loyers ».[272] Ses mots d'ordre sont les mêmes que ceux du PC des années soixante-dix : « défense du pouvoir d'achat », « de l'habitat ancien », « arrêt des saisies, des expulsions, coupures d'électricité », « droit au maintien dans les lieux dans tous les secteurs d'habitat », droit à un « cadre de vie décent et à l'entretien des cités ». La défense des populations précaires et dans l'insécurité sociale est mise en avant, ainsi qu'un certain côté esthétisant, comme on l'a vu, mais aussi hygiéniste. Mais c'est surtout l'attaque systématique des législations et projets giscardiens qui est revendiquée (libéralisation des loyers dans l'habitat ancien, etc). C'est donc la « qualité » de vie en ville qui devient, pendant les années soixante-dix, le point fort des critiques et de la pensée urbaine du PCF, ce parti qui, dès l'avant-guerre, se cantonnait, en terme de revendications urbaines, aux luttes pour le logement (loyers trop cher, nombre de logements sociaux ou « bon marché »)[273], autrement dit, à des revendications que l'on pourrait appeler plus « quantitatives », pour

---

[267] AN, 78AJ/46, novembre 1980.
[268] ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », *in* : GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 4, *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, p. 266.
[269] Le PCF a déposé, en 1973, une proposition de loi pour le logement social à Paris visant à la restauration à caractère social et « modernisation » des immeubles anciens par des organismes publiques, au relogement à proximité lors de rénovations, « à des prix accessibles et en rapport avec les ressources », et à l'acquisition par la municipalité « des terrains et immeubles faisant l'objet de transaction », AN, 78AJ/43, mars 1976.
[270] AN, 78AJ/43, mars 1976.
[271] AN, 78AJ/43, mars 1977.
[272] AN, 78AJ/44, décembre 1978.
[273] *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, nouvelle série n° 2 (36), « Le PCF et le logement. 1920-1939 », 14e année, 1980.

reprendre le langage de la sociologie des mouvements sociaux.[274] Selon Bachmann et Le Guennec, dans l'immédiat après-guerre,

> « Ni le parti communiste ni la CGT n'ont de véritable stratégie urbaine. Leurs revendications fleurent encore l'avant-guerre : "Pas d'augmentation de loyers, pas d'expulsion sans relogement, exonération de toute augmentation pour les économiquement faibles !" »[275]

Ceci amène les deux auteurs à parler de « retrait » des communistes vis-à-vis de la question urbaine. Mais le Parti est alors encore au sommet de sa gloire, tant au niveau électoral, qu'au niveau du nombre de ses adhérents et de son influence, sans compter que la ville et le logement ne sont encore pour lui que des objets marginaux de revendications et de luttes. Le PCF est encore influencé par l' « orthodoxie marxiste » qui fait de la situation de l'ouvrier au travail, de son exploitation dans l'usine, le seul terrain favorable, possible et utilisé de lutte [276]: « le logement illustre la thèse d'une paupérisation absolue du prolétariat ».[277] Mais ces deux facteurs ne sont plus d'actualité après 68. Les spéculations, foncières et immobilières, ne sont plus simplement perçues comme faisant augmenter le prix de la vie en milieu urbain en en chassant ses populations les plus défavorisées (les ouvriers), incapables pécuniairement de continuer à s'y loger : elles ont aussi, et de plus en plus, de par l'urbanisme lui-même, un impact sur la « qualité urbaine ». C'est-à-dire, entre autres, sur la mise en place des équipements nécessaires, l'insuffisance des espaces verts, et ce, parfois au profit de la « construction de luxueux ensembles immobiliers ». [278] C'est par cet intérêt pour les questions « quotidiennes » urbaines, doublé par cet attrait pour le « localisme », que le PCF « stabilise sa chute » tant électorale que militante, selon les deux auteurs précédemment cités, que nous suivrons sur ce point.[279] Il faut encore mentionner que ce parti conserve une implantation locale importante, notamment en banlieue parisienne.

Question urbaine, et appel à la question locale et aux problèmes quotidiens des citadins forment la base de plus en plus usitée pour légitimer la contestation, la lutte contre l'exploitation, dans la France d'après la crise. Et si, au lendemain de la guerre, les combats pour la ville et le logement « peuvent tout juste être utilisés dans le cadre d'une dénonciation globale du capitalisme »[280], si la « question urbaine », l'espace lui-même sont instrumentalisés dans cette optique idéologico-politique, ce fait est toujours d'actualité dans les années soixante-dix. Mais il se double dorénavant d'une critique en règle de l'Etat et de la planification urbaine qu'il met en œuvre (auxquels les communistes

---

[274] TOURAINE (Alain), *La Voix et le regard*, Paris, Le Seuil, 1978.
[275] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 69.
[276] *Id.*, p. 71.
[277] *Ibid.*
[278] *La Vie du 13e*, juin 1979, AN, 78AJ/45.
[279] BACHMANN (Christian) et LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, p. 157.
[280] *Id.*, p. 71.

participaient après guerre) : critique, en somme du fameux « capitalisme monopoliste d'Etat » influencé par de Gaulle.

> « A son stade monopoliste, le capitalisme ne limite plus ses ambitions aux usines. Il fait main basse sur la ville. Avec l'Etat à leur service, les monopoles planifient, construisent, exproprient ; ils envahissent la vie quotidienne. Ils s'aident d'une pseudo-science qu'ils baptisent "urbanisme" et à laquelle ils font jouer un rôle stratégique, comme idéologie politique et pratique professionnelle. La politisation de la problématique urbaine est inévitable, et, dans l'espace local, c'est directement l'Etat – au service des monopoles – que les ouvriers affrontent au quotidien. L'urbanisme est un terrain de lutte où tout le peuple s'unit dans la volonté d'un changement démocratique. Pour les communistes, le territoire communal devient, tout comme l'usine, une base d'action contre l'Etat des monopoles »[281]

« Le communisme est saisi par l'urbain », même si pour des raisons tactiques et d'adaptation à une France qui change. Et il est saisi selon les termes d'un intellectuel communiste qu'il avait lui-même renié et banni en son temps : Henri Lefebvre. Et l'influence (la récupération ?) de ce dernier sur le Parti qui l'avait exclu ne s'arrêtera pas aux années soixante-dix. Quoi qu'il en soit, la question urbaine, la quotidienneté, la « qualité de vie » en ville et le local deviennent les nouveaux créneaux dans lesquels s'insèrent le parti, dont les base militantes s'amenuisent en même temps que la France industrielle et urbaine se modernise, mais qui peut encore compter sur une forte base d'élus au niveau local, et qui sait s'adapter, même avec une dizaine d'année de retard, à la critique d'un Etat centralisateur et planificateur et du libéralisme, que cet Etat encourage de plus en plus. Ces questions locales et ces critiques de la quotidienneté font d'ailleurs partie intégrante d'un mouvement plus large, qui dépasse le PCF et les partis de gauche. Il s'agit en quelques sortes d'un mouvement d'ensemble hérité de la critique post-68.[282]

Mais la critique du PCF porte, également, pour les besoins électoraux souvent, sur les pouvoirs locaux de droite, comme à Paris. C'est ce que nous montre le document ci-joint, daté du 6 juillet 1979, dénonçant la décision du Maire de Paris de sacrifier, tout en augmentant les impôts locaux, une grande partie du budget de la construction des équipements, de l'aide sociale et des personnels municipaux, en raison d'une baisse du financement nationale du président Giscard d'Estaing. [283] (**Cf. Document 24)**

---

[281] *Id.*, p. 157.
[282] BIDOU-ZACHARIASEN (Catherine), *Les Aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 1984.
[283] Parti communiste français, « Paris. Budget à la guillotine », 6 juillet 1979, AN, 78AJ/45.

Document 24 : PCF, "Budget à la guillotine", 1979.

Parti communiste français

PARIS

Budget à la guillotine

M. Chirac annonce 150 millions de restrictions sur l'aide sociale, les équipements et le personnel

M. Chirac présentera lundi, au Conseil de Paris, les modifications qu'il entend apporter au budget de la ville : 145 millions de moins sur le « fonctionnement » (personnel, aide sociale, etc.), qui entraînent une ponction de 150 millions sur les crédits destinés aux équipements. Une coupe sombre d'une ampleur inégalée à ce jour dans la capitale, qui a pour origine la décision gouvernementale de prélever 147 millions sur la somme globale qu'il doit cette année à la ville.

Le gouvernement supprime 147 millions (actuels) de la somme globale qu'il doit cette année à la ville de Paris. M. Chirac paye la note sans broncher et décide, au beau milieu de l'année, de tailler dans le programme d'équipements à réaliser, dans les effectifs du personnel municipal, dans les crédits destinés au Bureau d'aide sociale... On ne verra donc pas, à cette occasion, un nouvel épisode de la guerre en dentelle qui oppose — prétendument — le chef du R.P.R. à M. Giscard d'Estaing. L'affaire, réglée comme du papier à musique, doit trouver son achèvement, lundi, en conseil municipal, à l'occasion du vote du *« budget modificatif 1979 »*.

Parlons chiffres : 145 millions seront supprimés du budget de fonctionnement, portant notamment sur l'aide sociale (10 millions), le personnel (80 millions), etc. Et 150 millions vont disparaître de l'enveloppe destinée aux équipements, soit 50 millions *« d'autofinancement »*, et 100 millions d'emprunts.

« C'est du jamais vu à Paris », explique Christiane Schwartzbard, conseillère municipale communiste. Et de fait, si l'on décortique un peu les chiffres... En ce qui concerne les équipements, la ponction représente un quart de ce qu'il restait à investir, c'est-à-dire la valeur de 30 crèches — 1.300 berceaux —, ou bien de 250 classes pour les écoles, ou encore de 150 clubs de jeunes... Une paille !

Côté *« fonctionnement »*, la saignée sur le Bureau d'Aide Sociale concernera vraisemblablement les secours exceptionnels, alloués par la ville aux familles en difficulté, soit pour cause de maladie, ou de chômage, etc. L'an dernier, treize millions étaient destinés à cet usage. Supprimez dix millions, il ne reste pas grand chose. Les trente millions prélevés sur le budget du personnel de la ville, eux, représentent environ 500 emplois, sur les 700 qui devaient être créés cette année.

Les lampions sont éteints

« On a beau être à la veille du 14 juillet, les lampions sont éteints », dit Henri Meillat, secrétaire du groupe communiste. De fait, la facture est lourde. Et la façon dont M. Chirac prend les devants sur les désirs gouvernementaux, poussant même plus loin la coupe sombre dans le domaine des équipements, laisse présager pour l'année prochaine, un budget encore plus austère.

Pour bien prendre toute la mesure de l'événement, il est nécessaire de rappeler que déjà, depuis que le chef du RPR préside aux destinées de la capitale, les impôts locaux ont augmenté de 40 %. Autrement dit, plus les parisiens payent, plus on leur serre la ceinture. Lorsque l'Etat avait imposé à Paris, en juin l'an dernier, 282 millions de dépenses de police, M. Chirac avait augmenté de près de 10 % les impôts : *« Si nous ne levons pas d'impôt nouveau, nous serons conduits à mettre en déficit notre compte administratif, et donc, automatiquement, la capitale retombera sous tutelle »*, expliquait-il alors, la main sur le cœur.

Défendre Paris de la tutelle del'Etat... L'argument sans doute, sera ressorti lundi au conseil municipal. M. Chirac expliquera qu'il a fait le bon choix poir la capitale : une austérite accrue, ou bien 5 % d'augmentation des impôts...afin de défendre l'inépendance de la ville. Mensonges que tout cela : le choix du chef du RPR est politique : C'est *« mettre Paris au pain sec »*, dit Christiane Schwartzbard. Qu'elle soit giscardienne ou RPR, l'austérité a meme visage. *« Le budget modificatif »* 1979 en fait la démonstration.

Les communistes ont annoncé pour la rentrée une campagne organisée arrondissement par arrondissement, de manière qu'aucune des réalisations (si peu nombreuses soient-elles) prévues par la ville au début de l'année, ne soit abandonnée.

RÉGIS HULEUX

AGissez Contre les hausses de loyer, contre la speculation!
Vous pouvez compter sur les communistes
C.QUIN conseiller communiste.

reviendra sur ces questions au Conseil de Paris Lundi.

j'adhère au parti communiste français

NOM ..... PRENOM .....
PROFESSION ..... AGE .....
ADRESSE .....
LOCALITE ..... DEPARTEMENT .....
LIEU DE TRAVAIL (Dénomination et adresse) .....
à retourner P.C.F. 19 rue du Parc Louis Philippe 95006

Source : AN, 78AJ/45, 1979.

Document 25 : PCF, "Les transports en IDF, ça suffit!", 1980.

LES TRANSPORTS EN ILE-DE-FRANCE ÇA SUFFIT !

SOUTENEZ LES PROPOSITIONS DES COMMUNISTES

Accidents, retards, pannes, insécurité, inconfort, ça devient impossible !

Vous travaillez à Paris, vous habitez en banlieue, souvent loin de la gare ou de la station de métro ou de bus, combien d'heures perdez-vous chaque jour dans les transports ? Combien d'heures auriez-vous pu consacrer à la place à votre famille, à vos loisirs.

LE TEMPS DE VIVRE, C'EST AUSSI NE PAS PERDRE DES HEURES DANS LE TRAIN CHAQUE JOUR.

Vous payez de plus en plus cher, vous êtes de plus en plus mal transportés.

Chaque jour vous faites la queue dans le métro, vous êtes entassés dans les trains, les autobus. Votre train est de plus en plus souvent en retard. Les heures de pointe passées, le week-end, vous attendez des trains, des bus, qui se font de plus en plus rares.

La sécurité, un droit qu'on vous refuse.

Vos déplacements deviennent de plus en plus risqués. Non seulement vous êtes mal transportés, mais de plus en plus souvent vous êtes à la merci de l'accident ou de l'agression dans les trains de banlieue, dans le métro. Sous prétexte d'économie, de rentabilité, la S.N.C.F. a supprimé 100 000 emplois en moins de 15 ans. Tout fonctionne à la limite de la sécurité. A tout instant des accidents graves peuvent se produire, se produisent. On ne peut jouer ainsi avec la vie des gens. Ce scandale doit cesser.

Le responsable, le pouvoir giscardien.

Il a favorisé une urbanisation sauvage, sans se préoccuper des distances et des liaisons entre votre domicile et votre lieu de travail. Il a refusé de faire les investissements nécessaires en matière de transport.
Votre exaspération est légitime. Le seul objectif du pouvoir giscardien et de ses représentants en Ile-de-France qui, avec le Parti Socialiste, soutiennent l'intégration européenne et atlantique, est de défendre les intérêts de quelques firmes multi-nationales au détriment de l'avenir de la région et des conditions de vie de ses habitants.
Certains voudraient vous faire croire que les cheminots, les agents des transports en commun sont responsables de vos difficultés. Il n'en est rien.

Au contraire, ils font tout pour défendre le service public dont ils se sentent responsables.
Ils exigent les moyens en matériel et en hommes pour assurer leur travail et ainsi répondre à vos besoins.

Un programme d'urgence proposé par les élus communistes.

Il faut réaliser les investissements nécessaires, pour réduire la durée des trajets, pour développer le confort dans les transports en commun, pour assurer la sécurité des déplacements. C'est le sens des propositions des élus communistes de la Région Ile-de-France ; ils vous invitent à les soutenir pour les faire aboutir.

1. **Assurer une bonne desserte de la région et améliorer le confort des transports en commun :**

— Prolongement du métro dans les gares les plus denses de l'agglomération ;
— Améliorer de la desserte S.N.C.F. de la banlieue ;
— Augmentation et meilleure utilisation du parc de matériel roulant, augmentation de la cadence des bus en facilitant leur circulation en zone 2 ;
— Réouverture des lignes de ceinture au trafic voyageur ;
— Augmentation de la cadence des métros et des trains quand cela s'avère nécessaire ;
— Terminer la A 86 en évitant les nuisances et en accord avec les riverains.

2. **L'arrêt des hausses de tarifs et le paiement de la carte de transports à la charge de l'employeur.**

LES MOYENS EXISTENT, LE POUVOIR GISCARDIEN LES A DEJA PRIS DANS VOTRE POCHE.

Ces mesures réalistes et la gestion des transports en Ile-de-France coûteraient 17 milliards de N.F. par an. Cet argent, l'Etat l'a déjà pris dans vos poches. (en Région parisienne, la voiture lui rapporte plus de 10 milliards, usagers des transports en commun de la Région, vous payez 2,5 milliards, les employeurs versent sur part de salaire et la région prélève sur vos impôts locaux 3,5 milliards).
Ces ressources doivent être utilisées au niveau de la région pour financer ces mesures d'urgence.

UNE POLITIQUE DES TRANSPORTS EN REGION PARISIENNE DEMOCRATIQUEMENT DEFINIE ET APPLIQUEE.

La responsabilité des transports doit être assurée par un Conseil régional démocratiquement élu au suffrage direct proportionnel. Les usagers doivent être consultés.
De telles mesures sont urgentes. Elles peuvent porter un coup d'arrêt à la dégradation des transports en Ile-de-France.
Elles sont réalistes et contribueront à améliorer votre vie.
Ensemble, nous pouvons contraindre le pouvoir giscardien, ses représentants en Ile-de-France, à les appliquer.

En signant la pétition que vous proposent les communistes, exigez une politique des transports dans votre région répondant à vos besoins et définie avec vous et vos élus.

La Fédération de Paris du Parti Communiste Français.

BULLETIN D'ADHESION

Nom : ..... **Prénom :** ..... **Age :** .....

Adresse : .....

Lieu de travail : .....

Date ..... **Signature :**

Remettez ce bulletin d'adhésion à un militant communiste connu de vous, ou retournez-le à la Fédération de Paris du Parti Communiste français 120, rue Lafayette, 75010-Paris.

TYPOFSET, 22-24, rue Marie-Stuart 75002 PARIS

Source : AN, 78AJ/45, 1980.

Cette montée de « qualitatif » dans les protestations communistes quant à la question urbaine dans les années soixante-dix ne se limite pas non plus aux domaines du logement, des équipements et des espaces verts. Elle s'empare également de la question des transports en commun. En 1980, par exemple, ce n'est plus l'augmentation des tarifs de ces transports et leur coûts trop élevé pour les travailleurs de banlieue qui sont mis en avant, mais les « mauvaises conditions de transports, les accidents, les retards, les pannes, l'insécurité et l'inconfort » : « entassement », « queue », « attentes », « agressions » qui adviennent malgré ces augmentations en accompagnement de la baisse des effectifs et des financements.[284] (**Cf. Document 25**) Cette fois, c'est le pouvoir central qui est visé et accusé : il est en cause en tant qu' « il a favorisé une urbanisation sauvage, sans se préoccuper des distances et des liaisons entre [le] domicile et [le] lieu de travail, [en refusant] de faire les investissement nécessaires en matière de transport », son « seul objectif [étant], avec le Parti socialiste, [en soutenant] l'intégration européenne et atlantique, de défendre les intérêts de quelques firmes multinationales au détriment de l'avenir de la région et des conditions de vie des habitants ». Encore une fois, c'est la qualité de la vie des parisiens et des travailleurs qui est décrite comme sacrifiée au profit du capital et du capitalisme monopoliste d'Etat. Des solutions concernant le financement et le fonctionnement des transports en commun parisiens, sur lesquelles nous reviendrons, sont proposées, et dont la faisabilité et la crédibilité sont constamment légitimées. Le repli sur les problèmes locaux et quotidiens des parisiens permettrait ainsi au PCF de légitimer ses prises de positions et son programme, par des considérations concrètes parlant sûrement plus aux électeurs (tant en ce qui concerne les constats que les mesures concrètes à adopter). Mais c'est encore une fois la CGT de Georges Séguy[285] qui détaille plus les critiques et considérations sur ce problème des transports en commun à la même date dans un tract, « Transports en commun. Temps de vivre ». La CGT-RATP Union syndicale y revient et détaille les propositions communistes pour les transports en commun parisiens, soit de meilleurs dessertes, un meilleur entretien, un matériel en meilleur état et une réduction des coûts, et ce, tout en fustigeant le désengagement de l'Etat dans ce secteur[286], puis « l'inhumanité des conditions de transport » et la hausse de l'insécurité pour les personnels.[287] Les revendications de la CGT concernant les transports en commun et les luttes internes à la RATP en appellent ainsi aux habitants et usagers parisiens comme le prouve ce tract au titre révélateur concernant la répression des luttes dans l'entreprise au nom de la défense du service public : « Travailleuses et travailleurs de l'Ile-de-France, ce qui se passe

[284] Fédération de Paris du Parti communiste français, « Les transports en Ile-de-France, Ca suffit !», AN, 78AJ/45, 1980.
[285] Ouvrier imprimeur, membre du comité central du PCF à partir de 1954 et secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982.
[286] CGT-RATP Union syndicale, « Transports en commun. Temps de vivre », février 1980, AN, 78AJ/46.
[287] CGT-RATP, AN, 78AJ/46, septembre 1980.

à la RATP vous concerne tous ! ».[288] Les attaques de la direction envers les salariés revendiquant « conformément aux besoins de la population et des usagers », pour « les libertés, l'emploi, les conditions de travail, la sécurité et la qualité du service public », sont présentées comme participant à « la casse du service public ». La lutte au sein du service public de transport constitue donc un moyen pour la CGT de mobiliser le plus largement possible, en termes de « satisfaction des besoins » des usagers. Dans ce type de luttes et de revendications sont donc contestées à la fois la politique interne de l'entreprise et la politique générale des transports en Ile-de-France en termes qualitatifs (qualités du service et des équipement, sécurité face aux accidents, à la délinquance). Et cette « qualité » est opposée à la « rentabilité ».

Au début des années quatre-vingt, les critiques du PCF en matière d'urbanisme s'affinent tout en cumulant les revendications qu'il a portées tout au long de la décennie. Mais c'est toujours les questions du logement des travailleurs et « leur droit à la ville » qui reste prégnantes, comme le démontre le slogan « vivre et travailler à Paris » que l'on retrouve dans de nombreux tracts, PCF et CGT confondus.[289]

> « La bourgeoisie a résolu de transformer Paris et sa région en chasse gardée. Une région parisienne pour les privilégiés ou pour les travailleurs. Voilà la question. »[290]

La majorité des logements construits sont jugés « inconfortables et trop chers », les HLM sont « en liquidation », les « cités et les quartiers, dégradé » et soumis à « l'insécurité », les transports « longs, coûteux et pénibles ». Giscard est accusé quant à lui d'avoir favorisé, par sa politique urbaine, « une vie inhumaine et l'isolement » et d'avoir déclaré « la guerre aux travailleurs de la Région parisienne », de vouloir « disperser les ouvrier pour réduire leur force ».[291] Le même tract dénonce également « les privilégiés » des « quartiers résidentiels », qui « spéculent sur les terrains pour chasser les travailleurs dans les banlieues reculées » et « cassent l'usine pour disperser les ouvriers et les emplois » ; « la bourgeoisie [n'ayant] jamais accepté la force de lutte des travailleurs de la région parisienne et les améliorations qu'ils ont pu conquérir, [ni] qu'ils se dotent de maires et de députés communistes pour les défendre. » La « reconquête de la région » – la reconquête de Paris – par les ouvriers est à l'ordre du jour pour les communistes de 1980 et les revendications qualitatives et quantitatives se confondent dans une critique des politiques urbaines (toujours), destinée à contester le système capitaliste, les « privilégiés », l'Etat bourgeois, etc. Les considérations mêlent la prise en

---

[288] CGT Fédération nationale des transports, Union syndicale de la RATP, Union régionale de l'Ile-de-France, Union départementale de Paris, « Travailleuses et travailleurs de l'Ile-de-France, ce qui se passe à la RATP vous concerne tous ! », AN, 78AJ/46, décembre 1980.
[289] CGT, « Travailleuses et travailleurs de la capitale ! Je veux vivre et travailler à Paris », AN, 78AJ/46, décembre 1980.
[290] MARCHAIS (Georges), *L'Espoir au présent*, cité *in :* « Pour la région parisienne avec Georges Marchais », AN, 78AJ/46, novembre 1980.
[291] « Pour la région parisienne avec Georges Marchais », AN, 78AJ/46, novembre 1980.

compte de nouveaux thèmes liés à la qualité de vie urbaine, d'ordinaire absents du discours revendicatif de la gauche politique (insécurité), et thèmes plus anciens pour le discours communiste traditionnel (prix des logement) dans une rhétorique de la lutte des classes se déroulant dorénavant dans et pour l'espace urbain et plus seulement au niveau économique de la propriété des moyens de production et de l'exploitation du travailleur au sein de son entreprise ou de son usine. La CGT adopte également cette posture de revendications qualitatives concernant la ville de Paris, allant même jusqu'à parler de « casse et de déclin de Paris », de « main basse sur la ville » par les « privilégiés » et les « nantis », le tout orchestré par les pouvoirs national et local (Giscard et Chirac).[292] (**Cf. Document 26**) Tout ou presque tout leur est reproché : « la dégradation du cadre de vie », les « conditions de travail », le « manque de temps pour vivre une vie plus heureuse, plus intense, plus sûre, plus vraie » pour les habitants et les travailleurs parisiens, « l'insécurité grandissante », le dépeuplement et le « déséquilibre » de Paris, les fermetures d'entreprise, les pertes d'emplois et le développement du chômage dans la capitale, le « mal-vivre », les « inégalités » qui voient les « travailleurs côtoyer la richesse la plus insolente des nantis » (on ne parle pas encore de « ségrégations »). La revendication, on l'a vu, devient « le droit de vivre et de travailler à Paris », pendant au « droit de vivre de travailler au pays » de la CFDT. Ce droit ne renvoie pas uniquement à celui d'habiter près de son lieu de travail et d'éviter ainsi les transports toujours plus long et coûteux, mais également à celui d'une vie urbaine améliorée, libérée, et surtout à celui que l'on pourrait qualifier de « droit à la ville ». Ce tract de la CGT, qualifié de « sans précédent », présente la vie à Paris comme un privilège et comme une chance, comme un droit à (re-)conquérir pour les travailleurs de province ou de banlieue.

Mais ces condamnations de l'urbanisme et les revendications concernant le « cadre de vie » ne s'arrêtent pas au niveau local. Ainsi voit-on se mettre en place, à la « Fête de Paris » du PCF des 15 et 16 mai 1976 à La Villette-Porte de Pantin, un débat « le PCF et le cadre de vie » organisé par la section « cadre de vie » du parti.[293] Parmi les participants à ce débat sont présents des personnalités comme Pierre Juquin, normalien, député du Parti communiste chahuté par les maos de Nanterre en janvier 1968, membre du comité central du parti et responsable de sa section « cadre de vie » qui comprend également les débatteurs suivants : Vincent Labeyrie, écologiste de l'Université de Tours, Henri Fiszbin, Secrétaire de la fédération de Paris du PCF, député et ouvrier métallurgiste et François Ascher, économiste et urbaniste, alors maître assistant à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris VIII (Vincennes).

[292] CGT, « Travailleuses et travailleurs de la capitale ! Je veux vivre et travailler à Paris », AN, 78AJ/46, décembre 1980

[293] AN, 78AJ/43, mai 1976. Ce débat de la section « cadre de vie » a également lieu lors de la « Fête de Paris » des 15 et 16 mai 1978 au même endroit et avec les mêmes animateurs (AN, 78AJ/44, mai 1978).

Document 26 : Tract de la CGT, 1980.

dec · 1980

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE LA CAPITALE !

CET APPEL SANS PRÉCÉDENT VOUS CONCERNE !

• Que vous ayez un emploi à Paris, que patrons et pouvoir vous en privent, que vous soyez retraité(e)s.
• Que vous habitiez Paris, que vous en ayez été chassés, que vous n'ayez jamais eu les moyens ni même le choix d'y vivre.

Vous vous êtes sûrement posé cette question-là :

EST-IL POSSIBLE DE VIVRE ET TRAVAILLER A PARIS AUJOURD'HUI ?

Possible d'y avoir un emploi stable et enrichissant, un logement près de son lieu de travail, un salaire et du temps pour y vivre une vie plus heureuse, plus intense, plus sûre, plus vraie ?

AVEC VOUS, NOUS VOULONS RÉPONDRE : OUI, C'EST POSSIBLE !

Comment ?

Par la lutte, une lutte déterminée, solidaire, où chaque travailleur prend lui-même ses affaires en main, refuse le mal-vivre et la casse à Paris des entreprises, des emplois, des acquis, des libertés, et gagne le droit, oui le droit, de vivre et travailler à Paris !

C'est vrai que notre vie à tous y est de plus en plus dure, intolérable même, la plupart du temps réduite à une course épuisante avec des transports fatigants et dont la durée s'allonge, un travail le plus souvent long, pénible, peu intéressant, des fins de mois si difficiles qu'elles démarrent le 15.

C'est vrai que nous ne sommes épargnés ni par les licenciements, ni par les fermetures et transferts d'entreprises, ni par le chômage.

Les logements ? De plus en plus chers, ou petits, vétustes et inconfortables, ou encore de plus en plus éloignés de la capitale, alors qu'il y a 90.000 logements vides à Paris.

La dégradation du cadre de vie, des conditions de travail souvent d'un autre âge, la quasi-impossibilité de faire du sport ou de se cultiver, la détérioration des conditions d'enseignement et de formation, l'insécurité grandissante, tout cela pèse.

Ce n'est pas fatal. C'est le résultat d'une volonté politique.

Sept ans de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, c'est plus de 200.000 emplois supprimés, des milliers de fermetures d'entreprises, 300.000 habitants chassés de Paris, une désindustrialisation accélérée, l'informatique au service exclusif du profit, les restructurations, les transferts et les décentralisations dans les secteurs dits « tertiaires » et nationalisés, l'affaiblissement et le démantèlement des services publics.

Aujourd'hui, Paris se dépeuple, Paris se déséquilibre gravement. On y casse la santé (1.400 lits en moins à l'Assistance publique depuis 1976), on y démantèle la Sécurité sociale, on y paralyse les conseils de prud'hommes.

Paris devient la capitale du chômage, du mal-vivre, des inégalités dans laquelle 60 % des travailleurs, 80 % des travailleuses perçoivent moins de 4.000 F par mois et côtoient la richesse la plus insolente des nantis.

Giscard d'Estaing, Barre, Ceyrac, Chirac, ces gens-là veulent faire de Paris une chasse gardée pour les banques et les privilégiés, une sous-capitale pour une France de deuxième zone.

Ni hasard, ni fatalité, ni conséquence inéluctable de la crise du système, ni mal chronique des grandes villes, la situation faite à ceux et celles qui travaillent, à ceux et celles qui vivent à Paris n'est pas non plus le résultat d'une « absence de plan » ou l' « échec d'une politique ». Non !

Ce n'est pas non plus la traduction d'une « solidarité nationale » qui déshabillerait Paris pour mieux habiller Lille, Nantes, Rennes, Toulouse ou Bordeaux. Encore non !

Non ! Cette situation, **tout cela qui coûte à ceux qui produisent, travaillent, cherchent un emploi, étudient, vivent à Paris, c'est le fruit amer d'une orientation délibérée, d'une stratégie de démantèlement mise en œuvre avec un acharnement d'autant plus grand que pouvoir et patronat ont du mal à faire passer leur politique.**

La casse et le déclin de Paris ? C'est bien ce que veulent GISCARD, BARRE, CEYRAC et CHIRAC (qui y participe activement comme maire de la capitale, par sa contribution, son soutien sans faille).

Le président de la République lui-même en juillet 1980, après six ans et demi de règne sans partage, n'a pas craint d'affirmer cyniquement : « Ma politique pour l'Ile-de-France est bonne, et je vais la poursuivre !... »

Il leur faut casser Paris pour casser l'Ile-de-France, pour casser la France. Et donc y briser la classe ouvrière, vider Paris de ses salariés, y mettre en cause le droit au travail des femmes, y aggraver comme jamais la surexploitation des jeunes, détruire tout ce qui fait de Paris un point d'appui pour l'ensemble des travailleurs de ce pays.

Ils font tout pour vous y rendre la vie intolérable et tenter de vous faire accepter les fermetures d'entreprises, les départs et les transferts.

Vous qui venez d'autres régions, ce sont les mêmes qui vous en ont chassés, qui veulent aujourd'hui vous chasser de Paris. Jamais il ne vous ont donné le moindre choix. Jamais !

Ils veulent interdire Paris aux travailleurs, l'interdire à leurs luttes.

Ils n'y parviendront pas. Un Paris de banques et de privilégiés ? Non merci !

Il faut arrêter le bras des casseurs, organiser la riposte.

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PARISIENS

Nous ne les laisserons pas faire main basse sur la ville, main basse sur la capitale.

Seule comme organisation syndicale la C.G.T. lutte et vous appelle à cette lutte. La C.F.D.T. — chacun le constate — non seulement refuse d'engager l'action nécessaire, mais s'y oppose pour rechercher des accommodements avec le pouvoir et le patronat.

En parlant de « sur-emploi relatif de la capitale », de nécessité de « rééquilibrer emploi et habitat dans notre région », elle encourage les casseurs dans la poursuite de cette politique.

Alors que personne, non personne, ne peut nier aux travailleurs parisiens le droit de vivre et de travailler dans leur ville.

Alors qu'ils luttent pour reconquérir ce droit. Et **quand on se bat, on gagne !**

Des exemples :

— contre la fermeture d'une entreprise, pour son maintien et son redémarrage ? Ceux de la Néogravure Blomet, de Prédo Bayard,

— contre les licenciements, pour la garantie de l'emploi ? Ceux de la cordialité Baloise, de la tour Eiffel,

— contre les transferts autoritaires et pour le maintien à Paris ? Ceux de la Caisse des Mines, de l'imprimerie des billets SNCF, du Centre de Sécurité sociale des travailleurs migrants.

— pour les créations d'effectifs supplémentaires ? Ceux des PTT, de l'hôpital Tenon,

— pour les salaires ? Ceux de Bouchara, de Coignet, de Letouzey et Ané, de Drouard,

— sur le temps de travail ? Ceux du commerce, des chèques postaux,

— sur les libertés syndicales et le droit d'opinion ? Ceux de la mairie de Paris.

Gagner, cela dépend donc de vous, de votre lutte,

— pour les salaires et le pouvoir d'achat des pensions, retraites et allocations (peut-on vivre avec moins de 4.000 F à Paris aujourd'hui ?),

— contre toute suppression d'emploi, contre toute fermeture, tout transfert du secteur privé ou du secteur public,

— pour l'implantation à Paris d'industries nouvelles, pour la création d'emplois nouveaux,

— pour la réduction du temps de travail vers les 35 heures, pour la 5e semaine de congés, pour la retraite à 60 ans (55 ans pour les femmes),

— pour l'emploi pour tous, pour la garantie de ressources à tous ceux qui en sont privés (un chômeur sur deux ne perçoit aucune indemnité), pour l'élimination du travail précaire,

— pour exiger avec force de loger et vivre à Paris, dans des logements bien équipés et accessibles à tous, grâce à l'attribution du 1 % patronal prioritairement dans la capitale,

— pour des équipements sociaux et collectifs dignes de ce nom, des locaux et des moyens aux organisations syndicales et conseils de prud'hommes,

— pour une véritable amélioration du cadre de vie et des transports (1 h 45 en moyenne par jour) incluant le remboursement de ceux-ci.

Dans votre entreprise, votre atelier, votre service, votre bureau, votre chantier.

Dans votre quartier,

PRENEZ VOTRE DEFENSE EN MAIN,

PRENEZ TOUTE VOTRE PLACE DANS LE SYNDICAT

QUI SE BAT A VOS COTES, LA CGT.

POUR UN VERITABLE SURSAUT CONTRE LA CASSE DE NOS VIES DE NOS EMPLOIS ET DE NOS ENTREPRISES, DE NOS ACQUIS ET DE NOS LIBERTES !

POUR VIVRE, VIVRE ENFIN ET TRAVAILLER A PARIS !

ENGAGEONS DÈS MAINTENANT CETTE BATAILLE

PAR 10 JOURS DE LUTTE

du 10 au 19 décembre 1980

avec prises de paroles, assemblées, mises à jour et dépôts des cahiers revendicatifs, arrêts de travail !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse personnelle (si envoi par la poste) .....

.....

Entreprise : .....

Adresse : .....

Signature

Remettez ce bulletin à un militant CGT ou adressez-le à Union des Syndicats CGT de Paris, 85, rue Charlot, Paris-3e.

Imprimerie Poissonnière - Paris

Source : AN, 78AJ/45.

Le PCF compte en effet parmi ses membres un certains nombre de chercheurs sur la ville et l'urbain, parmi lesquels François Ascher, les géographes Félix Damette, spécialiste de l'aménagement du territoire, et Jacques Scheibling, l'architecte Jean-Louis Cohen, les sociologues Jean Lojkine, Christian Topalov, Henri Coing, Henri Raymond et Nicole Haumont et un certain nombre d'autres sociologues et architectes enseignants dans les nouvelles UP d'architecture (Jean-Pierre Lefebvre, Paul Chémetov, Jean Renaudie).

Deux ans auparavant avait lieu le « Colloque de Grenoble » intitulé « Pour un urbanisme. » (avril 1974), organisé par *La Nouvelle critique* et regroupant des sympathisants ou militants du PCF travaillant sur la ville, architectes ou scientifiques, autour des questions des ségrégations socio-spatiales, de la spéculation. En 1982, les « Rencontres pour la ville » renouvelleront l'expérience en faisant revenir l'ex-communiste Henri Lefebvre sur le devant de la scène, un peu en guise d'hommage au philosophe instigateur de la sociologie urbaine française et de la philosophie marxiste de la modernité.[294] En 1975, François Ascher avait même fait paraître, avec la collaboration de Jean Giard et de Jean-Louis Cohen, un ouvrage aux Editions sociales, sorte d'état des lieux de l'urbanisation mondiale et française (gaulliste et giscardienne) précédent la stratégie de réforme urbaine à mettre en place par le PCF.[295]

Cependant, d'une manière générale, le Parti communiste, qui, contrairement au PSU, mais comme le PS, dispose dans ces années de la gestion de nombreuses municipalités, intègre dans son discours les critiques et les revendications urbaines, celles du terrain et des luttes, mais *a priori* peu dans les propositions qu'il formule.Mais ce sont surtout les élections qui sont l'occasion pour le PCF ou le PS de réaffirmer leurs revendications propres à l'urbain et à l'urbanisme, en même temps qu'elles leur permettent de réaffirmer leurs positions et de proposer des solutions, des programmes de réformes concernant ces objets. C'est donc à ces programmes (communs ou non), que nous allons maintenant nous intéresser, en sachant qu'ils relèvent parfois de contradictions, entre les apports et les héritages communiste, de la vieille SFIO et de la deuxième gauche.

Dans les programmes et les campagnes électorales : les solutions et propositions

A la fin des années soixante-dix, le PCF tout autant que le PS ont franchi ce fameux bond qualitatif qui les fait passer, grossièrement, de revendications sur l'insuffisance en nombre de logements sociaux, sur les loyers et les transports trop chers, à des revendications et des considérations

---

[294] Parti Communiste Français : *Rencontres pour la ville*, Rencontres organisées par le Parti Communiste Français. 19, 20 Novembre 1982, « Société Française, Cahiers de l'Institut de recherches marxistes », numéro spécial, supplément au n°6.

[295] ASCHER (François) et GIARD (Jean), *Demain la ville ? Urbanisme et politique*, Paris, Editions sociales, 1975

sur la vie quotidienne, en milieu urbain, en terme de liberté, d'aliénation et de dégradation. Pour preuve, ces mots d'ordre lancés par les deux partis et qui participeront à leurs succès : « Chacun doit décider de sa vie »[296], « vivre mieux et autrement »[297] pour le PS, « Pour une société à mesure humaine »[298] pour le PCF. Changer la vie quotidienne urbaine en transformant « le cadre de vie », ou du moins, pour les moins révolutionnaires, comme au PS, l'améliorer par « la défense et l'amélioration du cadre de vie ».[299] Il ne s'agit plus ici de « changer la ville pour changer la vie », comme au début des années soixante-dix, mais plus simplement d'améliorer la situation autant qu'elle peut l'être et avant qu'elle n'empire. Car cette situation est perçue comme dégradée, notamment par exemple par la droite parisienne et chiraquienne et le pouvoir giscardien au niveau national. Mais qu'il s'agisse de « transformer » ou simplement d' «améliorer » la vie quotidienne et la vie sociale « par » l'espace, le présupposé idéologique demeure le même.

- Le programme commun de 1972 : conditions de vie et démocratisation

Au niveau le plus global, c'est à dire à l'échelle nationale, les différents programmes d'action ou électoraux du PS et du PCF ne tarissent pas de propositions sur la ville et l'urbanisme.

Le programme commun de 1972, en premier lieu, propose « un ensemble cohérent de mesures pour l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail (vivre mieux) et inséparable du changement radical des rapports sociaux (changer la vie).»[300] Mais ce programme ne va pas sans une attention toute particulière portée au problème du logement (notamment du logement social)[301], à celui des transports, et sans une action volontariste portée sur la ville, son aménagement et sa gestion. Dans sa première partie intitulée « vivre mieux, changer la vie », un chapitre est ainsi consacré au thème « l'urbanisme, le logement, les équipements »[302], auquel s'ajoutent les questions des politiques foncières et des pollutions. Ces thèmes y sont présentés comme étant « prioritaires » et les mesures proposées comme « répondant à la nécessité urgente pour les travailleurs d'améliorer leur cadre de vie ». Les équipements collectifs sont quant à eux perçus comme corollaires du « développement social » mais aussi du « développement économique ». Le « nouvel urbanisme », lui, se fixera comme objectif la maîtrise du développement des agglomérations, la réduction des inégalités excessives de croissance entre les villes, la couverture des besoins sociaux et économiques par une répartition hiérarchisée et coordonnée des équipements urbains à l'intérieur des régions », la lutte contre la

[296] AN, 78AJ/45, campagne pour les élections de l'Assemblée européenne, mai 1979.
[297] *Ibid.*, juin 1979.
[298] MARCHAIS (Georges), AN, 78AJ/45, janvier 1979.
[299] Parti socialiste, campagne pour l'élection de l'Assemblée européenne du 10 juin 1979, AN, 78AJ/45, juin 1979.
[300] AN, 78AJ/40, 1973.
[301] La droite critiquera notamment cet aspect du Programme commun qui « demande plus de logements sociaux alors que les français préfèrent être propriétaires de maisons individuelles », AN, 78AJ/44, 1978.
[302] *Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Parti communiste français, Parti socialiste et Radicaux de gauche, Paris, Editions sociales, 1972, pp. 65-72.

ségrégation (des activités et population), « l'équilibre entre la population, l'emploi, les logement et les équipements », le maintien dans les centres des populations précarisées. Mais pour cela, la maîtrise et la municipalisation des sols est la solution, mais pas seulement :

> « Un urbanisme pour les hommes et non pour le profit des monopoles exige des changements des structures de l'économie nationale : nationalisation des secteurs clés de l'économie et planification démocratique. Cela permettra d'intégrer dans l'économie nationale les objectifs de la politique urbaine (localisation des usines, des bureaux) ».[303]

La « démocratisation » de l'urbanisme et de la gestion urbaine est également mise en avant, ce qui entraînerait, selon les propos un quasi-monopole du secteur public sur la question foncière (contre la spéculation). Concernant la question du logement, le secteur social est bien sûr déclaré « prioritaire », tout comme le droit à un « logement de bonne qualité pour tous » et la lutte contre les « promoteurs malhonnêtes ». Des objectifs chiffrés sont avancés, permettant à l'Etat de construire plus, de contrôler ou encore d'augmenter les allocations familiales. Dans le secteur des transports, le transport en commun est bien sûr privilégié, il s'agit de mettre en place une « politique de transport radicalement nouvelle dont l'objectif est d'implanter, de développer et d'aménager les transports en fonction des lieux de logement et de travail, [mais aussi] d'améliorer leur rapidité et leur confort, de les rendre moins coûteux » par le financement de l'Etat, des collectivités locales et des employeurs pour les salariés.[304] Concernant l'environnement et la pollution enfin, le « capitalisme » en est responsable, et non « le développement de la technique » lui-même. Cette technique devra même résoudre les dégradations qui pèsent de plus en plus sur les conditions de vie », en accompagnement de « réglementations et mesures d'ensemble visant à améliorer le cadre de vie ».

Ce programme mêle donc, concernant tout du moins la question urbaine et de l'urbanisme, les revendications communistes (municipalisation des sols) et celles *a priori* plus portées par une partie de la mouvance socialiste (démocratisation des décisions, décentralisation, contrôle habitant et « qualité » de la vie), et ce, dans un esprit qui s'oppose à celui porté par la droite (gaullistes et centristes confondus). Ce programme, mêlant donc la rhétorique marxiste à celle, qu'on pourrait qualifier de « pré-autogestionnaire » ou participative fait système et dénote une structure interne cohérente, tout en ne lésant aucun point de vue : tout se tient dans l'argumentaire et tout dépend de tout, de la question foncière à la qualité de vie, de l'économique au social et au cadre de vie. Le « capitalisme » et le régime politique pompidolien y sont rendu responsables de la plupart des maux, mais, cependant, nulle part il n'y est fait mention d'abolition du capital, mais plutôt de mesures renforçant le pouvoir de l'Etat, des collectivités locales, des habitants eux-mêmes, et visant à conjurer ces maux. Les actions

---

[303] *Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Parti communiste français, Parti socialiste et Radicaux de gauche, Paris, Editions sociales, 1972, pp.65-66.
[304] *Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Parti communiste français, Parti socialiste et Radicaux de gauche, Paris, Editions sociales, 1972, pp. 70-71.

proposées elles-mêmes semblent couler de source et s'entraîner les unes les autres. Elles constituent une « force de proposition » pour contrer la politique urbaine de Pompidou alors chef de l'Etat et qui ne commence qu'à revenir peu à peu sur l'ère « dirigiste » et « moderniste » du régime gaulliste. Elles mêlent à la fois nécessités quantitatives et plus qualitatives, et leurs objectifs principaux semblent bien être une « meilleure qualité de vie dans un meilleur cadre de vie » et le « droit à la ville » pour tous, quels que soient les revenus ou positions sociales.

- Les élections et la distinction des approches

Après la mort prématurée de Georges Pompidou, lors des élections présidentielles d'avril 1974, le candidat unique de la gauche, François Mitterrand, appuyé par les communistes, les radicaux de gauche et les syndicats[305], accorde ainsi, sur la base de ce programme, une attention toute particulière au problème du logement, ce qui amène de nombreuses associations citadines et locales à faire campagne pour lui.[306] Lors des élections cantonales de mars 1976, le Parti socialiste se propose de « compenser les inégalités sociales et géographiques » de la France[307], en améliorant l'aménagement du territoire, mais aussi par la « décentralisation » qu'il mettra en œuvre à son arrivée au pouvoir en 1981.

Le PCF, lui, ne cesse de demander le « blocage des loyers et des charges».[308] Il promet la « baisse des loyers » dans le secteur du logement social et au delà, des « logements sociaux de meilleure qualité », plus d'équipements.[309] Car en effet, le logement est une des questions traditionnellement abordée par les réflexions communistes. En 1978, ainsi, Christian Topalov, « responsable des questions du logement à la commission Cadre de vie du PCF » et par ailleurs sociologue au CSU, fait paraître en 1978 un ouvrage programmatique sur la question, issu d'une réflexion collective à laquelle participèrent d'autres chercheurs sur la ville ou l'habitat adhérents au PCF : on nommera par exemple François Ascher, Nicole Haumont, Claude Massu, Edmond Preteceille, Henri Raymond. Cet ouvrage au titre évocateur et annonciateur (*Se loger en liberté*)[310] commence par dresser les aspects de la « crise du logement » de la France giscardienne : manque de logements sociaux, inconfort, logements inadaptés, trop chers, insécurité. Sa thèse revendicative principale, celle du PC, donc, est celle du « droit au logement » pour tous suivant les besoins et les désirs et du « droit à pouvoir le choisir » librement et sans contrainte d'ordre matériel ou de

[305] Nous noterons toutefois la présence de deux trotskystes au premier tour : Alain Krivine pour la LCR et Arlette Laguiller pour « Lutte ouvrière ».
[306] AN, 78AJ/41, avril 1974.
[307] AN, 78AJ/43, mars 1976.
[308] AN, 78AJ/42, avril 1975.
[309] AN, 78AJ/47, janvier-avril 1981, *Bonjour* n°6.
[310] TOPALOV (Christian), *Se loger en liberté. Propositions pour une politique démocratique et sociale de l'habitat*, Paris, Editions sociales, 1978.

localisation, ce qui n'est « possible que dans une société socialiste », c'est-à-dire transformée.[311] Les propositions avancées pour remédier à la crise et favoriser ces droits sont, pour n'en citer que quelques-unes :

– l'augmentation du SMIC,

– la réglementation des loyers et la limitation des charges,

– la stabilisation des loyers HLM,

– l'augmentation de l'allocation logement,

– l'augmentation de la construction,

– « l'autogestion communale et la participation des habitants »[312],

– l'aide publique à la construction sociale,

– la décentralisation démocratique,

– l'effort en faveur de l'industrie du bâtiment considérée comme « secteur d'intérêt national »[313],

– la fin de la spéculation des « grands groupes financiers » et des « monopoles » industriels.[314]

Ainsi, à partir de données et de propositions chiffrées et budgétées dans une politique plus globale, les communistes détaillent ce que serait une « politique sociale de l'habitat », « démocratique », s'appuyant sur le programme commun[315] et sur l'idéologie majeure du programme du PCF sur les rapports entre capital et travail dans lesquels la ville s'insère. De nouveaux thèmes comme « l'autogestion », la « participation » font toutefois leur apparition dans le vocabulaire communiste, qui fait ainsi du logement et de sa « démocratisation » en enjeu social primordial pour les années à venir.

Concernant les transports, on l'a vu, c'est le paiement de la carte orange parisienne par les employeurs qui est incessamment prôné, des socialistes aux communistes, en passant par les syndicats, ainsi que son « extension à tout l'Ile-de-France », sa « gratuité pour les chômeurs » et une augmentation de la participation de l'Etat.[316]

Mais l'ouvrage le plus marquant émanant du PC sur la ville à cette époque est sans nul doute *Demain la ville*, co-rédigé antérieurement par l'urbaniste François Ascher, enseignant au département d'urbanisme de l'Université de Vincennes-Paris VIII et Jean Giard, ouvrier du bâtiment, et dont on a déjà parlé.[317] Les auteurs y dressent un éventail des problèmes urbains, concernant le logement, mais

---

[311] *Id.*, pp. 51-52.
[312] *Id.*, p. 75.
[313] *Id.*, p. 103.
[314] *Id.*, p. 115.
[315] *Id.*, p. 91.
[316] CGT-CFTC-FEN, An, 78AJ/45, avril 1979.
[317] ASCHER (François) et GIARD (Jean), *Demain la ville ? Urbanisme et politique*, Paris, Editions sociales, 1975.

aussi les transports, le manque d'équipements, la baisse de « la « qualité de vie dans les villes », des sociabilités, de la vie sociale. La « crise urbaine » est assimilée à une « crise de société » due au déploiement du capitalisme et à un Etat servant ses intérêts par l' « urbanisation monopoliste » [318], c'est-à-dire étatique et au service des « grands monopoles » industriels et financier, et non « au service de l'homme ».[319] Et là réside une des contradictions sociales majeures du capitalisme pour les communistes. Contradiction qu'il faut résoudre et dépasser, notamment en définissant un nouvel urbanisme répondant aux « besoins » des hommes et des habitants et, toujours, en renforçant le pouvoir des collectivités locales, en luttant idéologiquement contre l'urbanisme (démystification) et en s'unissant dans la lutte à partir des proposition du programme commun.

- La rupture de l'union de la gauche et les prises de position aux niveaux national et local

Cependant, à la fin des années soixante-dix, ce programme commun est remis en cause par le Parti communiste, et le *Projet socialiste pour la France des années 80* fait le bilan du programme socialiste après la rupture de l'union de la gauche. Sortant un an avant les élections présidentielles, il est donc censé constituer le programme socialiste pour cette élection, puis, éventuellement, guider sa politique, tout en étant influencé par les expériences municipales du parti.

Il se divise en trois grandes parties : « comprendre », « vouloir », « agir ». Mais les considérations et propositions concernant l'espace urbain – le « cadre de vie » – et l'urbanisme n'apportent pas tellement de nouveauté, si ce n'est celle de taille, qu'est « l'autogestion », nouveau cheval de bataille du mitterrandisme. Le PS entend réagir et donc prendre en compte les luttes pour le cadre de vie qui se développent et dont on a déjà parlé pour élaborer sa politique.[320] Après une accusation de l'urbanisme des « trente dernières années [où] la seule loi qui ait joué en définitive est celle de la spéculation »[321], des « banlieues-dortoirs isolées », des ségrégations urbaines, le PS réaffirme sa volonté de prise en charge des problèmes urbains, avec toujours un renforcement du pouvoir en la matière des collectivités locales, des associations d'habitants ou de citadins, et, fait nouveau, la création et la reconnaissance d'un « syndicalisme du cadre de vie » sur le modèle de l'entreprise.[322] Le moyen essentiel, dans cette optique, réside donc dans « l'établissement de nouveaux rapports de pouvoir », seuls à même de pouvoir « transformer » les « structures de production du cadre bâti, l'organisation des transports [et] l'animation de la vie urbaine ». [323] Sont réaffirmées ainsi la volonté de maîtrise du « sol urbain » par les collectivités tout en leur donnant les responsabilités en matière d'aménagement, comme préalable à la nouvelle politique, celle de renforcer les « droits

[318] *Id.*, p. 73.
[319] *Id.*, p. 232.
[320] Parti Socialiste, *Projet socialiste. Pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, p. 260.
[321] *Id.*, pp. 272-273.
[322] *Id.*, p. 264.
[323] *Id.*, p.273.

collectifs des usagers » (par le syndicalisme du cadre de vie), de favoriser les transports en commun (payés par les employeurs) et de promouvoir le « droit à la mobilité ».[324] Mais aussi, influence des mouvements sociaux urbains aidant, le projet se propose de mettre en place des « ateliers publics d'aménagement » au niveau local et de « structurer la vie urbaine sur de nouvelles bases » :

> « L'urbanisme capitaliste disloque le centre des villes, expatrie le peuple *extra-muros*, organise la ségrégation entre les classes, la fragmentation des activités (produire, habiter, se distraire), et la dispersion de la population. Une métamorphose de la vie urbaine est possible : fêtes et jeux, arts et travaux productifs, échanges et loisirs, sports et spectacles doivent autant que possible coexister en des espaces voisins mais séparés. […] Il faut affirmer et faire respecter le droit à la rue : droit pour tout citoyen de jouer, de danser ou de donner des représentations dans les rues, sur les places et dans les jardins et parcs, droit pour les partis, les syndicats, les associations d'organiser des fêtes et des spectacles dans les villes. »[325]

Le refus de l'urbanisme moderne est ici manifeste, tout comme l'attention portée sur le rôle social des espaces publics urbains, même si sur un mode un peu naïf et lyrique. Mais c'est bien le « droit à la ville » pour tous qui est ici affirmé.

Enfin, le programme des « 110 propositions » qui fera parvenir le PS au pouvoir en 1981 revient sur certains aspects de la politique urbaine visée, même si, cette fois, le « cadre de vie » ou l'urbanisme ne mobilisent pas un chapitre ou une partie à part entière.[326] « Un programme de relance économique fixera les première orientations : emploi, prix, développement technologique et cadre de vie », la « maîtrise de l'économie » devant guider la « croissance sociale » et vice-versa (proposition 14).[327] Les équipements collectifs et logements sociaux occupent toujours une place importante dans cette optique (proposition 16), ainsi que la législation sur les hausses de loyers et les plafonnements pour les logements sociaux (proposition 25). Mais c'est encore cette fois surtout sous le chapeau de la démocratisation et de la modernisation du système qui comprennent comme composante essentielle la « décentralisation », que les réformes urbaines sont abordées, dans la perspective de procédures, d'opérations et de processus de décision et d'aménagement plus efficaces.[328] Les collectivités locales acquièrent « la responsabilité des décisions en matière de cadre de vie » (transports, espaces publics et espaces verts, « services sociaux ») (proposition 57), les « associations d'usagers du cadre de vie verront leurs droits largement accrus et des moyens matériels mis à leur disposition » (proposition 59). Dans la même partie, le logement, enfin, occupe une place non négligeable dans le programme sous le

---

[324] *Id.*, p. 277.
[325] *Id.*, p. 279.
[326] SELIGMANN (Françoise), *Les Socialistes aux portes du pouvoir*, tome 1 : *1974-1981*. Paris, Michalon, 2005, pp. 175-191.
[327] « II : l'emploi : la croissance sociale par la maîtrise de l'économie », *Id.*, p. 177
[328] « III : La liberté des femmes et des hommes responsables », *Id.*, p.182.

sous titre « droit au logement pour tous » (propositions 88 et 89)[329], et c'est encore une fois une politique de l'habitat social qui est préconisée, par une « maîtrise des sols urbain par les collectivités locales grâce à l'instauration d'un impôt déclaratif foncier, d'un droit de préemption et de prêts bonifiés par l'Etat. ». On ne parle plus de nationalisation des sols, ni même de municipalisation mais de « maîtrise ».

Les propositions socialistes concernant l'urbain peuvent donc globalement se répartir entre de grands concepts assez peu nombreux : « démocratisation » (démocratie, participation, décentralisation plus d'efficacité), « qualité » (cadre de vie, habitat, transports, espace public, environnement), « droit » (au logement pour tous, à habiter les centres, aux transports) et « maîtrise » (des sols, de l'immobilier par la municipalisation, le secteur public), le tout étant présenté comme relevant d'une modernisation et du progrès – de la « croissance » – social.

Mais comment ces prises de positions et ces propositions globales se traduisent-elles au niveau local ? D'autant que, concernant le PCF de la fin des années soixante-dix, ce sont plutôt les expériences municipales de 1977 qui ont, en fait, tendance à influer sur le global. Il suffit, pour s'en faire une idée, d'étudier les programmes d'élections locales, comme celle de l'élection législative de 1978 qui marquent aussi, du moins au niveau électoral, la rupture du Programme commun de la gauche, le PCF accusant notamment les radicaux de gauche et les socialistes de se « tourner vers la bourgeoisie ».[330] Nous ne retenons ici qu'un exemple, celui du XIIIe arrondissement parisien, qui nous a paru représentatif des discours tenus par ailleurs. Les communistes, en la personne de Philippe Herzog, réclament classiquement et à leur habitude, et toujours dans une optique sociale « quantitative » le blocage immédiat des loyers, la « baisse de la population et du bruit », la « hausse des allocations familiales ».[331] Paul Quilès, lui, et sur un autre mode en appelle pour le PS à « une qualité nouvelle de vie » dans l'arrondissement en fustigeant « l'insuffisance des équipements collectifs et la ségrégation sociale dans l'habitat ».[332] Pour lui, « un cadre de vie agréable est l'objectif essentiel. » Il propose ainsi plusieurs mesures :

> « - le développement des lieux de rencontre et de communication, des espaces verts »
> - un « meilleur équilibre des fonctions sociales de la ville (emploi, habitat, animation, commerce) »
> - une « meilleure recherche de la qualité et de la beauté architecturale »
> - une « meilleure qualité du logement », notamment des logements sociaux

---

[329] *Id.*, p. 188.
[330] AN, 78AJ/44, janvier 1978.
[331] AN, 78AJ/44, mars 1978
[332] *Ibid.* Notons que ce même Paul Quilès sera successivement, sous la gauche, nommé ministre de l'urbanisme, du logement et des transport par Laurent Fabius entre 1984 et 1986 puis à nouveau ministre de l'équipement et du logement dans le gouvernement d'Edith Cresson entre 1991 et 1992, avant de passer à l'Intérieur sous Bérégovoy entre 1992 et 1993.

- un « droit de préemption des collectivités publiques sur tout achat de sol » et des « taxes foncières sur les plus-values ».[333]

La coupure entre le PS et le PCF n'est donc pas seulement électoraliste. La question de l'urbanisme et du « cadre de vie » marque bien des divergences de position sur un objet porteur au niveau local. Le PS, tout comme l'UDF de Giscard, par ailleurs, évolue vers le « bien être » dans la ville (et pour tous), tandis que le PCF demeure essentiellement attaché à la « lutte des classes » dans la ville et opte pour des programmes plus « quantitatifs », destinés aux plus démunis, à l'égalité, au pouvoir d'achat, etc. De même, l'idée d'une urbanisation et d'un urbanisme améliorés comme facteur du développement social et économique, présente chez les socialistes en cette fin des années soixante-dix, semble absente des théories communistes, qui n'y voient qu'un moyen pour réduire les inégalités et répondre aux besoins. La stratégie est inverse dans les deux partis : pour les socialistes, un nouvel urbanisme participera d'un changement social global et à la construction du socialisme, et pour les communistes, cet urbanisme n'est pas concevable sans un changement du système préalable.

Ce qui est vérifié concernant les revendications et contestations (le passage au « qualitatif » dans les deux cas), ne l'est donc pas pour ce qui concerne les propositions. Peut-être est-ce tout simplement dû au fait que le PCF de Georges Marchais, refuse toujours, à l'époque, de se mêler aux intérêts de la « bourgeoisie »[334] et même des classes moyennes, préférant centrer son action en faveur de « la classe ouvrière ». Critiquer les mauvaises conditions de vie des masses dans les villes est une chose, mais la fin de l'exploitation de ces masses par les patrons, les propriétaires et les promoteurs reste l'objectif principal. Et revendiquer une meilleure qualité de vie dans un « cadre agréable » comme le PS, est certainement perçu comme une aspiration « petite-bourgeoise ». On pourrait aussi émettre l'hypothèse que, si le PCF se pose comme le parti de l'intégration de l'écho des luttes, celui-ci se retranscrit mal ou faiblement au niveau programmatique.

Quoi qu'il en soit, il s'agit pour les socialistes de proposer « une nouvelle politique d'urbanisme », « au profit des habitants et plus des banques et des promoteurs », avec un « arrêt de la spéculation foncière et immobilière » par la « maîtrise des sols ». De même, la « rénovation-bulldozer » doit être stoppée « là où on peut restaurer ».[335] On constate d'une manière générale une « récupération » – ou une « influence » des mouvements sociaux urbains de la décennie dans le discours. Et cela ne s'arrête pas là : Quilès prône également « la récupération des trottoirs par les piétons », l'augmentation des espaces verts, le « droit au logement pour tous »[336], la réalisation d'équipements (écoles, crèches, terrains de jeux) mais aussi une « démocratisation de la gestion des ensembles immobiliers » (participation), d'autant qu'une loi devant donner un nouveau statut à Paris

[333] *Ibid.*
[334] AN, 78AJ/44, janvier 1978.
[335] AN, 78AJ/44, mars 1978.
[336] Promesse de construction de 10 000 nouveaux logements sociaux en un an, réquisition des logements vides.

est prévue, favorisant la « décentralisation » des décisions dans la capitale.[337] Mais globalement, dans ce programme, « changer la vie à Paris » se confond avec « changer Paris », ce qui est aussi remarquable, quoi qu'avec des options urbanistiques différentes, dans le programme de la droite locale.[338]

Les élections européennes de 1979 sont d'ailleurs l'occasion pour le PS de revenir sur le « scandale du secteur Italie » du XIII[e] arrondissement, en dénonçant le « projet Chirac qui favorise les promoteurs et organise la ségrégation sociale », alors que « le choix de la ville [devrait] être guidé fondamentalement par l'intérêt de la population », sa « consultation » et sa « participation ».[339] D'une manière générale, le PS cible sa politique parisienne sur « l'augmentation de la part du logement social », la « soustraction des sols et logements à la spéculation », le « contrôle des loyers et des charges », le « développement des équipements collectifs », la « reconquête de l'espace urbain », la « sauvegarde du cadre de vie » et la « décentralisation » des pouvoirs et décisions, notamment en matière d'urbanisme, contre Giscard et Chirac.[340]

Sur les constats, les discours de la gauche et de la droite des années soixante-dix ne diffèrent pas. Toutes deux s'inquiètent des répercussions sociales de l'urbanisme du régime gaullien, de la vie sociale urbaine dégradée, des relégations, etc. Ce qui change, ce sont les « causes » de ce constat, mais surtout les solutions proposées pour y remédier.

Cependant, les positions de la gauche politique sur les villes pendant ces années n'ont en définitive pas tellement évolué, du moins pour son représentant principal, le Parti socialiste. On peut expliquer cette relative pérennité des positions d'une part par l'attitude d'une direction qui, du moins en apparence, autorise la dissidence et les minorités tout en n'imposant aucun dogme en son sein, et d'autre part par le fait d'une position politique qui l'amène à phagocyter d'autres composantes socialistes, et ce, malgré l'échec relatif de l'union avec le Parti communiste. Ainsi, les bases de la pensée urbaine du PS étaient déjà posées, ou prévisibles, dès l'afflux massif, au début de la décennie

---

[337] La fameuse loi PLM (« Paris-Lyon-Marseille »), donnant, en 1982, plus de pouvoirs aux arrondissements des trois métropoles et les dotant de mairies.

[338] Ainsi, Alexandre Sanguinetti, membre du RPR - Rassemblement pour la République, parti gaulliste fondé par Jacques Chirac en 1976 - chiraquien inspiré du gaullisme fustige le POS de 1974 qui a « interrompu les projets modernistes de 1966 » et revendique la création d'une tour de 200 mètres Place d'Italie (la tour Apogée) et veut, d'une manière générale, remettre au goût du jour les politiques urbaines des années soixante. Des avantages esthétiques des grands ensembles sont mis en avant (les « volumes », les « perspectives », leur « intégration dans le tissu ancien »), ainsi que leur avantages démographiques : Sanguinetti « refuse de voir le XIIIe devenir une ville musée », il faut « intégrer les grands ensembles sans lesquels Paris se dépeuplerait », pour « rendre la vie à l'arrondissement ». Ainsi, la démographie entraînée par un nombre important de logement suffirait à créer une vie sociale locale : « New York, Rio, Chicago, Sao Paulo : c'est là qu'il est le monde, pas dans les pavillons de la banlieue parisienne ! » ; AN, 78AJ/44, mars 1978.

.

[339] *In : Changer la Vie*, supplément à *l'Unité* n° 341, juin 1979, AN,78AJ/45.

[340] *Ibid.* et Août 1979

(notamment en 1974, aux « Assises du socialisme »)[341], des représentants et des militants de la deuxième gauche, notamment des GAM, de la CFDT, de l'ADELS et du PSU, autrement dit, de cette nébuleuse porteuse du socialisme autogestionnaire et orientée sur l'urbain. Appuyant cette hypothèse, un témoin issu de cette deuxième gauche peut nous expliquer aujourd'hui :

> « En 1977, le programme municipal du PS a été rédigé par une petite commission. […] C'était Jean-Pierre Worms qui tenait la plume [et c'était] le programme le plus progressiste. On a passé toutes nos idées dans le programme municipal du PS, que le PS n'a jamais appliqué, bien entendu. Qui y travaillait : c'était Dubedout, qui était président officiel de la commission, Jean-Pierre Worms qui en était le rapporteur – il y avait tout ce qui comptait de progressiste municipal dans le PS : Roger Dureau dans les Landes, Augustin Bonrepos, Marc Wolf le Maire de Mons-en-Barœul, etc., François Geindre, Rodolphe Pesce à Valence, enfin toutes les municipalités qui bougeaient, qui étaient liées à l'ADELS, sont rentrées dans cette commission et ont rédigé le programme municipal du PS ! Que le PS n'a pas appliqué, mais peu importe : on était très content d'avoir rédigé un texte musclé où il y avait la municipalisation des sols – on n'employait pas encore le terme «démocratie participative – mais de commissions mixtes extra municipales, de commissions d'usagers, d'urbanisme participatif. On avait chargé la barque à ras du bateau ! Municipalisation des sols, ils ont voté ça ! »[342]

II - Les nouveaux thèmes : cadre de vie, vie quotidienne, autogestion et participation

La fin des années soixante et les années soixante-dix constituent donc en France les années de l'émergence et du développement de la notion de « cadre de vie » dans le discours. Il s'agit là d'un phénomène qu'il nous semble intéressant d'aborder tant il se diffuse les discours politiques contestataires, institutionnels, de droite comme de gauche, dans la législation, l'aménagement, l'urbanisme opérationnel et même jusque dans les sciences sociales pour désigner l'espace urbain, la ville et ses composantes. Bien plus que cela, la notion occupe une place importante dans le processus d'urbanisation du discours politique que nous avons décrit, tout en faisant évoluer son approche des espaces urbains.

Il serait impossible ici d'énumérer les rapports gouvernementaux, les articles, les discours, les recherches, les ouvrages scientifiques ou la littérature grise qui font à l'époque appel au fameux « cadre de vie ». Ceci est au point que même les politiques urbaines des années soixante-dix, sous Pompidou et Giscard, sont demeurées dans les esprits comme « les politiques du cadre de vie ». Qu'est-ce qui distingue cette notion du terme « urbain » ? Pourquoi s'impose-t-elle alors ? Qu'inclue-

---

[341] SELIGMANN (Françoise), *Les Socialistes aux portes du pouvoir*, tome 1 : *1974-1981*, Paris, Michalon, 2005.
[342] Entretien de Grégory Busquet, Claire Carriou et Héloïse Nez avec Georges GONTCHAROFF, le 11 janvier 2007, à l'ADELS, Paris.

t-elle au niveau du schéma de pensée et des systèmes de représentations collectives d'une époque ? Que signifie-t-elle aussi au niveau politique (stratégique) ? Quelles conséquences son développement et son utilisation ont-elle sur l'urbanisme et la pensée politique et scientifique sur la ville ? Quels sont ses sous-entendus et surtout en quoi modifie-t-elle l'appréhension de la ville, de son aménagement, et de la question sociale urbaine ? Nous tenterons de répondre à cette série de question en retraçant l'émergence et le développement de cette notion au côté de leur contexte urbanistique, politique et intellectuel. Mais peut-être faut-il avant tout essayer de savoir qui l'utilise et quand.

Pour cela, nous observerons tout d'abord la véritable montée en puissance des considérations sur le « cadre de vie » qui marque un intérêt accru pour l'urbain et ce, dans le discours politicien toute tendance confondue pendant les décennies 1960 et 1970, ainsi que dans les politiques publiques. Il restera ensuite à bien distinguer à quelles préoccupations renvoient ces considérations : environnement, vie quotidienne, qualité de la vie urbaine, qualité esthétique, patrimoine architectural ou culturel qu'on cherche à préserver.

1 - La question du cadre de vie quotidienne et l'urbanisation des discours réformistes

La montée du cadre de vie dans le discours politique des années soixante

Si nous pouvons suivre François d'Arcy et Yves Prats sur le fait que les « politiques du cadre de vie » se développent en France après l'arrivée de Giscard au pouvoir[343], et qu'elles se caractérisent par rapport aux précédentes par un élargissement des échelles d'intervention et par la « disparition des délimitations spatiales » (le cadre de vie concerne également le monde rural) et une différence de contenu (sur le mode de la « consommation »)[344], nous pouvons cependant constater que la notion de « cadre de vie » fait son apparition dans le discours politique dès la fin des années soixante (notamment au PSU). Nous pouvons également ajouter que, concernant les politiques publiques tout comme leurs oppositions, la notion renvoie également à un aspect plus « qualitatif » des actions et des réflexions sur la ville, complétant ainsi ce « double glissement » (d'échelle et de contenu) dont parlent les deux auteurs. Interprétant la question du point de vue des politiques publiques, ceux-ci n'abordent d'ailleurs ce nouvel aspect des « politiques du cadre de vie » que comme aspect secondaire :

> « [Le cadre de vie] est aussi une expression moins globalisante, moins connotée sociologiquement que les expressions faisant directement référence à l'urbain. Ce peut n'être qu'une simple notion de regroupement, servant à désigner divers domaines d'intervention publique (logement, transports

[343] Faisant suite à ce que les auteurs appellent les politiques urbaines des années soixante, suivant elles-mêmes des politiques économiques et sociales plus « sectorielles » .
[344] ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », in : GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), Traité de science politique, vol. 4, Les Politiques publiques, Paris, PUF, 1985, pp. 261-299.

> urbains, divers équipements publics) sans rien y ajouter par elle-même, sinon une vague incitation à privilégier les aspects “qualitatifs”. Elle permet de fragmenter les problèmes, aussi bien pour les hommes politiques que pour les chercheurs, mais elle ne peut en aucune manière apparaître comme un nouveau paradigme se substituant au paradigme urbain déclinant. »[345]

Ce glissement est pour nous au contraire essentiel, si ce n’est dans les politiques urbaines – ce qui peut se discuter –, tout au moins dans les discours de gauche et les « mouvements sociaux urbains ». C’est aussi le cas chez ceux que l’on a coutume d’appeler les « militants du cadre de vie », acteurs intervenant à leur manière, de façon occasionnelle ou plus profonde, dans la planification urbaine ou les planifications sectorielles (transports, logements), notamment par le biais de la participation ou de la concertation qui se développent dans les années soixante-dix en matière de politiques publiques à caractère spatial. Mais, si les politiques urbaines et les recherches qui les accompagnent depuis le VIe Plan peuvent s’expliquer par l’idéologie du rôle présumé de l’urbanisation dans le développement économique (et social) français[346], quelles sont les raisons du succès de cette notion de cadre de vie qui interfère par la suite dans les politiques publiques, les discours savants et de l’opposition ?

Des commissions « cadre de vie » (de travail, de réflexion, de propagande, voire d’action) apparaissent ainsi dans les partis politiques de gauche dans la période étudiée. Celle du PSU, dès 1971, fait suite à la campagne du même titre lancée par le parti à la fin des années soixante. Le passage de l’appellation « notre ville livrée au capitalisme » à celle de « Notre cadre de vie livrée au capitalisme » en 1969 est à cet égard significatif, tout comme l’est le glissement de la commission « urbanisme, logement et équipement » et de la « commission d’action locale, municipale et régionale » vers la « commission nationale cadre de vie » en 1971. On y retrouve à peu près les mêmes personnes : Georges Gontcharoff, François Soulage, le sociologue Claude Neuschwander. Cette commission se donne « pour tâche [au sein du parti et de sa stratégie générale,] de prendre en charge toute l’animation du secteur aussi bien en ce qui concerne les luttes locales que les problèmes d’élus. […] son rôle est important car le travail dans ce secteur a été ces derniers temps un peu négligé et doit être relancé. » Mais comme le montrent les archives du parti – et de cette « commission » –, son rôle ne se borne pas au « local » et à la propagande, elle se donne aussi pout tâche le « travail » théorique et de propositions sur le « secteur », c’est-à-dire essentiellement sur l’urbanisme et ses composantes (problèmes du

[345] ARCY (François d’) et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », in : GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), Traité de science politique, vol. 4, Les Politiques publiques, Paris, PUF, 1985, p. 273.
[346] ARCY (François d’) et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », in : GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), Traité de science politique, vol. 4, Les Politiques publiques, Paris, PUF, 1985, pp. 263-272.

logement, logements sociaux, transports, équipements collectifs, espaces verts et publics, utilisation des sols, foncier).[347]

Le PCF se dote également mais plus tard, au milieu des années soixante-dix, de sa « section cadre de vie » (François Ascher, Pierre Jucquin, Vincent Labeyrie…), même s'il est depuis l'après-guerre investi dans le secteur du logement, notamment à travers la CNL fondée en 1946. Mais contrairement à la commission du PSU, cette section ne dispose pas dans le parti d'un rôle prépondérant, du moins pas plus que les innombrables sections dont le parti dispose. Au PSU par contre, comme on l'a vu, le « cadre de vie » devient, à la fin des années soixante et surtout au début des années soixante-dix, le fer de lance du parti aux côté du travail (le « secteur entreprise »).

Un autre exemple de cette émergence et de ce changement de paradigme est le regroupement en 1978, dans le gouvernement Barre des Ministères de l'équipement et de l'environnement dans un grand ministère de l'Environnement et du cadre de vie confié à Michel D'Ornano, et que l'on a déjà évoqué.[348] Pour d'Arcy et Prats, il s'agirait d'une volonté politique, parallèle à la tendance des sciences sociales, de ne plus appréhender l'« urbain » comme échelle d'action et de compréhension pertinente mais de diviser le secteur en ses composantes tout en les regroupant sous une appellation commune, un « élargissement » et un regain de pragmatisme, en quelque sorte.[349] Il est vrai que le cadre de vie renvoie, dans cette acception, aux thèmes du logement, des transports, des équipements collectifs, des services, de l' « écologie » (bruit, espaces verts), de la sécurité et plus généralement des conditions de vie. Il est vrai également que la notion élargit les prérogatives du ministère et plus généralement les discours qui l'utilisent à l'espace « non-urbain », c'est-à-dire aux conditions de vie (construction, logements, transports, équipements…) dans le monde rural.

Une autre caractéristique de cette notion de cadre de vie, on le verra, et contrairement à ce que semblent affirmer d'Arcy et Prats, est cette relation privilégiée – ce lien – qui semble s'établir, dans le terme même, entre fait spatial et fait social, entre « cadre » et « vie ». Nous essayons ici de démontrer que la notion de cadre de vie renforce les liens présumés entre « social » et « spatial » et leurs incidences. L'idéologie urbaine portée par ce « cadre de vie » ne revient pas, comme certains l'ont décrite, à ne plus privilégier le spatial comme cadre d'action pertinent pour agir sur la société tout en privilégiant dorénavant le social lui-même. L'idéologie change simplement d'échelle d'application. On réfléchit ainsi moins en terme de « société » que de « vie quotidienne », du global, on se recentre sur l'individu en société (et dans l'espace) tout en élargissant, on l'a vu, l'échelle du territoire appréhendé.

---

[347] AN, 581AP/67, dossier 257 (fin 1971-1972).
[348] Cf. *Supra*, troisième partie, chapitre 1, I.
[349] ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », in : GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), Traité de science politique, vol. 4, Les Politiques publiques, Paris, PUF, 1985, pp. 272-273.

Les relations cadre de vie – vie quotidienne et le passage du quantitatif au qualitatif

Les discours nous l'ont montré, le cadre de vie ne renvoie pas seulement à l'environnement matériel de l'homme mais aussi à son environnement social. L'émergence de la notion dans les discours politiques dénote ainsi cette nouvelle attention portée aux extensions du logement, à son environnement, à la vie de quartier, aux questions urbaines d'une manière générale (ségrégation, vie sociale, qualités esthétiques…).

Pour le PSU, par exemple, le cadre de vie joue le rôle que jouait le « travail » pour le parti communiste : il est « exploité », « aliéné », par le capitalisme (étatique ou marchand) qui le « produit ». Il est de même « consommé » par l'habitant (influence de Lefebvre, Castells et des réflexions savantes sur cette « consommation » de la ville). La commission « cadre de vie » du parti organise ainsi différentes manifestations ne touchant pas précisément à l'urbanisme, tel un colloque sur la consommation en novembre 1972. La notion est elle-même souvent accolée au terme « quotidienne » (« cadre de vie quotidienne »).[350] Ce qui compte dans le discours n'est pas tant l'urbanisme et l'espace produit que les conséquences sociales qu'ils induisent et les « objectifs sociaux »[351] que leur transformation et leur traitement devraient permettre de réaliser : vivre selon ses moyens avec la baisse des charges, des loyers, des transports, un logement pour tous (égalité devant le besoin), lutte contre la spéculation, contre la ségrégation et pour la mixité sociale (liberté de choix de résidence), construire plus de logements sociaux, penser la réalisation de logements en rapport avec les activités d'emploi, les équipements… Considérations qui ne sont pas si éloignées de celles de la « politique du cadre de vie » proposée par Giscard en 1974, si ce n'est bien sûr, les oppositions concernant la propriété et le profit. Ainsi, le PSU revendique la nationalisation, met l'accent sur le logement aidé et souhaite lutter contre la spéculation et les « profiteurs », alors que la droite préconise l'accession à la propriété, met l' accent sur la propriété privée, et juge conciliables le développement social et la libéralisation du secteur.

Cette notion renvoie donc en plein à celle de « vie quotidienne » théorisée par Henri Lefebvre dès l'après-guerre, et qui a selon lui trop longtemps été dénigrée par les sciences sociales, et plus particulièrement par les sciences sociales héritées du marxisme qui ne s'intéressait, originellement, qu'aux rapports de classe dans l'usine, sans s'intéresser au premier plan à la « reproduction de la force de travail », au temps hors travail, trop souvent considéré comme banal, anecdotique, et certainement pas « révolutionnaire ».[352] Ainsi le sociologue investit-il ce créneau en proposant d'analyser les pratiques, « gestes anodins », représentations qui se déploient dans la quotidienneté, en constatant –en

[350] AN, 581AP/67, dossier 257.
[351] PSU, Bureau national, « Proposition concernant : Objectifs sociaux : Le cadre de vie », Paris, 16 Janvier 1974, AN, 581AP/67, dossier 258 « secteur/groupe cadre de vie (1974) »
[352] LEFEBVRE (Henri), *Critique de la vie quotidienne,* tome 1 (1947) : *Introduction* ; tome 2 : *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, 1958 et 1962.

y appliquant des concepts et une démarche marxiste – que la vie quotidienne elle-même, tout comme le travail et autant que lui, est « aliénée » et « aliénante ». Le travailleur est exploité jusque dans son temps hors travail, dans ses loisirs, dans son habitat, dans son espace quotidien, et de plus en plus dans la « société bureaucratique de consommation dirigée ».[353] Mais comme l'usine, pourrait-on-dire, la vie quotidienne est aussi le cadre où pourrait se déclencher le refus de cette aliénation, et où se déclenchent d'ailleurs quotidiennement ces « moments », ces brèches et ces failles dans la vie quotidienne qui permettent à tout un chacun de s'extraire, même temporairement, de l'aliénation, de l'exploitation et de retrouver un tant soi peu de sa liberté. Tout comme le travail, la vie quotidienne est donc aliénée et potentiellement libératrice et constitue donc, également un « moteur de l'histoire » des sociétés pour reprendre une formule bien connue.

Ainsi, le concept de « vie quotidienne » se rapporte au temps hors travail. Et les partis de gauche, et le PSU en tête, se dotent de « commissions » ou « sections » cadre de vie (au lieu d' « urbanisme » ou « ville ») aux côtés de sections « entreprises ». Ces faits dénotent l'idée répandue que le travail se situerait à part de la vie quotidienne. Tout comme pour l'évolution ultérieure du sociologue, c'est à la vie quotidienne en ville que le PSU s'intéressera à partir de la fin des années soixante, tout simplement parce que c'est ici qu'elle est à la fois la plus riche et la plus « aliénée », la plus observable, aussi. Chez Lefebvre comme au PSU, la critique de la vie quotidienne aliénée est très liée à celle de la ville et de l'urbanisme.

Ainsi peut-on lire, entre autres, dans les écrits du parti :

> « Tout le cadre de vie des travailleurs hors l'entreprise (l'environnement) [est] conditionné très largement par les critères de la société de classes dominée par la bourgeoisie. »[354]
>
> « Les formules architecturales modernes, notamment celles de LE CORBUSIER, ne proposent pas seulement des logements équipés. Elles proposent un mode de vie. Le socialisme doit porter jugement sur ces formes nouvelles de la vie quotidienne, déterminer si et à quelles conditions il les fait siennes ».[355]
>
> « [L'urbanisme actuel porte] atteinte au droit de tous les travailleurs à la vie urbaine et l'impossibilité pour eux d'avoir prise sur l'aménagement de leur cadre de vie [entraîne] un mécontentement croissant dans la vie quotidienne.[356]

Dans le programme de 1978 du parti, on peut également observer des analyses établissant que « les villes sont devenues invivables » par la « mainmise sur le cadre de vie du capitalisme qui le

---

[353] LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968.
[354] Note d'orientation générale sur la campagne « la ville livrée au capitalisme ». Annexe du rapport présenté au Conseil National. 20 septembre 1969, An, 581AP/67, dossier 255 : campagne « la ville livrée au capitalisme ». (1969).
[355] Secrétariat national du PSU, « Projet de programme du parti n° 1 : Logement, habitat, urbanisme », Paris, 20 janv. 1962, AN, 581AP/67, dossier 260 : PSU, commission nationale « action et implantation locale et municipale », groupe de travail habitat (début des années 60)
[356] AN, 581AP/67, dossier 263 : « Socialisme et vie urbaine. Mouvement pour le droit à la ville »

façonne ».[357] Le PSU propose donc une « remise en cause du cadre de vie que nous impose le capitalisme, et du mode de vie qu'il implique »[358], les « luttes urbaines [ne sont révélatrices que d'] une aspiration à vivre autrement »[359] et elles ont également pour objectif la « maîtrise par les travailleurs de leur style de vie quotidienne ».[360] Ainsi, de manière idéale, la création du cadre de vie doit-il « rendre possible une vie sociale épanouissante. »[361] Il est significatif à cet égard, que ce programme fasse rentrer le « cadre de vie » dans sa section « Vivre autrement ».

Catherine Bidou-Zachariasen constate au début des années quatre-vingt, que ce sont les « nouvelles couches moyennes urbaines » qui portent ce souci de la vie quotidienne urbaine dans la France des années soixante-dix, ce qui n'a rien d'étonnant, puisque l'on a vu que ce souci était également prégnant au sein des « luttes urbaines » de la même décennie, portées, grossièrement, par ces mêmes couches. Mais la « valorisation » de la « vie quotidienne » qui se saisit du discours des sciences sociales (même indirectement) et de certains partis politiques, si l'on en croit Catherine Bidou-Zachariasen, évacue l'histoire, le « temps diachronique » en favorisant la « synchronie », le présent.[362] Si l'on ajoute à ces considérations que la notion de « cadre de vie » favorise l'espace et l'appréhension des sociétés par le spatial, on entre bien là dans la conception de l'idéologie par Joseph Gabel : une idée qui fixe le temps, rejette l'histoire et sur-détermine l'espace.[363] Si ce n'est pas le cas d'Henri Lefebvre qui, en marxiste convaincu fait lui beaucoup de cas de l'historicisme, du moins peut-on analyser sous cette forme la récupération du thème « vie quotidienne » et la valorisation du spatial dans l'idéologie politique. Une analyse en ces termes expliquerait aussi les considérations de Manuel Castells sur la sociologie urbaine comme « idéologie » s'attachant à un objet (l'espace) n'ayant, selon lui, pas de pertinence scientifique.[364]

Mais, on l'a mentionné, cette émergence du cadre de vie dans le discours politique de gauche dès la fin des années soixante signifie aussi, par l'intérêt accru pour la « vie quotidienne » en milieu urbain, qu'on réfléchit moins en terme « quantitatif » que qualitatif, par rapport aux années de la reconstruction et de la crise du logement (nombre de logements insuffisant dans l'immédiat après-

---

[357] PSU, Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU, Paris, Syros, 1978.
[358] Id., p. 174.
[359] Ibid.
[360] PSU, « Programme d'action du Parti Socialiste Unifié », Paris, supplément au n° 486 de Tribune socialiste, janvier 1971.
[361] PSU, Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU, Paris, Syros, 1978, p. 174.
[362] BIDOU-ZACHARIASEN (Catherine), « Les modes de vies des nouvelles couches moyennes : modèle culturel et recherche d'identité », in : Espaces et modes de vie. Actes du colloque de Dourdan, Paris, Plan construction et habitat, Mission de la recherche urbaine, juin 1982, pp. 63-69.
[363] GABEL (Joseph), Idéologies, tome 1 : Recueil de textes partiellement extraits de divers revues et publications, 1948 – 1972, Paris, Anthropos, 1974. ; (1979), « Une pensée non idéologique est-elle possible ? », Illusio, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 13-24.
[364] CASTELLS (Manuel), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, dixième année, Paris, Seuil, janvier-mars 1968, pp. 72-90.

guerre et dans les années cinquante et soixante). L'accent est porté dorénavant sur la « qualité » de la vie urbaine, qualité dégradée, on s'en doute, et qualité à retrouver… La notion est donc également à rapprocher de l'idée de « qualité de vie » associée à l'urbain qui se développe également dans les milieux politiques et les mouvements sociaux des années soixante-dix, en réaction à l'urbanisme de l'immédiat après-guerre et des grands ensembles, comme l'affirme Monique Dagnaud.[365] On pourra à ce titre faire le parallèle avec la théorie sociologique des « nouveaux mouvements sociaux » qui se développe dans les années soixante-dix, et qui aborde, on l'a vu, le passage de revendications quantitatives du mouvement ouvrier à des revendications qualitatives sur les conditions de travail et de vie. D'une appréhension globale de la ville et du logement en termes quantitatifs dans les discours, on passe donc, autant chez les savants que chez les politiques, à une appréhension de celle-ci en termes qualitatifs, par l'apport des notions de vie quotidienne, de cadre de vie, et ce, dans le contexte des années soixante – soixante-dix de bouleversement général rapide des conditions de vie en France (modernité et modernisme aidant), notamment en termes de consommation et de besoins (« téléguidés » pour Lefebvre, Marcuse, et d'autre penseurs tels Boris Vian, Guy Debord…).

Nul doute, également que cette notion de cadre de vie, d'abord attachée à l'urbain et à la vie quotidienne, s'autonomise ensuite pour investir les discours de l'écologie politique naissante dans la deuxième moitié des années soixante-dix, rompant ainsi avec la délimitation spatiale du seul cadre urbain. Henri Lefebvre notait d'ailleurs à ce sujet dès 1974 :

> «"Changer la vie !" Venue des poètes et des philosophes, formulée comme utopie négative, cette idée tombe depuis peu dans le domaine public, c'est-à-dire politique. Elle se répand en se dégradant : en mots d'ordre politiques. "Vivre mieux…" "Vivre autrement" "La qualité de la vie…" "Le cadre de vie…" De là, on passe naturellement aux pollutions, au respect de la nature, à "l'environnement". Et le tour est joué : escamotées, la pression du marché mondial, la transformation du monde, la production d'un nouvel espace. L'idée retombe dans l'idéalité, alors qu'il s'agit d'amener au jour, graduellement ou par bonds, une pratique spatiale différente. Tant que persistera la quotidienneté dans l'espace abstrait avec ses contraintes très concrètes, tant qu'il n'y aura que de améliorations techniques de détail (horaires des transports, vitesse, confort relatif), tant que les espaces (de travail, de loisir d'habitation) resteront disjoints et rejoints seulement par l'instance politique et son contrôle, le projet de "changer la vie" restera un slogan politique, tantôt abandonné, tantôt repris. »[366]

[365] DAGNAUD (Monique), Le Mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France. Enquête sur l'idéologie urbaine de l'élite technocratique et politique (1945-1975), Paris, EHESS, 1978.
[366] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, p. 172.

Mais le cadre de vie renvoie surtout à un changement d'échelle d'appréhension du fait social dans la ville, au niveau de l'individu, de la cellule familiale, fait présent à la fois dans le champ des sciences sociales et de dans le champ politique.[367]

2 - La participation et l'autogestion : la rencontre du politique et de la ville

L'autogestion comme revendication politique

La mise en avant du cadre de vie, à la fois dans les politiques publiques et dans les revendications de l'opposition s'accompagne et se fait concomitamment à l'émergence de cette nouvelle idée de « participation » aux décisions, à l'aménagement et à la gestion urbaine. Mais cette émergence ne se fait pas uniquement en parallèle. Participation et cadre de vie ne sont pas uniquement deux notions qui se développent simultanément et sans lien l'une avec l'autre. Encore une fois, l'analyse idéologique du processus de pensée sous-tendu nous éclairera sur les causes de ce développement dans un contexte et par des acteurs particuliers.

Il nous faut tout d'abord revenir sur cette notion d'autogestion. On peut la faire remonter aux théoriciens anarchistes occidentaux de la fin du XIX^{e} siècle, et notamment au français Pierre-Joseph Proudhon à qui on a coutume de donner, si ce n'est la paternité du terme, du moins celle de l'idée. Dans l'optique révolutionnaire et basiste, l'autogestion (ou « auto-organisation », « auto-administration », économique et politique) s'inclut, sur le plan économique, dans l'idée d'une abolition du capitalisme en tant qu'elle abolit l'appropriation des moyens de production par le capitaliste et sa réappropriation par l'ouvrier, par la collectivité, propriétaire de sa force de travail et des richesses produites (le « mutualisme » de Proudhon). Sur le plan politique, elle renvoie à un fédéralisme sans centralisation. L'autogestion fait donc écho le plus souvent à une auto-organisation économique des travailleurs (production et échanges) et à une décentralisation des pouvoirs politiques. Le sociologue Georges Gurvitch, par ailleurs marxiste et spécialiste de la philosophie de Proudhon, la désigne d'ailleurs sous l'appellation de « collectivisme pluraliste décentralisateur » destinée à lutter contre le capitalisme, la technocratie et les risque du fascisme et à tendre vers le renforcement des libertés collectives.[368] Sur les deux plans – économique et politique –, l'idée d'autogestion s'inscrit contre toute forme de dirigisme, d'autorité ou de hiérarchie. En somme, l'idée d'autogestion est anti-

---

[367] BIDOU (Catherine), « Les modes de vies des nouvelles couches moyennes : modèle culturel et recherche d'identité », *in : Espaces et modes de vie. Actes du colloque de Dourdan*, Paris, Plan construction et habitat, Mission de la recherche urbaine, juin 1982, pp. 63-69.

[368] GURVITCH (Georges), *Les Fondateurs Français de la sociologie contemporaine. II : P.-J. Proudhon*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, Les cours de la Sorbonne, 1958 ; voir aussi GURVITCH (Georges) (1966), *Les Cadres sociaux de la connaissance*, Anthony, Editions Tops/H. Trinquier, 2001, pp. 229-238.

capitaliste car elle vise l'abolition du Capital et l'abolition de l'Etat qui lui est soumis et produit par lui. Mais l'autogestion est avant tout, à l'origine, et comme son nom l'indique, une idée économique s'appliquant à la production et aux rapports de production, le système socio-économique, chez Proudhon, déterminant le système et les institutions politiques, et non l'inverse :

> « Il ne s'agit […], pour la révolution, ni de conquérir le pouvoir, ni d'introduire une réforme politique, mais de révolutionner les bases de la société en bouleversant ses fondements, le système entier de l'économie sociale. […] Ce faisant, l'organisation du travail serait immédiatement la reconstitution de la société. […] Dans cette économie décentralisée et non-autoritaire, où les travailleurs, qu'ils soient indépendants ou réunis dans des compagnies ouvrières, seraient les seuls maîtres de leur production et ainsi les seuls maîtres de la société toute entière, se réaliserait *l'anarchie positive*. […] Le système propriétaire, comme on le voit en particulier dans le développement de la division du travail et dans l'extension du machinisme, rejette le travailleur de toute participation à l'organisation du travail. Assurer la liberté du producteur, ce serait lui restituer sa responsabilité dans la gestion de sa production, transformer les conditions de travail en "gérance responsable ", autre signification de l'anarchie positive. […] Loin d'appartenir à un propriétaire-capitaliste, l'entreprise industrielle doit devenir la propriété d'une société ouvrière chargée de gérer et de développer librement sa production selon les règles de la concurrence et du contrat. »[369]

Certains marxistes adhèrent à cette idée d'une auto-organisation ouvrière, et jusqu'à Marx et Engels eux-mêmes, fascinés par l'expérience de la Commune de Paris en 1871.[370] C'est notamment le cas d'Alexandra Kollontaï et de « l'autonomie ouvrière », d'Antonio Gramsci et « des conseils ouvriers »[371], de Rosa Luxembourg et la « spontanéité des masses »…[372] Mais l'idée trouve un adversaire théorique farouche en la personne de Lénine et dans le marxisme-léninisme qui influencera les partis communistes tout au long du XX^{e} siècle avec l'idée du « centralisme démocratique » et de « dictature du prolétariat ».[373]

Des expériences d'autogestion économiques et/ou politiques voient toutefois le jour, notamment dans les pays socialistes. C'est le cas de la Yougoslavie du Maréchal Tito, qui, dès 1950, fait inscrire l'autogestion dans la constitution de la république fédérale et où celle-ci se développe sur les plans politique (décentralisation, fédéralisme, conseils) et économique (conseils ouvriers). La mise en place des conseils ouvriers hongrois en 1956 face à l'URSS passionne également. C'est aussi le cas

---

[369] ANSART (Pierre), *Sociologie de Proudhon*, Paris, PUF, 1967, pp. 50-57.
[370] PAPAIOANNOU (Kostas) (1965), *Marx et les marxistes*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, 1972, pp. 216-217.
[371] PAPAIOANNOU (Kostas) (1965), *Marx et les marxistes*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, 1972, pp. 322-324 ; 329-331 ; 356-357.
[372] GUERIN (Daniel), *Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, Spartacus, 1982.
[373] Voir LÉNINE et ses polémique avec Alexandra Kollontaï et les « gauchistes », notamment, *in :* PAPAIOANNOU (Kostas) (1965), *Marx et les marxistes*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, 1972, 324-326 ; 331-332. Voir aussi l'ouvrage plus tardif d'un marxiste-léniniste dogmatique : DALLEMAGNE (Jean-Luc), *Autogestion ou dictature du prolétariat. Essai sur la gestion des états ouvriers*, Paris, UGE, 1976.

dans l'Algérie décolonisée de Ben Bella (1962-1965) qui applique l'autogestion économique des biens coloniaux vacants (essentiellement ruraux). Les expériences des *Kibboutz* au long du XX^e^ siècle ou de *Solidarnosc* en Pologne en 1980 représentent également, dans l'imaginaire de la gauche française, des prémices de l'autogestion.

En France, comme le rappelle Marie-Geneviève Dezès, le terme n'apparait qu'en 1951 (même si l'idée date de Proudhon) par la traduction du terme yougoslave pour qualifier l'expérience socialiste du pays.[374] L'expérience de l'usine Lip à Besançon, que les travailleurs décident de rouvrir pendant l'été 1973 malgré le dépôt de bilan, et en relançant la production sous leur contrôle, participe du développement du mythe autogestionnaire de l'après-68, à la fois chez les gauchistes, dans la deuxième gauche (la CFDT a été partie prenante dans cette grève, notamment par l'intermédiaire de Charles Piaget) et chez les sociologues.[375] Cependant, la permanence du conflit marque, dans l'esprit collectif et chez les protagonistes eux-mêmes, le semi-échec de l'entreprise et l'idée de l'impossibilité d'une pratique concrète de l'autogestion sur le plan économique.[376] De même, le développement des expériences étrangères (montée des nationalismes dans la Fédération yougoslave, centralisme grandissant en Algérie, répressions russe en Hongrie en 1956, communiste et nationaliste en Espagne) multiplie les débats dans la gauche française et entraîne des divisions entre partisans du « pouvoir aux conseils ouvriers » (conseillistes), partisans de l'autogestion « sectorielle » (appliquée uniquement à certains secteurs ou à certaines unités de l'activité économique) ou « globale » (sur les plans économiques et politiques comme en Yougoslavie), et des reformulations théoriques incessantes du concept d'autogestion. Certains théoriciens voyaient pourtant dans le rôle accru des syndicats, dans leur participation (relative) à la gestion des entreprises et dans les nouvelles conditions de vie et de travail de l'ouvrier (« homogénéisation des modes et des conditions de vie », « élévation des niveau de vie », rapports au travail qui se modifient par l' « automation ») un changement radical en cours dans la « classe ouvrière » par rapport au XIX^e^ siècle, loin de « l'aristocratie ouvrière » de Lénine. Un penseur comme Serge Mallet, proche du « Club Jean Moulin » y voit dès les années soixante un signe du renforcement de cette classe en matière de décision et des « liens entre base et sommet », même si le prolétariat demeure exclu « de la propriété et de la gestion des instruments de production».[377] Leur appropriation semble de plus en plus possible et le prolétariat prêt… Même si le rôle de l'encadrement et des syndicats fait débats, notamment entre anarcho-syndicalistes, « basistes », « spontanéistes » ou « conseillistes » et les organisations et penseurs plus classiques.

---

[374] DEZÈS (Marie-Geneviève), « L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français » *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 29-54.
[375] LOURAU (René), *L'Analyseur Lip*, Paris, UGE, 1974.
[376] BEURIER (Joëlle), « La mémoire Lip ou la fin du mythe autogestionnaire ? », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 451-465.
[377] MALLET (Serge), *La Nouvelle classe ouvrière*, Paris, Editions du Seuil, 1963.

Quoi qu'il en soit, dans cette utopie, la pratique et l'expérimentation, comme souvent, précèdent la doctrine et la théorie. Les exemples et expériences, qu'ils soient étrangers (Yougoslavie, Algérie) ou français (Lip) participent de la « mythification »[378] de l'objet dans l'imaginaire ou la conscience collective, légitimant de manière idéelle les orientations – croyances – politiques, les stratégies et les positions, au point que la notion se modifie en fonction de l'évolution concrète des expériences. La notion cristallise ainsi les positions d'une gauche française voulant rompre avec le modèle soviétique, mais se redéfinit à chaque échec ou « dénaturation » pratique, entrainant une multitude de théories se stratifiant les unes aux autres.

Tout au long du XX[e] siècle, l'idée autogestionnaire n'a en fait été presque exclusivement portée en France que par les anarchistes et surtout l'anarcho-syndicalisme – ou syndicalisme révolutionnaire – (CGT de la Chartes d'Amiens de 1905, CNT-AIT issue de la CNT espagnole de l'Espagne franquiste). L'idée anarchiste de l'autogestion s'appuie sur les expériences historiques de la Commune de Paris de 1871, des premiers *soviets* russes et les collectivisations de l'Espagne républicaine de la fin des années trente. Après la Seconde Guerre mondiale, certaines mouvances de la gauche catholique participent également à l'idée d'une autonomie des ouvriers, du moins sur le plan de la vie quotidienne.[379] Des groupes d'ultragauche et « conseillistes » font même perdurer l'idée, par le militantisme (les trotskystes « pablistes » de l'Alliance marxiste révolutionnaire), par des analyses d'expériences étrangères et un travail théorique conséquent l'idée autogestionnaire. C'est notamment le cas, en France du groupe *Socialisme ou barbarie* issue du trotskysme du PCI, anti-staliniens, anti-bureaucratie et anti-impérialiste, et de la revue du même nom fondée en 1949 entre autres par Claude Lefort et Cornelius Castoriadis et regroupant des intellectuels de gauche anti-staliniens, partisans d'un marxisme anti-autoritaire, et qui voient dans l'URSS une forme de « capitalisme d'état » et dans le communisme occidental un instrument d'encadrement du prolétariat (le situationniste Guy Debord en 1960, Jean-François Lyotard sur l'Algérie, Daniel Blanchard…)[380] :

> « La contradiction fondamentale du capitalisme se trouve dans la production et le travail. C'est la contradiction contenue dans l'aliénation de l'ouvrier […] Seule contradiction véritable de la société contemporaine, et source ultime de sa crise, elle ne peut être atténuée par des réformes, par l'élévation

[378] BEURIER (Joëlle), « La mémoire Lip ou la fin du mythe autogestionnaire ? », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 451-465.
[379] Voir notamment les contributions LOISEAU (Dominique), DUSSET (Annie), « Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion (1945-2000) » ; FOURCAUT (Annie), « L'animation dans le béton : autogérer les grands ensembles », *in :* GEORGI (Frank) (dir), *Autogestion. La dernière utopie ?,* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 571-584 ; 585-595.
[380] GOTTRAUX (Philippe), *« Socialisme ou barbarie » : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Coll. Sciences politiques et sociales, Payot, 1997.

du niveau de vie ou par l'élimination de la propriété privée et du "marché". Elle ne sera supprimée que par l'instauration de la gestion collective des travailleurs sur la production et la société. »[381]

« Les travailleurs ne seront libérés de l'oppression et de l'exploitation que lorsque leurs luttes aboutiront à instaurer une société véritablement socialiste, où les Conseils des travailleurs auront tout le pouvoir, où la production et l'économie seront soumises à la gestion ouvrière. »[382]

« En admettant même que chacun dispose des mêmes informations et du même pouvoir de décision, les conditions d'une vie démocratique ne seraient par remplies si les individus ne faisaient pas usage de leurs droits, c'est-à-dire s'il n'y avait pas participation effective aux décisions et aux tâches. »[383]

Dans une moindre mesure, la revue *Arguments* (Kostas Axelos, Jean Duvignaud, Edgar Morin, Henri Lefebvre, Pierre Naville…) a également participé à la diffusion de l'idée autogestionnaire dans le monde intellectuel français pendant les années soixante.

Mais c'est surtout au sein de la « deuxième gauche » que l'idée autogestionnaire se redéveloppe en France au cours des années soixante. Qu'il s'agisse de la CFDT d'Edmond Maire dès 1964, puis du PSU, du CERES chevènementiste ou des cercles et associations comme l'ADELS, les GAM, « Vie nouvelle »… ; toute la nébuleuse de la gauche autogestionnaire française influencera la gauche parlementaire tout au long des années soixante-dix.[384] Là encore, diverses acceptions sur les buts de l'autogestion et les modalités pratiques ou théoriques de sa mise en place s'affrontent. Selon les uns, elle consisterait en une idée de « dé-professionnalisation de la politique »[385], selon les autres, à une « généralisation » de celle-ci, comme chez Ronsanvallon.[386] Ainsi, l'autogestion accompagne le développement de l'idée de participation à la fin des années 1960 et tout au long des années 1970. Mais ce sont surtout les événements de Mai 68 qui favoriseront le renouveau du concept, notamment à travers les expériences éphémères d'autogestion universitaires, la pensée libertaire régnante et l'idée du « spontanéisme révolutionnaire » qui lui était associée chez de nombreux étudiants contestataires.

Après 68, ce sont les mouvements sociaux urbains dont on a déjà parlé qui revendiquent et réclament « l'autogestion urbaine », en partie du fait de cette deuxième gauche (GAM, ADELS, PSU), et du climat social, intellectuel et revendicatif issu du mois de mai. Pendant ces années, c'est la CFDT

---

[381] CARDAN (Paul) (CASTORIADIS Cornelius), « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne », *Socialisme ou barbarie*, n°31, vol. VI, décembre 1960-février 1961, pp. 52-53.
[382] Quatrième de couverture de la revue *Socialisme ou barbarie* à partir du numéro 33 (1961).
[383] LEFORT (Claude) (1971), *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard, 1979, p. 345. Cet ouvrage de Claude Lefort nous apparaît comme la transition entre ses considérations sur l'autogestion et sa théorie de la démocratie ultérieure.
[384] Voir notamment les multiples contributions sur le renouveau de la gauche française par le thème de l'autogestion, *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, et plus particulièrement celles d'Hélène HATZFELD pour un regard général sur la gauche, d'Emeric BRÉHIER, de Frank GEORGI, de Jean-William DEREYMEZ et de Frédéric CÉPÈDE sur les socialistes, de Serge DANDÉ sur le PCF, de Françoise TÉTARD sur l'ADELS et de Gilles MORIN sur les GAM, pp. 157-332.
[385] JULLIARD (Jacques), *Contre la politique professionnelle*, Paris, Le Seuil, 1977.
[386] ROSANVALLON (Pierre), *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Le Seuil, 1976.

qui demeure la plus productrice de théories autogestionnaires, que ce soit à travers les ouvrages phares des années soixante-dix de Pierre Rosanvallon, d'Edmond Maire ou de Jacques Julliard.[387] Le PSU non plus n'est pas en reste, grâce à ses théoriciens, souvent d'anciens communistes, notamment Pierre Naville, Yvon Bourdet, Serge Mallet, Victor Fay ou Victor Leduc[388], pour qui, majoritairement, le « contrôle ouvrier »sur la base syndicale est un préalable nécessaire à l'autogestion dans le capitalisme français[389] – conception que l'on retrouvera dans le « manifeste » du PSU de 1972 *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*[390], et pour lesquels une société socialiste est inconcevable sans autogestion.

Mais encore une fois, le terme renvoie, selon les utilisateurs, les contextes et les secteurs auxquels il se rapporte, à différentes acceptions. Il peut s'agir de l'autogestion dans son sens le plus strict, de « démocratie directe »[391], de celle du « contrôle ouvrier », de la « co-gestion » (prise en compte de l'avis des ouvriers ou autre dans les processus de décision) ou des termes qui viennent parasiter le débat comme la « participation » ou la « concertation ».

La revue *Autogestion* fondée en 1966[392], d'inspiration gurvitchienne, participe également pendant une vingtaine d'année à la diffusion de la théorie autogestionnaire dans une optique qui se veut scientifique. Elle est ainsi financée par le CNRS[393] et regroupe tout ce que l'*intelligentsia* française d'alors comprend alors d'autogestionnaires. Elle rassemble sociologues, historiens, philosophes : Serge Jonas, Jean Bancal, Jean Duvignaud, Daniel Guérin, Yvon Bourdet, Henri Lefebvre, Pierre Naville, Michel Raptis[394], Lucien Goldmann, Serge Mallet, les lefèbvriens du « Groupe d'analyse institutionnelle » de l'Université de Vincennes (René Lourau, Georges Lapassade, Rémi Hess), Thierry Paquot, Hubert Tonka de la revue *Utopie*…[395] La revue alterne ainsi entre théorie philosophico-politique, analyse des mises en place historiques et concrètes de l'autogestion, histoire de

---

[387] ROSANVALLON (Pierre), *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Le Seuil, 1976 ; MAIRE (Edmond), PERRIGNON (Claude), *Demain l'autogestion*, Paris, Seghers, 1976 ; MAIRE (Edmond), KRUMNOW (Alfred), DETRAZ (Albert), *La CFDT et l'autogestion*, Paris, Les éditions du Cerf, 1973 ; MAIRE (Edmond), JULLIARD (Jacques), *La CFDT d'aujourd'hui*, Paris, Editions du Seuil, 1975.

[388] CUÉNOT (Alain), « Pierre Naville et l'autogestion face aux structures du capitalisme et du socialisme d'état » ; RAVENEL (Bernard), « Deux théoriciens de l'autogestion au PSU : Victor Fay et Victor Leduc », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 79-113.

[389] *Ibid.* ; voir aussi MALLET (Serge), « Contrôle ouvrier, parti et syndicat », *Critique socialiste* n°2, Paris, mai-juin 1970, pp. 11-37.

[390] Parti socialiste unifié, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973.

[391] Notion elle-même soumise à différentes définitions, allant de la conception anarchiste d'autogestion « politique » au gouvernement par referendums.

[392] Puis *Autogestion et socialisme* puis *Autogestions*, aux éditions Anthropos puis Privat.

[393] WEILL (Claudie), « La revue *Autogestion* », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 55-63.

[394] Dit « Pablo », chef de fil de la IVe Internationale trotskyste.

[395] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 2, I, 2.

la notion proprement dite, tout en s'évertuant à « coller » à l'actualité de la notion, au niveau national ou international.[396]

A la suite de la deuxième gauche et du PSU en particulier, qui inclut, le premier, le thème dans le discours et la pensée de la gauche institutionnelle en France, ce sont le Parti socialiste et le Parti communiste eux-mêmes qui se rallient à l'idée au cours des années soixante-dix. Que ce soit dans un but électoraliste, de reconstitution organisationnelle ou de besoin de refonte idéologique, les deux grands partis de la gauche française s'accaparent cette notion « fédératrice ». C'est le cas dès 1972 (programme *Changer la vie*) pour le PS, mal en point après la défaite conséquente de Gaston Defferre aux élections de 1969 – et plus encore en 1974 à l'occasion des Assises du socialisme à Epinay et de l'arrivée en masse des rocardiens du PSU et des GAM (voir les *Quinze thèses sur l'autogestion* de 1975). Le fait est plus tardif, à partir de 1977, pour le PCF, qui, après l'avoir vivement condamné depuis 1968[397], récupère l'idée. Ce parti a en effet réalisé, sous Georges Marchais, son *aggiornamento* par rapport au stalinisme et bloc de l'Est. Pour les géographes Félix Damette et Jacques Scheibling, les théoriciens déclarés de l'autogestion au PCF, l'autogestion serait, dans la France moderne, une nécessité dans « la stratégie révolutionnaire » du parti qui a « rompu avec la dictature du prolétariat en 1978 ». Elle constitue une nécessité dans la « lutte » et dans le « projet » d'un parti qui « s'intéresse en fin à la question du pouvoir et de l'état »[398], soit le contraire de ce que déclarait Pierre Rosanvallon trois ans plus tôt.[399] Le retrait partiel du facteur économique, de l'usine, de l'entreprise et du mouvement ouvrier, bien que le terme d'autogestion y soit justement tout d'abord attaché, est sous-entendu. Le PCF voit ainsi dans l'autogestion un système uniquement politique, à même de redorer son image et de lui donner un nouveau souffle. Mais tous deux, PS comme PCF abandonneront l'autogestion lors de leur accession au pouvoir en 1981, même si l'on peut voir dans les politiques de décentralisation mises en place alors un des derniers avatars de l'autogestion, en tant que politique visant à réduire ce « centralisme bureaucratique » et à renforcer le pouvoir au niveau local.

Pour Hélène Hatzfeld :

> « Comment poursuivre la dynamique des luttes de Mai 68 ? […] Le thème autogestionnaire fournit une réponse à [cette question], de façon ponctuelle pour chaque organisation et de façon plus profonde, en donnant un sens à la période. […] Par l'autogestion, la CFDT s'arrime au monde de la lutte des classes et du socialisme. Par l'autogestion, le PCF s'éloigne du modèle des pays de l'Est. Par l'autogestion, le

---

[396] Voir par exemple le n°7 de la revue, en décembre 1968, consacré en grande partie aux événements de mai-juin 1968.
[397] DANDÉ (Serge), « Le PCF et l'autogestion. Histoire d'un ralliement, 1968-1979 », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 245-255.
[398] DAMETTE (Félix), SCHEIBLING (Jacques), *Pour une stratégie autogestionnaire*, entretiens avec Gilbert Wasserman, Paris, Editions sociales, 1979.
[399] ROSANVALLON (Pierre), *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Editions du Seuil, 1976.

> PS se détache de la social-démocratie et gagne les marges du mouvement social. […] L'autogestion apparaît avant tout comme un vecteur de mutations idéologiques, [organisationnelles] et politiques. Thème d'entre-deux, l'autogestion donne aux années 1970 un rôle de transition : entre les profonds bouleversements qui accompagnent la fin du gaullisme et l'ère socialiste, entre une Union de la gauche dominée par la force électorale et militante du Parti socialiste, entre 1968 et 1981. »[400]

Mais qu'il s'agisse, en France, des « mouvements sociaux urbains », de la sociologie urbaine ou du discours des partis politiques de gauche, « deuxième gauche » en tête, les années soixante (puis soixante-dix) innovent en appliquant la théorie autogestionnaire à l'espace urbain.

La notion d'autogestion urbaine

Qu'est-ce donc que l'autogestion urbaine ? L'autogestion appliquée à la ville ? Quelles sont les modalités de cette transposition ? S'agit-il uniquement d'une autogestion « politique » ?

C'est véritablement au cours des années soixante en France que les revendications autogestionnaires prennent de l'ampleur au travers des luttes urbaines, pour se développer de manière exponentielle durant les premières années soixante-dix. En pleine politique de rénovation urbaine et de construction de grands ensembles, des groupes locaux (groupes de quartiers, groupes de résidents) voient le jour avec l'appui de certains partis politiques comme le PCF – à travers la « Confédération nationale du logement » –, le PSU, des trotskistes, et des groupes ou associations fondés depuis peu ou à cette occasion : les Groupes d'action municipale (GAM) qui se structurent en 1968, l'ADELS, fondée en 1958... Autrement dit par la gauche « autogestionnaire » de cette époque. Ces mouvements sociaux, souvent très politisés et mêlant revendications locales et contestations plus globales (anti-capitalistes, parfois anti-étatiques…)[401], se traduisent, par exemple, par des expériences communautaires ou la défense des minorités (immigrés…) et sont souvent menés, nous l'avons vu, par des couches moyennes politisées et militantes de gauche ou d'extrême gauche. Mais les chrétiens de gauche ne sont pas non plus absents, loin s'en faut de l'émergence de la revendication d' »autogestion urbaine ». Dominique Loiseau et Annie Dusset ont bien montré comment les mouvements d'après-guerre, notamment les mouvements d'entre-aide aux familles, comme le «Mouvement populaire des familles » (MPF) ou les JOC ont évolué, jusque dans les années soixante, et à travers les phénomènes des squats, des « Castors », de l'aide aux services vers une « logique d'autogestion ».[402]

---

[400] HATZFELD (Hélène), « L'autogestion dans la recomposition du champ politique de gauche », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 181-184.

[401] Voir notamment pour cela, les travaux de Manuel Castells et du Centre d'études des mouvements sociaux d'Alain Touraine : CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1973. CASTELLS (Manuel) et *la. Sociologie des mouvements sociaux urbains*, Paris, EHESS, 1974 ; *Autrement* n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », Septembre 1976.

[402] LOISEAU (Dominique), DUSSET (Annie), « Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion (1945-2000) », pp. 571-584.

Les luttes contre les rénovations des quartiers populaires des centres-villes, contre les conditions de vie dans les bidonvilles des périphéries et dans les nouveaux quartiers de grands ensembles ouvrent également parfois la voie à l'idée d'autogestion. Dans ce dernier cas, les enquêtes sur les « besoins » des habitants et les revendications des « locaux collectifs résidentiels », des MJC et des équipements collectifs, vu leur manque criant, ainsi que la volonté des pouvoirs public et des bailleurs sociaux de créer *ex nihilo* une « vie sociale » à partir de ces équipements et de « l'animation » entraînent des expériences de « co-gestion » d'immeubles, dans le but de « faire participer les habitants » à la vie de leur quartier par un « développement communautaire ».[403]

Des sociologues plus « radicaux » théorisent également cette « autogestion urbaine » au tournant des années soixante et soixante-dix . C'est le cas, bien sûr d'Henri Lefebvre qui en appelle, après 68, à l'autogestion économique et politique « dans les lieux de production et dans les centres de décision » pour « contrer la ségrégation[404], de Raymond Ledrut qui insiste sur la nécessité d'un meilleur dialogue entre « habitants » et « responsables »[405], mais aussi, à leur manière, des chercheurs-militants du CERFI et de sa branche marseillaise avec Michel Anselme, militant du mouvement des auberges de jeunesse et des Castors après-guerre, qui luttent et « expérimentent » pour la prise de parole des habitants et la prise en compte de cette parole par les décideurs et aménageurs lors des opérations de rénovation, d'établissements des besoins en équipements…[406]

Mais lorsque l'idée d'autogestion urbaine apparaît « à la base », elle apparaît le plus souvent en réaction au dirigisme d'Etat du gaullisme en matière urbanistique, à la spéculation et aux propriétaires. Selon Hélène Hatzfeld, du fait de pratiques d'aménagement étatistes considérées comme « technocratiques », et « autoritaires », les luttes urbaines des années soixante, modifient progressivement le rapport à l'Etat. Elles débouchent logiquement sur l'idée d'autogestion urbaine et ensuite dans la politique de la ville.[407] L'autogestion ou la « participation » des habitants aux décisions, à la gestion ou à l'aménagement de leur « cadre de vie » devient une revendication récurrente dans les mouvements sociaux et ceux les portent (politiques, associations, « syndicats » du cadre de vie comme la « Confédération syndicale du cadre de vie », GAM…).

Là encore, parmi les partis politiques, c'est le PSU, dans sa « stratégie en tenaille » visant à attaquer le capitalisme « là ou il se déploie le plus, dans l'usine et dans la ville », et par son

---

[403] FOURCAUT (Annie), « L'animation dans le béton : autogérer les grands ensembles », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 585-595.
[404] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Editions Syllepse, 1998, p. 30 ; Voir aussi LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Le Seuil, 1974 ; LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
[405] LEDRUT (Raymond) (1968), *Sociologie urbaine*, Paris, PUF, 1979.
[406]ANSELME (Michel), « Réhabilitation et programmation continue. Le Petit Séminaire », *in :* MOLLET (Albert), *Quand les habitants prennent la parole*, Paris, Plan Construction, 1981, pp. 157-169.
[407] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Paris, Adels-Presses universitaires de Rennes, 2005.

rapprochement avec les GAM, puis bien évidemment le courant rocardien du PS, qui sont les plus prolixes sur la question.

> « L'homme désire l'autogestion et la cogestion des équipements de base et doit participer à toute décision d'aménagement (depuis l'unité de voisinage jusqu'à la planification nationale) ».[408]
>
> « Sans délibération populaire sur l*a priorit*é des besoins, sans remise en cause du système de subventions distribuées par l'Etat, sans prise en main de ces équipements par les usagers réunis en conseils, [il y a] refus d'un changement qualitatif, [renoncement] aux thèses sur l'auto-gestion, et [l'on] s'appuie sur le système représentatif. […] L'autogestion est la source de tout pouvoir dans la vie locale comme dans la production. »[409]
>
> « [L'autogestion, c'est la manière de] réconcilier l'homme avec son environnement en le rendant collectivement maître de son destin ».[410]

Comme la notion de cadre de vie, celle d'autogestion urbaine entraînerait donc également un souci accru pour les considérations urbaines « qualitatives » – et donc sociales – tout en mettant au centre de ces considérations la question du pouvoir, tout du moins au niveau local.

Il s'agit également, par le « contrôle des travailleurs sur l'aménagement de l'espace »[411], d'une aspiration à « vivre autrement »[412]:

> « Faire renaître la communauté dans une civilisation où le sentiment d'appartenance disparaît écartelé entre l'Etat bureaucratique et l'individu coupé de ses racines, [et de] réconcilier l'homme avec son environnement en le rendant collectivement maître de son destin. »[413]

Dans le « manifeste autogestionnaire » adopté par le PSU en 1972, pour lequel « la lutte pour la qualité du cadre de vie est une lutte politique essentielle » (bien que le même manifeste n'y consacre que trois pages), on apprend que, pratiquement, les « conseils de quartier » devront « décider de la politique du logement, des transports, de la vie culturelle », et que, concernant cette question du cadre de vie, « le problème essentiel » demeure de « lutter pour un contrôle populaire sur la ville (pas juste

---

[408] PSU, « Plan de manifeste sur la régionalisation », décembre1968, AN, 581AP/66, dossier 253.
[409] SOULAGE (François), Commission nationale cadre de vie, « Lettre aux élus dans les municipalités « Alliance », à faire diffuser aux élus PSU des municipalités des fédérations, 4 décembre 1972, AN, 581AP/ 67, dossier 257 : Commission nationale « cadre de vie » (fin 1971-1972).
[410] ROCARD (Michel), préface à PISANI (Edgar), *Utopie foncière. L'espace pour l'homme*, Paris, NRF-Gallimard, 1977.
[411] PSU, « Programme d'action du Parti Socialiste Unifié », Paris, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, janvier 1971.
[412] PSU, *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978.
[413] ROCARD (Michel), préface à PISANI (Edgard), *Utopie foncière. L'espace pour l'homme*, Paris, NRF-Gallimard, 1977.

sur les coûts de construction et sur le problème foncier, mais pour permettre la recomposition sociale d'une ville qui est […] coupée en tranches, géographiquement, socialement, culturellement. »[414]

Mais globalement, au PSU comme ailleurs, et outre quelques considérations sur les équipements collectifs et les transports en communs, la revendication autogestionnaire ne s'applique qu'au logement et à l'habitat. D'ailleurs dès les années soixante-dix, et par la suite dans les années quatre-vingt, la France verra se développer quelques expériences d' « habitat autogérés » favorisant, au regard des études qui en ont été faites, de « meilleurs sociabilités », une réelle appropriation de l'espace et de la vie quotidienne, une vie sociale enrichie par l'apparition d'une « identité communautaire ».[415]

La notion d'autogestion urbaine renvoie indistinctement à la « co-gestion » des immeubles, à l'information, au contrôle des loyers et des charges par les habitants eux-mêmes, voire, parfois à l'auto-construction sur le modèle des *Do-it-yourself* anglo-saxons[416] ou des « castors » français. Aménagement, construction, gestion proprement dite, administration, « participation » et « concertation » des habitants et usagers sont donc mêlés dans un terme fortement polysémique.

Dans le discours politique notamment, qu'il s'agisse de celui du PSU, de la « deuxième gauche » plus largement ou du PS des années soixante-dix, cette revendication de « l'autogestion urbaine » se réduit souvent à un slogan, sans qu'il soit spécifié de manière concrète les modalités de sa mise en application. Elle renvoie indistinctement à la « participation au décisions » d'aménagement et aux politiques urbaines, à l' « information », la « formation » des habitants, la « responsabilisation » ou la simple « concertation », au « contrôle habitant ». Ce contrôle est parallèle, pour le PSU et les conseillistes, au « contrôle ouvrier ». Elle peut renvoyer aussi au pouvoir local et à la gestion locale (contre un Etat soupçonné d'alliance avec le Capital), sans qu'on arrive toujours à juger de la séparation entre les moyens et les fins de cette « autogestion ».

Quoi qu'il en soit, la notion de « participation », employée également à cette période, peut tout aussi bien renvoyer à l'utopie auto-gestionnaire ou aux systèmes idéologiques réformistes et même conservateur en fonction de celui qui l'emploie. Son développement peut également s'expliquer par le contexte historico-politique de l'époque (Etat fort et technocratique, ébranlé par 68, puis assimilant

---

[414] PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973, pp. 171-174.

[415] Voir notamment le numéro spécial que la revue *Autogestions* consacre au phénomène en 1982 avec une étude Philippe BONNIN et Paul REYNAUD : n° 11, « Les utopistes du M^2. Mouvements et expériences de l'habitat autogéré », Paris, Privat, automne 1982, et le rapport de recherche qui en est tiré : BONNIN (Philippe), REYNAUD (Paul), *Une révolution paisible. L'habitat autogéré*, compte rendu de fin de contrat MECV/CREDOC, Paris, CREDOC-CESP, ministère de l'Urbanisme et du Logement, Directions de la Construction et de l'Architecture, 1981.

[416] Voir pour cela les travaux de l'anglais Colin WARD : WARD (Colin), *Social policy : an anarchist response*, Seminars and lectures at London School of Economics, London, LSE Housing, 1996; *Talking houses*, London, Freedom press, 1990 ; *Talking to architects*, London, Freedom press, 1996 et surtout HALL (Peter), WARD (Colin), *Sociable Cities. The Legacy of Ebenezer Howard*, Chichester, John Wiley & Sons, 1998, pp.191-198.

progressivement et incorporant la participation comme précepte, du moins, pour ce qui nous concerne, dans tout ce qui touche à l'aménagement urbain). La question qui est peut-être la principale ici est de déterminer de quelle participation on parle. Sous quelle forme la revendique-t'on en fonction de son appartenance et de ses modèles sociaux ou culturels ? Et bien sûr, pourquoi telle forme plutôt que telle autre ? Qu'est-ce que cela traduit en termes d'idéologie et de représentations de l'espace urbain?

La participation comme utopie et comme idéologie

Si l'on a coutume de dire ou de penser que la « participation » en politique est une idée qui remonte à Charles De Gaulle (référendum, participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise), les sciences politiques et la sociologie politique actuelles lui accordent une tout autre signification. Il s'agit pour le dire rapidement, du concours (ou de l'association) des citoyens aux décisions politiques et à la vie publique. Sa problématique, héritée plus ou moins directement de celle plus radicale d'autogestion est celle d'un éventuel substitut à la démocratie représentative ou d'un « remède » à celle-ci.[417] De plus, la participation des habitants aux décisions, à l'aménagement ou à la « gestion » concernant leur « cadre de vie » n'est certainement pas une idée héritée de la période gaulliste, réputée pour son dirigisme urbanistique. Nous laisserons à d'autres le soin d'établir la généalogie de la « participation urbaine »[418] dans la France des trente glorieuses, idée émergeant de toute évidence aux croisements des luttes urbaines (et de « l'autogestion urbaine »), de la société civile (associations du type ADELS, GAM), des sciences sociales, des expériences et réflexions étrangères et certainement reprise après coup par le discours politique, y compris de gauche.

Le contexte français actuel de construction et de théorisation de « démocratie participative », de « démocratie locale » ou de « démocratie de proximité », avec ses différents dispositifs expérimentés, les différentes lois qui se succèdent depuis les années quatre-vingt-dix et les débats quant la mise en pratique de cette participation et ses limites[419], outre l'influence internationale, peut également trouver ses origines à cette époque.

Cette idée de participation des citadins et usagers aux projets d'urbanisme et à la gestion des villes ou de leurs quartiers est portée en France dès les années soixante-dix par des sociologues comme Paul-Henry Chombart de Lauwe, Raymond Ledrut ou Henri Lefebvre. *Le Droit à la vill*e (droit à la « centralité » et à « la participation et à l'information des habitants », notamment pour les classes

---

[417] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Paris ; Adels-Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 200-201.

[418] Nous utilisons cette expression, certes non parfaite, mais parlante pour qualifier l'idée de participation appliquée au secteur particulier de la ville et de l'urbanisme.

[419] BLONDIAUX (Loïc), « L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes », *in :* BACQUÉ (Marie-Hélène), REY (Henri), SINTOMER (Yves) (sous la dir. de), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 119-137.

dominées)[420], décrété par Lefebvre concomitamment à l'« autogestion de la vie urbaine »[421], sont les mots d'ordre qui investissent les luttes urbaines des années soixante – soixante-dix, notamment celles portant sur les équipements collectifs dans les nouveaux quartiers de grands ensembles ou sur leur simple remise en cause et la qualité de vie dans ces nouveaux quartiers. On a vu que, dès 1968, la question de la participation des habitants et usagers à l'urbanisme et aux décisions d'aménagement était débattue lors du colloque de Royaumont par les urbanistes et les sociologues de l'urbains en voie d'institutionnalisation.[422] Depuis les années soixante, les sciences sociales s'intéressent de plus en plus à ce thème et tentent de contribuer, par la réflexion, à apporter des solutions pour sa mise en place effective dans la gestion et l'aménagement urbain. Mais rappelons que la sociologie urbaine se développe également par le financement de l'Etat, ce dernier s'intéressant lui aussi de plus en plus à la question. C'est ainsi que la même année, en 1968, une vaste « action concertée » de la DGRST est lancée, dont le sujet porte sur la « participation au pouvoir urbain ».[423] Y répondent de nombreuses équipes de recherches sociologiques et la plupart de ce que la France peut compter de laboratoire de sociologie urbaine, notamment le CSU, le laboratoire d'Alain Touraine, mais aussi des équipes de recherches juridiques, de sciences ou de sociologie politique, (Centre de sociologie des organisation – CSO –), le Groupe d'analyse institutionnelle de Vincennes… Mais l'« ancêtre » mythique de l'urbanisme participatif en France demeure, à la fois pour les scientifiques, les politiques ou les militants, cette expérience de l'Alma-Gare, dans laquelle le CERFI s'est illustré.[424] La participation urbaine est elle-même liée au cadre de vie et à « la vie quotidienne » en ce sens que penser la ville en tant qu'ensemble intégré comme le font les sociologues, cadre de la vie sociale, cadre des pratiques et des comportements des groupes et des individus, incite irrémédiablement à penser en terme de participation des habitant à l'aménagement urbain, à l'organisation de leur « cadre » de vie, de pratiques et de représentations.

Même si la « participation urbaine » n'est pas une idée héritée exclusivement de la sociologie urbaine, on l'a vu (croisement entre influences étrangères, mouvement sociaux, société civile, idée d'autogestion urbaine et sciences sociales), nous pouvons sans difficulté établir un parallèle entre la participation et cette sociologie des « désirs » et des aspirations revendiquée par Chombart, Ledrut, mais surtout par Lefebvre, et, par extension, sur leurs disciples comme ceux de l'ISU. Les trois sociologues se sont à ce sujet sûrement contentés de théoriser une tendance observable dans la société urbaine française des trente glorieuses : celle d'un mécontentement croissant devant les politiques urbaines, jugées technocratiques et réalisées sous le prétexte de prétendus « besoins habitants » prédéterminés. Ces réalisations sont évidemment inspirées aussi par les conceptions fonctionnelles de

---

[420] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Le Seuil, 1974.
[421] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
[422] CF. *Supra*, deuxième partie, Chapitre 1, I, 5.
[423] Action Concertée Urbanisation, DGRST 1968, *Programme de recherche « Participation au pouvoir urbain »*, texte de l'appel d'offre et réponse des équipes de recherche, 1970.
[424] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 3, I.

la *Charte d'Athènes* rapportant les fameuses quatre fonctions urbaines aux besoins primaires de l'homme en ville (« se loger, travailler, se récréer – pendant le temps libre –, circuler »[425]). La « parole habitante », les représentations, les pratiques et usages constituent dès lors un créneau pour les sociologues pour participer à un meilleur aménagement spatial qui réponde mieux aux attentes des citadins.[426]

Le sociologue Michel Pinçon, dans une optique marxiste et bourdieusienne, a d'ailleurs bien résumé, en 1978, cette vision marxiste des « besoins », notamment à partir des « besoins » en termes de logement. Dans une perspective critique et « radicale », donc, la notion de besoin est perçue comme partie intégrante du processus d'exploitation capitaliste, « fondée sur le principe de continuité entre sphère de la production et sphère de la consommation » et se rapportant à la « reproduction de la force de travail » dans une « intériorisation de l'extériorité » (ce que Pinçon nomme « l'idéologie de la consommation »).[427] L'auteur propose de lui substituer celle « d'*habitus* de consommation » plus apte à en faire ressortir l'aspect social. Cependant ce sont les notions de désirs et d'aspirations qui s'imposeront dans la sociologie urbaine française, et avec elles, celle de la « participation », moyen le plus sûr de promouvoir l'émancipation de l'habitant par rapport l'idéologie technocrate.

En prolongeant ces considérations, on pourra établir que, chez les tenants de la participation urbaine, notamment dans les discours politiques de gauche (PSU puis PS et PCF) et dans le sens commun, la croyance qu'au-delà des besoins, la prise en compte des aspirations des habitants résoudra les problèmes sociaux urbains, est bel-et-bien prégnante. Ceci reviendrait à dire que si les habitants prennent directement en charge la gestion (voire l'aménagement) de leur cadre de vie, les maux sociaux inhérents à celui-ci disparaîtront, ou du moins, ne seront plus contestables. Cette dernière affirmation sert d'ailleurs de base à la critique « de gauche » des « anti-participation », en ce sens que la « fausse » participation ne serait qu'un leurre et une manipulation visant la pacification des mouvements sociaux urbains et la légitimation des opérations technocratiques sous le prétexte et l'apparence de la co-décision. D'autant plus que les travaux sur le sujet montrent que les habitants participants sont essentiellement issus des couches moyennes supérieures.[428] Cette critique était d'ailleurs déjà présente chez les gauchistes tenants de l'autogestion à la fin des années soixante, aux slogans de « je participe, tu participes, il participe, nous participons, vous participez… ils profitent ».

---

[425] LE CORBUSIER (JEANNERET Charles-Edouard, dit) (1941), *La Charte d'Athènes* suivie de *Entretien avec les étudiants des écoles d'architecture*, Paris, Editions du Seuil, 1971, p. 99.
[426] RAYMOND (Henri), HAUMONT (Nicole), DEZES (Marie-Geneviève), HAUMONT (Antoine) (1966), *L'Habitat pavillonnaire*, préface d'Henri Lefebvre, Paris, L'Harmattan, 2001.
[427] PINÇON (Michel) (1978), *Besoins et habitus. Critique de la notion de besoin et théorie de la pratique*, compte-rendu de recherche financée par la DGRST, Action concertée « urbanisation », Paris, CSU, 1978.
[428] Voir par exemple GARNIER (Jean-Pierre), « Proximité spatiale et distance politique », *Espaces et sociétés* n° 112, « Ville et démocratie », Paris, L'Harmattan, 2003.

Ainsi, la notion de participation renvoie à deux registres d'analyse et de discours différents. Elle peut-être instrumentalisée et légitimation de pratiques (politique, entre autres), auquel cas elle est perçue comme un leurre et une « idéologie » aux yeux de ceux qui refusent et combattent le système (ou l'aménagement urbain). Elle peut en parallèle appartenir au discours de ces derniers et renvoyer à l'autogestion – on l'a vu – (une des revendications de l'après-68), et donc, à une forme d'utopie visant à la transformation de l'ordre existant et posant la question du pouvoir.

Quoi qu'il en soit, la participation en ce qui concerne les décisions urbaines est une idée qui fait consensus dans les discours politiques de gauche des années soixante-dix et qui s'étend peu à peu aux politiques urbaines de la droite au pouvoir. On la retrouve ainsi dans les programme et revendications du PSU et de la CFDT, bien sûr, mais également dans les programmes du PS (1972, 1980 et surtout dans le programme municipal du PS de 1977). Si elle constitue un des avatars « institutionnalisés » de l'autogestion urbaine revendiquée au sein des mouvements sociaux urbains, elle intéresse également les pouvoirs publics et, à travers eux, la sociologie urbaine tout au long des années soixante-dix.

Nous ne pouvons ainsi ignorer que les revendications des mouvements sociaux des années 1970 en matière de participation sont relayées au niveau politique dès l'arrivée de la gauche au pouvoir : elles influencent notamment la décentralisation et la « politique de la ville ».[429] Il est à cet égard important de noter qu'au début des années 1970, une grande partie de la gauche autogestionnaire et participationniste avait rejoint les rang du nouveau Parti socialiste (PSU, GAM, CFDT, Club Jean Moulin…) et que cette nébuleuse comprenait des individus qui se firent les moteurs et les porteurs de la participation, et encore jusqu'aujourd'hui.

Mais nous pouvons toutefois remarquer les prémisses du développement l'idée de renforcement de la participation citoyenne au sein des politiques publiques giscardienne des années 1970. Pendant cette décennie, les gouvernements successifs font le choix de s'appuyer de plus en plus en plus sur les associations. Olivier Guichard, ministre, en 1973, de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, fait partie de ceux qui défendent cette position. La ville et ses problèmes sont désormais appréhendés sous l'angle social, et dans cette perspective, l'objet est de s'appuyer sur les habitants.

---

[429] BACQUE(Marie-Hélène), « Démocratie participative-démocratie de proximité », *in : Conseils de quartier/mode d'emploi*, ADELS, 2002 ; « Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires, héritages des mouvements sociaux ou néolibéralisme ? » *in* BACQUE (Marie-Hélène), REY (Henri), SINTOMER (Yves), (sous la dir. de). *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p.89.

"Un nouvel urbanisme s'impose enfin si l'on examine le problème d'un point de vue politique. Certes, toutes les approches que je viens d'évoquer débouchent sur la politique; mais il y a plus. La construction d'une communauté politique vivante passe par la démocratie locale. [...] Au fond, toutes les raisons qui inspirent le changement de politique que je propose tournent autour de ce que l'on a justement appelé le "droit à la ville". Droit à la ville parce que la ville est une valeur, parce que la ville, œuvre de civilisation, est civilisatrice en retour. Droit à la ville plutôt qu'aux quatre murs d'un logement: c'est-à-dire droit à un certain type de vie sociale où l'échange est plus riche. Droit à la ville pour tous, puisque l'urbanisation est un phénomène généralisé qui englobe le monde rural. Droit enfin à être responsable de sa ville."[430]

Le ministre cite le *Droit à la ville* lefèbvrien au moment où le président Giscard prend position contre le « dirigisme » de la période De Gaulle, prône le pavillonnaire, à la suite d'Albin Chalandon et rompt définitivement avec la politique des grands ensembles (circulaire Guichard de 1973). Mais la participation des habitants au niveau local est également mise en avant.[431] Plusieurs textes de lois sont votés, qui marquent cette évolution, en dépit des réticences des partis de la gauche traditionnelle qui craignent une tentative de récupération[432]. En 1976, une loi reconnaît la participation des associations à l'élaboration des POS. Le VII[e] Plan de développement économique et social (1976-1980) souligne lui-même le rôle des associations locales[433]. Dans la foulée, les premiers programmes de ce que l'on appelle aujourd'hui la politique de la ville – dits alors procédures "habitat et vie sociale" (HVS) – sont engagés. Il y est imposé de faire appel à la participation (des usagers et des associations) pour mener ces procédures visant des quartiers périphériques ciblés. La circulaire interministérielle du 3 mars 1977 les détaillant indique ainsi : « la priorité reconnue à l'aspect social des problèmes posés et l'accent mis sur la participation active des habitants à la définition des projets constituent la caractéristique essentielle des interventions ».[434] Il faut rappeler que certains promoteurs de la deuxième gauche ont également été partie prenante dans la mise en place de ces procédures, participant, dès 1973, au groupe de réflexion HVS mis en place par le ministère pour resocialiser les grands ensembles, par l'animation, la participation, etc.

La décentralisation des compétences de l'Etat aux pouvoirs politiques locaux par la gauche, au début des années 1980, est l'occasion d'affirmer encore cette volonté de favoriser une meilleure participation du public. Un train de mesures est adopté (la loi dite Bouchardeau – PSU –, votée le 12

---

[430] Déclaration d'Olivier GUICHARD, ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, *Journal officiel* du vendredi 18 mai 1973.
[431] BACHMANN (Christian), LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, pp. 255-257.
[432] BACHMANN (Christian), LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, pp. 265-269.
[433] *VII[e] Plan de développement économique et social (1976-1980)*, Paris, UGE, 1976
[434] BACHMANN (Christian), LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, pp. 265-269.

juillet 1983[435], programmes DSQ[436], mise en place de la DIV[437]). C'est également dans ce cadre qu'Hubert Dubedout, promoteur des GAM de Grenoble et responsable d'une commission nationale sur l'habitat social, peut déclarer, en 1983 :

> « Les orientations nouvelles définies en 1981 [sont de] faire des habitants des acteurs du changement. L'assistance a été longtemps la forme traditionnelle de l'action sociale. On a pu constater ses limites et ses échecs. […] Aucune assistance n'est efficace si les intéressés eux-mêmes ne prennent pas en charge leur projet de transformation. Substituer à une politique d'assistance une politique de développement économique et social revient à opérer ce mouvement d'appropriation collectif. La conduite des opérations doit alors reposer sur la volonté de prendre appui sur les identités sociales et culturelles des différentes couches sociales, sur la reconnaissance des habitants comme partenaires, dotés d'un véritable pouvoir, sur leur participation réelle aux décisions. »[438]

Cette participation des habitants, pour cet inspirateur de la politique de la ville, est alors censée répondre aux « conflits latents ou ouverts » et « compenser les décisions des aménageurs » par « la concertation et l'animation ».[439] Cependant, comme le note Marie-Hélène Bacqué en 2003, cette idée de participation demeure liée à un certain « flou » quant aux modalités de sa mise en place effective, quant à son rôle (« social », « fonctionnel » et gestionnaire, « politique » et démocratique) et au publique ciblé.[440] Elle tend également de moins en moins à poser la question du pouvoir[441], c'est-à-dire à supplanter la démocratie représentative, comme l'autogestion, pour se diriger peu à peu vers un objectif de « responsabilisation » des citadins.

Le caractère conservateur d'une certaine idée de la participation pourra également être démontré : nombreux auteurs l'ont déjà fait, non sans certains *a priori*. Voulue et revendiquée par les politiques, la participation peut facilement dévier vers un pouvoir plus fort, au point de devenir, selon certains, « contre-révolutionnaire » : si les usagers et habitants « participent » aux décisions et aménagements de l'espace, ils ne pourront pas, par la suite, en toute légitimité, s'en plaindre. La question du pouvoir est ici, encore une fois, au centre de la réflexion et a été débattue par les gauchistes des années 60-70 et dans certains partis politiques (PSU, notamment) : « travailleurs qui participe à sa propre exploitation », « comment participer dans la logique d'un système qu'on refuse ? »....

---

[435] Loi dite Bouchardeau n°83-630 du 12 juillet 1983, modifiée par la loi n°95-101 du 2 février 1995 et la loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000.
[436] Développement social des quartiers.
[437] Délégation interministérielle à la ville.
[438] DUBEDOUT (Hubert), *Ensemble, refaire la ville*, Paris, La Documentation française, 1983, p. 12
[439] DUBEDOUT (Hubert), *Ensemble refaire la ville*, Paris, La Documentation française, 1983, p. 35
[440] BACQUÉ (Marie-Hélène), *Les Nouvelles figures des quartiers populaires. Politiques et représentations. Une approche comparative France/Etats-Unis*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches sous la direction de Jean-Pierre Frey, Université Paris XII, Institut d'urbanisme de Paris, 2003, pp. 198-200.
[441] *Ibid.*

C’est donc par ces nouveaux thèmes en émergence présents au sein des mouvements sociaux urbains des années soixante – soixante-dix, – par l’idée de participation urbaine, observant des liens étroits avec celle d’autogestion portée par le PSU et une partie de l’extrême gauche ; à travers celui de cadre de vie étroitement lié à celui de vie quotidienne porté par les sociologues –, que se réalise cette « urbanisation » du discours et des positions de la gauche politique en France. Ces termes s’accompagnent à la fois du renforcement de contestations et de revendications qualitatives par rapports aux revendications plus quantitatives. Mais surtout, ils permettent à l’espace urbain d’acquérir un statut particulier dans la pensée politique, renforçant son rôle éventuel dans la résolution des problèmes sociaux urbains. Ils modifient la nature de ces attributs et de ses possibilités. Il n’est plus simplement perçu comme le support et le terrain des politiques publiques ou de leurs contestations, mais acquiert un statut qualitatif de première importance, socialement, mais aussi politiquement, en termes de pouvoir et de démocratie. La question demeure de savoir s’il constitue l’enjeu, l’instrument, ou la simple illustration de ce nouveau paradigme politique.

- CHAPITRE II - L'IDEOLOGIE POLITIQUE URBAINE DANS LE DISCOURS POLITIQUE DE GAUCHE

> « Nous acceptâmes et prêtâmes solennellement serment : les quartiers de la ville seraient les cases de notre jeu d'échecs, et personne ne saurait qu'une partie était en jeu. »
>
> John BRUNNER, *La Ville est un échiquier*, trad., Paris, Calmann-Lévy, 1973.

I - Le déterminisme spatial et la question du pouvoir

L'idéologie spatiale ou urbaine que nous avons tentée de définir au début de cette recherche[442] – c'est-à-dire le **« système collectif de représentations de la ville et de la réalité urbaine, communiqué, signifiant, stratégiquement et politiquement orienté, instrumentalisant l'espace et réduisant la question sociale à une question spatiale (voire assimilant la réalité et le devenir socio-politiques à une réalité spatiale) »** –, nous amène bien évidement au terme de « spatialisme » forgé par l'urbaniste Yves Chalas à la fin des années 1990.[443] Promulguer, comme le fait Manuel Castells, que la question sociale – la question sociale urbaine – est réduite, dans certains systèmes de représentations, à une question strictement spatiale, revient, en effet, à penser que, dans ces systèmes

[442] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.
[443] CHALAS (Yves) et *la.*, *Urbanité et périphérie. Connaissance et Reconnaissance des territoires contemporains*, Paris, ministère du Logement, Plan Construction et Architecture (Programme « Evolution des territoires contemporains »), 1997, pp. 17-18.

de représentations, les divers maux sociaux découlent directement de la configuration et des aménagements spatiaux et urbains, et qu'il suffit de transformer (d'aménager) l'espace pour agir sur la société et d'harmoniser l'espace urbain pour réduire les maux de cette société. En un mot, que l'espace physique et construit est à la fois un déterminant et un « remédiant » aux phénomènes et aux problèmes sociaux. Après avoir décrit cette idéologie, nous aborderons la question complexe de sa genèse, puis sa critique et les actions et pratiques qui en découlent. Mais avant tout chose, il faut revenir sur des travaux extérieurs à ce qui nous préoccupe ici. Les ethnologues, ainsi, ont été les premiers, dans les sciences humaines, à pointer cette idée de transformation de la structure sociale par la modification de l'espace, souvent, d'ailleurs, en validant l'efficacité de cette idée mise en pratique, tout en dénonçant ces dernières.

1 - Briser les repères et les modèles socio-culturels afin d'en imposer de nouveaux.

Dans une perspective d'imposer un pouvoir et de changer les modèles socio-culturels par une action sur l'espace afin d'affaiblir les populations, nous pouvons, tout d'abord, mentionner l'exemple connu mais cependant très peu étudié des « Khmers rouges » au Cambodge, et qui, sous le régime de Pol-Pot (1975-1979), vidèrent la capitale Phnom Penh en déportant sa population dans les campagnes et les rizières du pays, afin d'améliorer l'économie basée sur le la production agricole, mais aussi d'effacer la culture traditionnelle afin d'imposer des règles basées sur le culte de la personnalité et le régime communiste.

Nous pourrions multiplier les exemples de ce type. Nous mentionnerons seulement celui, moins spectaculaire, mais visant de même à une transformation sociale et culturelle et au pouvoir sur la société a été étudié par Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad en 1964.[444] Parlant des camps de regroupement des ruraux algériens par l'armée française à la fin des années 1950, les auteurs analysent, ainsi, une forme d'action basée sur un déterminisme spatial, dont la finalité est la transformation sociale et le contrôle social des populations :

> « L'Algérie a été le terrain d'expérience sur lequel l'esprit militaire, comme un test projectif, a plaqué ses structures. Souvent investis d'une autorité de fait absolue, les cadres de l'armée ont décidé de tout, de l'emplacement du village, de son plan, de la largeur des rues, de la disposition intérieure des maisons ; ignorant ou voulant ignorer les normes et modèles traditionnels, peu enclins à consulter les populations concernées […] ils ont imposé leur ordre, sans percevoir, le plus souvent, le malaise et le désarroi que suscitaient leurs initiatives. »[445]

---

[444] BOURDIEU (Pierre), SAYAD (Abdelmalek), *Le Déracinement. La Crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Editions de minuit, 1964.
[445] *Id.*, pp. 25-26.

Mais les auteurs de poursuivre :

> « A la façon du colonisateur romain, les officiers chargés d'organiser les nouvelles collectivités, commencent par discipliner l'espace comme si, à travers lui, ils espéraient discipliner les hommes. Tout est placé sous le signe de l'uniforme et de l'alignement : construites selon des normes imposées en des emplacements imposés, les maisons se disposent, tirées au cordeau, le long de larges rues qui dessinent le plan d'un *castrum* romain ou d'un village de colonisation. Au centre, la place avec la triade caractéristique des villages français, école, mairie, monument aux morts. Et l'on peut penser que si le temps et les moyens ne leur avaient pas manqué, les officiers S.A.S., amoureux de géométrie, auraient soumis aussi le territoire à la centuriation. Par une ignorance délibérée ou inconsciente des réalités sociales, les autorités locales imposent le plus souvent aux « regroupés » un ordre absolument étranger, ordre pour lequel ils ne sont pas faits et qui n'est pas fait pour eux. Animés par le sentiment d'accomplir un grand dessein, à savoir de « faire évoluer les masses », exaltés par la passion d'ordonner et de créer, engageant parfois tout leur enthousiasme et tous leurs moyens dans leur action, les officiers appliquent sans nuance des schémas inconscients d'organisation qui pourraient appartenir à l'essence de toute entreprise de domination totale et systématique. Tout ce passe comme si le colonisateur retrouvait d'instinct la loi ethnologique qui veut que la réorganisation de l'habitat, projection symbolique des structures les plus fondamentales de la culture, entraîne une transformation généralisée du système culturel. M Lévi-Strauss remarque par exemple que les missionnaires ont vu dans la transformation de l'habitat imposée aux Bororo le moyen le plus sûr d'obtenir leur conversion. La réorganisation de l'espace habité est donc obscurément saisie comme une façon décisive de faire table rase du passé en imposant un cadre d'existence nouveau en même temps que d'imprimer sur le sol la marque de la prise de possession. Si la politique de regroupement a recueilli auprès des militaires une adhésion aussi générale et aussi enthousiaste, c'est qu'elle réalisait un rêve vieux comme la colonisation, à savoir « modifier » comme disait Bugeaud, « restructurer », comme disaient les colonels, une société toute entière. »[446]

Deux éléments relativisent ici l'aspect idéologique du spatialisme. D'une part, ce déterminisme spatial n'est pas automatiquement conscient ou, du moins, réfléchi. Il peut être établi comme norme et entrer dans le sens commun ou, du moins, dans certaines catégories de pensée – ici, celle des militaires, des colons –, voire dans leur « inconscient », ce qui ne remet pas en cause, quoi qu'il en soit, l'aspect idéologique du spatialisme, tel que nous l'avons défini plus haut. D'autre part, il y a bien sûr des répercussions de l'action spatialiste en termes sociaux. Ces répercussions des pratiques spatialistes se font par le biais du symbolique et de la rupture des modèles culturels, ce qui ne s'observe, d'ailleurs, pas seulement dans les sociétés colonisées ou « exotiques ». Il suffit simplement pour cela de penser aux travaux d'Henri Coing sur les conséquences des rénovations

[446] *Id.*, pp. 26-27.

parisiennes sur la culture ouvrière, ses modèles et ses sociabilités[447], même si le problème des formes urbaines et architecturales n'est pas au premier chef, les répercussions sont bel et bien là.

L'étude sur l'Algérie de Bourdieu et Sayad constitue un exemple extrême de spatialisme. Les actions sur l'espace se déroulent souvent de manière plus « douce » et le processus spatialiste de manière plus subtile. Quoi qu'il en soit, cet exemple conforte une hypothèse de relation entre idée et action spatialiste d'une part, et volonté de pouvoir et de contrôle social d'autre part.

D'autres travaux célèbres d'ethnologie traitèrent, encore, de la question du déterminisme spatial dans les pays colonisés, où le colon tente de transformer, avec plus ou moins de bonheur, l'espace du colonisé et sa forme d'habitat, afin de modifier l'organisation sociale, les pratiques, ou tout du moins agir sur les comportements, les représentations et les croyances. Autrement dit, en vue de modeler la société locale selon les normes et les valeurs occidentales, à moins que ce ne soit tout simplement pour la contrôler. Nous citerons, rapidement, la fameuse étude de Claude Lévi-Strauss sur les *bororo* à laquelle fait allusion Pierre Bourdieu :

> « La distribution circulaire des huttes autour de la maison des hommes est d'une telle importance, en ce qui concerne la vie sociale et la pratique du culte, que les missionnaires salésiens de la région du Rio das Garças ont vite appris que le plus sûr moyen de convertir les Bororo consiste à leur faire abandonner leur village pour un autre où les maisons sont disposées en rangées parallèles. Désorientés par rapport aux points cardinaux, privés du plan qui fournit un argument à leur savoir, les indigènes perdent rapidement le sens des traditions, comme si leurs systèmes social et religieux […] étaient trop compliqués pour se passer du schéma rendu patent par le plan du village et dont leurs gestes quotidiens rafraîchissent perpétuellement les contours. »[448]

L'espace sert, ici, de moyen, d'instrument pour briser les repères et les modèles culturels de la population indigène – autrement dit, sa « structure sociale » –, pour pouvoir lui faire adopter les croyances et comportements exogènes, autrement dit, pour pouvoir modeler l'individu et la société locale. Il ne s'agit pas d'un exemple isolé. En effet, Robert Jaulin, dans une autre fameuse étude d'ethnologie sur les indiens *Bari* d'Amérique du Sud, s'attardera, lui aussi, sur les conséquences néfastes d'un point de vue culturel et social des transformations de l'habitat et de l'espace par les colons, les missionnaires et les compagnies pétrolières états-uniennes soucieux de « regrouper [les indiens], de les contrôler, voire de les utiliser ». Ceux-ci « tentèrent, souvent avec succès, de les fixer auprès d'eux et de les "civiliser"»[449], voire, paradoxalement, de les « intégrer »[450], parfois par la violence. Selon Robert Jaulin, « la modification de l'habitat est une des perturbations les plus

---

[447] COING (Henri), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions ouvrières, 1966.
[448] LEVI-STRAUSS (Claude), *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1955, p. 255.
[449] JAULIN (Robert) (1970), *La Paix blanche. Introduction à l'ethnocide*, tome 1 : « Indiens et colons », Paris, 10/18, 1974, p. 8.
[450] *Id.*, p. 13

graves »[451] pour les colonisés, pour qui « la récupération de leur territoire [après qu'ils en furent chassés] a été […] une façon de tomber dans ce piège de la paix blanche ». Cette récupération « des lieux qu'ils occupaient jadis » n'apportant, bien souvent, aux indiens « aucun avantage », si ce n'est une « signification symbolique », même pour ceux qui « s'affublèrent à notre mode, en se parquant sous de la tôle ondulée, alors […] qu'ils n'en éprouvaient guère de joie. »[452] L'espace, encore une fois, constitue pour cet auteur, de par sa puissance symbolique, le vecteur culturel et social des peuples indigènes, qu'une confiscation ou une modification suffisent à détruire ou à « intégrer » – assimiler. Et de conclure par cette sentence fustigeant les actions spatialistes à l'œuvre dans le processus de colonisation :

> « L'espace moderne n'est nullement aujourd'hui un espace de paix, il n'est pas une référence discrète à autrui, un univers-unité auquel chacun peut se référer comme l'on s'adresse à un sage écouté et dépourvu du moindre pouvoir de contrainte ; bien au contraire, l'espace s'ouvre aujourd'hui à l'ensemble des hommes par référence aux destructions que nous avons commises à son égard, et les risques que nous en mourions sont grands. L'espace devrait être le lieu de nos différences, le lieu et le moyen de multiples dialogues – les Indiens l'entendaient ainsi – alors que nous en faisons celui d'une identité et d'un silence, la répétition de nous-mêmes, alors décharné, artificialisé et fuyant à l'infini. »[453]

Rationalisations de l'espace, confiscations, dispersions, regroupements de populations – pratiques récurrentes au cours par exemple des guerres ethniques ou des génocides –, modifications de la morphologie urbaine, créations ex-nihilo, modifications de l'habitat, si nous avons choisi ce détour par ces exemples, c'est simplement pour démontrer que l'idée spatialiste n'est pas nouvelle ni géographiquement circonscrite.

Mais l'idéologie du spatialisme, prenant parfois l'aspect d'une utopie – et pas seulement en fonction de la couleur politique du groupe ou de l'individu qui l'émet –, renvoie aussi, en filigrane, à un débat ancien de la sociologie urbaine (et de la sociologie tout cours), et toujours ouvert aujourd'hui : celui de l' « effet de lieu » (ou effet de milieu, effet de territoire), qui observe des liens mécaniques entre espace physique et espace social, entre morphologie spatiale et morphologie sociale, entre architecture, urbanisme et pratiques, représentations et faits sociaux en général. Quoi qu'il en soit, cette notion d'effet de lieu illustre les relations entre science – ou plutôt discours scientifique – et idéologie, analysées entre autres et d'une manière plus généraliste par Habermas.[454]

L'espace possède-t-il un effet quelconque sur les représentations, la constitution des identités, les pratiques des groupes et des individus ? Est-il un facteur déterminant dans le fait social ? Est-ce le

---

[451] *Id.*, p.67.
[452] *Id.*, pp. 264-267.
[453] *Id.* p. 297.
[454] Cf. *Supra,* première partie, chapitre 1.

seul et quel est la place de son éventuelle influence parmi les autres facteurs ? Peut-on expliquer tous les phénomènes sociaux à travers leur rapport à l'espace (pour ce qui nous concerne, à travers l'espace urbain) ? Cette question sociologique en vogue renvoie bien sûr, nous pouvons le voir, à celle que nous étudions ici, à savoir celle du spatialisme. La notion entraîne ainsi toute une série de questionnements de fond et de méthodologie, à savoir, comment appréhender les faits sociaux. Elle nous renvoie également à Durkheim, à l'Ecole de Chicago…

Cette réflexion découle d'ailleurs directement de celle sur la « mémoire collective », déjà considérée par Maurice Halbwachs comme condition de la construction des groupes sociaux et qui se réfère, – s'appuie – forcément sur l'espace : « il n'est point de mémoire collective qui ne se déroule dans un cadre spatial »[455] – « le lieu a reçu l'empreinte du groupe et réciproquement ».[456]

Cette notion d'effet de lieu, quoi qu'il en soit, pose ainsi la question des relations entre morphologies spatiales et morphologies sociales. **L'idéologie spatialiste, elle, surdétermine et réduit à la fois ces relations, en postulant un déterminisme causal là ou l'interaction joue le rôle moteur.** Car, si la morphologie sociale au sens d'Emile Durkheim[457] et de Marcel Mauss[458] se propose d' « étudier le substrat matériel des sociétés » pour comprendre la vie collective, les actions collectives, et donc l'organisation sociale, Maurice Halbwachs, qui reprendra ce concept et cette méthode, affirmera plus tard que les formes matérielles sont insuffisantes en elles-mêmes pour constituer une société, que seules les représentations collectives leur donnent une signification. C'est la conscience que les sociétés prennent de l'espace qui agit sur elles, et non l'espace directement :

> « Tout se passe comme si la société prenait conscience de son corps, de sa position dans l'espace, et adaptait son organisation aux possibilités qu'elle aperçoit ainsi […] En tout cas, la morphologie sociale, tout comme la sociologie, porte avant tout sur des représentations collectives. Si nous fixons notre attention sur ces formes matérielles, c'est afin de découvrir derrière elles, toute une partie de la psychologie collective. Car la société s'insère dans le monde matériel, et la pensée du groupe trouve, dans les représentations qui lui viennent de ces conditions spatiales, un principe de régularité et de stabilité, tout comme la pensée individuelle a besoin de percevoir le corps et l'espace pour se maintenir en équilibre. »[459]

Nous n'abordons bien sûr pas, ici, ni les représentations collectives ni les représentations individuelles, mais plutôt des représentations « groupales » : celles des cadres sociaux que constituent des groupes soudés par des idéaux politiques et sociétaux communs, tels les partis politiques, les

---

[455] HALBWACHS (Maurice) (1950), *La Mémoire collective*, Paris, PUF, 1968, p. 146.
[456] *Id.*, p. 133.
[457] DURKHEIM (Emile), « Morphologie sociale », *L'Année sociologique*, deuxième année (1897-1898), sixième section, Paris, Lib. Félix Alcan, 1899, pp. 520-521.
[458] MAUSS (Marcel) (1905), « Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimos. Etude de morphologie sociale », *in : Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 2003, pp. 389-477
[459] HALBWACHS (Maurice) (1938), *Morphologie sociale*, Paris, A. Colin, 1970, pp. 8-13.

syndicats, certains groupes « révolutionnaires » et subversifs (en quelque sorte, leurs « espaces mentaux »), ainsi que les représentations qui se présentent sous le sceau de la scientificité.

Selon Maurice Halbwachs[460], chaque société dessine sa place dans l'espace. En ce sens, l'étude des formes matérielles peut nous permettre d'appréhender la vie sociale et les processus de ce qu'Henri Lefebvre, pour lequel « l'espace (social) est un produit (social) »[461], appelait la « production de l'espace » Mais, il n'y a, sociologiquement parlant, aucune forme de déterminisme simpliste entre l'espace et la société. En effet, morphologie sociale et morphologie urbaine sont indissociablement liés mais pas d'une manière purement causale. Sommairement, la société produit son espace,. Et elle le produit directement (processus de décision, de conception et de réalisation), mais aussi par ses représentations et ses pratiques individuelles ou collectives : les fameux « espaces conçu, perçu et vécu »[462] ; la société contribue ainsi à modifier et à faire évoluer son espace. Et cet espace agit en retour sur elle, d'une manière symbolique et parfois contraignante. Quoi qu'il en soit, cette notion d'effet de lieu et les débats qu'elle a suscités illustrent les relations pouvant exister entre science – discours scientifique – et idéologie.

L'analyse des espaces mentaux de groupes en fonction de leurs idéologies politiques doit embrasser à la fois l'espace perçu et l'espace vécu. Il s'agit de montrer en quoi et comment l'espace urbain et architectural est instrumentalisé dans les théories, discours et doctrines politiques. Mais l'espace lui-même, par son agencement, ses formes, ses divisions, ses hiérarchies (espace social conçu, vécu et perçu), peut entraîner différentes prises de positions qui agiront à leur tour sur son façonnement en fonction de leurs modalités de formulation et de diffusion (qui parle, de quelle manière, par quel biais). Ces positions, guidées par les idéologies, rejailliront, d'ailleurs, souvent sur les prises de décisions et des processus de conception. Ces décisions et processus agiront en retour sur « le substrat matériel » (Durkheim) et le « cadre de vie ». De même, elles participeront de l'image qui est donnée de la ville, ou d'un espace particulier, en les marquant symboliquement.

Quoi qu'il en soit, cette notion d'effet de lieu, attachée aussi à l'échelle du local, fait son retour dans le milieu scientifique dans les années soixante-dix, et ce n'est pas un hasard. Elle est discutée, notamment, dans le cadre d'une recherche lancée par le CNRS en 1977, par plusieurs chercheurs qui s'attachent à décrire et observer les réactions et caractéristiques de l'échelon local par rapport aux changements sociaux plus globaux.[463] Depuis, cet effet de contexte ou de lieu fait débat en sociologie. Nous citerons pour exemple la définition qu'en donne Bidou-Zachariasen récemment : « la diversité des situations et des réalisations, l'interaction de multiples dimensions, sociales, spatiales,

---

[460] HALBWACHS (Maurice) (1938), *Morphologie sociale*, Paris, A. Colin, 1970.
[461] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, *op. cit.*, 2000, p. 35.
[462] *Id.*, p. 40-57.
[463] Programme observation du changement social, *L'Esprit des lieux. Localités et changement social*, Paris, Editions du CNRS, 1986.

économiques, symboliques, etc., qui jouent les unes sur les autres dans la constitution des territoires urbains ».[464] Pour Bidou-Zachariasen, l'effet de l'espace sur le social ou sur l'individu dépasse le simple spatialisme. C'est le « territoire » constitué qui cumule les dimensions, marquages, avantages ou handicaps. Pierre Bourdieu et Catherine Bidou-Zachariasen, questionnent tous les deux cette notion, l'un théoriquement, l'autre, à partir d'un exemple empirique, en adoptant une méthode de socio-ethnologie. Ce qui conduit à deux positions relativement différentes : Bidou-Zachariasen insiste sur la nécessité de prendre en compte les influences du milieu (spatial, mais cumulant les facteurs sociologiques, économiques) pour l'analyse des populations, alors que Bourdieu, lui, relativise cette nécessité en décrétant que le facteur déterminant, en dernière instance, se situe dans la structure sociale elle-même.[465]

Derrière les faits sociaux influencés par l'espace, ce sont les faits sociaux qui produisent cet espace qui sont en fait analysés, ou du moins, auxquels on renvoie implicitement. A ce propos, Marcel Roncayolo illustre bien cette notion méthodologique d'effet de lieu en 1987 :

> « On sait qu'il est toujours risqué de "naturaliser" ce qui résulte d'un jeu d'acteurs historiques. Mais il est vrai qu'une fois posées et réparties, les « pierres » de la ville constitue une sorte de matrice. Elles fixent les intérêts (en tête la propriété) et les enjeux sociaux. »[466]

2 - Réduction de la question sociale aux questions urbaines et spatiales

Pour certains auteurs contemporains, et en fonction des objets qu'ils analysent, le spatialisme, en tant qu'idée, est l'apanage des géographes[467], pour d'autres, des urbanistes et architectes[468] ou encore du sens commun.[469] Quant à nous, nous nous attacherons à démontrer qu'il est aussi le fait des politiques et qu'il s'agit bien là d'une idéologie dominante (à savoir non-exclusive et, tout du moins, non-datée historiquement). En effet, dater le spatialisme ou l'affecter à telle ou telle catégorie d'individus ou socio-professionnelle ne nous paraît pas suffisant. D'autre part, le fait qu'il nous paraisse abusif de dater historiquement l'idéologie spatialiste, et nous y reviendrons, nous prémunira

---

[464] BIDOU-ZACHARIASEN (Catherine), « La prise en compte de l' « effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains », *Revue Française de Sociologie*, Paris, CNRS, vol. XXXVIII, 1997, pp. 100.
[465] BOURDIEU (Pierre), « Effets de lieu », *in :* BOURDIEU (Pierre) (1993), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1998, pp. 249-262.
[466] RONCAYOLO (Marcel), « Durée et morphologie dans l'explication du paysage urbain », *in :* BERQUE (Augustin), *La qualité de la ville. Urbanité Française, Urbanité Nippone*, Tokyo, Maison Franco-japonaise, 1987 ; cité dans CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, *op. cit.*, 2002, p. 98.
[467] LUSSAULT (Michel), Item « Spatialisme », *in :* LEVY (Jacques) et LUSSAULT (Michel) (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, pp. 864-866.
[468] CHALAS (Yves), *op. cit.* ; RONCAYOLO (Marcel), « Conclusion », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1985, pp. 340-341 ; LEFEBVRE (Henri) (1970), *La Révolution urbaine*, *op. cit.*, p. 134.
[469] LUSSAULT (Michel), *op. cit.*

contre les risques d'anachronisme en utilisant cette notion pour des faits antérieurs son analyse par Yves Chalas. Nous verrons, ainsi, combien cette idéologie préexiste à la notion – au néologisme – la qualifiant. Les auteurs antérieurs parlant de « déterminisme spatial ».

En effet, l'idée de spatialisme (ou plutôt d'analyse de la pensée urbaine par le prisme du spatialisme) n'est pas une idée neuve. Qu'entendait faire Anatole Kopp dans ses travaux de recherche sur les architectes russes des années 1920, sinon analyser l'idéologie « spatialiste » et ses conséquences dans la morphologie urbaine, ainsi que l'action spatialiste de ces architectes et ses conséquences sur les pratiques sociales et les comportements sociaux urbains, bien qu'il n'utilise pas encore le terme ?[470] Ces architectes et leurs commanditaires n'entendaient-ils pas, eux-mêmes, contribuer à aboutir à « l'homme nouveau » et à la société socialiste nouvelle par des modifications du cadre spatial ? Certains colons, missionnaires, ou militaires, ne modifièrent-ils pas dans la même veine l'espace habité des « indigènes » pour les christianiser ou les pacifier ? Toutes les grandes utopies de Thomas More à Charles Fourier ne relèvent-elles pas d'une certaine forme de spatialisme ? Disons simplement, pour l'instant, et sans crainte de trop nous tromper, que le spatialisme est présent dans les esprits depuis que l'on aménage l'espace. Cette idée est aussi ancienne que l'aménagement spatial « volontaire » et non purement utilitaire, même si le terme pour la désigner est récent et en développement. Plus que cela, le spatialisme fait partie intégrante de l'action planificatrice et de l'aménagement spatial.[471] C'est donc au regard de ce terme que nous analyserons les représentations politiques de la ville dans les années soixante – soixante-dix . Car le spatialisme est bel et bien une idéologie.

En second lieu, le spatialisme n'est pas spécifique à une catégorie d'individus, – architectes, géographes ou autres. Une des caractéristiques de l'idéologie telle que nous l'avons décrite n'est-elle pas de transcender le plus souvent les divisions sociales, et, – d'autant plus quand elle est dominante –, de se propager dans différentes catégories de population, et même, comme l'analysaient les marxistes, jusqu'aux classes dont elle desservirait les intérêts ? Dans tous les cas, réduire une idéologie quelle qu'elle soit à une catégorie d'individu spécifique – tout autant que généraliser cette idéologie à « tous » les individus de cette catégorie ou de ce groupe, et encore sans l'ombre d'une preuve ou d'une analyse quantifiée basée sur une méthode scientifique – nous paraîtra relever d'une simplification abusive tout autant que d'un raccourci dangereux. Nous poserons donc, ici, en préalable le fait que l'idéologie spatialiste n'est le monopole d'aucune classe, d'aucune couche sociale ou d'aucune profession, fut-elle consacrée à l'aménagement de l'espace. Ceci n'empêche pas, bien sûr, de

---

[470] Voire notamment KOPP (Anatole), *Ville et révolution : architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Seuil, 1972 ; ainsi que KOPP (Anatole), *Changer la ville, changer la vie. De la vie nouvelle aux problèmes urbains. URSS 1917-1932*, Thèse de Doctorat d'Etat, sous la direction de Jean Auger Duvignaud, Université Rabelais – Tours, Avril 1973.
[471] CHALAS (Yves), *op. cit.*

l'analyser sociologiquement selon les méthodes de la sociologie de la connaissance développées par Mannheim ou Gurvitch.

Pour en revenir aux conceptions de Manuel Castells évoquées plus haut, nous pourrons, par exemple, nous poser la question de savoir comment la question sociale se trouve petit à petit absorbée par la question urbaine – réduite par elle[472]? Cette absorption – ou confusion – entre le spatial et le social fera même renier à Castells la scientificité, la pertinence et l'utilité d'une sociologie urbaine, ou d'une science ayant l'urbain pour « objet », le fait urbain étant selon lui déterminé par l'infrastructure économique et le fait social.[473] Remarquons que les modalités de cette absorption progressive et inéluctable de la question sociale par la question urbaine pendant les trente glorieuses, – au moment de l'urbanisation intensive de la France –, va de pair avec ce qu'Henri Lefebvre appelle la « parcellarisation » des sciences sociales ou encore des sciences de l'urbain.[474] L'urbain devant être perçu, au contraire, selon lui, comme une totalité : la totalité sociale. Un certain nombre d'auteurs ou de groupes dénonçaient, avant Castells, cette confusion de l'urbain et du social, à l'exemple des membres de la revue *Utopie*, pourtant fortement ancrés, du moins à leurs débuts, dans la critique systématique de l'urbanisme au nom de l'aliénation qu'il induit et de la répression qu'il symbolise, ce qui ouvrait la porte à une certaine forme de spatialisme. En effet, la dénonciation de l'« urbanisation de la lutte des classe » relève, quoi qu'il en soit, bel et bien de cette réduction tout autant que d'une certaine manière, elle annonce les prémices de sa critique.

Cette réduction de la totalité sociale à un objet particulier – l'urbain –, explique donc, le développement du « spatialisme », dont le mot d'ordre est changer la ville pour changer la société. Cette proposition se trouverait être son aboutissement ultime. Les problèmes sociaux et de la vie quotidienne sont la conséquence négative de l'urbanisme et l'architecture, les moyens d'y remédier se trouvent, donc, justement dans l'urbanisme et l'architecture. L'on peut en prendre pour exemple l'urbanisme moderniste et l'hygiénisme de le Corbusier, l'architecture stalinienne et les divers architectures et urbanismes « révolutionnaires » ou présentés comme tels et, d'une manière générale, les architectures « totalitaires », qu'elles soient le fait du bloc soviétique, des régimes mussolinien ou hitlérien. Notons également que cette idée sous-jacente est présente, dans les années soixante, chez les « contestataires » qui s'intéressent aux questions urbaines et architecturales. Ainsi, les propositions utopiques de l'*Internationale situationniste* (la *New Babylon* du hollandais Constant), les réflexions du groupe *Utopie*, les idées des contestataires de Mai 68 à l'Ecole Nationale Supérieure Beaux-Arts (section architecture) ou encore à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris. Quoi

[472] Fait que Manuel Castells analysait déjà, d'une certaine manière, dès les années 70, avec la naissance de la sociologie urbaine. Voir pour cela CASTELLS (Manuel), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *in : Sociologie du travail*, dixième année, Le Seuil, janvier-mars 1968, pp. 72-90.
[473] *Id.*
[474] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.

qu'il en soit, il s'agit là, bel et bien, d'un exemple radical d'instrumentalisation de l'espace dans la subversion et dans la pensée politique en général, débouchant, parfois, sur l'utopie « modélisante » ou proprement architecturale et urbanistique. Nous pouvons alors émettre l'hypothèse que l'idéologie spatialiste apparaît, en paraphrasant Habermas, lorsque l'urbanisation et le fait urbain rencontrent le discours scientifique (rationnel) et technocratique.

En définitive, l'idéologie spatialiste est l'idéologie urbaine proprement dite, si l'on tient compte des définitions de celle-ci formulées par Manuel Castells ou Monique Dagnaud.[475] Elle est cette idéologie, découlant de l' analyse séparée des faits et problèmes urbains et des faits et problèmes sociaux et de la réduction des seconds aux premiers. Elle découle aussi du fait que la ville et l'urbain sont conçus, compris et appréhendés comme un système clos, un contenant en interaction directe avec son contenu, à savoir les pratiques sociales, dérivant d'une tendance à réduire les questions et les problèmes sociaux à des questions spatiales et formelles, de par l'incapacité à saisir la globalité sociale et à saisir les causes multiples des maux sociaux et, plus généralement, les déterminants sociaux, économiques et culturels.

Nous partirons donc de cette notion de spatialisme, ou de « déterminisme spatial », comme d'une grille d'analyse pour aborder l'idéologie urbaine de ce laboratoire « d'idées urbaines » que constitue la PSU des années soixante – soixante-dix, ayant vu que la définition de l'idéologie urbaine forgée à partir des définitions conceptuelles de l'idéologie et des définitions antérieures de l'idéologie urbaine s'en rapprochait, ou du moins, faisait appel à son contenu.[476] De plus, nos résultats empiriques à partir du dépouillement d'archives des partis politiques datant des années soixante – soixante-dix, nous ont fait remarquer que le discours politique spatialiste y était prégnant dès que la ville, l'espace urbain ou la société urbaine y étaient abordés. Cette idéologie est de même présente chez les architectes et les urbanistes. On en trouve, encore, des traces chez certains des premiers sociologues de l'urbain français (Chombart de Lauwe, colloque « Ville et campagnes » de 1951, colloque de Royaumont de 1968).[477] Le spatialisme n'est pas non plus absent des politiques publiques, se retrouve en filigrane dans les politiques sécuritaires où les liens entre spatial et social se tissent à partir de considérations psychologisantes (Rapport Peyrefitte de 1977).[478]

Mais, pour réellement comprendre le processus et le mécanisme de la pensée spatialiste, – et non pour comprendre le contenu du spatialisme, qui relève somme toute d'une proposition de cause à effet assez simpliste entre l'espace et le social –, il nous faut à présent rentrer dans le détail de cette pensée terme à terme, en abordant des concepts ou questions qui lui sont indissociablement liés : la

---

[475] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.
[476] Cf. *Supra*, première partie.
[477] Cf. *Supra*, deuxième partie, chapitre 1.
[478] *Réponse à la violence. Rapport à Mr. le Président de la République présenté par le comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance*, Paris, La Documentation Française, juillet 1977.

question du pouvoir, celle de l'action planificatrice et de l'idéologie la sous-tendant, celle de l'utopie et enfin, celle des échelles d'action. Ensuite, seulement, nous pourrons l'analyser dans les discours politiques. Cette démarche prendra, bien évidemment, comme point de départ les réflexions des auteurs ayant abordé la question, et ce, même avant l'invention du néologisme.

3 - Déterminisme spatial et question du pouvoir

L'un des pères de la sociologie française contemporaine, Georges Gurvitch, avait déjà perçu la question, qu'il nomme « déterminisme de la surface morphologique et écologique », dans son ouvrage *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, en 1963.[479] L'auteur nous parle, dans une optique non-durkheimienne, des influences du « milieu » (naturel, technique, base géographique et démographique), dans des « lois fonctionnelles, causales ou d'évolution », sur la réalité sociale, pure spéculation et « facilité » scientifique selon lui, dans une sociologie prompte à identifier des déterminismes explicatifs. Il est bien sûr vrai que ces considérations ne s'appliquent pas spécifiquement à l'espace urbain, et pas non plus à l'espace en général, la « base » et les « déterminismes morphologiques » renvoyant à des faits plus larges. Le déterminisme de la « base géographique » et de la « spatialité écologico-morphologique » y prend cependant corps, tout en étant relativisé par Gurvitch. En effet, comme le dit l'auteur, cette « base matérielle des sociétés » est inversement modifiée par « l'action humaine collective », « participe à la vie sociale tout en étant dominée par elle », « appropriée ». Pour Gurvitch, c'est à l'étude de ces actions que la sociologie doit s'attacher, et non au déterminisme.[480] Le déterminisme spatial, étant lui, une tradition héritée de l' « Ecole géographique en sociologie » (Friedrich Ratzel, Jean Bruhnes…).[481]

Mais c'est surtout au géographe Marcel Roncayolo, que nous ferons appel, comme le fait Yves Chalas, pour donner une première définition du spatialisme – bien qu'il n'emploie pas lui-même le terme. Il s'agirait, ainsi, du « rêve orgueilleux et totalitaire de traiter la société à travers les formes spatiales », rêve propre aux architectes et qui se traduirait, bien évidemment, par un échec.[482] Le « parti pris tiré sur l'avenir ; [l'] anticipation sur les conduites sociale », l'habitant ne les « confirme pas ».[483] Rêve « orgueilleux », car erroné, simplificateur, et « totalitaire » car censé garantir et octroyer un rôle de démiurge à celui qui l'émet. La question du pouvoir, pour Roncayolo, se trouve donc au cœur de l'idéologie spatialiste. Les termes « orgueilleux » et « totalitaire » renvoient effectivement

---

[479] GURVITCH (Georges) (1955), *Déterminismes sociaux et liberté humaine. Vers l'étude sociologique des cheminements de la liberté*, Paris, PUF, 1963, pp. 114-123.
[480] GURVITCH (Georges) (1950), *La Vocation actuelle de la sociologie*, tome 1 : *Vers la sociologie différentielle*, Paris, PUF, 1968, pp. 73-74.
[481] GURVITCH (Georges) (1950), *La Vocation actuelle de la sociologie*, tome 1 : *Vers la sociologie différentielle*, Paris, PUF, 1968, p. 51.
[482] RONCAYLO (Marcel) (1985), « Conclusion », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, *op. cit.*, p. 641.
[483] *Ibid.*

pour l'auteur à la volonté de contrôle de l'architecte (type Le Corbusier[484]) des pratiques et usages sociaux de l'espace ainsi que des rapports sociaux. En agissant sur l'espace et en le maîtrisant, en « anticipant les conduites sociales», l'architecte espère modeler la société selon ses espérances (ou celle du « prince »)[485] et, bien sûr, la contrôler (ou plutôt la rendre plus contrôlable), étant entendu que pour lui, contrôler l'espace revient à contrôler les populations (les pacifier). Roncayolo dénonce donc cette tendance de certains architectes ou urbanistes à confondre « l'ordre spatial et l'ordre social » dans une visée instrumentale. Henri Raymond, parlant des conceptions de Le Corbusier en 1984, pourra lui aussi déclarer, parlant de cette tendance des architectes :

> « Si la première ambiguïté de Le Corbusier était d'exprimer comme qualités de l'espace réel les qualités des proportions, la seconde sera de confondre l'ordre spatial et l'ordre social. […] Le Corbusier qui, au cours de son existence, aura parcouru le monde à la recherche d'un pouvoir susceptible de lui confier les tâches d'organisation d'une ville, et qu'on pourrait dauber sur son étonnant éclectisme politique (n'a-t-il pas offert ses services à l'URSS, aux colonialistes d'Alger, au maréchal Pétain, aux gouvernements militaires sud-américains, etc. ?) n'offrit-il pas toujours le même service ? Un ordre spatial aux vertus miraculeuses ».[486]

Le spatialisme est bien une idéologie urbaine éminemment politique si l'on suit Roncayolo, puisqu'elle touche à la question du pouvoir, fait qui ne s'illustre pas simplement par l'exemple du contexte historique étudié ici – les trente glorieuses –, mais pratiquement tout au long du XX^{e} siècle, depuis l'institutionnalisation de l'urbanisme en France –, et qui constitue une idéologie contestable et simplificatrice.[487] Mais, il ne s'agit là que du stade ultime et abouti de l'idéologie spatialiste, où celle-ci s'oriente vers l'action, une des caractéristiques de l'idéologie étant d'engendrer l'action.[488] Parlant des politiques publiques, au tournant des années soixante et soixante-dix en France, ainsi que du regain d'intérêt pour « l'urbain » devant orienter ces politiques publiques et les réflexions des sciences sociales, François d'Arcy et Yves Prats écrivent aussi, en 1985 :

> « Si la question urbaine a en effet soulevé tant de débats politiques, suscité tant de recherches largement financées par les organismes gouvernementaux, c'est qu'elle a été le biais par lequel ont été appréhendés un certain nombre de problèmes fondamentaux des sociétés contemporaines. Biais qui semblait d'autant plus légitime qu'il permettait de définir divers programmes d'action, certes différents quant aux moyens mis en œuvre ou aux bureaucraties chargées de les exécuter, mais qui trouvaient leur sens dans les articulations qu'opérait la planification urbaine. […] Il existe en effet, au début des années soixante-dix, un large accord pour référer à la ville, à l'urbain, une série de problèmes sociaux, ainsi que

---

[484]RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison, op. cit.*, 1984, p. 34.
[485] RAGON (Michel), *L'Architecte, le prince et la démocratie*, Paris, Albin Michel, 1977.
[486] RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison, op. cit.*, 1984, p. 34.
[487] Bien qu'il ne soit pas dans notre intention de la contester mais plutôt d'en identifier les mécanismes et les phénomènes sociocognitifs qui la permettent.
[488] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.

> les politiques gouvernementales destinées à y porter remède, comme si la ville était en quelque sorte le condensateur des grands problèmes de notre temps. Cette façon de voir se répand tant chez les hommes politiques que dans les sciences sociales [largement financées par l'Etat].»[489]

Outre les représentations de l'aspect déterminant de l'espace urbain sur l'aspect social, les deux auteurs sous-entendent la causalité du spatialisme sur l'intérêt porté, alors, à la ville et à l'urbain. Le spatialisme des années soixante soixante-dix est donc, du moins en ce qui concerne les pouvoirs publics, cette idéologie tournée vers l'action et se légitimant justement par cette action, telles que la planification urbaine et la refonte de la ville, les solutions spatiales à apporter à ses « problèmes » de manière à « guérir » les divers maux sociaux urbains – pour reprendre la métaphore médicale et hygiéniste. L'ambiguïté de ce raisonnement réside justement dans ce qui permet d'en déduire son caractère idéologique : les pouvoirs publics semblent établir le diagnostic des problèmes sociaux urbains en même temps qu'ils en proposent les solutions. La planification et les actions proposées – la politique menée – seraient donc légitimées par le constat établi, presque naturellement. Quoi qu'il en soit, ces idées, comme l'énoncent les auteurs, font à l'époque de la ville et de l'espace en général un enjeu politique majeur de la société. L'espace acquiert ainsi un statut privilégié dans la pensée et dans l'action politique. Enfin, ces idées seraient tout autant présentes dans les milieux politiques au pouvoir que dans les sciences sociales dépendantes financièrement de ceux-ci, soumises à un système de recherche contractuelle (avec le ministère de l'Equipement, la DGRST).

Pour ces mêmes auteurs encore, « la formulation en termes urbains des politiques publiques » vient, tout d'abord, du « lien établi entre développement économique et urbanisation », l'urbanisation étant considérée comme l'« un des traits principaux de développement économique ».[490] « Une politique de développement [économique] passe [donc] par une action sur l'urbain »[491] (V^{e} Plan, métropoles d'équilibre). Mais, elle est, alors, également considérée comme l' « un des facteurs les plus puissants du changement social et culturel. »[492] C'est justement là que les sciences sociales apparaissent. Les prémices de la sociologie urbaine, à savoir l'Ecole de Chicago, ainsi que, pour la France, les analyses de Paul-Henry Chombart de Lauwe et de Raymond Ledrut, popularisèrent, selon d'Arcy et Prats, « cette idée que l'on pouvait modifier les rapports sociaux en agissant sur le cadre urbain »[493], idée qui sera reprise « avec force en 1968, dans la rhétorique révolutionnaire », puis par les partis politiques (PS ou PCF) et dans leurs revendications, notamment celles concernant les équipements collectifs sociaux et culturels.[494] Ces équipements, d'ailleurs critiqués dès l'époque par

---

[489] ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », *in :* GRAWITZ (Madeleine) et LECA (François) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, volume 4, *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, p. 262-263.
[490] *Id.*, p. 264.
[491] *Id.* p. 265.
[492] *Id.*, p. 264
[493] *Id.*, p. 268.
[494] *Ibid.*

une certaine frange de la sociologie urbaine, car perçus comme normalisant une « forme de domination », constituent pour nos auteurs, à la fois la revendication et l'espoir traduisant le mieux l'idéologie spatialiste pour la gauche de ces années, à la fois du côté des politiques et des scientifiques.

Nous pouvons, d'ores et déjà, tirer comme conclusion de ces considérations qu'il existe un lien certain entre l'économique, l'urbanisation et les faits culturels et sociaux dans la pensée spatialiste du pouvoir. L'urbanisation sert en quelque sorte de médiateur entre les faits économiques et les faits sociaux, tout en les guidant tous les deux. Pour les sociologues de l'urbain des années soixante – soixante-dix, ce serait, au contraire, le développement économique (Castells et les structuralo-marxistes), la politique étatique servant ce développement (Lojkine) ou le fait social (Lefebvre) qui guideraient le développement des formes d'urbanisation.

Dans la même veine, pour Yves Chalas, qui est à notre connaissance le premier à employer le néologisme « spatialisme » en 1997[495] et qui s'appuie simplement pour cela sur la phrase de Marcel Roncayolo citée plus haut, ce spatialisme est une « imagerie tenace» propre à l'urbanisme :

> « Le spatialisme, c'est l'idée, portée essentiellement par les urbanistes et les architectes, les géographes n'y sont pas non plus insensibles, selon laquelle l'espace est déterminant, plus déterminant que toute autre dimension dans le phénomène urbain, dans la ville, dans l'habiter. Le spatialisme, c'est donc aussi l'idée, par voie de conséquence, qu'il est possible d'agir, d'influencer, voire même de changer la société par l'intermédiaire de l'espace ».[496]

Nous pourrons rajouter à ceci que cette tentation spatialiste, comme nous l'avons déjà énoncé, n'est pas propre aux professionnels de la ville mais est aussi présent dans la pensée politique, comme l'a montré les travaux de Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt[497] sur la politique giscardienne et nos propres investigations dans les archives des partis de gauche des années soixante-dix. Le spatialisme se situe plus particulièrement, selon Yves Chalas, aux fondements mêmes d'un certain urbanisme postulant un lien « mécanique » entre l'espace construit et les pratiques sociales. Le spatialisme fait donc fi des représentations de l'espace, des rapports sociaux et des pratiques de l'espace. Toutes les doctrines issues plus ou moins directement du spatialisme ont, en effet, été invalidées par un certain nombre de réflexions et travaux sociologiques qui ont démontré, par exemple, qu'à une proximité spatiale ne correspondait aucunement une proximité sociale, qu'à une forme particulière de l'habitat ne correspondaient pas des comportements particuliers et induits.[498] Le

---

[495] CHALAS (Yves) et *la., Urbanité et périphérie. Connaissance et Reconnaissance des territoires contemporains*, Paris, Ministère du Logement, Plan Construction et Architecture, 1997.
[496] CHALAS (Yves) et *la., Urbanité et périphérie. Connaissance et Reconnaissance des territoires contemporains, La Ville émergente, op. cit.*, 1997, pp.17-18.
[497] *La comédie urbaine., Op. Cit*, 1978.
[498] CHAMBOREDON (Jean-Claude) et LEMAIRE (Madeleine), « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n° XI-1, Paris, 1970 ; HAUMONT

mythe des grands ensembles et de la prétendue mixité sociale qu'ils engendreraient est un exemple probant du caractère idéologique du spatialisme – tout comme du caractère spatialiste de l'action planificatrice –, toute réserve faite des conséquences concrètes et sociologiques de leur réalisation, ou plutôt de leur gestion (modes d'attribution des logements, ZUP). Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire ont ainsi démontré, dès 1970, que la volonté de mixité sociale au cœur des grands ensembles des années soixante n'effaçait en rien les barrières traditionnelles entre les groupes sociaux et les classes sociales, et au contraire, pouvait même les cristalliser et les renforcer. C'est un exemple parmi tant d'autre que l'action sur l'espace – l'organisation présumée idéale de l'espace et des groupes sociaux dans l'espace – ne préfigure pas des effets prédéfinis sur le social, les sociabilités et la vie urbaine, et peut même engendrer des problèmes sociaux nouveaux, voire renforcer ceux existant. En 1968, Nicole Haumont, dans une étude sur les relations entre habitat, modes d'habiter et modèles socio-culturels, a également démontré que l'architecture n'avait qu'un « faible impact sur les modes de vie ».[499] Ce qui joue toujours, en dernière instance, ce sont les modèles culturels des sociétés, mais aussi les modes de vie dérivant, par exemple, des niveaux socio-professionnels, des niveaux d'instruction ou des revenus. Ceci ne veut, bien sûr, pas dire qu'il n'existe pas de relations entre les modes de vie et l'habitat, l'un déterminant souvent l'autre. Ainsi, les rénovations urbaines remettent souvent en cause les structures sociales et les modèles traditionnels (surtout dans la classe ouvrière), mais ce qui joue là encore une fois, ce sont « le niveau socio-économique, l'ouverture au changement et la structure familiale », qui sont, dans la société française des années soixante, étroitement imbriqués.[500]

Pour résumer, on pourra dire que le mode d'habiter un lieu dépend des modèles culturels qui varient d'une société à l'autre, mais aussi d'un groupe social à l'autre : pratiques différentes, marquages symboliques différents, utilisations et spécialisations des espaces différentes. Nicole Haumont en arrive même à dire que « le cadre architectural […], le logement ne joue pas un rôle de moteur dans la transformation des modes de vie (qui est due avant tout à des facteurs économiques et à des changements de la société dans son ensemble), mais il peut être un frein ou un accélérateur puissant dans l'accès à certains modes de vie. »[501] Le logement, qui est la forme architecturale de l'habitat ne peut pas favoriser les changements sociaux, mais il doit s'y adapter lorsque la société change. Il faut « adapter l'habitat aux transformations des modes de vie en tenant compte des modèles culturels qui commandent à l'organisation de l'espace »[502], et non pas l'inverse.

(Nicole), « Habitat et modèles culturels », *Revue française de sociologie*, Vol. IX, n° 2, Paris, CNRS, avril-juin 1968, pp. 180-190 ; pour ne mentionner que quelques travaux représentatifs de l'époque.

[499] HAUMONT (Nicole), « Habitat et modèles culturels », *Revue française de sociologie*, Vol. IX, n° 2, Paris, CNRS, avril-juin 1968, pp. 180-190.

[500] COING (Henri), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions ouvrières, 1966.

[501] HAUMONT (Nicole), *op. cit.*, p. 190.

[502] *Ibid.*

Yves Chalas assimile, d'autre part, le spatialisme à une « pensée forte » – « globalisante » de l'urbanisme. Cette pensée forte s'efface, selon lui, depuis le début des années quatre-vingt. Elle cède le pas à un « urbanisme à pensée faible » – « performatif ou non-directif », « intégrateur ou systémique, et non-systémique », « apophatique » ou « en négatif », « politique et non plus techniciste »[503], et se méfiant de l'expertise tout en étant tourné vers le débat public.[504] En un mot, non pas au service du plus grand nombre et dans l'intérêt général comme autrefois, mais « avec » le plus grand nombre. L'urbanisme « de participation » à vocation démocratique entre, donc, en opposition – tout en le supplantant – avec l'urbanisme spatialiste volontariste, voire totalitaire, et visant le changement social.

Il définit, ainsi, plus dans le détail son acception d'un spatialisme, « lien direct, mécanique et univoque entre espace construit et vie sociale » :

> « L'urbanisme spatialiste est ainsi idéologie de l'espace contenant ou de l'espace inducteur, c'est-à-dire de l'espace construit qui implique ou développe certaines pratiques d'habiter et en censure d'autres. Pour l'urbanisme spatialiste, l'espace construit transcende la vie sociale *pour le meilleur et pour le pire* [nous soulignons]. Dès lors, l'urbanisme spatialiste est logiquement amené à considérer qu'il est et ne peut être que l'instrument principal non seulement du bien ou du mal habiter, mais également du bien et du mal vivre tout court. […] L'urbanisme à pensée forte est nécessairement un urbanisme spatialiste. Changer la société, pour la rendre meilleure, pour la sauver d'elle-même, pour la régénérer, c'est dans l'optique de l'urbanisme à pensée forte changer l'espace construit de manière radicale, c'est-à-dire changer la ville de fond en comble, la faire et la refaire à coups de *tabula rasa*, de grands gestes d'architecture urbaine sur de vastes pans de territoires et d'utopies ou de cités idéales imaginées sur le long terme. D'où les nombreuses et vives critiques dont l'urbanisme à pensée forte a été l'objet : urbanisme disciplinaire pour certains, urbanisme totalitaire même pour les autres. […] Il repose sur une rationalité édificatrice et organisatrice de l'espace de type linéaire où les différentes phases […] se succèdent selon un déterminisme en cascade sans retour possible, […] le bonheur pour tous, […] [une] dialectique entre sphère idéologique et sphère technique, que Jürgen Habermas (1973) d'ailleurs avait pris soin de souligner en tant qu'expressions d'une certaine forme de modernité»[505]

Ainsi le spatialisme s'accompagnerait d'une pensée et d'action volontaristes sur l'espace urbain, tout comme d'une sorte d'utopisme et d'un aspect technocratique s'opposant à la concertation et à la participation en vogue depuis une vingtaine d'années en France. Depuis le tournant des années

---

[503] CHALAS (Yves), *L'Invention de la ville*, Paris, Anthropos, 2000, p. 157.

[504] CHALAS (Yves), « La gouvernance ouverte au débat public ou la pensée faible comme refondation de l'action publique », *in :* CHALAS (Yves) (sous la dir. de), *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 321-340. Notons que dans cette intervention de 2004, Yves Chalas n'emploie plus uniquement son concept de « pensée faible » en l'appliquant à l'urbanisme, mais il l'étend à toute l'action publique. Le passage d'une pensée forte à une pensée faible en urbanisme ne serait, donc, qu'une conséquence et qu'un exemple d'un revirement du mode de « gouvernance » lui-même. Le prima du « spatial » et du « spatialisme » dans la pensée et les actes politiques et urbanistiques n'est plus seul mis en avant.

[505] CHALAS (Yves), *L'Invention de la ville*, *op. cit.*, pp. 158-165.

quatre-vingt, l'urbanisme subirait une évolution qui le ferait passer « de l'action autoritaire à l'action concertée, de l'idéologie [spatialiste] au pragmatisme, de l'utopie à la modestie, de la certitude à l'incertitude.» [506] Cette définition pose le problème du spatialisme sous un double aspect : il s'agit d'une idéologie spatiale, certes, mais matinée d'aspects utopiques. Il s'agit à la fois, on peut le dire, d'une idéologie et d'une utopie. En effet, la volonté, chez les utopistes, d'organiser l'espace de manière idéale pour atteindre la société idéale (à leurs yeux), participe bel et bien du spatialisme. Mais nous y reviendrons un peu plus loin. Pour appuyer son propos, Chalas fait également référence à l'alliance de la technique et de l'idéologie moderniste de la définition de l'idéologie par Habermas, que nous avons évoquée plus haut.[507] Cette acception de l'idéologie urbaine (du spatialisme) n'est pas non plus très éloignée de la définition qu'en donne Manuel Castells en 1972 : la technique et la ville comme déterminants l'évolution de la société et synonymes de la modernité.[508]

Nous remarquons, également, en poursuivant la définition d'Yves Chalas, que l'idéologie spatialiste n'est pas uniquement le fait des adeptes de la *tabula rasa* tel Le Corbusier. Ce qu'il définit comme l' « urbanisme à pensée forte » n'appartient pas en propre aux urbanistes autoritaires ou « radicaux ». Il peut également se développer et s'appliquer de manière plus insidieuse – plus subtile – dans tous les pans de la pensée sur la ville, ce que traduit bien, d'ailleurs, la notion « d'idéologie » qui sous-entend que ce spatialisme ne se montre pas exclusivement au grand jour. Lorsque l'auteur, parlant de la pensée faible qui supplante la pensée forte en urbanisme, annonce que la première se base sur le « réel » (et le « raisonnable », le « vraisemblable », le « probable ») alors que la seconde se base sur la « rationnel », la « théorie », le « vrai »[509], on ne peut d'ailleurs s'empêcher de songer au concept d'idéologie analysée par Paul Ricœur.[510] Selon le philosophe, l'idéologie passe d'un rapport au réel – à la praxis - (chez Marx), au rapport à la science et à la vérité (chez Althusser). La pensée en urbanisme, pour continuer cette comparaison hâtive qui n'a d'autre but que celui d'explication, procède inversement. En effet, on passe du « vrai » (ou considéré comme tel, autrement dit : du dogmatique) au « réel ». Mais la pensée « pragmatique » sur la ville qui veut tenir compte de la réalité et celle, plus technique ou « technocratique », voulant tenir compte de la vérité, ne sont-elles pas toutes deux idéologies ? La première, dans l'acception de Marx – en tant que basée sur le réel et les possibles –, et la seconde – la pensée spatialiste –, dans l'acception d'Althusser ou d'Habermas – en tant que basée sur la technique et une idée particulière, une représentation, de la vérité –? Ceci reviendrait à dire,

---

[506] CHALAS (Yves), *L'Invention de la ville*, *op. cit*., p. 4.
[507] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.
[508] CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, édition revue, *op. cit.*, 1975, p. 102.
[509] CHALAS (Yves), « La gouvernance ouverte au débat public ou la pensée faible comme refondation de l'action publique », *in :* CHALAS (Yves) (sous la dir. de), *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat,* Paris, L'Harmattan, 2004, pp 324-325.
[510] RICŒUR (Paul) (2005), *op. cit.*, p. 41

comme Lefebvre, que l'urbanisme dans son ensemble et dans son esprit-même est une idéologie (qu'il soit à pensée « faible » ou « forte »).

Nous pourrons ainsi nous appuyer sur les travaux de Philippe Genestier sur les rhétoriques politiques et urbanistiques des politiques publiques contemporaines pour constater que l'idéologie spatialiste ne disparait pas avec le changement de gouvernance urbaine dans les années soixante-dix et surtout dans les années quatre-vingt. Cette évolution, comme on le verra un peu plus loin, est surtout marquée par un changement de l'échelle d'appréhension de la ville et des problèmes urbains. Aussi écrit-il en 1999 :

> "S'il est une évolution marquante des idées et des pratiques dans le domaine des politiques publiques, c'est le changement de l'échelle à partir de laquelle est considéré le monde social. En une génération le système de compréhension de type déterministe et holiste, qui s'imposait à l'imaginaire de tous, a été délaissé. […] Mais depuis les années 1970 un autre système d'intelligibilité s'est progressivement forgé et répandu. Caractérisons-le, pour être bref, par les épithètes "d'individualisme", de "pragmatisme" et "d'herméneutique" […] Dans le système actuel, ce qui apparaît comme le plus innovant par rapport au système précédent, déterministe, holiste, c'est que le territoire, en son étendue et en ses formes, n'est plus considéré comme accessoire ni comme un simple produit et reflet. Ainsi, de facto, l'échelle du "lieu" s'en trouve privilégiée et même à priori accréditée en tant qu'instance à la fois socialement valide (et donc techniquement et politiquement efficace) et scientifiquement pertinente."[511]

Ce repositionnement sur le « local », le quartier, que Jean-Pierre Garnier a d'ailleurs appelé le « localisme », s'accompagnant inévitablement d'un sous-entendu spatialiste[512], amène d'ailleurs Genestier à parler de la « pensée actuelle qui met la dimension urbaine au centre de la conception du monde», alors que s'imposent ce nouveau style de gouvernance (la « participation ») et ce changement d'échelle qui le rend possible.[513] Mais aucunement, l'idéologie spatialiste ne disparait. Il passe d'un cadre de « pensée forte » à celui de « pensée faible », qui, pourrait-on croire, serait susceptible de le faire disparaitre. Il change seulement d'échelle d'application et s'affirme moins.

> « Certes, le cadre urbain est le site privilégié où se concentre et se confine ce type de rapports sociaux [individualistes, sélectifs et mercantilisés dans l'économie mondialisée, « hyper-concurrentielle], de même qu'il leur confère des figures particulières, ce que l'on appelle "les ghettos de pauvres dans la

---

[511] GENESTIER (Philippe), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82, 1999, p. 143

[512] GARNIER (Jean-Pierre), « *Quelle politique de la ville ?* », tribune de *Politis*, 14 février 2002, issu de la communication de Jean-Pierre Garnier, « Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme », Ecole thématique « Violence, consensus, sécurité », Ecole Nationale Supérieure – Lettre et sciences humaines de Lyon, du 12 au 16 novembre 2001, Mercredi 13 Novembre 2001 : « Le débat contemporain », Lyon, également disponible sur en ligne. URL : http://infokiosques.net/IMG/garnier_A4.pdf sous le titre : *Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme.*

[513] GENESTIER (Philippe), « Le vocable ville : métonymie, antiphrase, euphémisme », *in :* HAUMONT (Nicole) (sous la dir. de), *L'Urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Habitat et sociétés », 1998, pp. 289-306.

ville globale". Mais de là à faire des agglomérations urbaines la grande cause du malaise social et donc à ériger l'espace urbain au statut, non seulement de lieu-réceptacle et d'objet-cible des mesures thérapeutiques, mais aussi de réservoir de principes politiques et de solutions gestionnaires, il y a un fossé qui a été allègrement franchi depuis quelques années, notamment par les concepteurs des politiques publiques. Au point que, aujourd'hui, ce qui a été baptisé "politique de la ville" tend à apparaître […] comme le moyen privilégié pour "moderniser" l'ensemble des politiques publiques. On le constate tous les jours : la ville n'est plus un milieu, ni un produit ou un reflet, elle est devenue une cause et une raison. Elle a été personnalisée […] et amenée au rang de grand accusé des dysfonctionnements présents quand on la baptise banlieue ou agglomération et, en parallèle, elle a été érigée au rang d'agent salvateur quand on la pare des atouts de la "civilisation urbaine". »[514]

Notre propos n'est pas de déterminer si l'idéologie spatialiste disparaît, s'amorce, s'affaiblit ou se renforce à la fin des trente glorieuses en France. Nous posons l'hypothèse que celle-ci change simplement de forme (et d'échelle d'application). Il vise simplement, comme on le fera plus loin, à déterminer les antécédents à cette pensée propre à la « politique de la ville » que constate Philippe Genestier au sein de la gauche des années soixante-dix.

Quoi qu'il en soit, le spatialisme et la question du pouvoir qui lui est liée traduisent et illustrent – ou provoquent – évidemment l'émergence du fait urbain comme enjeu politique durant les trente glorieuses.[515] Ils expliquent, ainsi, d'une certaine manière la politisation des discours sur l'urbain et « l'urbanisation » de la pensée politique que nous avons définies. Ils guident, par exemple, les réflexions, les actions et les projets des « modernes » qui visent, pour simplifier, à transformer l'homme et la société en rationalisant leur espace, en l'épurant de tous les aspect superflus et en le réduisant aux quatre fameuses fonctions : « se loger, travailler, se récréer, circuler »[516], un peu à la manière des avant-gardes russes des années 1920.[517] Dans les deux cas, l' « homme nouveau » ne pourra voir le jour que dans un espace nouveau, transformé.

Mais, il est aussi le fait, d'une certaine manière, d'une grande partie des contradicteurs du mouvement moderne qui voient dans cet espace rationalisé et fonctionnel ou encore dans l'espace urbain « colonisé » par le capitalisme, un espace pathogène, générateur d'ennui et de mots divers, et, souvent, un espace « aliéné » et « aliénant ». Pour eux, comme pour les premiers, la problématique du

---

[514] GENESTIER (Philippe), « Le vocable ville : métonymie, antiphrase, euphémisme », *in :* HAUMONT (Nicole) (sous la dir. de), *L'Urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Habitat et sociétés », 1998, p. 290.

[515] CHALAS (Yves), « La gouvernance ouverte au débat public ou la pensée faible comme refondation de l'action publique », *in :* CHALAS (Yves) (sous la dir. de), *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*, Paris, L'Harmattan, 2004 *;* Voir aussi ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », *op. cit.*, 1985.

[516] LE CORBUSIER (JEANNERET Charles-Edouard, dit) (1941), *La Charte d'Athènes*, Paris, Editions de Minuit, 1957.

[517] KOPP (Anatole), *Ville et révolution : architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Le Seuil, 1972.

changement social se réduit bien souvent à un autre mode de production de l'espace : autogéré, non capitaliste, etc.

On se doit ainsi de distinguer deux formes de spatialisme : l'un qui vise à faire « table rase » du passé, bien sûr, et un autre qui vise à composer avec l'existant en essayant, tout du moins de l'améliorer. Quoi qu'il en soit, on peut, d'ores et déjà, affirmer qu'il s'agit d'une « représentation collective » au sens d'Halbwachs. [518] Il s'agit d'un processus idéologique en deux temps :

> – acceptation du fait que les problèmes sociaux urbains découlent directement de l'espace, de la morphologie urbaine, de la gestion de l'espace, de son aménagement, voire des idéologies qui les guident.
>
> – dérive autour l'acceptation du fait que, pour résoudre ces problèmes sociaux induits par effet spatial, il faille changer ou transformer l'espace (sa morphologie, son mode et son processus de production : utopie) ou, au contraire, que pour préserver les choses en l'état, il faille sauvegarder les morphologies et conceptions urbaines telles qu'elles sont (idéologie).[519]

Cependant, pour revenir à la définition d'Yves Chalas et continuer sur cette question du pouvoir, nous formulons l'hypothèse que, malgré les évolutions incontestables de « l'imaginaire aménageur »[520], le développement de la concertation et l'inflation des certitudes en matière d'aménagement urbain, l'idéologie spatialiste, tellement enracinée dans la pensée sur la ville, est loin d'avoir disparue, même si elle recule de prime abord. Le changement de pouvoir en France, au début des années quatre-vingt et les réformes et idées que le système socialiste promulgue (décentralisation, actions d'aménagement concertées, participation des habitants) ainsi que l'urbanisation croissante du pays et les problèmes urbains qui se multiplient, apparaissent insuffisants à un recul du spatialisme. Les tenants du « pragmatisme » ne subiraient-ils pas, eux-mêmes, leur propre idéologie « pragmatique » ? Nous verrons même plus loin, comment « concertation véritable »[521] et spatialisme ne s'opposent pas du point de vue idéologique. Ainsi, en tant qu'idéologie, le « spatialisme » n'est-il pas le propre d'une certaine manière de penser l'espace propre à nos sociétés occidentales ?[522]

D'ores et déjà, grâce à Yves Chalas et Marcel Roncayolo, nous pouvons percevoir ses relations avec la question du pouvoir (volontarisme, autoritarisme, « technocratie »), du moins au niveau des représentations. Nous serions, d'ailleurs, tentés de préciser ces relations. Il s'agit, en fait,

---

[518] HALBWACHS (Maurice), « Conscience individuelle et esprit collectif », *American Journal of Sociology*, 44, 1939, pp. 812-822.
[519] GARNIER (Jean-Pierre) et GOLDSCHMIDT (Denis), *La Comédie urbaine ou la cité sans classe*, 1978, *op. cit.*
[520] CHALAS (Yves) (sous la dir. de), *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*, *op. cit.*, 2004.
[521] *Id.* p. 186.
[522] Voir notamment les considération de Robert Jaulin, Claude Lévi-Strauss et Pierre Bourdieu décrites plus haut, Cf. *Supra*, troisième partie, chapitre 2, I, 1. Pensons aussi à l'hygiénisme du XIX^{e} siècle, aux principes de la *Charte* d'Athènes et aux travaux du Baron Haussmann…

de la « volonté de pouvoir » inhérente à l'idéologie spatialiste : avoir le pouvoir sur l'espace (le maîtriser), c'est aussi maîtriser l'évolution des sociétés.

Pour le sociologue Jean-Pierre Garnier, au contraire, marqué par l'héritage marxiste et critique, le spatialisme est « cette relation de cause à effet entre espace et société qui met entre parenthèses les rapports sociaux qui structurent l'un et l'autre et qui façonnent même leurs relations réciproques. En ce sens, le spatialisme évacue la politique, c'est-à-dire les contradictions, les antagonismes et les conflits de classe, pour la rabattre sur le " politique ", c'est-à-dire l'étatique : le contrôle de certains espaces jugés " pathogènes " par les pouvoirs publics ».[523] Une manière de dire que le spatialisme évacue le social. Nous ne considérons pas cependant qu'il évacue la question politique, les citations d'Yves Chalas de Marcel Roncayolo le montrent bien (ne serait-ce qu'en terme de totalitarisme ou de stratégie politique, d'idéologie ou d'utopie, de pouvoir). Cette idéologie relève pour lui d'un « entêtement » des pouvoirs publics appuyés par certains scientifiques, « à parler de "crise urbaine", d'une part là où il conviendrait de parler de crise sociale, et à vouloir, d'autre part réfléchir sur la Cité sans avoir à questionner la société »[524], affirmation qui rapproche Garnier de Castells (1972)

Déjà, en 1978, avec Denis Goldschmidt, Jean-Pierre Garnier proclamait :

> « "Changeons la ville pour changer la vie" ! Qui donc tient ces propos ? La gauche contestataire ? Les théoriciens de la "révolution urbaine" ? Des partis et des organisations décidés à affronter le capital sur le terrain du "cadre de vie" ? Il y a quelques années encore, la paternité de ces slogans n'eût fait aucun doute, pas plus d'ailleurs que l'identité de ceux qui étaient visés : promoteurs banquiers, industriels, technocrates et politiciens d'un régime qui avait permis à la bourgeoisie française de se lancer victorieusement à la reconquête de l'espace urbain. Or voici que ceux-là même qui faisaient main basse sur la ville reprennent aujourd'hui à leur compte les mots d'ordre qui servaient à les dénoncer, et inscrivent le "droit à la ville" au fronton de la " société libérale avancée". »[525]

Outre la récupération des slogans gauchistes des années soixante par les conservateurs libéraux (notamment dans la politique urbaine giscardienne), les deux auteurs dénonçaient, ainsi, la dépolitisation de la question sociale et de la question urbaine par cette récupération. Lorsque la droite politique reprend à son compte « la révolution urbaine » et le « droit à la ville » lefèbvriens, elle vide les slogans de leurs sens ou plutôt les détournent, aboutissant par-là même à leur contraire, empruntant, par exemple, le terme de révolution urbaine pour empêcher que celle-ci ne se réalise en

---

[523] GARNIER (Jean-Pierre), « Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme », Ecole thématique « Violence, consensus, sécurité », Ecole Nationale Supérieure – Lettre et sciences humaines de Lyon, du 12 au 16 novembre 2001, Mercredi 13 Novembre 2001 : « Le débat contemporain », Lyon.
[524] GARNIER (Jean-Pierre), *Le Nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 18.
[525] GARNIER (Jean-Pierre) et GOLDSCHMIDT (Denis), *La Comédie urbaine ou la cité sans classe*, 1978, *op. cit.*, p. 21.

détournant son sens.[526] La récupération d'un discours « révolutionnaire » vise, selon Garnier, à pacifier les mouvements sociaux et plus particulièrement les mouvements sociaux urbains. Ainsi, le spatialisme, idée portée par les progressistes autoproclamés, est récupéré par l'idéologie conservatrice, même sous couvert de discours sur le changement. Sa finalité n'est plus de transformer l'ordre social et les rapports sociaux, mais justement de transposer sur le spatial et l'espace physique (architectural, construit) des maux qui auraient leurs causes dans les rapports de production capitalistes et l'infrastructure économique. Il s'agirait bien, là, dans la conception marxiste, d'une idéologie, c'est-à-dire une idée lancée et propagée à travers le discours officiel, et destinée à être intégrée par les masses en leur masquant la « vérité », ici, les véritable causes de leur situation, pacifiant par la même leur potentiel de contestation, et pour reprendre le vocabulaire de l'époque, leur prise de conscience des véritables enjeux : ce que Marx appelait la « mystification ». D'autres critiques (celles de la revue *Utopie*, avec à sa tête Hubert Tonka, Jean Baudrillard, René Lourau) avaient qualifié, une dizaine d'années plus tôt, cette urbanisation du discours politique conservateur d' « urbanisation de la lutte des classes », destinée à pacifier la lutte des classes.[527]

Quoi qu'il en soit Garnier et Goldschmidt constatent, et nous reprendrons ici cette hypothèse, une instrumentalisation de l'espace urbain par le pouvoir politique – ce que les auteurs nomment « l'utilisation de la thématique urbaine comme mécanisme d'occultation idéologique ».[528] Les politiques ne font peut-être pas partie de « ceux qui pensent que la transformation d'un mode de vie passe par la modification du cadre de vie »[529] – pensée qui semble plutôt caractériser, ici, les urbanistes et les architectes, voire les ce que les auteurs appellent les « technocrates » –, mais, le fait de savoir si les politiques « pensent ce qu'ils disent » ne nous concerne pas. Le fait est que la « nouvelle politique urbaine » giscardienne s'inscrit dans une vision spatialiste du changement social – ou du conservatisme – et que l'instrumentalisation politique de l'espace est, bel et bien, présente dans les discours et les programmes, et ne concerne pas seulement la politique et le contexte étudiés conjoncturellement par Garnier et Goldschmidt. Ce glissement conjoncturel vers le spatialisme, les auteurs l'analysent aussi par le glissement de l'urbanisme de préoccupations quantitatives vers des préoccupations qualitatives pendant les trente glorieuses, ce qui sera déterminant pour la suite de notre réflexion :

> « Il y a à peine dix ans, le souci d'agrémenter l'existence des citadins par le biais de l'organisation de l'espace aurait été jugé purement et simplement superflu. Cette organisation avait pour objectif principal, pour ne pas dire exclusif, de "rationaliser" la croissance urbaine à seule fin de favoriser la

[526] *Id.*
[527] « Urbaniser la lutte des classes (ou remarques critiques sur la récente tentative de pacification des contradictions), 1972, première édition en 1970, supplément à *Utopie* 2-3.
[528] GARNIER (Jean-Pierre) et GOLDSCHMIDT (Denis), *op. cit.*, 1978, p. 57.
[529] *Id.*, p. 103.

croissance tout court.[530] On raisonnait en termes de niveau de vie, non de mode de vie, et les rares références à ce dernier n'étaient que littéraires. *Aujourd'hui, la vapeur est renversée et l'"urbain" devient non seulement un thème à la mode, mais surtout un terrain d'intervention jugé décisif par ceux-là même qui le renvoyaient hier aux marges de l'utopie*. Par-delà les boursouflures de style et les exagérations inhérentes à tout propos démagogique, le ton solennel et catastrophiste de bon nombre de discours officiels récents sur le "cadre de vie" est symptomatique. L'apocalypse est évoquée et le vocabulaire militaire est souvent de mise. »[531]

Par-delà son aspect critique, cette citation conforte notre hypothèse de l'urbanisation du discours et de l'urbain comme enjeu de la pensée – ou du moins du discours – politique. Selon l'analyse marxiste de Garnier, l'espace urbain, déjà support plus ou moins passif du pouvoir, devient l'enjeu permettant au politique et à la classe bourgeoise à la fois de légitimer, mais surtout d'asseoir son autorité, de conserver son pouvoir, par la symbolique, l'illusion de l'action et la mystification qui masquent en fait la lutte des classes en l'urbanisant. La suite de son œuvre poursuivra cette perspective, et il s'attachera, un peu à la manière de Michel Foucault et surtout du CERFI, à dénoncer l'instrumentalisation « sécuritaire » de l'espace urbain (vidéosurveillance, stratégie policière) et son aménagement de « domination » destiné à prévenir les « crimes » (« prévention situationnelle »), notamment dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, c'est-à-dire pendant la « politique de la ville » instaurée par la gauche.[532] L'opération « Banlieue 89 » de l'architecte et ancien maoïste de 68 aux Beaux-Arts Roland Castro marque bien, pour lui, cette continuité du spatialisme dans les pratiques politiques urbaines, son but avoué étant de « recoudre le tissu urbain pour rapiécer le tissu social déchiré », « à une fracture sociale [correspondant dans l'idéologie] une fracture du lieu » et vice-versa.[533] Il s'agirait donc d'un processus idéologique destiné à « pacifier la société » :

> « Face à la multiplication des "risques de rupture", il est fait une fois de plus appel à la bonne vieille thérapeutique de l'amélioration du cadre de vie. Changer la ville pour ne pas avoir à changer la société : la démarche est connue. Elle procède d'un postulat qui, bien qu'archi-éculé, reste toujours aussi efficace. Du moins sur le plan idéologique. Les relations sociales ne découleraient pas des rapports de classes mais d'un cadre écologique donné. Modifions donc ce cadre et nous obtiendrons d'autres relations sociales. Ce postulat permet de fonder le syllogisme suivant :
> - nous vivons dans une société urbaine,
> - or il y a un malaise social croissant,
> - donc les problèmes urbains sont des problèmes de société et inversement.

---

[530] Cf. pour cela, ultérieurement, ARCY (François d') et PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », *op. cit.*, 1985.
[531] *Id.*, p. 52
[532] GARNIER (Jean-Pierre), *Le Nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 14-15.
[533] CASTRO (Roland), entretien *Urbanisme*, n°300, mai-juin 1998, cité *in :* GARNIER (Jean-Pierre), *Le Nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 112-113.

> Le raisonnement n'est pas nouveau. Il constitue même la substantifique moelle de l'idéologie des aménageurs de tout poil. L'innovation réside dans l'acceptation qui est aujourd'hui donnée aux différents termes. »[534]

Ces différents termes sont « la société urbaine » résultat et suite logique de l'industrialisation, et « caractérisée par le rassemblement, la rencontre et l'échange.»[535] Cette société, autrefois perçue sous sa forme « matérielle », l'est, aujourd'hui, par son « contenu social » grâce, selon Garnier et Goldschmidt aux sociologues « progressistes » et notamment à Lefebvre. La transformation des termes, c'est aussi le « ludique » et la « centralité » qui surpasserait l' « utilitarisme » et le « fonctionnalisme » dans la « problématique urbaine » et la « révolution urbaine » (le passage de la société industrielle à la société urbaine et sa problématique). Lefebvre récupéré par l'idéologie, en quelque sorte.

Pour illustrer la fonction répressive de l'idéologie spatialiste, les auteurs en appellent, comme il est d'usage, à Le Corbusier :

> « Des générations d'architectes et d'urbanistes s'étaient […] déjà évertuées à soigner les malaises sociaux par l'application d'un traitement spatial. "La société désire violemment une chose qu'elle obtiendra ou qu'elle n'obtiendra pas. Tout est là ; tout dépend de l'effort qu'on fera et de l'attention qu'on accordera à ces symptômes alarmants. Architecture ou révolution. On peut éviter la révolution." Mise en garde de l'un de nos dirigeants actuels ? Vous n'y êtes pas. Dès 1920, le plus fameux d'entre tous les architectes, Le Corbusier lui-même, vantait les mérites d'un remède miracle, véritable antidote contre ce qui venait de submerger la Russie et menaçait de submerger l'Allemagne. Face au danger communiste, une seule solution, la planification de l'espace. Mais voilà ! Le Corbusier et tous ceux qui l'ont suivi ont cru qu'il suffisait de bricoler le cadre physique où l'existence des citadins était appelée à se dérouler pour que s'évanouissent les maux engendrés par une organisation irrationnelle de la ville. Ils avaient oublié qu'elle est, "dans son principe société", comme ne cessaient de le réitérer les sociologues, et non "une chose ou une somme de choses". […] Ainsi, aux yeux des penseurs et des stratèges du capital, la solution des "problèmes de société" *passe plus que jamais* par l'aménagement et l'urbanisme. Simplement, il importera de s'attacher désormais à revaloriser l'urbain en tant qu'espace collectif, condition *sine qua non* de l'amélioration de la qualité de la vie sociale. […] on peut malgré tout s'étonner de l'obstination des idéologues et des décideurs bourgeois à aborder et à prétendre résoudre les contradictions propres au système qu'ils défendent par le biais d'une approche qui, bien que "rénovée", participe d'une stratégie ayant jusqu'ici fait long feu. Qu'ils fassent tout pour leurrer l'opinion, soit. Mais ne risquent-ils pas de se tromper eux-mêmes ?»[536]

---

[534] *Id.*, p. 54.
[535] *Id.*, p. 55 ; voir aussi LEFEBVRE (Henri), *Le Droit à la ville* (1968) et *La Révolution urbaine* (1970).
[536] *Ibid.* pp. 55-57 ; voir aussi LE CORBUSIER (1923), *Vers une architecture*, Paris, Champs Flammarion, 1995, p. 243 et LEDRUT (Raymond), *L'Espace social de la ville*, Paris, Anthropos, 1969.

Voilà une réflexion qui fait entrer, dans le plus pur style marxiste, le spatialisme dans la définition de l'idéologie , et qui fait prévaloir le social sur le spatial dans une tentative critique de « démystification ».

Mais les sociologues ne sont pas les seuls à réfléchir à cette idée de spatialisme. Les géographes aussi, et dans une optique autocritique par rapport à leurs propre discipline et à son histoire. Michel Lussault, en 2003, suit ainsi, quant à lui, l'idée d'une généralisation du spatialisme au sens commun. Il est d'ailleurs l'un des seuls à le faire, en donnant cette définition :

> « [Le spatialisme est] un mode de raisonnement, souvent implicite, qui fait de l'espace une *chose-en-soi*, dont les principes d'organisation et les lois d'évolution ne devraient être cherchés et trouvés qu'en elle-même. L'idée complémentaire, que les formes spatiales matérielles détermineraient l'organisation et les pratiques sociales, participe aussi du spatialisme. »[537]

Si l'auteur rattache l'idéologie spatialiste à la géographie – vidalienne, chorèmatique – et à l'urbanisme et l'architecture – « savoirs et pratiques fondamentalement spatialistes, dans la mesure où ils postulent souvent que l'organisation matérielle de l'espace induit des comportements sociaux » –, il l'étend, également, au sens commun en expliquant son aspect psychologique (et donc, idéologique)[538], ce qui est une nouveauté :

> « Le spatialisme est un attracteur du discours géographique, mais on le retrouve également dans le sens commun […] Sans doute parce que l'espace et la spatialité sont aisément instrumentalisables par les acteurs et que les formes spatiales constituent des objets transactionnels et transitionnels commodes, fixant bien les sentiments, les affects. »[539]

Quoi qu'il en soit, l'aspect instrumentalisable de l'espace – au niveau social, par les acteurs de l'aménagement, mais aussi au niveau mental et des représentations, de l'idéologie – est, ici, mis en avant. Par cette caractéristique, les facteurs sociaux se subordonneraient à l'espace physique et construit et ce dernier prendrait la fonction d'un « sujet » et s'autonomiserait. Il s'agit là d'une dénaturation, d'un renversement de la réalité, d'une image inversée semblable à la *camera obscura* de Karl Marx.

En outre, Michel Lussault fait remonter les origines du spatialisme à une mauvaises interprétation de la philosophie kantienne, en expliquant que « l'espace *a priori* » de Kant[540] « ne constitue pas un contenant objectif des choses matérielles mais une condition cognitive de la

---

[537] *in :* LEVY (Jacques) et LUSSAULT (Michel) (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, pp. 864-866. Notons que la notion de « spatialisme » fait alors son entrée, à cette date, dans un dictionnaire de géographie.
[538] Cf. *Supra*, « l'idéologie partielle » de Mannheim et Gabel.
[539] *Ibid.*
[540] KANT (Emmanuel) (1781), *Critique de la raison pure*, Quadrige, Paris, PUF, 1997, pp. 55-61.

perception sensibles des phénomènes ».[541] Il s'agit donc, ici, bel et bien d'une idée formulée par les intellectuels et qui se répand par la suite – même si déformée – dans la conscience collective, l'une des définitions possibles de l'idéologie.

Quoi qu'il en soit, le spatialisme est bel et bien une conception attachée à la notion de pouvoir ou encore à la « volonté de pouvoir », qu'elle soit le fait d'une volonté ou des actions volontaristes sur l'espace et la société, d'une « pensée forte », des totalitarismes de toutes sortes, ou encore le fruit de la « mystification » du pouvoir, de sa préservation ou du renversement de l'ordre établi. Plus largement, le spatialisme établit des liens certains et renforcés entre/avec l'espace, la question sociale et le/la politique.

Après ces tentatives théoriques de définition du spatialisme comme de ses rapports à la pensée urbanistique et politique, reste à présent à illuster notre propos par des exemples concrets et historiques de volonté de changement social dans et par l'espace, de manière à établir le fonctionnement de l'idéologie spatialiste par l'exemple. Car le spatialisme peut sortir du champ des idées pour rejoindre celui de l'action, comme toute idéologie.

4 - Urbanisme et actions spatialistes

Nous avons déjà mentionné les travaux de l'architecte Anatole Kopp, qui, dans un ouvrage célèbre et dans sa Thèse d'Etat[542], analyse l'action et l'idéologie des architectes russes qui tentèrent, après la Révolution d'octobre, par une architecture et un urbanisme spécifiques, de contribuer à l'avènement d'une société socialiste et d'un « homme nouveau ». Parlant des architectes russes des années 1920t, véritables ouvriers de la « transformation des modes de vie » décrétée par les dirigeants soviétiques[543], il analyse leur action visant à :

> «créer le cadre de vie de la société socialiste en construction […] accélérer l'avènement de cette société en influant sur l'homme lui-même par le moyen de l'architecture […] et à trouver des solutions architecturales et constructives qui permettent d'atteindre ces objectifs malgré la minceur des crédits et des moyens matériels qui sont en priorité consacrés au développement industriel. [...] Souvent ils considèreront que leur tâche principale est de transformer l'homme, oubliant que cette transformation ne peut être seulement le résultat, ni d'une volonté parfois moralisatrice, ni d'un cadre de vie nouveau irréalisable sans industrialisation préalable. Comme les condensateurs électriques qui transforment la nature du courant, les "condensateurs sociaux" qu'ils projettent doivent faire de l'individu préoccupé

[541] LUSSAULT (Michel), *op. cit.*
[542] KOPP (Anatole), *Ville et révolution : architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Seuil, 1972 ; *Changer la ville, changer la vie. De la vie nouvelle aux problèmes urbains. URSS 1917-1932*, Thèse de Doctorat d'Etat, sous la direction de Jean Auger Duvignaud, Université Rabelais – Tours, Faculté des lettres, UER des sciences de l'homme, Avril 1973.
[543] KOPP (Anatole), *Ville et révolution*, *op. cit.*, p. 138.

uniquement de ses propres intérêts, tel que l'avait forgé la société capitaliste, un homme complet, un militant conscient de la société socialiste où l'intérêt de chacun se confond avec l'intérêt de tous.»[544]

Kopp relativise toutefois ce « spatialisme » qui serait propre à l'avant-garde architecturale russe des années vingt[545] avec la conception de l'architecture comme « condensateur social », c'est-à-dire, en quelque sorte, comme accélérateur, élément et médiateur, parmi d'autres, facilitant le changement social :

> « Il semble inutile d'insister sur le fait que les architectes soviétiques d'avant-garde connaissaient assez, par leur propre expérience, les difficultés de toute transformation sociale pour s'imaginer un seul instant qu'il suffirait de donner aux hommes des bâtiments conçus en fonction de l'idée que l'on se faisait du mode de vie de l'avenir, pour que l'homme change ses habitudes séculaires et adopte ce mode de vie considéré comme supérieur. Jamais ils n'ont dit, ni cru, qu'il suffisait que l'homme habite la cité nouvelle pour se transformer en homme nouveau, idée qui affleure souvent dans les écrits de Le Corbusier. Toujours ils mettront en avant l'importance décisive des transformations de la base économique de la société et des rapports de production caractéristiques du socialisme. Il n'en est pas moins vrai qu'ils ont cru à juste raison que les phénomènes de transformation sociale n'étaient pas des phénomènes à sens unique et l'entourage, le cadre de vie jouait lui aussi son rôle ; que l'architecture, que l'urbanisme avaient une action formatrice et éducative. Pour eux comme pour les sociologues, comme pour les dirigeants politiques aussi, l'arriération séculaire russe ne se mesurait pas seulement dans les chiffres de production mais aussi sur le plan culturel et le primitivisme du peuple russe, son ignorance allait freiner le développement industriel. Architectes, c'est par l'architecture qu'ils entendent participer au développement de leur pays.»[546]

Cette conception de la ville, du logement et des bâtiments comme « condensateurs sociaux » n'est d'ailleurs pas absente des idées et de la pratique architecturale et urbanistique en général. Elle ne concerne pas seulement l'avant-garde soviétique des années vingt, tout comme elle ne remonte pas à cette période. En effet, on a vu qu'elle fait souvent son apparition dans l'histoire lors des épisodes de colonisation ou de christianisation, par exemple.

A partir de la théorisation par Augustin Berque de l'espace-matrice – les marques et empreintes laissées par les hommes qui engendrent des « sentiments », « comportements » –, la sociologue Maïté Clavel, dans son manuel de sociologie urbaine datant de 2002, aborde elle-aussi le spatialisme, sans le nommer, comme un des enjeux de la sociologie urbaine française contemporaine.

---

[544] *Id.*, p. 157-158.
[545] Rappelons que lui non plus n'emploie pas ce terme qui ne sera usité qu'à la fin des années quatre-vingt dix, notamment sous l'impulsion d'Yves Chalas.
[546] *Ibid.*

Pour elle, « l'espace peut être à l'origine d'attitudes et de comportements, même s'il n'en constitue pas la seule source ».[547] Mais :

> « Constater que les espaces ne sont pas neutres ne justifie aucun déterminisme, ne signifie pas pour autant qu'ils "expliquent" un comportement ou une situation, mais ils peuvent avoir une incidence qu'il s'agit de déceler et de tenter de comparer à l'effet d'autres variables […] La mise en évidence de ces perturbations ne conduit pas les chercheurs à condamner les transformations spatiales, mais à suggérer des procédures et des rythmes de changement qui respectent mieux les personnes contraintes de modifier leur vie. »[548]

On se trouve, ici, au premier « moment » du processus de la pensée spatialiste : celui où certains faits sociaux sont perçus comme pouvant découler de l'organisation spatiale, même si Maïté Clavel nous met en garde contre toute dérive déterministe. De même, l'étude d'Henri Coing sur les rénovations urbaines, toutes celles sur l' « anomie » des grands ensembles, de Chombart de Lauwe ou même d'Henri Lefebvre ne sont pas pour rien dans cette analyse de l'espace « incident » sur les comportements et la vie sociale. La sociologie urbaine française contemporaine a, d'ailleurs, tendance à considérer comme un fait acquis cette incidence de l'espace construit sur la société, même si, comme ici, ce facteur est abordé avec une certaine prudence, reniant toute forme de « déterminisme », sûrement pour éviter les « dérives urbanistiques ». Parler d'espace « incident » sur les pratiques sociales est donc différent, pour les sociologues que de parler d'espace « déterminant » et pourrait se révéler dangereux.

Mais il s'agit là du premier moment du spatialisme, celui selon lequel le spatial possède des impacts particuliers sur le social. Le deuxième moment, lui, celui qui vise l'action sur l'espace pour aboutir à une transformation sociale, est d'autant plus dangereux.

Henri Lefebvre dénonça ainsi, en son temps et à sa manière, le spatialisme – dans son sens volontariste, c'est-à-dire orienté vers l'action, soit le deuxième « moment » du processus idéologique spatialiste –, lorsqu'il s'attache à pointer du doigt les mythes et mystifications attachés à l'espace urbain : « S'il y a connexion entre les rapports sociaux et l'espace, entre les lieux et les groupes humains, il faudrait, pour établir une cohésion, modifier radicalement les structures de l'espace ».[549] Si Lefebvre est utopiste – « utopien », comme il le dit lui-même[550] –, son utopie est le contraire d'une utopie spatialiste.

---

[547] CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, Paris, Anthropos/Economica, 2002, p. 45.
[548] *Id.*, pp. 45-46.
[549] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, 1970, *op. cit.*, p. 124.
[550] Etymologiquement, l'utopien est l'habitant de l'Utopie. Rappelons que pour Lefebvre, le « possible » fait partie intégrante du réel. L'utopie qu'il propose ne nie pas la réalité (sociale, spatiale, historique), mais en tient compte – compose avec – pour en explorer les potentialités, justement, *in :* BUSQUET (Grégory), « Henri

> « Ce rôle de démiurge de l'architecte fait partie de la mythologie et/ou de l'idéologie urbaines, difficiles à départager. […] Renverser cette situation ? Voilà le possible aujourd'hui impossible, lié à des actions transformatrices de la société. Ce n'est pas à l'architecte de "définir une nouvelle conception de la vie ", de permettre à l'individu de se développer sur un plan supérieur en le déchargeant du poids de la quotidienneté, comme le croyait Gropius. C'est à une nouvelle conception de la vie de permettre l'œuvre de l'architecte, qui servira ici encore de "condensateur social " non plus des rapports sociaux capitalistes et de la commande qui les " reflète ", mais de rapports en mouvements et de nouveaux rapports en voie de constitution.»[551]

« Changer la ville pour changer la vie » est donc, pour Lefebvre – toutefois également, rappelons-le, orienté vers la volonté de changements social et spatial – synonyme d'erreur – et de mystification –. Il propose de prendre le problème à l'inverse. C'est le changement social et dans la « vie quotidienne » qui permettra aux modes de production de l'espace et à l'espace lui-même de se transformer. L'architecte, dans ce processus, n'aura que le rôle d'accompagnateur.

Les théoriciens de la ville que sont Henri Lefebvre ou Marcel Roncayolo, et plus généralement ceux qui ont abordé spécifiquement le spatialisme urbain comme Anatole Kopp, Jean-Pierre Garnier ou Yves Chalas, s'accordent donc sur le fait que la transformation de l'espace ne suffit pas à une transformation sociale ou à une transformation des modes de vie. Plus que cela, ils jugent cette idée néfaste, voire dangereuse, qu'elle soit le fait d'avant-gardes éclairées ou se disant progressistes ou de régimes totalitaires.

Lefebvre, ainsi, reviendra plus tard, d'une manière étrangement actuelle, et plus en détail sur ce rôle de démiurge que s'accordent, parfois, les architectes ou les urbanistes :

> « "Changer la vie", "changer la société ", cela ne veut rien dire s'il n'y a pas production d'un espace approprié. Des constructivistes soviétiques, entre 1920 et 1930, et de leur échec, persiste cet enseignement : à rapports sociaux nouveaux, espace neuf et réciproquement. Cette proposition, impliquée dans la proposition fondamentale, méritera un long développement. "Changer la vie !" Venue des poètes et des philosophes, formulée comme utopie négative, cette idée tombe depuis peu dans le domaine public, c'est-à-dire politique. Elle se répand en se dégradant : en mots d'ordre politiques. "Vivre mieux. " "Vivre autrement" "La qualité de la vie." "Le cadre de vie." De là, on passe naturellement aux pollutions, au respect de la nature, à "l'environnement". Et le tour est joué : escamotées, la pression du marché mondial, la transformation du monde, la production d'un nouvel espace. L'idée retombe dans l'idéalité, alors qu'il s'agit d'amener au jour, graduellement ou par bonds, une pratique spatiale différente. Tant que persistera la quotidienneté dans l'espace abstrait avec ses contraintes très concrètes, tant qu'il n'y aura que des améliorations techniques de détail (horaires des

---

Lefebvre, L'Internationale situationniste et la revue *Utopie* », *Urbanisme*, n° 336 (dossier « Utopies »), mai - juin 2004, pp. 54-57.

[551] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, 1970, *op. cit*, p. 134

> transports, vitesse, confort relatif), tant que les espaces (de travail, de loisir, d'habitation) resteront disjoints et rejoints seulement par l'instance politique et son contrôle, le projet de "changer la vie" restera un slogan politique, tantôt abandonné, tantôt repris. »[552]

Cette citation ne suffit pas à faire de Lefebvre un spatialiste. Il suffit pour cela de la mettre en regard de la citation précédente. L'auteur n'est pas un partisan de la transformation spatiale en vue d'une transformation sociale. Il souligne, d'ailleurs, « l'échec » des constructivistes russes, tant et si bien que la suite de sa réflexion semble entrer en contradiction . Ces propos visent à souligner le fait qu'une transformation sociale ne peut aller de pair qu'avec une transformation spatiale – ou plutôt un autre mode de production de l'espace, ce qui n'est pas tout à fait la même chose – et « réciproquement ». Une transformation de l'espace et de son mode de production ne servirait à rien sans une transformation radicale de la structure et des rapports sociaux (capitalistes). Autrement dit, d'autres rapports sociaux entraîneront inévitablement d'autres modes de production de l'espace et donc, un autre espace approprié à ces rapports et, inversement, de tels rapports ne seront possibles qu'avec un espace qui leur est approprié. Ici, donc, pas de déterminisme spatial, mais une interrelation plus complexe entre espaces et sociétés.

Mais ce qu'aborde surtout cette réflexion, c'est l'extension de l'idée spatialiste au discours – aux « slogans » – politiques, que l'auteur assimile à l'écologie politique. Or, comme nous le verrons, ce discours politique spatialiste ne se réduit pas aux problèmes de « pollution » et d' « environnement ». Lefebvre constate toutefois ce développement « récent » de l'idée spatialiste dans la sphère publique par le biais des politiques – rappelons qu'il écrit ces lignes au début des années 1970. Nous soutiendrons également cette thèse de l'existence d'une différence fondamentale entre les bribes de spatialisme dans le discours politique et celui présent chez les architectes et les aménageurs, par exemple, chez les constructivistes russes des années 1920 ou chez Le Corbusier. Lefebvre parle de « dégradation » de l'idée se propageant dans le discours politique. Nous ne le suivrons pas sur cette voie mais constaterons simplement que le principe spatialiste « changeons la ville pour changer la vie » apparaîtra tel quel dans le discours et la pensée politique un peu plus tard. Une telle idée cesse, donc, d'être l'apanage des professionnels de la ville pour s'étendre au politique et au sens commun. Nous posons cependant l'hypothèse qu'en effet, l'émergence et l'essor du « cadre de vie » dans les discours, les pensées politiques et les législations, – notion dont nous avons vu en quoi elle porte en elle et dénote l'idéologie spatialiste –, se détachent progressivement au cours des années soixante-dix de l'espace urbain et de la vie quotidienne, pour participer à la naissance des mouvements d'écologie politique à la fin de la décennie.

---

[552] LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, p. 72.

D'une manière générale, pour Lefebvre comme pour Yves Chalas, le spatialisme – qu'il appelle « l'urbanisme comme idéologie » –, est un système de représentations propre à l'activité urbanistique. Bien plus, il ne l'aborde qu'à travers cette pratique orientée :

> « L'urbanisme comme idéologie formule tous les problèmes de la société en questions d'espace et transpose en termes spatiaux tout ce qui vient de l'histoire, de la conscience. Idéologie qui se dédouble aussitôt. Puisque la société ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante, n'y aurait-il pas une pathologie de l'espace ? Dans cette perspective, on ne conçoit pas l*a priori*té presque officiellement reconnue de l'espace sur le temps comme indice de pathologie sociale : comme symptôme parmi d'autres d'une réalité qui engendre des maladies sociales. On se représente au contraire des espaces malsains et des espaces sains. L'urbaniste saurait discerner les espaces malades des espaces liés à la santé mentale et sociale, générateurs de cette santé. Médecin de l'espace, il aurait la capacité de concevoir un espace social harmonieux, normal et normalisant. Sa fonction serait dès lors d'accorder à cet espace (qui se trouve comme par hasard identique à l'espace des géomètres, celui des topologies abstraites) les réalités sociales préexistantes. »[553]

Ce sont tous les moments particuliers de l'idéologie spatialiste qui sont décryptés et critiqués ici : celui de la « réduction » du social dans le spatial (Castells, 1972), celui, en découlant, de la l'idée d'un rapport causal direct entre faits (problèmes, maux) spatiaux et faits (problèmes, maux) sociaux, et enfin celui, découlant logiquement du précédent, selon lequel pour remédier aux problème sociaux, il faille agir sur le fait et les problèmes spatiaux (de manière rationnelle, normalisante). La métaphore médicale n'y est pas choisie par hasard, les « pathologies » urbaines, spatiales et sociales étant des leitmotivs récurrents du discours urbanistique, et encore présent, nous l'avons vu chez les scientifiques des années soixante – soixante-dix.[554] L'emploi du terme « représentation » désigne bien le spatialisme comme une idéologie, socialement et mentalement déterminée, c'est-à-dire une vision (ou un « reflet », selon Marx) déformée, tronquée, altérée, voire exagérée de la réalité socio-spatiale, de l'espace et de ses incidences. L'emploi du conditionnel et l'aspect moqueur de cette citation suffisent à renforcer son propos critique. Pour le reste le rapport de Lefebvre à ce que l'on appelle le spatialisme est ambigu en 1968. Il prend l'aspect d'une dénonciation lorsque celui-ci se rapporte à l'architecture, à l'urbaniste, « aux hommes de bonne volonté » idéologiquement influencés par l'humanisme.[555] Ce peut être aussi un certain raisonnement déterministe lorsque la réflexion se fait utopisme. L'utopie, bien évidemment, étant l'exemple type d'un raisonnement spatialiste, comme nous le verrons plus loin.

---

[553] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 51.
[554] Cf., par exemple lors du colloque de Royaumont en 1968, *Supra*, deuxième partie, chapitre 1, I.
[555] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 33.

Qu'elle soit, comme le constate Yves Chalas, inhérente à la pensée urbanistique que nous qualifierons d'opérationnelle, malgré les risques d'anachronisme, qu'elle soit le fait des architectes, des bureaucrates et des dirigeants, comme dans l'Union Soviétique des années 1920, qu'elle soit le fait des colonisateurs, missionnaires ou encore attachée à le pensée militaire, nous pourrions multiplier les exemples de l'idée spatialiste et leurs analyses. Les ethnologues, eux, observent son efficacité sur les sociétés colonisées en dénonçant, toutefois, sa violence symbolique autant que pratique. Les analystes des sociétés urbaines remettent, quant à eux, en doute sa véracité. Mais, dans tous les cas, l'aspect idéologique du spatialisme – dans le sens d'idée, fausse ou non, orientée vers une fin –, et sa corrélation avec le pouvoir (ou la volonté de celui-ci) est avérée.

Les nouveautés, dans les années soixante – soixante-dix, c'est, d'une part, que ce spatialisme, compris cette fois comme idéologie et non plus uniquement comme pratique, ne signifie plus uniquement autoritarisme, contrôle ou modelage des populations et des hommes, et d'autre part, que l'idée spatialiste sort des pratiques spécialisées, – des architectes ou des militaires, par exemples –, pour intégrer le sens commun et le discours du changement en politique. En quelque sorte, il s'adoucit tout en gardant et les mêmes principes de départ : il ne s'agit plus de « modeler » ou de « contrôler » l'homme ou la société par l'espace, mais de transformer celle-ci par l'espace, avec son consentement. Ce qui n'ira pas, toujours, sans une modification des modes de vie et/ou des rapports sociaux, imposée par la modification spatiale. Il s'agit, en conséquence, d'améliorer la société, non plus d'en construire une « nouvelle » (Cf. l' « homme nouveau »), de « changer la vie » plus que la société, de la libérer de ses aliénations (pour les marxistes) ou des divers maux qui la parcourent en agissant sur son « cadre de vie » et son cadre bâti.

N'oublions pas en effet que le contexte des années soixante – soixante-dix est celui de l'après reconstruction, qu'on est passé progressivement de la question et de la crise du « logement » à la question et à la crise de « la ville » ou de l'urbain, du « quantitatif » au « qualitatif », à un retour à la « qualité de vie » dans les villes, ce qui se remarque également, nous l'avons vu, dans les mouvements sociaux urbains, dans une société qui devient « post-industrielle » et « post-matérialiste ».[556] L'idéologie spatialiste « oppositionnelle », qui se développe dans ce contexte, agit d'ailleurs à deux niveaux : sur la vie quotidienne et sur le tissu social des villes, espérant améliorer l'une et l'autre par des actions éventuelles sur l'espace.

Ainsi, le « spatialisme », oscille – en fonction des cadres sociaux, générationnels, institutionnels et politiques – entre idéologie et utopie. Il se retrouve dans les productions de nombreux groupes, partis et syndicats (à droite comme à gauche ou à l'extrême et à l'ultra-gauche). Mais il est également indissociablement lié aux villes imaginaires, aux cités rêvées et à l'idée – à la pratique – de

[556] TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux,* Paris, Le Seuil, 1993.

l'utopie. En effet, le processus utopique tel que nous l'avons préalablement défini[557], renvoie souvent à cette idée d'un espace déterminant et remédiant aux phénomènes et problèmes sociaux. Ce détour par ses aspects utopiques nous permettra d'en mieux saisir encore les mécanismes.

5 - Le déterminisme spatial dans l'utopie

L'utopie, souvent, – voire dans la totalité des cas rentrant dans les normes que Françoise Choay utilise pour la définir [558]– est spatialiste en deux temps : d'une part critique de l'ordre social et/ou politique, économique et éventuellement spatial et d'autre part proposition spatialiste pour transformer la société en société idéale, souvent, donc, dans/par un espace – une cité – idéal. Or, les propositions des utopistes ne demeurent que des utopies, elles ne sont par conséquent que rarement taxées de « disciplinaires » ou d' « autoritaires ». Mais, leur nature-même, leur statut et leur caractères spatialistes leur confèrent, toutefois, toujours une certaine « violence symbolique » au sens de Pierre Bourdieu, c'est-à-dire, pare exactement de « domination » exercée par le pouvoir symbolique comme dans le cas du discours politicien ou de la production idéologique (on est ici dans l'utopie), mais de « violence douce » imposant un ordre social (même si utopique), considéré comme juste par celui qui le prône ou tente de l'appliquer.[559]

En effet, on pourrait penser que la citée rêvée et la société idéalement souhaitée par l'utopiste ne sont justement rêvées et souhaitées que par lui seul. Ce qui ne serait, bien sûr, pas tout à fait le cas pour « l'utopien » au sens de Lefebvre, c'est à dire de l'individu, philosophe et homme de science qui prendrait en compte la réalité sociale telle qu'elle est, son évolution, pour essayer d'en déduire le devenir et de l'adapter aux besoins et aspirations « réelles » de la société[560] (ce qui, encore une fois, retombe dans l'utopie). Nous avons déjà abordé le caractère autoritaire de l'idée spatialiste, en tant qu'elle demeure liée au pouvoir et à la volonté de pouvoir et en tant qu'elle vise, dans son mécanisme le plus abouti, la transformation arbitraire du fait social et de ses composantes, selon les modèles d'une société prétendument parfaite ou d'un « homme nouveau ».

Le géographe Marcel Roncayolo établit lui-même ce parallèle entre le spatialisme propre à toutes les utopies et le spatialisme propre à l'urbanisme :

> « A travers la *cité idéale*, c'est bien l'organisation sociale dans son ensemble que visaient les bâtisseurs d'utopies de Platon et Aristote à Thomas More ou Fourier. Saint Augustin opposait la Cité des Hommes à la Cité de Dieu. Mais partout l'image de la cité était étroitement associée à celle d'une composition

[557] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1, II.
[558] CHOAY (Françoise)(1980), *La Règle et le modèle*, Paris, Le Seuil, 1996.
[559] BOURDIEU (Pierre) (1982), « La production et la reproduction de la langue légitime », *in :Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 79 ; BOURDIEU (Pierre), *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, 1992.
[560] Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1, II, et deuxième partie, chapitre 1, I.

territoriale, elle-même finie. Comment s'étonner, qu'empruntant le chemin inverse, les urbanistes contemporains aient prétendu fonder sur la disposition des objets urbains l'ordre social et aspiré, à partir de leur pratique, à transformer ou à modeler la société ? Même si le couple cité-ville est fortement marqué par l'héritage d'une civilisation, il souligne l'interférence entre les deux domaines de l'analyse, société et forme spatiale. »[561]

L' « urbanisme contemporain », que dénonce l'auteur, se rapproche donc, d'une certaine manière, de l'utopisme. En conjuguant ses réflexions avec la définition que donne Yves Chalas du spatialisme (spatialisme comme monopole – ou plutôt caractéristique – des urbanistes), l'urbanisme lui-même – du moins depuis son institutionnalisation au début du XX^{e} siècle en ce qui concerne la France – relève de l'utopie en tant qu'il relève de l'idéologie spatialiste et du déterminisme spatial. L'urbanisme, dans son acception du XX^{e} siècle, serait donc une idéologie, comme l'affirmait Henri Lefebvre en 1970.[562] Nous aurions tendance à considérer, quand à nous, qu'il ne s'agirait là que d'une certaine conception de l'urbanisme. Quoi qu'il en soit, comme les exemples précédents tirés de la littérature ethnologique nous l'ont montré, et comme Marcel Roncayolo l'aborde en rappelant l'origine grecque de l'utopie ainsi que de l'urbanisme, le spatialisme, tout comme l'utopie sont des faits occidentaux (voire hérités de l'Occident). La thèse d'une évolution commune de l'aménagement urbain et de l'idée d'un déterminisme spatial à partir de la racine commune du rêve et de la recherche d'une « cité idéale » depuis la Grèce Antique demanderait d'être vérifiée. Mais tel n'est pas notre propos : il s'agit pour nous uniquement encore une fois, non d'analyser la genèse historique de l'idée de déterminisme spatial dans le temps long, mais d'analyser le fonctionnement de l'idéologie spatialiste et ses caractéristique à partir d'un focus sur une période donnée et à partir de certains types de discours.

Notons toutefois cependant les interrelations entre fait spatial et fait social (leur « interférence » comme le dit Roncayolo) dans le processus utopique, interférence que nous rappelle la sociologue Maïté Clavel quand elle déclare que « pour les utopistes, les types d'espaces et leur organisation sont dépendants des choix de société.»[563] Ainsi, « les utopistes apportent encore à la sociologie de l'urbain une réflexion sur l'accord entre l'organisation sociale, les mœurs et le cadre spatial.»[564] La question demeure de savoir, ce qui, dans l'utopie (ou dans chaque utopie qui observe un aspect « spatial »), constitue l'instrument, le moyen, et ce qui constitue la fin. Est-ce un nouvel espace qui doit engendrer la société nouvelle, utopique ? Ou est-ce que le nouvel espace va de soi dans la société rêvée ou désirée ?

---

[561] RONCAYOLO (Marcel), *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1997, p. 30.
[562] LEFEBVRE (Henri), « Réflexions sur la politique de l'espace », conférence donnée à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, le 13 janvier 1970 et édité dans *Espaces et sociétés* n°1, nov. 70.
[563] CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, *op. cit.*, 2002, p. 55.
[564] *Id.*, p. 56.

Le spatialisme, idéologie s'il en est, devient également utopie quand apparaît le « deuxième temps » idéologique que nous avons déterminé[565], c'est-à-dire quand advient (si elle advient) la volonté de transformer la société par l'espace.[566] D'ailleurs, ce fait constitue presque un invariant de l'utopie. Cette volonté est présente dans la plupart – si ce n'est toutes – les utopies depuis Thomas More.

Ainsi, l'utopie a toujours eu pour but la transformation sociale. Parfois, la transformation de l'espace permet d'y parvenir. Parfois, elle en est la condition *sine qua none*. Ou encore, plus rarement, elle n'en sera que la conséquence logique. Il est, quoi qu'il en soit, dans la majeure partie des cas, la cible. Si l'on prend par exemple, la dialectique de l'espace aliéné/libérateur de la vie quotidienne présente dans les pensées d'Henri Lefebvre de l'*IS*[567] ou du groupe *Utopie*, et qui sera dépassée par le troisième terme, l' « urbain », la « révolution urbaine » – qui n'a d'ailleurs pas le même sens chez les uns ou les autres –, on pourra dire que ce terme simplifié devient, lui aussi spatialiste, – « rentre » dans le processus de l'idée spatialiste. De plus, si l'utopie, telle que nous l'avons définie dans notre première partie en référence à Karl Mannheim[568], c'est-à-dire opposée à l'idéologie en tant que tournée vers le « changement », la position des « révolutionnaires » est proprement utopiste, donc spatialiste, lorsqu'elle aborde l'espace et son organisation. Dans le cas de ces derniers, la question est toujours de savoir, dans l'utopie, si c'est l'ordre social qui doit modifier l'ordre spatial ou l'inverse. Ce qui pose la question de la temporalité de la rupture : quand doivent avoir lieu la « révolution » ou les réformes en fonction du système envisagé ? En définitive, l'utopie, pourvu qu'elle aborde ou contienne l'espace dans son système de vision ou de transformation du monde, est donc nécessairement spatialiste pour deux raisons : en tant que l'espace y prend justement en rôle, et en tant qu'elle est tournée vers la « transformation », le « changement » – en tant que l'espace est censé y jouer un rôle.

Dans les systèmes d'idées politiques, on a plus à faire à un spatialisme primaire. En effet, le pouvoir sur le territoire de la ville et la possibilité de le modifier pourront permettre d'arriver à la société et au système économico-social souhaités et idéaux. Plus que cela, l'espace urbain est parfois le médiateur – l'instrument ou le moyen – de cette transformation sociale. Parfois, il en constitue lui-même la finalité : c'est l'espace urbain qu'on veut transformer avant tout. Cela renvoie, encore une fois, à l'idée de ville comme enjeu et/ou instrument du changement, à ce paradoxe qui traverse toutes les utopies, les idéologies et les discours révolutionnaires qui se sont, un jour ou l'autre, intéressés à

---

[565] Cf. *Supra.*, première partie, chapitre 1.
[566] Le « premier temps » résidant dans le fait d'accepter le fait que les faits et problèmes sociaux découlent des faits spatiaux, Cf. *Supra*, première partie, chapitre 1.
[567] BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Créteil, 2000, pp. 68-85.
[568] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie* (traduit de l'édition anglaise par Pauline Rollet), Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956.

l'urbain. Mais cette idée de ville comme enjeu/instrument, est aussi le propre des partis politiques que nous étudions.

6 - Le spatialisme dans le discours politique

Cette idéologie spatialiste confère à l'architecte et à l'urbaniste leur rôle de « démiurge »[569] dénoncé à l'époque par Henri Lefebvre. Et les politiciens se l'approprient, allant même jusqu'à parfois proclamer vouloir changer la société et améliorer la vie quotidienne en transformant et en modifiant l'espace. L'analyse de contenu des discours nous le montre, c'est es le cas pour la plupart des grands partis politiques français des trente glorieuses. Ils s'appuient en cela sur les revendications du mouvement social urbain et des habitants qui dénoncent et méprisent leur habitat, leur « ville », les grands ensembles de périphéries ou encore logements sociaux HLM sans services de proximité ou équipements, suivant le sens commun qui considère qu'un « mauvais espace » engendre des problèmes sociaux. La transformation des modes de vie va donc, dans cette logique, de pair avec la modification du cadre bâti et du fameux « cadre de vie », notion qui se développe dans le discours politique à la fin des années soixante. Mais on appliquera ici les conceptions d'Anatole Kopp au monde extra-soviétique.

Cette idéologie spatialiste est en France le fait, dans les années soixante – soixante-dix, des groupuscules « révolutionnaires » ou revendicatifs – notamment l'IS à ses débuts ou la revue *Utopie* également à ses début –; un glissement idéologique les amenant à critiquer cette conception par la suite[570]), mais aussi des partis politiques de gauche[571]ou de droite (sous la présidence de De Gaulle, avec la politique des grands ensembles, par exemple, que nous avons déjà évoqué ou dans leur rapport à « l'homme nouveau » et la « société moderne », chez Giscard d'Estaing ensuite, avec la « nouvelle politique urbaine »). Nous posons ici l'hypothèse que tout discours politique sur la ville et l'urbain, est, d'une certaine manière, spatialiste. Pour cela, nous n'étudierons pas l'idéologie spatialiste du point de vue de sa genèse, mais du point de vue de son fonctionnement idéologique, en tant que processus de pensée et de système d'idée politiquement et/ou stratégiquement orienté et s'inscrivant dans une « vision du monde » (*Weltanschauung*) particulière.

Il est, également, intéressant de noter que les idées « savantes », souvent reprises par les milieux politiques institutionnels, évoluent plus rapidement que les idées de cette dernière. On a observé un décalage entre les deux systèmes de pensée. Par exemple, lorsque Lefebvre aborde la

---

[569] LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, 1970, *op. cit.*, p. 124.
[570] De toute évidence, ce revirement est dû aux départ des « artistes » - plasticiens, architectes – de l'IS et à un recentrage sur des questions plus théoriques dans la revue *Utopie.*
[571] Voir, parmi tant d'autres exemples, ce tract de la fédération parisienne du Parti socialiste datant de 1974 : « Pour changer la vie, changeons la ville et changeons les conditions de transport », AN 78AJ41.

critique du spatialisme[572], les ministres de l'Equipement Albin Chalandon et Olivier Guichard puis le Président Giscard d'Estaing et son ministre Robert Galley reprennent à leurs comptes les idées du « Droit à la ville ». [573] En effet, certaines thèses du *Droit à la ville* de 1968 peuvent paraître ambiguës et ouvrir la voix à l'idéologie spatialiste, ou, tout du moins, la justifier, notamment lorsque l'auteur déclare que « le développement de la société ne peut se concevoir que dans la vie urbaine, par la réalisation de la société urbaine ».[574] L'on constate la même chose concernant le droit à la ville et l'utopie : « Toutes les audaces sont permises. Pourquoi limiter ces propositions à la seule morphologie de l'espace et du temps ? Il n'est pas exclu que des propositions concernent le style de vie, la façon de vivre dans la ville, le développement de l'urbain sur ce plan ».[575] De même pour la fameuse définition de la ville qu'il donne en 1968 de « projection de la société sur le terrain »[576], à laquelle certains réduiront abusivement sa pensée sur la ville, et avec laquelle un certain nombre de ses suiveurs ou continuateurs seront mal à l'aise. L'idée de la ville comme inscription des « structures sociales » dans l'espace relève en effet d'un déterminisme social généralisateur (une sorte de « spatialisme à l'envers »), oubliant les aspects non-neutres et non-« passifs » de l'espace social (symbolique, production sociale « ré » –active, laissant des marges de manœuvres aux habitants et usagers), la distinction entre espace conçu et espace vécu, – justifiant donc en quelque sorte le spatialisme – et pouvant dériver sur toutes sortes d'idées pourtant opposées à Lefebvre, tel le structuralo-marxisme de Castells.

Mais ces réductions sont sorties de leur contexte, c'est-à-dire de la pensée générale de Lefebvre. Ainsi, elles omettent le fait que l' « utopie » défendue par l'auteur n'est nullement destinée à s'appliquer dans la réalité ou à servir de « modèle ». Elle permettrait seulement, en déterminant les « possibles-impossibles » de la « réalité » – ce que Lefebvre nomme « la transduction »[577]–, de faire évoluer, entre autres, la connaissance de l'urbain au niveau théorique, et donc, de tendre, pourrait-on dire, vers une meilleure planification spatiale n'allant pas à l'encontre des pratiques sociales, des « désirs », de la liberté. C'est ce que Lefebvre nomme « l'utopie expérimentale », « étudiant sur le terrain les implications et les conséquences » de l'utopie[578], en somme, le contraire d'une utopie spatialiste et positiviste. Elles omettent aussi que les termes « vie urbaine » ou « société urbaine » ne se réduisent nullement à des aspects morphologiques (spatiaux). Ainsi, lorsque Lefebvre déclare que la société ne peut se développer que dans l'urbain, il sous-entend l'urbanisation généralisée et ne prône nullement une planification totale de la société dans et par l'espace mais un changement des rapports

---

[572] Notamment et surtout en 1970 dans *La Révolution urbaine* (*op. cit)* et en 1974 dans *La Production de l'espace* (*op. cit)*.
[573] Voir à ce sujet GARNIER (Jean-Pierre), GOLDSCHMIDT (Denis), *op. cit*, 1978.
[574] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 144.
[575] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 117.
[576] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 64.
[577] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 112.
[578] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 112.

sociaux rendu possible « dans » un espace, dont l'aménagement ne doit pas être contraignant. « Réalisation de la société urbaine » ne signifie pas planification, ou pas seulement :

> « pour cette réalisation, ni l'organisation de l'entreprise, ni la planification globale ne suffisent. […] La réalisation de la société urbaine appelle une planification orientée vers les besoins sociaux […] Elle nécessite une science de la ville (des relations et corrélations dans la vie urbaine) [et] une force sociale et politique capable de mettre en œuvre ces moyens (qui ne sont que des moyens) » [579]

Cette force politique, c'est bien sûr la classe ouvrière. Il s'agit autrement dit ce que Lefebvre appelle une théorie jumelée à une pratique (ici, révolutionnaire). On est donc loin d'une simple planification spatiale et sociale. Enfin, la déformation de la pensée lefèbvrienne concernant la ville « comme projection » spatiale de la « structure sociale » occulte le fait qu'il y a bien projection « sur le site sensible » mais aussi « sur le plan spécifique, perçu et conçu par la pensée, qui détermine la ville et l'urbain ». Surtout, « ce qui s'inscrit et se projette, ce n'est pas seulement un ordre lointain, une globalité sociale, un mode de production, un code général, c'est aussi un temps, des rythmes »[580], un « ordre proche », celui de la vie quotidienne et de la pratique sociale, sans compter que cette définition efface « les différences » (historiques, locales), « l'habiter », les « diverses façon de vivre la vie urbaine », ou encore les « besoins », les « désirs », mais aussi le « rôle historique » de la ville (dans les « moyens de production », la « concentration des capitaux »).[581] On retrouve là encore une fois l'aspect « actif » de la ville. Ainsi, pour Lefebvre, la ville est-elle « médiation parmi les médiations », « contenant l'ordre proche » en le maintenant, c'est-à-dire en entretenant « les rapports de production et de propriété », tout en étant « le lieu de leur reproduction ». Mais elle est aussi « contenue dans l'ordre lointain » tout en le « soutenant » et en l'incarnant . « Elle le projette sur le terrain (le site) et sur un plan, celui de la vie immédiate ; elle l'inscrit, elle le prescrit, elle *l'écrit* »[582], ce qui ne suffit cependant pas à faire de l'espace de la ville le réceptacle passif des structures sociales étatiques ou capitaliste.

> « Le niveau le plus élevé se situe *à la fois* au dessus de la ville et dans la ville […] La structure sociale figure dans la ville, s'y rend sensible, y signifie un ordre. Inversement, la ville est un morceau de l'ensemble social ; elle révèle, parce qu'elle les contient et les incorpore dans la matière sensible, les institutions, les idéologies. Les édifices royaux, impériaux, présidentiels "sont" une part de la ville : la part politique (capitale). Ces édifices ne coïncident pas avec les institutions, avec les rapports dominants. Et cependant, ces rapports agissent sur eux, ils en représentent l'efficacité et la "présence" sociale. A son niveau spécifique, la ville contient ainsi la projection de ces rapports. […] Sur ce plan se

[579] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 145.
[580] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 64.
[581] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, pp. 64-65.
[582] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, p. 54

projette la structure sociale, ce qui n'exclut pas les phénomènes propres à la ville, à telle vile, et les plus diverses manifestations de la vie urbaine. »[583]

Lorsque Lefebvre parle de « projection » des structures et des rapports sociaux sur le terrain, il ne parle donc pas tant de phénomènes comme les ségrégations, mais des institutions, des idéologies, autrement dit, des structures sociales que lui-même pourrait qualifier de répressives, de « dominantes ». Mais cette projection est loin de faire la globalité urbaine. La ville ne peut être réduite à une simple inscription des structures et des rapports sociaux sur le terrain. De plus, cette inscription n'agirait qu'au niveau symbolique de la ville, dans ses signes et symboles, décryptables seulement à travers ce que Lefebvre appelle la « lecture du texte urbain », dans son langage – la ville, toujours selon Lefebvre, pouvant également se rapprocher d'un langage, social, historique, et décryptable.

Mais ce qui nous intéresse ici, c'est la pensée politique de gauche sur la ville en général, pensée idéologique car politiquement orientée et, pour le cas des partis politiques, destinée à être efficace, et donc, nécessairement parfois réductrice ou simplificatrice, même si cette pensée s'inspire de la théorisation plus complète et détaillée des scientifiques.

Enfin, si l'on peut affirmer sans trop se tromper que le spatialisme constitue une idéologie dominante des trente glorieuses, on peut aussi dire que l'utopie de la participation, précédemment abordée et se renforçant dans le discours de gauche après 1968, n'y est pas étrangère, et même plus, qu'elle y participe, – qu'elle participe au système d'idées constituant le spatialisme. Outre le fait que ces deux idées posent la question du pouvoir, elles postulent également, d'une certaine manière, en fonction des mêmes prénotions. Ce qui peut nous amener à poser l'hypothèse selon laquelle le concept « participation » est lui-même spatialiste. En effet, postuler que les besoins et les aspirations des habitants et usagers seront satisfaits s'ils prennent part aux décisions, c'est aussi penser que la vie sociale, collective et individuelle sera améliorée. Appliquée à l'aménagement, à l'architecture et l'urbanisme, la participation postule aussi que l'espace sera mieux à même de répondre à ces besoins si les intéressés y participent, c'est-à-dire, s'ils participent, d'une façon ou d'une autre, à l'aménagement et à la gestion de leurs espaces, pour améliorer leur confort, mais aussi leur vie quotidienne et la vie sociale en générale. Ces considérations ne peuvent bien sûr pas être qualifiées de « fausses », loin de là, il s'agit ici simplement d'en souligner le caractère relatif.

Mais il s'agira maintenant de déterminer comment, à partir d'applications concrète des résultats obtenus plus théoriquement, l'idéologie du spatialisme se caractérise dans le discours

[583] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Seuil, 1974, pp. 67-68.

politique influencé par le discours scientifique. D'où vient-elle ? De quelle « vision du monde » ? Par quels emprunts ?

Mais avant cette application, une première piste de réponse peut être recherchée dans le caractère « qualitatif » de plus en plus en plus attaché au spatialisme dans les années soixante-dix, ce qui nous porte à nous arrêter sur la question des échelles de transformation spatiales et sociales.

7 - Le spatialisme : deux échelles de transformation et de pouvoir social

Pour cela, nous partirons de considérations d'Hélène Hatzfeld, concernant la gauche politique des années soixante-dix. Abordant le localisme qui se renforce dans la gauche institutionnelle des années 1960-1970, elle énonce cette conclusion :

> « Face à ce constat de décomposition des structures sociales traditionnelles [Luttes ouvrières et socialisation dans et par le travail], le local apparaît, paradoxalement, comme un recours possible. […] Cette régulation sociale au niveau local passe aussi par une action sur l'habitat. On note ainsi dans le discours associatif et politique de gauche le passage d'une thématique du logement à une thématique de l'habitat, puis du cadre de vie. Alors que l'intervention sur le logement renvoie à des problèmes de pénurie, de prix ou d'équipements, celle de l'habitat aborde le rapport entre le cadre spatial et le mode de vie. Par son aménagement, le cadre spatial doit permettre la renaissance d'une vie collective, la reconstitution d'un tissu social. »[584]

Le spatialisme, en tant qu'idée volontariste et idéologie engendrant l'action, n'est, bien sûr, pour des raisons pratiques, applicable sur le terrain uniquement qu'au niveau local (des quartiers). Un urbanisme et une politique urbaine volontaires et humanistes permettraient, ainsi, de restructurer le tissu social, de changer les modes de vie. Une politique spatialiste générale et volontariste, au contraire, sous-tendrait une certaine forme d'autoritarisme, on l'a vu. Mais, s'agissant des idées politiques largement répandues uniquement, et non des faits concrets, le spatialisme s'applique, en fait, à deux échelles distinctes :

– L'une locale (voire globale) de la ville, du quartier, de l'ensemble ou de l'immeuble d'habitation, qui permet d'agir sur les modes de vie et le tissu social, de les transformer, de les améliorer ou, au contraire, de les conserver, de les préserver en l'état (parfois sous couvert de changement, comme nous le verrons).

– L'autre de l'individu, dans l'habitat et le logement, toujours pour faire évoluer ses pratiques et son mode de vie. Cette application du spatialisme au niveau individuel pourra facilement dériver vers une volonté de créer un « homme nouveau », que l'on retrouve encore une fois chez les constructivistes russes ou chez les modernes.

---

[584] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS, Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 187-188.

Agir sur le global pour transformer la société « par le haut » ou agir au niveau individuel pour transformer la société par sa base, telle est la contradiction, jamais dépassée, qui traverse la pensée spatialiste. Les tenants de cette pensée renvoyant de manière floue tantôt à une stratégie, tantôt à l'autre. Transformer « le tissu social », « les modes de vie », « la vie quotidienne » sont autant de leitmotivs que certains partis ou groupes politiques tentèrent d'appliquer ou de mettre en avant dans les années soixante – soixante-dix, tout en agissant sur le tissu urbain, les espaces publics, équipements urbains et l'habitat. La volonté était donc – est parfois encore –, d'agir sur le global et l'individuel en même temps que par le biais de l'espace, ce qui fait encore une fois du spatialisme la caractéristique principale de l'utopie et de cette volonté une utopie à part entière.

Mais la pensée politique de la gauche des années soixante, comme le note Hélène Hatzfeld et comme nous pourrons nous-mêmes le constater avec l'exemple du PSU, passe de la second échelle à la première, du niveau individuel au niveau local voir global.

Le sociologue Jean-Pierre Garnier a déjà montré les corrélations existant entre le spatialisme et ce qu'il appelle le « localisme ». Ce dernier terme correspond pour lui à deux positions relevant des mêmes présupposés : « formuler, étudier et traiter les conflits là où ils se manifestent », un « traitement in situ au plus près de la population » et privilégiant « les causes [prétendues] locales sur les causes lointaines » d'une part, et d'autre part, « des causes locales à défendre » qui « auraient pour vertu de rassembler au lieu de diviser », accompagnant l'idée de participation et de « démocratie de proximité » propre à la social-démocratie contemporaine.[585] De même que l'idéologie spatialiste détermine les problèmes sociaux comme relevant de problèmes spatiaux et impose de les traiter « spatialement », le localisme propose de traiter ces problèmes au niveau local, de la « proximité », c'est-à-dire, comme pour le spatialisme, sur le « terrain », dans/par les lieux où ces problèmes sociaux sont les plus visibles, même si leurs causes se situent ailleurs : deux facettes d'une même idéologie aboutissant aux mêmes pratiques politiques, urbanistiques et architecturales en les légitimant et en les justifiant. C'est à travers ces deux idéologies complémentaires – qui le seraient en tant qu'elles déforment la réalité, mystifient et masquent les causes des problèmes pour justifier des actions ainsi qu'un pouvoir –, que Garnier analyse la « politique urbaine » socialiste française des années quatre-vingt – quatre-vingt-dix. La finalité de cette politique est, selon lui de « juguler », – « réguler » – les « violences urbaines » en imputant leurs causes aux niveaux spatial et local, alors qu'elles sont sociales et globales – développement du capitalisme, sa libéralisation et des inégalités et exclusions qu'il génère. Dans son

---

[585] GARNIER (Jean-Pierre), « *Quelle politique de la ville ?* », tribune de *Politis*, 14 février 2002, issu de la communication de Jean-Pierre GARNIER, « Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme », Ecole thématique « Violence, consensus, sécurité », Ecole Nationale Supérieure – Lettres et sciences humaines de Lyon, du 12 au 16 novembre 2001, Mercredi 13 Novembre 2001 : « Le débat contemporain », Lyon, également disponible sur http://infokiosques.net/IMG/garnier_A4.pdf sous le titre : *Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme.*

propos, il fait remonter la mise en pratique de ces idéologies aux politiques urbaines giscardiennes des années soixante-dix.[586] Pour l'auteur, le localisme et la revendication de participation qui l'accompagne dans les rangs de la gauche politique (au pouvoir) consistent, bel-et-bien, en une idéologie destinée à « préserver la paix sociale », loin des mots d'ordre d' « urbanisation de la lutte des classes » qui les accompagnaient en 1968 :

> « Tout l'art de la gauche au pouvoir, aujourd'hui, consiste à faire en sorte que l'assujettissement des basses classes au nouvel ordre mondial par le biais de la "démocratie locale" soit assumé et éventuellement assuré sans complexe ni remords par cette classe intermédiaire qui avait longtemps dissimulé, y compris à ses propres yeux, sa véritable fonction pour ne pas dire sa vocation : l'encadrement des couches populaires dans le cadre de la reproduction des rapports de production capitalistes. »[587]

Mais, selon Hélène Hatzfeld, que nous suivrons sur ce point, le développement du « localisme », et, particulièrement, le « localisme de gauche », peuvent remonter aux années soixante. Dans la pensée de gauche, ainsi, l'échelle locale comme échelle pertinente pour reconstituer un tissu social en déliquescence, pour rompre avec l'anomie urbaine et faire naître la « cohésion sociale » s'impose très tôt, et ce, toujours en s'accompagnant de la revendication d'une plus forte participation des habitants aux décisions urbanistiques (au niveau local), en tant que justement, le local, la « proximité », sont également les échelles pertinente de la décision politique. C'est à ce niveau que se jouent, notamment, la vie quotidienne urbaine, mais aussi les mouvements sociaux urbains, les insatisfactions, bref, le politique :

> "Les années 1960-1970 "inventent" le local, en l'ancrant à gauche et en lui attribuant un rôle essentiel dans la redéfinition des modes d'exercice de la démocratie. […] Invention du local : non pas ex nihilo bien sûr, mais au sens où le local apparaît comme une invention nécessaire pour remédier aux dysfonctionnements de la démocratie. […] Le quartier est le lieu emblématique de la (re)constitution du tissu social. Pourquoi parler de quartier alors que celui-ci n'a pas de réalité dans les nouveaux ensembles d'habitation et qu'il paraît de plus en plus difficile d'en définir les critères dans les villes modernes ? […] Sur la base de l'image de la communauté, le quartier est aussi doté d'une dimension politique. De deux façons opposées : comme la plus petite unité de régulation sociale, centrée autour de l'équipement de quartier ; ou comme lieu de contestation, porteur de projets différents de ceux du pouvoir municipal [Alma-Gare]."[588]

---

[586] *Id.*
[587] GARNIER (Jean-Pierre), *Le Nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 146-147.
[588] HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Paris, Adels-Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 181-188

Il est également intéressant de constater, qu'à côté de son analyse de l'idéologie spatialiste dans le discours urbanistique, l'urbaniste Yves Chalas constate, lui aussi, cette prééminence de l'échelle du « quartier », autrement dit, du local, dans ce même discours.[589] Ainsi, après avoir pendant près d'un siècle réfléchi et centré son action sur l'échelle globale de la ville ou de l'agglomération, après avoir tenté de saisir la ville et l'urbanisation des trente glorieuses dans sa globalité (notamment pendant les années soixante-dix)[590], l'urbaniste des années quatre-vingt se recentrerait sur l'échelle du quartier comme cadre d'action et de « transformation sociale », accompagnant du même coup l'émergence de la pensée dite « faible » en urbanisme, se caractérisant, entre autres, selon par le passage d'un certain autoritarisme aménageur à un souci accru de participation des habitants.[591] Ce nouveau système de représentation urbanistique traduit, d'ailleurs, le développement de l'idée d'un urbanisme « concerté » avec tout le flou qui accompagne la notion – concerté avec les habitants, leurs représentants, les acteurs économiques, les collectivités locales ? Sur quelles bases ? –, se substitue progressivement, selon Chalas on l'a vu, depuis le tournant des décennies soixante et soixante-dix, à ce qu'il appelle la « pensée forte » – non plus « techniciste » et autoritaire, mais tournée vers le « débat public », se « méfiant de l'expertise » et de « l'intérêt général », traduisant un renversement du mode de gouvernance lui-même.[592] Nous estimons avec Jean-Pierre Garnier, que le spatialisme n'a pas disparu avec la « pensée forte », et la politique de la ville nous le montre bien. Ce que nous n'avons abordé auparavant que par la critique théorique en terme d'idéologies, – en relativisant cette vision de l'évolution urbanistique des cinquante dernières années en terme d'idéologie, nous sommes maintenant en mesure d'en apporter des éléments concrets, issus de la pratique. L'échelle d'action s'est simplement faite plus modeste (de l'agglomération au quartier, du global au local), ce qui renforce notre hypothèse selon laquelle l'idéologie spatialiste n'est pas un monopole de l'urbanisme ou des systèmes politiques autoritaires et dirigistes (de Le Corbusier aux modernes, du Stalinisme au Gaullisme, pour faire vite). La social-démocratie, la « démocratie de proximité » prônée par celle-ci depuis les années soixante en France n'en est pas dénuée, du moins pendant les trente glorieuses et ultérieurement. L' « urbanisme concerté » n'a lui-même aucune raison d'en être dénué. Simplement, l'échelle d'action et de réflexion urbanistiques changeant, la mise en application – en « projet » – du spatialisme se trouvent par-là même sûrement moins criante et moins flagrante, et son observation plus difficile. Chalas constate, ainsi, une tendance qui demeure soumise à exceptions. L'expertise, par exemple, ne disparaît pas, les grands travaux mitterrandiens ont souvent été considérés comme des

---

[589] CHALAS (Yves), « Les périphéries dans le discours urbanistique », *in :* CHALAS (Yves) et *la., Urbanité et périphérie. Connaissance et Reconnaissance des territoires contemporains*, Paris, ministère du Logement, Plan Construction et Architecture (Programme « Evolution des territoires contemporains »), 1997, pp. 13-68.
[590] Entretien de l'auteur avec Henri RAYMOND, juin 2006.
[591] CHALAS (Yves), *L'Invention de la ville*, Paris, Anthropos, 2000, p. 157.
[592] *Ibid.* Voir aussi CHALAS (Yves), « La gouvernance ouverte au débat public ou la pensée faible comme refondation de l'action publique », *in :* CHALAS (Yves) (dir.). *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 321-340.

actions autoritaires, les politiques du « cadre de vie », la « politique de la ville » et ses prémisses giscardiennes, prétendent améliorer une partie des problèmes sociaux urbains par l'action sur l'espace.

Cette valorisation du local par la gauche des années soixante – soixante-dix s'accompagne de celles du cadre de vie quotidienne et de participation des citoyens aux politiques publiques d'aménagement urbains, que nous avons évoquées plus haut. Et ce, tant chez les urbanistes, que chez les politiques et les sociologues :

> « S'il est une évolution marquante des idées et des pratiques dans le domaine des politiques publiques, c'est le changement de l'échelle à partir de laquelle est considéré le monde social. En une génération, le système de compréhension de type déterministe et holiste, qui s'imposait à l'imaginaire de tous, a été délaissé. […] Mais depuis les années 1970 un autre système d'intelligibilité s'est progressivement forgé et répandu. Caractérisons-le, pour être bref, par les épithètes "d'individualisme", de "pragmatisme" et "d'herméneutique » […] Dans le système actuel, ce qui apparaît comme le plus innovant par rapport au système précédent, déterministe, holiste, c'est que le territoire, en son étendue et en ses formes, n'est plus considéré comme accessoire ni comme un simple produit et reflet. Ainsi, de facto, l'échelle du "lieu" s'en trouve privilégiée et même *a priori* accréditée en tant qu'instance à la fois socialement valide (et donc techniquement et politiquement efficace) et scientifiquement pertinente. »[593]

L'émergence de la thématique du « cadre de vie » dans les années 1970 marque donc une politisation du local tout autant qu'une spatialisation du politique et de la démocratie. Le local, dans les expressions « démocratie locale » ou « démocratie de proximité » utilisées aujourd'hui doit être appréhendé dans cette filiation des années soixante-dix, en rapport avec leurs mouvements politiques et sociaux,[594] une décennie pendant laquelle le local est compris non seulement comme une échelle politique valable et pertinente, mais bien comme une entité spatiale pertinente du point de vue de la réflexion et de l'action urbanistiques.

On peut déjà quoi remarquer que si l'idéologie spatialiste est bel-et-bien présente, voire déterminante, dans l'urbanisme des grands ensembles et plus généralement dans les politiques urbaines de la période gaullienne, l'émergence de la thématique du « cadre de vie » dans les politiques publiques sous Giscard d'Estaing et dans les discours de la gauche ne la fait pas pour autant reculer. Si les positions de Sudreau, Maziol, Chalandon puis Guichard évoluent concernant l'édification des grands ensembles et l'idéologie modernisatrice qui l'accompagne, si le « dirigisme urbanistique » s'estompe au fil des années soixante au fur et à mesure que la « crise du logement » se résorbe[595], les

---

[593] GENESTIER (Philippe), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82, 1999, p. 142-143

[594] BACQUÉ (Marie-Hélène), « Démocratie participative-démocratie de proximité », *in : Conseils de quartier/mode d'emploi*, ADELS, 2002

[595] FOURCAUT (Annie), « Trois discours, une politique ? », *Urbanisme*, n° 332, dossier « Le grand ensemble, histoire et devenir », janvier-février 2002, pp. 39-45.

années Giscard et la « nouvelle politique urbaine » – celle « du cadre de vie » – sont encore marquées par l'idée d'un déterminisme spatial sur le social.

« L'urbanisme à pensée forte » qui marque la première période, pour reprendre l'expression d'Yves Chalas, assume cette idéologie et la revendique, inspiré entre autres par les préceptes de l'urbanisme moderne et l'idéologie de modernisation et de transformation socio-spatiales. Ses pratiques teintées d'autoritarisme et de dirigisme l'impose dans l'espace urbain. L'urbanisme « à pensée faible » qui lui succède peu-à-peu dans les années soixante-dix modifie cette perspective et les termes de ce déterminisme. En effet, il ne s'agit plus de « changer la ville pour changer la société » mais d' « améliorer » la vie sociale en agissant sur l'espace. A une crise du logement succède une crise urbaine, une crise de la vie urbaine. Il faut donc dorénavant « changer la ville pour changer la vie » pour reprendre cette expression, mais dans son sens premier. Et le développement du « cadre de vie », le recentrage des réflexions sur l'échelle « locale » et le passage au « qualitatif » dans l'appréhension du fait social sont à cet égard représentatifs, autant dans les politiques publiques que dans leurs contestations. « Localisme », « cadre de vie », fin du dirigisme et montée en puissance de l'idée post-soixantehuitarde de « participation » ne sont pas des substituts opposables à l'idéologie spatialiste. En fait, elles en sont une autre composante et un aboutissement logique dans un contexte urbain changeant – fin de la crise quantitative du logement et dégradations des conditions de vie et des sociabilités au sein des grands ensembles édifier pour y remédier.

Si le spatialisme parcourt les discours politisés sur la ville et l'urbain dans les années soixante et soixante-dix, que ceux-ci soient le fait des contestataires, des sociologues et des politiques (majorité comme opposition), il reste, pour l'appréhender pleinement dans ses mécanismes, son processus et dans sa logique, à l'aborder de manière systématique en tant que composante de l'idéologie politique d'une pensée particulière. Encore une fois, le choix du PSU s'est imposé par la richesse, la précision, la représentativité et l'influence de ses positions sur la ville au sein de la gauche politique. Il est en effet représentatif à la fois des discours gauchistes et de ceux des discours de la gauche institutionnelle sur la ville, en tant qu'il est lui-même tiraillé entre des positions « révolutionnaires » et « réformistes ». Nous avons décrit antérieurement cette représentativité par la description de « l'urbanisation » des discours du parti au tournant des années soixante et soixante-dix. On a vu aussi la place qu'occupaient les objets « ville » et « urbanisme » dans la rhétorique, dans la pensée et la stratégie du parti. Reste maintenant à aborder l'analyse de contenu de son discours à proprement parler, à partir d'une approche thématique, pour déterminer le statut véritable de la ville (fixe ou évoluant) dans l'idéologie générale du PSU. Ainsi nous aborderons les questions inévitables posées antérieurement du statut d' « instrument » politico-social et/ou de celui d' « enjeu » dans la stratégie et plus largement dans l'idéologie politique. Le statut effectif de la ville, de l'urbanisation et de l'urbanisme dans l'idéologie du PSU nous permettra du même coup d'apporter des éléments de

réponse sur la nature spatialiste de l'idéologie urbaine dans ce cas précis, à partir, rappelons le, des productions et discours officiels ou non-officiels du parti dont nous avons pu disposer.

II - Figures spatiales de l'aliénation et de la libération

1 - Analyse de contenu du discours du PSU : les critiques et revendications

Cadre de vie et vie quotidienne

Tout d'abord, la campagne « Notre cadre de vie livrée au capitalisme » lancée en 1969 met en avant cette notion de « cadre de vie » qui sera reprise par le milieu politique, toutes tendances confondues pendant les années soixante-dix.[596] Dans le discours du PSU, il est considéré comme aliéné (réifié par le capitalisme et réduit à sa valeur marchande) et aliénant pour l'homme qui le « consomme » et se retrouve ainsi aliéné hors de son cadre de travail (consommation des loisirs, temps hors-travail, déplacements, vie familiale). On a vu la filiation avec Henri Lefebvre qui entame, après guerre, une *Critique de la vie quotidienne* aliénée et aliénante.[597] Le PSU, dans un discours teinté de spatialisme, et qui, ici, en l'occurrence considère l'espace urbain comme une cause majeure – ou du moins comme un vecteur privilégié – de cette aliénation peut ainsi déclarer :

> « Les contraintes que la ville fait peser sur l'individu sont certainement aussi considérables, sinon parfois plus, que celles qui s'appesantissent sur l'ouvrier dans son travail.»[598]

L'idéologie spatialiste fait ici de l'espace le vecteur de l'aliénation, tout comme il pourrait en faire le médiateur de la libération de la vie sociale et quotidienne. Le développement de la thématique dans le discours des années soixante-dix se fera d'ailleurs de plus en plus spatialiste :

> «[Les luttes urbaines] sont essentielles à la remise en cause du cadre de vie que nous impose le capitalisme, et du mode de vie qu'il implique », elles « mettent à jour des aspirations à vivre autrement ». « Créer un cadre de vie rendant possible une vie sociale épanouissante, et respectant l'équilibre du milieu naturel, tel est l'objectif. »[599]

---

[596] Du programme commun de 1972 au « Projet socialiste pour la France des années quatre-vingt » en passant par le programme de Giscard en 1974.
[597] LEFEBVRE (Henri), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 *Introduction* (1947) et tome 2 *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté* (1962), Paris, L'Arche, 1958 et 1962.
[598] NEUSCHWANDER (Claude), *De l'animation à la participation. A propos de l'expérience de Sarcelles*, 25 novembre 1968, AN 581AP/66, dossier 252 : GAM.
[599] PSU, *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978, pp. 173-174.

Les discours concernant le cadre de la vie quotidienne sont critiques, avec des termes négatifs souvent empruntés au marxisme (aliénation, oppression, « écrasement » de l'individu, exploitation). Ils sont aussi parfois empreints d'une certaine forme de nostalgie (la ville d'autrefois, avec sa valeur d'usage et sa vie sociale intense en opposition à la ville moderne et à sa valeur d'échange[600], à son anomie), et ce, autant dans les discours « internes » de propagande que dans ceux destinés au public.

Ville et question sociale

La question des problèmes sociaux urbains, étroitement liée à celle que l'on vient d'exposer, est au cœur des réflexions du PSU en ce qui concerne la ville. Le parti n'hésite d'ailleurs pas à s'appuyer sur les travaux de sociologues comme Raymond Ledrut ou Paul-Henry Chombart de Lauwe, voire à réaliser les siens propres (questionnaires et enquêtes HLM en 1968[601], « cadre de vie » en 1969[602]).

> « Le cadre de vie traduit dans l'espace les structures de la société capitaliste. La ségrégation des classes impliquant la ségrégation dans l'espace. La bourgeoisie se réserve les beaux quartiers du centre ou les sites boisés de périphérie, les prolétaires sont relégués dans les banlieues, les couches populaires cloisonnées et isolées, les ouvriers dans les HLM des grands ensembles, les immigrés dans les foyers-taudis et les bidonvilles, les vieillards dans les hospices, les jeunes travailleurs dans les foyers répressifs, les étudiants dans les cités universitaires. […] Le travailleur est cantonné dans son logement [qui] devient le lieu de fixation de toutes ses aspirations, de programmation de toutes ses activités sociales en dehors du travail. »[603]
>
> « La ville est l'instrument de domination de la classe dirigeante qui conforte son pouvoir en annihilant toute possibilité de contacts humains, de communication sociale, d'organisation collective, de responsabilité, par la ségrégation systématique des hommes et de leurs activités réparties dans des zones. »[604]

Les discours sur ces thèmes sont d'ordre revendicatif. Les « fiches techniques » ou « livres noirs » qui les abordent suivent presque systématiquement le même schéma : historique, analyse et critique de la situation, puis nécessité d'agir et de lutter, sans que rien ne soit véritablement proposé.

---

[600] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville,* Paris, Le Seuil, 1974.
[601] AN, 581AP/67, dossier 261 : Commission d'action municipale. HLM Congrès à Grenoble de l'Union Nationale des fédérations d'organismes HLM. (1968).
[602] AN, 581AP/67, dossier 256 : Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970).
[603] PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973, pp. 171-172.
[604] Socialisme et vie urbaine : Mouvement pour le droit à la ville, *Pour le droit à la ville,* AN, 581AP/67, dossier 263.

L'urbanisme et la gestion urbaine

L'urbanisme et la gestion de la ville sont bien évidemment souvent décriés, qu'il s'agisse du manque d'information et de participation des habitants ou de l'urbanisme moderne – avec le zonage – D'autres points sont perpétuellement soulevés, soit sous la voie d'analyses et de réflexions pour les stratégies de campagne électorales locales, soit sous la forme d'information aux habitants, dans les tracts, revues, programmes politiques. Deux modes communicationnels servent en effet à diffuser la critique : la propagande « interne » (correspondance, revues internes, documentation) et « externe » pointant plus les répercussions « quotidiennes » de l'urbanisme (revues destinées au public, tracts). Ainsi le développement de l'automobile, le manque et la cherté des transports en commun, l'éloignement domicile-travail pour les banlieusards, la spéculation foncière et immobilière, le manque d'espaces verts rentrent dans cette propagande externe. Mais la question récurrente, celle qui revient hors de toute conjoncture spéciale est celle du mode de production capitaliste de l'espace et qui interroge en retour les formes de luttes et les réflexions à adopter concernant l'espace urbain, ainsi que leur place dans la « stratégie anticapitaliste en tenaille »[605] du parti.

Cependant, les discours sur l'urbanisme, parfois théoriques, électoralistes ou stratégiques, mais toujours critiques, se révèlent bien souvent conjoncturels, « en réaction à » la politique foncière, à des projets urbains particuliers – les Halles, les autoroutes, les rénovations-expulsions, les politiques du logement social, la politique foncière –. Le mode de production capitaliste et étatique de l'espace tout comme le mode de gestion des villes, réservés aux élus, techniciens ou spécialistes sont fustigés systématiquement.

2 - Thématique urbaines abordées par le PSU

A partir de ses archives, nous avons pu tout d'abord regrouper les thématiques/revendications du PSU concernant la question urbaine, selon leurs occurrences principales, en trois ensembles :

- les revendications propres à la ville, à l'urbanisation et à leurs composantes :
  - Globalement, le « cadre de vie » aliénant et aliéné par le capitalisme, la vie quotidienne.
  - le logement et l'habitat ainsi que les thèmes qui leur sont associés (loyers, salubrité, occupation, situation),
  - les transports (les transports en communs et leurs conditions, leurs prix, le développement de l'automobile),
  - les grands ensembles et leurs processus de production,

[605] GONTCHAROFF (Georges), « Pré-rapport destiné à une première discussion du Bureau National du 4 avril 1970, pour préparer le Conseil National des 26-27 et 28 juin 1970 », AN, 581AP/67, dossier 256 ; MALTERRE (Jacques), « Entreprise, cadre de vie », *Tribune socialiste* 26-3-1970.

- les villes nouvelles,
- les équipements (collectifs, socioculturels, espaces verts),
- la propriété privée et la spéculation foncière,
- les rénovations, les expulsions,
- les équipements commerciaux et les grandes surfaces,
- le modernisme architectural et urbanistique,
- la banlieue (colonisée),
- l'urbanisation et la colonisation des campagnes,
- les législations et les politiques urbaines (Loi LOF dénaturée, politique Chalandon).

- Les problèmes sociaux urbains
  - la ségrégation socio-spatiale,
  - les logements sociaux (HLM),
  - les besoins des habitants et usagers,
  - l'insalubrité,
  - la consommation passive,
  - l'éloignement domicile-travail,
  - les problèmes environnementaux, plus rarement,
  - la vie sociale urbaine en général.
- La gestion et la maîtrise de l'urbanisme et des problèmes urbains
  - La participation et l'autogestion
  - l'animation
  - l'urbanisme (total et démocratique)
  - les luttes urbaines et des habitants
  - la démocratie locale
  - la stratégie du pouvoir local, le municipalisme, les élections : la question municipale réapparaît à chaque échéance électorale (il s'agit de la base d'élus du PSU)
  - les liens avec les GAM, l'ADELS et les associations de quartier, les stratégies de lutte dans le « secteur du cadre de vie » et les alliances possibles.

Ces thématiques possèdent, dans les textes, la caractéristique d'être dans la plupart des cas abordées sous l'angle de la critique, de l'état des lieux, parfois de l'information pédagogique et sous l'angle programmatique. Il nous serait impossible, ici, de faire le tour des différentes critiques et revendications du PSU relatives à la ville et aux politiques et interventions urbaines. C'est pourquoi nous aborderons seulement les plus significatives en les regroupant pour en analyser le caractère idéologique.

La spéculation foncière

La question foncière, tout comme au PCF et au PS, encore marqués par une critique marxiste d'ordre économiste, constitue l'une des bases de la critique urbaine du PSU. La spéculation foncière y est décrite comme « scandaleuse » en tant qu'elle se réalise « au détriment de la collectivité. »[606] Elle symbolise la fameuse « mainmise » du capitalisme sur le « cadre de vie » :

> « Certains (banques, particuliers) s'enrichissent en exploitant les besoins élémentaires en logement, en transport, en loisir, en spéculant sur les besoins d'espaces. »[607]

Sa critique est la poutre maîtresse de toutes les autres, avec bien sûr la critique de l'action publique (de l'Etat), qui notamment la permet voire l'encourage par les lois ou par leurs failles:

> « Comment se définit le plan d'urbanisme ? Depuis 1967 [loi LOF], la loi prévoit un SDAU organisé conjointement par la municipalité et par l'Etat. Les ZUP sont créées par décision ministérielle sur proposition des municipalités. Les transactions des terrains doivent y être contrôlées. Les sociétés comme la SEMAEB interviennent alors (droit de préemption sur les terrains, les achète, les équipe, les revend aux promoteurs). Le prix d'achat est décidé le jour de la création de la ZUP […] (pas de spéculation possible avant l'achat). Les prix des équipements [sont] ensuite répercutés par les promoteurs sur le prix des loyers. »[608]

« L'espace devient une denrée rare, donc, devient matière à spéculation à condition de faire l'objet d'appropriation privée ».[609] La politique socialiste du logement proposée par le PSU revient donc à « supprimer complètement la spéculation foncière » qui fait que « le prix du logement est excessif et continue de monter » pendant que les « promoteurs construisent et vendent du luxe ».[610] Dans cette perspective, la résolution du problème foncier dépend donc, selon une conception purement marxiste, de la « collectivisation des sols immédiatement urbanisables et [de la] mise en réserve des terrains entourant les agglomérations (droit de préemption, avec un contrôle effectif par les municipalités). »[611]

---

[606] PSU, brochure : « Le service national de l'habitat », numéro spécial du *Courrier du PSU*, Paris, octobre 1961, p. 10, AN, 581AP/67, dossier 260 : PSU, commission nationale « action et implantation locale et municipale », Groupe de travail Habitat (début des années 60).
[607] AN, 581AP/67, dossier 263 : Socialisme et vie urbaine. Mouvement pour le droit à la ville.
[608] Fédération du PSU d'Ille et Vilaine, Section Villejean, *Rapports sur l'urbanisme et le cadre de vie*, printemps 1970, AN, 581AP/67, dossier 256 : Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970) Circulaires (1969-1970), activités des fédés sur la campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme ».
[609] AN, 581AP/67, dossier 255 : campagne « la ville livrée au capitalisme ». (1969)
[610] ROCARD (Michel), « Interview de Michel Rocard à France Inter », 20 mai, 27, 28, 29 et 30 mai 1969, campagne présidentielle, par Pierre Charpentier, Georges Montaron et Edouard Guilbert.
[611] PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973.

La politique foncière que propose le parti consiste ainsi en une suppression de la spéculation privée et un renforcement du rôle, des moyens financiers et des prérogatives des collectivités locales (municipalités, etc.). Ces dernières doivent acquérir des réserves foncières aux dépens de l'Etat, qui s'est montré jusqu'à présent et à ses yeux coupable de servir les intérêts du capital, des promoteurs et des propriétaires. Ce droit de préemption doit bien évidemment servir à permettre la réalisation de nombreux logements sociaux. Dans une perspective qui peut sembler assez proche de celle des communistes, excepté toutefois en ce qui concerne le « contrôle habitant », la législation sera de même renforcée et devra être appliquée à la lettre :

> « La lutte contre la spéculation foncière et immobilière [inclut que] des possibilités financières [soient] données aux collectivités locales et organismes publics [afin] d'exercer un droit de préemption sur tous les terrains [et de permettre] la constitution de réserves foncières. Les refus des dérogations aux POS [seront systématisés, ainsi que] le respect des plans d'urbanisme [et le] contrôle des habitants sur l'exécution des conventions de ZAC. »[612]
>
> « Une attention particulière doit être portée à la politique foncière, des mesures concrètes devant être prises : reconnaître le droit de préemption général, au bénéfice des collectivités publiques et limiter les prix, par une réglementation stricte empêchant toute spéculation. » [613]

Lorsqu'il s'agit de « collectivisation » des sols à bâtir, c'est donc plus de « municipalisation » que de nationalisation dont il s'agit. Ceci s'inscrivant dans la perspective autogestionnaire et donc anti-étatiste du PSU, qu'il s'agisse des régimes gaullistes pompidolien ou giscardien. Cette municipalisation des sols à urbaniser permettant aux « collectivités locales de récupérer les plus-values foncières déjà réalisées » n'est destinée qu'à « lutter contre la propriété privée », à « construire un meilleur marché » et à « aménager convenablement les villes », notamment en « évitant le rejet des prolétaires en périphérie ». [614] Nous retrouvons là encore une fois le « droit à la centralité » lefèbvrien et le souci anti-ségrégatif.

Les rénovations urbaines et les expulsions

Dans le premier groupe de revendications, les rénovations urbaines trouvent également une place privilégiée dans les attaques du PSU, dans lesquelles elles sont assimilées, comme chez les gauchistes, à des « déportations ». Elles sont en effet uniquement perçues et abordées en rapport avec les thèmes de l'enlaidissement des villes, les expulsions et la non prise en compte de la parole des

---

[612] PSU, Bureau national, « Proposition concernant : Objectifs sociaux : Le cadre de vie », A – « Le Logement » Paris, 16 Janvier 1974, AN, 581 AP/67, dossier 258 : Secteur/ groupe « Cadre de vie » (1974).
[613] PSU, « Projet de déclaration » du 1-6-66, en vue de la Rencontre nationale pour le logement social (12 juin 1966), AN, 581AP/67.
[614] PSU, Secrétariat national, *Projet de programme du parti, PSU,* Paris, 20 janv. 1962, n°1 – « Logement-Habitat-Urbanisme », AN, 581AP/67 dossier 260 : Dossier. PSU, commission nationale « action et implantation locale et municipale », Groupe de travail Habitat (début des années 60).

habitants et usagers. Au-delà de la brutalité de certaines opérations de « rénovations-expulsions », c'est l'aspect esthétique de ces opérations, leur caractère spéculatif et les conséquences sociales qu'elles entraînent dans la ville qui sont décriés.

Un des exemples en est le commentaire sur l'opération des Halles que nous pouvons relever dans le « Livre noir » qui leur est consacré.[615] La société d'aménagement (la SEMAH) est qualifiée de « bourreau » exécutant le cœur de Paris, à la fois esthétiquement, fonctionnellement et socialement. Esthétiquement et fonctionnellement, l'opération témoignerait d'une « volonté du pouvoir de refaire le quartier à son image » (affaires, bureaux, spéculation, finance). Le « trou », destiné à on ne sait quelle utilisation, témoignerait également de l'incapacité d'une intervention urbanistique volontaire face « aux puissances de l'argent » et à la spéculation. Enfin, les équipements sociaux et culturels ainsi que les espaces verts – et ce, malgré les attentes des habitants – y sont relégués au second plan, au profit de la circulation, comme souvent dans les opérations de rénovation des centres à cette époque, comme le montrent les citations suivantes :

Socialement, l'opération ne servirait qu'à favoriser le départ des « travailleurs hors de Paris » : « les promoteurs cassent et les travailleurs payent », « l'état capitaliste laisse carte blanche », les « travailleurs [sont] exilés, remplacés par des bureaux ou des habitants aisés », « le pouvoir transforme le cœur de Paris en quartier pour riches […], pour les privilégiés qui peuvent payer les prix forts pour quelques vieilles pierres ou quelques vieilles poutres, la moquette et la cuisine ultramoderne ». Tout cela n'est destiné, en fin de compte, qu'à faire du centre de la capitale un « quartier sûr » vidé de ses populations dangereuses. La rhétorique interprétative n'est ici pas très originale, mais le PSU, – accompagné du PCF dans une moindre mesure – est un des seuls partis à appeler à l'époque à l'union pour la défense des quartiers populaires en cour de rénovation. Les critiques adressées ne devant servir, à terme que d'informations et d' « instruments de lutte » contre l'urbanisme capitaliste.

Les termes employés, sont d'une manière générale, assez forts, mais concernent surtout la défense des intérêts des couches populaires et ce que l'on pourrait nommer leur « droit à la ville » ou « à la centralité ». L'influence de Lefebvre, de son analyse des travaux d'Haussmann et de son intérêt pour la « centralité », est ici manifeste.

D'une manière générale, les opérations de rénovations urbaines – lancées en France à la fin des années cinquante – sont fustigées par le PSU en ce qu'elles accentuent la ségrégation et favorisent le déplacement vers les périphéries des populations les plus paupérisées, mais aussi en ce qu'elles dénaturent esthétiquement le centre des villes, et notamment de Paris.

On voit par exemple le PSU investir des comités de défense de quartiers à la fin des années soixante (comme celui du XV^{e} arrondissement en 1967),[616] organiser la « résistance ouvrière face aux expulsions » et à l' « urbanisme-parking », pour « rendre Paris aux travailleurs » avec les trotskystes

---

[615] Parti socialiste unifié (sections des 1ers, 2 e, 3 e et 4 e arrondissements), *Les Halles. Livre noir*, non daté.
[616] AN, 581AP/7

de Lutte Ouvrière (notamment dans les V^e^ et VI^e^ arrondissements), [617] ou encore rédiger et diffuser des tracts tels que « Non aux expulsions. Droit au logement pour tous » en 1976.[618] (**Cf. Document 27)** Dans ce tract, le PSU dénonce les expulsions dictées par la « politique Giscard-Barre et des promoteurs-banquiers » . Ces expulsions sont dues à la baisse du pouvoir d'achat, parallèle à la hausse des loyers (notamment en Région parisienne), aux saisies et aux « rénovations spéculatives ».

Les propositions concernant les procédures de rénovation urbaine peuvent se résumer assez facilement. Elles ne doivent tout d'abord en aucun cas être « laissées entre les mains des sociétés privées à but lucratif » et permettre « une garantie de relogement préalable des expulsés. »[619] Plus tard, le parti précisera ses ambitions par la nécessité, encore une fois, d'un « contrôle » habitant des opérations, de l'« arrêt des expulsions », ou, tout du moins d'un droit au relogement « sur place », de la mise en place d'indemnités pour les expulsés, et du « maintien dans les lieux jusqu'à acceptation du relogement. »[620] Ces revendications ne divergent d'ailleurs pas de celles de la gauche et des mouvements sociaux urbains de cette époque.

Le logement, l'habitat et les logements sociaux

Au début des années soixante, on l'a vu[621], le discours, les idées et les propositions du PSU relatifs à la ville se cantonnent aux problèmes du logement (loyers, charges, rénovations, expulsions, droit au logement, proposition d'un « service national de l'habitat » destiné à l'information des habitants) pour, au fur et à mesure, changer d'échelle et aborder les politiques urbaines et les territoires urbains dans leur ensemble. Ceci est entre autres dû aux liens du parti avec les sociologues urbains – notamment l'influence d'Henri Lefebvre et de son *Droit à la ville* de 1968 – et les mouvements sociaux urbains – conseils de quartier, conseils de résidents dans les grands ensembles, GAM, ADELS – dont les revendications concernent bien sûr l'habitat, mais s'étendent aussi à son environnement – quartier, ville, espace public, espaces verts, équipement socio-culturels, infrastructures, transports en commun – et à des questions d'ordre plus général – politiques urbaines, gestion urbaine, loisirs, consommation, cadre de vie et vie quotidienne, centralité et périphérie, ségrégations et mixité, urbanisme, participation, etc.

---

[617] AN, 78AJ/39.
[618] AN, 78AJ/43.
[619] Projet de lettre PSU, groupe de travail « Habitat », AN, 581AP/67, rencontre nationale pour le logement social (12 juin 1966).
[620] PSU, Bureau national « Proposition concernant : Objectifs sociaux : Le cadre de vie », Paris, 16 Janvier 1974, AN, 581 AP/67, dossier 258 : Secteur/ groupe « Cadre de vie » (1974).
[621] Cf. *Supra*, troisième partie, chapitre1, I, 3.

Document 27 : Tract PSU contre les expulsions, 1976.

PSU

NON AUX EXPULSIONS
DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS

Déjà, 5000 demandes d'expulsions sont en instance dans les commissariats de police à Paris, en prévision de la reprise des opérations à partir du 1er avril. Dans la région parisienne, ce sont des dizaines de milliers d'autres qui sont prévues.

CETTE SITUATION EST LE RÉSULTAT DE LA POLITIQUE CONSTANTE DU GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE ET DES PROMOTEURS-BANQUIERS.

Le plan Barre organise la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs et des couches populaires alors que les loyers sont en hausse constante et que la flambée des charges, souvent abusives, en fait un deuxième loyer.

De leur côté, les promoteurs-banquiers, à la recherche du profit maximum, ne construisent que pour les gens riches, alimentent la spéculation foncière et pratiquent une politique de logements vides pour faire monter les prix des appartements.

A Paris, la ville -qui possède un important parc immobilier- se conduit comme un promoteur privé :

- elle pratique une rénovation spéculative
- elle vend ses appartements et immeubles
- elle refuse de rendre public son patrimoine exact et de définir une politique sociale du logement en faveur des mal-logés.

SI ON LAISSE FAIRE GISCARD, BARRE, CHIRAC, SE LOGER OU CONSERVER SON LOGEMENT DEVIENDRA IMPOSSIBLE.

Face à cette politique systématique de hausse du coût du logement qui entraînera inévitablement la multiplication des saisies et des expulsions, *IL FAUT IMPOSER LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS.*

Le P.S.U. propose

- d'organiser au niveau de chaque quartier une mobilisation unitaire de la population et de ses organisations politiques, syndicales et associations locales, pour s'opposer à toutes les saisies et expulsions.
- *d'imposer l'abrogation des lois les organisant.*
- de lutter pour la réquisition des logements vides au profit des mal-logés et de soutenir les occupations décidées par les organisations démocratiques de quartier.
- *d'exiger des collectivités locales l'élaboration, sous le contrôle de la population, d'une politique sociale du logement à laquelle devront se soumettre les promoteurs privés. Elle devra permettre la réalisation du droit au logement pour tout :*

A CHACUN DES LOGEMENTS SELON SES BESOINS

DES LOYERS PROPORTIONNES AUX REVENUS

REFUS COLLECTIF DES SAISIES ET EXPULSIONS

IMPOSONS ENSEMBLE LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS

Secteur Cadre de Vie
9, rue Bonnomée - 75015 Paris

Imp. Spéc.

Source : AN, 78AJ/43.

Le logement, loin d'avoir disparu des discours critiques, ne constitue plus alors qu'un des cadres et des supports parmi d'autres de « l'aliénation » de la vie quotidienne des individus et des groupes dans l'espace urbain. Il « subit », comme l'urbanisme, les « conséquences du mode de production capitaliste ».[622] Le lancement, au début des années soixante et en 1968, d'éphémères campagnes sur « le logement et ses prolongements sociaux »[623] et « logement et vie urbaine »[624] et celui, en 1969, d'une campagne « cadre de vie » et d'un « mouvement pour le droit à la ville », sont représentatifs de ce glissement des discours, que nous avons analysé dans son contexte intellectuel et urbanistique. C'est-à-dire fin de la reconstruction pendant laquelle le logement était favorisé, grands ensembles et ZUP, création du ministère de l'Equipement, villes nouvelles, marxisation et développement de la sociologie urbaine.

Lorsque le logement est abordé dans les discours du PSU, il est de plus en plus lié à son environnement urbain. Les questions des loyers, de la salubrité et des occupations sont toujours bien sûr présentes, mais aussi celles de la situation, de la dénonciation de l'éloignement domicile-travail, des relations de l'habitat avec les équipements, notamment dans les grands ensembles. Le logement est également de plus en plus abordé par rapport à son potentiel d'instrument de lutte conte le pouvoir (information aux habitants, propagande, intérêt et noyautage des luttes pour le logement). Son aspect marchand est, encore, mis en avant (logement-marchandise contre « droit au logement »). Mais le discours n'est pas simplement critique. En effet, le PSU tente aussi quelques propositions : municipalisation des sols, on l'a vu, droit à un logement de qualité pour tous, contrôle habitant, extension quantitative des logements sociaux, allongement de la durée de crédit. Si la construction de logements sociaux « pour les travailleurs » est réclamée « à court terme » par le PSU, à long terme, le parti vise leur « disparition ».[625] Nécessaires et insuffisants dans la société française actuelle, ils n'auront plus lieu d'être dans la « société socialiste ». L'utopie politique et sociétale du PSU s'inscrit donc dans sa stratégie, ses réflexions et son programme urbains.

Le PSU se fera d'ailleurs critique envers « l'urbanisme parcellaire » et le zonage qui traitent le problème du logement indépendamment de celui des équipements et des transports publics). A l'inverse, il prône un urbanisme établissant un « lien géographique » entre le logement, « les besoins et l'aménagement du territoire », avec une priorité au logement social. [626]

Le glissement de la focalisation de l'objet « logement » à la volonté d'appréhension globale de l'urbain dont nous avons parlé dans les années soixante peut tout d'abord être simplement expliqué par le contexte urbanistique des années soixante. On voit la France passer de la reconstruction d'après-

[622] *Charte du PSU*, AN, 581AP/6
[623] AN, 581AP/67, dossier 260.
[624] AN, 581AP/8.
[625] PSU, Commission cadre de vie, « La ville », n.d., AN, 581AP/67.
[626] PSU, Secrétariat national, *Projet de programme du parti*, Paris, 20 janvier 1962, AN, 581AP/67, dossier 260.

guerre, pendant laquelle l'aspect quantitatif du logement était favorisé, à la politique d'urbanisation périphérique des grands ensembles pour répondre aux besoins en logement, puis des villes nouvelles. Les échelles d'intervention des politiques urbaines devancent bien évidemment les critiques qui peuvent en être faite de manière conjoncturelle. L'idéologie du PSU relative à la ville se construit dans ce contexte. Outre le contexte politique, social et urbanistique, plusieurs influences doivent être notées pour expliquer cette évolution laissant passer le parti d'un diagnostic de la crise du logement à celle de la critique de l'urbanisme et de la ville : celles des mouvements sociaux et des organisations de militants de « terrain », ayant la ville et sa gestion pour objets, et dépassant les simples revendications sur le logement. On a pu déjà citer celle de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale – ADELS, fondée en 1958 et dont le président est alors un jeune militant du PSU, Michel Rocard, et qui en deviendra secrétaire général en 1967. On pourra encore remarquer celle des Groupes d'action municipale (GAM), d'Hubert Dubedout et de Robert de Caumont, très proches du PSU à la fin des années 60 Les revendications des GAM portent sur des problèmes urbains aussi divers que le logement, les transports, les équipements ou la participation. Nous mentionnons également que le PSU est implanté à l'époque dans la Confédération générale du logement (CGL), issue des mouvements héritiers de l'abbé Pierre dans les années cinquante et concurrente de la CNL communiste, ou encore dans les conseils de résidents de grands ensembles et les comités de quartiers. Le militantisme de terrain permet d'entrevoir les problèmes sociaux concrets des habitants, permettant par-là même de ne plus se concentrer sur les problèmes quantitatifs, juridiques et économiques du logement.

Mais la fin des années soixante voit aussi, rappelons-le, l'essor et du développement de la recherche urbaine (1967) et plus particulièrement de la sociologie urbaine (colloque Royaumont 68). Cette recherche urbaine, notamment la sociologie urbaine marxiste, a une grande influence sur le développement de la pensée du PSU. Le parti, orienté dans des schémas d'analyse et de critique marxistes de la société et du contexte politico-économique, est en effet fortement marqué par la pensée urbaine d'Henri Lefebvre. Ce sociologue et philosophe n'appartenant plus au PCF, est proche intellectuellement et personnellement à l'époque d'un certain nombre de responsables et de théoriciens du PSU (Serge Mallet, Gilles Martinet, Claude Bourdet, Claude Domenach et Michel Rocard [627]). Il est tenté par les idées autogestionnaires et est souvent interviewé dans *Tribune du socialisme*, l'hebdomadaire du parti. Il influence directement la théorisation de la ville du PSU, influence d'ailleurs revendiquée au point que ce dernier lui reprend ses idées comme lors de la mise en place du « mouvement pour le droit à la ville » en 1968.[628]

Toutefois, introduire la problématique urbaine dans la réflexion politique est une chose, articuler des réflexions sur le logement, la ville, à partir du concept marxiste d'aliénation et du concept

---

[627] Voir TREBITCH (Michel), « Henri Lefebvre et l'autogestion », *in :* GEORGI (Frank) (sous la dir. de), *Autogestion : la dernière utopie ?*, Publication de la Sorbonne, Paris, 2003, p.68 et HESS (Rémi), *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Métaillé, Paris, 1988, p.175.

[628] Henri Lefebvre publie son « droit à la ville » cette même année, en 1968.

lefèbvrien de quotidienneté en est une autre. Nous allons à présent essayer d'analyser la formulation, ou plutôt la formation et l'évolution de pensée politique du PSU sur l'espace urbain à partir des questions du logement et de l'habitat, en nous attachant aux deux « moments » de cette pensée – celle portant exclusivement sur le logement au début des années soixante et celle sur le « cadre de vie » à la fin de la décennie et au début de la suivante – et en essayant de faire ressortir, dans la critique de la politique du logement, ce qui préfigure la critique de la ville : autrement dit, l'éventuelle articulation logement/cadre de vie.

Entre 1960 et 1966, on a vu que la question urbaine n'était abordée par le PSU qu'en termes de logement et d'habitat. Toutefois, le logement n'est abordé que de manière quantitative en réponse à la crise, rarement par rapport aux modes de vie, à la vie quotidienne et aux conditions de logement, autrement dit, à l'échelle individuelle. Le lancement du « Service national de l'habitat » en 1961[629], amène le PSU à établir un diagnostic de la crise du logement. Les revendications portent, alors, sur le manque de logements, notamment sociaux, les hausses des loyers, le manque de crédits, la spéculation et la privatisation du secteur du logement social, revendications qui sont d'ailleurs assez proches de celles des communistes. Les propositions, quant à elles, portent sur la construction, la fiscalisation et des objectifs globaux comme la municipalisation des sols pour prévenir la spéculation et le droit au logement pour tous en fonction de ses besoins et de ses revenus, s'opposant au « logement – marchandise ». Pour cela, le PSU en appelle à un « service public » du logement destiné à une meilleure gestion, et surtout, à lutter contre la marchandisation du secteur. Le SNH, destiné à devenir l'instrument d'une « politique socialiste de l'habitat », ne fait bien sûr pas abstraction de l'urbanisme, qualifié de « prolongement » de l'habitat.

> « Le problème du logement dans une conception globale qui vise à l'affirmation de l'homme, ne peut être dissocié d'une véritable politique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme »[630]

Cette politique aboutit à empêcher l'exode rural, à décentraliser, à développer des pôles de croissances en province, à éviter les ségrégations urbaines, à « créer des unités de vie sociale à taille humaine », à « favoriser la vie sociale » et à « lutter contre l'anonymat urbain », par exemple, mais sans qu'aucun véritable programme ne soit mis en avant. Le terme d' « habitat » n'est pas neutre, renvoyant également aux conditions de logement et à l'environnement du logement comme cellule d'habitation. Mais les réflexions « hors logement » restent somme toute assez rares et bien souvent limitées à des slogans. D'autres sujets, tels que les transports, sont également abordés par le PSU mais de manière plus ponctuelle et déconnectée d'une vision globale des problèmes urbains.

---

[629] PSU, Groupe de travail « Habitat », « Le Service national de l'habitat », numéro spécial du *Courrier du PSU*, octobre 1961, 16 p., AN 581AP/67.
[630] *Id.*

En 1962, dans la « campagne sur le logement et ses prolongements sociaux », la « crise du logement » apparaît là encore comme un des sujets importants de réflexion et de revendications du PSU. Cependant, cette éphémère campagne prévoit d'organiser les fédérations localement autour du problème du logement ainsi que des groupes d'action et de réflexion. De là, on passe donc à d'autres revendications et constats à partir du travail de terrain. Les « prolongements sociaux » marquent d'ailleurs, dans la rhétorique, les prémices d'un élargissement dans la représentation des problèmes urbains. Les réflexions sur le nombre insuffisant de logements sociaux, les loyers, le droit au logement et la spéculation sont toujours présentes, mais l'apparition de constats sur le mal logement et le manque d'équipements (notamment dans les grands ensembles) amène le parti à vouloir :

> « mener aussi bien une action collective limitée à tel aspect sensible dans un secteur déterminé, que de proposer un plan cohérent de solution globale. La campagne que nous voulons engager ne se limite pas aux revendications particulières du logement mais entend aborder toute une série de questions complémentaires : grands ensembles, rénovation urbaine, urbanisme, gestion nouvelle des cités. » [631]

Enfin, autre date importante, le PSU participe, en 1966, on l'a vu, à une « rencontre pour le logement social » organisée par les communistes, la CNL et des personnalités comme Chombart de Lauwe. Elle vise à proposer des éléments pour une politique nationale du logement (augmentation de la construction de logements sociaux, dégagement des crédits nécessaires, élargissement de l'allocation familiale et des logements sociaux, limitation et contrôle des hausses de loyers). Les communistes s'intéressant conjoncturellement à la crise du logement, le PSU souhaite investir ce secteur de revendication, apportant sa touche personnelle, telle le droit au logement ou la participation.

A partir de la fin des années soixante, le PSU n'aborde plus seulement le logement en terme quantitatifs et globaux mais élargit dorénavant son champ d'investigation au social entendu au niveau qualitatif (les modes de vie, les conditions de logement, la vie quotidienne), ce qui donnera naissance à la « campagne cadre de vie » en 1969 déjà mentionnée. Avec cette campagne, on passe réellement de la critique de la politique du logement à la critique de la ville capitaliste et de l'urbanisme, qui ne se préoccuperait, justement, que du secteur du logement. Le « secteur cadre de vie » devient primordial et une « commission urbanisme » est même créée au PSU, ainsi que divers sections ou groupes de travail sur la ville s'ajoutant au seul groupe de travail « habitat » pré-existant. Dès 1968, une « campagne d'action logement et vie urbaine » est lancée au PSU, ainsi qu'une « campagne transport ». Outre l'élargissement, l'appellation « logement et vie urbaine » marque bien un tournant « qualitatif » de la pensée du PSU sur le logement. Conjoncturellement, la deuxième gauche et le PSU se renforcent avec

[631] Commission nationale d'action municipale et locale du PSU, Groupe de travail « habitat », Paris, 1962, AN, 581AP/67, dossier 260.

cette fameuse « stratégie en tenaille »[632] visant à attaquer le capitalisme et ses conséquences dans le cadre de travail et de production (chaque militant du PSU doit être syndiqué) et dans le cadre de vie (noyautage ou création de conseils de résident et d'usagers), visant l'information, la prise de conscience et à l'instrumentalisation des insatisfactions.

La lutte pour le logement toujours présente dans la campagne « cadre de vie » à la fin des années soixante, est perçue dorénavant comme une lutte parcellaire[633] devant s'inscrire dans un tout, la lutte plus globale pour le cadre de vie, intégrant des réflexions concernant les relations entre la ville et le mode de production capitaliste, l'urbanisme et l'Etat, même si les actions concrètes, elles, ne concerne presque qu'exclusivement le domaine du logement. Notons, qu'en 1968, dans *Le Droit à la ville,* Lefebvre énonçait :

> « L'habitat ne constitue pas la ville et elle ne peut se définir par cette fonction isolée […] On dissout l'urbain dans la planification industrielle ou/et dans l'habitat [l'immédiat]. Les questions du logement et de l'habitat relèvent d'une politique du logement et de techniques architecturales. [Elles relèvent de] l'urgence et ont masqué les problèmes de la ville et de la société urbaine. »[634]

Le PSU parle ainsi de plus en plus souvent du logement et de son environnement, qu'il s'agisse du quartier, des équipements collectifs, des équipements socio-culturels, des espaces verts, des infrastructures ou encore des transports en commun. Pour résumer, on fait de moins en moins allusion de la situation de l' « habitant » et, de plus en plus, à celle de l' « usager », du « travailleur – habitant », « circulant ».[635] Autre exemple révélateur, en 1968, le PSU revendique un « syndicalisme de l'habitat »[636] pour en arriver à un « syndicalisme du cadre de vie » en 1975[637], regroupant habitants, usagers et travailleurs du bâtiment.

Enfin, en 1970, le lancement du mouvement « socialisme et vie urbaine : mouvement pour le droit à la ville » dénonce, – de même que Lefebvre au sujet de la parcellarisation des sciences de la ville[638]–, la parcellarisation des luttes pour la ville. On y notera aussi la présence de professionnels ou chercheurs tels que Gustave Massiah, économiste, un des instigateurs de la campagne « cadre de vie » du parti et professeur à l'Ecole d'architecture de la Villette ou encore Pierre Di Méglio, enseignant à l'IUP-Dauphine.

---

[632] MALTERRE (Jacques), « Entreprise, cadre de vie », *Tribune socialiste* 26-3-1970.
[633] *PSU Information*, n° 42, novembre 1975.
[634] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, pp. 68-83-144.
[635] Stage PSU Région Centre. Notre cadre de vie livré au capitalisme, n. p., n. d., AN, 581AP/67, dossier 256 : Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970), Activités des fédés sur la campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme.
[636] NEUSCHWANDER (Claude), « De l'animation à la participation (à propos de l'expérience de Sarcelles) », 25 novembre 1968, AN, 581AP/66, dossier 252 : GAM.
[637] COURTIS (Alain), « Problèmes de l'urbanisme et du cadre de vie dans les villes », *PSU Information*, n° 42, novembre 1975.
[638] LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, *op. cit.*

Ce mouvement – cette association – constitue la suite de la campagne cadre de vie mais élargie à d'autres mouvements socialistes et autogestionnaires. La question du logement n'est pas absente (Cf., une campagne lancée pour la « défense du logement social »)[639], mais elle n'est plus qu'un objet de la lutte parmi d'autres. Le PSU cherche à l'époque à aboutir à un « programme socialiste de la ville » dans son ensemble, et non plus à une « politique socialiste de l'habitat » comme en 1961. Les luttes pour le logement (souvent le locatif social) se cantonnent à la défense, à la réaction : on cherche les moyens pour éviter que la situation empire dans le contexte présent, ce qui est loin de l'esprit utopiste général du mouvement visant une autre « *vie urbaine* » et un autre type d'organisation de l'espace. Ainsi, on passe d'une vision selon laquelle l'urbanisme est un « prolongement » de la politique du logement à une vision selon laquelle la situation du logement n'est qu'un des aspects des méfaits du capitalisme sur la ville et selon laquelle l'habitat n'est qu'un des éléments de la ville parmi d'autres. Tout cela se passe bien sûr dans une optique idéologique et spatialiste, où la transformation des conditions de logement et un nouvel urbanisme transformeront les modes de vie, les rapports sociaux et la société française dorénavant majoritairement urbaine.

L'articulation logement/ville – nous pourrions dire la raison essentielle du glissement du PSU du logement à l'urbain –, c'est ce basculement, dans l'idéologie du parti, de la notion de « cadre de vie » étroitement lié à la critique de l'aliénation de la vie quotidienne. Là encore, l'influence de Lefebvre, qui entame, dès l'après guerre, sa *critique de la vie quotidienne* aliénée et aliénante[640] semble manifeste. Certes, le logement, comme la ville, se situent « au niveau de la consommation et non de la production »[641], mais la critique de l'urbanisme permet d'appréhender la ville dans sa « globalité ». La critique de la vie quotidienne et de son « cadre » ainsi engendré, permet au PSU de sortir de ce problème propre à l'idéologie marxiste qui ne s'attachait jusqu'à présent qu'à la critique du mode de production et des rapports sociaux qu'il induirait. L'aliénation de la vie quotidienne tient, justement, à ces cadres de consommation que sont la ville et l'habitat, objets qui rentrent dans une sorte de dialectique dans la pensée du PSU :

> « L'espace social de la vie quotidienne tend de plus en plus à se réduire à l'espace social du logement »,[642] « le travailleur est cantonné dans son logement […] la pratique sociale atomisée [et] la

[639] AN, 581AP/67.
[640] LEFEBVRE (Henri) (1947), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 : *Introduction*, Paris, L'Arche, 1958 ; *Critique de la vie quotidienne,* tome 2 : *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, 1962 ; *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968.
[641] Fédération du PSU d'Ille-et-Vilaine, Section Villejean, *Rapport sur l'urbanisme et le cadre de vie*, printemps 1970, AN, 581AP/67, dossier 256 : « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970), « Activités des fédés sur la campagne "Notre cadre de vie livrée au capitalisme" ».
[642] PSU, *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978.

conscience collective détruite »[643] [, alors que] « les conditions d'habitat doivent [justement] favoriser la souplesse du mode d'organisation de la vie ».[644]

Le « cadre de vie » (quotidienne) possède, dans la pensée socialiste du PSU, une double fonction pour ce qui nous intéresse ici. En premier lieu, il élargit la critique du logement à la ville, à travers la critique de l'urbanisme. En second lieu, il lie étroitement l'espace du logement et l'espace urbain comme espaces aliénés et aliénants, « éléments nécessaire à la production capitaliste » et « espaces de la reproduction de la force de travail » participant de la « coupure » entre « l'homme travailleur et l'homme consommateur ».[645] On peut d'ailleurs constater cette évolution dans presque tous les mouvements de gauche : des maos aux communistes et au PS en passant par les syndicats (CFDT, CGT) ou les organisations de défense des locataires (CGL).

Mais plusieurs points communs à toutes ces organisations sont toutefois décelables : la réflexion sur le logement y est centrée sur le logement social et la crise du logement perçue uniquement à travers lui. Le cadre de vie est lui même presque exclusivement abordé avec l'exemple des grands ensembles. De plus, le socialisme du PSU se prononce résolument pour les valeurs de la vie collective, l'urbanisme, pour le parti, n'ayant de cesse d'empêcher cette vie et le logement, d'amener les individus à se replier sur eux-mêmes et leur noyau familial selon le « modèle bourgeois » de l' « individualisation ».[646] Cela ne l'amène cependant pas à se prononcer pour le logement collectif ou individuel. Les grands ensembles ne posent pas de problèmes en soit, si ce n'est par la ségrégation qu'ils impliquent par le manque d'équipements collectifs et le manque de vie sociale hors logement.

Ainsi, le cadre de la vie quotidienne, s'il élargit la vision du PSU à la ville et la fait changer d'échelle, n'en change pas le paradigme. Que ce soit à partir de l'entreprise, du logement, de l'habitat ou de l'espace urbain, la vie urbaine est abordée selon les schèmes marxistes de l'exploitation (dans l'entreprise), de l'aliénation (dans l'entreprise, le logement et le cadre de vie) et de la lutte des classes (les bourgeois propriétaires et les patrons d'une côté, les pauvres et les travailleurs locataires et aliénés de l'autre). La ville ainsi, tout comme le logement, et comme chez la majorité des marxistes de l'époque, est entrevue à travers des logiques économiques et politiques. L'habitant, entendu au sens concret est donc quelque peu absent de ces considérations. L'aliénation de la vie quotidienne, abordée de manière globale et abstraite, laisse peu de place aux considérations sur les marges de manœuvre de l'habitant, sur les décisions individuelles. Le passage conjoncturel de la deuxième gauche du logement à la ville, des modes de production à l'aliénation, du quantitatif au qualitatif, se signifie donc pas pour autant le passage de considérations globales à l'échelle individuelle des problèmes urbains. L'habitant

---

[643] PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973.
[644] *Id.*
[645] PSU, *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978.
[646] PSU, « Programme d'action du Parti Socialiste Unifié », Paris, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, janvier 1971.

subit son cadre de vie, son logement, de manière abstraite, ce qui pose encore une fois la question de l'échelle légitime pour aborder l'espace des usages, de l'habitat, des pratiques et des représentations, que le PSU n'arrive pas à résoudre, trop absorbé qu'il est dans ses modèles empruntés.

Dans les représentations du PSU, on passe en quelque sorte, de « l'habitat et ses prolongements » à la « ville et ses éléments ». Dans la « stratégie en tenaille » du parti, le « cadre de vie » succède à l'habitat dans la prise de conscience des méfaits du capitalisme. Ce glissement est dû entre autres à la question de l'implantation des logements, à l'influence de certains penseurs de la ville, à cette nébuleuse d'acteurs et de mouvements sociaux urbains, aux concepts de « droit à la ville » – succédant à celui de « droit au logement » –, et de vie quotidienne aliénée. Lorsque les réflexions sur l'habitat passe du quantitatif et global (insuffisance, cherté des loyers) au qualitatif (c'est-à-dire à l'échelle de groupes localisés ou particuliers et de leurs modes de vie, vie quotidienne ou conditions de vie), la vision du parti s'élargit à la ville et à l'urbain, non sans englober le logement, transformé en un des cadres et des supports parmi d'autres de l'aliénation.

Dans le même temps, le discours du PSU sur la ville et le logement, qui influencera celui de la gauche des années soixante-dix et quatre-vingt est révélateur du rôle du logement dans l'urbanisme, à la fois élément partiel et à part entière de l'aménagement et base de la vie urbaine étroitement liée à son environnement (éloignement domicile-travail, relations de l'habitat avec les équipements). Car ce sont aussi certainement par les manques et les défauts de l'urbanisation des trente glorieuses et de l'aménagement que se réalise au PSU le passage de la critique du logement à la critique de la ville.

C'est toute la question des échelles d'appréhension de la ville qui se trouve ici posée, et parasitée par le contexte urbanistique. Les prises de positions du PSU sont également caractéristiques de cette volonté, à partir des années soixante, de saisir, d'appréhender, voire de maîtriser l'urbain dans sa totalité, que l'on retrouve chez de nombreux architectes, urbanistes, scientifiques ou politiques.

Les grands ensembles.

Dans un quatrième temps, les critiques du PSU se portent également, c'est d'usage, sur les grands ensembles et leurs effets ségrégatifs sur le terrain, leur manque d'équipements collectifs et de vie sociale : « le capitalisme a rentabilisé au lieu de préserver, a concentré au lieu de dédensifier a banalisé au lieu d'embellir […] et a développer l'instinct de propriété et de l'isolement ».[647] Les ségrégations urbaines et l'inégalité des chances n'en sortent que renforcées.

La critique du PSU autour de ces grands ensembles peut se résumer dans cette phrase du programme d'action de janvier 1971 : « Le capitalisme détruit la ville pour la remplacer par le système concentrationnaire des grands ensembles éparpillés le long des voies de communication ».[648]

---

[647] « Le socialisme aujourd'hui », préambule adopté à la réunion des 23 et 24 octobre 1971, AN, 581AP/10.
[648] PSU, *Programme d'action du Parti socialiste unifié*, janvier 1971, *op. cit.*

Autrement dit, le PSU critique les « villes dortoirs » et les « machines à habiter » qui réifient le travailleur jusque dans sa vie quotidienne, le « tout automobile » ainsi que l'aménagement urbain en fonction des voies de circulation : ces « grands ensembles où on se croise sans ce connaître », où « toute conscience collective est facilement détruite [et] toute pratique sociale atomisée ».[649] Dans une ligne purement lefèbvrienne, le PSU peut ainsi déclarer aux côtés des GAM :

> « [Il s'agit d'un] exemple d'urbanisme qui ne prend en compte que les besoins chiffrables en terme de logements, circulation, hygiène... [D'un] urbanisme technocratique [qui] ne s'attache qu'à solutionner "partiellement" les éléments d'un tout, [d'une] juxtaposition cellules au lieu de prendre en compte l'aspect biologique de la ville. Dans les grands ensembles, on dort mieux, on respire mieux mais la "société semble unanime pour dire qu'on y "vit " moins bien" (ex : ZUP de Grenoble). L'urbanisme analytique et classificateur a atteint ses limites, ne peut assumer la mutation urbaine actuelle et à venir. [C'est un] "urbanisme de compensation". On se résigne à la monotonie des HLM pourvu qu'on les compense par des espaces verts. On se résigne à la médiocrité de l'environnement quotidien, pourvu qu'on fasse assez d'autoroutes pour s'en évader. [Il ne s'agit pas de le] réformer mais de trouver des solutions entièrement nouvelles de création du milieu. »[650]

Cette critique des grands ensembles amène le PSU à formuler des considérations sociologiques que l'on pourrait également, d'une certaine manière, qualifier de spatialistes :

> « L'existence [des grands ensembles demeure] majoritairement perçue comme positive : [c'est une] nécessité pour loger les gens. Mais des gens sont encore trop mal logés dans ces grands ensembles. [Ce sont de] vraies villes mais monotones. Tout s'y ressemble et on ne s'y fait pas d'amis. [Il n'y existe pas de] vraie solidarité. […] La vie en cité collective est inhumaine. Les logements ne sont pas conçus pour la vie collective. Les individus son fait pour vivre en société. Il faut organiser la vie collective de cette société et avoir le respect de l'individu. Les logements doivent être sérieusement insonorisés pour permettre la vie collective ».[651]

Cela dénote également au sein de la critique de l'urbanisme de grands ensembles une certaine pointe de nostalgie de la ville ancienne. Cette critique des grands ensembles amène, logiquement, à la critique de l'environnement du logement à une rhétorique du manque : manque d'équipements et manque de vie sociale, etc. Des « groupes de quartier » à l'initiative du PSU se forment dans les grands ensembles, dépassant par-là même les revendications propres au logement *stricto sensu*. C'est donc une réflexion plus tournée vers l'urbanisation et les territoires urbains qui s'esquisse, justement à partir la critique de la mauvaise intégration et du manque de prise en compte du contexte dans la

---

[649] PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973, p. 572.
[650] GAM de Grenoble : « L'urbanisme et la maîtrise du sol » (15 nov. 1968), AN, 581AP/66.
[651] Fédération du PSU d'Ille-et-Vilaine, Section Villejean, *Rapport sur l'urbanisme et le cadre de vie*, printemps 1970, AN, 581AP/67, dossier 256 : « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970), « Activités des fédés sur la campagne « Notre cadre de vie livrée au capitalisme ».

conception des logements, notamment dans les ZUP. Ainsi, le parti ne se contente pas de fustiger leur valeur esthétique, leurs manques d'équipements et leurs modes de production. La question de la localisation de ses ensembles et la production d'HLM en périphérie des villes conduit le PSU à s'inquiéter de la ségrégation socio-spatiale qu'induit leur réalisation. Ne parlant pas encore de mixité, le parti est toutefois amené progressivement à considérer l'ensemble des aires urbaines : les relations centres-périphéries, les équipements de proximités, le traitement des espaces publics, les transports et leur coût, le zonage ségrégatif des activités et des fonctions, l'éloignement domicile-travail sont étroitement liés dans la rhétorique du parti. La question de la localisation et de l'implantation des logements dans le territoire entraîne donc à sa manière le PSU à sortir du cadre du logement pour élaborer des réflexions et propositions à l'échelle des villes, des aires métropolitaines. Il propose, alors, d'établir un « lien géographique » entre « le logement, les besoins et l'aménagement du territoire » en réaction à l'urbanisme parcellaire qui traite le logement indépendamment des équipements et des transports, par exemple.[652]

Cependant, stratégiquement, les grands ensemble possèdent l'avantage de constituer « un terrain idéal pour le travail politique […] les problèmes de transports, scolaires, de consommation [en font] un terrain aussi miné que l'Université. Les militants du PSU doivent intervenir dans ce domaine. »[653]Pour cela, le PSU essaiera de développer des « groupes de quartier » ou de noyauter ceux préexistants, pour la lutte, la revendication et la propagande (ou politisation des habitants et des revendications), c'est particulièrement le cas, par exemple, du conseil de résidents de Sarcelles, en banlieue parisienne.[654] Le rôle de la « Commission grands ensembles » (réflexion et stratégie de lutte)[655] créée au sein du PSU en est à ce titre exemplaire.

Les villes nouvelles

En ce qui concerne les villes, nouvelles, nous avons déjà évoqué la proximité (personnelle) de Michel Rocard avec les promoteurs de celles-ci : Paul Delouvrier, Jean-Eudes Roullier ou encore Edgard Pisani.[656] Il a rencontré les deux premiers à la fin des années cinquante, alors que lui et Roullier faisaient parti d'une équipe d'inspecteurs des finances chargée de travailler sur la question foncière en Algérie et que Delouvrier venait d'être nommé par De Gaulle délégué général du gouvernement en Algérie et chargé de l'élaboration du Plan de Constantine. C'est d'ailleurs à cette

---

[652] Secrétariat national du PSU, *Projet de programme du parti, n° 1 « Logement, habitat, urbanisme»*, Paris, 20 janvier 1962, AN, 581AP/67, dossier 260.
[653] NEUSCHWANDER (Claude), *Sarcelles. Un succès de la politique Chalandon. Une lutte exemplaire,* AN, 581AP/67, dossier 256 : campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme »
[654] NEUSCHWANDER (Claude), *De l'animation à la participation. A propos de l'expérience de Sarcelles.*, 25 novembre 1968, AN 581AP/66, dossier 252 : GAM.
[655] « Compte-rendus des commissions », AN, 581AP/67, dossier 256 : Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970)
[656] Cf. Supra, troisième partie, chapitre 1, I.

occasion que Delouvrier lui demandera de manière informelle d'enquêter et d'établir un rapport sur les camps de regroupement mis en place par les militaires en Algérie, comprenant une description de ses camps, une estimation quantitative des populations déplacées (un million) et de l'encadrement administratif.[657] Mission qu'il accomplit et rapport qu'il remet en 1959, et dont les « fuites » dans la presse organisées par le Garde des Sceaux d'alors (Edmond Michelet) feront scandale en métropole et au niveau international – l'ONU condamnera la France.[658]

Cependant, malgré l'amitié du chef de parti avec ces commis de l'Etat, l'aventure des villes nouvelles françaises ne s'en trouve pas moins entachée par les critiques du PSU. En 1972, un projet de « livre noir » sur les villes nouvelles voit le jour au sein du parti dont le but est d'établir un exposé critique de leur élaboration – de la programmation à la réalisation –, des différences entre projet et réalisations concrètes, de l'aspect social, des moyens de revendiquer et des luttes possibles (arguments, terrain), et de décrypter les idéologies et intérêts qui ont guidé cette politique. Les villes nouvelles sont « l'exemple de ce que [le PSU dénonce] dans l'urbanisation contemporaine pratiquée en Région parisienne, à savoir : le type de logements construits, les caractéristiques d'un environnement qui détruit l'équilibre du milieu écologique et humain, l'économie de l'espace et ses règles, […] la conception et les programmation des équipements ; l*a priori*té donnée aux services commerciaux par rapport aux services d'intérêts publics ; l'organisation des transports, le tracé et l'utilisation des liaisons routières ; le rôle des zones industrielles, les mécanismes qui aboutissent aux distorsions habitat-emploi…»[659]

Les villes nouvelles constituent ainsi, non seulement un chantier théorique pour le parti, mais aussi un terrain potentiel de luttes. Cependant, les positions du parti sur cette question demeurent ambiguës, partagé qu'il est entre sa critique systématique de l'urbanisme d'Etat et les « déclarations d'intentions » politiques les concernant, ainsi que la faveur dont ces villes nouvelles disposent dans l'opinion publique :

> « Les villes nouvelles sont des créations technocratiques même si elles comportent des éléments positifs.»[660]

En fait, ce sont avant tout des points précis comme la proportion trop faible de logements locatifs par rapport aux propriétés, ou « l'inadaptation des transports », qui sont critiqués. Deux points

---

[657] ROCARD (Michel) (1959), *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la Guerre d'Algérie*, Paris, Mille et Une Nuits, 2003 ; voire aussi VIDAL-NAQUET (Pierre), *La Raison d'Etat*, textes publiés par le Comité Maurice Audin, Paris, Editions de Minuit, 1962.

[658] Entretiens d'Alessandro GIACONE avec Michel ROCARD et René LENOIR des 17 décembre 1999 et 4 janvier 2000, *in :* GIACONE (Alessandro), *Paul Delouvrier. Un demi-siècle au service de la France et de l'Europe*, Descartes & cie, Paris, 2004, pp. 103-109.

[659] Lettres de François SOULAGE, Paris, le 24 novembre 1972, AN, 581AP/67, dossier 257 : Commission nationale « cadre de vie » (fin 1971-1972).

[660] PSU, Commission nationale cadre de vie, « Projet de livre noir sur les villes nouvelles, projet de plan (remanié), 1er décembre 1972, AN, 581AP/67, dossier 257 : Commission nationale « cadre de vie » (fin 1971-1972).

importants constituent la marque de fabrique du PSU : d'une part l'évolution des ces villes nouvelles, de leurs réalisations et de leurs programmations par rapport aux « déclarations d'intentions » – la différence entre le projet et la réalisation effective, notamment ce qui concerne le retard des équipements collectifs alors que la simultanéité de leur réalisation était « le cheval de bataille des technocrates » –, mais surtout le manque de concertation et de participation des usagers et habitants dans leur élaboration.[661]

François Soulage, de la commission nationale « cadre de vie » du PSU, écrit ainsi à propos de Saint-Quentin-en-Yvelines en 1972 :

> « Les gens réalisent mal qu'ils sont dans un périmètre de ville nouvelle, tellement la réalité est loin de l'image qu'on met sous ce terme. On y constate une urbanisation anarchique, une juxtaposition de grands ensembles qui ne comportent aucun équipement plus important que ceux qu'on rencontre dans ce genre de programme. […] Dans la zone industrielle, les entreprises sont venues avec leur personnel (création de peu d'emplois nouveaux pour la demande locale) et ce personnel ne s'installe pas sur place et garde son logement à Paris ou ailleurs et les nouveaux habitants continuent à aller travailler ailleurs, changeant seulement de lieu de domicile pour des raisons économiques.
>
> Pourquoi intervenir ? S'il y a équilibre numérique entre logements et emplois, les migrations restent le problème n°1, particulièrement en direction de Paris alors qu'un des buts prioritaire des villes nouvelles est de briser cette attraction vers le centre et de fixer les gens dans un milieu organisé pour qu'ils puissent y exercer le maximum de leurs activités. L'administration se retrouve devant un problème de comportements humains qui déborde ses schémas. […] Les femmes revendiquent des transports pour la circulation à l'intérieur du périmètre urbain, deux voitures par ménage sont jugées indispensables : les problèmes d'économie domestique et d'organisation collective sont irrationnels et le plaisir n'est pas non plus du type ville nouvelle mais plutôt le même que dans un centre ancien hypertrophié.
>
> Avec qui intervenir, et comment ? Les problèmes ne sont pas encore ressentis comme des problèmes liés au phénomène villes nouvelles. Les gens ignorent la mission d'aménagement et s'en prennent aux collectivités locales impuissantes.
>
> L'axe de travail [réside dans la question] : une ville nouvelle, qu'est-ce que ça change par rapport aux problèmes urbains habituels ? »[662]

Plus tard, en 1988, Michel Rocard, ayant été entre temps ministre des villes nouvelles (1981-1983), écrira, pour les qualifier, qu'il s'agit d' « un cadre de vie infiniment supérieur à ce qui s'était fait ailleurs depuis la dernière guerre […] Habitants et entreprises s'y plaisent. Confrontée à d'énormes problèmes d'habitat et de transports, l'agglomération parisienne trouve aujourd'hui dans ces villes nouvelles un des facteurs les plus positifs de son équilibre ».[663]

---

[661] *Ibid.*
[662] Lettre de François SOULAGE, Commission nationale cadre de vie, 12 décembre 1972, AN, 581AP/67, dossier 257 : Commission nationale « cadre de vie » (fin 1971-1972).
[663] ROCARD (Michel), Préface à Dominique RAIMBAULT, *Quand la ville est nouvelle*, Paris, Syros Alternatives, 1988, pp.7-8. (sur St-Quentin-en-Yvelines).

Mais d'une manière générale, les archives du début des années soixante-dix, et notamment les correspondances et directives des responsables de la commission cadre de vie du PSU, réclament des enquêtes et les informations, montrent une interrogation constante pour ce nouvel objet d'investigation : « quel sera l'avenir des villes nouvelles ? », « qu'est-ce qui si passe ? », « qu'y ressentent les habitants ? » « Comment y lutter ? », avec quelles revendications, à partir de quelles bases ? etc. Le sentiment général qui s'en dégage alors, plus une intuition qu'une critique réellement documentée, se résume à la « continuité », à un « coup » médiatique pour justifier un urbanisme qui n'est pas si différent du précédent (celui des années cinquante-soixante) dans ses procédures et dans ses résultats. Il diffère simplement dans ses fameuses « déclarations d'intentions ». En somme, il s'agirait d'une sorte de « mystification » au sens marxiste, promettant un changement là où règne le conservatisme urbanistique.

Les transports

Les revendications concernant les transports urbains, et en particulier les transports en communs de la région parisienne, font l'unanimité dans les partis de gauche durant les années soixante – soixante-dix . Plusieurs partis et syndicats (CFCT, PCF, PSU) fondent ainsi un « cartel » en 1970 pour lutter et revendiquer dans le domaine des transports en commun. Mais si les transports des « travailleurs », des « banlieusards » sont investis par le discours politique de contestation, c'est aussi parce qu'ils sont, avec le logement, les plus susceptibles de « mobiliser les usagers »[664], toutes idéologies et toutes catégories sociales confondues, et particulièrement au sein de la « classe ouvrière » chère au PCF et des « classes moyennes » urbaines chères aux socio-démocrates et au PSU.

Au PSU, les revendications et critiques relatives aux politiques des transports en commun urbains occupent donc une bonne place dans le discours. C'est d'ailleurs aux côtés du parti trotskyste Lutte ouvrière qu'il mène le plus gros des campagnes d'information, de manifestations et d'actions tout au long des années soixante et soixante-dix[665], principalement contre les hausses des tarifs et les mauvaises conditions dans les transports en commun. Ce, même si cette coopération s'avère « difficile » du fait des différences d'organisation et de luttes entre les deux partis (« semi-clandestinité » de LO, etc.).[666] Une campagne « transport » est même menée dans le cadre général de celle portant sur le « cadre de vie » à la fin de l'année soixante-huit, même si les considérations sur les

---

[664] LOUVET (Nicolas), *Les conditions d'une concertation productive dans l'action publique locale : le cas des Plans de déplacements urbains*, thèse de doctorat d'urbanisme et d'aménagement sous la direction de Jean-Marc OFFNER, Ecole National des Ponts et Chaussées, Marne-la-Vallée, 2005.
[665] Cf . Aux Archives nationales la série 78AJ.
[666] PSU, Fédération du Val-de-Marne, cadre de vie, campagne transports, « Compte-rendu de l'assemblée des responsables des comités d'usagers du 30 septembre 1970 », aux responsables des comités d'usagers, aux secrétaires de section, au membre de la Direction politique, 10 octobre 1970, AN, 581AP/67, dossier 259, campagne « transports ».

transports, notamment parisiens et franciliens, jonchent les discours du parti entre 1965 et 1970.[667] Le PSU engage à ce titre la fondation de la « Fédération des comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne » (FCUTCRP) au tournant des deux décennies pour concurrencer la « Fédération des usagers des transports de la région parisienne » (FUTRP) considérée par les responsables du parti comme apolitique : « elle n'attaque pas le pouvoir et le capitalisme » et « veut améliorer plutôt que changer la situation actuelle. »[668]

Lors de la rédaction d'un *Livre noir sur les transports parisiens*, cette fédération issue du PSU dénonce le « scandale » des transports publics parisiens, les hausses « incessantes » et « inadmissibles », surtout pour les banlieusards, et se propose de « faire prendre conscience à l'ensemble de la population de l'ampleur de la crise, d'en montrer les raisons, d'en souligner les responsabilités, d'avancer des revendications, […] d'organiser l'action et de mobiliser activement»[669], ce qui « entrave aux échanges de la vie sociale et isole l'individu dans la société. Les transports ne s'adaptent pas aux besoins des usagers, ce sont ces derniers qui s'adaptent. »[670] Derrière le slogan ressassé « l'Etat ne nous transporte pas, il nous roule », ce sont « les attentes », « la fatigue » et « l'énervement » consécutif qui sont pointés du doigt (sans compter « les conditions d'hygiène »).

L'ampleur de « la crise » ainsi perçue réside tout d'abord dans l'insuffisance quantitative des transports publics et dans leurs conditions dégradées et dégradantes de transports. Les usagers sont « pressés, bousculés, assommés ». On parle « d'effet concentrationnaire ». Ce qui n'est pas sans incidences sur les sociabilités : ils « se comportent de plus en plus comme [des] automates agressifs prêts à défendre chèrement [leur] place assise ou [leur] possibilité d'entrer dans un wagon bondé. » De même, les distances « domicile-travail » et l'aménagement régional sont mises en cause.

En ce qui concerne les raisons et les responsables de cette « crise », on retrouve en première ligne l'Etat, qui privatise le secteur et laisse au privé, le soin (relatif) de transporter les travailleurs. On dénonce aussi « l'immobilisme » des pouvoirs publics, leur impuissance et leur complicité avec le patronnat, le manque de moyens et le souci de « rentabilité ».

> « La concentration de travailleurs dont le patronat tire directement profit et l'échec actuel de la décentralisation industrielle montre que cette disponibilité de main d'œuvre lui est bénéfique (il se fout de savoir comment il se loge ou circule). »[671]

Pour le PSU, il va sans dire que les revendications concernant les transports en commun, leur prix et leur organisation s'inscrivent dans une pensée en termes de lutte des classes et de ségrégations

---

[667] Rappelons que 1965 est la date de parution du SDAURP qui prévoit un réseau ferré régional dans la région parisienne. Le RER sera inauguré en 1977.
[668] Lettre de Michel ROCARD à Mr. Delarue, président de la FUTRP, 1er mars 1971, AN, 581AP/67, dossier 259, campagne « transports ».
[669] FCUTCRP, *Livre noir des transports parisiens*, n.d., AN, 581AP/67, dossier 259, campagne « transports ».
[670] *Id.*
[671] *Id.*

socio-spatiales induites par la géographie de la région parisienne. « Les victimes de la crise sont en premier lieu les travailleurs » :

> « Les travailleurs qui habitent de moins en moins dans Paris pour se trouver rejetés dans des banlieues excentriques [*sic*] doivent supporter une charge croissante du coût de déplacement. […] Les transports actuels n'ont pas pour mission d'être au service des usagers mais de transporter des personnes à leur lieu de travail, de fournir de la main d'œuvre aux entreprises. "Les relations entre les transports urbains de personnes et de marchandises et le développement économique sont […] liées à deux fonctions de la ville : produire et consommer" (Commission des villes du VIe Plan), [sans compter qu'il existe] un déséquilibre net entre l'Est et l'Ouest de la région parisienne [:] l'insuffisance générale des transports en commun s'accroit d'un déséquilibre géographique particulièrement scandaleux. »[672]

Ceci est d'autant plus « scandaleux » que le « temps de transports » des travailleurs est égal à leur « temps de loisir ». Chiffres à l'appui, le PSU constate que le temps passé dans les transports en commun ne permet au travailleur « aucune activité sportive, culturelle, syndicale ou politique possible. : […] les employés et ouvriers passent en moyenne deux fois et demi plus de temps dans les transports publics que l'industriel ou le gros commerçant [et] si les travailleurs résident loin de leurs lieux de travail, ce n'est pas par goût car seules les banlieues éloignées leur permettent de se loger à des prix abordables.»[673]

Enfin, le débat collectif-individuel est abordé. La mise en avant des transports urbains individuels (automobiles) est ainsi largement dénigrée, en tant qu'elle-même relève d'une certaine inégalité entre « riches » et « pauvres » et qu'elle est source de nuisances (pollution, dégradation de l'espace public, embouteillages, etc.). Cette promotion de l'automobile est expliquée, entre autres, par le « poids de l'industrie automobile dans l'industrie française » et la « puissance des intérêts pétroliers. »[674] La publicité et le standing social « téléguidé » que procure la voiture sont dénoncés à ce titre.

Les solutions proposées sont donc assez classiques et consistent par exemple en la multiplication des parkings, le prolongement des lignes, la constitution des liaisons inter-banlieue, le renforcement des lignes Paris-Banlieue et des fonds publics pour le transport en commun, sans que l'aménagement global de la région ne soit réellement abordé, du moins pas dans ce cadre, mis à part sous la forme de constats.

Globalement, la politique publique des transports est donc jugée « irrationnelle », aliénante, faisant de l'usager – ici, le « travailleur » – une « victime » tout en servant les intérêts du capital. Dès

---

[672] FCUTCRP, *Livre noir des transports parisiens*, n.d., AN, 581AP/67, dossier 259, campagne « transports ».
[673] *Id.*
[674] *Id.*

lors, il faut opérer une « socialisation des transports »[675], qui renvoie à l'idée d'un réel service « public » (considéré non-rentable par l'Etat ou autre) entraînant lui-même une amélioration quantitative et qualitative des conditions de transport, une « humanisation », etc. Le secteur privé devra cependant lui-aussi intervenir en tant qu'il est également responsable puisque le « temps de transport est aussi un temps non payé consacré à l'entreprise ». Il faut donc obtenir sa « gratuité pour les salariés » par la participation du patronat.[676]

Concernant les luttes à entreprendre, il faut donc, pour résumer :

« - lutter pour l*a priori*té aux transports en commun
- lutter pour des conditions de transport décentes
- [obtenir] une carte unique hebdomadaire payée par le patron [et valable dans toute la région parisienne]
- lutter contre toute hausse des transports en commun
- [revenir sur] la notion de rentabilité des transports en commun
- [revendiquer] l'intégration du temps de transport dans le temps de travail
- [créer] des comités d'usagers
- [établir dans la lutte] le rôle central des travailleurs de l'entreprise transporteuse »[677]

Quoi qu'il en soit, le thème des transports permet, en sus, au parti de pouvoir mêler les thèmes de gauche classiques de lutte des classes, d'aliénation des travailleurs, du monde du travail, aux conditions de vie urbaines. Il s'agit, en quelque sorte, d'un lien permettant de lier revendications ouvrières et revendications urbaines.

Les équipements

Les équipements collectifs, socio-culturels, etc., on l'a vu, leur insuffisance qualitative et quantitative, sont, dans ces années, au cœur de nombreux mouvement sociaux urbains. Elles sont sources de multiples contestations et demeurent le plus souvent liés à la critique des grands ensembles. Il en est ainsi au PSU comme ailleurs, où tout programme de logements doit être accompagné d'un programme d'équipements collectifs, en fonction des besoins des habitants. « Tous [les grands

[675] PSU, *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978.
[676] FCUTCRP, *Livre noir des transports parisiens*, n.d., AN, 581AP/67, dossier 259, campagne « transports ». On peut déjà voir, parmi ces points, certaines mesures qui seront adoptée par la gauche, lors de son accession au pouvoir, notamment par le ministre communiste des transports Fiterman.
[677] PSU, « Programme d'action du Parti Socialiste Unifié », Paris, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, janvier 1971.

ensembles] souffrent d'un sous-équipement socio-culturel, certains, d'un sous-équipement tout court »[678]…

> « La formule du logement individuel doit être préconisée car elle répond à la demande des usagers. Toutefois, il est certain que dans les agglomérations importantes, notamment à Paris, la formule des logements collectifs est pratiquement la seule possible. Il est évident, quelle que soit la formule employée, que le logement ne saurait se concevoir sans tout ce qui est nécessaire chez l'épicier ou le mercier, commerces, services publics, sociaux, cultuels et culturels, espaces verts. Les inconvénients des "grands ensembles" disparaîtraient, en grande partie, si la société se préoccupait de satisfaire les besoins indispensables, tant physiques que moraux, de ses occupants. Il ne suffit pas de trouver le nécessaire chez l'épicier ou le mercier, d'avoir des écoles maternelles et primaires ou un bureau de postes à proximité immédiate ; il faut encore prévoir les services sociaux d'une assistante, les crèches, les édifices religieux, les restaurants de vieux comme les maisons de jeunes et les maisons de loisirs (salles de jeux, de cinéma, de théâtre, de danse, etc.) pour tous. Il est donc essentiel que les programmes de logements sociaux comportent les équipements précités et que le financement de ces derniers soit assuré au moyen des fonds publics au même titre que les logements eux-mêmes. »[679]

La réalisation effective des équipements collectifs résoudrait ainsi une « grande partie » des problèmes sociaux tant décriés à l'époque et jugés inhérents aux grands ensembles (anonymat, anomie, ennui…). En effet, même si le système des ZUP établi par le ministre Sudreau en 1958, était entre autres destiné à synchroniser la réalisation de logement et des équipements, dans les fait, ceux-ci s'avérèrent souvent prendre du retard sur le programme. Leur manque criant était donc perçu au PSU, comme ailleurs, comme la cause principale du malaise social des nouveaux quartiers périphériques. Pour le résoudre, il suffisait donc simplement de « [développer] systématiquement tous les équipements utilitaires et culturels favorisant la confrontation des hommes et la multiplication des foyers de vie collective » et de rendre la « construction obligatoire, dans tous les groupes immobiliers nouveaux, des équipements administratifs, culturels et sociaux qui sont le prolongement naturel du logement. »[680]

Il s'agit, au début des années soixante, de répondre aux « besoins » et aux attentes des habitants en matière d'équipements, mais aussi de prévoir les futurs besoins, ce qui ne différait pas tant des conceptions technocratiques ou politiques par ailleurs décriées. Mais, pour le PSU, prévoir les futurs besoins en équipements signifie essentiellement dédensifier l'urbanisation de manière à sauvegarder des espaces vierges en prévision. Ces équipements sont censés favoriser la vie sociale, les

---

[678] Commission « Grands ensembles », AN, 581AP/67, dossier 256 : Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970), compte-rendus des commissions ».
[679] Groupe de travail « Habitat », « Le Service national de l'habitat », Numéro spécial du *Courrier du PSU*, octobre 1961, p. 12, AN 581AP/67.
[680] PSU, Secrétariat national, « Projet de programme du parti », n°1 « Logement-habitat-urbanisme », Paris, 20 janvier 1962, AN 581AP/67, dossier 260 : Dossier. PSU, commission nationale « action et implantation locale et municipale », groupe de travail « habitat » (début des années 60).

relations, le développement des communautés et de « l'animation », premier pas vers la participation des habitants à la gestion de leur cadre de vie.[681] A ce titre, les revendications sur les « locaux collectifs résidentiels » souvent absents ou jugés insuffisants au sein des immeubles collectifs traversent également les archives du parti.

La continuité de ces réflexions réside dans la promotion de « l'autogestion des équipements par habitants et usagers » qui imprègne largement les discours du PSU. Il ne suffit d'ailleurs pas simplement pour les habitants de « gérer » leurs équipements collectifs, mais de « décider » et de « choisir » ceux dont ils ont besoin pour les insérer dans la programmation, tout en réalisant un « contrôle » sur cette programmation et leur réalisation. Les problèmes des financements insuffisants des équipements (crèches, « maisons de jeunes », MJC, « maisons pour tous », équipements culturels…) sont également souvent abordés.

La seconde critique d'importance, plus qualitative celle-ci, concerne le fait que les équipements collectifs, lorsqu'ils ont été prévus et existent, « ne répondent pas » ou mal aux « besoins réels ». On favorise par exemple les centres commerciaux aux dépens des les équipements sociaux ou culturels[682] ou, plus généralement les « équipements rentables » aux dépens les « équipements sociaux », comme lors de l'opération des Halles à Paris, par exemple.[683] Etendant ses conceptions à l'architecture même de ces équipements et à leurs insertion dans le tissu urbain existant, le PSU propose de « développer les équipements socio-culturels, [de] les ouvrir au quartier et [non pas de] se fermer sur l'immeuble, [ce qui sous-tend une modification de leur gestion [collective des habitants et usagers] et de leur conception architecturale. »[684] Un orateur du PSU présent à une rencontre des GAM à Grenoble en 1968 peut ainsi déclarer :

> « [Il] faut recréer le forum de l'ancien village, permettre à la "fête" de se dérouler, le "bistrot" de l'ancienne ville [représente] l'équipement socio-culturel : [c'est] une donnée principale de l'urbanisme. »[685]

Pourfendeur de l'urbanisme dit « moderne » et adepte de la festivité au sein de la ville, Henri Lefebvre n'avait-il lui-même pas commis un article en 1962, regrettant l'absence de « noyaux de vie

---

681 NEUSCHWANDER (Claude), « De l'animation à la participation (à propos de l'expérience de Sarcelles) », 25 novembre 1968, AN, 581AP/66, GAM.
682 PSU, Commission nationale d'action locale, municipale et régionale. Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme ». Elaboration de fiches techniques, « Fiche technique n° 4 : L'essor des grandes surfaces de vente et la pénétration des groupes capitalistes dans la distribution », 26-1-1970, AN, 581AP/67, dossier 256 : Campagne « Notre cadre de vie livré au capitalisme » (1969-1970).
683 PSU (sections des 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements), *Les Halles. Livre noir*, n.d, n. p.
684 PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973.
685 « Contribution de M Verparet », GAM de Grenoble : « L'urbanisme et la maîtrise du sol » (15 novembre 1968), AN, 581AP/66.

sociale », de lieux de rencontres et de rassemblement, et notamment du « bistrot » au sein des nouveaux quartiers de grands ensembles ?[686] Verparet a de toute évidence lu cet article et l'influence de Lefebvre sur la pensée du PSU se confirme.

Le « mouvement pour le droit à la ville » formé au sein du parti focalisera d'ailleurs en grande partie ses réflexions sur les équipements socio-culturels.

Tous ces éléments démontrent qu'on a bien affaire ici à une vision idéologique de la ville qui consiste en une projection spatiale d'une crise sociale, et dont l'espace ne fait en réalité que donner les symptômes. Ainsi, le PSU en vient souvent à des considérations urbanistiques, sur les conséquences sociales de l'urbanisme, les profits qu'il permet, les intérêts qu'il sert et les luttes qu'il faudrait entreprendre dans ce domaine. Les propositions sont rares ou partielles (Cf. le « mouvement pour le droit à la ville » qui se propose d'établir un « programme socialiste de la ville » ou, une décennie plus tôt le « Service national de l'habitat », une politique socialiste du logement). Les considérations esthétiques, architecturales sont également rares. Cependant, la volonté est manifeste de saisir et d'appréhender de manière critique le phénomène urbain et les conceptions urbanistiques dans leur globalité ou à partir de cas concrets ou locaux. Il suffit pour cela de relever le nombre de références bibliographiques présentes dans les tracts, les directives, et ayant trait à la sociologie urbaine et à l'urbanisme. Il suffit aussi d'en relever les nombreuses occasions de « formation » des militants sur ce sujet (« week-end cadre de vie », « stages cadre de vie ») ou encore les enquêtes systématiques réalisées par le parti (questionnaire « cadre de vie », HLM, transports) à destination des habitants ou des élus locaux).

Mais l'apport principal du parti dan le champ politique sur la ville et l'urbanisme, appuyé pour cela par les GAM et l'ADELS, réside dans les concepts d'animation, de participation et d'autogestion urbaines. La participation dans le cadre de l'urbanisme devra par exemple passer par le contrôle de loyers, les habitants devant prendre part aux décisions fixant le prix de leurs loyers et de leurs charges, tout en interdisant les augmentations. Les agences immobilières devront elles aussi être supprimées, les réunions fixant les prix confronteront directement les propriétaires et les locataires. « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », tel est le programme du PSU sur la ville : le contrôle habitant souhaité préfigurant la société socialiste « autogérée », avec en son sein, une ville et un urbanisme « autogérés » ou en tout cas décentralisés, débarrassés de leurs « parasites » et profiteurs[687] : décideurs, technocrates, urbanistes – du moins dans leur rôles actuels –, promoteurs, constructeurs, agences immobilières, etc.

---

[686] LEFEBVRE (Henri) (1962), « Le bistrot-club, noyau de vie sociale », *in :* LEFEBVRE (Henri), *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970, pp. 141-144.
[687] PSU, « Programme d'action du Parti Socialiste Unifié », Paris, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, janvier 1971.

En définitive, les représentations de l'espace urbain au PSU sont négatives. La ville est perçue comme un instrument de la bourgeoisie dans la lutte des classes, et parallèlement, comme un instrument de pouvoir pour le « capitalisme monopoliste d'Etat ». La critique et l'information doivent servir d' « instrument de lutte » contre l'urbanisme capitaliste.[688] Quoi qu'il en soit, il existe une **dialectique de l'espace urbain dans la pensée politique du PSU, entre un espace critiquable et un espace potentiellement libérateur et salvateur.** La « révolution urbaine », l'émergence de la « société urbaine » et le « droit à la ville » de Lefebvre – dont nous avons ultérieurement essayé de faire ressortir les aspects « utopiques » ou « utopiens » – sont caractéristiques de ce statut dialectique de la ville et de l'urbain dans la pensée marxiste de l'époque. Le changement sémantique et de registre (de la ville à l' « urbain ») illustre ce fait, c'est-à-dire l'espérance d'une société meilleure, les attentes, teintées d'utopisme, de l'urbanisation généralisée et libératrice. Ce statut dialectique de la ville aliénée/aliénante et libératrice corrobore, est-il besoin de le préciser, l'existence d'une idéologie spatialiste forte dans les discours politiques des trente glorieuses.

Mais l'espace constitue-t-il un médiateur du changement social souhaité ou est-il un simple aspect des prises de positions ou un simple objet revendicatif ? Et, si sa transformation ne constitue pas une fin en soi, est-il seulement instrumentalisé dans le discours (récupération, démagogie) ou est-il destiné à jouer un rôle de première importance dans le changement social ? Il reste donc à savoir si les revendications du PSU relatives à l'espace constituent l'enjeu majeur du changement social souhaité, ou simplement un instrument de ce changement.

3 - L'Idéologie/utopie urbaine du PSU

Propositions du PSU concernant la ville et l'urbanisme

Les propositions pour remédier aux problèmes concrets de la ville et de l'urbanisme, de la vie quotidienne et de la vie sociale urbaines sont rares, à l'exception du « service national de l'habitat »[689] en 1961, dont nous avons déjà parlé.

Les discours quant aux changements escomptés et à la prise de pouvoir sont bien évidemment positifs - bien-être, collectivisme, réduction des inégalités, justice sociale - et sont performatifs, destinés aux « masses » comme aux militants. Mais ils ne visent pas tant l'action immédiate, que les « réactions contre », encore une fois, et la mobilisation (suffrages et adhésions). Nous sommes ici au cœur de « l'idéologie territoriale » telle que définie par Guy Di Méo[690], qui « comporte des visées

[688] PSU, *Les Halles. Livre noir, op. cit.*
[689] Groupe de travail « Habitat », « Le Service national de l'habitat », Numéro spécial du *Courrier du PSU*, octobre 1961, 16p, AN 581AP/67.
[690] DI MÉO (Guy), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 1998, pp. 231-237.

stratégiques qui orientent l'action des groupe sociaux, notamment dans leur rapport à l'espace, tout en fournissant une explication (vrai ou fausse) de leurs conditions objectives d'existence » à travers un discours « représentant », médiatisant le rapport au réel (« représenté ») et la « représentation » : l' « instance idéologique » étant toujours tournée vers l'action. Les solutions proposées sont donc de l'ordre de l'organisation (constitution de conseils de résidents dans les grands ensembles, de groupes de résistance aux expulsions, réquisition des logements vides). Elles visent à la résolution de problèmes partiels et sont des moyens, et non des fins : plus de logements sociaux, loyers proportionnels aux revenus, nationalisation du foncier, et pour cela, l'accession au pouvoir est nécessaire. L'utopie urbaine du PSU s'arrête ici, mais l'utopie sociale est plus vaste : c'est celle de la société socialiste autogérée.

On notera, tout de même, ici et là, quelques considérations utopiques éparses sur l'urbanisme « idéal » du PSU : « un urbanisme qui doit éviter la ségrégation » et favoriser « la mixité », et surtout s'accompagner d'une « nouvelle politique foncière » qui permette de construire plus de logements et empêche toute spéculation, bloquant ainsi la hausse des loyers par une nationalisation généralisée des sols et le « contrôle » des habitant et usagers.[691] Dans le « programme d'action du PSU » de 1971, on notera aussi quelques propositions concrètes : supprimer les bidonvilles et les grands ensembles (et non remplacer les uns par les autres), au profit « d'un urbanisme au service du peuple », et enfin « décoloniser la banlieue » (par les transports inter-banlieues, en développant l'animation, les centres).[692] Pour cela, sont nécessaires : une appropriation collective du sol et le contrôle des travailleurs, citadins et habitants.

Toutefois, la ville idéale du PSU reste bien sûr issue de modèles hérités : le droit à la centralité de Lefebvre (1968), l'idéal mythique de la « mixité », la nationalisation des sols communiste.

La « stratégie urbaine » du PSU

La critique de la ville et de l'urbanisme et les luttes dans et pour la ville, les quartiers et l'habitat compte en fait s'inscrire dans la critique sociale globale du mode et des rapports de production capitaliste, sans trop savoir comment. C'est ce qui réapparaît à un moment ou à un autre dans les diverses archives que nous avons consultées. Cette question stratégique du lien entre les « luttes internes » dans l'entreprise et les « luttes externes » liées au cadre de vie, est posée dès que les thèmes liés à la ville apparaissent :

---

[691] COURTIS (Alain), « Problèmes de l'urbanisme et du cadre de vie dans les villes », *PSU Information*, n° 42, novembre 1975.
[692] *Programme d'action du Parti Socialiste Unifié*, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, Paris, 1971.

> « De même qu'il y a une aliénation du travailleur dans l'entreprise, de même qu'il y a une démocratie formelle, il y a une fausse vie sociale qui est le produit du système. Les combats, à ce niveau doivent s'intégrer dans un combat d'ensemble contre le régime capitalisme ».[693]

Dans le cadre de la lutte contre le capitalisme, le PSU ne souhaite pas abandonner la lutte dans les entreprises, mais cherche à la relier avec celle pour la libération de la quotidienneté qui ne passera pas sans libération du cadre de vie, un « syndicalisme de l'habitat »[694] et « du cadre de vie »[695] et par une « politisation » des insatisfactions et de la question urbaine, par la critique théorique et l'animation locale sur le terrain. Transformer la vie et la société ne pourra donc se faire sans une transformation de ce cadre de vie quotidienne – ou du moins de ces processus de production et d'appropriation. Ces réflexions renvoient encore une fois à l'idéologie « spatialiste ». La volonté est manifeste dans les textes, de faire passer la lutte dans et pour la ville, les quartiers et l'habitat pour une lutte partielle devant s'inscrire dans un tout : la lutte contre le capitalisme et pour l'autogestion généralisée, passant par la conquête du pouvoir par les forces de l'union de la gauche.[696] Il s'agit de la « stratégie en tenaille »[697], visant à attaquer le capitalisme là où il se déploie le plus (entreprise et ville) et à abolir la société capitaliste et ses effets. Elle rentre, ainsi, dans le processus idéologico-utopique du PSU.

Parler de processus idéologico-utopique paraîtra abusif si l'on reprend les distinctions observées par Mannheim entre les deux termes (idéologie visant la préservation de l'ordre existant et utopie visant sa transformation).[698] Cependant, nous utilisons cette appellation par commodité de langage puisque « [toute connaissance politique] peut […] être à la fois révolutionnaire et réformiste. Elle est pénétrée non seulement d'idéologie, mais d'utopies et de « mythes » au sens sorélien d'images-signaux appelant à l'action ».[699] Avec Paul Ricœur[700], nous pourrons également remarquer un possible recouvrement de ces deux termes antagonistes mais observant aussi certains points communs. Si l'on excepte les aspects de conservatisme ou de révolutionnarisme, on pourra donc parler ici de « processus idéologico-utopique » balançant entre le système de représentation orienté de l'espace – ici concrétisé par la critique « légitimatrice et préservatrice de l'identité » du parti – et vers le spatialisme utopique – concrétisé par la volonté d'action, d' « alternative au pouvoir en place » et par « l'exploration des possibles à partir du réel » ou de sa critique –. Selon cette vision, puisque

---

[693] PSU Région Centre, Non daté, AN 581AP/67, dossier 256.
[694] NEUSCHWANDER (Claude),*De l'animation à la participation. A propos de l'expérience de Sarcelles.*, 25 novembre 1968, AN 581AP/66, dossier 252 : GAM.
[695] COURTIS (Alain), « Problèmes de l'urbanisme et du cadre de vie dans les villes », *PSU Information*, n° 42, novembre 1975.
[696] Le PSU a, en effet, conscience qu'il ne pourra accéder seul au pouvoir et mettre seul en application ses revendications (volonté de liens avec les syndicats, les associations d'habitants, les autres forces de la « deuxième gauche » (GAM, CFDT), Lutte ouvrière, un temps le PCF et l'aile « radical » de la SFIO).
[697] MALTERRE (Jacques), « Entreprise, cadre de vie », *Tribune socialiste* 26-3-70.
[698] MANNHEIM (Karl), 1929, *op. cit.*
[699] GURVITCH (Georges) (1966), *Les Cadres sociaux de la connaissance*, Anthony, Editions Tops/H. Trinquier, 2001, p.34.
[700] RICŒUR (Paul), *L'Idéologie et l'utopie*, Seuil, Paris, 1997, 410 p.

l'espace urbain est aliéné et est aliénant, c'est par l'action sur l'espace que le changement social viendra.

Il s'agit d'une nouveauté – d'une position « historique » chez des marxistes –, qui vise à étendre les luttes ouvrières à la ville, ce pourquoi les alliances, la théorisation, la propagande, l'information et l'organisation des masses sont des conditions préalables (la campagne « cadre de vie » et le mouvement « droit à la ville »). Le capitalisme sévissant au niveau du cadre de vie, « économiquement (loyer, qualité des services rendus) et idéologiquement (mode de vie individualiste, mythe de la propriété privée, référence au modèle bourgeois) »[701], il est proposé des solutions concrètes. Il s'agit donc essentiellement d'un « combat idéologique »[702] face au capitalisme, destiné à la prise de conscience.

De plus, la campagne cadre de vie est étroitement liée avec la stratégie « municipale et locale » du parti. N'oublions pas que les premiers essais de lancement d'une campagne sur « l'habitat » au début des années soixante, sont confiés à la « commission nationale d'action et d'implantation locale et municipale » du parti. Dès 1970, se renforce une volonté d'établir des « ponts » entre cette commission et la commission « cadre de vie ». Plus que cela, la prise de pouvoir au niveau local (la base des mandats du PSU), passe tactiquement par la critique de la vie quotidienne urbaine et des promesses de changement. Il s'agit donc de « politiser »[703] les mécontentements relatifs aux cadres de vie (ex : création de conseils de résidents dans les grands ensembles, considérés « stratégiquement » comme « un terrain idéal pour le travail politique. »)[704] Rappelons également à ce sujet que le PSU se démarque des autres partis de la gauche « révolutionnaire » (notamment du Parti communiste), et sous l'influence de Michel Rocard, en souhaitant non plus seulement s'appuyer sur la classe ouvrière mais aussi sur les classes moyennes et intermédiaires qui formeront la base de son électorat. Mais s'appuyer sur ces classes signifie également les comprendre et leur « parler ».[705] « Sortir de l'usine » pour investir l'espace urbain entre donc dans une stratégie générale du parti.

La « campagne cadre de vie » comprend donc trois versants : critiquer, informer et utiliser les insatisfactions. Ce faisant, elle constitue une intrumentalisation politique de la ville dans la stratégie du PSU.

---

[701] *Programme d'action du Parti Socialiste Unifié*, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, Paris, Janvier 1971.
[702] COURTIS (Alain), *op. cit.*
[703] AN 581AP/67.
[704] NEUSCHWANDER (Claude), *Sarcelles.*, AN 581AP/67, dossier 256
[705] *Id.*

Révolution culturelle et cadre de vie : la ville et l'autogestion

Lorsque le PSU se heurte à la critique de l'urbanisme, les propositions qu'il préconise restent soit floues, soit simplistes, ou limitées à des slogans. Il prône un système auto-gestionnaire, mais c'est la participation au système actuel – moins radicale – qui est la plus débattue. Jamais il n'est mentionné comment l'autogestion généralisée doit être mise en place, ni comment « l'appropriation collective des sols », systématiquement abordée, doit être réalisée. La gestion par en haut, telle qu'elle est perçue, sans concertation ni participation des usagers est simplement dénoncée. C'est « une démocratie formelle »[706], et non réelle.

Le « contrôle habitant » (et ouvrier) sur les décisions devrait permettre tactiquement d'atteindre la société socialiste autogérée attendue. L'influence du « droit à la ville » lefèbvrien (droit à la centralité, à la participation et à l'information) et des GAM est encore ici manifeste.

L'urbanisme idéal, quoi qu'il en soit, devra répondre au besoin des habitants : « Urbaniser », c'est « construire », « répondre aux besoins » et « prévoir les futurs besoins », « aménager le cadre de vie et aider chaque personne à s'adapter au cadre qu'on lui fournit, à maîtriser les fruits du progrès », explique un responsable en 1968.[707] La « révolution culturelle à tous les niveau »,[708], étroitement liée au cadre de vie, aux responsabilités de chacun et à la participation devra favoriser le potentiel « créatif » des habitants, Ce nouvel urbanisme « doit être l'œuvre de tous », pour « créer des unités de vie à taille humaine », et pour cela, la mission d'éducation est prioritaire (Cf. le rôle du service national de l'habitat).

L'idéologie urbaine du PSU, malgré ses aspects utopiques, n'est donc pas totalement spatialiste (et donc, pas complètement utopique). En effet pour changer la société et la vie sociale, il ne suffit pas de « changer la ville », comme l'ont un temps affirmé le PS ou le PCF, mais il faut la contrôler, pour pouvoir « maîtriser » son « style de vie quotidienne ».[709] L'espace, pour le PSU, est uniquement perçu comme une ressource possédant un potentiel pour la libération de la vie quotidienne et comme l'un des facteurs non négligeables à prendre en compte pour la « révolution culturelle ». L'espace, ici, n'est pas directement un « remédiant » aux problèmes socio-économiques.

En utilisant un discours basé sur ses intérêts – son idée d'une société « idéale » et la prise de pouvoir (comme moyen pour atteindre cette société), le PSU pose l'espace urbain comme un espace aliéné et aliénant, mais aussi comme un espace potentiellement libérateur de la société et de la vie quotidienne,). On se trouve ici au cœur de la dialectique notée par Henri Lefebvre, qui traverse la pensée occidentale sur la ville, à savoir la contradiction à dépasser entre une vision « négative » de la

---

[706] PSU Région Centre, Non daté, AN 581AP/67, dossier 256.
[707] « Contribution de M Verparet », AN 581AP/66, dossier 252 : GAM, 1968.
[708] COURTIS (Alain), *op. cit.*
[709] *Programme d'action du PSU*, 1971, *op.cit*. et *PSU Documentation*, n°49, juin 73.

ville (la « Babylone », « lieu de la corruption » et « infâme », la tradition anti-ville qui traverse notamment le marxisme) et une vision idéalisée de la ville d'origine grecque (« l'Athènes », la ville comme « lieu de formation de la civilisation »). [710]

Ce système de représentation pose donc l'espace comme un vecteur social à libérer par le contrôle habitant et l'urbanisme de participation. Le PSU apparaît ainsi comme une sorte de précurseur de considérations toujours actuelles sur la gestion urbaine – démocratie participative, relogement après rénovations, blocage des loyers, mixité –. Si l'on considère, selon un autre point de vue, cette idéologie comme une utopie visant à l'abolition du capitalisme pour libérer l'individu et la société des aliénations qu'il induit, celle-ci reste inachevée, ou ne se donne par les moyens du changement escompté (l'une des définitions possibles de l'utopie). Si l'on prend en effet le processus utopique comme un processus en trois temps – analyse et critique du réel, exploration des possibles et proposition d'une cité idéale –, on remarquera sans peine que le PSU s'arrête au deuxième moment, sans rien proposer, si ce n'est par le biais de la prise de pouvoir, pour laquelle des alliances sont nécessaires, et qui vaudront au parti le reniement de ses objectifs ainsi que son implosion.

Ainsi, le discours du PSU est sûrement également destiné à influencer ses éventuels alliés. Le PS reprendra d'ailleurs souvent les slogans du PSU dans ses programmes de la fin des années soixante-dix – « droit au logement pour tous », « halte à la spéculation immobilière et foncière », « maîtrise de la gestion urbaine ». Certains font même du PSU le précurseur de l'écologie politique qui s'organisera en France à la fin des années soixante-dix. Au tournant des années soixante-soixante-dix, ce discours est novateur, mêlant des thèmes qui feront long feu ou perdureront tels que la politisation des questions urbaines et l'urbanisation des réflexions politiques, l'information aux habitants, leur participation, l'autogestion et le *Droit à la ville*. Sylvie Tissot n'affirme-t-elle pas que la politique de la ville mise en place sous la gauche consiste, notamment à calquer sur le fait social sur le fait spatial. Qu'il s'agisse des procédures HVS ou, plus tard, DSQ, il s'agit de sectoriser les politiques sociales, mais spatialement. [711]

La critique de la situation appelle pour le PSU bien sûr à une action, ou du moins à une mobilisation, mais reste conjoncturelle et propre à l'urbanisme des trente glorieuses. Le PSU ne fait que contester, même s'il a eu le mérite d'avoir l'intuition d'aborder un nouveau sujet de revendications – la ville –, suivant de très près les travaux des sciences sociales. Ces liens avec la sociologie urbaine, notamment, ouvrent posent d'ailleurs la question de la place et du rôle effectifs des savants dans l'évolution du champ politique, à savoir s'il s'agit d'une réelle mobilisation de leur part,

[710] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps*, n°33, 1986, pp. 17-19.
[711] TISSOT (Sylvie), *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, Coll. « Liber », 2007.

de leur implication dans ce champ, ou s'il s'agit simplement de reprises, d'influences, voire de récupérations, comme il semble que c'est plutôt le cas ici.

Le PSU ne propose ni modèle ni cité idéale, mais il se contente d'appréhender l'espace comme un instrument possible pour aboutir à la société rêvée. Peut-être faudrait-il simplement ici parler d' « idéologie » urbaine, c'est-à-dire de système de représentations politiquement orientée, « stratégique » et visant le changement social, allant ainsi contre la définition d'une idéologie conservatrice traditionnellement donné par des auteurs comme Marx, Mannheim ou Gabel…

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette thèse s'inscrit dans une perspective d'étude des représentations sociales de l'espace urbain. L'intérêt pour l'aspect « politiquement orienté » de celles-ci, en suivant l'hypothèse d'Henri Lefebvre, a visé à saisir la manière dont se construisent politiquement ces représentations, pour aboutir à une « idéologie urbaine » produite, diffusée et incorporée par un certain nombre d'acteurs sociaux. Les discours politiques sur la ville sont malheureusement souvent absents des objets d'investigation. Pris en tant que tels, ils ont, cependant, été pour nous un moyen privilégié de saisir le moment des « intentions » – ou intentionnalités[1] – relatives à l'espace urbain, faisant, bien sûr, suite à des constats particuliers et, ici, critiques. L'étude de ces intentions, guidant les pratiques en fonction des contextes et véhiculant représentations de l'espace, cadres culturels et politiques, mériterait, d'ailleurs, d'être étendue à d'autres types d'acteurs et de contextes.

Il s'agissait, donc, à travers cette entrée, d'appréhender le statut politique de l'espace urbain à travers les liens existant entre « idéologie urbaine » (comprise comme système de représentations de la ville politiquement orienté) et pensée politique, autrement dit, de déterminer selon quelles modalités la pensée politique se saisit de l'urbain. Le discours de l'opposition politique, en France, durant la période étudiée nous a permis d'appréhender la manière dont la critique politique de la réalité urbaine et des politiques d'aménagement aboutissait, parfois, à des propositions, et au moins, à des représentations faisant système et comprenant en elles-mêmes les solutions à apporter aux problèmes constatés.

L'idéologie politique joue-t-elle un rôle effectif dans la manière de se représenter l'espace ? Autre manière de poser la question : existe-t-il des représentations urbaines appartenant en propre aux pensées dites de droite ou de gauche ? Et si oui, sont-elles homogènes à l'intérieur de ces courants de pensée ? Autrement dit, existe-t-il un lien causal logique entre pensée politique et représentations de l'espace ? Quelle est la place, surtout, de l'espace urbain, son rôle dans l'organisation sociale au sein de la pensée politique ? Nous espérons pouvoir avoir contribué à apporter des éléments de réponse à ces questions.

---

[1] Intentionnalités sur l'espace qui découlent de certaines idées ou images de la ville, de la pratique professionnelle, des histoires individuelles et de bien d'autres choses, Cf. sur l'implication de cette notion dans le champ des politiques publiques GRAFMEYER (Yves) (1995), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 2002, pp. 99-101 ; ou, dans le champ de l'architecture, RAYMOND (Henri), GIACOMATOS (Valérie), *Technostructure et architecture. Le Corbusier à La Rochelle*, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, Direction de l'Architecture, décembre 1984.

L'instrumentalisation politique de l'espace urbain dans le discours de gauche.

A partir de l'étude des évolutions qualitatives et quantitatives des discours politiques ou « politisés » sur l'urbain au sein de la gauche politique, – ceux des sociologues engagés, des « gauchistes », des scientifiques et des partis politiques pendant les décennies 1960 et 1970 –, nous avons pu faire état des différentes « rencontres » entre les conceptions sur la ville pendant cette période : celles héritées du marxisme, des sciences sociales, des concepteurs de l'espace, de la pensée socialiste, des mouvements sociaux et de la contestation en général, mais aussi entre différentes générations et différents schémas intellectuels, militants ou politiques. Nous avons pu, ainsi, constater que les deux décennies étudiées voyaient se développer une instrumentalisation politique de l'espace urbain, et ce à la fois dans la pensée de gauche, non seulement dans le discours, mais aussi dans certaines pratiques. Le tournant des années 1960-70 constitue à cet égard en France une période importante qui voit le fait urbain devenir un enjeu politique majeur apparent dans certaines franges de la gauche, au sein d'une « nébuleuse » allant de certains milieux scientifiques et universitaires à la « deuxième gauche » en passant par l'extrême et l'ultra-gauche. On a vu, par exemple, que l'institutionnalisation de la sociologie urbaine française s'opérait, dans les années soixante, en fonction d'une radicalisation profitant des financements d'un Etat de plus en plus demandeur d' « expertise » urbaine. Cette radicalisation peut, d'ailleurs, s'expliquer par différents facteurs : « effet de génération » et superposition de « strates générationnelles » (« mandarins » du PCF et jeunes inspirés des multiples pensées gauchistes et néo-marxistes)[2], recherche d'autonomie de la discipline par rapport à la sociologie et aux autres sciences sociales. On a vu aussi que cette instrumentalisation de l'espace, se déployant au sein de la « critique artiste » du système[3] et rejoignant une certaine idée révolutionnaire, pouvait se restreindre au discours, voire à la pratique artistique et à la production d'idées (cas de l'Internationale situationniste), ou bien se développer au sein des « nouveaux » mouvements sociaux urbains et des pratiques extrêmes (terrorismes d'extrême gauche européens des années soixante-dix), ayant en commun une utilisation tactique et symbolique de la ville dans une optique politique. Ces différents niveaux d'instrumentalisation de la ville marquent le développement de l'idée d'une « révolution urbaine » dans les pensées de gauche de l'époque. Cette révolution urbaine, ambition politique stratégique qui vise à urbaniser la lutte des classes « dans » et « pour » la ville, se veut une réponse à l'aliénation de la vie quotidienne et aux inégalités sociales, telles qu'elles se jouent dans un espace résolument considéré comme urbain. Et ce processus d'instrumentalisation de

[2] SIRINELLI (Jean-François), *Comprendre le XX^e siècle français*, Paris, Fayard, 2005.
[3] Au sens de Luc Boltanski et Ève Chiapello, c'est-à-dire de la critique portant sur les aspects sociaux qualitatifs induits par les modes et les rapports de production et la division du travail, l'aliénation, l'oppression, etc., *in :* BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Ève), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999

l'espace trouve son point de départ à l'intersection des discours scientifiques, contestataires et de politique.

1968 démontre, par exemple, tant par les symboliques spatiales de ses pratiques contestataires et leurs aspects tactiques que par les discours et représentations qui les portent, une perception négative de l'espace urbain et de son aménagement, qui se perpétuera pendant la décennie suivante, notamment par le biais des « luttes urbaines » et de la « deuxième gauche ». Au centre de celle-ci, le PSU donne à la question urbaine un rôle prépondérant dans ses critiques, stratégies et programmes, ce qui lui permet à la fois de « s'attaquer au capitalisme là où il se déploie le plus » et de lancer un nouveau slogan dans le champ politique, devenant par-là même un véritable laboratoire d'idée pour la gauche. La fin des années soixante voit ainsi la ville et l'urbanisme devenir des objets de critiques et de revendications, critiques et revendications véhiculées par les discours gauchistes dans une France urbaine qui commence tout juste à remettre en cause l'héritage urbanistique de l'après-guerre en dénonçant les « problèmes urbains » (bidonvilles, ségrégations, manque d'équipements). De même sont contestés, au cours de ces années, le rôle des architectes et des urbanistes dans la société, leurs pratiques « aliénantes », « répressives », à la solde de la « bourgeoisie », du « capitalisme», du « pouvoir ». Les positions de l'Internationale situationniste ou de la revue *Utopie* sont tout à fait représentatives de cet état d'esprit. A cette époque, l'urbanisme est plus que jamais perçu comme « un acte politique », dont la pratique peut soit renforcer et perpétuer le système et l'organisation sociale en place, soit les modifier radicalement dans une perspective utopiste et « révolutionnaire », accentuant ainsi, paradoxalement, l'idée d'un architecte ou d'un urbaniste « démiurges », par ailleurs, dénoncée. L'urbanisme est, souvent, perçu comme l'un des symptômes du mode de production capitaliste et les différents maux urbains comme ses conséquences directes. C'est ce qui explique la place que le PSU ménage à l'organisation de l'espace dans son programme politique.

La question de l'échelle pertinente d'appréhension (et donc de planification, d'aménagement) du fait urbain fluctue, également, d'un système de pensée à l'autre et selon les moments. Des décalages temporels sont perceptibles entre les contestataires, les sciences sociales, les politiques publiques et même entre les différents partis de l'opposition de gauche. Ceci est observable pour ce qui concerne le statut apparent d'enjeu socio-politique de la ville qui s'empare du discours politique, dans lequel il existe un lien entre fait social, fait spatial et question du pouvoir.

L'espace reste donc plus que jamais un véritable objet de controverses.

Le spatialisme entre idéologie urbaine et utopie

Tout d'abord, d'un point de vue purement conceptuel, à travers l'objet des représentations de la ville, nous avons pu constater que la notion d'idéologie ne se rapportait pas uniquement à « la

préservation de l'ordre social existant » comme l'affirmait Karl Mannheim[4], Joseph Gabel[5] ou Marx[6] lui-même, bien au contraire. Celle-ci peut, également, contenir des aspects utopiques (visant le changement selon Mannheim), ce qu'avait déjà perçu le philosophe Paul Ricœur.[7] Appliquée à l'espace urbain, la notion d'idéologie renvoie bien évidemment à celle d'instrumentalisation de l'espace urbain dans le discours et la pensée politiques. Concernant l'objet « urbain », l'idéologie se réduit, par ailleurs, au « spatialisme » constituant un processus de pensée en deux temps :

– les problèmes sociaux découlent de l'espace (l'« effet de lieu » tant débattu en sociologie urbaine) ;

– pour résoudre ces problèmes, il suffit, donc, d'agir sur l'espace.

Elle fait, en d'autres termes, dépendre l'ordre social du facteur spatial et surdétermine l'action sur l'espace pour la transformation ou la préservation de cet ordre.

La volonté d'appréhender l'urbain dans sa globalité sociale et morphologique (la tendance des sciences sociales est, alors, aux grandes théories holistes sur la ville) tend, donc, à réduire l'ordre social à l'image qu'en donne l'espace qui l'accueille et en exprime les traits les plus caricaturaux. En tant qu'idéologie, ce spatialisme constitue un système collectif de représentations de la ville (prise comme une totalité) et de la réalité urbaine, – communiqué, signifiant, stratégiquement, politiquement orienté et s'inscrivant dans un système de représentations plus global –, instrumentalisant l'espace au point de la présenter comme un enjeu socio-politique. Surtout, et c'est là tout l'intérêt de son étude, en tant que système et vecteur de représentations socio-spatiales, il participe à la construction sociale des territoires et à leur organisation, tout en offrant une image faussement objective de la réalité.

C'est ce processus de pensée que l'analyse des discours politiques sur la ville a permis de révéler. Ce spatialisme, analysé généralement en tant qu'intention et motivation de l'action sur l'espace, c'est-à-dire pour qualifier la pensée des architectes ou des urbanistes, est présent pendant la période, on l'a vu, dans les discours de la contestation. Il est même non-négligeable dans certaines positions de la sociologie urbaine, tout comme dans le discours politique de la gauche. Dans ce dernier, toutefois, son analyse se révèle parasitée par la difficulté de faire la part entre l'idéologie urbaine à proprement parler et la stratégie politicienne liée à la conjoncture. Ce type de spatialisme se différencie de celui, plus volontariste, résonnant dans des termes plus quantitatifs, qui s'exprime lorsque la volonté de transformation sociale s'accompagne de celle de répondre à des besoins (en logement, par exemple). Il s'agit là, quoi qu'il en soit, d'un exemple radical d'instrumentalisation de

[4] MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956.
[5] GABEL (Joseph), *Idéologies*, tome 1 : *Recueil de textes partiellement extraits de divers revues et publications, 1948 – 1972*, tome 2 : *Althusserisme et stalinisme*, Paris, Anthropos, 1974 et 1978.
[6] MARX (Karl) et ENGELS (Friedrich) (1845), *L'idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*, Paris, Editions sociales, 1970.
[7] RICOEUR (Paul) (1986, première traduction française 1997), *L'idéologie et l'utopie*, Point Essai, Paris, Le Seuil, 2005.

l'espace dans la subversion et dans la pensée politique en général, découlant parfois sur l'utopie « modélisante » ou proprement architecturale et urbanistique.

A travers les représentations politiques de l'espace urbain, ce sont donc les liens entre fait social et fait spatial – entre morphologie sociale et morphologie urbaine – dans l'idéologie politique qui se trouvent mis en lumière. Le déterminisme spatial, les liens entre changements sociaux et sociétaux souhaités et changements spatiaux, mais aussi la question du « pouvoir », des échelles et des modalités d'intervention sur l'espace urbain, se trouvent, ainsi, au centre de l'idéologie, comme du reste la question des échelles d'appréhension de la ville.

On peut, tout d'abord, observer, pendant les décennies 1960 et 1970, une véritable montée en puissance des considérations sur le « cadre de vie » dans le discours politicien, et ce, toute tendance confondue. Reste à bien distinguer à quelles préoccupations renvoient ces considérations : environnement, vie quotidienne, qualité de la vie urbaine, qualité esthétique, patrimoine architectural ou culturel, etc. Les propositions, les actions proposées peuvent se regrouper en deux catégories :

– préservation de l'existant (du cadre spatial avec le risque de muséification, par souci de patrimonialisation ou par volonté de préserver l'ordre social) ;

– utilisation du cadre existant pour améliorer les conditions de vie et de la vie quotidienne en général, idée force du « spatialisme ».

Notre travail peut, alors, nous permettre d'affirmer que toute pensée politique sur la ville et l'urbain, est, d'une certaine manière, spatialiste, même si cette idéologie a, ici, été explorée du point de vue de son fonctionnement et de ses mécanismes plutôt que du point de vue de sa genèse. Dans la pensée politique de la deuxième gauche, l'idéologie spatialiste s'applique plus aux modes de vie et à la vie quotidienne qu'aux structures sociales. L'espace n'y est qu'un simple instrument parmi d'autres plus qu'un moyen *sine-qua non* de la transformation sociale.

Espace urbain, pouvoir et contestation.

De plus, l'analyse nous a permis de vérifier les liens hypothétiques entre question sociale, question du pouvoir et discours sur l'espace au sein de la pensée politique, que le caractère de cette pensée soit plutôt d'ordre idéologique (contrôler l'espace pour contrôler la société, en la faisant participer, par exemple) ou utopique (transformation sociale par transformation spatiale et des modes de production de l'espace, et, de ce fait, établissement d'un nouveau type de pouvoir). L'idéologie politique urbaine nous dévoile, donc, la ville comme enjeu de pouvoir sur la société.

A travers ces termes qui se développent autour de 1968, c'est la question du pouvoir et celle de ses liens avec la pensée sur la ville que notre étude a permis de faire ressortir. On a vu, ainsi, que l'idéologie spatialiste, provenant *a priori* d'une réduction de la question sociale à la question spatiale, sous-tendait fortement la question du pouvoir sur les sociétés et leur devenir. Les revendications de

participation à l'urbanisme et d'autogestion urbaine marquent, également, et plus directement, sinon un refus, du moins une alternative à la période urbanistique gaullienne considérée comme dirigiste, autoritaire et technocratique par les contestataires. Ces idées de spatialisme et de participation sont, également, deux idéologies qui ont en commun d'être aussi des utopies.

La question du pouvoir est au cœur des positions des penseurs marxistes sur la ville, tout comme elle l'est au sein des mouvements sociaux urbains contestataires et/ou revendicatifs et dans l'opposition politique. Le spatialisme lie pouvoir politique et ville, le changement de pouvoir s'accompagnant inévitablement, dans l'idéologie, d'un autre mode de production de l'espace et d'un autre espace, qui, en lui-même, ne suffirait pas à renverser le système honni. Quoi qu'il en soit, c'est la question de la maîtrise de l'espace qui est posée, aussi bien dans la vie quotidienne des populations que dans les mains des professionnels et des décideurs politiques

En cela, les positions du PSU témoignent de ce déchirement proprement politique entre la reconnaissance des légitimes revendications individuelles des citoyens dans leur vie quotidienne et la nécessité de proposer des solutions globales à partir de l'exercice des pouvoirs des professionnels et des hommes politiques, au sein d'un Etat dont il s'agit de contester les fondements pour mieux le renouveler. A partir de cet exemple, nous avons pu observer un paradoxe entre une tendance générale qui voit les considérations politiques passer de la question du logement et des composantes de la ville (équipements, transports) à une tentative d'appréhension globale du fait urbain, en même temps qu'un repli sur l'échelle de l'individu et de la vie quotidienne des citadins, et, plus tard, dans la politique du quartier comme échelle pertinente d'action, de compréhension et d'implication démocratique des citadins par la participation. L'importance de la décennie 1970 doit, ainsi, être soulignée, puisque les politiques urbaines, depuis le début du siècle en France, se caractérisaient par une évolution d'un souci prédominant pour l'aspect qualitatif de l'urbanisme à un souci quantitatif.

De même l'intérêt croissant de l'opposition politique (tout comme de la majorité) pour l'échelle locale et l'approche qualitative, concernant la critique, la dénonciation (et la justification) outre l'importance du contexte de résorption de la crise du logement, dénote un souci, si ce n'est électoraliste, du moins mobilisateur pouvant cristalliser les intérêts « quotidiens » des citadins. La recrudescence de la notion de « vie quotidienne » dans les discours politiques n'en est rien moins qu'un révélateur, tout comme l'est le recentrage des programmes politique de la gauche, sous l'influence de la nouvelles gauche, vers les couches moyennes urbaines pendant les années soixante-dix.

Le statut dialectique de l'espace urbain dans la pensée politique de gauche.

D'une manière générale, l'idéologie/utopie du spatialisme sort, ainsi, de la sphère urbanistique et professionnelle pour pénétrer au sein de la pensée politique et savante (mais en a-t-elle déjà été

absente ?), même si la première ne constitue pas la simple réplique de la seconde et ce, au point de s'affirmer dans la pensée critique.

L'utopie spatialiste, les revendications de plus en plus qualitatives autour du « cadre de vie » et le retour associé à l'individu, caractérisé entre autres par les considérations sur la vie quotidienne urbaine, font système : le système idéologique par lequel le discours s'urbanise par le biais du politique. La critique de l'espace et de son mode de production dans le discours de gauche est une critique sociale : l'action sur l'espace et la modification de son organisation sont de potentiels libérateurs pour la société et pour la fameuse « vie quotidienne aliénée »[8]. Pour la gauche, et surtout la gauche radicale, plus portée vers le changement sociétal, l'espace urbain, d'un statut de vecteur d'aliénation, devient donc l'instrument possible du changement. Ceci rejoint, tout en la prolongeant et en lui donnant des pistes d'explication, l'hypothèse émise par Henri Lefebvre en 1986, selon laquelle la pensée occidentale sur la ville relèverait d'une dialectique entre une vision « négative » de la ville – qui traversait notamment le marxisme – et sa représentation idéalisée, contradiction à dépasser, bien sûr, mais que l' « éclatement » des villes et l'avènement de l' « urbain » tendrait à renforcer.[9]

L'espace urbain devient un instrument politique destiné à apporter des remèdes aux problèmes sociaux – avec toutefois des différences de degré et de nature dans son implication. Notons aussi que la récupération des thèmes revendicatifs urbains – « locaux » – participe d'une tactique électoraliste dans une France qui s'urbanise massivement, surtout pour des partis comme le PCF et le PSU, dont les mandats locaux et municipaux constituent, alors, la base du pouvoir politique.

L'espace urbain, perçu à la fois comme aliéné, aliénant et potentiellement vecteur de libération pour les individus et leur « vie quotidienne urbaine » contribue, alors, au développement de l'idéologie spatialiste. Les maux urbains, même s'ils ne viennent pas de l'espace physique et construit à proprement parler, y sont visibles et s'y concentrent, s'y cristallisent. Cette idéologie spatialiste, répandue et véhiculée par les partis politiques et empruntant ses préceptes à la conscience utopique, constitue la base de l'instrumentalisation de l'espace urbain dans le discours et la stratégie politique, tout autant qu'elle le fait passer pour un enjeu et un objet central du discours. Ces considérations permettent de mettre à jour la participation de l'espace à la construction du politique tout autant que celle de l'idéologie aux représentations de l'espace.

En résumé, cette période se caractérise par un double glissement : d'une part, une « politisation », voire une radicalisation des réflexions sur la ville (sociologie urbaine marxiste, Internationale situationniste, etc.) ; d'autre part, une « urbanisation » des positions politiques, notamment à gauche (gauchisme, partis politiques institutionnels, etc.). L'émergence, notamment, des

[8] LEFEBVRE (Henri) (1947), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 *Introduction*, Paris, L'Arche, 1958.
[9] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps*, n°33, 1986, pp. 17-19.

notions de « cadre de vie », de « participation » et d'autogestion « urbaines », les réflexions autour de la « révolution urbaine » et de « l'urbanisation de la lutte des classes », servent en quelque sorte de cadre théorique d'arrière plan à ces glissements, aux revendications et contestations permettant à la ville de devenir, tout au moins dans les discours, mais aussi parfois dans les pratiques, un enjeu et un objet politique privilégié, mais, plus que cela, dans l'idéologie marxiste et révolutionnaire, un médiateur du changement social souhaité. C'est dans la pensée « spatialiste » qui accompagne ces notions que réside le processus idéologique et utopique qui permet à l'espace, à son aménagement et à ses caractéristiques de devenir, dans les représentations, le médiateur du changement socio-politique.

A partir de cette redéfinition des représentations de l'espace d'un point de vue politique, celui-ci acquiert un statut paradoxal dans les positions et le discours politiques, bien sûr, mais surtout dans l'organisation sociale.

L'espace urbain entre instrument et enjeu dans la pensée politique.

Avec Yves Chalas, on peut constater que, dans la France de la fin des trente glorieuses, l'« urbanisme à pensée forte » laisse place à un « urbanisme à pensée faible ». Mais, les politiques du cadre de vie et les contestations-revendications des années soixante-dix, tout comme la politique de la ville que la gauche institutionnalisera dans les années quatre-vingt, ne sont pas dénuées d'une certaine pensée spatialiste, dénaturée et dont les échelles, les buts et les modalités d'application dans le réel se sont transformées (vie quotidienne, quartier, qualité du cadre de vie, etc.).

La politisation de la pensée urbaine et l'urbanisation des discours politiques se réalisent conjointement dans la France de la fin des trente glorieuses, par des échanges, reprises, influences, médiations d'un champ à l'autre. L'évolution des représentations de l'espace et la radicalisation des prises de position s'expliquent par le double processus de son instrumentalisation (symbolique et stratégique donc, essentiellement dans le discours) et de sa visible mise au premier plan, autrement dit de sa position d'enjeu politique, parfois principal . Mais, il convient de relativiser cet aspect observable dans le discours, qui ne fait que masquer son statut véritable d'instrument, de moyen, ou encore de support de revendications et de luttes. La ville et l'action sur l'espace ont une importance accrue dans l'idéologie contestataire, sans toutefois, devenir les objets principaux et uniques de la pensée, sans devenir les moyens uniques du changement socio-politique. L'espace est critiqué comme aliénant, mais sans acquérir la qualité de remède propre à certaines utopies socio-spatiales. Pour reprendre un terme d'Yves Grafmeyer, l'espace urbain est plus perçu comme le « symptôme » de la société et de ses problèmes que comme son « reflet » mécanique et véritable.[10] La ville prendrait, ainsi, la valeur d'un « prétexte » dans les programmes politiques

[10] GRAFMEYER (Yves) (1995), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 2002, p. .25.

Tout ceci participe bien sûr d'un renouvellement du discours sur la ville, l'urbanisation et l'urbanisme, qu'il s'agisse de justifications ou d'habillages de pratiques, de contestations ou de simples prises de positions. On pourrait, ainsi, étudier plus avant, au terme de l'analyse de ce processus, les questions de l'influence et de l'héritage de ces idées sur les pratiques publiques contemporaines (en termes d'échelle locale, de gouvernance) et sur la politique de la ville. Toutefois, il faut prendre ce discours pour ce qu'il est, un médiateur d'idéologie, certes, mais avant tout un discours particulier, celui des savants et des politiques. Il conviendrait, alors, de poser la question de sa réception et de son impact – de son poids – sur les pratiques (urbanistiques, planificatrices, architecturales et habitantes). Car, l'hypothèse selon laquelle l'urbain, ses représentations et ses pratiques lui échappent en partie, peut être posée. La vie urbaine n'est réductible ni aux rationalisations et conceptions des décideurs, ni à une quelconque idéologie, fut-elle répandue, ni à une unique image.

ANNEXES

Annexe n°1 :Chronologie sélective des événements de Mai 68 et de leurs prémices en France.[1]

1966

Mars : Dissidents trotskystes de l'UEC créent la JCR

Mai : Des situationnistes s'emparent de l'Association générale des étudiants à l'Université de Strasbourg. Parution de *De La Misère en milieu étudiant.*

Automne : Dissidents maoïstes de l'UEC créent l'UJC(ml)

Réforme Fouchet sur l'enseignement supérieur

Commissions pour la réforme de l'enseignement en architecture.

Atelier Collégial au Grand Palais (ENSBA) par Bernard Huet

Fondation de la revue *Melp!* Par des étudiants architectes de l'ENSBA

Groupe de travail pour la réforme à l'IUUP

1967

Mars - avril : Incidents à la cité universitaire de Nanterre et dans les résidences universitaires

Mai : Premier numéro de la revue *Utopie*

Automne : Création des Comités d'action lycéens (CAL)

23 novembre : Première grève à la faculté de Nanterre

Décembre : Mouvements étudiants à Nantes.

Fin 1967 : Parution des deux ouvrages de « théorie » situationniste : Guy Debord (1967), *La Société du spectacle* et Raoul Vaneigem (1967) ; *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*.

Rapport « Fayeton » sur la réforme de l'enseignement en architecture

Début 1968

Traduction française de *L'homme unidimensionnel* d'Herbert Marcuse

---

[1] Sources : Archives nationales, série 78 AJ (33 à 37) ; *Le Monde supplément*, « Mai 68 au quotidien. Une sélection des articles publiés il y a trente ans dans le monde sur les évènements qui ont changé la France et les Français », supplément au Monde n°16 566 du 2 mai 1998 ; HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, Paris, Seuil, 1987 ; JOFFRIN (Laurent), *Mai 68. Histoire et évènements*, Paris, Seuil, 1988 ; SCHNAPP (Alain) et VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Seuil, 1988 ; TOURAINE (Alain) (1968), *Le Mouvement de mai, ou le communisme utopique*, Paris, Le Livre de poche, 1998. Ont été portés en rouge les faits se rapportant à l'ENSBA ou à l'IUUP.

Janvier

- Incidents à Caen entre les grévistes de la SAVIEM et les forces d'ordre.
- 8 janvier : Daniel Cohn-Bendit apostrophe le ministre de la Jeunesse et des Sports François Misoffe sur la « vie sexuelle des étudiants ».
- 26 Janvier : Incidents à Nanterre.
- Grève à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (Sorbonne) de la rue Michelet.

Février :

- 14 février : Incidents à l'Université de Nantes
- 19-21 février : Journées de soutien au peuple Vietnamien par l'UNEF.

Mars

- Agitation à la Faculté de Nanterre à propos de la guerre du Viêt-Nam.
- Suspension des activités à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris : démission du directeur Georges Burdeau.
- 17 mars : Première assemblée générale des Comités d'action lycéens (CAL)
- 17-20 mars : plastiquage d'entreprises américaines à Paris

Parution du *Droit à la ville* d'Henri Lefebvre.

- 21 mars : Attaque des « Comités Viêt-Nam nationaux » trotskystes contre le siège de l'*American express* à Paris
- 22 mars : Occupation de l'administration de la Faculté de Nanterre par 142 étudiants. Création à Nanterre du « Mouvement du 22 mars » par des anarchistes et trotskystes à cette occasion.
- 28-30 mars : Fermeture de l'Université de Nanterre jusqu'au 1er avril.
- 29 mars: Sit-in à L'université de Nanterre.

Avril

- 11 avril : Attentat contre le leader gauchiste Rudi Dutschke en Allemagne
- 12 avril : Manifestation contre Springer (presse allemande) à Paris.
- 2 avril : Saccage du « Comité Viêt-Nam national » par le groupe Occident (Extrême droite)
- 25 avril : Expulsion du campus de Nanterre du député communiste Pierre Juquin par des maoïstes.
- 27 avril : Daniel Cohn-Bendit est interpelé.
- 29 avril : Saccage de l'exposition du Front de soutien au Viêt-Nam Sud par l'UJC(ml) (maoïstes)

Mai- Juin 1968.

1er mai : Défilé parisien CGT-PC et PSU de la Place de la République à la Bastille.

2 mai :
- Départ du Premier ministre Georges Pompidou pour l'Iran. Intérim de Louis Joxe.
- Huit étudiants Nanterrois dont Cohn-Bendit déférés devant le conseil de l'Université de Nanterre.
- Protestation étudiante.
-Le Recteur Roche ferme la Faculté de Nanterre *sine die*.

3 mai :
- Meeting organisé dans la cour de la Sorbonne pour protester.
- Evacuation de la Sorbonne par la police. Effervescence étudiante autour de la Sorbonne.
- Le recteur de Paris ferme La Sorbonne.
- Manifestation dans le Quartier Latin (2000 étudiants, 1500 policiers, 600 interpellations)
- SNESup appelle à la grève de l'enseignement supérieur à partir du 4 mai
2 jours de manifestations étudiantes et condamnation de manifestants étudiants.

4 mai :
- Condamnations à des peines de prison avec sursis de manifestants du 3 mai. Appel à manifestation pour le 6 mai par MAU (Mouvement d'action universitaire)

5 mai :
- Condamnations à des peines de prison ferme de manifestants du 3 mai.

6 mai :
- Procès de 6 nanterriens (dont Cohn-Bendit) devant le Conseil de l'Université.
- Appel de l'UNEF et du SNESup à un rassemblement devant la Sorbonne vers la Place de la Victoire puis retour au Quartier Latin.
« Longue marche » : manifestation hors du Quartier Latin (Denfert-Rochereau, Seine, Assemblée Nationale, Etoile, Quartier Latin).
- Premières barricades dressées sur la Place Maubert à Paris.
- Le mouvement s'étend aux villes universitaires de province et aux lycées.

7 mai :
- Défilé massif organisé par l'UNEF Denfert-Rochereau - Quartier Latin à L'Arc de Triomphe.

- Les étudiants (UNEF) imposent comme préalable à toute négociation : libération des emprisonnés, réouverture de la Sorbonne et retrait du Quartier Latin par la police.
- Les manifestations se multiplient.
- Affrontements brutaux avec la police le soir à Paris.
- Création du journal *Action.*
- Incidents à Toulouse

8 mai :
- Journée d'action CGT-CFDT dans la région Ouest.
- Meeting Halles-aux-Vins à Paris (UNEF, SNESup).
- Manifestation Halles aux vins- Luxembourg.
- Alain Geismar (SNESup) rejoint le Mouvement du 22 mars.
- Vote de la grève à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts.
- Des prix Nobel demandent l'apaisement à De Gaulle et démarches d'universitaires.

9 mai :
- Rencontre CGT-UNEF.
- Effervescence à Saint-Michel. Sit-in sur le Boulevard Saint-Michel. Dialogue Cohn-Bendit–Aragon.
- Jacques Sauvageot annonce l'occupation de La Sorbonne.
- Alain Peyrefitte, ministre de l'Education nationale refuse de rouvrir la Sorbonne.
- Meeting de la JCR à La Mutualité.

10 mai :
- Censure télévisuelle sur les manifestations.
- Réouverture de Nanterre.
- Les lycéens parisiens défilent rejoints à 18h par les étudiants à Denfert-Rochereau : Prison de la Santé, Maison de la Radio, Palais de Justice puis Quartier Latin par le Pont St Michel. Occupation du Quartier Latin par les étudiants et lycéens.
- 21 h : « nuit des barricades » à Paris.

11 mai :
- Manifestations de l'UEC et des lycéens.
- Le mouvement continue de s'étendre en province.
- Assemblée générale étudiants et enseignants dans les facultés.
- Les communistes dénoncent les « gauchistes » mais les syndicats (CGT, CFDT, FEN) décident d'une grève générale de solidarité avec les étudiants pour le 13 mai.
- Occupation du centre universitaire de Censier par les étudiants

- Retour de Georges Pompidou qui accepte les préalables des étudiants.

12 mai :

- Grève à l'ORTF.
- Libération des étudiants emprisonnés.

13 mai :

- Grève générale de 24 heures pour protester contre la répression policière.
- Manifestation commune étudiants-travailleurs contre la répression policière de la nuit du 10 mai : Place de la République - Gare de l'Est – Place Denfert Rochereau (200 000 à 1 000 000 de personnes). Rassemblement d'étudiants qui continuent la manifestation jusqu'au Champ de Mars.
- La Sorbonne est ré-ouverte et aussitôt occupée par les étudiants et des grévistes et manifestants.
- Occupation de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts et mise en place de l' « Atelier populaire ».
- Invasion du rectorat de Strasbourg.

14 mai :

- Motion de censure à l'Assemblée nationale contre Pompidou par le PCF et la FGDS.
- Université « libre et autonome » de Nanterre.
- Université « autonome » de Strasbourg.
- Occupations de nombreux lycées et Universités.
- « Comité d'autogestion expérimentale » à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris.
- Constitution du « Comité Enragés-Internationale situationniste » à la Sorbonne et du « Comité d'occupation de la Sorbonne ».
- Mécontentement des syndicats policiers.
- Début de la « crise sociale »
- Grève, occupation et séquestration du directeur à l'usine Sud-Aviation (Bouguenais près de Nantes)
- De Gaulle annonce l'amnistie et part pour la Roumanie.

15 mai :

- Grève, séquestration de la direction et occupation à l'usine Renault-Cléon (près de Rouen).
- Occupation du théâtre de l'Odéon par les étudiants.
- Plate-forme de la grève à l'ENSBA.

14 et 15 mai :

- Contre-manifestation de militants nationalistes sur les Champs-Elysées.

16 mai :

- La grève se généralise chez Renault (Sandouville, Flins, Boulogne-Billancourt), dans les régions de Rouen et de Nantes.
- Annulation d'une manifestation devant l'ORTF.
- Pendant la nuit : marche des étudiants maoïstes de la Sorbonne sur l'usine Renault-Billancourt (Quartier Latin –Boulogne-Billancourt).
- 70 000 grévistes dénombrés par l'ORTF.

17 mai :

- 300 000 grévistes dénombrés par Europe 1.
- Entretien Mitterrand (FGDS) – Waldeck Rochet (PCF)
- Constitution du « Conseil pour le maintien des occupations » constitué de situationnistes et d' « enragés » de l'ex « Comité d'occupation de la Sorbonne ».

17-18 mai :

- Retour anticipé de De Gaulle
- Les grèves s'étendent au secteur public (grèves à la SNCF et aux PTT le 17 et 18 mai).
- La grève se renforce à l'ORTF.
- Attaques de *L'humanité* contre Cohn-Bendit.

18-22 mai : Le nombre de grévistes passe de 1 à 8 millions.

19 mai : Assemblée générale des comités d'action à l'Institut d'Art à Paris.

20 mai :

- La gauche parlementaire réclame le départ du gouvernement et la tenue d'élections.
- Conférence de presse CFDT-UNEF.
- Jean-Paul Sartre à la Sorbonne.
- Occupation des lycées par les CAL.
- Ecrivains occupent l'Hôtel de Massa.

20-28 mai : « Séminaire spontanée de l'université sauvage à Strasbourg ».

21 Mai :

- Arrêté d'expulsion et d'interdiction de séjour en France contre Daniel Cohn-Bendit.
- Mot d'ordre de grève FEN-SGEN.
- Occupation de l'Ordre des médecins.

- Occupation de l'Ordre des architectes.
- Occupation de la Société des gens de Lettre.

22 mai :

- Rejet de la motion de censure à l'Assemblée nationale.
- Vote de la loi d'amnistie pour les étudiants condamnés.
- Création du Comité national de défense de la République (CDR, Charles Pasqua) en soutien à De Gaulle.
- Manifestation Boulevard St Michel-Assemblée Nationale.
- Incidents au Quartier Latin pour protester contre l'expulsion de Cohn-Bendit.
- CGT et CFDT se déclarent prêts à négocier avec le gouvernement et le patronat.

23 mai :

- Réunion des 150 comités d'action.
- Manifestations d'étudiants au Quartier Latin.
- PCF propose à FGDS l'établissement rapide d'un projet commun de gouvernement.
- Des architectes votent la dissolution de l'Ordre rue Michelet.

24 mai :

- En soutien de Daniel Cohn-Bendit, manifestations convergentes vers Bastille-Gare de Lyon.
-Rassemblement d'étudiants et de jeunes travailleurs à la Bastille – Gare de Lyon.
- De Gaulle annonce un référendum sur la participation (entreprises, université) et met en jeu sa démission si le projet est rejeté.
- La manifestation est scindée par la Police : Retour au Quartier Latin : nouvelle « nuit des barricades ».
- Barricades dans la nuit à Paris (rive droite et rive gauche) et affrontements violents des gauchistes avec la police dans le Quartier Latin. 500 blessés et deux morts (l'un à Paris, l'autre – un commissaire de police -, à Lyon).
- La bourse est incendiée à Paris.
- Diverses manifestations en provinces.
- Manifestations de la CGT.

24-29 mai : Nombreuses manifestations en province et à Paris - Nantes, Strasbourg, Bordeaux…).

25 mai :

- Arrivée d'un régiment de parachutistes au camp de Frileuse.
- De Gaulle constate l'échec du projet du référendum.

- Georges Pompidou déclare le durcissement de la répression contre les rassemblements.

25-27 mai :

- Négociations et accords sociaux de Grenelle (gouvernement, patronat – CNPF –, syndicats – CGT, CFDT, FO) : SMIG augmenté de 35%, salaires de 10% : échec (CFDT mise sur les revendications « qualitatives » et CGT « quantitatives »)

26 mai :

- Début des négociations sociales dans le secteur nationalisé.
- De Gaulle reçoit Maurice Couve de Murville et l'envisage comme Premier ministre.

27 mai :

- Les « bases » syndicales refusent le protocole d'accord.
- Renault Boulogne-Billancourt refuse de reprendre le travail.
- Renault poursuit la grève.
- Meeting au Stade Charléty organisé par la gauche non-communiste et « autogestionnaire » par l'UNEF, PSU et CFDT (30 000 personnes).
- Nouvel entretien Mitterrand – Waldeck Rochet.

28 mai :

- Conférence de presse de François Mitterrand. Il se déclare candidat à la Présidence de la République et propose Pierre Mendès-France à la tête d'un gouvernement provisoire de transition.
- Waldeck Rochet propose un gouvernement à participation communiste.
- Les étudiants dénoncent la récupération.
- Négociation FGDS-PCF.
- Démission du ministre de l'Education nationale Alain Peyrefitte.

29 mai :

- Le PCF dénonce le meeting de Charléty et les propos de Mitterrand.
- Les gauchistes dénoncent la « récupération ».
- Appel à manifestation massive par la CGT. Manifestation communiste massive Bastille – Gare Saint-Lazare au slogan de « gouvernement populaire ».
- Annulation du Conseil de ministres et « disparition » du Général de Gaulle.
- L'UDR et les Républicains indépendants annoncent une manifestation pour le 30 mai.
- La CFDT soutient Mendès-France.
- Mendès-France se déclare près pour un « gouvernement provisoire ».

- De Gaulle revient à Colombey de Baden-Baden où il a rencontré le Général Massu qui lui a assuré le soutien de l'armée.
- Les personnels des agences d'architectures se réunissent à l'ENSBA.

30 mai :
- De Gaulle revient à l'Elysée.
- Allocution du Général de Gaulle : dissolution de l'Assemblée.
- Contre-manifestation de soutien à De Gaulle de la Concorde à l'Arc de Triomphe (18h-21h).

31 mai :
- Remaniement ministériel.
- Manifestations de soutien à De Gaulle en province.
- La distribution de l'essence redevient normale à Paris.

1er juin :
- Manifestation étudiante (UNEF) de Montparnasse à Austerlitz au slogan de « élections-trahison ».
- Accord à l'EDF.
- Incidents à Strasbourg.

3 juin :
- Installations techniques de l'ORTF occupées par l'armée

4 juin :
- Occupation de l'ORTF.
- Incidents à la Faculté de lettres de Lyon.
- Manifestation parisienne des jeunes gaullistes : Palais de Chaillot – Montparnasse.

5 juin :
- Début de la reprise du travail dans la fonction publique.
- Reprise du travail dans les charbonnages.

6-7 juin :
- Evacuation violente de Flins par les CRS, affrontements. Participation des étudiants (notamment des maoïstes).

10 juin :
- Mort par noyade du Lycéen Gilles Tautin aux environs de l'usine de Flins.

- Mort d’un manifestant à Sochaux.
- Ouverture de la campagne électorale pour les législatives.

11 juin :
- Evacuation de Peugeot-Sochaux : deux morts.
- Réoccupation de Flins par les grévistes.
- Manifestation contre la répression à partir de la Gare de L'Est après la mort de Gilles Tautin.
- Barricades aux Quartier Latin et à Montparnasse et dernière nuit d’émeutes à Paris (troisième « nuit des barricades »).

12 juin :
- Dissolution de mouvements d'extrême gauche et « gauchistes » : « Mouvement du 22 mars », « Révoltes », les groupes trotskystes « Voix ouvrière » (futur Lutte Ouvrière), la JCR et le PCI, l’OCI et la FER, et les groupes maoïstes PCMLF et UJC(ml).
- Interdiction de manifestations pendant la campagne électorale.

13 juin :
- Expulsion des « katangais » de la Sorbonne par les étudiants.

14 juin :
- Evacuation de l’Odéon par la police.

15 juin :
- Dissolution du « Conseil pour le maintien des occupations » situationniste.

16 juin :
- Evacuation de la Sorbonne par les forces de l’ordre.

18 juin :
- Reprise du travail à la régie Renault.
- Meeting « Non aux bidonvilles, non aux villes-bidons » à la Mutualité.

20 juin :
- Reprise du travail chez Peugeot

23 juin :

- Premier tour des élections législatives : poussée UDR, recul de la gauche.
- reprise du travail à l'ORTF.

24 juin :

- Reprise du travail chez Citroën.

30 juin :

- Second tour des élections législatives, majorité absolue par les gaullistes.

Annexe n° 2 Les représentations de la ville chez premiers anarchistes.

La vision négative de la ville que Lefebvre a remarquée dans le marxisme depuis ces origines[1], traverse encore plus l'anarchisme, et ce, depuis ces pères fondateurs du XIX[e] siècle, qu'il s'agisse des français Pierre-Joseph Proudhon et Elisée Reclus ou encore des russes Michel Bakounine ou Pierre Kropotkine, qui se méfient de la ville, lieu de l'oppression et de la domination (sur la classe ouvrière, la paysannerie environnante). Celle-ci est symbole et lieu d'enrichissement de la bourgeoisie et de l'exploitation du prolétaire. La majorité des utopies anarchisantes ou socialistes depuis le XIX[e] siècle ne sont-elles pas, d'ailleurs, à vocation rurale, dénotant une certaine nostalgie du monde traditionnel pré-capitaliste, d'où la fascination systématique pour le « village » ou, encore, l'absence, remarquée par Marie-Geneviève Raymond, en 1968, d'alternatives urbaines proposées. [2] Prolongeant la pensée d'Henri Lefebvre remarquant que la pensée marxiste relève globalement de l'anti-ville[3], nous pouvons dire, en effet, que c'est la pensée socialiste ou pré-socialiste du XIX[e] siècle (et surtout la pensée du socialisme utopique qui s'oppose au socialisme scientifique selon Engels[4]) dans sa majorité qui relève d'une certaine vision négative de la ville industrielle. Exception faite de penseurs comme Fourrier ou encore Proudhon – deux influences de Marx – pour qui cette vision est plus ambiguë, puisqu'on peut les taxer de « progressistes ».[5] C'est particulièrement le cas des penseurs anarchistes de la fin du XIX[e] et début du XX[e] siècle. Le géographe russe anarchiste Pierre Kropotkine (1842-1921) n'écrivait-il pas, d'ailleurs, lui-même au lendemain de la Commune de Paris de 1871, et contestant la seule appellation de révolutionnaire au prolétariat urbain :

> « Il y a […] une lacune regrettable dans les réunions populaires que nous tenons à signaler. C'est que rien, ou presque rien, n'a été fait pour les campagnes. Tout est borné aux villes. La campagne ne semble pas exister pour les travailleurs des villes. Même les orateurs qui parlent du caractère de la prochaine révolution évitent de mentionner les campagnes et le sol. Ils ne connaissent ni le paysan ni ses désirs, et ne se hasardent pas de parler en son nom. Faut-il insister longuement sur le danger qui en résulte ? – L'émancipation du prolétariat ne sera même pas possible, tant que le mouvement révolutionnaire n'embrassera pas les villages. Les Communes insurgées ne sauraient se maintenir même un an, si l'insurrection ne se propageait pas en même temps dans les villages. [La révolution] ne sera victorieuse que le jour où le travailleur des usines et le cultivateur des champs marcheront la main dans la main à la

---

[1] [1] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps* n°33, 1986, pp. 17-19.
[2] RAYMOND (Marie-Geneviève), « Idéologie du logement et opposition ville-campagne », in : *Revue Française de Sociologie*, Paris, CNRS, Volume IX, n° 2, avril-juin 1968, pp. 191-210.
[3] LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *in : Espaces Temps* n°33, 1986, pp. 17-19
[4] ENGELS (Friedrich) (1880), *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Paris, Editions sociales, 1960.
[5] CHOAY (Françoise) (1965), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Points Essais, Editions du Seuil, 1979.

conquête de l'Egalité pour tous, en portant le bonheur dans la chaumière comme dans les édifices des grandes agglomérations industrielles. ».[6]

Ou encore, en 1899 :

« Le progrès est en ce que nous comprenons qu'une ville seule, se mettant en commune, trouverait de la difficulté à vivre. L'essai devrait être commencé conséquemment sur un territoire – celui, par exemple, d'un des Etats de l'Ouest Américain. […] C'est sur un territoire assez grand, comprenant ville et campagne – et non pas dans une ville ou un village seuls – qu'il faudra, en effet, se lancer un jour vers l'avenir communiste. »[7]

Françoise Choay, en 1965, classe, d'ailleurs, les idées de Kropotkine sur la ville dans le « pré-urbanisme sans modèle », le distinguant à la fois des « progressistes » et des « culturalistes » aux côtés de Marx et d'Engels, et ce, malgré leurs différences. Pour Kropotkine, dans la société anarchiste en devenir, la grande ville se dissoudra dans une « symbiose entre l'industrie et la campagne »[8] au sein d'un système décentralisé et fédéraliste des points de vue économique, social et politique, indispensables, selon lui, à l'autonomie comme à l'égalité à la liberté individuelle et collective, autrement dit, à « l'affranchissement de la société ». Contre les utopistes et Fourier en particulier – contre la « contraintes » qu'ils font peser sur l'habitant –, il prône ainsi le logement en « maisonnettes ». De plus, il revendique la fin de la vie division ville/campagne par une « intégration », la décentralisation industrielle et la dissémination et le mélange des activités (travaux industriels et agricoles qui ne peuvent se passer l'un de l'autre tout comme leurs terrains respectifs actuels : la ville et la campagne, etc.).[9] C'est avant tout par la « contrainte » que la ville fait peser sur les populations et, notamment, sur le prolétariat que la ville est dénoncée, voire niée, dans le système utopique rêvé, etc.

Géographe, anarchiste et compagnon de Bakounine et de Kropotkine – professionnellement et au sein de le l'AIT (Association internationale de travailleurs – I^{ère} Internationale) –, le personnage d'Elisée Reclus (1830-1905) est, également, caractéristique de cette réticence vis-à-vis des grandes métropoles, à l'instar d'autres penseurs de l'espace et proches des idées anarchistes, tel l'écossais Patrick Geddes (1854-1932, proche également de l'AIT) et disciple de l'américain Lewis Mumford. Ses écrits géographiques, dont sa *Géographie universelle*, laissent apparaître cette admiration des communautés villageoises et le jugement négatif vis-à-vis des grandes villes industrielles laides et malsaines, malgré une fascination évidente pour la modernité urbaine (notamment les transports) et

[6] KROPOTKINE (Pierre) (1885), *Paroles d'un Révolté*, Paris, Champs-Flammarion, 1978, pp. 117-118.
[7] KROPOTKINE (Pierre) (1899), *Champs, usines, ateliers*, trad., Paris, Phénix éditions, 2000.
[8] CHOAY (Françoise) (1965), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Points Essais, Editions du Seuil, 1979, p. 197.
[9] *Id.*

l'importance (comme chez Kropotkine) de ces agglomérations dans la perspective d'une fédération de communes autonome…

> « Une autre cause d'enlaidissement de nos villes modernes vient de l'envahissement par les grandes industries manufacturières. Chaque ville, ou presque, est encombrée d'un ou plusieurs faubourgs hérissés de cheminées puantes, où les rues noircies sont bordées d'immenses bâtisses aux murs nus et aveugles, ou percés d'innombrables fenêtres, dans un symétrie lassante. […] Combien de villes, spécialement dans la jeune Amérique, où l'air est presque irrespirable et où tout ce qui s'offre au regard – le sol, les murs, le ciel – semble suinter la boue et la suie. Qui peut évoquer sans frémir de dégoût une installation minière comme Scranton, sinueuse et interminable, dont les soixante-dix mille habitants n'ont même pas quelques hectares de gazon malpropre et au feuillage noir pour purifier les poumons. Et l'énorme Pittsburg, dominée par sa couronne semi-circulaire de faubourgs émettant des fumées et flammes, est-il possible de l'imaginer dans une atmosphère plus souillée que maintenant […] ? D'autres villes, moins noires que celle-ci, sont à peine moins hideuses […]. Une spéculation barbare sacrifie ainsi la beauté des rues en cédant le terrain sous forme de lotissements sur lesquels les entrepreneurs construisent des quartiers entiers, dessinés à l'avance par des architectes qui n'ont jamais même visité l'endroit, moins encore pris la peine de consulter les futurs habitants […]. L'homme doit avoir le double avantage d'accéder aux plaisirs de la ville, avec ses solidarités de pensées et d'intérêts, les possibilités qu'elle offre d'étudier, de pratiquer les arts et, en même temps, il doit jouir de la liberté qui existe dans la liberté de la nature et se déploie dans le champ de son vaste horizon. »[10]

En somme, une critique du « modernisme » urbanistique et une certaine forme de « culturalisme », pour reprendre la classification de Françoise Choay, chez le penseur anarchiste, et comme tel, bien évidemment opposé à la propriété privée. Mais, plus que la laideur industrielle, Reclus dénonce, également, les villes fondées à but militaire ou politique. Il détaille, par contre, les déterminants naturels et géographiques de l'établissement « normal » des villes, leur histoire sociale (« la ville reflète l'esprit de la société qui l'a créée »)[11]. Cela dénote, comme chez beaucoup d'auteurs de l'époque, une tendance organiciste forte dans l'appréhension de la ville (la ville comme organisme vivant, naissant, « évoluant », vieillissant et parfois mourant), que l'on retrouvera chez les premiers promoteurs de la pensée urbanistique française, influencés par Bergson. Bien que géographique, la ville est, en outre, pour Reclus, un phénomène culturel, ce qui l'amène parfois à quelques considérations architecturales dans lesquelles il fait preuve d'un certain « purisme » à la fois géographique, historique et culturel :

---

[10] RECLUS (Elisée) (1895), « L'évolution des villes », reproduit *in :* PAQUOT (Thierry) et RONCAYOLO (Marcel), *Villes et civilisations urbaines XVIIe-XXe siècle*, Paris, Larousse, 1992, pp. 169-173.
[11] RECLUS (Elisée) (1895), « L'évolution des villes », *Id.*, p. 171.

> « L'architecture étant le produit de son milieu, un style n'est pur et n'est beau qu'à l'époque et dans les pays où il a pris naissance, où il a été senti et vécu. »[12]

Il ne s'agit pas pour lui de faire « table rase » de l'architecture passée devenue « laide » par l'histoire, mais plutôt de dénoncer les récupérations, les mimétismes architecturaux, et par leur biais, les « métissages », comme par exemple, le caractère néo-classique ou néo-gothique de certains quartiers d'Edimbourg, dans une brochure qu'il écrit avec son frère aîné Elie – lui-même anarchiste – en hommage au biologiste Patrick Geddes, à son activité urbanistique et sociale dans la capitale écossaise. La conception déterministe du « milieu » sur les formes urbaines, les thèses évolutionnistes et organicistes de ce dernier ainsi que sa nostalgie du passé sans refus de la modernité – son « continuisme »[13] – se retrouvent, d'ailleurs, chez Reclus qui se pose, d'une certaine manière, en tant que propagateur de la pensée de l'écossais sur la ville en France et, surtout, dans la discipline géographique.

Cependant c'est plusieurs années plus tôt, dans *La revue des deux mondes*, que l'auteur explicite le mieux selon nous sa vision de la ville, dans un article traitant du goût croissant des citadins pour « la nature », faisant suite à l'attrait des ruraux pour la ville.[14] La ville industrielle y est décrite à la fois comme lieu de tous les « maux » sociaux, mais aussi « lieu du progrès » (les transports, l'éducation, etc.)[15], de la « vie sociale » indispensable à l'être humain (la rencontre, l' « échange »). La ville, synonyme pour les « travailleurs » de « pauvreté », d'insécurité, de maladie (« l'air des cités est chargé du principe de mort »[16]), d'ennui (« l'étroit horizon des rues accoutumées » appelle un « besoin de s'aérer » dans les campagnes[17]) s'oppose à la cité de l'opulence, de la satisfaction des besoins (matériels et sociaux) et des « plaisirs » qui en découlent. Par rapport à la « liberté » que sont censées procurer les campagnes, la ville y est décrite comme synonyme de « rapidité », à la fois dans le mode de vie qu'elle impose et permet et par la rapidité de l'urbanisation elle-même ; ce qui est dénoté dans le vocabulaire lui-même employé pour la décrire (tourbillon, etc.). Toutefois, l'accent est surtout mis sur la « volonté » des hommes et leur « besoin » de vivre en société, en tant qu' « êtres sociaux » et qui explique l'histoire de l'urbanisation et de la société toute entière, etc. Ainsi, si Reclus, souvent en termes forts, reprend à son compte et exprime une nostalgie des communautés traditionnelles – des « villages » à taille humaine, des arguments hygiénistes et des jugements de valeurs anti-villes –, s'il vante le pittoresque campagnard et rural, c'est toujours immédiatement pour les relativiser par les

---

[12] RECLUS (Elie), RECLUS (Elisée), *Renouveau d'une cité*, Paris, Editions de la société nouvelle, 1896, p. 4.
[13] RONCAYOLO (Marcel), *in :* PAQUOT (Thierry) et RONCAYOLO (Marcel), *Villes et civilisations urbaines XVIIe-XXe siècle,* Paris, Textes essentiels, Larousse, 1992, pp. 244-245.
[14] RECLUS (Elisée), « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *in : Revue des deux mondes*, 15 mai 1866, pp.352-381.
[15] RECLUS (Elisée), « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *in : Revue des deux mondes*, 15 mai 1866, pp. 371 et suiv.
[16] *Id.*, p. 375.
[17] *Id.*, p. 377.

« plaisirs » et les « progrès » – dont en premier lieu, les « libertés» qu'offre le développement des transports) que permettent la ville et l'urbanisation ; fussent-elle le fait de l'industrialisation capitaliste du XIX^{e} siècle. De plus, il y insiste et annonce la fin naturelle de l'antagonisme ville-campagne qu'il appelle de ses vœux :

> « A voir nos villes immenses s'étendre de jour en jour et presque d'heure en heure, engloutir chaque année des nouvelles colonies d'immigrants et, comme des pieuvres géantes, étirer leurs tentacules dans la campagne environnante, on se sent pris de frissons comme devant le symptôme d'une étrange maladie sociale. […] Mais il est facile de montrer que cette croissance monstrueuse de la ville, résultat complexe d'une multiplicité de causes, n'est pas pure pathologie. […] Là où grandissent les cités, l'humanité progresse. […] De nos jours, [elles se] transforment peu à peu en [se] mariant, si l'on peu dire, avec la campagne environnante. »[18]
>
> « Depuis longtemps déjà, les pessimistes s'effraient de l'incessant accroissement des grandes cités […] Les plaintes de ceux qui gémissent de la dépopulation des campagnes ne peuvent […] arrêter le mouvement : rien n'y fera, toutes les clameurs sont inutiles […] Le cultivateur non propriétaire obéit à une impulsion bien naturelle lorsqu'il prend le chemin de la cité populeuse dont on lui conte tant de merveilles. Triste et joyeux tout à la fois, il dit adieu à la masure natale pour aller contempler les miracles de l'industrie et de l'architecture ; il renonce à son salaire régulier sur lequel il pouvait compter pour le travail de ses bras, mais peut-être aussi parviendra-t-il à l'aisance ou à la fortune comme tant d'autres enfants de son village, et s'il revient un jour au pays, ce sera pour se faire construire un château à la place de la sordide demeure où il est né. Bien peu nombreux sont les émigrants qui peuvent réaliser leurs rêves de fortune, il en est beaucoup qui trouvent la pauvreté, la maladie, une mort prématurée dans les grandes villes ; mais du moins ceux qui vivent ont pu élargir le cercle de leurs idées, ils ont vu des contrées différentes les unes des autres, ils se sont formés au contact d'autres hommes, ils sont devenus plus intelligents, plus instruits, et tous ces progrès individuels constituent pour la société tout entière un avantage inestimable. »[19]

Le cas d'un des premiers penseurs anarchistes français, Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), est encore plus ambigu. L'historienne Françoise Choay, se basant sur l'un de ses derniers écrits, inachevé et paru à tire posthume[20], le classe dans les théoriciens de la ville progressistes, en tant qu'admirateur du progrès industriel, de la ville fonctionnelle – ou plus précisément dans les « pré-urbanistes progressistes » – bien que lui-même ne fut jamais théoricien de la ville, de l'espace et, encore moins, urbaniste ou « pré-urbaniste », car antérieur à la fin du XIX^{e} siècle, c'est-à-dire antérieur à Tony Garnier, Ebenezer Howard (également socialiste), Camillo Sitte, Ildefonso Cerdá,

---

[18] RECLUS (Elisée) (1895), « L'évolution des villes », reproduit *in :* PAQUOT (Thierry) et RONCAYOLO (Marcel), *Villes et civilisations urbaines XVIIe-XXe siècle*, Paris, Larousse, 1992, p. 159

[19] RECLUS (Elisée), « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *in : Revue des deux mondes*, 15 mai 1866, pp. 371-375.

[20] PROUDHON (Pierre-Joseph), *Du principe de l'art et de sa destination sociale*, Garnier frères, Paris, 1865.

etc.[21] Georges Gurvitch nous démontre, également, sa conception ambiguë du progrès technique[22], conduisant à « l'esclavage ouvrier», « [arrêtant] le développement des forces productives » et « [rendant] impossible l'accroissement du bien-être ouvrier » dans le système capitaliste[23] ; bref, renforçant « l'aliénation » aurait pu dire Marx. Notons également que Proudhon se situe, dès le départ, en opposition à Saint-Simon et à son « progressisme machiniste ». La classification de Proudhon parmi les penseurs de la ville n'est donc pas si simple. Militant socialiste sous la Monarchie de Juillet, la Seconde République et le Second Empire, contemporain du Baron Haussmann – né la même année que lui –, cet ouvrier imprimeur typographe, est le théoricien du mutualisme économique et du fédéralisme politique. Critique véhément de l'Etat, de toute forme d'autorité (gouvernement, Eglise) et défenseur de la spontanéité de la vie sociale et de la « liberté » (de la personne individuelle et de la collectivité), il eut, avant Marx, une forte influence sur le mouvement ouvrier et socialiste français du premier XIX^{e} siècle. Un temps encensé par Marx et Engels puis en concurrence et renié par eux[24], partisan de l'autonomie et de la liberté des communes dans une fédération industrielle et agricole décentralisée, il est surtout l'un des pères de la théorie de l'autogestion.

Il est vrai qu'à la fin de sa vie, Proudhon fait œuvre d'un certain mépris pour l'ornement – par exemple, l'apposition de statues d'autres cultures et d'autres époques dans l'espace public –, pour l'architecture académique au profit de l'esthétique industrielle et l'architecture fonctionnelle :

> « Aussi les halles [centrales de Paris] sont-elles un monument à la barbarie ; un vol fait aux artistes pour lesquels les travaux de la ville et de l'Etat sont une propriété ; un détournement de commande au profit des modestes dessinateurs, modeleurs et fondeurs de l'usine de Mazières. Mais le public s'est rangé du côté des industriels contre les artistes, et il a eu raison. […] Que les académiciens préfèrent un entassement de pierres, plus ou moins symétrique, sans air, sans lumière, avec le typhus en permanence, comme dans l'espèce de bastille ou de prison qui subsiste encore en face de l'église Saint-Eustache, ou les autres marchés de Paris clôturés de murs : le public sait maintenant ce que peut et doit être un monument d'utilité publique, et il ne sera pas dupe des charlatans de la forme et de l'idéal ; sans conscience et sans idée. Le but de l'art est de nous apprendre à mêler l'agréable et l'utile dans toutes les choses de notre existence ; d'augmenter ainsi pour nous la commodité des objets, et par là d'ajouter à notre propre dignité. »[25]

---

[21] CHOAY (Françoise) (1965), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Points Essais, Editions du Seuil, 1979, pp. 131-135.
[22] La notion de « progrès », chez Proudhon, se rapportant au progrès social.
[23] GURVITCH (Georges), *Les fondateurs Français de la sociologie contemporaine. II : P.-J. Proudhon*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1958, p. 69.
[24] HAUBTMANN (Pierre), *Marx et Proudhon. Leurs rapports personnels. 1844-1847. Plusieurs textes inédits*, Paris, Economie et humanisme, 1947.
[25] PROUDHON (Pierre-Joseph), *Du principe de l'art et de sa destination sociale*, Garnier frères, Paris, 1865 ; reproduit *in :* CHOAY (Françoise) (1965), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Points Essais, Editions du Seuil, 1979, pp. 133-134.

De plus, tel les étudiants architectes en grève plus d'un siècle plus tard en mai 68, Proudhon dénonce déjà l'habitude des architectes de se consacrer à l'architecture « monumentale » aux dépens de celle du logement, dont le manque se fait sentir. Il prône quant à lui l'habitat individuel, ce qui amène Françoise Choay à le qualifier, en outre, de « petit-bourgeois » pour reprendre la célèbre invective de Marx à l'endroit du théoricien en 1886 dans *Misère de la philosophie* [26]:

> « Les artistes demandent des travaux, c'est-à-dire des palais, des églises, des musées, des théâtres, des monuments ; leur art n'aboutit pas à nous loger ; au contraire, le luxe des bâtiments auquel ils nous poussent est devenu un auxiliaire de misère. […] Je donnerais le musée du Louvre, les Tuileries, Notre-Dame – et la Colonne par-dessus le marché, - pour être logé chez moi, dans une petite maison faite à ma guise, que j'occuperais seul, au centre d'un petit enclos d'un dixième d'hectare, où j'aurais de l'eau, de l'ombre, de la pelouse et du silence. […] Une agglomération de mille petits propriétaires, logés chez eux, exploitant, cultivant, faisant valoir chacun leur patrimoine, leur industrie et leurs capitaux, s'administrant et se jugeant eux-mêmes, ce chef-d'œuvre politique, dont tous les autres ne sont que des accessoires, voilà ce que nous n'avons jamais su réaliser. Artistes, professeurs et prêtres, académiciens et philosophes, tous font également mal leur devoir ; ils se sont fait instruments de misère et de dépression. »[27]

Proudhon, paradoxalement est, entre tous les théoriciens socialistes, le plus opposé à la propriété – monopole, « vol » des moyens de production, de la terre, des biens, source de profit sans travail et pouvant dégénérer en « pouvoir sur d'autres hommes »[28] –, fut-elle individuelle (privée) ou communautaire (communiste). La propriété dont il parle à la fin de sa vie, la petite maison individuelle, le lopin de terre, le « coin de verdure », renvoie surtout à la propriété « mutualiste » dans un « fédération » de communes, système permettant selon lui de préserver à la fois le collectivisme et les libertés individuelles. La propriété signifie, ici, « dont on peut disposer à sa guise », et non pas « dont sont exclus les autres », « droit d'occupation » l'emportant sur le « droit d'exclusion »[29], en somme, un partage librement consenti et perpétuel.[30] Le refus du centralisme et du collectivisme pur des futurs communistes ou de Fourier distingue Proudhon des autres socialistes sur ce sujet, comme il distinguera les anarchistes des marxistes plus tard :

> «Une petite maison tenue à loyer, un jardin en usufruit me suffisent largement : mon métier n'étant pas de cultiver le sol, la vigne ou le pré, je n'ai que faire d'un parc, ou d'un vaste héritage. Et quand je serais

---

[26] MARX (Karl), *Misère de la philosophie*, Genève, M. Elpidine, 1886, 156 p.
[27] PROUDHON (Pierre-Joseph), *Du principe de l'art et de sa destination sociale*, Garnier frères, Paris, 1865 ; reproduit *in :* CHOAY (Françoise) (1965), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Points Essais, Editions du Seuil, 1979, pp. 134-135.
[28] GURVITCH (Georges), *Les fondateurs Français de la sociologie contemporaine. II : P.-J. Proudhon*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1958, pp. 9-10.
[29] Cité *in :* GURVITCH (Georges), *Les fondateurs Français de la sociologie contemporaine. II : P.-J. Proudhon*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1958, p. 20.
[30] PROUDHON (Pierre-Joseph) (1862), *Théorie de la propriété*, Les classiques des sciences sociales, Chicoutimi, Université du Québec, 2002.

laboureur et vigneron, la possession slave me suffirait : la quote-part échéant à chaque chef de famille dans chaque commune. Je ne puis souffrir l'insolence de cet homme qui, le pied sur cette terre qu'il ne tient que par une concession gratuite, vous interdit 1e passage, vous défend de cueillir un bluet dans son champ ou de passer le long du sentier. Quand je vois toutes ces clôtures, aux environs de Paris, qui enlèvent la vue de la campagne et la jouissance du sol au pauvre piéton, je sens une irritation violente. Je me demande si la propriété qui parque ainsi chacun chez soi n'est pas plutôt l'expropriation, l'expulsion de la terre. *Propriété particulière !* Je rencontre parfois ce mot écrit en gros caractères à l'entrée d'un passage ouvert, et qui semble une sentinelle vous défendant de passer. J'avoue que ma dignité d'homme se hérisse de dégoût. Oh ! je suis resté en cela de la religion du Christ, qui recommande le détachement, prêche la modestie, la simplicité d'âme et la pauvreté du cœur. Arrière le vieux patricien, impitoyable et avare ; arrière le baron insolent, le bourgeois cupide et le dur paysan, *durus arator*. Ce monde m'est odieux ; je ne puis l'aimer ni le voir. Si jamais je me trouve propriétaire, je ferai en sorte que Dieu et les hommes, les pauvres surtout, me le pardonnent !... »[31]

Mais ces considérations sur l'architecture, la propriété et le logement ne suffisent pas à faire de Proudhon un penseur de la ville ni à expliciter sa perception de celle-ci. C'est dans des œuvres, antérieures que nous pourrons en déceler des indices. On peut entrevoir également des propos prouvant que Proudhon n'est pas si « progressiste » au sens de « fasciné » par le progrès, comme semblent le noter certains historiens de l'urbanisme. Son goût pour le bâti fonctionnel, réalisé par des « ingénieurs», ne se rapporterait qu'à un caractère esthétique que l'on pourrait, par hypothèse, rapporter au refus de l'art bourgeois ou académique.

« Supposons une population de dix millions d'âmes : si, par telle cause que l'on voudra, la vie moyenne venait à s'accroître de cinq ans pour un million d'individus, la mortalité continuant à sévir de la même manière qu'auparavant sur les neuf autres millions, on trouverait, en répartissant cet accroissement sur le tout, que la vie moyenne s'est augmentée pour chacun de six mois. Il en est de la vie moyenne, soi-disant indice du bien-être moyen, comme de l'instruction moyenne : le niveau des connaissances ne cesse de monter, ce qui n'empêche pas qu'il y ait aujourd'hui, en France, tout autant de barbares que du temps de François 1er. Les charlatans qui se proposaient d'exploiter les chemins de fer ont fait grand bruit de l'importance de la locomotive pour la circulation des idées ; et les économistes, toujours à l'affût des niaiseries civilisées, n'ont pas manqué de répéter cette fadaise. - Comme si les idées avaient besoin, pour se répandre, de locomotives! Mais qui donc empêche les idées de circuler de l'Institut aux faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, dans les rues étroites et, misérables de la Cité et du Marais, partout enfin où habite cette multitude encore plus dépourvue d'idées que de pain ? D'où vient qu'entre un Parisien et un Parisien, malgré les omnibus et la petite poste, la distance est aujourd'hui trois fois plus grande qu'au XIVe siècle ? L'influence subversive des machines sur l'économie sociale et la

[31] PROUDHON (Pierre-Joseph) (1862), *Théorie de la propriété*, Les classiques des sciences sociales, Chicoutimi, Université du Québec, 2002, pp. 143-144.

> condition des travailleurs s'exerce en mille modes, qui tous s'enchaînent et s'appellent réciproquement : la cessation du travail, la réduction du salaire, la surproduction, l'encombrement, l'altération et la falsification des produits, les faillites, le déclassement des ouvriers, la dégénération de l'espèce, et finalement les maladies et la mort. [...] Mais il faut pénétrer plus avant encore dans l'antinomie. Les machines nous promettaient un surcroît de richesse; elles nous ont tenu parole, mais en nous dotant du même coup d'un surcroît de misère. - Elles nous promettaient la liberté ; je vais prouver qu'elles nous ont apporté l'esclavage. »[32]

Quant à l'urbanisation croissante accompagnant la révolution industrielle, Proudhon y voit un facteur d'aliénation – lui parle de « misère » – supplémentaire pour l'ouvrier, obligé de quitter sa campagne pour aller peupler les grandes agglomérations, entraînant ainsi une élévation des loyers et une source de profit supplémentaire pour les propriétaires.

Enfin, comme Kropotkine et Bakounine après lui, et contrairement à de nombreux marxistes, Proudhon ne méprise pas la paysannerie – ou plutôt le prolétariat paysan – dans la stratégie révolutionnaire. Le prolétariat urbain (jouant, à la base, le rôle d'avant-garde que jouera le Parti chez les Bolchevicks) sert simplement de guide, dans une démarche d'éducation, pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de sa situation.[33] La révolution anarchiste, chez Proudhon, sera le fait des prolétariats urbain et rural unis.

En définitive la vision de la ville « classique » chez les théoriciens anarchistes du XIXe siècle est souvent ambiguë, mais possède des points communs malgré les différences entre les individus : principalement, l'alternance entre la fascination pour le monde et les progrès techniques et industriels (les transports) et une nostalgie du village et du monde rural « traditionnel ». Leur souhait se porte, comme pour la majorité des socialistes utopistes du XIX^{e} siècle, vers la fin de la division ville-campagne, notamment par l'intégration de l'industrie et de l'habitation individuelle populaire dans la campagne, puisque la grande ville industrielle ou l'habitat collectif sont également synonymes de « misère » pour la classe ouvrière. Toutefois, cette classe ouvrière miséreuse entassée dans la grande ville constitue justement, de ce fait, la force prenant conscience d'elle-même et de sa situation, capable de mener à bien la révolution sociale. En ce sens, la ville industrielle, indigne et « malade », « monstrueuse », selon certains, possède également ses bienfaits.

Les anarchistes eurent, également, très tôt le mérite, et en réaction aux utopistes socialistes, de refuser les modèles spatiaux, imposés par les esprits éclairés, prônant une nouvelle organisation socio-spatiale par « la base », revendications qui font leur réapparition dans les années 1960 et se développent aujourd'hui encore.

---

[32] PROUDHON (Pierre-Joseph) (1846), *Système des contradictions économiques. Ou philosophie de la misère*, (Extraits), Les classiques des sciences sociales, Chicoutimi, Université du Québec, 2002, pp. 57-58.
[33] ANSART (Pierre), *Sociologie de Proudhon*, Paris, PUF, 1967, p.72-73.

C’est chez le théoricien anarchiste de la I[ère] Internationale James Guillaume (1844-1916) que l’on retrouve, enfin, pour la société anarchiste attendue, les propositions sur la ville (sur le logement et la construction) les plus précises :

> « Toutes les maisons sont la propriété de la commune. La Révolution faite, chacun continue à habiter provisoirement le logement qu’il occupait, à l’exception des familles qui étaient réduites à des habitations malsaines ou trop insuffisantes, et qui seront immédiatement logées, par les soins de la commune, dans les appartements vacants des maisons appartenant précédemment aux riches. La construction des maisons nouvelles, contenant des logements sains, spacieux et commodes, pour remplacer les misérables taudis des anciens quartiers populaires, sera un des premiers besoins de la société affranchie. La commune s’en occupera immédiatement ; et de la sorte elle pourra non seulement fournir du travail aux corporations de maçons, charpentiers, serruriers, couvreurs, etc., mais encore il lui sera facile d’occuper d’une manière utile cette foule de gens qui, vivant dans l’oisiveté avant la Révolution, ne savent aucun métier ; ils pourront être employés comme manœuvres dans les immenses travaux de construction et de terrassement qui seront alors entrepris sur tous les points de la région affranchie, et spécialement dans les villes. Les logements nouveaux seront construits aux frais de tous – ce qui signifie qu’en échange de travail fourni par les diverses corporations du bâtiment, celles-ci recevront de la commune les bons d’échange nécessaires pour qu’elles puissent subvenir largement à l’entretien de tous leurs membres. Et puisque les logements auront été construits aux frais de tous, ils devront être à la disposition de tous – c’est-à-dire que la jouissance en sera gratuite et que personne n’aura à payer à la commune une redevance, un loyer, en échange de l’appartement qu’il occupera. […] Mais en attendant que [les maisons] soient bâties, il faudra bien prendre patience et se contenter de ce qui existe ; la commune aura eu soin, comme nous l’avons dit, de remédier aux besoins les plus pressants en logeant les familles les plus pauvres dans les vastes palais de riches ; et quant au reste de la population, nous croyons qu’il se sera développé en elle, par l’enthousiasme révolutionnaire, un sentiment de générosité et d’abnégation, qui fera que chacun sera heureux de supporter, pendant quelque temps encore, les inconvénients d’une habitation incommode, et qu’il ne viendra à l’idée de personne de chercher querelle à son voisin qui, plus favorisé, aura provisoirement un appartement plus agréable. Au bout de peu de temps, grâce à l’activité avec laquelle travailleront les constructeurs, puissamment stimulés par la demande générale, les logements seront devenus si abondants, que toutes les demandes pourront être satisfaites : chacun n’aura plus qu’à choisir, avec la certitude de trouver une habitation à sa convenance. […] A quoi veut-on que s’occupent les légions de maçons et d’autres travailleurs du bâtiment, sinon à construire incessamment des logements commodes et vraiment dignes d’être habités par les membres d’une société civilisée ? […] Ce sera l’œuvre de peu de temps. […] Et quant ils auront fini, […] ils continueront à travailler ; ils amélioreront, ils perfectionneront ce qui existe, et peu à peu on verra disparaître entièrement les quartiers sombres, les rues étroites, les maisons

incommodes de nos villes actuelles : à leur place s'élèveront des palais, où habiteront les travailleurs redevenus hommes. »[34]

La question et la situation du logement (des ouvriers) prennent toute leur importance dans la perspective de la révolution. Plus que cela, elles en deviennent un des enjeux primordiaux, ce qui prouve qu'elles sont également un des objets sociétaux les moins acceptés par les anarchistes de l'époque, en terme de misère, d'exploitation, d'oppression ou d'aliénation.

On voit poindre encore une fois le souci de l'hygiénisme propre aux réformistes de la fin du XIX^{e} siècle, mais aussi aux révolutionnaires, ce souci allant ici de pair avec la « place » nécessaire aux individus et familles dans leur logement, et qui entre en corrélation avec la célèbre doctrine du même auteur, résumée par la formule « de chacun suivant ses forces, à chacun selon ses besoins ».[35] La théorie anarchiste innove, ainsi, à l'époque au côté du marxisme –en avance sur lui du point de vue du logement –, mais après Le Play, sur le souci des « besoins » de la classes ouvrière, mais plus généralement des individus, notamment en espace, en hygiène, etc. Il est à noter, cependant, que les intentions sont différentes chez le réformateur Le Play et le révolutionnaire Guillaume. Pour Le Play, réformiste et catholique attaché au Second Empire, la satisfaction des besoins ouvriers devra, entre autres, entraîner la paix sociale[36], tandis que chez l'anarchiste, cette paix sociale n'est pas conçue. C'est justement « après la révolution » et d'une certaine manière par elle, que ces besoins seront satisfaits.

On remarquera, enfin, que James Guillaume fait également référence, toujours dans sa vision anarchiste, aux sociabilités de voisinage, relatives au logement, qui seront censées devenir idéales dans la société révolutionnaire ou post-révolutionnaire. Chaque homme devenant, par la perspective de la satisfaction de ses besoins (en espace, etc.), inapte à ressentir de la jalousie ou de la convoitise, ce qui le rapproche d'une certaine manière des utopistes socialistes tels Fourier.

---

[34] GUILLAUME (James) (1876), « Idées sur l'organisation sociale », reproduit *in :* GUÉRIN (Daniel) (1970), *Ni Dieu, ni maîtres*. *Anthologie de l'anarchisme*, tome 1, Paris, La Découverte, 1999, pp. 307-309.
[35] *Id.*, p. 304.
[36] KALAORA (Bernard) et SAVOYE (Antoine), *Les inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Champ Vallon, 1989.

BIBLIOGRAPHIE

GENERALITES : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

Sociologie de la connaissance : théories et méthodes

CAZENEUVE (Jean), « La sociologie de la connaissance », *in : Encyclopaedia universalis*, Corpus 6, 1995, pp. 396-400.

DURKHEIM (Emile), « Le problème sociologique de la connaissance », *L'Année sociologique*, II, 1910, pp. 42-45.

DUVIGNAUD (Jean) (sous la dir. de), *Sociologie de la connaissance*, Paris, Payot, Coll. « Bibliothèque scientifique »1979, 286p.

DUVIGNAUD (Jean) (sous la dir. de. Coordination et choix des textes), « Sociologie de la connaissance », *Bastidiana. Cahiers d'études bastidiennes*, n° 35-36, Rouen, juillet-décembre 2001, 244p.

GABEL (Joseph), *Mannheim et le marxisme hongrois*, Paris, Méridiens Klincksieck, Coll. « Sociétés »1987, 158p.

GOLDMANN (Lucien) (1959), *Le Dieu caché. Etudes sur la vision tragique dans les* Pensées *de Pascal et dans le théâtre de Racine*, Paris, Gallimard, Coll. «Tel », 1976, 454p.

GURVITCH (Georges) (1966), *Les Cadres sociaux de la connaissance*, Anthony, Editions Tops/H. Trinquier, 2001, 313p.

GURVITCH (Georges) (1960), « Problèmes de la sociologie de la connaissance », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome II, PUF, Paris, 1963, pp. 103-136.

GURVITCH (Georges) (1960), « Problèmes de la sociologie de la vie morale », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome II, PUF, Paris, 1963, pp. 137-172.

HALBWACHS (Maurice), « Conscience individuelle et esprit collectif », *American Journal of Sociology*, 44, 1939, pp. 812-822.

HALBWACHS (Maurice), « La psychologie collective du raisonnement », *Zeitschrift für Sozialforschung*, Paris, 1938, pp. 357-374.

L'Homme et la société, n° 140-141, 2001/2-3, « Autour de Mannheim : sociologie du savoir, interprétation, détournements, déplacements », Paris, L'Harmattan, 2001, 240p.

KALAORA (Bernard), SAVOYE (Antoine), *Les Inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Champ Vallon, Coll. « Milieux », 1989, 293p.

KUPIEC (Anne), *Karl Mannheim. Idéologie, utopie et connaissance*, Paris, Editions du Félin, Coll. « Les marches du temps », 2006, 164p.

LÖWY (Michael), *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985, 226p.

MANNHEIM (Karl) (1928), *Le Problème des générations*, traduit de l'allemand par Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou, Paris, Nathan, Coll. « Essais & Recherches », 1990, 122p.

MORIN (Edgar), *La Méthode*, tome 4 : *Les Idées. Leur habitat, leur vie, leurs mœurs leur organisation*, Paris, Editions du Seuil, 1991, 262p.

SAVOYE (Antoine), « Analyse institutionnelle et recherches socio-historiques : quelle compatibilité ? », *L'Homme et la société*, n° 147-148, 2003/1-2, « L'Analyse institutionnelle : entre socio-clinique et socio-histoire », Paris, L'Harmattan, pp. 133-150.

SCHELER (Max) (1926), *Problèmes de sociologie de la connaissance*, traduit de l'allemand par Sylvie Mesure, Paris, PUF, Coll. « Sociologies », 1993, 283p.

Idéologies et utopies, généralités

ALTHUSSER (Louis), *Eléments d'autocritique*, Paris, Hachette, Coll. « Analyses », 1974, 126p.

ALTHUSSER (Louis), « Idéologie et appareils idéologiques d'état », *in : Positions*, Paris, Editions sociales, 1976, 172p.

ALTHUSSER (Louis)(1965), *Pour Marx*, avant-propos d'Etienne Balibar, Paris, La Découverte-poche, Coll. « Sciences humaines et sociales », 1996, 274p.

ALTHUSSER (Louis), *Solitude de Machiavel*, édition préparée et commentée par Yves Sintomer, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 1998, 324p.

ANSART (Pierre), « L'idéologie, une interrogation permanente », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 201-215.

ANSART (Pierre), *Idéologies, conflits et pouvoir*, Paris, PUF, Coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1977, 275p.

ANSART (Pierre), « Sociologie des totalitarismes », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 2 : *Les Régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985.

ARON (Raymond) (1955), *L'Opium des intellectuels*, Paris, Hachette, Coll. « Pluriel », 1994, 337p.

ARON (Raymond) (1965), *Trois essais sur l'âge industriel*, Paris, Plon, Coll. « Preuves », 1966, 239p.

BARTHES (Roland) (1971), *Sade, Fourier, Loyola*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points Essais », 1973, 190p.

BLOCH (Ernst)(1918), *L'Esprit de l'utopie*, traduit de l'allemand par Anne-Marie Lang et Catherine Piron-Audard, Paris, NRF-Gallimard, Coll. « Bibliothèque de philosophie », 1977, 344p.

BLOCH (Ernst) (1959), *Le Principe espérance*, tome 2 : *Les Épures d'un monde meilleurs*, traduit de l'allemand par Françoise Wuilmard, Paris, NRF-Gallimard, Coll. « Bibliothèque de philosophie », 1982, 578p.

BOUDON (Raymond) (1986), *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points Essais », 1992, 330p.

BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2/3, 1976, pp. 3-72.

CHAZEL (François), « Idéologie et processus révolutionnaire », *Revue française de sociologie*, vol. XXX, n°3/4, « Sociologie de la révolution », Paris, CNRS, juillet-décembre 1989, pp. 431-454.

CHÂTELET (François), LEFEBVRE (Henri), *Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, n°20, « Idéologie et vérité », Paris, 1962, 26p.

DESROCHE (Henri), *Mémoires d'un faiseur de livres*, entretiens et correspondances avec Thierry Paquot (août 1991), Paris, Lieu commun, Coll. « Les passeurs de frontières », 1992, 290p.

DION (Michel), *Sociologie et idéologie*, Paris, Editions sociales, Coll. « Problèmes », 1973, 174p.

DORNA (Alexandre), « L'enjeu idéologique des sciences humaines et sociales : le syndrome des micro-théories », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 71-93.

DUMONT (Fernand), *Les Idéologies*, Paris, PUF, Coll. « SUP », 1974, 183p.

DUMONT (Louis), *Essai sur l'individualisme, Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Esprit/Seuil, 1983, 280p.

ENGELS (Friedrich) (1880), *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Paris, Editions sociales, 1960, 86p.

GABEL (Joseph) (1970), « Idéologie », *in : Encyclopaedia Universalis*, tome 11, 1996, pp. 901-905.

GABEL (Joseph), *La Fausse conscience. Essai sur la réification*, Paris, Les Editions de Minuit, Coll. « Arguments », 1962, 264p.

GABEL (Joseph), *Idéologies*, tome 1 : *Recueil de textes partiellement extraits de divers revues et publications, 1948 – 1972*, tome 2 : *Althusserisme et stalinisme*, Paris, Anthropos, 1974 et 1978, 358 p. et 167p.

GABEL (Joseph) (1979), « Une pensée non idéologique est-elle possible ? », in : *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 13-24.

GOLDMANN (Lucien) (1952), *Sciences humaines et philosophie*, suivi de *Structuralisme génétique et création littéraire*, Paris, Editions Gonthier, Coll. « Bibliothèque médiations », 1966, 165p.
HABERMAS (Jürgen) (1968), *Connaissance et intérêt*, traduit de l'allemand par Gérard Clémençon et préface de Jean-René Ladmiral, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 1986, 386p.
HABERMAS (Jürgen) (1968), *La Technique et la science comme « idéologie »*, traduit de l'allemand et préfacé par Jean-René Ladmiral, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 2002, 211p.
HAMELIN (Christophe), MAZENC (Luc-Michel), TARLET (Renaud), « Idéologie républicaine et réification », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 124-139.
LEFEBVRE (Henri) (1971), *L'Idéologie structuraliste*, Paris, Anthropos, Coll. « Points », 1975, 251p.
LEFEBVRE (Henri), *Sociologie de Marx*, Paris, PUF, Coll. « Le Sociologue », 1966, 171p.
Le Magazine littéraire, n° 239-240, « Dossier Idéologies : le grand chambardement », Paris, Mars 1987, pp. 16-102.
MANNHEIM (Karl) (1929), *Idéologie et utopie*, traduit de l'édition anglaise par Pauline Rollet, préface de Louis Wirth, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, Coll. « Petite bibliothèque sociologique internationale », 1956, 233p.
MARX (Karl), ENGELS (Friedrich) (1845), *L'idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*, traduit par René Cartelle et Gilbert Badia, Paris, Editions sociales, Coll. « Classiques du marxisme », 1970, 154p.
Mouvements. Sociétés, politique, cultures n° 45-46, « Le nouvel esprit utopique », Paris, La Découverte, mai-juin-juillet-août 2006, pp. 7-142.
NGOC VU (Nguyen), *Idéologie et religion d'après Marx et Engels*, Paris, Aubier Montaigne, Coll. « Philosophie de l'esprit », 1975, 218p.
RICOEUR (Paul) (1986), *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, Coll. « Point Essai », 2005 (première traduction française 1997), 411p.
RUBY (Christian), « Le tournant esthétique », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 151-178.
SCHEMEIL (Yves), « Les cultures politiques », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 3 : *L'Action politique*, Paris, PUF, 1985.
SFEZ (Lucien), « Bio-technologies et idéologie. Du sujet individuel biologique à la construction sociale du corps », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 49-70.
SFEZ (Lucien), *La Symbolique politique*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 2400, 1988, 127p.
SINBANDHIT (David), « "Télé-idéologies" : Représentations de la mort et idéologies télévisuelles », *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 179-199.
TAFURI (Manfredo) (1973), *Projet et utopie de l'avant-garde à la métropole*, traduction française de Françoise Brun, Préface de Bernard Huet, Paris, Dunod, Coll. « Espace & Architecture », 1979, 176p.
TORT (Patrick) (2002), « Science et idéologie. Fragments d'entretiens avec Patrick Tort », in : *Illusio*, n°3, « Idéologies contemporaines », Caen, Automne 2006, pp. 25-47.
VADÉE (Michel), *L'Idéologie*, Paris, PUF, « Dossiers Logos », 1973, 96p.

Morphologies sociales et urbaines.

DURKHEIM (Emile), « Morphologie sociale », *L'Année sociologique*, deuxième année (1897-1898), sixième section, Paris, Lib. Félix Alcan, 1899, pp. 520-521.
HALBWACHS (Maurice) (1938), *Morphologie sociale*, Paris, Armand Colin, Coll. « U2 », 1970, 190p.
MAUSS (Marcel) (1905), « Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimos. Etude de morphologie sociale », *in : Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, Coll. « Quadrige », 2003, pp. 389-477.
RATZEL (Friedrich) (1897), *La Géographie politique. Les concepts fondamentaux*, choix de textes et traduction de l'allemand par François Ewald, avant-propos de Michel Korinman, Paris, Fayard, Coll. « Géopolitiques et stratégies », 1987, 220p.

Représentation de l'espace/ espaces de représentation

BACHELARD (Gaston) (1957), *La Poétique de l'espace*, Paris, PUF, Coll. « Quadrige », 1998, 214p.

BAILLY (Antoine S.), « L'imaginaire spatiale. Plaidoyer pour la géographie des représentations », *Espaces Temps*, n° 40-41, 1989, pp. 53-58.

BOUDON (Philippe) (sous la dir.), *Langage singuliers et partagés de l'urbain*, Paris, L'Harmattan, 1999, 239p.

CAMUS (Christophe), *Le Discours urbanistique : quelques propositions d'analyse*, Maîtrise de sociologie, sous la direction d'Henri Raymond, Nanterre, Université Paris X – Nanterre, 254p.

DI MEO (Guy), « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », *L'Espace Géographique*, n° 4, 1990-1991, pp. 359-373.

DI MÉO (Guy), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 1998, 317p.

DI MEO (Guy) et BULEON (Pascal), *L'Espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Collin, 2005, 303p.

DI MEO (Guy), « De l'effet de lieu au territoire : la question du sujet et de la territorialité », *in : Faire de la géographie sociale aujourd'hui*, Les documents de la Maison de la recherche en sciences humaines de Caen 14, Presses Universitaires de Caen, Caen, 2001, pp. 69-80.

FREY (Jean-Pierre), *La Dialectique intérieur-extérieur en architecture. Essai sur la genèse de l'espace architectural de la renaissance*, Doctorat de troisième cycle en sociologie, sous la direction d'Henri Raymond, Nanterre, Université de Paris X – Nanterre, 1980, 326p.

GREGORY (Derek) (1978), *Ideology, Science and Human Geography*, New York, St Martin's Press, 1979, 198p.

JORN (Asger), *Pour la forme, ébauche d'une méthodologie des arts*, Paris, Internationale situationniste, 1958, 139p.

KANT (Emmanuel) (1781), *Critique de la raison pure*, Paris, PUF, Coll. « Quadrige », 1997, pp. 55-61.

LEFEBVRE (Henri), « Hors du centre, point de salut ? », *Espaces Temps*, n°33, 1986, pp. 17-19.

LEFEBVRE (Henri) (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, Coll. « Ethno-sociologie », 2000, 485p.

RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Centre de Création Industrielle/Centre George Pompidou, Coll. « alors : », 1984, 293p.

SANSOT (Pierre), *Poétique de la ville*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988, 422p.

Analyse du discours et des discours politiques

BON (Frédéric), « Langage et politique », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 3 : *L'Action politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 537–573.

BOURDIEU (Pierre), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points/Essais », 2001, 423p.

Centre Universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *Discours et idéologie*, Paris, PUF, 1980, 431p.

DEBRAY (Régis), *Cours de médiologie générale*, Paris, NRF-Gallimard, Coll. « Bibliothèque des idées », 1991, 395p.

DOMENACH (Jean-Marie) (1950), *La Propagande politique*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 1979, 127p.

GRANAI (Georges) (1960), « Problèmes de la sociologie du langage », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome II, PUF, Paris, 1963, pp. 255-277.

GUESPIN (Louis), « Problématique des travaux sur le discours politique », *Langages*, 1971, pp. 3-24.

LENAIN (Pierre), *Le Mensonge politique*, Paris, Economica, Coll. « La France de demain », 1988, 108p.

REBOUL (Olivier) (1984), *La Rhétorique*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n°2133, 1986, 127p.

SARFATI (Georges-Elia) (1997), *Elément d'analyse du discours*, Paris, Nathan, Coll. « 128 Linguistique », 2001, 128p.
TCHAKHOTINE (Serge) (1939), *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 1992, 605p.

Sociologie de l'art, des élites et historiographie

BOURDIEU (Pierre), PASSERON (Jean-Claude), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Les Editions de Minuit, Coll. « Le Sens commun », 1964, 189p.
BOURDIEU et HAACKE (Hans), *Libre-échange*, Paris, Le Seuil, Coll. « Les Presses du réel », 1994. 147p.
FOURCAUT (Annie), « De la classe ou territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement social*, n° 200, Paris, 2002/3, pp. 170-176.
FOURCAUT (Annie), « L'histoire urbaine de la France contemporaine : État des lieux », *Histoire urbaine*, n° 8, Paris, SFHU, MSH, décembre 2003, pp. 171-185.
FRANCASTEL (Pierre), *Art et technique au XIX^e^ et XX^e^ siècles*, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 2000, 293p.
FRANCASTEL (Pierre), *Etudes de sociologie de l'art*, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 1989, 252p.
FRANCASTEL (Pierre) (1960), « Problèmes de la sociologie de l'art», *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome II, PUF, Paris, 1963, pp. 278-296.
GARNIER (Jean-Pierre), JANOVER (Louis), *La Pensée aveugle. Quand les intellectuels ont des visions*, Paris, Spengler, 1993, 263p.
GOTTRAUX (Philippe), *« Socialisme ou barbarie » : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, Coll. « Sciences politiques et sociales », 1997, 427p.
JAUSS (Hans Robert) (1978), *Pour une esthétique de la réception*, traduit de l'allemand par Claude Maillard, préface de Jean Starobinski, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 1990, 305p.
LECLERC (Gérard), *Sociologie des intellectuels*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 3672, 2003, 127p.
SARTRE (Jean-Paul), *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, Coll. « Idées », 1972, 117p.
SIRINELLI (Jean-François), *Comprendre le XX^e^ siècle français*, Paris, Fayard, 2005, 527p.
SIRINELLI (Jean-François), *Les Vingt décisives. Le passé proche de notre avenir. 1965-1985*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2007, 324p.

SUR LES RELATIONS VILLE ET POLITIQUE

Espace urbain, idéologies et utopies

BIDOU-ZACHARIASEN (Catherine), *Les Aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, Coll. « Economie en liberté », 1984, 200p.

BIDOU (Catherine), « Les modes de vies des nouvelles couches moyennes : modèle culturel et recherche d'identité », *in : Espaces et modes de vie. Actes du colloque de Dourdan*, Paris, Plan construction et habitat, Mission de la recherche urbaine, juin 1982, pp. 63-69.

BIDOU-ZACHARIASEN (Catherine), « La prise en compte de l' « effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains », *Revue Française de Sociologie*, Paris, CNRS, vol. XXXVIII, 1997, pp. 97-117.

BOURDIEU (Pierre) (1993), « Effets de lieu », *in :* BOURDIEU (Pierre) (1993), *La Misère du monde*, Paris, Points Seuil, 1998, pp. 249-262.

BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, les situationnistes et la dialectique monumentale : du monument social au monument spectacle », *L'Homme et la société*, n° 146, 2002/4, « Monument et ville », Paris, L'Harmattan, pp. 41-60.

BUSQUET (Grégory), « Henri Lefebvre, L'Internationale situationniste et la revue *Utopie* », *Urbanisme*, n° 336 (dossier « Utopies »), mai - juin 2004, pp. 54-57.

CASTELLS (Manuel) (1972) *La Question urbaine*, édition revue, Paris, F. Maspero, Coll. « Textes à l'appui », 1975, 523p.

CERFI, « Généalogie du capital. 1. Les équipements du pouvoir », *Recherche* n° 13, Paris, décembre 1973, 262p.

CERFI, *La programmation des équipements collectifs dans les villes nouvelles (Les équipements de l'hygiène mentale)*, Paris, Rapport sur l'exécution de la convention d'études entre le CERFI et le Ministère de l'Equipement et du Logement (DAFU) du 4 mai 1971, mai 1972, 115p.

CHALAS (Yves), *L'Invention de la ville*, Paris, Anthropos, Coll. « Villes », 2000, 199p.

CHALAS (Yves) et *la., Urbanité et périphérie. Connaissance et Reconnaissance des territoires contemporains*, Paris, Ministère du Logement, Plan Construction et Architecture (Programme « Evolution des territoires contemporains »), 1997, 194p.

CHALAS (Yves) (conseiller scientifique), *La Ville émergente. Forces et valeurs des territoires contemporains*, Séminaire Plan Construction et architecture (Yves Chalas et Geneviève Dubois-Taine), rapport de synthèse, décembre 1996, 49p.

CHALAS (Yves), DUBOIS-TAINE (Geneviève) (sous la dir. de), *La Ville émergente*, Paris, L'Aube, Coll. « Société », 1997, 285p.

CHAMBOREDON (Jean-Claude), LEMAIRE (Madeleine), « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n° XI-1, Paris, 1970.

CHOAY (Françoise) (1980), *La Règle et le modèle*, Paris, Le Seuil, 1996.

CHOAY (Françoise) (1965), *L'Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points Essais », 1979, 448p.

CLAVEL (Maïté), « La haine de l'utopie », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXXVII, trente-et-unième année, Paris, PUF, juillet-décembre 1984, pp. 361-382.

CUMPLOWICZ (Philippe), ROSTAIN (Michel), *L'Etat et les équipements de diffusion culturelle. (II) L'émergence de l'Opéra-Comique et du Conservatoire en France*, DAFU, Paris, CERFI, 1978, 122p.

COHEN (Jean-Louis), *Y'a t-il une pratique architecturale de la classe ouvrière ?*, Unité pédagogique n° 6, Paris, Edité par l'Institut d'Environnement et l'Ecole Nationale supérieure des Beaux-Arts, 1974, 134p., ronéo.

Urbanisme, n° 336, dossier « Utopies », actes du Colloque « Le Temps des utopies », GERPHAU-LOUEST, Ecole d'Architecture de Clermont-Ferrand. 4 et 5 mai 2004, mai - juin 2004.

DAGNAUD (Monique), *Le Mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France. Enquête sur l'idéologie urbaine de l'élite technocratique et politique (1945-1975)*, Paris, Mouton et EHESS, Coll. « La Recherche urbaine », 13, 1978, 326p.

DREYFUS (Jacques), *La Ville disciplinaire*, Paris, Galilée, Coll. « L'espace critique », 1976, 216p.

FOUCAULT (Michel) (sous la dir. de), *Généalogie des équipements de normalisation. Les équipements sanitaires* (comprend « L'institution hospitalière au XVIIIe siècle » sous la dir. de Michel FOUCAULT ; « Généalogie des équipements psychiatriques au XIXe siècle » par Gaëtane LAMARCHE-VADEL et Georges PRÉLI ; « Histoire de la psychiatrie de secteur ou le secteur impossible ? » par François FOURQUET et Lion MURARD), action concertée de recherches urbaines, Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1976, 440p.

FOUCAULT (Michel), *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard-Seuil, Coll. « Hautes Études », 2004, 435 p.

FOUCAULT (Michel) (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 1995, 360p.

FREY (Jean-Pierre), « Architecture et géométrisme morbide », *Culture au quotidien. Folie et Environnement*, Avril 1983, pp. 59-61.

FREY (Jean-Pierre), « Eupalinos ou l'imaginaire mis à mal par les docteurs », *in :* Ministère de la Culture et de la communication, *Recherche architecturale, urbaine et paysagère 2005. Vers un doctorat en architecture*, Paris, MCC, nov. 2005, pp. 82-95.

FREY (Jean-Pierre), « Quand architectes et architectes-urbanistes parlent de la ville : deux définitions différentes de l'urbanisme », *in :* BOUDON (Philippe) (sous la dir. de), *Langage singuliers et partagés de l'urbain*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 45-73 ; Colloque de l'UMR CNRS 220 LOUEST, « Langages singuliers et partagés de l'urbain », mercredi 11 décembre 1996.

FREY (Jean-Pierre), « Tintin ou l'espace d'une utopie », *Milieux*, n° 22, 1985, pp. 42-45.

GABEL (Joseph), DESROCHE (Henri), « Utopie », in : *Encyclopaedia Universalis*, 1996.

GARNIER (Jean-Pierre), GOLDSCHMIDT (Denis), *La Comédie urbaine ou la cité sans classe*, Paris, F. Maspero, Coll. « Textes à l'appui », 1978, 334p.

GARNIER (Jean- Pierre), « La critique radicale a-t-elle encore droit de cité ? », *Espaces et sociétés* n° 101-102, « 30 ans : anciens débats, nouvelles questions », Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 35-54.

GARNIER (Jean-Pierre), « *Quelle politique de la ville ?* », tribune de *Politis*, 14 février 2002, issu de la communication de Jean-Pierre Garnier, « Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme », Ecole thématique « Violence, consensus, sécurité », Ecole Nationale Supérieure – Lettre et sciences humaines de Lyon, du 12 au 16 novembre 2001, Mercredi 13 Novembre 2001 : « Le débat contemporain », Lyon, également disponible sur en ligne. URL : http://infokiosques.net/IMG/garnier_A4.pdf sous le titre : *Urbaniser pour dépolitiser : la rhétorique du spatialisme et du localisme.*

GENESTIER (Philippe), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82, 1999.

GENESTIER (Philippe), « Le vocable ville : métonymie, antiphrase, euphémisme », *in :* HAUMONT (Nicole) (sous la dir. de), *L'Urbain dans tousses états. Faire, vivre, dire la ville*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Habitat et sociétés », 1998, pp. 289-306.

HARVEY (David), *Consciousness and the Urban Experience, Studies in the History and Theory of Capitalist Urbanization*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985, 293p.

HARVEY (David) (1973), *Social justice and the city*, Oxford, B. Blackwell, 1975, 336p.

HAUMONT (Bernard), CUNEO (Bernard), *Sur les pratiques sociales urbaines. De la quotidienneté à la spatialité*, Ministère de l'Equipement et du Logement, Mission de la recherche, Prospective et aménagement, mai 1977, 108p.

KOPP (Anatole), *Changer la ville, changer la vie. De la vie nouvelle aux problèmes urbains. URSS 1917-1932*, Thèse de Doctorat d'Etat, sous la direction de Jean Auger Duvignaud, Université Rabelais – Tours, Faculté des lettres, UER des sciences de l'homme, avril 1973, 457p.

KOPP (Anatole), *Ville et révolution : architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points », 1972, 320p.

LACASCADE (Jean Louis), *Marxisme et modes de vie : essai de critique sociologique. Contribution à une sociologie des pratiques*, Thèse de 3ème cycle sous la direction de Jean Lojkine, Paris, EHESS, novembre 1982, 275p.

LACOSTE (Yves), « Un problème complexe et débattu : les grands ensembles », *Bulletin de l'association des géographes français*, 1963.

LEFEBVRE (Henri) (1972), *Le Droit à la ville II : Espace et politique*, (2ème édition), Paris, Anthropos, 2000, Coll. « Ethno-sociologie », 174p.
LEFEBVRE (Henri), *La Pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, Coll. « Synthèses contemporaines », 1972, 157p.
LOJKINE (Jean), *Le Marxisme, l'Etat et la question urbaine*, Paris, PUF, Coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1977, 362p.
LUGASSY (Françoise), *Le Discours idéologique des architectes et des urbanistes*, Document de travail – Action concertée de recherches urbaines, Système économique urbain, Paris, Copedith, 1972, 152p.
MURARD (Lion), ZYLBERMAN (Patrick), *Ville, habitat et intimité (l'exemple des cités minières au XIXe siècle). Naissance du « petit travailleur infatigable »*, action concerté de recherches urbaines/ « Equipement urbain et changement sociale », Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1976, 233p. + bibliographie.
PAQUOT (Thierry), « L'utopie n'est jamais pour demain », *Urbanisme* n°273/274, mars-avril 1974, pp. 94-95.
PAQUOT (Thierry), *L'Utopie : ou l'idéal piégé*, Paris, Hatier, Coll. « Optiques : philosophie », 1996, 79p.
Programme observation du changement social, *L'Esprit des lieux. Localités et changement social*, Paris, Editions du CNRS, 1986, 352p.
QUEROUIL (Olivier), HARMELLE (Claude), *La Représentation sociale de l'accident, un enjeu de pouvoir*, Rapport de recherche ATP Socio-économie des transports, Paris, CERFI, mai 1978, 362p.
QUERRIEN (Anne), *Généalogie des équipements collectifs. L'école primaire*, Rapport de recherche, Fontenay-sous-Bois, CERFI, 1975, 153p. + biblio.
RAGON (Michel), *L'Architecte, le prince et la démocratie*, Paris, Albin Michel, 1977, 252p.
RAYMOND (Henri), « L'industrialisation du logement en France : utopie architecturale et mythe technocratique », *in : Architecture et industrie : passé et avenir d'un mariage de raison*, Paris, Centre de Création Industrielle, Centre Georges Pompidou, 1983, pp. 178-180.
RAYMOND (Henri), *Le Grand panopticum de l'espace*, Paris, UP 8, n.d., n.p., ronéo.
RAYMOND (Henri), GIACOMATOS (Valérie), *Technostructure et architecture. Le Corbusier à La Rochelle*, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, Direction de l'Architecture, Contrat 83 01088 00 123 75 01, décembre 1984, 104p., ronéo
RAYMOND (Henri), SEGAUD (Marion), *Un Espace architectural Le Corbusier*, Cahiers du Centre d'Etudes Architecturales, 11, 1970, 51p.
RAYMOND (Marie-Geneviève), « Idéologie du logement et opposition ville-campagne », *Revue Française de Sociologie*, vol. IX, n° 2, Paris, CNRS, avril-juin 1968, pp. 191-210.
RETEL (Jacques-Olivier), *Mouvements régionalistes : éléments pour une problématique*, Paris, CSU, 71p.
Urbanisme n° 300, « Dossier mai 68 », Paris, mai-juin 1998, pp. 38-89.
Urbanisme, n° 336, dossier « Utopie(s) », Paris, mai - juin 2004, pp. 39-70.
ZARCA (Bernard), *Représentations sociales et idéologie. Essai critique*, Espace urbain et vie quotidienne des citadins, Document de travail – Action concertée de recherches urbaines, 1975, 110p.

Les groupes politiques et la ville en France au XXe siècle

- Etudes et analyses

BUSQUET (Grégory), « L'idéologie et l'espace urbain dans les années 60-70 : le cas du discours du Parti socialiste unifié », *in :* VIALA (Laurent), VILLEPONTOUX (Stéphane) (sous la dir. de), *Imaginaire, territoires, sociétés. Contribution à un déploiement transdisciplinaire de la géographie social*, actes de l'Ecole d'été de géographie sociale 2005, Mutation des Territoires

en Europe - CNRS, Montpellier, Publications de l'Université Paul-Valéry-Montpellier III, 2007, pp. 311-324.
BUSQUET (Grégory), « Le logement et le "cadre de vie " dans le discours du Parti socialiste unifié (1960-1981) », Journée d'étude « Du logement peut-on voir la ville ? Enquête collective sur un tournant de l'approche urbaine », Paris, UMR LOUEST, 22 et 23 juin 2006, actes à paraître.
Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes, Nouvelle série n° 2 (36), « Le PCF et le logement. 1920-1939 », 14e année, 1980, 199p.
GARNIER (Jean-Pierre), *Le Nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris, L'Harmattan, 1999, 182p.
GARNIER (Jean-Pierre), GOLDSCHMIDT (Denis), *Le Socialisme à visage urbain. Essai sur la « local-démocratie »*, Paris, Rupture, 1978, 445p.
GAUDIN (Jean-Pierre), *Les Nouvelles politiques urbaines*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n°2839, 1993, 127p.
REYDELLET (Michel), *Les Groupes d'action municipale. L'exemple de Meylan*, avec en annexe, la « Charte nationale des GAM », janvier 1971, Travaux et mémoires de la Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille, Centre de Recherches Administratives N° 20, Aix-En-Provence, 1975, 181p.
TISSOT (Sylvie), *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, Coll. « Liber », 2007, 300p.

- Manifestes, archives, témoignages et sources

- Droite

VIIe Plan de développement économique et social (1976-1980), Paris, UGE, Coll. « 10/18 », 1976, 309p.
GRANET (Paul), *Changer la ville*, Paris, Grasset & Fasquelle, 1975, 350p.
GUICHARD (Olivier), *Aménager la France*, Genève, Lafont-Gonthier, Coll. « Inventaire de l'avenir », 1965, 246p.
Rapport de la commission d'étude d'une réforme du financement du logement présidée par Raymond BARRE (décembre 1975), Paris, La Documentation Française, 1976, 171p.
Réponse à la violence. Rapport à Mr. le Président de la République présenté par le comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance, Paris, La Documentation Française, juillet 1977, n. p.

-Parti communiste français

ASCHER (François), GIARD (Jean), *Demain la ville ? Urbanisme et politique*, Paris, Editions sociales, 1975, 254p.
Parti Communiste Français : *Rencontres pour la ville*, Rencontres organisées par le Parti Communiste Français, 19-20 Novembre 1982, « Société Française, Cahiers de l'Institut de recherches marxistes », numéro spécial, supplément au numéro 6, 140p.
TOPALOV (Christian), *Se loger en liberté. Propositions pour une politique démocratique et sociale de l'habitat*, Paris, Editions sociales, Coll. « Notre temps », 1978, 188p.

- Parti socialiste

BOURGUIGNON (Pierre), *Les Socialistes et la ville*, préface de Michel Rocard, Paris, CGM, Editions Bruno Leprince, Coll. « L'encyclopédie du socialisme », 2005, 126p.
BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire) et FLAMAND (Amélie), *La Démocratie participative et la révision du Plan local d'urbanisme à Paris*, rapport provisoire de recherche « Démocratie participative en Europe : vers une démocratie technique ?», PICRI-Ile-de-France, ADELS, UMR 7145 LOUEST, UMR 7112 CSU février 2007.
Internationale socialiste, *Ville et sécurité*, Table ronde internationale 24-25 avril 1998, Paris, Fondation Jean Jaurès et Institut des hautes études de la sécurité intérieure, 1998, 224p.
Parti communiste français, Parti socialiste et Radicaux de gauche *Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Introduction de Georges Marchais, Paris, Editions sociales, 1972, 192p.

Parti Socialiste, *Projet socialiste. Pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, 380p.

- « Deuxième gauche » : PSU, GAM, ADELS…

CHENOT (Lorraine), BEAUNEZ (Roger), *Villes et citoyens. Méthode d'enquête pour la connaissance et l'analyse d'une ville*, Paris, Les Editions ouvrières, Coll. « Pouvoir local », 1969, 214p.

DE CAUMONT (Robert), TESSIER (Marc), *Les Groupes d'action municipale*, Paris, Editions universitaires, Coll. « Citoyens », 1971, 225p.

DUBEDOUT (Hubert), *Ensemble, refaire la ville. Rapport au Premier ministre du Président de la Commission nationale pour le développement social des quartiers*, Paris, La Documentation Française, 1983, 122p.

Fédération des comités d'usagers des transports en commun de la Région Parisienne, *Livre noir des transports parisiens*, 1970, 47p.

GONTCHAROFF (Georges), *2001 – L'Odyssée municipale*, tome 4 : *L'aménagement du territoire, l'urbanisme et l'habitat*, Paris, ADELS, 2000, 254p.

GONTCHAROFF (Georges), *Ouvrir la ville. Accès au logement et à l'insertion*, actes des « Journées-forum de Marseille des 18 et 19 octobre 1990 (FNARS, HLM, PACT-ARIM, Caisse des dépôts et consignations), Paris, ACTES n°10, ADELS-Syros, 1991, 192p.

Parti socialiste unifié (sections des 1er s, 2 e, 3 e et 4 e arrondissements), *Les Halles. Livre noir*, n.d, n. p.

Parti socialiste unifié, groupe de travail « habitat », « Le service national de l'habitat », numéro spécial du *Courrier du PSU*, octobre 1961, 16p.

ROCARD (Michel), préface à RAIMBAULT (Dominique), *Quand la ville est nouvelle*, Paris, Syros Alternatives, 1988, 108p.

ROCARD (Michel), préface à PISANI (Edgar), *Utopie foncière. L'espace pour l'homme*, Paris, NRF-Gallimard, 1977.

ROUSSEAU (Albert), BEAUNEZ (Roger), *L'Expérience de Grenoble. L'action municipale : ses possibilités, ses limites*, Paris, Les Editions ouvrières, Coll. « Pouvoir Local », 1971, 191p.

La ville et l'urbain comme enjeux/instruments politiques et/ou révolutionnaires

Action Concertée Urbanisation, DGRST 1968, *Programme de recherche « Participation au pouvoir urbain »*, texte de l'appel d'offre et réponse des équipes de recherche, 1970, 177p., ronéo.

ANSELME (Michel), *Du Bruit à la parole. La scène politique des cités*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1999, 277p.

ANSELME (Michel), « Réhabilitation et programmation continue. Le Petit Séminaire », *in :* MOLLET (Albert), *Quand les habitants prennent la parole*, Paris, Plan Construction-MUL, Coll. « Bilan thématique », 1981, pp. 157-169.

ARCY (François d'), PRATS (Yves), « Les politiques du cadre de vie », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (François) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 4, *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, pp. 261-299.

Les Annales de la recherche urbaine, n° 43, « Révolution et aménagement », juin-septembre 1989.

BACHMANN (Christian), LE GUENNEC (Nicole), *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, A. Michel, 1995, 557p.

BACQUÉ (Marie-Hélène), *Les Nouvelles figures des quartiers populaires. Politiques et représentations. Une approche comparative France/Etats-Unis*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches sous la direction de Jean-Pierre Frey, Université Paris XII, Institut d'urbanisme de Paris, 2003, 248p.

BAUDRILLARD (Jean), *Le Ludique et le policier et autres textes parus dans Utopie (1967/1978)*, Paris, Sens&Tonka, Coll. « Recueil 10/vingt », 2001, 441p.

BLANQUI (Auguste) (1868-1869), *Instructions pour une prise d'armes*, suivi de *L'éternité par les astres et autres textes*, établis et présentés par Miguel Abensour et Valentin Pelosse, Paris, Sens&Tonka, Coll. « Mémoire volontaire10/Vingt », 2000, 442p.

BONNIN (Philippe), REYNAUD (Paul), *Une révolution paisible. L'habitat autogéré*, compte rendu de fin de contrat MECV/CREDOC, Paris, CREDOC-CESP, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, Directions de la Construction et de l'Architecture, 1981, 331p. ronéo.

BRUNNER (John), *La Ville est un échiquier*, traduction française, Paris, Calmann-Lévy, Coll. « Dimensions SF », 1973, 409p.

CERFISE, *Le Hameau de Bellevue à Carqueiranne*, Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, Marseille, CERFISE, 1982, 243p.+ annexes.

CHALAS (Yves) (sous la dir. de), *Mythes et révolutions*, actes de Journées annuelles de travail du Centre de Recherche sur l'Imaginaire de Grenoble des 25 et 26 novembre 1988, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1990, 350p.

CHERKI (Eddy), MEHL (Dominique) (sous la dir. de), *Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux politiques des luttes urbaines*, Paris, Autrement, 1993, 259p.

COHEN (Jean-Louis), DE MICHELIS (Marco), TAFURI (Manfredo) (sous la dir. de), *URSS 1917-1918 : la ville, l'architecture*, édition bilingue, Paris/Roma, L'Equerre/Officina edizioni, 1979, 371p.

Collectif, *Le Quartier, la commune, la ville… Des espaces libertaires !*, Paris, Editions du monde libertaire, Coll. « Brochure anarchiste », 2001, 45p.

CORBIN (Alain), GERÔME (Noëlle), TARTAKOWSKY (Danielle) (sous la dir. de), *Les Usages politiques des fêtes aux XIX^e^-XX^e^ siècles*, Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris par le centre de recherches d'histoire du XIX^e^ siècle (Paris I - Paris IV), le centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (Paris I) et le GRECO 55 du CNRS, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 440p.

Espaces et sociétés n° 112, « Ville et démocratie », Paris, L'Harmattan, 2003.

Espaces et sociétés n° 123, « Ville, action "citoyenne" et débat public, Paris, Érès, n°4/2005.

FLAMAND (Jean-Paul) (sous la dir. de), *La Question du logement et le mouvement ouvrier français*, Paris, Les Editions de la Villette, Coll. « Penser l'espace », 1981, 245p.

GARNIER (Jean-Pierre), *Une ville, une révolution : La Havane. De l'urbain au politique*, Paris, Anthropos, Coll. « Société et urbanisme », 1973, 419p.

GODARD (Francis) (coord.), *Le Gouvernement des villes. Territoire et pouvoir*, Paris, Descartes & Cie, 1997, 285p.

HALL (Peter), WARD (Colin), *Sociable Cities. The Legacy of Ebenezer Howard*, Chichester, John Wiley & Sons, 1998, 229p.

HARRISON (Paul), *Inside the inner city : life under the cutting edge*, London, Penguin books, 1992, 443p.

IMBERT (Maurice), "Logement, autoconstruction, solidarité : l'expérience des castors », *in : La Région parisienne industrielle et ouvrière. Cultures et recherches*, Paris, Ministère de la culture et de la communication, Drac IDF, UMR 306 CNRS, RATP, Séminaire d'études n° 5, 1999, pp. 61-83.

JULLIARD (Jacques), « La ville, lieu politique », *in :* DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, Coll. « L'Univers historique », 1985, pp. 591-628.

LEFEBVRE (Henri) (1968), *Le Droit à la ville*, suivi de *Espace et politique*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points », 1974, 281p.

LEFEBVRE (Henri), *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, Coll. « trente journées qui ont fait la France », 1965, 488p.

LEFEBVRE (Henri), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, 255p.

MOLLET (Albert), *Quand les habitants prennent la parole*, Paris, Plan Construction-MUL, Coll. « Bilan thématique », 1981273p.

Revue française de science politique, vol. 45, n° 1, « La ville objet politique, objet de politiques », Paris, presses de Sciences po, février 1995.

VIRILIO (Paul), *Essai sur l'insécurité du territoire*, Paris, Stock, 1976, 283p.

WARD (Colin), *Social policy : an anarchist response*, Seminars and lectures at London School of Economics, London, LSE Housing, 1996, 62p.

WARD (Colin), *Talking houses*, London, Freedom press, 1990, 142p.

WARD (Colin), *Talking to architects*, London, Freedom press, 1996, 110p.

WEBER, Max (1921), *La Ville*, traduit par P. Fritsch avec une préface de J. Freund, premier tome d' *Economie et politique* (*Wirschaft und Gesellschaft)*, Paris, Aubier-Montaigne, Coll. « Champ urbain », 1982, 218p.

A propos des situationnistes

BUSQUET (Grégory), *Les Situationnistes et la ville moderne*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean-Pierre Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII, Créteil, 2000, 137p.

BUSQUET (Grégory), « Stalker à Chavannes près Renens », *Archimade* n° 2, Lausanne, Groupement Professionnel des Architectes, 2001.

CANJUERS (Philippe), DEBORD (Guy), *Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire*, Paris, Internationale situationniste, 20 juillet 1960.

Débat d'orientation de l'ex-Internationale situationniste, Paris, Centre de recherche sur la question sociale, 1974, 80p.

CHOLLET (Laurent), *L'Insurrection situationniste*, Paris, Dagorno, 2000, 351p.

DEBORD (Guy), *Correspondance*, vol. 1, juin 1957-août 1960, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1999, 381p.

DEBORD (Guy), *Correspondance*, vol. 2, septembre 1960-décembre 1964, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2001, 317p.

DEBORD (Guy) (1967), *La Société du spectacle*, avec l'avertissement à la troisième édition française, Paris, Folio-Gallimard, 1999, 211p.

Guy DEBORD présente Potlatch (1954/1957), Paris, Folio-Gallimard, 1998, 292p.

DENEVERT (Daniel), *Théorie de la misère. Misère de la théorie. Rapport sur les nouvelles conditions de la théorie révolutionnaire*, Paris, Centre de recherche sur la question sociale, 1973, 13p.

GONZALVEZ (Shigenobu), *Guy Debord ou la beauté du négatif*, Paris, Mille et une nuits, Coll. « Les Petits libres », 1998, 143p.

Internationale situationniste et étudiants de Strasbourg (Mustapha KHAYATI) (1966), *De la misère en milieu étudiant (considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier)*, Marseille, Sulliver, 1995, 47p.

Internationale situationniste unitaire, *Principe d'une économie. Ce que la conscience ne saisit pas lui retombe sur la gueule. Manuel urbain*, Pékin, Les Nouvelles éditions charitables chrétiennes, Porte céleste, 1970, 28p.

JORN (Asger), *Critique de la politique économique*, suivie de *La Lutte finale*, Paris, Internationale situationniste, 1971, 37p.

LAMBERT (Jean-Clarence), *Constant : New Babylon. Art et utopie : textes situationnistes*, Paris, Cercle d'art, 1997, 159p.

MERCIER (Luc), GAYRAUD (Joël), *Section italienne de l'IS. Ecrits complets (1969-1972)*, Paris, Conte-moule, 1988, 140p.

PINDER (David), « Old Paris is no more : Geographies of spectacle and anti-spectacle", *Antipode. A Radical journal of geography*, vol. 32, issue 4, 2000, pp. 357-386.

RAGON (Michel), « New Babylon », *Urbanisme* n°133, Paris, 1972, pp. 54-56.

RASPAUD (Jean-Jacques), VOYER (Jean-Pierre), *L'Internationale situationniste : Chronologie, bibliographie, protagonistes (avec un index des noms insultés*), Paris, Champ libre, 1972, 168p.

SADLER (Simon), *The Situationist city*, London, The MIT Press, 1999, 233p.

VANEIGEM (Raoul) (1967), *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio/actuel », 1992, 364p.

VIOLEAU (Jean-Louis), *Situations construites. Etait situationniste celui qui s'employait à construire des situations, 1952-1968*, Paris, Sens&Tonka, « Dits et contredits », série 11-24, 1998, 93p.

Espace urbain, urbanisme et histoire de la sociologie urbaine française.

ABALLEA (François), « Sociologie urbaine et politique urbaine », *Recherche sociale,* n°86, Paris, Fondation pour la recherche sociale, avril-juin 1983, 64p.

AMIOT (Michel), *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, éditions de l'EHESS, 1986, 304p.

AMIOT (Michel), « Sociologie urbaine », *in :* MERLIN (Pierre), CHOAY (Françoise) (sous la dir. de), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF, 1988.

AUZELLE (Robert), TONKA (Hubert), GOLDBLUM (Charles), DERYNG J, dossier « Urbanisme critique », *Urbanisme*, n° 106, 1968, pp. 3-18.

BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), « Entre art et science, l'histoire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (1919-1971) », *Espaces et sociétés*, n° 130 « L'histoire dans la réflexion urbaine », Paris, Érès, 2007/3, pp 57-70.

BUSQUET (Grégory), CARRIOU (Claire), COUDROY DE LILLE (Laurent), *Un ancien institut… Une histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris,* Créteil, Ville de Créteil, Université de Paris-XII-Val-de-Marne, IUP, Printemps de l'IUP, 2005, 35p.

CASTELLS (Manuel), « Y'a t'il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, dixième année, Paris, Seuil, janvier-mars 1968, pp. 72-90.

CASTELLS (Manuel), GODARD (Francis), *Grandes entreprises, appareil d'Etat et processus d'urbanisation. Enquête sur la croissance industrielle et urbaine du littoral dunkerquois*, Paris, EPHE, CEMS, 1973, 801p.

CASTELLS (Manuel), GODARD (Francis), *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*, Paris-La Haye, Mouton, 1974, 495p.

CASTELLS (Manuel), GODARD (Francis) et *la.* (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, Laboratoire de sociologie industrielle), « Paris 1970 : reconquête urbaine et rénovation-déportation », *Sociologie du travail*, douzième année, n°4, « Politique urbaine 2 », Paris, Seuil, octobre-décembre 1970, pp. 488-514.

Centre de Sociologie Urbaine, *L'Activité scientifique du Centre de Sociologie Urbaine (1978-1981)*, Paris, CSU, 1981, 235p.

CHALAS (Yves) (sous la dir. de), *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*, Paris, L'Harmattan, Coll. « La Librairie des Humanités », 2004, 340p.

CHEVALIER (Louis), *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1958.

CHEVALIER (Louis) (1958), « Le problème de la sociologie des villes », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome I, Paris, PUF, 1962, pp. 293-314.

CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), *Un Anthropologue dans le siècle*, entretiens avec Thierry Paquot, Paris, Descartes&Cie, Coll. « Les urbanistes », 1996, 324p.

CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (1963), *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, Coll. « Petite bibliothèque Payot », 1970, 267p.

CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry) (sous la dir. de), *Paris et l'agglomération parisienne*, tome I : *L'espace social dans une grande cité*, tome II : *Méthodes de recherches pour l'étude d'une grande cité*, Paris, PUF, Coll. « Bibliothèque de sociologie contemporaine », série B : travaux du Centre d'études sociologiques, 1952, 262p. et 109p.

CHOMBART DE LAUWE (Paul-Henry), *Pour une sociologie des aspirations. Eléments pour des perspectives nouvelles en sciences humaines*, Paris, Denoël, Coll. « Bibliothèque Médiations », 1969, 316p.

CLAVEL (Maïté), *Sociologie de l'urbain*, Paris, Anthropos/Economica, Coll. « Ethno-sociologie », 2002, 123p.

Colloque de Royaumont. *Urbanisme et sociologie*, Paris, Fondation Royaumont, 1968, 40p. + dossier n. p.

COMBES (Francis), LATOUR (Patricia), *Conversations avec Henri Lefebvre*, Paris, Messidor, Coll. « Libres propos », 1991.
COING (Henri), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions ouvrières, Coll. « L'Evolution de la vie sociale », 1966, 292p.
COTTERAU (Alain), « L'apparition de l'urbanisme comme action collective : l'agglomération parisienne au début du siècle », *Sociologie du travail*, n°4, oct-déc, pp. 342-365.
DEZES (Marie-Geneviève), « Les politiques urbaines françaises depuis 1945. Table ronde 17-18 juin 1982 », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, supplément n°5, série « Histoire urbaine »-1-, Paris, CNRS, 1984, 138p.
DEZES (Marie-Geneviève) (sous la dir. de), « Politique urbaine et recherche urbaine en France : 1945-1980, éléments de bibliographie analytique », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n°8, juin 1982, Paris, CNRS, pp. 24-53.
Espaces et sociétés, « Paul-Henry Chombart de Lauwe et l'histoire des études urbaines en France », n°103, Paris, L'Harmattan, 2000.
Espaces et sociétés, « Actualités de Henri Lefebvre », n°76, Paris, L'Harmattan, 1994.
FIJALKOW (Yankel), « Construction et usages de la notion de quartier-village. Village de Charonne et Goutte d'Or à Paris », *in :* AUTHIER (Jean-Yves), BACQUÉ (Marie-Hélène), GUÉRIN-PACE (France), *Le quartier des sciences sociales, des politiques et des habitants*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 75-85.
FIJALKOW (Yankel), *De l'hygiénisme au diagnostic urbain. 1850-1950*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches sous la direction de Jean-Pierre Frey, Université Paris XII, Institut d'urbanisme de Paris, 2006, 379p. + annexes.
FIJALKOW (Yankel), *Sociologie de la ville*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 2002, 122p.
Fondation Royaumont pour le progrès des sciences de l'homme, *Sociologie et urbanisme*, colloque des 1, 2 et 3 mai 1968 organisé sous l'égide du Ministère de l'équipement et du logement, Compte-rendu rédigé par Jean-Paul Trystram, préface de Françoise Dissard, Paris, Editions de l'Epi, 1970, 188p.
Fondation Royaumont, archives du Colloque « Urbanisme et sociologie » présente à la documentation du Centre de recherche sur l'habitat, (programme, compte-rendu des tables rondes, participants…), 1968, n.p.
FREY (Jean-Pierre), *Henri Raymond. Paroles d'un sociologue. Vers une histoire architecturale de la société*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Villes et entreprises », 2006, 271p.
FRIEDMANN (Georges) (sous la dir. de) (1952), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, deuxième semaine sociologique organisée par le Centre d'études sociologiques (CNRS) en 1951, Centre d'études sociologiques, Paris, Librairie Armand Colin, 1953, 480p.
GIACONE (Alessandro), *Paul Delouvrier. Un demi-siècle au service de la France et de l'Europe*, Descartes & cie, Paris, 2004, 222p.
GRAFMEYER (Yves), JOSEPH (Isaac) (éd.) (1979), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Coll. « Champ urbain », 1998, 377p.
GRAFMEYER (Yves) (1995), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 2002, 127p.
Groupe de sociologie urbaine, Institut d'études et de recherches en architecture et urbanisme, *Architecture et sciences sociales*, Séminaire annuel (1972, Port-Grimaud), Nanterre, GSU, 1972.
Groupe de travail de sociologie urbaine, *Sociologie et programmation urbaine*, 1964.
HANNERTZ (Ulf) (1980), *Explorer la ville*, Paris, Editions de minuit, 1983.
HAYOT (Alain), « Des sciences sociales pour faire la ville », *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, n°32/33, Paris, Editions Parenthèses, Coll. « Ville et architecture », pp. 111-122.
HESS (Rémi), *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métaillé, 1988, 359p.
Institut de sociologie urbaine, « Travaux de l'Institut de Sociologie urbaine : Propositions de recherches sur la vie urbaine», *Revue française de sociologie*, vol. IX, n° 2, Paris, CNRS, avril-juin 1968, pp. 151-166.
LASSAVE (Pierre), *Les Sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, Coll. « Sociologiques », 1997, 398p.

LAUTIER (François) (1986), « La sociologie urbaine », *in : La sociologie en France*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 1998, pp. 77-84.
LEDRUT (Raymond) (1968), *Sociologie urbaine*, Paris, PUF, Coll. « Le sociologue », 1979, 231p.
LEFEBVRE (Henri), *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970, 288p.
LEFEBVRE (Henri), *Le Temps des méprises*, Paris, Stock, 1975, 251p.
LEPETIT (Bernard), TOPALOV (Christian) (sous la dir. de), *La Ville des sciences sociales*, Paris, Belin, Coll. « Histoire et société. Modernités », 2001, 410p.
MARIÉ (Michel), *Les Terres et les mots. Une traversée des sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, Coll. « Analyse institutionnelle », 1989, 214p.
Mission de la recherche urbaine, *Politiques urbaines et planification des villes, Colloque de Dieppe 8-9-10 avril 1974*, Paris, Copedith, 1975, 1064p.
MOZÈRE (Liane), « Foucault et le CERFI : instantanés et actualité », *Le Portique*, n°13-14, « Foucault : usages et actualités » [en ligne], mis en ligne le 15 juin 2007. URL : http://leportique.revues.org/document642.html
OSTROWETSKY (Sylvia) (sous la dir. de), *Sociologues en ville*, Paris, L'Harmattan, 1996, 278 p.
PERROUX (François), « Pour un renouvellement de l'économie et de la sociologie modernes », *Economie et humanisme*, n°1, Marseille, première année, avril-mai 1942, pp. 1-13.
PRETECEILLE (Edmond), « Les marxistes et la question urbaine », entretien avec Jean-Louis BRIQUET, *Politix*, vol. 2, n° 7, 1989, pp. 24-29.
RAYMOND (Henri), « Le Droit à la ville », n.d., n.p.
RAYMOND (Henri), « Urbanisation et changement social », *in :* MENDRAS (Henri), VERRET (Michel), *Les champs de la sociologie française*, Paris, Armand Colin, 1988, pp. 63-73.
RÉMY (Jean), VOYÉ (Liliane), « Sociologie urbaine », *in :* DURAND (Jean-Pierre), WEIL (Robert), *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, 1989, pp. 333-252.
RÉMY (Jean), *La Ville : phénomène économique*, Paris, Editions Vie Ouvrière, Coll. « Questions économiques, sociales et politiques », 1966, 297p.
Sociologie du travail, « Politique urbaine », n°4, Paris, Seuil, onzième année, octobre-décembre 1969.
TOPALOV (Christian), « Centre de recherche. Le Centre de sociologie urbaine (CSU) », *Politix*, vol 5, n° 20, 1992, p. 195-201.
TRYSTRAM (Jean-Paul), DISSART (Françoise) (sous la dir. de), *Sociologie et urbanisme*, Premier fascicule : *Essai de synthèse et notes de sociologie* ; Deuxième fascicule : *Méthodologie et bibliographie*, par l'association Marc Bloch, Ministère de la Construction, Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme, Service des études et des programmes de développement urbain, janvier 1965, 290p.
TRYSTRAM (Jean-Paul) (éd.), *Sociologie et développement urbain*, tome I : *Introduction – Aix-en-Provence – Le Havre – Toulouse*, tome II : *Bordeaux – Lille – Rennes – Strasbourg*, par G. Granai, F. Gay, R. Ledrut, F. Bourricaud, J.-R. Treanton, Abrousse-Bastide, H. Lefebvre et all., Ministère de l'Equipement et du Logement, Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme, Service des études et des programmes de développement urbain, 1965-1966, 458p.
TRYSTRAM (Jean-Paul) (éd.), *Sociologie et urbanisme, Contribution des Facultés des Lettres et des Sciences humaines de Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse*, préface de F. Dissard, Introduction de J.-P. Trystram et J.-L. Subileau, Ministère de l'Equipement et du Logement, Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme, Service de l'Urbanisme, mars 1968, 37p.

THEORIES, SCIENCES ET SOCIOLOGIE POLITIQUE

Sociologie, philosophie et analyse politiques.

Actes de la recherche en sciences sociales, n° 133, « Science de l'Etat », Paris, Seuil, Juin 2000, 110p.

ANSART (Pierre), *Sociologie de Proudhon*, Paris, PUF, Coll. « Le sociologue », 1967, 223p.

ARNSTEIN (Sherry R.), « A ladder of Citizen Participation », *Journal of the American Planning Association*, vol. 35, n° 4, Chicago, juillet 1969, pp. 216-224.

ARON (Raymond), *Le Développement de la société industrielle et la stratification sociale (suite)*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1957, 229p.

ARON (Raymond), *Sociologie des sociétés industrielles. Esquisses d'une théorie des régimes politiques*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, Les cours de la Sorbonne, 1958, 242p.

BACQUÉ (Marie-Hélène), « Démocratie participative-démocratie de proximité », *in* : *Conseils de quartier/mode d'emploi*. ADELS, 2002.

BACQUÉ (Marie-Hélène), « Urbanisme municipal et expertise : de la réforme urbaine au management local », *Mouvements* n° 7, Paris, La Découverte, janvier-février 2000, pp. 60-67.

BACQUÉ (Marie-Hélène), REY (Henri), SINTOMER (Yves), « La démocratie participative urbaine face au néo-libéralisme », *Mouvements* n° 39-40, Paris, La Découverte, mai-août 2005, pp. 121-131.

BACQUÉ (Marie-Hélène), REY (Henri), SINTOMER (Yves) (sous la dir. de), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, Coll. « Recherches », 2005, 314p.

BAUDRILLARD (Jean) (1968), *La Société de consommation : ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio/essais », 2000, 318p.

BLONDIAUX (Loïc), « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements* n° 50, Paris, La Découverte, juin-août 2007, pp. 118-129.

BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Ève), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, Coll. » nrf-essai », 1999, 843p.

BOURDIEU (Pierre), *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*, textes choisis et présentés par Frank Poupeau &Thierry Discepolo, Marseille, Agone, Coll. « Contre-feux », 2002, 487p.

BOURDIEU (Pierre), *Propos sur le champ politique*, Avec une introduction de Philippe Frischt, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000, 110p.

BOURDIEU (Pierre), « La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36- 37, février-mars 1981, pp. 3-24.

BRACHET (Philippe), *Service public et démocraties modernes aux niveaux local, national, européen, mondial*, préface de Gustave Massiah, Paris, Publisud, 2001, 96p.

CASTEL (Robert), *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil, Coll. « La République des idées », 2003, 95p.

Club Jean Moulin, *L'Etat et le citoyen*, Paris, Le Seuil, Coll. « Jean Moulin », 1961, 410p.

Club Jean Moulin, *Les Citoyens au pouvoir. 12 régions, 2000 communes*, Paris, Le Seuil, Coll. « Jean Moulin », 1968, 189 p.

Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche*, Paris, Le Seuil, Coll. « Jean Moulin », 1965, 91p.

DONZELOT (Jacques), EPSTEIN (Renaud), « Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine », *Esprit* n° 7, « Forces et faiblesses de la participation », Paris, juillet 2006, pp. 5-34.

Espaces et sociétés, n° 76, « Actualités de Henri Lefebvre », Paris, L'Harmattan, 1994, 145p.

GOLDMANN (Lucien), *Epistémologie et philosophie politique. Pour une théorie de la liberté*, Paris, Denoël/Gonthier, Coll. « Médiations », 1978, 244p.

GURVITCH (Georges), *Les Fondateurs Français de la sociologie contemporaine. I : Saint-Simon : sociologue*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, Les cours de la Sorbonne, 1958, 62p.

GURVITCH (Georges), *Les Fondateurs Français de la sociologie contemporaine. II : P.-J. Proudhon*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, Les cours de la Sorbonne, 1958, 82p.
GURVITCH (Georges), *Les Fondateurs de la sociologie contemporaine. Pour le centenaire de la Mort d'Auguste Comte (1857-1957). Trois chapitres d'histoire de la sociologie. Auguste Comte, Karl Marx et Herbert Spencer*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, Les cours de la Sorbonne, 1957, 103p.
HEIDEGGER (Martin) (1954), *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 2001, 349p.
LAGROYE (Jacques), « La légitimation », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 1 : *La Science politique, science sociale. L'ordre politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 395-467.
LEFEBVRE (Henri) (1947), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 : *Introduction*, Paris, L'Arche, Coll. « Le Sens de la marche », 1958, 271p.
LEFEBVRE (Henri), *Critique de la vie quotidienne*, tome 2 : *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, Coll. « Le Sens de la marche », 1962, 360p.
LEFEBVRE (Henri), *Critique de la vie quotidienne*, tome 3 : *De la modernité au modernisme (pour une métaphilosophie du quotidien)*, Paris, L'Arche, Coll. « Le Sens de la marche », 1981, 170p.
LEFEBVRE (Henri) *Eléments de rythmanalyse*. *Introduction à la connaissance des rythmes*, Paris, Editions Syllepse, Coll. « Explorations et découverte en terres humaines », 1992, 116p.
LEFEBVRE (Henri), *Introduction à la modernité*, Paris, Les Editions de Minuit, 1962, 376p.
LEFEBVRE (Henri), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, Coll. « Arguments », 1968, 377p.
LEFORT (Claude) (1971), *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard, Coll. « Tel », 1979, 377p.
LEFORT (Claude), *Essais sur le politique. XIX^e^-XX^e^ siècles*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points/essais », 1986, 364p.
LEYS (Simon), *Les Habits neufs du président Mao : chronique de la révolution culturelle*, Paris, Le Livre de Poche, 1989, 379p.
LOJKINE (Jean), *La Classe ouvrière en mutation*, Paris, Editions sociales, Messidor, Coll. « Société », 1986, 223p.
LUKÁCS (György) (1923), *Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste*, traduit de l'allemand par Kostas Axelos et Jacqueline Bois, Paris, Les Editions de minuit, Coll. « Arguments », 1995, 417p.
MALLET (Serges), *La Nouvelle classe ouvrière*, Paris, Editions du Seuil, Coll. Esprit « La cité prochaine », 1963, 266p.
MARCUSE (Herbert), *Contre-révolution et révolte*, Paris, Le Seuil, Coll. « Combats », 1973, 166p.
MARCUSE (Herbert) (1964), *L'Homme unidimensionnel*, traduction de Monique Wittig, revue par l'auteur, Paris, Les Editions de Minuit, Coll. « Arguments », 1999, 281p.
MORIN (Edgar) (1984), *Sociologie*, édition revue et augmentée par l'auteur, Paris, Fayard, Coll. « Points Essais », 1994, 459p.
TARTAKOWSKY (Danielle), TÉTARD (Françoise) (sous la dir. de), *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », 2004, 481p.
TOURAINE (Alain), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1993, 462p.
WEBER (Max) (1921), *Le Savant et le politique*, préface, traduction et notes par Catherine Coliot-Thélène, Paris, La Découverte, Coll. « Sciences humaines et sociales », 2003, 206p.

Les partis politiques

BORELLA (François), *Les Partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Politique », 1973, 248p.
CHARLOT (Jean), *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, Dossiers U2, 1971, 255p.

CHARLOT (Jean), CHARLOT (Monica), « Les groupes politiques dans leur environnement », *in :* GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 3 : *L'Action politique*, Paris, PUF, 1985.

MENY (Yves) (Etudes réunies par, pour Georges Lavau), (1989), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références », 1991, 418p.

DUVERGER (Maurice) (1960), « Introduction à une sociologie des régimes politiques », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome II, PUF, Paris, 1963, pp. 3-21.

DUVERGER (Maurice) (1951), *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, Coll. « Points politique », 1976, 572 p.

DUVERGER (Maurice) (1960), « Sociologie des partis politiques », *in :* GURVITCH (Georges) (sous la dir. de), *Traité de sociologie*, tome II, PUF, Paris, 1963, pp. 22-46.

Parti Socialiste, *Projet socialiste. Pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, 380p.

KRIEGEL (Annie), *Communismes au miroir français. Temps, cultures et sociétés en France devant le communisme*, Paris, NRF-Gallimard, Coll. « Bibliothèque des histoires », 1974, 252p.

SELIGMANN (Françoise), *Les Socialistes aux portes du pouvoir*, tome 1 : *1974-1981. Les Socialistes et le pouvoir*, Paris, Editions Michalon, 2005, 208p.

WINOCK (Michel), *La Gauche en France*, Paris, éditions Perrin, Coll. « tempus », 2006, 502p.

- A propos du Parti socialiste unifié :

HEURGON (Maurice), *Histoire du PSU. 1 : la fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994, 444p.

NANIA (Guy), *Un parti de la gauche. Le PSU*, préface d'Edouard Depreux, Paris, Librairie Gedalge, 1966, 299p.

NANIA (Guy), *Le PSU avant Rocard*, présentation de Jean Poperen, Paris, Editions Roblot, Coll. « Cité-2 », 1973, 253p.

Parti socialiste unifié, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain : manifeste adopté au 8è congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972*, Paris, Tema-éditions, 1973, 231p.

Parti socialiste unifié, *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978, 237p.

Parti socialiste unifié, « Programme d'action du Parti Socialiste Unifié », Paris, supplément au n° 486 de *Tribune socialiste*, janvier 1971.

ROCARD (Michel), *Le Cœur à l'ouvrage*, Paris, Odile Jacob, 1987, 344p.

ROCARD (Michel), « Interview de Michel Rocard à France Inter », 20 mai, 27, 28, 29 et 30 mai 1969, campagne présidentielle, par Pierre Charpentier, Georges Montaron et Edouard Guilbert.

ROCARD (Michel), *Des militants du PSU*, Paris, Epi éditeurs, Coll. « Carte blanche », 1971, 224p.

ROCARD (Michel), *Parler vrai. Textes politiques précédés d'un entretien avec Jacques Julliard*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Inédit politique », 1979,169p.

ROCARD (Michel) et la commission économique du PSU, *Propositions pour sortir de la crise. Energie, plan, budget, crédit, fiscalité, téléphone*, Paris, Les Editions du Cerf, Delta, 1974, 132p.

ROCARD (Michel), *Le PSU et l'avenir socialiste de la France* ; dont « Histoire et sociologie d'un parti » (R. Cayrol), « Michel Rocard Parle avec JM Domenach, R Fossaert, J Julliard, J Lacouture », « Les 17 thèses du PSU adoptées au congrès de Dijon de Mars 1969 », Paris, Le Seuil, 1969, 189p.

ROCARD (Michel) (1972), *Questions à l'Etat socialiste*, Paris, Stock, Coll. « Grand document-Marabout », 1972, 184p.

Tribune socialiste, hebdomadaire du PSU, 1960-1970.

Sur l'autogestion

DALLEMAGNE (Jean-Luc), *Autogestion ou dictature du prolétariat. Essai sur la gestion des états ouvriers*, Paris, UGE, Coll. « 10/18 », 1976, 312p.

DAMETTE (Félix), SCHEIBLING (Jacques), *Pour une stratégie autogestionnaire*, entretiens avec Gilbert Wasserman, Paris, Editions sociales, 1979, 192p.

GEORGI (Frank) (sous la dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 612p.

JULLIARD (Jacques), *Contre la politique professionnelle*, Intervention, Paris, Editions du Seuil, 1977, 162p.

LOURAU (René), *L'Analyseur Lip*, Paris, UGE, Coll. « 10/18 », 1974, 187p.

MAIRE (Edmond), PERRIGNON (Claude), *Demain l'autogestion*, Paris, Seghers, Coll. « point de départ », 1976, 157p.

MAIRE (Edmond), KRUMNOW (Alfred), DETRAZ (Albert), *La CFDT et l'autogestion*, Paris, Les éditions du Cerf, Coll. « Objectifs », 1973, 94p.

MAIRE (Edmond), JULLIARD (Jacques), *La CFDT d'aujourd'hui*, Paris, Editions du Seuil, 1975, 206p.

ROSANVALLON (Pierre), *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Politique », 1976, 185p.

CONFLITS ET ESPACE URBAINS

Généralités mouvements sociaux

HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 328p.

INGLEHART (Ronald), *The Silent Revolution. Changing values and Political Styles Among Western Democraties* Princeton, Princton University Press, 1977, 482 p.

NEVEU (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 2002, 125p.

SOMMIER (Isabelle), *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Champs Flammarion, 2003, 342p.

TOURAINE (Alain), DUBET (François), HEGEDUS (Zsuzsa), WIERVIORKA (Michel), *Luttes étudiantes*, Paris, Le Seuil, Coll. « Sociologie permanente », 1978, 381p.

TOURAINE (Alain) (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Le Seuil, 1993, 318p.

« Mouvements sociaux urbains »

Autrement n° 6, « Contre-pouvoirs dans la ville : enjeux des luttes urbaines », septembre 1976, 216p.

BEAUD (Stéphane), PIALOUX (Michel) (2003), *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Hachette Littérature, Coll. « Pluriel », 2005, 426p.

CASTELLS (Manuel), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres 244 », 1973, 123p.

CASTELLS (Manuel), CHERKI (Eddy), GODARD (Francis), *Sociologie des mouvements sociaux urbains*, Centre d'études des mouvements sociaux, Paris, EHESS, 1974, 2 vols., 858p.

CASTELLS (Manuel), T*he City and the Grassroots : A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press, 1983, 450p.

DAGNAUD (Monique), MEHL (Dominique), « Des contestataires comme il faut », *Autrement*, n°29, 1981, pp. 118-126.

DUFRESNE (Claude), *Les Révoltes de Paris*, Paris, Bartillat, 1998, 324p.

Espaces et sociétés, n° 6-7, « Mouvements sociaux urbains I. Production du cadre bâti, utopie urbaine et technostructure », Paris, L'Harmattan, Juillet-octobre 1972, 198p.

HATZFELD (Hélène), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue française de science politique*, n° 36, juin 1986, p. 374-392.

HOBSBAWN (Eric), « La ville et l'insurrection », *Espaces et sociétés* n°1, Paris, Anthropos, novembre 1970, pp.137-147.

Journée de séminaire « Gestion locale et démocratie participative. Mouvements urbains et participation » (UMR LOUEST-VRM Montréal), CRH-CRESSAC, Nanterre, 7 mai 2004.

MARIN (Louis), « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession (notes sémiotiques) », *Sociologie du Sud-Est (Revue de sciences sociales)* n° 37-38, Aix-en-Provence, CNRS, Université de Provence, juillet-décembre 1983, pp. 13-28.

Les Milles et une nuits (Nouveau guide de Paris la nuit. Ou la guérilla urbaine pour le plaisir), avec en appendices les « Plans détaillés de l'ORTF » et « Du Blanquisme au bloquisme », Paris, 1973, 80p.

NAVET (Georges) (sous la dir. de), *La Cité dans le conflit*, Paris, L'Harmattan, IFRAS Forum, 1997, 136p.

NGUYÊN (Duc Nhuân), *Revendications urbaines : étude sur les luttes urbaines menées par les groupes sociaux résidentiels*, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1975, 269p.

PÉCHU (Cécile), *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, thèse de doctorat de l'IEP de Paris soutenue le 21 septembre 2004, Paris, Dalloz, Coll. « Nouvelle bibliothèque des thèses - Sciences politiques », 2006, 539p.

PÉCHU (Cécile), « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de sciences politiques*, vol. 51, n°1-2, février-avril 2001, pp. 141-162.

Quelques remarques définitives sur les événements des 27 & 28 mai 1970 au Quartier Latin, Paris, Internationale situationniste, juin 1970, 28p.
TARTAKOWSKY (Danielle), *Le Pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, Coll. « Historique », 1998, 296p.
VILANDRAU (Maurice), *L'Étonnante aventure des castors. L'autoconstruction dans les années 50*, Paris, L'Harmattan, 2002, 173p.

Mai 68 et mouvements sociaux des années soixante/soixante-dix

- Analyses et études

ARON (Raymond), *La Révolution introuvable. Réflexions sur la révolution de mai*, Paris, Fayard, Coll. « En toute liberté », 1968, 187p.
AVRON (Henri) (1974), *Le Gauchisme*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n°1587, 1977, 128p.
Club Jean Moulin, *Que faire de la révolution de mai*, Paris, Le Seuil, Coll. « Jean Moulin », 1968, 89p.
Conflits actuels. Revue d'étude politique n° 2, « L'Autre mai 68 », Paris, Centre d'études et de diffusion universitaires, Printemps-été 1998, 171p.
DE CERTEAU (Michel), *La Prise de parole*, Paris, Desclée de Brouwer, 1968, 167p.
DUMONTIER (Pascal), *Les Situationnistes et mai 68 : théorie et pratique de la révolution. 1966-1972*, Paris, G. Lebovici, 1990, 307p.
FERRY (Luc) et RENAUT (Alain) (1985), *La Pensée 1968. Essai sur l'anti-humaniste contemporain*, Paris, Follio, Coll. « Essais », 1988, 347 p.
Guerres et paix, revue trimestrielle de l'Institut Français de Polémologie, 3e année, 10e fascicule, PUF, 1968/4, 96p.
HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération*, tome I : *Les Années de rêve*, tome II : *Les Années de poudre*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points Actuels », 1987 et 1988, 615p. et 705p.
HENNEBELLE (Guy) (sous la dir. de), *Panoramiques*, « Les années de l'utopie. Bilan Critique des idées sages et folles des décennies 60 et 70 », Paris, Arléa-corlet-politis, 1993, 232p.
JOFFRIN (Laurent), *Mai 68. Histoire et événements*, Paris, Le Seuil, 1988, 370p.
LEFEBVRE (Henri) (1968), *Mai 68. L'irruption*, titre original : *L'Irruption de Nanterre au sommet*, préface, postface et prolongements par René Lourau, René Mouriaux et Pierre Cours-Salies, Paris, Editions Syllepse, Coll. « Utopie critique », 1998, 145p.
LEFEBVRE (Henri), REGULIER (Catherine), *La Révolution n'est plus ce qu'elle était*, Paris, Editions libres. Hallier, 1978, 200p.
Le GOFF (Jean-Pierre), *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, Cahiers libres, 1998.
LEFEBVRE (Henri) (1967), *Vers le cybernanthrope (contre les technocrates)*, Paris, Denoël / Gonthier, Bibliothèque Médiations, 1971, 223p.
MORIN (Edgar), LEFORT (Claude), CASTORIADIS (Cornelius) (1968), *Mai 68 : La brèche*, suivi de *Vingt Ans après*, Bruxelles, Editions Complexes, Coll. « Historiques », 1988, 212p.
Pouvoirs n°39, « Mai 68 », Paris, PUF, 1986, 187p.
TOURAINE (Alain) (1968), *Le Mouvement de mai, ou le communisme utopique*, Paris, Le Livre de poche, Coll. « Biblio essais », 1998, 313p.
Utopies collectives, FTP n° 9, Paris, 53p.
Des tracts en mai 68. Mesures de vocabulaire et de contenu, Travaux de recherche de Sciences Po n° 31, Paris, Armand Colin et Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1975, 490p.
VIENET (René) et Internationale situationniste (1968), *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1998, 316p.
VIOLEAU (Jean-Louis), *Les Architectes et mai 68*, Paris, Editions Recherches, 2005, 476p.

- Documents d'archives et théories

Atelier populaire. Présenté par lui-même. 87 affiches de mai-juin 68, Paris, Usines Universités Union, Bibliothèque de mai, 1968, 95p.

BENSAÏD (Daniel), KRIVINE (Alain), WEBER (Henri), *Mai 68, une répétition générale*, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres 133 », 1968, 232p.
DUFRENNE (Mikel), *Subversion perversion*, Paris, PUF, Coll. « La Politique éclatée », 1977, 191p.
Esprit, nouvelle série, n°10, « L'architecte, l'urbanisme et la société », numéro spécial, octobre 1969, 605p.
LABRO (Philippe), *Les Barricades de mai*, Paris, Solar, 1968, non paginé.
LAMBERT (Benjamin), *Défense d'interdire. Almanach (nostalgique) de mai 1968*, Paris, éditions méréal, 1997, 311p.
Liaison des étudiants anarchistes, *Anarchistes en 1968 à Nanterre (textes et tracts)*, La Bussière, Acratie, 1998, 59p.
LINHART (Robert) (1978), *L'Établi*, Paris, Les Editions de Minuit, 2000, 179p.
MARCELLIN (Raymond), « Exposé sur le maintien de l'ordre pour la présentation du budget 1969 à l'Assemblée nationale le 14 novembre 1968 », Paris, supplément à *Liaisons* n° 154, décembre 1968, 15p.
MARCELLIN (Raymond), *L'Ordre public et les groupes révolutionnaires*, Paris, Plon, Coll. « Tribune libre », 1969, 124p.
Ministère de l'Intérieur, *Objectifs et méthodes des mouvements révolutionnaires d'après leurs tracts et journaux*, 1968, 56p.
Le Monde supplément, « Mai 68 au quotidien. Une sélection des articles publiés il y a trente ans dans le monde sur les événements qui ont changé la France et les Français », supplément au Monde n°16 566 du 2 mai 1998, 44p.
MORANE (Erlyn), GEISMAR (Alain), JULY (Serge), *Vers la guerre civile*, Paris, Editions et publications premières, Coll. « Stratégies », 1969, 443p.
Mouvement du 22 mars, (1968) *Ce n'est qu'un début continuons le combat*, Paris, La Découverte, Coll. « [Re]découverte, Documents et témoignages », 2001, 140p.
La Révolution par elle-même. De la crise de mai à l'affaire tchécoslovaque. Tracts révolutionnaires rassemblés et présentés par Jean-Pierre Simon, Paris, Albin Michel, 1968, 227p.
SCHNAPP (Alain), VIDAL-NAQUET (Pierre) (1969), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967 – juin 1968*, édition augmentée, Paris, Le Seuil, Coll. « L'Univers historique », 1988, 882p.

Stratégies et tactiques militaires ou de guerres révolutionnaires. Théories, anthologies et analyses et témoignages.

La Guerre et la ville à travers les âges, cycle de conférences 1997-1998, Paris, Centre d'études de la défense, 1999, 242p.
BEAUFRE (André, Général), *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette, Coll. « Pluriel », 1998, 192p.
BOORMAN (Scott A.), *Gô et Mao. Pour une interprétation de la stratégie maoïste en termes de jeu de gô*, traduit par James du Mourier, Paris, Le Seuil, 1972, 208p.
BOUTHOUL (Gaston), CARRERE (René), *Le Défi de la guerre (1740-1974). Deux siècles de guerres et de révolutions*, Paris, PUF, Coll. « L'Historien », 1976, 223p.
CHALIAND (Gérard), *Anthologie mondiale de la stratégie*, Paris, Robert Laffont, Coll. « Bouquins », 1990, 1523p.
CHALIAND (Gérard), BLIN (Arnaud), *Dictionnaire de la stratégie militaire*, Paris, Perrin, 1998, 792p.
CHALIAND (Gérard), *Stratégies de la guérilla. De la longue marche à nos jours*, suivi de *Voyage dans vingt ans de guérillas et autres conflits irréguliers*, Paris, Grande bibliothèque Payot, 1994, 938p.
CHE GUEVARA (Ernesto), *Textes militaires*, comprenant *La Guerre de guérilla* (1962), *Ecrits militaires* (1962) et *Souvenirs de la guerre révolutionnaire* (1968), Paris, La Découverte, Coll. « [Re]découverte, série Documents et témoignages », 2001, 364p.
CHE GUEVARA (Ernesto) (1966-1967), *Journal de Bolivie*, Paris, La Découverte, 1997, 307p.

Colloque « Le terrain du militaire : perceptions et représentations », Service Historique de l'armée de terre, CEHD, 11 et 12 septembre 2002, Château de Vincennes – Pavillon du Roi, dans le cadre de l'exposition « Du paysage à la carte ».

COSYNS-VERHAAGEN (Roger), *Guerres subversives et questions connexes. Sélection bibliographique*, Centre d'information et de documentation, Lesours Wavre, 1972, 54p.

DEBORD (Guy), BECKER-Ho (Alice), *Le Jeu de la guerre : relevé des positions successives de toutes les forces au cours d'une partie*, Paris, G. Lebovici, 1987, 160p.

DEBRAY (Régis), *Révolution dans la révolution. Lutte armée et lutte politique en Amérique latine*, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres 98 », 1967, 138p.

DUFOUR (Jean-Louis), *La Guerre, la ville et le soldat*, Paris, Editions Odile Jacob, 2002, 351p.

GUERIN (Daniel), *Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, Spartacus, 1982, 185p.

GUILLÉN (Abraham), *Estrategia de la guerilla urbana*, Montevideo, Manuales del pueblo, 1966, 136p.

GUILLÉN (Abraham), *Philosophy of the urban guerrilla, the revolutionary writings of Abraham Guillén*, translated from the spanish, New York, W. Morrow and C°, 1973, 305p.

HUDELOT (Claude), *La Longue marche*, Paris, Gallimard, Coll. « Archives », 1973, 362p.

JOYAUX (François) (sous la dir. de), *Mao Tsé-Toung*, Paris, L'Herne n° 18, 1972, 446p. + ill.

LABROUSSE (Alain), *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, Paris, Le Seuil, Coll. « Combats », 1971, 206p.

LACOSTE (Yves) (1976), *La Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 1985, 187p.

LENINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1917), « Lettre de loin », *in : Œuvres choisies*, tome II, Moscou, éditions en langues étrangères, 1941.

LENINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1917), « La révolution de 1905 », *in : Œuvres choisies*, tome VII, Moscou, éditions en langues étrangères, 1941.

LENINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1905), « Les tâches des détachements de l'armée révolutionnaire », *in : Œuvres choisies*, tome VIII, Moscou, éditions en langues étrangères, 1941.

LETHBRIDGE (David), « Remembering Carlos Marighela », *The Bethune Institute for Anti-Fascist Studies*, Antifa Info-Bulletin, San Franscisco, 1999.

MAO TSE-TOUNG, *Ecrits choisis en trois volumes*, Paris, F. Maspero, Petite collection Maspero, vol. I : 1969, 192p. ; vol. II : 1967, 187p. ; vol. III : 1967, 189p.

MAO TSE-TOUNG, *Oeuvres choisies*, tome I : *Période de la guerre civile révolutionnaire*, Pékin, éditions en langues étrangères, 1967, 369p.

MAO TSE-TOUNG, *Oeuvres choisies*, tome II : *Période de la guerre de résistance contre le Japon*, Pékin, éditions en langues étrangères, 1967, 510p.

MAO TSE-TOUNG, *Oeuvres choisies*, tome III, Pékin, éditions en langues étrangères, 1968, 313p.

MAO TSE-TOUNG, *Oeuvres choisies*, tome IV, Pékin, édition en langues étrangères, 1969, 488p.

MARIGHELA (Carlos), *Pour la libération du Brésil*, dont le « Manuel du guérillero urbain », textes traduits du portugais et présentés par Conrad DETREZ, Paris, Le Seuil, Coll. « Combats », 1970, 141p.

MASSU (Jacques, Général), *La Vraie bataille d'Alger*, Paris, éditions du Rocher, 1997, 387p.

Nous les Tupamaros (traduit de l'espagnol par Elisabeth Chopard Callier) suivi de *Apprendre d'eux* par Régis DEBRAY, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres 226-227 », 1971, 252p.

POUGET (Emile), *L'Action directe*, Les Cahiers de l'anarchosyndicalisme, vol. n° 13, CNT-AIT, Caen, 31p.

ROCARD (Michel) (1959), *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la Guerre d'Algérie*, Paris, Mille et Une Nuits, Coll. « Documents », 2003, 332p.

ROY (Jules), *La Bataille de Dien Bien Phu*, Paris, René Julliard, 1963, 623p.

SUN TZU, *L'Art de la guerre*, Paris, Champs Flammarion, 2000, 255p.

VIDAL-NAQUET (Pierre), *La Raison d'Etat*, textes publies par le Comité Maurice Audin, Paris, Editions de Minuit, Coll. « Documents », 1962, 331p.

TROTSKY (Léon), *Ma Vie*, Chap. XXXIII, XXXIV et XXXVI, Paris, Gallimard, 1953.

-Terrorisme

Généralités.

Les Cahiers de médiologie, n° 13, « La scène terroriste », Paris, Gallimard, premier semestre 2002, 271p.

CHALIAND (Gérard), *Les Stratégies du terrorisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999, 246p.

CHALIAND (Gérard), *Terrorisme et guérilla. Techniques actuelles de la violence*, Paris, Flammarion, 1985, 187p.

FURET (François), *Terrorisme et démocratie*, Paris, Fayard, 1985, 226p.

MARRET (Jean-Luc), *Techniques du terrorisme. Méthode et pratique du « métier terroriste »*, Paris, PUF, Coll. « Défense et défis nouveaux », 2000, 177p.

SOMMIER (Isabelle), « Du "terrorisme" comme violence extrême », *Revue internationale des sciences sociales*, n°174, « Violences extrêmes », Paris, UNESCO/Erès, décembre 2002, pp. 525-533.

WIEVIORKA (Michel), *Face au terrorisme*, Paris, Liana Levi, Coll. « Opinion », 1995, 107p.

WIEVIORKA (Michel), *Sociétés et terrorisme*, Paris, Librairie Arthème Fayard, Coll. « Mouvements 5 », 1988, 565p.

Lutte contre.

CETTINA (Nathalie), *Les Enjeux organisationnels de la lutte contre le terrorisme*, Paris, LGDJ, Travaux et recherches Panthéon-Assas, Science politique, 1994, 216p.

Conseil national de la protection civile (Commission 7), *Protection des établissements industriels contre le terrorisme*, Paris, Centre national de prévention et de protection, 1991, 74p.

COURTOIS (Jean-Louis), *Le RAID*, Paris, Pygmalion, 1999, 193p.

HUSSON (Jean-Pierre), *Les Hommes en noir*, Boulogne-Billancourt, ETAI, 2000, 128p.

MAYAUD (Yves), *Le Terrorisme*, Paris, Dalloz, Coll. « Connaissance du droit. Droit privé », 1997, 146p.

Terrorismes d'extrême gauche européens des années soixante-dix : la guérilla urbaine en Europe occidentale.

BAUMANN (Bommi), *Tupamaros Berlin-Ouest*, présenté par Daniel Cohn-Bendit et Heinrich Böll, traduit de l'allemand par Jutta Bruch, en collaboration avec Jean-Pierre Le Dantec et Catherine Von Bülow, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, Coll. « La France sauvage », 1976, 220p.

Fraction Armée Rouge, *A Propos du procès Baader-Meinhof, la torture dans les prisons de la RFA*, publié par le Comité contre la torture des prisonniers politiques en République fédérale allemande, Paris, Christian Bourgeois, 1975, 251p.

CROISSANT (Klaus), *Procès en République fédérale allemande*, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres 353 », 1979, 119p.

CURUCIO (Renato), *A visage découvert*, entretiens avec Mario Scialoja, Paris, Edima, Coll. « Lieu Commun », 1993, 243p.

DEBRAY (Loïc), DUTEUIL (Jean-Pierre), GODARD (Philippe), LEFEBVRE (Henri), REGULIER (Catherine) et *alii*, *Paroles directes. Légitimité, révolte et révolution : autour d'Action Directe*, Paris, Acratie, 1990, 211p.

DUTSCHKE (Rudi), *Ecrits politiques (1967-1968)*, Paris, Christian Bourgeois, 1968, 159p.

JACQUARD (Roland), *La Longue traque d'Action directe*, Paris, A. Michel, 1987, 235p.

MARCHAND (Jean-Charles), HAMON (Alain), *Action directe : du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Paris, Le Seuil, 1986, 251p.

MEADE (Robert C.), *Red brigades : the story of Italian terrorism*, New York, St. Martin's press, 1990, 301p.

MEINHOF (Ulrike), *Lettres & textes*, brochure, 2000, 38p.

MEINHOF (Ulrike), *Mutineries et autres textes. Déclarations et analyses des militants de la Fraction armée rouge emprisonnés à Stammheim*, traduit de l'allemand par Johanna Stute et le Collectif de traduction des Editions des femmes, Paris, Editions des femmes, 1977, 223p.

Rote Armee Fraktion, *La Bande à Baader ou la violence révolutionnaire*, 1 : *De La Préhistoire à l'histoire* (Marenssin Emile), 2 : *Sur la conception de la guérilla urbaine et sur la lutte armée en Europe occidentale*, textes de la RAF traduits de l'allemand par Alexis Squirrel, Paris, Champ libre, 1972, 222p.

Rote Armee Fraktion, *Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof*, préface de Jean Genet, introduction de Klaus Croissant, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres 337 », 1977, 244p.

STEINER (Anne), DEBRAY (Loïc), *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987, 267p.

-Etudes ethnographiques et sociologiques sur l'instrumentalisation de l'espace dans la colonisation

BOURDIEU (Pierre), SAYAD (Abdelmalek), *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Editions de minuit, 1964, 227p.

JAULIN (Robert), *La Paix blanche. Introduction à l'ethnocide*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Combats », 1970, 424p.

JAULIN (Robert) (1970), *La Paix blanche. Introduction à l'ethnocide*, tome 1 : « Indiens et colons », Paris, 10/18, 1974, 297p.

LEVI-STRAUSS (Claude) (1955), *Tristes tropiques*, Paris, Pocket, « Terres humaines poche », 2004, 504p.

- OUVRAGES ET ARTICLES DE REFERENCE. DIVERS.

Dictionnaires et généralités

BOUDON (Raymond), BOURRICAUD (François), *Dictionnaire critique de la sociologie*, deuxième édition revue et augmentée, PUF, 1986, 714p.

DUBY (Georges) (sous la dir. de), *Histoire de la France urbaine*, tome 5 : *La Ville aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, Coll. « L'Univers historique »,1985, 668p.

GUILBERT (Joël), JUMEL (Guy), *La Socio-histoire*, Paris, Armand Colin, Coll. « Cursus », 2002, 184p.

GRAWITZ (Madeleine), *Méthodes des sciences sociales*, septième édition, Paris, Dalloz, Précis Dalloz, 1986, 1104p.

GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (sous la dir. de), *Traité de science politique*, vol. 1 : *La Science politique, science sociale. L'ordre politique*, vol. 2 : *Les Régimes politiques contemporains*, vol. 3 : *L'Action politique*, vol. 4 : *Les Politiques publiques*, Paris, PUF, 1985, 723p., 714p., 713p. et 558p.

GURVITCH (Georges) (sous la dir. de) (1958 et 1960), *Traité de sociologie*, tomes 1 et 2, Paris, PUF, 1962 et 1963, 514p. et 466p.

LALANDE (André) (1926), *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, vol. 1 et 2, Paris, PUF, Coll. « Quadrige », 1993, 1323p.

LEVY (Jacques), LUSSAULT (Michel) (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1033p.

MERLIN (Pierre), CHOAY (Françoise) (sous la dir. de), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF, 1988, 723p.

PAQUOT (Thierry), RONCAYOLO (Marcel), *Villes et civilisations urbaines XVIIe-XXe siècle*, Paris, Larousse, Coll. « Textes essentiels », 1992, 688p.

PAQUOT (Thierry), LUSSAULT (Michel), BODY-GENDROT (Sophie) (sous la dir. de), *La Ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, Coll. « Textes à l'appui », 2000, 442p.

SEGAUD (Marion), BONVALET (Catherine), BRUN (Jacques), *Logement et habitat. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, Coll. « Textes à l'appui », 1998, 411p.

SIRINELLI (Jean-François), *Les Vingt décisives. Le passé proche de notre avenir. 1965-1985*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2007, 324p.

Sur la ville et l'urbain

Les Annales de la recherche urbaine. Recherches et débats, n°1, Centre de recherche d'urbanisme, automne 1978.

ASCHER (François) (coord.), *Le Logement en questions. L'habitat dans les années quatre-vingt-dix : continuités et ruptures*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Coll. « Monde en cours », 1995, 324p.

ASCHER (François), *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1995, 247p.

BACQUÉ (Marie-Hélène), FOL (Sylvie), *Le Devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Habitat et sociétés », 1997, 215p.

BARDET (Gaston) (1945), *L'Urbanisme*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 187, 1975, 128p.

BISILLIAT (Jeanne) (sous la dir. de), *La Construction populaire au Brésil. Une expérience à Saõ Paulo*, préface de Gustave Massiah, Paris, Karthala-Orstom, 1995, 174p.

BLANQUART (Paul) (1997), *Une histoire de la ville : pour repenser la société*, Paris, Editions de La Découverte, Coll. « La découverte-poche. Essais »,1998, 193p.

CASTRO (Roland), *Civilisation urbaine ou barbarie*, Paris, Plon, 1994, 187p.

CERFISE, *Entre logeurs et logés. I. Figures de la dégradation*, Plan Construction, Marseille, CERFISE, juillet 1987, 179p.

DELFANTE (Charles), *Grande histoire de la ville de la Mésopotamie aux Etats-Unis*, Paris, Armand Collin, 1997, 462p.

DUFAUX (Frédéric), FOURCAUT (Annie) (sous la dir. de), *Le Monde des grands ensembles*, Paris, Créaphis, 2004, 255p.

FLAMAND (Jean-Paul), *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, Éditions la Découverte, Coll. « Textes à l'appui », 1989, 369p.

HARMELLE (Claude), ELIAS (Gabrielle), *Saint-Antonin et sa région 1850-1940. Révolutions des transports et changement social*, Mission de la recherche du Ministère des Transports (Socio-économie) et DGRST, Paris, CERFI, n.d., n.p.

Histoire urbaine, n° 17, « Villes nouvelles et grands ensembles. I », Paris, SFHU-MSH, décembre 2006, 191p.

Colloque de clôture de l'Action Incitative Ville, Atelier 4 : « Cultures urbanistiques : des sources de l'histoire urbaine au développement urbain durable », Paris, ASIEM, 1, 2 et 3 mars 2004.

LE CORBUSIER (JEANNERET Charles-Edouard, dit) (1941), *La Charte d'Athènes* suivie de *Entretien avec les étudiants des écoles d'architecture*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points Essais », 1957, 190p.

LE CORBUSIER (JEANNERET Charles-Edouard, dit) (1923), *Vers une architecture*, nouvelle édition revue et augmentée d'une lettre inédite de l'auteur présentée par Eugène Claudius-Petit, Paris, Champs Flammarion, 1995, 253p.

ENGELS (Friedrich) (1872), *La Question du logement*, Paris, Editions sociales, Coll. « Classiques du marxisme », 1976, 125p.

ENGELS (Friedrich) (1845), *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Paris, Alfred Costes, 1933, 2 vol., 231p et 285p.

FOURCAUT (Annie) (sous la dir. de), *La Ville divisée. Les ségrégations urbaines en question. France XVIIIe-XXe siècles*, Grâne, Créaphis, 1996, 479p.

FREY (Jean-Pierre), *Conception de l'habitat et expression culturelle*, Colloque du réseau socio-économie de l'habitat, « L'habitat et la ville au regard des relations inter-ethniques », Grenoble, 26-27 mars 1998.

HAUMONT (Nicole), « Habitat et modèles culturels », *Revue française de sociologie*, vol. IX, n° 2, Paris, CNRS, avril-juin 1968, pp. 180-190.

HAUMONT (Nicole) (sous la dir. de), *L'Urbain dans tousses états. Faire, vivre, dire la ville*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Habitat et sociétés », 1998, 396p.

LEFEBVRE (Henri), *Organisation urbaine et comportements sociaux*, Paris, Institut de Sociologie Urbaine, 1964, 27p.

LOUVET (Nicolas), *Les conditions d'une concertation productive dans l'action publique locale : le cas des Plans de déplacements urbains*, thèse de doctorat d'urbanisme et d'aménagement sous la direction de Jean-Marc Offner, Ecole National des Ponts et Chaussées, Marne-la-Vallée, 2005, 389p.

MASSIAH (Gustave), TRIBILLON (Jean-François), *Villes en développement*, Paris, La Découverte, Coll. « Cahiers libres », 1987, 320p.

MERLIN (Pierre) (1991), *L'Urbanisme*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 187, 1993, 127p.

PÉTONNET (Colette), *Ces gens-là*, Paris, F. Maspero, Coll. « Cahiers libres », 1968, 256p.

PINÇON (Michel) (1978), *Besoins et habitus. Critique de la notion de besoin et théorie de la pratique*, compte-rendu de recherche financée par la DGRST, Action concertée « urbanisation », Paris, CSU, 1978, 139p.

POËTE (Marcel) (1929), *Introduction à l'urbanisme*, Sens&Tonka, Paris, 2000.

RAYMOND (Henri) (1973), *Espace urbain et équipements sociaux culturels*, compte-rendu d'une recherche financée par la DGRST, Action Concertée « urbanisation », Paris, ISU, 1976, 148p.

RAYMOND (Henri), « Habitat, modèles culturels et architecture », *L'Architecture d'aujourd'hui*, n° 174, juillet- août 1974.

RAYMOND (Henri), HAUMONT (Nicole), DEZES (Marie-Geneviève), HAUMONT (Antoine) (1966), *L'Habitat pavillonnaire*, préface d'Henri Lefebvre, 4ème édition, Paris, L'Harmattan, Coll. « Habitat et sociétés », 2001, 114p.

RECLUS (Elisée), « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *Revue des deux mondes*, 15 mai 1866, pp.352-381.

RECLUS (Elisée) (1895), « L'évolution des villes », reproduit *in :* PAQUOT (Thierry), RONCAYOLO (Marcel), *Villes et civilisations urbaines XVIIe-XXe siècle*, Paris, Larousse, 1992, pp. 169-173.

RECLUS (Elie), RECLUS (Elisée), *Renouveau d'une cité*, Paris, Editions de la société nouvelle, 1896, 9p.
RONCAYOLO (Marcel), *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Editions Parenthèses, Coll. « Eupalinos », 2002, 386p.
RONCAYOLO (Marcel), *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1997, 285 p.
TAFURI (Manfredo), *L'Architecture moderne et l'éclipse de l'histoire. Extraits*, Paris, Centre de diffusion, Association des étudiants d'UP8, IERAU, 55p. ronéo.
TAFURI (Manfredo) (1968), *Théorie et histoire de l'architecture*, traduction française par la SEDG, Paris, Editions Sadg, 1976, 397p.
TRÉTIRACK (Philippe), *Faut-il pendre les architectes ?*, Paris, Seuil, 2001, 196p.
TONKA (Hubert) et *la., Le Guide de Paris de l'Ivre de Pierres*, Paris, ARC, Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 1982, 159p.
Urbanisme, n° 332, dossier « Le grand ensemble, histoire et devenir », janvier-février 2002, pp. 35-80.
VAYSSIERE (Bruno), *Reconstruction-déconstruction*, Paris, Picard, Coll. « Villes & sociétés », 1988, 327p.
VOLDMAN (Danièle), *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Villes, histoire, culture, société », 1997, 487p.

Sociologie et épistémologie

BACHELARD (Gaston) (1938), *La Formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, Coll. « Bibliothèque des textes philosophiques », 1970, 256p.
BELL (Daniel), *The End of Ideology : On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, New York, The Free Press, 1960, 474 p.
BELL (Daniel), *The Coming of Post-industrial Society : A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1973, 507 p.
BOURDIEU (Pierre), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de minuit, Coll. « Le Sens commun », 1979, 670 p.
BOURDIEU (Pierre) (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, précédé de *Trois Etudes d'ethnologie kabyle*, Paris, Le Seuil, Coll. « Point essais », 2000, 429p.
BOURDIEU (Pierre) (1994), *Raisons pratiques. Sur le théorie de l'action*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points Essais », 1996, 246p.
BOURDIEU (Pierre) (1992), *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points essais) », 1998, 567p.
BOURDIEU (Pierre), *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, Coll. « Libre examen. Politique », 1992, 267p.
BOURDIEU (Pierre), PASSERON (Jean-Claude) (1970), *La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les Editions de minuit, Coll. « Le sens commun », 2005, 279p.
FOUCAULT (Michel) (1969), *L'Archéologie du savoir*, Paris, NRF-Gallimard, Coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1999, 275p.
GURVITCH (Georges) (1955), *Déterminismes sociaux et liberté humaine. Vers l'étude sociologique des cheminements de la liberté*, Paris, PUF, Coll. « Bibliothèque de sociologie contemporaine », 1963, 327 p.
GURVITCH (Georges), *La Multiplicité des temps sociaux*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1958, 129p.
GURVITCH (Georges) (1950), *La Vocation actuelle de la sociologie*, tome 1 : *Vers la sociologie différentielle*, Paris, PUF, Coll. « Bibliothèque de sociologie contemporaine », 1968, 511 p.
HALBWACHS (Maurice) (1950), *La Mémoire collective*, préface de Jean Duvignaud, Paris, PUF, Coll. « Bibliothèque de sociologie contemporaine », 1968, 204 p.
HUIZINGA (Johan), *Homo lodens. Essai sur la fonction sociale du jeu*, Paris, Gallimard, 1995, Coll. « Tel », 340p.
LAPASSADE (Georges), *L'Arpenteur. Une intervention sociologique*, Paris, epi, 1971, 141p.

LAPASSADE (Georges), LOURAU (René), *Clefs pour la sociologie*, Paris, Seghers, Coll. « Clefs », 1976, 238p.
LOURAU (René), *L'Analyse institutionnelle*, Paris, Les Editions de Minuit, Coll. « Arguments », 1970, 298p.
MARCUSE (Herbert), *Culture et société* (traduit par Gérrard Billy, Daniel Bresson et Jean-Baptiste Grasset), Paris, Les Editions de minuit, 1970, 391p.
MORIN (Edgar) (1969), *La Rumeur d'Orléans*, édition complétée par « La rumeur d'Amiens », Paris, Le Seuil, Coll. « Points », 1982, 256p.
PIAGET (Jean) (1968), *Le Structuralisme*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n°1311, 1972, 125p.

Théorie politique

- Marxisme, communisme

ANDERSON (Perry) (1976), *Sur le marxisme occidental*, Paris, F. Maspero, Petite collection Maspero, 1977, 167p.
BIDET (Jacques), KOUVELAKIS (Eustache) (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx Contemporain*, Paris, PUF, Coll. « Actuel Marx Confrontation », 2001, 589p.
BOCCARA (Paul), *Études sur le capitalisme d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, Coll. « Economie et politique », 1973, 450p.
Colloque « Une première internationale pour le XXIe siècle ? Marxistes et libertaires d'hier et d'aujourd'hui », Colloque de la revue *Contre-temps* (Textuel), Paris, Espace Marx, 28 et 29 juin 2002.
ENGELS (Friedrich), « Barbarie et civilisation », extrait de *L'évolution de la propriété, de l'Etat et de la famille*, Saint Amand, Bibliothèque de l'ère nouvelle, 1893, 24p.
ENGELS (Friedrich) (1880), *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, extraits de *L'Anti-Dühring*, Paris, Editions sociale, 1960, 86p.
FOUGEYROLLAS (Pierre) (1979), *Savoirs et idéologies dans les sciences sociales*, tome 1 : *Sciences sociales et marxisme*, nouvelle édition avec un avant-propos, Paris, L'Harmattan, 1990, 271p.
GABEL (Joseph), ROUSSET (Bernard), VAN THAO (Trinh) (sous la dir. de), *L'Aliénation aujourd'hui*, Actes du Colloque d'Amiens de 1971, Paris, Anthropos, Publications du Centre universitaire de recherche sociologique d'Amiens,1974, 217p.
GARNIER (Jean-Pierre), *Le Marxisme lénifiant ou la politique bourgeoise au poste de commande*, Paris, Le Sycomore, Coll. « Petite bibliothèque », 1979, 93p.
GRAMSCI (Antonio), *Textes*, Paris, Messidor-Editions sociales, Coll. « Essentiel », 1983, 388p.
GURVITCH (Georges), *Etudes sur les classes sociales. L'idée de classe sociale de Marx à nos jours*, Paris, Gonthier, Bibliothèque Médiations, 1966, 249p.
GURVITCH (Georges), *Le Concept de classes sociales de Marx à nos jours*, Les cours de la Sorbonne, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1957, 138p.
KORSCH (Karl) (1923), *Marxisme et philosophie*, traduit de l'allemand par Claude Orsoni, présenté par Kostas Axelos, Paris, Editions de Minuit, 1964, 191p.
LEFEBVRE (Henri) (1948), *Le Marxisme*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », n°300, 1990, 128p.
LEFEBVRE (Henri) (1939), *Le Matérialisme dialectique*, Paris, PUF, Nouvelle encyclopédie philosophique, 1949, 156p.
LEFEBVRE (Henri), *Problèmes actuels du marxisme*, Paris, PUF, Coll. « Initiation philosophique », 1958, 126p.
LEFEBVRE (Henri) (1957), *Pour connaître la pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1977, 356p.
LEFEBVRE (Henri), *Le Retour de la dialectique. 12 mots clefs*, Paris, Messidor, Editions sociales, 1986, 178p.
LEFEBVRE (Henri) (1959), *La Somme et le reste*, Paris, Méridiens Klincksieck, Coll. « Analyse Institutionnelle », 1989, 777p.
LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) (1920), *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, Paris, Editions sociales, Coll. « Classiques du marxisme », 1970, 123p.
LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit), *Textes philosophiques*, Paris, Messidor/Editions sociales, Coll. « Essentiel », 1982, 331 p.

LUXEMBOURG (Rosa), *Œuvres*, I : *Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti & syndicats* ; II : *Ecrits politiques (1917-1918)* ; III : *L'accumulation du capital (I)*, Paris, F. Maspero, Petite collection Maspero, 1969,175p., 139p., 285p.
LUXEMBOURG (Rosa), *Reforme ou révolution ?*, recueil d'articles, Paris, Spartacus, 1972, 47p.
MARIE (Jean-Jacques), *Le Trotskysme*, Paris, Champs Flammarion, 1977, 192p.
MARX (Karl) (1850, 1852), *La Lutte des classes en France (1848-1850)*, suivi de *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, traduit par Léon Rémy et Jules Molitor, Paris, Editions de La Table Ronde, Coll. « La petite vermillon », 2001, 314p.
MARX (Karl), ENGELS (Friedrich) (1847), *Le Manifeste du Parti communiste*, suivi de MARX (Karl) (1850), *La Lutte des classes en France*, Paris, 10/18, 1966, 189p.
MARX (Karl), *Manuscrits de 1844*, traduit par Jacques-Pierre Gougeon, Paris, GF-Flammarion, 1996, 243p.
MARX (Karl), *Œuvres complètes. Œuvres philosophiques*, Traduit par J. Molitor, tome I : *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure, Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, Le Manifeste philosophique de l'Ecole de droit historique, Remarques sur la récente réglementation de la censure prussienne, La Question juive ;* tome IV : *Critique de la philosophie de l'Etat, de* Hegel ; tome VI : *Economie politique et Philosophie, Idéologie Allemande (I^{ère} partie)*, publié par S. Landshut et J.-P. Mayer, Paris, Alfred Costes Editeur, 1952, 1948, 1953, 216p., 259p., 257p.
MORIN (Edgar) (1959), *Autocritique*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points Essais », 1994, 255p.
PAPAIOANNOU (Kostas) (1965), *Marx et les marxistes*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, Coll. « Science », 1972, 505p.
PAQUOT (Thierry), *Les Faiseurs de nuages. Essai sur la genèse des marxismes français (1880-1914)*, Paris, Le Sycomore, Coll. « Contradictions », 1980, 157p.
VADEE (Michel), *Marx, penseur du possible*, Paris, Meridiens Klincksieck, Coll. « Philosophie », 1992, 553p.

- Théories et doctrines anarchistes

BAKOUNINE (Michel) (1882), *Dieu et l'Etat*, Paris, Mille et une nuits, 1996, 143p.
FABER (Claude), *L'anarchie. Une histoire de révoltes*, Paris, Les essentiels Milan, 2002, 63p.
GUÉRIN (Daniel), *L'Anarchisme. De la doctrine à l'action*, Paris, NRF-Gallimard, Coll. « Idées », 1965, 192p.
GUÉRIN (Daniel) (1970), *Ni Dieu, ni maîtres. Anthologie de l'anarchisme*, tomes 1 et 2, Paris, La Découverte/Poche, Coll. « Essais », 1999, 414p. et 362p.
GUÉRIN (Daniel) (1971), *Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, Spartacus, 1982, 185p.
HAUBTMANN (Pierre), *Marx et Proudhon. Leurs rapports personnels. 1844-1847. Plusieurs textes inédits*, Paris, Economie et humanisme, 1947, 103p.
KAMINSKI (Hanns-Erich) (1938), *Bakounine. La vie d'un révolutionnaire*, Paris, Editions de La Table Ronde, Coll. « La petite vermillon », 2003, 359p.
KROPOTKINE (Pierre) (1899), *Champs, usines, ateliers*, traduction, Paris, Phénix éditions, 2000.
KROPOTKINE (Pierre), *Communisme et anarchisme*, Paris, Les temps nouveau n° 27, 1903, 18p.
KROPOTKINE (Pierre) (1889), *La Morale anarchiste*, Paris, Mille et une nuits, 2004, 95p.
KROPOTKINE (Pierre) (1885), *Paroles d'un révolté*, Paris, Champs-Flammarion, 1978, 278p.
KROPOTKINE (Pierre), *Le Principe anarchiste*, Paris, Les temps nouveau n° 67, 1913, 45p.
MAITRON (Jean), *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, F. Maspero, Coll. « Bibliothèque socialiste », 1975, 2 vol., 485p et 439p.
PROUDHON (Pierre-Joseph), *Justice et liberté*, textes choisis par Jacques Muglioni, Paris, PUF, Coll. « Les grands textes », 1962, 264p.
PROUDHON (Pierre-Joseph) (1840), *Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement. Premier mémoire*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966, 315p.
PROUDHON (Pierre-Joseph) (1846), *Système des contradictions économiques. Ou philosophie de la misère*, (Extraits), Chicoutimi, Université du Québec, Les classiques des sciences sociales, 2002, 176p.

PROUDHON (Pierre-Joseph) (1862), *Théorie de la propriété*, Chicoutimi, Université du Québec, Les classiques des sciences sociales, 2002, 144 p.
RECLUS (Elisée), *Amis et compagnons (Discours sur la révolution russe, prononcé à une réunion organisée à Paris par la Société des amis)*- 1906, n.d., n.p.
RECLUS (Elisée) (1894), *L'Anarchie*, Paris, Editions du Sextant, 2006, 63p.

REVUES EXPLOITEES

Aérolande, *L'Ivre de pierres*, Paris,

- n° 1, 1977,102p ;
- n°2, 1978, 94p ;
- n°3, 1980, 109p.

Autogestions,

- Cahiers n° 7, « Etudes, débats et documents », Paris, Anthropos, décembre 1968, 180p ;
- n° 11, « Les utopistes du M^2. Mouvements et expériences de l'habitat autogéré », Paris, Privat, automne 1982, 135 p.

Espaces et sociétés, Paris, L'Harmattan, 1970-1980.

Hérodote. Stratégies géographie idéologies, n° 1 à 11, Paris, Maspero, 1976-1978.

Groupe Surréaliste Révolutionnaire Belge, *Les Lèvres nues*, 11 volumes (1954-1974), Paris, Allia, 1995

Internationale situationniste, *Internationale situationniste* (1958-1969), n°1 à 12, première réimpression en fac-similé aux éditions Champ libre en 1975,édition augmentée, Paris, A. Fayard, 1997, 707p.

American section of the Situationist international, *Situationist international number 1, June 1969*, Portland, Extreme press, 1993, 46p.

Socialisme ou barbarie, Organe de critique et d'orientation révolutionnaire, Paris

- vol. IV (10^e année) : n° 24, mai-juin 1958.
- vol. V (10^e année) : n° 25, juillet-août 1958.
  (11^e année) : n° 27, avril-mai 1959.
  n° 28, juillet-août 1959.
  n° 29, décembre 1959- février 1960.
  (12^e année) : n° 30, avril-mai 1960.
- vol. VI (12^e année) : n° 31, décembre 1960-février 1961.
  (13^e année) : n° 32, avril-juin 1961.
  n° 33, décembre 1961-février 1962.
  (14^e année) : n° 34, mars-mai 1963.
  (15^e année) : n° 35, janvier-mars 1964.
  n° 36, avril-juin 1964.

Utopie, Paris, éditions Anthropos.

- n° 1, « Sociologie de l'urbain », mai 1967.
- n° 2 et 3, mai 1969.
- n° 4, octobre 1971.
- n° 5, « Production, idéologie, dialectique », mai 1972.
- n° 6, février 1973.
- n° 7, « La Lutte des classes mise à nu », août 1973.
- n° 8, « Le Clou bouclé », février 1974.
- n° 9, « Radical follies », avril – mai 1974.
- n° 11, « Aujourd'hui », octobre – novembre 1974.

Hors séries :

- « La Logique de l'urbanisme », novembre 1967.
- « Des Raisons de l'architecture. L'architecture comme problème théorique dans la lutte des classes », 1969 (première édition en 1968 dans *Architecture d'aujourd'hui*, n°135)
- « Urbaniser la lutte des classes (ou remarques critiques sur la récente tentative de pacification des contradictions), 1972, première édition en 1970, supplément à *Utopie* 2-3.

La vie urbaine. Organe de l'Institut d'urbanisme de Paris, 1950-1977.

Revues du Parti socialiste unifié

Le Courrier du PSU, bulletin intérieur, mensuel, 1960-1979.

Critique socialiste. Pour une théorie et une pratique révolutionnaires, revue théorique du PSU, 1970-1975.

PSU Documentation, service formation du PSU, bimensuel, 1968-1979.

PSU Information, bimensuel, 1972 -1981.

Revues consultées
Les Annales de la recherche urbaine
Recherche
Esprit
Les Temps modernes

ARCHIVES DÉPOUILLÉES CONCERNANT LE DISCOURS POLITIQUE SUR LA VILLE ET L'URBAIN

Archives Nationales : série 78AJ, événements de mai 68 et politique française dans les années soixante-dix :
- 78 AJ 33 et 34 : Journaux, bulletins, revues et ouvrages
- 78 AJ 35 : Tracts et papillons, milieu étudiant
- 78 AJ 36 : Tracts et paillons, monde du travail
- 78 AJ 37 : Divers, affiches, dessins, coupures de presse
- Archives Nationales : série 78 AJ, années soixante-dix :
- 78 AJ 38 : année 1970
- 78 AJ 39 : année 1971
- 78 AJ 40 : années 1972 et 1973
- 78 AJ 41 : année 1974 et campagne élections présidentielles
- 78 AJ 42 : année 1975
- 78 AJ 43 : années1976 et 1977
- 78 AJ 44 : année 1978
- 78 AJ 45 : année 1979
- 78 AJ 46 : année 1980
- 78 AJ 47 : année 1981 et campagne élections présidentielles

Parti socialiste unifié…

Archives Nationales : série 581AP : archives du Parti socialiste unifié
- 581 AP 6 : Statuts, correspondance (1960-1966), structures nationales, objectifs
- 581 AP 7 : Correspondance du 20 avril 1967 au 28 décembre 1967
- 581 AP 8 : Correspondance 1968
- 581 AP 9 : Correspondance 1969-1970
- 581 AP 10 : Correspondances 1971
- *Archives d'espoir. 20 ans de PSU. 1960-1980*, Syros, Paris, 1980.

... et la ville

Archives Nationales : série 581AP, archives du Parti socialiste unifié :
- 581 AP 66 : Démocratie et structures locales (1966-1971) : GAM, Journées d'étude sur le problème de la régionalisation (1968), Rencontre nationale d'Action Municipale (1969).
- 581 AP 67 : Cadre de vie (1961-1974)

Le Discours des urbanistes dans les années soixante/soixante-dix.

Archives du fonds ancien de l'Institut d'urbanisme de Paris :
- comptes-rendus du Comité de perfectionnement et du Conseil d'administration (vol. 2 : 1932-1970).
- cours des enseignants de l'IUUP des années 50 et 60.
- « Thèses » des étudiants de l'IUUP (années soixante/soixante-dix).
- Archives personnelles de Mr. Philippe Pinchemel sur la période 1966-1969.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DES AUTEURS

A

Abbé Pierre, 305, 307, 322, 575
Aillaud, Emile, 190, 469
Althusser, Louis, 19, 20, 21, 27, 30, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 44, 51, 53, 54, 56, 61, 62, 66, 68, 71, 76, 142, 161, 196, 236, 248, 261, 279, 297, 536
Amiot, Michel, *100*, 116, 160, 300
Andrault, Michel, 326
Ansart, Pierre, 20, 23, *36*, 42, 56, *502*
Anselme, Michel, 155, 158, 509
Antoine, Serge, *107*, 124, 278
Arafat, Yasser, 362
Arcy, François d', 20, *150*, 151, 153, *154*, 300, 472, 494, *495*, 496, 531, 532, *538*, *542*
Arcy, François d', 496
Aristote, 552
Aron, Raymond, 19, 20, 33, 34, 35, 36, 38, 47, 50, 53, 54, 56, 68, 76, *384*, 397
Ascher, François, 165, 480, 483, 486, 487, 496
Aubert, Jean, 159, 180, 182, 236, 256, 274, 278, 284
Aubron, Joëlle, *369*
Audran, René (Général), 366
Auricoste, Isabelle, 180
Auzelle, Robert, 102, 107, 124, 135, 137, 138, 262, 269, 276, 278, 284, 288, 289, 290, 291, 293
Axelos, Kostas, 51, 59, 505

B

Baader, Andreas, 352, 353, 364
Bachelard, Gaston, 84, 146
Bachelet, Prisca, 200
Bachmann, Christian, *184*, 232, *254*, 321, *332*, *333*, *334*, 347, *348*, *391*, 398, *415*, *434*, *441*, *442*, 473, *516*, *646*
Bacqué, Marie-Hélène, *115*, 313, *320*, *350*, *448*, *512*, *515*, 517, *563*, *646*, *650*, *652*, *662*
Badinter, Robert, 406
Bahrmann, Henri, 293
Bailly, Antoine, 20
Bakounine, Mikhaïl Alesandrovitch, 198, 199, 310
Balandier, Georges, 116, 117
Bancal, Jean, 506
Bardet, Gaston, 135, 293, 294, 383
Barre, Raymond, 336, 393, 396, *397*, 459, 460, 471, 496
Barret, Philippe, 196
Barthes, Roland, 279
Bastide, Roger, 42, 116
Bastié, Jean, *214*, 278, 289
Baudrillard, Jean, 159, 180, *184*, 195, 256, 258, 364, 541, *646*, *652*
Bauhain, Claude, 150
Baumann, Bommi, *362*
Beaujeu-Garnier, Jacqueline, 124, 269, 276, 284, 291
Beaunez, Roger, 401, 412, 413, 430
Bell, Daniel, 308
Belleville, Pierre, 401
Ben Bella, Ahmed, 503
Benassayag, Maurice, 163
Bensaïd, Daniel, 197, 201, *223*
Bérégovoy, Pierre, 401, 403, 405, 406, 490
Bergel, Egon Ernst, 118
Bergson, Henri, 141
Bernstein, Michèle, 168, 169
Berque, Augustin, *526*
Bertin, Jacques, *107*
Besse, Georges, 366
Bettelheim, Charles, 117
Beurier, Joëlle, *503*, *504*
Bidou-Zachariasen, Catherine, 124, *474*, 499, *501*, 525, 526, *642*
Blanchard, Daniel, 504
Blanquart, Paul, 186
Blanqui, Auguste, 353, 377
Bloch, Ernst, 20, 78, 79, 173, *638*
Bloch, Marc, 123
Blondel, Maurice, 141
Blondiaux, Loïc, *512*
Blum, Léon, 404
Bobroff, Jacotte, 165
Body-Gendrot, Sophie, *251*, *256*, *258*
Böll, Heinrich, *362*
Bolle, Pierre, 134
Boltanski, Luc, 20, 46, 47, 169, 446, 447, 602, *638*, *652*
Bon, Frédéric, 20, *52*
Bonnet, Christian, 460, 471
Bonnin, Philippe, *511*
Bonnot, Jules, 353
Bonrepos, Augustin, 493
Borella, François, 408, 409, *420*
Bouchardeau, Huguette, 403, 455, 516, *517*
Boudon, Philippe, 124, *267*, 290
Boudon, Raymond, 19, 20, 21, 22, *27*, 52, 53, 54, 56, *258*, *288*
Boudouï, Rémi, 268
Bourdet, Claude, 401, 575
Bourdet, Yvon, 163, 506
Bourdieu, Pierre, *10*, 11, *12*, 20, 45, 46, 47, 48, 49, 56, 57, 62, 189, 278, 409, 446, 514, 520, 522, 526, 552, *638*, *640*, *641*, *642*, *652*, *661*, *664*
Bourricaud, François, 22, 123
Bourseiller, Christophe, *203*
Braghetti, Anna-Laura, *365*, *367*, *368*
Braudel, Fernand, 101, 103, 105, 116
Bréhier, Emeric, *505*
Brejnev, Leonid Llyitch, 188
Brilland, Bernard, *263*
Broyelle, Jacques, 196
Bruch, Jutta, *362*
Brunie, Patrick, 454
Brunschvicg, Léon, 141
Bugeaud, Thomas-Robert (Maréchal), 521
Buléon, Pascal, 70
Burdeau, Georges, 269, 271, 276, 277, 283, 284, 287, 288, 289
Burgel, Guy, *95*
Burgess, Ernest, 107, 112, 113, 117, 172
Burroughs, William, 170
Busquet, Grégory, *78*, *85*, *102*, *135*, *143*, *145*, *167*, *170*, *177*, *193*, *225*, *230*, *243*, *268*, *269*, *271*, *278*, *287*, *289*, *321*, *346*, *348*, *493*, *554*, *642*, *644*, *645*, *648*, *649*

C

Cage, John, 168
Camus, Christophe, 65
Canaux, Jean, 294
Candilis, Georges, 190, 236, 250, 278
Cardan, Paul Voir Castoriadis, Cornelius
Carriou, Claire, *102*, *135*, *243*, *268*, *269*, *271*, *278*, *287*, *289*, *321*, *346*, *348*, *493*
Castells, Manuel, 20, 66, 67, 68, 84, 120, 123, 126, *127*, 134, 151, 152, 153, 158, 159, 160, 161, 163, *304*, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, *320*, 321, 327, 328, *329*, 347, 372, 497, 499, 508, 519, 528, 529, 533, 536, 550, 556
Castoriadis, Cornelius, *211*, *227*, *264*, *298*, 504, *505*
Castro, Fidel, 188, 198, 208, 214
Castro, Roland, 196, 200, 209, 236, 237, 238, 239, 248, 433, 434, 542
Caul-Futy, Louis, *315*, *317*
Cayrol, Roland, *401*, *408*
Cazeneuve, Jean, 20
Cépède, Frédéric, *505*
Chaban-Delmas, Jacques, 301, 336, 396
Chabot, Georges, 111
Chah d'Iran, 438
Chalandon, Albin, 165, 228, 319, 388, 393, 413, 414, 419, 459, 460, 516, 556, 563, 568, 583
Chalas, Yves, 42, *60*, 519, *526*, 527, 533, 535, 536, *538*, 539, 540, 546, 548, 550, 551, 553, 562, 564, 608
Chaliand, Gérard, 358, *361*
Chalin, Claude, 284

Chamboredon, Jean-Claude, 153, *533*, 534
Chandler, Charles, 355
Chapuis, Robert, 403, 406
Charlot, Jean, *35*
Charlot, Monica, *35*
Châtelet, François, 20, 49, *50*, 56, 401
Che Guevara, Ernesto, 188, 198, 207, 222, 352, 353, 354, 359, 367
Chémetov, Paul, 483
Cherki, Eddy, 152, 306, 318, 352
Chevalier, Louis, 101, 103, 104, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 126, 127, 152
Chevènement, Jean-Pierre, 403, 404, 405, 415, 421, 505
Chiapello, Eve, 169, 446, 447, 602, *652*
Chirac, Jacques, 330, 396, 452, 460, 463, 480, 492
Choay, Françoise, 20, 75, 124, 172, 268, 274, 552
Chombart de Lauwe, Paul-Henry, 101, 103, 105, 106, 107, 108, 109, 112, 113, 115, *116*, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 126, 127, 131, 132, 135, 136, 138, 140, 144, 148, 151, 152, 157, 158, 161, 163, 172, 256, 296, 389, 394, 397, 411, 454, 512, 513, 529, 532, 547, 566, 577, 650
Chopard-Callier, Elisabeth, *357*, *358*, *359*, *360*, *361*
Claudius-Petit, Eugène, 94, 109, 125, 319, 388, 397
Clavel, Maïté, *100*, *107*, *116*, *127*, 131, 135, *526*, 546, *547*, 553
Clément, Paul, *111*, 117
Clotenko, Ariane, *331*, *333*, *334*
Cohen, Jean-Louis, 483
Cohen, Marcel, 101
Cohn-Bendit, Daniel, 200, 208, 214, 215, 220, 226, 239, 264, *362*
Cohn-Bendit, Jean-Gabriel, 200
Coing, Henri, 107, 118, 123, 124, 127, 329, *391*, 483, 521, *522*, *534*, 547, *650*
Combes, Françis, *143*, *192*
Comte, Auguste, 110
Constant, 168, 169, *175*, 178, 528
Coornaert, Monique, 124, 288, 291
Coquery, Michel, 124, 134, 161
Cornu, Marcel, *165*
Cornuau, Claude, 134
Cornudet, Honoré, 268
Cotlenko, Ariane, *158*
Cottereau, Alain, 309, 310
Coty, René, 404
Coudray, Jean-Pierre, 132, 133
Coudroy de Lille, Laurent, *102*, *268*, *269*, *270*, *289*, *290*
Courant, Pierre, 390
Courtis, Alain, *578*, *594*, *595*, *596*, *597*
Couve de Murville, Maurice, 301
Couvreur, Louis, *107*, 117
Cresson, Edith, 490
Croissant, Klaus, *364*
Crozier, Michel, 264, 300
Cuénot, Alain, *506*
Cumplowitcz, Philippe, *157*

D

D'Ornano, Michel, 496
Dagnaud, Monique, 20, 67, 68, 320, 500, 529
Dahou, Mohamed, 168
Dallemagne, Jean-Luc, *502*
Damais, Jean-Philippe, 123
Damette, Félix, 469, 483, 507
Dandé, Serge, *505*, *507*
Daric, Jean, 117
Davezies, Robert, 410
Davy, Georges, 101
de Caumont, Robert, 284, 287, 289, 290, 291, *315*, 411, 414, 415, 417, 418, 575
de Caumont, Robert, 287
De Gaulle, Charles, 8, 187, 189, 192, 204, 209, 216, 219, 220, 221, 226, 229, 230, 238, 253, 269, 301, 382, 386, 389, 390, 391, 392, 394, 397, 404, 405, 413, 414, 419, 430, 447, 452, 460, 474, 483, 485, 486, 512, 516, 555, 562, 583
De Jong, Jacqueline, *169*
De la Pradelle, Michèle, *330*
De Radkowski, Hubert, *272*, 291
Debord, Guy, 168, 169, 170, *173*, *174*, *175*, 176, *177*, 195, 212, 230, 262, 500, 504, *648*, *659*
Debray, Loïc, *352*, *363*, *364*, *366*, 367, 368, *369*, *370*, *371*
Debray, Régis, 198, 352, 353, *357*, 359, 360, *361*
Debré, Michel, 254, 391
Defferre, Gaston, 397, 403, 404, 405, 507
Deleuze, Gilles, 155, 156
Delfante, Charles, *389*
Deligny, Fernand, 156
Delors, Jacques, 315, 405
Delouvrier, Paul, 278, 392, 393, 405, 430, 455, 583
Depreux, Edouard, 401, 404, 406
Dereymez, Jean-William, *505*
Descamps, Eugène, 315
Desroche, Henri, 20, 75
Destutt de Tracy, François, 23
Detraz, Albert, *506*
Detrez, Conrad, *355*, 356
Devisme, Laurent, 231
Dezès (Raymond), Marie-Geneviève, *61*, 64, 118, *146*, *150*, 185, *186*, *276*, 503, *514*
Di Méglio, Pierre, 578
Di Méo, Guy, 20, 69, 70, *89*, *385*, 593
Dissard, Françoise, *123*, 124
Dollé, Jean-Paul, 219
Domenach, Claude, 575
Domenach, Jean-Marie, *408*
D'Ornano, Michel, 336, 393, 396, 453, 459, 460
Dreyfus, Jacques, 288
Dubedout, Hubert, 397, 411, 415, 417, 493, 517, 575, *646*
Dubet, François, 306, 352
Duby, Georges, *95*, *219*, *233*, *385*, *386*, *416*, *526*, *530*
Duclos, Jean-Margot, 269
Dufour, Jean-Louis, 358, 363
Dumas, Roland, 404, 406
Dumazedier, Joffre, 101, 278
Dumont, Fernand, 20, 21
Dumont, René, 335
Dupont, Gérard, 269, 392
Dureau, Roger, 493
Durkheim, Emile, 20, 22, 31, 58, 103, 110, 112, 119, 524
Dusset, Annie, *306*, *314*, *316*, *504*, 508
Duteuil, Jean-Pierre, 200, *215*, 264, *366*, *371*
Dutschke, Rudi, 188, 208, 364, 369
Duverger, Maurice, 408
Duvignaud, Jean, 161, 163, 410, 505, 506, 527, 545
Dziergowski, Daniel, *191*

E

Ecochard, Michel, 263
Ellul, Jacques, 397
Engels, Friedrich, 24, 26, 27, 36, 78, 110, 119, 146, 228, 502, *604*
Éstier, Claude, 406

F

Fabius, Laurent, 391, 403, 406, 490
Fay, Victor, 401, 403, 506
Fayeton, Jean, 241
Febvre, Lucien, 101, 105
Fichelet, Monique et Raymond, 165
Fichet, Marie-Françoise, 245
Fijalkow, Yankel, *95*, *100*, *106*, *158*
Fiszbin, Henri, 480
Flamand, Amélie, *321*, *348*
Flamand, Jean-Paul, *386*
Flocon, Albert, 266
Foucault, Michel, 154, 155, 156, 157, 158, 161, 200, 254, 279, 306, 309, 542
Fouchet, Christian, 189, 208, 238, 263
Fougeyrollas, Pierre, 163
Fourastié, Jean, 101, 397
Fourcade, Jean-Marie, 165
Fourcade, Pierre, 459
Fourcaut, Annie, *384*, 390, 391, 393, 394, 504, 509, *563*, *641*, *662*, *663*
Fourier, Charles, 54, 75, 78, 182, 527, 552
Fourquet, François, 155
Francastel, Pierre, 278
Franco, Francisco (Général), 199, 504
Frère, Suzanne, 117
Freud, Sigmund, 33, 42, 44

Frey, Edith, 169
Frey, Jean-Pierre, 20, 65, 109, 193, 230, *242*, 251, *252*, *256*, 258, 267, 288, *448*, *517*, 554
Frey, Théo, 169
Friedman, Yona, 455
Friedmann, Georges, 101, 102, 103, 104, 111, 112, 132, 141
Fritsch, Philippe, 157
Fuster, Edouard, 289

G

Gabel, Joseph, 19, 20, 21, 30, 32, 33, 34, 35, 38, 42, 49, 52, 53, 54, 56, 57, 59, 69, 73, 75, 77, 79, 84, 86, 88, 163, 385, 499, 544, 599, 604
Galley, Robert, 262, 392, 393, 459, 556
Galli, Claude, *365*, *367*, *368*
Garnault, Jean, 169
Garnier, Jean-Pierre, 7, *394*, *460*, 471, *514*, 533, 537, *539*, 540, *541*, 542, 543, 548, *556*, 560, *561*, 562, *641*, *643*, *645*, *647*, *665*
Garnier, Tony, 102, 124, 262, 263, 287
Gaussen, Frédéric, *203*
Gauthier, Jacqueline, *107*
Gay, François, 123
Geertz, Clifford, 54
Geindre, François, 414, 415, 493
Geismar, Alain, *207*, 209, 221, 223, *366*, 434
Genestier, Philippe, *349*, *350*, *351*, 537, 538, *563*, *643*
Genet, Jean, *364*
George, Pierre, 101, *102*, 103, 111, 116, 117, 269, 276
Georgi, Frank, *144*, *263*, *306*, *314*, *316*, *394*, *445*, *503*, *504*, *505*, *506*, *507*, *508*, *509*, *575*
Gérard, Bertrand, 264
Giacomatos, Valérie, 83, *601*
Giacone, Alessandro, *430*
Giard, Jean, 483, 487
Giscard d'Estaing, Valéry, 9
Giscard d'Estaing, Valéry, 8, 10, 319, 336, 351, 387, 393, 394, 396, 398, 399, 405, 407, 413, 447, 459, 460, 463, 468, 471, 474, 479, 480, 483, 486, 491, 492, 493, 494, 497, 533, 540, 541, 555, 556, 565, 572
Godard, Francis, 152, 158, 165, 306, 327, *328*, 329
Godard, Philippe, *366*, *371*
Goffman, Erwin, 155
Gold, Danièle, 288
Goldblum, Charles, 159, 180, 274, 283
Goldman, Emma, 310
Goldmann, Lucien, 31, 57, 58, 59, 60, 506
Goldschmidt, Denis, 7, *394*, *460*, 533, *539*, 540, 541, 543, *556*
Gontcharoff, Georges, 346, 412, 417, 418, 420, *428*, 430, *493*, 495, *567*
Gonzalvez, Shigenobu, *169*, *648*
Gottraux, Philippe, *504*
Gouhier, Alain, 165
Grafmeyer, Yves, 10, 82, 83, *111*, *112*, *114*, *118*, 155, *601*, *608*
Gramsci, Antonio, 20, 29, 51, 56, 502
Granai, Georges, 123, 124
Granautier, Bernard, 264
Granet, Danièle, *291*, *302*
Granet, Paul, 396
Granotier, Bernard, 264
Grass, Gérard, 333
Grawitz, Madeleine, 20, 23, *25*, *35*, *36*, *48*, *52*, *150*, *151*, *154*, *472*, *494*, *495*, *496*, *532*
Grémillon, Pierre, 124
Grimaud, Maurice, 204, 207, 210, 226
Grumbach, Antoine, 196, 236, 237, 239, 248, 274
Grumbach, Tiennot, 196, 236, 432
Guattari, Félix, 154, 155, 200, 241
Guérin, Daniel, 156, *502*, 506
Guesdes, Jules, 377
Guespin, Louis, *89*
Guichard, Olivier, 301, 302, 390, 393, *394*, 397, 413, 459, 515, 516, 556, 563, *645*
Guillén, Abraham, 361
Gurvitch, Georges, 15, 20, 42, 60, 77, 88, 101, 103, *104*, 105, 110, 116, 141, 142, 146, 163, *408*, 501, 502, 528, 530, *595*, *637*, *640*, *641*, *649*, *652*, *653*, *654*, *662*, *664*, *665*
Guterman, Norbert, 39, 141
Gutton, André, 293, 294

H

Habbache, Georges, 362
Habermas, Jürgen, 19, 20, 40, 44, 45, 50, 51, 56, 61, 390, 523, 529, 535, 536
Halbwachs, Maurice, 7, 84, 103, 105, 106, 111, 112, 113, 116, 119, 524, 525, 539
Hall, Peter, *511*
Hamon, Hervé, *188*, *202*, 209, *210*, *214*, 215, *218*, *220*, *221*, *222*, *223*, *224*, 236, *238*
Hanappe, Paul, 288
Hannertz, Ulf, 111
Harmelle, Claude, *157*
Hatzfeld, Hélène, *8*, *309*, 315, 331, *332*, *333*, *347*, *349*, 402, *403*, 418, *505*, 507, *508*, 509, *512*, 559, 560, 561
Haumont, Antoine, *61*, 64, 118, *146*, 150, 276, 290, *514*
Haumont, Nicole, *61*, 64, 118, 124, 127, *146*, 150, *276*, 483, 486, *514*, 534
Haussmann, Georges Eugène, 113, 144, 191, 207, 219, 226, 230, 310, 327, 373, 571
Hazemann, Robert-Henri (Docteur), 103, 132, 276, 288, 289, 290
Hegel, Georg Wilhelm Friedrich, 24, 25, 37, 39, 40, 41, 59, 65, 141, 142
Heidegger, Martin, 146
Henri Guerrand, Roger, 107
Henry, Emile, 353
Hernu, Charles, 401, 404, 406
Herzog, Philippe, 490
Hess, Rémi, 141, *143*, 150, 161, 163, *164*, *192*, 506, *575*
Heuyer, Georges, 103, 132
Hobsbawn, Eric, 165, 200, 204, 207, *208*, *220*, 222, 434
Hô-Chi-Minh, 188
Hocquenghem, Guy, 156, 197
Huet, Armelle, 300
Huet, Bernard, *74*, 237, 250, 263, *639*
Hugueney, Jeanne, 271, 289
Huizinga, Johan, 178, *664*
Hurtig, Serge, 134

I

Imbert, Maurice, 124
Inglehart, Ronald, 308
Isou, Isidore, 168

J

James-Sarazin, Ariane, *407*
Jaulin, Robert, 522
Jauss, Hans-Robert, *60*, *80*, 109
Joffrin, Laurent, *209*, 214, *223*
Jonas, Serge, 161, 163, 506
Jorn, Asger, 168, 169, 173, *640*, *648*
Joseph, Isaac, *111*, *112*, *114*, *118*, 155, 156, 158
Jospin, Lionel, 402, 406
Joxe, Alain, 410
Joxe, Pierre, 404, 406
Jucquin, Pierre, 496
Julliard, Jacques, *89*, *219*, 332, *408*, *416*, *505*, 506, *647*, *655*
July, Serge, 200, *207*, 209, 223, *366*
Jung, Carl Gustav, 33
Jungmann, Jean-Paul, 159, 180, 182, 256
Juquin, Pierre, 480

K

Kant, Emmanuel, 86, 544
Khayati, Mustapha, 169, *191*
Khomeiny, Rouhollah, 438
Khrouchtchev, Nikita, 188, 196
Klein, Maurice, 401
Kollontaï, Alexandra, 502
Kopp, Anatole, 161, 164, 429, 527, *538*, 545, 546, 548, 555, 559, *643*
Korsch, Karl, 51
Kravetz, Marc, 214
Kriegel, Annie, *188*, *468*
Krivine, Alain, 197, 201, 203, *223*, 224, 444, 486
Kropotkine, Piotr, 198, 199
Krumnow, Alfred, *506*

L

Labeyrie, Vincent, 480, 496
Laborit, Henri, 410, 454
Labranche, Stéphane, *348*
Labrousse, Alain, *356*, *357*, *358*, *359*
Labrousse, Ernest, 101
Lacan, Jacques, 154, 156
Lacoste, Yves, *8*, *392*
Lagant, Christian, 200
Lagroye, Jacques, 20, 47, 48, 49, 51, 55, 56
Laguiller, Arlette, 403, 444, 486
Lalande, André, 21, *22*, *24*
Lalonde, Brice, 214, 336
Lamarche-Vadel, Gaetane, *158*, *331*, *333*, *334*
Lancelot, Alain, 409
Lang, Jack, 403, 406
Lapassade, Georges, 150, 171, 506
Lapeyronnie, Didier, 306
Lassave, Pierre, *100*, 104, *105*, *117*, 118, 122, *125*, 127, *136*, *156*, 162, *163*
Latour, Patricia, *143*, *192*
Lautier, François, 159, *160*
Lavedan, Pierre, 269, 270, 271, 277, 279, 284, 287, 289, 290
Le Bras, Gabriel, 101
Le Bris, Michel, 433
Le Corbusier (Jeanneret, Charles-Edouard, dit), 83, 121, 262, 292, 386, 498, *514*, 531, 536, *538*, 543, 546, 549, 562
Le Dantec, Jean-Pierre, 196, *362*, 433
Le Guennec, Nicole, *184*, 232, *254*, 321, *332*, *333*, *334*, 347, *348*, *391*, 398, *415*, *434*, *441*, *442*, 473, *516*, *646*
Le Play, Frédéric, 110, 116, 117
Lebret, Joseph (Père), 117, 228, 315
Leca, François, *150*
Leca, Jean, 23, *35*, *36*, *48*, *52*, *151*, *154*, *472*, *494*, *495*, *496*, *532*
Lecourt, Dominique, 278
Ledoux, Claude Nicolas, 267
Ledrut, Raymond, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 127, 133, 134, 136, 144, 151, 158, 161, 162, 163, 296, 509, 512, 532, *543*, 566
Leduc, Victor, 506
Lefebvre, Georges, 101
Lefebvre, Henri, 7, 9, 10, 19, 20, *25*, 26, 27, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 50, 55, 56, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 69, 77, 78, 79, 81, 82, 85, 87, 94, 101, 102, 103, 118, 122, 123, 124, 127, 136, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 169, 170, 171, 172, 174, 180, 181, 182, 183, 185, 188, 192, 193, 195, 215, 217, 219, 222, 225, 226, 227, *228*, 230, 231, 232, *234*, 235, 241, 250, 255, 256, 258, 261, 264, 266, 269, 270, 273, 274, 276, 278, 279, 283, 288, 289, 290, 291, 292, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 310, *316*, 335, 348, 366, 371, 372, 376, 389, 390, 394, 407, 410, 411, 414, 416, 417, 421, 424, 425, 429, 430, 444, 446, 447, 455, 474, 483, 497, 498, 499, 500, 505, 506, 509, 512, 513, 514, 516, 525, *526*, 528, 533, 537, 540, 543, 547, 548, 549, 550, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 565, 571, 572, 575, 576, 578, 579, 591, 592, 593, 594, 597, *598*, 601, 607, *638*, *639*, *640*, 642, *644*, *647*, 650, *651*, 652, *653*, *657*, *660*, *663*, *665*
Lefebvre, Jean-Pierre, 483
Lefort, Claude, *211*, *223*, *227*, *264*, *298*, 504, *505*
Leloup, Claude, 294
Lemaire, Madeleine, 153, *533*, 534
Lénine (Ilitch Oulianov, Vladimir), 4, 20, 27, 28, 29, 35, 37, 39, 40, 51, 53, 56, 68, 144, 195, 196, 197, 198, 316, 319, 351, 353, 361, 362, 363, 439, 444, 502, 503
Lethbridge, David, *355*
Lévi-Strauss, Claude, 521, 522
Lévy, Bénny, 196, 236, 433
Lévy-Bruhl, Henri, 101
Linhart, Robert, 196, 236, *365*, 434
Lion, Robert, 455
Lods, Marcel, 139
Loew, Jacques, 117
Loiseau, Dominique, *306*, *314*, *316*, *504*, 508
Lojkine, Jean, 124, 151, 153, 159, 161, 165, 300, 306, 307, 316, 317, 319, 334, 483, 533
Lourau, René, 150, 159, 161, 163, 180, *182*, 256, 258, *503*, 506, 541, *655*, 657, *665*
Löwy, Michael, 163
Loyer, François, 124
Luccioni, Micheline, *165*
Lukács, György, 32, 53, 59, 79
Lussault, Michel, *251*, *256*, *258*, *526*, 544, *545*
Luther King, Martin, 310
Luxembourg, Rosa, 502
Lyotard, Jean-François, 504

M

Maffesoli, Michel, 163
Maire, Edmond, 315, 505, 506
Malcom X, 310
Mallet, Serge, 401, 503, 506, 575
Malraux, André, 239, 241
Malterre, Jacques, *399*, *567*, *578*, *595*
Mannheim, Karl, 13, 15, 19, 20, 21, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 42, 45, 48, 49, 51, *52*, 53, 54, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 62, 65, 67, 68, 69, 70, 73, 75, 77, 88, *183*, 385, 528, 544, 554, 595, 599, 604, *637*, *639*
Mao Tsé-Toung, 154, 155, 188, 189, 195, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 204, 208, 211, 213, 218, 219, 220, 221, 223, 229, 236, 237, 238, 244, 245, 248, 255, 274, 275, 305, 316, 319, 321, 352, 353, 354, 355, 364, 365, 366, 368, 403, 410, 432, 433, 434, 435, 438, 439, 441, 444, 480, 542, 580
Marcellin, Raymond, 208, 432, 433
Marchais, Georges, 188, 189, 405, 449, 468, *479*, *484*, 491, 507
Marcuse, Herbert, 20, 42, *43*, 44, 45, 49, 50, 51, 56, 65, 76, 195, 231, 261, *262*, 273, 274, 297, 298, 300, 364, 371, 390, 500
Margot-Duclos, Jean, 289
Marighela, Carlos, 354, 355, *356*, 358, 367
Marin, Louis, 205, *211*, 217, *219*
Marret, Jean-Luc, 304, 351, 358, *362*, *367*, *368*
Martin, Corine, 274, 284
Martin, Jeppesen-Victor, 169
Martinet, Gilles, 401, 402, 406, 575
Marx, Karl, 4, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 66, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 76, 79, 95, 96, 100, 101, 102, 103, 106, 107, 109, 113, 119, 121, 126, 127, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 170, 182, 183, 186, 193, 195, 196, 198, 199, 227, 228, 231, 248, 261, 273, 274, 276, 279, 288, 289, 290, 291, 292, 297, 299, 300, 301, 306, 307, 311, 314, 315, 316, 319, 329, 349, 350, 351, 353, 359, 361, 362, 363, 364, 366, 371, 376, 383, 399, 401, 402, 424, 444, 473, 483, 485, 502, 504, 514, 527, 533, 536, 540, 541, 542, 544, 550, 551, 556, 566, 575, 579, 580, 596, 598, 599, 604, 638, 639, 653, 665, 666
Massiah, Gustave, 236, 412, 578
Massu, Claude, 313, 486
Massu, Jacques (Général), *357*
Mathieu, Gilbert, 412
Mathieu, Henri, 139
Mauroy, Pierre, 397, 403, 404, 405, 406, 455
Mauss, Marcel, 105, 114, 524
Meadows, Donnela et Denis, 335
Mehl, Dominique, 152, 306, 318, 320
Meinhof, Ulrike, 352, 364, 369
Melucci, Alberto, 309
Mendès-France, Pierre, 226, 236, 401, 403, 404, 405, 406
Mendras, Henri, *100*, 124, 131
Ménigon, Nathalie, *369*
Mercier, Paul, 117
Merlin, Pierre, 274, 278, *284*, 454
Mermaz, Louis, 404, 406
Messmer, Pierre, 125, 301
Meyer-Heine, Georges, 294
Michel, Louise, 310
Mignon, Patrick, *328*

Miller, Gérard et Jacques-Alain, 196
Millerand, Alexandre, 377
Mitrione, Dan, 358
Mitterrand, François, 226, 371, 377, 382, 402, 403, 404, 405, 406, 449, 468, 486
Moles, Abraham, 86, 124
Mollet, Albert, *158*, *509*
Mollet, Guy, 401, 403, 404, 405, 406
Mongin, Olivier, *328*
Monnet, Jean, 392
Montagut, Jean-Pierre, 200
Morane, Erlyn, *207*, *223*, *366*
More, Thomas, 74, 75, 527, 552, 554
Morin, Edgar, 193, *211*, *212*, *222*, 227, 264, *298*, 397, 505
Morin, Gilles, *505*
Moro, Aldo, 365, 367, 368
Morphaux, Louis-Marie, *24*
Morris, Wiliam, 75
Moulin, Raymonde, 124, 247
Mounier, Emmanuel, 315
Mozère, Liane, 155, 156, *157*, *158*
Mumford, Lewis, 119, 172
Murard, Lion, *154*, 155

N

Napoléon Ier, 23
Naville, Pierre, 101, 163, 401, 505, 506
Neuschwander, Claude, 412, 417, *418*, 495, *565*, *578*, *583*, *595*, *596*
Neveu, Erik, *309*
Nez, Héloïse, *346*, *493*
N'Guyen, DucNhuam, 152, 306
Nietzsche, Friedrich, 141
Nizan, Paul, 141
Novatin-Lative, Fabia, 165

O

Ortoli, François-Xavier, 123, 262, 392, 393, 413
Ostrogorski, Moïseï, *409*
Ostrowetsky, Sylvia, 159
Oury, Jean, 154, 156
Overney, Pierre, 196
Owen, Robert, 75, 78

P

Pablo *Voir* Raptis, Michel
Papaioannou, Kostas, *502*
Paquot, Thierry, 20, *75*, 105, 109, 126, *251*, *256*, *258*, 274, 284, 506
Parat, Pierre, 326
Parsons, Talcott, 54
Pasqua, Charles, 216
Passeron, Jean-Claude, 189
Paul-Lévy, Françoise, 155
Pavlov, Ivan Petrovitch, 33
Péchu, Cécile, *320*, *439*
Pellerin, Jean-Claude, 288
Pelloutier, Fernand, 310
Péninou, Jean-Louis, 209, 214
Perrignon, Claude, *506*
Pesce, Rodolphe, 493
Pétonnet, Colette, 254
Peyrefitte, Alain, 189, 397, *398*, 460, 529
Piaget, Charles, 503
Pierre, Christian, *314*, *317*
Pinchemel, Philippe, 262, 268, 269, 272, 274, 276, 277, 278, 283, 284, *287*, 290, 293, 302
Pinçon, Michel, 87, 159, 392, 514
Pinçon-Charlot, Monique, 87, 159, 392
Pinot-Gallizio, Guiseppe, 168
Pisani, Edgar, *646*
Pisani, Edgard, 100, 118, 294, 391, 393, 405, 413, 414, 430, 455, *510*, 583
Platon, 552
Poëte, Marcel, 135, 268, 279, 402
Pol- Pot (Saloth Sar), 520
Politzer, Georges, 141
Pompidou, Georges, 64, 86, 187, 189, 208, 210, 250, 252, 262, 336, 388, 391, 393, 395, 396, 413, 447, 452, 459, 460, 463, 486, 493
Poniatowski, Michel, 460
Poperen, Jean, 401, 402, 403
Portzamparc, Chistian de, 196, 236, 237, 248, 321
Pouget, Emile, 199
Poujade, Robert, 336, 396
Prats, Yves, 20, *150*, 151, 153, *154*, 300, 472, 494, *495*, 496, 531, 532, *538*, *542*
Preteceille, Edmond, 152, 161, 165, 392, 486
Proudhon, Pierre-Joseph, 78, 163, 179, 191, 198, 199, 501, 502, 503, 652, 653, 666
Pucciarelli, Mimmo, *445*
Puget, Roger, 293

Q

Querouil, Olivier, *157*
Querrien, Anne, 155, 156, 157, *158*, 200, *252*, 253, 254
Querrien, Max, 155, 237, 241, 278
Quilès, Paul, 406, 490, 491
Quoist, Michel, 111, 117

R

Ragon, Michel, 179, *531*
Raimbault, Dominique, *585*
Raptis, Michel (Pablo), 504, 506
Raspaud, Jean-Jacques, *172*
Ravachol (Koënigstein, François Claudius), 352
Ravenel, Bernard, *506*
Raymond, Henri, 9, 20, *61*, 64, 65, 83, 86, *100*, 101, *104*, *106*, *109*, 118, 124, 127, 138, 143, *146*, 149, *150*, 172, *192*, 241, 250, *252*, *276*, 392, 483, 486, *514*, 531, *562*, *601*
Raymond, Marie-Geneviève *Voir* Dezès, Marie-Geneviève
Reboul, Olivier, *244*
Régulier, Catherine, 366, *371*
Reich, Wilhelm, 195, 231, 274, 297, 364, 370
Rémy, Jean, 118
Renaudie, Jean, 483
Renaux, Jean, 291
Retel, Jacques, 153, 306
Rey, Henri, *313*, *512*, *515*, *652*
Reynaud, Paul, *511*
Riboulet, Pierre, 161, 163, 164, 165
Ricoeur, Paul, *604*
Ricœur, Paul, 19, 20, 21, *27*, 40, 42, 49, 53, 54, 55, 56, 73, 536, 595, 604
Riesel, René, 212
Rocard, Michel, 241, 400, *401*, 402, 403, 405, 406, 407, *408*, 412, 413, 414, 417, 430, *510*, *569*, 575, 583, *584*, 585, *587*, 596, *646*, *654*, *655*, *659*
Rochefort, Michel, 278
Rochet, Waldeck, 188, 405
Rohée, Jean-Claude, *323*, *335*
Rollin, Olivier, 196
Roncayolo, Marcel, *7*, 20, 63, 64, *95*, 101, 233, 385, 386, 526, 530, 531, 533, 539, 540, 548, 552, 553
Rosanvallon, Pierre, *505*, 506, 507
Rostain, Michel, *157*
Rotman, Patrick, *188*, *202*, 209, *210*, *214*, 215, *218*, *220*, *221*, *222*, *223*, *224*, 236, *238*
Rouge, Maurice-François, 102, 294
Rouillan, Jean-Marc, *369*
Roullier, Jean-Eudes, 278, 392, 405, 430, 583
Royer, Jean (maire de Tours), 125
Royer, Jean (urbaniste), 125, 276, 290, 293, 294
Rumney, Ralph, 168

S

Saint Augustin, 552
Saint-Simon, Claude Henri de Rouvoy de, 23, 54, 78
Salgues, Bernard, 418
Salmon, Jean-Marc, 196, 209
Sanguinetti, Alexandre, 492
Sanguinetti, Gianfranco, 230
Sansot, Pierre, 193, 218
Sartre, Jean-Paul, 142, 156, 201, 364, 366, 433
Sauvy, Alfred, 101
Savary, Alain, 401, 403, 404, 405, 406
Sayad, Abdelmalek, 520, 522
Scheibling, Jacques, 483, 507
Schemeil, Yves, 35, *50*, *52*
Schnapp, Alain, 187, *188*, *192*, *202*, 214, 228, *231*, *237*, *238*, 239, *240*, *242*, *246*, *248*, *250*, *252*, *257*, *258*, 296
Seligmann, Françoise, *489*, *493*
Selim, Monique, *330*
Sellier, Henri, 268, 401
Sendic, Raúl, 356, 366
Servet, Georges *Voir* Rocard, Michel
Shils, Edward, 54

Simmel, Georg, 111, 119
Siné, 202
Sintomer, Yves, 30, *313*, *512*, *515*, *652*
Sirinelli, Jean-François, *15*, 126, *127*, 162, 189, 191, *192*, *211*, *602*
Soljenitsyne, Alexandre, 189
Sommier, Isabelle, *320*, *357*
Sorre, Maximilien, 101, 103, 269, 289
Soucy, Claude, 124
Soulage, François, 412, 418, 495, *510*
Spoerry, François, 397
Squirrel, Alexis, *364*
Staline, Joseph, 188, 196, 197, 200, 441, 504, 507
Steinberg, Jean, 288
Steiner, Anne, *352*, *363*, *364*, 367, 368, *369*, *370*, *371*
Stinco, Antoine, 159, 180
Stirner, Max, 198
Stœtzel, Jean, 101, 117
Stute, Johanna, *364*
Sudreau, Pierre, 269, 389, 391, 392, 396, 413, 563, 590

T

Tafuri, Manfredo, *19*, 73, *74*, 168, *639*, *647*, *664*
Tartakowsky, Danielle, *192*, 200, *201*, *205*, 208, *209*, *212*, *213*, 217, 218, *219*, 220, 222, *223*, 224
Tautin, Gilles, 202
Tavella, Paola, *365*, *367*, *368*
Tazieff, Haroun, 410
Tchakhotine, Serge, 33, *42*
Terroi, Gérard, 418
Tétard, Françoise, *505*
Thorez, Maurice, *188*, *196*
Thurnauer, Gérard, 131
Tissot, Sylvie, 598
Tito (Josip Broz, Maréchal), 502
Tocqueville, Alexis de, 110
Tonka, Hubert, 124, 126, 138, 159, 172, 180, 181, 182, 183, 236, 237, 258, 262, 269, *272*, 274, 275, 276, 278, 284, 288, 289, 290, 291, 292, 296, 299, 300, 353, 506, 541, 646, 648, *649*, 663, *664*
Topalov, Christian, 152, 300, *391*, 483, 486, *645*, *651*
Touraine, Alain, 101, 123, 124, 126, 153, 163, 172, 193, 205, 215, 216, 232, 264, 278, 300, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 316, 317, 318, 327, 335, 352, *439*, *473*, *551*
Treanton, Jean-René, 123
Trebitch, Michel, *144*, *575*
Trotsky, Léon, 156, 189, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 204, 205, 207, 208, 212, 213, 214, 218, 219, 221, 223, 229, 236, 245, 305, 307, 316, 382, 383, 400, 402, 403, 410, 414, 431, 432, 433, 438, 439, 441, 442, 443, 444, 486, 504, 508, 571
Trystram, Jean-Paul, 122, 123, 124, 138, 278
Tsiomis, Yannis, 237, 248
Tupac-Amaru, 356
Tupac-Amaru Ier, 356

V

Vadée, Michel, 20, 21
Vaillant, Auguste, 353
Valade, Bernard, 123
Vaneigem, Raoul, 169, *174*, 212, *648*
Vayssière, Bruno, *388*
Vergès, Jacques, 196
Verparet, M., *597*
Verret, Michel, *100*
Vian, Boris, 500
Viansson-Ponté, Pierre, *189*
Vicariot, Henri, 190
Vidal-Naquet, Pierre, 187, *188*, *192*, *202*, 214, 228, *231*, *237*, *238*, 239, *240*, *242*, *246*, *248*, *250*, *252*, *257*, *258*, 296
Vieille, André, 117
Viénet, René, 195, 212, *224*, *228*, *230*, 232, *264*
Vilandrau, Maurice, *307*
Violeau, Jean-Louis, *233*, 235, 236, *237*, *239*, *242*, 246, *250*, *251*, 253, *256*, *257*, *262*, *263*, 264, 265, 267, *274*, *279*, *284*, 290, 296
Vivien, Robert-André, 330, 388
Voldman, Danièle, *9*, *388*
Von Bülow, Catherine, *362*
Voyer , Jean-Pierre, *172*, *648*

W

Waechter, Antoine, 336
Ward, Colin, 511
Warin, Philippe, *348*
Weber, Henri, 197, 201, *223*
Weber, Max, 20, 21, 53, 110, 111, 119, 398
Weill, Claudie, *506*
Whyte, William Foot, 117
Wieviorka, Michel, 306, 352, 358, 363
Willmott, Peter, 117
Winock, Michel, *189*, 192
Wolf, Marc, 493
Wolman, Gil J., 168, 176
Worms, Jean-Pierre, 124, 300, 493

X

Xydias, Nelly, *111*, 117

Y

Young, Michael, 117

Z

Zarca, Bernard, 20
Zimmermann, Annie, 237, 239
Zylberman, Patrick, *154*, 155

TABLE DES DOCUMENTS

Document 1: Programme du colloque de Royaumont de mai 1968. 128

Document 2 : Emplacement des barricades dans le Quartier Latin le 10 mai 1968. 225

Document 3 : Tract de l'UNEF-Architecture, 1977 249

Document 4: Tract des Beaux-Arts, 1968.....259

Document 5 : Tract des Beaux-Arts, 1968. 260

Document 6 : Lettre d'Henri Lefebvre à Philippe Pinchemel datée du 15 mars 1968. 280

Document 7 : Programme de l'IUUP de mai 1966. 281

Document 8 : Lettre de démission de Georges Burdeau datée de mars 1968.....285

Document 9 : Ras-du Pavé, "Guide des Halles et du Marais", 1979. 324

Document 10 : Tract "Bercy-Informations", 15 mars 1979. 325

Document 11 : Les Droits du piéton, 13-05-1970. 340

Document 12 : Bagnoles Ras-le-bol ! 1981. 342

Document 13 : Tract Paris-Ecologie, 1977. 343

Document 14 : Pour un Mouvement socialiste de la ville, n.d. 422

Document 15 : Tract de la Gauche prolétarienne pour la grève des loyers dans les foyers africains, 1970. 436

Document 16 : Tract de la LCR contre les expulsions, 1977. 440

Document 17 : Tract pour le droit au logement, 1972. 450

Document 18 : Tract PS, "Pour changer la vie, changeons la ville", 1974 456

Document 19 : CFDT , "La ville à prendre", 1979. 458

Document 20 : Tract PCF, 1975. 461

Document 21 : PCF, "Défendons Montmartre!", 1975 464

Document 22 : PCF , "Paris Capitale", 1979. 466

Document 23 : PCF, "Appel aux habitant du 4ème", 1979. 470

Document 24 : PCF, "Budget à la guillotine", 1979. 475

Document 25 : PCF, "Les transports en IDF, ça suffit!", 1980.....476

Document 26 : Tract de la CGT, 1980. 481

Document 27 : Tract PSU contre les expulsions, 1976. 573

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE **1**

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS **3**

INTRODUCTION **7**

∗ PREMIERE PARTIE ∗ LES IDEOLOGIES ET UTOPIES URBAINES : CONCEPTS ET METHODE **17**

- CHAPITRE I - DEFINITIONS **19**

I - Vers une définition « idéale-typique » ? 21

1 - Idéologie, lutte des classes et aliénation 24
2 - La « fausse conscience » 30
3 - L'interprétation marxiste de l'idéologie selon Lefebvre ou Althusser 36
4 - Idéologie et domination 42
5 - Idéologie et communication 49
6 - Échapper à l'idéologie dans la définition du concept d'idéologie 53

II - Les idéologies urbaines et l'utopie 60

1 - Idéologie spatiale et espace idéologique : l'instrumentalisation politique de l'espace 61
2 - Espace et structure sociale 66
3 - La géographie sociale et ses territoires 69
4 - Les utopies urbaines 73

- CHAPITRE II - METHODOLOGIE ET CADRE CONCEPTUEL **81**

I - Espace mental et idéologie 81

1 - Représentations de l'espace et espace de représentations 81
2 - L'espace vecteur d'idéologie 84

II - Eléments méthodologiques pour une analyse du discours idéologique 87

∗ DEUXIEME PARTIE ∗ LA POLITISATION DES DISCOURS SUR L'URBAIN : LA RENCONTRE MARXISME – SCIENCES SOCIALES – ARCHITECTURE ET URBANISME **93**

- CHAPITRE I - POLITISATION ET INSTITUTIONNALISATION DE LA SOCIOLOGIE URBAINE FRANÇAISE **99**

I - Les colloques et la question épistémologique 100

1 - Le colloque « Villes et campagnes » en 1951 101
2 - Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1998) : la sociologie de Paris et de la vie ouvrière 105
3 - Louis Chevalier (1911-2001) et la construction incertaine d'une discipline « en devenir » 110
4 - Raymond Ledrut (1919-1987) et la tentative de synthèse 118

5 - La consécration de la sociologie urbaines française et ses difficiles relations avec la planification : le Colloque de Royaumont en mai 1968 122
6 - Henri Lefebvre (1901-1991) : du droit à la ville à la production de l'espace 139

II - Les néo-marxismes : la politisation d'une discipline 150

1 - Marxisme et structuralisme. 150
2 - La revue *Espaces et sociétés* 161

- CHAPITRE II - LA CONTESTATION : « URBANISER LA LUTTE DES CLASSES » 167

I - L'Internationale situationniste et la revue *Utopie* 167

1 - L'IS et la subversion de l'espace urbain 168
2 - *Utopie* et la critique urbanistique 180

II - Un Mai 68 urbain ? 184

1 - Contexte et premiers « aspects urbains » de Mai 68 187
2 - L'espace urbain comme instrument tactique et symbolique de la contestation 195
3 - La ville et l'urbanisme comme objets de critiques et de revendications 226

III - La position des architectes et des urbanistes : l'urbanisme et l'architecture remis en question 235

1 - Les sciences sociales et la formation des architectes 235
2 - La contestation chez les étudiants urbanistes 267
3 - « L'urbanisme est politique !» 296

- CHAPITRE III - L'URBANISATION DU MYTHE REVOLUTIONNAIRE ET LES CONTESTATAIRES : ESPACE ENJEU ET ESPACE INSTRUMENT. 303

I - Les « mouvements sociaux urbains » 304

1 - La politisation. 307
2 - Les discours et revendications. 318

II - L'émergence des terrorismes urbains d'extrême gauche européens 351

1 - Les expériences étrangères : la guérilla urbaine en Amérique latine 353
2 - Questions tactiques et de logistique et stratégie : l'instrumentalisation de l'espace urbain 362
3 - L'espace des représentations urbaines : gauchisme et contre-culture 368

III - La révolution urbaine 372

*** TROISIEME PARTIE * L'URBANISTATION DES POSITIONS POLITIQUES ET LE STATUT DE L'ESPACE URBAIN : L'ESPACE ALIENE/ALIENANT ET POTENTIELLEMENT LIBERATEUR 375**

- CHAPITRE I - L'URBANISATION DU DISCOURS POLITIQUE ET LES NOUVEAUX THEMES 381

I - L'urbanisation du discours politique (1958-1981) 382

1 - Introduction générale sur les partis politiques et leur discours sur la ville 382
2 - De la Reconstruction au « cadre de vie » 384
3 - Le cas du discours du PSU 398
4 - Les discours réformistes et révolutionnaires de la gauche politique 431

II - Les nouveaux thèmes : cadre de vie, vie quotidienne, autogestion et participation 493

1 - La question du cadre de vie quotidienne et l'urbanisation des discours réformistes 494
2 - La participation et l'autogestion : la rencontre du politique et de la ville 501

- CHAPITRE II - L'IDEOLOGIE POLITIQUE URBAINE DANS LE DISCOURS POLITIQUE DE GAUCHE 519

I - Le déterminisme spatial et la question du pouvoir 519

1 - Briser les repères et les modèles socio-culturels afin d'en imposer de nouveaux. 520
2 - Réduction de la question sociale aux questions urbaines et spatiales 526
3 - Déterminisme spatial et question du pouvoir 530
4 - Urbanisme et actions spatialistes 545
5 - Le déterminisme spatial dans l'utopie 552
6 - Le spatialisme dans le discours politique 555
7 - Le spatialisme : deux échelles de transformation et de pouvoir social 559

II - Figures spatiales de l'aliénation et de la libération 565

1 - Analyse de contenu du discours du PSU : les critiques et revendications 565
2 - Thématique urbaines abordées par le PSU 567
3 - L'Idéologie/utopie urbaine du PSU 593

CONCLUSION GÉNÉRALE 601

ANNEXES 611

BIBLIOGRAPHIE 637

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DES AUTEURS 671

TABLE DES DOCUMENTS 677

TABLE DES MATIERES 679

}

La période dite des trente glorieuses se marque, en France, par un changement progressif de paradigme dans les politiques urbaines. Mais celle-ci se caractérise aussi par un double glissement porté par les discours contestataires : d'une part, une « politisation », voire une radicalisation des réflexions sur la ville, et, d'autre part, une « urbanisation » des positions politiques, notamment à gauche. Cette thèse aborde l'instrumentalisation de l'espace au sein de l'idéologie politique : quelle place y occupe celui-ci et comment la pensée s'en empare ? Quel est son statut véritable en termes stratégiques ? L'émergence concomitante des notions de « cadre de vie », de « vie quotidienne », de « participation » et d'autogestion « urbaines », les réflexions autour de la « révolution urbaine » et de « l'urbanisation la lutte des classes », servent en quelque sorte de cadre théorique d'arrière plan à ces glissements et aux conceptions qui permettent à la ville de devenir, tout au moins dans les discours, mais aussi parfois dans les pratiques, un enjeu et un objet politique privilégié. Bien plus, elle acquiert dans l'idéologie marxiste et révolutionnaire, le statut de médiateur du changement social souhaité. C'est la dialectique entre un espace critiqué et un espace salvateur, présente dans les sciences sociales, chez les gauchistes, comme au sein de certaines avant-gardes et dans le discours de la « nouvelle gauche », qui nous permet d'analyser son véritable statut d'espace instrumental.

Mots-clés : Idéologie urbaine – Représentations – Discours – Gauche politique – Instrumentalisation de l'espace – Sociologie – Urbanisme – Spatialisme – France des 30 glorieuses.

The Glorious Thirties period in France is characterized by a progressive change in public policies. But this period is as well marked by a double process held by protester discourses : on the one hand, a politicisation of the urban question, and on the other hand, an urbanization of left-wing political positions. This thesis deal with the instrumentality of urban space in political ideology. What is the position of urban space in political ideology ? Which real part does it strategically take ? The simultaneous emergence of ideas such as “life surroundings”, “everyday life”, “participation”, urban “auto-gestion”, and considerations on “Urban Revolution” and “Class-struggle's urbanization” take part in the theoretical background of this double process. These ideas lead the city to become a stake for discourses and practices. Moreover, in Marxist and revolutionary ideology, the city is the key means for changing society. Among the leftists, some of the avant-gardes and the French “New Left”, the dialectic between criticized space and saving space allows us to analyze the city status of an instrumental space.

Keywords : Urban Ideology – Representations – Discourse – Leftism – Instrumental Space – Sociology – Town Planning – “ Spatialism” – French Glorious Thirties.